DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

6

1914–1918

CHRONOS • ARMANDO DADÒ EDITORE • ÉDITIONS ZOÉ

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

1848–1945

VOLUME 6 (1914–1918)

29 juin 1914 – 11 novembre 1918

Préparé par Jacques Freymond,
Isabelle Graf-Junod et Alison Browning

BENTELI VERLAG BERN

Document reproduit sur la jaquette:
Lettre autographe de démission du Conseiller fédéral Arthur Hoffmann
aux Présidents du Conseil national et du Conseil des Etats (18 juin 1917).

Dokument auf dem Umschlag:
Handschriftliches Demissionsschreiben von Bundesrat Arthur Hoffmann
an die Präsidenten des National- und Ständerates (18. Juni 1917).

©
1981 Benteli Verlag, 3011 Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli AG, 3018 Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0391-6

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève
Membres	
Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean-Charles Biaudet	Professeur à l'Université de Lausanne
Rudolf Bindschedler	Botschafter, Rechtsberater des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten
Erwin Bucher	Professor an der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Beat Dumont	Stellvertretender Direktor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor an der Universität Bern
Herbert Lüthy	Professor an der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern
Louis-Edouard Roulet	Professeur à l'Université de Neuchâtel, Membre du Conseil national suisse de la recherche
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et Lausanne
Andreas Staehelin	Präsident der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz

TABLE DES MATIÈRES - *INHALTSÜBERSICHT*

I. Avant-propos VII
Vorwort X

II. Introduction XIII
Einleitung XVI

III. Abréviations XIX

IV. Plan de la table méthodique des documents XX

V. Table méthodique des documents XXI

VI. Documents 1

VII. Annexes
1. Organigramme de l'Administration fédérale concernée par les relations internationales 868
2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger 870
3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse 873
4. Représentation des intérêts étrangers par la Suisse 876

VIII. Index
1. Noms de personnes 877
2. Noms géographiques 893

IX. Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés 901

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des affaires étrangères[1] et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848–1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même – ainsi les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil fédéral –, de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orientation; en-

---

[1] Anciennement: Département politique fédéral

suite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'entête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'entête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale politische System verwickelt ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten[1] und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848–1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen vom einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Gründzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren. Abge-

---

[1] vormals: Eidgenössisches Politisches Departement

druckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich *(kursiv)* vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die For-

mel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:
JACQUES FREYMOND, *Präsident*
OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Le 4 août 1914, dès l'ouverture des hostilités, le Conseil fédéral proclame la fidélité de la Suisse à son statut de neutralité et sa volonté de le faire respecter. Le 11 novembre 1918, sitôt connue la proclamation de la grève générale, il informe les belligérants qu'il entend régler ses problèmes internes par ses propres moyens.

Entre ces deux dates la diplomatie suisse sera mise au service d'une politique de neutralité cohérente, visant à préserver l'indépendance du pays face aux pressions contradictoires des belligérants.

Ces pressions seront essentiellement économiques. La guerre sans doute se déroule non loin des frontières de la Suisse, ce qui oblige le gouvernement et le commandement de l'armée à maintenir en permanence un dispositif militaire assez étoffé pour rendre la neutralité crédible, dispositif qu'il faut renforcer et remanier en fonction des fluctuations des fronts. Mais la Suisse occupe dans la stratégie une position marginale. La reconnaissance de sa neutralité n'a pas posé de problème, si ce n'est de forme, et si l'inquiétude parfois percera chez les uns ou chez les autres à la pensée que l'une des parties au conflit pourrait prendre une initiative contraire à ses engagements, si certaines émotions se manifestent de temps à autre dans l'opinion en Suisse ou dans les pays voisins, la raison finira toujours par prévaloir!

Ce qui importe aux belligérants en définitive ce n'est pas tant de placer la Suisse sous leur influence politique, ou sous leur contrôle militaire, que d'empêcher l'autre partie de le faire. Du moment que les Suisses entendent se charger eux-mêmes de la défense de leur indépendance, il n'y a pas de motif valable d'intervenir chez eux. Sur le plan économique en revanche, on se montrera de part et d'autre plus dur et plus pressant. Les Empires centraux ont tout intérêt à utiliser l'appareil de production de leur voisin suisse pour renforcer leur effort de guerre. Les Alliés, au contraite, vont tout faire pour empêcher que les Suisses ne maintiennent une brèche dans leur blocus économique de l'Allemagne.

La véritable bataille pour l'indépendance de la Confédération sera donc menée sur le terrain économique et c'est à la conduite de cette bataille que la diplomatie suisse consacrera la plus grande part de son temps. Il ne suffit pas d'organiser la défense des frontières mais il faut, plus encore, assurer à la population son ravitaillement, aux usines des fournitures, aux travailleurs un emploi, et cela face à un blocus qui se resserre au fur et à mesure que la guerre se prolonge et s'élargit. La Conférence de La Haye de 1907 a défini sans doute les droits des Etats neutres à commercer librement en temps de guerre. Mais dans un conflit de cette envergure dans lequel les belligérants sont contraints d'engager la totalité de leurs ressources, les droits des neutres ne peuvent être respectés et le gouvernement helvétique verra se réduire progressivement la marge de manœuvre dont il dispose pour mener une politique économique dite de neutralité.

Il cherchera cependant à sortir de la défensive pour pratiquer une politique de neutralité active. A la représentation des intérêts étrangers, qui appartient à ce qu'on pourrait appeler les obligations d'un Etat neutre, s'ajouteront des initiatives nombreuses dans le domaine humanitaire: rapatriement, dès le début de la guerre, de civils surpris en pays ennemi par le déclenchement des hostilités; internement et rapatriement de grands blessés et de malades; appui constant et discret au Comité international de la Croix-Rouge qui peut développer en toute indépendance son action à partir d'un territoire neutre.

Encouragé par une opinion publique très soucieuse de voir la Suisse se dégager de la politique moralement inconfortable de l'abstention, le gouvernement fédéral suivra l'évolution des hostilités avec la préoccupation constante de saisir toute occasion de s'associer à des actions de médiation des Etats neutres ou même de prendre lui-même des initiatives. Il perdra parfois la conscience de la limite de son influence et s'exposera de ce fait au risque d'être un instrument de la politique des Puissances.

Cette brève évocation des activités principales de la diplomatie helvétique n'a d'autre objet que de signaler les principales manifestations de la politique de neutralité et de rendre attentif à ce qu'on pourrait appeler son ambiguïté: politique défensive, visant à obtenir par-delà la protection militaire de l'intégrité du territoire national les assurances nécessaires au fonctionnement de l'économie, et politique positive par l'affirmation d'une solidarité avec les peuples qui souffrent de la guerre.

Ainsi, la Suisse ne participe pas à la grande politique. Son action diplomatique, de ce fait, se manifeste dans un processus de négociation permanente concernant la protection des intérêts et des personnes. Il n'y a guère d'actions spectaculaires ou de crises qui retiendraient l'attention, mais bien plutôt une succession de discussions portant souvent sur des points de détail, sur des cas individuels. C'est par un travail de fourmi que les Suisses défendent leurs intérêts et les causes qui leur sont chères. Et c'est à l'intérieur du pays que se livreront les grandes batailles pour le maintien de la cohésion nationale, condition d'une politique de neutralité calculable par les autres et par conséquent crédible.

On comprendra que la sélection des documents à publier n'ait pas été facile. Quels peuvent être, dans une longue négociation commerciale ou dans telle autre qui concerne des problèmes humanitaires, les documents significatifs? Notre choix pourra paraître parfois discutable, et cela d'autant plus que les fonds dépouillés ne sont pas forcément complets, soit parce que ceàtains documents ont disparu, soit parce qu'ils ont été groupés par celui qui avait à traiter d'une affaire dans des dossiers séparés. Nous avons cherché à atténuer les rigueurs de la sélection en renvoyant à certains des textes publiés ou à des fonds consultés. Comme nous nous sommes abstenus, en règle générale, d'insérer dans ce recueil des textes officiels déjà imprimés, il paraît important de souligner la nécessité, pour quiconque entend étudier la diplomatie helvétique pendant la Première guerre mondiale, de dépouiller attentivement les *Rapports du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les mesures prises par lui en vertu de l'arrêté fédéral du 3 août 1914 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien*

de sa neutralité (Rapports de Neutralité) et les textes concernant la Société Suisse de Surveillance économique:

a) *Société Suisse de Surveillance économique 1915–1919.* Tableau de son activité, Berne 1920.

b) *Le Rapport intérieur de la Société Suisse de Surveillance économique (1915–1921),* Berne 1921.

Il me reste à remercier les personnes qui ont collaboré à la préparation de ce volume et tout d'abord celles qui en ont assumé la responsabilité: Madame Isabelle Graf-Junod qui a fourni l'effort principal, Mademoiselle Alison Browning qui nous a accordé sa collaboration pendant plus de deux ans, ma femme qui a relu les épreuves et mis au point la table méthodique et l'index. Nous exprimons également notre gratitude à Messieurs Daniel Bourgeois, Antoine Fleury et Gabriel Imboden qui nous ont fait bénéficier de l'expérience acquise dans la préparation du Volume 7, comme à Messieurs André Wälti, Hans Kohler et Hans Walther qui, avec une générosité remarquable, ont mis à notre disposition leur connaissance des Archives fédérales et leur temps. Notre reconnaissance, enfin, va à Monsieur Oscar Gauye, directeur des Archives fédérales, qui nous a ouvert sans réserve sa maison et ses dossiers, ainsi qu'au Fonds national suisse de la recherche scientifique grâce auquel cette entreprise a pu être réalisée.

JACQUES FREYMOND

II. EINLEITUNG

Am 4. August 1914, unmittelbar nach der Eröffnung der Feindseligkeiten, verkündigt der Bundesrat, dass die Schweiz an ihrem Neutralitätsstatus festhalten wird und den Willen hat, ihn durchzusetzen. Bereits am 1. August hat er beschlossen, die schweizerische Armee zu mobilisieren. Am 11. November 1918, sobald die Verkündigung des Generalstreiks bekannt wird, meldet er den kriegführenden Mächten, dass die Schweiz entschlossen ist, ihre internen Schwierigkeiten eigenständig zu regeln.

Zwischen diesen beiden Daten wird die schweizerische Diplomatie in den Dienst einer kohärenten Neutralitätspolitik gestellt, die zum Ziel hat, die Unabhängigkeit des Landes angesichts der widersprüchlichen Beeinflussungen durch die kriegführenden Mächte und des von ihnen ausgeübten Druckes zu wahren.

Dieser Druck ist wesentlich wirtschaftlicher Art. Der Krieg spielt sich allerdings nicht fern von den Schweizer Grenzen ab, was die Regierung und den Oberbefehl der Armee zur ständigen Aufrechterhaltung einer ziemlich stattlichen und je nach den Schwankungen der Fronten zu verstärkenden und umzugestaltenden militärischen Aufstellung zwingt, um die Neutralität auch glaubwürdig erscheinen zu lassen. Doch die Schweiz nimmt in der Strategie eine Randstellung ein. Die Anerkennung ihrer Neutralität hat keinerlei andere Fragen aufgeworfen als die der äusseren Form, und wenn auch manchmal bei den einen oder andern eine gewisse Beunruhigung durchbricht bei dem Gedanken, dass eine der kriegführenden Mächte ihren Verpflichtungen zuwider eingreifen könnte, wenn auch ab und zu in der Schweiz oder in den Nachbarländern eine gewisse Erregung in der öffentlichen Meinung zu spüren ist, so wird doch immer zu guter Letzt die Vernunft siegen.

Den kriegführenden Mächten kommt es schliesslich nicht so sehr darauf an, die Schweiz unter ihren politischen Einfluss oder ihre militärische Gewalt zu stellen, als die Gegenpartei daran zu hindern, es zu tun. Da die Schweizer ihre Unabhängigkeit aus eigenen Kräften verteidigen wollen, besteht kein triftiger Grund, bei ihnen einzuschreiten. Auf wirtschaftlicher Ebene hingegen wird man sich beiderseits härter und drängender erweisen. Die Zentralmächte haben alles Interesse daran, den Produktionsapparat ihres Schweizer Nachbarn zur Verstärkung ihres Kriegsaufwandes zu nutzen. Die Alliierten, im Gegenteil, werden alles daransetzen, um zu verhindern, dass die Schweizer in der wirtschaftlichen Blockade Deutschlands eine Lücke offenlassen.

So wird nun der wirkliche Kampf für die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft auf wirtschaftlicher Ebene ausgefochten werden, und darauf wird die schweizerische Diplomatie den grössten Teil ihrer Zeit verwenden. Es genügt nicht, die Verteidigung der Grenzen auszubauen; darüber hinaus geht es vor allem darum, der Bevölkerung ihre Lebensmittelversorgung, den Industrieanlagen ihren

Bedarf und den Werktätigen ihre Beschäftigung zu sichern, und dies angesichts einer Blockade, die sich, je länger der Krieg andauert und je weiter er sich ausdehnt, verdichtet. Die Haager Konferenz hatte zwar 1907 die Rechte der neutralen Staaten auf freien Handelsverkehr in Kriegszeiten festgelegt. Aber in einem Zusammenstoss dieses Umfangs, der die kriegführenden Mächte zum völligen und restlosen Einsatz aller ihrer Kräfte zwingt, können die Rechte der Neutralen nicht geachtet werden, und der Handlungsspielraum, über den die schweizerische Regierung zum Betreiben einer sogenannten neutralen Wirtschaftspolitik verfügt, wird ihr immer karger zugemessen. Sie wird jedoch versuchen, aus ihrer Abwehrstellung herauszutreten und eine Politik der aktiven Neutralität anzuwenden. Zur Vertretung der ausländischen Interessen, die zu dem gehört, was man die Obliegenheiten eines neutralen Staates nennen dürfte, werden zahlreiche Unternehmungen humanitären Charakters hinzukommen: Repatriierung, seit Beginn des Krieges, von Zivilisten, die das Auslösen der Feindseligkeiten im Feindesland überrascht hat, Internierung und Repatriierung von Schwerverletzten und Kranken, ständige und diskrete Unterstützung des Komitees vom Internationalen Roten Kreuz, das seine Tätigkeit in aller Unabhängigkeit von einem neutralen Gebiet aus entfalten kann.

Von einer öffentlichen Meinung ermutigt, die sehr darauf bedacht ist, dass sich die Schweiz von der moralisch unbehaglichen Politik der Enthaltung loslöse, wird die Bundesregierung die Weiterentwicklung der Feindseligkeiten mit der ständigen Sorge verfolgen, jede Gelegenheit zu nutzen, sich Vermittlungsunternehmungen der neutralen Staaten anzuschliessen oder sogar selbst Initiativen zu ergreifen. Dann und wann wird sie das Bewusstsein der Grenzen ihres Einflusses verlieren und sich somit der Gefahr aussetzen, zum Werkzeug der Politik der Grossmächte zu werden.

Diese kurze Erwähnung der wichtigsten Tätigkeiten der schweizerischen Diplomatie hat einzig zum Zweck, auf die Hauptäusserungen der Neutralitätspolitik hinzuweisen und auf das, was man ihre Zweideutigkeit nennen könnte: eine Abwehrpolitik, die über die militärische Verteidigung der Unversehrtheit des nationalen Gebietes hinaus das Erlangen der nötigen Gewähr zum ordentlichen Gang der Wirtschaft anstrebt, und eine positive Politik durch die Beteuerung einer Solidarität mit den Völkern, die unter einem Kriege leiden, dem ein Ende zu setzen das Schweizervolk mithelfen möchte.

Also nimmt die Schweiz an der hohen Politik nicht teil. Ihre diplomatische Handlung äussert sich im Ablauf ständiger Verhandlungen bezüglich des Schutzes der Interessen und Personen. Es heben sich kaum eindrucksvolle Unternehmen oder Krisen ab, vielmehr eine Reihe von Diskussionen, die oft nebensächliche Punkte und persönliche Fälle betreffen. Ihre Interessen und die Begriffe, die ihnen teuer sind, verteidigen die Schweizer mittels ihrer Ameisenarbeit. Und die grossen Kämpfe um die Wahrung der nationalen Einigkeit werden innerhalb des Landes geliefert, als Voraussetzung zu einer von der Aussenwelt berechenbaren und somit glaubwürdigen Neutralitätspolitik.

Man wird verstehen, dass die Auswahl der zur Veröffentlichung bestimmten Dokumente keine leichte war. Welches können in einer langwierigen kommer-

ziellen Verhandlung, oder in einer andern, humanitäre Probleme betreffend die bedeutsamen Belege sein? Unsere Wahl wird oft fraglich erscheinen mögen, zumal die ausgewerteten Bestände nicht unbedingt vollständig sind, sei es, weil gewisse Urkunden verschwunden sind, sei es, weil sie von demjenigen zusammengestellt wurden, der eine Sache in separaten Akten zu behandeln hatte. Wir haben versucht, die strengen Erfordernisse der Auswahl durch Verweisung auf gewisse der veröffentlichten Texte oder ausgewerteten Bestände zu mildern. Da wir im allgemeinen davon abgesehen haben, bereits gedruckte amtliche Schriftstücke in diese Zusammenfassung einzuschalten, scheint es wichtig für alle diejenigen, die die schweizerische Diplomatie während des Ersten Weltkrieges studieren möchten, die Notwendigkeit einer aufmerksamen Sichtung folgender Dokumente zu betonen:

Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die von ihm aufgrund des Bundesbeschlusses vom 3. August 1914 getroffenen Massnahmen (Neutralitätsberichte) sowie die Texte betreffs der «Société Suisse de Surveillance économique»:

a) «Société Suisse de Surveillance économique» 1915–1919. Verzeichnis ihrer Tätigkeit, Bern 1920.

b) Der interne Bericht der «Société Suisse de Surveillance économique» (1915–1921), Bern 1921.

Schliesslich möchte ich noch allen denjenigen meinen Dank aussprechen, die an der Vorbereitung dieses Bandes mitgewirkt haben, und in erster Linie denen, die die Verantwortung dafür übernahmen: Frau Isabelle Graf-Junod, die die Hauptarbeit geleistet hat, Fräulein Alison Browning, die uns während über zwei Jahren ihre Mithilfe gewährte, meiner Gattin, die die Korrekturen gelesen und das thematische Verzeichnis sowie das Register zusammengestellt hat. Unsere Dankbarkeit geht ebenfalls an die Herren Daniel Bourgeois, Antoine Fleury und Gabriel Imboden, die uns ihre in der Vorbereitung des Bandes 7 errungene Erfahrung zugute kommen liessen, sowie an die Herren André Wälti, Hans Kohler und Hans Walther, die uns mit bemerkenswerter Grosszügigkeit ihre Kenntnis des Bundesarchivs und ihre Zeit zur Verfügung stellten. Ferner möchten wir Herrn Oscar Gauye, Direktor des Bundesarchivs, unsere Dankbarkeit bezeugen, der uns sein Haus und seine Akten vorbehaltslos eröffnet hat, sowie dem Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung, dank welchem dieses Unternehmen durchgeführt werden konnte.

JACQUES FREYMOND

III. ABRÉVIATIONS

A	Annexe
AM	Aide-mémoire
An	Annotation
CR	Compte rendu
DEP	Département fédéral de l'Economie publique
DFCIA	Département fédéral du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture
DFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DFPC	Département fédéral des Postes et des Chemins de fer
DJP	Département de Justice et Police
DMF	Département militaire fédéral
DPF	Département politique fédéral
L	Lettre
M	Mémoire/Memorandum
Mi	Minute
N	Note
No	Notice
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
R	Rapport
RC	Rapport commercial
RP	Rapport politique
Rens	Renseignement (de caractère militaire)
T	Télégramme

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats: XXII
1. Allemagne XXII
2. Autriche-Hongrie XXIII
3. Chine XXVI
4. Etats-Unis d'Amérique XXVI
5. Finlande XXIX
6. France XXX
7. Grande-Bretagne XXXI
8. Italie XXXIII
9. Japon XXXVI
10. Pays-Bas XXXVII
11. Pays neutres XXXVII
12. Pologne XXXVIII
13. Roumanie XXXVIII
14. Russie XXXVIII
15. Suède XL
16. Ukraine XL

II. Les négociations économiques et financières avec les Alliés XL

III. Les négociations économiques et financières avec les Puissances centrales L

IV. Neutralité, politique de neutralité LIII

V. La Suisse et la paix LVIII

VI. Politique militaire LXIV

VII. Politique humanitaire LXVI

VIII. Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme) LXIX

IX. Après-guerre, Conférence de la Paix, la Société des Nations LXXII

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LA VIE DES ÉTATS

I.1 ALLEMAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
3	21.7.1914 RP	Berlin (Claparède) au DPF (Hoffmann)	Entretien de Claparède avec Zimmermann sur la situation dans les Balkans après l'attentat de Sarajevo.
12	31.7.1914 L	Berlin (Claparède) au DPF (Hoffmann)	La décision de l'Allemagne de proclamer l'état de guerre. Les premières interdictions d'exporter.
113	23.4.1915 L	Berlin (Claparède) au DPF (Hoffmann)	Des rumeurs alarmantes circulent sur les intentions de l'Italie. Von Jagow espère encore une solution pacifique et fait remarquer que von Planta pourrait faire appel à la raison auprès de la Consulte, ce qui serait dans l'intérêt de la paix mondiale et de la Suisse.
260	1.2.1917 PVCF	Conseil fédéral	Réaction du Conseil fédéral à une note allemande annonçant le blocus des pays de l'Entente.
A	31.1.1917 N	Berne (Légation d'Allemagne) au Président de la Confédération (Schulthess)	Note allemande annonçant les mesures de guerre sur mer.
270	9.2.1917 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve la note réponse à l'Allemagne concernant le blocus.
277	16.2.1917 RP	Berlin (Haab) au DPF (Hoffmann)	L'Office des Affaires étrangères et l'incident Ritter. Question concernant l'établissement d'un bureau pour la protection des intérêts allemands à l'étranger.
334	5.8.1917 RP	Berlin (Haab) au DPF (Ador)	La Social-démocratie intervient en faveur de la continuation de la guerre. Nomination du nouveau ministre des Affaires étrangères. Relations germano-autrichiennes. Remarques du Ministre bulgare sur le pouvoir militaire en Allemagne, sur la situation dans les Balkans et en Russie.
353	7.11.1917 RP	Berlin (Haab) au DPF (Ador)	Renseignements d'un ministre neutre sur l'état de l'armée russe et sur les évènements en Italie. Le ministre des Affaires étrangères souhaite que la Suisse soit suffisamment ravitaillée. Crainte que les Etats-Unis n'imposent des conditions au ravitaillement de la Suisse. Relation du nouveau Chancelier avec le Reichstag.
378	19.1.1918 L	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Accréditation de Mercier à Berlin. La réclamation allemande concernant le traitement inégal des propos de la presse suisse. Réception chez le Kaiser. Préparation

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			d'une nouvelle offensive allemande. Mercier se demande si la Suisse ne devrait pas offrir l'hospitalité à la négociation entre la Russie et l'Allemagne.
381	5.2.1918 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Rapport sur les causes et le déroulement des grèves en Allemagne. Von dem Bussche prétend que les Etats-Unis préparent la révolution en Allemagne à partir de la Suisse.
393	26.2.1918 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Discours du Chancelier allemand et ses propos concernant la Suisse. La question de la livraison de blé d'Ukraine à la Suisse. Les conséquences des propos anti-allemands de la presse romande sur les futures relations avec l'Allemagne.
408	23.3.1918 PVCF	Conseil fédéral	L'attitude et les réserves du Conseil fédéral devant la proposition austro-allemande d'un arbitrage par le Président de la Confédération dans les traités de paix avec la Russie, l'Ukraine et la Finlande.
456	26.10.1918 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Le climat politique en Allemagne. Von dem Bussche attire l'attention sur les dangers menaçant les populations de l'Est de la part des bolcheviques en cas de retraite des troupes allemandes.
468	8.11.1918 T	Berlin au DPF	L'abdication du Kaiser est exigée non seulement par les sociaux-démocrates, mais aussi par le centre. Des négociations sont en cours pour former un nouveau ministère prussien. On affirme que le Comité central du groupe Spartacus se trouverait en Suisse.

Pour l'Allemagne, cf. aussi:

III Les négociations économiques et financières avec les Puissances Centrales, n^os^ 18, 79, 186, 190, 195, 197, 199, 212, 247, 332, 336, 343, 399, 409, 412
IV Neutralité, politique de neutralité, n^os^ 13, 33, 34, 127
V La Suisse et la paix, n^os^ 268, 269, 272, 273, 274, 279, 281, 295, 330, 378
VI Politique militaire, n° 227
VII Politique humanitaire, n^os^ 58, 99, 167
VIII Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), n^os^ 382, 385, 413

I.2 AUTRICHE-HONGRIE

1	29.6.1914 RP	Vienne (Choffat) au DPF (Hoffmann)	Réflexions de Choffat sur les conséquences de l'attentat de Sarajevo.
4	25.7.1914 RP	Vienne (Choffat) au DPF (Hoffmann)	Commentaires sur l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
8	28.7.1914 T	Vienne (Légation de Suisse) au DPF	Remise de la note austro-hongroise relative à la déclaration de guerre à la Serbie.
90	16.1.1915 RP	Vienne (Choffat) au DPF (Hoffmann)	Commentaires sur la démission du comte Berchtold et la nomination de Burian comme ministre des Affaires étrangères.
115	24.4.1915 T	Vienne (Bourcart) au DPF	Les Affaires étrangères ne considèrent pas que les relations avec l'Italie incitent à de l'inquiétude. Fogach considère des mesures militaires à notre frontière sud comme prématurées.
158	4.12.1915 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec l'Ambassadeur d'Allemagne sur la situation politique en Autriche-Hongrie. Ses considérations sur l'avenir de l'indépendance de la Suisse après la guerre.
261	1.2.1917 T	Vienne (Bourcart) au DPF	A Vienne, on communique que le blocus des côtes françaises est l'affaire de l'Allemagne. Le Ministre turc a proposé à Czernin de livrer du blé roumain à la Suisse.
267	6.2.1917 T	Vienne (Bourcart) au DPF	Selon l'Ambassade des Etats-Unis, la rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Autriche est imminente. Le départ de l'Ambassadeur américain à Vienne pour la Suisse. Besoin de personnel pour la représentation des intérêts italiens. La demande de Wilson à la Suisse de s'associer à sa démarche a suscité de la nervosité à Vienne.
276	15.2.1917 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Czernin: les conséquences du blocus allemand pour le ravitaillement de la Suisse. Czernin promet des allégements sur le plan économique. Il exprime sa confiance dans le maintien de la neutralité par la Suisse. La question de la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche-Hongrie et les Etats-Unis. Les journaux parlent de la tentative de médiation de Ritter à Washington.
280	21.2.1917 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Audience chez l'Empereur: la réponse du Conseil fédéral à Wilson; l'Autriche-Hongrie et la paix; la question de la Belgique et de l'Alsace.
352	7.11.1917 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Ador)	Succès militaires de l'Autriche-Hongrie en Italie. Relations austro-allemandes. La question polonaise.
369	18, 20.12.1917 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Ador)	Convention d'armistice entre les Puissances Centrales et la Russie. Effets du traité sur la Perse. Le Ministre de Perse fait état de blé accumulé dans les ports de la Mer Noire. Von Flotow donne des détails sur les négociations de Brest-Litovsk.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
401	12.3.1918 N	DPF à Berne (Légation d'Autriche-Hongrie)	La Suisse est prête à autoriser le transit des soldats de l'Entente venant de Roumanie, à condition que l'Autriche-Hongrie laisse passer les déserteurs russes se trouvant en Suisse.
404	19.3.1918 L	DPF (Calonder) à Vienne (Bourcart)	Le problème des déserteurs russes en Suisse. Les cas de Holzmann et de Salkind. Le rôle d'arbitre de la Suisse entre les Puissances Centrales et l'Ukraine, la Finlande et la Russie. La question de la Savoie.
443	1, 3, 4.9.1918 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Entretien avec le Ministre de Bavière sur le désir de paix en Allemagne et en Autriche-Hongrie; sur les relations germano-bulgares. Bourcart, renseigné par Sulzer des intentions de Wilson concernant l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et l'organisation du nouvel ordre international, en informe le Ministre de Bavière, l'Ambassadeur d'Allemagne et Burian. Le renchérissement de la vie à Vienne.
454	23, 24, 25. 10.1918 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Le démembrement de l'Empire austro-hongrois. Visite du chef tchèque Kramarsch avant son départ pour la Suisse. Bourcart a été sondé pour savoir si Wilson ne pourrait pas être informé par la Suisse des conditions réelles en Autriche-Hongrie.
461	6.11.1918 T	DPF à Paris (Légation de Suisse)	La Légation de Paris est chargée de porter à la connaissance du gouvernement français la situation de famine en Autriche-Hongrie, ainsi que l'appel du Tyrol à l'Entente à occuper le pays pour sauver l'armée et la population.
469	10.11.1918 T	Vienne (Légation de Suisse) au DPF	Le danger d'une révolution à Vienne. Les neutres à Vienne proposent l'occupation de la ville par les Alliés pour éloigner cette menace.

Pour l'Autriche-Hongrie, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
1. Allemagne, nos 3, 334, 408
6. France: nos 2, 5, 7
7. Grande Bretagne: no 6

III Les négociations économiques et financières avec les Puissances Centrales, no 184
IV Neutralité, politique de neutralité, nos 9, 32, 127, 129, 174
V La Suisse et la paix, nos 221, 241, 294
VII Politique humanitaire; no 56
IX Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, no 458

I.3 CHINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
110	9.4.1915 R	Tokyo (von Salis) au DPF (Hoffmann)	Les Suisses en Chine désireraient une représentation suisse à Pékin. Selon von Salis, les Etats-Unis se prêteraient le mieux comme puissance protectrice et responsable de la juridiction des Suisses en Chine.
148	3.9.1915 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Le Ministre de Chine à Paris a un entretien avec Lardy sur l'intention de son gouvernement de créer une légation à Berne.
149	6.9.1915 T	DPF à Paris (Légation de Suisse)	Le DPF serait heureux d'accueillir un ministre de Chine à Berne.
315	1.6.1917 L	DPF (Hoffmann) à Tokyo (von Salis)	Le gouvernement suisse ne veut pas d'un échange de missions avec la Chine avant d'avoir des assurances concernant le statut des Suisses en Chine.
333	30.7.1917 L	Tokyo (von Salis) au DPF (Ador)	Von Salis a repris la question d'un traité à conclure entre la Suisse et la Chine avec le Ministre de Chine. Arguments de von Salis sur la nécessité d'une représentation suisse en Chine.
347	14.10.1917 R	Tokyo (von Salis) au DPF (Ador)	Préparation d'un traité avec la Chine garantissant la juridiction consulaire.
407	22.3.1918 L	Tokyo (von Salis) au DPF (Calonder)	Von Salis soumet le texte du traité entre la Suisse et la Chine.
411	20.4.1918 T	DPF à Tokyo (Légation de Suisse)	Von Salis est autorisé à signer le traité avec la Chine moyennant quelques réserves.
451	17.10.1918 T	Tokyo (von Salis) au DPF	Le gouvernement chinois demande l'agrément de Wang Tchoung-pao comme ministre plénipotentiaire en Suisse.

I.4 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

26	10.8.1914 PVCF	Conseil fédéral	Démarche auprès des Etats-Unis afin d'obtenir des crédits ou un emprunt pour le financement des frais de mobilisation.
27	12.8.1914 L	Washington (Huebscher) à Washington (Ritter)	Information sur la démarche de la Légation auprès du *Federal Reserve Board* pour obtenir un emprunt en or.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
31	15.8.1914 M	Washington *(Dept. of State)* à Washington (Légation de Suisse)	Le Département d'Etat ne s'oppose pas à l'octroi d'un prêt bancaire à la Suisse si celle-ci maintient sa neutralité.
36	19.8.1914 L	Washington (Huebscher) à Washington (Ritter)	Le gouvernement américain ne s'oppose pas à un dépôt d'or auprès du Département du Trésor, qui pourrait être affecté à l'achat de céréales.
53	24.9.1914 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Réponse des Etats-Unis aux protestations des belligérants concernant les actes de guerre de l'ennemi. La politique de paix de Wilson. La situation au Mexique. L'attitude anti-allemande des Américains. Le Japon et la guerre en Europe.
68	7.11.1914 RC	Washington (Ritter) au Département fédéral du Commerce (Schulthess)	Ritter commente les démarches qu'il a faites pour obtenir le libre passage des produits américains destinés à la Suisse par le port de Gênes.
125	21.5.1915 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral répond positivement à une suggestion des Etats-Unis de convoquer une conférence internationale pour discuter de l'établissement d'une zone neutre sur mer.
132	13.6.1915 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Commentaires de Ritter sur les causes et les effets de la démission de Bryan. Les relations américano-allemandes.
142	19.8.1915 T	Washington (Ritter) au DPF	Le Département d'Etat aurait appris par Stovall que la Suisse envisageait d'entrer en guerre au côté de l'Allemagne.
147	3.9.1915 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Les rapports américano-allemands après le torpillage des bateaux américains «Lusitania» et «Arabic». Visite du cardinal Gibbon à Wilson. Echec de l'émission d'un emprunt anglais. Ritter ne croit pas à l'envoi de troupes en Europe par le Japon.
97	19.2.1915 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Réaction des Etats-Unis à l'abus du pavillon américain par l'Angleterre. Les relations américano-allemandes. Rumeur de la proche démission de Bryan.
204	7.8.1916 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	La victoire électorale de Wilson semble être acquise grâce à son engagement pour le maintien de la paix. Pression sur Wilson afin de créer une Ligue des Neutres patronnée par lui. Selon Ritter le moment psychologique est venu où une initiative de la part d'un pays neutre en faveur de la paix trouverait un écho favorable auprès de Wilson.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
207	30.8.1916 T	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Wilson a un projet de paix qu'il va soumettre aux belligérants encore avant la date de l'élection présidentielle.
256	25.1.1917 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Le contenu du message de Wilson et son accueil aux Etats-Unis. Il est difficile de se faire une idée des prochaines intentions de Wilson.
263	3.2.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le DPF estime qu'après l'action de l'Allemagne, il est d'autant plus souhaitable que les neutres soutiennent les postulats du message de Wilson. Les difficultés d'approvisionnement de la Suisse à la suite du blocus allemand.
264	4.2.1917 N	Berne (Légation des Etats-Unis) au DPF (Hoffmann)	La Légation des Etats-Unis informe que le gouvernement américain a décidé de rappeler son ambassadeur à Berlin et de remettre ses passeports à l'Ambassadeur d'Allemagne. Des mesures sont envisagées pour protéger le commerce sur mer. Wilson demande que les neutres le suivent dans son action.
265	4.2.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Premières réactions à Paris à la suite des mesures américaines contre l'Allemagne. Sharp veut savoir de Lardy si Berne a décidé de s'associer à ces mesures. Opinion personelle de Lardy sur cette question. Renseignements sur la concentration de troupes allemandes à la frontière Nord de la Suisse.
266	5.2.1917 N	DPF à Berne (Légation des Etats-Unis)	Première réaction suisse à la demande américaine de s'associer aux mesures contre l'Allemagne.
271	9.2.1917 N	DPF (Hoffmann) à Berne (Légation des Etats-Unis)	Réponse suisse au gouvernement américain relative à l'attitude du gouvernement suisse face au blocus allemand.
282	9.3.1917 L	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Ambiance anti-allemande aux Etats-Unis. Ritter, taxé de germanophilie, se voit l'objet d'attaques personnelles. Il s'en plaint à Lansing.
297	19.4.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	Durcissement de la politique économique américaine. Effets sur le ravitaillement de la Suisse. Réactions aux attaques anti-américaines de la presse suisse-allemande.
306	7.5.1917 L	Genève (Rappard) à Hoffmann	William Rappard est prêt à travailler à une meilleure entente entre la Suisse et les Etats-Unis. Il soulève le cas de Ritter.
307	8.5.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	L'aide américaine à l'Entente s'accentue par l'envoi des premières troupes. La politique d'embargo et ses conséquences pour les pays neutres.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
337	22.8.1917 L	Washington (Sulzer) au Président Wilson	Lettre à Wilson accompagnant les documents d'accréditation de Sulzer.
338	27.8.1917 L	Président Wilson à Sulzer (Washington)	Réponse de Wilson à la lettre d'accréditation de Sulzer.
348	27.10.1917 T	Washington (Légation de Suisse) au DPF	Wilson, après un long entretien avec Rappard, reçoit la mission suisse qui vient prendre congé.
350	3.11.1917 L	Berne (Légation des Etats-Unis) au DPF (Ador)	La mission suisse a fait une impression favorable aux Etats-Unis. Bienveillance du gouvernement américain envers la Suisse.
379	31.1.1918 L	Valavran (Rappard) à New York (House)	Renseignements sur l'opinion publique suisse après la conclusion de l'accord économique avec les Etats-Unis. L'importance politique du ravitaillement de la Suisse par les Etats-Unis. Quelques informations sur la situation internationale: situation dans les Empires Centraux après Brest-Litovsk, la politique à suivre pour briser le militarisme allemand.

Pour les Etats-Unis, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
2. Autriche-Hongrie: n° 267
6. France: n° 255

II Les négociations économiques et financières avec les Alliés, n^os^ 291, 292, 296, 302, 304, 310, 312, 314, 327, 331, 340, 341, 346, 349, 354, 356, 359, 360, 361, 366, 375, 380, 398, 419, 420, 450

IV Neutralité, politique de neutralité, n^os^ 175, 363, 364

V La Suisse et la paix, n^os^ 74, 111, 187, 198, 222, 225, 232, 234, 244, 251, 259, 262, 268, 269, 272, 274, 279, 281

IX Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, n^os^ 421, 448

I.5 FINLANDE

376	10.1.1918 PVCF	Conseil fédéral	La question de la reconnaissance de la Finlande.

Pour la Finlande, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
15. Suède, n^os^ 390, 391

I.6 FRANCE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2	12.7.1914 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Entretien de Lardy avec l'Ambassadeur de la Triplice sur la situation internationale après l'attentat de Sarajevo. Réflexions sur la situation intérieure de la France.
5	27.7.1914 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Entretien de Lardy avec Gout sur la situation internationale tendue après la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie. Entretien avec les ministres de Roumanie et de Belgique. Ce dernier rapporte la conversation qu'il a eue avec l'Ambassadeur d'Allemagne.
7	28.7.1914 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Divers entretiens avec l'Ambassadeur d'Allemagne, l'Ambassadeur d'Italie, l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie et avec le Président Ribot sur les conséquences des évènements en Autriche-Hongrie. Inquiétude des cercles financiers français devant l'attitude belliqueuse des milieux financiers berlinois.
14	3.8.1914 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Sommation allemande à la Belgique. Transport des soldats suisses mobilisés. Destruction de divers établissements allemands ou autrichiens. La mobilisation française.
41	26.8.1914 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Question d'Orient. La neutralité de l'Italie. Visite du Ministre de Belgique: doutes quant à la force militaire des Alliés. Protection des Belges par la Suisse au cas d'un départ du gouvernement français de Paris. Avis de Lardy sur la situation militaire des Alliés et sur l'état des esprits en Suisse.
117	25.4.1915 T	Paris (Lardy) au DPF	Aux Affaires étrangères on admet par la force des choses une rupture entre l'Allemagne et l'Italie, mais on estime qu'une action militaire n'est pas imminente. La France veillera que la Suisse soit traitée amicalement par l'Italie. Tittoni parle des hésitations de Rome et garantit le *statu quo* en tous les cas pendant huit jours.
136	13.7.1915 No	Berne (von Sprecher) au DPF	Von Sprecher informe le DPF du montant des commandes françaises de munitions fabriquées en Suisse.
255	23.1.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Accueil du message de Wilson en France. Réflexions de Lardy sur l'importance de ce message pour la Suisse.
278	17.2.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Cambon et l'incident Ritter. L'océan Pacifique et la politique étrangère américaine. L'Ambassade des Etats-Unis veut remettre à la Suisse la représentation des intérêts allemands en France.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
288	24.3.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Ribot nouveau Ministre des Affaires étrangères. Les affaires russes. Mesures d'interdiction d'importation introduites par Ribot. La Suisse doit ouvrir des crédits à la France si elle veut continuer à lui vendre ses produits.
387	12.2.1918 L	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Entretien de Dunant avec Dutasta, le nouvel Ambassadeur de France à Berne.
389	16.2.1918 L	DPF à Paris (Légation de Suisse)	Renseignements sur l'affluence des déserteurs russes venant de France, qui semble être organisée avec la connivence des autorités françaises.
396	1.3.1918 T	Paris (Légation de Suisse) au DPF	Pichon va faire l'impossible pour éviter l'envahissement de la Suisse par des déserteurs russes. Le cas de Holzmann.

Pour la France, cf. encore:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
2. Autriche-Hongrie, n° 461
4. Etats-Unis, n° 265
14. Russie, n° 253
II Les relations économiques et financières avec les Alliés, n^os 133, 140, 144, 226, 308, 335, 344, 359, 360, 374, 415, 416, 427, 433, 446, 457
IV Neutralité, politique de neutralité, n^os 19, 23, 35, 155, 180, 365
V La Suisse et la paix, n^os 230, 237, 300, 325, 441
VI Politique militaire, n^os 182, 183, 185, 246, 290, 298, 400
VII Politique humanitaire, n^os 47, 52, 55, 82, 86, 99, 119, 167, 211, 299
VIII Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), n° 459

I.7 GRANDE-BRETAGNE

6	27.7.1914 RP	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Entretiens avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie et le Ministre de Serbie. La réponse serbe est considérée à Londres comme positive. Les remarques du Ministre de Russie.
59	19.10.1914 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Selon Carlin l'Angleterre ne traite pas la Suisse moins bien que les autres pays neutres dans le domaine économique. Carlin se demande si la Grande-Bretagne ne surestime pas l'arme économique contre l'Allemagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
69	7.11.1914 RP	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Rien ne serait plus faux que de croire que c'est la Grande-Bretagne qui a voulu et préparé la guerre. C'est la violation de la neutralité belge qui a précipité la décision de la Grande-Bretagne. La violation de la neutralité suisse n'eût pas été un *casus belli.*
70	10.11.1914 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Carlin assure Grey de la neutralité politique et économique de la Suisse et de sa volonté de maintenir des relations d'amitié avec la Grande-Bretagne. Il demande que celle-ci comprenne la situation économique de la Suisse.
196	1.7.1916 RP	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Préparation d'une offensive des Alliés sur tous les fronts. La menace allemande de couper la livraison de charbon à la Suisse a suscité une émotion en Angleterre. Réflexions de Carlin sur les mesures que doit prendre la Suisse pour assurer son indépendance économique face aux belligérants.
210	4.9.1916 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Impression favorable de Carlin sur le nouveau Ministre de Grande-Bretagne à Berne. Il semble que c'est pour être agréable à la Suisse que le *Foreign Office* a rappelé Grant Duff.
233	19.12.1916 T	Londres (Légation de Suisse) au DPF	Lloyd George et l'opposition déclarent la note de paix allemande inutile.

Pour la Grande-Bretagne, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 8. Italie, n° 62
II Les négociations économiques et financières avec les Alliés, n^os 39, 40, 46, 48, 60, 67, 81, 87, 91, 101, 106, 123, 126, 145, 146, 339, 358, 402, 405
IV Neutralité, politique de neutralité, n^os 20, 24, 44, 368
V La Suisse et la paix, n^os 236, 239, 240, 245, 250, 319, 320, 324, 329
VI Politique militaire, n° 400
VIII Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), n° 386
IX Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, n° 436

I.8 ITALIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
22	8.8.1914 L	Rome (Pioda) au DPF (Hoffmann)	Facilités accordées par l'Italie pour l'exportation de marchandises destinées à la Suisse.
50	20.9.1914 L	Rome (Pioda) au DPF (Hoffmann)	Selon le Consulat de Suisse à Milan, des mesures militaires ont été prises sur la frontière du canton du Tessin.
57	16.10.1914 PVCF	Conseil fédéral	Interdiction de transit indirect pour le blé et le riz venant d'Italie et annonce d'une interdiction d'exporter ces marchandises.
61	24.10.1914 L	Rome (Pioda) au DPF (Hoffmann)	Tant au Département des Douanes qu'au Ministère des Affaires étrangères, on affirme que l'Italie veut maintenir des relations commerciales avec la Suisse et que c'est la Grande-Bretagne qui réclame la supression du transit vers la Suisse.
62	29.10.1914 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les difficultés faites par l'Italie, sous la pression de la Grande-Bretagne, au transit de marchandises vers la Suisse. La Légation de Suisse à Rome est chargée d'intervenir auprès du gouvernement italien pour empêcher la suspension du transit. La Légation de Suisse à Londres est chargée de rappeler au gouvernement britannique que la Suisse a le droit d'édicter des exceptions aux interdictions d'exporter.
65	2.11.1914 PVCF	Conseil fédéral	Il est décidé d'envoyer un délégué à Rome pour résoudre les questions de transit entre la Suisse et l'Italie.
75	14.11.1914 N	Rome (Affaires étrangères) à Rome (Légation de Suisse)	L'Italie déclare que les échanges commerciaux continueront d'être régis par le traité de 1904. Elle demande à la Suisse de prescrire des mesures de prudence pour empêcher la détention et la confiscation de bateaux italiens.
76	2.11.1914 T	DPF à Rome (Légation de Suisse)	La Légation de Suisse à Rome est chargée de transmettre une note au gouvernement italien demandant le libre passage des marchandises destinées à la Suisse.
83	20.12.1914 L	Rome (Lardy) au DCIA	Démarche de la Légation de Suisse auprès de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne et de Manzoni pour obtenir l'acheminement des marchandises destinées à la Suisse.
84	29.12.1914 RP	Rome (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Les intérêts italiens dans les Balkans. Les représentants de l'Entente prévoient l'entrée en campagne de l'Italie en février ou mars. L'Ambassade de France à Rome a fait des ouvertures auprès de la Légation de Suisse à Rome au sujet du Vorarlberg.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
85	5.1.1915 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les négociations avec l'Italie pour obtenir le transit de marchandises destinées à la Suisse.
92	29.1.1915 PVCF	Conseil fédéral	Le gouvernement italien fait savoir à la Suisse que dans l'hypothèse d'une entrée en guerre de l'Italie, celle-ci examinerait avec bienveillance la question du ravitaillement de la Suisse par le port de Gênes.
93	4.2.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Les ambassadeurs de France et d'Allemagne donnent des assurances sur le respect de la neutralité suisse. L'opinion de Bülow sur la situation militaire de l'Allemagne et sur l'éventualité de l'entrée en guerre de l'Italie. La situation en Roumanie.
95	17.2.1915 L	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Réflexions de von Planta sur la politique de neutralité. La Suisse neutre doit éviter de laisser accréditer l'idée selon laquelle elle opterait en fin de guerre pour un camp de manière à en tirer avantage.
103	7.3.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	L'opération de l'Entente dans les Dardanelles rend une entrée en guerre de l'Italie d'autant plus probable que la pression de l'opinion s'accroit. Pessimisme à l'Ambassade d'Allemagne. Sensibilité italienne aux mesures militaires suisses pour la protection des frontières dans le cas d'une guerre.
109	7.4.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec de Martino qui assure que la concentration de troupes en Lombardie n'est pas dirigée contre la Suisse. Réaffirmation du respect de la neutralité suisse par l'Italie. La question de l'éventuelle entrée en guerre de l'Italie.
112	21.4.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Les milieux diplomatiques et militaires sont convaincus de l'imminence de l'intervention italienne dans la guerre.
114	24.4.1915 PVCF	Conseil fédéral	Délibération sur les mesures militaires à prendre à la suite de la situation tendue en Italie.
116	25.4.1915 PVCF	Conseil fédéral	La situation en Italie permet de renoncer pour le moment à la mobilisation de nouvelles troupes.
118	27.4.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Sonnino espère que la guerre n'éclatera pas et assure que dans le cas contraire l'Italie fera tout son possible pour faciliter le trafic des marchandises entre l'Italie et la Suisse. Les milieux diplomatiques ne sont pas au clair sur les intentions du gouvernement italien. Plusieurs indices sur une préparation à la guerre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
128	26.5.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffman)	Reprise des intérêts allemands par la Légation de Suisse à Rome. Sonnino déclare être disposé à faire des concessions économiques à la Suisse.
130	3.6.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Dans une discussion avec Manzoni concernant les relations économiques et politiques entre la Suisse et l'Italie, von Planta se plaint des mauvais traitements infligés aux Suisse en Italie, ainsi que du non respect des engagements économiques pris par l'Italie envers la Suisse. Von Planta exprime son indignation à l'encontre de la politique des Alliés visant à contrôler le trafic de transit de la Suisse. Remarques sur le discours de Salandra. Les relations italo-allemandes.
135	26.6.1915 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Audience auprès de Salandra: la question des livraisons de benzine et de soufre bloquées par l'Italie. La presse italienne et la Suisse allemande. Le traitement des Suisses en Italie. Le rôle de la Suisse dans les futures négociations de paix. Les relations italo-allemandes.
178	18.3.1916 PVCF	Conseil fédéral	Déclaration de Paulucci concernant le caractère défensif des fortifications italiennes à la frontière nord.
191	21.6.1916 L	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Von Planta se dit choqué de la supposition que l'Allemagne recourrait à des moyens militaires si la Suisse ne donnait pas satisfaction à l'ultimatum allemand concernant les compensations.
228	13.12.1916 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Remise du texte de la note allemande à Sonnino. Von Planta a l'impression que Sonnino ne prend pas la chose très au sérieux, alors qu'aux Affaires étrangères on aimerait mieux connaître les conditions allemandes. La situation en Grèce.
293	17.4.1917 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Sonnino: les chances d'une paix; l'hégémonie américaine; la question d'une paix séparée russe; situation en Allemagne et en Grèce.
311	22.5.1917 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Sonnino. Celui-ci assure que l'Entente n'a pas poussé les Etats-Unis à prendre des mesures économiques contre la Suisse et qu'il agira en faveur de la Suisse à Washington. La question de la dénonciation des traités économiques par l'Italie. L'Entente et la poursuite de la guerre. La situation en Russie, en Bulgarie et en Grèce. L'offensive italienne contre l'Autriche. La conférence économique interalliée à Rome.
383	6.2.1918 RP	Rome (von Planta) au DPF (Calonder)	Entretien avec Sonnino: l'inviolabilité de la neutralité suisse, les mesures du Conseil fédéral contre les éléments anarchistes. L'Italie et le bolchevisme. Les pers-

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			pectives de paix. Les évènements en Allemagne et en Russie.
410	17.4.1918 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Calonder)	Réception de Wagnière par Sonnino. Wagnière soulève la question du sort des Suisses en Italie. Visite de Morsier, secrétaire particulier de Sonnino.
453	23.10.1918 L	Rome (Wagnière) au DPF (Calonder)	Entrevue avec Orlando: les visées territoriales de l'Italie. Orlando propose de céder la partie allemande du Trentin à la Suisse.

Pour l'Italie, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
1. Allemagne, n^os^ 89, 113
2. Autriche-Hongrie, n° 115
4. Etats-Unis, n° 68
6. France, n° 117
9. Japon, n° 94
14. Russie, n° 285

II Les négociations économiques et financières avec les Alliés, n° 433
IV Neutralité, politique de neutralité, n^os^ 37, 38, 43, 44, 49, 95, 124, 127, 129, 179
V La Suisse et la paix, n^os^ 157, 229, 231, 238, 275
VI Politique militaire, n^os^ 30, 121, 122
VIII Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), n° 464
IX Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, n° 470

28	12.8.1914 L	Tokyo (von Salis) au DPF (Hoffmann)	Mobilisation de l'armée japonaise. La déclaration de guerre à l'Allemagne semble imminente.
94	14.2.1915 L	Tokyo (von Salis) au DPF (Hoffmann)	La question chinoise menace l'amitié anglo-japonaise. L'influence allemande sur des officiers nippons. Entrée en guerre imminente de l'Italie.

Pour le Japon, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
4. Etats-Unis, n^os^ 53, 147

I.10 PAYS-BAS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
21	7.8.1914 T	DPF (Hoffmann) à Londres (Légation de Suisse)	Carlin est chargé de demander au gouvernement des Pays-Bas le libre passage des céréales de Rotterdam en Suisse.
25	9.8.1914 L	Berne (Légation des Pays-Bas) au Président de la Confédération (Hoffmann)	Le gouvernement des Pays-Bas autorise le libre passage des céréales destinées à la Suisse par Rotterdam.

Pour les Pays-Bas, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
11. les pays neutres, n° 88
IV Neutralité, politique de neutralité, n° 17
V La Suisse et la paix, n°s 189, 245

I.11 PAYS NEUTRES

88	14.1.1915 RP	La Haye (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Impressions de Carlin lors de son voyage en Allemagne. Le Ministre des Affaires étrangères hollandais est peu disposé à nouer des contacts avec d'autres pays neutres en vue de faire valoir leurs intérêts communs dans la situation présente et lors de la Conférence de la paix.
223	20.11.1916 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Sur proposition du DPF le Conseil fédéral décide de prendre part à une réunion des délégués des pays neutres à Stockholm.

Pour les pays neutres, cf. aussi:

V La Suisse et la paix, n°s 66, 71, 100, 105, 107, 108, 248, 259, 262
VIII Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), n° 406
IX Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, n°s 392, 421

I.12 POLOGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
403	16.3.1918 L	DPF (Calonder) à Vienne (Bourcart)	Renseignements sur les rapports de la Suisse avec le Conseil de Régence polonais. La question de la reconnaissance de la Pologne.

Pour la Pologne, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
2. Autriche-Hongrie, n° 352

I.13 ROUMANIE

102	5.3.1915 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral motive par des raisons économiques et politiques sa décision d'autoriser la livraison de munitions à la Roumanie.

Pour la Roumanie, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
6. France, n° 5
8. Italie, n° 93
IV Neutralité, politique de neutralité, n° 129

I.14 RUSSIE

248	1.1.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Odier a remis la note du Conseil fédéral à Pokrovski, Ministre des Affaires étrangères. Observations d'Odier sur certaines opinions exprimées en Russie sur la Suisse.
249	6.1.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Rapport sur l'assassinat de Raspoutine.
253	16.1.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Impressions de Cambon sur la préparation de la révolution en Russie.
258	26.1.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Rapport sur la situation politique en Russie. Odier ne croit ni à un changement dynastique ni à une révolution sociale.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
283	15.3.1917 T	Pétrograd (Odier) au DPF	La situation en Russie après la constitution du Gouvernement provisoire.
284	16.3.1917 L	DPF (Hoffmann) à Paris (Légation de Suisse)	Commentaires de Hoffmann sur les évènements de Russie.
285	16.3.1917 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Manifestations populaires à Naples contre le renchérissement de la vie. Le problème de l'approvisionnement de l'Italie par mer. L'interprétation des évènements de Russie par l'Italie. Considérations de von Planta sur les causes et les effets de la révolution en Russie. La situation du gouvernement en Allemagne.
286	24.3.1917 PVCF	Conseil fédéral	L'attitude de la Suisse face au Gouvernement provisoire en Russie.
A	24.3.1917 N	DPF à Berne (Légation de Russie)	Le Conseil fédéral prend note du changement de régime en Russie et exprime ses vœux.
287	24.3.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	La situation politique en Russie. Visite à Milioukov. Les dommages causés aux Suisses.
289	25.3.1917 T	DPF à Pétrograd (Légation de Suisse)	Le DPF charge Odier d'entrer en relations *de facto* avec le gouvernement russe.
305	3.5.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	Le Premier Mai en Russie. Le parti de Lénine prend du poids. On attend une forte pression de la gauche en faveur de la paix.
309	13.5.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec le Ministre de la Guerre, Goutchkov, sur la situation politique intérieure de la Russie.
317	8.6.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Etat d'anarchie en Russie. Les mesures économiques du Gouvernement provisoire inquiètent les Suisses: fermeture d'usines, pénurie de vivres. Etat de l'armée.
342	10.9.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	L'affaire Kornilov. L'attitude des représentants de l'Entente et des neutres.

Pour la Russie, cf. encore:

IV Neutralité, politique de neutralité, n^os 77, 170, 172, 173
V La Suisse et la paix, n^os 248, 301, 303, 313, 316, 318, 323, 328
VII Politique humanitaire, n^os 202, 208, 243

I.15 SUÈDE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
390	16.2.1918 N	Berne (Légation de Suède) au Président de la Confédération (Calonder)	La Suède demande l'appui du gouvernement suisse dans sa démarche auprès du gouvernement russe en vue de l'évacuation des troupes russes de Finlande.
391	19.2.1918 N	DPF à Berne (Légation de Suède)	Réponse du gouvernement suisse concernant sa participation à la démarche de la Suède concernant le retrait des troupes russes de Finlande.

I.16 UKRAINE

422	7.5.1918 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral et la question de la reconnaissance de l'Ukraine.
447	16.9.1918 PVCF	Conseil fédéral	Réponse du Conseil fédéral au représentant de l'Ukraine concernant la reconnaissance de son pays.
Pour l'Ukraine, cf. aussi:			
IX	Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, n° 459		

II. LES NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES AVEC LES ALLIÉS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
39	21.8.1914 T	DPF (Hoffmann) à Londres (Légation de Suisse)	Le DPF charge la Légation de Suisse à Londres d'une démarche afin d'obtenir des assurances concernant le libre acheminement de céréales destinées à la Suisse.
40	24.8.1914 N	Londres *(Foreign Office)* à Londres (Légation de Suisse)	Le gouvernement britannique assure qu'il n'interceptera pas les navires chargés de céréales qui s'acheminent vers Bordeaux et St.-Nazaire.
46	9.9.1914 T	DPF (Hoffmann) à Londres (Légation de Suisse)	Le gouvernement suisse propose un contrôle anglais sur l'acheminement des céréales par Rotterdam.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
48	15.9.1914 T	Londres (Carlin) au DPF	Le gouvernement britannique refuse le transit de céréales par Rotterdam.
60	23.10.1914 L	DPF au DFCIA	Le DPF informe le Département fédéral du Commerce de l'aboutissement des démarches faites auprès du gouvernement français afin d'obtenir le transit de marchandises entre la Suisse et l'Angleterre.
67	6.11.1914 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Grant Duff a été chargé de négocier, d'entente avec l'Ambassadeur de France, un accord avec la Suisse concernant le commerce des marchandises de contrebande.
A	3.11.1914 N	*Foreign Office* à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	Instructions du gouvernement britannique.
78	18.11.1914 NV	Berne (Ambassade de France) au DPF	Proposition franco-britannique en vue d'un arrangement avec la Confédération au sujet de la non réexportation des marchandises de contrebande.
80	5.12.1914 PVCF	Conseil fédéral	Réponse suisse à la note franco-britannique au sujet de la contrebande. La Suisse souligne les droits d'un pays neutre en matière économique selon la Convention de La Haye. La Suisse est prête à déférer au postulat de la note dans la mesure compatible avec sa volonté de maintenir son existence politique et économique.
81	14.12.1914 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Le gouvernement britannique n'autorisera la livraison de matières premières qu'à la condition que la Suisse impose des interdictions d'exportation absolues. Carlin estime qu'on ne pourra pas éviter d'accepter ces conditions.
A	12.12.1914 N	*Foreign Office* à Londres (Légation de Suisse)	Le gouvernement britannique énumère les produits qui doivent être frappés d'une interdiction d'exportation absolue.
87	14.1.1915 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	La Grande-Bretagne et la France demandent l'interdiction absolue de réexportation de certains métaux. Elles se contenteraient de garanties données par des entreprises ou des syndicats d'entreprises dans les cas où le gouvernement fédéral ne pourrait imposer une interdiction absolue.
91	20.1.1915 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Entretien de Carlin avec Crowe et Grey: le vœu est exprimé de part et d'autre de maintenir de bonnes relations et de résoudre dans cet esprit les problèmes économiques qui se posent.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
98	20.2.1915 L	DPF à Londres et Paris (Légations de Suisse)	Le projet de statuts d'un syndicat d'importation pour les métaux et le caoutchouc devrait servir de base pour les négociations avec les Alliés.
101	27.2.1915 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Crowe sur le règlement des échanges économiques entre les Alliés et la Suisse. Oppenheimer a été prié de se rendre à Berne pour prendre en main les négociations.
106	26.3.1915 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Selon Oppenheimer le gouvernement britannique ne se contenterait pas de syndicats d'importations spéciaux, mais demande la constitution d'un trust sur le modèle hollandais. Portrait de Oppenheimer.
123	11.5.1915 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Rapport sur les négociations avec le délégué britannique Oppenheimer. Le résultat en est un projet visant à l'établissement d'une Société Suisse de Surveillance économique (SSE).
126	21.5.1915 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Oppenheimer craint que le projet SSE ne se heurte à l'opposition de Paris. Le projet n'a pas encore été approuvé par le gouvernement britannique. La méfiance de ce dernier envers la Suisse n'est pas dissipée.
133	15.6.1915 PVCF	Conseil fédéral	Il est décidé d'envoyer une note au gouvernement français pour obtenir l'autorisation de se servir du riz comme objet de compensation pour les échanges avec les Puissances Centrales.
A	14.6.1915 N	DPF au gouvernement français	Texte de la note.
134	21.6.1915 L	DPF (Hoffmann) à Londres, Paris, Rome (Légations (Légations de Suisse)	Hoffmann expose les raisons pour lesquelles le nouveau projet de la SSE est inacceptable. La question de l'organisation du contrôle sur les importations allemandes a été résolu d'une manière satisfaisante.
137	20.7.1915 L	Berne (Wille) à Hoffmann	L'opinion de Wille sur le projet d'instituer la SSS.
138	21.7.1915 T	DPF à Londres Paris, Rome (Légations de Suisse)	La SSS ne peut être d'une grande utilité si l'Entente n'autorise pas la Suisse à échanger avec l'Allemagne des produits provenant des pays alliés.
140	26.7.1915 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Lardy souligne auprès de Delcassé la nécessité pour la Suisse d'utiliser les marchandises importées pour le commerce de compensation avec les Puissances Centrales. Lardy se demande si la Suisse ne devrait pas chercher appui auprès des Etats-Unis dans sa lutte pour une indépendance économique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
144	23.8.1915 L	DPF (Dunant) à Berne (Ambassadeur France)	La Suisse est prête à utiliser les stocks que possèdent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie comme objets de compensation afin de faire aboutir les négociations sur la SSS.
145	28.8.1915 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Le gouvernement britannique désire connaître la quantité de stocks appartenant aux gouvernements allemand et austro-hongrois afin de conclure les négociations concernant le trust d'importation. Il énumère les marchandises à exclure des échanges avec les Puissances Centrales.
146	31.8.1915 N	DPF à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	La Suisse remet la liste des stocks de marchandises allemandes et austro-hongroises emmagasinées sur son territoire et prend note des marchandises à exclure des échanges avec les Puissances Centrales.
151 A	17.9.1915 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Le DPF soumet les actes constitutifs de la SSS à l'approbation du Conseil fédéral. 1) Statuts de la SSS 2) Règlement interne de la SSS
153	22.9.1915 N	DPF à Berne (Ambassade de France, Légations de Grande-Bretagne et d'Italie)	Le DPF informe les ambassades que le Conseil fédéral donne son accord à la constitution de la SSS.
154	4.10.1915 N	Berne (Ambassade de France, Légations de Grande-Bretagne et d'Italie) au DPF (Hoffmann)	Note collective des Alliés («Lettre confidentielle») au sujet de la SSS.
156	25.10.1915 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF (Hoffmann)	Le gouvernement britannique ayant appris que le gouvernement allemand se proposait, contrairement à ses promesses, de suspendre la livraison de charbon à certaines maisons suisses, demande à être mis au courant des démarches que compte faire le gouvernement suisse dans cette éventualité.
159	6.12.1915 N	DPF à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	Le gouvernement suisse apaise les craintes du gouvernement britannique concernant la suspension par l'Allemagne de livraisons de charbon à certaines maisons suisses en donnant des informations sur l'état de l'approvisionnement de la Suisse en charbon.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
181	3.4.1916 N	DPF à Berne (Ambassade de France, Légations de Grande-Bretagne et d'Italie)	Le Conseil fédéral sollicite des Alliés la mise à disposition de nouvelles marchandises aux fins d'échanges avec les Puissances Centrales.
188	19.6.1916 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	Les Alliés sont disposés à engager des négociations avec la Suisse au sujet de la livraison de marchandises destinées à des échanges avec les Puissances Centrales, à condition qu'elle fournisse toutes les informations nécessaires et accepte le contrôle de la SSS sur ces échanges.
192	24.6.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Rapport sur les négociations avec les Alliés au sujet de la demande suisse de marchandises de compensation.
193	28.6.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Briand expose à Lardy et à la délégation suisse les raisons pour lesquelles les Alliés hésitent à faire des concessions à la Confédération sur la question des compensations.
194 A	30.6.1916 N	Paris (délégués suisses) aux Alliés	Déclaration de la délégation suisse aux Alliés concernant les marchandises de compensation.
198	4.7.1916 N	Paris (délégués alliés) à Paris (délégués suisses)	Les Alliés ne peuvent consentir à ce que les stocks de marchandises emmagasinées en Suisse et appartenant à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie soient utilisés par la Suisse à des opérations de compensation.
200	10.7.1916 R	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Malgré la réponse négative des Alliés concernant le trafic de restitution, Lardy se demande si on ne pourrait pas reprendre la conversation sur les compensations par voie diplomatique.
201	25.7.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Cambon sur la reprise des travaux de la Conférence des compensations et sur la nécessité pour la Suisse de poursuivre son commerce avec les Empires Centraux.
203	1.8.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Tittoni sur la reprise des négociations concernant le trafic de restitution. Ce dernier se montre conciliant. Cambon admet qu'en France on a peu de compréhension pour la situation économique de la Suisse.
205	9.8.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Exposé de Lardy sur les résultats de la Conférence des compensations avec les Alliés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
206	11.8.1916 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur l'échec des négociations avec les Alliés. Négociations en vue avec l'Allemagne qui a diminué ses livraisons de fer et de charbon.
218	7.11.1916 N	Berne (Ambassade de France, Légations de Grande-Bretagne et d'Italie) au DPF	Les Alliés exigent le rétablissement de l'égalité de traitement entre les deux groupes de belligérants qui leur semble avoir été rompue par l'accord germano-suisse.
219	11.11.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Cambon sur les affaires économiques pendantes entre la France et la Suisse. Sa réaction à la note des Alliés du 7 novembre. Un journaliste du *Temps* offre ses services pour éclairer l'opinion française sur la situation économique de la Suisse.
220	15.11.1916 N	DPF à Berne (Ambassade de France, Légations de Grande-Bretagne et d'Italie)	Réponse du Conseil fédéral aux demandes des Alliés relatives au rétablissement de l'égalité de traitement entre les deux groupes belligérants.
226	23.11.1916 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Selon un journaliste, Cambon aurait déclaré qu'il était dans l'intérêt des Alliés de ne pas brusquer la Suisse et qu'il fallait reprendre avec elle les conversations sur les questions économiques.
291	9.4.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Ritter est chargé d'intercéder auprès du gouvernement américain pour obtenir le maintien du ravitaillement de la Suisse.
292	14.4.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	Propos de Lansing sur la position du gouvernement américain face au ravitaillement de la Suisse.
296	17.4.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le gouvernement suisse désire avoir des assurances de la part des Etats-Unis concernant le ravitaillement de la Confédération.
302	23.4.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Nécessité d'éclairer l'opinion publique et le gouvernement américain sur la situation économique de la Suisse.
304	1.5.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	Wilson assure Ritter de ses sentiments de sympathie pour la Suisse, sans être en mesure de garantir son ravitaillement. Ritter ne croit pas nécessaire d'entreprendre des actions particulières pour éclairer l'opinion américaine.
308	12.5.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Cambon fait des efforts pour faire comprendre aux Etats-Unis l'absurdité de vouloir couper les vivres à la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
310	19.5.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le DPF espère que le gouvernement américain ne fera pas de difficultés à l'exécution de l'arrangement entre les Alliés et la Suisse sur les produits agricoles.
312	25.5.1917 L	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Lansing ne doute pas que le gouvernement américain approuvera l'arrangement entre la Suisse et les Alliés. La question de l'envoi d'une mission commerciale suisse aux Etats-Unis. Les attaques de la presse suisse contre les Etats-Unis. La mise en place du contrôle des exportations.
314	1.6.1917 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve l'envoi d'une mission suisse aux Etats-Unis.
327	19.6.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	Les exportations vers les pays neutres rendues plus difficiles par la création du comité de l'embargo. Reconnaissance de la SSS.
331	13.7.1917 RP	Washington (Ritter) au DPF	Proclamation de Wilson concernant les interdictions d'exportations. Polk assure comprendre la situation de la Suisse.
335	15.8.1917 L	Paris (Lardy) au DEP (Schulthess)	Ribot demande que le gouvernement suisse accorde un crédit à la France. Lardy suggère de discuter à Berne des différentes questions concernant le commerce franco-suisse.
339	30.8.1917 T	Londres (Paravicini) au DPF	Le gouvernement britannique demande des facilités analogues à celles accordées à l'Allemagne pour l'obtention de crédits.
340	31.8.1917 T	Washington (Sulzer) au DPF	Wilson reçoit la mission suisse. La politique d'embargo et ses conséquences pour la Suisse. Les Etats-Unis refusent d'adhérer à la SSS.
341	7.9.1917 RP	Washington (Sulzer) au DPF (Ador)	Le gouvernement américain bloque la livraison de blé et d'autres marchandises aux neutres. Démarche de Sulzer auprès du *Export Administration Board* dans le but de faire comprendre la situation de la Suisse. Prise de contact avec les milieux diplomatiques. Réponse de Wilson à la note de paix du Pape.
344	26.9.1917 Proposition	DEP au Conseil fédéral	Le DEP soumet au Conseil fédéral le texte de l'accord financier avec la France.
346	8.10.1917 T	Washington (Sulzer) au DPF	L'état des négociations avec les Etats-Unis en vue d'un accord commercial avec la Suisse.
349	2.11.1917 R	Washington (Sulzer) au DPF (Ador)	Les négociations avec le gouvernement américain concernant un accord commercial traînent. Sulzer soumet un nouveau projet.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
354	10.11.1917 T	Washington (Légation de Suisse) au DPF	Sulzer souligne l'urgence d'entamer des négociations en vue de conclure un accord commercial avec le gouvernement américain et avec la Commission du *War Trade Board* qui est partie pour Londres et Paris.
356	13.11.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le gouvernement suisse se demande s'il y a une chance d'arriver à un accord avec les Etats-Unis. Il charge Sulzer de rendre le gouvernement américain attentif à la situation économique critique de la Suisse.
358	26.11.1917 N	DEP à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	Conditions auxquelles le gouvernement suisse serait disposé à accorder un crédit à la Grande-Bretagne.
359	26.11.1917 T	Paris (Dunant) au DPF	Prochaine ouverture de la Conférence interalliée à Paris. L'Entente désire que les Etats-Unis s'associent à la SSS pour négocier avec la Suisse.
360	27.11.1917 T	Paris (Dunant) au DPF	Les délégués américains à Paris souhaitent la conclusion d'un accord avec la Suisse. Dunant demande l'envoi d'un mandataire suisse.
361	28.11.1917 PV	Délégation du Conseil fédéral aux Affaires étrangères	La mission suisse fait rapport sur son activité aux Etats-Unis. Schulthess expose l'état actuel des négociations et charge Rappard de se rendre à Paris.
366	10.12.1917 L	DEP (Schulthess) à Washington (Sulzer)	Schulthess informe Sulzer des résultats des négociations avec les Etats-Unis.
A	5.12.1917 M	*War Trade Board* à la Suisse	Texte du Memorandum entre le *War Trade Board* et la Suisse.
374	28.12.1917 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur la négociation d'un nouvel accord financier avec la France.
375	10.1.1918 M	Washington (Légation de Suisse) au *War Trade Board*	Sulzer attire l'attention du gouvernement américain sur la position du gouvernement britannique au sujet du ravitaillement de la Suisse en céréales, qui ne concorde pas avec les stipulations du Memorandum américano-suisse.
380	4.2.1918 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le gouvernement suisse charge Sulzer de demander l'embarquement immédiat de céréales et d'attirer l'attention sur la situation critique du ravitaillement suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
394	27.2.18 T	DPF à Berne (Ambassade de France, Légations de Grande-Bretagne et d'Italie)	Le Conseil fédéral fait transmettre une note aux gouvernements alliés attirant leur attention sur la situation économique de la Suisse.
395	28.2.1918 L	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Réaction de Pichon et de Stovall à la note du Conseil fédéral concernant la situation économique de la Suisse.
398	4.3.1918 T	Berne (Légation des Etats-Unis) au DPF	Le gouvernement américain assure qu'il fait des efforts pour résoudre le problème du ravitaillement de la Suisse.
402	12.3.1918 N	Londres *(Foreign Office)* à Londres (Légation de Suisse)	Réponse du gouvernement britannique à la note suisse relative à la situation économique de la Suisse.
405	20.3.1918 M		Texte de l'arrangement financier entre la Suisse et la Grande-Bretagne.
415	29.4.1918 No	DPF	Déclaration de l'Ambassadeur de France concernant les mesures que prendrait la France si l'Allemagne ne livrait plus de charbon aux maisons suisses travaillant pour l'Entente.
416	30.4.1918 T	Paris (Légation de Suisse) au DPF	Le gouvernement français veut entreprendre une démarche auprès de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis afin de s'accorder sur la livraison de charbon à la Suisse.
419	4.5.1918 L	Washington (Sulzer) à Genève (Rappard)	Sulzer fait état des difficultés qu'il rencontre pour obtenir des navires des Alliés pour le transport de céréales vers la Suisse. Il évoque ses rapports amicaux avec des personnalités américaines, en particulier le Colonel House.
420	6.5.1918 N	Berne (Légation des Etats-Unis) au Président de la Confédération (Calonder)	Le gouvernement américain livrera le blé promis à la Suisse malgré le blocus armé de l'Allemagne.
427	17.5.1918 T	Paris (Légation) au DPF	Les Affaires étrangères assurent vouloir être utiles à la Suisse en offrant de livrer du charbon.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
433	8.6.1918 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Calonder)	Démarches que fait Wagnière pour faciliter les échanges commerciaux avec l'Italie. Il souligne l'importance qu'il y a à tenir compte de la situation critique de l'Italie.
444	4.9.1918 L	DPF (Pinösch) à Washington (Légation de Suisse)	Le DPF charge la Légation de Suisse à Washington de faire une démarche auprès du gouvernement américain pour amener l'ouverture de négociations sur la question de la liste noire commune des Alliés.
A	31.8.1918 N	DPF à Berne (Ambassade de France, Légations des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Italie)	Protestation du gouvernement suisse contre l'imposition d'une liste noire commune par les Alliés.
446	13.9.1918 L	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Le Ministre du blocus fait comprendre à Dunant que la Suisse ne pourra éviter l'établissement d'une liste noire commune par les Alliés.
450	10.10.1918 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	La Légation de Suisse à Washington est chargée d'insister auprès du gouvernement américain pour que la Suisse puisse compter sur la mise à disposition de navires pour son ravitaillement et sur une livraison suffisante de blé.
457	1.11.1918 No	DEP (Schulthess) à Paris (Dunant)	Dunant est chargé de soulever avec les autorités françaises la question du ravitaillement de la Suisse en charbon au cas d'une occupation de l'Alsace-Lorraine, ainsi que celle de l'aide économique sur laquelle la Suisse pourrait compter au cas d'un arrêt des livraisons allemandes et autrichiennes.

Pour les négociations économiques et financières avec les Alliés, cf. encore:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
4. tats-Unis, nos 297, 307, 348
6. France, no 288
8. Italie, no 311
III Les négociations économiques et financières avec les Puissances Centrales, nos 414, 426
IX Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, nos 436, 440

L

III. LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES AVEC LES PUISSANCES CENTRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
18	6.8.1914 T	Berlin (Claparède) au DPF	Conditions du gouvernement allemand pour la livraison de charbon à la Suisse.
79	4.12.1914	Conseil fédéral	Propositions allemandes pour l'échange de marchandises avec la Suisse. Réponses du Conseil fédéral.
131	12.6.1915 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral défère à un vœu du gouvernement allemand d'instituer un organisme chargé de contrôler l'utilisation et la non réexportation des marchandises allemandes.
A	26.5.1915 PV		PV des négociations avec le gouvernement allemand.
139	21.7.1915 L	Berlin (Schmidheiny) au DPF (Hoffmann)	L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie exigent de la Suisse la livraison de marchandises de contrebande en échange des produits qu'elles lui livrent.
141	18.8.1915 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	Modalités du contrôle de l'Allemagne sur les autorisations d'importations accordées par la *Treuhandstelle*.
143	20.8.1915 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les négociations avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.
A			Texte de l'accord entre la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.
150	17.9.1915 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur l'accord avec l'Allemagne concernant le trafic de perfectionnement.
184	26.5.1916 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Peu d'empressement de la part de l'Autriche-Hongrie pour régler les affaires pendantes avec la Suisse, car on lui reproche un manque d'ouverture dans les questions économiques. Aussi est-on déçu de ne plus pouvoir considérer la Suisse comme un éventuel allié.
A	1. et 3.2.1916		Arrangement économique entre la Suisse et l'Autriche.
186	8.6.1916 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	L'Allemagne exige de la Suisse la livraison de marchandises de contrebande qui lui sont dues. Elle fait remarquer qu'elle retiendra les marchandises destinées à la Suisse tant que celle-ci ne remplira pas ses obligations d'exportations.
190	21.6.1916 N	DPF à Berne (Légation d'Allemagne)	Le gouvernement suisse a été surpris de la demande allemande concernant la livraison de marchandises de contrebande et il fait remarquer qu'il est en négociation

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			avec l'Entente pour obtenir des marchandises de compensations.
195	1.7.1916 L	Berlin (Deutcher) au DPF (Hoffmann)	La livraison de fer à la Confédération est bloquée en Allemagne afin de faire pression sur la Conférence tenue par les Alliés à Paris.
197	3.7.1916 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	L'Allemagne fera dépendre les livraisons de marchandises à la Suisse des compensations qu'elle obtiendra de celle-ci.
199	7.7.1916 L	Berlin (Haefliger) au DPF	Selon le Conseiller de Légation Schmitt, l'Allemagne arrêterait ses livraisons à la Suisse tant que celle-ci ne lui livrerait pas de contrepartie.
212	7.9.1916 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Rapport sur l'accord économique conclu entre l'Allemagne et la Suisse.
214	5.10.1916 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral répond à la lettre collective des Cantons romands qui attire son attention sur le fait qu'aucun représentant de la Suisse romande n'a fait partie de la délégation ayant négocié avec l'Allemagne. Ceci peut susciter un sentiment de méfiance dans les pays de l'Entente. Le Conseil fédéral souligne que ce sont des considérations techniques qui ont déterminé la composition de la délégation suisse.
A	11.9.1916 L		Conseils d'Etat des Cantons de VD, GE, NE, VS, FR au Conseil fédéral.
247	29.12.1916 L	Berlin (Claparède) au DPF (Hoffmann)	Romberg fait comprendre que l'Allemagne n'arrive pas à remplir ses obligations envers la Suisse concernant la livraison de fer et de charbon à cause des nécessités de la guerre.
332	25.7.1917 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur le déroulement des négociations économiques avec l'Allemagne.
336	20.8.1917 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	Le gouvernement allemand approuve l'accord économique avec la Suisse.
A	23.8.1917 Proposition	DEP au Conseil fédéral	1) Texte de l'accord 2) Commentaires sur l'accord avec l'Allemagne
343	21.9.1917 L	Berlin (Haab) au DPF	Le gouvernement allemand refuse de vendre des navires à la Suisse.
399	5.3.1918 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF	Conditions du gouvernement allemand pour accorder un sauf-conduit aux navires transportant des marchandises destinées à la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
409	28.3.1918 PVCF	Conseil fédéral	Renseignements sur l'état des négociations avec l'Allemagne en vue d'un nouvel accord économique.
412	20.4.1918 PVCF	Conseil fédéral	Arrangement avec l'Allemagne concernant un sauf-conduit pour les navires transportant des marchandises destinées à la Suisse.
A			Texte du sauf-conduit
414	27.4.1918 PVCF	Conseil fédéral	Renseignements sur l'état des négociations économiques avec l'Allemagne. Les problèmes économiques traités avec les Alliés.
426	15.5.1918 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de repousser la signature de l'accord économique avec l'Allemagne étant donné les exigences de la France.
428	18.5.1918 L	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Les milieux officiels en Allemagne espèrent la conclusion de l'accord économique avec la Suisse malgré l'intervention française. Opinion de Mercier sur l'influence possible des sentiments favorables à la paix en Angleterre sur l'attitude de la France envers la Suisse.
429	21.5.1918 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de signer l'accord économique avec l'Allemagne.
A			Textes de l'accord germano-suisse et de la note suisse échangés lors de la signature.
438	12.7.1918 Proposition	DEP au Conseil fédéral	Le DEP soumet les actes constitutifs de la «Schweizerische Treuhandstelle» (STS) à l'approbation du Conseil fédéral.
A			1) Statuts de la STS 2) Règlement intérieur de la STS

Pour les négociations économiques et financières avec les Puissances Centrales, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
2. Autriche-Hongrie, n° 276
8. Italie, n° 191

II Les négociations économiques et financières avec les Alliés, n^{os} 134, 206

IV. NEUTRALITÉ, POLITIQUE DE NEUTRALITÉ

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
9	29.7.1914 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral donne acte au gouvernement autrichien de la notification concernant la déclaration de guerre à la Serbie. La Suisse informe Vienne et Belgrade qu'elle observera une stricte neutralité.
13	2.8.1914 L	Berlin (Claparède) au DPF (Hoffmann)	Le général von Moltke assure que l'armée allemande respectera la neutralité suisse. L'Allemagne soutiendra l'armée suisse dans le cas d'une agression française. Incident de frontière à St. Louis.
16	4.8.1914 PVCF	Conseil fédéral	Déclaration de neutralité. Le Conseil fédéral décide de communiquer la Déclaration de neutralité à tous les belligérants et signataires de l'Acte de 1815.
17	5.8.1914 L	Rome (Pioda) au DPF (Hoffmann)	Conversation avec Hindenburg sur les relations de l'Allemagne avec la France et l'Italie. Ses considérations sur le respect de la neutralité de la Belgique et des Pays-Bas par l'Allemagne. L'Ambassadeur de France affirme que la France ne violera pas la neutralité suisse.
19	7.8.1914 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Lardy est surpris que l'on n'ait fait aucune publicité en France à la Déclaration de neutralité suisse. Après l'élection de Wille beaucoup de Français sont convaincus qu'il ne résistera pas à une sommation allemande. Problèmes concernant le transport des mobilisés suisses.
20	7.8.1914 T	DPF (Hoffmann) à Londres (Légation de Suisse)	Prière de communiquer au gouvernement britannique l'interdiction décrétée de survol de l'espace aérien suisse.
23	9.8.1914 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Commentaires de Lardy sur la réponse française à la Déclaration de neutralité suisse.
A	8.8.1914 N	Paris (Affaires étrangères) à Paris (Légation de Suisse)	Texte de la réponse française.
24	9.8.1914 N	Londres *(Foreign Office)* à Londres (Légation de Suisse)	Accusé de réception de la Déclaration de neutralité suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
32	17.8.1915 N	Vienne (Affaires étrangères) à Vienne (Légation de Suisse)	Réponse de l'Autriche-Hongrie à la Déclaration de neutralité suisse.
33	18.8.1914 RP	Berlin (Claparède) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Zimmermann lors de la remise de la réponse du gouvernement allemand à la Déclaration de neutralité.
A	17.8.1914		
34	18.8.1914 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DPF (Hoffmann)	Romberg confirme la reconnaissance par l'Allemagne de la neutralité suisse.
35	18.8.1914 PVCF	Conseil fédéral	La Déclaration de neutralité suisse et la Savoie.
37	19.8.1914 N	Berne (Légation d'Italie) au DPF (Hoffmann)	Réponse italienne à la Déclaration de neutralité suisse.
38	20.8.1914 L	Rome (Pioda) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec de Martino sur la rumeur selon laquelle il y aurait une alliance secrète austro-suisse. Paulucci désirerait obtenir une déclaration de la part de l'Italie et de la Suisse.
43	30.8.1914 L	DPF (Hoffmann) à Rome (Pioda)	Le Chef du DPF soumet une proposition pour un échange de notes entre l'Italie et la Suisse au sujet de la neutralité suisse, afin de dissiper tout malentendu de part et d'autre.
44	30.8.1914 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Selon l'Ambassadeur d'Italie à Paris, l'Italie ne songera jamais à porter atteinte à la neutralité de la Suisse. Grandville assure que la Suisse peut compter sur l'amitié britannique.
49	16.9.1914 PVCF	Conseil fédéral	Approbation de l'échange de notes entre l'Italie et la Suisse concernant la neutralité suisse.
54	1.10.1914 Appel	Conseil fédéral au Peuple Suisse	Appel du Conseil fédéral au Peuple Suisse pour qu'il adopte un comportement conforme à l'esprit de la neutralité, afin de préserver l'unité du pays.
77	18.11.1914 L	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	La Légation de Pétrograd informe du contenu de l'accusé de réception de la Déclaration de neutralité suisse transmis par les Affaires étrangères russes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
95	17.2.1915 L	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Réflexions de von Planta sur les conséquences pour la Suisse d'une entrée en guerre de l'Italie et sur les conditions à remplir pour assurer le maintien de la neutralité suisse jusqu'à la fin de la guerre.
104	7.3.1915 L	DPF (Hoffmann) à Rome (von Planta)	Hoffmann souligne le danger qui menacerait la Suisse au cas où elle abandonnerait sa politique de neutralité pour obtenir des avantages économiques ou territoriaux lors de la conclusion de la paix.
124	18.5.1915 No	DPF (Dunant)	L'Ambassadeur de France, Beau, annonce que la guerre italo-austro-allemande sera déclarée le 22 mai et que l'Italie donnera au gouvernement suisse des assurances dès son entrée en guerre.
125	21.5.1915 PVCF	Conseil fédéral	Examen d'une proposition américaine d'établir une «zone» neutre en mer.
127	24.5.1915 Communiqué	DPF	L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont confirmé leur déclaration quant au respect de la neutralité suisse. Entre l'Italie et le Conseil fédéral il y a eu un nouvel échange de notes.
129	27.5.1915 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Burian: la confirmation de la Déclaration de neutralité suisse et le respect de la neutralité par l'Autriche-Hongrie. Les relations italo-suisse; la question de la Roumanie et de la Grèce; la popularité de la guerre avec l'Italie; la perturbation du trafic ferroviaire entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie.
155	5.10.1915 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral ne veut pas intervenir pour le moment auprès du gouvernement français en ce qui concerne la violation de la neutralité de la Savoie par l'utilisation du chemin de fer du Mont Cenis pour transporter des troupes.
160	8.12.1915 R	Berne (Langie) au DMF (Decoppet)	Langie, chargé du déchiffrement des dépêches russes, informe Decoppet des soupçons qu'il a conçus que ces dépêches sont communiquées à l'Attaché militaire allemand.
161	14.12.1915 L	DMF (Decoppet) au Général Wille	Decoppet met Wille au courant des informations qu'il a reçues de Langie et de l'Ambassade de France selon lesquelles l'Allemagne et l'Autriche reçoivent communication des rapports militaires de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse et lui demande d'intervenir pour éclaircir l'affaire.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
162	18.12.1915 L	Général Wille au DMF (Decoppet)	Wille exprime son indignation du fait qu'une «source suisse» ait pu informer l'Ambassade de France que les bulletins de l'Etat-Major Général sur la situation militaire seraient communiqués à la Légation d'Allemagne et conteste cette information.
163	18.12.1915 L	Général Wille au DMF (Decoppet)	Wille récuse les accusations de Langie concernant la communication par l'Etat-Major Général suisse de dépêches importantes à l'Attaché militaire allemand.
165	11.1.1916 L	Général Wille au DMF (Decoppet)	Wille estime que sa décision d'écarter les colonels Egli et von Wattenwyl de l'Etat-Major Général est une mesure suffisante et il s'élève contre la publicité faite autour de «l'affaire des colonels», car cela ne peut que susciter la méfiance du peuple suisse envers son armée et nuire aux relations de la Suisse avec les pays voisins.
166	11.1.1916 PVCF	Conseil fédéral	Délibérations du Conseil fédéral sur le comportement contraire à la neutralité des colonels Egli et von Wattenwyl.
170	18.1.1916 L	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Sazonov estime les sanctions contre les colonels Egli et von Wattenwyl insuffisantes. Il regrette l'indulgence des autorités suisses envers les attaques de la presse contre la Russie. Odier fait état de mesures illégales prises contre des Suisses en Russie.
171	19.1.1916 T	DPF à Berlin, Londres, Madrid, Rome, Paris, Vienne (Légations de Suisse)	Les Légations de Suisse sont informées que les colonels Egli et von Wattenwyl ont été déférés à la justice militaire.
172	25.1.1916 L	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Sazonov est satisfait de la décision du Conseil fédéral de déférer les colonels Egli et von Wattenwyl à la justice militaire.
173	2.2.1916 N	Berne (Légation de Russie) au DPF (Hoffmann)	Protestation contre l'indulgence témoignée envers les colonels Egli et von Wattenwyl qui ont commis, selon la Russie, un acte d'hostilité envers elle.
174	11.2.1916 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Bourcart est inquiet des dissensions internes en Suisse. Il assure Burian que l'armée suisse reste ferme et saura résister à toute tentative de percée à travers la Suisse. Tout affaiblissement de l'armée serait mal accepté par les Puissances Centrales.
175	11.2.1916 L	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	L'affaire des colonels a suscité une vive émotion aux Etats-Unis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
177	29.2.1916	Von Sprecher	Déposition du Chef de l'Etat-Major Général au procès contre les colonels Egli et von Wattenwyl. Considérations sur la neutralité et le renseignement.
179	22.3.1916 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	A la suite du procès des colonels, la méfiance règne en Italie envers la Suisse et on y craint la toute-puissance de l'armée. La situation politique interne italienne.
180	1.4.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Selon Cambon, il n'a pas été question de la Suisse, ni du point du vue politique ni du point de vue militaire, à la Conférence des Alliés. La Suisse pourrait avoir à subir le contrecoup des mesures prises pour renforcer le blocus. Cambon assure que l'affaire des colonels est considérée comme close.
363	1.12.1917 L	Washington (Sulzer) au DPF (Ador)	Commentaires de Sulzer sur le contenu de la note américaine reconnaissant la neutralité suisse.
364	3.12.1917 N	Berne (Légation des Etats-Unis) au DPF (Ador)	Déclaration de la reconnaissance de la neutralité suisse par le gouvernement américain.
365	4.12.1917 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	Le gouvernement français confirme la déclaration de reconnaissance de la neutralité suisse.
367	11.12.1917 PVCF	Conseil fédéral	Réponse du Conseil fédéral aux notes française et américaine reconnaissant la neutralité suisse.
368	17.12.1917 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Le gouvernement britannique confirme sa déclaration relative à la reconnaissance de la neutralité suisse.

Pour la neutralité, la politique de neutralité, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
4. Etats-Unis, n° 263
7. Grande-Bretagne, n^{os} 69, 70
8. Italie, n^{os} 93, 95, 109

V La Suisse et la Paix, n^{os} 64, 105

V. LA SUISSE ET LA PAIX

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
64	31.10.1914 Requête	Berne (Fraction parlementaire socialiste) au Conseil fédéral	Requête du PSS: le Conseil fédéral devrait prendre contact avec les gouvernements des autres pays neutres pour offrir aux belligérants leur médiation en vue de conclure une paix.
66	4.11.1914 L	Genève & Zurich Sociétés féminines suisses au Conseil fédéral	Requête au Conseil fédéral: ce dernier devrait faire une démarche auprès du Président Wilson ayant pour objet de convoquer une conférence des pays neutres chargée d'offrir une médiation aux belligérants.
71	10.11.1914 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral et la question de la médiation des pays neutres.
74	14.11.1914 L	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Le Président Wilson ne trouve pas judicieux d'entreprendre déjà une action de médiation auprès des belligérants.
100	24.2.1915 Requête	Berne (PAX) au Conseil fédéral	Requête pour la convocation d'une conférence internationale des Etats neutres en vue d'«amener une paix» et de protéger les intérêts communs de ces Etèts.
105	24.3.1915 L	DPF (Hoffmann) à Londres (Carlin)	Selon Hoffmann un échange de vues confidentiel entre gouvernements neutres serait souhaitable pour disciter de la question de leur participation aux négociations de paix; ceci dans le but d'amener une paix durable et de consolider la situation de ces pays.
107	30.3.1915 PVCF	Conseil fédéral	Réponse du Conseil fédéral au comité d'initiative pour la paix: le Conseil fédéral considère qu'un congrès des pays neutres est un moyen inadéquat de conduire à la paix.
108	1.4.1915 L	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Le Ministre des Pays-Bas ne pense pas qu'il puisse être question d'une représentation des neutres aux futures négociations de paix, car les belligérants n'en voudront pas. Carlin partage cette opinion.
111	20.4.1915 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Les raisons internes et externes qui expliquent le peu d'attention consacrée aux questions de la paix aux Etats-Unis. Le désir de Wilson de jouer un rôle dans les négociations de paix et la volonté des Etats-Unis de rester en paix à tout prix. Les livraisons de matériel de guerre aux Alliés.
157	15.11.1915 L	DPF (Hoffmann) à Rome (von Planta)	Les arguments de Hoffmann contre l'établissement d'une nonciature en Suisse. Quant au rôle de médiateur de la Suisse il ne pense pas – si bien disposé soit-il à cet

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			égard – que le moment soit propice pour amorcer une action de paix.
164	22.12.1915 PVCN	CN	Interpellation de Greulich demandant au Conseil fédéral d'offrir ses bons offices aux belligérants en vue de la conclusion de la paix.
A		Hoffmann	Réponse de Hoffmann à cette interpellation.
187	16.6.1916 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	La Suisse désire être informée des contacts pris par Wilson avec d'autres Etats concernant une offre de médiation.
189	21.6.1916 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Selon le Département d'Etat, le Président Wilson considère que le moment n'est pas venu d'entreprendre une action en faveur de la paix. Entretien avec l'Ambassadeur d'Espagne et le Ministre de Hollande au sujet d'une action de médiation. Ritter se demande si le Président de la Confédération ne pourrait pas assumer le rôle de médiateur. Les relations américano-mexicaines.
213	23.9.1916 R	Conseil fédéral à Assemblée fédérale	Le Conseil fédéral expose son point de vue sur l'opportunité pour les neutres d'offrir leurs bons offices ou une médiation aux belligérants.
221	17.11.1916 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Hoffmann)	Le Nonce soulève la question de la paix dans un entretien avec Bourcart. Selon Macchio, les Etats-Unis n'ont pas encore sondé le gouvernement de l'Autriche-Hongrie sur l'éventualité d'une conférence de la paix. Bourcart demande des instructions sur l'attitude à prendre sur cette question. Commentaires sur la mort de l'Ambassadeur d'Allemagne.
222	18.11.1916 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	La Légation de Washington doit faire comprendre à Wilson que la Suisse se sentirait honorée d'être associée à ses projets de paix.
225	22.11.1916 M	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Le Président Wilson affirme ne pas encore avoir de plan défini concernant la paix et demande si le Conseil fédéral aurait une suggestion à faire.
229	14.12.1916 L	DPF (Hoffmann) à Rome (von Planta)	Hoffmann se demande si la Suisse pourrait jouer le rôle de médiateur entre les Puissances Centrales et les Alliés. Il charge von Planta de sonder discrètement le gouvernement italien. Renseignements sur les réactions de différents pays à l'offre de paix des Puissances Centrales.
230	16.12.1916 RP	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Rapport sur la situation difficile du Cabinet Briand. Avis de Bliss et de Quiñones sur l'offre de paix des Puissances Centrales. Quiñones et un vice-président

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			du Sénat déconseillent à la Suisse de jouer le rôle de médiateur entre la France et les Puissances Centrales. Lardy estime qu'il faut observer de près les intentions de Wilson.
231	18.12.1916 L	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Von Planta estime peu judicieux d'offrir une médiation entre l'Italie et les Puissances Centrales. Sonnino, la presse et l'opinion publique face à la note des Puissances Centrales.
232	18.12.1916 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le gouvernement suisse n'a pas de plan pour la paix. Il désire être informé des plans éventuels de Wilson en vue d'y coopérer.
234	21.12.1916 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de s'associer à la note de paix du Président Wilson.
235	22.12.1916 T	DPF à Berlin, Londres, Paris, Pétrograd, Rome, Vienne, (Légations de Suisse)	Les Légations de Suisse sont chargées de remettre la note du Conseil fédéral annonçant que la Suisse appuie les efforts de Wilson en vue d'un rapprochement des nations en guerre et de l'établissement d'une paix durable.
236	23.12.1916 T	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Carlin estime que la remise de la note du Conseil fédéral en faveur de la paix au *Foreign Office* serait une démarche inopportune et dangereuse pour les bonnes relations avec la Grande-Bretagne.
237	23.12.1916 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Cambon manque entièrement de chaleur à l'égard de la démarche suisse en faveur de la paix, alors que Sharp est ravi. L'Ambassade d'Espagne ne sait rien de l'attitude de son gouvernement face à la note austro-allemande et à celle de Wilson.
238	23.12.1916 R	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Selon Sonnino la démarche de Wilson et du Conseil fédéral en faveur de la paix donne l'impression de faire suite à l'offre des Puissances Centrales. Il semble que les Alliés ne soient pas pressés de répondre à leur note.
239	24.12.1916 T	DPF à Londres (Carlin)	Le DPF insiste pour que Carlin remette la note de paix au *Foreign Office*.
240	25.12.1916 T	Londres (Carlin) au DPF	Lord Robert Gail estime regrettable que la démarche du Conseil fédéral en faveur de la paix soit venue après la note de l'Allemagne, car elle sera interprétée comme étant inspirée par cette dernière.
241	27.12.1916 N	Vienne (Affaires) étrangères) à Vienne (Légation de Suisse)	Czernin accuse réception de la note suisse en faveur de la paix.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
242	27.12.1916 T	Berlin (Claparède) au DPF	La Légation de Berlin transmet la note de Zimmermann dans laquelle celui-ci dit sa satisfaction de la démarche du Conseil fédéral en faveur de la paix.
244	28.12.1916 L	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	La réaction américaine à la note suisse. Wilson est déçu de la réponse allemande à sa note. Toute démarche en faveur de la paix sera dorénavant faite secrètement.
245	29.12.1916 T	Londres (Légation de Suisse) au DPF	L'Espagne et les Pays-Bas face à la démarche suisse. La réponse des Alliés à l'offre de paix des Puissances Centrales serait négative.
248	1.1.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	Remise de la note concernant la paix aux Affaires étrangères. Réaction des milieux diplomatiques neutres. Sons discordants de la presse. Situation politique intérieure inquiétante.
250	11.1.1917 RP	Londres (Carlin) au DPF (Hoffmann)	Réponse de Balfour à la note du Conseil fédéral. La réponse des Alliés à Wilson va être rendue publique prochainement. La presse britannique parle des relations germano-suisses.
251	12.1.1917 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Le Sénat soutient la démarche de Wilson. Entretien de Ritter avec Wilson qui apprécie le geste du Conseil fédéral. Il est déçu de l'Espagne et de la réponse allemande. Il n'a pas l'intention d'entreprendre de nouvelles démarches.
254 A	17.1.1917 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Briand remet la réponse des Alliés à la note de paix du Conseil fédéral en exprimant sa confiance dans la neutralité suisse.
259	31.1.1917 T	DPF à Washington (Ritter)	Le DPF charge Ritter de remercier Wilson de son message et de lui demander si le programme contenu dans ce message ne pourrait pas être discuté dans une conférence des neutres.
262	1.2.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	Wilson est deçu par l'action de l'Allemagne. Il veut savoir si le DPF maintient sa proposition relative à la convocation d'une conférence des neutres.
268	6.2.1917 T	Washington (Ritter) au DPF	Ritter transmet une communication pour le gouvernement allemand: la possibilité existe d'éviter la guerre si l'Allemagne négocie avec les Etats-Unis.
269	9.2.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Transmission de la réponse allemande: le gouvernement allemand reste ouvert à des négociations avec les Etats-Unis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
272	14.2.1917 T	DPF à Washington (Légation de Suisse)	Le DPF désire savoir si Ritter a pris l'initiative de jouer le rôle de médiateur entre l'Allemagne et les Etats-Unis ou s'il en a été chargé par les Etats-Unis.
273	14.2.1917 T	Berlin (Légation de Suisse) au DPF	Le gouvernement allemand dément la nouvelle selon laquelle la Suisse aurait été chargée de communiquer au gouvernement américain la disposition allemande à négocier.
274	15.2.1917 T	Washington (Légation de Suisse) au DPF	Ritter précise qu'il a agi sur l'initiative de Bernstorff comme médiateur entre l'Allemagne et les Etats-Unis.
275	15.2.1917 RP	Rome (von Planta) au DPF (Hoffmann)	Réactions en Italie à la tentative de médiation de Ritter. L'offensive italienne contre l'Autriche a été repoussée. Mécontentement populaire face à un nouvel appel de troupes.
279	19.2.1917 RP	Washington (Ritter) au DPF (Hoffmann)	Compte rendu de Ritter sur sa tentative de médiation.
281	23.2.1917 T	DPF (Hoffmann) à Washington (Légation de Suisse)	Hoffmann précise qu'il n'a jamais chargé Ritter de transmettre les communications du gouvernement allemand au gouvernement américain.
294	17.4.1917 T	Vienne (Bourcart) au DPF	Czernin est prêt à établir de nouveaux contacts avec les socialistes en Russie en vue de conclure une paix. Par l'entremise de la Suisse il faudrait faire comprendre à l'Entente qu'elle pourrait obtenir une paix raisonnable. Pas de danger révolutionnaire en Autriche-Hongrie.
295	17.4.1917 T	Berlin (Légation de Suisse) au DPF	A Berlin on parle sérieusement de démarches visant à conclure une paix séparée avec la Russie.
300	18.4.1917 L	DPF (Hoffmann) à Paris (Lardy)	Analyse des possibilités d'une action de médiation par la Suisse.
301	20.4.1917 T	DPF à Pétrograd (Légation de Suisse)	Le DPF demande des renseignements sur la situation sur le front russe et sur l'attitude des socialistes face à la paix.
303	24.4.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	Les socialistes face à la paix. Renseignements sur la situation intérieure en Russie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
313	27.5.1917 T	Pétrograd (Odier) au DPF	Grimm fait savoir par la Légation de Pétrograd qu'il y a nécessité pour la Russie de conclure la paix. Il demande à être informé sur les buts de guerre des gouvernements belligérants.
316	3.6.1917 T	DPF à Pétrograd (Légation de Suisse)	Hoffmann transmet à Grimm une communication sur les conditions de paix et les buts de guerre de l'Allemagne.
318	13.6.1917 L	Pétrograd (Odier) au DPF (Hoffmann)	La dépêche de Hoffmann contenant les conditions de paix et les buts de guerre allemands a été déchiffrée au Ministère russe des Affaires étrangères.
319	16.6.1917 T	Londres (Carlin) au DPF	Un journal anglais publie le texte de la dépêche de Hoffmann à Grimm.
320	17.6.1917	Londres (Carlin) au DPF	Steed, rédacteur au *Times,* informe que Grimm a été expulsé de Russie. Opinion de Steed sur l'incident Grimm-Hoffmann.
321	18.6.1917 T	DPF à Londres, Paris, Rome (Légations de Suisse)	Le DPF informe les Légations de Suisse de la démarche de Hoffmann en faveur de la paix et de ses conséquences.
322	18.6.1917 L	Hoffmann au Président de la Confédération (Schulthess)	Lettre de démission de Hoffmann.
323	19.6.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	Expulsion de Grimm de Russie et réactions du Congrès panrusse des ouvriers et soldats.
324	19.6.1917 T	Londres (Carlin) au DPF	Réactions de la presse britannique à l'incident Grimm-Hoffmann.
325	19.6.1917 RP	Paris (Lardy) au DPF	Emotion de la presse parisienne après l'incident Grimm-Hoffmann. Réaction de Cambon. Possibles répercussions sur la négociation commerciale.
326	19.6.1917 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral face à la démarche de Hoffmann.
328	22.6.1917 L	Pétrograd (Odier) au DPF	L'affaire Grimm-Hoffmann continue à alimenter une polémique dans les journaux. La guerre entre la Russie et l'Allemagne va reprendre.
329	26.6.1917 RP	Londres (Carlin) au DPF (Ador)	L'émotion de la presse anglaise à la suite de l'incident Grimm-Hoffmann. Balfour et Cambon assurent que pour l'Entente l'affaire est close.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
330	2.7.1917 RP	Berlin (Haab) au DPF	Réactions des milieux allemands, de l'opinion publique et de la presse à l'incident Grimm-Hoffmann.
397	1.3.1918 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral et la question de la médiation.
441	13.8.1918 L	Paris (Dunant) au DPF (Lardy)	Toute démarche neutre en faveur de la paix serait considérée en France comme provenant de Berlin.
449	4.10.1918 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de transmettre la note de paix de l'Allemagne au gouvernement américain.

Pour la Suisse et la paix, cf. encore:

I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
1. Allemagne, n^os 277, 378
4. Etats-Unis, n^os 204, 207
6. France, n° 278
8. Italie, n^os 135, 228, 293

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
10	30.7.1914 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral discute en présence du chef de l'Etat-Major Général von Sprecher de la situation internationale à la suite de la mobilisation de la Russie, et de l'opportunité de la mise de piquet de l'armée suisse.
11	31.7.1914 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide la mobilisation de l'armée.
15	4.8.1914 Instructions	Conseil fédéral au Général Wille	Instructions du Conseil fédéral au général Wille concernant l'accomplissement de sa tâche.
29	14.8.1914 L	Général Wille au Conseil fédéral	Le Général Wille demande au Conseil fédéral de prendre une décision de principe autorisant l'internement éventuel de troupes étrangères.
A			Projet de Convention.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
30	15.8.1914 M	Von Sprecher au DPF (Hoffmann)	Situation politique et militaire de la Suisse. Danger émanant du nationalisme italien.
42	27.8.1914 No	Général Wille à Von Sprecher	La situation sur le front franco-allemand ne fait pas peser de menace sur la neutralité suisse.
63	31.10.1914 L	Général Wille au DMF (Decoppet)	Le Général Wille expose les raisons qui l'incitent à garder les troupes sous les armes.
121	7.5.1915 M	Von Sprecher au Général Wille	Von Sprecher souhaite que le Conseil fédéral prenne les mesures nécessaires pour protéger le sud du pays contre une action éventuelle de l'Italie.
122	7.5.1915 No	Général Wille à Von Sprecher	Wille estime qu'aussi longtemps que l'entrée en guerre de l'Italie n'est qu'une probabilité, toute mesure militaire de la part de la Suisse contre l'Italie serait considérée comme un acte inamical. Il estime peu probable que l'Italie viole la neutralité en occupant le Tessin.
168	15.1.1916 R	Von Sprecher au Général Wille	Situation militaire de la Suisse face aux belligérants et menace possible pour la neutralité suisse.
169	18.1.1916 No	Général Wille à Von Sprecher	Commentaires de Wille sur le rapport de von Sprecher concernant la situation militaire de la Suisse.
182	9.4.1916 L	Von Sprecher au Général Wille	Après avoir obtenu des renseignements de la part de l'Attaché militaire français, Pageot, sur l'intention de l'Allemagne de faire une percée à travers la Suisse, von Sprecher propose au Général Wille de réfléchir à la question d'une éventuelle coopération entre la France et la Suisse.
183	25.5.1916 L	Général Wille à Von Sprecher	Wille ne voit pas de raison valable d'approfondir la question d'une coopération militaire avec la France, mais il est prêt à ranger son opinion sur celle du DPF. Il fait état de l'attitude hostile envers la Suisse qui règne en Italie.
185	29.5.1916 L	Général Wille au DPF (Hoffmann)	Réserves de Wille quant à une coopération militaire avec la France.
227	29.11.1916 No	Von Sprecher au sous-chef de l'EMG de l'Armée	Von Sprecher a obtenu des garanties de la part des attachés militaires allemand et français quant à la fourniture de munitions en cas d'attaque contre la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
246	29.12.1916 Mi	Von Sprecher	Notes sur un entretien avec Morier concernant les modalités d'une coopération militaire avec la France dans le cas d'une percée allemande à travers la Suisse. Von Sprecher ne croit pas cependant à l'éventualité d'une violation du territoire suisse par l'Allemagne.
252	13.1.1917 M	Général Wille au Conseil fédéral	Selon Wille la situation militaire générale et la possibilité d'une invasion de la Suisse par les belligérants justifient une mobilisation générale.
290	7.4.1917 R	Von Sprecher au DPF (Hoffmann)	Entretien de von Sprecher avec des officiers français sur la collaboration des armées suisse et française en cas d'invasion allemande en Suisse.
298	19.4.1917 L	Berne (Ambassade de France) à Von Sprecher	L'Attaché militaire français, Morier, remet la note verbale réglant la coopération militaire franco-suisse.
A			Note verbale
377	15.1.1918 PV	Conférence auprès du Chef du DMF (Decoppet)	La situation militaire de la Suisse.
400	6.3.1918 PV	Conférence de Lyon	Conférence relative à la coopération militaire avec les armées française et britannique.

VII. POLITIQUE HUMANITAIRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
47	10.9.1914 L	Berne (Ambassade de France) au Président de la Confédération (Hoffmann)	La France accepte l'idée du rapatriement des internés civils des pays belligérants.
51	22.9.1914 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral d'établir un Bureau central pour le rapatriement des internés civils.
52	23.9.1914 L	Bureau suisse de Rapatriement d'internés civils (Röthlisberger) à Berne (Ambassade de France)	Requête du Bureau suisse de rapatriement d'internés civils: mesures que devrait prendre la France pour faciliter la tâche de ce Bureau.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
55	2.10.1914 N	Berne (Ambassade de France) ' au DPF	Proposition du gouvernement français concernant les internés civils qui pourraient quitter la France.
56	5.10.1914 N	Berne (Légation d'Autriche-Hongrie) au DPF	L'Autriche-Hongrie est prête à collaborer au travail du Bureau suisse de rapatriement d'internés civils.
58	17.10.1914 N	Berne (Légation d'Allemagne) au Président de la Confédération (Hoffmann)	La réaction du gouvernement allemand à la proposition française concernant l'échange des internés civils. Proposition allemande.
72	12.11.1914 L	CICR (Ador) au DPF (Hoffmann)	Ador se demande si la Suisse ne pourrait pas prendre en charge le rapatriement des prisonniers de guerre grièvement blessés.
73	13.11.1914 L	DPF au CICR (Ador)	Le DPF a déja sondé les représentants de l'Allemagne et de la France au sujet de l'échange des prisonniers de guerre grièvement blessés.
82	19.12.1914 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Lardy fait campagne pour faire aboutir le projet de rapatriement des prisonniers de guerre grièvement blessés.
86	9.1.1915 T	DPF à Paris (Légation de Suisse)	Le gouvernement suisse est prêt à mettre à la disposition du gouvernement français la Croix-Rouge suisse et des trains sanitaires pour rapatrier des militaires invalides.
96	18.2.1915 L	Berne (Huber) à Von Sprecher	Max Huber remet au chef de l'Etat-Major Général un rapport sur les déserteurs et réfractaires étrangers.
A	4.1.1915 R	Max Huber au DPF	Texte du Rapport de Max Huber sur les déserteurs et les réfractaires étrangers.
99	23.2.1915 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	Le gouvernement français informe qu'il procède à la concentration des prisonniers allemands à rapatrier et qu'un accord de principe a été trouvé entre l'Allemagne et la France au sujet du rapatriement des prisonniers malades.
119	28.4.1915 L	Paris (Lardy) au DPF (Hoffmann)	Entretien avec Delcassé sur le projet d'interner des prisonniers de guerre en Suisse. En ce qui concerne le ravitaillement de ces prisonniers, Declassé propose que la Suisse centralise les initiatives privées.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
120	7.5.1915 PVCF	Conseil fédéral	Projet d'interner une catégorie d'invalides de guerre en Suisse. Réponse du Conseil fédéral au projet du Saint-Siège.
167	15.1.1916 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur les négociations concernant l'internement des «petits blessés» allemands et français en Suisse.
176	14.2.1916 N	Berne (Légation de Belgique) au DPF	Le gouvernement belge désire être inclus dans l'accord intervenu au sujet de l'internement des prisonniers blessés en Suisse.
202	26.7.1916 No	DPF à Berne (Légation de Russie)	Le DPF fait savoir à la Légation de Russie que faute de place il ne peut faire interner des prisonniers russes malades en Suisse.
208	31.8.1916 L	Berne (Légation de Russie) au DPF (Hoffmann)	La Légation de Russie prie le DPF de reconsidérer la question de l'internement de tuberculeux russes en Suisse.
209	1.9.1916 PVCF	Conseil fédéral	Attitude du Conseil fédéral face au projet français d'interner les pères de famille en Suisse.
211	5.9.1916 N	DPF à Berne (Ambassade de France)	Le Conseil fédéral assure qu'il étudiera minutieusement le projet d'internement des pères de famille.
224	21.11.1916 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse face à la déportation de citoyens belges par l'Allemagne.
243	27.12.1916 N	Berne (Légation de Russie) au DPF (Hoffmann)	La Légation de Russie exprime sa vive reconnaissance pour la décision du gouvernement suisse d'interner 400 officiers malades en Suisse.
257	26.1.1917 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide d'interner à titre d'essai cent pères de famille allemands et français.
299	19.4.1917 N	DPF à Berne (Ambassade de France)	Propositions sur l'internement, le rapatriement et l'échange direct de prisonniers entre la France et l'Allemagne.

Pour la politique humanitaire, cf. encore:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
2. Autriche-Hongrie, n° 401
6. France, n^os 389, 396
VIII Mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), n° 435

VIII. MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES, SOCIALISME, RÉVOLUTION RUSSE (BOLCHEVISME)

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
152	20.9.1915 L	Ministère Public fédéral à Direction de Police du Canton de Berne	Le Ministère Public fédéral exprime son étonnement devant le fait qu'aucun renseignement ne soit parvenu à la Police de Berne pendant le déroulement de la Conférence de Zimmerwald.
A	23.9.1915 R	Le Commandement de Police du Canton de Berne	Rapport sur la Conférence de Zimmerwald et sur les mesures prises par la Police du Canton de Berne.
215	17.10.1916 L	Paris (Lardy) au DJP (Müller)	Lardy estime préférable d'opposer un refus à la requête présentée par Bronstein-Trotski de se rendre en Suisse.
216	19.10.1916 L	Paris (Lardy) au DJP (Müller)	Alors que Lardy a refusé le visa pour la Suisse à Trotski, le gouvernement français voudrait que celui-ci soit autorisé à passer en Suisse.
217	20.10.1916 L	DJP (Müller) à Paris (Lardy)	Le DPF charge Lardy d'informer Trotski qu'il n'est pas autorisé à entrer en Suisse.
351	7.11.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	La prise du pouvoir par les bolcheviques.
355	15.11.1917 RP	Pétrograd (Odier) au DPF (Ador)	Exposé sur la prise du pouvoir par les bolcheviques.
357	25.11.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	Trotski demande aux représentants neutres de transmettre des propositions d'armistice et de paix aux Puissances Centrales. Question de la reconnaissance du nouveau pouvoir.
362	28.11.1917 PVCF	Conseil fédéral	Réaction du Conseil fédéral à la note de Trotski aux Etats neutres.
370	20.12.1917 T	DPF à Pétrograd (Légation de Suisse)	La Banque Nationale ne peut faire d'avances de fonds à la Légation de Pétrograd. Etude du projet d'organiser un convoi pour rapatrier les Suisses. Le problème de la reconnaissance du gouvernement de Lénine.
371	24.12.1917 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	Il n'y a pas eu de demande formelle de reconnaissance du nouveau gouvernement. La question des courriers diplomatiques. Situation des ressortissants suisses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
382	6.2.1918 L	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Information sur le délégué russe, Salkind, prévu pour représenter le gouvernement bolchevique en Suisse.
384	9.2.1918 PVCF	Conseil fédéral	L'attitude du gouvernement suisse concernant l'envoi d'un agent diplomatique russe.
385	11.2.1918 T	Berlin (Légation de Suisse) au DPF	Les Affaires étrangères mettent en garde contre les représentants russes devant être envoyés en Suisse.
386	12.2.1918 T	Londres (Carlin) au DPF	Opinion de Carlin sur l'envoi de délégués maximalistes en Suisse. Attitude du gouvernement britannique concernant ces délégués.
388	14.2.1918 L	DPF à Paris (Dunant)	Le DPF expose les motifs qui ont déterminé le Conseil fédéral dans son attitude envers l'envoyé du gouvernement maximaliste.
406	21.3.1918 L	Pétrograd (Odier) au DPF (Calonder)	Démarche des représentants neutres à Pétrograd auprès du Commissaire des Affaires étrangères concernant la protection des intérêts des ressortissants des pays neutres.
A	20.3.1918	N	Note adressée au Commissaire des Affaires étrangères.
413	26.4.1918 L	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	Selon Karl Moor c'est Berzine qui sera désigné comme envoyé du gouvernement bolchevique en Suisse.
417	30.4.1918 L	DPF (Calonder) à Berlin (Mercier)	Nomination de Jan Berzine comme plénipotentiaire du gouvernement bolchevique en Suisse.
423	10.5.1918 T	Berlin (Légation de Suisse) au DPF	Conversation avec Berzine sur sa mission en Suisse. Berzine attend l'autorisation du gouvernement suisse pour se rendre à Berne avec tout son personnel.
424	14.5.1918 T	DPF à Berlin (Légation de Suisse)	La Légation de Suisse est chargée d'accorder à Berzine et à sa mission un visa pour la Suisse.
425	15.5.1918 L	Berlin (Mercier) au DPF (Calonder)	En accordant un visa à la mission soviétique Mercier insiste sur l'obligation de s'abstenir de toute propagande politique en Suisse.
431	1.6.1918 L	DPF à Pétrograd (Odier)	Renseignements sur l'arrivée de la mission soviétique. Audience du Président de la Confédération et séquestration des archives de l'ancienne Légation de Russie à Berne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
434	22.6.1918 Mi	DPF au DPE et au *Vorort des Handels und Industrie Verein* (Zürich)	Rapport sur un entretien avec Schklovski au sujet de la reprise des relations commerciales avec la Russie.
435	29.6.1918 L	DPF à Pétrograd (Odier)	La Légation à Pétrograd est chargée d'informer les autorités soviétiques que c'est grâce aux efforts incessants du gouvernement suisse que les négociations concernant le retour des déserteurs russes se trouvant en Suisse ont abouti.
439	18.7.1918 R	Pétrograd (Mottet) au DPF	Analyse des évènements politiques en Russie: la nature du bolchevisme, les causes de la défaite de la bourgeoisie russe, l'affaire des Tchéco-Slovaques, la sympathie des nationaux-libéraux pour l'Allemagne. Les options politiques de l'Allemagne.
442	24.8.1918 T	Pétrograd (Légation de Suisse) au DPF	Selon Tchitcherine, Berzine serait chargé d'entrer en pourparlers pour négocier un nouveau traité de commerce avec la Suisse. Le départ d'Odier de son poste de Pétrograd.
445	5.9.1918 N	Pétrograd (représentants du corps diplomatique) à Zinoviev	Note de protestation contre le régime de terreur institué dans les villes russes.
A	12.9.1918	N	Note de protestation et réponse de Tchitcherine.
459	2.11.1918 PVCF	Conseil fédéral	Démarche de l'Ambassadeur de France au sujet des bolcheviques en Suisse. Mesures envisagées à l'encontre de Balabanova et de Salkind.
460	5.11.1918 L	Pétrograd (Odier) au DPF	Le gouvernement soviétique désirerait entamer des pourparlers en vue d'établir des échanges commerciaux avec la Suisse. Les intérêts et les vœux des Suisses de Russie.
462	6.11.1918 PVCF	Conseil fédéral	Rapport du Conseil fédéral sur les mesures à prendre contre l'agitation bolchevique. Décision est prise de rompre les relations avec la mission soviétique à Berne.
464	7.11.1918 T	Rome (Wagnière) au DPF	Sonnino fait comprendre à Wagnière que les Puissances sont résolues à empêcher la création d'un foyer révolutionnaire en Suisse.
465	8.11.1918 T	DPF à Pétrograd (Légation de Suisse)	La Légation de Pétrograd est informée de la rupture des relations avec la mission soviétique à Berne. Elle est chargée de se préparer à une expulsion éventuelle.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
470	11.11.1918 T	DPF à Paris, Londres Rome, Washington (Légations de Suisse)	Les Légations de Suisse sont chargées de faire comprendre que le gouvernement suisse ne réclame aucune aide pour le maintien de l'ordre dans le pays.

Pour les mouvements révolutionnaires, socialisme, révolution russe (bolchevisme), cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats.
1. Allemagne, n^{os} 456, 468
2. Autriche-Hongrie, n° 404
3. Russie, n^{os} 253, 258, 283, 284, 287, 309, 317
8. Italie, n° 383

IX. APRÈS-GUERRE, CONFÉRENCE DE LA PAIX, SOCIÉTÉ DES NATIONS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
345	4.10.1917 PVCF	Conseil fédéral	Rapports du DPF et du DEP concernant la préparation de l'après-guerre. Décision du Conseil fédéral chargeant tous les départements de définir les questions à étudier en vue de l'après-guerre.
372	27.12.1917 R	DFD au Conseil fédéral	Rapport du Département fédéral des Douanes concernant les problèmes de l'après-guerre.
373	28.12.1917 Proposition	DPF au Conseil fédéral	Proposition du DPF concernant les problèmes de l'après-guerre.
392	25.2.1918 L	DPF à Londres et Paris (Légations de Suisse)	Le gouvernement suisse désire connaître l'attitude des gouvernements français et britannique sur la question de la participation des neutres à la future Conférence de la Paix.
418	4.5.1918 PVCF	Conseil fédéral	Nomination d'une commission pour l'étude des questions relatives au développement et à l'organisation du nouvel ordre juridique international.
421	7.5.1918 L	Washington (Sulzer) au DPF (Calonder)	Avis du Colonel House sur la question d'une participation des neutres à la future Conférence de la Paix.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
430	28.5.1918 PVCF	Conseil fédéral	Calonder a autorisé Wagnière à faire un sondage à Rome au sujet de la participation de la Suisse aux futures négociations relatives à l'organisation du nouvel ordre juridique.
432	6.6.1918 Discours	Président de la Confédération (Calonder)	Discours du Président de la Confédération sur la future Société des Nations.
436	9.7.1918 N	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF (Calonder)	Le gouvernement britannique fait état de son intention d'imposer des restrictions à son commerce pour la période d'après-guerre et que celles-ci pourraient aller à l'encontre des stipulations du traité de commerce de 1855.
440	22.7.1918 L	DEP (Schulthess) au DPF (Calonder)	Commentaires du DEP sur la note britannique relative à l'application du traité de commerce de 1855 après la guerre.
448	27.9.1918 L	DPF (Calonder) à Sulzer (Winterthur)	Sulzer est chargé d'obtenir de Wilson l'engagement de ne pas conclure la paix sans avoir inclu la Suisse dans son programme de libre accès de tous les peuples à la mer.
A		N	Note concernant le libre accès de la Suisse à la mer.
452	21.10.1918 R	Berne (Chancellerie fédérale) au Président de la Confédération (Calonder)	Propositions concernant les questions à traiter lors des négociations de paix, celles qui concernent la Société des Nations, ainsi que les problèmes à régler avec les différents Etats.
455	25.10.1918 L	DPF (Calonder) à Paris, Londres, Berlin, Rome, Vienne, Madrid, Washington (Légations de Suisse)	Le DPF charge les Légations de Suisse de signaler que la Suisse serait disposée à voir la Conférence de la Paix se tenir sur son territoire.
459	2.11.1918 PVCF	Conseil fédéral	Le DPF est autorisé à établir des rapports *de facto* avec les missions d'Ukraine, de Georgie, de Bohème, de l'Autriche allemande et des Slaves de Sud.
463	7.11.1918 L	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Selon les renseignements obtenus par Dunant, c'est probablement à Versailles que se tiendra la Conférence de la Paix.
466	8.11.1918 T	DPF à Rome (Légation de Suisse)	Renseignements sur la situation en Autriche et au Tyrol. Attitude de la Suisse face à la proposition de lui céder le Vorarlberg.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
467	7.–8.11.1918 Résolutions	Commission pour la Réorganisation du Droit des Gens	Résolutions votées par la commission pour la Réorganisation du Droit des Gens.
A	été 1918 R	M. Huber	Rapport du professeur Max Huber sur les problèmes que pose la création d'une Société des Nations.

Pour l'Après-guerre, Conférence de la Paix, Société des Nations, cf. aussi:

I Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
2. Autriche-Hongrie, n° 158
II Les pays neutres, n° 88
IV Neutralité, politique de neutralité, n^os^ 95, 104

VI. DOCUMENTS

1

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 30

Le Ministre de Suisse à Vienne, J. Choffat,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Vienne, 29 juin 1914

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme de ce matin vous annonçant que, suivant vos instructions, j'ai exprimé au Gouvernement I. & R. les condoléances du Conseil fédéral à l'occasion de la lugubre catastrophe d'hier à Sarajevo dont le prince héritier, l'archiduc François-Ferdinand, a été victime ainsi que son épouse.

J'étais hier à Znaim (Moravie) en visite chez mon ami le général Pichler (que vous vous souvenez d'avoir vu à St. Gall il y a deux ans à nos grandes manœuvres). J'appris l'attentat vers 4 heures de l'après-midi, et lors de mon retour à Vienne, un télégramme que je vous aurais adressé n'aurait plus eu grande utilité, la nouvelle vous étant certainement déjà parvenue par l'agence télégraphique, et c'est ce qui vous explique pourquoi je m'en suis abstenu.

Vienne était d'ailleurs ville aux trois quarts vide hier dimanche, et les journaux ont dû faire des prodiges pour pouvoir, vers six heures, publier les premiers bulletins spéciaux. La plupart des personnages officiels étaient absents: par ex. le comte Berchtold, le Bourgmestre. Aujourd'hui, fête des SS. Pierre et Paul, la ville est déserte aussi, et on ne signale aucune manifestation.

La *Wiener Zeitung*, organe officiel, ci-jointe vous donnera tous les détails connus jusqu'à cette heure. Remarquez qu'il imprime dans sa partie «officielle» la nouvelle du décès de l'Archiduc et mentionne dans sa partie «non officielle» le décès de son épouse la duchesse Hohenberg.

Il est impossible de pronostiquer dès à présent les conséquences de cet attentat, et je me borne, en hâte, à quelques réflexions.

Au point de vue dynastique, la situation nouvelle est plus claire que l'ancienne. Vous savez que par suite de son mariage morganatique, François Ferdinand était dans une fausse situation. On se demandait comment il aurait régné ayant à ses côtés une femme à laquelle la Pragmatique Sanction refusait le titre d'impératrice. L'archiduc Charles-François-Joseph devient héritier présomptif, à 27 ans; il est marié à une princesse de Parme, et a deux enfants, dont un fils de 18 mois. On ne lui refuse pas certaines qualités, mais il est loin d'avoir l'expérience et l'énergie de son oncle, et on peut se demander ce qu'il fera s'il vient à ceindre la couronne des Habsbourg dans un avenir prochain.

Il a un avantage sur son prédécesseur: il n'est pas impopulaire. François-Ferdinand l'était incontestablement. Le drame de Sarajevo émeut par sa brutalité; on pense avant tout au vieil Empereur si éprouvé; on frémit de haine contre les Serbes; on songe à ces pauvres orphelins, mais on ne donne à François-Ferdinand et à sa femme guère plus de regrets qu'à deux êtres humains quelconques fauchés à la fleur de l'âge. Tels sont spécialement les sentiments de la population viennoise.

Sauf dans certains cercles militaires de la jeune école, le défunt ne comptait guère de sympathies. Charles-François-Joseph n'aura presque rien à faire pour les acquérir toutes.

Au point de vue politique, la situation est bien sombre. L'attentat a été ourdi en Serbie, il n'y a pas de doute, et perpétré par des mains serbes. Or, on est très monté en Autriche et en Hongrie contre les Serbes et contre leurs menées en Bosnie (attentats contre le baron Cuvaj en 1912 et contre le baron Skerlicz en 1913); on a toujours sous les yeux leur attitude et leurs succès pendant la guerre balkanique; on est dépité de la politique du Ballplatz à laquelle on attribue la perte de l'amitié roumaine et les échecs successifs en Albanie. L'élément militaire qui ronge son frein depuis longtemps, frémit d'impatience à l'idée d'agir ... N'en viendra-t-on pas à quelque mesure dangereuse de représailles? Je ne peux pas être optimiste.

Il est vrai que le grand élément de paix est là. Admirable esclave de son devoir, vaillant vieillard devant lequel l'univers s'incline plein de respect, l'Empereur est rentré tout à l'heure d'Ischl où il avait à peine commencé sa villégiature. Puisse ce nouveau coup ne pas l'abattre!

2

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 67

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 29 Paris, 12 juillet 1914

En ce qui concerne la *situation internationale,* il résulte d'entretiens que j'ai eus ces derniers jours notamment avec des ambassadeurs de la Triplice, que ceux-ci ne considèrent nullement la situation comme dangereuse. L'attentat contre l'archiduc héritier d'Autriche excite, il est vrai, les esprits dans certains milieux (ultra-catholiques) autrichiens contre les Serbes, mais il ne faut, paraît-il, pas prendre cela au tragique; le Sud-Est de la monarchie est dans un état manifeste de fermentation; on a dû y proclamer l'état de siège et pour cela il faut y envoyer des troupes; ces envois de troupes n'impliquent nullement une guerre en perspective contre la Serbie. On est souvent maladroit à Vienne, mais en général on a pu, de Berlin, empêcher les maladresses graves d'être poussées à l'extrême. L'ambassadeur allemand Schoen m'a raconté à ce sujet qu'à l'époque où il était ministre des Affaires Etrangères à Berlin et où Aerenthal voulait annexer la Bosnie-Herzégovine, celui-ci lui fit part de son projet comme d'une vague et lointaine éventualité et fit ajouter que, si cela déplaisait aux Serbes, on irait détruire le nid de pirates de Belgrade. Naturellement Schoen rendit l'ambassadeur d'Autriche attentif aux dangers de ce langage et de cette pensée; l'Autriche renonça à mettre la main sur la Serbie, mais fit au bout de quinze jours le coup de l'annexion de la Bosnie-Her-

zégovine. Aujourd'hui encore, l'Autriche supporte les conséquences de sa politique maladroite envers les Serbes, mais elle ne fera pas, elle ne pourra pas faire, la guerre à la Serbie.

Quant à la situation intérieure autrichienne, mes interlocuteurs ont paru, somme toute, considérer la mort de l'archiduc François-Ferdinand comme un petit malheur et peut-être même comme un bien. Ce prince était inquiétant par ses projets d'empire à trois têtes slave, hongroise et allemande; il était dangereux par les prétentions de sa femme au trône; il était, en dehors d'une certaine camarilla, d'une impopularité extrême et en particulier détesté dans l'armée. Comme exemple de sa maladresse, on m'a indiqué le fait qu'il avait fait fermer impitoyablement de grands districts tyroliens au public sous prétexte de chasses, obligeant les habitants à faire des détours de quinze à dix-huit lieues! Il faisait, paraît-il, garder ces chasses par la troupe et non seulement obligeait la troupe à faire les mêmes détours que le public, mais n'invitait jamais un officier à ses chasses. *Ab uno dixe multos.* Sur une prétendue dissolution future de l'Autriche il est, paraît-il, superflu de philosopher; mes interlocuteurs sont d'avis que, pour ceux qui raisonnent, elle est invraisemblable, car, malgré leurs haines, aucune des parties de la monarchie ne pourrait, en vivant séparée, arriver à une existence normale; donc, elles continueront à se supporter si elles ne perdent pas tout sens politique. Les Français seuls croient à cette dissolution de l'Autriche, comme ils croyaient jadis pouvoir détacher l'Allemagne du Sud de la Prusse en 1870.

Quant aux Grecs, Bulgares, Serbes et Turcs, ils en ont assez, tous tant les uns que les autres (les Turcs un peu moins que les autres peut-être). Ils sont épuisés et, s'ils plastronnent, ils ne demandent au fond qu'à être retenus, car ils sont exsangues. De ce côté encore, il paraît qu'il ne faut pas s'inquiéter, pas même pour l'Albanie; l'Europe ne se battra pas pour l'Albanie; il est possible que l'anarchie s'y aggrave, qu'on doive chercher d'autres combinaisons; que l'Europe, par l'organe de la Commission internationale, doive s'occuper encore longtemps de ce malheureux pays; qu'il faille y étudier un système fédératif. Tout cela ne compromettra pas la paix cette année.

D'après mes interlocuteurs, il est invraisemblable que M. Poincaré, en se rendant à Pétersbourg, ait pour but d'y demander une politique offensive contre la Triplice, sous le prétexte que la France ne peut pas supporter longtemps le service de trois ans et les charges qui en découlent, et sous l'autre prétexte que le grand âge de l'Empereur d'Autriche et le très jeune âge du nouvel héritier constituent des contingences favorables. M. Poincaré ne peut risquer une tentative de ce genre, car on se dit certain que l'Empereur de Russie n'entend pas entrer dans une voie de ce genre si on le lui demandait. Ici encore, il est inutile de philosopher plus loin dans cet ordre d'idées.

La politique intérieure française est diversement appréciée. Parlementairement, elle se déroule vers les solutions réclamées en matière fiscale avant les élections par les radicaux-socialistes unifiés. Jusqu'ici, les socialistes n'ont pas exigé de soumission trop nette du Cabinet. Celui-ci va atteindre les vacances et aura trois mois devant lui.

Le budget effroyable de 5 milliards 200 millions, le plus gros que la France ait vu, va être voté, et ce chiffre ne comprend pas les dépenses pour le Maroc, ni le programme naval.

Tout ce travail fiscal constitue pour la France une révolution analogue à celle qui s'est produite à Zurich à la chute du régime Alfred Escher. On marche à grands pas, avec un personnel politique renouvelé, et avec une inexpérience évidente, dans la voie de l'impôt global et progressif sur le revenu et sur le capital. Les solutions sont si mal préparées, tout cela vient si vite, et était si imprévu, qu'on assiste à des improvisations et à des sauts de carpe extraordinaires; du jour au lendemain, on décide que le revenu présumé des commerçants sera 40 fois le montant de leur taxe de patente, puis le lendemain, on décide que c'est trop et qu'il suffira de multiplier la patente par 27. Pourquoi 40, pourquoi 27? Personne ne peut l'expliquer clairement, même dans les commissions des finances du Sénat ou de la Chambre. M. Ribot, M. Peytral et les financiers radicaux du Sénat ont perdu leur base pour résister et même pour discuter.

Dans le monde des affaires, on trouve que tout cela n'est pas seulement matière à niches et à surenchères politiques entre groupes parlementaires, mais que tout cela est fort sérieux. On voit en Allemagne le développement des affaires commerciales, industrielles, maritimes continuer; ici elles sont en stagnation et ne peuvent pas reprendre. On n'a pas confiance. Il est vrai que deux grands établissements de crédits, le Lyonnais et la Société Générale, ont souscrit des sommes formidables au nouvel emprunt de 800 millions à 3,36%, mais ils l'ont fait parce qu'ils ne pouvaient agir autrement; il y a des «cadavres» entre eux et les ministres et les grandes banques ont dû marcher. Le public, m'assure-t-on, manque d'entrain et voit la situation en noir. On prétend que le raisonnement des gens d'affaires consiste à enfermer l'avenir de la France dans le dilemme suivant: *ou bien* la guerre à brève échéance parce que la France, dont la population est stationnaire, ne pourra plus supporter les charges personnelles et financières des armements et que cela ne servira d'ailleurs à rien d'attendre, puisque la disproportion doit s'accentuer chaque année – or rien n'est moins sûr que le succès d'une guerre –, *ou bien* la marche de plus en plus accentuée vers le socialisme, c'est-à-dire la ruine des affaires, la destruction du crédit national, l'émigration des capitaux, etc. On considère dans le monde des affaires qu'une nouvelle couche politique est arrivée au pouvoir. Ces nouveaux venus sont, dit-on, aussi jouisseurs et aussi désireux de s'enrichir que les autres. M. Viviani, bien qu'il ait une femme très présentable, s'est déjà adjugé Mme Pierrat, la plus jolie et une des plus spirituelles actrices du Théâtre français, et Mme Pierrat doit coûter fort cher. On payera, comme par le passé, ce qu'il faudra, mais on se demande si les nouveaux gouvernements seront les maîtres de leurs troupes et s'ils ne seront pas débordés; on craint qu'après avoir maté les meneurs, cela ne serve à rien et que la Sociale ne continue et ne progresse vite. Bien entendu il ne s'agit pas ici du terrain politico-parlementaire, mais des relations en sous-main entre un Parlement tout-puissant, absorbant tout, comme jadis la Convention, et le monde de la finance et des affaires, ce dernier est franchement noir et morose à l'égard de ce qu'il peut attendre et craindre des nouvelles couches parlementaires.

Cet état d'âme des gens d'affaires me rappelle, je le répète, l'état d'âme de nos financiers zuricois ou vaudois après l'introduction de l'impôt progressif. La dépression est cependant plus accentuée ici que jadis chez nous, parce qu'en France, on franchit d'un bond plusieurs étapes et qu'on introduit *à la fois* l'impôt global, la déclaration contrôlée et la progression; il est possible aussi et même probable qu'en province, le nouveau régime fiscal sera utilisé pour des pressions électorales contre des adversaires politiques.

Le bourgeois français, accoutumé à l'exemption de toute taxe sur la rente française, et à toute taxe française sur les revenus de ses valeurs étrangères, est ému, abasourdi, mais il devra finir par comprendre que cela ne pouvait pas et ne devait pas durer. Le bourgeois anglais, allemand ou zuricois a enfin fini par se résigner.

Je crois donc qu'il ne faut pas trop s'émouvoir du prétendu dilemme: ou la guerre extérieure ou la Sociale à l'intérieur: je ne crois ni à l'un ni à l'autre. Seulement ce qui est vrai, c'est que le capitaliste français carguera les voiles et aussi que la France va entrer dans une ère de difficultés financières sérieuses avec une épargne mal disposée et un budget formidablement grossi. Si l'on osait chercher l'argent dans l'alcool par la suppression du privilège des bouilleurs de crû, si on faisait l'effort *électoral* d'atteindre les centaines de milliers de distillateurs clandestins d'alcool on trouverait immédiatement 200 millions. Le petit contribuable français ne tardera pas à voir qu'avec l'impôt progressif, on ne l'a pas dégrevé, lui, comme on le lui a promis, mais qu'on a simplement surtaxé les riches et les demi-riches, lesquels chercheront à se rattraper sur les salaires, les loyers ou la restriction de leurs dépenses – et cela pourra faire naître un autre genre de difficultés, de désillusions et de récriminations. Tout cela, d'ailleurs, n'est pas imminent, se produira peu à peu, et ces difficultés fiscales de l'Etat français, ces difficultés de politique intérieure auront cela de bon qu'elles impliqueront presque forcément une politique extérieure prudente et pacifique.

Je me rallie donc, en somme et malgré les déclarations pessimistes des gens d'affaires français, à l'opinion de la généralité des diplomates, à savoir que la situation générale européenne n'est pas inquiétante, en ce sens qu'elle demeure nettement pacifique entre les Grandes Puissances. Ni la Russie ni l'Angleterre ne veulent la guerre; l'Allemagne douchera au besoin l'Autriche dans les relations de celle-ci avec les Serbes; les Balkaniques enfin sont épuisés. Dans ces conditions, rien ne permet d'attribuer à la France l'idée qu'elle envoie son président à Pétersbourg préparer la revanche et surtout de supposer que des propositions de ce genre trouveraient un écho.

3

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 16

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Berlin, 21. Juli 1914

Am Tage der Ermordung des Erzherzogs Franz-Ferdinand hatte ich einen Bericht über eine Unterredung begonnen, welche ich zwei Tage vorher mit Herrn Unterstaatssekretär Zimmermann über die politische Lage gehabt hatte. Herr Zimmermann hatte sich wieder sehr optimistisch ausgesprochen: Die immer andauernde Pressfehde, die Schwierigkeiten, welche in Frankreich die Durchführung der dreijährigen Dienstzeit begegnet, die finanziellen Sorgen und die Unstabilität der parlamentarischen Lage, dies alles konnte Frankreich nicht veranlassen, die Heilung der inneren Krankheit durch eine abenteuerliche kriegerische Politik anzustreben. Ebensowenig seien Frankreichs Verbündete geneigt, einen Krieg heraufzubeschwören: England nicht, weil es weiss, dass seine Beteiligung an einem Krieg es nötigen würde, sich am Landkrieg zu beteiligen, was es nicht will, Russland ebenfalls nicht, weil es trotz aller gegenteiligen Meldungen nicht kriegsbereit ist und den Lärm der russischen Presse nur den Franzosen zuliebe zulässt.

So ungefähr der Plan des begonnenen Berichtes. Als aber die Kunde der schrecklichen Tat in Sarajewo hier eintraf, und noch mehr am folgenden Tag die Meldung von dem Abgang der angeblichen komminatorischen Note nach Belgrad anlangte, erschien mir die Situation derart verändert, dass ich auf die Absendung eines Berichtes in dem oben angedeuteten Sinne Abstand zu nehmen mich veranlasst sah.

Seitdem ist die Stimmung hier, im allgemeinen, Oszillationen unterworfen gewesen, welche namentlich dadurch erzeugt wurden, dass, nachdem festgestellt wurde, dass die fragliche österreichische Drohnote nicht abgegangen war, eine bestimmte Absicht, in Wien einen Krieg à tout prix herbeizuführen, nicht bestand. Eine andere Strömung kam dadurch auf, und die Wiener Börse hat dieselbe stark verwertet, dass immer neue unverbürgte Nachrichten über die Aktion der grossserbischen Partei eine weite Verbreitung gefunden haben.

Um die Ansichten des hiesigen Auswärtigen Amtes zu erforschen, begab ich mich gestern zu dem Herrn Unterstaatssekretär Zimmermann, um mit ihm die verschiedenen balkanischen Fragen zu besprechen. Bei der Begrüssung gab er mir, auf eine bezügliche Frage meinerseits, die Antwort, dass er den Antritt seines Urlaubs etwas verschoben hatte, nicht, wie ich hierauf der Vermutung Ausdruck gegeben hatte, weil die politische Situation gefahrdrohend geworden sei, sondern nur um zu sehen «wie sich die Sache abwickeln würde». Die Absichten der österreichischen Regierung sind uns noch völlig unbekannt, sagte er mir, wir können nur annehmen, nach der bisherigen Entwicklung der Frage seit der Ermordung des Erzherzogs, dass die österreichische Aktion gemässigt, aber recht bestimmt

sein wird. Herr Zimmermann glaubte, dass dem Verlangen Österreich-Ungarns Folge gegeben werden würde, ohne dass es zum Äussersten komme. Die Serben werden sich ja besinnen und gerechten Forderungen gegenüber nachgeben. Auf meine Frage, ob, falls es dennoch zu einem Kriege käme, andere Mächte sich daran beteiligen würden, gab mir Herr Zimmermann zur Antwort: «Hie wo! glauben Sie, dass die Grossmächte sich werden wegen dieser Lokalfrage schlagen wollen?» Ich kam dann auf die kriegerische Stimmung, welche in der österreichischen Militärpartei angeblich herrschen soll, und auf den ermordeten Erzherzog zu sprechen. Herr Zimmermann gab freilich zu, dass der Erzherzog als Vertreter dieser Richtung galt, dann fügte er hinzu: «Ja er gehörte *zu den wenigen,* welche diese Richtung vertraten.» (Hier darf ich einschalten, dass einer meiner hiesigen Kollegen mir kürzlich mitteilte, dass sein Wiener Kollege berichtet habe, «dass man nach der Tragödie von Sarajewo in Wien *frei atmen wieder anfing,* da man von dem Verstorbenen immer eine Überraschung im kriegerischen Sinne befürchtete».) Im Verlauf dieser Unterredung bemerkte Herr Zimmermann wiederholt, dass er die Forderungen Österreich-Ungarns absolut nicht kenne, dass aber nach seinen Informationen die bezügliche Note in diesen Tagen in Belgrad abgegeben werden wird.

Auf andere Fragen übergehend, begann Herr Zimmermann über Albanien zu sprechen und sagte, es sei eine kollektive Rettungsaktion zugunsten des Fürsten von Albanien seitens des Dreibunds und der Triple-Entente-Mächte nicht zu gewärtigen, von Deutschland namentlich nicht, nachdem dasselbe von Anfang an dem Prinzen von Wied die Annahme der Dornenkrone abgeraten hatte; allein, er wurde hierzu von seiner ehrgeizigen Gemahlin getrieben und müsse nunmehr die Konsequenzen seines Entschlusses tragen. Die Mission seines Ratgebers Turkhan-Pascha bei den Grossmächten sei als gänzlich gescheitert zu betrachten; die einzige Hoffnung, die für den Fürsten von Albanien noch bestehe, wäre, wenn Österreich und Italien sich noch entschlössen, ihm eine tatkräftige Hilfe zu gewähren. Dies sei nicht ausgeschlossen, denn nachdem die anderen Grossmächte erklärt haben, nicht mitmachen zu wollen, stehe es Österreich und Italien frei, nach Belieben zu handeln. Russland namentlich würde keinen Protest gegen eine solche Aktion erheben, weil es dabei hoffen könnte, dass Österreich und Italien in Schwierigkeiten zueinander geraten würden! Die italienische Mobilisierung sei *zum Teil* mit der Eventualität einer Truppensendung nach Albanien, zum anderen Teil wegen der noch spukenden Agitation der Eisenbahnen erfolgt.

Die Verhältnisse zwischen Griechenland und der Türkei, meinte Herr Zimmermann, scheinen ihm sich bessern zu wollen. Freilich habe er keine greifbaren Tatsachen hiefür anzuführen; allein, er habe die Empfindung, dass beide Regierungen in ihren Verhandlungen zueinander mildere Saiten als bisher anschlagen und dass beide ein Friedensbedürfnis empfinden. Dass ein Krieg zwischen denselben in nächster Zeit entstehe, scheine ihm ausgeschlossen, es sei denn, dass auf anderer Seite auf den Balkanen ein Krieg ausbrechen würde, wozu, wie er sagte, für einstweilen keine Aussicht vorhanden ist.

Ich darf hier noch hinzufügen, dass der griechische Gesandte, mit welchem ich mich kürzlich über die albanische Frage und die Bewegungen der Epiroten lange

unterhielt, sich ebenfalls in optimistischen Sinne aussprach; über die Italien vielfach zugeschriebene weitere Aktion lachte er und meinte, dass Italien für die Unterdrückung der Bewegungen der Epiroten nicht 60000 Mann, sondern bloss 5000 gebrauchen würde. Die italienische Mobilmachung visiere somit hauptsächlich die anarchistischen Umtriebe im eigenem Lande.

4

E 2001, Archiv-Nr. 721

Le Ministre de Suisse à Vienne, J. Choffat,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Vienne, 25 juillet 1914

J'ai l'honneur de vous confirmer mon rapport d'hier et de vous accuser réception de votre télégramme. Il va de soi que je ne songe pas un instant à prendre le congé que le Conseil fédéral a bien voulu m'accorder: j'attendrai pour cela que la situation se soit éclaircie.

Si je ne vous ai pas informé plus tôt de la démarche du Gouvernement austro-hongrois à Belgrade, c'est que celle-ci a été une véritable surprise, dont le secret à été bien gardé jusqu'au dernier moment. On savait que le Gouvernement préparait quelque chose et qu'il présenterait des observations à Belgrade aussitôt l'enquête de Sarajevo finie; mais la note comminatoire d'avant hier soir a été un véritable coup de théâtre et a pris tout le monde au dépourvu – sauf peut-être l'Allemagne. Après avoir patienté longtemps (je me place à son point de vue), l'Autriche-Hongrie s'est brusquement – brutalement, si vous voulez – décidée, et, pour être sûre de ne pas reculer, elle a coupé tous les ponts derrière elle: soumission complète de la Serbie ou la guerre, il n'y a pas de milieu.

J'écrivais hier que la Serbie ne pouvait pas être prise au dépourvu par cette démarche, attendue chaque instant. Mais elle n'avait pas prévu ce délai de 48 heures qui lui a enlevé la possibilité de discuter. M. Pašić était absent de Belgrade et a dû revenir précipitamment. Le procédé brusque de l'Autriche-Hongrie est peut-être une suprême habileté qui lui réussira aujourd'hui mais qui demain se retournera contre elle, car la plupart des Puissances ne lui pardonneront pas de n'avoir pas – ou pour ainsi dire pas – donné à l'intervention diplomatique le temps de se produire.

Le Chargé d'Affaires de Russie a demandé hier au Ministère des Affaires Etrangères un délai en faveur de la Serbie. On le lui a refusé catégoriquement. Il a fait observer que le procédé était à peine poli, et le baron Macchio lui répondit: «Il y a des cas où l'intérêt passe avant la politesse».

Le comte Berchtold est reparti hier pour Ischl. Il veut y recevoir et communiquer directement à l'Empereur la réponse de Belgrade.

Le délai fixé à la Serbie expire dans quelques minutes (il va être six heures). En ce moment, on ignore encore dans les ambassades – d'où je viens – la décision prise. On a pourtant l'impression bien nette que la Serbie cédera, car la Russie ne marche pas derrière elle assez résolument.

Ce sera pour elle un coup bien dur. Elle digérera difficilement cet affront. Le feu couve quelque temps sous la cendre et se rallume plus ardent que jamais à la première occasion.

Excusez un certain décousu dans ces lignes jetées en hâte pour que le courrier les emporte ce soir encore. J'espère vous télégraphier plus tard des nouvelles positives de la solution.

5

E 2001, Archiv-Nr. 719

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP

Paris, 27 juillet 1914

Arrivé ce matin à Paris, j'ai appris par mon collègue de Belgique qu'il était inutile de tenter d'aller voir avant le déjeuner l'Ambassadeur d'Allemagne, Schoen, celui d'Autriche, Szecsen, et celui de Russie, Isvolsky, ces messieurs devant conférer tout le matin à l'Ambassade d'Allemagne.

Je me suis rendu aux Affaires Etrangères, où l'un des sous-directeurs politiques, M. Goût, m'a reçu longuement, pendant que l'autre des sous-directeurs, M. Berthelot, conférait avec les Ministres de Serbie et de Roumanie. En passant, je dirai que dans l'escalier le Ministre de Serbie, Vestnich, a dit au Ministre de Belgique, Guillaume: «Nous sommes sûrs que si les troupes autrichiennes pénètrent en Serbie, la Russie marche.» Est-ce du bluff?

J'en reviens maintenant à mon entretien avec M. Gout:

D'après celui-ci, la situation devient plus sérieuse d'heure en heure par le seul fait que la tension se prolonge. La Serbie a, samedi soir, avant six heures, accepté presque tous les points de l'ultimatum autrichien; on peut dire qu'elle les a acceptés tous, puisque, même sur la coopération de fonctionnaires autrichiens à l'enquête, elle n'a pas refusé, mais s'est bornée à demander des éclaircissements sur la manière dont cette coopération pourrait se produire. Jamais, semble-t-il, un gouvernement et un peuple européens n'ont reçu de sommation semblable à celle que l'Autriche vient d'envoyer à Belgrade; l'ultimatum autrichien était rédigé sur un ton qu'on n'emploie pas même vis-à-vis de rois nègres. Et cependant la Serbie a cédé, ou tout au moins a cédé à un tel point que la conversation aurait dû pouvoir continuer. Malheureusement, les hommes d'Etat autrichiens sont le plus souvent d'une mentalité au-dessous de la moyenne et le comte Berchtold ne fait pas exception à cette règle. Un autre élément dangereux est le comte Tisza, calviniste

étroit, hongrois fanatique, qui ne peut supporter les résistances des Slaves de Hongrie, ni comprendre leur mentalité. Il semble que si Giesl, le Ministre austro-hongrois à Belgrade, avait compris à quel point la Serbie s'était soumise et humiliée samedi à 6 heures du soir, il n'aurait pas quitté Belgrade à 6 h. 30; mais le malheur est que Giesl est un diplomate autrichien encore plus bête que les autres: à l'époque où M. Gout était conseiller d'ambassade à Constantinople, Giesl y était attaché militaire austro-hongrois; c'est un géant niais qui n'a probablement pas compris.

Seulement, a continué M. Gout, on aurait dû comprendre à Vienne et continuer la conversation, sinon directement avec Belgrade, du moins avec les Grandes Puissances et, par leur entremise, avec Belgrade, puisque la distance qui sépare les deux points de vue s'est réduite, somme toute, à peu de chose. On se demande à Paris qui gouverne l'Autriche: ce n'est plus le vieil Empereur qu'on paraît manœuvrer comme une sorte d'inconscient; ce n'est pas l'archiduc héritier, qui n'a encore aucun rôle; cela paraît être la camarilla anonyme qui entourait l'archiduc assassiné, François-Ferdinand, qui exploite cet assassinat et qui, peut-être aussi, en raison de ses sentiments très cléricaux, a été surexcitée par le Concordat récemment signé entre la Serbie et le Saint-Siège, concordat qui soustrait à l'influence autrichienne les assez nombreux catholiques de Serbie. Il est difficile d'agir sur une camarilla anonyme.

En Russie, continue M. Gout, l'opinion est encore calme, mais les grèves révolutionnaires ont cessé depuis l'ultimatum autrichien. L'Empereur ne pourra absolument pas résister à l'opinion publique si l'armée autrichienne pénètre en Serbie. Il faut tabler sur ce fait. L'opinion russe ne se contentera pas d'engagements de l'Autriche de ne rien conquérir, de se contenter d'une occupation provisoire, etc. L'opinion russe se soulèvera si les 400,000 Autrichiens concentrés sur la frontière serbe passent cette frontière.

L'Angleterre, qui n'est pas l'alliée de la Russie ni de la France, et qui a ainsi une plus grande liberté d'action, fait les plus grands efforts à Vienne, à Berlin et partout pour empêcher l'action militaire de se produire, pour faire entendre que la Serbie a approximativement cédé et que l'Autriche a obtenu plus qu'elle ne pouvait raisonnablement espérer d'un peuple libre quelconque. C'est surtout à Berlin qu'agit Sir Edward Grey. Il est allé jusqu'à faire dire à Berlin *que l'Angleterre ne pourrait pas rester neutre.*

C'est en effet de Berlin que dépend le tout, d'après le directeur politique aux Affaires Etrangères. Berlin prétend n'avoir rien su de ce que préparait l'Autriche. C'est invraisemblable. On peut supposer que Vienne n'a pas communiqué à Berlin les termes mêmes et les détails violents de l'ultimatum, mais Berlin a dû être mis au courant de l'intention. Si Berlin veut la paix, Berlin peut et doit parler haut à Vienne et l'Allemagne peut encore arrêter la conflagration européenne. Si Berlin ne le fait pas, l'Allemagne aura la responsabilité. Ce qui est inquiétant c'est que Jagow, le Ministre des Affaires Etrangères, paraît être un homme hésitant, ce qui rend avec lui les relations difficiles parce que les hommes hésitants sont facilement faux. On dit l'empereur Guillaume pacifique; nous le croyons à Paris, mais nous savons aussi qu'il est tiraillé depuis des mois entre le parti militaire et les

pangermanistes qui se plaignent auprès de lui de l'attitude revancharde de la France, d'une part, et, d'autre part, le monde du commerce et de l'industrie, qui est résolument pacifique et qui croit que l'Allemagne n'a qu'à se laisser vivre pour continuer à progresser à pas de géant sans avoir besoin de tirer l'épée.

En France, nous attendrons avec calme ce que décidera l'Allemagne, car, encore une fois, c'est d'elle que tout dépend. L'opinion publique comprend fort bien qu'il ne s'agira plus d'une querelle austro-serbe, mais qu'il s'agit de la grande liquidation générale, à laquelle on s'attend depuis des années. La situation est plus sérieuse qu'au renvoi de M. Delcassé par M. Rouvier, ou qu'au moment de l'affaire d'Agadir et on ne peut se dissimuler que chaque heure aggrave la tension.

On ignore au Ministère des Affaires Etrangères ce que décideront MM. Poincaré et Viviani. Le Président de la République et le Président du Conseil sont entre Stockholm et Copenhague et on attend, dans l'après-midi, de leurs nouvelles. Aux Affaires Etrangères, il y a deux courants: l'un pour la continuation du voyage avec sérénité, à l'instar de ce qu'avait fait M. Fallières qui n'a pas contremandé son voyage en Hollande au moment du coup d'Agadir; l'autre pour un retour accéléré en France parce qu'il faut 48 heures, au bas mot et en forçant la vitesse, pour venir par mer de Christiania à Dunkerque, ce qui fait 4 jours avec le temps perdu en Norvège; or, d'ici 4 jours beaucoup de choses auront pu se passer.

Le Ministre de Roumanie, Lahovari, auquel j'ai fait une visite cet après-midi, a joué au bridge mercredi jusqu'à minuit chez le Ministre de Serbie, Vestnich, avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie Szescen qui certainement ne se doutaient pas de ce qui se préparait à ce moment-même à Vienne. Lahovari a quitté Paris le lendemain matin pour rejoindre sa famille en Bavière, mais à Munich, en lisant les journaux, il s'est décidé à rentrer à Paris, où il est arrivé hier. Il a rencontré à Munich M. Venizelos qui se rendait à Bruxelles pour y conférer avec le Grand Vizir et qui, de son côté, à suspendu son voyage pour rentrer à Athènes. M. Venizelos a dit à M. Lahovari que la Grèce avait fait savoir à Sofia que si la Bulgarie entrait en campagne contre les Serbes, la Grèce marcherait au secours de ceux-ci.

Le Ministre de Roumanie n'a reçu aucune communication politique de son gouvernement depuis huit jours. Il ignore donc s'il est exact que le 5e Corps roumain (qui fait front contre la Bulgarie) ait été mobilisé. A première vue, M. Lahovari ne croit pas que son gouvernement ait adopté jusqu'ici une attitude dans le conflit austro-serbe. Le Ministre de Roumanie affirme, d'après Vestnich, que c'est sur le conseil direct de la Russie qu'à Belgrade on a répondu comme on l'a fait à l'ultimatum autrichien et que c'est aussi sur le conseil de la Russie que le Gouvernement serbe a décidé d'évacuer Belgrade.

Il est d'avis que, puisque le Ministre d'Autriche Giesl a commis la faute de rompre les relations diplomatiques une demi-heure après avoir reçu la réponse serbe, au lieu d'envoyer à Semlin, de l'autre côté de la rivière, un secrétaire télégraphier ou téléphoner à Vienne la réponse serbe, il faut se démener pour tâcher de trouver une petite satisfaction quelconque pour l'Autriche afin de permettre à celle-ci de reculer. Il croit que c'est ce qu'on cherche de toutes parts. Il lui paraît impossible de déclencher la plus formidable guerre pour les minimes différences

entre l'ultimatum autrichien et la réponse serbe. Si on n'échange pas de coups de fusil d'ici à demain soir, il est impossible qu'on ne s'entende pas pour éviter la guerre.

Le baron Guillaume, Ministre de Belgique, rentré hier dimanche à Paris et qui est venu me voir à cinq heures, est du même avis. Il croit une grande guerre impossible pour les mêmes motifs et aussi parce que, d'après les renseignements militaires parvenus à son Gouvernement, l'armée russe n'est pas en meilleur état qu'il y a un an; on a accumulé en Russie d'admirables circulaires, mais tout cela est resté sur le papier. Les Français le savent. La politique intérieure anglaise et française n'est pas si brillante; tout cela concourt au maintien de la paix et l'Allemagne agira certainement dans le même sens.

Guillaume doit voir Schoen pendant que je vous écris et aura la bonté de repasser chez moi, ce qui me permettra peut-être d'ajouter un post-scriptum au présent rapport.

Guillaume qui a connu à Constantinople le baron Giesl, alors attaché militaire d'Autriche, et qui l'a retrouvé à La Haye à la seconde Conférence de la Paix de 1907, dit qu'il n'est ni géant ni niais, mais vif et plutôt bavard. Il y a deux Giesl au service autrichien; il ignore lequel était à Belgrade jusqu'à samedi; M. Goût paraît faire une confusion.

La Bourse n'a pas revu aujourd'hui lundi la grave panique de samedi. Un grand financier m'assure que lui et ses collègues ont l'impression qu'on finira par s'entendre. Il a conféré aujourd'hui avec d'autres grands financiers dont l'un arrivait de Berlin, où il avait vu des princes de la finance allemande; on a déjeuné gaiement ensemble «en attendant la guerre», mais en se montrant convaincu que l'Empereur saurait l'empêcher.

PS. Guillaume revient de chez Schoen. Celui-ci lui a annoncé qu'en ce moment même Szcesen était au Ministère des Affaires Etrangères pour faire savoir que la guerre serait déclarée demain par l'Autriche à la Serbie. Schoen a ajouté qu'il croyait avoir convaincu le Gouvernement français, que lui-même, son pays et son Empereur désiraient la paix et rien que la paix. La Russie attaquera-t-elle l'Autriche? Est-elle en état de le risquer? Schoen déclare n'en rien savoir. Sur une question de Guillaume: «Dans ce cas êtes-vous obligés de marcher au secours de l'Autriche?» *Schoen*: «Je crois que oui.» «Croyez-vous que la Russie attaquera l'Autriche?» *Schoen:* «Je n'en sais rien.» «Et si c'est vous qui attaquez la Russie, la France doit-elle marcher?» *Schoen:* «Je crois que oui. Je crois que les Français redoutent beaucoup la guerre; on ne peut donc pas dire encore si cette déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie entraîne forcément la mise en mouvement de la Russie, qui entraîne la mise en mouvement de l'Allemagne, qui entraîne la mise en mouvement de la France. Tout cela est lamentable car nous voulons la paix.»

Guillaume: «Et l'Italie?» *Schoen:* «Nous avons reçu d'elle des assurances absolument indiscutables de fidélité à l'alliance.»

En terminant, Schoen a dit à Guillaume qu'il était regrettable que je fusse absent parce que j'étais un ancien qui avait déjà vu comment les choses s'étaient passées en 1870. Guillaume ayant répondu que j'étais rentré ce matin, Schoen a dit qu'il viendrait me voir.

Je viens de vous téléphoner ce qui précède.

M. Poincaré rentre directement sans aller au Danemark ni en Norvège.

6

E 2200 London 24

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP nº 219

London, 27. Juli 1914

Im Nachgang zu den chiffrierten Telegrammen, die ich Ihnen gestern und heute sandte, beehre ich mich, Ihnen noch einige Einzelheiten zu geben.

Der österreichisch-ungarische Botschafter rechtfertigt das Vorgehen seiner Regierung durch das Verhalten Serbiens, das seit der Ermordung des österreichischen Thronfolgers nichts getan habe, um Österreich-Ungarn entgegenzukommen. Das Serbien gestellte Ultimatum sei allerdings sehr weitgehend gewesen, aber man dürfe nicht vergessen, dass es sich um einen nur halb zivilisierten Staat handelt, der nicht die Behandlung verdiene, die z. B. der Schweiz oder Belgien zuteil geworden wäre. Hier möchte ich parenthetisch beifügen, dass im Wolgemuth-Zwischenfall Bismarck von der Schweiz auch als ein «halb wildes Land» sprach. Was Russland anbelangt, fügte Graf Mennsdorf bei, so sei seine Entrüstung nicht begreiflich, nachdem Österreich keinerlei territoriale Ausdehnung verfolge. sondern nur die Züchtigung Serbiens im Auge habe.

Der serbische Gesandte seinerseits sagt, nichts sei jedem serbischen Bauern verhasster als ein Österreicher oder Ungar und nichts wäre in seinem Lande volkstümlicher als ein Krieg gegen die Doppel-Monarchie. Wie ich aus eigener Beobachtung weiss, muss zugegeben werden, dass die Art und Weise, wie Österreich-Ungarn die Balkanländer behandelt, in höchstem Masse verletzend ist. Selbst bei den freundlichen Anlässen wird seitens Österreich, diesen Staaten gegenüber, stets nur von «Wohlwollen» gesprochen, nie von Freundschaft, und immerfort wird die Nachricht und die Macht der Stärkern dem Schwächeren gegenüber herausgekehrt.

Mit Ausnahme von Österreich, wird hier allseitig anerkannt, dass Serbien in seiner Antwort *ganz ausserordentlich* den Ansprüchen Österreichs entgegenkam und für einen souveränen Staat eher zu viel als zu wenig tat. Dies ist auch die

Auffassung des hiesigen auswärtigen Amts, das deshalb mit verdoppeltem Eifer, gemeinschaftlich mit Russland und Frankreich, daran arbeitet, Österreich zur Annahme einer Mediation zu bewegen. Glücklicherweise zeigt sich Wien jetzt weniger abgeneigt, auf eine Vermittlung einzugehen als gestern und vorgestern, und dass bisher noch keine kriegerischen Massnahmen gegen Serbien ergriffen wurden, wird günstig gedeutet. Solange dies nicht geschehen ist, sagte mir heute morgen Sir Arthur Nicolson, Unter-Staatssekretär des Äussern, liegt begründete Hoffnung vor, dass ein allgemeiner europäischer Krieg vermieden werden kann.

Sollte Österreich kriegerisch gegen Serbien vorgehen und nicht vorläufig bei dem Abbruch der diplomatischen Beziehungen stehen bleiben, so würde *voraussichtlich,* wie mir der russische Botschafter sagte, Russland intervenieren müssen und der allgemeine Krieg wäre da. Inzwischen bereitet sich jedes Land für jede Eventualität vor, und Grossbritannien hält seine erste Flotten-Abteilung, die in Portland versammelt ist, aber auseinandergehen sollte, zusammen, und die Schiffe der zweiten Abteilung bleiben in den ihnen zugeteilten heimatlichen Häfen, mit der Zusatzbemannung in Bereitschaft.

Noch will ich beifügen, dass die mir gestern vom österreichischen Botschafter gegebene Nachricht, die Brücke von Semlin nach Belgrad sei abgebrochen, sich nicht bestätigt und dass mir, sowohl der französische Geschäftsträger als Sir A. Nicolson sagten, es sei materiell rein unmöglich, dass, wie gewisse Zeitungen heute morgen meldeten (hier die *Morning Post*), der deutsche Kaiser und Präsident Poincaré zu geheimer Besprechung der Lage in Stockholm zusammengetroffen seien. Die wiederholten Schritte, die der deutsche Botschafter in Paris getan hat, legt man hier so aus, dass Russland durch das verbündete Frankreich möglichst zurückgehalten werden möge.

Die englische Presse befleisst sich grösster Unparteilichkeit; sie verhält sich Österreich-Ungarn gegenüber ungleich freundlicher als zur Zeit der Einverleibung Bosniens und der Herzogovina.

Im grossen ganzen scheint die Lage heute, wie ich Ihnen telegraphierte, weniger bedenklich als gestern. Alles hängt nun von Österreich ab. Greift es Serbien nicht an, so kommt es zu keinem allgemeinen Krieg; geht es jedoch militärisch gegen Serbien vor, so wäre ein solcher Krieg allerdings in gefährliche Nähe gerückt. Jeder Tag Zuwartens ist aber ein Gewinn, weil die vermittelnden Staaten inzwischen ihre Anstrengungen zur Erhaltung des Friedens fortsetzen können. Sir Arthur Nicolson glaubt nicht, dass irgendeine Grossmacht, Österreich-Ungarn inbegriffen, die Verantwortung der Entfesselung eines allgemeinen europäischen Krieges bei einem Anlass wie dem vorliegenden zu übernehmen bereit wäre.

7

E 2001, Archiv-Nr. 719

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Paris, 28 juillet 1914

Ce matin de bonne heure, j'ai rencontré l'Ambassadeur d'Allemagne, M. de Schoen, qui m'a pris dans son automobile (il allait chez son dentiste), et voici le résumé de ce qu'il m'a dit:

«Je répète sur tous les tons au Ministère français des Affaires Etrangères que nous voulons la paix: le Gouvernement, l'Empereur et l'immense majorité du peuple allemand veulent la paix. J'ai dit et répété au Quai d'Orsay, jusqu'à trois fois par jour, depuis mon retour à Paris, vendredi, que nous étions prêts à coopérer à tout ce qui serait fait pour tâcher d'empêcher le conflit austro-serbe de s'étendre. J'ai dit que nous ne croyions pas à l'efficacité d'une conférence proprement dite, mais qu'on pourrait causer par l'entremise des ambassadeurs à Londres ou ailleurs, et que nous nous prêterions à cette procédure, si on ne trouve pas mieux. J'ai ajouté que pour ma part, je donnerais la préférence à une action commune franco-allemande, la France déclarant comme l'Allemagne et l'Allemagne déclarant comme la France leurs volontés pacifiques et leur intention d'agir partout où besoin sera en vue d'apaiser le conflit austro-serbe ou en vue de le localiser. Je crois qu'on a fini par me comprendre au Quai d'Orsay, bien qu'on y insiste toujours pour que l'Allemagne arrête le bras de l'Autriche et bien qu'on paraisse croire au Quai d'Orsay qu'il n'y a rien d'autre à faire. On paraît penser au Quai d'Orsay que c'est nous seuls qui devons agir en menaçant Vienne. Dans ma conviction, si l'on veut brusquer les choses à Vienne en ce moment, on y rencontrera des «têtes carrées», des gens butés. Tous, tant les uns que les autres, devons chercher à créer partout une atmosphère pacifique: les Français, comme nous d'ailleurs, mais particulièrement les Anglais et surtout les Français, devront agir à Pétersbourg pour faire comprendre, si possible, que la politique slavophile n'est plus de notre époque. Pourquoi les Russes seraient-ils obligés d'intervenir dans les affaires serbes en faveur des Serbes alors que l'Allemagne ne songe pas à intervenir en faveur des Allemands des Provinces baltiques et en général en faveur des populations de race germanique en dehors de l'Allemagne? La voix de l'Europe, sa fortune et sa suprématie dans le monde sont en jeu. Cela vaut la peine que les Français et les Allemands qui, au fond veulent la paix, le proclament, et cela comme ils le pourront, et de bonne foi, et de concert, pour tâcher de sauver la paix. Nous ne pouvons pas crier plus haut que nous ne l'avons fait et proclamer plus clairement que nous ne l'avons fait nos intentions et notre désir de collaboration. Espérons que par de petites réticences et de petites réserves de procédure, on n'entravera pas ici ces efforts. Exiger que nous brusquions Vienne en ce moment, cela risque d'aller à contre but, car nous connaissons le terrain à Vienne.»

M. de Schoen n'a pas de détails sur les tentatives anglaises; il sait simplement que l'Angleterre essaie, de son côté, avec une parfaite bonne foi, une combinaison quelconque: conversations entre ambassadeurs à Londres, médiation d'une puissance, etc. On semble se palper sans que rien n'ait pris corps jusqu'à présent. Cette action anglaise n'est d'ailleurs pas contradictoire avec l'idée allemande d'une action commune franco-allemande avec proclamation publique des intentions pacifiques de Paris et de Berlin.

M. de Schoen croit que si la Russie a inspiré la réponse serbe à l'ultimatum autrichien, elle a aussi inspiré les réserves que ce document contient. Il convient de ne pas être naïf.

D'autre part, il ne faut en aucun cas désespérer. Il y a encore les plus grandes chances pour qu'on trouve une satisfaction, d'amour-propre ou autre, à donner à l'Autriche et qu'ainsi on préserve l'Europe d'un incendie. Il faut donc éviter tout ce qui peut inquiéter. Comme la Suisse peut passer pour recevoir des confidences de tout le monde, il semble désirable qu'elle ne prenne pas de précautions militaires ou autres pouvant faire supposer qu'on considère à Berne la guerre comme inévitable et imminente. Dans l'inquiétante période actuelle, de telles mesures pourraient nuire sérieusement aux tentatives en cours, tentatives qui devraient pouvoir aboutir.

Cela n'a pas empêché M. de Schoen d'ajouter que si, contre attente, ces efforts échouaient et si la guerre ne pouvait être évitée, il désirerait savoir comment on a procédé en 1870 pour la protection des Allemands en France. Il m'a demandé de pouvoir m'envoyer un de ses collaborateurs ou le Ministre de Bavière, qui est président de la Société allemande de bienfaisance, pour être renseigné, puisque je suis probablement un des seuls qui ait pratiqué la chose il y a 44 ans. M. de Schoen m'a donné d'ailleurs à entendre que la protection des Allemands serait probablement confiée à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, ce qui m'a fait, intérieurement, pousser un fort soupir de soulagement. M. de Schoen pense que, par le seul fait de la mobilisation française, tous les transports de voyageurs par chemins de fer seront arrêtés nets et qu'ainsi il ne sera plus possible, comme en 1870, de rapatrier les Allemands du Nord par la Belgique ou l'Angleterre ou les Allemands du Sud par la Suisse. Il faudra donc probablement se borner à mettre les crédits nécessaires à la disposition de l'ambassade tierce qui aura la protection des Allemands: elle devra les assister en argent sur place, à moins que l'on ne donne suite à l'idée de les interner dans quelque ville de l'Ouest (Normandie, Bretagne), lorsque les lignes de chemins de fer seront déchargées.

Ce post scriptum a quelque peu atténué chez moi les affirmations optimistes du début de notre entretien.

A l'Ambassade d'Italie, j'ai appris que M. Tittoni faisait une croisière en Norvège et employait ses vacances à déchiffrer à bord les télégrammes qu'on lui envoie. On suppose qu'il débarquera aujourd'hui à Bergen et rentrera directement à Paris. Le Conseiller m'a affirmé catégoriquement que ni à Rome ni à Berlin on n'avait reçu communication préalable du texte, ni même du ton général de l'ultimatum autrichien. On savait que l'enquête contre les assassins de Sarajevo don-

nait des résultats impliquant la coopération de fonctionnaires et de militaires serbes; la propagande serbe parmi les Slaves de Hongrie et la tension austro-serbe étant notoires, on s'attendait à un éclat, mais on a été tout à fait surpris à Rome de la raideur de l'ultimatum. L'Ambassade est tenue régulièrement au courant par télégraphe des démarches de Sir Edward Grey: l'Italie les appuie, mais on ne trouve pas encore la forme précise, en sorte que ni les réunions d'ambassadeurs à Londres, ni surtout une médiation de l'Italie n'ont pris corps. On espère à Rome que la Russie ne s'emballera pas en faveur des conspirateurs serbes et ne prendra pas des mesures irrémédiables menaçant la paix de l'Europe et on croit savoir que dans le monde officiel russe la sympathie est médiocre pour les révolutionnaires serbes. Cela engage à ne pas désespérer.

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie Szecsen me dit que tout dépend de la Russie. Si l'Autriche-Hongrie lui avait demandé depuis des mois de faire casser les menées révolutionnaires des Serbes dans le sud de la Hongrie et les manœuvres de fonctionnaires serbes allant jusqu'à l'assassinat de l'archiduc héritier, François-Ferdinand, la Russie aurait répondu: «Adressez-vous à Belgrade, la Serbie est un Etat indépendant.» Aujourd'hui que l'Autriche demande compte à la Serbie de son attitude, pourquoi la Russie s'en mêlerait-elle? L'Autriche ne reconnait pas à la Russie un protectorat sur les Slaves de Serbie, de Bohême ou d'ailleurs. L'ultimatum autrichien était très raide incontestablement, mais la réponse serbe est un trompe l'œil: les Serbes se sont réservés partout des échappatoires, notamment en ce qui concerne la coopération d'Autrichiens aux enquêtes pénales; le Roi de Serbie n'a peut-être pas oublié que lorsque son grand-père a été arrêté et jugé en Hongrie pour assassinat d'un Obrenovitch, nous avons admis la participation de magistrats serbes à l'enquête et au procès. Que la Russie nous laisse régler nos comptes. Nous n'écraserons pas la Serbie, mais si l'on nous menace militairement de Pétersbourg, des conversations amicales ne pourront pas avoir lieu. Nous croyons encore que l'empereur de Russie, qui ne doit aimer ni les révolutionnaires, ni les assassins, ne mettra pas l'Europe à feu et à sang pour des assassins serbes. La paix de l'Europe dépend de lui et non pas de nous.

L'ancien Président du Conseil Ribot, que j'ai trouvé ce matin en train de déménager, a eu la bonté de me faire entrer quand même dans son cabinet de travail à peu près sans meubles. Je lui ai exposé ce qu'on m'avait dit aux Affaires Etrangères et aussi ce que Schoen m'avait dit ce matin (Schoen ne m'a pas imposé le secret et, somme toute, il doit plutôt désirer que son point de vue conciliateur ne soit pas mis sous le boisseau). M. Ribot m'a dit que, dans ces conditions, la France et l'Allemagne, secondées par l'Angleterre, devaient pouvoir empêcher l'incendie de s'étendre. Il ne verrait pas d'inconvénients à ce que Paris et Berlin proclament publiquement leurs intentions pacifiques afin d'asseoir, sur une base quelque peu solide, les pourparlers généraux; il verrait quelque danger à une action exclusivement franco-allemande et pense qu'il est préférable que ces deux Puissances soient secondées par l'Angleterre et l'Italie par exemple; cela éviterait de mettre certains interlocuteurs en présence et cela permettrait de faire dire telle ou telle chose par le tiers anglais ou italien. Il ne faut pas méconnaître à Berlin que la

situation de la Russie et celle de l'Autriche ne sont pas identiques. L'Autriche a mobilisé et est peut-être en guerre en ce moment avec la Serbie; la Russie n'a rien mobilisé. C'est donc l'Autriche qui est sur le devant de la scène; la Russie n'est que sur le second plan, l'Allemagne et la France ne venant qu'au troisième et quatrième plan. On n'a donc pas tort de soutenir au Quai d'Orsay que c'est avant tout à Vienne que l'on doit agir. Cela n'empêche pas qu'avec du doigté on peut s'adresser aux uns et aux autres pour calmer; on devrait pouvoir aboutir car l'Autriche a obtenu l'humiliation de la Serbie et devrait accepter des conversations afin de ne pas mettre l'Europe en feu pour des nuances relativement secondaires; à Pétersbourg on devrait faire le même raisonnement et se rappeler que certains Serbes ne sont pas intéressants. Le Gouvernement français comprendra-t-il cela? Viviani, quand il sera de retour, pensera-t-il à autre chose qu'au discours à faire? Que sait-il de la politique étrangère et de la manière dont il faut prendre les divers hommes qui la dirigent en Europe? M. Poincaré vaut mieux ... n'est pas encore un Metternich. Puisque l'Allemagne veut la paix, il semble que l'empereur Guillaume devrait pouvoir annoncer à Vienne qu'il n'entend pas engager l'existence de l'Allemagne sans un échange de vues; on ne pourrait pas lui refuser à Vienne cette conversation; après tout ce que l'Autriche a obtenu des Serbes, c.-à.-d. indirectement de la Russie, on devrait pouvoir obtenir de l'Autriche qu'elle n'insiste pas au delà de certaines limites. Il ne faut évidemment pas s'entêter à exiger que l'Allemagne commence par tout faire à Vienne avant que la France parle à Pétersbourg. Chacun peut agir de son côté en sachant de part et d'autre mettre de l'huile dans les rouages. On ne devrait pas oublier à Berlin que la situation de la France n'est plus celle de 1870; même en 1870, si la Russie était entrée en ligne à la fin de la guerre, les choses auraient pu changer de face. Actuellement, si l'Allemagne force notre première ligne de défense et même notre seconde ligne, nous ne traiterons pas, nous attendrons trois mois et six mois, et la Russie avec ses réserves d'hommes inépuisables, finira bien par jouer un rôle décisif; l'Allemagne n'étant pas maîtresse de la mer, ne pourra indéfiniment nourrir 70,000,000 d'habitants; la France au contraire saura s'approvisionner par l'océan. L'essentiel est, aujourd'hui, que de part et d'autre on fasse, où besoin sera, tout ce qu'on peut pour calmer.

Le Ministre de Belgique vient de nouveau m'assurer que la Russie n'est pas prête et que cela doit calmer Paris.

Le Ministre des Finances ne paraît pas avoir tenu les propos que vous m'avez téléphonés à 5 heures. Il a reçu beaucoup de financiers, mais ce sont eux qui lui ont fourni des renseignements, car il est très nouveau dans le métier.

Dans la haute finance, on a reçu cet après-midi plusieurs téléphones de Berlin d'après lesquels la tendance belliqueuse gagne du terrain même dans le monde financier: plusieurs grands chefs de la finance allemande trouvent qu'une guerre est peut-être une solution comme une autre à la longue stagnation des affaires. Ces impressions belliqueuses d'une partie de la haute finance berlinoise inquiètent ici les cercles financiers, car c'est la première fois qu'elles se produisent.

8

E 2001, Archiv-Nr. 747

La Légation de Suisse à Vienne au Département politique

Copie de réception
T

Vienne, 28 juillet 1914
(*Reçu:* 29 juillet 1914)

Ministère Affaires Etrangères remet note suivante: Pour mettre fin aux menées subversives partant de Belgrade et dirigées contre l'intégrité territoriale de la monarchie austro-hongroise, le Gouvernement impérial et royal a fait parvenir à la date du 23 juillet 1914 au Gouvernement royal de Serbie une note dans laquelle se trouvait formulée une série de demandes pour l'acceptation desquelles un délai de 48 heures a été accordé au Gouvernement royal.

Le Gouvernement royal de Serbie n'ayant pas répondu à cette note d'une manière satisfaisante, le Gouvernement impérial et royal se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et intérêts et de recourir à cet effet à la force des armes. L'Autriche-Hongrie, qui vient d'adresser à la Serbie une déclaration formelle conformément à l'article 1er de la Convention du 18 octobre 1907 relative à l'ouverture des hostilités, se considère dès lors en état de guerre avec la Serbie. En portant ce qui précède à la connaissance de la Légation de Suisse le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de déclarer que l'Autriche-Hongrie se conformera au cours des hostilités, sous la réserve d'un procédé analogue de la part de la Serbie, aux stipulations des Conventions de La Haye du 18 octobre 1907 ainsi qu'à celles de la Déclaration de Londres du 26 février 1909. La Légation est priée de vouloir bien communiquer d'urgence la présente notification à son gouvernement.

9

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 juillet 1914 [1]

3842. Déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie.
Neutralité de la Suisse

Département politique. Proposition du 29 juillet 1914

Le Ministère austro-hongrois des Affaires Etrangères a remis hier à la Légation de Suisse à Vienne une note [2] relative à la déclaration de guerre à la Serbie.

---

1. *Etaient absents: E. Müller et E. Schulthess.*
2. *Cf. n° 8.*

Il est adressé les télégrammes suivants

1) à la Légation de Suisse à Vienne:

«Veuillez répondre au Ministère des Affaires Etrangères que vous êtes chargé par le Conseil fédéral de donner acte au Gouvernement austro-hongrois de sa notification concernant la déclaration de guerre à la Serbie et de porter à sa connaissance la déclaration du Conseil fédéral de ce jour à teneur de laquelle la Confédération suisse observera une stricte neutralité pendant la durée des hostilités.»

2) au Consulat général de Suisse à Belgrade:

«Le Conseil fédéral, dans sa séance de ce jour, a déclaré que, pendant la durée des hostilités, la Confédération suisse observera une stricte neutralité. Veuillez notifier cette déclaration au Gouvernement royal serbe.

10

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 30 juillet 1914 [1]

3855 a. Pikettstellung der Armee

Mündlich

Herr Bundespräsident Hoffmann eröffnet die Sitzung und erteilt das Wort Herrn Oberstkorpskommandant von Sprecher.

Die Lage wird gekennzeichnet durch die russische Mobilisation.

Es ist nicht leicht, ganz genau zu sagen, wie weit sich die Mobilisation erstreckt, d.h. welcher Umfang in bezug auf Territorium und Truppen ihr zukommt. Wenn z.B. Warschau nicht mobilisiert wird, so richtet sich die neue Mobilisationsordre (Süden und Südwesten) gegen Österreich. Österreich allein wäre, wie nach der Bedeutung der Mobilisation immerhin zu urteilen ist, gegen die aufgebotenen russischen Truppen in Verbindung mit Serbien nicht gewachsen. Dies wird zur möglichen Folge haben, dass Deutschland und noch andere Staaten in die Bewegung hineingezogen werden. Die Mobilisation der schweizerischen Armee ist indessen immer noch nicht anzuraten, da die Beurteilung des russischen Vorgehens noch nicht in seiner gesamten Tragweite vollständig sicher steht. Eine teilweise Mobilisation ist nicht günstig; hingegen wäre eine Pikettstellung zu empfehlen. Es kann indessen nicht bei der Pikettstellung verbleiben. Es muss zum Aufgebote des Landsturms geschritten werden, zum Zwecke der Einrichtung einer beschränkten Grenzbewachung, der Bewachung der Magazine, Verkehrswege usw.

Der Antrag des Sprechenden geht dahin:

---

1. *Etait absent: E.Müller. Y participait: Th.von Sprecher, Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse.*

Vorbereitung des Aufgebotes durch die Pikettstellung der gesamten Armee. In Verbindung hiemit das angedeutete Aufgebot des Landsturms. Die Mobilmachung würde den Fall vorbehalten, dass ein Nachbarstaat mobilisiert. Der Beschluss des Bundesrates würde telegraphisch sofort an die zuständigen Organe mitgeteilt und unverzüglich vollzogen werden.

Herr Bundesrat Decoppet: Die Situation ist zugleich delikat und ernst. Es wird ihm schwer, in die Auffassung des Herrn Generalstabschefs einzutreten. Er glaubt, dass immer noch genügend Zeit zum Aufgebot sein dürfte. Einmal ist man, obschon dies wahrscheinlich ist, nicht ganz im Sichern über die Mobilisation Russlands. Sodann haben Deutschland, Frankreich und Italien noch keine Massnahmen getroffen. Das Pikett würde doch grosse Unruhe verursachen, und es fragt sich, ob eine so weitgehende Massnahme nötig ist.

Herr Bundesrat Motta neigt der Auffassung des Herrn Bundesrat Decoppet zu. Bis jetzt steht von einer sich entwickelnden Mobilisation ausser in Russland nichts fest. Zwischen Pikettstellung und Mobilisation ist militärisch gewiss ein Unterschied; allein im Volksbewusstsein wird dieser Unterschied nicht erfasst werden. Es herrscht jetzt schon eine grosse Unruhe im Volk; das beweisen die Runs in verschiedenen Städten. Diese Runs haben die Metallbestände der Nationalbank vermindert, und da die Nationalbank die Mobilisation, wenn man so sagen darf, finanzieren muss, so sollte man nicht noch weitere beunruhigende Momente schaffen. Die Pikettstellung erscheint nicht durchaus notwendig; sie geht weiter als das, was unsere Nachbarstaaten tun.

Herr Bundesrat Forrer würde dem Antrage der Pikettstellung zustimmen. Die Mobilisation ist für Russland sicher; das wird die andern Staaten nach sich ziehen. Der Unterschied zwischen Pikettstellung und Mobilisation ist doch im Volke bekannt.

Herr Bundespräsident Hoffmann: Die Mobilisationsnotiz der Havas-Note erscheint ihm nicht als unbedingt sichere Quelle. Herr Minister Lardy, der telephonisch angefragt wurde, weiss von dieser Tatsache nichts. Es scheint daher richtig, zuzuwarten, bis man eine bessere Basis hat. Es ist nicht unnütz, darauf hinzuweisen, dass auch das Aufgebot des Landsturms zu bestimmten Zwecken vorgesehen wird. Das wird sehr Aufsehen erregen. Die Pikettstellung ist ohne Frage mit unserem Milizsystem im Zusammenhange. Im Inlande wird dies unter Umständen begriffen werden, keineswegs aber im Auslande, wo sie sicher als Mobilisation beurteilt werden wird. Und so wird diese Massnahme, von einem neutralen Staate getroffen, als sehr weitgehend bezeichnet werden.

Herr Bundesrat Schulthess: Die Meinung, zurückzuhalten, scheint ihm richtig zu sein. Die Aufregung im Lande ist schon sehr gross. Wir müssen alles vermeiden, um diese nicht noch mehr zu steigern. Wäre es nicht möglich, z. B. nur zwei Armeekorps aufzubieten?

Herr Bundespräsident Hoffmann rät, an eine teilweise Mobilisation nicht zu denken. Er glaubt, dass man sofort mit der gesamten verfügbaren Macht auftreten muss.

Herr Bundesrat Calonder ist auch der Auffassung, dass die Havas-Note nicht ohne Vorsicht aufgenommen werden muss.

Herr Bundesrat Decoppet regt an, die Entscheidung bis morgen zu verschieben, da morgen ja sowieso Sitzung ist.

Die Herren Schulthess und Calonder schliessen sich dieser Anregung an.

Herr Generalstabschef von Sprecher ist natürlich, wie er erklärt, mit der Entscheidung des Bundesrates, wie sie fallen mag, was seine Verantwortung betrifft, gedeckt. Er möchte nur noch beifügen, dass nach seiner Auffassung die Pikettstellung im Lande wohl verstanden würde; im Auslande allerdings weniger. Auch ist die Meinung wohl zu vertreten, dass die Pikettstellung beruhigend wirken würde, dies besonders im Hinblick auf Truppenbewegungen in den Nachbarstaaten.

Noch das ersucht Herr Oberstkorpskommandant von Sprecher dringend zu erwägen, dass für alle Fälle die Pikettstellung nicht umgangen werden sollte. Es wird dies durch die besonderen Verhältnisse unseres Milizheeres bedingt.

Es wird *beschlossen,* hier mit der Beratung abzubrechen und die Entscheidung auf später zu verschieben.

11

E1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 juillet 1914

3905. Aufgebot der Armee

Herr Bundespräsident Hoffmann gibt dem Rate von der bedrohlichen Wendung der Dinge Kenntnis, indem auf die Mobilisierung Russlands die Erklärung des Kriegszustandes in Deutschland erfolgt sei. Es frägt sich daher, ob nicht auf die Beschlussfassung betreffend die Pikettstellung[1] zurückzukommen und ein Heeresaufgebot zu erlassen sei.

In erster Linie wird indessen gemäss Antrag des Oberstkorpskommandanten von Sprecher dahin entschieden, die beschlossene Pikettstellung, wie sie in Aussicht genommen ist, zu vollziehen. Des weitern wird beschlossen:

1.) Die Mobilisierung der ganzen Armee vorzunehmen (Auszug, Landwehr und Landsturm).

2.) Der Mobilisierungsbeschluss soll vom 1. August datiert und auf den 3. August angeordnet werden.

3.) Der Kriegsbetrieb der Eisenbahnen soll eingerichtet werden.

4.) Gemäss Art. 202 der M. O. werden die Beamten, Angestellten und Arbeiter der Militärverwaltung, mit Einschluss der Militärwerkstätten und Militäranstalten, sowie diejenigen der öffentlichen Verkehrsanstalten, den Militärgesetzen unterstellt.

---

1. *Cf. n° 10.*

12

E 2001, Archiv-Nr. 733

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Berlin, 31. Juli 1914

In Verfolg meines heutigen Telegramms, beehre ich mich, Ihnen zu melden, dass ich mich heute mittag zum Auswärtigen Amte zur Behandlung einer Handelsangelegenheit begeben hatte und dabei bemerkte, dass der Kaiser sich im benachbarten Reichskanzler-Palais zum Besuch befand. In der Annahme, es werde gerade in dem Augenblick eine wichtige Frage verhandelt werden, verblieb ich in der Wilhelmstrasse und wurde bald in meiner Vermutung dadurch bestärkt, dass der Motorwagen S. M. leer abfuhr, ein Beweis, dass der Kaiser längere Zeit beim Reichskanzler verbleiben würde. Ferner sah ich den Staatssekretär v. Jagow aus dem Reichskanzler-Palais heraustretend, sich schnell, ein Blatt Papier in der Hand haltend, nach dem nahen Auswärtigen Amt zurückbegeben. Ich entschloss mich sofort im Auswärtigen Amt zu melden, worauf mir gesagt wurde, Herr Unterstaatssekretär Zimmermann würde mich nach einiger Zeit empfangen können. Im Wartezimmer traf ich den Grafen Szögyény, schweigsamer als gewöhnlich, der beim Staatssekretär gemeldet war. Nach einiger Zeit wurde ich beim Unterstaatssekretär vorgelassen, welcher mich mit den Worten *«Die Würfel sind gefallen!»* empfing und mir mitteilte, dass ein Telegramm des Deutschen Botschafters in Petersburg heute früh eingetroffen sei, welches kein Zweifel darüber liess, dass Russland durchaus den Krieg haben wolle, denn es habe die gesamte russische Armee und Marine mobilisiert. Wir haben bis zuletzt die Hoffnung gehabt, es könnte ein friedlicher Ausweg gefunden werden, sagte er mir, wir sind aber zu der Überzeugung gekommen, dass Russland nur Zeit gewinnen wolle; wir konnten daher nicht länger zögern und werden daher heute nachmittags den «drohenden Kriegszustand» proklamieren, welchem voraussichtlich morgen die Mobilisierung folgen wird. Gleichzeitig teilte mir der Unterstaatssekretär mit, dass der österreichische Botschafter soeben ein Telegramm überbracht hatte, wonach die K. & K. Regierung beschlossen hatte, die noch nicht mobilisierten Armeekorps mit dem 4. August als erste Mobilisationstage zu mobilisieren. Auf eine Anfrage meinerseits teilte mir Herr Zimmermann mit, dass ich vorstehendes vertraulich zu Ihrer Kenntnis bringen dürfte, aber mittels chiffrierten Telegramms.

Ich vermute, dass der hohe Bundesrat, bald nach dem Erlass der Mobilmachungsorder, bzw. nach dem Beginn der Feindseligkeiten, sich veranlasst sehen wird, eine Grenzbesetzung anzuordnen, bzw. die in Deutschland sich aufhaltenden Mannschaften der mobilisierten Truppenteile einzuberufen. Dies und namentlich der Umstand, dass ich in dieser Woche brieflich, telephonisch, und in persönlichen Rücksprachen unzählige Anfragen von schweizerischen Militärpflichtigen erhielt, welche um Verhaltungsratschlagen mich ersuchten, veranlassen mich, Sie, Herr Bundespräsident, zu bitten, mich mit gefälligen Weisungen versehen zu wollen.

Es würde mir insbesondere vom Werte sein, zu erfahren, wie ich mich den Gesuchen von solchen Dienstpflichtigen gegenüber zu verhalten habe, welche das zur Heimreise nötige Geld nicht besitzen, und von solchen, die im allgemeinen anfragen, ob ihnen die Reisekosten vergütet werden.

Ich bemerke auch, dass ich verschiedene Anfragen unter Hinweis auf die «Verordnung betreffend die Unterstützung der Angehörigen von Wehrmännern» vom 21. Januar 1910[1] zu beantworten hatte; allfällig darf ich auch diesbezüglich um nähere Weisungen bitten[2].

---

1. *Cf.* Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération Suisse *(désormais R.O.)*, vol. 26 p. 86.
2. *Dans un post scriptum manuscrit, de Claparède ajoute:* Unter Bezugnahme auf mein Telegramm von heute abend erlaube ich mir, Ihnen hieneben die soeben veröffentlichten drei Ausfuhrverbote betreffend 1° die Ausfuhr von Tieren und tierischen Erzeugnissen, 2° von Verpflegungs-, Streu- und Futtermitteln, 3° von Kraftfahrzeugen und von Mineralrohölen, Steinkohlenteer etc. zu übersenden.

13

E 2001, Archiv-Nr. 733

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Berlin, 2. August 1914

Heute frühe besuchte mich der erste Adjutant des Generals von Moltke, Chef des grossen Generalstabs, und in dessen Auftrag bat er mich, denselben zu besuchen. Ich fuhr sofort in Begleitung des genannten Offiziers nach dem grossen Generalstab und wurde von General von Moltke sofort empfangen; er erklärte mir, dass er wünsche, die Absicht der deutsche Armeeleitung bekanntzugeben, welche in dem gegenwärtigen Kriege die Neutralität der Schweiz ganz und voll respektieren wolle. Nicht ein deutscher Soldat werde das Gebiet der Eidgenossenschaft berühren und kein Zoll unseres Landes werde von deutschen Truppen besetzt werden. Die deutsche Regierung und die Armee betrachte die Schweiz als ein befreundetes Land und werden auch gerne in dieser schweren Zeit der Schweiz das möglichste Entgegenkommen zuteil werden lassen, um derselben die Versorgung von Lebensmitteln und sonstigen Bedarfs für die Armee zu erleichtern. Sodann begann er darüber zu sprechen, dass die Schweiz von Seite der französischen Kriegsleitung nicht so sicher sein könne. Man habe hier den Eindruck, und jüngst aus Frankreich eingegangene Berichte bestätigen denselben, dass Frankreich beabsichtige, bei Überschreitung unserer westlichen Grenze und Verletzung unserer Neutralität, Deutschland über unser Gebiet anzugreifen. In solchen Fall würde die deutsche Armee uns ganz zur Seite stehen und mit uns zusammengehen, wenn die Schweiz durch Frankreich bedroht sein sollte. Ich dankte da dem Chef

des Generalstabs und teilte ihm mit, dass ich zur Kenntnis des Schweizerischen Bundesrates seine Mitteilung bringen würde, dass die deutsche Armee im Falle eines französischen Angriffes uns zur Seite stehen würde, denn so lege ich seine Äusserungen über eine allfällige Bedrohung aus. Herr von Moltke anerkannte die Richtigkeit meiner Auffassung, jedoch mit dem Bemerken, dass die Ausdrücke Bedrohung und Angriff, obgleich im Grund verschieden, sich mitunter je nach der Lage der Verhältnisse ganz decken. Aber, fügte er hinzu, Ihre Offiziere wissen es und werden in konkretem Falle zu entscheiden haben. Zum Schluss wiederholte Herr von Moltke die Bereitwilligkeit der deutschen Armeeleitung, uns in allen Fällen entgegenzukommen, wo es ihr möglich sein wird, der Schweiz von Nutzen zu sein.

Diese Zeilen sollten abgeschrieben werden, als ich gegen 10½ Uhr abends wieder den Besuch des ersten Adjutanten des General-Obersten von Moltke erhielt, von welchem ich Ihnen mit meinem chiffrierten Telegramm von heute nacht Kenntniss gegeben habe.

Merkwürdig erscheint es, dass der Vorfall bei S. Ludwig gerade am selben Tag sich ereignet hat, wo Herr von Moltke sich mit so bestimmten Worten über unsere Neutralität ausgesprochen hat. Eine Verwandtschaft zwischen den beiden Besuchen des Adjutanten des Generales von Moltke scheint schon deshalb nicht zu bestehen, weil mein hiesiger niederländischer Kollege auch heute mittag von Herrn von Moltke ersucht worden war, bei ihm zur selben Stunde zur Entgegennahme einer ähnlichen Neutralitätserklärung zu erscheinen.

Meinem heutigen Telegramm kann ich nur noch hinzufügen, dass der Adjutant des Generals von Moltke in der verbindlichsten Weise das aufrichtigste Bedauern des Letztern darüber zum Ausdruck gebracht hat, dass diese Grenzverletzung stattgefunden habe – und daher den Wunsch hegte, dass der hohe Bundesrat von diesen seinen Gefühlen möglichst bald Kenntnis erhielt.

14

E 2001, Archiv-Nr. 719

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L

Paris, 3 août, 23 h

C'est seulement à cette heure tardive que je puis prendre la plume après une journée émouvante.

A neuf heure ce matin, le *Temps* me téléphonait la sommation allemande adressée à la Belgique de laisser passer ses troupes; je recevais peu après de la Direction Politique la confirmation de cette nouvelle. Un directeur du Ministère, que je rencontrai en rentrant chez moi et auquel je fis part de l'évènement, me fit

aussitôt observer: «Cela est surtout important parce que cela agira définitivement sur l'opinion anglaise.» C'est à noter, car cela implique qu'ici on n'était pas encore si sûr que cela de l'Angleterre.

J'ai dû beaucoup courir en ville pour tâcher d'assurer le transport de nos mobilisés; aux Affaires Etrangères on est très aimable et on promet d'appuyer. On m'a adressé au Gouverneur militaire de Paris qui a été charmant et m'a promis toutes les facilités dépendant de lui, mais son action s'étend seulement sur la Seine et Seine-et-Oise; il m'a renvoyé au Ministère de la Guerre, qui m'a renvoyé à l'Intérieur. Le Chef de Cabinet du Ministre (celui-ci était au Conseil) m'a promis que nos mobilisés partiraient avec les Serbes dès que cela serait possible, c'est-à-dire probablement dans six ou sept jours via Genève. Ils seront admis sur présentation de notre feuille jaune (avis de mise sur pied) et des membres de la Légation devront aller coopérer au contrôle à la gare. Cette feuille leur tiendra lieu de passeport, sinon il aurait fallu en fabriquer chez nous mille ou quinze cents ou davantage. Ils seront admis dans les trains avant tous autres civils. On me confirmera demain ces accords verbaux.

En attendant, nous avons tout ce monde sur les bras. Les hommes sont généralement doux, dociles, calmes, mais font pitié dans la rue où il y en a des centaines; des agents maintiennent facilement les files; ils ne veulent malheureusement pas se contenter des explications globales qui leur sont données par groupes de douze dans nos divers bureaux et chacun a, ou croit avoir, sa petite histoire spéciale à raconter. Il faut beaucoup de force de volonté pour ne pas perdre sa bonne humeur, sans parler de ses cordes vocales.

Au milieu de cette foule apparaissent ceux qui viennent de province. Et aussi le téléphone qui fonctionne sans cesse et accapare un secrétaire. Et les télégrammes incessants, de groupes bloqués à Dieppe sans pouvoir se rembarquer pour l'Angleterre, de Suisses de Londres échoués à Paris, d'isolés de province. Le Consul de Nancy télégraphie ce soir: «Jusqu'à hier soir, rapatrié de nombreux compatriotes. Aujourd'hui plus possible gagner la frontière. Tous les étrangers sont dirigés sur petit village près de Neufchâteau (dans les Vosges); craignant vives souffrances vu manque d'approvisionnement à ce camp de concentration, je conseille à tout compatriote de rester et de prendre un permis de séjour; j'ai même retenu hommes mobilisés, personne ici ne pouvant me dire comment de ce camp ces hommes seraient renvoyés en Suisse.» J'ai répondu en approuvant cette conduite de M. Hahn.

En attendant le départ, nos mobilisés mangent leur argent de voyage!

A partir de demain, les étrangers doivent se faire inscrire à nouveau à la police, et ne pourront quitter la France qu'avec un passeport délivré par un *Préfet*. On n'a pu me dire à la police sur quelles pièces et on paraît ne pas vouloir de nos passeports. Ce serait une besogne de moins. Nous en avons demandé à Berne il y a assez longtemps et n'en n'avons plus! Nous en ferons imprimer ici comme nous pourrons et donnerons des certificats d'immatriculation à la place s'il le faut, car les imprimeries sont à moitié fermées et tous les journaux, par exemple, ont réduit leurs dimensions.

C'est effrayant de voir, en circulant dans Paris, combien de magasins sont

fermés. De nombreux compatriotes viennent dire qu'on les a payés et congédiés, ou qu'on les a congédiés sans les payer parce que les patrons eux-mêmes n'obtenaient de fonds de personne (ce qui est probablement vrai). Les sommes sorties de la Banque de France sont effrayantes et on ne peut avoir de fonds de son banquier que si l'on est un vieux client. Le moratorium a été naturellement étendu des lettres de change aux autres engagements. Rien ne va plus.

Ces foules d'oisifs sur les trottoirs sont assez effrayantes à contempler et commencent à s'exciter. Que feront-elles quand elles auront dissipé la dernière paie? On a détruit divers établissements allemands ou autrichiens, brasseries, etc. On a détruit la plupart des succursales des laiteries Maggi (société française par actions haïe des laitiers parisiens); un Saint-Gallois tenancier de l'hôtel du Pavillon, rue de l'Echiquier, est menacé depuis trois jours; une Suissesse mariée à un Français dans la banlieue a été frappée à coups de couteau, etc. etc. J'ai été à la Préfecture de police où l'on m'a promis solennellement, mais tardivement, une énergique protection de Maggi. La veuve de mon ami Messmer (fils de l'ancien conseiller national et lui-même représentant parisien d'Escher-Wyss, pendant trente ans) est venue toute en larmes se réfugier à la Légation parce qu'on démolissait des établissements allemands du voisinage; elle est au Home suisse avec sa fille en attendant plus de calme.

En ce qui concerne la mobilisation militaire, elle se passe avec un *sang-froid et un ordre admirables;* pas de cris, pas d'ivrognes, grand ordre dans les distributions d'armes et d'équipements qui se font dans des garages d'autos abandonnés ou autres locaux privés; cela se fait si tranquillement que le public passe sans presque se douter de ce dont il s'agit. Les couvre-képis bleus donnent aux pioupious français un aspect absolument nouveau. Les casques des dragons sont recouverts d'une sorte de housse jaunâtre et tous les aciers sont brunis. La Tour Eiffel lance des rayons puissants de tous côtés et des avions sont prêts à la défendre si un dirigeable était aperçu. Cela n'a aucun rapport avec ce que j'avais vu en 1870, des centaines de fiacres pleins de moblots et de filles ivres se rendant à la gare de l'Est.

Pardon de ces détails et permettez-moi de terminer cette trop longue lettre, écrite en hâte et que je ne relis pas.

15

E 27, Archiv-Nr. 13451

Le Conseil fédéral au Commandant en chef de l'Armée suisse, le Général U. Wille[1]

Copie
Etat de guerre I. II. III.
entre Puissances voisines. Variante A. Berne, 4 août 1914

Instructions pour le général

L'Assemblée fédérale vous ayant confié le commandement suprême de l'armée suisse, il nous reste à vous donner, pour l'accomplissement de votre tâche, les instructions prévues à l'art. 204 de l'O.M.[2]

Vous prendrez le commandement des fractions de l'armée mises sur pied à partir du moment où elles entreront en service sur les places de rassemblement. Le commandement du service territorial et des troupes attribuées à ce service est exercé par le Département militaire suisse. Votre première tâche, à l'aide des forces placées sous vos ordres, est de préserver notre souveraineté et notre indépendance complète contre toute atteinte venant de l'intérieur ou de l'extérieur du pays et de protéger notre territoire contre toute violation de l'étranger. A cet effet, vous prendrez toutes les mesures militaires nécessaires ou utiles à teneur des articles 208 et suivants de l'O.M., en vous tenant toutefois dans les bornes suivantes:

Le Conseil fédéral a déclaré aux Puissances que, dans la guerre qui s'engageait, la Suisse observerait une neutralité complète. Ainsi, tant que nos frontières ou nos droits politiques et civils ne paraîtront pas menacés par une puissance étrangère, toutes vos mesures devront tendre à la sauvegarde de notre neutralité.

Le Conseil fédéral se réserve la faculté de prendre lui-même une décision au sujet de l'occupation éventuelle de la zone neutralisée de la Savoie. Le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix, comme aussi de conclure des alliances, appartient aux autorités fédérales. Si les mesures militaires d'un Etat voisin vous faisaient craindre une menace, vous en informerez sans tarder le Conseil fédéral, afin qu'il exige, au besoin par un ultimatum, l'éloignement de cette menace. On s'opposera par la force à toute tentative de troupes étrangères de pénétrer de force sur notre territoire. Il y a lieu toutefois de discerner, dans les cas de ce genre, entre une invasion intentionnelle par des forces importantes ordonnée par les autorités, une violation involontaire de la frontière ou encore une violation de peu d'importance locale et momentanée, par de petits détachements. Dans le premier

---

1. *Ce document est signé par le Président de la Confédération, A. Hoffmann et par le Chancelier de la Confédération, H. Schatzmann.*
2. *En N.B. figure l'indication suivante:* D'après l'art. 204 de l'O.M. [*Organisation Militaire*], le Général est nommé dès qu'une levée de troupes importante est ordonnée ou prévue. Forme A. La mise sur pied est décrétée.

cas, vous userez immédiatement de représailles suivant les usages de la guerre et ferez en même temps des propositions au Conseil fédéral au sujet de la déclaration de guerre et, le cas échéant, de la conclusion d'alliances. Dans les autres cas, les droits devront être rétablis et le Conseil fédéral être mis à même de se plaindre et de demander réparation à l'Etat voisin qui a commis la violation. Tout militaire et toute troupe contraints de passer sur notre territoire seront désarmés et remis au service territorial pour être internés. Si la guerre vient réellement à éclater ou à être déclarée entre nous et un Etat voisin, toutes les dispositions prises en vue de sauvegarder notre neutralité tombent et la Suisse prend la position et les droits d'une puissance qui entreprend la guerre pour son propre compte. Vous recevez dans ce cas toute liberté d'action au sujet des mesures militaires à prendre à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

Vous seriez alors également autorisé à conclure des conventions avec les commandants de troupes des Etats voisins, sans aucune réserve, en tant qu'elles se rapporteraient au règlement provisoire de questions purement militaires ou de peu d'importance; dans tous les autres cas, l'approbation du Conseil fédéral devra, dans la mesure du possible, être préalablement demandée.

De toute façon, il y aura lieu de tenir encore compte de ce qui suit:

1) Dans la zone d'occupation militaire des frontières, le personnel des gardes-frontières est placé sous vos ordres. Vous ordonnerez néanmoins le nécessaire afin que, dans la mesure du possible, les exigences militaires imposées à ce personnel ne portent pas préjudice au service des douanes.

2) Vous ferez en sorte que les organes militaires observent les prescriptions officielles relatives au trafic sur la frontière et à la police de la frontière.

3) A l'intérieur du pays, l'armée devra, au besoin, prêter son concours pour protéger les autorités et les fonctionnaires dans l'exécution de leurs fonctions et obligations et pour maintenir l'ordre d'une manière générale.

Ces instructions sont accompagnées:

1. de l'arrêté de mise sur pied du Conseil fédéral [3];
2. de la notification de la neutralité adressée aux Puissances [4];
3. des prescriptions concernant le maintien de la neutralité [5].

Nous recommandons notre armée, notre pays et notre peuple à la protection divine.

---

3. *Cf.* R. O. vol. 30, p. 339.

4. *Cf. n° 16.*

5. *Il s'agit de l'ordonnance concernant le maintien de la neutralité de la Suisse du 4 août 1914, disant:*

Le Conseil fédéral suisse,

Dans le but de prévenir tous actes ou omissions non compatibles avec la position neutre de la Suisse,

Se basant sur l'article 102, chiffre 9, de la Constitution fédérale, sur les articles 39, 40 et 41 du Code pénal fédéral, du 4 février 1853, ainsi que sur les stipulations de la Convention internationale de La Haye, du 18 octobre 1907, concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, *arrête* les prescriptions suivantes, auxquelles chacun aura à se conformer:

1. L'impartialité la plus stricte sera observée à l'égard de tous les belligérants; on devra donc s'abstenir de tout acte favorisant l'un ou l'autre d'entre eux.

2. Aucun acte hostile contre l'un quelconque des belligérants ne devra être entrepris, appuyé ou favorisé d'une manière quelconque du territoire suisse, ni y être préparé.

3. Les relations pacifiques devront être, autant que possible, assurées, sous réserve des dispositions qui suivent et des prescriptions spéciales des autorités et des commandants de troupes.

4. Toute tentative de la part de troupes régulières ou de volontaires des Parties belligérantes de pénétrer sur territoire suisse ou de la traverser, en corps ou isolément, devra être immédiatement portée à la connaissance du commandant de troupes et de l'autorité de police les plus rapprochés.

5. Les militaires étrangers qui seraient rencontrés isolément sur le territoire neutre seront arrêtés par les troupes ou, le cas échéant, par la police; il en sera de même des civils soupçonnés d'abuser, sous d'évidents prétextes, du territoire neutre.

6. L'autorisation de faire passer sur notre territoire des blessés ou malades appartenant aux armées belligérantes devra être demandée au commandant en chef. Pour ce qui a trait au personnel et au matériel de toute nature accompagnant ces convois, il est renvoyé aux prescriptions pour les commandants de troupes (décision du Conseil fédéral du 21 décembre 1912), concernant le maintien de la neutralité.

7. En cas de tentative de l'une des parties belligérantes de faire passer par notre territoire des transports de matériel de guerre de n'importe quelle espèce, notamment des transports d'armes, de munitions et d'approvisionnements, le commandant de troupes et l'autorité de police les plus rapprochés devront en être immédiatement informés. Les objets dont il s'agit seront saisis par les autorités.

8. Sont interdits et devront être empêchés:

a) L'exportation d'armes, de munitions et de tout matériel de guerre dans les Etats belligérants limitrophes, ainsi que tout rassemblement d'objets de cette nature dans la région frontière avoisinante.

En cas de faits de guerre à proximité de la frontière, le commandant d'armée pourra restreindre davantage ou supprimer entièrement le trafic frontière.

b) L'achat et, d'une manière générale, l'acceptation d'armes, de matériel de guerre et d'objets d'équipement apportés sur territoire suisse par des déserteurs.

Les objets indiqués sous a) et b) seront saisis, même s'ils se trouvent en possession de tierces personnes.

9. Si des militaires isolés des armées belligérantes ou des prisonniers de guerre évadés cherchent à se réfugier sur notre territoire, ils pourront y être admis jusqu'à nouvel avis. Ils seront désarmés et mis à la disposition de l'autorité militaire, de même que les prisonniers de guerre amenés par des troupes se réfugiant sur notre territoire.

10. Le passage sur territoire suisse sera permis, pour autant qu'il n'existe de soupçon d'aucune sorte, aux femmes, aux enfants et aux vieillards, ainsi qu'aux personnes qui, avant la guerre déjà, avaient un domicile en Suisse ou y possédaient un bien-fonds.

11. Les personnes qui ne se comporteraient pas conformément aux règles de la neutralité pourront être transférées à l'intérieur du pays; s'il s'agit d'étrangers, ils s'exposent à l'expulsion.

12. Des corps de combattants ne pourront être formés, ni des bureaux d'enrôlement ouverts sur territoire suisse au profit des belligérants. L'existence de bureaux de renseignements ou de recrutement pour les militaires et volontaires des armées belligérantes devra être signalée au Conseil fédéral.

13. Les ressortissants d'Etats étrangers qui voudront se rendre isolément, sans armes ni uniforme et sans être organisés en groupes, dans le territoire des Etats belligérants, directement ou indirectement, de la Suisse ou par la Suisse, ne seront pas empêchés, jusqu'à nouvel avis, de passer au-delà de la frontière.

14. Il est absolument interdit aux parties belligérantes d'établir ou d'utiliser sur territoire suisse une station radio-télégraphique ou toute autre installation (téléphone, télégraphe, station pour signaux optiques ou autres, station de pigeons-voyageurs, station d'aviation, etc.) destinée à servir de moyen de communication avec des forces belligérantes sur terre ou sur mer ou de leur prêter appui d'une manière quelconque.

15. Les bureaux des télégraphes, des téléphones, des postes et des douanes recevront de leurs administrations les instructions voulues quant à l'attitude qu'ils ont à observer. L'usage de la poste, du télégraphe et du téléphone dans un but militaire primera tout autre emploi, à l'exception des communications urgentes du Conseil fédéral et des Départements politique et militaire.

16. Les chemins de fer se conformeront aux prescriptions relatives à l'exploitation en cas de guerre ainsi qu'à leurs autres instructions spéciales.

17. En ce qui concerne l'aviation, il y a lieu d'observer ce qui suit:

a) Les aérostats et appareils d'aviation n'appartenant pas à l'armée suisse ne pourront s'élever et circuler dans l'espace aérien situé au-dessus de notre territoire que si les personnes montant ces appareils sont munies d'une autorisation spéciale, délivrée, dans le territoire occupé par l'armée, par le Commandant d'armée, dans le reste du pays, par le Département militaire fédéral.

b) Le passage de tous aérostats et appareils d'aviation venant de l'étranger dans notre espace aérien est interdit; on s'y opposera, le cas échéant, par tous les moyens et signalera ces appareils partout où cela paraîtra utile.

c) En cas d'atterrissage d'aérostats ou d'appareils d'aviation étrangers, leurs passagers seront conduits auprès du commandant militaire supérieur le plus rapproché, qui agira selon ses instructions. L'appareil et les objets qu'il renferme devront, en tous cas, être saisis par les autorités militaires ou de police. Le Département militaire fédéral ou le Commandant d'armée décidera ce qui doit advenir du personnel et du matériel d'un aérostat ou appareil d'aviation amené sur notre territoire par un effet de force majeure et alors que toute intention répréhensible ou négligence paraît exclue.

18. Le personnel des gardes-frontières et de police stationné à la frontière pourra être placé sous les ordres des chefs militaires commandant les troupes occupant la frontière. Au cas où ce personnel resterait indépendant, il aurait néanmoins le devoir d'assister les troupes dans leur tâche, de même que les troupes devront protéger et prêter assistance à la police et aux gardes-frontières en cas de besoin. Les troupes auront, d'ailleurs, le même devoir vis-à-vis de toute personne exerçant une fonction officielle dans le territoire occupé par l'armée, en particulier vis-à-vis du personnel des entreprises publiques de transports, des douanes, de la police sanitaire et vétérinaire.

19. Les trains de chemins de fer et les bateaux ne pourront être visités que par les militaires et fonctionnaires spécialement chargés de cette mission.

20. Il ne sera pas mis d'entraves aux communications habituelles avec les territoires au-delà de la frontière, sous réserve des restrictions commandées par le maintien de la neutralité et, notamment, des dispositions sus-énoncées. Cependant, les commandants de troupes pourront demander et, le cas échéant, prescrire que le trafic soit limité à certains chemins.

21. Les gouvernements cantonaux, notamment les gouvernements des cantons frontière, et les commandants militaires, selon leurs instructions spéciales, sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance; en sont également chargés les départements des douanes et des postes et des chemins de fer pour ce qui concerne le concours et l'attitude de leurs administrations et de leurs personnels.

16

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 août 1914

3985. Neutralitätserklärung [1]

Le Conseil fédéral a décidé de faire la déclaration de neutralité suivante:

«En raison de la guerre qui vient d'éclater entre plusieurs Puissances européennes, la Confédération Suisse, inspirée par ses traditions séculaires, a la ferme volonté de ne se départir en rien des principes de neutralité si chers au peuple suisse, qui correspondent si bien à ses aspirations, à son organisation intérieure, à sa situation vis-à-vis des autres Etats et que les Puissances signataires des traités de 1815 ont formellement reconnue.

En vertu du mandat spécial qui vient de lui être décerné par l'Assemblée fédérale, le Conseil fédéral déclare donc formellement qu'au cours de la guerre qui se prépare, la Confédération Suisse maintiendra et défendra par tous les moyens dont elle dispose, sa neutralité et l'inviolabilité de son territoire, telles qu'elles ont été reconnues par les traités de 1815; elle observera elle-même la plus stricte neutralité vis-à-vis des Etats belligérants.

Relativement aux parties de la Savoie qui, aux termes de la déclaration des Puissances du 29 mars 1815, de l'Acte final du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, de l'Acte d'accession de la Diète suisse du 12 août 1815, du Traité de Paris du 20 novembre 1815 et de l'acte de reconnaissance et de garantie de la neutralité suisse portant la même date, doivent jouir de la neutralité de la même manière que si elles appartenaient à la Suisse, dispositions que la France et la Sardaigne ont confirmées à l'article 2 du Traité de Turin du 24 mars 1860, le Conseil fédéral croit devoir rappeler que la Suisse a le droit d'occuper ce territoire. Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit si les circonstances paraissaient l'exiger pour la défense de la neutralité et de l'intégrité du territoire de la Confédération; toutefois il ne manquera pas de respecter scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, notamment en ce qui concerne l'administration de ce territoire; il s'efforcera de s'entendre à cet égard avec le Gouvernement de la République Française.

Le Conseil fédéral a la ferme conviction que la présente déclaration sera accueillie favorablement par les Puissances belligérantes ainsi que par les Etats tiers signataires des traités de 1815 comme l'expression de l'attachement traditionnel du Peuple suisse à l'idée de neutralité et comme l'affirmation loyale des conséquences résultant pour la Confédération Suisse des traités de 1815.»

Cette déclaration sera communiquée officiellement aux Etats qui en 1815 ont reconnu l'inviolabilité et la neutralité de la Suisse, ainsi qu'à quelques autres gouvernements.

---

1. *Pour la traduction française de la déclaration de neutralité reproduite ici, cf.* E 2001, Archiv-Nr. 708.

17

E 2001, Archiv-Nr. 720

Le Ministre de Suisse à Rome, G.B. Pioda,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Rome, 5 août 1914

J'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme d'hier soir. Dans une conversation, M. de Hindenburg a dit, hier soir: «Wer weiss ob unser Krieg mit Frankreich so komplett ist.» Pressé de s'expliquer, il ajouta seulement: «Heute ist ein Telegramm von 14 Worten von Rom nach England abgegangen. Wir glauben, annehmen zu dürfen, dass Italien, uns zu Gunsten, eine Lösung sucht.»

Je me suis permis de vous communiquer cet état de choses, qui montre chez l'Allemagne la conscience d'une situation grave et le désir de ne pas pousser les choses au pire. Aujourd'hui la situation ne paraît plus permettre une solution amiable; mais l'attitude allemande reste caractéristique et symptomatique. Les craintes de l'Allemagne à l'égard de l'Italie et du rôle qu'elle compte jouer ne disparaissent pas et l'Ambassade fait tous ses efforts pour éviter toute aigreur et toute récrimination: «Wir müssen die Zukunft vorbereiten.»

Au cours de la même conversation, M. de Hindenburg a donné une précieuse indication sur la valeur des promesses de respecter la neutralité que font les grandes puissances. Il a raconté que l'Allemagne n'avait pas osé affirmer à l'Angleterre qu'elle ne violerait pas la neutralité de la Belgique, parce que la question lui était posée par une grande puissance et qu'une promesse non tenue pouvait, dans ces circonstances, avoir des conséquences; mais il a ajouté que l'Allemagne avait, encore tout récemment, donné à la Belgique et aux Pays-Bas des assurances aussi complètes que possible que leur neutralité serait respectée.

L'Ambassadeur de France, que j'ai vu aujourd'hui, m'a affirmé de la manière la plus absolue que nous n'aurions jamais à craindre une violation de notre neutralité de la part de la France.

18

E 2001, Archiv-Nr. 914/5

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Département du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture

Copie de réception Berlin, 6. August 1914
T (*Ankunft:* 7. August)

Die Aus- und Durchfuhr von Kohlen nach der Schweiz zum eigenen Gebrauch wird unter der Voraussetzung gestattet, dass die Durchfuhr von Lebensmitteln

über Schweiz nach Deutschland weiter gestattet bleibe. Herr von Romberg ist beauftragt, Ihnen diese Mitteilung auch zu machen. Deutscherseits wird grosses Gewicht auf weitere Zulassung der Durchfuhr von Lebensmitteln gelegt. Ihr Telegramm vom 3. dies [1].

1. *Le télégramme du 3 août 1914 contient le passage suivant:* Bitten dringend generelle Durchfuhr- und Ausfuhr-Erlaubnis auszuwirken für fahrende Kohlensendungen auf Rhein und Eisenbahn, womöglich auch für Ende Juli fällig gewesene reguläre Lieferungen.

19

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 62 Paris, 7 août 1914

La déclaration de neutralité[1] m'est parvenue par télégramme le 5 août vers 4 h. ½ de l'après-midi et je l'ai remise une heure plus tard à M. de Margerie, chef du Cabinet de l'ancien et du nouveau Ministre des Affaires Etrangères (Viviani et Doumergue). Je suis un peu surpris qu'on ne lui ait donné en France aucune publicité, mais ne crois pas devoir faire personnellement cette publicité en dehors du Ministère. J'aurais été heureux qu'on connût ici les termes de votre manifeste, car, surtout depuis l'élection du général Wille, une légion de Français sont convaincus qu'il ne résistera pas à une sommation allemande de transit; il y aurait peut-être grand intérêt à ce que, sous forme d'extrait, la proclamation de la politique de neutralité de la Suisse parût dans nos journaux. C'est peut-être déjà fait depuis longtemps.

Vous ne verrez en effet ni lettres ni journaux de Suisse postérieurs au 1er août.

La Banque de France a déjà hier matin envoyé à ses succursales des instructions pour exécuter votre accord d'avant-hier [2].

Ci-joint copie de mon télégramme aux Consulats [3]. Leurs réponses ne paraissent pas impliquer qu'ils aient de grands besoins; même Besançon se déclare satisfait des facilités reçues et espérait obtenir un train spécial vers le 4 août; il paraît avoir écoulé beaucoup de monde gratis par les trains militaires.

Ici nous avons vécu de contradictions; pendant quelques jours, nos mobilisés sont partis gratis, du moins ceux qu'on laissait monter dans les trains militaires. Après cela on a exigé le paiement du plein tarif, ce qui était énorme et ce qui, pour

1. *Cf. n° 16.*
2. *Non retrouvé.*
3. *Non retrouvé.*

beaucoup d'hommes, était une impossibilité parce qu'ils avaient séjourné plusieurs jours à Paris depuis la cessation du travail dans les usines, bureaux ou magasins; chaque jour augmentait leur manque de ressources. Hier matin, j'ai pris au saut du lit à la gare de Lyon le Directeur de l'Exploitation, M. Margot, qui m'a accordé le ½ tarif (même pour les non-militaires; du moins cela se pratique ainsi). J'ai constaté la nécessité d'organiser un service à la gare de Lyon pour beaucoup de mobilisés et de leurs familles, au lieu de les renvoyer à la Légation, ce qui n'est pas très facile vu la réduction du train du métro (qui ne fonctionne pas la nuit et toutes les demi-heures seulement le jour). J'ai chargé de cette tâche deux jeunes gens fermes, polis et débrouillards, un M. Gautier, neveu de professeur et astronome genevois, et un M. Dubois, du Locle, directeur d'une affaire d'électricité en province (Charleville je crois) qui a été réquisitionné. La police civile et la police militaire ont été d'une extrême obligeance; on a mis à leur disposition un bureau; un drapeau suisse le désigne; ils décident sur place les points douteux et facilitent l'adjonction de la famille ou des enfants des mobilisés dans un train militaire ou autres questions de détail. Ils prennent des billets ½ tarif et les paient, pour tous les mobilisés qui paraissent être hors d'état de payer le ½ tarif; beaucoup, en voyant les camarades dans le train, se trouvent au dernier moment des fonds secrets dans leurs poches. Dans le doute, à la dernière heure, on les pousse tout de même dans le train en leur glissant le billet gratis. Il faut éviter que cette gratuité se répande trop dans le public car tout le monde l'exigerait. Nous avons donné la gratuité à tous ceux qui arrivaient de loin et avaient eu de difficiles trajets (Bruxelles, Anvers, Londres, etc.). Il y a quelquefois des retards pénibles, mais depuis l'installation des missions suisses à la gare, le déblayement se fait beaucoup mieux. J'ai été trois ou quatre fois, de jour et de nuit, voir les départs et ai le plaisir de constater qu'au moins 900 personnes sont parties hier. Nous avons en perspective d'assez grandes difficultés avec des hommes isolés en province.
[...][4]

4. *Suivent des détails concernant le financement du transport des mobilisés suisses ainsi que des observations sur la mobilisation française.*

20

E 2001, Archiv-Nr. 708

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann, à la Légation de Suisse à Londres[1]

Copie d'expédition
T

Berne, 7 août 1914

Faites au Gouvernement britannique la communication suivante: En vue du maintien de la neutralité, le passage de tous aérostats et appareils aviation de

1. *Un télégramme identique est envoyé aux Légations de Suisse à Berlin, Paris, Pétrograd, Rome et Vienne.*

l'étranger par espace aérien de la Suisse est interdit. On s'y opposera, le cas échéant, par tous les moyens. D'autre part il est interdit aux avions suisses de sortir d'une certaine zone dans l'intérieur du pays.

21

E 2001, Archiv-Nr. 913

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T

Berne, 7 août 1914

Veuillez demander au Gouvernement des Pays-Bas déclaration amicale que les céréales appartenant au Gouvernement fédéral et arrivant par mer à Rotterdam seront autorisées à passer librement et à continuer voyage sur la Suisse. Avons prié Ministre Hollande Berne de transmettre de son côté même requête.

22

E 2001, Archiv-Nr. 720

Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L

Rome, 8 août 1914

Le 6 août au matin, j'ai reçu votre télégramme[1] me communiquant les desiderata de la Suisse au sujet des exportations de l'Italie. J'allais me rendre chez le Ministre des Finances, lorsque j'ai reçu un télégramme du Département fédéral du Commerce, se référant au vôtre, et me chargeant de demander, pour le moment, au Gouvernement italien, l'exportation du sucre et ensuite du bétail. Le Département fédéral du Commerce ajoutait que la Suisse supprimait provisoirement les droits additionnels sur le sucre et qu'elle offrait – en échange de l'exportation du bétail italien – de laisser entrer successivement en Italie une quantité correspondante de bétail d'estivage italien.

J'ai estimé que ce télégramme du Département fédéral du Commerce rétrécissait seulement le cercle de nos demandes au sujet de l'exportation d'Italie et laissait intacte votre demande concernant le libre parcours en transit.

J'ai donc été chez le Ministre des Finances que j'ai vu trois fois, et lui ai demandé:

---

1. *Non retrouvé.*

1) l'exportation du sucre en annonçant que nous supprimions provisoirement les droits additionnels;

2) l'exportation du bétail en offrant de laisser entrer une quantité correspondante de bétail d'estivage;

3) le libre parcours en transit, notamment pour blés, viande, sucre, huiles et charbons.

(Je ne vous entretiens pas des requêtes de cas spéciaux demandés par le Département du Commerce).

A la suite de mes entrevues avec les Ministres des Finances et de l'Agriculture, M. Rava, Ministre des Finances, m'a fait savoir qu'il avait émis des dispositions favorables qui me seraient communiquées par le Ministère des Affaires Etrangères. J'ai alors été à la Consulta, où l'on m'a fait connaître les renseignements qui venaient d'être donnés au marquis Paulucci, à savoir:

1) que l'on accordait à la Suisse le transit libre, à la condition qu'il s'agisse de transporter des marchandises déclarées en transit direct au moment du débarquement dans les ports italiens (ainsi les grains débarqués dans les silos de Gênes, qui avaient été signalés par le consul de Suisse, se trouvent définitivement exclus);

2) que l'on accordait à la Suisse le sucre dans la quantité qui lui sera nécessaire pour le moment.

Comme vous le voyez, pas un mot sur le bétail.

Dès mes premières conversations avec le Ministre des Finances, et surtout avec le Ministre de l'Agriculture, je m'étais aperçu que nos propositions sur le bétail d'estivage italien étaient mal prises; je me suis convaincu toujours davantage qu'on voit, dans la main mise sur ce bétail, un acte peu amical et un acte de représailles. Le Ministre de l'Agriculture m'a bien recommandé d'éviter tout ce qui pourrait faire une mauvaise impression en Valteline.

D'une manière générale, les Ministres vous prient *de ne pas ébruiter* les facilités qui nous sont accordées.

Je vous confirme mon télégramme de ce soir sur ce sujet.

P.S. Je tiens à vous informer qu'il sera impossible d'obtenir aucune facilité pour la benzine, que le Ministère de la Guerre séquestre en entier. Je me réserve de télégraphier au Département du Commerce la réponse à sa démarche à l'égard d'un cas spécial.

23

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Paris, 9 août 1914

Ce soir me parvient la réponse, datée d'hier, du Ministère des Affaires Etrangères à notre notification de la neutralité [1], que j'avais transmise le 5 au soir dès la réception de votre télégramme du même jour, 12 h. 45.

En vous en communiquant ci-joint une copie [2], je constate:

1. que la France «ne manquera pas d'observer scrupuleusement les dispositions des traités concernant la neutralité de la Confédération Helvétique» (sic);

2. qu'en ce qui concerne la zone de Savoie «dont la neutralité est prévue par les traités de 1815 et de 1860», la France est d'avis qu'un accord entre les deux pays «devrait» intervenir pour régler «les conditions de l'intervention éventuelle» de la Suisse en vue d'assurer cette neutralité. Cette opinion est basée sur «l'Acte d'acceptation du traité de Vienne du 12 août 1815».

Il est évidemment fait allusion au passage suivant du chiffre 2° de cet Acte d'acceptation (Rec. Off., Neuchâtel, 1832, t. 1, p. 92): «... et si la Confédération (ainsi que l'Acte du Congrès [de Vienne] lui en laisse la faculté) jugeait alors convenable d'y placer des troupes, *de la manière et aux conditions qui pourraient être déterminées par des conventions particulières,* la Suisse promet qu'une telle occupation militaire momentanée ne portera aucun préjudice à l'administration établie par S. M. Sarde dans les dites provinces.»

Cette réserve de la Suisse est une opinion de la Diète d'alors; il n'en est pas question ni dans l'Acte du 29 mars 1815, art. 1er (R. O. I, p. 85–86), ni dans la déclaration de neutralité perpétuelle de Paris, 20 novembre 1815 (R. O. I, p. 103–104). Et surtout, à Turin en 1816, la Sardaigne a protesté contre la différence de texte entre les actes du Congrès et la déclaration de la Diète du 12 août 1815; la Diète a dû accepter l'insertion dans le traité de Turin art. 7 (R. O. I, p. 168) de sa note du 1er novembre 1815 constatant que cette «différence de mots» ne doit «nullement être envisagée comme une restriction ou comme une déviation du sens précis» du protocole du Congrès. Cet article 7 pose en tête le principe que les provinces du Chablais, etc., font partie «de la neutralité suisse comme si elles appartenaient à celle-ci, etc.».

Dans les pourparlers remontant à l'époque ou M. Flourens était Ministre des Affaires Etrangères et le général Boulanger, Ministre de la Guerre, la Suisse s'est placée à ce point de vue que, par courtoisie, par désir d'entretenir des relations

---

1. *Cf. n° 16.*
2. *Reproduit en annexe.*

amicales et d'éviter des froissements, elle devait désirer régler ces questions d'occupation éventuelle par accord international, mais qu'au besoin, elle pouvait passer outre.

Je pense qu'une polémique sur cette réponse de la France est sans grand intérêt actuel; la France ne conteste pas, comme les théories de ses professeurs et de ses conseillers juridiques auraient pu le faire supposer, la neutralité de la Savoie du Nord. En fait nous négocierons si nous voulons occuper, et si nous n'aboutissons pas, nous passerons outre en développant notre point de vue que notre droit d'occupation n'est subordonné, dans les actes internationaux, à aucune condition d'accord préalable avec le souverain de la Savoie neutralisée.

On peut l'écrire dès maintenant pour qu'on ne puisse pas interpréter notre silence comme une adhésion sans réserve à la réponse française; mais il est à supposer qu'une occasion quelconque se présentera pour affirmer spécialement et séparément, en dehors de tout autre développement, notre droit d'occuper, même sans accord avec les Français.

En fait, il serait intéressant de savoir s'il est resté des garnisons françaises dans la zone neutre. Est-il exact qu'on organiserait à Annemasse de grandes ambulances ou hôpitaux? Ce serait une forme intéressante d'utilisation de la neutralité. Sans journaux ni lettres, je vous prie d'excuser cette question.

Voir *Pictet de Rochemont,* par Edouard Pictet, page 349, 362, avant-dernier alinéa, 372, second alinéa, 376, second alinéa, 385, fin du premier alinéa et second alinéa, page 387, au milieu. Le Recès de la Diète de novembre 1815 doit contenir le détail sur la note du 1er novembre 1815.

ANNEXE

Le Ministre français des Affaires Etrangères, G. Doumergue,
au Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy

Copie
N

Paris, 8 août 1914

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la déclaration de neutralité du Gouvernement helvétique que vous m'avez notifiée à la date du 5 de ce mois et je prends acte de cette communication.

En ce qui le concerne, le Gouvernement de la République ne manquera pas d'observer scrupuleusement les dispositions des traités concernant la neutralité de la Confédération helvétique.

Quant à la zone de Savoie, dont la neutralité est prévue par les traités de 1815 et 1860, le Gouvernement de la République croit devoir rappeler au Gouvernement de la Confédération que les conditions de l'intervention éventuelle de la Suisse en vue d'assurer cette neutralité devraient, d'après l'Acte d'acceptation du traité de Vienne en date du 12 août 1815, être l'objet d'un accord entre la France et la Suisse.

24

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Secrétaire d'Etat au Foreign Office, Sir E. Grey,
à la Légation de Suisse à Londres

Copie
N n° 36246/14 London, August 9, 1914

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 5th instant notifying the firm intention of the Swiss Confederation to maintain her neutrality [1].

In accordance with your request I have the honour to inform you that I have taken due note of your notification.

---

1. *Cf. n° 16.*

25

E 2001, Archiv-Nr. 913

Le Ministre des Pays-Bas à Berne, F. G. van Panhuys,
au Président de la Confédération, A. Hoffmann

L n° 2402 Berne, 9 août 1914

Comme j'ai déjà eu l'avantage de communiquer ce matin par téléphone à M. Dunant, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que je suis autorisé par le Ministre des Affaires Etrangères à déclarer que les Pays-Bas laisseront passer sans entraves les céréales destinées au Gouvernement Suisse par voie de mer Rotterdam.

Connaissant ma grande sympathie pour la Suisse, Votre Excellence sera persuadé que je suis très heureux de cette décision de mon Gouvernement.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président, pour vous renouveler les assurances de ma plus haute considération.

26

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 août 1914

4073. Beschaffung von Geldmitteln für die Mobilisation
Aufnahme eines Anleihens im Auslande

Finanzdepartement. Antrag von heute

Unter den Mitteln, sich die nötigen Gelder zur Bestreitung der Kosten des allgemeinen Truppenaufgebotes zu verschaffen, kommt auch die Aufnahme eines Anleihens im Auslande in Betracht.

Selbstverständlich kann hier von den grossen finanzkräftigen Ländern Europas, die sich mit Ausnahme Italiens im Kriegszustande befinden, und auch von letzterem Staate selbst, der, obwohl neutral, selber teilweise mobilisiert und zudem noch vom Tripolisfeldzuge her einigermassen erschöpft ist, nicht die Rede sein. Dagegen ist es vielleicht nicht unmöglich, aus den Vereinigten Staaten von Nordamerika Geld, allerdings wahrscheinlich zu einem hohen Zinsfusse, erhältlich zu machen.

Demnach wird das Politische Departement beauftragt, unverzüglich durch chiffrierte Depesche den schweizerischen Gesandten in Washington anzufragen, ob es sich empfehle, die Regierung der Vereinigten Staaten von Nordamerika zu sondieren, ob sie die Aufnahme einer Gold-Anleihe der schweizerischen Eidgenossenschaft im Betrage von höchstens 50 Millionen Franken auf zwei Jahre fest bei den dortigen Banken zulassen und allenfalls moralisch unterstützen würde.

27

E 2200 Washington 7/5

Le Secrétaire de Légation, C.P. Huebscher,
au Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter

Copie
L

Washington, 12. August 1914

Nach der telephonischen Unterredung bin ich, Ihrem Auftrage gemäss, zu Herrn Hamlin gegangen und habe ihn über die vertrauliche Anfrage von Bern [1] betr. ein Goldanleihen von max. 50 Millionen Franken auf zwei Jahre fest um Rat

---

1. *Cf. n° 26.*

gefragt. Herr Hamlin meinte, dass hierüber Secretary McAdoo zu begrüssen sei, der erst morgen früh zurückkehre. Er persönlich glaubte, dass eine solche Anleihe keine Schwierigkeit begegnen dürfe, riet mir aber, heute sogleich mit Herrn Paul Warburg, seinem Kollegen in der «*Federal Reserve Board*», zu reden, der über die kommerzielle Seite einer Anleihe sich zu äussern vermöge und dem er mich vorstellte. (Warburg war früher im Hause Kuhn, Loeb & Cie in New York.)

Warburg fand ich im Besitze einer telegraphischen Anfrage des Schweiz. Bankvereins London an die Hannover National Bank New York, ob letztere ein Anleihen und Golddepot von zunächst 500.000 $ des Bankvereins bewilligen könne, die Schweizerische Nationalbank gedenke auf dieser Anleihe (oder besser auf diesem Kredit des Bankvereins) eine Nationalemission zu veranstalten. Er las mir das lange Telegramm sowie die verneinende Antwort.

Warburg erklärte rundweg, dass die Aufnahme einer Goldanleihe gegenwärtig *ganz ausgeschlossen sei.* Es könne sich nur um ein Golddepot handeln (evtl. gegen Verkauf schweizerischer Papiere), das nicht gewährt würde. Die Vereinigten Staaten seien selbst mehr geniert als man glaube; die ganze Getreide- und Baumwollernte könne nicht verschifft werden, und trotz dem Wunsche der Schweiz, einen Freundschaftsdienst zu leisten, *könne die Union nur demjenigen Gold geben, der ihr Luft mache, d.h. der Getreide oder Baumwolle abnehme.*

Er schien mich auf eine Kombination von Gold gegen Getreide führen zu wollen, und da im Telegramm des Bundespräsidenten, das hierunter in Abschrift vorliegt [2], von Getreide die Rede ist, sagte ich, dass wir evtl. über Ankauf von Getreide sprechen könnten, und fügte bei, ob sich nicht eine Kombination Gold gegen Getreide aufstellen liesse. Warburg hält die Idee für kommerziell verwendbar und glaubt, dass man auf einer solchen Basis verhandeln könnte. Er gibt ein Beispiel:

Die Eidgenossenschaft kauft für 10 Millionen Getreide, dafür gewährt die hiesige Regierung eine Anleihe von 10 Millionen, zahlbar in Gold: hingegen dürfe kein Geld von der Schweiz gezogen werden bis 6 Monate nach Friedensschluss. Mittlerweile aber könne die Schweiz auf diese Anleihe (ein Golddepot), die in New York verbliebe, ziehen gegen Verschiffungspapiere, zur Bezahlung des Getreides. Die Schweiz hätte sowohl für den Getreidetransport als auch für das Schiff selbst Garantie zu leisten. Sechs Monate nach Friedensschluss wäre das Gold unser. Warburg meinte schliesslich allerdings, dass in diesem Beispiele unser Getreide erst nach 6 Monaten bezahlt würde: ich entgegnete, dass dagegen die beste Garantie vorläge und Zinsen bezahlt würden. «Zinsen spielen gar keine Rolle unter diesen Verhältnissen», war die Entgegnung.

Alsdann schienen gewisse Befürchtungen vorzuliegen, ob die Schweiz nicht doch in den Krieg verwickelt würde und wir zur französischen Regierung nicht bessere Beziehungen unterhielten gegenwärtig als zu Deutschland. Ich entgegnete, wie Sie sich denken können, energisch, dass unser Bundesrat nicht vergebens die ganze Armee aufgeboten und zugleich eine strikte Neutralitätserklärung [3] er-

---

2. *Non reproduit.*
3. *Cf. n° 16.*

lassen habe. Es schien mir aber doch, als hätten die immer wieder auftauchenden Zeitungsmeldungen von Verletzung der schweizerischen Neutralität gewissen Glauben gefunden. Warburg meinte, dass im Moment, in dem die Schweiz in irgendeiner Weise in den Krieg verwickelt werde, auch an Durchführung obiger oder ähnlicher Kombinationen nicht mehr bedacht werden könne.

Ich habe dann noch Informationen eingezogen über Warburg, der mir den Verdacht erweckte, als denke er gar zu alldeutsch. Auch dachte ich, es sei interessant zu wissen, in welchem Verhältnis er zu McAdoo stehe: Warburg ist gebürtiger Hamburger, erst seit ca. 4–5 Jahren amerikanischer Bürger und ein ganz intimer Freund von McAdoo.

Kurz: Aufnahme einer Goldanleihe sei *ausgeschlossen*. Es solle in Bern zunächst gefragt werden, wie man sich eine solche Anleihe denke, auf welcher Basis man verhandeln könne. McAdoo selbst werde keine definitive Antwort geben können bevor man nähere Details von Bern habe. (Es handelt sich also in der Hauptsache darum zu wissen, was Bern für eine evtl. Anleihe geben will: schweizerische Papiere würden abgelehnt: nur Kauf von Getreide oder Baumwolle käme in Betracht.)

Trotz Warburg werde ich morgen McAdoo begrüssen – um aus offiziellem Munde etwas zu vernehmen. Sollten Sie dies für überflüssig halten, so wollen Sie mich benachrichtigen, wenn möglich vormittags.

Es wäre vielleicht doch vorsichtig, die Ausführungen von Warburg durch Banken in New York kontrollieren zu lassen.

Auf dem Staatsdepartement habe ich einstweilen in dieser Sache nichts getan, da Hamlin riet, dass McAdoo zuerst zu sehen sei.

28

E 2001, Archiv-Nr. 743

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Tokyo, 12. August 1914

Das Auswärtige Amt hat am 5. August, im Hinblick auf die Lage in Europa, folgende Erklärung veröffentlicht:

«Die kaiserliche Regierung kann seine Sorgen nicht verhehlen mit Rücksicht auf die politische und wirtschaftliche Lage, welche in Europa durch die letzten Ereignisse geschaffen worden ist. Es versteht sich von selbst, dass die kais. Regierung aufrichtig wünscht, es möchte die gegenwärtige Krisis baldtunlichst beigelegt und der Frieden wiederhergestellt werden. Sollte dagegen der Krieg fortfahren, so hofft die kais. Regierung, dass derselbe sich auf die unbeteiligten Staaten ausdehnen und dass es Japan möglich sein werde, strikte neutral zu bleiben. Es ist

notwendig, dass die weitere Entwicklung der Ereignisse mit der grössten Sorgfalt verfolgt werde. Sollte England in den Krieg hineingezogen und der japanisch-englische Allianzvertrag anwendbar werden, so würde Japan die notwendigen Massregeln treffen, um ihren Verpflichtungen nachzukommen. Für den Augenblick ist es nicht möglich vorauszusehen, ob der Fall eintreten wird; die kais. Regierung hofft in der Tat, dass diese Möglichkeit nicht zutreffen werde; sie verfolgt mit der grössten Aufmerksamkeit die Entwicklung der Dinge.»

Seither ist der Fall eingetreten und Japan mobilisiert. Man versichert mich, dass es auf direktes Ansuchen Englands hin geschehen sei. Andererseits waren die verschiedenen Kollegen, die ich hierüber sprach, alle der Ansicht, dass Japan seine Aktion darauf beschränken werde, die Sicherheit auf der hohen See zu befestigen, so weit dies möglich und wobei die Besetzung von Tsingtau mitinbegriffen ist, und zu verhindern, dass in China Unruhen entstehen; an einen Krieg gegen die Vereinigten Staaten glaubt niemand ernstlich. Der französische Botschafter machte mir diesbezüglich die sehr zutreffende Bemerkung, Japan habe alles Interesse, den korrekten Alliierten zu spielen und keine weiteren Komplikationen herbeizuführen, indem es so bei den einstigen Friedensverhandlungen sein Wort mitsprechen, sein Prestige heben und sich den Dank und – was bei weitem das Wichtigste – den Geldmarkt Englands und Frankreichs sichern werde.

Die Kriegserklärung an Deutschland ist, allem nach, eine Sache von Stunden. Die deutsche Botschaft ist bereit, jeden Augenblick abzureisen. Der österreichische Botschafter ist gänzlich ohne Nachrichten.

Auf den Ententebotschaften ist die Stimmung eine äusserst zuversichtliche; einer der Botschafter meinte: «les Allemands ont eu un coup de soleil», und dies ist allerdings der Eindruck, den die, zwar gänzlich unvollständigen, Nachrichten hervorrufen.

Wie sehr heutzutage die wirtschaftlichen Verhältnisse ineinandergreifen und den Weltmarkt beeinflussen, ist wohl noch nie so greifbar zu Tage getreten. In Tokyo und Yokohama mussten die Börsen geschlossen werden, um eine Panik zu verhüten; der Wechselkurs auf die Vereinigten Staaten ist um 50% gestiegen. Der Preis der Seide ist bedeutend gefallen, trotz der optimistischen Anschauung von einigen wenigen, die die Vereinigten Staaten und Italien für die Ausfälle bei den kriegführenden Staaten aufkommen zu sehen hoffen. Unsere Seidenhäuser in Yokohama sind in grosser Sorge wegen der in den Wert von Hunderttausenden gehenden Ladungen, die unterwegs sind. In China wird das Fernbleiben des europäischen Geldes die Kaufkraft und damit den Import von Japan beeinflussen.

Über den Verlauf der Ereignisse sind wir hier sehr schlecht unterrichtet. Den Botschaften geht es diesbezüglich kaum besser, insbesondere der deutschen und österreichischen, da die Kabel gänzlich in Feindeshand sind. Der aus der Schweiz, via Sibirien, zuletzt eingegangene Kurier datiert vom 16. Juli. Die Gesandtschaft sendet alle ihre Briefe «via Amerika», da über Sibirien keine Post mehr angenommen wird.

Indem ich den Schutz des Allmächtigen für unser Land erflehe, versichere ich Sie, Hochverehrter Herr Bundespräsident, meiner ausgezeichnetsten Hochachtung und Ergebenheit.

29

E 27, Archiv-Nr. 13951

Le Général U. Wille au Conseil fédéral

Copie
L Berne, 14 août 1914

La lutte qui se poursuit actuellement entre les forces françaises et allemandes, à proximité immédiate de notre frontière, nous oblige à envisager l'éventualité que des troupes de l'un ou de l'autre des belligérants soient acculées à notre territoire par l'adversaire et forcées de demander d'être reçues en Suisse.

En 1859 et 1866, le Conseil fédéral s'est réservé la décision relative à l'entrée en Suisse de masses importantes de troupes.

D'autre part, le Conseil fédéral a décidé que faute de pleins pouvoirs une convention d'internement pour des troupes de cette importance, ne peut être conclue que sous réserve de sa ratification. (Conventions internationales concernant la guerre sur terre, p. 53, note 25).

Cela étant, je prends la liberté de vous demander s'il ne conviendrait pas, pour le Conseil fédéral, de prendre dès maintenant une décision de principe m'autorisant à accueillir et interner sur territoire suisse des troupes qui s'y réfugieraient dans les conditions susindiquées, et me donnant pleins pouvoirs pour régler par convention les conditions de leur admission. Il est à prévoir, en effet, que la demande d'admission pourra se présenter dans des conditions d'urgence telles qu'il faudra pouvoir y répondre sans délai, si l'on veut ne pas lui enlever tout effet utile.

A l'appui de la présente demande, je m'en réfère à l'arrêté du Conseil fédéral du 21 décembre 1912, Instructions aux commandants de troupes pour le maintien de la neutralité, chapitre 111, chiffre 5, ainsi qu'à la publication officielle précitée: Conventions internationales concernant la guerre sur terre, p. 53, notes 24 et 25.

Je joins à la présente un projet de convention générale [1] à employer en cas d'internement de masses de troupes importantes, et dont on extraira les dispositions essentielles en cas d'internement de troupes moins considérables.

En même temps que cette convention avec le commandant des troupes à interner, il serait utile de négocier aussitôt avec l'Etat auquel elles appartiennent un arrangement pour régler d'avance diverses questions à prévoir, ainsi le ravitaillement par cet Etat des troupes internées si nos conditions économiques nous rendent leur entretien trop onéreux, ainsi également le réglement de toutes les difficultés qui se présenteront au sujet du compte des frais et des réclamations, difficultés pour la solution desquelles on pourrait instituer par exemple le Tribunal fédéral comme tribunal le plus rapproché et présentant en même temps les meilleures garanties.

---

1. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

PROJET DE CONVENTION ENTRE LE COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE SUISSE ET LE COMMANDANT .....[1]

Entre:
Le Général Wille, Commandant en chef de l'armée suisse, représenté par ..... *d'une part,*
et
Le ..... représenté par ..... *d'autre part,*
les deux représentants sus-nommés s'étant communiqué les pleins pouvoirs dont ils sont dûment munis, chacun de la part du chef qu'il représente ici,
il a été arrêté et conclu ce qui suit:

Art. 1.

Les troupes ..... sous les ordres de M. ..... demandant à passer sur le territoire suisse, y seront admises et internées en conformité des conditions ci-après.

Art. 2.

La présente convention s'applique à:
(indication des troupes)
avec tout l'armement, l'équipement, les munitions, les chevaux, le matériel de guerre ou autre, les formations sanitaires, le trésor, les bagages et les trains dont elles disposent actuellement.

Elle comprend aussi les civils de nationalité ..... suivant les dites troupes, sauf ceux que le Commandant en chef de l'armée suisse se réserve de ne pas accueillir sur territoire suisse.

Art. 3.

A leur entrée en Suisse, tous les militaires et les non-militaires accueillis en vertu de la présente convention déposeront en mains des troupes suisses leurs armes et leurs munitions, ainsi que leur équipement, à l'exception de l'habillement, du sac, du ceinturon, du sac à pain et de la gourde.

Art. 4.

Seront également remis aux troupes suisses, à l'entrée sur territoire suisse, tous les chevaux, tout le matériel de guerre ou autre quelconque, les services sanitaires, les bagages, les caisses, le trésor et les trains.

La remise aura lieu par les soins d'officiers suisses et ..... en nombre déterminé par le Commandant en chef de l'armée suisse et dont les premiers seront désignés par lui, les seconds par le .....

Un état de tout ce qui sera remis sera dressé et signé par ces officiers.

Art. 5.

Le Commandant en chef de l'armée suisse se réserve de renvoyer à la frontière, s'il le juge convenable, les voitures ou autres choses appartenant à des particuliers et suivant les troupes à interner, en vertu de réquisition.

---

1. *Le projet de la convention a été approuvé par le Conseil fédéral à sa séance du 21 août 1914. Cf. E 1004 1/257 n° 4216.*

Art. 6.

Les officiers sont autorisés à conserver leur épée et à la porter aussi longtemps que l'autorité militaire suisse n'en décidera pas autrement en raison des circonstances. Les effets personnels des internés leur seront remis dès que le permettront les circonstances.

Art. 7.

Les troupes ..... et toutes personnes reçues avec elles en Suisse y seront internées conformément aux art. 11 et 13 de la convention concernant les droits et devoirs des puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, du 18 octobre 1907.

Elles seront placées sous la puissance, les lois et la juridiction militaires suisses.

Les autorités militaires suisses détermineront librement le lieu, le mode et les conditions de l'internement, selon les circonstances.

Art. 8.

Les officiers ..... internés sont autorisés à demeurer en liberté dans le rayon qui leur sera assigné à chacun d'eux, moyennant engagement sur parole donné par écrit de ne pas quitter le territoire suisse sans permission du Département militaire suisse.

Art. 9.

Les officiers internés recevront une solde journalière de frs .....; ils pourvoirent eux-mêmes à leur logement, leur habillement et leur entretien.

L'autorité suisse décidera si les autres internés seront traités de même, ou si elle se chargera de leur entretien, logement et habillement, en conformité de l'art. 12 de la convention internationale précitée.

Le droit lui est réservé de les employer à des travaux n'ayant aucun service quelconque, direct ou indirect, contre leur propre pays et dont le salaire leur sera remis dans la mesure où il ne serait pas soit affecté à l'amélioration de leur entretien, logement et habillement, soit porté en déduction des frais de l'internement.

Art. 10.

Les formations sanitaires demeureront affectées aux besoins des troupes internées.

Le personnel visé par l'art. 9 de la Convention de Genève du 6 juillet 1906, recevra les allocations prévues à l'art. 13 de la même convention.

Art. 11.

Demeure réservé au gouvernement suisse le droit de statuer en conformité de l'art. 13 de la convention précitée du 18 octobre 1907 sur le traitement des prisonniers de guerre amenés par les troupes internées.

Art. 12.

Les armes et munitions, le matériel et les trains ainsi que les autres objets remis à l'armée suisse en vertu des articles 3 et 4 seront restitués à ..... après conclusion de la paix générale, à l'exception des armes, de l'équipement et des effets personnels laissés aux internés, en conformité de l'art. 6 et sous les réserves ci-après.

Art. 13.

Le gouvernement suisse restituera le matériel capturé par les troupes internées à celui des Etats auquel il sera reconnu qu'il soit attribué par le traité de paix.

Art. 14.

Demeure réservé à l'autorité suisse le droit de disposer des chevaux, voitures et en général de tout matériel quelconque:

a) si elle les jugeait utiles, le cas échéant, pour les besoins de la défense nationale de la Suisse;

b) si, à son avis, les objets indiqués sont sujets à dépérissement, ou d'un entretien onéreux.

Dans les deux cas, il y aura indemnité en conformité des lois et réglements en vigeur pour l'armée suisse.

Art. 15.

La Suisse décline toute responsabilité à l'égard d'accidents survenant à des internés ou de la destruction ou détérioration d'armes, de chevaux, de matériel, ou de tout objet quelconque.

Art. 16.

La restitution ne sera opérée qu'après paiement ou garantie suffisante par ..... des sommes nécessaires pour couvrir intégralement:

a) tous frais quelconques, occasionnés par l'internement à la Confédération, aux cantons et aux communes en Suisse;

b) tous dommages causés par des internés, à dessein ou par imprudence ou négligence;

c) toutes autres créances exigibles existant en faveur de personnes habitant la Suisse contre des internés à raison d'actes juridiques ou autres se produisant pendant l'internement.

Art. 17.

Toutes prescriptions nécessaires pour compléter et exécuter la présente convention sont du ressort exclusif des autorités militaires ou civiles suisses.

* * *

Ainsi fait et signé en quatre exemplaires, dont:
un pour le Conseil fédéral suisse,
un pour le Commandant en chef de l'armée suisse,
un pour ..... et
un à destination de l'ambassade (ou légation) de .....

à Berne, le .....

30

E 27, Archiv-Nr. 13558

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
M

Bern, 15. August 1914

Nachdem ich dem General meine Anschauung über die gegenwärtige militärpolitische Lage der Schweiz dargelegt habe, halte ich es für geboten, Sie von der Auffassung des Armeekommandos in Kenntnis zu setzen. Es ist zweifellos, dass in Italien eine teilweise Mobilmachung durch Einberufung Einzelner und ganzer Jahresklassen im Gange ist. Ebenso sicher erscheint, dass Italien wegen der

Volksstimmung es nicht wagen darf, an die Seite Österreichs zu treten. Nicht zu erkennen vermögen wir, ob das gemeldete Zusammenziehen italienischer Streitkräfte den Zweck hat, gegen Albanien oder direkt gegen Österreich vorzugehen, oder ob es einstweilen nur dazu dienen soll, die öffentliche Meinung zu befriedigen. Jedenfalls ist eine italienische Unternehmung gegen Trient und Triest nicht ausgeschlossen, zumal wenn der deutsch-französische Zusammenstoss nicht zu einem Erfolg der deutschen Kräfte führt.

Wir müssen eine solche Gestaltung der Dinge klar und ohne Scheu ins Auge fassen und uns fragen, welche Lage der Schweiz dadurch bereitet wird. Bei der gegenwärtigen Kräfteverteilung des österreich-ungarischen Heeres kann es leicht geschehen, dass Italien sich in Besitz der italienischen Landesteile des Kaiserstaates setzt, und wenn das geschehen ist, werden sie nicht mehr an Österreich zurückfallen. *Das nächste Ziel des italienischen Nationalismus ist alsdann das Tessin mit den italienischen Teilen Graubündens.* Hat Österreich Südtirol und Triest an Italien verloren, so haben wir von Österreich *keine Hilfe mehr* zu erwarten, wenn Italien zur Eroberung unserer Südtäler schreitet. Unsere Interessen sind in der Hinsicht zweifellos eng mit denen Österreichs verbunden.

Wir begnügen uns heute den Gedanken auszusprechen und den Herrn Bundespräsidenten als den Leiter der eidgenössischen auswärtigen Politik zu bitten, dieser Lage seine Aufmerksamkeit schenken zu wollen und der Armeeleitung Gelegenheit zu weiterer mündlicher Aussprache zu geben.

31

E 2200 Washington 7/5

Le Department of State à la Légation de Suisse à Washington

M Washington, August 15, 1914[1]

The Chargé of Switzerland called at the Department of State on August 14th and asked whether this Government would make any objection to a loan to be made by American bankers to the Government of Switzerland. The Secretary of State took the matter up with the President on the 15th and later informed the Chargé of Switzerland that this Government sees no reason why American financiers should not make loans to Switzerland or to any other neutral governments, this statement being based, of course, upon the theory that Switzerland will maintain the attitude of neutrality which she has taken in regard to the European war.

---

1. *Le document n'est pas daté, mais le timbre d'entrée de la Légation porte la date du 15 août 1914.*

32

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministère I.& R. des Affaires Etrangères
au Ministre de Suisse à Vienne, J. Choffat[1]

Copie
N

Vienne, 17 août 1914

Monsieur l'Envoyé, Pour satisfaire au désir que vous avez bien voulu m'exprimer de vive voix[2] et pour compléter la note que je me suis permis de vous adresser à la date du 13 de ce mois[3], j'ai l'honneur de vous assurer que la neutralité de la Suisse sera, comme il s'entend, reconnue et respectée par l'Autriche-Hongrie.

---

1. *La note est signée par L. Berchtold.*
2. *Dans une lettre du 18 août 1914 au Chef du Département politique, J. Choffat rapporte qu'il s'est rendu au Ministère des Affaires Etrangères pour demander si le Gouvernement austro-hongrois serait disposé à donner une déclaration que l'Autriche-Hongrie reconnaît et respectera la neutralité suisse.*
3. *Cette note était un simple accusé de réception de la déclaration de neutralité [Cf. n° 16] transmise par J. Choffat le 5 août 1914.*

33

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L

Berlin, 18. August 1914

Mit Bezugnahme auf mein heutiges Telegramm beehre ich mich, Ihnen hierneben das Original der Note des Auswärtigen Amtes vom 17. ds. Ms.[1] in Erwiderung auf die diesseitige Note vom 6. ds. Ms., betreffend die Neutralitätserklärung[2] des Schweizerischen Bundesrates, zu übersenden.

In meiner gestrigen Unterredung mit dem stellvertretenden Staatssekretär, Herrn Zimmermann, bedauerte derselbe, dass die Antwort auf die schöne Erklärung des Bundesrates so knapp und schablonenmässig abgefasst worden sei, und er wisse ja nicht, wer dieselbe redigiert habe. Diese schöne Erklärung des Bundesrates verdiene eine schöne Antwort, insbesondere eine Äusserung darüber, dass es selbstverständlich sei, dass Deutschland die schweizerische Neutralität anerkennen werde. Er wolle sofort Order geben, dass in geeigneter Weise geantwortet werde[3]. Wie ich Ihnen gestern abend telegraphierte, bat mich telephonisch Graf

---

1. *Reproduit en annexe.*
2. *Cf. n° 16.*
3. *Cf. n° 34.*

Wedel, welcher im Auswärtigen Amte die schweizerischen Angelegenheiten bearbeitet, zu ihm zu kommen; er teilte mir zunächst mit, dass den Gesandtschaften der Niederlande, Dänemarks und anderer Länder die gleiche Antwort als diejenige, welche wir zuerst erhalten hatten, zugegangen sei; er gedenke, sagte er, für die von uns erbetene schriftliche Antwort ein Schreiben zu verfassen, ähnlich demjenigen, welches Graf Bismarck an den damaligen Bundespräsidenten Dubs am 24. Juli gerichtet hatte, jedoch etwas abgekürzt, fügte er hinzu, da die Verhältnisse sich seither etwas geändert haben (er hatte wohl damit die Worte der gedachten Note «La fidélité aux traités dont l'Allemagne a constamment fait preuve» etc. ... und die Besetzung Belgiens im Sinne); er las mir einen Teil seines Konzepts und insbesondere den letzten Satz vor, den ich Ihnen gestern abend drahtlich mitteilte: «Die Kaiserliche Regierung erkennt die Neutralität der Schweiz selbstverständlich an und wird dieselbe auf das sorgfältigste beachten.»

Graf Wedel teilte mir mit, dass Herr von Romberg nach Berlin telegraphiert habe, Sie wünschten nicht, dass von Savoyen in der deutschen Antwort Erwähnung getan würde; diesem Wunsche ist Rechnung getragen worden.

ANNEXE

L'Office des Affaires Etrangères à la Légation de Suisse à Berlin[1]

N Berlin, 17. August 1914

Eurer Exzellenz

habe ich die Ehre den Empfang des an den Staatssekretär des Auswärtigen Amtes, Herrn Staatsminister von Jagow, gerichteten Schreibens vom 6. d., betreffend die Neutralitätserklärung des Schweizerischen Bundesrates, ganz ergebenst zu bestätigen.

Mit besonderer Genugtuung hat die Kaiserliche Regierung vom Schreiben Eurer Exzellenz entnommen, dass der Schweizerische Bundesrat beschlossen hat, mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln die Neutralität der Schweiz und die Integrität des schweizerischen Gebietes zu verteidigen.

Die Kaiserliche Regierung erkennt die Neutralität der Schweiz selbstverständlich an und wird dieselbe auf das sorgfältigste beachten.

1. *La note est signée par le Sous-Secrétaire d'Etat, A. Zimmermann.*

34

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministre d'Allemagne à Berne, G. von Romberg, au Président de la Confédération, A. Hoffmann

N B. 4592 Bern, 18. August 1914

Der unterzeichnete Kaiserlich Deutsche Gesandte beehrt sich, dem hohen Bundesrat namens seiner Regierung folgende Erklärung ganz ergebenst abzugeben.

Die Kaiserliche Regierung hat die an die Signatarmächte der Verträge von 1815 unter dem 4. August d. J. ergangene Zirkularnote [1] zu empfangen die Ehre gehabt, derzufolge der hohe Schweizerische Bundesrat erklärt, dass die Schweizerische Eidgenossenschaft während des gegenwärtigen Krieges mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln ihre Neutralität und die Unverletzbarkeit ihres Gebietes aufrechterhalten und wahren wird.

Die Kaiserliche Regierung hat von dieser Erklärung mit aufrichtiger Genugtuung Kenntnis genommen und vertraut darauf, dass die Eidgenossenschaft, gestützt auf ihr kraftvolles Heer und den unbeugsamen Willen des gesamten Schweizervolkes jede Verletzung ihrer Neutralität zurückweisen wird.

Die Kaiserliche Regierung erneuert bei diesem Anlasse ihre bereits vor Ausbruch des Krieges dem hohen Bundesrat abgegebene feierliche Versicherung, dass das Deutsche Reich die Neutralität der Schweiz auf das peinlichste beobachten wird. Das aufrichtige Vertrauensverhältnis, das von jeher zwischen den beiden benachbarten Ländern bestanden hat, bürgt dafür, dass auch während des Krieges diese Beziehungen unverändert fortbestehen werden.

---

1. *Cf. n° 16.*

35

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 18 août 1914

4167. Neutralitätserklärung betreffend Hochsavoyen

Politisches Departement. Antrag vom 17. dies.

Gemäss Protokoll der am Wiener Kongress vertretenen Mächte vom 29. März 1815, als Art. 92 in die Schlussakte aufgenommen, wurde über die Neutralität Hochsavoyens folgendes bestimmt:

«Que les provinces du Chablais et du Faucigny et tout le territoire au nord d'Ugine appartenant à Sa Majesté fassent partie de la neutralité de la Suisse garantie par toutes les Puissances, c'est-à-dire que toutes les fois que les Puissances voisines de la Suisse se trouveront en état d'hostilités ouvertes ou imminentes, les troupes de S. M. le Roi de Sardaigne qui pourraient se trouver dans ces provinces se retireront et pourront à cet effet passer par le Valais, si cela devient nécessaire, qu'aucunes autres troupes armées d'aucune autre Puissance ne pourront y stationner ni les traverser sauf celles que la Confédération Suisse jugerait à propos d'y placer. Bien entendu que cet état de choses ne gêne en rien l'administration de ces provinces, où les agents civils de S. M. le Roi pourront aussi employer la garde municipale pour le maintien du bon ordre.»

In der schweizerischen Beitrittsurkunde vom 12. August 1815 wird in Ziff. 2 die Zustimmung der Tagsatzung in folgender Form erklärt:

«Eu égard à la stipulation de neutralité perpétuelle consentie par toutes les Puissances en faveur des provinces de Chablais et de Faucigny, la Suisse accordera, si cela est nécessaire, sous la réserve qu'il n'en résulte aucun préjudice pour sa neutralité, le passage pour la retraite des troupes de S. M. Sarde de ces provinces; et si la Confédération (ainsi que l'Acte du Congrès lui en laisse la faculté) jugeait alors convenable d'y placer des troupes, *de la manière et aux conditions qui pourraient être déterminées par des conventions particulières,* la Suisse promet en outre qu'une telle occupation militaire momentanée ne portera aucun préjudice à l'administration établie par S. M. Sarde dans les dites provinces.»

Im Pariservertrag vom 20. November 1815 wird in Art. 3, Abs. 2, bestimmt:

«La neutralité de la Suisse sera étendue au territoire qui se trouve au nord d'une ligne à tirer depuis Ugine, y compris cette ville, au midi du lac d'Annecy, par Faverge jusqu'à Lécheraine et de là au lac du Bourget jusqu'au Rhône, de la même manière qu'elle a été étendue aux provinces de Chablais et de Faucigny par l'article 92 de l'Acte final du Congrès de Vienne.» Die Vergleichung des Art. 92 der Wiener Schlussakte und der Ziff. 2 der schweizerischen Beitrittsurkunde ergibt ohne weiteres, dass sie sich nicht decken, insbesondere in der Frage, ob die Schweiz lediglich ein Recht, oder auch eine Pflicht zur Besetzung von Hochsavoyen habe, und sodann in dem Vorbehalt besonderer Abmachungen über die Ausführung der Besetzung.

Diese Divergenzen haben zum Turiner Vertrag vom 16. März 1816 zwischen Sardinien und der Schweiz geführt, in welchem im wesentlichen wieder auf den Wortlaut der Wienerschlussakte zurückgegriffen wird, ohne dass aber eine Übereinstimmung der beidseitigen Standpunkte erreicht und zum klaren Ausdruck gebracht worden wäre.

Mit Noten vom 31. März und 3. September 1817 suchte die sardinische Regierung eine Lösung auf dem Wege einer Konvention zu erreichen, die Tagsatzung beschloss indessen am 5. Dezember 1817, nicht darauf einzutreten und auf die Note im schicklichen Zeitpunkt nach den bisherigen Grundsätzen zu antworten. Letzteres ist nie geschehen. Im Jahre 1859 sind zwar Verhandlungen über den Abschluss einer Konvention wieder aufgenommen worden, aber mehr zum Schein und ohne jeden positiven Erfolg.

Am 14. März 1859 erliess der Bundesrat eine Neutralitätserklärung, in welcher er sich über die Neutralität der in Betracht fallenden Gebietsteile Savoyens nach Anführung und teilweiser Wiedergabe der in Betracht fallenden Verträge folgendermassen ausspricht:

«Si dès lors les circonstances le réclament et pour autant que la mesure sera nécessaire pour assurer et défendre sa neutralité et l'intégrité de son territoire, la Confédération suisse fera usage du droit qui lui a été conféré par les traités européens d'occuper les parties neutralisées de la Savoie. Mais il est bien entendu que si la Confédération recourt à cette mesure elle respectera scrupuleusement et sous tous les rapports les stipulations des traités, et entre autres celle qui dit que l'occupation militaire suisse ne portera aucun préjudice à l'administration établie

par Sa Majesté Sarde dans les dites provinces. *Le Conseil fédéral déclare qu'il s'efforcera de se mettre d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne au sujet des conditions spéciales d'une telle occupation.*»

Am 18. Juli 1870 erliess der Bundesrat eine Neutralitätserklärung, in welcher er den gleichen Gedanken mit folgenden Worten ausdrückt:

«Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit si les circonstances lui paraissaient l'exiger pour la défense de la neutralité suisse et de l'intégrité du territoire de la Confédération; toutefois il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, *et il s'entendra à cet égard avec le Gouvernement impérial français.*»

In der Antwort des französischen Ministeriums des Äussern vom 25. Juli 1870 wurde seitens der kaiserlichen Regierung bezüglich der Ausübung des Besetzungsrechtes ein Vorbehalt gemacht; die einschlägigen Ausführungen lauten wie folgt:

«En ce qui touche la situation de certaines parties de l'ancienne province de Savoie appelées en 1815 à participer au bénéfice de la neutralité suisse, cette question a fait naguère l'objet d'un échange de vues entre les Puissances sans qu'un accord ait pu s'établir. Notre intention ne saurait être d'en reprendre la discussion dans les conjonctures actuelles et nous sommes persuadés que telle n'est pas non plus la pensée du Gouvernement fédéral. *Il nous suffit de savoir que, si les circonstances qu'il a en vue venaient à se produire, il n'adopterait aucune mesure sans une entente préalable avec le Gouvernement de l'Empereur.*»

Damit war klar und deutlich das Recht der Besetzung des neutralisierten Savoyen von einer vorgängigen Verständigung mit der französischen Regierung abhängig gemacht.

Eine solche Interpretation konnte der Bundesrat nicht stillschweigend hinnehmen; er liess vielmehr durch Minister Kern eine Note einreichen, in der er erklärte, er werde sich zwar über die Durchführung der Besetzung mit der französischen Regierung zu verständigen suchen, könne aber das Recht selbst nicht von dem Resultate dieses Versuches abhängig machen.

«Ce n'est point sur le droit lui-même ou sur l'usage de ce droit dans un cas spécial, que le Conseil fédéral a fait mention d'une entente préalable, mais sur le mode de procéder relatif à l'exécution de ce droit, comme les mots *‚à cet égard'* le donnent clairement à entendre. S'il en eût été autrement, le Conseil fédéral aurait placé son droit entre les mains du Gouvernement Français. Le Conseil fédéral entend se réserver, comme cela est dans la compétence de tout ayant droit, la faculté d'apprécier, suivant les circonstances, s'il y a lieu de faire usage de son droit. Si ce cas devait se présenter, il s'empresserait d'en informer à temps le Gouvernement Français, afin que celui-ci pût éventuellement retirer ses troupes et afin de faciliter une entente sur l'exercice des pouvoirs civils et militaires, auxquels la Suisse ne saurait prétendre en ce qui la concerne.»

Eine Antwort auf die schweizerische Note seitens der französischen Regierung ist damals nicht erfolgt.

II.

Die Neutralitätserklärung vom 4. August[1] dieses Jahres ist möglichst derjenigen des Jahres 1870 angepasst; sie ist jedoch, unter Berücksichtigung der damals erfolgten Beanstandung, mit Bezug auf den Vorbehalt besonderer Abmachungen über die Ausführung der Besetzung wieder eher dem Wortlaute der Erklärung von 1859 gefolgt. Der massgebende Passus lautet wie folgt:

«Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit si les circonstances paraissaient l'exiger pour la défense de la neutralité et de l'intégrité du territoire de la Confédération; toutefois il ne manquera pas de respecter scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, notamment en ce qui concerne l'administration de ce territoire; *il s'efforcera de s'entendre à cet égard avec le Gouvernement de la République française.*»

In der Antwort des französischen Ministeriums des Auswärtigen vom 8. August[2] laufenden Jahres wird über das Verhältnis zu Savoyen folgendes ausgeführt:

«Quant à la zone de Savoie, dont la neutralité est prévue par les traités de 1815 et 1860, le Gouvernement de la République croit devoir rappeler au Gouvernement de la Confédération *que les conditions de l'intervention éventuelle de la Suisse en vue d'assurer cette neutralité devraient, d'après l'Acte d'acceptation du traité de Vienne en date du 12 août 1815, être l'objet d'un accord entre la France et la Suisse.*»

In dem Berichte des Herrn Minister Lardy[3] wird darauf hingewiesen, dass dieser Vorbehalt der französischen Regierung sich auf die schweizerische Beitrittsurkunde vom 12. August 1815 stütze, dass es aber nicht sowohl auf diese, als vielmehr auf die Kongressakte ankomme, sowie dass diese eine vorgängige Verständigung über die Besetzung nicht kenne, und es wird in zutreffender Weise hervorgehoben, dass Sardinien gegen die Abweichungen und Zusätze der Beitrittsurkunde gegenüber der Kongressakte Verwahrung eingelegt habe.

Es rechtfertigt sich indessen nicht, wenn die Schweiz auf die Divergenz zwischen Kongressakte und Beitrittserklärung abstellen, nur die Erstere als massgebend begreifen und gestützt hierauf die Prätention einer vorgängigen Verständigung mit Frankreich ablehnen würde. Die Beitrittserklärung der Tagsatzung ist nach einer andern Richtung von grösster Wichtigkeit, weil in ihr klar der Gedanke des Besetzungs*rechtes* im Gegensatz zur Besetzungs*pflicht* zum Ausdruck kommt. Überhaupt aber wäre es nicht zu billigen, wenn der Bund selbst die Erklärung der Tagsatzung, die stets als die eigentliche staatsrechtliche Grundlage des Neutralitätsverhältnisses von Savoyen aufgefasst worden ist, beanstanden oder desavouieren wollte. Das würde auch mit den drei Neutralitätserklärungen von 1859, 1870 und 1914, die sachlich auf der Beitrittserklärung fussen, nicht harmonieren.

---

1. *Cf. n° 16.*
2. *Cf. n° 23 (Annexe).*
3. *Cf. n° 23.*

Dagegen findet sich ja, in voller Übereinstimmung mit den Ausführungen des Herrn Lardy, gerade im Wortlaut der Beitrittserklärung selbst der nötige Anhaltspunkt, um der Interpretation der französischen Regierung entgegenzutreten, denn es ist doch offenbar nicht dasselbe, ob gesagt wird: «aux conditions qui *pourraient* être déterminées par des conventions particulières» oder aber «que les conditions de l'intervention éventuelle de la Suisse *devraient* être l'objet d'un accord entre la France et la Suisse».

Indessen ist heute, sowenig wie 1870, Notwendigkeit oder Opportunität für eine Diskussion dieser Interpretationsfragen durch die beiden Regierungen vorhanden, es empfiehlt sich vielmehr, in möglichst allgemeiner und unverfänglicher Weise den schweizerischen Standpunkt zu wahren.

Herr Lardy wird daher unter Kenntnisgabe des im Vorstehenden entwickelten Standpunktes des Bundesrates ersucht, der französischen Regierung den Empfang ihrer Note vom 8. August ungefähr in folgender Weise zu bestätigen:

Der Bundesrat hat mit grosser Genugtuung von der erneuerten Erklärung der Regierung der Republik Kenntnis genommen, dass sie die Bestimmungen der Verträge, durch die die Neutralität der Schweiz anerkannt wird, gewissenhaft einhalten werde.

Was die Neutralität von Hochsavoyen betrifft, so glaubt der Bundesrat von einer Erörterung der Rechtslage im gegenwärtigen Augenblick um so eher absehen zu dürfen, als die Eventualität einer Besetzung fern abliegt. Der Bundesrat begnügt sich mit einer Wahrung der ihm durch die internationalen Verträge eingeräumten Rechte, gestattet sich aber, darauf hinzuweisen, dass selbst nach dem Wortlaute der von der Regierung der Republik angeführten schweizerischen Beitrittserklärung vom 12. August 1815 das Recht auf eine allfällige Besetzung Savoyens nicht von der Perfektion eines vorgängigen Abkommens zwischen den beiden Regierungen abhängig ist.

36

E 2200 Washington 7/5

Le Secrétaire de Légation, C. P. Huebscher,
au Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter

Copie
L

Washington, 19. August 1914,

Endlich, nach dreitägigem Rennen und Laufen, war es möglich, eine definitive Antwort wegen des *Golddepots beim Schatzamte in New York* zu erhalten.

Da ich mit der Erklärung des Politischen Departementes über den Zweck des Depots und die Herkunft des Goldes [1] vom Statesdepartement absolut heute noch

---

1. *La Légation de Suisse avait remis le 15 août 1914 à Bryan un mémorandum dans lequel elle expliquait que le Conseil fédéral désirait faire déposer de l'or au Département du Trésor pour les banques suisses et à la disposition de la Banque Nationale Suisse.*

eine definitive Antwort verlangte und Herr Bryan mir diesen Nachmittag in der Audienz noch immer nichts Bestimmtes sagen konnte, telephonierte er mir diesen Abend um halb neun persönlich folgendes, das ich wörtlich, in Übersetzung, wiedergebe:

«Die amerik. Regierung sieht kein Hindernis darin, wenn der Bundesrat beim Schatzamte in New York Gold deponieren will, das er hier bereits schon hat; aber die Regierung der Vereinigten Staaten kann den Entzug von Gold von den hiesigen Banken um es zu deponieren, nicht fördern. Wenn der Bundesrat ein Depot von Kredit wünscht, so ist das Schatzamt New York gerne bereit, ein solches zu bewilligen, das dann etwa 6 Monate nach dem Kriege zur Auszahlung kommen könne. Inzwischen kann der Bundesrat auf diesen Kredit zur Bezahlung von Getreideverschiffungen ziehen.»

Diese Antwort ist, im Einverständnis mit dem Schatzminister, McAdoo, auf ein Gutachten von Herrn Warburg gegründet, dessen Ansicht Sie ja schon kennen und der uns, von Beginn an schon, rundweg erklärt hat, dass wir zwar kein Gold, wohl aber Kredit, soviel wir wollen, bekommen können. Er, wie Staatssekretär Bryan sagen immer wieder, dass sie mit Vergnügen uns Kredit gewähren würden, dass aber Gold gegenwärtig dem Verkehr unter keinen Umständen entzogen werden dürfe und nicht entzogen werden könne, da die ganze Ernte reif sei, aber der Verhältnisse wegen nicht verschifft werden könne. Herr Bryan möchte, dass wir dem Bundesrate ausdrücklich die Versicherung geben, er (Bryan) habe den besten Willen, uns nach Möglichkeit zu helfen. Die Krediteröffnung würde unsere Transaktionen sicher sehr erleichtern und er sowie das Schatzdepartement wollen dafür sorgen, dass wir Offerten für Getreideankäufe, zu annehmbaren Preisen, erhalten. Eine haben wir schon nach Bern gekabelt.

37

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministre d'Italie à Berne, R. Paulucci de Calboli,
au Président de la Confédération, A. Hoffmann

N Berne, 19 août 1914

Par note du 5 de ce mois, la Légation de Suisse à Rome a bien voulu porter à la connaissance du Ministère des Affaires Etrangères le texte de la déclaration de neutralité [1] faite par la Confédération Suisse en raison de l'état de guerre existant entre plusieurs Puissances européennes.

Le Gouvernement de Sa Majesté, en informant le soussigné de ce qui précède, vient de le charger de déclarer au Conseil fédéral que, quoique l'Italie ne soit pas une des Puissances signataires de l'Acte du 20 Novembre 1815, portant recon-

1. *Cf. n° 16.*

naissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, le Gouvernement du Roi s'est toujours inspiré des principes consacrés par cet Acte et est fermement résolu à observer cette attitude à l'avenir.

38

E 2001, Archiv-Nr. 720

Le Ministre de Suisse à Rome, G.B.Pioda,
au Chef du Département politique, A.Hoffmann

L Rome, 20 août 1914

Vous aurez reçu le texte de la réponse italienne[1] à notre déclaration de neutralité. M. de Martino, Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères, m'a dit que le Gouvernement italien ne comptait pas répondre à notre déclaration, qui ne lui paraissait pas nécessiter de réponse. C'est pour correspondre à notre désir que l'Italie nous en a donné acte par écrit.

J'ai aussi entretenu M. de Martino de l'article du *Secolo*[2] sur une prétendue alliance austro-suisse et ai protesté de toutes mes forces contre ces insinuations mensongères, en lui remettant une copie de votre télégramme à moi[3], destinée à M. di San Giuliano. M. de Martino m'a très aimablement répondu que l'on n'attachait aucune importance à ce canard. Votre communication à la presse a été répandue par l'agence Stefani et publiée dans tous les journaux italiens, ce qui a dispensé le Ministère des Affaires Etrangères de leur faire d'autres communications à cet égard. J'ajoute que l'édition du *Secolo* que je reçois ne contenait pas le passage incriminé. Il en est de même d'un nouvel article du *Secolo*, dont parle la *Tribuna* de ce matin, et qui répéterait les mêmes canards, provenant cette fois-ci de Berlin.

Le marquis Paulucci est ici, comme vous le savez. Il m'a dit que messieurs les Conseillers fédéraux avaient bien voulu lui faire individuellement les déclarations les plus positives sur la volonté absolue de la Suisse de rester neutre et de ne considérer comme «alliés» que les adversaires de la puissance qui violerait sa neutralité. Mais il a ajouté que le fait que nos dépenses militaires visaient toutes notre front sud créait une certaine impression, qu'il faudrait tâcher d'éviter qu'on puisse croire en Suisse à des projets italiens et en Italie à des projets suisses et qu'il (Paulucci) désirerait provoquer une déclaration réciproque de neutralité de la part des deux gouvernements. Je lui ai répondu que notre déclaration solennelle de neutralité était faite et qu'elle était encore complétée par la communication que je venais de faire pour protester contre les dires du *Secolo*, en rappelant les

---

1. *Cf. n° 37.*
2. *Il s'agit d'un article paru dans le* Secolo *du 14 août. Cf.* E 2200 Rom/4, IC: 12.
3. *Il s'agit d'un télégramme de Hoffmann du 17 août demandant à Pioda de protester contre l'information mensongère du* Secolo. *Cf.* E 2200 Rom/4, IC: 12.

paroles positives de M. Forrer à l'Assemblée fédérale[4]: libre à M. Paulucci de provoquer des déclarations italiennes. Mais il m'a paru tenir à son projet d'une «déclaration réciproque».

M. Paulucci a vu le Roi, M. Salandra et M. di San Giuliano. Il m'a dit qu'il avait un autre désir, c'était d'être autorisé à régler et liquider une bonne fois toutes les questions en suspens entre la Suisse et l'Italie (il a cité les expropriations de Garzen et l'alcool de Campione). Enfin il m'a assuré qu'il faisait tout ce qui dépendait de lui pour arriver à un règlement satisfaisant de toutes nos demandes concernant le transit et l'exportation en temps de guerre; mais sa bonne volonté se heurte au mur rébarbatif que représente la douane.

A cette occasion, je désire ajouter que, d'après des renseignements absolument sûrs, le ministre Cavasola était tout à fait disposé à nous accorder immédiatement 300000 quintaux de sucre ou même davantage; mais les autres membres du gouvernement l'en ont empêché, en lui disant qu'«avec la Suisse, il ne fallait jamais tout donner d'une fois.» Le gouvernement désire évidemment se réserver cette arme pour des négociations ultérieures.

[...][5]

Je vous prie de bien vouloir considérer ce que je vous ai écrit sur le marquis Paulucci comme confidentiel et de ne pas lui laisser savoir que je vous ai rapporté notre conversation.

---

4. *Il s'agit des déclarations faites par L. Forrer le 4 décembre 1912 au Conseil des Etats.* Cf. E 1001 (D) d1/163.

5. *Suivent des informations sur la situation en Albanie, sur l'imminence d'un appel de troupes en Italie et sur les problèmes financiers du gouvernement italien.*

39

E 2001, Archiv-Nr. 913

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann, à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T

Berne, 21 août 1914

Confirmons correspondance télégraphique céréales[1]. Serions heureux que Gouvernement britannique donnât assurances quant au libre acheminement Rotterdam Bordeaux St. Nazaire de tous les bateaux apportant chargements achetés officiellement par Gouvernement suisse. Nous espérons vivement que Cabinet Londres vous donnera cette preuve sentiments amicaux. Garantissons expressément que ces céréales sont exclusivement destinées Confédération et que aucune réexportation ne sera autorisée.

---

1. *Cf. aussi doc. n° 21.*

40

E 2200 London 24, I.C.17

Le Secrétaire d'Etat au Foreign Office, Sir E. Grey,
au Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin[1]

N n° 41843/14 London, August 24, 1914

With reference to the note which you were good enough to address to me on the 21st instant[2] respecting the detention of vessels loaded with cereals for the Swiss Government, I have the honour to repeat the assurances given in my communication of the 23nd instant[3] that vessels loaded with grain proceeding to Bordeaux or St. Nazaire will not be interfered with by the British authorities.

As regards vessels bound for Rotterdam, I would point out that, as you will doubtless recognise, cargoes of grain going up the Rhine have practically no chance of reaching Switzerland. His Majesty's Government therefore trust that all future consignments will be directed to more convenient ports such as Bordeaux, St. Nazaire or Genoa.

---

2. *La note est signée:* For the Secretary of State. A. Law.
2. *Non reproduit. Pour les instructions du Département politique, cf. n° 39.*
3. *Non reproduit.*

41

E 2001, Archiv-Nr. 719

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Paris, 26 août 1914

L'excès d'affaires courantes m'a empêché de vous adresser des rapports politiques d'ordre général. Il faut d'abord faire son devoir précis, heure par heure, dans son cercle d'activité obligatoire. Et d'ailleurs la parole est surtout au canon.

En ce qui concerne l'incident du «Goeben» et du «Breslau» et ce que je vous écrivais le 15 août[1] au sujet des conséquences possibles pour la Turquie d'une prise de parti indirecte en faveur de l'Allemagne, il s'est fait un silence subit. On assure aux Affaires Etrangères, et en général dans la diplomatie officielle, qu'on n'a pas voulu rouvrir la Question d'Orient alors que tant d'autres questions s'agitent. J'ai plutôt l'impression qu'il y a eu du tirage entre les Anglais et les Russes à propos de Constantinople et des Détroits, ce qui a sauvé la paix dans cette partie

---

1. *Non reproduit.*

du monde ... provisoirement. Au fond les deux versions aboutissent au même résultat.

En ce qui concerne la neutralité de l'Italie, le langage est toujours le même. L'Italie affirme qu'elle entend rester neutre. Seulement aux Affaires Etrangères on dit que si la marine franco-anglaise devait manifester l'intention de mettre la main sur Trieste, il est extrêmement probable que l'Italie tiendrait à occuper cette ville avant les flottes alliées. Tel paraît être le procédé par lequel la France et l'Angleterre amèneraient l'Italie à marcher avec elles contre l'Autriche à l'heure qu'il leur conviendrait ou la combinazione imaginée à Rome pour pouvoir, avec moins d'indécence, marcher contre son ancienne alliée l'Autriche. On dit d'ailleurs couramment que l'Italie a retiré ses troupes de la frontière des Alpes du côté de la France pour les concentrer lentement au nord-est; mais divers diplomates m'ont dit que l'Italie concentrait des troupes au centre parce qu'elle n'était pas sûre de la Suisse. Je le répète, cela m'a été dit de côtés absolument indifférents aux relations italo-suisses.

Mon collègue et ami le baron Guillaume, Ministre de Belgique, est venu ce soir me faire une longue visite. Je l'ai trouvé fort déprimé. Il donne à entendre que les Français ont fait croire à son gouvernement à la présence de troupes beaucoup plus nombreuses à proximité de la frontière belge. A travers les communiqués du Gouvernement français sur la grande bataille engagée en ce moment de Lille à Nancy, M. Guillaume entrevoit des impressions pessimistes; il croit, pour tout dire, que cela finira mal pour les Franco-Anglais, et se montre convaincu que l'opinion française lâchera pied rapidement devant un insuccès marqué. Il se préoccupe déjà de ce qu'il doit faire car il est, nolens volens, belligérant. Il croit que des pointes de cavalerie peuvent d'ici à peu de jours rendre la situation peu sûre et imposer au Président de la République le devoir de quitter Paris. Il assure que la cavalerie allemande et les automobiles militaires allemandes ont marché en Belgique avec une rapidité foudroyante, gagnant fréquemment cinquante kilomètres par jour. Il tenait hier de M. Sartiaux, Directeur du Chemin de fer du Nord, l'avis que les Français avaient déjà perdu avant-hier soir cinquante mille hommes et les Allemands cent mille. Il pense que, comme représentant d'un Etat belligérant, il devra quitter Paris si M. Poincaré s'éloigne et il m'a demandé si je consentirais à accepter la protection des Belges (il y en a un demi-million en France dont cent mille à Paris); cela lui paraîtrait naturel non seulement en raison de nos relations d'amitié, mais en raison de l'analogie des situations politiques des deux pays. Je lui ai demandé qui avait actuellement en Allemagne la protection des Belges; les Français étant sous protection espagnole en Allemagne, je lui ai dit que probablement il en était de même des Belges. Guillaume n'en sait rien et j'ai cherché à l'aiguiller vers l'Ambassadeur d'Espagne. Il est complètement coupé de toute communication avec Bruxelles, mais peut correspondre avec son Gouvernement à Anvers. Il m'a demandé de vous poser la question en son nom personnel à lui. J'ai répondu que cela me paraissait prématuré; il a répliqué que cela pourrait aller infiniment plus vite que je me le représentais si l'opinion publique se démoralise comme il le croit.

Personnellement je désirerais éviter ce travail surhumain de la protection des

Belges, si elle doit être faite convenablement; la colonie belge compte un très petit nombre de gens aisés et l'assistance de tout ce monde est un problème insoluble. En outre, si le Gouvernement français quittait Paris, il n'est pas du tout démontré que le ministre de Suisse devrait y rester. J'estime personnellement qu'en 1870, cela a eu des inconvénients sérieux pour notre pays que le représentant de la Confédération ait perdu tout contact avec le Conseil fédéral et avec le gouvernement de Gambetta à Tours et à Bordeaux, pour se confiner dans le rôle plutôt consulaire de distributeur de secours au sein de la colonie suisse de Paris. Je sais bien qu'aujourd'hui les communications ne seront pas coupées puisque la télégraphie sans fil fonctionnera, mais je pense qu'il y a là un argument éventuel pour décliner la demande de protection des Belges.

J'ajouterai d'ailleurs très nettement que je ne vois, pour le moment, absolument aucun signe d'affolement de l'opinion publique française. Guillaume prétend que cet affolement et cette panique existent dans toute la région du département du Nord. A Paris j'affirme que cette panique n'existe pas. Je puis comparer l'état d'âme des Parisiens en 1870 et aujourd'hui, y compris la presque totalité des journaux; la différence est complète. Jusqu'à présent le sang-froid existe partout, chez les femmes plus peut-être que chez les hommes. On se dit qu'on sera peut-être battu une fois, deux fois, trois fois, mais qu'à la fin, même si l'armée française est rejetée derrière la Loire, les Russes finiront par sauver la situation. Actuellement j'affirme que ce sentiment est ici exposé sans phraséologie et, je le répète, sans panique.

Il semble qu'en Angleterre on a aussi le sentiment de défaites françaises probables au début, mais qu'il y règne la volonté de ne pas poser les armes avant que la coalition ait vaincu l'Allemagne. Il est vrai que pour les Anglais ce sentiment est beaucoup plus facile à avoir, car, somme toute, ils ne risquent que la petite armée de 125.000 hommes débarquée en France tandis qu'ils encaisseront, en tous cas, la mise en déroute de la flotte autrichienne par les Anglo-Français, de la flotte russe par les Allemands et du commerce maritime allemand sur toutes les mers. Ce n'est pas la nation anglaise qui se bat, c'est une petite armée de mercenaires et le travail national en Grande-Bretagne n'est que peu atteint.

La grande bataille actuellement engagée n'est pas perdue par les Français; je ne remarque pas les signes précurseurs d'un affolement pour le cas où elle serait perdue et je pense qu'il serait déraisonnable de voir les choses aussi en noir pour les diplomates parisiens, que le fait mon ami Guillaume. Ce qui évidemment émeut M. Guillaume c'est la foule de réfugiés belges qui l'assiège. Il m'a parlé ce soir de 6000 fuyards dont il ne sait que faire et dont il a dû prier la police de le débarrasser. Evidemment si cela s'étend, cela peut devenir contagieux. Ce soir à 9 heures les journaux constatent que le gouvernement n'a fait, ni au Ministère de la Guerre ni à celui de l'Intérieur, aucune communication à la presse depuis ce matin. Enfin une agence (Fournier) annonce qu'il serait question d'une sorte de ministère de la défense nationale par l'adjonction au Cabinet, avec ou sans portefeuille, de certaines notabilités, anciens présidents du Conseil, Millerand, etc. J'ai toujours pensé qu'en cas de danger cette idée germerait et certains gros personnages politiques m'en avaient déjà parlé il y a un mois. Ce n'est peut-être pas une

mauvaise idée; cependant cela risque vite de faire retomber la France dans la tradition du Gouvernement de la défense nationale de 1870 et du Comité de Salut public, c'est-à-dire de l'intervention de la politique dans la direction des armées, ce qui n'est pas l'idéal.

Je voulais ne vous écrire que quelques mots et j'ai eu tort de me laisser entraîner à faire avec vous la conversation dans un moment où la parole est au canon et où les évènements marcheront plus vite que cette lettre.

Je ne veux pas la terminer sans constater un fait provisoirement favorable pour nous: le déplacement d'une notable partie des forces françaises concentrées près de notre frontière pour les diriger vers le nord-est. Vous savez, je suppose, bien qu'on l'ait caché ici dans les bulletins officiels, que l'on a plus ou moins mis de côté certains chefs français à la suite de la première occupation de Mulhouse; dans le nombre figure le général d'Amade.

P.S. Vous m'obligeriez en me télégraphiant l'arrivée du présent rapport par les simples mots «oui 91». Si vous êtes d'accord pour décliner aimablement et courtoisement la demande du Ministre de Belgique pour la protection de ses compatriotes s'il devait quitter Paris, veuillez ajouter «non Guillaume».

42

E 27, Archiv-Nr. 13458/1

Le Général U. Wille,
au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher

Copie
NO

Bern, 27. August 1914

Der Verlauf des Krieges zwischen Deutschland und Frankreich und allgemein die kriegspolitische Lage sind jetzt derart geworden, dass *einstweilen* eine Gefährdung unserer Neutralität nicht befürchtet werden muss.

Bewachung und Schutz unserer Grenzen darf deswegen nicht vernachlässigt werden, wohl aber gestattet die gegenwärtige Lage:

1. Die durch die vorherige Lage gebotenen fortifikatorischen Arbeiten einzuschränken und sogar gänzlich aufzugeben.

a) Da noch keine Sicherheit bezüglich des Verhaltens Italiens vorhanden ist, können, obgleich ich überzeugt bin, dass Italien *jetzt* nicht aus seiner Neutralität heraustreten und im Besonderen etwas gegen Südtirol unternehmen wird, *die Arbeiten im Tessin zur Deckung von Bellinzona unvermindert fortgesetzt werden.*

b) *Die Befestigungsarbeiten in den Rangiers* haben jetzt keinen Zweck mehr; sie *können gänzlich* eingestellt werden, zumal dieselben soweit gediehen sind, dass ihre Vollendung rasch bewerkstelligt werden kann, sobald der jetzt unwahrscheinliche Fall eintritt, dass sie wieder Bedeutung zum Schutz unseres Landes im gegenwärtigen Kriege erlangen.

c) Für die grossen Kosten der *Befestigungsarbeiten* am *Hauenstein* habe ich in unserer bezüglichen Konferenz erklärt, die Verantwortung gegenüber dem Bundesrat zu übernehmen, weil mir deren Notwendigkeit in der Lage zu Beginn des Krieges von Ihnen überzeugend dargelegt wurde. Jetzt aber, wo sich diese Lage so sehr verändert hat, dass die Bedeutung dieser Befestigungen sich verändert und verringert hat, tritt meine Verantwortung für die grossen Kosten, die sie verursachen, mehr in den Vordergrund. *Die Arbeiten sind daher zu reduzieren, nur so weit fortzusetzen, dass die Werke, sobald die Notwendigkeit, sie zu brauchen, am Horizont erscheint, in relativ kurzer Zeit in gebrauchsfähigen Zustand gesetzt werden können.*

Insbesondere ist das projektierte *Niederlegen von Waldungen* einstweilen *ganz zu unterlassen.*

d) Die Befestigungen bei Murten erachte ich als diejenigen, deren Bedeutung sich nicht verändert hat. Ihr *Ausbau und Vollendung* kann daher *ganz gleich weiter betrieben werden wie bisher.*

2. Für die Bewachung der Grenze sind von jetzt an viel weniger Truppen zu verwenden, als durch die bisherige Lage geboten war. – Insbesondere sind die Zahl der Postierungen und die Stärke der einzelnen Posten sehr zu verringern. Wo ganze Kompagnien standen, was sich durch die bisherige Lage wohl rechtfertigen liess, genügen jetzt Unter-Off.-Posten, und die zahlreichen Zwischenposten können, wie ich glaube, ohne jede Gefahr gänzlich eingehen. Aber nicht bloss an der Grenze, sondern auch im Innern des Landes finden wir vielerorts ein Bewachungssystem, wie wenn ihnen der Feind unmittelbar vor der Nase stünde.

Solches Ausgeben der Truppen für Wachen, *wo nichts zu bewachen ist,* hat die allerschlimmsten Folgen für die Tüchtigkeit unserer Milizen.

Die augenblickliche Situation muss ausgenutzt werden, um Truppen und Führer so kriegstüchtig wie möglich zu machen. Sobald die in meinem anderen Schreiben verlangten Berichte über den Stand der Kriegsbereitschaft eingelaufen, folgt eine Instruktion, wie die Zeit jetzt zu benutzen ist; die Gefahr des Verbummelns beginnt sich schon zu zeigen.

Da gegenüber Italien noch nicht volle Klarheit und Sicherheit vorhanden, kann die dort angeordnete Bewachung der Grenze unverändert fortbestehen.

Wenn der Herr Generalstabschef mit dem Vorstehenden nicht einverstanden ist, bitte ich um Vortrag, sonst um sofortige Veranlassung der Ausführung.

43

E 2200 Rom 3, I.B.

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Ministre de Suisse à Rome, G.B. Pioda

L Bern, 30. August 1914

Aus Ihren Berichten[1], aus den Mitteilungen des Herrn Paulucci, aus einem Rapporte des Herrn Lardy aus Paris, aus der Presse müssen wir entnehmen, dass in Italien noch immer gewaltiges Misstrauen gegen die Schweiz besteht, als würde diese in einem austro-italienischen Kriege die Pflichten der Neutralität gegenüber Italien nicht erfüllen, sondern dem österreichischen Heere freien Durchmarsch ins Veltlin gewähren, vielleicht nachdem sie pro forma sich an der Grenze aufgestellt haben würde. Die förmliche Allianz mit Österreich kann ja vernünftigerweise nicht mehr behauptet werden, namentlich nachdem die dafür gehende *Secolo*-Meldung erst kürzlich wieder dementiert wurde, dagegen hat das Truggebilde der «Allianz» nunmehr demjenigen der «Pro-forma-Neutralität» Platz gemacht. Auf der andern Seite kennen Sie das Misstrauen, das in breitesten Schichten unseres Volkes gegen Italien besteht; dieses Misstrauen hat in letzter Zeit zufolge der Rüstungen Italiens und der Truppenhäufungen in Norditalien insbesondere auch an unserer Grenze gewaltig zugenommen. Diese gegenseitige Mentalität betrachte ich als gefährlich und ich habe mich daher bemüht, nach einem Mittel zu suchen, das auf beiden Seiten beruhigend wirken könnte. Nachdem ich vorgestern und gestern in Sachen Vortrag gehalten und die Zustimmung des Bundesrates zu meinem Vorgehen erwirkt hatte, habe ich heute Herrn Paulucci den Vorschlag zu einem Notenwechsel gemacht. Auszugehen wäre dabei von unserer Neutralitätserklärung vom 5. August[2], man würde die Empfangsbestätigung vom 19. August[3] ersetzen durch eine Erklärung, zufolge welcher Italien die Grundsätze der Neutralitäts-Anerkennungsakte von 1815 zu den seinigen macht, wogegen wir mit der Empfangsbestätigung für diese Erklärung den Ausdruck unseres besten Willens verbinden würden, unsere Neutralität gegen jeden Angreifer zu verteidigen. Das Letztere mag ja vielleicht als eine überflüssige Erklärung erscheinen, angesichts unserer Notifikation vom 5. August, aber sie erfüllt den Zweck, der Missdeutung unserer Neutralitätserklärung als einer solchen von lediglich formellen Charakter entgegenzutreten. Ich habe Herrn Paulucci folgenden Notenwechsel vorgeschlagen.

Italienische Note (unter Rückgabe derjenigen vom 19. August):

«Par note du 5 août courant la Légation de Suisse a bien voulu porter à la connaissance du Gouvernement de S.M. le Roi d'Italie le texte de la déclaration de

---

1. *Cf. n° 38 comme exemple.*
2. *Cf. n° 16.*
3. *Cf. n° 37.*

neutralité faite par la Confédération Helvétique en raison de la guerre éclatée entre plusieurs puissances européennes.

«Quoique l'Italie ne soit pas une des signataires de l'Acte du 20 novembre 1815, portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, le Gouvernement du Roi s'est toujours inspiré des principes consacrés par cet Acte et est fermement résolu à observer cette attitude à l'avenir.»

Schweizerische Note:

«Par note du ... courant le Gouvernement de S.M. le Roi d'Italie a bien voulu porter à la connaissance de la Légation de Suisse que, tout en n'étant pas une des puissances signataires de l'Acte du 20 novembre 1815, portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, l'Italie s'est toujours inspirée des principes consacrés par cet Acte et que le Gouvernement du Roi est fermement résolu à observer cette attitude à l'avenir.

«Le Conseil fédéral remercie le Gouvernement de S.M. le Roi d'Italie de cette déclaration à laquelle il est d'autant plus sensible que, se basant sur une politique conforme aux traditions et à la volonté du peuple suisse et résolu de défendre l'intégrité de son territoire contre tout agresseur, il continuera à observer une neutralité absolue à l'égard de qui que ce soit.»

Herr Paulucci schien mit diesem Vorschlag sehr einverstanden und wird ihn seiner Regierung voraussichtlich persönlich überbringen. Sie werden daher Gelegenheit haben, mündlich mit ihm und wahrscheinlich mit dem Auswärtigen Amte zu verhandeln; ich bitte Sie indessen, in keine Verschärfung der Texte einzuwilligen, denn wir müssen damit rechnen, dass die italienische Regierung den Text unserer Erklärung publik machen wird, und dass das in Österreich einen gewissen Eindruck machen dürfte, welchen Eindruck wir nicht verschärfen möchten, da wir gewillt sind, eine völlig unparteiische Mittellinie einzuhalten. Wir unsererseits werden die italienische Erklärung jedenfalls nicht im Wortlaut veröffentlichen, sondern höchstens in Verbindung mit einer Mitteilung, dass Frankreich, Deutschland und Österreich nur neuerdings die Erklärung abgegeben haben, dass sie unsere Neutralität strikte respektieren werden. Am liebsten wäre es uns natürlich, wenn möglichst wenig in die Öffentlichkeit dringt, weil wir, wie gesagt, die Empfindlichkeit Österreichs schonen möchten.

Sie brauchen Herrn Paulucci nicht mitzuteilen, dass Sie Instruktionen erhalten haben.

Der Generalstab hat am 29. August Nachricht erhalten, dass die Grenzpostierungen in den letzten Tagen zwischen dem Jorio und Camoghé auf das Fünffache ihres Normalbestandes gebracht worden seien und dass bisher unbeobachtete kleinere Übergänge jetzt bewacht werden. In Folge dessen ist unsererseits Befehl gegeben worden, die Schutzhütten am Jorio mit Truppen zu belegen.

Ich lege den Meldungen keine übergrosse Bedeutung bei; es sind Massnahmen gegen wirkliche oder vermeintliche (österreichische) Spione.

Wenn die Sprache auf unsere Truppenbelegung gebracht werden sollte, so bitte ich sie als rein vorsorgliche Gegenmassnahmen zu bezeichnen und als im Grund

mehr, um durch den vorgeschlagenen Notenwechsel das beidseitige Misstrauen zu verscheuchen.

Indem ich gerne Ihren Mitteilungen über die Erledigung der Frage entgegensehe, ...

44

E 2001, Archiv-Nr. 719

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L 1/14-102 Paris, 30 août 1914

[...][1]

Aux Affaires Etrangères on m'a dit ce matin (Direction politique) qu'il n'y avait rien de changé en ce qui concerne l'attitude de l'Italie: neutralité et encore neutralité.

Tittoni, auquel j'ai fait une visite, m'a parlé dans le même sens, mais avec des nuances dans la voix et une certaine tristesse dans le regard; il m'a paru quelque peu découragé et trouver que la responsabilité était lourde dans tous les sens. Il a ensuite abordé de lui-même la question des rapports italo-suisses. Il m'a demandé (pas autorisé) de vous dire, de sa part et en le nommant, qu'il connaissait suffisamment l'opinion publique italienne, la manière de voir de tout ce qui pense et de tout ce qui compte en Italie, pour pouvoir affirmer comme une certitude absolue que jamais l'Italie ne songera à porter atteinte à la neutralité de la Suisse. Au point de vue commercial, la Suisse est plus importante pour l'Italie que la France; au point de vue politique l'Italie a besoin de l'amitié de la Suisse qui donne du travail à des milliers et des milliers d'Italiens et qui a des aspirations à la fois d'ordre et de liberté qui lui sont communes avec l'Italie moderne; au point de vue militaire la Suisse défend à ses frais à elle deux ou trois cents kilomètres de la frontière italienne; mettre contre soi l'armée suisse serait un acte de folie et de suicide de la part de l'Italie, que cette dernière lutte au nord-est ou au nord-ouest. M. Tittoni a rappelé que pendant son passage au Ministère des Affaires Etrangères à Rome il avait tenu à se rendre par deux fois personnellement à Berne pour faire la connaissance du Conseil fédéral, la première fois en revenant d'Allemagne et la seconde fois en s'y rendant de Milan; une troisième fois il s'est rencontré avec le Conseil fédéral à l'inauguration du Simplon. Le gouvernement actuel, le Ministre des Affaires Etrangères et encore une fois tout ce qui compte et qui pense en Italie, ont la volonté absolue d'entretenir avec la Suisse des relations d'amitié et de confiance; la Suisse peut être certaine que l'Italie ne désire que le maintien intégral de la neutralité Suisse et de l'amitié italo-suisse.

---

1. *Information sur la position de l'armée française, les inquiétudes du corps diplomatique de voir les forces allemandes devant Paris et l'éventualité du départ du gouvernement français de Paris.*

Puisque M. Tittoni m'a demandé expressément de vous répéter ces paroles en le nommant, je vous les transmets aussi textuelles que possible.

Le comte Granville m'a aussi parlé de la situation internationale de la Suisse et s'est laissé aller à me dire que l'Angleterre avait toujours dans le cours de l'histoire en 1815, en 1848, en 1856, en 1860, non seulement montré son désintéressement mais son amitié pour la Suisse et que nous pouvions compter sur la continuation de cette amitié. Il m'a donné à entendre qu'il écrirait à Londres pour qu'on saisisse les occasions qui se présenteraient d'agir auprès des alliés de l'Angleterre pour rappeler que l'Angleterre entend qu'on ne touche pas à la Suisse ni maintenant ni plus tard.

Il y a là un champ d'activité qu'il importe de cultiver; l'Angleterre n'a rien à nous prendre, mais l'Angleterre peut exiger que dans certaines combinaisons (par exemple une alliance de l'Italie avec les Franco-Anglais contre l'Autriche) il soit précisé que la Suisse doit être respectée jusqu'au dernier centimètre carré. Je pense qu'il pourra être utile de s'exprimer dans ce sens envers le Ministre d'Angleterre à Berne en rappelant les souvenirs de Lord Castlereagh en 1815, de Peel lors du Sonderbund ou de Palmerston en 1860. Nos légations à Pétersbourg, Londres et Washington ont été créées comme primes d'assurance destinées à convaincre ces trois Etats, qui n'ont rien à prendre à la Suisse, de l'importance de l'intégrité de notre pays dans les cas de cataclysme comme celui qui se présente. Ont-elles préparé le terrain auprès des principaux hommes d'Etat de ces trois pays? En tous cas on peut agir à Berne sur leurs représentants chez nous.

Je ne puis assez vous dire en terminant combien le métier de «franc-fileur» me répugne et combien j'espère que les circonstances ne m'obligeront pas à quitter mon poste.

45

E 2001, Archiv-Nr. 719

Le Ministre de Suisse à Bordeaux, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Bordeaux, 7 septembre 1914

Comme je n'avais pas vu M. Poincaré depuis le début de la guerre, j'ai pris prétexte de mon installation à Bordeaux pour lui faire demander hier une audience lorsqu'il disposerait de quelques instants de liberté. Il m'a fait aussitôt savoir qu'il me recevrait cet après-midi à 4 heures. Le Président est installé à quatre ou cinq minutes de notre propre installation; nous sommes séparés par la cathédrale; il occupe le luxueux palais qui servait de résidence à l'archevêque de Bordeaux avant la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

J'ai remercié le Président de toutes les facilités que nous avons reçues des chemins de fer français et notamment du PLM pour le transport de nos mobilisés et nos indigents, puis des facilités qui nous ont été, et continuent à nous être, ac-

cordées par l'administration française pour le transport de nos céréales. La conversation a alors tourné vers la politique et M. Poincaré m'a demandé si j'avais connaissance d'un bruit parvenu ce matin aux Affaires Etrangères d'après lequel l'Allemagne aurait sommé hier la Suisse de lui livrer passage vers Pontarlier, et d'après lequel la Suisse aurait naturellement répondu par un refus. Cette nouvelle ne provient pas de M. Beau, et M. Poincaré la considère comme un «racontar». J'ai répondu que je ne savais pas le premier mot de cela et que je n'en croyais pas le premier mot. Le Président considère de son côté que l'Allemagne a autre chose à faire maintenant que de mettre contre elle un nouveau pays. Il ne comprend pas le cynisme avec lequel M. de Bethmann-Hollweg s'est exprimé sur la valeur des traités et du droit; Bethmann est un financier, bourgeois, pacifique; ces gens-là deviennent des moutons enragés et perdent le nord quand ils sortent de leur élément. En ce qui concerne les relations austro-italiennes, qui doivent intéresser la Suisse puisqu'elle a déjà l'incendie sur trois de ses frontières et ne doit pas désirer que le feu s'allume sur le quatrième côté, le Président est d'avis que l'Italie ne pouvait pas marcher avec l'Autriche contre la France et l'Angleterre; l'opinion publique ne l'aurait pas supporté. D'autre part si l'Italie demeure actuellement neutre, c'est qu'elle est militairement et maritimement en assez mauvaise posture; elle n'est pas trop en état de faire une grande guerre. Il y a eu quelques tentatives de marchandages; l'Italie n'a pas osé demander, comme on l'a prétendu, un morceau de Tunisie comme prix d'une alliance avec la France; hier un attaché italien à Bucarest, ou autre pays de ce genre, a dit à un agent français que l'Italie marcherait immédiatement si la France offrait Nice; jamais la France ne cédera de son territoire pour avoir le concours de l'Italie. D'autre part, si l'Autriche est hors de combat, et les défaites près de Lemberg la mettent en mauvaise posture, les Italiens iront prendre leur part de curée. La Suisse peut absolument compter que, si des tractations ont lieu à cette occasion soit avant soit après une action italienne dans le Trentin ou à Trieste, le Gouvernement français veillera absolument et catégoriquement à ce que l'irrédentisme italien ne vise pas plus le Tessin ou les Grisons que Nice. La France est garante de la neutralité suisse comme elle l'est de la neutralité belge; elle connaît ses devoirs, elle les remplira et veillera à ce que l'Italie respecte le droit public européen avant, pendant et après la crise. M. Poincaré est d'ailleurs convaincu que, dans sa situation militaire actuelle, l'Italie a infiniment plus peur qu'envie de toucher à la Suisse. La neutralité de la Suisse est d'ailleurs un fait séculaire, une politique nationale voulue par le peuple suisse tout entier qui a sû souffrir pour en assurer le maintien; cela n'est pas une création artificielle de la diplomatie: la Suisse n'a plus à faire son apprentissage comme la Belgique; on le sait et la Suisse récolte aujourd'hui, dans le respect de tous, le bénéfice des dépenses et des efforts qu'elle a su s'imposer pendant la paix.

Le Président m'a aimablement autorisé à revenir le voir.

Notre installation est à peu près achevée. Nous sommes fort à l'étroit dans un petit rez-de-chaussée dont le mérite est d'être tout-à-fait au centre de la ville, d'être assez bien meublé et de posséder des installations de toilette excellentes, chose rare à Bordeaux où, paraît-il, on n'aime pas l'eau outre mesure. Il a fallu payer par mois une somme égale au loyer annuel; c'est, paraît-il, le tarif qui tend

peu à peu à s'établir. Quelques riches Bordelais ont mis leurs maisons à la disposition du gouvernement, entre autres notre compatriote M. de Luze, qui est désolé de loger les Belges au lieu de m'hospitaliser. Sa nièce Mme Cruse, née de Luze, a eu la bonté de nous recevoir chez elle au château de Rivière pendant que nous nous installions; je l'ai rencontrée par hasard à l'hôpital protestant où je m'étais rendu au petit bonheur dans la pensée que j'y trouverais des Bordelais de connaissance. J'aurais dû télégraphier à M. de Luze la veille plutôt qu'à notre consul M. Jäggi, qui, soit dit entre nous, est un ahuri; il avait perdu la tête entre l'arrivée de sa fille et le déchargement de blé de l'Atherstone; il ne sait même pas que le Président de la Confédération est le chef du Département politique et refusait de télégraphier pour les blés au Département parce que les télégrammes reçus étaient signés du Président.

Jusqu'ici nous n'avons pas de lettres ni de journaux de Suisse, ni des consulats, sauf de celui de Béziers, qui a accusé réception du télégramme annonçant notre installation à Bordeaux; M. Bühler ajoute qu'il a été avisé de la nomination de son frère comme consul et de lui comme vice-consul; il remercie en excellents termes. Je suppose que les commissions de ces messieurs sont en route et vont nous parvenir. Je suppose aussi que vous avez fait part aux autorités fédérales et cantonales, ainsi d'ailleurs qu'au public, de notre transfert à Bordeaux, avec invitation d'envoyer les correspondances ici (11 rue du Commandant Arnould) et non plus à Paris.

Bonne note a été prise du mode de transmission des correspondances par l'intermédiaire du Consulat de Lyon.

J'ai depensé 3000 francs pour deux mois de loyer (1500 francs par mois) et remis 1000 francs d'avance à M. Genillard comme fonds de caisse. Il a fallu acheter des bureaux fermant à peu près convenablement et divers meubles. Si vous pouvez me rembourser de ces avances et m'envoyer par exemple 5000 francs, je ne refuserai pas, mais je puis vivre sans cela car mon banquier parisien a ouvert une succursale à Bordeaux et pourvoit à nos besoins; mes collaborateurs logent avec moi; mon domestique Jean Porret (votre dernier courrier de cabinet) et sa femme logent en face et font nos repas.

La plupart de mes collègues ne connaissant personne ici, sont assez à plaindre. Il en est de même des membres du gouvernement, directeurs généraux de ministères et d'une nuée de fonctionnaires; tout ce monde vit dans une promiscuité complète au cabaret; on y coudoie M. Ribot et sa femme, MM. Briand, Jules Guesde, M. et Mme Thomson, entrelardés d'ignobles journalistes à tête de vautours et de femmes plâtrées en quête d'affaires; devant les cafés sont assis de graves membres du Conseil d'Etat ou de la Cour des Comptes, des civils déguisés en militaires, des financiers suspects et sans doute aussi beaucoup d'honnêtes gens. L'atmosphère politique est bien moins tendue à Bordeaux qu'à Paris; c'est le midi bon enfant et peu guerrier; les «Français de France», comme dit le Marseillais d'une chanson de Deroulède, habitent déjà un peu au nord de Bordeaux. Quant à la température, elle est marocaine.

46

E 2001, Archiv-Nr. 913

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
à la Légation de Suisse à Londres

Copie d'expédition
T

Berne, 9 septembre 1914

Si Gouvernement britannique accorde acheminement céréales vers Rotterdam pourrions faire arrangement suivant. Consul anglais Rotterdam contrôle arrivée notre vapeur et déchargement sur chaland fluvial qui va à Mannheim. Dans cette ville mise en sacs nous appartenant et envoi dans nos wagons vers frontière suisse. Contrôle anglais en Suisse vérifie si céréales arrivées concordent avec céréales annoncées expédiées de Rotterdam et si oui nouvel envoi partirait de Rotterdam. De cette manière nous aurions toujours un seul envoi en route entre les deux contrôles anglais de Rotterdam et frontière suisse. Le Gouvernement britannique doit voir dans ce maximum de garanties que nous lui offrons une preuve de notre réel et amical désir de tout faire pour faciliter son contrôle.

47

E 27, Archiv-Nr. 13969/11

L'Ambassadeur de France à Berne, J. B. Beau,
au Président de la Confédération, A. Hoffmann

L

Berne, 10 septembre 1914

Au cours de l'audience qu'Elle a bien voulu m'accorder, le 8 de ce mois, Votre Excellence, en m'informant de Son intention de constituer à Berne un Office Central, destiné à faciliter l'échange des internés non militaires des divers pays belligérants, m'a prié de Lui faire connaître si ce mode de procéder aurait l'assentiment du Gouvernement français.

M. le Ministre des Affaires Etrangères, auquel j'ai transmis les suggestions de Votre Excellence, vient de me faire savoir qu'elles avaient retenu toute l'attention du Gouvernement de la République. Le Gouvernement français est sensible à ce témoignage de sentiments humanitaires de Votre Excellence et il les partage pleinement. Le principe du rapatriement des internés non mobilisables étant maintenant accepté, il restera à arrêter les modalités de cette mesure. J'aurai l'honneur de soumettre prochainement à Votre Excellence les dispositions que nous aurons envisagées en France pour l'évacuation des internés en nous inspirant des propositions dont Votre Excellence a bien voulu me saisir.

48

E 2001, Archiv-Nr. 913

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Département politique

Copie de réception Londres, 15 septembre, 1914,
T 7 h 45

Céréales par Rotterdam votre télégramme 9[1] et mon rapport 11[2] septembre. Gouvernement refuse définitivement transit via Rotterdam malgré garanties offertes votre télégramme 9. Il maintient ses craintes des saisies en route et estime cet acheminement pas indispensable sachant que nos transits par France fonctionnent à satisfaction grâce nos arrangements février dernier[3] avec France. Rapport suit.

1. *Cf. n° 39.*
2. *Non reproduit.*
3. *Concernant ces arrangements avec la France, le Conseil fédéral dans le* Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les mesures prises par lui en vertu de l'arrêté fédéral du 3 août 1914 [*désormais rapport de neutralité*] du 1er décembre 1914 *rapport ce qui suit:* Nous nous sommes donc, le printemps dernier, entendus avec la France, pour que, si une guerre venait à éclater, le libre transport des céréales de deux ports français de l'océan Atlantique à Genève fût assuré dès une époque déterminée après le début de la mobilisation et par les moyens de transport que la France devrait fournir à cet effet. *Cf.* FF 1914, vol. 4, p. 761. *Cf. aussi* E 2001 (A), Archiv-Nr. 622.

49

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 septembre 1914

4584. Neutralität der Schweiz. Notenaustausch mit Italien

Herr Bundespräsident *Hoffmann* hatte sich in der Sitzung vom 27. August 1914 dahin ausgesprochen, dass es ihm durch die Verhältnisse gerechtfertigt erschiene, wenn zwischen der *Schweiz* und *Italien* gelegentlich der Abgabe der Erklärungen über die Wahrung der schweizerischen Neutralität auf der einen Seite und über ihre Beobachtung auf der andern Seite ein Austausch von Noten stattfinden würde, durch die die gegenseitige völkerrechtliche Stellung nach dieser Richtung einen besondern Nachdruck erhielte[1].

1. *Cf. nos 37–38.*

Der Bundesrat hatte sich damals mit der Auffassung des Herrn Bundespräsidenten grundsätzlich einverstanden erklärt.

Heute legt der Herr Bundespräsident folgenden in Übereinstimmung mit dem italienischen Gesandten *Paulucci* festgesetzten Wortlaut der Noten vor:

Italie à Suisse

Par note du 5 de ce mois la Légation de Suisse à Rome a bien voulu porter à la connaissance du Ministère Royal des Affaires Etrangères le texte de la déclaration de neutralité[2] faite par la Confédération Suisse en raison de l'état de guerre existant entre plusieurs puissances européennes.

Le Gouvernement de Sa Majesté, en informant le soussigné de ce qui précède, vient de le charger de déclarer au Conseil fédéral que, quoique l'Italie ne soit pas une des Puissances signataires de l'Acte du 20 novembre 1815, portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, le Gouvernement du Roi s'est toujours inspiré des principes consacrés par cet Acte et est fermement résolu à observer cette attitude à l'avenir.

Le soussigné saisit etc.

Berne, le 19 août 1914.

Suisse à Italie

Par note du 19 de ce mois la Légation de Sa Majesté le Roi d'Italie, au nom de son Gouvernement, a bien voulu porter à la connaissance du Conseil fédéral que, tout en n'étant pas une des Puissances signataires de l'Acte du 20 novembre 1815, portant reconnaissance et garantie de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire, l'Italie s'est toujours inspirée des principes consacrés par cet Acte et que le Gouvernement du Roi est fermement résolu à observer cette attitude à l'avenir.

Le Conseil fédéral remercie le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie de cette déclaration à laquelle il est d'autant plus sensible que, se basant sur une politique conforme aux traditions et à la volonté du peuple suisse et résolu de défendre de toute sa force[3] l'intégrité de son territoire contre tout agresseur, il continuera à observer une neutralité absolue à l'égard de qui que ce soit.

---

2. *Cf. n° 16.*

3. *Cette formule tient compte d'un voeu italien. La Légation d'Italie à Berne avait en effet communiqué au Département politique un extrait d'une lettre du 14 septembre 1914 du Ministre italien des Affaires Etrangères, A. San Giuliano et dont nous reproduisons quelques passages ci-après: /.../* Il serait toutefois désirable d'apporter, si possible, une légère modification au texte proposé par S. E. le Président de la Confédération [2*Cf. n° 43*]. Il s'agirait d'insérer, à la dernière phrase de la réponse du Gouvernement fédéral, après les mots «résolu de défendre l'intégrité de son territoire contre tout agresseur», une déclaration qui puisse compléter l'idée de la défense vigoureuse de la neutralité, conformément à la conversation que vous avez eue avec le Vice-Président, dont vous me rendez compte dans votre lettre du 29 courant. /.../ Nous attachons beaucoup d'importance à cette adjonction, mais si le Gouvernement fédéral ne l'accepte pas volontiers, vous êtes autorisé à déclarer, pour éviter des retards, que nous sommes prêts à échanger de suite les notes dans le texte proposé par la Confédération. (*Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 708).

En priant Son Excellence Monsieur le Ministre d'Italie de vouloir bien porter ce qui précède à la connaissance du Gouvernement Royal, le soussigné saisit etc.

Berne, le 26 août 1914.

Der Herr Bundespräsident beantragt, die Noten, wie sie vorgelegt werden, zwischen den beiderseitigen Regierungen auszuwechseln.

50

E 2001, Archiv-Nr. 720

Le Ministre de Suisse à Rome, G.B.Pioda,
au Chef du Département politique, A.Hoffmann

L Rome, 20 septembre 1914

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre télégramme d'hier et de vous confirmer le mien de même date.

Du Consulat de Suisse à Milan, où le Consul est très malade et où le travail est fait par le Chancelier, j'ai reçu les informations suivantes, sans garantie:

«Je pense avant tout vous signaler le fait qu'une circulaire confidentielle oblige la sûreté publique à surveiller les citoyens suisses résidant aux environs de Milan et près de la frontière. Les environs de Varese, à la sortie du lac de Lugano, ont été occupés par de l'infanterie, de l'artillerie et de la cavalerie, et les routes que le gouvernement a fait construire sur les sommités des monts qui l'entourent au moyen du Touring Club italien ont été en partie occupées par de l'artillerie.

Un assez considérable noyau de troupes occupe le val d'Intelvi, avec de l'artillerie qui en peu d'heures pourrait être transportée à la Sighignola, qui domine le lac de Lugano jusqu'au Monte Ceneri, le chemin de fer du Gothard et le pont de Melide.

Le motif apparent de ces mesures contre la frontière du canton du Tessin est d'empêcher éventuellement le passage aux Autrichiens qui voudraient pénétrer en Italie. Le motif réel, d'après ce que j'ai lu et entendu dire, doit être au lieu de cela attribué au fait que notre état-major en cas d'attaque de la part de l'Italie aurait décidé l'occupation de cette vallée et que cela arriva à la connaissance du Gouvernement italien.

De nombreux détachements ont été envoyés vers le Stelvio à la frontière suisse-italienne-autrichienne et la Valteline doit être fortement occupée ...»

J'ajoute que le mot de «corps francs» n'a pas été prononcé jusqu'ici, ni dans la presse ni dans le public[1]. Il existe des corps de cyclistes volontaires, qui ont coopéré, dans les manœuvres, avec l'armée.

---

1. *Il est fait allusion ici à une demande du Département politique contenue dans un télégramme du 20 septembre 1914:* Ministre Autriche annoncé hier de la part de son Gouvernement que d'après certaines informations corps francs italiens auraient intention pénétrer en Tyrol par Suisse prochainement: Doutons beaucoup exactitude du renseignement; avez-vous indices quelconques? (*Cf.* E 2200 Rom 3, I.B.)

Les manifestations d'hier ont été bien anodines. La troupe était nombreuse et les manifestants manquaient de spontanéité et d'élan.

51

E 1004 1/257

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 septembre 1914 [1]

4655. Bureau für die Vermittlung der Heimschaffung internierter Zivilpersonen

Politisches Departement. Antrag vom 21. September 1914

Zu den Opfern des Krieges gehören auch diejenigen Personen, die bei Beginn der Mobilisation in einem fremden kriegführenden Staate sich befanden und zwangsweise daselbst zurückbehalten wurden. Nicht nur sind sie selbst in ihrer Bewegungsfreiheit behindert, zum Teil gemeinsam an bestimmten Orten untergebracht, sondern sie sind auch vielfach aller Existenzmittel bar und meist jeder Verbindung mit ihren Angehörigen, Verwandten und Freunden im Heimatstaate beraubt. Die Lage dieser Zivilinternierten ist zum Teil ebenso schlimm als diejenige der Kriegsgefangenen zum Teil ist, namentlich weil es sich dabei vielfach um Kinder und Frauen handelt, ihr Schicksal ein noch bedauernswerteres.

Das Politische Departement hat es als in der Aufgabe eines neutralen Landes gelegen erachtet, seinerseits das Mögliche zur Beseitigung oder Besserung so trauriger Verhältnisse zu tun und, wenigstens soweit die die Schweiz umgebenden Staaten in Betracht kommen, bei der Rückführung dieser zivilen Internierten in ihr Heimatland mitzuhelfen.

Aus den Besprechungen mit den hiesigen diplomatischen Vertretern geht hervor, dass Frankreich und Deutschland sich zur Rückgabe der nicht mobilisierbaren Zivilinternierten (Frauen, Kinder, Männer unter 18 und über 50 Jahren) bereit erklärt haben und dankbar hiefür die Vermittlung der Schweiz in Anspruch nehmen. Von Österreich steht die Antwort noch aus, sie dürfte indessen auch bejahend lauten [2].

Die Mitwirkung der Schweiz bei der Heimschaffung der Internierten ist folgendermassen gedacht. Unter der unmittelbaren Aufsicht des Politischen Departementes würde in Bern ein Bureau für die Heimschaffung internierter Zivilpersonen errichtet. Dieses empfängt von den kriegführenden Staaten, die sich seiner Vermittlung bedienen wollen, die Verzeichnisse der Personen, deren Heimschaffung in Frage kommt. Es sorgt dafür, dass die heimzuschaffenden Personen an bestimmten Grenz- oder Sammelorten übernommen, während des Transportes begleitet und an bestimmten Grenz- oder Sammelorten übergeben werden; es

---

1. *Etait absent: F. Calonder.*
2. *Cf. n° 56.*

sorgt ferner für Verpflegung und allfällige Unterkunft der Heimzuschaffenden während ihrer Reise durch die Schweiz. Es vermittelt endlich die Korrespondenzen zwischen den Internierten und ihren Angehörigen.

Abgesehen von dem Bureau in Bern werden an den Übergangsstellen Etappen-Kommissionen aus Herren und Damen gebildet.

Die Kosten der Transporte sind von den Heimatstaaten zu tragen; es wird ihnen durch Vermittlung des Politischen Departementes Rechnung gestellt. Die Tragung der Kosten der Verpflegung der Internierten während des Durchtransportes durch die Schweiz sowie der Unterkunft in der Schweiz ist Aufgabe der Gemeinnützigkeit.

Den Bund wird also die Durchführung dieser humanen Aufgabe direkt nicht belasten. Dagegen bedarf das Bureau zur Bestreitung seiner Auslagen eines Vorschusskredites und es können bis zum Eingang der Zahlungen der beteiligten Staaten für die Transportkosten Zinsausfälle untergeordneter Art entstehen, die zu Lasten der Staatsrechnung zu nehmen wären.

Es wird *beschlossen:*

1. Das Politische Departement wird zur Bildung eines Bureaus für die Vermittlung der Heimschaffung internierter Zivilpersonen im Sinne der vorstehenden Ausführungen ermächtigt.

2. Diesem Bureau wird bei der Schweizerischen Nationalbank ein Vorschuss-Kredit von 10000 Franken eröffnet[3].

---

3. *En ce qui concerne les problèmes posés par le rapatriement des internés civils et les négociations avec les différents pays à ce sujet, cf.* E 27, Archiv-Nr. 14040 et 14044. *Noter que la politique humanitaire de la Confédération est présentée année après année dans les rapports de neutralité publiés dans la* Feuille Fédérale Suisse.

52

E 27, Archiv-Nr. 14040

Le Bureau suisse de rapatriement d'internés civils à l'Ambassadeur de France à Berne, J.B.Beau[1]

Copie
L

Berne, 23 septembre 1914

Le Gouvernement de la République Française ayant consenti en principe à l'œuvre humanitaire, proposée par M. le Président de la Confédération, du rapatriement réciproque, à travers la Suisse, des personnes civiles internées dans les pays belligérants voisins, le Conseil fédéral a sanctionné la création d'un Bureau central à qui seraient confiées l'organisation et la mise à exécution de cette me-

---

1. *Ce document est signé par E.Röthlisberger. Une lettre identique est envoyée au Ministre d'Allemagne à Berne.*

sure. J'ai été chargé de diriger ce bureau sous la surveillance immédiate du Département politique fédéral.

C'est avec empressement et avec confiance en la réussite de cette tâche, que j'ai l'honneur de me mettre à la disposition de Votre Excellence dans les limites des attributions fixées par le règlement du 22 septembre 1914 dont Elle a examiné le projet [2]. D'avance, je suis certain de trouver auprès de Votre Excellence l'appui bienveillant et éclairé sans lequel tout effort individuel ou collectif serait vain.

Pour le moment, voici les points qui me semblent comporter l'intervention urgente de l'Ambassade de France:

1° Les listes des particuliers de nationalité allemande ou austro-hongroise, internés en France, et dont le rapatriement sera accordé d'après la décision souveraine du Gouvernement de la République, devraient être transmises au Bureau suisse afin de le mettre à même de prendre les dispositions nécessaires pour le transport de frontière à frontière. Le nombre des internés est inconnu; tout renseignement positif à ce sujet sera donc le bienvenu.

Si dans ces listes, le nom des internés était accompagné d'une indication concernant la commune d'origine ou les personnes (parents, amis, connaissances) qui s'intéressent dans celle-ci à l'interné, cela permettrait d'avertir ces personnes – un seul nom avec adresse suffirait – du rapatriement prochain par des cartes-avis imprimées et, dans quelques cas, d'obtenir même des envois d'argent propres à faciliter un transport souvent long et pénible. Cependant, toute enquête spéciale concernant les proches prendrait du temps et il y aurait lieu d'y renoncer et d'effectuer sans autre le rapatriement lui-même en vue de pouvoir terminer cette opération avant le commencement de l'hiver, dans un mois, si possible.

2° Bonne note est prise du fait qui m'a été communiqué par M. le Président de la Confédération, que les transports des internés en France arriveront en gare de Genève et que les internés français reconduits en Suisse orientale par l'Allemagne devront être remis aux bons soins des commissaires français également dans cette gare d'où ils seront dirigés en France. Il serait dès lors utile de connaître les modalités de l'autorisation dont seront munies les personnes désignées en France pour recevoir les convois des mains des représentants du Bureau suisse.

3° Enfin les envois du bureau précité jouiront en Suisse de la franchise de port à titre d'envois officiels. Cette franchise devrait s'étendre encore au-delà des frontières et comprendre les pays voisins, afin que les avis et les envois mentionnés plus haut puissent circuler libres de charges.

---

2. *Non reproduit. Cf. aussi doc. n° 47.*

53

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 31

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 16
Die Lage seit dem Kriege

Washington, 24. September 1914

Ich hoffe Sie im Besitze meines Schreibens vom 19. lf. Monats (samt Handelsbericht).[1]

Heute beehre ich mich, Ihnen folgendes zu melden: Präsident Wilson hat der *belgischen Kommission,* bestehend aus den Herren Emile Vandervelde, Paul Hymans und Henri Carton de Wiart (Beilage 1), welche hierher gekommen ist, um gegen die behaupteten Greueltaten der deutschen Armee zu protestieren, am 17. September die fast wörtlich gleiche Antwort gegeben, die er dem deutschen Kaiser auf dessen *Protest gegen die angebliche Verwendung von Dum-Dum-Geschossen* seitens der Franzosen erteilt hat, nämlich, dass es sich mit der Neutralität der Vereinigten Staaten nicht vereinen lasse, jetzt ein endgültiges Urteil zu fassen oder gar auszusprechen. Die genauen Wortlaute für Belgien und Deutschland finden Sie in der Beilage[2]. Der Text des Kabels an Präsident Poincaré, ebenfalls bezüglich Dum-Dum-Geschossen, ist nicht veröffentlicht worden, doch soll er mit der an Kaiser Wilhelm gesandten Antwort ungefähr identisch sein.

Den Passus in Wilsons Reden und Telegrammen: «... ich nehme es als sicher an, dass später die Nationen Europas, um eine Abrechnung herbeizuführen, sich vereinen werden. Wer sich Verstösse hat zu schulden kommen lassen, wird für deren Folgen zur Verantwortung gezogen werden» deutet man hier dahin, dass der Präsident hoffe, die Friedensverhandlungen bezw. die Abrechnung hier in Washington und nicht im Haag geführt zu sehen.

Dass seitens der Vereinigten Staaten bzw. der H. H. Wilson und Bryan in dieser Richtung grosse Anstrengungen gemacht werden, ist zu erwarten. Am 15. September sind neuerdings vier der bekannten *Friedensverträge* mit Frankreich, Grossbritanien, Spanien und China unterzeichnet worden. Herr Bryan hat bis jetzt 26 derartiger Dokumente negoziert, davon sind 19 vom Senat bereits ratifiziert. Sie umfassen die Hauptländer von Zentral- und Südamerika, die Niederlande, die Schweiz, Dänemark, Norwegen, Portugal und Italien. Bis Weihnachten dürften, wie Herr Bryan glaubt, im ganzen 30 solcher Verträge ratifiziert und dadurch der Friede der Vereinigten Staaten mit der ganzen Welt gesichert sein. Deutschland, Russland und Japan sollen den zu Grunde liegenden Vorschlag im Prinzip bereits angenommen haben.

Die *Friedensbemühungen, mit welchen Herr Wilson* in den 2 Wochen sich sowohl Deutschland als England näherte, waren verfrüht und sind von allen Par-

1. *Non retrouvé.*
2. *Non reproduit.*

teien abgelehnt worden. Der Präsident will nun in dieser Richtung vorderhand keine Schritte mehr tun, sondern auch hier seine Theorie des «watchful waiting» welche sich für Mexico bewährt hatte, solange anwenden, bis dass, durch eine entscheidende Niederlage gezwungen, die eine oder die andere Partei ihn um seinen Beistand angehen werde. Der hier mitfolgende Ausschnitt aus der New Yorker Staatszeitung, der die Entwicklung der Angelegenheit vom 5. bis 12. September schildert, zeigt Ihnen, wie wenig Basis Deutschland geboten hatte, um darauf Friedensvermittlungen aufzubauen. (Beilagen 6 und 7)[3].

Die Situation in *Mexico* ist stets noch unerfreulich. Ein Erlass des Präsidenten Wilson vom 15. September, die amerikanischen Truppen aus Vera Cruz sofort zurückzuziehen, hatte einen Begeisterungssturm bei Carranza und dessen Anhängern hervorgerufen und es war zu erwarten, dass Carranza nun nicht zögern werde, seine Anerkennung in Washington nachzusuchen. Auf dringende Empfehlung vom 18. September seitens des amerikanischen Höchstkommandierenden, Brigadegeneral Funston, ist die Räumung von Vera Cruz nun vorderhand bis zum 10. Oktober verschoben worden. Der Präsident war äusserst optimistisch bezüglich baldiger Wiederherstellung geordneter Zustände; um so überraschender wirkte daher die heute 24. September einkommende Nachricht, dass General Villa es ablehnt, Carranza fernerhin als Vorgesetzten anzuerkennen, und dass er ihm den Krieg erklärt.

Für Grossbritanien hat wegen der seitens des früheren englischen *Gesandten in Mexico, Sir Lionel Carden* (welcher von Carranza seine Pässe zugestellt erhalten hatte) in bezug auf die Räumung von Vera Cruz ausgeübte scharfe Kritik an Präsident Wilsons Mexico-Politik, der hiesige englische Botschafter Sir Spring Rice Entschuldigungen beim Staatsdepartement vorgebracht (Beilage 8). Die amerikanische Presse sprach sich dahin aus, dass dies nicht genügend sei und dass sie eine direkte Entschuldigung seitens der englischen Regierung sehen möchte. Dieses Ansinnen dürfte nun, da die neuesten mexikanischen Nachrichten die Richtigkeit der Angaben Sir Lionels dartun, wohl nicht mehr wiederholt werden.

Die Weltlage scheint auch manche andere Diplomaten nervös zu machen. So unterwarf der eben neu angekommende türkische Botschafter Rustem Bey die Antwort der Vereinigten-Staaten-Regierung, dahinlautend, dass die *Kapitulationen* seitens der *Türkei* nicht einseitig zurückgenommen werden können, einer Kritik in der Presse. Er zog sich dafür eine Reprimande des Staatsdepartementes zu, welches bei diesem Anlasse, ohne Namen zu nennen, auch auf einen anderen Botschafter (gemeint war der deutsche) hindeutete, dessen allzu freie Aussprache gegenüber den Journalisten ihm nicht angenehm sei (Beilagen 9 und 10)[4]. Rustem Bey wird die Vereinigten Staaten wieder verlassen. Der vor wenigen Tagen in New York gelandete, von Tokio nach Washington versetzte deutsche Botschaftssekretär *Baron von Schoen* hat sofort nach seiner Ankunft einem Journalisten ein Interview gewährt und dabei unter anderem ausgesagt, dass ein Krieg zwischen Japan und den Vereinigten Staaten ihm unvermeidlich erscheine. Die Presse, das

3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*

Staatsdepartement und Präsident Wilson haben sich über diese Indiskretion arg aufgeregt. Schoen leugnet es ab, den Ausspruch getan zu haben, doch wird das Staatsdepartement darüber eine offizielle Untersuchung anstellen. (Näheres aus der Beilage.)

Die *Stimmung* in den Vereinigten Staaten ist ausgesprochen *anti-deutsch*. Es trägt daran zum grössten Teile die amerikanische Presse schuld.

Die aus Deutschland einlaufenden Berichte sind spärlich und meist im Widerspruch mit den Londoner Kabeln. Die Kabelverbindung zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland ist bekanntlich abgeschnitten und letzteres war daher bislang ausschliesslich auf seine zwei drahtlosen Stationen in Sayville, Long Island und in Tuckerton, New Jersey, angewiesen. Nur die letztere, die stärkere, war im Falle Nachrichten nach Deutschland hinüberzutragen; Sayville vermag solche lediglich aus Deutschland zu empfangen. Nun ist die Tuckerton-Station – unbekannt warum, Untersuchungen sollen im Gange sein – seit gestern beschädigt und Deutschland nur auf Sayville angewiesen, d. h. einseitig vom Verkehr abgeschnitten. Es ist dies um so bedauerlicher, als Deutschland gegenüber den anderen Ländern hier in direkten Nachteil gerät. Schon bisher war seine Position insoweit eine ungünstige gewesen, als die englischen Kabelnachrichten anstandslos an die amerikanische Presse gelangten, während alle deutschen drahtlosen Berichte – um zu verifizieren, ob sie nicht Mitteilungen für ihre Flotte enthalten – einer störenden, verzögernden Zensur unterlegen sind.

Bezüglich *Japans* ist man hier der Ansicht, dass der Mikado keine Truppen nach Europa schicken werde. Das Entsenden japanischer Soldaten auf den europäischen Kriegsschauplatz würde einen äusserst schlechten Eindruck auf die Bevölkerung der Vereinigten Staaten machen und die bereits bestehende Furcht vor einer gelben Invasion noch weiter schürfen. Japan habe allen Grund, sich mit Amerika gut zu stellen, auf welches es nun kommerziell so sehr angewiesen ist. Man glaubt hier gerne, dass es Japan nur darum zu tun sei, bei den kommenden Friedensverhandlungen zugezogen zu werden.

Im amerikanischen Markte befinden sich als Käufer nunmehr ungefähr alle europäischen Nationen. Man stellt sich hier auf den Standpunkt, dass man alles verkaufen dürfe. Ich hörte gestern, das Russland in den Vereinigten Staaten Munition und Explosivstoffe kaufe, nachdem es bereits von Japan Munition erworben habe.

54

E 2001, Archiv-Nr. 709

AUFRUF AN DAS SCHWEIZERVOLK[1]

Copie Bern, 1. Oktober 1914

Getreue, liebe Eidgenossen!

Zwei Monate schon dauert das gewaltige Ringen der kriegführenden Nationen und noch ist das Ende des furchtbaren Krieges nicht abzusehen.

Bei Beginn der Kriegswirren haben unsere Behörden mit Einstimmigkeit die vollständige Neutralität des Landes erklärt; das ganze Volk billigt diesen Entschluss. Es ist unser fester Wille, mit allen dem Lande zur Verfügung stehenden Mitteln und mit aller Gewissenhaftigkeit diese Neutralität auch fernerhin zu wahren. Dieser Standpunkt hat unserm Lande bis anhin die Schrecken des Krieges erspart, er hat aber auch Pflichten geschaffen und legt uns Opfer auf. Nicht überall ist man sich dieser Pflichten und Opfer klar bewusst.

Wir müssen uns bestreben, in der Beurteilung der Ereignisse, in der Äusserung der Sympathien für die einzelnen Nationen uns möglichste Zurückhaltung aufzuerlegen, alles zu unterlassen, was die in den Krieg verwickelten Staaten und Völker verletzt, und eine einseitige Parteinahme zu vermeiden. Zurückhaltung und Mässigung in der Beurteilung der Geschehnisse bedeuten keinen schwächlichen Verzicht auf die in den verschiedenen Kreisen des Volkes herrschenden, naturgemäss auseinandergehenden Sympathien und Gefühle; das Herz des einzelnen Bürgers wird deswegen nicht weniger warm schlagen für diejenigen, mit denen ihn besonders enge Beziehungen verknüpfen und deren Schicksal ihm vor andern nahe geht.

Nur durch eine solche Haltung der Einzelnen wird es uns möglich sein, die Pflichten zu erfüllen, die die Neutralität in diesem Kriege uns auferlegt, und die guten Beziehungen unseres Landes zu den übrigen Staaten zu erhalten. Nie war dieses Interesse grösser als in den gegenwärtigen wirren äussern Verhältnissen, nie ist seine Wahrung mit grössern Schwierigkeiten verbunden gewesen.

Noch wichtiger aber als die Rücksicht auf die fremden Nationen ist das Lebensinteresse unseres Staates an kraftvoller Geschlossenheit und unerschütterlicher innerer Einheit. Diese Einheit ist eine dringende Notwendigkeit, heute, wo unserm Vaterlande schwere kulturelle, wirtschaftliche und finanzielle Wunden geschlagen werden, und morgen, wenn es gilt, in treuem Zusammenhalten, diese Wunden zu heilen. Die Geschichte lehrt uns, das die Schweiz nie in grössere Bedrängnis geriet, nie schwere Einbussen zu erleiden hatte, als wenn sie durch innern Zwist zerrissen, durch mangelnden Gemeinsinn geschwächt war. Erinnern wir uns dessen und hüten wir uns, in einem Augenblicke, wo die Würfel um die

---

1. *Cet appel est signé:* Im Namen des schweizerischen Bundesrates, A. Hoffmann et H. Schatzmann *[Chancelier de la Confédération].*

Geschicke der Völker geworfen werden, das Zusammengehörigkeitsgefühl durch unvorsichtige, leidenschaftliche, verletzende Betonung des Trennenden zu lockern, statt es durch patriotische Hervorhebung des Einigenden zu stärken.

Wir richten unsern Appell zu weiser Mässigung und Zurückhaltung an jeden einzelnen Bürger, ganz besonders aber an die schweizerische Presse aller Parteirichtungen, aller Sprachen, aller Landesgegenden. Sie ist die Wortführerin und Leiterin der öffentlichen Meinung; sie hat die hehre Aufgabe, überbordende Leidenschaften zurückzudämmen, die zentrifugalen Strömungen zu bekämpfen und überall ihren mässigenden, versöhnenden Einfluss auszuüben.

Die harte Zeit der Prüfung, die wir jetzt durchleben, muss der Ausgangspunkt eines geistigen, wirtschaftlichen und politischen Aufschwungs werden; hierzu bedürfen wir der Zusammenfassung aller im Volke schlummernden Kräfte. Deshalb darf es in ihm keine unversöhnlichen Gegensätze der Rasse und der Sprache geben. Wir erblicken das Ideal unseres Landes in einer über Rassen und Sprachen stehenden Kulturgemeinschaft. Zuerst und allem weit voraus sind wir Schweizer, erst in zweiter Linie Romanen und Germanen. Höher als alle Sympathien für diejenigen, mit denen uns Stammesgemeinschaft verknüpft, steht uns das Wohl des einen, gemeinsamen Vaterlandes; *ihm ist alles andere unterzuordnen.*

Mit diesem Wunsche empfehlen wir, getreue liebe Eidgenossen, unser Land dem Machtschutz Gottes.

55

E 27, Archiv-Nr. 13969/11

L'Ambassade de France à Berne au Département politique

N Berne, 2 octobre 1914

Le Gouvernement Français, par égard pour l'effort tenté par le Président de la Confédération afin d'aboutir à un accord sur la question des internés civils, est disposé à revenir sur la proposition antérieure en ce qui concerne l'âge de 16 ans qu'il avait primitivement indiqué et propose définitivement, sous condition de réciprocité, de laisser sine die quitter le territoire français:

1) aux personnes de sexe féminin de quelque âge qu'elles soient;

2) à celles du sexe masculin de moins de 17 ans à la date du 20 septembre et de plus de 60 ans à la même date.

Le Gouvernement Français, à l'exemple de l'Allemagne, exclut de cette mesure les individus qui se seraient rendus coupables d'actes punissables ainsi que les notables considérés comme otages.

56

E 27, Archiv-Nr. 13969/11

La Légation d'Autriche-Hongrie à Berne au Département politique

N Nr. 3383 Bern, 5. Oktober 1914

Die k. u. k. Gesandtschaft hat seinerzeit nicht unterlassen, über die beabsichtigte Gründung des schweizerischen Bureaus für Heimschaffung internierter Zivilpersonen der k. u. k. Regierung Bericht zu erstatten, welche hievon mit lebhaftem Interesse Kenntnis genommen hat.

Indem die k. u. k. Gesandtschaft in Entsprechung eines ihr erteilten Auftrages Seiner Exzellenz dem Herrn Bundespräsidenten für die Freundlichkeit, mit welcher derselbe die k. u. k. Regierung von der im Zuge befindlichen Gründung des in Rede stehenden Bureaus verständigen liess, hiemit den verbindlichsten Dank derselben auszusprechen sich beehrt, ist die k. u. k. Gesandtschaft zu der Mitteilung ermächtigt, dass die österreichisch-ungarische Monarchie im Prinzipe gerne bereit ist, sich der Mitwirkung des Bureaus zu bedienen, sobald die noch schwebenden Verhandlungen über die gegenseitige Freigabe der zurückgehaltenen Nicht-Wehrpflichtigen mit den in Frage kommenden feindlichen Staaten zum Abschlusse gebracht worden sein werden.

Was diese Verhandlungen betrifft, so sind in denjenigen mit England noch einige Detailpunkte zu bereinigen, während von Frankreich diesfalls noch keine abschliessende Erklärung vorliegt.

Das k. u. k. Ministerium des Äussern wird es sich angelegen sein lassen, sich sobald als möglich die Listen der in Österreich und in Ungarn internierten, den Feindesstaaten angehörenden Zivilpersonen zu beschaffen, um Abschriften derselben dem Bureau zur Verfügung zu stellen.

Zum Unterschiede von dem speziell seitens Frankreichs beobachteten Vorgehen wurden übrigens in Österreich-Ungarn von Anbeginn der Feindseligkeiten nicht-wehrpflichtigen Männern sowie den Frauen und Kindern, welche in ihre Heimat abzureisen wünschten und sich nicht verdächtig gemacht hatten, keine Schwierigkeiten in den Weg gelegt, so dass die Anzahl der in der Monarchie internierten Zivilpersonen im Verhältnisse zu jenen in den Feindesstaaten eine geringe ist.

---

1. *Le document est signé par M. von Gagern.*

57

E 1004 1/258

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 octobre 1914

5021. Transit von Getreide und Reis aus Italien nach Deutschland und Österreich

Politisches Departement. Antrag vom 15. Oktober

Nach zuverlässigen Berichten wird gegenwärtig in Genua von deutschen Händlern und Agenten viel Getreide gekauft, das ganz offenbar für Deutschland bestimmt ist. Für die nächsten Monate sollen grosse Getreidesendungen von Nord-Amerika erwartet werden, welche zur Spedition nach der Schweiz vorgemerkt seien. Da der Spediteur, der diese Mitteilung gemacht hat, von den schweizerischerseits gemachten Bestellungen unterrichtet ist und anderseits andere Einfuhren von Getreide in die Schweiz als die vom Oberkriegskommissariat veranlassten in irgendeinem nennenswerten Umfang nicht vorauszusehen sind, so handelt es sich bei diesen grossen Ankäufen offenbar um Ware, die nach Deutschland weitergehen soll. Seitens der italienischen Regierung soll zwar der direkten Abfertigung im Transit nach Deutschland nichts entgegenstehen, aber um allen eventuellen Reklamationen vorzubeugen, spedieren die deutschen Händler die Ware meistens an schweizerische Grenzstationen.

Darin liegt für die Schweiz eine ganz gewaltige Gefahr, denn es steht ausser Frage, dass ihr, wenn diese Transporte bekannt werden, Frankreich entgegenhalten wird, es sei Frankreich auf diese Weise nicht mehr möglich, darüber Kontrolle zu üben, dass die in die Schweiz gelangenden Getreidesendungen auch wirklich für schweizerische Bedürfnisse verwendet werden, weshalb es nicht mehr geneigt sei, dem amerikanischen Getreide nach der Schweiz Durchpass zu gewähren.

Den Rapporten des Herrn Lardy war zu entnehmen, dass auch in Bordeaux und Marseille Verdacht bestand, Deutschland verproviantiere sich durch das Mittel der Schweiz, und dass er sich viel Mühe gab, diesen Verdacht zu zerstreuen und die Regierungskreise von unserer bona fides zu überzeugen. Auch in seinem neuesten Berichte bemerkt er, solange die Schweiz dafür sorge, dass keine Lebensmitteltransporte nach Deutschland und Österreich filtrieren, ist nichts zu befürchten.

Es liegt somit in dem höchsten Interesse der Schweiz, allen Versuchen, mittelst des sogenannten gebrochenen Transits Getreide nach Deutschland zu spedieren, durch das Verbot der Reexpedition entgegenzutreten.

Dies gilt indessen nicht nur für Getreide, sondern ganz besonders auch für Reis. Vom allgemeinen Gesichtspunkte abgesehen, verbietet bei diesem Artikel auch der weitere Umstand die Zulassung vom gebrochenen Transit, dass Italien der Schweiz nur die auf Grund des Konsums im Vorjahre berechneten monatli-

chen Kontingente Reis hereinlässt und dass an diesen Kontingenten natürlich auch die Sendungen mit angerechnet werden, die in der Folge nach Deutschland reexpediert werden.

Es mag den beteiligten Departementen überlassen werden, je nach der Gestaltung der Verhältnisse auch für andere Artikel den gebrochenen Transit auszuschliessen.

Es wird *beschlossen:*

1. Der gebrochene Transit von Getreide und Reis aus Italien nach andern Nachbarstaaten wird als unstatthaft erklärt.

2. Das Finanz- und Zolldepartement wird eingeladen, Weisungen zu erteilen, dass Sendungen von Getreide und Reis im Transit nach Nachbarstaaten, adressiert an schweizerische Stationen, nicht in die Schweiz eingelassen werden und dass allen Versuchen, Getreide und Reis nach andern Staaten zu reexpedieren, das schweizerische Ausfuhrverbot entgegengehalten werde.

3. Das Politische Departement und das Handelsdepartement werden ermächtigt, auch für andere Artikel, deren Ausfuhr verboten ist, den gebrochenen Transit auszuschliessen.

58

E 27, Archiv-Nr. 13969/11

La Légation d'Allemagne à Berne
au Président de la Confédération, A. Hoffmann[1]

N B. 7679 Bern, 19. Oktober 1914

Die Kaiserlich Deutsche Regierung ist nach wie vor bereit, unter Voraussetzung der Gegenseitigkeit sämtlichen in Deutschland befindlichen französischen Staatsangehörigen einschliesslich der Wehrpflichtigen die Ausreise zu gestatten, soweit sie sich nicht strafbarer Handlungen schuldig gemacht haben. Inzwischen hat aber die Königlich Spanische Botschaft in Berlin den Vorschlag der Französischen Regierung übermittelt, wonach nur den deutschen Frauen und denjenigen männlichen Deutschen, die am 20. September 1914 noch nicht das siebzehnte Lebensjahr erreicht oder das sechzigste überschritten haben, die Ausreise aus Frankreich gestattet werden soll.

Der genannten Botschaft ist die eingangs erwähnte Zusicherung gegeben und ihr gleichzeitig mitgeteilt worden, dass Weisungen erlassen worden seien, wonach alle französischen Frauen sowie die männlichen Franzosen unter siebzehn und über sechzig Jahren unbehindert abreisen dürfen. Die Abreise kann mit allen fahrplanmässigen Zügen über Schaffhausen erfolgen und wird von den deutschen Behörden tunlichst gefördert werden.

---

1. *Le document est signé par G. von Romberg.*

Die Kaiserlich Deutsche Regierung erwartet hiernach, dass die Französische Regierung nunmehr für Deutsche, die aus Frankreich abzureisen wünschen, alsbald gleiche Massnahmen trifft.

Zur Übernahme nach Deutschland müssten die Genannten mit deutschen oder amerikanischen Pässen oder anderen Bescheinigungen versehen sein, welche ihre deutsche Staatsangehörigkeit glaubhaft machen.

Indem der Unterzeichnete dieses auftragsgemäss dem hohen Schweizerischen Bundesrate zur Kenntnis zu bringen sich beehrt, darf er noch hinzufügen, dass die ausreisenden Franzosen, die sich in Deutschland meist auf freiem Fuss befinden, den schweizerischen Behörden nicht übergeben und auch Listen über sie nicht vorgelegt werden können.

Für die Rückbeförderung der in Frankreich befindlichen Deutschen macht die Kaiserlich Deutsche Regierung dankbar von der Unterstützung des Schweizerischen Bureaus für Heimschaffung internierter Zivilpersonen in Bern Gebrauch.

Indem sich die Kaiserlich Deutsche Regierung wegen der deutschen Übernahmeorte eine besondere Mitteilung vorbehält, wäre ihr eine tunlichst baldige Benachrichtigung über die ungefähre Anzahl und den Zeitpunkt des Eintreffens ihrer Staatsangehörigen in der Schweiz erwünscht.

59

E 2001, Archiv-Nr. 722

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L London, 19. Oktober 1914

Da ich Gelegenheit habe, persönlich an Sie zu schreiben, will ich nicht unterlassen, zu bemerken, dass die Schwierigkeiten, denen wir hier betreffend Reexpedition von Waren, Erwirkung von Ausfuhrbewilligungen, Intradierung von Sendungen usw. begegnen, nicht auf die Schweiz beschränkt sind. Alle neutralen Staaten haben darunter zu leiden, vor allem die Niederlande, dann auch Schweden und Norwegen, denen man z. B. die Ausfuhr ihres Eisenerzes erschwert. Auch sind zahlreiche Zeitungsartikel erschienen, die den skandinavischen Ländern vorwerfen, sie führen viel grössere Quantitäten Getreide ein, als sie brauchen, und der Überschuss sei offenbar zum Einschmuggeln nach Deutschland bestimmt.

Ich habe keine Veranlassung zu glauben, dass die Schweiz von Grossbritannien schlechter behandelt wird als die anderen neutralen Staaten; der britische Vertreter in Bern, über den ich Ihnen gestern schrieb, dürfte daher kaum für ein besonderes Übelwollen uns gegenüber verantwortlich gemacht werden. Die britische Regierung, die nur über ein schwaches Landheer verfügt, glaubt Deutschland am besten ökonomisch beikommen zu können und bedient sich hiezu aller

Mittel, ohne Rücksicht auf die wohlberechtigsten und oft vitalen Interessen der Neutralen. Ob die Regierung die Wirksamkeit dieser Waffe nicht überschätzt, ist eine Frage für sich; ich meine, sie tut es, und ich habe anlässlich der Besprechung unserer Getreideeinfuhr über Rotterdam eine Andeutung in diesem Sinne Sir E. Grey gemacht und ich weiss, dass andere meiner Kollegen in gleicher Weise sich geäussert haben.

Inzwischen ist die feindliche Gesinnung gegen Deutschland hier in starkem Steigen begriffen. In einer deutschen Fabrik auf einem strategischen Punkte nahe London wurden Terrassierungen entdeckt, die angeblich als Fundamente für die 42-cm-Geschütze dienen könnten, und Samstag abend kam es zur Zerstörung und Plünderung, durch den Mob, deutscher Kaufläden im Süden Londons.

In vereinzelten Fällen haben leider unter dieser Gesinnung auch unsere deutschsprechenden Landsleute in Folge von Entlassungen zu leiden, besonders im Kellnerberuf.

Die Furcht vor Zeppelin-Angriffen greift um sich; nachts ist London nur halb beleuchtet, Motorwagen dürfen nur mit schwachen Lichtern fahren usw.; alles, um feindlichen Luftschiffen die Orientierung zu erschweren. An vielen Punkten sind Scheinwerfer und Geschütze gegen Luftfahrzeuge aufgestellt.

60

E 2001, Archiv-Nr. 910

Le Département politique
au Chef du Département fédéral du Commerce, E. Schulthess

Copie
L

Berne, 23 octobre 1914

Ainsi que vous le savez déjà, nous nous préoccupons depuis le début de la guerre de pouvoir assurer un trafic régulier entre la Suisse et l'Angleterre, en transit par la France.

En effet, nous avons été sollicités par des maisons suisses de transports et par des maisons d'exportation d'assurer à nos produits le débouché du marché britannique; d'autre part, des industriels de la Suisse orientale ont exprimé le désir de continuer à recevoir les marchandises anglaises dont ils ont besoin.

Aussi avions-nous chargé notre Légation en France de s'employer de son mieux en vue de l'organisation d'un service de transit anglo-suisse via Genève-Bordeaux et vice-versa.

Nous avons l'honneur de vous informer que ces démarches ont abouti et nous vous remettons sous ce pli copies[1] de:

a) notre télégramme du 15 octobre à notre Légation précitée;

1. *Non reproduit.*

b) réponse télégraphique de M. le Ministre Lardy, du 19 courant, précisant dans quelles conditions ferroviaires les envois Bordeaux–Suisse et vice-versa peuvent avoir lieu;

c) notre télégramme du 21 octobre à notre Légation pour demander des renseignements sur le service maritime Bordeaux–Angleterre;

d) indications télégraphiques de M. Lardy, du 22 octobre, sur les différentes compagnies de navigation assurant ce service. Vous remarquerez que notre Ministre conclut en assurant qu'il n'y a plus rien à organiser et qu'il suffit de laisser faire les commissionnaires-expéditeurs.

Nous vous laissons le soin de prévenir nos différentes chambres de commerce de la possibilité d'effectuer maintenant des envois réguliers entre la Suisse et l'Angleterre ou inversement; il faudra naturellement veiller à n'expédier que des articles dont la France autorise le transit (voir les décrets de prohibition qui ont paru à la *Feuille suisse du Commerce)* ou dont le transit aura été exceptionnellement permis. Il est superflu d'ajouter que les exportateurs suisses et anglais auront à se conformer aux ordonnances de leur pays d'origine quant aux marchandises pouvant sortir sans ou avec autorisation gouvernementale. Enfin, nous rappelons les dispositions du Cabinet de Londres sur les certificats d'origine et dont notre Légation en Grande-Bretagne vous a donné connaissance.

61

E 2001, Archiv-Nr. 913

Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Rome, 24 octobre 1914

J'ai l'honneur de vous accuser réception du télégramme[1] que vous avez bien voulu m'adresser hier soir, au sujet de la question du transit.

J'avais déjà eu l'occasion d'appeler l'attention de M. Luciolli, directeur général des douanes, sur nos décrets d'interdiction d'exportation et de lui faire constater que les marchandises arrêtées en ce moment à Gênes (plomb, laine, cuivre) entrent toutes dans le cadre de l'arrêté du Conseil fédéral. J'avais aussi insisté tout particulièrement pour qu'on cessât de retenir le plomb mou destiné à la Fabrique Fédérale de Munitions de Thoune.

Ce matin, j'ai apporté à M. Luciolli une copie des deux arrêtés fédéraux interdisant l'exportation des marchandises et lui ai laissé un pro memoria écrit conte-

1. *Ce télégramme disait:* Ihr Rapport vom 20. und Telegramm vom 22. Ersuchen Sie, auf schweizerische Ausfuhrverbote und darauf hinzuweisen, dass Bundesrat für die in Betracht kommenden Artikel wie Getreide, Reis, ägyptische Baumwolle auch sogenannten gebrochenen Transit nicht zulässt, womit alle Garantien gegeben sind, dass solche durch Italien nach der Schweiz transitierenden Waren nicht nach Deutschland und Österreich weiterexpediert werden.

nant les indications renfermées dans votre télégramme. Je lui ai exposé clairement la situation en Suisse et la garantie que présentaient les arrêtés et la surveillance du Conseil fédéral.

Il m'a expliqué que la situation est la suivante: rien n'a encore été décidé; nominalement le transit à travers l'Italie est encore libre, tant vers l'Allemagne et l'Autriche que vers la Suisse. Mais le transit est «suspendu», par mesure de contrôle, pendant qu'on examine jusqu'à quel point il va être supprimé. Au cas où l'Italie se verrait obligée d'arrêter tout transit, ou une partie du transit, du côté des belligérants, elle tient à conserver son transit vers la Suisse; et M. Luciolli m'a dit, de la manière la plus confidentielle, que le moyen juridique qu'il avait l'intention d'employer était l'application de l'article 6 du traité de l'Italie avec l'Allemagne (analogue au traité avec l'Autriche). Par cet article, l'Italie s'engage à ne pas suspendre le transit avec l'Allemagne tant qu'elle ne le suspendra pas avec les nations qui se trouvent dans des conditions *identiques*. La Suisse n'étant pas en guerre ne se trouve pas dans une situation identique à celle de l'Allemagne. C'est ainsi que M. Luciolli compte se justifier vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Autriche. Et c'est afin de le mettre à même de se justifier vis-à-vis de la France et de l'Angleterre que je lui ai remis les arrêtés d'interdiction d'exportation de la Suisse et le pro memoria dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir. D'après ce que m'a expliqué M. Luciolli, c'est tout le transit qui est en jeu et pas seulement le transit par des intermédiaires italiens. Et la question n'a pas l'air de devoir être résolue immédiatement, car M. Luciolli a parlé de «la fin de la semaine prochaine» à notre compatriote M. Schmoll, qui venait lui parler du transit des métaux.

J'ai porté également un pro memoria identique et les deux arrêtés fédéraux au fonctionnaire compétent au Ministère des Affaires Etrangères, en vue de lui faciliter la justification du maintien du transit avec la Suisse, et je lui ai dit la grande importance qu'avait cette question pour nos deux pays.

Etant allé voir M. Cavasola, Ministre du Commerce, pour lui parler de la question du jute demandée par la maison Strohmeyer, j'ai saisi cette occasion pour lui parler de la question du transit et pour lui demander tout son appui.

En raison de la gravité de la situation, j'ai cru devoir retourner cet après-midi chez M. Salandra, Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères, qui m'avait déjà promis sa bonne volonté au cours de l'entretien que vous a rapporté mon dernier rapport. Je lui ai exposé combien la question était grave et combien il était important pour l'Italie et pour nous qu'elle fût résolue dans un sens favorable. Je lui ai dit que j'avais remis au fonctionnaire compétent une copie des arrêtés fédéraux et un pro memoria. Je lui ai exposé que ces arrêtés, appliqués par le Conseil fédéral, représentaient une garantie complète que les marchandises restaient en Suisse; j'ai ajouté enfin que les besoins de la Suisse étaient bien connus, que sa population et son industrie absorbaient tout ce qui entrait et souffraient de manquer du nécessaire, ce qui constituait la meilleure des preuves, et que le Gouvernement fédéral donnerait encore, à mon avis, les garanties raisonnables qui pourraient être désirées.

M. Salandra m'a alors répété que toute sa bonne volonté nous était acquise et que, tant pour maintenir nos relations commerciales que pour maintenir nos rap-

ports si cordiaux, il ferait tout ce qui dépendrait de lui pour arriver à une solution favorable, solution qui serait de la plus grande utilité à l'Italie aussi. Mais il m'a déclaré que l'Angleterre était convaincue qu'une très forte contrebande de guerre traversait l'Italie et la Suisse pour se rendre en Allemagne et en Autriche. Il a ajouté que l'Angleterre était absolument décidée à y mettre un terme et qu'elle réclamait à cet effet de l'Italie la suppression pure et simple du transit, vers la Suisse aussi. Si l'Italie n'accepte pas ces conditions, l'Angleterre menace de lui refuser péremptoirement tout charbon et toute autre matière nécessaire à l'industrie, dont l'Italie ne peut se passer. Elle a, d'ailleurs, déjà commencé à mettre à effet sa menace, en interdisant l'exportation du jute des Indes vers l'Italie, ce qui a des conséquences pour nous déjà. M. Salandra, désireux d'arriver à une solution en notre faveur, solution qui serait aussi à l'avantage de l'Italie, fera tout ce qu'il pourra; mais, pour hâter les choses et arriver à un résultat satisfaisant, il conseille que le Gouvernement de la Confédération agisse directement à Londres.

J'ajoute enfin que, parmi les commerçants suisses d'Italie, on affirme l'existence de cette contrebande vers l'Allemagne par des intermédiaires suisses et l'on prétend qu'elle se fait sur une grande échelle: des négociants italiens sont venus me la proposer sans mystère.

62

E 1004 1/258

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 29 octobre 1914

5197. Transit durch Italien

Handelsdepartement. Antrag vom 28. Oktober 1914

In der Sitzung vom 27. Oktober hat der Bundesrat nach Kenntnisnahme eines Berichtes des schweizerischen Gesandten in Rom des 24. Oktober [1] beschlossen, dass das Ausfuhrverbot vom 18. September [2] mit seinen Ergänzungen auch Anwendung finden soll auf den sog. gebrochenen Transit, resp. dass von dem Verbote alle Waren betroffen werden, die auf dem Territorium der Schweiz sich befinden, es sei denn, dass sie in direktem Transit zwischen zwei Stationen zweier fremder Länder unterwegs sind. Mit diesem Entscheide sind jedoch, wie das Handelsdepartement ausführt, die Fragen, die durch den Bericht des Herrn Pioda und die in Italien drohende Situation zur Diskussion stehen, noch lange nicht gelöst. Abgesehen von den Fragen, die sich aus der Behandlung des gebrochenen Transites ergeben, bleibt die Frage offen, wie es angesichts der Drohungen Englands

1. *Cf. n° 61.*
2. *Cf.* R.O. vol. 30, p. 486.

und der Situation Italiens mit den Bewilligungen für Ausfuhr von Waren gehalten werden soll, die über Italien in die Schweiz gekommen sind und verzollt wurden, also in keinem Falle als Transitsendungen behandelt werden können.

Diese Frage löst der angeführte Bundesratsbeschluss nicht.

Allein das Handelsdepartement will nicht hievon, sondern zunächst von der grundsätzlichen Frage sprechen, wie sich die Schweiz auf die Nachrichten aus Italien zu verhalten habe.

In dieser Beziehung führt das Handelsdepartement folgendes aus:

«An Hand der Depesche des Herrn Pioda vom 26. Oktober[3] konstatieren wir vorerst, dass England verhindern will, dass irgendeine Ware nach Deutschland und Österreich kommt, und dass es zu diesem Zwecke vom italienischen Ministerpräsidenten verlangt hat, dass auch jeder Transit mit der Schweiz (also nicht etwa nur durch die Schweiz) unterdrückt werde. Im Rapport vom 24. Oktober endlich teilt Herr Pioda mit, dass über das englische Begehren noch nicht entschieden sei, dass jedoch der Transit suspendiert worden sei, während man prüfe, bis auf welchen Grad er unterdrückt werde (pag. 2 unten und 3 oben des Rapportes). Herr Pioda führt allerdings fort, dass Italien den Transit in die Schweiz beizubehalten gedenke, aber nach der Depesche vom 26. Oktober wünscht doch Italien, dass wir in England vorstellig werden, und Herr Pioda spricht mit vollem Recht ‚de la gravité de la situation'.» Der Rapport betont schliesslich, «c'est tout le transit qui est en jeu et pas seulement le transit par des intermédiaires italiens». Und Salandras Worte gibt er so wieder: ‚Il a ajouté que l'Angleterre était absolument décidée à y mettre un terme et qu'elle réclamait à cet effet de l'Italie la suppression pure et simple du transit, vers la Suisse aussi.'

Wir verweisen übrigens auf den Rapport und den Depeschenwechsel.

Wir haben uns die Frage, ob und eventuell was zu tun sei, nochmals gründlich überlegt, den Rapport Pioda studiert und auch in Betracht gezogen, was uns gestern bei einem Besuche der englische Gesandte mündlich mitteilte. So gelangen wir zu der im mitfolgenden niedergelegten Ansicht. – Beim Gespräche mit dem Gesandten ergab sich vor allem, dass der Verkehr mit der Schweiz durch Spione überwacht wird. Der Gesandte hat sich in so entschiedener, zugleich aber auch unkluger Weise geäussert, dass nach unserer Überzeugung zweifellos beispielsweise in Luino englische Spione den Verkehr nach der Schweiz überwachen. Er hat uns weiter die Frage gestellt, ob es ein Geheimnis sei, welche Waren von Italien durch die Schweiz transitieren. Wir haben zunächst festgestellt, dass die gestellte Frage sich auf den direkten Transit Italiens durch die Schweiz beziehe, und dann die weitere Frage gestellt erhalten: Ob wir bereit wären, ihm mitzuteilen, welche Waren von Italien durch die Schweiz transitieren. Die Antwort war gegeben. Wir sagten, darüber, wie sich Italien in Beziehung auf den Transit mit Deutschland verhalte, habe sich England mit der italienischen Regierung zu verständigen. Es gehe nicht an, der Schweiz zuzumuten, eine Kontrolle auszuüben und den Angeber zu spielen für Sendungen, die ein befreundetes, neutrales Land auf

3. *Non reproduit. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 913.

Grund unserer Verträge durch die Schweiz mache. Der Gesandte scheint im weitern namentlich von der Idee verfolgt zu sein, dass Deutsche Geschäfte in der Schweiz betreiben und hiefür über Italien Rohstoffe beziehen. Er stellte uns die Nennung bestimmter Häuser in Aussicht. Wir erklärten ihm, dass wir selbstverständlich in der Schweiz niedergelassene Firmen nicht hindern können, Waren, die sie in Italien oder über Italien gekauft haben, in die Schweiz zu bringen. In diesem Zusammenhange tönte er dann auch bereits die Frage der Produktenverwertung an, indem er sagte, seine Regierung wünsche, dass kein Deutscher, der in der Schweiz ein Geschäft betreibe, Waren, also z. B. Baumwolle, bekomme, denn er würde ja die Produkte (Garn und Gewebe) doch nur nach Deutschland liefern. Die Frage der Verwertung der Produkte durch die Schweizer, also speziell der Export schweizerischer Firmen nach Deutschland und Österreich, wurde noch nicht angeschnitten. Der Unterzeichnete gab dann dem Gespräche eine andere Wendung, indem er darauf hinwies, wie nach einer Havasdepesche in der gestrigen Nummer des *Bund* England anerkannt habe, dass amerikanische Baumwolle nicht Kriegskonterbande sei. Herr Grant schien etwas überrascht und erklärte, über diesen Punkt sofort nach England telegraphieren zu wollen. Er fügte bei, dass, wenn dies richtig sei, es keinen Zweck hätte, ägyptische Baumwolle anders zu behandeln als amerikanische. Insbesondere erkundigte sich der englische Gesandte auch nach dem Import und Wiederexport von Kupfer, das in der Tat für Deutschland und Österreich sehr wichtig ist.

Wir stellen nun fest, dass an und für sich Ausfuhrverbote autonome Erlasse eines Landes sind, getroffen zu seinem eigenen Schutze und zulässig nur für Kriegsbedarf (vergl. die Handelsverträge). Daraus folgt, dass Ausnahmen von der Regel unter dem Gesichtspunkte zu prüfen sind, ob der Stand unserer Versorgung mit der betreffenden Ware den Export gestatte, ohne dass die Interessen der Zivilbevölkerung oder der Landesverteidigung darunter leiden. Daneben ist noch darauf zu achten, dass unsere Neutralitätspflichten nicht verletzt werden. Nun steht es aber fest, dass England durch die bekannten Massregeln darauf ausgeht, unsere Entschliessungsfreiheit zu beeinträchtigen und uns zu zwingen, ganz abgesehen von unsern Bedürfnissen und den Neutralitätspflichten, unbedingte Exportverbote aufrechtzuerhalten, um seine Pläne gegen Deutschland und Österreich zu unterstützen und diese Länder anders zu behandeln als andere Staaten.

Unseres Erachtens sollte die Eidgenossenschaft sich diesen Druck nicht ohne weiteres gefallen lassen. Wir sind allerdings von der Massregel und dem Drucke, den England gegenüber Italien ausgeübt hat, nicht offiziell verständigt, immerhin hat Salandra, indem er seinen guten Willen betonte, den Transit mit uns aufrechtzuerhalten, uns geraten, bei England vorstellig zu werden. Es scheint daher gegeben, dass wir schon mit Rücksicht auf Rom uns durch unsern Gesandten in London erkundigen, welche Schritte England in Beziehung auf den Transit nach der Schweiz in Rom getan habe, und eventuell in höflicher und freundschaftlicher Weise darauf hinzuweisen, dass wir solche Schritte als unzulässig betrachten würden, da sie gegen den Wortlaut und den Geist der Verträge verstossen. Über weitere Schritte würde später zu entscheiden sein. Ein analoger Schritt scheint uns bei der französischen Regierung vorgenommen werden zu müssen.

Aber auch in Beziehung auf Rom dürfen wir nicht mit gekreuzten Armen zusehen und abwarten, wie dort der Entscheid ausfällt. Wir müssen unseres Erachtens in freundschaftlicher Weise durch unsern Gesandten intervenieren und auf die Gemeinsamkeit unserer Interessen hinweisen. Man sollte auch vorsichtig sondieren, ob Italien dem englischen Drucke ohne weiteres nachzugehen gedenkt. Der Moment hiezu scheint uns um so günstiger zu sein, da nach einer heutigen Depesche im *Bund* die *Tribuna* in Rom, wenn wir nicht irren ein ministerielles Organ, den Standpunkt vertritt, dass die neutralen Mächte nicht gezwungen werden können, ihren Handel und ihr ganzes wirtschaftliches Leben zugunsten der Kriegführenden einzuschränken. Es scheint uns absolut gegeben zu sein, mit der italienischen Regierung engere Fühlung zu nehmen. Wenn sich die neutralen Staaten nicht wehren, so wird der englische Druck immer schwerer und unerträglicher und wird sich nächstens auch in Beziehung auf Produkte, die aus den Rohstoffen hergestellt werden, fühlbar machen. Wir erinnern daran, dass auch ein schwedischer Protest bezüglich Eisenerze in London wirkte.

Allein schon der Umstand, dass Italien jetzt den Transit ‚suspendiert', ist eine enorme Schädigung. Man weiss nicht, wie man wieder zu normalen Verhältnissen kommt. In Folge dessen ist es dringlich, dass der Bundesrat Herrn Pioda telegraphisch beauftragt, auch gegen diese temporäre Suspendierung die nötigen Schritte zu tun.

Unseres Erachtens ist es aber auch dringlich, dass in bezug auf die Hauptsache, die dauernde Aufrechterhaltung des Transites, gehandelt werde, sonst stehen wir eines Tages in Italien vor einem Fait accompli, d.h. einem neuen den Transit beschränkenden Dekret, das nur schwer wieder rückgängig gemacht werden kann. Die Verantwortlichkeit, in dieser Lage nichts getan zu haben, können wir nicht übernehmen.»

Auf Grund dieser Darlegungen wird *beschlossen:*

1. Gemäss Bundesratsbeschluss vom 27. Oktober 1914[4] über die Anwendung der Ausfuhrverbote auf alle Waren mit Ausnahme derjenigen, die in direktem Transit durch die Schweiz gehen, sind Ausnahmebewilligungen grundsätzlich zulässig, sowohl für Waren, die im freien Verkehr sich befinden, wie für solche, die in gebrochenem Transit durch die Schweiz gehen. Der direkte Transit wird von den Ausfuhrverboten nicht berührt.

2. Die schweizerische Gesandtschaft in London ist telegraphisch darauf hinzuweisen, dass Art. 2 des Bundesratsbeschusses vom 18. September 1914 (Bewilligung von Ausnahmen von den Ausfuhrverboten) auch England gegenüber vorbehalten bleibt.

3. Die schweizerische Gesandtschaft in Rom wird davon verständigt, dass die Schweiz eine Einschränkung des Transites durch Italien nach der Schweiz als mit den Bestimmungen ihres Handelsvertrages unvereinbar betrachte. Sie wird beauftragt, der italienischen Regierung dies mitzuteilen und zugleich aber in freund-

4. *Cf.* R.O. 1914, vol. 30, p. 536.

schaftlichster Weise auf die Gemeinsamkeit der schweizerischen und italienischen Interessen hinzuweisen. Die Gesandtschaft soll vor allem bei der Regierung sich dafür verwenden, dass eine vorläufige Suspendierung des Transites nicht eintritt und auch von einer dauernden Einschränkung des Transites durch Italien nach der Schweiz und des Verkehres zwischen Italien und der Schweiz abgesehen wird.

4. In Beziehung auf amerikanische Baumwolle ist für einmal bei der italienischen Regierung der Standpunkt einzunehmen, dass England für diese Ware auch zu Lande keine Verkehrseinschränkung verlangen dürfe, nachdem es in Washington erklärt hat, dass sie keine Kriegskontrebande sei.

63

E 27, Archiv-Nr. 13458, 1

Le Général U. Wille
au Chef du Département militaire fédéral, C. Decoppet

Copie
L

Bern 31. Oktober 1914

Auf Ihre Zuschrift von gestern[1] betreffend *Verringerung des Bestandes der Armee* habe ich die Ehre zu erwidern:

Wir haben nur noch die Truppen des Auszuges plus der Landwehrtruppen von zwei der 6 Divisionsparks unter Waffen.

In der neulichen Konferenz mit Ihnen, dem Bundespräsidenten und dem Chef des Finanz-Departements hatte ich die Gründe dargelegt, warum wir die Truppen des Auszuges unter Waffen behalten müssen.

Die Gründe waren:

1.) Solange eine Entscheidung in den Kämpfen der Alliierten gegen die Deutschen, die sich von der Nordsee bis an die Schweizer Grenze ausdehnen, nicht gefallen ist, ist man nicht in der Lage, beurteilen zu können, ob der Krieg nicht eine Wendung nimmt, die uns in denselben mit hineinzieht. Diese Entscheidung ist noch immer nicht gefallen, und als Novum ist seit unserer Konferenz hinzugetreten, dass die Gegner sich bis hart an unsere Grenze einander gegenüber eingraben, dass unsere Beobachtungsposten und Agenten nicht blosse beständige Truppenbewegungen nahe an unsere Grenze konstatieren, sondern auch das Vorhandensein schwerer Geschütze und beständige Vermehrung der Truppen.

Obgleich ich einstweilen nicht daran glauben kann, so wären wir doch im höchsten Grade leichtfertig, wenn wir die Möglichkeit aus den Augen liessen, dass ernste Kämpfe gegen Belfort bevorstehen. Diese Möglichkeit kann zur Wahrscheinlichkeit werden, wenn die Deutschen im Norden und im Zentrum siegen und dann die französische Armee oder grosse Teile derselben gegen Südwesten abgedrängt werden. Würden die Deutschen entscheidend geschlagen, so dass

1. *Non reproduit.*

Frankreich eine kraftvolle Offensive unternehmen kann, dann wäre es leicht möglich, dass Frankreich den Weg durch die Schweiz als den mühelosesten ansehen würde, um in Feindesland zu gelangen.

2.) Unsere 6 Auszugs-Divisionen dürfen – sofern man überhaupt an die Möglichkeit ihrer kriegerischen Verwendung denkt – nicht nach Hause entlassen werden. Als die Armee vor 3 Monaten unter die Fahnen gerufen wurde, war sie nicht kriegsbereit; es fehlte ihr an der Hauptsache: an der durch Erziehung und Ausbildung zu erschaffenden Kriegstüchtigkeit. Die Armee war nicht das, was sie äusserlich darstellte.

Diesen *entscheidenden* Mangel abzustellen, wurde – neben der beständigen Bereitschaft, sie so zu brauchen, wie sie war – zur obersten Aufgabe der Heeresleitung, und als der Verlauf des Krieges zwischen unseren Nachbarn erkennen liess, dass eine Gefahr für unser Land nicht unmittelbar bevorstehe, durfte bei der Erschaffung der Kriegstüchtigkeit der Truppen systematisch vorgegangen werden. Zuerst kam die Hauptsache: Erschaffung der auf Disziplin beruhenden Zuverlässigkeit der Truppe; dann die Ausbildung der Truppe und der niederen Führung zum Gefecht und schliesslich die Ausbildung der höheren Führung.

Wie aus meinem Befehl vom 29. Oktober, den ich die Ehre hatte Ihnen mitzuteilen, hervorgeht, sind wir erst jetzt bei der 3. Stufe in der Vervollkommnung unserer Kriegsbereitschaft angekommen. Mit dieser soll nicht etwa deswegen jetzt begonnen werden, weil wir finden, dass auf den beiden andern Stufen ein genügend hoher Grad von Kriegstüchtigkeit erreicht ist, sondern weil ich erkannt habe, dass wir, in unabwendbarer Folge unserer Kaderausbildung und das Dienstbetriebes in unsern Instruktionskursen es, durch ausschliessliche Beschäftigung damit, nicht weiter bringen können. Die Weitervollendung kann nur durch Eingewöhnung während längerem Im-Dienst-Stehen bewerkstelligt werden.

Im übrigen durfte auch nicht länger zugewartet werden, den höheren Führern Gelegenheit zu geben, sich im Gebrauch der Truppen zu üben. Wir haben Divisionäre in der Front, die noch keinen Stunde ihre Division im Gefecht geführt haben; gleich und ähnlich ist es mit den Kommandanten der Regimenter und Brigaden.

Wie schon gesagt, die Periode dieser Ausbildung hat jetzt begonnen, und wenn die Offiziere jetzt nicht schlampig und nachlässig werden, so kann während ihrer Dauer durch die Macht der Gewohnheit die Ausbildung der vorausgehenden Perioden, die durch ausschliessliche Beschäftigung mit ihr nicht weitergebracht werden konnte, vervollkommt werden.

Wenn jetzt die Truppen nach Hause entlassen werden, um sie wieder einzuberufen, sobald die Not es erfordert, so werden die Divisionen wiederum nicht so kriegstüchtig sein, wie sie sein sollten, und so ist bis zu einem gewissen Grad die Arbeit der verflossenen drei Monate umsonst.

Es kommt noch ein dritter Grund hinzu, weswegen ich eine mehr oder weniger grosse Demobilisierung unserer Armee für verderblich erachte: seitdem der erste Schrecken sich wieder verflüchtigt hat, fällt man bei uns – ganz besonders die sogenannten Intellektuellen – wieder zurück in die alte Denkweise über Krieg und Kriegsgefahr, welche Denkweise die Ursache ist, dass wir trotz der sonstigen gün-

stigen Faktoren immer nur bis zu einer gewissen Grenze bei Erschaffung eines kriegstüchtigen Wehrwesens kommen können. Man glaubt, dass, wenn wir uns nur hübsch still verhalten, die Kriege immer respektvoll an unserer Grenze vorbei gehen. Auch ich hoffe das diesmal wie immer, obgleich ich der Ansicht meiner besten Unterführer nicht widersprechen kann: es täte unserem Volk gut, wenn es durch harte Schläge von solchem Glauben kuriert würde.

Wenn wir jetzt teilweise demobilisieren, wäre das Förderung jenes unheilvollen Glaubens, während ihm entgegengewirkt wird, wenn der Bundesrat trotz der wohlberechtigten Rücksichten auf das wirtschaftliche Leben, auf die schwere Schwächung der finanziellen Kraft unseres Landes und auf die Begehrlichkeit des Volkes – dem es unverständlich ist, dass die Armee solange unter Waffen steht – fest dabei bleibt, dass die Armee für alle Eventualitäten bereit steht und sich, was bitter notwendig ist, immer mehr vervollkommnet, um diesen Eventualitäten begegnen zu können.

Ich bitte, die Armee noch weiter im Dienst zu belassen, und versichere dem hohen Bundesrat, dass ich der erste sein werde, der teilweise oder sogar ganze Demobilisierung beantragt, sobald ich zur Erkenntnis komme, dass das geschehen darf.

64

E 2001, Archiv-Nr. 771

La fraction parlementaire du Parti socialiste suisse au Conseil fédéral[1]

Requête Bern, 31. Oktober 1914

Seit drei Monaten ist der grösste Teil Europas vom Krieg überzogen. Die furchtbaren Wirkungen bleiben nicht nur auf die kriegführenden Länder beschränkt. Die Stockung auf dem Weltmarkt, die Unterbindung der Zufuhr und des Exportes haben in den neutralen Staaten die Produktion lahmgelegt, die allgemeine Lage zu einer äusserst prekären gestaltet, die Massenarbeitslosigkeit vergrössert, die Preise der notwendigsten Lebensmittel in die Höhe getrieben und die Warenvorräte selbst auf ein Minimum reduziert. Durch die Aufrechterhaltung der Mobilisation erwachsen den neutralen Staaten enorme ausserordentliche Kosten.

Diese Gründe und die allgemein menschliche Erwägung, dass dem furchtbaren Schlachten so rasch wie möglich Einhalt getan werden sollte, veranlassen die sozialdemokratischen Parlamentsfraktionen aller neutralen Länder am heutigen Tag bei ihren Regierungen mit dem lebhaften Wunsch vorstellig zu werden, sie möchten sich gegenseitig verständigen, um den Regierungen der kriegführenden Länder, freundschaftliche Mittlerdienste anzubieten und auf diese Weise einem baldigen Waffenstillstand und Frieden vorzuarbeiten. Erscheint der Versuch auch

1. *Le document est signé par H. Greulich, R. Grimm et F. Studer.*

aussergewöhnlich, so ist er nichtsdestoweniger gerechtfertigt durch die oben angeführten Gründe. Der schweizerische Bundesrat hat schon so oft und in anerkennenswerter Weise Schritte zur Erzielung internationaler Übereinkommen auf den verschiedensten Gebieten unternommen. Wir zweifeln daher keinen Augenblick daran, dass Sie jetzt, angesichts des blutigen Trauerspiels, das sich vor unsern Augen abspielt und dessen Opfer ungeheure sind, um so mehr unserm Wunsche entsprechen und sich zur Anbahnung des Friedenswerkes mit den Regierungen der übrigen neutralen Staaten in Verbindung setzen werden, um dann im gegebenen Zeitpunkt an die kriegführenden Mächte mit den Friedensvorschlägen heranzutreten. Schon der blosse Versuch einer solchen Vorarbeit für den Frieden wäre, unbekümmert um den schliesslichen Erfolg, eine Tat, für die die ganze Kulturmenschheit Dank wüsste.

65

E 1004 1/258

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 novembre 1914[1]

5242. Transitverkehr zwischen der Schweiz und Italien

Handelsdepartement. Antrag vom 2. November 1914

Da die Verhältnisse wegen des Transitverkehrs zwischen der Schweiz und Italien schwieriger, wenn nicht geradezu ernst geworden sind, so beantragt der Herr Vorsteher des Handelsdepartements im Einverständnis mit dem Herrn Bundespräsidenten, einen besonderen Abgeordneten nach Rom zu entsenden, um in Verbindung mit Herrn Minister Pioda die Interessen der Schweiz zu verfolgen.

Als Delegierter wird Herr Nationalrat Dr. Frey vorgeschlagen.

Der Bundesrat ist mit der Absendung eines Delegierten und im besondern des Herrn Nationalrat Dr. Frey einverstanden.

Hiebei wird die folgende Instruktion für die Herren Pioda und Frey genehmigt:

1.) Der Zweck der Verhandlungen ist, von Italien zu erreichen, dass der direkte Verkehr mit der Schweiz und der Transit nach der Schweiz in keiner Weise eingeschränkt wird.

2.) Die Unterhändler werden die italienische Regierung darauf hinweisen, dass die Interessen Italiens und der Schweiz gemeinsame sind. Beide Länder haben ein Recht darauf und ein vitales Interesse daran, den Umfang ihres gegenseitigen eigenen und ihres Transitverkehrs nach ihrem Ermessen zu ordnen. Beide sind neutral und durch Handelsverträge gebunden, ihre Durchfuhr sich gegenseitig nicht zu hindern (Art. 2 Handelsvertrag).

---

1. *Etait absent: L. Forrer.*

Beide Länder werden ihre Neutralitätspflichten nach Massgabe der Haager Konvention strikte beobachten.

3.) Was den Verkehr zwischen Italien und der Schweiz mit italienischen und schweizerischen Produkten betrifft, so ist in Beziehung hierauf jede Einmischung Dritter zum voraus ausgeschlossen. Die Regelung dieser Beziehungen ist ausschliesslich Sache der beiden Länder.

4.) Die Schweiz ist bereit, wenn Italien es wünscht, Produkte italienischer Provenienz ausschliesslich in einer Tranportweise durch die Schweiz gehen zu lassen, die Italien eine Kontrolle über deren Bestimmungsort zulässt, nämlich im direkten Transit. Demgemäss könnten für gewisse Warenkategorien Ausfuhrbewilligungen (kleiner Grenzverkehr vorbehalten) ausgeschlossen werden, sei es, dass die Waren die Schweiz im gebrochenen Verkehr berühren oder vorbehaltlos importiert werden.

So halten wir es heute schon mit Getreide, Reis und Petroleum. Den direkten Verkehr Italien–Deutschland und Österreich-Ungarn geben wir schon mit Rücksicht auf Italien frei.

5.) Die Unterhändler werden in passender und vorsichtiger Weise die Frage erörtern, wie sich die beiden Länder gegenüber der willkürlichen Ausdehnung des Kontrebande-Begriffes verhalten sollen, da dadurch die Erwerbstätigkeit der Neutralen vollständig paralysiert und namentlich ihre industrielle Bevölkerung der Arbeitslosigkeit zugetrieben werden kann. Im Grundsatze müssen sich die Neutralen freie Verwendung der Waren, die bei ihnen importiert werden, und namentlich ihrer Produkte wahren.

6.) Bei allfälligen Zugeständnissen über Bindung der Wiedereinfuhr aus der Schweiz ist darauf Bedacht zu nehmen, dass die Schweiz die Möglichkeit haben muss, Deutschland und Österreich-Ungarn gewisse Zugeständnisse zu machen, um in Beziehung auf unumgänglich nötige Waren für sich solche ebenfalls zu erwirken.

66

E 2001, Archiv-Nr. 771

L'Association suisse pour le suffrage féminin et l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses au Conseil fédéral[1]

Requête Genf und Zürich, 4. November 1914

Wir erlauben uns, Ihnen ein Projekt für Vermittlungshandlungen im gegenwärtigen Kriege zu unterbreiten, das dem Präsidenten der Vereinigten Staaten vorgelegt wurde, der sich sehr anerkennend darüber äusserte.

Der Grundgedanke des Projekts ist folgender: es darf nicht gewartet werden, bis die eine oder andere kriegführende Partei eine neutrale Macht um Vermittlung

1. *Le document est signé par E. Gourd et K. Honegger.*

angeht, da bei der Entschlossenheit beider Seiten, den Krieg bis zum äussersten zu führen, zu lange darauf gewartet werden müsste, sondern sie soll ihnen angeboten werden, wodurch ihnen die Demütigung erspart bleibt, die eigene Erschöpfung eingestehen zu müssen. Zu dem Zwecke soll vom Präsidenten der Vereinigten Staaten in eine neutrale Stadt Europas eine Konferenz von Vertretern der neutralen Mächte einberufen werden, die den kriegführenden Parteien in günstig scheinenden Augenblicken ihre Vermittlung anbieten würde.

Nach uns gewordenen Mitteilungen aus Amerika wäre Mr. Wilson geneigt, die Sache an Hand zu nehmen, falls neutrale Staaten ihm einen dahingehenden Wunsch aussprächen.

Wir gelangen deshalb an Sie mit dem höflichen Ersuchen, Sie möchten dem Präsidenten der Vereinigten Staaten nahelegen, eine Konferenz von Vertretern neutraler Regierungen zusammenzurufen, oder ihm wenigstens Ihre Geneigtheit kundtun, bei einer Vermittlungsaktion mitzuwirken.

Wir halten es für unsere Pflicht als Frauen und Angehörige eines neutralen Staates, alles zu versuchen, was dazu beitragen kann, den Frieden herbeizuführen, da wir glauben, dass vor allem die Regierung eines neutralen Landes wie die Schweiz da eine grosse Aufgabe zu erfüllen hätte.

In der Hoffnung, unser Gesuch werde bei Ihnen wohlwollende Berücksichtigung finden, ...

67

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L London, 6. November 1914

Im Nachgang zu meinem Telegramm vom 4. und meiner Depesche vom 5. November beehre ich mich, Ihnen beigeschlossen den Text der Instruktionen [1] zuzusenden, die das *Foreign Office* an Herrn Grant Duff abgehen liess, um ihn zu veranlassen, mit Ihnen, wenn möglich, zu einer Verständigung zu gelangen, wonach nach der Schweiz gesandte Kontreband-Güter ungehindert durchgehen könnten. Es sind dies die Vorschläge, auf die Sir E. Grey anspielte in der Note, die mein Schreiben vom 5. November begleitete.

Sie werden den Instruktionen entnehmen, dass Herr Grant Duff angewiesen wird, gemeinsam mit dem französischen Botschafter vorzugehen.

Es scheint mir, dass eine Verständigung unschwer erreicht werden sollte, nachdem unsererseits jetzt schon fast alle Kontreband-Güter mit einem Ausfuhrsverbot belegt sind. Wesentlich wird es sein, unsere Interessenten zu veranlassen, sich

---

1. Reproduit en annexe.

ihre Waren unter ihrem Namen und unter Ausschluss von Order-Konnossementen zusenden zu lassen.

Die im begleitenden Memorandum[2] erwähnten «Order in Council» und «Contraband Proclamation» sind die, die ich Ihnen am 30. Oktober zu überschicken die Ehre hatte.

P.S. Analoge Vorschläge werden an die andern neutralen Staaten Europas gemacht.

---

2. *Non reproduit. Il s'agit du projet de la note remise par la Légation de Grande-Bretagne et par l'Ambassade de France le 18 novembre 1914: cf. n° 78.*

ANNEXE

Le Secrétaire d'Etat au Foreign Office, E. Grey,
au Ministre de Grande-Bretagne à Berne, E. Grant Duff[3]

Copie
Confidentiel
(N° 46 Commercial)

Foreign Office, 3 novembre 1914

1. Le Gouvernement Britannique et le Gouvernement français se sont concertés en vue d'édicter de nouvelles règles uniformes sur le commerce en contrebande. Ces règles, rédigées avec le plus vif désir de réduire autant que possible les effets qu'elles pourraient avoir sur le commerce des Etats neutres, ont maintenant pris corps en Grande-Bretagne, dans un Ordre-en-Conseil et dans une Proclamation Royale datés du 29 octobre et vont être promulguées en termes identiques par un décret présidentiel en France.

2. Le Mémorandum ci-inclus, dont le texte a été rédigé de concert entre les deux Gouvernements alliés, expose brièvement le but et l'objet de ces règles et indique la manière dont il y aurait lieu de les appliquer dans l'espoir de les mettre en harmonie avec les intérêts légitimes des pays neutres dont les territoires sont sis à proximité des Etats ennemis.

3. La position de la Suisse diffère de celle des autres pays neutres intéressés en ce qu'elle n'a pas de port de mer. Etant donné cependant que ses frontières la relient à deux des Etats en guerre avec les Gouvernements alliés, il est d'égale importance pour ces derniers qu'elle ne puisse pas devenir pour l'ennemi une base d'approvisionnement en marchandises de contrebande importées d'outremer par les ports neutres d'Italie. D'un autre côté, les Gouvernements alliés n'ont pas le désir ni l'intention d'empêcher le transit bona fide à travers l'Italie de marchandises essentiellement de contrebande destinées à la Suisse, pour autant qu'il existe une garantie effective que ces marchandises ne seront pas acheminées vers les pays ennemis, mais demeureront en Suisse.

4. A cette fin, l'arrangement que les Gouvernements alliés se proposent de négocier avec le Gouvernement fédéral devrait consister d'une part 1° dans un engagement de la part de la Suisse de décréter une interdiction d'exportation dans les termes prévus sous chiffres a) du § 4 du memorandum cité plus haut et qui est ci-inclus, et 2° dans une garantie jugée satisfaisante que les marchandises essentiellement de contrebande qui sont consignées dans un connaissement direct à un consignataire en Suisse désigné nominativement et débarquées en transit dans un port italien seront, en arrivant en Suisse, automatiquement frappées par l'interdiction d'exportation sans aucune possibilité de passer dans un pays ennemi.

---

3. *A la tête du document il est noté:* Ce document est la propriété du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

5. En retour, les Gouvernements alliés prendraient l'engagement de ne pas intervenir à l'égard de cargaisons de ces marchandises, à la condition que leur transport s'effectue sur des bateaux neutres et que les papiers du bord indiquent qu'elles sont consignées dans un connaissement direct à un consignataire en Suisse désigné nominativement.

6. Votre collègue français sera en temps utile invité à s'unir à vous pour remettre le mémorandum au Gouvernement auprès duquel vous êtes tous deux accrédités et lui demander de négocier avec les Gouvernements alliés, par un échange de notes ou de toute autre façon qui semblera plus opportune et mieux appropriée, un arrangement amical basé sur les lignes indiquées plus haut.

7. En conséquence, nous vous prions de vous entendre immédiatement avec le représentant de la France pour la remise en commun du mémorandum et les propositions à faire en vue d'un arrangement amical.

68

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 31

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter, au Chef du Département fédéral du Commerce, E. Schulthess

RC Washington, 7. November 1914

Ich beehre mich, Ihnen die vom 5.–7. November zwischen Ihrem Departement und meiner Gesandtschaft gewechselten Kabel (in der Beilage als 1–4 bezeichnet) zu wiederholen und daran folgende Erklärungen zu knüpfen.

ad. 1.[1] Die bevorstehende Ausfuhr amerikanischer Baumwolle nach Deutschland beruht nicht auf einer Entente zwischen dem genannten Lande und den Vereinigten Staaten, sondern lediglich darauf, dass die Vereinigten Staaten es nicht mehr länger ertragen wollten, dass England die Ausfuhr von Baumwolle – welche noch niemals als Kriegskontrebande angesehen worden ist – nach Deutschland und Österreich noch ferner hindere. Grossbritanien gab nach, da die Volksstimmung in den Vereinigten Staaten, der sich stetig mehrenden Schikanen wegen, welche der amerikanische Handel durch Kaperung und Aufhalten von amerikanischen Europasendungen durch die Engländer fortgesetzt erfährt, merklich zu Ungunsten Englands und zu Gunsten Deutschlands umschlug.

Es ist übrigens einstweilen stets noch unmöglich, die dringenden deutschen Baumwollorders auszuführen, da reguläre See-Versicherungen dorthin noch immer nicht möglich sind und die amerikanischen Versicherungsgesellschaften (englische können nicht mittun) immer noch auf Klausel beharren «exempting the insurer from loss arising from British capture, seizure and detention».

Als ich Ihren Wunsch dem stellvertretenden Staatssekretär, Mr. Lansing, vortrug (Herr Bryan ist auf Reisen), sagte er sofort, dass zur Zeit nur italienische Häfen in Betracht kommen können, auch wünschte er, dass ich den englischen Bot-

---

1. *Le télégramme du Département fédéral du Commerce envoyé le 4 novembre 1914 disait:* D'après télégramme Allemagne recevra coton américain en suite d'entente avec gouvernement Etats-Unis. Prière faites toutes démarches pour obtenir appui amical gouvernement américain pour faire passer ports neutres européens tous produits américains notamment coton, métaux, pétrole. Attachons grand prix résultat favorable démarche.

schafter sehe, da von England, welches die Schiffahrt dominiere, eben alles abhänge.

ad. 2.[2] Das Staatsdepartement hatte gerade in den letzten Tagen sich sehr stark mit nach Italien bestimmten, seitens englischer Kriegsschiffe in Gibraltar aufgehaltenen Kupfersendungen zu beschäftigen. Aus den hier beigefalteten neuesten Zeitungsausschnitten werden Sie ersehen, wie arbiträr England auch zum Beispiel Holland gegenüber handelt und wie Schweden gegen Schliessung der Nordsee durch England protestiert, etc. Andere neutrale Staaten wie z. B. Norwegen, die ihre eigenen Schiffe haben, unterziehen sich ebenfalls den englischen Vorschriften.

Nicht wissend, ob Ihnen all das so genau bekannt ist und da ich überdies durch unser Konsulat in New York erfahren hatte, dass dort telegraphische Anfragen bezüglich Lieferungen von Kupfer, Stacheldraht, etc., die augenscheinlich den schweizerischen Bedarf weit übersteigen würden, eingelaufen seien, so nahm ich gerne an, dass es Ihnen als Ergänzung meines unterm 22. Oktober an das Politische Departement gerichteten «Kupferberichtes»[3] vielleicht recht willkommen sein möchte, die Stimmung des bei den Vereinigten Staaten beglaubigten englischen Botschafters, welcher hier «Regen und Sonnenschein macht», zu kennen. Als ich Sir Cecil Spring-Rice aufsuchte, war er äusserst (ich möchte fast sagen «übertrieben») liebenswürdig, versicherte mich seiner Bewunderung für die Schweiz und wiederholte immer wieder, dass wir von ihm alles was wir haben wollen bekommen können, vorausgesetzt nur, dass wir nicht Deutschland und Österreich bedienen.

Der Schlusssatz meines Kabels (No. 2) bezieht sich darauf, dass Herr Lansing mich gebeten hatte, mein Gesuch schriftlich niederzulegen. Ich zögerte dies zu tun, nicht wissend, ob Sie vielleicht schon spezielle Wünsche auszusprechen gedenken.

Die Vereinigten Staaten, so mächtig sie darauf ausgehen, ein möglichst grosses Exportgeschäft mit allen Kriegsführenden zu machen (ich verweise auf meine jüngsten Politischen Berichte No. 16[4] und 17[4] und die Handelsberichte vom 19. September[5], 12.[4] und 29. Oktober[4]) stehen eben doch unter sehr starkem englischen Einflusse. Ganz nebenbei sei erwähnt, dass Staatssekretär Bryan's Schwiegersohn als englischer Offizier im Felde steht.

---

2. *Le télégramme de la Légation de Suisse à Washington envoyé le 5 novembre 1914 disait:* Coton était toujours entièrement libre. Angleterre avait seulement empêché exportation pour Allemagne et Autriche. Le Gouvernement américain consent vous appuyer amicalement par son ambassadeur Rome pour passer port neutre Gênes tous produits américains. Autres ports neutres présenteraient difficultés. En outre j'ai vu ambassadeur britannique qui offre faciliter le transport en légalisant et recommandant ma déclaration que gouvernement suisse garantirait chargements destinés uniquement pour Suisse et que marchandises ne seront pas réexportées. Ambassade italienne nous fournit maintenant déjà recommandations analogues pour chargements blé destination Gênes. Gouvernement américain attend votre décision pour câbler instructions Rome.

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduit.*

5. *Non retrouvé.*

ad. 3. Nach Erhalt Ihres erklärenden Kabels vom 6. Nov.[6], welches mich in die Lage versetzte, die Situation endlich besser überblicken und verstehen zu können, begab ich mich heute wieder zu Herrn Lansing und überreichte ihm die hier in Kopie beigefaltete Note[7]. Er sagte mir, dass er sofort an Botschafter Page in Rom «to use his good offices» kabeln werde, woraufhin ich das chiffrierte Kabel No. 4.[8] Ihnen zuzusenden mich beehrte.

Ich lege noch einige weitere neue Ausschnitte allgemeiner Natur hier bei, welche Sie als mit dem heutigen Schreiben im Zusammenhang stehend, zweifellos interessieren dürften.

Gleichzeitig gestatte ich mir die ergebene Anregung zu machen, ob es nicht tunlich wäre, diese Gesandtschaft, welche in dem sozusagen einzigen Lande liegt, nach dem noch Absatzmöglichkeiten aller Art bestehen, über die nun in der Schweiz existierenden kommerziellen und industriellen Verhältnisse einigermassen auf dem Laufenden zu erhalten.

Wir wissen hier nichts und können oft auf die einfachsten Fragen nicht antworten. Das Ausfuhrverbot vom 13. August gilt nicht mehr genau. Welche Industrien sind exportfähig? Warum liest man stets, dass die Schweiz über Rotterdam verschifft und nicht über Italien? Sind Besucher, Reisende, Fremde in der Schweiz willkommen oder unwillkommen? Um Ihnen ein Beispiel zu geben: Kürzlich klagte uns ein amerikanischer Phonographenfabrikant, dass er durch die Einstellung der schweizerischen Saphirsteinlieferungen gezwungen sein werde, hier seine Fabrikation einzustellen. Wir nahmen an, dass wohl alle Arbeiter an der Grenze seien, kabelten aber schliesslich eine Anfrage an die Fabrik und erhielten umgehend die Antwort, dass Fabrikation und Ausfuhr niemals unterbrochen gewesen seien und dass man um recht zahlreiche Bestellungen bitte.

Die Gesandtschaft gibt sich die grösste Mühe, schweizerische Fabrikate in entstehende Lücken einzuschieben.

Interessenten haben übrigens Gelegenheit, sich in Europa Auskunft über Aus- und Einfuhr amerikanischer Waren zu verschaffen durch den neuen amerikanischen Handelsattaché in Berlin, der zurzeit dem Konsulate der Vereinigten Staa-

---

6. *Ce télégramme disait:* Ihre Depesche vom 5. erhalten. Sind sehr erstaunt, dass Sie Frage mit englischem Botschafter diskutiert haben. Wünschen Hilfe amerikanischer Regierung möglichst freie und unbehinderte Zufuhr amerikanischer Waren zu erreichen sowie englische Kontrolle und Deklaration über Verwendung zu vermeiden. Getreide und Petrole werden allerdings ausschliesslich im Lande verwendet; für andere Waren aber muss freie Verwendung, insbesondere für aus ihnen hergestellte Produkte vorbehalten werden. Vermeidet weitere Diskussion mit englischem Botschafter. Bittet Regierung sich in Rom für unbehinderte Zufuhr amerikanischer Waren durch Italien zu verwenden, da England dort Schwierigkeiten zu machen sucht.

7. *Cette note disait:* Referring to the promise given me verbally on November 5th to support Switzerland amicably with a view of obtaining unobstructed passage of American goods destined for Switzerland through Italien ports, I have the honor to respectfully request, in expressing to you my thanks for your courtesy, to kindly give, as offered, telegraphic instructions in that sense to His Excellency the American Ambassador in Rome.

8. *Ce télégramme disait:* Kabel vom 6. erhalten. Regierung kabelte heute Instruktionen Botschaft Rom Schweizer Wünsche zu unterstützen.

ten in Rotterdam zugeteilt worden ist. Seine Adresse lautet: Mr. Thompson, c/o Consulate of U.S., Rotterdam.

69

E 2200 London 24, I.B.

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP nº 223 Londres, 7 novembre 1914

Ayant une occasion de vous envoyer par une personne de confiance quelques appréciations de portée politique, j'en profite pour former ces lignes, quoiqu'il soit déjà tard dans la nuit et que toute la journée ait été vouée au travail.

Ce que depuis longtemps je tenais à vous dire, mais je n'en avais jamais trouvé le temps au bon moment, c'est que rien ne serait plus faux que de croire, ainsi que le répandent des sources allemandes, que c'est la Grande-Bretagne qui a préparé et voulu la présente guerre. J'ai vu les choses de près et je puis vous assurer que, tout au contraire, Sir E. Grey et tout le Cabinet Britannique ont fait, jusqu'au dernier moment, tous leurs efforts pour le maintien de la paix. Jusqu'au tout dernier moment et alors que presque personne n'espérait plus qu'une solution pacifique pût intervenir, on pensait toujours encore, au *Foreign Office,* pouvoir éviter la catastrophe. C'était à ce point que la France et la Russie n'osaient plus du tout compter sur la coopération de la Grande-Bretagne en cas de conflit armé.

Les ambassadeurs de ces pays à Londres ne cachaient pas leurs graves appréhensions à ce sujet et se demandaient si la Grande-Bretagne allait répéter la faute commise en 1871 et laisser écraser la France une deuxième fois. Certains hommes d'Etat anglais disaient bien que si on laissait faire, le tour de la Grande-Bretagne viendrait dans quelques années et qu'alors elle aurait à affronter toute seule l'Allemagne. Cependant on hésitait et ce n'est que la violation de la neutralité belge par l'Allemagne qui a précipité la décision de l'Angleterre. Non pas que la Grande-Bretagne ait cru devoir tirer l'épée pour défendre un traité, mais l'existence de la Belgique comme pays indépendant est une question vitale pour la Grande-Bretagne et il fallut toute la pitoyable imprévoyance de la diplomatie allemande pour ne pas se rendre et tenir compte de ce fait. Je suis tellement persuadé du mobile qui a fait enfin sortir l'Angleterre de sa réserve et de son indécision, que je n'hésite pas à dire qu'elle ne serait *pas* intervenue effectivement si c'est *notre* neutralité qui eût été violée et cependant un traité vaut l'autre. La Grande-Bretagne a-t-elle jamais sérieusement parlé de la violation de la neutralité du Luxembourg? C'est que le Luxembourg est loin du canal de la Manche et la Suisse encore plus. Un des derniers jours de juillet j'eus d'ailleurs l'occasion de parler de la neutralité suisse, tout à fait accidentellement, à Sir A. Nicolson, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et j'ai nettement rapporté de cette conversation l'impres-

sion que, selon mon interlocuteur, la violation de la neutralité suisse n'eût pas été un «casus belli» pour la Grande-Bretagne.

Voilà pour ce qui s'est passé avant la guerre et ce que je n'ai jamais trouvé le temps de vous dire jusqu'ici, tant nous sommes occupés.

En ce qui concerne la situation actuelle, il est à remarquer que le peuple anglais commence maintenant seulement à se rendre approximativement compte du sérieux de la lutte et du fait qu'il pourrait en être directement touché. Cependant, le recrutement, qui n'allait pas mal pendant un certain temps, se ralentit considérablement, malgré tous les pressants appels. Aussi la rumeur court-elle que le Parlement, qui se réunit le 11 courant et dont la session sera ouverte personnellement par le Roi, serait saisi d'une loi introduisant le service militaire obligatoire, au moins dans une certaine mesure. Décidée comme elle l'est à pousser la guerre à fond, la Grande-Bretagne devra bien, semble-t-il, en venir là, car les volontaires disposés à se faire enrôler dans l'armée se sont présentés déjà et ceux qui ne sont pas venus jusqu'ici ne changeront guère d'attitude. C'est que les guerres modernes et continentales se font maintenant avec une masse d'hommes si considérable que les contingents britanniques ordinaires ne suffisent plus. Nous verrons bientôt si cette rumeur, qui m'est revenue de différents côtés, est fondée.

70

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Confidentielle Londres, 10 novembre 1914

Je me réfère à mon office du 7 courant et à mon télégramme chiffré de cette après-midi.

Selon les instructions que m'a apportées votre dépêche du 28 octobre[1], j'ai demandé en toutes formes et par écrit une entrevue à Sir E. Grey. Il a bien voulu me l'accorder aujourd'hui à 3 heures et demie. Je lui ai parlé dans le sens que je vous indiquais dans ma lettre du 18 octobre[2]. J'ai eu soin de relever que c'est sur vos ordres que j'avais désiré le voir; que le Conseil fédéral et le peuple suisse tout entier attachaient un très grand prix au maintien des rapports d'amitié qui existaient si heureusement entre nos deux pays et dont la Grande-Bretagne nous avaient donné des preuves que nous n'oublions pas dans des moments critiques de notre histoire; que vous teniez donc doublement à ce que tout risque de malentendu, même seulement superficiel et passager, fût écarté et que le Gouvernement

1. *Non retrouvé. Cf. aussi n° 62.*
2. *Non retrouvé.*

Britannique fût convaincu que la Suisse maintenait une stricte neutralité, politiquement et économiquement parlant.

Je fis mention des appels du Conseil fédéral au peuple suisse et expliquai l'attitude de certains organes peu importants de la Suisse allemande au début des hostilités par le fait qu'à cette époque, l'Allemagne, admirablement outillée aussi sous ce rapport, inondait la Suisse de nouvelles toutes en sa faveur, alors que les Alliés n'étaient pas encore en mesure de contrebalancer cette campagne de presse; que du reste, dès le commencement, les journaux de la Suisse française avaient été extrêmement favorables à la France et à la Grande-Bretagne. Et que quant au sentiment du peuple suisse, les centaines de lettres que j'avais reçues d'Anglais revenus de Suisse en faisaient foi: dans toutes ces lettres on ne pouvait pas assez me dire combien on avait à se louer de la bonté et de l'amabilité de nos compatriotes vis-à-vis des Anglais retenus en Suisse, dans des circonstances souvent précaires, à la suite des déclarations de guerre.

J'exposai ensuite combien la Suisse souffrait économiquement du fait d'avoir tant de difficultés à se procurer les matières premières dont ses industries avaient besoin; que le Gouvernement Britannique devait comprendre cette situation et en tenir compte, ce qu'il pouvait faire d'autant mieux qu'il pouvait être assuré que des marchandises arrivées chez nous n'en sortaient plus pour aller en Allemagne et en Autriche, s'il s'agissait d'articles de contrebande; qu'il était parfaitement faux de dire qu'une partie de l'importation suisse s'en allait en Allemagne et en Autriche, ainsi qu'on pouvait le lire dans certains journaux anglais. Je parlai notamment de la laine, du cuivre, du pétrole, du coton; qu'il ne pouvait pas être de l'intention du Gouvernement Britannique d'entraver la marche de nos industries, ce qui aurait pour conséquence de priver de leur pain des milliers et milliers d'ouvriers.

Sur ce point, Sir E. Grey répondit qu'il espérait que l'entente qu'il avait chargé M. Grant Duff de nous proposer porterait remède à une partie au moins de ces griefs (Cpr. ma lettre du 6 novembre)[3]; que pour la laine des permis d'exportation ne pouvaient pas être accordés pour la simple raison que l'industrie anglaise n'en avait pas assez pour ses propres besoins et que, pour le coton, nous recevrions au plus tôt possible une réponse à notre demande d'être exonérés de notre obligation de n'en pas faire le commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Vers la fin de notre entretien, je fis remarquer à Sir E. Grey que vous aviez d'autant plus tenu à ce qu'il entende mon exposé que vous vous disiez que peut-être le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, depuis peu de temps à son poste, n'avait pas encore bien saisi l'état d'âme du peuple suisse et avait été influencé par certaines maladresses de certains journaux suisses.

Sir E. Grey a très bien compris où je voulais en venir, puisqu'il ne m'a pas seulement affirmé qu'il n'avait jamais douté du strict maintien, politique et économique, de la neutralité suisse et qu'il n'avait jamais entendu de plaintes à ce sujet, mais a ajouté expressément qu'il n'avait aussi jamais *eu sous les yeux des rapports* mettant en doute la sincérité de cette neutralité.

---

3. *Cf. n° 67.*

71

E 1004 1/258

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 novembre 1914

5363. Friedensvermittlung neutraler Staaten

Vertraulich — Politisches Departement. Antrag vom 6. November 1914

Schon unmittelbar nach Kriegsausbruch trafen beim politischen Departement die ersten Gesuche und Anregungen ein, der Bundesrat möchte den kriegführenden Staaten seine guten Dienste zum Zwecke der Herbeiführung eines baldigen Friedensschlusses anbieten, oder sonst in irgend einer Weise sich für die Beendigung der Feindseligkeiten verwenden. Das Departement hat diesen meist sehr verschwommenen und unpraktischen Anregungen natürlich keine Folge gegeben.

Die weitere Entwicklung der kriegerischen Ereignisse und der überaus begreifliche Wunsch weitester Kreise, dass dem blutigen Ringen der Völker bald ein Ende bereitet werden könnte, bringen es mit sich, dass in der Presse und in Form schriftlicher und mündlicher Kundgebungen der Interventionsgedanke, bald in dieser, bald in jener Form, zum Ausdrucke kommt.

Das politische Departement erwähnt aus den Kundgebungen der letzten Tage die folgenden:

1.) eine Eingabe der sozialdemokratischen Fraktion der Schweizerischen Bundesversammlung vom 31. Oktober[1], die dem Departement von einer Vertretung am 1. November persönlich übergeben wurde. Die Eingabe regt an, der Bundesrat möchte sich zur Anbahnung des Friedenswerkes mit den Regierungen der übrigen neutralen Staaten in Verbindung setzen, um dann im gegebenen Zeitpunkt an die kriegführenden Mächte mit den Friedensvorschlägen heranzutreten.

Gleiche Eingaben sind von den sozialdemokratischen parlamentarischen Gruppen der übrigen neutralen Staaten am gleichen Tage ihren Regierungen überreicht worden;

2.) eine Eingabe des Schweizerischen Verbandes für Frauenstimmrecht und des Bundes der Schweizerischen Frauenvereine vom 1. November lfd. Js.[2] Diese Eingabe regt an, dem Präsidenten der Vereinigten Staaten nahezulegen, eine Konferenz von Vertretern neutraler Regierungen zusammenzurufen, oder ihm wenigstens die Geneigtheit kundzutun, bei einer Vermittlungsaktion mitzuwirken. Sie stellt die Behauptung auf, die dem Bundespräsidenten auch mündlich bestätigt wurde, dass Präsident Wilson die Geneigtheit ausgesprochen habe, die Sache an die Hand zu nehmen, falls neutrale Staaten einen dahingehenden Wunsch aussprächen.

Die Frage der Friedensintervention hat das politische Departement seit langem

---

1. *Cf. n° 64.*
2. *Cf. n° 66 daté du 4 novembre 1914.*

beschäftigt. Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass unser Land hier eine Mission zu erfüllen hat und unendliches Elend verhüten kann, wenn es im richtigen Momente handelt. Auf der andern Seite sind die Schwierigkeiten, die sich einer erfolgreichen Friedensaktion entgegenstemmen, natürlich enorm, und es kann für das Prestige eines Landes selbstverständlich nicht gleichgültig sein, wenn es eine solche Aktion unternimmt und dabei scheitert.

Die erste Frage, die entschieden werden muss, ist die, ob die Schweiz seiner Zeit allein vorgehen und den kriegführenden Staaten ihre guten Dienste anbieten soll. So verlockend diese Rolle sein mag, würde das politische Departement es doch nicht für richtig erachten, so vorzugehen. Das moralische Gewicht einer Friedensaktion muss stärker sein, als sie einem einzelnen kleinen Lande, mag es in der Völkerfamilie auch einen noch so ehrenvollen Platz einnehmen, naturgemäss zukommen kann.

Es werden sich daher in der Tat mehrere neutrale Staaten vereinigen und gemeinsam Friedensvorschläge einreichen müssen, soll denselben von den kriegführenden Mächten Gehör geschenkt werden. Allerdings kann aber nicht die Rede davon sein, eine Kooperation *aller* neutralen Staaten in Szene zu setzen. Staaten, die zwar heute noch neutral sind, die sich aber bereit machen, im geeigneten Augenblick aus ihrer Neutralität herauszutreten, wie Italien, Rumänien, Bulgarien, Griechenland, sind gewiss keine geeigneten Friedensvermittler. Von einem solchen sollte überhaupt verlangt werden, dass er an der Gestaltung der Friedensvorschläge kein unmittelbares und vitales Interesse hat. Soweit das überhaupt beurteilt werden kann, trifft dieses Erfordernis bei den Vereinigten Staaten von Nordamerika, Holland, der Schweiz, Schweden und Norwegen und wohl auch Dänemark zu.

Wenn also kollektiv vorgegangen werden wollte, so würde sich wohl eine gemeinsame Aktion dieser Staaten empfehlen. Damit sie aber unternommen werden könnte, wären eine vorherige Aussprache und Einigung über das Vorgehen und allfällige Vorschläge erforderlich. Der Schwierigkeiten sind genug vorhanden; sowohl der Entschluss über die Art des Vorgehens, als die Wahl des psychologischen Momentes zum Anerbieten der guten Dienste werden um so schwieriger, je grösser die Zahl der sich zu diesem Schritte vereinigenden Staaten ist.

Diese Schwierigkeiten können aber kein Grund dafür sein, die Hände in den Schoss zu legen und keinen Versuch zur Einigung auf einen gemeinsamen Schritt bei den Kriegführenden zu machen.

Das politische Departement hält dafür, es sollte zunächst in ganz vorsichtiger Weise bei denjenigen Staaten, mit denen die Schweiz eine Kooperation in Aussicht nimmt, sondiert werden, ob sie sich grundsätzlich für einen gemeinsamen Schritt aussprechen würden. Diese Sondierung wäre zunächst in Washington und in der Folge in Holland und den nordischen Ländern vorzunehmen. Von den erteilten Antworten wird es dann abhangen, welche weiteren Schritte zu unternehmen sind.

Gestützt hierauf wird beschlossen:

Das politische Departement wird ermächtigt, im Sinne der vorstehenden Ausführungen vorzugehen.

72

E 27, Archiv-Nr. 14044/1

Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, G. Ador, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Genève, 12 novembre 1914 [1]

La question de l'échange des prisonniers de guerre grièvement blessés, incapables de reprendre du service, nous préoccupe et préoccupe beaucoup de familles qui se sont adressées à nous.

Nous nous sommes adressées à ce sujet aux Comités centraux de [la?] [2] Croix-Rouge de Berlin et de Bordeaux, sans avoir obtenu de réponse positive. Si la Suisse, qui a pris la généreuse initiative d'organiser le rapatriement des civils non mobilisables,[3] voulait encore tenter d'obtenir des gouvernements intéressés l'autorisation de rapatrier en nombre égal cette catégorie de blessés, reconnus définitivement impropres au service, elle rendrait un nouveau et signalé service à la cause humanitaire et aux pays belligérants, qui n'ont aucun intérêt à conserver chez eux ce genre de blessés. Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous faire connaître vos vues à cet égard.

1. *Le document n'est pas daté. Nous donnons la date du timbre d'entrée du DPF.*
2. *Document déchiré. Mot reconstitué.*
3. *Cf. n° 51.*

73

E 27, Archiv-Nr. 14044/1

Le Département politique au Président du Comité international de la Croix-Rouge, G. Ador

Copie
L Berne, 13 novembre 1914

L'idée émise dans votre lettre reçue le 12 novembre [1] au sujet de l'échange des prisonniers de guerre grièvement blessés nous a préoccupés comme vous. Aussi n'avons-nous pas hésité, il y a quelque temps déjà, à nantir verbalement de la question les représentants diplomatiques de France et d'Allemagne à Berne, en les priant de vouloir bien sonder leurs gouvernements respectifs à cet égard. Pour le moment nous sommes encore sans réponse de part et d'autre et il semblerait difficile d'in[sister?] [2] dès maintenant; vous pouvez [savoir?] [2] néanmoins que nous ne p[erdrons pas?] [2] la chose de vue.

1. *Cf. n° 72.*
2. *Document déchiré. Passages reconstitués.*

74

E 2001, Archiv-Nr. 771

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Washington, 14. November 1914

Nach Erhalt Ihres chiffrierten Kabels vom 11. November betreffend Friedensvermittlung[1], welches am 12. Vormittags unverstümmelt hier eingetroffen ist, habe ich mich gleichen Tages, um 4 Uhr, zu dem, eben von seiner Reise zurückgekehrten Staats-Sekretär begeben. Ich teilte ihm mit, dass ich wichtige Nachrichten, wenn möglich, dem Präsidenten persönlich vorzutragen wünsche. Als Herr Bryan aber vernahm, dass es sich um Friedensprojekte handle, wurde er ausserordentlich interessiert und wünschte, da er über dieses Thema schon so oft mit Herrn Wilson verhandelt habe, dass er der Überbringer meines Auftrages an den Präsidenten sein dürfe.

Nachdem ich Herrn Bryan in erster Linie den Wunsch strengster Geheimhaltung ausgesprochen, gab ich ihm mündlich von den drei ersten Sätzen Ihrer Instruktionen Kenntnis. Seinem Ansinnen gemäss überliess ich ihm dieselben nachher schriftlich (Beilage 1)[2]. Auch ersuchte ich ihn um Beantwortung der beiden Schluss-Sätze Ihres Kabels.

Heute vormittag, den 14. November, hat mir der Staats-Sekretär die hier in Abschrift beigefaltete Antwort (Beilage 2)[3] überreicht, aus welcher mein heutiges chiffriertes Kabel an Sie, lautend, wie folgt, hervorging:

«Präsident Wilson anerkennt aufrichtig Interesse der Schweiz. Regierung an Friedensförderung, hält es aber nicht für weise jetzt schon zu versuchen die Bedingungen zu vereinbaren unter welchen später, wenn die Zeit dafür gekommen, ein erneutes Vermittlungsanerbieten zu machen wäre. Verweise politischen Bericht 16. Wilson habe Frauendeputation nicht gesagt, er werde auf Wunsch neutraler Staaten handeln. Von Sozialdemokraten-Petition weiss man hier nichts.»

Der Staatssekretär führte bei diesem Anlasse mündlich weiter aus, dass der Präsident, wie er das nach seinen beiden erfolglosen früheren Bemühungen bereits öffentlich geäussert habe, vorderhand keine neuen Schritte zu tun gedenke. (Gemeint sind damit seine erste direkte Anfrage, im August, bei den kriegführenden Parteien und sein zweiter Versuch, im September, basierend auf einer Äusserung des Botschafters Bernstorff, welcher in der Antwort aus Berlin endete, dass, da Deutschland den Krieg nicht begonnen habe, Friedensvorschläge auch nicht von Deutschland, sondern von den Alliierten zu kommen hätten). Nach Herrn Wilsons Meinung sei es unmöglich, sich jetzt schon über die Modalitäten gemeinsa-

1. *Non retrouvé. Cf. aussi n° 71.*
2. *Document non annexé à la lettre.*
3. *Document non annexé à la lettre.*

men Vorgehens der neutralen Mächte zu beraten, ohne dass diese Pläne verfrüht an die Öffentlichkeit dringen und, vielleicht aus diesem Grunde, scheitern würden. (Für die Vereinigten Staaten mag er recht haben).

Derjenige Teil Ihres Kabels, davon handelnd, welche Staaten eventuell zu begrüssen wären, ist unter diesen Umständen gar nicht berührt worden.

Bezüglich der angeblich einer Deputation amerikanischer Frauen gegenüber gemachten Äusserungen, dass der Präsident geneigt sei, auf Wunsch anderer neutraler Staaten Friedensverhandlungen an die Hand zu nehmen, sagte mir Herr Bryan, dass Herr Wilson diese Erklärung nicht gemacht habe. Es sei stets des Präsidenten Ziel gewesen, ehe er sich an jemand anders wende, vorerst in Erfahrung zu bringen, ob die Parteien überhaupt gewillt wären, eine Vermittlung anzunehmen (wörtlich: «The President has tried to ascertain if the belligerent states would accept mediation before proposing it»).

Was den Schluss-Satz Ihres Kabels anbetrifft, so habe ich allerdings aus Telegrammen hiesiger Zeitungen ersehen, dass man am 1. November mit einer Petition an den Schweizerischen Bundespräsidenten gelangt ist[4]. (Ich sandte Ihnen den bezüglichen Zeitungsausschnitt mit einer der letzten Posten). Herrn Bryan jedoch war die Sache neu und als man resultatlos auf der diplomatischen Abteilung des Staatsdepartementes nachgefragt und auch der Privatsekretär des Präsidenten nichts von einer derartigen Petition wusste, wurde mir mitgeteilt, dass eine solche hier nicht eingelaufen sei.

P.S. Ich sende diesen Bericht erst am 17. hier weg via Italien, weil dieser Weg mir sicherer erscheint als die Route über Rotterdam–Deutschland, für welche heute die Post gesammelt wird.

4. *Cf. n° 66 daté du 4 novembre 1914.*

75

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministère Royal des Affaires Etrangères d'Italie à la Légation de Suisse à Rome

Copie *Rome, 14 novembre 1914*
N

Le Gouvernement Royal d'Italie, vu l'échange de notes du 5–19 août 1914[1] et en présence des circonstances actuelles, déclare au Gouvernement de la Confédération Suisse que le commerce réciproque entre l'Italie et la Suisse continuera à être régi par le Traité du 13 juillet 1904 et ne pourra subir d'autres restrictions que celles qui sont prévues à l'article 2 dudit Traité.

Vu la situation présente, il ne sera pas fait de différence entre le transit *à ordre* et le transit *à une adresse nominative* destinés à la Suisse, à la condition que dans

1. *Cf. n° 49.*

les connaissements *à ordre* il y ait une indication qui, dès le moment du départ de la marchandise de son lieu d'origine, précise d'une façon indiscutable le territoire de la Confédération Suisse comme destination effective finale de la marchandise.

Le Gouvernement italien doit, en effet, malgré son empressement de donner satisfaction aux désirs du Gouvernement suisse, se soucier de protéger les intérêts des compagnies italiennes de navigation vis-à-vis des mesures adoptées par les belligérants afin de réprimer la contrebande.

Le Gouvernement britannique ayant déclaré que toute marchandise constituant contrebande conditionnelle sera susceptible de saisie, si elle voyage vers un port neutre avec connaissement *à ordre,* le Gouvernement italien se voit dans la nécessité de demander au Gouvernement suisse de vouloir bien prescrire pour son commerce à ordre ces mesures de prudence qui sont nécessaires pour empêcher la détention et la confiscation des bateaux italiens sur lesquels les dites marchandises voyagent.

Quant aux réquisitions, le Gouvernement italien déclare qu'il se tient aux dispositions de l'article 2 du Traité de Commerce du 13 juillet 1904.

Enfin, pour ce qui est de l'intention du Gouvernement de la Confédération Suisse de donner, par mesure exceptionnelle, des permis d'exportation pour des marchandises qui serviraient exclusivement de compensation en échange de marchandises que la Suisse considère comme lui étant absolument indispensables, le Gouvernement Italien, en tant que neutre, ne croit pas devoir intervenir aujourd'hui dans une question qui concerne exclusivement le Gouvernement suisse dans ses rapports avec les Gouvernements belligérants; mais il exprime l'espoir que le Gouvernement de la Confédération voudra aussi à ce sujet procéder de façon à ne pas causer des préjudices aux Compagnie italiennes de navigation.

Le Gouvernement Royal saisit l'occasion pour informer la Légation de Suisse que des instructions ont été données pour la continuation du voyage des marchandises en dépôt dans les Douanes italiennes à destination de la Suisse.

76

E 2001 (B) 1, 92b

Le Département politique à la Légation de Suisse à Rome

Copie
T

Berne, après le 14 novembre 1914 [1]

Prière remettre Gouvernement italien au nom du Conseil fédéral la note suivante:

Après une suspension de transit le Gouvernement Royal a informé, par note du 14 novembre [2] la Légation de Suisse que «des instructions ont été données pour la continuation du voyage des marchandises en dépôt dans les douanes italiennes et à destination de la Suisse». En même temps, le Gouvernement Royal

1. *Le document n'est pas daté.*
2. *Cf. n° 75.*

nous a informés qu'il avait rendu un décret d'après les marchandises, pour obtenir le transit à travers l'Italie, devaient être accompagnées d'un connaissement portant une indication qui précise, dès le moment du départ de la marchandise de son lieu d'origine, d'une façon indiscutable le territoire de la Confédération suisse comme destination effective finale de la marchandise. Il était évident qu'il ne pouvait entrer dans les vues du Gouvernement Royal d'attribuer au décret du 13 novembre un effet rétroactif et de frapper les envois déjà en mer le jour de sa promulgation. Chargée par son Gouvernement, la Légation de Suisse a eu l'honneur d'intervenir auprès du Gouvernement Royal pour que celui-ci veuille bien autoriser le transit des très grandes quantités de marchandises en route le 13 novembre, même si les connaissements ne répondaient pas entièrement aux exigences du décret du même jour. Or, jusqu'à aujourd'hui la plus grande partie des marchandises arrivées avant le 13 novembre dans les ports d'Italie à destination de la Suisse, de même que des marchandises parties avant cette date et arrivées dans les ports italiens après elle, n'ont pas été acheminées vers la Suisse. C'est pourquoi le Conseil fédéral se permet d'attirer la bienveillante attention du Gouvernement Royal sur les points suivants:

1. En ce qui concerne les marchandises arrivées dans un port italien avant l'entrée en vigueur du décret, soit avant le 14 novembre, leur expédition en Suisse, vu la déclaration formelle donnée dans la note du Gouvernement Royal de même date, ne saurait faire l'objet d'une discussion.

2. Mais aussi les marchandises parties avant le 14 novembre et arrivées dans un port italien après la promulgation du décret ne peuvent pas être retenues à juste titre. Dans sa note du 14 novembre, le Gouvernement Royal reconnaît que le commerce réciproque entre l'Italie et la Suisse continuera à être régi par le Traité du 13 juillet 1904 et ne pourra subir d'autres restrictions que celles prévues à son article 2. Comptant sur les garanties données par ce Traité, le commerce suisse a continué à expédier de la manière toujours habituelle jusqu'ici, c.à.d. avec connaissements à ordre, les marchandises devant transiter l'Italie pour la Suisse.

L'application rétroactive du décret du 13 novembre exigeant l'indication du destinataire suisse, aux marchandises embarquées avant sa promulgation, ne serait compatible ni avec la lettre ni avec l'esprit des dispositions de notre Traité de commerce. Du reste, la Légation de Suisse a déjà communiqué au Gouvernement Royal, que, d'après les déclarations reçues à Londres, M. Grey, sans donner son consentement exprès, ne fera pas d'objections à l'acheminement vers la Suisse des marchandises en question. En matière commerciale, il est d'un usage absolu que de nouvelles dispositions ne sont pas applicables aux envois expédiés avant leur promulgation.

Le Conseil fédéral croit donc être dans son droit, en demandant le libre passage des marchandises destinées à la Suisse et arrivées dans les conditions indiquées.

3. Quant au coton, il convient de relever que cette marchandise n'est pas désignée comme contrebande et que le Gouvernement anglais a déclaré, dans une note du 13 novembre remise à notre Ministre à Londres et déjà portée à la con-

naissance du Gouvernement Royal par la Légation de Suisse, qu'il ne maintenait plus les restrictions de commerce imposées auparavant et que le commerce du coton était libre. Dans ces conditions, il nous paraît que toutes restrictions apportées au transit de cette marchandise doivent tomber et que le décret du 13 novembre, rendu pour empêcher la contrebande, n'est pas applicable.

4. Le retard apporté à l'expédition en Suisse de toutes les marchandises se trouvant dans des ports italiens porte non seulement grand préjudice à notre commerce qui risque la détérioration des envois, mais est aussi de nature à léser gravement les intérêts généraux du pays. Ainsi que vous en avez déjà été informé, les envois se composent surtout de blé, de maïs, d'autres vivres, d'articles de première nécessité, comme le pétrole, la benzine, et de matières premières comme le coton et les métaux. Indépendamment des intérêts de notre approvisionnement, l'industrie suisse souffrirait gravement du retard prolongé des envois en question. Nos filatures de coton seraient forcées de fermer leur exploitation; quelques-unes se trouvent déjà dans ce cas, attendu que le coton américain leur faisait complètement défaut. Le sort des autres industries qui attendent des matières premières est le même. Un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières risquent de perdre leur travail sous peu, au milieu de l'hiver. La même population souffre énormément du manque de pétrole. Nous nous permettons donc d'attirer votre attention tout particulièrement sur les envois de cette marchandise arrivés dans les ports de Gênes et de La Spezia par les vapeurs «Lampo», «Bayonne» et «Palembang».

Ainsi que la Légation de Suisse a déjà eu l'honneur d'en informer le Gouvernement Royal, les destinataires des envois en question ont tous déclaré que les marchandises dont on demande le libre passage sont, pour autant qu'elles sont considérées comme contrebande, exclusivement destinées à la consommation de la Suisse et le Conseil fédéral réitère la déclaration déjà donnée de veiller à l'accomplissement intégral de ces engagements, toutes les catégories de marchandises en question étant frappées d'une défense d'exportation et que pour ces envois en souffrance il ne donnera aucun permis d'exportation. Nous espérons que le Gouvernement Royal voudra bien considérer cette déclaration comme suffisante. En ce qui concerne le pétrole et la benzine, nous réitérons la déclaration déjà donnée[3] que ces marchandises pourront être envoyées à l'adresse du Gouvernement suisse, si tel procédé facilite leur expédition.

Vu les grands intérêts en jeu, le Conseil fédéral doit attacher le plus grand prix à ce que les demandes formulées soient agréées incessamment. La perspective d'un arrêt des exploitations industrielles et les difficultés d'approvisionnement du pays commencent à inquiéter l'opinion publique. Mais le Conseil fédéral compte sur la bienveillante amitié déjà témoignée à tant de reprises par le Gouvernement Royal d'Italie.

---

3. *A côté de ce passage mais sans indication suffisamment précise pour que l'on soit sûr de la correction, on lit ces mots rajoutés au crayon:* que le Gouvernement suisse est prêt à acheter toutes ces marchandises et qu'elles ... *Il est donc possible que le texte télégraphié se lisait:* [...] nous réitérons la déclaration déjà donnée que le Gouvernement suisse est prêt à acheter ces marchandises et qu'elles pourront être envoyées [...].

77

E 2001, Archiv-Nr. 715

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Pétrograd, 5/18 novembre 1914

En confirmation de mon télégramme de ce jour, j'ai l'honneur de transcrire ci-après le contenu de la note que j'ai reçue aujourd'hui de M. le Ministre des Affaires Etrangères.

«Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement Impérial a pris acte de la communication que M. le Chargé d'affaire de Suisse ad interim a bien voulu me faire dans la note du 24 juillet/6 août[1] de cette année au sujet de la neutralité suisse dans le conflit européen actuel.»

Veuillez agréer ... etc. signé (Sazonov)

1. *Cf. n° 16.*

78

E 2001 (B) 1, 92b

L'Ambassade de France à Berne au Département politique[1]

Copie
N Berne, 18 novembre 1914

1. Les gouvernements alliés sont très désireux de préciser l'exercice comme belligérants de leur droit de visite, de perquisition et de retenue à l'égard des navires neutres suspects de transporter de la contrebande, de manière à réduire au minimum leur ingérence dans le commerce «bona fide» des pays neutres entre eux. Ils sont en même temps dans l'obligation absolue d'empêcher, par tous les moyens légitimes en leur pouvoir, l'approvisionnement par mer de l'ennemi, par l'entremise de pays neutres, en marchandises et autres fournitures dont les Gouvernements ennemis ne peuvent absolument pas se passer pour poursuivre leurs opérations militaires et navales.

2. Le nouvel «Ordre en Conseil» du Gouvernement britannique, en date du 29 octobre 1914, et sa proclamation concernant la contrebande ont été élaborés d'accord entre les deux Gouvernements, pour atteindre, le mieux possible, ce double but. Un certain nombre d'additions ont été faites, comme on le verra, sur la

1. *Une note identique est remise simultanément en langue anglaise par la Légation de Grande-Bretagne à Berne.*

liste de la contrebande absolue; ces additions concernent des marchandises qui, étant donné les conditions actuelles des pays ennemis, sont importées par eux uniquement dans un but de guerre.

En ce qui concerne la contrebande conditionelle, des mesures spéciales sont prévues pour les cargaisons qui ne sont pas indiquées sur les livres de bord comme devant être livrées à un destinataire nominativement désigné en territoire neutre. Nous ferons observer plus loin que les Gouvernements alliés réservent leur droit de capturer des navires neutres transportant des cargaisons de contrebande conditionnelle dans un pays neutre, s'il apparaît, à un moment donné, que les Gouvernements ennemis tirent de ce pays neutre, ou reçoivent par son intermédiaire des approvisionnements pour leurs forces armées.

3. Aussi longtemps que les Gouvernements alliés peuvent être assurés que les cargaisons ayant un caractère éventuel de contrebande, et qui sont ostensiblement destinées à un pays neutre, consistent bien en importations «bona fide» pour ce pays, ou, s'il s'agit de transit, qu'elles ne doivent pas dépasser un territoire neutre voisin, c'est-à-dire si les marchandises ne doivent pas être réexportées et si leur importation ne fait pas simplement partie d'une plus large opération par laquelle, à leur arrivée en pays neutre, une quantité équivalente de marchandises s'y trouvant déjà serait exportée, en ce cas, les Gouvernements alliés seraient disposés à restreindre leur droit de visite vis-à-vis des navires transportant des cargaisons de cette nature au simple contrôle des papiers de bord et de la description authentique incluse de la cargaison. Après quoi, il pourrait être entendu que ces navires seraient libérés de tout contrôle de la part des croiseurs des marines alliées durant leur voyage en cours.

A cet effet, il est proposé qu'un arrangement amical soit conclu avec les Gouvernements neutres intéressés, donnant à ceux-ci les garanties désirées.

4. Cet arrangement pourrait prendre la forme d'un accord sur les bases suivantes:

a) Les Gouvernements neutres prohiberaient l'exportation de leurs pays respectifs de toutes les catégories de marchandises et de fournitures comprises dans les listes de contrebande et dont ils ne désirent ou n'attendent l'importation que pour leur consommation locale «bona fide».

b) Ils donneraient aussi la garantie que, toutes les fois que les marchandises de cette nature sont adressées à un destinataire nominativement désigné dans leurs pays respectifs, celles-ci ne pourront pas, à leur arrivée, être déclarées en transit, mais seront déchargées et tomberont ainsi sous le coup de la prohibition d'exportation stipulée ci-dessus.

5. En retour, les Gouvernements alliés s'engageraient à ce que les navires neutres transportant des cargaisons ayant un caractère éventuel de contrebande n'aient pas, du fait de ce chargement, à subir d'autres formalités que celles nécessaires à la vérification des papiers de bord et de la désignation correcte incluse des marchandises embarquées, pourvu que les cargaisons ne soient pas adressées *à ordre,* mais à un destinataire nominativement désigné dans le pays neutre auquel le navire est destiné, et pourvu que les marchandises, une fois déchargées, soient couvertes par la prohibition d'exportation. D'autre part, les cargaisons de

marchandises ayant un caractère éventuel de contrebande, et au sujet desquelles aucune garantie satisfaisante ne serait obtenue concernant leur non introduction en pays ennemi, seraient considérées comme suspectes et retenues pour être examinées et au besoin soumises à l'adjudication d'une cour de prises.

6. Les marchandises et fournitures, dont l'importation dans les pays neutres sans aucune garantie contre une destination ennemie ultérieure a particulièrement inquiété les Gouvernements alliés, sont: les huiles minérales et l'essence à moteur de toutes espèces, y compris les huiles à graisser lubréfiantes, le cuivre, le caoutchouc, les cuirs et peaux, certaines espèces importantes d'articles d'alimentation, de fourrages et de nourriture pour les animaux. L'introduction de ces articles dans la liste des exportations prohibées serait essentielle. Une importance non moins grande est d'ailleurs attribuée à tous les articles de la liste de contrebande absolue et à la plupart de ceux de la liste de contrebande conditionnelle, dès que se pose la question de leur importation par mer dans les pays neutres. Les Gouvernements alliés sont cependant prêts à déclarer immédiatement que, en vue d'éviter toute cause possible de friction au sujet des matières d'importance secondaire, ils n'ont pas l'intention d'exercer de contrôle sur des articles d'alimentation autres que le blé, la farine, les grains et la viande, excepté bien entendu dans le cas où les cargaisons sont incontestablement destinées à un gouvernement ennemi, à ses forces armées ou à ses agents.

7. Les Gouvernements alliés regrettent sincèrement le retard et les désagréments qui ont été causés parfois par la nécessité d'écarter des navires plus ou moins de leur route, en vue de visites et d'enquêtes, et, parfois aussi, en raison de l'intervention successive de croiseurs belligérants sous différents pavillons.

Après avoir examiné cette question avec le plus grand soin, ils sont persuadés que la meilleure manière d'éviter les difficultés pour les navires neutres à bord desquels se trouve de la contrebande éventuelle, serait de consentir à toucher quelque port de France ou du Royaume-Uni se trouvant sur leur route pour la vérification de leurs papiers et de leur cargaison.

Cette formalité pourrait, dans tous les cas visés par l'arrangement projeté, être achevée dans un minimum de temps et de dérangement, et les navires pourraient être munis d'indications et de signaux spéciaux, qui seraient reconnus et respectés par les croiseurs des marines alliées qu'ils seraient exposés à rencontrer.

79

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 4 décembre 1914 [1]

Ausfuhrverbote

Geheim

Handelsdepartement. (Antrag vom 4. Dezember,)
Mündlich

Herr Bundesrat Schulthess berichtet, dass seitens der Deutschen Gesandtschaft verschiedene Austauschanträge gestellt worden sind, dahin gehend, dass die Schweiz die eine Ware herauslässt und dafür etwas anderes hereinbekommt. Indem Herr Bundesrat Schulthess diese Fälle einzeln, mit seinen Anträgen versehen, darstellt, wünscht er zu seiner persönlichen Wegleitung die Entscheidung des Bundesrates.

«1. Deutschland frägt, ob, falls Getreide nach der Schweiz importiert werden könne, wir zulassen, dass ein Teil des daraus in der Schweiz gewonnenen Mehles nach Deutschland hinausgehe.

Antrag: Ablehnung.

2. Deutschland frägt, ob einem Importeur von Wolle gestattet werde, nach Befriedigung des schweizerischen Bedürfnisses den Überschuss nach Deutschland zu exportieren.

Antrag: Da Rohwolle nicht Kontrebande ist, im Sinne der englisch-französischen Verfügungen, Entsprechung.

3. Deutschland frägt, ob bei Einfuhr von Rohkupfer nach der Schweiz gestattet würde, die hieraus in der Schweiz gewonnenen Produkte, z. B. Kupferdraht, nach Deutschland zu exportieren.

Antrag: Da nur Rohkupfer, nicht aber Kupferdraht und andere Produkte aus Kupfer, auf der Kontrebandeliste enthalten sind, Bejahung der Frage.

4. Deutschland ist bereit, den Export von 250 Wagen Stroh für die Bedürfnisse der schweizerischen Armee zu gestatten, falls die Schweiz die in den vorgelegten Notizen enthaltenen Autodecken und Autoschläuche nach Deutschland exportieren lässt. Die Waren sind deutscher Provenienz. Der Generalstab würde vom Standpunkte der Versorgung der Armee aus zustimmen. Nachträglich hat jedoch Herr Oberst von Sprecher mündlich Bedenken geäussert und erklärt, dass bei Bekanntwerden Frankreich die Gummi- und Reifenzufuhr zweifellos sistieren würde. Der Entscheid ist sehr heikel.

Antrag: Es sei in der vorliegenden Form dem Wunsche nicht zu entsprechen. Dabei bleibe dahingestellt, ob kleinere Mengen von Gummireifen exportiert werden dürfen.

5. Die Aluminiumfabriken in Neuhausen und im Wallis können ihren Betrieb bloss mit Hilfe der Tonerde aufrecht erhalten, die aus Deutschland bezogen wird.

---

1. *Etait absent: F. Calonder.*

Eine Handhabung des Aluminium-Ausfuhrverbotes hätte die Betriebseinstellung dieser Fabriken zur Folge.

Da es sich um ein schweizerisches Produkt handelt, hergestellt von deutschen Rohmaterialien, so wird der *Antrag* gestellt:

Das Handesdepartement sei ermächtigt, die Ausfuhr von Aluminium durch diese beiden Fabriken zu gestatten, falls dem schweizerischen Bedarfe ein gewisser Teil reserviert wird und in der Voraussetzung, dass Deutschland das Verbot der Sodaausfuhr nicht aufrecht erhält.»

Der Bundesrat stimmt in bezug auf sämtliche, vorstehend aufgeführten Ziffern den Anträgen des Herrn Bundesrat Schulthess zu, ausser in bezug auf Ziffer 4. Auf Grund der Beratung gelangt er einstimmig zu der Auffassung, dass der gewünschte Austausch genehmigt werden sollte.

80

E 1004 1/258

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 décembre 1914

5872. Englisch-französische Note betr. Kontrebande

Politisches Departement. Mündlich

Auf eine von den diplomatischen Vertretern Grossbritanniens und Frankreichs überreichte, identische Note über den Verkehr mit Waren, die als Kontrebande bezeichnet werden, wird die nachfolgende Antwort im Wortlaut festgesetzt:

«En réponse à la note verbale que Son Excellence M. le Ministre de Grande-Bretagne a eu l'obligeance de remettre le 18 novembre dernier [1], note identique à celle remise à la même date par Son Excellence M. l'Ambassadeur de France, le Conseil fédéral doit en premier lieu poser le principe que la Suisse, signataire comme le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la République Française de la Convention de La Haye, doit se réserver le droit de s'en tenir aux dispositions de la Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. Aux termes de cette Convention, une Puissance neutre n'est pas tenue d'empêcher l'exportation ou le transit, pour le compte de l'un ou de l'autre des belligérants, d'armes, de munitions et, en général, de tout ce qui peut être utile à une armée ou à une flotte; elle a seulement le devoir de veiller à ce que les mesures prohibitives ou restrictives qu'elle pourrait décider de prendre à l'égard de ces matières soient uniformément appliquées par elle aux belligérants.

«Un Etat neutre se départirait de sa neutralité s'il promulguait des interdictions d'exportation sur le désir exprimé, par l'un des partis belligérants, d'empêcher, en

---

1. *Cf. n° 78.*

faveur de son adversaire, l'importation de certaines matières. Un gouvernement autonome ne prendra de telles mesures que dans l'intérêt du pays lui-même et le fera pour suppléer à l'insuffisance des approvisionnements destinés à ses besoins, ou pour rendre possible, par l'octroi d'exceptions consenties en faveur d'un autre Etat, l'échange de marchandises qui lui sont également nécessaires. C'est pourquoi, le désir d'un Etat belligérant de voir l'Etat neutre ne faire aucune exception parmi les interdictions d'exportation qu'il a rendues librement ne peut se concilier ni avec son autonomie, ni avec sa position de neutre.

«Le Conseil fédéral suisse, cependant, a vu avec satisfaction que la note précitée n'envisage évidemment aucune mesure de ce genre et qu'au contraire les Gouvernements Britannique et Français se rendent pleinement compte de la situation tout à fait exceptionnelle de la Suisse dans le conflit actuel. En effet, l'existence économique de la Suisse dépend d'un ensemble de conditions qui ne sont pas toutes subordonnées à la garantie de la libre importation par mer.

«La Suisse est contrainte, bon gré mal gré, de se procurer ailleurs qu'outremer, en particulier en Allemagne, toute une quantité des marchandises les plus importantes, absolument nécessaires à sa vie et à sa production, entre autres le fer et l'acier, bruts et mi-fabriqués, le charbon, des produits chimiques.

«C'est cette situation tout à fait exceptionnelle qui dicte la réponse que la Suisse doit donner à la proposition des Hauts Gouvernements Alliés concernant le commerce en contrebande.

«Toute la question doit être examinée uniquement à la lumière des faits; essayer de la résoudre théoriquement conduit immédiatement à des conclusions fort erronées et exagérées.

«C'est ainsi qu'étant donné les conditions du port de Gênes, il est matériellement exclu que la Suisse puisse jamais devenir pour un des partis belligérants ‹une base d'approvisionnement en marchandises de contrebande importées d'outre-mer par les ports neutres d'Italie›. Les ports neutres d'Italie dont on pourrait disposer ne suffisent pas même à satisfaire les besoins légitimes de l'Italie et de la Suisse attendu que, d'une part, ils n'ont pas la capacité nécessaire et que, de l'autre, les chemins de fer italiens ne possèdent pas le matériel roulant suffisant.

Si l'on veut arguer du fait que la Suisse reçoit actuellement par des ports français et italiens de très grandes quantités de marchandises qui ont été qualifiées marchandises de contrebande, on doit à cet égard remarquer qu'au contraire le chiffre de l'importation totale de la Suisse en ce qui concerne ces articles est demeuré bien au-dessous de celui de l'année dernière. Son Excellence M. le Ministre de Grande-Bretagne pourra s'en convaincre en parcourant le dossier officiel ci-joint constater combien il est peu fondé de considérer la Suisse comme une base d'approvisionnement pour l'Allemagne alors qu'elle a grand' peine à satisfaire ses propres besoins les plus urgents. Cette difficulté de s'approvisionner est d'autant plus grande que justement les ports du nord utilisés habituellement de préférence par la Suisse, sont actuellement fermés.

Comme il a été dit plus haut, la Suisse a décrété, pour assurer son propre approvisionnement, un nombre considérable d'interdictions d'exportation (voir Arrêtés du Conseil fédéral ci-inclus du 18 septembre, des 20 et 27 octobre, du 27

novembre et du 1er décembre 1914[2]. Ces interdictions d'exportation frappent presque tous les articles qui figurent sur la liste anglo-française de contrebande absolue et conditionnelle. Elles pourraient encore, cas échéant, être complétées; elles constituent la garantie désirée par les Hauts Gouvernements Alliés au sujet de la possibilité de faire le commerce des marchandises de contrebande sans l'autorisation expresse du Conseil fédéral. De telles autorisations ne seraient accordées qu'après examen approfondi des circonstances et demeureraient dans les limites des cas exceptionnels dont il est parlé ci-dessus. Garantie pleine et entière est ainsi donnée qu'en fait l'importation totale des articles d'outre-mer en Suisse est et restera une importation bona fide.

«La Suisse est donc prête à déférer au postulat de la note anglo-française dans la mesure compatible avec son désir ferme, et certainement compréhensible pour tout le monde, de maintenir son existence politique et économique.

«En conséquence, la Suisse pourrait prendre l'engagement d'interdire la réexportation des marchandises importées que les gouvernements Alliés ont classées dans la catégorie des marchandises de contrebande et considérer toute marchandise importée comme soumise aux prescriptions qui frappent les marchandises indigènes.

«Par contre, le Conseil fédéral se réserverait le droit de donner des autorisations d'exportation dans des cas exceptionnels, quand d'autres moyens feraient défaut pour parer à un dommage menaçant les intérêts vitaux du pays.

«Ces garanties offertes par le Gouvernement suisse, en connexion avec l'accord relatif au transit à ordre que la Suisse a conclu avec l'Italie, donnent aux Hauts Gouvernements Alliés l'assurance désirée que les importations en Suisse ne seront pas employées abusivement à l'approvisionnement de Puissances belligérantes.

«Quant au transit direct par la Suisse, il reste hors de question, quelles que soient la provenance et la destination de la marchandise. La Suisse n'étant pas un Etat belligérant, elle est tenue de respecter ses traités de commerce en vigueur.

«Le Conseil fédéral ajoute qu'en fait, il est déjà entré actuellement dans l'ordre d'idées dont il s'agit et il exprime l'espoir que les Hauts Gouvernements Alliés éviteront déjà maintenant tout ce qui pourrait porter atteinte au commerce entièrement légitime de la Suisse neutre.»

---

2. *Cf.* R. O. vol. 30, p. 486, 529, 536, 588, 598.

81

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L London, 14. Dezember 1914

In Ausführung des in meinem heutigen Telegramm gegebenen Versprechens beehre ich mich, Ihnen beigeschlossen eine Übersetzung der vom 12. Dezember datierten, mir heute morgen zugekommenen Note des Auswärtigen Amtes, N°81577/14 [1], zuzustellen. Diese Note, die sich als eine nähere Ausführung der Ihnen am 9. Dezember übermittelten darstellt, wurde mir zu gleicher Zeit wie Ihre Depesche vom 8. dies eingehändigt.

Aus all diesen Mitteilungen geht hervor, dass Grossbritannien nur unter der Bedingung unsere Zufuhr in den namhaft gemachten Artikeln ungehindert durchgehen lassen will, wenn wir uns zu einem unbedingten und ausnahmslosen Ausfuhrsverbot dieser Artikel verstehen wollen. Jeder Versuch, die britische Regierung von dieser Bedingung abbringen zu wollen, ist, wie ich mich noch heute nachmittag im Laufe einer Besprechung mit Sir E. Crowe (betreffend Petroleum-Ausfuhr aus Italien) vergewissern konnte, *vollständig aussichtslos*. Wenn wir unsere Industrien, die auf diese Rohstoffe angewiesen sind, nicht vollständig lahmlegen wollen, so müssen wir, wie ich schon in meinem Schreiben vom 8. bemerkte, wohl oder übel, diese Bedingungen annehmen.

So sehr ich das Bestreben des Bundesrats würdige und teile, unter keinen Umständen die Souveränität, das freie Bestimmungsrecht und die Neutralität des Schweiz antasten zu lassen, muss ich doch sagen, dass ich nicht wohl einsehe, inwiefern diese Güter durch die Annahme der gestellten Bedingung berührt sein würden. Man schlägt uns, unter ganz aussergewöhnlichen Umständen, eine Abmachung vor, die zugleich unsere und die Interessen Englands und Frankreichs wahren soll, ohne die Interessen des andern kriegführenden Teiles zu schädigen. Denn inwiefern würde sich z. B. Deutschland schlechter stellen, wenn wir die bewusste Bedingung annehmen, als wenn wir sie verwerfen und dadurch uns selbst die Einfuhr derjenigen Artikel abschneiden, die die Verbündeten Deutschland und Österreich-Ungarn vorenthalten wollen?

Die Niederlande und Italien haben diese Bedingung angenommen und, was das letztere Land anbelangt, wissen wir zu unserm Schaden, wie streng es sie aufrecht erhält.

Dazu kommt, dass man ja, wie mich Sir E. Crowe versicherte, von uns nicht verlangt, dass wir uns durch eine förmliche Vereinbarung binden. Wir brauchen unsere Verpflichtung, wenn wir sie eingehen, nicht publik zu machen; es genügt, wenn wir im einzelnen Fall auf Ausfuhrsgesuche solcher Waren verneinend ant-

---

1. *Reproduit en annexe.*

worten. Vielleicht ist das ein Punkt, auf den Herr Grant Duff Ihre Aufmerksamkeit nicht gelenkt hat und der vielleicht den Abschluss einer Verständigung zu erleichtern geeignet wäre.

Noch will ich beifügen, dass das Entgegenkommen, das mir heute Sir E. Crowe bewies, indem er in meiner Anwesenheit anordnete, es solle im Sinne des vorgestrigen Telegramms des Handelsdepartements wegen der Ausfuhr von Petrol aus Italien in die Schweiz sofort an den britischen Botschafter in Rom telegraphiert werden, nicht dahin ausgelegt werden darf, als ob Grossbritannien auf den prinzipiell eingenommenen Standpunkt verzichte. Im Gegenteil werden jetzt alle einzelnen Fälle von Ausfuhrsbewilligungs-Gesuchen der in der beiliegenden Note namhaft gemachten Artikel abschlägig beschieden mit der Begründung, es könne so lange darauf nicht eingetreten werden, als die Schweiz das *absolute und unbedingte* Ausfuhrsverbot nicht versprochen habe. Unter diesen Umständen habe ich mich meinerseits leider gezwungen gesehen, solche zur Übermittlung an das Auswärtige Amt an mich gelangende Gesuche bis auf weiteres abzulehnen, als erwiesenermassen aussichtslos.

In der Hoffnung, dass es im Interesse unseres Landes möglich sein werde, bald zu einer Verständigung zu gelangen, versichere ich Sie, Herr Bundespräsident, erneuert meiner ganz ausgezeichneten Hochachtung.

ANNEXE

Le Foreign Office *à la Légation de Suisse à Londres*

Copie
N London, 12. Dezember 1914

Der Unterstaatssekretär für Auswärtige Angelegenheiten bringt zur Kenntnis des Schweizerischen Gesandten, dass unter Verlass auf die von der Schweizerischen Regierung betreffend das Export-Verbot gewisser Artikel aus der Schweiz veröffentlichten Vorschriften, es in Zukunft für die Gesandtschaft nicht mehr nötig sein wird, dieser Amtsstelle Gesuche um Bewilligung der Ausfuhr aus dem Vereinigten Königreiche betreffend irgendwelche, aus der Schweizerischen Liste angeführte Artikel zuzuleiten, mit Ausnahme von Kupfer, Nickel, Blei, Aluminium, Hematit, Eisenerz und Roheisen, Kautschuk, Petroleum, Mangan («manganese») salpetersäures Natron (? engl. «nitrate of sodium») und Jute (engl. Jute).

In allen Fälllen der übrigen auf der Schweizerischen Liste angeführten Artikel werden die Gesuche um Ausfuhrbewilligungen mit grösserer Raschheit erledigt werden, wenn sie von dem im Vereinigten Königreich sich befindenden Absender direkt an die Zollbehörde eingereicht werden, und Bewilligungen zum Export irgendeines solchen Artikels in vernünftiger Quantität werden im Allgemeinen erteilt werden, solange der Vorrat im Vereinigten Königreich dies gestatten wird.

Was die oben mit Namen aufgeführten Artikel betrifft, so können Ausfuhrbewilligungen nur dann erteilt werden, wenn die Schweizerische Regierung gewillt ist, Vorschriften zu erlassen, die ein absolutes Ausfuhrverbot festsetzen, nicht nur für das Rohmaterial, sondern auch für die damit hergestellten Artikel und zwar in jedem Zustande der Fabrikation, und ausserdem für die Legierung der genannten Metalle.

Eine Liste der Artikel, deren Ausfuhr aus der Schweiz verboten ist, findet sich der gegenwärtigen Note für Herrn Carlin's Kenntnisnahme angeschlossen.

82

E 27, Archiv-Nr. 14044/1

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L n° 842/14 Personnelle Paris, 19 décembre 1914

C'est avec le plus vif intérêt que je me suis mis en campagne pour tâcher de faire aboutir votre projet de renvoi dans leur pays des prisonniers de guerre reconnus définitivement incapables de servir [1].

Il y a là, non seulement une tâche humanitaire d'ordre général, mais il y a aussi un intérêt politique, pour notre pays, à essayer de frapper un peu l'opinion publique sous la forme d'un service rendu par la Suisse à une cause humanitaire pendant la guerre actuelle.

Le rapatriement des internés civils a déjà été une œuvre utile, mais il serait opportun de pouvoir ajouter autre chose.

J'ai sondé le terrain à la Direction Politique du Ministère des Affaires Etrangères et j'ai trouvé le Directeur Politique, M. de Margerie, assez hésitant pour ne pas dire plus. Il m'a dit qu'il croyait que l'affaire était déjà réglée négativement, que le Ministre de la Guerre, M. Millerand, n'était pas très sympathique, qu'un officier définitivement infirme physiquement pouvait encore rendre des services intellectuels et enfin qu'il y avait un courant très vif en France pour s'opposer à ce qu'aucun officier allemand rentre dans son pays avant la fin de la guerre, sous quelque prétexte que ce soit.

Vous voyez que la question touche des nerfs sensibles.

J'avais entretenu aussi le Chef de Cabinet de M. Delcassé, M. Piccioni, de votre projet; il m'avait promis d'en parler à son ministre; avant-hier matin, j'ai rencontré devant chez moi M. Delcassé se rendant au Conseil et nous avons pris rendez-vous pour hier soir.

M. Delcassé m'a dit que la question ne dépendait pas de lui, mais qu'il promettait de l'étudier de très près et de la recommander à M. Millerand, attendu aujourd'hui de Bordeaux à Paris.

Au cours de la conversation, M. Delcassé, qui est généralement très maître de lui, quoique très vif tempérament, est subitement «parti» en me disant: Je n'ai jamais menti et je vous déclare que, si les Allemands continuent à maltraiter nos prisonniers chez eux comme ils le font, rien ne nous empêchera d'annoncer au monde entier que, malgré notre répugnance à user de représailles envers ces malheureux, nous traiterons les prisonniers allemands en France comme on traite les nôtres en Allemagne. Nos prisonniers en Allemagne meurent de faim. En France, nous donnons aux prisonniers la nourriture du soldat français: 700 grammes de pain et 200 grammes de viande chaque jour; en Allemagne, on donne aux Français 500 grammes de pain au plus, viande zéro. En France, nous permettons

---

1. *Cf. à ce sujet n° 72 et n° 73.*

aux prisonniers de recevoir deux lettres par semaine et des cartes postales sans limitation de nombre; en Allemagne, nos prisonniers peuvent recevoir une lettre par mois et une carte postale par semaine les trois autres semaines du mois. J'ai un fils prisonnier en Allemagne. Je ne demande aucune faveur pour lui et je refuserais qu'il fût mieux traité que les autres. Mais ces procédés doivent cesser, ou bien nous les appliquerons chez nous bien que cela répugne à nos tempéraments français.

Ici encore, vous voyez avec quelle prudence il faut aborder les questions d'humanité et combien il est difficile à un belligérant de comprendre l'état d'âme d'un neutre ou vice versa.

J'ai fait aussi une démarche chez le Chef du Cabinet de M. le Président de la République pour intéresser ce dernier à cette tentative. Je vous écrirai dès que je l'aurai revu ou que M. Poincaré m'aura fait appeler.

Puisque M. Millerand doit être arrivé à Paris ce matin, je ne manquerai pas d'aller le voir.

Il semble difficile, pour le moment, d'aboutir pour les officiers mais je n'abandonnerai, à aucun prix, la tâche en essayant tout au moins de réussir pour les soldats.

Il semble que, puisqu'il appartiendra au médecin militaire de l'ennemi de décider qui peut être rapatrié, on devrait finir par s'entendre.

Si, d'autre part, vous pouviez vous renseigner sur le traitement des prisonniers de guerre français en Allemagne et me mettre en mesure d'éclairer M. Delcassé à leur sujet ou obtenir une amélioration de leur sort, cela contribuerait à la réussite de votre noble idée du rapatriement des invalides.

Vous avez eu la bonté de faciliter le retour en France du Docteur Ribot, fils du Ministre des Finances, retenu pendant six semaines à Halle. Ce jeune médecin est venu me voir à Bordeaux; je l'ai connu enfant et l'ai fait sauter jadis sur mes genoux dans le petit jardin de ses parents aux environs de Paris.

Le Docteur Ribot m'a raconté qu'ils étaient trente-cinq officiers, dont quelques médecins réunis dans une baraque, et qu'ils avaient du pain en suffisance mais une viande presque immangeable et composée de déchets graisseux; pendant trois semaines, ils ont couché sur la terre, sur de la paille ou des paillasses; pendant les trois autres semaines, ils ont eu des lits avec paillasses mais pas de couvertures. Quant aux soldats ils avaient littéralement faim et recevaient une nourriture manifestement insuffisante.

Je n'ai aucun motif de suspecter la véracité du jeune Ribot (qui avait d'ailleurs fort bonne mine). J'ignore également si ce qui se passait d'après lui à Halle se passe partout ailleurs dans les dépôts de prisonniers français en Allemagne.

J'ai cru comprendre que M. Delcassé avait écrit hier à M. Beau pour l'entretenir de cette question de nourriture des Français prisonniers en Allemagne; il est donc possible que l'Ambassadeur de France vienne vous en entretenir prochainement.

En espérant pouvoir, à bref délai, vous transmettre d'autres indications et en répétant que je mettrai tous mes soins à faire aboutir totalement ou partiellement votre projet, j'ai l'honneur de vous renouveler, Monsieur le Président, l'hommage de ma très haute considération.

83

E2001 (B) 1, 92b

Le Conseiller de Légation à Rome, Ch. L. E. Lardy,
au Chef du Département du Commerce,
de l'Industrie et de l'Agriculture, E. Schulthess

Copie
L

Rome, 20 décembre 1914

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date du 18 de ce mois [1].

Hier matin, je suis allé voir l'Ambassadeur d'Angleterre, qui m'a reçu avec la plus grande cordialité. Je lui ai nettement fait voir que le Gouvernement Britannique avait donné à entendre de la manière la plus précise au Gouvernement de la Confédération que non seulement il ne lui mettrait pas des bâtons dans les roues, mais qu'il aiderait à obtenir de l'Italie l'acheminement des marchandises. J'ai insisté là-dessus parce que j'ai eu bien souvent l'occasion de constater la différence entre les assurances anglaises et leurs résultats pratiques et parce que je voulais absolument éviter que Sir Rennell Rodd eût le moindre prétexte pour recommencer une équivoque analogue à celle qui a causé des retards dans les affaires du coton et du pétrole. Je lui ai lu une copie très peu modifiée de votre télégramme sur ce sujet et lui ai demandé son appui.

L'Ambassadeur me l'a promis et a développé tout au long la théorie que le Gouvernement anglais a déjà exposée à M. Carlin, à savoir que l'Italie se cache derrière l'Angleterre pour avancer ses propres intérêts. Cette théorie n'a rien de nouveau et j'ai déjà eu l'honneur de vous en entretenir à propos du coton dans mon rapport du 7 décembre[2]. Elle est partagée par l'Ambassade des Etats Unis en partie. Sir Renell Rodd ne m'a pas caché que la grande difficulté serait de trouver un moyen détourné, ne touchant en rien au décret [3], comme nous y sommes arrivés – sans son aide d'ailleurs – pour le coton et le pétrole.

J'ai passé ensuite à l'Ambassade d'Amérique, où j'ai demandé à l'Ambassadeur de continuer à nous assister. Mr. Page est un homme simple et sans-gêne et, dans la question du coton, c'est en le poussant et l'excitant jusqu'à la colère que nous avons réussi à le faire parler très crûment en notre faveur à M. Sonnino.

L'Ambassadeur d'Angleterre et moi avons, dans l'après-midi, vu successivement le comte Manzoni, qui semble être au Ministère des Affaires Etrangères et au sein de la Commission la personne la plus disposée à nous offrir un certain appui. Sir Rennell Rodd m'a écrit qu'il avait exposé notre point de vue dans le sens de ma lettre à M. Manzoni, que je mentionnerai tout à l'heure.

J'ai trouvé M. Manzoni assez passif et il m'a semblé qu'il avait grand' peine à imaginer un moyen de nous contenter. Il m'a dit que l'Ambassadeur d'Angleterre

---

1. *Non retrouvé.*
2. *Non reproduit.*
3. *Il s'agit du décret italien du 13 novembre 1914 mentionné dans le n° 76.*

lui avait en effet donné toutes les assurances voulues: mais il ne m'a pas caché que cela ne lui faisait pas une énorme impression car, pendant que l'Ambassadeur donnait ses assurances, l'amiral anglais ne cessait d'arrêter les bateaux italiens. Il m'a eu l'air de croire que les Anglais manquent un peu de sincérité et qu'ils pourraient bien se donner les gants de tout faciliter «pro forma» et créer ensuite à l'Italie des incidents. Il m'assure qu'il a mille raisons de croire a leur méfiance vis-à-vis des Italiens et de nous. En outre, on sent très bien qu'il a peur de rien nous accorder qu'il doive refuser à l'Allemagne et à l'Autriche, car le baron Sonnino se montre encore moins décidé que le Président du Conseil à heurter ouvertement ses ex-alliés. M. Manzoni m'a parlé de politique et m'a dit que les Anglais ne cesseraient de créer des ennuis à l'Italie tant qu'ils ne seraient pas sûrs de son attitude politique finale.

Enfin il m'a promis, mais sans grande confiance, de chercher une solution favorable; il s'attache toujours à l'idée d'une anticipation, qui lui paraît seule compatible avec le décret. J'ai insisté en particulier pour le maïs, en déclarant que, d'une manière ou d'une autre, cette marchandise devait passer sans retard.

Je dois ajouter que j'ai eu bien souvent déjà l'occasion de faire entrevoir au comte Manzoni, et même au baron Sonnino, que nous n'ignorions pas que l'Angleterre n'était pas toujours le seul obstacle aux facilités que nous demandions et d'insister sur l'attitude anglaise, qui rejette sur l'Italie le poids de la responsabilité d'un refus devant l'opinion publique suisse.

En quittant M. Manzoni, je lui ai écrit un mot pour préciser nos désirs, c'est-à-dire le passage de trois sortes de marchandises: 1) celles qui sont parties avant le 13; 2) celles dont les connaissements sont à ordre parce que les télégrammes qui les concernent ne sont pas arrivés à temps; 3) celles dont les connaissements sont à ordre parce que les compagnies de navigation ont refusé d'accepter une adresse suisse.

C'est aussi ce point de vue que l'Ambassadeur d'Angleterre m'écrit qu'il a appuyé au Ministère; il suggère un prêt «pro forma» que nous ne rendrions jamais.

P.S. Pourriez-vous me faire parvenir une liste des marchandises en souffrance? J'en ai dressé une moi-même d'après les données que j'ai; mais elle ne me paraît pas complète.

84

E 2200 Rom 3, I.B.

Le Conseiller de Légation à Rome, Ch.L.E.Lardy,
au Chef du Département politique, A.Hoffmann

Copie
RP

Rome, 29 décembre 1914

Le Ministre de Serbie m'a raconté que, au moment où les troupes autrichiennes s'étaient beaucoup avancées en Serbie, le Gouvernement austro-hongrois avait proposé au Gouvernement serbe d'évacuer la Serbie et de signer une suspension

d'armes plus ou moins définitive. Le Gouvernement serbe n'avait pas songé à accepter mais le Ministre, désireux de connaître les sentiments réels de l'Italie, a feint de consulter le Ministère des Affaires Etrangères sur la situation et lui a demandé ce qu'il en pensait. La réponse a été aussi précise que possible et l'on s'est écrié, à la Consulta, que la Serbie ne pouvait songer à abandonner ses alliés, que «ce serait une trahison»: le mot a été répété deux fois. Par l'attaché militaire français, j'ai appris qu'en effet la proposition autrichienne avait été envisagée en Italie avec la plus grande inquiétude, une réconciliation de la Serbie et de l'Autriche aurait été en effet pour les plans éventuels italiens très dangereuse.

La fondation de la ligue italo-roumaine, accueillie avec enthousiasme, n'a rien d'officiel, mais elle est un indice de plus de la volonté de ces deux puissances, en cas de déconfiture autrichienne, d'envahir la Duarchie et de s'y tailler leur part. Le Ministre de Serbie me dit que l'Italie sera certainement la dernière à entrer en lice et qu'elle ne veut rien risquer puisqu'elle croit obtenir en tous cas ce qu'elle désire. Il assure qu'elle exerce une grande pression sur la Roumanie pour lui faire prendre les devants et que la Russie aussi menace d'occuper la Transylvanie sans rien garantir pour l'avenir.

Les représentants de la Triple Entente prévoient que l'Italie entrera en campagne en février, ou si possible en mars. Le Conseiller de l'Ambassade de France assure qu'elle tient à éviter une campagne d'hiver et une campagne longue; il dit que, si les opérations militaires traînent, elle cherchera à attendre le commencement de la fin. L'attaché militaire français déclare l'armée prête, à l'exception de l'artillerie lourde. L'attaché militaire russe bave force injures contre les troupes italiennes, qu'il trouve lâches, mal préparées, incapables de partir en campagne.

La Triple Entente escompte déjà le succès final; mon collègue allemand en rit aux larmes, mais il ne cache pas que l'Autriche est pour l'Allemagne une écharde dans sa chair. L'attaché militaire allemand a dit à M. de Sonnenberg que l'état-major impérial préparait une attaque générale pour le milieu de février; il a ajouté que l'Allemagne se refournissait comme elle le voulait et a montré un grand étonnement des difficultés économiqes que nous rencontrions ici. Mes collègues Hindenburg et Ambrozy me disent aussi qu'ils obtiennent de l'Italie au point de vue commercial ce qu'ils veulent par voie d'échanges, alors qu'il faut à la Suisse un long débat pour chaque kilogramme qu'elle parvient à arracher. J'ai fait hier la conversation avec le prince de Bülow, qui était gai, jovial, bonhomme et plein d'entrain. Le baron Macchio, ambassadeur d'Autriche, qui m'a reçu pendant une demi-heure la semaine dernière, manifestait en l'Italie une confiance sereine, tempérée d'ironie. Vous aurez vu par mon rapport d'aujourd'hui à M. Schulthess [1] ce que m'a dit l'Ambassadeur d'Angleterre sur l'influence occulte de la banque allemande en Italie.

En somme, tout indique que l'Italie prépare dans ses moindres détails son expédition contre l'Autriche, tout en évitant soigneusement de brûler ses vaisseaux.

Le débarquement des troupes italiennes à Avlona excite chez le Ministre de

---

1. *Non reproduit.*

Grèce quelque crainte. Il m'a dit qu'il n'y avait pas lieu de supposer que l'expédition d'Albanie entrainât l'Italie plus loin qu'elle ne le voulait et qu'elle saurait ne pas y engager plus de troupes qu'il n'était nécessaire; mais il a ajouté que cette expédition risquait d'amener avec l'Autriche des frottements qui pourraient provoquer un conflit avant le moment propice. C'est là qu'il considère que toute la prudence du Gouvernement italien sera nécessaire. A la Légation de Serbie on assure que l'Autriche avalera tout et à l'Ambassade de France on croit que l'Italie, loin de se compromettre, ne bougera en Albanie qu'après s'être entendue avec les Autrichiens.

Vous aurez vu l'article d'un «diplomate français» reproduit ici dans le *Giornale d'Italia,* qui révise la carte de l'Europe. Il attribue à la Suisse le Tyrol et le Vorarlberg. *Le Giornale degli Italiani* contenait il y a deux mois une offre analogue. L'Ambassade de France m'avait fait en août des ouvertures pour le Vorarlberg, que je n'ai pas relevées. Le désintéressement croissant des Allemands pour les choses d'Autriche semble indiquer que, chez eux, cette idée ne rencontrerait pas nécessairement une opposition absolue et inébranlable, si les circonstances le voulaient. Je me permets de signaler ces indices à votre bienveillante attention à toutes fins utiles, car il me semble qu'il n'est jamais inutile d'examiner tous les aspects des choses et jamais trop tôt pour le faire.

Je me permets de vous raconter en terminant que l'attaché militaire russe, qui a dirigé avant de venir ici le bureau des renseignements secrets au Ministère de la Guerre à Pétrograd, parle fort mal de la Suisse, «ce pays qui déteste les étrangers et les poursuit de sa haine, alors que ce sont les étrangers qui le font vivre».

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 janvier 1915 [1]

8. Transitverkehr mit Italien

Politisches Departement. (Handel). Antrag vom 31. Dezember 1914

Seit das Handelsdepartement dem Bundesrate über den Transitverkehr mit Italien Bericht erstattet hat [2], haben sich wieder eine ganze Reihe von Vorgängen zugetragen, die es in folgendem zur Kenntnis bringt:

«1. Nach langen Verhandlungen hat die englische Regierung schliesslich auch in Rom erkärt, dass sie den freien Verkehr für Baumwolle nicht einschränke und daher die Einschränkungen fallen lasse, die sie ursprünglich an den Ankauf von

1. *Etait absent: E. Müller.*
2. *Cf. n° 65.*

ägyptischer Baumwolle geknüpft habe. Daraufhin hat die italienische Regierung eingewilligt, die für die Schweiz bestimmten, am Tage des Erlasses des bekannten Dekretes vom 13. November[3] meerschwimmenden Sendungen freizugeben. Wir haben darauf aufmerksam gemacht, dass die Mitteilung der neuen Vorschriften über die Konnossemente grossen Schwierigkeiten begegnet sei, indem die überseeischen Depeschen entweder gar nicht oder verstümmelt angekommen seien. Deshalb seien die Vorschriften des Dekretes vom 13. November überseeisch erst verspätet bekannt geworden, und es müsse daher die Freigabe der am 13. November meerschwimmenden Baumwolle auch auf diejenigen Waren ausgedehnt werden, die zwar nach dem 13. November, aber immerhin vor Bekanntwerden der neuen Konnossementsvorschriften überseeisch abgegangen seien.

Nach einem Berichte unseres Geschäftsträgers in Rom vom 6. Dezember[4] hat das Ministerium des Auswärtigen sich bereit erklärt, die Gewährung einer weiteren Übergangszeit im Sinne unserer Ausführungen vorzuschlagen, und seither ist die Freigabe der Baumwollsendungen in der gewünschten Weise ausgedehnt worden. Die Spedition der Baumwolle nach der Schweiz hat begonnen, leidet aber unter den Schwierigkeiten, die im Hafen von Genua und auf den italienischen Eisenbahnen allen Sendungen entgegentreten durch die enormen Güterstauungen.

2. Nach langen Verhandlungen sind wir dazu gelangt, dass die englische Regierung auf Grund unserer Erklärung, dass absolut kein Petroleum exportiert werde, ihr Einverständnis gegeben hat, Petroleumsendungen nach der Schweiz passieren zu lassen. In Rom sind vielleicht noch alle möglichen neuen Hindernisse entstanden, indem sich die italienische Regierung mit einer Erklärung der englischen Regierung, die einen gewissen Vorbehalt enthielt, nicht begnügen wollte. Schliesslich gelang es, England zu einer rückhaltlosen Zustimmungserklärung zu bewegen, und die italienische Regierung hat hierauf gestattet, dass in Zukunft Petroleum nach der Schweiz durchgehe, und dass ferner für den sofortigen Bedarf der Schweiz aus den Dampferladungen geschöpft werde, die vorher gekapert worden waren. An diese «Antizipation», wie die italienische Regierung diese einstweiligen Bezüge aus früher angekommenen Dampfern nennt, wurde jedoch die Bedingung geknüpft, dass aus künftigen, für die Schweiz bestimmten Sendungen an die für Italien bestimmten Lager sukzessive entsprechende Rückerstattungen vorgenommen werden. Wir glauben zwar, dass dieser Vorbehalt mehr für die Form gemacht worden sei, eventuell kann ihm aber dadurch leicht nachgelebt werden, dass die Rockfeller-Gesellschaft, die alle diese Speditionen ausführt, entsprechende grössere Quantitäten in den Schiffspapieren für die Schweiz bestimmt und dann trotzdem in Italien lässt.

Bemerkenswert ist noch, dass auf unser Anerbieten, das Petroleum von Staatswegen zu beziehen, nicht eingegangen worden ist. Die italienischen Behörden zogen es vor, diese Ware an die Petroleum-Import Co. in Zürich abgehen zu lassen.

Diese letztere Gesellschaft bestätigt, dass es ihr gelungen sei, noch im alten Jahre zirka 1½ Millionen Liter in Savona zu verladen und nach der Schweiz auf-

---

3. *Non reproduit. Cf. aussi n° 75.*
4. *Non retrouvé.*

zugeben. Es hat also den Anschein, als ob die Petroleumfrage nun in günstiger Weise gelöst sei. Die italienische Schwestergesellschaft der Petroleum-Import Co. Zürich hat beliebige Quantitäten der Ware zur Verfügung, und es erscheint daher zurzeit die Einfuhr über Genua als der sicherste Weg, um effektiv diese Ware in die Schweiz zu bringen.

Herr Geschäftsträger Lardy hat auf Grund unserer Erklärung, dass wir auch kein Benzin exportieren werden, auch den Transit dieser Ware erwirken können. Auch hier soll in Erwartung neuer für die Schweiz bestimmter Sendungen ein vorläufiger Bezug gestattet werden. Die Petroleum-Import Co. teilte uns mit, dass der sofortige Abtransport von 600 Tonnen bewilligt worden sei. Weiter meldet uns die gleiche Gesellschaft, dass sie auch die Bewilligung erhalten habe, Gasöl für Dieselmotoren nach der Schweiz zu verbringen.

Nach diesen Vorgängen dürfte also gehofft werden, dass der Einfuhr dieser Gruppe von Waren der Weg wieder geöffnet ist. Hoffentlich müssen wir keine Enttäuschungen erleben!

3. Alle übrigen Waren, von denen in unserem Berichte und in der Note vom 7. Dezember[5] die Rede ist, liegen noch in Genua. Bis zur Stunde hat die italienische Regierung nicht dazu Hand geboten, weder Mais noch Getreide, noch Mehl, Kaffee, Metalle usw. freizugeben. Der Vorwand oder der Grund soll darin liegen, dass alle diese Waren nach dem 13. November mit Ordrekonnossementen in Genua angekommen sind und daher deren Transit nach den Vorschriften des Dekretes vom 13. November unzulässig sei. Wir haben, wie Sie wissen, geltend gemacht, dass in diesem Verfahren tatsächlich eine rückwirkende Anwendung des Dekretes vom 13. November liege, das doch nicht auf Sendungen angewendet werden könne, die verschifft wurden, ehe das in Frage stehende Dekret erlassen worden sei. Die englische Regierung soll, wie uns über London und namentlich durch Herrn Geschäftsträger Lardy, der mit dem englischen Botschafter in Rom gesprochen hat, mitgeteilt wird, ihre Zustimmung zur Absendung der in Frage stehenden Waren nach der Schweiz gegeben haben und sogar über die Verzögerung ungehalten sein, weil die italienische Regierung die Schuld auf die englische schiebt. Die italienischen Behörden behaupten, sie müssen eine kategorische und klare Zustimmung Englands haben, das trotz aller schönen Worte fortfahre, die italienischen Dampfer anzuhalten und in englische oder französische Häfen zu schleppen. Es ist schwierig, von hier aus zu beurteilen, wer die Schuld an der Verzögerung trägt.

Im Einverständnis mit dem Politischen Departement haben wir uns entschlossen, Herrn Nationalrat A. Frey nochmals nach Rom zu delegieren, um womöglich durch Verhandlungen die endliche Freigabe der fraglichen Waren zu erwirken. Herr Frey ist unmittelbar nach Weihnachten abgereist; einen Bericht haben wir von ihm im alten Jahr nicht mehr erhalten. Die Zurückhaltung der Waren, die vor dem 13. November verschickt und nach diesem Tage in einem italienischen Hafen ankamen, sowie die abgesehen hievon in den italienischen Häfen und auf

---

5. *Non retrouvé. Il pourrait s'agir de la note non datée contenue dans le n° 76.*

den italienischen Eisenbahnen entstandene Verkehrsstockung ist für die Schweiz eine grosse Kalamität, deren Folgen noch nicht zu übersehen sind. Zufolge langwieriger und schikanöser Untersuchungen der aus Italien zu exportierenden Waren sowie einer hinhaltenden und auffällig langsamen Abfertigung der nach Italien importierten Sendungen ist eine Verkehrsstauung eingetreten, die sich über die schweizerischen Grenzstationen hinaus und namentlich aber auf allen italienischen Linien von Genua nach der Schweizergrenze fühlbar macht. Die Folgen sind um so schwerer, als Genua zurzeit der einzige Import- und Exporthafen für die Schweiz ist.

Die Rückkehr und Berichterstattung des Herrn Nationalrat Frey fällt in die Zeit nach Neujahr.»

Von vorstehender Berichterstattung wird Kenntnis genommen.

86

E 27, Archiv-Nr. 14044/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Paris

Copie d'expédition
T

Berne, 9 janvier 1915

Le Gouvernement français s'étant déclaré disposé à étudier avec sympathie la question du rapatriement des militaires définitivement invalides, nous vous chargeons, pour le cas où une entente interviendrait à ce sujet avec l'Allemagne, de mettre à la disposition du Gouvernement français pour ces rapatriements la Croix-Rouge suisse et les trains sanitaires de notre armée. Arrangement concernant détails, concentration dans hôpital voisin de la frontière et remise invalides demeurent réservés [1].

---

1. *Selon un communiqué du DPF non daté, la Légation de Suisse à Berlin a également été chargée de mettre à disposition du gouvernement allemand, pour le cas où une entente interviendrait au sujet du rapatriement des militaires définitivement invalides, la Croix-Rouge suisse et les trains sanitaires de l'armée pour effectuer ces rapatriements. Pour l'ensemble des questions relatives au rapatriement des blessés et malades, cf.* E 27, Archiv-Nr. 14044 *et* 13969.

87

E 2001, Archiv-Nr. 910

La Légation de Grande-Bretagne à Berne au Département politique

Copie
N

Bern, January 14, 1915

His Majesty's Government duly received the Note Verbale on the subject of contraband of war, communicated on the 5th ultimo [1] to the French Ambassador and His Britannic Majesty's Minister. They have noted with satisfaction the measures wich Switzerland has taken to prevent re-exportation of contraband goods accompanied by documents indicating a Swiss destination and they observe that the Swiss prohibition list includes most of the articles on the British contraband list.

But the Federal Government will readily understand that no prohibition can be regarded as wholly effective if dispensations are granted in any but the most exceptional cases. They will further admit that the prohibition of the re-exportation of raw material such as copper cannot by itself be regarded as adequate since the price of copper in Germany is sufficiently high to enable the manufactured articles to be exported and melted down for military purposes. This applies equally to such materials as nickel, aluminium and rubber, both as regards the raw material and goods manufactured therefrom, in whatever stage of production, as well as the alloys of the metals named.

The articles in respect of which His Majesty's Government are anxious to see an absolute prohibition imposed are copper, lead, aluminium, haematite iron ore, pig iron, rubber and petroleum.

Where however the Federal Government are unable to impose an absolute prohibition, His Majesty's Government would be satisfied with proper guarantees either from individual firms or from syndicates, for whose bona fides and reliability the Swiss Government would vouch. His Majesty's Government do not of course expect more favourable treatment in respect of prohibitions decreed by the Federal Government than that accorded to other nations.

It would be desirable, should the Federal Government see no objection, that means should be found; to keep either the French Ambassador or His Britannic Majesty's Minister informed privately and unofficially of any dispensations from their prohibitions of the reexportation of contraband articles which the Swiss Government may decide to grant in exceptional circumstances. By such an arrangement they would be in a position to demonstrate that goods on the list of contraband articles which have been allowed by the vessels of the Allied Governments to pass through to Switzerland on the ground that they were bona fide intended to meet the requirements of Swiss internal consumption are not in fact allowed in any way or form to go to countries at war with the Entente Powers.

---

1. *Cf. n° 80.*

Thanks to these measures, which can only increase the mutual feeling of confidence already fortunately existing between the two countries, Switzerland would be safeguarded against unnecessary interference with goods genuinely consigned to Swiss importers for consumption in Switzerland.

88

E 2001, Archiv-Nr. 746

Le Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Vertraulich Den Haag, 14. Januar 1915

Vor meiner Rückreise nach London, wo ich vor lauter laufenden Geschäften nicht dazu kommen würde, Ihnen einen Bericht allgemeinerer Natur zu machen, möchte ich Ihnen sagen, dass ich von meiner Durchreise durch Deutschland einen für dieses Reich durchaus günstigen Eindruck erhielt. Die Züge laufen mit der gleichen Ordnung und Pünktlichkeit wie in Friedenszeiten, und nur vereinzelte Aufschriften auf Eisenbahnwagen «Für Verwundete» haben mich daran erinnert, dass wir leider nicht in Friedenszeiten leben. Dabei bemerkt man überall, sowohl im Eisenbahndienst als auf der Strasse eine ganze Menge Männer in militärpflichtigem Alter, die tauglich erschienen und doch ihren Privatbeschäftigungen nachgehen. Daraus geht offenbar hervor, dass das Deutsche Reich noch über erhebliche Reserven an Mannschaft verfügt. In Frankfurt hatte ich zu übernachten und konnte feststellen, dass die Stadt normal beleuchtet ist, wie Paris, während London sich in Dunkelheit hüllt.

Auf der Reise las ich deutsche Zeitungen, die mir seit dem Beginn des Krieges nicht mehr zu Gesicht gekommen waren. Ich muss bekennen, dass ich deren Ton, dem Feinde gegenüber, würdiger und gemässigter finde als den, den die englischen Zeitungen in letzter Zeit angeschlagen haben. Auch konnte ich die Wahrnehmung machen, dass die Kontrolle der Reisenden in weniger peinlicher und vexatorischer Weise vorgenommen wird als in England.

Soviel, in aller Eile, über meine Reiseeindrücke.

Sie hatten mich beauftragt, hier über folgende Punkte Erkundigungen einzuziehen:

1) Über die Einrichtung und die Wirkung des Trusts für Einfuhr von Kontreband-Güter: hierüber geht unter Einem ein ausführlicher Bericht[1] an Sie ab, auf den ich zu verweisen mich beehre.

2) Über die Stellungnahme der niederländischen Regierung betreffend ihre Konsuln in den von den Deutschen besetzten Teilen Belgiens. Die hiesige Regie-

1. *Non reproduit. Cf.* 2200 London 1915, XVII A. 15.

rung antwortete, ohne um eine Bestätigung oder Anerkennung zu ersuchen, sie hoffe, es werde ihren Konsuln gestattet sein, weiter ihres Amtes zu walten; sie hoffe, ihre Konsuln würden sich dabei grösster Neutralität befleissen, sollte dem aber nicht der Fall sein, so ersuche sie die deutsche Regierung um Formulierung allfälliger Klagen, die dann mit grosser Bereitwilligkeit würden untersucht werden. Auf diese Antwort ist eine Rückäusserung aus Berlin noch nicht im Haag eingetroffen.

3) Über die Bereitwilligkeit, die man hier hätte, eventuell mit anderen Neutralen Fühlung zu nehmen, zur Geltendmachung identischer Interessen, jetzt schon, eventuell anlässlich des Friedensschlusses. Ich sondierte den Minister des Äussern mit der grössten Vorsicht, um so mehr als ich weiss, wie sehr man hier fürchtet, sich zu kompromittieren und wie sehr man daran hält, frei und ungebunden zu bleiben. Herr Loudon sagte, er würdige die Gemeinsamkeit der Interessen sehr und habe bisher schon den niederländischen Gesandten in Bern beauftragt, Sie auf dem laufenden der Massnahmen zu halten, die hier zur möglichsten Abwendung der Kriegsschäden getroffen werden. Auf Weiteres wollte er sich nicht einlassen und drückte sich namentlich sehr unbestimmt über die Frage aus, ob seines Erachtens Aussichten vorhanden seien, dass bei Friedensschluss für die neutralen Staaten eine Gelegenheit entstehen werde, ihre Interessen geltend zu machen. Er bestätigte nur, was ich Ihnen, Herrn Bundesrat, in Bern zu bemerken die Ehre hatte, nämlich, dass die Engländer unverhohlen den Standpunkt einnehmen, dass wer am Krieg nicht teilgenommen habe, auch kein Recht habe, später Gehör zu fordern.

Für die Zurückhaltung der hiesigen Regierung ist bezeichnend, dass die Niederlande es ablehnten, sich dem Proteste anzuschliessen, den die drei skandinavischen Staaten an die kriegführenden Staaten richteten betreffend die ganz ungehörigen Zumutungen, die, im Widerspruch zu den bisher geltenden und zum Teil kodifizierten Regeln des Völkerrechts, an die Neutralen gestellt werden. Insbesondere spricht sich diese Protestnote, von der ich vertraulich bei einem Kollegen Einsicht nehmen konnte, gegen die willkürliche Ausdehnung des Begriffs der Kriegskontrebande und die Verkehrung der Beweislast bei Ladungen für neutrale Häfen aus. Kurz, die skandinavischen Staaten nehmen ganz den Standpunkt ein, den Sie letzthin einem Journalisten auseinandersetzten, und es ist zu bedauern, dass diese Staaten nicht auch die Schweiz eingeladen haben, sich ihrem Proteste anzuschliessen. Entgegen des hiesigen Entscheides hätte ich für uns einen Anschluss befürwortet. Freilich lieben es die skandinavischen Reiche, zufrieden mit ihrer Dreiheit, ihre eigenen Wege zu gehen.

Noch will ich beifügen, dass, obschon mein Aufenthalt hier nur vier Tage dauerte, sowohl die Königin als die Königin-Mutter mich in besonderer Audienz empfingen, die Königin vorgestern, die Königin-Mutter gestern. Beide sprachen lange über den Krieg, selbstverständlich unter Wahrung, in ihren Äusserungen, der striktesten Neutralität. Die Königin war über den glänzenden Erfolg des grossen holländischen Anleihens sehr erfreut und betonte, wie wohl es ihr tue, dass ihr Volk den geflüchteten Belgiern, wovon zeitweise bis zu einer Million im Lande gewesen seien, habe helfen können.

89

E 2001, Archiv-Nr. 733

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Berlin, 15. Januar 1915

Sooft ich Herrn Unterstaatssekretär *Zimmermann* aufsuchte, brachte ich das Gespräch auf die Haltung Italiens im gegenwärtigen Kriege und erhielt stets die Antwort, es werde der «platonische» Verbündete trotz allem die Neutralität bewahren; Italien werde, meinte er kürzlich, seine Absichten nicht vor Mitte Februar zu erkennen geben; offenbar wollte Herr Zimmermann damit andeuten, dass die Hauptschläge, welche zuerst in Polen, alsdann in Frankreich nach Verstärkung der deutschen Armee durch die in Russland frei gewordenen Truppen erwartet werden, im Februar stattfinden sollen und Italien bestimmen werden, seine Neutralität bzw. seine Absichten in deutlicher Weise zu erkennen zu geben. Von dem «lieben italienischen Freunde» erwartet man hier nichts mehr, denn man weiss wohl, dass Italien seine Truppen nicht mit Deutschland und dem noch mehr verhassten Österreich marschieren lassen werde. Heute sprach ich wieder mit dem Unterstaatssekretär; er wiederholte mir seine früheren Äusserungen über die Haltung Italiens, jedoch nicht ohne eine gewisse Spitze gegen dessen gegenwärtige Politik. Die Politik Italiens in Albanien sei einigermassen eine Politik «de chantage»! Allein bald darauf deutete er an, dass man hier dennoch ein feindliches Eingreifen Italiens nicht erwarte. Man scheint in der Wilhelmstrasse von der Mission des Fürsten *Bülow* in Rom sehr viel zu hoffen, da bekanntlich der Kaiser seinen früheren Reichskanzler nicht ohne Widerwillen mit dieser Aufgabe betraut hatte. Hatte er doch noch wenige Wochen vorher sich geweigert, ihn mit einer weit weniger wichtigen Mission zu betrauen. Die Absendung Bülows nach Rom ist somit lediglich dem Umstande zuzuschreiben, dass die Ratgeber des Kaisers ihn als die befähigste Person bezeichneten, um die Neutralität Italiens zu sichern. Hieraus ergibt sich aber, dass man der zukünftigen Haltung Italiens nicht so sicher ist, wie man sich in der Wilhelmstrasse den Anschein gibt. Viele Kenner Italiens behaupten, dass man sich in Berlin vielleicht noch keine Rechenschaft davon gibt, wie sehr alles, was deutsch und namentlich österreichisch ist, in Italien – vor allem – im Norden gehasst wird. Bülow hätte als Botschafter im Kreise von Künstlern und Gelehrten die Stimmung anderer Schichten der Bevölkerung niemals kennenzulernen die Gelegenheit gehabt. Ob er jetzt besser als früher werde wirken können, sei fraglich.

Ich erkundigte mich auch bei Herrn Zimmermann über die Lage auf dem Balkan und frug bei dieser Gelegenheit, ob ein hiesiges Gerücht, wonach Deutschland genötigt sein würde, Truppen nach Serbien zu senden, zutreffend sei. Er antwortete mir, dass davon die Rede gewesen sei, dass aber hierüber bisher keine Bestimmung getroffen worden sei. Die «klägliche» Kriegsführung Österreichs hätte eine bedauerliche Lage geschaffen: Bulgarien und die Türkei könnten wegen

Mangels an Bahnverbindungen, die Österreich preisgegeben habe, nichts gegen Serbien unternehmen. Deutschland müsse allein alles machen, gegen alle Feinde kämpfen! trotzdem erklärte Herr Zimmermann am Schlusse unserer Unterredung – wie bei allen früheren Anlässen –, die militärische Lage sei günstig.

So vertrauens- und hoffnungsvoll die Stimmung hier im Lande geblieben ist, so opferfreudig sich alle Kreise der Bevölkerung sich erweisen, so ist nicht in Abrede zu stellen, dass man in die Zukunft nicht mit jener Sorglosigkeit und Gewissheit in rasche Erfolge blickt, die zu Beginn des Krieges vorherrschten; namentlich seit den wiederholten Niederlagen des österreichischen Heeres beginnt man mit Schwierigkeiten zu rechnen, an die früher im Publikum nicht gedacht worden war. Mit der Widerstandsfähigkeit des französischen Heeres hatte niemand gerechnet; die zahllosen Trauerfälle in allen Familien, der Beginn von Epidemien, selbst die warm-feuchte Witterung drücken auf alle Gemüter. Der Umstand, dass der gegen Russland seit Wochen angekündigte grosse Schlag immer noch nicht geführt worden ist, weil die Flüsse nicht zufrieren und das Fehlen des Frostes den Russen gestattet, ihre Defensiv-Stellungen zu befestigen, macht die Bevölkerung ungeduldig und es wäre jetzt ein durchschlagender Erfolg vonnöten. Ich telegraphierte Ihnen, Herr Bundesrat, dass vom 20ten des Mts. an im Ober-Elsass weitere Verkehrsbeschränkungen für die Angehörigen neutraler Staaten in Aussicht genommen sind. Man könnte hieraus schliessen, dass die Heeresleitung eine schärfere Aktion gegen Belfort plant. Da es aber nicht ihre Gewohnheit ist, auf Heeresbewegungen wenn auch nur indirekt hinzudeuten, so nehme ich eher an, dass die gedachte Massnahme auf die in Armeekreisen immer mehr wachsende Furcht vor Spionage zurückzuführen ist.

Ich benütze den gegenwärtigen Anlass, um Sie, Herr Bundesrat, zu bitten, mich gütigst entschuldigen zu wollen, wenn ich in letzter Zeit politische Berichte nicht an Sie gerichtet habe. Einmal sind Sie in militärischer Hinsicht durch den Generalstab und einige der schweizerischen Zeitungen aus der deutschen Schweiz besser als wir hier unterrichtet, alsdann ist die Zahl der täglich zu erledigenden Geschäfte, Anfragen, Besuche in solchem Umfange gestiegen, dass es schwer ist, Zeit und namentlich Ruhe zur Ausarbeitung und schriftlichen Festlegung gewonnener Eindrücke zu finden. Ich hoffe, dass, nachdem die Flut der schriftlichen und mündlichen Gesuche, welche in Folge der neuen Passordnung einen grossen Teil der Zeit des Gesandschaftspersonales gänzlich in Anspruch nimmt, nachgelassen haben wird, mich mehr mit der Mitteilung meiner Eindrücke befassen zu können.

90

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 31

Le Ministre de Suisse à Vienne, J. Choffat,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Vienne, 16 janvier 1915

Le 30 novembre dernier[1] je vous écrivais qu'à la suite de l'entrevue que le comte Tisza avait eue avec l'Empereur d'Allemagne on pronostiquait la retraite prochaine du comte Berchtold, Ministre des Affaires Etrangères, et son remplacement par le Président du Conseil hongrois, et j'opinais qu'il n'y avait là rien d'improbable. Le comte Berchtold vient de donner sa démission et il est remplacé par le baron Burian, Ministre hongrois *a latere.*

Le comte Berchtold, nommé aux Affaires Etrangères à la mort du comte Aerenthal le 20 février 1912, n'était certainement pas entré très volontiers au Ballhausplatz et ce n'est un secret pour personne qu'il a déjà exprimé deux ou trois fois le désir d'en sortir. Ancien ambassadeur à Pétersbourg, grand seigneur, sportsman convaincu, énormément riche, ayant à s'occuper de multiples domaines, peu familiarisé avec la vie politique et parlementaire de la Monarchie, d'ailleurs assez indolent, il se vit d'emblée en présence de complications internationales comme jamais peut-être la Monarchie n'en avait traversé. Son rôle dans la crise balkanique se caractérise par les sympathies bulgares, par l'opposition aux tendances expansives de la Serbie et par la création de l'Albanie, enfant terrible dont la naissance pénible et l'existence précaire n'ont guère donné de satisfactions à ses auteurs. Homme foncièrement pacifique, il a été – j'en suis convaincu – entraîné malgré lui dans la monstrueuse tourmente actuelle. Et pourtant les ambassadeurs de la Triple Entente sont unanimes à lui reprocher qu'il n'a jamais voulu entamer avec eux des entretiens à fond qui eussent pu empêcher le conflit: entre eux et lui, il y avait toujours comme un mur infranchissable derrière lequel il se dérobait.

Il déclare aujourd'hui (à un collègue de qui je le tiens): «Je suis diplomate et aurais dû le rester, et ne pas accepter le Ministère des Affaires Etrangères car je ne suis pas homme politique.»

En réalité, il connaissait peu la vie parlementaire de la Monarchie et les séances des Délégations où il devait répondre aux interpellations sur la politique étrangère n'ont pas toujours tourné à son avantage. Actuellement, dans la crise décisive qui la secoue, la Monarchie a besoin d'hommes à poigne. Et c'est pourquoi le comte Tisza est l'homme du jour. La Hongrie ne peut se passer de lui. Aussi reste-t-il à Budapest. Mais le baron Burian est son *alter ego.* Et Tisza prenant d'ailleurs la direction provisoire du Ministère hongrois *a latere* devra venir fréquemment à Vienne.

---

1. *Non reproduit.*

Le baron Stefan Burian de Rajecz, né en 1851, passe pour un profond connaisseur des pays balkaniques. Il a suivi d'abord la carrière consulaire et diplomatique, a occupé divers postes tels que Alexandrie, Bucarest, Belgrade, Sofia, Moscou, Stuttgart, Athènes. Nommé en 1903 Ministre commun des Finances, il quitta ces fonctions lors de la nomination du comte Berchtold, deux hongrois ne pouvant ensemble faire partie du Ministère commun. En 1913, Tisza l'appela au Ministère hongrois près la Cour IetR. Sa nomination est accueillie avec sympathie.

La démission du comte Berchtold, tenue très secrète, a causé pourtant une grande surprise, Je vous signale l'idée émise par le *Berliner Tagblatt* (14 janvier) qu'elle se relierait à l'incident diplomatique de la gare du Sud: le comte Berchtold aurait désiré donner des satisfactions que le Ministère de la Guerre se serait refusé d'accorder. Je ne le crois pas, mais dois avouer que la chose n'a rien d'invraisemblable pour qui connaît la susceptibilité exagérée des autorités militaires de la Monarchie.

91

E 2001, Archiv-Nr. 722

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L London, 20. Januar 1915

Ich war froh, Ihrem zweiten vorgestrigen Telegramm zu entnehmen, dass mein Haager Bericht vom 14. 1. M.[1] in Ihre Hände gelangt ist.

Gestern nachmittag konferierte ich zwei Stunden lang mit Sir E. Crowe, dem zuständigen Hilfs-Unterstaatssekretär im Auswärtigen Amt, über unsere schwebenden Konterband-Reklamationen und über die Mittel und Wege, für die Zukunft eine beide Teile zufriedenstellende Lösung der entstandenen sehr ernsten Schwierigkeiten zu finden. Während ich im Gange auf und ab ging, auf den Zeitpunkt wartend, an dem ich Sir E. Crowe sehen konnte, traf ich Sir E. Grey, der, als ich ihm beschrieb, in welch schwieriger Lage wir uns befänden, mich aufforderte, heute mittag zu ihm zu kommen, um ihm Einzelheiten geben zu können; nachmittags finde eine Sitzung des Kabinetts statt, und so könne er dann gleich meine Klagen dort vorbringen.

Sir E. Grey empfing mich in der Anwesenheit Sir E. Crowes und eines Vertreters des *Board of Trade.* Über den Gang unserer Unterredung sandte ich Ihnen soeben ein langes chiffriertes Telegramm, dem ich aber noch einige nähere Ausführungen glaube beifügen zu sollen.

---

1. *Cf. n° 88. Il pourrait aussi s'agir du rapport sur le trust d'importation hollandais. Cf. 2200* London 1915, XVII A. 15.

Ich betonte vorerst, dass es mir daran gelegen war, mit Sir E. Grey selbst zu sprechen, da es sich nicht mehr um technische Fragen handele, sondern um die Aufrechthaltung der guten Beziehungen zwischen der Schweiz und Grossbritannien, die meiner Regierung und mir persönlich sehr am Herzen lägen. Die strikte Neutralität der Schweiz sei für beide kriegsführenden Teile wertvoll und es dürfe uns daraus kein Vorwurf gemacht werden, dass wir auch auf ökonomischem Gebiete streng neutral zu bleiben entschlossen seien. Wir verlangen nichts anderes, als leben zu können; dazu seien uns aber gewisse Rohmateralien nötig und es sei natürlich, dass die öffentliche Meinung der Schweiz es nicht angenehm empfinde, wenn uns der Bezug dieser Güter erschwert oder unmöglich gemacht werde. Sollten nun noch zu diesen Einfuhrsschwierigkeiten Ausfuhrsschwierigkeiten sich gesellen, dadurch dass wir, entgegen den Zusicherungen des Monats Septembers, unsere mit Ursprungszeugnissen versehenen Waren nicht mehr durch Deutschland und die Niederlande nach dem Vereinigten Königreiche und überseeischen Ländern schicken könnten, so würde unsere Lage nahezu verzweifelt werden.

Hierauf antwortete Grey, es läge der britischen Regierung fern, in irgendeiner Weise uns schädigen zu wollen, was mich zu der Bemerkung veranlasste, das nehme bei uns niemand an, aber die Wirkung der getroffenen Massnahmen komme doch auf eine solche Schädigung heraus und das Wesentliche sei nun, bei beidseitigem gutem Willen, und bei Wahrung der beidseitigen Interessen, Mittel und Wege zu finden, diese Schädigung zu vermeiden oder doch wenigstens soviel als möglich abzuschwächen. Sir E. Grey sagte, er sei ganz bereit, zu einer solchen Verständigung die Hand zu bieten, und vielleicht könnte sie auf Grund einer ähnlichen Vereinbarung erfolgen, wie sie zur Wahrung der niederländischen Importinteressen erfolgte. Gegenwärtig handle es sich jedoch darum, die schwebenden Schwierigkeiten aus dem Wege zu räumen, und in dieser Richtung wolle er, Sir E. Grey, folgendes feststellen:

1) Seit dem 4. Dezember sei von seiten der britischen Admiralität kein Schiff aufgehalten worden, das schweizerische Waren geführt habe. Es sei nicht die Schuld Grossbritanniens, wenn in Italien Transit-Schwierigkeiten entstünden; das «Foreign Office» habe im Gegenteil sein Möglichstes getan, diese Schwierigkeiten aus dem Wege zu räumen.

2) Was unser in Gibraltar liegendes Kupfer anbelange, so ersuche er Sie, bekanntzugeben, welche Quantität gegenwärtig in der Schweiz benötigt sei; er werde sein Möglichstes tun, uns diese zu verschaffen, sofern die Sendung an den Bundesrat selbst gerichtet werde und wir das Versprechen geben, das Metall nicht wieder auszuführen und auch dessen Erzeugnisse, insoweit bei denselben *der Wert des Metalls nicht den der Herstellung übertreffe und es sich nicht um Maschinen handle, die zum Beispiel zur Herstellung von Munition dienen* und nach Deutschland ausgeführt werden sollten. Elektrische Maschinen anderer Art, Uhren usw. seien wir natürlich vollständig frei auszuführen, obwohl zu deren Herstellung auch Kupfer verwendet werde.

3) Auch für den ungestörten Durchgang von Petrol, Mineral- und Schmierölen sei er bereit einzutreten, wenn die Güter an Sie adressiert würden und ein Versprechen der Nicht-Wiederausfuhr vorliege.

4) Von mir darauf aufmerksam gemacht, dass englische Kapitäne sich geweigert hätten, für die Schweiz bestimmte Güter mit Namens-Konnosamenten anzunehmen, versprach Sir E. Grey, das *Board of Trade* auf diesen Übelstand, wenn er wirklich vorgekommen sei, hinzuweisen, damit Abhilfe geschaffen und wir in die Lage versetzt würden, die uns auferlegte Bedingung zu erfüllen.

5) Betreffend unsern *Export* durch Deutschland und den Niederlanden, sagte Sir E. Grey, was mir schon gestern Sir E. Crowe bemerkt hatte, die Frage sei infolge eines Gerichtsurteils wieder akut geworden. Ein Gericht urteilte nämlich, dass es «trading with the ennemy» sei, wenn ein in Grossbritannien sesshafter Kaufmann Güter für neutrale Staaten durch Feindesland instradiere, weil dadurch der feindlichen Transportgesellschaft ein Vorteil erwachse. Dies Argument mag für den Absender in England zutreffen, aber doch gewiss nicht für den Absender in der Schweiz, der den britischen Gesetzen nicht unterworfen ist. Sir E. Grey gab zu, dass es ihm voraussichtlich möglich sein werde, diese Anschauung durchzusetzen.

Ich füge noch bei, dass meine Unterredung mit Sir E. Grey, die ungefähr ¾ Stunden dauerte, in der freundschaftlichsten Weise verlief.

Anlässlich meiner gestrigen Konferenz mit Sir E. Crowe hatte ich Gelegenheit, das Thema Grant Duff zu berühren. Crowe versicherte mich, der britische Gesandte tue sein Möglichstes, um den schweizerischen Standpunkt hier begreiflich zu machen und es sei ihm fern, Öl ins Feuer zu giessen[2]. Dagegen wollte es Sir E. Crowe nicht gelten lassen, dass die England unfreundlichen Stimmen in der schweizerischen Presse durch die Haltung der britischen Regierung in Sachen Konterband-Güter veranlasst seien, sondern er wollte alles auf deutsche Intrigen zurückführen.

Als ich ihm bemerkte, wir hätten die Schwierigkeiten wegen den 25 für die Munitionsfabrik vom Bundesrat gekauften Tonnen Kupfer[2] nicht als freundlichen Akt empfunden, sagte er, er werde sich dafür verwenden, dass sie uns geliefert würden.

Ich bin in der Ansicht bestärkt, dass in allen diesen Fragen das Auswärtige Amt selbst unter der Diktatur des Kriegsministeriums (Kitchener) und der Admiralität (Churchill) zu leiden hat.

Ich lege einen Ausschnitt aus dem heutigen *Daily Graphic* bei[3], der die Lage der Schweiz ins richtige Licht setzt und den ich deshalb nicht unterliess, Sir E. Grey einzuhändigen.

---

2. *A ce sujet cf.* E 2001, Archiv-Nr. 910.
3. *Non reproduit.*

92

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 janvier 1915 [1]

191. Getreidezufuhr aus Italien

Geheim — Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundesrat Hoffmann gibt davon Kenntnis, dass er am 22. Januar laufenden Jahres beim italienischen Gesandten mündlich angeregt habe, Italien möchte der Schweiz für den Fall seines Eintretens in den Krieg eine Zusicherung betreffend die Benützung der Genueser-Route für die Transporte von Cerealien aller Art geben. Der italienische Gesandte habe die Anregung günstig aufgenommen und habe ihm am 26. Januar Kopie eines Telegrammes des Ministers des Äussern eingehändigt, das in deutscher Übersetzung folgendermassen lautet:

«In Beantwortung Ihres Telegrammes vom 22. Januar. –

In der abstrakten Hypothese eines Krieges, an dem Italien teilnehmen müsste, würde die Kgl. Regierung nicht verfehlen, die Frage der Verproviantierung der neutralen Schweiz durch den Hafen von Genua mit dem allerfreundschaftlichsten Wohlwollen zu prüfen, indem sie nur die unumgänglichen militärischen Bedürfnisse wahren würde. Es handelt sich natürlich nur um eine Hypothese, deren Verwirklichung jetzt weder vorgesehen noch vorzusehen ist.

Eure Exzellenz ist ermächtigt, vorstehendes in vertraulicher Weise der eidgenössischen Regierung mitzuteilen.»

---

1. *Etaient absents: E. Schulthess et F. Calonder.*

93

E 2200 Rom 4, I. B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP

Rom, 4. Februar 1915

Ich habe in den letzten Tagen meine Antrittsbesuche bei den Herren Barrère und von Bülow gemacht und erlaube mir, über den Inhalt der gepflogenen Besprechung kurz Bericht zu erstatten.

Der französische Botschafter, den ich als Doyen zuerst zu besuchen hatte, und dem mich die Herren Ador und Secretan besonders empfohlen hatten, empfing mich äusserst liebenswürdig und sprach mir hauptsächlich von seinen persönlichen Beziehungen zur Schweiz und der Sympathie und dem vollen Verständnis,

welches man in Frankreich habe für die Stellung und Haltung der Schweiz in dem gegenwärtigen Konflikt. Ich habe darauf natürlich mit der Erklärung des Dankes geantwortet für die freundliche Gesinnung, die uns Frankreich auch durch die Tat erwiesen habe.

Über die allgemeine politische und wirtschaftliche Lage hat sich Herr Barrère gar nicht ausgesprochen.

Fürst von Bülow begann auch seinerseits mit der Versicherung, dass Deutschland die Haltung der Schweiz und seiner Bevölkerung sehr wohl verstehe und niemals anderes wünschen werde als die Wahrung der strikten Neutralität, ganz so wie dies bisher mit viel Geschick gemacht worden sei. Alsdann erklärte er sich bereit, mir nach Möglichkeit Auskunft zu geben über alles, was mich interessieren könne, und fügte von sich aus bei, dass nach den neuesten Berichten, die er erhalten habe, die militärische Lage der Deutschen im Westen und Osten «gut» sei. Im Westen rechne der Generalstab mit Bestimmtheit darauf, «in absehbarer Zeit bei Verdun und in den Argonnen entschieden vorwärts zu kommen», und auch im Osten stehe ein «entschiedener Fortschritt in naher Aussicht». Auf meine Frage, ob wirklich Deutschland den wirtschaftlichen Folgen dieses Krieges auf die Dauer gewachsen sein könne, antwortete der Fürst in *sehr* zuversichtlicher Weise, indem er mir einige Mitteilungen machte, hinsichtlich deren er mir unbedingte Verschwiegenheit auferlegte.

Über die Haltung Italiens sprach er sich sehr reserviert aus und ich hatte den Eindruck, dass er mit der Möglichkeit einer späteren Intervention rechnet. Er sagte mir ungefähr Folgendes: Die ruhigen und vernünftigen Elemente in Italien wollen den Krieg sicher nicht, und es ist zu hoffen, dass diese Richtung die Oberhand behalten werde. Anderseits ist mit der weit verbreiteten Aversion gegen Österreich – wir Deutsche sind dabei nicht im Spiele – zu rechnen und mit dem Chauvinismus, welcher nun einmal einen Erfolg haben will. Wenn Österreich sich entschliessen kann, eine Grenzbereinigung gegen Italien hin, also eine wenigstens teilweise Abtretung des Trentino zuzugestehen, wird ein aktives Eingreifen Italiens um so eher vermieden werden können, als ja die Konzession betreffend die Besetzung von Valona bereits gemacht ist. Ob Österreich zu dieser Konzession bereit sein wird, kann ich zur Zeit noch nicht sagen.

Ich stellte dann die Frage, ob ein Eingreifen Italiens gegen Österreich unbedingt auch den Konflikt mit Deutschland herbeiführen würde, und erhielt darauf die Antwort: «Wir werden Österreich unter allen Umständen die Treue bewahren.»

Da wiederholt gesagt worden war, dass der König unbedingt nichts von einer Intervention wissen wollte, frug ich den Fürsten, ob dem so sei. Er antwortete mir, dass seines Wissens der König gewiss den Frieden wünsche, dass er aber kaum seinen Wunsch entgegen der öffentlichen Meinung durchsetzen, sondern im Sinne dieser öffentlichen Meinung und seiner Regierung handeln würde. B. ersuchte mich, diese seine Ansichtsäusserung vertraulich zu behandeln, und ich gebe sie daher in diesem Sinne weiter.

Über das Eingreifen Rumäniens sprach er sich eher zuversichtlich aus auf Grund von Berichten, die er gerade am Tage unserer Unterredung aus Bukarest

erhalten hatte. Der gegenwärtige Ministerpräsident Bratianu sei gegen eine kriegerische Intervention und es habe den Anschein, als gewinnen die besonnenen Elemente mehr und mehr die Oberhand.

Er zitierte mir den Ausspruch eines rumänischen Diplomaten, der gesagt haben soll: Auch ein gezähmter Tiger wird auf die Dauer der Versuchung nicht widerstehen können, ein Lamm zu vertilgen, das sich in seinem Käfig befindet. In der Rolle des Lammes werde sich Rumänien befinden, wenn es sich jetzt mit Russland verbinden würde.

Die Ansichten des Fürsten Bülow finden ihre Bestätigung in Mitteilungen, die uns von anderer Seite gemacht worden sind. Demnach soll Italien – diese Mitteilung ist Herren Lardy gestern durch den hiesigen türkischen Botschafter gemacht worden – in Bukarest erklärt haben, dass es vorderhand nicht willens sei, aktiv einzuschreiten, und es soll gleichzeitig dafür Sorge getragen haben, dass diese Eröffnung in Wien und Berlin bekannt werde. Die Folge dieser Stellungnahme Italiens ist natürlich eine vorläufige Isolierung Rumäniens bei seinem allfälligen Vorgehen in Transsylvanien und daraus ergibt sich für Rumänien eine um so grössere Gefahr, als die starken Truppenansammlungen längs seiner Grenze Tatsache sein sollen. Unter diesen Umständen dürfte Rumänien nur dann in Bälde eingreifen, wenn die Russen in Transsylvanien Fortschritte machen und festen Fuss fassen sollten. In diesem Falle müsste nämlich Rumänien intervenieren, um zu vermeiden, dass seine «Freunde» die Russen Gebietsteile okkupieren, auf welche die Rumänen reflektieren, und welche die Russen nach allgemeiner Ansicht und eigener Erklärung nicht mehr herausgeben würden, wenn sie dieselben einmal besitzen und wenn sie nicht dazu gezwungen werden.

Es ist also mit grösster Wahrscheinlichkeit anzunehmen, dass nun auch Rumänien für solange eine abwartende Haltung beobachten wird, als man nicht weiss, wie die Entscheidung der Kämpfe Österreichs gegen Russland in Transsylvanien fallen wird.

Bei diesem Anlasse möchte ich noch mitteilen, dass zur Zeit wichtige Unterhandlungen zwischen Österreich und Italien schweben sollen wegen der Lieferung von grossen Partien Holz an Italien. Auch zwischen Deutschland und Italien soll unterhandelt werden über den Austausch von Waren. Das alles lässt wohl nicht auf eine unmittelbare Gefahr kriegerischer Verwicklungen schliessen.

Um diesen Bericht vollständig zu machen, muss ich beifügen, dass in hiesigen Privatkreisen eine weniger zuversichtliche Stimmung herrscht hinsichtlich der dauernden Aufrechterhaltung des Friedens. Diese Stimmung soll beruhen auf Mitteilungen, welche das Ministerium Angehörigen des Parlamentes gemacht hat.

Sie ersehen aus allem Vorstehenden, dass eben niemand etwas Sicheres weiss, vielleicht nicht einmal die Regierung!

94

E 2001, Archiv-Nr. 743

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Tokyo, 14. Februar 1915

Meinen Bericht vom 2. Jänner habe ich ganz ergebenst zu bestätigen die Ehre.

Während die Annäherung an Russland stetige Fortschritte macht, begegnet das Allianzverhältnis zu England mehr und mehr der offenen Kritik. Die Interessen der beiden Reiche kollidieren im Tale des Yangtsekiang, diesem, unter allen, bevorzugtesten der von der Natur so reich bedachten Länder der chinesischen Republik. Es ist für niemand ein Geheimnis, dass die Handelstätigkeit der Japaner daselbst von den Engländern, als den Abmachungen widersprechend, mehr und mehr bekämpft wird. China ist es, das die Freundschaft Japans und Englands auf die Probe stellt und deren Zusammenbruch einstens herbeiführen dürfte.

Der Gegenstand der derzeitigen Unterhandlungen zwischen Japan und China ist England, Russland und auch der amerikanischen Regierung bekanntgegeben worden; wie ich aus erster Hand vernehme, sollen die Forderungen Japans nichts Ungehöriges enthalten. Die Zeitungen bauschen die Sache auf, um für die bevorstehenden Wahlen zugunsten des Kabinetts Okuma, das einer flauen, auswärtigen Politik bezichtigt wurde, Propaganda zu machen. Hinsichtlich Tsingtau hat die Stimmung, infolge eben dieser Angriffe, völlig umgeschlagen, und es unterliegt vorderhand keinem Zweifel, dass die Provinz niemals an China zurückgehen wird.

Im letzten Ministerrate wurde beschlossen, sowohl die Gefangenen als auch die anderen, wie wohl in keinem kriegführenden Lande ihren Geschäften in solch ungehinderter Weise nachgehen dürfenden Deutschen und Österreicher strenger zu behandeln und zu beaufsichtigen. Die Betroffenen haben die Massregel vor allem ihrer eigenen Taktlosigkeit zuzuschreiben: ausserdem haben voraussichtlich die Alliierten, im besonderen England, darauf gedrungen, im Bewusstsein, dass die Sympathien sehr zahlreich auf deutscher Seite stehen.

Wie deutsch die Offiziere denken und wie sehr sie von den Theorien eines Bernhardt durchdrungen sind, illustriert die meinem belgischen Kollegen gegenüber geäusserte Ansicht: der Einmarsch der Deutschen in Belgien sei eine unvermeidliche, strategische Notwendigkeit gewesen, worüber sich Belgien vorher hätte klar sein sollen, um die nötigen Massnahmen zu treffen. – Dem schwedischen Gesandten bemerkte kürzlich Fürst Oyama, der japanische Moltke, als sie auf die Bevölkerung Schwedens zu sprechen kamen: wenn sie nur 6 Millionen zählen, müssen sie sich darauf gefasst machen, früher oder später von einer der Grossmächte aufgenommen zu werden!

Für alle Fälle und auf die Gefahr hin, längst Bekanntes zu wiederholen, will ich nicht unterlassen zu berichten, dass ich gestern vernahm, Italien habe bis jetzt

einen allzu hohen Einsatz verlangt, um mitzumachen, und die Retrozession von Nizza und Savoyen als Bedingung aufgestellt. Dass Italien bald losschlagen dürfte, schliesse ich aus der mir heute bekanntwerdenden, plötzlichen Abreise des hiesigen italienischen Militärattachés, der sich ausgebeten hatte, im Kriegsfalle zurückkehren zu können.

95

E 2200 Rom 4, I.B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L

Rom, 17. Februar 1915

Für Ihren freundlichen Bericht vom 14 crt.[1], der mich in hohem Masse interessiert hat, sage ich Ihnen verbindlichen Dank und benutze gerne den Anlass, um darauf durch folgende Erklärungen zu antworten: Es ist selbstverständlich weder Herren Lardy noch mir eingefallen, auch nur anzudeuten, dass die Schweiz im Falle des Eingreifens Italiens in den Krieg nicht neutral bleiben, sondern sich auf die Seite der Zentralmächte stellen werde. Richtig ist dagegen, dass wir beide bei jedem Anlasse, der sich bietet, den Standpunkt vertreten, dass es den Interessen und deshalb auch den Wünschen der Schweiz am besten entsprechen würde, wenn Italien seine Neutralität beibehalten würde. Ich habe überall da, wo ich Veranlassung hatte, diesen Standpunkt zu vertreten, als Begründung beigefügt, dass ein Eingreifen Italiens einerseits die Gefahr einer freiwilligen oder unfreiwilligen Verletzung unserer Neutralität erhöhen und anderseits die Schwierigkeiten unserer Verproviantierung vermehren müssten. Soweit ich beobachten konnte, ist die Berechtigung dieses Standpunktes allerseits anerkannt worden.

Es ist möglich, dass die Befürchtungen des Herren Barrère wachgerufen worden sind durch eine unrichtige Auslegung der Erklärungen, die ich seinerzeit dem Vertreter des *Giornale d'Italia* gegeben habe und von welchen Sie Kenntnis haben. In jener Besprechung habe ich einerseits ganz deutlich erklärt, dass die Schweiz ihre Neutralität unbedingt aufrechterhalten werde, ich habe aber beigefügt, dass ein casus belli für uns auch dann eintreten könnte, wenn man uns von beteiligter Seite die Lebensmittelzufuhr unterbinden würde. Es ist möglich, dass Herr Barrère diese letzte Bemerkung missverstanden oder als eine Spitze gegen die Entente aufgefasst hat. Übrigens kann ich mit Befriedigung feststellen, dass gerade dieser Hinweis auf die Möglichkeit einer übermässigen Erschwerung unserer Verproviantierung allgemein Eindruck gemacht und dass man den darin

1. *Non reproduit. Dans cette lettre, Hoffmann signale que Beau aurait fait allusion à un rapport de Barrère, Ambassadeur de France à Rome, selon lequel la Légation de Suisse à Rome aurait déclaré que la Suisse, en cas d'entrée en guerre de l'Italie, se rangerait du côté des Puissances centrales.*

zum Ausdruck gebrachten Standpunkt als durchaus richtig und legitim anerkannt hat.

Ich hoffe, die vorstehenden Erklärungen dienen zur Rechtfertigung unseres Verhaltens in der aufgeworfenen Frage, und ich bin überzeugt, dass Sie meine Ansicht teilen, nach welcher wir es zwar vermeiden sollen, ohne Not über die Haltung Italiens uns auszulassen, aber doch gegebenen Falles die Ansicht vertreten dürfen, dass die Schweiz ein Eingreifen Italiens in den Krieg aus *eigenem* Interesse nicht wünschen könne.

Da sich mir die Gelegenheit bietet, Ihnen durch Herrn Matter einen Bericht zukommen zu lassen, möchte ich mich gerne über eine andere wichtige Frage aussprechen, die mehr erörtert wird, als mir lieb ist, und die mir viel zu denken gibt. Es ist mir schon wiederholt und unlängst noch durch den hiesigen rumänischen Gesandten recht unverblümt gesagt worden, dass die Schweiz ihre Neutralität nicht bis zum Ende des Konfliktes aufrechterhalten könne, ohne ihren eigensten Interessen zu schaden. Gemeint ist damit die Möglichkeit einer Verbesserung und Erweiterung unserer volkswirtschaftlichen und politischen Stellung bei Anlass des Friedensschlusses. Man nimmt an, dass die Schweiz diesen Anlass benutzen müsse, um ihre «Grenze zu korrigieren» und um sich volkswirtschaftliche Vorteile zu sichern.

Dieses Ziel könne aber nur erreicht werden, wenn die Schweiz sich «rechtzeitig» einer Gruppe der kriegführenden Staaten anschliesse. Ich habe nicht nötig, zu betonen, dass dabei immer der Anschluss an die Mächte der Entente gemeint ist. Es hat mich nun sehr interessiert, aus Ihren Mitteilungen zu ersehen, wie sehr diese Mächte bestrebt sind, bisher neutrale Staaten in den Krieg hineinzuziehen, und ich bin überzeugt, dass allmählich aus den bisherigen Andeutungen bestimmtere Vorschläge oder Zumutungen herauswachsen werden. Diese Beobachtung stimmt überein mit einer Mitteilung, die einem meiner Mitarbeiter aus England zugekommen ist, und die erkennen lässt, dass man es in den Kreisen der Entente für unmöglich hält, den Krieg zu einem «guten» Ende zu führen, wenn nicht bisher neutrale Mächte zu Hilfe kommen.

Ich hätte Ihnen von diesen Ansichten gar nicht gesprochen, wenn ich nicht wüsste, dass man auch in schweizerischen Kreisen mancherorts ähnlich denkt, d.h. die Meinung vertritt, dass die Schweiz bei dem zu erwartenden Friedensschluss unbedingt mitwirken und Ansprüche erheben müsse, welche deren wirtschaftliche und politische Stellung und Unabhängigkeit für die Zukunft besser gewährleisten bzw. ermöglichen. Ich darf wohl, ohne indiskret zu sein, bemerken, dass z.B. Herr Nationalrat Frey diese Ansicht nachdrücklich vertritt. Es scheint mir nun selbstverständlich, dass die diplomatischen Vertreter der Schweiz im Auslande so frühzeitig als möglich unterrichtet sein sollten über die Gedanken, die sich der Bundesrat über diese Frage macht, denn es ist ganz unvermeidlich, dass dieses ganze Verhältnis gelegentlich im Gespräch mit Kollegen zur Sprache kommt.

Meine persönliche Ansicht geht, bessere Belehrung vorbehalten, dahin, dass die Schweiz ein sehr gefährliches Spiel treiben würde, wenn sie sich in die internationalen Händel einmischen und dadurch den Standpunkt verlassen wollte, dass sie

«weder wachsen noch schwinden» wolle. Die daraus erwachsenden Gefahren kämen m. E. von aussen und innen. Von aussen insofern, als wir uns naturgemäss der Gefahr aussetzen würden, bei der grossen Auseinandersetzung selbst liquidiert zu werden, und zwar im Falle des Obsiegens unserer eventuellen Bundesgenossen nicht minder als im Falle ihres Unterliegens. Wenn wir dagegen strikte an dem Standpunkte festhalten, dass wir nichts nehmen, aber auch nichts geben wollen, so scheint es mir viel wahrscheinlicher, dass man unser Gebiet allerseits als ein noli me tangere betrachten wird. Von innen würde uns eine sehr grosse Gefahr drohen, weil jeder Gebietszuwachs das bisherige Verhältnis der Nationalitäten im eigenen Lande verändern und dadurch Gefahren heraufbeschwören würde, die wir ahnen können nach allem, was wir in den letzten Monaten erlebt haben. Und endlich scheint mir jede, wenn auch nur indirekte Preisgabe der absoluten Neutralität deshalb gefährlich, weil wir dadurch Gegensätze im Lande, die ja schon latent sind, verschärfen würden.

So richtig der Gedanke an sich ist, dass die Schweiz den Kampf um ihre wirtschaftliche Unabhängigkeit viel erfolgreicher führen könnte, wenn sie grösser und stärker wäre, so gefährlich scheint es mir doch, dieses Ziel anzustreben durch die Störung unserer bisherigen Grundsätze in den internationalen Beziehungen und durch eine Stellungnahme, die auf den Einsatz unserer Existenz hinausläuft. Meines Erachtens müssten wir uns selbst dann zweimal besinnen, wenn uns eine Gebietserweiterung als Prämie für unsere Neutralität geboten würde.

Es würde mich natürlich interessieren, gelegentlich zu vernehmen, ob sich die vorstehend entwickelten Ansichten mit den Ihrigen decken, und ob Sie es für richtig halten, wenn ich bei sich bietender Gelegenheit mich in diesem Sinne ausspreche, selbstverständlich ohne meinerseits die Initiative zu einer solchen Aussprache zu suchen.

Morgen wird hier die Kammertagung eröffnet und sieht man allgemein den Verhandlungen mit der grössten Spannung entgegen, weil anzunehmen ist, dass die Regierung schliesslich ihre Haltung im internationalen Konflikt doch von der Willensäusserung des Parlamentes wird abhängig machen. In den letzten Tagen schien die Stimmung eher in der Richtung der Intervention umzuschlagen, dagegen hoffe ich sehr, dass die Ereignisse auf dem östlichen Kriegsschauplatz, die inzwischen eingetreten sind, den Kriegshetzern einigen Wind aus den Segeln nehmen werden. Einen wichtigen Faktor in der Entschliessung der Regierung und des Monarchen wird doch die in Rom stark verbreitete Meinung bilden, dass der Krieg in seinem letzten Ende – sei er für Italien siegreich oder nicht – zu einer revolutionären Bewegung führen werde. Anlass zu Bedenken muss sicher auch die Tatsache bieten, dass Italien schlechterdings nicht in der Lage ist, die nötigen Geldmittel aus eigener Kraft zu beschaffen.

96

E 27, Archiv-Nr. 13925

Le professeur M. Huber
au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher

L Bern, 18. Februar 1915

Ihrem Auftrage gemäss übermittle ich Ihnen in 2 Exemplaren einen Bericht, welchen ich am 4. Januar 1915[1] dem Politischen Departement über die Behandlung der *ausländischen Deserteure und Refraktäre* erstattet habe.

Am Schlusse dieses Berichtes sind einige Anträge formuliert. Diese Anträge möchte ich in folgendem Sinne modifizieren:

a) Diejenigen Deserteure und Refraktäre, welche vor dem Krieg ein Domizil in der Schweiz gehabt haben oder durch die Verheiratung mit Schweizerinnen eine nähere dauernde Verbindung mit der Schweiz haben, sind, sofern keine besonderen Verdachtsgründe vorliegen, unbehelligt zu lassen; sie sollten nicht nur im Armeeraum, sondern auch im Territorialraum einer besondern militärischen oder polizeilichen Kontrolle unterworfen werden.

b) Alle übrigen Deserteure und Refraktäre sind grundsätzlich auszuweisen, und zwar nicht nur aus dem Armeeraum, sondern auch aus dem Territorialraum, da sie von diesem aus immer leicht in den Armeeraum gelangen können. Diese Personen sind, wenn irgendwie möglich, schon von den Personen der Grenzbewachung am Übertritt auf Schweizer Gebiet zu verhindern. Wo sie in grösserer Zahl vorhanden sind, sollte die Abschiebung ins Ausland nach und nach in unauffälliger Weise geschehen.

---

1. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

Le professeur M. Huber au Département politique

Copie
R Bern, 4. Januar 1915

Ich habe die Ehre, Ihnen anbei das Schreiben des Genfer Regierungsrates an das h. Justizdepartement[2] mit meinen Bemerkungen zurückzusenden. Da ich vom 24. Dezember an im Urlaub und während dieser Zeit wiederholt unterwegs war, ist mir Ihr Schreiben vom 24. Dezember mit einer Woche Verspätung zugekommen. Ich bitte, die Verzögerung meiner Antwort entschuldigen zu wollen.

Um die verschiedenen vom Genfer Justizdepartement zur Erwägung gestellten Lösungen der Deserteurfrage auf ihre rechtlichen Voraussetzungen und Folgen prüfen zu können, sind nachstehende allgemeine Erörterungen vorauszuschicken:

I

Die Entschliessungen der Bundesbehörden, bzw. der Kantonalbehörden können durch Rücksichten auf das internationale Recht und auf die bestehende schweizerische Gesetzgebung beschränkt sein.

---

2. *Non retrouvé.*

1) Vom Standpunkte des *internationalen Rechts* aus kommen in Betracht:

a. Die Normen der *Neutralität*. Diese finden nur Anwendung auf Angehörige der bewaffneten Macht der Kriegführenden. *Deserteure* (solche, welche unter den Fahnen gestanden, aber dort ausgerissen sind oder trotz des Aufgebotes das Land ihrer Dienstpflicht verlassen haben) und *Refraktäre* (insoumis) (solche, welche aus dem Ausland nicht in ihr Land zum Dienst zurückgekehrt sind), befinden sich, wenn sie neutralen Staaten angehören, in gleicher Lage wie in Friedenszeiten.

In bezug auf die Deserteure und Refraktäre aus kriegführenden Staaten gilt folgendes:

(aa) *Deserteure,* welche in Uniform unser Gebiet betreten und nicht sofort zurückgewiesen werden, sind zu internieren, und zwar auf Kosten ihrer Regierung (Art. 11 der Konvention V von 1907; Note 25 des Kommentars der «Staatsverträge betr. Landkrieg» Ziff. III, 5 der bundesrätlichen Instruktion vom 21. Dezember 1912). Eine Ausnahmepflicht besteht keinenfalls.

(bb) *Deserteure,* die in Zivilkleidern auf Schweizer Gebiet übertreten, werden wie andere Zivilisten behandelt, d. h. sofern nicht besondere Gründe die Grenzpolizei zur Rückweisung veranlassen, können diese Personen die Grenze passieren und sich in der Schweiz frei bewegen. In dieser Weise ist von seiten der Armee (Generalstab und Oberauditor) seit der Mobilisation verfahren worden; eine Reihe von solchen Deserteuren waren verhaftet und irrtümlicherweise in militärgerichtliche Untersuchung gezogen, aber stets wieder in Freiheit gesetzt worden.

Da die Desertionsabsicht in der Regel nicht sicher feststellbar ist oder überhaupt nicht festgestellt wird, ist eine strenge polizeiliche Aufsicht über diese Personen notwendig; die angeblichen Deserteure können sehr wohl Spionage treiben oder neutralitätswidrige Unternehmungen beabsichtigen.

Die *flüchtigen Kriegsgefangenen,* auch wenn sie in Uniform das neutrale Gebiet betreten, kann der Neutrale in Freiheit lassen; er kann ihnen auch, als Bedingung der Zulassung, einen Aufenthaltsort anweisen (Art. 13 der Konvention V von 1907). Kehren sie von der Schweiz aus nicht in ihre Heimat und zu den Fahnen zurück, so sind sie ihrem Heimatstaat gegenüber Refraktäre. Sie sind dann nach (cc) zu behandeln.

In beiden unter (bb) genannten Fällen hat der Neutrale weder die Pflicht der Aufnahme noch eine solche, die Rückkehr in den Heimatort oder sonst ins Ausland zu verhindern (ausgenommen in Fällen, wo der Übertritt auf neutrales Gebiet zur Erlangung unerlaubter militärischer Vorteile erfolgt ist).

(cc) Refraktäre, d. h. Personen, die in in der Schweiz verweilen, obwohl sie in einem kriegführenden Staate dienen sollen.

In bezug auf diese ist der Neutrale absolut frei; er kann sie tolerieren oder ausweisen, gleichgültig, ob sie vor dem Kriegsausbruch ein Domizil in der Schweiz gehabt haben oder nicht. Demgemäss sind von der Armee (Generalstab und Oberauditor) solche Personen in Freiheit gelassen worden. Die Ausweisung der Refraktäre bzw. Deserteure ist keine neutralitätswidrige Begünstigung der Kriegspartei, welcher die Betreffenden angehören.

b. Die *Niederlassungsverträge* kommen nicht in Betracht. Da ein Staat, ob kriegführend oder neutral, kein Interesse haben kann, dass seine Deserteure und Refraktäre in einem andern Staate Unterschlupf finden, hat er auch kein Recht, deren Nichtausweisung zu fordern. Übrigens hat der Aufenthaltsstaat stets das Recht, solche Individuen als für die innere und äussere Sicherheit gefährlich auszuweisen.

2) Vom Standpunkte des *nationalen Rechtes* aus kommt in Betracht:

a. Das *Bundesgesetz vom 22. Januar 1892.* Art. 11 dieses Gesetzes schliesst die Auslieferung wegen «reiner Militärvergehen», zu welchen die Desertion jedenfalls gehört, aus.

b. Weitere gesetzlichen Schranken bestehen nicht, da – wie schon bemerkt – die Niederlassungsverträge nicht zur Anwendung gelangen. Ein Asylrecht, als subjektives Recht eines Delinquenten, existiert nicht. Von dem Auslieferungsgesetz und den Verträgen abgesehen ist der Umfang der Asylfreiheit in das Ermessen des Bundesrates gelegt.

3) Dagegen ist zu untersuchen, ob die *aussergewöhnliche gegenwärtige Lage* geeignet ist, die in normalen Zeiten gehandhabte Ausweisungspraxis zu beeinflussen. Wenn Deserteure und Refraktäre ausgewiesen werden, so wird es ihnen in der Regel freigestellt, in welches Land sie sich begeben bzw. wohin sie abgeschoben werden wollen. Diese Abschiebungsmöglichkeit ist zur Zeit sehr beschränkt für die Angehörigen auch der neutralen Staaten infolge der viel strengeren Grenz- und Fremdenpolizei der Nachbarstaaten; für die Angehörigen der kriegführenden Staaten kommt hinzu,

dass diese Personen, wenn in das Gebiet der Feinde ihres Heimatstaates abgeschoben, dort als wehrfähige Zivilisten sog. interniert, d.h. kriegsgefangen gemacht werden. Von einem alliierten Staate des Feindes werden sie an diesen ausgeliefert. Werden sie dagegen in die Heimat abgeschoben, so kommt dies einer Auslieferung ziemlich ähnlich, da schon beim Übertritt über die Grenze eine Feststellung der Personalien in den meisten Fällen erfolgen wird.

Für die Abschiebung bzw. Ausweisung von Angehörigen der kriegführenden Staaten kommt also zur Zeit nur Italien in Betracht. Es ist mir unbekannt, wie sich Italien dazu verhält; aber es ist wohl anzunehmen, dass dieser Staat, der schliesslich den gleichen Schwierigkeiten wie die Schweiz gegenübersteht, sich die Zuschiebung von Deserteuren und Refraktären verbitten wird. Es muss deshalb die Zulässigkeit der beiden andern Möglichkeiten geprüft werden.

Die *Ausweisung in einen für den Ausgewiesenen feindlichen Staat,* sofern dieser die Aufnahme überhaupt zugibt, ist mit Rücksicht auf die gegenwärtige Internierungspraxis gegenüber wehrfähigen Zivilisten kaum zulässig. Präzedenzfälle liegen nicht vor, da die «Internierung» von Zivilisten seit dem Aufkommen des modernen Neutralitätsrechtes nie gehandhabt wurde; aber u.E. müssen hier die für die Militärpersonen geltenden Regeln analog Anwendung finden. Jedenfalls aber sprechen starke Gründe politischer Opportunität gegen eine Auslieferung an den Feind.

Die *Ausweisung in den Heimatstaat* oder zu dessen Alliierten kann, abgesehen von humanitären Erwägungen, mit Rücksicht auf das Verbot der Auslieferung wegen reiner Militärvergehen bedenklich erscheinen. Wir glauben aber, dass diese Bedenken aus folgenden Gründen nicht stichhaltig sind: a) Die Abschiebung ist immerhin keine Auslieferung. b) Der Grundsatz der Nichtauslieferung darf nicht zu einer Fessel für die Schweiz werden und sie verpflichten, solche Fremden zu behalten in Zeiten, wo aus Gründen des Staatswohles die Abschiebung dieser Personen geboten erscheint. c) Die Nichtauslieferung von Deserteuren ist heutzutage, wo fast überall Volksheere bestehen, kaum gerechtfertigt; die Vorschrift ist eigentlich nur aus den früheren politischen Verhältnissen erklärlich und soll deshalb nicht extensiv interpretiert werden. Es ist auch für unser eigenes Heer demoralisierend, wenn zahlreiche Deserteure und Refraktäre sich bei uns herumtreiben. d) Die Befürchtung, dass retorsionsweise schweizerische Deserteure und Refraktäre ausgewiesen werden, ist nicht stichhaltig, denn diese Ausweisung wird, wenn durch die öffentlichen Interessen des fremden Staates geboten, ohnehin erfolgen und zudem wird ein Staat, dem Deserteure zugeschoben werden, sich darüber keineswegs beschweren und unfreundliche Massregeln ergreifen. Auch läge es im Interesse unseres Landes, wenn gegen schweizerische Refraktäre nicht nur contumaciter vorgegangen werden könnte.

II.

Was nun die *Vorschläge des Genfer Justizdepartementes* anbetrifft, so ist dazu folgendes zu bemerken:

a. Die Abschiebung (in die Heimat) von solchen, die bei Kriegsausbruch keine Niederlassung in der Schweiz gehabt haben, ist, soweit es sich nicht um uniformiert übertretende handelt, jedenfalls zulässig.

b. Dasselbe, jedoch unter der Bedingung, dass die betreffenden nicht zum Tode verurteilt werden. Das ist unmöglich, weil eine derartige an Bedingungen geknüpfte Ausweisung eine förmliche Auslieferung wäre und deshalb durch das Bundesgesetz von 1892 ausgeschlossen ist. Eine Auslieferung mit dem Vorbehalt der Nichtverfolgung ist natürlich undenkbar. Überhaupt kann die Schweiz, da die Auslieferung der fraglichen Personen bei ihr nicht nachgesucht wird, sondern die Schweiz die Abschiebung von Ausländern in deren Heimat als ihr Recht beansprucht, keine Bedingungen stellen.

Übrigens käme die Todesstrafe kaum in Betracht, da das deutsche M.Str.G. § 71 sie nur bei Rückfälligkeit und der französischen C.P.M. Art. 230, 238, 239 nur bei Desertion zum Feinde hinüber (wie die Schweiz. M.Str.G. 96 a) vorsieht.

c. Dass ein Staat einem andern ein Kostgeld für Delinquenten zahle, deren Auslieferung er beanspruchen würde, wenn ihm ein Vertrag ein Recht dazu gäbe, erscheint völlig undenkbar. Die Zahlungsverpflichtung für internierte Militärs beruht darauf, dass der Neutrale die Vergütung der Auslagen zur Bedingung der Zulassung machen kann und der Kriegführende in der Regel auch ein Interesse hat, dass seine Truppen eher interniert als vernichtet oder kriegsgefangen gemacht werden.

Bei den Deserteuren und Refraktären, gleichgültig, ob sie schon vor dem Krieg ein Domizil im Ausland gehabt haben oder nicht, kommen diese Momente nicht in Betracht.

d. Die Tolerierung in der Schweiz ist in allen Fällen zulässig.

Wir gelangen zu folgenden *Schlussfolgerungen:*

1) Diejenigen Deserteure und Refraktäre (aus kriegführenden und aus neutralen Staaten), welche in der Schweiz vor der Mobilisation ein Domizil gehabt haben, sollten grundsätzlich unbehelligt bleiben, sofern sie sich ruhig verhalten und auf eine anständige Weise sich und allfällige Angehörige durchbringen.

2) Alle übrigen Deserteure (soweit nicht als Militärpersonen zu internieren) und Refraktäre wären höchstens zu tolerieren.

3) Werden die einen oder die andern wegen ihres Verhaltens oder mit Rücksicht auf die Knappheit der Lebensmittel abgeschoben, so käme für die Abschiebung in Betracht:

a. in erster Linie ein neutraler Staat (Italien), bzw. ein kriegführender Staat für Deserteure und Refraktäre aus neutralen Staaten;

b. eventuell der Heimatstaat, wobei die Ausgewiesenen einfach über die Grenze gestellt, nicht aber ausgeliefert würden.[3]

---

3. *Le Conseil fédéral aura à s'occuper à diverses reprises du problème des déserteurs et réfractaires étrangers et édictera des arrêtés fédéraux à leur sujet. Cf.* IVe Rapport de neutralité du 9 septembre 1916, *in* FF 1916, vol. 3, p. 578–581, Xe Rapport de neutralité du 24 mai 1918 *in* FF 1918, vol. 3, p. 91–97 et XIe Rapport de neutralité du 2 décembre 1918 *in* FF vol. 5 1918, p. 176–183.

97

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 5
Die Lage in den Vereinigten Staaten — Washington, 19. Februar 1915

Ich beehre mich, Ihnen beigefaltet den Text der *britischen Restantwort auf Präsident Wilsons Protest vom 28. Dezember,* samt einer deutschen, kommentierten Übersetzung, zu übersenden (Beilagen 1 und 2)[1]. Sie ist in der Form höflich, aber in der Sache ablehnend. Niemand regt sich hier darüber auf, man hatte dies erwartet. Neuere, wichtigere Vorkommnisse haben den Protest vom 28. Dezember längst überschattet.

So hat der *englische Missbrauch der amerikanischen Flagge* in den Vereinigten Staaten weit grösseres Unbehagen erzeugt, als nach aussen hin kund wird. Man sagt sich allerdings, dass Amerika zuzeiten ähnliche Hilfsmittel ergriffen habe, namentlich im Bürgerkrieg; aber man verkennt nicht, dass man damals nicht eine neutrale Flagge zu eigenem Schutze verwendete, sondern eine englische, also die Flagge eines Landes, das damals mit der Konföderation (der Südstaaten) beinahe eins war. Ferner wird man sich mehr und mehr der ausserordentlichen Gefahren

---

1. *Non reproduit.*

bewusst, die der amerikanischen Schiffahrt, dem Leben und dem amerikanischen Eigentum aus diesem Flaggenmissbrauch erwachsen müssen und dass man zum Teil mit verantwortlich wird, wenn man den Gebrauch der Landesflagge durch England unwidersprochen geschehen lässt.

Die Note Wilsons an England enthält deswegen auch eine dahingehende Warnung, welche England für irgendein kommendes Unglück mitverantwortlich macht.

Amerikanische Völkerrechtslehrer sind übrigens mit der Ansicht hervorgetreten, dass

1) die Auslegung einer Kriegszone, wie Deutschland sie jetzt vorgenommen hat, in der Entwicklung des Völkerrechts liegt und sowohl durch das englische Vorbild vom November 1914 (in der Nordsee) als besonders auch durch das japanische Vorgehen von 1904, welches damals nicht nur Buchten und Flusseingänge, sondern auch Meerengen und einen Wasserstreifen von 10 km Breite als Kriegszone erklärte, gerechtfertigt wird;

2) dass der Gebrauch einer fremden Flagge nur einem *Kriegs*schiff erlaubt ist, aber auch dann dürfe nur eine *feindliche,* nicht aber eine neutrale Flagge verwendet werden. Nach der von der Kriegsakademieschule in Newport geäusserten Ansicht wäre einem Handelsschiff der Gebrauch einer fremden Flagge überhaupt untersagt, der Gebrauch einer neutralen somit erst recht.

Was die *Beziehungen Amerikas zu Deutschland* anbetrifft, so hatten sie durch den unerwartet energischen Ton, den die amerikanische Note Berlin gegenüber anschlug, eine Kältung erfahren. Aber da die gestern eingelaufene deutsche Antwortnote nach der Formel fortiter in re, suaviter in modo abgefasst ist, so ist die Situation für die hiesigen Amtskreise wesentlich erleichtert worden. Die Versicherungen der deutschen Regierung, dass eine Angriffsabsicht auf neutrale, besonders amerikanische Schiffe nicht bestehe und dass der Kriegszonen-Erlass vom 4. Februar für sie lediglich eine Warnung bedeute, hat hier ziemlich alle Befürchtungen zerstreut und zu der Annahme geführt, dass amerikanische Schiffe mit grosser Wahrscheinlichkeit ungefährdet bleiben werden (Beilagen 3, Antwort der deutschen Regierung und sonstige Ausschnitte)[2].

Die Aussichten der *Schiffsankaufs-Bill* (zwecks Vergrösserung der amerikanischen Handelsflotte) sind in den letzten paar Tagen ganz wesentlich gesunken. Eine Bedeutung kommt der Sache überhaupt nicht mehr zu, seitdem der Finanzminister McAdoo sich gestern dahin geäussert hat, dass der Ankauf deutscher oder österreichischer Schiffe ausgeschlossen sei. (Es liegen in den Vereinigten Staaten interniert 35 Dampfer der Hamburg–Amerika-Linie, mit total ca. 250000 Tonnengehalt, 12 Dampfer des Norddeutschen Lloyd mit rund 150000 Tonnen, 8 Dampfer der Deutsch-Amerikanischen Petroleumgesellschaft von ca. 50000 Tonnen, 7 Dampfer der Austro-Americana mit etwa 36000 Tonnen, total also 62 Schiffe, von rund 500000-Tonnen-Gehalt). Es ist zu erwarten, dass auf diese Äusserung McAdoos hin, der Kongress den Ankauf von Schiffen aller

---

2. *Non reproduit.*

kriegführenden Nationen gesetzlich verbieten wird und dass danach der übrigbleibende Markt für den Ankauf fremder Schiffe gleich Null sein wird.

Eine hypothetisch interessante Frage vermöchte entstehen, wenn in Folge des deutschen Kriegszonen-Erlasses ein amerikanisches Schiff zufälligerweise zu Schaden kommen sollte. Man würde alsdann, so wird ziemlich offen gesagt, hier nicht gleich zu einer Kriegserklärung schreiten, sondern sich wohl an den 62 in den amerikanischen Häfen blockierten Schiffen schadlos halten.

Wie gering die Möglichkeit ist, dass ein amerikanisches Schiff zu Schaden kommt, erhellt aus dem Umstand, dass die Vereinigten Staaten nur etwa ein halbes Dutzend Dampfer im europäischen Dienste beschäftigen. Der Gedanke, dass die Vereinigten Staaten von Deutschland Rechenschaft fordern würden, falls einem Amerikaner auf einem englischen Dampfer etwas zustösst, wird hier von der öffentlichen Meinung als absurd abgelehnt, mit der Begründung, dass Amerikaner sich auf eigenes Risiko auf englische Schiffe begeben.

Aus ziemlich zuverlässiger Quelle habe ich vernommen, dass das *Verhältnis zwischen Präsident Wilson und seinem Staatssekretär Bryan* sich derart verschlechtert habe, dass Bryan auf den 4. März 1915 vom Amte zurückzutreten gedenke. In einem Artikel der Märznummer der *North American Review* soll der von vielen erwartete und trotzdem alle jedenfalls höchlichst überraschende Schritt Bryans motiviert werden. Man sagt, dass der Staatssekretär eine zahmere Politik zu verfolgen gewünscht habe und z. B. mit der etwas draufgängerischen Note an Deutschland derart unzufrieden gewesen sei, dass er sich geweigert habe, sie zu unterzeichnen. Auch sei es Herr Bryan müde, sich fortgesetzt zum Sündenbock der Wilson-Politik machen zu lassen.

98

E 2001 (B)1, 92b

Le Département politique aux Ministres de Suisse à Londres et Paris

Copie
L

Bern, 20. Februar 1915

In der französisch-englischen Kollektivnote vom 14. Januar laufenden Jahres [1], die wir Ihnen in einer Kopie beilegen, wird ausgeführt, dass für den Fall, als der Bundesrat kein absolutes Verbot der Ausfuhr der eingeführten Rohstoffe nach dem feindlichen Ausland erlassen könnte, die französische resp. englische Regierung sich auch mit ernsthaften Garantien zufriedenstellen würde, die von Einzelfirmen oder Syndikaten gegeben würden, deren gute Treue und Honorabilität vom Bundesrat zu garantieren wäre.

Unser Bestreben ging nun zunächst dahin, ein Syndikat für die Einfuhr von Metallen und Kautschuk zu gründen, einmal deshalb, weil, wie Sie der Note ent-

1. *Cf. n° 87.*

nehmen, für diese von den beiden Regierungen ein absolutes Ausfuhrverbot, mit Ausschluss jeder ausnahmsweisen bundesrätlichen Ausfuhrbewilligung, beansprucht wird und sodann deshalb, weil sich der Einfuhr dieser Artikel die grössten Schwierigkeiten entgegenstellen.

Dieses Syndikat ist nun im Begriff, sich zu bilden; an der Spitze stehen die grössten schweizerischen Firmen der Elektrizitäts- und Maschinen-Branche, Brown, Boveri & Co., Maschinenfabrik Oerlikon, Gebrüder Sulzer, Lokomotivfabrik Winterthur etc. Die Bildung erfolgt in der Form einer Genossenschaft nach Titel XXVII des Schweiz. Obligationenrechts. Die Statuten sind ausgearbeitet und liegen hier bei [2].

Ich verweise dabei insbesondere auf folgende Bestimmungen, die die Grundlage des ganzen Einfuhrgeschäftes bilden und gleichzeitig die Beziehungen der Genossenschaft und damit indirekt des schweizerischen Bundesrates zu den auswärtigen Regierungen regeln.

In § 3 wird die Mitgliedschaft dahin begrenzt, dass nur Selbstverbraucher aufgenommen werden können; die zweideutigen Zwischenhändler sind damit ausgeschlossen. Im übrigen ist laut § 4 die Genossenschaft frei, Mitglieder aufzunehmen oder abzulehnen. Der Verwaltungsrat entscheidet darüber endgültig; er hat es somit in der Hand, nicht vertrauenswürdige Elemente fernzuhalten.

In § 7 wird zunächst die Verpflichtung zum *ausschliesslichen* Bezug der auf der Liste der Genossenschaft stehenden Materialien durch die Vermittlung derselben aufgestellt; gleichzeitiger Bezug aus andern Quellen ist ausgeschlossen. Sodann wird die Verpflichtung der Genossenschafter zur ausschliesslichen Verwendung in der Schweiz, beziehungsweise in der eigenen Fabrikation geordnet. Hiebei wird nun die wichtigste Frage behandelt, das Schicksal der *Produkte*. Von ihr hängt es ab, ob der Bezug von Rohmaterialien eine effektive oder nur eine mehr formelle Bedeutung hat, denn wenn unsere Industrie wirklich leben soll, so muss sie in der Verwendung ihrer Produkte frei sein. Dabei ist nun die Formel als praktisch und vernünftig erfunden worden, die in den Verhandlungen mit England vorgeschlagen worden ist [3]. Sofern der Hauptwert des Produktes im Konterbande-Material liegt, kann es nicht ins feindliche Ausland ausgeführt werden, sofern er dagegen in der Arbeit oder in anderm Material liegt, kann es beliebig ausgeführt werden. Hierauf ist in den Verhandlungen das grösste Gewicht zu legen. Es kann sich bei den Importen von Konterbandematerialien in der Schweiz nicht darum handeln, der Schweiz zu verbieten, mit dem feindlichen Ausland überhaupt Geschäfte zu machen; das kann man wohl den eigenen Landesangehörigen verbieten, aber nicht einem neutralen Staate, der keine «Feinde» kennt und der allen gegenüber in geordneten Handelsbeziehungen bleiben will und muss. Es handelt sich vielmehr einzig darum, zu verhüten, dass das Konterbandematerial ins «feindliche Ausland» kommt und dort als solches Verwendung findet. England und Frankreich fürchten, dass wenn z. B. Kupfer ins feindliche Ausland gelange, es dann zu Munitionszwecken Verwendung finde, das ist verständlich; un-

2. *Non reproduit.*
3. *Cf. n° 91.*

verständlich aber wäre es, deswegen Maschinen, bei denen Kupfer Verwendung fand, vom «feindlichen Ausland» fernzuhalten, wenn es der Natur der Sache nach ausgeschlossen erscheint, dass die Maschine demoliert und das Kupfer verwertet wird. In dieser Beziehung darf darauf hingewiesen werden, dass die Kollektivnote vom 14. Januar selbst darauf abstellt «que les prix du cuivre en certains pays belligérants sont assez élevés pour permettre aux articles manufacturés d'être exportés et ensuite fondus pour servir à un usage de guerre». Wo diese Gefahr nicht besteht, ist daher auch kein Grund vorhanden, die «articles manufacturés» vom Export auszuschliessen.

Ein weiterer hochwichtiger Punkt ist derjenige der *Veredlung*. Auch hier ist zu sagen, dass so, wie die Verhältnisse liegen, ein Import der Rohstoffe ohne die Möglichkeit, sie zum Teil zu exportieren, um sie im veränderten, oder manufakturierten Zustand (als Halbfabrikate) zurückzuerhalten, für die Industrie nur von untergeordnetem Werte wäre. Die schweizerische Industrie ist wegen der Kleinheit des Landes durchaus unselbständig; sie kann nicht leben, ohne einen Teil der Materialien im vorgearbeiteten Zustande aus dem Auslande zu beziehen; sie ist ebensowenig imstande, gewisse Umwandlungen der Rohmaterialien selbst vorzunehmen (z. B. Bronze oder Messing aus Kupfer anzufertigen). In normalen Zeiten kann man Messing, Bronze etc. aus dem Ausland beziehen, heute ist das nicht möglich, ohne das entsprechende Quantum Kupfer abzugeben. Bei dieser Veredlung muss man nun das Vertrauen in die schweizerische Regierung haben, dass sie in der Aufstellung der detaillierten Bedingungen dafür sorgt, dass die Exporte zum Zwecke der Veredlung nicht missbraucht werden. Man wird also zeitliche Grenzen aufstellen, man wird das quantitative Verhältnis von rohem und veredelten Metall regeln und sich die nötigen Garantien in Ausfuhrbewilligungen für das veredelte Metall geben lassen.

In § 7 wird das Recht der Genossenschaftsorgane festgesetzt, von den Büchern, Belegen und Fabrikationsstätten zum Zwecke der Kontrolle der getreuen Erfüllung der übernommenen Verpflichtungen Einsicht zu nehmen. In § 9 ist das Recht zur Verhängung von Konventionalstrafen bei Verletzung dieser Pflichten vorgesehen; sie können bis zur doppelten Höhe des Wertes der per nefas ausgeführten Waren ausgesprochen werden. Für die Konventionalstrafe haftet zunächst die Kaution von 10% des Wertes der eingeführten Waren, eventuell die Bankgarantie (vgl. § 7). Überdies kann das Mitglied aus der Genossenschaft ausgeschlossen werden.

Der Rest der Statuten interessiert uns, weil die innere Organisation der Genossenschaft betreffend, nur sekundär.

Wir möchten Sie nun bitten, auf Grund dieser Statuten die Verhandlung mit der dortigen Regierung aufzunehmen und so rasch als möglich durchzuführen. Die Regierung hätte dabei zu erklären, dass auf Grund der in den Statuten formulierten Verpflichtungen der Genossenschaftsmitglieder und auf Grund der vom Bundesrate zu bestätigenden bona fides und Honorabilität des Syndikats und seiner Organe der Import der in das Verzeichnis aufgenommenen und allfällig später aufzunehmender Konterbandeartikel in die Schweiz gestattet werde. Wir geben uns dabei der Hoffnung hin, auf dieser Basis zu einer Verständigung zu ge-

langen und sind überzeugt, dass dann der Handelsverkehr in durchaus loyaler, die Interessen unseres eigenen Landes, wie auch die legitimen Interessen der kriegführenden Staaten ausreichend berücksichtigender Weise sich abspielen würde.

Indem wir Ihnen die Angelegenheit warm empfehlen, danken wir Ihnen zum voraus für Ihre schätzenswerten Bemühungen und versichern Sie unserer vorzüglichen Hochachtung.

99

E 27, Archiv-Nr. 14044/1

L'Ambassade de France à Berne au Département politique[1]

N Berne, 23 février 1915

Le Gouvernement français procède actuellement à la concentration des prisonniers allemands à rapatrier. Elle sera terminée à la fin de la semaine.

Le Gouvernement de la République a examiné la suggestion qui lui a été faite par M. Lardy au nom du Gouvernement fédéral, afin que la remise des rapatriés français et allemands ait lieu à Pontarlier pour éviter le passage à Genève. Le Ministère de la Guerre français a estimé que cette petite ville n'offrait pas les ressources d'hospitalisation nécessaires et se voit obligé de proposer Lyon; mais il acheminerait volontiers dans les deux sens les convois sanitaires par Pontarlier, si le Gouvernement fédéral le jugeait souhaitable.

Le Gouvernement de la République s'est inspiré pour les opérations de sélection de la même largeur de vues à laquelle le Gouvernement allemand déclare avoir obéi. Il a toujours pensé qu'il n'y avait pas à prendre en considération le nombre des invalides à libérer de part et d'autre, mais seulement l'inaptitude de ceux-ci à tout service de guerre ou de garnison, avec la seule réserve qu'une plus grande rigueur s'imposait en ce qui concerne les officiers. L'accord de principe des deux Gouvernements est donc complet.

Les opérations de rapatriement pourront commencer le 26 ou le 27 février et se poursuivre les jours suivants, dans la mesure où elles seront matériellement possibles. A ce dernier point de vue, M. Lardy a indiqué que chaque convoi pourrait transporter environ trois cent cinquante (350) blessés. Le service des chemins de fer du Ministère de la Guerre souhaiterait que ce renseignement fût complété par l'indication du tonnage du train.

---

1. *En marge du document des indications de la main de A. Dunant disent:* Téléphoné à la Légation allemande 23. 2. 1915, 6 h 30. Fait téléphoner au colonel Bohry à Bâle par son service. Téléphoné au Directeur militaire des chemins de fer.

100

E 2001, Archiv-Nr. 771

Le Comité d'initiative PAX au Conseil fédéral[1]

Requête Berne, 24 février 1915

Depuis six mois déjà la plus épouvantable des guerres désole le monde et rien n'en fait encore prévoir la fin.

Des centaines de mille hommes trouvent la mort sur les champs de bataille ou resteront de misérables estropiés; leurs familles sont plongées dans le deuil et la misère.

Les trésors qu'avait créés la culture sont détruits et ce sera peu à peu la ruine pour bien des pays. Quel recul de civilisation pour le monde entier!

Qui nous dit que d'autres Etats ne seront pas entraînés dans l'horrible fournaise, si un puissant mouvement pacifiste ne se manifeste pas?

La Suisse, elle aussi, souffre beaucoup de cette guerre. Le commerce et l'industrie sont paralysés. Le chômage prend des proportions inconnues jusqu'ici. L'exportation et l'importation sont plus ou moins arrêtées. Notre approvisionnement est gêné et la vie renchérit de plus en plus.

Un Etat neutre *isolé* ne peut faire valoir ses droits avec autorité. Une situation aussi grave exige des mesures promptes; une démarche collective des Etats neutres est devenue une nécessité.

La Suisse, protectrice de la Convention de Genève de la Croix-Rouge, du Bureau international de la Paix, siège de quatre autres Bureaux internationaux, la Suisse, qui vit en relations amicales avec tous les Etats belligérants, peut s'arroger le droit de prendre l'initiative; elle s'attirera par là la sympathie du monde entier.

C'est dans ces convictions que les Associations suisses soussignées[2] *s'adressent au Haut Conseil Fédéral* et le prient de *convoquer une Conférence internatio-*

---

1. *La requête est accompagnée d'une lettre signée par W.Büchler, E.Ryser et le professeur Dubois.*

2. *Il s'agit de:*

Union suisse de la Paix (Président: M. le Dr Bucher-Heller, Lucerne).

Eglises: Conférence des Eglises évangéliques de la Suisse (Association de toutes les Eglises évangéliques de la Suisse; Président: M.G.Ris, pasteur, Worb; Vice-président: M.E.Ryser, pasteur, Berne).

Les Evêques des Diocèses de Bâle-Lugano, Coire, Lausanne-Genève, St-Gall, Sion.

L'Evêque de l'Eglise catholique chrétienne de la Suisse.

Universités: Bâle, Fribourg, Genève, Zurich.

Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft (Président: M. Appenzeller-Walder, pasteur, Zurich).

Société d'utilité publique des Femmes suisses (Présidente: Mlle Berthe Trüssel, Berne).

Schweizerischer Arbeiterbund (Président: M. O.Lang, président de la Cour suprême, Zurich).

Schweizerischer Lehrerverein (Président: M. Fritschi, conseiller national, Zurich).

Schweizerischer Lehrerinnenverein (Présidente: Mlle Dr E.Graf, Berne).

Société suisse des Maîtres-Imprimeurs (Président: M. F.Lohbauer, Zurich).

nale des Etats neutres dans le but d'examiner les mesures qu'il y aurait à prendre:

a) *pour amener une paix qui puisse offrir des garanties de durée;*

b) *pour protéger les intérêts communs des Etats neutres pendant la guerre et lors de la conclusion de la paix.*

Nous recommandons, Monsieur le Président et Messieurs les Conseillers fédéraux, cette requête à votre examen et à votre sollicitude.

Schweizerischer Typographenbund (Président: M. F. Brosi, Berne).
Fédération des Typographes de la Suisse romande (Président: M. E. Guggi, Lausanne).
Société des Libraires suisses (Président: M. H. Lichtenhahn, Bâle).

101

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L (Schweizerisches Metall-Syndikat) London, 27. Februar 1915

Den mir gütigst mit Schreiben vom 20. 1. M.[1] gesandten Instruktionen gemäss, habe ich, Ihren Ausführungen folgend, das in Abschrift beiliegende Memorandum[2] ausgearbeitet, das ich heute nachmittag Sir E. Crowe übergab. Das Original war begleitet:

1) Von dem französischen Entwurf[3] der Statuten der Schweizerischen Metall-Einfuhr-Genossenschaft. Hiebei will ich nicht unterlassen zu bemerken, dass in Art. 1 des französischen Entwurfs als Einführungsmonopole der Genossenschaft noch erwähnt waren «mica, gommelaque et asbests», die ich durchstrich, da diese Produkte in dem deutschen Entwurfe nicht mehr vorkamen und ich Veranlassung hatte, den deutschen Entwurf[4], der als «revidiert» bezeichnet war, für den massgebenden zu halten. Weiters mag gesagt werden, dass in Art. 7 der Statuten von der Ausfuhr in «Feindesland» nicht ausgeschlossen werden die Maschinen, die, obschon deren Hauptwert in der Arbeit oder in anderen Materialien liegt, einem speziellen militärischen Zwecke dienen, wie z. B. zur Herstellung von Munition usw.: Vgl. meine Depesche an Ihr Departement vom 20. Januar[5], S. 3, N^r 2.

2/3 Von einem Auszug, beziehungsweise einer Abschrift von Notizen, die ich am 25. und 27. Januar[6], im Sinne Ihrer Telegramme vom 23. und 26. gl.[7] M. Sir

---

1. *Cf. n° 98.*
2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduit: Cf. 2001 (B) 1, 92c.*
4. *Non reproduit.*
5. *Cf. n° 91.*
6. *Non reproduit.*
7. *Non reproduit.*

E. Crowe über den Veredlungsverkehr mit Kupfer hinterliess. Diese Kopien liegen auch dem vorliegenden Schreiben bei.

Aus meiner heutigen Besprechung mit Sir E. Crowe scheint hervorzugehen, dass wir voraussichtlich nicht allzu schwer zu einer Verständigung betreffend den *Produkten* kommen werden, unter Vorbehalt des oben berührten Punktes betreffend Maschinen zu militärischen Zwecken, eine Sache, die heute nicht zur Sprache kam und die ich mich hütete, von mir aus zu erwähnen.

Dagegen wusste mir Sir E. Crowe keine angenehmen Mitteilungen über den *Veredlungsverkehr* zu machen. Er sagte, das Komitee sei in dem Sinne misstrauisch, dass es fürchte, Deutschland würde uns in der uns gelieferten Bronze oder dem Messing nicht *dasselbe* Kupfer zurückgeben, das wir ihm zur Verarbeitung überlassen hätten, sondern anderes, das sich sehr wohl zu Legierungen, nicht aber zur Anfertigung von Munition eigne, während das unsere, bessere, zur Anfertigung von Munition in Deutschland verwendet würde: und über diesen Austausch hätten wir keine Kontrolle. Gerade die Qualität Kupfer, die sich zur Herstellung von Munition eigne, fehle in Deutschland, während anderes vorhanden sei. Ich habe nachgedacht, wie diesem Einwand begegnet werden könnte. Ich glaube, es ist nur *ein* Ausweg offen; es wäre der, dass sich der Bundesrat verpflichten würde, nur solches Kupfer im Veredlungsverkehr aus dem Lande gehen zu lassen, das sich wohl zu Legierungszwecken, nicht aber zur Herstellung von Munition eignet. Wäre solches Kupfer nicht vorhanden, so müsste man es eigens zum Zwecke des Veredlungsverkehrs kommen lassen.

In Anbetracht dieser Schwierigkeiten könnte man sich auch fragen, ob es sich nicht lohnen würde, Veranstaltungen zu treffen, um die Veredlung im Lande selbst vorzunehmen und sie ihm auch nach der Rückkehr normaler Zeiten zu erhalten. Techniker sagen mir, dass bei gewissen, schon vorhandenen Anlagen dieses Unternehmen keine übermässigen Ausgaben und kein übergrosses Risiko zur Folge haben würde. Wie dem auch sei, ich habe über das oben erwähnte, von mir bezeichnete Auskunftsmittel mit Sir E. Crowe nicht gesprochen. Aber ich behalte mir vor, es zu tun, wenn Sie mich, nach Einholung des Gutachtens Sachverständiger, hiezu ermächtigen. Etwas sollte geschehen, sonst fürchte ich sehr, dass unser ganzer Veredlungsverkehr an dem vom Komitee erhobenen Einwand scheitern wird.

Als ich Sir E. Crowe sagte, ich sei beauftragt, die ganze Angelegenheit mit ihm zu verhandeln und ich sei überzeugt, bei gegenseitigem gutem Willen würden wir rasch ans Ziel gelangen, erwiderte er, er habe gestern, bei dem schleppenden Gang der Unterhandlungen in Bern, an Sir Francis Oppenheimer geschrieben, um zu wissen, ob er bereit wäre, zur Regelung der Angelegenheit nach Bern zu gehen, nachdem er vorher noch, hier, mit ihm und mit mir Rücksprache genommen hätte. Es ist dies derselbe Gedanke, den ich schon in meinem Haager-Bericht an Sie, vom 14. Januar[8], Seite 5 geäussert habe. Sir Francis ist Geschäftsmann und hat die Verhandlungen, die zur Gründung des nach allen Seiten hin befriedigenden

8. *Non reproduit. Cf.* E 2200 London 1915, XVII A. 15.

niederländischen Trustes führten, für Grossbritannien geleitet. Ich glaube nach wie vor, dass eine Mission Sir F. Oppenheimers nach Bern sehr zu bewillkommnen wäre.

Unter Bezugnahme auf Ihr heutiges chiffriertes Telegramm betreffend einen Zusatz zu der amtlichen Erklärung der Gesandschaft zur Erwirkung von Ausfuhrbewilligungen, beehre ich mich beizufügen, dass Sie sich darauf verlassen können, ich werde mit Versprechungen über Mitteilungen des Bundesrats über ausnahmsweise Ausfuhrs-Erlaubnisse, sowie über alle unsere autonomen Massnahmen sehr zurückhaltend sein. Sie wollen bemerken, wie vorsichtig die Beilage III des vorliegenden Schreibens gefasst ist.

Noch eines: Die Verhandlungen über den Veredlungsverkehr würden erleichtert, wenn ich in den Stand gesetzt würde, annähernd zu erklären, um welche *Quantitäten* auszuführenden Kupfers es sich handelt.

102

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 mars 1915 [1]

519. Munitionslieferungen nach Rumänien

Politisches Departement (Auswärtiges)
Streng vertraulich Antrag vom 4. März 1915

Schon seit einiger Zeit waren dem Politischen Departement Anhaltspunkte dafür gegeben worden, dass von einer Reihe schweizerischer Fabriken Munitionsbestandteile nach dem Auslande gesandt werden. Sie passierten als Messingstükke, Guss, schmiedeiserne Röhren, Schrauben, kurz unter allen möglichen harmlosen Benennungen. Eine auf Veranlassung des Politischen Departements vom Territorialdienst vorgenommene Untersuchung stellte die Tatsache der Fabrikation solcher Objekte in der Schweiz fest.

Zugleich ergab es sich, dass von allen im Kriege befindlichen Staaten, die an die Schweiz grenzen, sehr bedeutende Bestellungen von Munitionsbestandteilen oder zum Zwecke der Veredlung von Rohstoffen mit dem offenbaren Zwecke, im veredelten Zustand als Munitionsbestandteil verwendet zu werden, bei zahlreichen Firmen der Metall-Industrie gemacht worden waren. Unter diesen Verhältnissen hätte es sich nicht gerechtfertigt, der schweizerischen Industrie diese sehr bedeutende Verdienstquelle zu verschliessen und eine Gelegenheit für Beschäftigung zahlreicher Arbeitskräfte zu verpassen, dies um so weniger, als mit den Vertretern der verschiedenen Staaten ganz offen über diese Dinge gesprochen und von ihnen die Berechtigung des Standpunktes der Schweiz anerkannt wurde.

Dieser Tage wurde nun einer Anzahl schweizerischer Firmen, Gebrüder Sulzer

---

1. *Etait absent: L. Forrer.*

in Winterthur, Oehler & Cie. in Aarau und Schweizerische Metallwerke in Dornach, auch von einem zurzeit noch neutralen Staate eine Bestellung von Munition im grössten Stile in Aussicht gestellt.

Es handelt sich um die Erstellung von 650 Millionen Patronen, wovon 400 Millionen für Gewehre, 250 Millionen für Pistolen, für die rumänische Regierung. Die Patronen sind ohne Ladung zu liefern, also nur die Hülse, mit Zündkapsel und Zündstoff. Sämtliche Rohmaterialien werden geliefert, ebenso alle erforderlichen Werkzeugmaschinen, so dass die ausführenden Firmen nur die Lokale und die Arbeitskräfte zu stellen haben. Per Tag sind 500000 Patronen zu liefern, so dass die Ablieferung über 3½ Jahre in Anspruch nehmen wird. Mit der Ablieferung kann höchstens in 2–3 Monaten begonnen werden.

Der Gesamtfakturawert wird in allen Fällen erheblich über 100 Millionen Franken zu stehen kommen.

Bevor die schweizerischen Firmen mit der rumänischen Regierung in weitere Verhandlungen eintreten, wünschen sie darüber im klaren zu sein, dass der Bundesrat der Ausfuhr der Munition nach Rumänien keine Schwierigkeiten entgegenstellen werde.

Der Generalstab, dessen Ansicht eingeholt wurde, erhebt keine Einwendung gegen die Übernahme der Munitionslieferung an Rumänien seitens der Privatindustrie, wie er auch gegen die Beschäftigung der schweizerischen Industrie für Lieferung von Munitionsteilen nichts einzuwenden hat.

Völkerrechtlich ist die Sache liquidiert. Art. 7 der Haager Konvention über Rechte und Pflichten der Neutralen im Landkrieg bestimmt:

«Eine neutrale Macht ist nicht verpflichtet, die für Rechnung des einen oder des andern Kriegführenden erfolgende Ausfuhr oder Durchfuhr von Waffen, Munition und überhaupt von allem, was für ein Heer oder eine Flotte nützlich sein kann, zu verhindern.»

Die in Art. 9 der gleichen Konvention vorgesehenen Beschränkungen oder Verbote der Ausfuhr oder Durchfuhr von Waffen, Munition und Kriegsmaterial sind auf die Kriegführenden gleichmässig anzuwenden. Wenn von einem Verbote einer solchen Ausfuhr abgesehen wird, so muss es allen Kriegführenden gegenüber gleichmässig geschehen.

Es liegt daher völkerrechtlich kein Grund vor, Rumänien die Ausfuhr von Munition zu verweigern, selbst wenn man damit rechnen zu können glaubt, dass dieser Staat in absehbarer Zeit in die Reihe der Kriegführenden eintreten wird.

Wirtschaftlich ist es natürlich von hohem Interesse, diese grosse Bestellung der schweizerischen Industrie zuzuhalten; das Politische Departement erachtet es als eine seiner vornehmsten Pflichten, der Arbeitslosigkeit auf allen Gebieten entgegenzuarbeiten.

Es wird *beschlossen:*

Das Politische Departement wird ermächtigt, zu erklären, es werde der Ausfuhr von 650 Millionen Patronenhülsen und Zündkapseln für Infanteriemunition nach Rumänien, sofern diese Munitionsteile in der Schweiz, von schweizerischen Firmen und aus zu diesem Zwecke aus dem Auslande zur Verfügung gestellten Rohmaterialien fabriziert werden, kein Hindernis in den Weg gelegt.

103

E 2200 Rom 4, I.B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie Rom, 7. März 1915
RP

Ich benutze den Anlass der Rückreise meiner Familie nach der Schweiz, um derselben einige Bemerkungen über die politische Lage in Italien mitzugeben.

Sie wissen aus meinen früheren Berichten, dass ich nicht an das Eingreifen Italiens in den Weltkrieg geglaubt habe, weil ich von allen ruhig überlegenden Kennern hiesiger Verhältnisse gehört habe, dass Italien wirtschaftlich und militärisch sich nicht genügend stark fühle, und weil ich aus eigener Beobachtung die Überzeugung gewonnen habe, dass die massgebenden politischen Instanzen den Krieg nicht wünschen. Inzwischen ist nun durch das Vorgehen der Verbündeten gegen die Dardanellen und damit gegen Konstantinopel die politische Situation allgemein verändert worden. Wenn man früher annehmen konnte, dass der Wunsch nach dem Trentino nicht gewichtig genug sein werde, um die verantwortungsvollen Instanzen Italiens zum Kriege zu treiben, so muss heute anerkannt werden, dass durch das Vorgehen der Verbündeten gegen die Türkei viel grössere Interessen Italiens aufs Spiel gesetzt sind. Es ist bekannt, dass die Politik Italiens seit langem dahin tendiert, im Orient eine massgebende Rolle zu spielen und sich in jener Richtung zu «vergrössern». Diese Politik wird durch den Angriff auf die Dardanellen in ihrem Erfolge bedroht. Man nimmt hier als sehr wahrscheinlich an – sowohl die Türken als die Deutschen machen kein Hehl aus dieser Ansicht –, dass die Dardanellen auf die Dauer dem Ansturm der vereinigten See- und Landkräfte nicht werden widerstehen können, und man frägt sich deshalb, wie die Beute z. Zt. geteilt werden wird. Wenn Italien, so scheint man zu räsonnieren, sich an diesem Vorgehen nicht beteiligt, wird die Beute unter die Teilnehmer allein verteilt, während im entgegengesetzten Falle Italien den Preis für die so sehr gewünschte Beteiligung am Gesamtkriege zum voraus festsetzen könnte. Selbstredend gelten alle diese Erwägungen nur für den Fall des Falles der Dardanellen und des endlichen Sieges der Verbündeten über die Zentralmächte. Dass man den Fall der Dardanellen für wahrscheinlich hält, habe ich oben schon gesagt. Über den schliesslichen Ausgang des Gesamtkrieges wagt natürlich niemand ein bestimmtes Urteil, aber man neigt doch mehr und mehr zu der Ansicht, dass ein allfälliger Sieg der Zentralmächte nicht derart entscheidend sein werde, dass man auch in der Türkei den Status quo ante wiederherstellen könne, wenn einmal Konstantinopel in den Händen der Verbündeten sein werde. Die etwas pessimistische Beurteilung der Kriegslage und die Zweifel an einem entscheidenden Erfolge der Zentralmächte basieren wesentlich auf der Erwägung, dass es bisher den Deutschen noch nie gelungen sei, einen grossen Sieg im Osten wirklich auszunützen. Man hat jeweilen vergeblich auf die praktischen Folgen dieser Siege gewartet. Die Tatsache, dass jedesmal die Russen die deutsche Offensive um ihre Früchte bringen konnte, hat den Glauben an die Widerstandsfähigkeit der Russen wesentlich

gestärkt. Daneben sagt man sich, dass die Deutschen nach und nach den Kampf gegen alle Seiten allein führen müssen, weil die österreich-ungarischen Truppen sich je länger je mehr als unzureichend erweisen. Man stellt jetzt schon fest, dass die Österreicher nie einen Erfolg erringen können, wenn nicht deutsche Truppen mitwirken.

Diesen ungeheuren Kampf könne aber auch das stärkste und beste Heer auf die Dauer nicht aushalten. Abgesehen davon, könne Deutschland den wirtschaftlichen Krieg nicht so lange aushalten, als es notwendig wäre, um einen entscheidenden Sieg zu erringen.

Ich wollte Ihnen durch vorstehende Ausführungen nur ein Bild von den Ansichten geben, die ich etwa im Gespräch mit Diplomaten und Privatpersonen vernehme, ohne die Meinung zu haben, Ihnen damit neue Gesichtspunkte zu eröffnen.

Von den vorstehenden Erwägungen ausgehend, beschäftigt man sich hier allgemein und intensiv mit der Frage, ob nicht jetzt der psychologische Augenblick gekommen sei, um Volk und Behörden Italiens für den Krieg zu gewinnen, und ob nicht die Regierung jetzt die Pflicht habe, sich zu entscheiden.

Die Presse, beinahe ohne Ausnahme, stösst gewaltig ins Kriegshorn, und die Regierung lässt sie gewähren, ohne auch nur offiziös zu beschwichtigen. Letztere Tatsache fällt allgemein auf. Ich könnte mir aber denken, dass diese Haltung auf den Wunsch zurückzuführen sei, einen Druck auf Österreich auszuüben, mit dem nun doch unterhandelt zu werden scheint.

In Kreisen der Abgeordneten und der Geschäftsleute scheint man noch immer sehr geteilter Ansicht. Ich hatte gestern Gelegenheit, mit dem bisherigen Gesandten Italiens in Brüssel, Graf Bottaro-Costa, zu sprechen, der sehr zuversichtlich auf die Erhaltung der Neutralität zu rechnen schien und nicht anerkennen wollte, dass die Ereignisse im Orient eine Intervention nötig machen. In gleichem Sinne sprach sich auch die künftige Frau des Direktors des Ministeriums des Auswärtigen aus, mit welcher ich gestern anlässlich einer Einladung beim französischen Botschaftsrat sprach, und die das Gespräch aus eigener Initiative auf die Frage der Neutralität lenkte.

Ich habe aus alledem den Eindruck erhalten, dass man sich in Italien doch fürchtet vor den Schrecken des Krieges und vor der Ungewissheit des Erfolges.

Trotz dieser Eindrücke bin ich sehr zweifelnd geworden über die schliessliche Haltung Italiens, weil man offenbar auf der deutschen Botschaft die Situation recht pessimistisch ansieht. Sie wissen aus meinen früheren Berichten, dass Fürst Bülow sich nie recht zuversichtlich aussprechen wollte. Nun hat Herr Lardy in einer jüngsten Besprechung mit dem Botschaftsrat von Hindenburg, dem er persönlich nahesteht, den Eindruck erhalten, dass in jenen Kreisen die Lage recht pessimistisch beurteilt werde. Herr Lardy berichtet mir über diese Besprechung folgendes:

«Herr v. H. hält dafür, dass der kritische Augenblick für Italien nun eingetreten sei. Es sei sehr fraglich, ob die Regierung dem Drucke widerstehen könne, welchen die Mächte der Entente ausüben. Auf meine Bemerkung hin, ich habe zwei Sitzungen der Kammer beigewohnt und die Abgeordneten recht schlapp, lau, in-

different gefunden, antwortete er: Ja, aber im Lande! Man erzieht das Land zum Krieg, man versucht die Bevölkerung vorzubereiten. Er fügte hinzu, die künftige Haltung Italiens mache ihm grosse Sorge, die Haltung Salandras sei schwankend, die Lage sei überhaupt sehr ernst. Der Versuch gegen die Dardanellen sei gemacht worden, um Italien zu zwingen mitzumachen. Es hänge natürlich vieles von der Widerstandskraft der Türken ab.» Hier schalte ich ein, dass nach Mitteilungen, die der deutsche Marineattaché Herrn von Sonnenberg gemacht hat, man die Widerstandsfähigkeit der Türken nicht sehr hoch einschätzt.

Herr Lardy fährt in seinem Bericht fort:

«Hindenburg sagte endlich, dass Rumänien gegenwärtig ruhiger geworden sei, Italien mache den Deutschen jetzt viel mehr Sorge. Rumänien habe bekanntlich mit Bulgarien ein Abkommen getroffen, nach welchem täglich ungefähr 30 Wagen Güter aller Art transitieren können. Ausserdem habe Rumänien wieder angefangen, Korn nach Deutschland zu schicken.

Hindenburg frug mich, was die Schweiz im Falle eines Eingreifens Italiens tun würde. Ich antwortete: ‚Keine Ahnung'.»

Mündlich teilte mir Herr Lardy noch mit, dass man in Deutschland das Eingreifen Italiens weniger aus Erwägungen militärischer Natur befürchten würde, als wegen der Folgen für die wirtschaftlichen Verhältnisse. Italien liefert dermalen grosse Mengen dringender Bedarfsartikel an Deutschland im Austausch namentlich gegen Kohle. Wenn diese Lieferungen ganz aufhören müssten, würde sich die Lage Deutschlands sehr schwierig gestalten.

Diese Mitteilungen von deutscher Seite haben mich trotz den gegenteiligen Eindrücken im Gespräch mit Italienern schwankend gemacht in meiner Zuversicht und deshalb möchte ich mir erlauben, für alle Fälle nachstehenden Gedanken zu Ihrer Kenntnis zu bringen. Ich habe aus vielfachen Äusserungen im Gespräch mit Ministern und Journalisten den Eindruck erhalten, dass die sofortige Besetzung der Grenze gegen Italien anlässlich des Kriegsausbruches als unfreundlicher Akt gegen Italien empfunden worden ist, und dass man aus dieser an sich gewiss selbstverständlichen Massnahme den Schluss gezogen hat, dass die Schweiz aggressive Absichten gegen Italien habe und jedenfalls Italien nicht traue. Angesichts der Empfindlichkeit der Italiener bitte ich gegebenenfalls zu erwägen, ob im Falle eines Eingreifens Italiens in den Krieg die militärischen Massnahmen zum Schutze unserer Grenze nicht in einer Weise getroffen werden können, die die Annahme ausschliesst, dass es sich dabei um eine Massnahme gegen Italien handle. Ich masse mir natürlich kein Urteil an über die militärische Seite dieser heiklen Frage, aber ich halte es für meine Pflicht, Sie auf die politische Bedeutung der Sache aufmerksam zu machen und beizufügen, dass eventuell in diesen Tagen der ersten Erregung die grössten Gefahren für eine Störung in unsern freundnachbarlichen Beziehungen entstehen könnten. Es gilt deshalb von unserer Seite der Situation mit grösster Vorsicht zu begegnen.

P.S. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie Herrn Oberst von Sprecher Kenntnis geben wollten von diesem Berichte. Er hat mir in den letzten Tagen geschrieben, um meine Ansicht zu hören, und ich finde leider keine Zeit mehr, ihm noch besonders zu schreiben.

104

E 2200 Rom 4, I. B.

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann
au Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta

L Bern, 7. März 1915

Ich komme heute auf Ihr Schreiben vom 17. v. Mts.[1] zurück, soweit es sich mit den Fragen befasst, ob die Schweiz im gegebenen Zeitpunkt aus ihrer Neutralität heraustreten sollte, um beim Friedensschluss territoriale oder wirtschaftliche Vorteile zu erwerben. Meine bestimmte Ansicht geht dahin, dass sich die Schweiz mit Rücksicht auf solche zu erfassende Vorteile nicht verführen lassen darf, ihre strikt neutrale Haltung aufzugeben. Ich weiss, dass im Inland und im Ausland gegenteilige Auffassungen vertreten werden. In der Schweiz gibt es, wie überall Chauvinisten und Leute, die einen gewissen Strich ins Grossmannssüchtige haben; andere die es mit Bedauern sehen, wie gerade die Kriegsereignisse die wirtschaftliche Abhängigkeit unseres Vaterlandes in ein grelles Licht gesetzt haben und die es gerne politisch und damit auch wirtschaftlich künftiger sehen würden, um ihm eine vermehrte Unabhängigkeit zu sichern. Den Chauvinisten muss man mit aller Macht entgegenarbeiten, der nüchterne Schweizersinn hat nichts mit Maulheldentum zu tun. Aber auch die andern sind recht gefährliche Leute; sie überschätzen die Bedeutung einer territorialen Machtvermehrung, die ja im besten Falle nur recht mässig sein würde, und sie unterschätzen die Gefahren, die mit einer auf Machtvermehrung gerichteten Politik verbunden wären. Im Ausland hat man wiederholt Andeutungen gemacht, man könnte wohl der Schweiz beim Friedensschluss fremdes Gebiet angliedern; so hat man auf der einen Seite vom Vorarlberg oder wohl gar Tirol und Vorarlberg, von einem Teil des Elsasses, auf der andern Seite von Savoyen und dem Pays de Gex sprechen können; dass unter einer bestimmten Eventualität auch eine südliche Grenzberichtigung aktuell werden könnte, ist bekannt. All das sind für mich gefährliche Zukunftsträume! Selbst dann, wenn nicht einmal ein Verlassen der neutralen Richtlinien verbunden wäre und man nur zum Zwecke der Zerstückelung oder Schwächung irgendeiner unserer Nachbarstaaten solches Gebiet *anbieten* würde, hätte ich Bedenken, auf den Gedanken einzutreten. Man hat es nun erlebt, was es heisst, eine fremde Bevölkerung sich zu assimilieren, und wir wollen nicht vergessen, dass kein Staatswesen weniger assimilationsfähig ist als ein Föderativstaat und noch dazu ein Föderativstaat, der verschiedene Nationalitäten umfasst. Ich bin auch überzeugt, dass wir uns innenpolitisch über die Angliederung eines solchen nur *angebotenen* Landesteiles gar nicht einigen könnten und dass, wenn sie doch beschlossen würde, ein gefährlicher Zankapfel vorläge. Keine der drei Nationalitäten würde eine Verschiebung des jetzigen Gleichgewichtszustandes zugeben wollen, von den Par-

1. *Cf. n° 95.*

teiverschiebungen im engeren Sinn ganz zu schweigen. Vollends verhängnisvoll wäre die Tendenz auf Gebietsvermehrung, wenn damit ein Aufgeben der Neutralitätspolitik verbunden wäre; mit Rücksicht auf die innere Politik, weil von einem einheitlichen nationalen Willen keine Rede wäre und uns eine solche politische Haltung nach aussen, weil wir geradezu um unsere staatliche Existenz kämpfen würden und sie aufs stärkste bedroht erschiene. Nach beiden Richtungen ist der Streit einer Gebiets- und Machtvermehrung das damit verbundene Risiko nicht wert.

Das ist ja (nun) freilich recht nüchterne, zurückhaltende Politik; viele werden sie kleinmütig nennen; sie entspricht aber nach meiner innersten Überzeugung einzig unseren Traditionen, unserer politischen Zusammensetzung, unserer Volkskraft und unserer Mission, die ich in etwas ganz anderem erblicke als in der Rolle eines Zwischengebildes zwischen Klein- und Mittelstaat, der seine Hauptkräfte in der Assimilierung und Verteidigung von Fremdkörpern vergeuden müsste.

Ich freue mich, dass Sie auf dem gleichen Boden stehen: nichts ist gefährlicher als die Megalomania!

105

E 2001, Archiv-Nr. 19

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann, au Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin[1]

Copie
L

Bern, 24. März 1915

Mitten in den wirtschaftlichen Schwierigkeiten drängt sich doch je länger je mehr die Frage auf, welches die Haltung der Neutralen bei dem kommenden Friedensschlusse sein wird; ich meine dabei diejenigen Neutralen, die nicht den Ehrgeiz territorialer Vergrösserungen haben, sondern die lediglich allgemeine Interessen geltend zu machen haben. Und zwar nach zwei Richtungen: einmal in bezug auf das Zustandekommen eines Friedens, der Aussicht auf Dauer hat und nicht schon wieder die Keime künftiger Verwicklungen in sich trägt; sodann in bezug auf die Verbesserung und Festigung der völkerrechtlichen Stellung der Neutralen. Haben doch die Neutralen im gegenwärtigen Kriege so viel gelitten, dass das Begehren nach Garantien für den freien, ungestörten Verkehr wohl begründet erscheint.

Um diese ihre Forderungen vertreten zu können, wäre es wünschbar, dass die neutralen Staaten zu den Friedensverhandlungen Zutritt hätten, und um das zu erreichen, müsste doch wohl ein Zusammenschluss der neutralen Regierungen,

1. *Une lettre de même teneur est envoyée au Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter.*

oder wenigstens einer wichtigen Gruppe derselben, in dem Sinne erfolgen, dass über diese wichtige Frage eine Einigung erzielt und eine gemeinsame Aktion vorbereitet würde. Dabei denke ich nicht an einen internationalen Kongress der Neutralen, wie er kürzlich in einer Eingabe vieler schweizerischer Vereine und Korporationen verlangt wurde[2]. Das wäre wohl ein recht ungeeignetes Mittel. Dagegen könnte es sich um einen vertraulichen Gedankenaustausch von Regierung zu Regierung handeln.

Ich wäre Ihnen nun ausserordentlich dankbar, wenn Sie sich mit Ihren dortigen holländischen Kollegen in der Folge dann auch vielleicht mit den Ministern von Dänemark, Schweden und Norwegen in Verbindung setzen und vorsichtig sondieren würden, wie deren respektive Regierungen zu dieser Frage stehen; ob sie den Wunsch einer Beteiligung oder Mitsprache am kommenden Friedenskongress haben und geneigt wären, diesen in einer gemeinsamen Stellung zum Ausdruck zu bringen, sowie ob ihnen der Gedanke einer gemeinsamen Geltendmachung der gemeinsamen neutralen Interessen sympathisch ist.

Ich habe leider noch nicht das Empfinden, dass ein Friedensschluss nahegerückt ist, allein wenn etwas für diesen Zeitpunkt vorbereitet werden will, so ist es nicht mehr zu früh, Fühlung zu nehmen und die erforderlichen Vorbereitungen zu treffen.

Ich werde s. Z. gerne von Ihnen hören, ob den genannten Regierungen ein Gedankenaustausch in dem angeregten Sinne genehm wäre, auch bin ich Ihnen besonders dankbar, wenn Sie mich jeweilen über allfällige Friedensstimmungen und Interventionsgerüchte auf dem laufenden halten werden.

2. *Cf. n° 100.*

106

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L XVII. A. 15 (Schweizerisches Einfuhr-Syndikat)
Vertraulich

London, 26. März 1915

Im Anschluss an meine Schreiben vom 27. Februar[1] und 9. März und meine Telegramme vom 13., 23. und 26. 1. M. beehre ich mich mitzuteilen, dass ich heute morgen eine zweite Besprechung mit Sir Francis Oppenheimer hatte. Leider hatte er mir zu erklären, es sei ihm unmöglich, morgen schon, wie er es vorhatte, nach Bern zu reisen. Dagegen hoffe er des bestimmtesten, in den ersten Tagen nächster Woche fortkommen zu können, allerdings via Paris, wo er ein paar Tage sich aufhalten müsse, um mit den zuständigen französischen Beamten über unse-

1. *Cf. n° 101.*

re Verhältnisse zu konferieren, so dass sein Aufenthalt in Paris für die Verhandlungen in Bern förderlich sein werde, nachdem die britische Regierung wünsche, in der Regelung dieser Angelegenheit im Einvernehmen mit Frankreich vorzugehen.

Schon bei seinem ersten Besuche bei mir, am 23. 1.M., hatte Oppenheimer bemerkt, die britische Regierung halte die Konstituierung von einzelnen Bezugssyndikaten nicht für genügend, um die nötige Garantie zu geben. Er habe gegen Spezial-Syndikate nichts einzuwenden, was aber verlangt werden müsse, sei die Errichtung eines allgemeinen, diese einzelnen Syndikate kontrollierenden Organs, das er sich aus Vertretern schweizerischer, vom Ausland absolut unabhängiger Banken gebildet denke. Auf seine Frage, ob ich solche Banken in der Schweiz kenne, wies ich auf die Schweizerische Nationalbank und die Kantonalbanken hin, von denen fast alle Staatsinstitute seien, daher nicht einmal von ihren Aktionären abhängig; die Kantonalbanken seien auch am besten in der Lage, über die kommerziellen und industriellen Bedürfnisse der Kantone, wo sie ihren Sitz hätten, Auskunft zu geben. Auf diesen Gedanken Sir Francis' wies ich in meinem chiffrierten Telegramm vom 23. 1.M. hin.

Oppenheimer, der den Entwurf der Statuten der «Genossenschaft für Schweizerische Metalleinfuhr»[2] studiert hat, bemerkte unter anderm, dass die Strafbestimmungen gegen solche Firmen, die das Ausfuhrverbot übertreten würden, viel schärfer sein müssten, um der britischen Regierung die nötige Sicherheit zu bieten. Der niederländische Trust sehe viel schwerere Penalitäten vor und funktioniere zur vollständigsten Zufriedenstellung der englischen Regierung. Was in den Niederlanden möglich gewesen sei, dürfte auch in der Schweiz, bei gegenseitigem guten Willen, zu erreichen sein.

Wir sprachen auch von den schweizerischen Ausfuhrsverboten, und Oppenheimer verlangte, wir sollen uns verpflichten, von erteilten Ausfuhrsbewilligungen der britischen Regierung Anzeige zu machen. Ich erklärte des bestimmtesten, von der Übernahme einer solchen Verpflichtung könne offiziell nicht die Rede sein. Er solle sich nur das Gegenstück vergegenwärtigen: Welche Aufnahme seitens der britischen Regierung mein Gesuch fände, sie solle uns Mitteilung der Ausfuhrsbewilligungen machen, die sie zu erteilen für gut finde. Ich fügte jedoch bei, dass es *vielleicht* möglich sein werde, in ausser-offizieller Weise einen Ausweg zu finden, z.B. durch Inanspruchnahme gewisser Organe des zu gründenden Trustes, wie es in den Niederlanden geschieht, wo die Regierung sich auch nicht in dem gewünschten Sinn verpflichten wollte und konnte. Ich erinnere bei diesem Anlasse überhaupt daran, dass die niederländische Regierung als solche den Verhandlungen fernblieb und sich darauf beschränkte, zu bezeugen, dass die Mitglieder des Trustes vertrauenswürdige Leute seien.

Ich benutzte die Gelegenheit, um Sir F. Oppenheimer auf alle unsere Schwierigkeiten betreffend Einschiffung von Gütern in den Vereinigten Staaten und anderswo aufmerksam zu machen; er bemerkte, dass sobald bekannt sei, dass alle an

---

2. *Non reproduit. Cf. aussi n° 98.*

den Schweizerischen Trust zu adressierenden Waren von Grossbritannien nicht beanstandet würden, alle Gesellschaften ohne weiteres so adressierte Waren annehmen würden; was mich zu der Erwiderung veranlasste, er sehe also, wie *dringend* es sei, die Verhandlungen in Bern endlich aufzunehmen und möglichst rasch zu einem erspriesslichen Ende zu bringen.

Sie werden in Sir F. Oppenheimer einen ausserordentlich jüdisch aussehenden Herrn finden, der aber ausserordentlich intelligent und geschäftsgewandt ist. Nebst englisch spricht er sehr geläufig französisch und deutsch, was ihm in den Verhandlungen mit den schweizerischen Interessenten sehr zustatten kommen wird. Sir Francis spricht seine Meinung hie und da etwas scharf aus, ist aber im Grund konzilianter Natur, was mir im Haag *lobend* bestätigt wurde, und ich glaube, er geht mit dem festen Vorsatz nach Bern, die Verhandlungen, wenn immer wie möglich, zu einem für beide Teile befriedigenden Abschluss zu bringen.

Es dürfte gut sein, wenn Sie ihm, in Bestätigung dessen, was ich ihm ausführte, von Anfang an auseinandersetzen wollten, dass es sich für uns nicht darum handelt, in die Lage versetzt zu werden, aus den kriegerischen Verwicklungen der Anderen ökonomische Vorteile zu erzielen, sondern nur darum, unsere so schwer geprüfte Industrie und unsern so sehr geschädigten Handel in ihren legitimen Interessen so weit als möglich zu schützen, damit sie in diesen schweren Zeiten nicht zu Grunde gehen und unsere Arbeiter wenigstens teilweise weiter ihr Brot verdienen können und nicht auf die Strasse gesetzt werden müssen. Aus gewissen seiner Andeutungen glaubte ich nämlich zu entnehmen, dass er sich ein falsches Bild unserer gegenwärtigen Bestrebungen auf dem ökonomischen Gebiete mache.

107

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 mars 1915 [1]

768. Eingabe des Friedenskomitees

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 24. März 1915

Im Januar laufenden Jahres wurde der Vorsteher des Politischen Departementes vertraulich davon verständigt, dass sich ein provisorisches Initiativkomitee gebildet habe für Bildung eines schweizerischen Komitees für Anbahnung des Weltfriedens durch Zusammenschluss der neutralen Staaten. Dem Initiativkomitee gehören folgende Herren an: Dr. Bucher-Heller, Luzern; Pfarrer Ryser, Bern; Regierungsrat Dr. Tschumy, Bern; J. Spreng, Fürsprecher, Bern; Professor Dr. Dubois, Bern, und W. Büchler, Buchdrucker, Bern. Auf den 17. Januar war eine Sit-

1. *Etait absent: E. Müller.*

zung angeordnet worden zur Besprechung über den einzuschlagenden Weg und es wurden dabei alternativ folgende Mittel vorgeschlagen:

1. ein Aufruf direkt an die Regierungen und Völker sämtlicher neutraler Staaten, ihre Regierungen möchten eine Einladung zu einer internationalen Konferenz erlassen;

2. ein Aufruf an das Schweizervolk, der Bundesrat möchte die Regierungen sämtlicher neutraler Staaten zu einer internationalen Konferenz einladen; in Verbindung damit Briefe und Zirkulare an die wichtigsten Personen oder Landeskorporationen sämtlicher neutraler Länder, das gleiche Ansuchen an ihre Regierungen zu richten;

3. eventuell Vorsprache beim Bundesrate in obigem Sinne.

Der Vorsteher des Politischen Departementes hat in einer konfidentiellen Besprechung mit dem Vertreter der Initianten, Buchdrucker Büchler in Bern, seine persönlichen Bedenken gegenüber dem vorgeschlagenen Wege zur Anbahnung des Weltfriedens mittelst einer Konferenz sämtlicher neutraler Staaten nicht verhehlt. Das Initiativkomitee ist indessen auf dem einmal eingeschlagenen Wege fortgeschritten. Das Komitee wurde durch nachstehende Herren ergänzt: Buchmann, Bankdirektor in Basel; Professor Dr. Emery in Lausanne; Dr. med. H. Häberlin in Zürich; Professor J. Oettli in Lausanne; Regierungsrat Quartier-la Tente in Neuenburg, und Professor Dr. Th. Vetter in Zürich. Es wurde eine Eingabe an den Bundesrat beschlossen und der Entwurf einer solchen an eine Reihe von Gesellschaften und Verbänden, Hochschulen und kirchliche Instanzen zur Unterzeichnung versandt.

Das Resultat dieser Bemühungen ist in der vom 24. Februar datierten Eingabe[2] an den Bundesrat eingereicht worden. Die Eingabe schliesst mit dem Gesuche, er möchte eine internationale Konferenz der neutralen Staaten einberufen, zu dem Zwecke, die geeigneten Schritte zu beraten:

a. wie ein Friede anzubahnen wäre, der die Bedingungen grösserer Dauer in sich schliesst,

b. wie die gemeinsamen Interessen der neutralen Staaten während des Krieges und beim zukünftigen Friedensschluss gewahrt werden könnten.

Unter den Unterschriften befinden sich sehr angesehene Korporationen und Personen, so die Universitäten von Basel, Freiburg, Genf und Zürich, die schweizerische reformierte Kirchenkonferenz, die Bischöfe von Basel, Chur, Lausanne, St. Gallen und Sitten, der christkatholische Bischof usw. Es ist aber auch bekannt, dass sehr nahmhafte Korporationen ihren Beitritt verweigert haben, so die Universität Bern, der Handels- und Industrieverein, der Gewerbeverein, der Bauernbund usw. Das Politische Departement glaubt nicht fehl zu gehen in der Annahme, dass viele der Unterzeichner sich durch den an sich schönen Gedanken bestechen liessen, und dabei dachten, der Bundesrat werde dann zu untersuchen haben, ob der vorgeschlagene Weg gangbar sei.

Das Politische Departement erachtet diesen Weg nicht als gangbar.

---

2. *Cf. n° 100.*

Derartige internationale Kongresse, so folgert das Departement, können nicht zur Besprechung irgendeiner allgemeinen Idee einberufen werden, sondern nur zur Behandlung eines in allen Einzelheiten ausgearbeiteten Programms. Dieses Programm aber müsste zum voraus auf diplomatischem Wege mit den hauptsächlich in Betracht kommenden Staaten vorbereitet werden. Nun ist der eine und der andere der in der Petition erwähnten Beratungsgegenstände so allgemein gefasst, dass mit völliger Sicherheit anzunehmen ist, die meisten Staaten werden es ablehnen, auch nur in eine Konversation über diese Programmpunkte einzutreten. Was lässt sich nicht alles unter einem «Frieden, der die Bedingung grösserer Dauer in sich schliesst» denken; was kann nicht alles «unter Wahrung der gemeinsamen Interessen der neutralen Staaten während des Krieges und beim künftigen Friedensschluss» verstanden werden! Es ist völlig ausgeschlossen, dass sich die neutralen Staaten auf ein solches Programm zusammenschliessen werden. In dieser Meinung wird das Departement durch seine eigenen Erfahrungen bestärkt.

Das Politische Departement hat am 6. November vorigen Jahres die Anregung gemacht, es sollte zunächst in ganz vorsichtiger Weise bei denjenigen Staaten, mit denen die Schweiz eine Kooperation im Interesse des Friedens in Aussicht nimmt, sondiert werden, ob sie sich grundsätzlich für einen gemeinsamen Schritt aussprechen würden; diese Sondierung wäre zunächst in Washington und in der Folge in Holland und den nordischen Ländern vorzunehmen. Der Bundesrat hat das Politische Departement am 10. November[3] ermächtigt, in diesem Sinne vorzugehen. Das Resultat der Sondierung in Washington war eine sehr höfliche Ablehnung des nordamerikanischen Präsidenten[4], und aus den Besprechungen mit dem hiesigen niederländischen Gesandten ging die äusserste Zurückhaltung seiner Regierung hervor. Es scheint ganz ausgeschlossen, dass diese Regierungen nun in die konferenzielle Besprechung eines Friedensprogrammes und einer gemeinsamen Aktion zum Schutze der neutralen Interessen eintreten werden.

Der Weg, auf dem die Friedensbestrebungen realisiert werden können und sollen, ist ein ganz anderer, als ihn die Petenten im Auge haben.

Es muss versucht werden, wie das Politische Departement darlegt, sich über die Lage in den hauptsächlichsten kriegführenden Staaten und über die in Regierungs- und Volkskreisen waltende Stimmung möglichst auf dem laufenden zu erhalten, um für den Fall, dass sich Anzeichen der Bereitwilligkeit zum Friedensschluss oder wenigstens zu einer Annäherung ergeben sollten, einsetzen zu können. Eine solche Bereitwilligkeit ist allen Berichten zufolge heute bei den in erster Linie in Betracht fallenden Staaten Deutschland, Frankreich und England, nicht vorhanden.

Ferner muss versucht werden, mit einigen neutralen Staaten, vorab Nordamerika und Niederlande, Fühlung zu halten, um gegebenfalls mit ihnen kooperieren zu können. Dabei würde das Wichtigste sein, gemeinsam dafür zu arbeiten, dass

3. *Cf. n° 71.*
4. *Cf. n° 74.*

die neutralen Staaten sich in irgendeiner Weise im künftigen Friedenskongresse vertreten lassen und ihre gemeinsamen Interessen geltend machen können.

All das aber kann nur durch vertrauliche Besprechungen in die Wege geleitet werden; der internationale Kongress ist hiefür das denkbar ungeeignetste Mittel. Das Gesuch der Initianten ist daher in ablehnendem Sinne zu beantworten, wobei natürlich eine möglichst schonende und allgemein gehaltene Form gewählt werden muss.

Es wird *beschlossen;*

Das Gesuch um Einberufung einer internationalen Konferenz der neutralen Staaten wird im Sinne des Entwurfes des Politischen Departementes beantwortet.

«An die schweizerische Friedensgesellschaft, Präsident:

Herr Dr. Bucher-Heller, Luzern.

Hochgeehrte Herren,

Mit einer vom 24. Februar laufenden Jahres datierten Eingabe hat Ihre verehrte Gesellschaft in Verbindung mit einer Reihe anderer Petenten dem Bundesrate das Gesuch eingereicht, er möchte eine internationale Konferenz der neutralen Staaten einberufen, zu dem Zwecke, die geeigneten Schritte zu beraten:

a) wie ein Friede anzubahnen wäre, der die Bedingungen grösserer Dauer in sich schliesst,

b) wie die gemeinsamen Interessen der neutralen Staaten während des Krieges und beim zukünftigen Friedensschluss gewahrt werden könnten.

Wir würdigen im vollen Masse die edeln Beweggründe, die die Petenten zu ihrer Anregung veranlassten, und wissen uns eins mit ihnen in der Sehnsucht nach einem raschen Ende des schrecklichen Krieges, der auch die kulturellen und materiellen Interessen der neutralen Länder aufs empfindlichste schädigt. Wir anerkennen auch die Bedeutung gemeinsamen Handelns zum Schutze und zur Wahrung bestehender und künftiger Interessen der Neutralen. Allein wir bedauern ausserordentlich, in einer jetzt einzuberufenden internationalen Konferenz der neutralen Staaten nicht einen Weg erblicken zu können, der uns dem von den Petenten und dem Bundesrat gleich warm erhofften Ziele entgegenführen würde. Wir sind vielmehr überzeugt, dass nur ein vertraulicher Gedankenaustausch einzelner Regierungen zu einem praktischen Ergebnis zu führen geeignet ist.

Der Bundesrat wird der hochbedeutsamen Frage die ihr gebührende achtsame Fürsorge zuwenden, aber er muss darum ersuchen, ihm die Wahl der ihm am zweckmässigsten erscheinenden Mittel vertrauensvoll zu überlassen.

Indem wir Sie bitten, den Mitunterzeichnern der Eingabe von unserer Antwort in geeignet scheinender Weise Kenntnis zu geben, benützen wir den Anlass, Sie unserer vorzüglichen Hochachtung zu versichern.

Bundesrat.»

108

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Vertraulich und persönlich — London, 1. April 1915

Meine vorläufige Antwort auf Ihren Brief vom 24. März [1], datiert des 27. v. M.[2] wird richtig in Ihre Hände gelangt sein.

Nachdem ich vorgestern vergebens versucht hatte, meinen hiesigen niederländischen Kollegen zu sprechen, konnte ich ihn heute morgen sehen. Ich setzte ihm Ihre Auffassung der Sachlage auseinander und ersuchte ihn, seine Regierung in ganz vertraulicher Weise zu sondieren. Er versprach mir, es zu tun, unterliess aber nicht zu bemerken, dass die Antwort voraussichtlich ablehnend lauten würde. Jedenfalls würde er, wenn er noch Minister des Äussern wäre, auf unsere Anregung nicht eingehen. Er sei überzeugt, dass von einer Vertretung der neutralen Staaten an den künftigen Friedensverhandlungen keine Rede sein könne. Die jetzt Krieg führenden Staaten würden die jedenfalls sehr schwierigen Verhandlungen nicht dadurch noch erschweren wollen, dass sie «Unberufene» zuliessen. Höchstens könnte man nachher, d.i. nach erfolgtem Friedensschlusse, untersuchen, inwiefern in einer spätern Konferenz die Rechte der Neutralen klarer als bisher festgestellt und gewahrt werden könnten.

Es entspricht dies meiner eigenen Auffassung der Sachlage, und mit einer «späteren» Konferenz käme man wieder in das Fahrwasser der «Friedenskonferenzen», deren praktischen Wert gerade die gegenwärtigen Feindseligkeiten ins Licht rücken, indem sich kein Mensch an die schönen 1899 und 1907 im Haag getroffenen Vereinbarungen hält.

Was die skandinavischen Staaten anbelangt, so meint Herr van Swinderen, wie ich, dass sie für ausser ihrem Verbande stehenden Länder schwer zugänglich sich erweisen dürften.

Ich bedauere lebhaft, dass die Aussichten für die Verwirklichung Ihres allen Neutralen so nützlichen Planes so wenig erfreuliche sind; aber die allergrösste Vorsicht ist am Platze, will man es nicht riskieren, nicht nur einem Misserfolge entgegenzugehen, sondern Schritte zu unternehmen, die gefährlichen Missdeutungen ausgesetzt sein könnten.

Sobald ich von Herrn van Swinderen wieder etwas höre, werde ich mich natürlich beeilen, weiter zu berichten.

---

1. *Cf. n° 105.*
2. *Non reproduit.*

E 2200 Rom 4, I. B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP n° 26

Rom, 7. April 1915

Ich hatte meinen Bericht von heute vormittag schon abgefasst, als sich mir die unerwartete Gelegenheit bot, den Generalsekretär des Ministeriums des Auswärtigen, de Martino, zu besuchen und ihn zu interpellieren über die starken Truppenverschiebungen, die in den allerletzten Tagen nach zuverlässigen Berichten in der Richtung der Lombardei stattgefunden haben. Herr de Martino bestritt die Tatsache einer bedeutenden Ansammlung von Truppen in der Lombardei durchaus nicht, fügte aber bei, dass diese Massnahme natürlich nicht gegen die Schweiz gerichtet sei.

Überhaupt, sagte er mir, ist es uns unverständlich, weshalb man in der Schweiz immer noch die Meinung hat, dass Italien irgendwie daran denke, die zugesicherte Neutralität zu verletzen. Diejenigen, so fügte er wörtlich bei, welche solche Meinungen verbreiten, begehen ein förmliches Verbrechen an beiden Ländern; ich glaube deshalb nicht, dass die Gerüchte von Angehörigen dieser Länder ausgehen, sondern habe allen Grund anzunehmen, dass Agenten der kriegführenden Staaten die Urheber aller dieser Kundgebungen seien. Wir, so fuhr de Martino fort, beobachten diese Tatsache täglich in Rom. Wenn irgendein Gerücht auftaucht, welches geeignet ist, die Haltung Italiens in ein schiefes Licht zu bringen, gehen wir dem Ursprunge genau nach und konstatieren regelmässig, dass der Ausgangspunkt eine Botschaft einer der kriegführenden Mächte ist. Rom ist eben die einzige Grossstadt, in welcher alle Staaten noch vertreten sind, und da erklärt es sich ganz leicht, dass der Krieg, den auswärts die Heere führen, hier geführt wird durch die Diplomaten und in der Form der Beeinflussung der Presse, der öffentlichen Meinung und der Gesellschaft. Ich bitte Sie dringend, sagte mir de Martino, versichern Sie Ihrer Regierung neuerdings, dass Italien sich der offiziellen Erklärungen bewusst ist und bleiben wird, welche es freiwillig abgegeben hat, und durch welche einerseits die Neutralität der Schweiz garantiert und anderseits die Zusicherung gegeben wird, dass auch im Falle des Eingreifens Italiens in den Krieg die Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln nicht erschwert werden soll. Vor einer direkten Verletzung der Neutralität zu reden ist überhaupt ein Nonsens.

Ich hatte wirklich den Eindruck, dass es de Martino ernst war mit dieser beinahe leidenschaftlich abgegebenen Erklärung, und dass er sehr wünsche, dass der Bundesrat Kenntnis erhalte von diesen Erklärungen.

Auf meine Frage, ob Italien überhaupt in den Krieg eingreifen werde, antwortete er nur: Wir halten an unserer Formel fest, dass Italien an seiner Neutralität solange festhalten wird, als seine Interessen nicht verletzt werden. Ob und wann

dieser Fall eintritt, lässt sich nicht voraussagen, es kann von einem Tag auf den andern geschehen und deshalb müssen wir vollständig gerüstet und schlagfertig sein. Über die Interessen Italiens, welche in Betracht fallen, kann niemand im Zweifel sein. Die Antwort auf die Frage, ob sie verletzt oder gefährdet werden, ergibt sich voraussichtlich aus den kriegerischen Erfolgen der Staaten, die jetzt im Kriege stehen.

Sie sehen, dass auch diese Unterredung mich nicht mehr aufgeklärt hat über die Entscheidung, die man täglich erwartet. Immerhin war mir das offene Geständnis interessant, dass die Haltung Italiens bedingt sei durch die Erfolge auf dem Kriegsschauplatz. Ich schliesse daraus, dass nicht der Verlauf der im Gange befindlichen Unterhandlungen wegen des Trentin die letzte Entscheidung bringen wird, sondern dass diese Letztere abhängt von dem Erfolg oder Misserfolg Österreichs auf dem Kriegsschauplatze.

110

E 2200 Tokyo 2,1

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L

Tokyo, 9. April 1915

Herr Robert Sulzer, vom Hause Sulzer, Rudolph & Co., hat mich anlässlich meines wöchentlichen Besuches in Yokohama aufgesucht, um mir den abschriftlich beigelegten Auszug[1] aus einem Briefe seiner Firma in Shanghai zu unterbreiten.

Aus diesem Auszug geht hervor, dass unsere Landsleute in China nunmehr eine *Vertretung in Peking* als wünschbar erachten.

Was meinen Besuch in Shanghai anbetrifft, habe ich Herrn Sulzer, nach Auseinandersetzung der sämtlichen bereits in Sache geschehenen Schritte, bemerkt, dass vor allem eine Kundgebung von seiten womöglich aller Schweizer in China an den Hohen Bundesrat nach Bern geleitet werden sollte, im Sinne des letzten Passus des beiligenden Briefauszuges: sobald ein prinzipieller Entscheid vorliege, würde die Zweckmässigkeit einer Reise nach Shanghai und vor allem nach Peking erörtert werden können. Peking ist in 36 Stunden per Bahn von Shanghai zu erreichen.

Meinen früheren Berichten habe ich sonst nichts beizufügen. Ich beziehe mich im besonderen auf denjenigen vom 19. November 1913[2] und beehre mich, Ihre Aufmerksamkeit auf die darin enthaltenen Angaben über die Vertretung von Dänemark durch Russland und Brasilien durch Deutschland zu richten. So gut

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

Brasilien die Konsulargerichtsbarkeit über seine Angehörigen durch Deutschland ausüben lassen kann, so gut wird es uns möglich sein, unsere Landsleute ausserhalb Pekings unter den Schutz und die Jurisdiktion einer der Mächte zu stellen.

Wenn China, in einem zu schaffenden Vertrag, die Konsulargerichtsbarkeit nicht ausdrücklich zusprechen wollte, so kann es uns andererseits, mittelst separatem Notenaustausch z. B., unmöglich verweigern, unsere Landsleute, in Anbetracht des Umstandes, dass die Schweiz keine Berufskonsulate zu errichten gesonnen ist, dem Schutze anderer Staaten zu unterstellen bis zu dem, noch fernliegenden Zeitpunkt, da die Kapitulationen überhaupt aufgehoben werden; es kann uns nicht verweigern, was es Dänemark und Brasilien gestattet, um so weniger als wir auf seinen Wunsch hin in Verhandlungen eintreten.

An welche Macht wir uns wenden sollen, um deren Schutz und deren Jurisdiktion für unsere Landsleute zu erwirken, ist eine Frage, die seine Lösung finden dürfte. Unzweifelhaft sind die deutschen Konsuln diejenigen, die stets am besten ihre Sache verstehen und den Schweizern meist vorzügliche Dienste geleistet haben. Man frägt sich dagegen unwillkürlich, ob nicht der Zeitpunkt gekommen ist, um uns von dieser nicht gänzlich uneigennützigen und mit Nachteilen verbundenen Schutzherrschaft zu emanzipiren. So möchte ich für Japan beantragen, dass wir auch nach dem Kriege wenn möglich den Beistand der amerikanischen Konsularbeamten beibehalten. Die Sprache allerdings ist dagegen, aber es ist anzunehmen, dass jeder, der bis hierher oder bis nach China gelangt, genügend englisch kann, um sich auf einem Konsulat verständlich zu machen. Andererseits sind die Vereinigten Staaten von Amerika nicht in demselben Masse unsere Konkurrenten wie die Deutschen: Verwicklungen, wie sie jetzt für unsere Landsleute in China herbeigeführt worden sind, sind weniger bei ihnen, denn bei irgendeinem anderen zu befürchten; sie treten in China für die «offene Tür» ein und stehen mit Japan auf bestem Fuss; sie sind eine Republik und uns vielleicht uneigennützig mehr gewogen als ein anderer Staat, wenn Gefühle in solchen Sachen überhaupt eine Rolle spielen; sie sind nicht an unserer Grenze, was zur Freundschaft beiträgt, und mit ihrer Wahl, was sich im gegenwärtigen Augenblick von selbst begründet, stossen wir niemanden vor den Kopf.

Vor allem würde es sich nun darum handeln, zu erfahren, ob die Vereinigten Staaten geneigt wären, unserem Wunsche zu willfahren. Ich habe diesbezüglich Mr. Guthrie, den hiesigen Botschafter, der die nächste Woche in Urlaub nach Hause geht, interpelliert. Er meinte, seine Regierung würde einem Wunsche um den Beistand der amerikanischen Konsulate in *Japan,* auch nach dem Kriege, gewiss gerne entsprechen. Was *China* angehe, so bezweifle er nicht, dass man ebenfalls auf ein diesbezügliches Ansuchen eingehen würde, vorausgesetzt natürlich, dass dieser konsulare und konsulargerichtliche Beistand der Vereinigten Staaten von Amerika vorerst zwischen der Schweiz und China vereinbart worden wäre. Die Vereinigten Staaten besitzen Konsulate in allen Hauptplätzen: Shanghai, Hankow, Tientsin, Kanton usw. Mr. Guthrie bot sich an, mit Staatssekretär Bryan die Frage zu besprechen und auch bezüglich China, wo er jedoch nicht in das Revier seines Kollegen übergreifen wolle, die Möglichkeit

eines schweizerischen Gesuches anzudeuten. Ich bemerkte ihm, wie ich es bereits anfangs getan, dass ich in durchaus *persönlicher* Weise und ohne Weisungen Ihrerseits zu besitzen, bei ihm vorspreche.

Allerdings müssen wir von dem bis jetzt beobachteten Prinzip der freien Wahl der Schutzmacht für China in Zukunft absehen. Dagegen wird die Gesandtschaft in Peking unseren Leuten zur Seite stehen und in der Lage sein, nötigenfalls auch beim Gesandten der Vereinigten Staaten von Amerika für sie einzutreten. Sich mit allen Staaten, die bis jetzt sich unserer Landsleute angenommen haben, zu verständigen, dürfte, wenn auch nicht gänzlich ausgeschlossen, doch kaum zweckmässig und tunlich sein.

Ich fasse meinen Bericht dahin zusammen, dass mir die Schwierigkeiten, sowohl prinzipieller als auch praktischer Natur, nicht unüberbrückbar erscheinen, indem die Vereinigten Staaten sich voraussichtlich, wie angedeutet, bereit erklären werden, uns in gemachtem Sinne beizustehen und China die conditio sine qua non eines Eintretens in Verhandlungen, die Beibehaltung der Exterritorialität, uns zugestehen muss, weil es der Schweiz nicht verweigern wird, was es anderen Ländern gewährt.

Es bleiben die Schwierigkeiten finanzieller Natur; auch da dürfte die Lösung, wie ich sie in meinem obgenannten Berichte vom 19. November 1913 hervorhebe und hiemit bestätige, in den Grenzen des Möglichen liegen.

Als Basis für die Unterhandlungen mit China könnte der Ihnen seinerzeit eingesandte schwedisch-chinesische Vertrag dienen.

111

E 2300 Washington 32

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Washington, 20. April 1915

Ich beehre mich, Ihnen den Empfang Ihres vertraulichen Schreibens vom 24. März [1] zu bestätigen. Meine Antwort dürfte Sie leider kaum befriedigen.

Die Administration war sehr enttäuscht, dass Colonel House in Europa so kühl empfangen worden ist. Man hatte sich hier mit Friedensfragen gar nicht beschäftigt, überhaupt noch nicht so weit gedacht.

Herr Bryan sagte mir heute im Laufe des Gesprächs, dass die Friedensfrage als solche noch nirgends berührt worden sei, man sich hier auch noch gar nicht mit der Art und Weise des Vorbringens derselben abgegeben, noch darüber nachgedacht habe, ob und welche Nationen dabei vereint handeln sollen (... «no

1. *Cf. n° 105.*

consideration has been given here to the method of proposing peace, or as to the nations who should act together.»).

Präsident Wilson hofft aber jedenfalls bei den Friedensverhandlungen eine Rolle zu spielen, vielleicht gar *den Anstoss* dazu zu geben. Dies würde sein Prestige für die kommende Präsidentschaftskampagne heben und dürfte seinem Ehrgeiz genügen. Vermutlich würde er sich alsdann, und mit ihm die Vereinigten Staaten, wieder aus den Verhandlungen zurückziehen, und wenn es auch nur darum wäre, um seinem Rivalen Mr. Bryan, der stets noch auf dem Nobelpreis lauert, keine Chance zu bieten, sich ebenfalls hervorzutun.

Dass Deutschland eine Einmischung der Vereinigten Staaten in die Friedensfrage zu verhindern suchen wird, ist zu erwarten, aber die Alliierten sind der Wilson-Administration so starken Dank schuldig, dass sie, auf eventuelle Wünsche hin, die Vereinigten Staaten sicherlich hineinzudrängen vermöchten; anderseits denken die Alliierten vielleicht auch von sich aus daran, die Vereinigten Staaten zwecks Druckausübung zuzuziehen.

Erlauben Sie mir, Herr Bundesrat, Sie heute über einige allgemeine mit dem Kriege, bzw. Frieden im Zusammenhang stehende Fragen zu unterhalten.

Auf den Grafen Bernstorff ist man im Staatsdepartement, seitdem er den Text der deutschen Protestnote gegen die amtliche Waffenausfuhr – welche in einer Schublade in Bryans Pult geschlummert hatte – der Presse übergeben hat, ganz schlecht zu sprechen. Man hätte eine Antwort bereits gegeben, hoffte aber stets vorher noch auszufinden, ob es Bernstorffs eigene Note gewesen, oder ob ihm der Text von Berlin zugesandt worden sei. Bernstorff ist trotz seines vergnügten Aussehens zweifellos innerlich gedrückt, da er gegenüber Wilson so gar keine Resultate zu erzielen im Stande gewesen ist. Auch scheint es, dass man in Berlin findet, er habe den Amerikanern bei der Erledigung des «Frye»-Falles (amerikanisches Segelschiff «Frye» mit Weizen für England, versenkt durch «Prinz Eitel Friedrich») zu grosses Entgegenkommen gezeigt.

Ein anderer Grund, warum die Vereinigten Staaten sich zur Zeit nicht tiefer mit Einzelheiten der Friedensfragen beschäftigen, ist der, dass sie selbst von schweren Fragen geplagt sind: die immer drohender werdende Sprache der deutschen Presse wegen der Waffenlieferungen, die Komplikationen mit Mexiko, mit Japan und mit China, verbunden mit den Vorbereitungen für die im Herbst beginnende Präsidentschaftskampagne.

Die jetzt einsetzende «Prosperitätswelle», die grosse Hausse in einzelnen Industriepapieren, ist lediglich das Resultat der Waffenverkäufe an die Alliierten. Wie werden sich die Wähler dazu stellen?

Wie ich es schon oft hervorgehoben habe, sind die Vereinigten Staaten zu See schlecht, zu Lande sozusagen gar nicht gerüstet. Munitionsvorräte fehlen. Es muss daher Frieden bewahrt werden *um jeden Preis*. Die Mexikaner haben schon das Menschenmögliche geleistet, um die Vereinigten Staaten zum Losschlagen zu veranlassen, den Präsidenten beleidigt, zahlreiche Amerikaner ermordet, das Stars und Stripes-Banner erst kürzlich wieder auf unbeschreibliche Art beschmutzt! Herr Bryan hat bei China durch breitspuriges Getue den Glauben erweckt, dass die Union den Chinesen gegenüber Japan helfen werde. Man wird

nichts tun! Man will sogar geflissentlich nicht mehr sehen, dass durch Japans Vorgehen der ganze amtliche Handel in China vernichtet werden wird. Von amerikanischen Residenten in China ist letzte Woche ein dringliches Kabel von 5000 Worten eingelaufen. Der Wortlaut ist gar nicht gegeben worden! Man wird über das Einnisten der Japaner in mexikanisch Nieder-Kalifornien beide Augen zudrücken, vielleicht in der Hoffnung, dass wenn einmal der europäische Friede geschlossen ist, Russland und England sich wohl gegen Japan wehren und ihm, nach dem Vorbild des Shimonoseki-Friedens, das zuviel Genommene wieder abjagen werden.

Im Konflikt mit Japan würde heute so viel heissen, als dass die Vereinigten Staaten die Alliierten Deutschlands würden. Das klingt fast absurd! In Wirklichkeit aber wäre es für die Vereinigten Staaten gar nichts Ungünstiges, denn ein künftiges deutsch-japanisches Bündnis scheint mir trotz allem Vorgefallenen zu den Unmöglichkeiten zu gehören.

Bezüglich des Ortes der Friedensverhandlungen drängt sich uns Überseern der Eindruck auf, dass durch Bülows Einfluss wohl Rom in Betracht fallen dürfte. Vertrauliche Agenten verschiedener Mächte scheinen jetzt schon dort zu sitzen, ihre Instruktionen zu erhalten und von dort aus die öffentliche Meinung zu leiten. Der Schacher dürfte durch jene Agenten begonnen werden.

Was die Waffen- und Munitionsverkäufe dieses Landes an die Alliierten anbetrifft, so findet sie jeder Durchschnittsamerikaner und selbst jede mitleidige Dame, welche im Theater und im Konzert ostentativ Wollsachen «für die armen Soldaten» strickt, durchaus rechtmässig (quite legitimate). Vorgestern kam ein New Yorker Universitätsprofessor, Mr. E.J.Clapp, zu mir, der ein Buch «Pro America» in Arbeit hat und darin über England herfallen will, weil es die Vereinigten Staaten verhindert, noch unendlich viel mehr Dollars aus dem Kriege zu machen als dies schon der Fall ist. Er hätte gern von mir wissen wollen, wie hoch wohl der den Amerikanern durch die englische Kupfer-Anhaltungen in Gibraltar entgangene Gewinn gewesen sein könnte. Der gelehrte Herr sagte wörtlich folgendes: «Allerdings schicken wir viel Waffen und Munition nach Europa, machen aber gleichzeitig den Schaden wieder gut, indem wir mit den gleichen Schiffen Krankenschwestern, Verbandstoffe, künstliche Gliedmassen und gläserne Augen hinübersenden. Mein Vorschlag wird sein, dass die Schrapnellfabrikanten einen Teil ihres Gewinnes abgeben sollen, damit daraus nach Beendigung des Krieges ein neuer Flügel an den Haager Friedenspalast angebaut werden möge.»

[...][2]

---

2. *Le rapport se termine par des commentaires sur le comportement des représentants diplomatiques des Etats belligérants.*

112

E 2001, Archiv-Nr. 724

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Départemten politique, A. Hoffmann [1]

RP n° 32 Rom, 21. April 1915

Gestern habe ich Ihnen ausführlich Bericht erstattet über eine Besprechung mit dem Fürsten Bülow und heute muss ich zu meinem Bedauern melden, dass meine Zuversicht auf eine Erhaltung des Friedens in Italien einen neuen Stoss erhalten hat durch Beobachtungen, die ich gestern Abend gemacht habe und durch Mitteilungen, die Herr Lardy erhalten hat.

Nach meinen Beobachtungen herrscht in den Kreisen der österreichischen Botschaft eine sehr pessimistische Auffassung über die Möglichkeit einer Verständigung mit Italien und der Erhaltung des Friedens mit diesem Lande. Der Botschaftsrat der österreichischen Botschaft gab mir zu verstehen, dass es Österreich keineswegs an dem guten Willen fehle, entgegenzukommen, dass man aber mehr und mehr zur Überzeugung komme, dass Italien die Verständigung nicht wolle und die Verhandlungen nur führe, um Zeit zu gewinnen für seine vollständige Bereitschaft zur Intervention. Tatsache ist, dass in der Nacht von gestern auf heute eine neue Klasse einberufen worden ist, und zwar nicht durch öffentliche Bekanntmachung, sondern durch persönliche Zustellung. Es wird mir ferner mit aller Bestimmtheit versichert, dass in den letzten Tagen starke Verschiebung von Truppen nach der Nordgrenze stattgefunden haben. In *militärischen* Kreisen ist man vollständig überzeugt davon, dass der Krieg in längstens 10 bis 14 Tagen ausgebrochen sein werde. Auch diejenigen Deutschen und Österreicher, welche bisher zurückgeblieben sind, rüsten sich zu rascher Abreise.

Letzter Tage haben sich auf der Gesandtschaft zwei *Schweizer* Damen eingestellt, die hier eine Pension betrieben haben, und denen man von Polizei wegen nahegelegt hat, spätestens auf Ende des Monates das Land zu verlassen.

Herr Lardy hat gestern aus Kreisen der englischen Botschaft gehört, dass der englische Botschafter Rodd sich *ganz bestimmt* dahin ausgesprochen habe, dass der Eintritt Italiens beschlossene Sache sei und noch vor Anfang Mai erfolgen werde. Ganz gleichlautend ist eine Erklärung des Sekretärs der englischen Gesandtschaft beim Vatikan. Sicher scheint mir, und das stimmt mit den Mitteilungen des Fürsten Bülow, dass in neuester Zeit von England aus ein ganz gewaltiger Druck auf Italien ausgeübt worden ist, und dass damit weitgehende Versprechungen Hand in Hand gegangen sind. Anscheinend verhält sich die französische Botschaft in dieser Richtung viel reservierter, was sich sehr leicht aus der Erwägung erklärt, dass die Belohnung Italiens aller Wahrscheinlichkeit auf dem Rücken der künftigen Stellung Frankreiches erfolgen würde.

---

1. *Remarque manuscrite du DPF en tête du document:* Italien wird losschlagen.

Und soeben berichtet mir Herr von Sonnenberg, dass er Gelegenheit hatte, mit einer Dame der hiesigen Aristokratie zu sprechen, die als sehr germanophil gilt und bisher entsprechend zuversichtlich war. Diese Dame konnte Herren von Sonnenberg mitteilen, dass in den Kreisen der römischen Freunde des Dreibundes beinahe jede Hoffnung auf Erhaltung des Friedens gesunken sei. Man betrachtet auch da den Kriegsausbruch als unvermeidlich, wenn es nicht dem Willen des Königs und den Bemühungen Giolittis, der hier erwartet wird, im letzten Augenblick gelingt, einen Umschwung herbeizuführen.

Endlich haben wir in Erfahrung gebracht, dass im Hafen von Taranto ungefähr 30000 Mann konzentriert sind und sehr viel Transportmaterial. Wohin soll dieser Transport gehen? Wahrscheinlich in der Richtung der Dardanellen, denn es ist nicht anzunehmen, dass man Transporte nach Albanien in diesem Hafen abfertigen würde.

Mit dem heutigen Aufgebot des Jahrganges 1911 soll die Präsenzstärke der italienischen Armee auf 800000 Mann gebracht werden. Ich gebe Ihnen die vorstehenden Mitteilungen als weiteres Stimmungsbild und füge bei, dass ich ernstlich mit der Wahrscheinlichkeit des Kriegsausbruches rechne, nachdem ich mich überzeugt habe, dass diese Auffassung in nächstbeteiligten Kreisen besteht. Die relative Ruhe der letzten Tage dürfte also die Ruhe vor dem Sturm gewesen sein.

Man hat mir von wohlunterrichteter Seite mitgeteilt, dass der Minister des Auswärtigen den Krieg wolle, weil er die inneren Unruhen fürchtet, die im Falle einer Verständigung mit Österreich ihm unvermeidlich zu sein scheinen. Er soll gesagt haben: wenn ich zwischen dem Krieg und der Revolution zu wählen habe, so ziehe ich den ersteren vor.

Unter diesen Umständen scheint es mir nun doch sehr wünschenswert, dass wir das Abkommen betreffend die künftige Regelung des Austausches[2] so rasch als möglich unter Dach bringen und uns nicht zu sehr aufhalten bei dem ungenügenden Entgegenkommen in einzelnen Punkten.

P.S. Die Mitteilungen, die Herr von Sonnenberg mir machen konnte, gewinnen dadurch an Bedeutung, dass sie auf Äusserungen des italienischen Senators Blaserna zurückzuführen sind, eines alten und intimen Freundes der Villa Malta (Fürst Bülow). Der Genannte soll sich dahin ausgesprochen haben, dass die Situation äusserst bedenklich sei und dass die Erhaltung des Friedens nur dann noch möglich sei, wenn der König im entscheidenden Augenblick Widerstand leisten würde.

Ich möchte diesen äussersten Pessimismus nicht teilen, aber ich kann mir auch nicht verhehlen, dass die Lage sich sehr ernst gestaltet hat.

Soeben erreicht mich Ihr Auftrag betreffend die Neuregelung des Transites für Waren, die nach Neujahr *an Ordre* angelangt sind. So sehr ich wünschen würde, die Verhandlungen rasch einzuleiten, so bestimmt ist mein Eindruck, dass der gegenwärtige Augenblick nicht geeignet wäre. Ich werde zunächst beim englischen Botschafter vorsprechen.

---

2. *Un arrangement économique sera conclu avec l'Italie le 8 mai 1915: Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/11+12.

113

E 2001, Archiv-Nr. 724

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Berlin, 23. April 1915

Obgleich hiesige Zeitungen im ganzen über die Stellung Italiens schweigen, so kursieren dennoch hier die alarmierendsten Gerüchte über die Absichten Italiens; man sei am Vorabend eines italienischen Ultimatums an Österreich oder eines solchen von Deutschland an Italien. Die österreichischen Truppen werden in aller Eile von Galizien nach der italienischen Grenze gebracht und werden durch deutsche Truppen ersetzt; man brauche nur das Gesicht des deutschfreundlichen hiesigen italienischen Botschafters Bollati anzusehen, um zu der Überzeugung zu gelangen, man gehe einer neuen Katastrophe entgegen. Aber noch mehr: ein mir befreundeter Botschafter teilte mir vorgestern vertraulich mit, der italienische Botschafter habe ihn aufgesucht und, in der trübsten Stimmung, einen baldigen Abbruch der diplomatischen Beziehungen zwischen Italien und den anderen Staaten des Dreibundes als wahrscheinlich bezeichnet; er hätte sich sogar nach der Form erkundigt, in welcher er seine Pässe würde zu verlangen haben, und schliesslich die Frage erörtert, welchem Staate er die Vertretung der italienischen Interessen während eines Krieges anvertrauen könnte. Mein Gewährsmann teilte mir diese Äusserung freilich mit der Bemerkung mit, dass sein italienischer Kollege sich möglicherweise derart in der Absicht ausgelassen habe, damit seine Worte ihren Weg nach der Wilhelmstrasse fänden und die Wirkung hätten, dass Deutschland bei dem Wiener Kabinett darauf hinwirke, die italienischen Forderungen mit mehr Entgegenkommen als bisher zu behandeln.

Ich begab mich heute nach dem Auswärtigen Amt und versuchte, den seit kurzem hier weilenden Staatssekretär von Jagow zu sprechen. Er empfing mich mit grosser Liebenswürdigkeit und ging mit Bereitwilligkeit auf meine Frage betreffend Italien ein. Nach seinen Äusserungen sei die Haltung Italiens unbegreiflich unwürdig und nur der Schwäche der dortigen Regierung zuzuschreiben, welche aus Furcht von der irredentistischen Presse einerseits und andererseits vor den englischen Drohungen, alle Zufuhr nach den italienischen Häfen abzuschneiden, es nicht wage, eine bestimmte Politik zu verfolgen. «und eine solche Regierung sollen wir noch als unseren ‚treuen' Verbündeten ansehen!», fügte er hinzu. Sodann auf eine Bemerkung meinerseits eingehend, dass Italien wohl seine Forderungen in den letzten Wochen wesentlich gesteigert habe, gab mir Herr Jagow zur Antwort, man kenne hier diese Forderungen eigentlich nicht, es werde wohl so sein, und bezeichnete wiederum die Haltung des italienischen Kabinetts mit den *allerscharfsten* Ausdrücken, hinzufügend, dass letzteres gegen die Interessen der italienischen Nation handele, welche durch einen Krieg mehr verlieren als gewinnen werde. Immerhin meint Herr von Jagow, dass die schwierige Frage schliesslich eine friedliche Lösung finden werde. Seine Hoffnung gehe dahin, dass die Vernunft dennoch die Oberhand gewinnen werde.

Dann kam Herr von Jagow auf das Verhältnis Italiens zu der Schweiz zu sprechen und meinte, dass die Schweiz unter einem Krieg an der italienischen Grenze wohl schwer zu leiden haben würde; man kenne hier die Lasten aller Arten, welche während des jetzigen Krieges unserem Lande und der Regierung zugefallen sind, und man schätze die korrekte, loyale, erfolgreiche Haltung der Bundesregierung in allen Beziehungen hoch. Es sei zu hoffen, dass die noch andauernden Schwierigkeiten nicht noch durch einen neuen Krieg an unserer Grenze vermehrt würden. Jedenfalls sei die Reichsregierung bereit, uns bei einer Verproviantierung, so weit möglich, immer zu helfen. Nach einer übrigens wohlwollenden Digression über die verschiedenen Sympathien unserer Bevölkerung, wobei ich ihm versichern konnte, dass unsere italienisch redende Schweiz nur den Wunsch habe, ein gutes Glied der Eidgenossenschaft zu verbleiben, äusserte sich Herr von Jagow dahin, dass Herr von Planta vielleicht in seinen Gesprächen in der Consulta sich im Sinne der Vernunft aussprechen und einer gemässigten Behandlung der zwischen Italien und Österreich schwebenden Fragen das Wort reden könnte: es wäre dies im Interesse des Weltfriedens wie auch der Schweiz, welcher ein Krieg an ihrer Ostgrenze sicherlich mehr als unerwünscht sein würde. Diese Aussprache des Herrn von Jagow ist wohl nicht als ein Vorschlag, sondern eher als eine hingeworfene Äusserung zu betrachten.

Wenn ich auf die Entwicklung des italienisch-österreichischen Konfliktes in den letzten zwei Monaten und auf die Äusserungen, die mir gegenüber in dieser Zeit in der Wilhelmstrasse gemacht wurden, zurückblicke, so komme ich immer mehr zu der Ansicht, dass die anfangs vorherrschende günstige Stimmung von Woche zu Woche decrescendo verlaufen ist; anfänglich zweifelte man an einer Verständigung zwischen Rom und Wien nicht, später erklärte man, dass auf Österreich gedrückt werden müsse, damit es sich endlich entschliesse, gewisse Territorialkonzessionen zu machen, jetzt scheint man gegenüber der Forderungen Italiens «à bout de ressources» zu sein und man rechnet auf die Vernunft der italienischen Regierung als ein letztes Element zu Erhaltung des Friedens!

114

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 avril 1915 [1]

1004. Spannung in Italien

Mündlich

Herr Bundespräsident Motta eröffnet die Sitzung, indem er Bezug nimmt auf einen vom schweizerischen Gesandten in Rom eingesandten Bericht vom 21. April lf. J.[2], nach welchem die Aspekte in Italien einen beunruhigenden Charakter angenommen hätten. Der Eintritt Italiens in den kriegerischen Konflikt der Nationen wäre demnach nähergerückt.

Herr Vizepräsident Decoppet hat, durch die vom Herrn Bundespräsidenten angedeuteten Mitteilungen veranlasst und dem Wunsche des Herrn Generals gemäss, die Anregung, eine Sitzung anzuberaumen, gemacht, da es nötig erscheint, die durch die Sachlage gebotene Entscheidung zu treffen. Herr Bundespräsident Motta erteilt nun zunächst Herrn General Wille das Wort, der sich, zusammengefasst, folgendermassen ausspricht: Die ungünstigen Nachrichten aus Italien müssen nicht unbedingt auf ein Losschlagen gedeutet werden. Immerhin ist die Sachlage so, dass die Schweiz wieder, wie am 1. August, sich rechtzeitig als schlagfertig zeigen muss. Dies hat beim ersten Truppenaufgebot der Schweiz Achtung eingetragen und wird es jetzt wiederum tun. Es darf nicht unbeachtet gelassen werden, wenn man richtig entscheiden will, dass, wenn Italien in den Krieg eintreten sollte, auch bei beiden volkstümlichen Stichworte: «Stammeseinheit und Grenzen bis zum Alpenkamm» in der Bewegung als nicht ungefährliche Antriebe auftauchen werden. Wahrscheinlich ist, dass, wenn Italien den Krieg beginnen wird, auch der Konflikt auf dem Balkan ausbrechen dürfte. Indessen ist die Möglichkeit offen, dass das Eingreifen Italiens nicht nur gegen die Dardanellen oder die Adria gerichtet, sondern dass auch eine Hilfe an der Westfront ins Auge gefasst sein könnte. Diese letzte Möglichkeit würde den Versuch eines Durchmarsches durch die Schweiz nicht ganz ausschliessen.

Herr General Wille ist daher, im Einverständnis mit seinem Generalstabschef, der Meinung, dass ein weiteres Truppenaufgebot stattfinden sollte. Dieses Truppenaufgebot sollte zwei Divisionen umfassen, und zwar die ganze 5. Division mit der Gebirgsbrigade 9, und die ganze 6. Division mit der Gebirgsbrigade. Die Truppen würden vorerst auf ihren Korpssammelplätzen belassen. Zu den genannten zwei Divisionen kämen noch einige Bestände von Landwehrtruppen, vor allem Besatzungen für die Festungen.

Herr Generalstabschef Sprecher gibt, den Darlegungen des Herrn Generals in allen Teilen folgend, Aufschluss über die Truppenaufgebote Italiens und die

---

1. *Etaient aussi présents: le général U. Wille et le Chef d'Etat-Major Général, Th. von Sprecher.*
2. *Cf. n°112.*

Dispositionen der Truppen, soweit sie bekannt sind und bekannt sein können. Gegenwärtig werden rund 800000 Mann mobilisiert sein. Welche militärische Anordnungen Italien vorgesehen hat, ist schwer zu sagen. Doch ist zu schliessen, dass die italienische Armee schwerlich durch die trientinische Befestigungszone einzudringen gedächte, sondern wohl eher ein Vormarsch längs der Richtung Drau, Klagenfurt, Marburg in Betracht fiele. Ein Zusammenarbeiten mit der Tripel-Entente wäre in der Weise gedenkbar, dass ein gleichzeitiger Angriff von Nordwesten her ausgeführt würde, was dazu zwingt, die bis jetzt aufgebotenen schweizerischen Truppen an der Nordwestgrenze stehen zu lassen und zu einer neuen Mobilisation zu schreiten. Wenn auch zugegeben werden muss, dass die Mobilisation der zwei Divisionen Aufsehen erregen werde, so ist demgegenüber hervorzuheben, dass vernünftigerweise die Massregel nur als eine Defensiv- und nie als eine Offensiv-Massregel betrachtet werden kann.

Herr Bundespräsident eröffnet hierauf die Umfrage.

Herr Vizepräsident Decoppet hat den Eindruck, dass die Entscheidung aus dem Grunde schwierig zu treffen ist, weil die Tragweite der Mitteilungen des Gesandten in Rom nicht leicht einzuschätzen ist. Denn vor allem ist bei der Entscheidung doch zu erwägen, dass das Aufgebot im jetzigen Zeitpunkt starkes Aufsehen erregen wird. Demgemäss muss man sich in erster Linie fragen, sind die Mitteilungen Plantas wirklich so schwerwiegend, um eine auch sonst so einschneidende Massregel zu rechtfertigen? Hierüber erklärt sich der Sprechende nicht völlig beruhigt; er möchte gerne, bevor er sich entscheidet, die Ansichten der übrigen Herren angehört haben.

Herr Bundesrat Müller findet es erklärlich, dass die Gesandtschaftsberichte etwas unsicher ausfallen. Dies rührt von der unsichern Haltung Italiens her. Er neigt dahin, dass der Zeitpunkt gegeben sei, zu handeln. Die Verantwortlichkeit, die man durch Zuwarten auf sich laden würde, schiene ihm zu gross. Man kann mit Recht anführen, dass es, angesichts der Zeit, die eine Mobilisation braucht, jetzt schon etwas spät ist. Im gegenwärtigen Augenblick befürchtet der Sprechende zwar keine Verletzung der Neutralität. Allein man kann sich der Erwägung nicht verschliessen, dass, wenn keine entsprechende Anordnungen getroffen werden, dies leicht als Vorwand, die Schweiz hätte das Notwendige zu tun unterlassen, benützt werden könnte.

Dass die Massregel eines weitern umfangreichen Aufgebotes Aufsehen erregen wird, ist zuzugeben, in der Schweiz sowohl, wie im Auslande. Man könnte unter Umständen dem Bundesrate vorwerfen, dass er sich habe ins Bockshorn jagen lassen, und dem Auslande gegenüber würde die Behörde als diejenige gelten, die das Alarmsignal gegeben hätte. Vor allem ist aber nicht zu übersehen, dass Italien seine Mobilisation tatsächlich beendet hat, währenddem unsere Truppen 8–10 Tage brauchen, bis sie zur Stelle sind.

Könnte mit Zuwarten etwas gewonnen werden, so liesse sich wohl darüber reden. Allein es ist kaum zu denken, dass die nächste Zeit mehr Klarheit bringen werde. Gewissheit wird erst die Entscheidung Italiens, den Krieg zu eröffnen, bringen.

Herr Bundesrat Forrer schliesst sich der von der Armeeleitung vorgetragenen

Auffassung an. Wenn einmal 800000 Mann auf die Beine gestellt sind, so muss schon aus diesem Grunde eine Lösung kommen. Er für seine Person frägt sich, ob die Schweiz in bezug auf den Kanton Graubünden genügend geschützt und ob nicht allfällig zu fürchten sei, dass Deutschland einen Durchbruch durch die Schweiz nach Italien unternehme. Hierüber würde er gerne Auskunft wünschen.

Herr General Wille sowohl, als auch Herr Generalstabschef Sprecher halten einen Durchbruchsversuch Deutschlands in der Richtung nach Italien als im höchsten Grade unwahrscheinlich.

Herr Generalstabschef Sprecher hält es im weitern für ebensowenig wahrscheinlich, dass Italien und umgekehrt auch Österreich, im Verhältnisse natürlich zu dem grossen Nachteile, mit der Schweiz in Konflikt zu geraten, einen Vorteil dabei finden würden, für ihre kriegerischen Unternehmungen schweizerisches Gebiet zu benützen.

Im übrigen sind beide Herren der Überzeugung, dass die Vorkehrungen zum Schutze der Bündner Grenze ausreichend seien.

Herr Bundesrat Hoffmann spricht sich dagegen aus, heute einen Beschluss im Sinne der Armeeleitung zu fassen. Neu ist nur der Bericht des Gesandten in Rom. Doch auch der liegt drei Tage zurück. Einen Tag vorher schien die Situation günstiger. Heute liest man wieder, dass Sonnino und Baron Macchio eine Besprechung gehabt hätten, die eine Entspannung herbeigeführt haben soll. Das Politische Departement hat sofort die schweizerischen Gesandten, die in Frage kommen, telegraphisch um Auskunft über die Situation im Hinblick auf zu treffende Entscheidungen ersucht. Bis diese Auskunft eingelangt sein wird, dürfte man wohl richtiger mit einer Entscheidung zuwarten. Herr Bundesrat Hoffmann würde bitten, erst morgen einen Beschluss zu fassen.

Herr Bundesrat Schulthess schliesst sich der eben ausgesprochenen Meinungsäusserung an. Im ganzen beurteilt er die Situation in Italien eher pessimistisch. Er ist sich wohl bewusst, dass in erster Linie allgemein politische Erwägungen ausschlaggebend sind. Allein es darf doch auch auf die wirtschaftliche Seite der Entscheidung hingewiesen werden. Denn dies dürfte wohl sicher sein, dass das Aufgebot von Italien als ein unfreundlicher Akt geschildert werden wird. Die Warenzufuhr wird daher wesentlich geschädigt werden. Doch möchte er, wie angedeutet, den Antrag, den Beschluss auf morgen zu verschieben, befürworten.

Herr Bundesrat Calonder geht von denselben pessimistischen Voraussetzungen in bezug auf die Haltung Italiens aus. Demnach würde er es als richtig ansehen, nach den Anträgen der Armeeleitung vorzugehen. Wenn die Armeeleitung das in Graubünden stehende Truppenaufgebot als ausreichend ansieht, so ist ihm das eine Beruhigung; denn dort ist doch wohl die hauptsächlichste Gefahr. Man kann nach Vorschlag Hoffmann wohl bis morgen warten, allein die Hoffnung, bis dann sicherer zu gehen, ist kaum sehr gross.

Dass in Italien, und wenn es auch nur scheinbar wäre, unsere Massnahmen übel aufgenommen werden, lässt sich nicht bestreiten; allein die Vernünftigen werden sich doch sagen, dass es Sache der Schweiz sei, für ihren Grenzschutz zu sorgen.

Herr Bundespräsident Motta schliesst sich ohne weiteres dem Antrage des

Herrn Hoffmann an, obschon er im übrigen die pessimistische Betrachtungsweise in bezug auf Italien teilt.

In bezug auf die Haltung Italiens gegenüber der Schweiz hat Herr Bundespräsident Motta folgende Ansicht: «Italien plant entschieden nichts gegen die Schweiz und kann nichts dagegen planen.» Dafür sprechen: erstens die der Schweiz gegebenen ausdrücklichen Zusicherungen; und zweitens: die Verletzung der Neutralität Belgiens war nicht eine durch die Notlage gebotene Handlung. Es wird keine zweite Mächtegruppe geben, die zum zweiten Male die Verantwortlichkeit einer Neutralitätsverletzung gleicher Art auf sich zu laden wagen würde. Die Schweiz muss vor allem darnach trachten, dass sie gegenüber den beiden Staaten Österreich und Italien gleichmässig und unparteiisch vorgehe.

Herr Vizepräsident Decoppet spricht auf Grund der Beratung seine Meinung dahin aus, heute noch keinen Beschluss zu fassen.

Herr General Wille will gleichfalls keine Einwendungen gegen die beschlossene Verschiebung erheben, worin ihm Herr Generalstabschef Sprecher folgte, bemerkend, dass dies wohl zur Folge haben werde, dass der erste Mobilmachungstag auf den Mittwoch angesetzt werden müsste.

Es wird beschlossen, morgen Sonntag, vormittags 9 Uhr, eine Sitzung zur Fortsetzung der Beratung abzuhalten.

115

E 2001, Archiv-Nr. 724

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Wien, 24. April 1915

Im Ministerium des Äussern betrachtet man die Lage nicht als besonders beunruhigend. Man stehe speziell mit dem Bundesgenossen Italien immer noch in freundschaftlichem Gespräch und gebe die Hoffnung auf friedliche Verständigung nicht auf. Auf meine direkte Frage, ob nicht militärische Massnahmen unsererseits an der Südgrenze geboten erschienen, erklärte Graf Forgach, er persönlich würde sie als verfrüht erachten. Kriegsminister, Landesverteidigungsminister und Generaladjutant des Kaisers, welchen ich gestern Oberst Bridler vorstellte, machten keinerlei Anspielung auf drohende sofortige Gefahr. Ich mache weitere Erhebungen.

116

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 avril 1915 [1]

1005. Spannung in Italien

Mündlich

Herr Bundespräsident Motta gibt Herrn Bundesrat Hoffmann das Wort, der von den eingegangenen Depeschen aus Rom, London und Wien [2] Kenntnis gibt. Die Depesche aus Berlin konnte nicht entziffert werden.

Aus den eingegangenen Meldungen geht hervor, dass die Situation gegenwärtig keinen Anlass zu besonderer Beunruhigung bietet.

In der Umfrage erklärt Herr Vizepräsident Decoppet, dass die bekanntgegebenen Mitteilungen ihn bestimmen, von weiteren Truppenaufgeboten abzusehen. Herr Bundesrat Müller hat dieselbe Auffassung. Herr Bundesrat Forrer wünscht vorerst die Ansicht des Herrn Generals zu kennen.

Herr General Wille glaubt auf eine Mobilisation, wie sie gestern beantragt wurde, heute verzichten zu sollen. Immerhin hält er es für wünschenswert, einige Verstärkungen aufzubieten. Er wünschte noch, wie es schon früher der Fall war, eine Reservedivision wieder zur Verfügung zu haben. Es würde die 6. Division aufgeboten werden, diese wäre an der Reihe. Der Mannschaft täte auch eine straffere Disziplinierung not. Es würden dann noch einige kleinere Truppenbestände der Landwehr aufgeboten, worüber noch eine Verständigung mit dem Militärdepartement stattzufinden hätte.

Herr Bundesrat Hoffmann folgt grundsätzlich der Auffassung, nach welcher das Aufgebot zweier Divisionen jetzt richtiger unterbleibt. Was nun die sog. Reservedivision anbelangt, so würde Herr Bundesrat Hoffmann es für zweckmässig erachten, wenn das Aufgebot nicht heute erlassen würde. Angesichts der bekannten Sachlage könnte dies zu Missverständnissen führen. Er denkt, es wäre gut möglich, in der nächsten ordentlichen Sitzung des Bundesrates, d. h. Dienstag, auf die Angelegenheit zurückzukommen und erst dann die Division auf einen zu bestimmenden Zeitpunkt aufzubieten.

Herr Bundesrat Schulthess würde es sehr wünschen, wenn mit Rücksicht auf die wirtschaftliche Lage, besonders mit Rücksicht auf die Landesversorgung, dieser Zeitpunkt soweit tunlich hinausgeschoben würde. Gerade jetzt sind die in der Landwirtschaft tätigen Arbeitskräfte schwer zu entbehren.

Herr Bundesrat Calonder schliesst sich dem neuen Antrage an. Immerhin glaubt er, dass das kriegerische Ereignis, von dem man spreche, eintreten werde und dass man sich bereithalten müsse.

---

1. *Etaient aussi présents: le Général U. Wille et le Chef de l'Etat-Major Général, Th. von Sprecher.*
2. *Cf. n° 115.*

Herr Bundespräsident Motta weiss wohl, dass die allgemeinen, politischen Erwägungen den Ausschlag vor der finanziellen geben müssen, doch möchte er bei der Entscheidung über die Notwendigkeit von Aufgeboten auf die finanzielle Tragweite der ins Auge gefassten Massnahmen hingewiesen haben. Im übrigen wird der Antrag des Militärdepartementes auf die nächste Sitzung zu gewärtigen sein.

Herr General Wille betont, dass er sich stets bestrebt habe und bestreben werde, den finanziellen Gesichtspunkten, soweit es tunlich sei, Rechnung zu tragen. Einer Verschiebung der Entscheidung auf nächsten Dienstag will sich Herr Wille um so weniger widersetzen, als er den Eindruck gewonnen hat, dass der Bundesrat grundsätzlich mit der Massregel selbst einverstanden ist.

Bei diesem Anlasse möchte Herr General Wille den nachdrücklichen Wunsch aussprechen, dass der von der Armeeleitung in Vorschlag gebrachten Strafverordnung, die schwer empfundenen Übelständen abzuhelfen bestimmt sei, vom Bundesrate eine baldige zustimmende Erledigung nicht versagt werden möchte.

Im Sinne der Beratung wird in der heutigen Sitzung von einem Entscheide abgesehen.

117

E 2001, Archiv-Nr. 724

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Paris, 25 avril 1915, 16 h

Ai reçu hier soir votre télégramme. On admet ici, notamment aux Affaires Etrangères, que la force des choses amènera une rupture entre l'Autriche et l'Italie si celle-ci insiste pour obtenir Trieste et la Dalmatie. Il n'est pas certain que les exigences aillent aussi loin.

Tittoni déclare les hésitations à Rome aussi grandes que légitimes. Si l'Italie décidait de marcher, elle négocierait forcément avec la France pour préciser divers points.

Les Français évitent de presser, convaincus que ceci ferait à Rome plus de mal que de bien.

Cercles officiels français ne considèrent pas une action militaire comme imminente de la part des Italiens; il faudrait qu'elle vînt des Autrichiens. En tous cas, les Gouvernants français sont d'avis – et un membre du Cabinet m'a déclaré ce matin – qu'ils n'ont aucune inquiétude quelconque pour la Suisse dans une guerre austro-italienne et me garantissent que dans les pourparlers futurs inévitables, la France ferait valoir que la Suisse doit non seulement être respectée

officiellement mais être traitée très amicalement. Tittoni prodigue de son côté les déclarations amicales et conseille en souriant que nous occupions, si la guerre éclatait, la région de la Dreiländerspitze pour pouvoir dire à Rome que c'est dirigé contre l'Autriche et à Vienne l'inverse. Tittoni garantit en tous cas le statu quo pendant 8 jours, ce qui n'implique nullement qu'il sera modifié dans 8 jours. D'après Tittoni, de nombreux personnages considérables de son pays sont très hésitants, peu sympathiques à l'introduction des Slaves dans la Méditerranée, comme aussi enclins à redouter une violente revanche austro-allemande dès que les circonstances le permettraient; le peuple s'en rapporte absolument au Gouvernement dont la responsabilité est redoutable. Tittoni repart ce soir pour Rome. Le public français, assez peu chaud, manque de confiance dans les chances de succès de l'Italie, se demande si elle ne se laissera pas battre et s'il ne faudra pas aller à son secours; d'autres Français, se croyant sûrs du succès final sans l'Italie craignent qu'elle ne se pose en sauveur exigeant, ce qui les conduit à la même conclusion.

118

E 2200 Rom 4, I. B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP n° 37 Rom, 27. April 1915

Der gestrige Empfangstag des Barons Sonnino hat mir Gelegenheit geboten zu einer kurzen Aussprache über die allgemeine Lage und über die uns speziell berührenden Fragen.

Herr Sonnino hat sich naturgemäss nicht geäussert über den Stand der Verhandlungen mit Österreich und über die grössere oder geringere Wahrscheinlichkeit eines Eintretens Italiens in den Krieg. Dagegen hat er auf meine Frage, ob nicht der Eintritt des Krieges die Verkehrsverhältnisse mit der Schweiz ungünstig beeinflussen würde, und ob es nicht möglich wäre, zum voraus Anordnungen zu treffen, welche diesen Einfluss paralysieren könnten, wiederholt erklärt: «J'espère bien que nous n'aurons pas la guerre, mais si nous devions l'avoir vous pouvez être sûr que nous ferons tout notre possible pour vous faciliter la situation. Vous pouvez dire à votre gouvernement que le gouvernement italien a les meilleures intentions à l'égard de la Suisse.» Bestimmteres war nicht zu erhalten und übrigens in diesem Augenblicke auch nicht zu erwarten. Ich lege einen gewissen Wert auf die wiederholt ausgesprochene Hoffnung, dass der Krieg doch vermieden werden könne. Freilich verhehle ich mir nicht, dass auch diesen Worten nur die Absicht unterliegen kann, Misstrauen zu beseitigen.

In anderem Zusammenhange, nämlich bei Besprechung der Transitverhältnisse in Genua, worüber ich besonders berichte an die Abteilung Handel, liess er

die Bemerkung fallen, diese Schwierigkeiten würden vielleicht im Kriegsfalle abnehmen, denn «l'Angleterre nous embêterait peut-être moins».

Im Anschluss an diese Berichterstattung über die Besprechung mit Herrn Sonnino möchte ich noch mitteilen, dass wir gestern den Besuch eines Herrn der hiesigen Schweizerkolonie hatten, der in einem Chemikaliengeschäft tätig ist. Derselbe sprach sich sehr pessimistisch aus und konnte mitteilen, dass die Regierung die äussersten Massnahmen für die Kriegsvorbereitung getroffen habe und mit grösster Energie darauf hinarbeite, dass die Produkte der chemischen Industrie, die dem Kriegsbedarfe dienen, fabriziert werden. Und von anderer Seite ist uns gesagt worden, dass sogar die Spitalschiffe schon fertig angerüstet und zur Abfahrt bereitgemacht worden seien.

Ein etwas beunruhigendes Symptom erblicke ich in der Tatsache, dass der König die Einladung zur Teilnahme an der Eröffnung bzw. Einweihung des Denkmals der 1000 Garibaldiner nach Genua angenommen hat. Bedenkt man, dass Gabriele d'Annunzio die offizielle Rede bei diesem Anlasse halten wird, so kann man sich des Eindruckes nicht erwehren, dass der König durch seine Gegenwart die Zweifel an seiner «nationalen Gesinnung» beseitigen wolle. Unter allen Umständen bedeutet diese Tatsache eine starke Enttäuschung für diejenigen, welche in dem Souverän den «rocher de bronze» erblickten, an welchem alle Versuche scheitern werden, Italien in den Krieg zu verwickeln. Es bleibt nun natürlich abzuwarten, ob nicht die Gegenwart des Königs an die Bedingung geknüpft ist, dass die Kundgebung ganz im Rahmen der offiziellen Neutralität bleibe.

Ich habe anlässlich des Empfanges bei Sonnino auch Gelegenheit gehabt, mit verschiedenen Kollegen über die Lage zu sprechen, und konnte mich überzeugen, dass dieselben ganz ebenso im unklaren sind über die Begebenheiten und über die schliesslichen Absichten der hiesigen Regierung. Ein Detail, das eine gewisse symptomatische Bedeutung hat, liegt vielleicht in der Tatsache, dass am gestrigen Empfange sämtliche Botschafter teilgenommen haben, und dass der Besuch des Fürsten Bülow und des Barons von Macchio (österreichischer Botschafter) vorausgegangen ist und ziemlich lange gedauert hat, während die Herren Barrère und Rodd nur ganz kurz beim Minister waren.

[...]

119

E 27, Archiv-Nr. 13981

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L n° 4417/15 Personnelle — Paris, 28 avril 1915

A deux ou trois reprises, dans les derniers jours, des attachés au Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères m'ont téléphoné que M. Delcassé désirait me voir, mais les rendez-vous ont été successivement contremandés, et c'est seule-

ment cet après-midi que nous avons pu avoir, M. Delcassé et moi, l'entrevue désirée.

M. Delcassé m'a remercié très vivement de tout ce que la Suisse faisait en faveur des victimes de la guerre. Quant au ravitaillement des prisonniers de guerre, M. Delcassé dit être sans renseignements personnels sur la situation des prisonniers français en Allemagne. La dernière lettre de son fils est datée du 8 mars. M. Delcassé espère que tous les autres prisonniers ne sont pas «aussi favorisés» que son fils. Quoiqu'il en soit de cet incident personnel, M. Delcassé, qui avait sous les yeux ma traduction de votre lettre du 4 avril [1], a commencé par déclarer que jamais, au grand jamais, il n'avait songé un instant à la possibilité d'interner en Suisse les prisonniers de guerre; cela aurait été de la folie au point de vue des belligérants et une impossibilité matérielle au point de vue suisse.

Quant à la question si importante du ravitaillement des prisonniers, M. Delcassé a été très touché de votre offre. Il sera profondément reconnaissant de tout ce que la Suisse pourra faire pour améliorer le sort des prisonniers. Non seulement la France ne fera pas d'objections, mais saluera avec joie ce qui sera fait. M. Delcassé a rappelé qu'il existait une foule d'œuvres privées pour envoyer aux prisonniers des dons de toutes espèces. Indépendamment de ces associations diverses, on a créé en France le système des «marraines», c'est-à-dire de correspondantes qui adoptent un soldat, ou un prisonnier, correspondent avec lui et lui envoient des subsides de toute nature. Mlle Delcassé, à elle seule, a trouvé 3000 marraines à des soldats français sans famille. Tous ces efforts privés sont plus ou moins coordonnés, plus ou moins canalisés ou plus ou moins incohérents. En outre, on ignore en France si les dons arrivent exactement à leurs destinataires, lesquels sont autorisés, lesquels ne le sont pas, en combien de temps ils parviennent à destination, etc. On a inventé un prétendu pain qui se conserve; ce pain arrive-t-il à destination? Peut-il être distribué? Est-il mangeable? Quid des autres envois d'objets d'alimentation?

Le Gouvernement français ne fera rien officiellement pour nourrir les prisonniers français en Allemagne, mais il n'y a qu'à faire appel à l'initiative privée française, et on obtiendra d'elle tout ce qu'on voudra. Il suffit que la Suisse étudie la question, trouve la formule pour centraliser et coordonner les initiatives et immédiatement les concours privés les plus abondants seront obtenus.

Il est évident que la Suisse commencera par s'assurer de l'acceptation par l'Allemagne de ce ravitaillement par la charité privée, négociera avec l'Allemagne les points à préciser sur la nature, la quantité, les approvisionnements de diverses natures susceptibles d'être envoyés, les garanties pour la distribution effective et rapide, comme pour la non réquisition. Il y aurait là une œuvre immense, profondément bienfaisante et tout à fait digne de la Suisse. Le jour où la com-

---

1. *Dans cette lettre, Hoffmann signale qu'un groupe de citoyens français lui avait soumis une demande en faveur de l'internement en Suisse des prisonniers de guerre français et allemands. Hoffmann s'est occupé de l'affaire personnellement dans un esprit positif. Mais il a dû arriver, après consultation du Chef de l'Etat-Major Général, von Sprecher, à la conclusion que l'entreprise dépassait les possibilités d'accueil de la Suisse. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 19.

binaison aurait pris corps, les concours afflueront de France en surabondance en dehors de toute action gouvernementale française.

J'ai demandé à M. Delcassé si, au cas ou nous serions amenés à envoyer en Allemagne des farines aux prisonniers de guerre, nous pouvions compter que la France ne nous ferait pas de difficultés dans des conditions de contrôle suffisant. J'ai fait allusion, à ce propos, au chapitre IV du deuxième rapport de M. Eugster (16 mars 1915)[2] sur la nourriture des prisonniers en Allemagne, rapport d'après lequel il faudrait environ 200000 kg de pain supplémentaires par jour, pour porter de 300 à 500 grammes, par homme, la ration de pain. Cela doit représenter une vingtaine de wagons de farine par jour, soit pour les prisonniers français, une dizaine de wagons par jour. Le Ministre a répondu qu'il ne peut pas être question que la France fasse des objections.

Je lui ai alors parlé du Luxembourg. Il ne savait rien de notre demande et se fera mettre au courant par le Directeur politique. J'ai fait observer que la situation était la même pour les prisonniers de guerre français que pour le Luxembourg, si nous devons les alimenter à raison d'environ trois wagons par jour avec des farines suisses tirées de blé importé via France ou via Italie.

J'ai l'impression que M. Delcassé rencontrera peut-être dans ses bureaux et à la douane des «ronds de cuir» qui feront la grimace s'il s'agit d'envois réguliers de farines suisses en Allemagne, mais suis heureux de constater que le Ministre des Affaires Etrangères serait avec nous. Au point de vue pratique, ces envois de farines suisses semblent, à première vue, infiniment plus simples que d'autres combinaisons, sous forme, par exemple, de colis postaux expédiés de France.

Vous voyez, par ce qui précède, que le Gouvernement français ne veut rien faire et nous renvoie à l'initiative privée; la question est donc de savoir si cette initiative privée sera suffisante, au cas où le Gouvernement suisse, ou un comité officiel suisse, qui prendrait en mains l'affaire, coordonnerait les envois, négocierait avec l'Allemagne la réception et la distribution des dons et obtiendrait de l'Allemagne qu'elle consente à un contrôle de la distribution.

Sauf le refus d'une intervention officielle gouvernementale française, votre initiative ne rencontre donc ici, non seulement aucune hostilité, mais une réelle reconnaissance.

Quand vous aurez médité sur cette contre-proposition de M. Delcassé, je pense qu'il y aura lieu d'avoir, avec celui-ci, une nouvelle conversation sur les grandes lignes de l'organisation à créer; il y aurait lieu aussi de rechercher quelles associations privées pourraient prendre en mains l'affaire en France, si l'on n'en revient pas à la formule simple d'une souscription pour l'envoi de farines suisses. Je pense que bien vite, on ajouterait à l'alimentation, le vêtement, etc. L'alimentation, à elle seule, constituerait déjà un programme considérable.

L'allusion faite par M. Delcassé, à son fils prisonnier en Allemagne, au début de notre conversation, vous engagera sans doute à essayer d'obtenir par notre Légation à Berlin des nouvelles récentes du Lieutenant Delcassé. Vous m'obligeriez en me télégraphiant ce que vous aurez pu apprendre.

---

2. Non retrouvé.

120

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 mai 1915

1091. Leichtverwundete. Internierung in der Schweiz

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 5. Mai 1915

Unmittelbar nach Durchführung des gegenseitigen Austausches der französischen und deutschen Kriegsinvaliden (sog. Grands blessés) durch Vermittlung des schweizerischen Roten Kreuzes[1] fanden hier Besprechungen über die Frage statt, ob nicht eine Erweiterung des Kreises der gegenseitig auszutauschenden invaliden Offiziere und Unteroffiziere dadurch bewerkstelligt werden könnte, dass Invalide, deren Invaliditätsgrad nur die Verwendbarkeit zum Felddienste, nicht aber deren Betätigung im Garnisons- oder Bureaudienst ausschliesst, in der Schweiz interniert werden könnten.

Dem Politischen Departement ist die Frage von Anfang an sympathisch gewesen, und es hat seine Anstrengungen zunächst hauptsächlich nach der Richtung walten lassen, dass einer Internierung der Tuberkulosekranken zugestimmt werden möchte. In dem von der französischen Regierung aufgestellten Katalog der Krankheiten und Verletzungen, die als genügend für einen Austausch erachtet werden, ist unter anderm die «tuberculose pulmonaire avancée et ouverte avec état de cachexie générale dénotant l'incurabilité certaine» aufgeführt. Es ist nun wohl richtig, dass nicht diese hoffnungslosen Fälle das grösste Interesse verdienen, sondern diejenigen Fälle, wo noch irgendeine Chance der Heilung oder wenigstens Besserung besteht. Erfahrungsgemäss gehen die Tuberkulosekranken in ungünstigen Verhältnissen, wie sie die Gefangenenlager wohl ausnahmslos und unvermeidlich darbieten, langsam zu Grunde, während sie in klimatisch, materiell und moralisch bessern Verhältnissen dem Leben noch längere Zeit erhalten, vielleicht sogar geheilt werden können. Da scheint es nun menschliche Pflicht, aber auch im eigensten Interesse der Staaten, denen diese Kranken angehören, gelegen zu sein, mit einer Evakuierung in unser Land diese bessern Lebensverhältnisse zu schaffen. Das Politische Departement hat sich daher mit folgender Anregung an die beiden Staaten gewandt:

Die «manifeste Tuberkulose» soll als ausreichend erklärt werden, um die von ihr befallenen kriegsgefangenen Soldaten in ihr Heimatland zurückzubefördern, die von ihr befallenen kriegsgefangenen Offiziere und Unteroffiziere dagegen in der Schweiz zu internieren. Neben den Lungenkranken wären auch die weniger schwer invaliden Offiziere und Unteroffiziere (sog. Petits blessés im Gegensatz zu den Grands blessés) zu internieren. Für die Durchführung der Internierung

---

1. *Cf. à ce sujet n^os 72, 73, 82, 86, 99.*

könnte dabei ein Verfahren in Vorschlag gebracht werden, wonach, unter Umgangnahme von ehrenwörtlichen Verpflichtungen der Internierten, die Regierungen sich gegenüber der Schweiz verpflichten würden, Internierte, die die Flucht ergreifen und in ihr Land zurückkehren sollten, wieder in die Schweiz zurückzubefördern und in keinem Falle in der Armee oder für andere militärische Zwecke zu verwenden.

Der französische Botschafter hat erklärt, dass seine Regierung diesen Vorschlägen zustimme und auch sonst geneigt sei, auf eine Ausdehnung der in der «Liste des lésions nécessaires pour le rapatriement» aufgeführten Verletzungen und Krankheiten einzutreten. Die deutsche Antwort dagegen lautet vorläufig ablehnend.

So standen die Dinge, als am 1. Mai ein Delegierter des Heiligen Stuhles, der Comte Comm. Charles Santucci, mit einer Kreditive des Kardinal Staatssekretärs beim Herrn Bundespräsidenten und dem Politischen Departement vorsprach, um eine Anregung des Papstes betreffend Internierung von kranken und invaliden Kriegsgefangenen in der Schweiz zu unterbreiten.

Im Nachgange zu den Besprechungen mit dem Bundespräsidenten und dem Vorsteher des Politischen Departements hat Graf Santucci das Projekt des Heiligen Stuhls in einem Memorial[2] auseinandergesetzt, auf das verwiesen wird.

Folgendes sind die Hauptgedanken:

1. Die Schweiz interniert eine sehr beträchtliche Zahl Verwundeter, Kranker, die sich unter den Kriegsgefangenen der beiden Seiten vorfinden, und zwar ungefähr zu gleichen Teilen.

2. Ansteckende Krankheiten sind auszuschliessen.

3. Bezüglich Auswahl der Individuen (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) bleibt direkte Verständigung mit den beiden Gruppen der Kriegführenden vorbehalten.

4. Jede Regierung hat der schweizerischen Regierung alle Kosten des Unterhaltes, der Verpflegung, des Transportes, der Bewachung, überhaupt alle Kosten zu ersetzen.

5. Sollte es an schweizerischen Ärzten und Chirurgen fehlen, so hätten die kriegführenden Staaten auszuhelfen.

6. Bezüglich der Bewachung werden die schweizerischen Vorschläge über Verpflichtung von Regierung zu Regierung zur Rücksendung von Flüchtlingen aufgenommen.

7. Die Einzelheiten des Projektes würden direkt zwischen der Schweiz und den kriegführenden Staaten vereinbart. Der Heilige Stuhl würde, nach grundsätzlicher Annahme seitens der Schweiz, die vorbereitenden Verhandlungen mit den in Frage kommenden Mächten unternehmen.

Die Prüfung dieses Projektes ergibt, dass es sich eigentlich nur um eine quantitative Ausdehnung der gemachten Vorschläge handelt. Statt nur um Internierung von Invaliden und Lungenkranken, würde es sich auch um eine solche

---

2. *Non reproduit. Cf.* E 27, Archiv-Nr. 13981.

anderer Kranker (Herzkranker, Rheumatiker, Nierenkranker und dergleichen) handeln. Statt nur Offiziere und Unteroffiziere sollen auch Soldaten interniert werden.

Der Vertreter des Heiligen Stuhles hatte mündlich von je 10000 Kranken und Verwundeten auf jeder Seite gesprochen. Der Armeearzt, mit dem diese Angelegenheit besprochen wurde, hält es für ausgeschlossen, dass es überhaupt so viele Kranke und Verwundete der angeführten Kategorien gebe. Er erklärt indessen, dass er keineswegs davor zurückschrecken würde, so viele in der Schweiz aufzunehmen. Die militärischen Sanitätsanstalten würden nicht in Anspruch genommen werden, die ganze Zahl würde sich leicht in zu diesem Zwecke zu reservierenden Hotels unterbringen lassen. Eine fremde ärztliche Hilfe wäre nicht nötig. Der grösste Teil der Invaliden bedarf keiner ärztlichen Pflege mehr; die Lungenkranken würden in Davos, Arosa, Leysin, Montana etc. genügende ärztliche Hilfe finden, ebenso die grosse Zahl der übrigen Kranken an den betreffenden Kurorten. Die kleine Zahl der Kranken, die einer richtigen ausdauernden Pflege bedürfen, könnte in Spitälern mittlerer Grösse (z.B. Walenstadt, Uznach, Thun, Interlaken etc.) untergebracht werden.

Das Projekt des Heiligen Stuhles wäre also in der Tat in seinem ganzen Umfange durchführbar. Immerhin wird es sich doch empfehlen, in kleineren Dimensionen anzufangen und zunächst Erfahrungen zu sammeln.

Es steht nichts im Wege, dass der Heilige Stuhl mit den in Betracht kommenden Regierungen verhandelt, es soll aber in der Antwort des Bundesrates klar zum Ausdruck kommen, dass die Schweiz solche Verhandlungen bereits begonnen und ihre Vorschläge gemacht hat, und dass es sich im Grunde nur um eine Ausdehnung des ihrer Anregung entstammenden Projektes handelt. Die Unterstützung durch den Heiligen Stuhl wird um so wertvoller sein, als auf Seite der Deutschen Reichsregierung offenbar noch recht erhebliche Widerstände zu überwinden sein werden.

Es wird *beschlossen,* dem Heiligen Stuhl auf seine Anfrage in bejahendem Sinne zu antworten wie folgt:

«A Son Eminence le CARDINAL GASPARRI,
Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, Vatican.

Eminence,

Monsieur le comte Santucci nous a remis les lettres par lesquelles Votre Eminence le chargeait, sur le désir du Saint Père, de traiter avec le Gouvernement fédéral la question de l'internement en Suisse de certaines catégories de malades et de blessés français et allemands qui sont actuellement prisonniers en Allemagne et en France. Monsieur le comte Santucci nous a développé ensuite verbalement cette question et nous a laissé un résumé écrit du projet que le Saint Père a fort à cœur de voir aboutir.

Nous devons tout d'abord exprimer à Votre Eminence combien nous avons été touchés du désir du Saint Père de prendre une initiative parallèle à l'action que nous avons entreprise en vue d'atténuer les souffrances et les misères qu'engendre la guerre actuelle.

Immédiatement après les échanges des invalides «grands blessés» qui ont eu

lieu entre la France et l'Allemagne par l'intermédiaire de la «Croix-Rouge Suisse», des pourparlers s'engagèrent à Berne dans le but d'examiner s'il serait possible ou bien d'élargir sensiblement les catégories des officiers blessés ou malades à échanger ou bien d'hospitaliser en Suisse les invalides incapables de faire campagne, mais pouvant être occupés à des travaux de bureau ou de garnison.

Nous appliquant à cette tâche, nous nous sommes efforcés tout d'abord d'arriver à un accord concernant l'hospitalisation des tuberculeux, n'ayant pas seulement en vue, bien entendu, les tuberculeux incurables, mais aussi ceux dont on pouvait espérer la guérison totale ou partielle.

Nous avons suggéré aux Gouvernements d'Allemagne et de France de consentir que la «tuberculose manifeste» soit déclarée suffisante pour permettre aux soldats prisonniers qui en sont atteints de rentrer dans leurs foyers et aux officiers et sous-officiers d'être internés en Suisse.

Prévoyant que les officiers et sous-officiers moins gravement atteints par d'autres maladies ou blessures pourraient également être internés dans notre pays, nous proposions aux deux Gouvernements, comme mesure de sécurité, de s'engager vis-à-vis de nous à faire rentrer en Suisse ceux des internés qui prendraient la fuite et à ne les employer en aucun cas dans l'armée ou dans un but militaire.

La France s'est déjà déclarée d'accord avec ces propositions et, pour leur donner suite, étendrait la «liste des lésions nécessaires pour le rapatriement» qu'elle a établie.

Le projet que Monsieur le comte Santucci nous a soumis au nom du Saint Père en partie concorde avec les propositions que nous avons adressées aux Gouvernements de France et d'Allemagne et en partie les élargit considérablement.

Après avoir mûrement réfléchi sur ce projet et sur les développements dont Monsieur le comte Santucci l'a accompagné verbalement, nous sommes heureux de pouvoir informer Votre Eminence que nous nous prêterons très volontiers à réaliser le programme élargi du Saint-Siège si les Gouvernements intéressés veulent bien y donner leur adhésion.

L'appui du Saint-Siège auprès de ces Gouvernements nous est un gage précieux que nos propositions primitives trouveront bon accueil auprès d'eux et nous permet d'espérer plus et mieux encore, soit la réalisation d'un programme qui soulagerait dans une plus grande mesure les maux de tant de malheureux.

Il sera peut-être prudent de procéder par étapes afin d'utiliser toutes les expériences, mais nous croyons pouvoir donner d'ores et déjà à Votre Eminence l'assurance que la Suisse sera en état d'hospitaliser dès le début un nombre important de malades et de blessés.

De tout notre cœur désireux que les efforts concordants du Saint-Siège et du Gouvernement suisse aboutissent, dans un délai aussi rapproché que possible, à parfaire l'accord entre les Gouvernements intéressés, nous saisissons cette occasion de renouveler à Votre Eminence, et par Elle au Saint-Père, l'assurance de notre plus haute considération. Conseil fédéral.»

121

E 27, Archiv-Nr. 13555

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher, au Général, U. Wille

Copie
M Schutz der Südfront

Bern, 7. Mai 1915

Alle Nachrichten weisen darauf hin, dass die Entscheidung betreffend die Haltung *Italiens* unmittelbar bevorsteht und dass sie sehr wahrscheinlich im Sinne eines Eingreifens gegen Österreich fallen wird. Heute morgen aus Kreisen der deutschen Regierung an H.St. gelangte Berichte besagen, Italien habe an Österreich so weit gehende Forderungen gestellt, dass eine Verständigung darüber ausgeschlossen erscheine. Auch habe die deutsche oberste Heeresleitung erklärt, sie sei für den Krieg gegen Italien bereit.

Die italienischen Truppenbewegungen an der Grenze nehmen ihren Fortgang, und zwar erfolgen die Transporte vielfach bei Nacht. In Val Cuvio und Gavirate steht eine Inf. Brigade mit Kavallerie; in Gegend Gallarate-Arona sind 4 Art. Regimenter gemeldet, ferner eine Inf. Brigade aus Sizilien; in der Gegend Varese–Como–Mailand 4 neuformierte Inf. Regimenter 1.er Linie (Nr. 153–159), bei Como 1 Geb. Art. Abt. Die Geschütze der vorbereiteten Stellungen südlich der Tresa, bei Como, am Sighignola und bei Fuentes sind in der Nähe der Stellungen magaziniert; zahlreiche Munitionstransporte werden gemeldet. Nach dem Veltlin wurde Reg. 67 mit Gebirgsausrüstung transportiert; Alpini mit Geb. Artillerie befinden sich seit langem dort. Vom 1. A.K. sind keinerlei Transporte nach Osten gemeldet; das Korps steht mit zahlreichen Neuformationen an unserer Südgrenze. Eisenbahnen: der Zivil-Güterverkehr über den Brenner und nach dem Veneto ist unterbrochen, die Bahnen sind auch südlich des Pos bewacht.

Aus Bankkreisen kommen stetsfort Nachrichten über Abreise deutscher und deutschsprechender Geschäftsleute aus Italien. Die Lage auch der seit Jahrzehnten in Italien ansässigen deutschsprechenden Ausländer wird, in den Städten namentlich, immer unleidlicher.

Die Journalisten aus Deutschland und Österreich haben auf Anraten Fürst Bülows und Macchios bis auf einige wenige Rom verlassen; nach der Ihnen bekannten Depesche *Barth* soll der letzte deutsche Journalist mit dem deutschen Gesandten beim Vatikan, Mühleberg, abreisen.

Der italienische Militärattaché in Deutschland, Oberst Bongiovanni, ist nach gestern eingetroffener Meldung aus dem deutschen Hauptquartier nach Berlin zur Gesandtschaft eingerückt.

Italien hat seit Kriegsbeginn gerüstet und seit Monaten wird die Armee mobilisiert; immer neue Jahrgänge, auch solche höhern Alters werden einberufen; grosse Pferde- und Automobil-Requisitionen sind in den letzten Tagen in der Lombardei vor sich gegangen. Es kann kein Zweifel darüber herrschen, dass die *italienische Armee nahezu schlagfertig bereitsteht.* Damit ist eine Situation gegeben,

die für uns gefährlicher ist als die, welche für uns durch die Mobilmachungsbeschlüsse der Grossmächte um den 1. August herum geschaffen wurde. Unsere zum Schutze von Bellinzona und der Gotthardbahn errichteten Werke sind noch nicht vollständig bereit und bedürfen auch ohnedies starker äusserer Reserven, um gegen einen Überfall von Süden gehalten werden zu können. Bellinzona aber einmal gefallen und in Händen einer Grossmacht ist für uns beinah unwiederbringlich verloren.

Von unsern Truppen stehen z. Z., abgesehen von den in den Werken festliegenden Geschützen und Maschinengewehren, die folgenden in und um Bellinzona:

Inf. Br. 23, ohne Reg. 46, und Rdf. 23
Sap. Bat. 21, 23, 24
bewegl. Festungs-Art., Haub. Battr. I/4, 7,5 cm. Battr. II/7
Festungsmitr. Kp. 1 und 5
Festungspion. Kp. 3.

Eine Truppenzahl, die für den Wacht- und den Armierungsdienst nur notdürftig genügt und keinerlei Gefechtskraft aufweist. Die schwerbedrohte Ostflanke von Bellinzona ist sogar ohne jede Sicherheitswache.

Es mag ja sein, dass die italienische Regierung nichts gegen die Schweiz im Schilde führt; eine Regierung aber, die sowenig Macht über die Geister des Landes bewiesen hat und die anscheinend vor dem schamlosesten Treubruch nicht zurückschreckt, verdient kein Vertrauen und kann nicht beanspruchen, dass wir für unsre Sicherheit allein auf ihr Wort bauen. Auch Frankreich und Deutschland haben uns zurzeit ihres Wohlwollens und der Achtung unserer Neutralität versichert und dennoch war alles einig, die ganze Armee aufzubieten. Niemand aber leistet uns Gewähr dafür, dass nicht der Gedanke der italienischen Irredenta, wenn er seine Befriedigung im Osten nicht findet, sich gegen Norden wendet, um wenigstens ein Opfer zu erhaschen. Jetzt wo Europa bis auf den Grund aufgewühlt und alles Bestehende in Frage gestellt ist, kann Italien sehr wohl auf den Gedanken kommen, den Augenblick zu benutzen, um seine «berechtigten nationalen Wünsche» (aspirazioni) zu erfüllen, annehmend, es habe jeder genug mit sich selbst zu tun und niemand werde einen Finger für uns rühren. Und wenn auch die Regierung keine solchen Absichten hat, die Volksstimmung, der sie längst die Zügel hat schiessen lasse, wird sich um ihre diplomatischen Bedenken und freundschaftlichen Versicherungen nicht kümmern und ins Werk setzen, was sie gelüstet. Ich komme also zu dem Schlusse, dass wir ohne Rücksicht auf diplomatische Erklärungen, ohne Verzug das vorkehren müssen, was für die Sicherstellung unserer südlichen Gebiete gegen italienische Unternehmungen zunächst notwendig ist und das ist m. E. das Folgende und zwar sollte der Beschluss des Aufgebotes vom Bundesrate noch heute gefasst werden:

1. Transport der 2. Div., ohne kombinierte Brigade 5, nach dem Tessin, sofort auszuführen.
2. Aufgebot der Geb. Brig. 15 mit ihren Spezialwaffen.
3. Einrücken von Korpsstab 3 am 8. d. M. statt am 10.

4. Aufgebot der 1. Division (die am längsten a. D. war).
5. Aufgebot des Bat. 36 (Simplon-Schutz).
6. Aufgebot des Landw. Reg. 46 (der Brig. 23).
7. Aufgebot folgender kleinerer Einheiten: Etappen-Bat. 101 und 105. Kav. Mitr. Kp. 1 und 3. Ballon-Pi. Kp. 2 Bäcker-Kompn.

1. Mob. Tag für alle aufzubietenden Truppen 10. Mai. Für die 1. Div. wird der Transport nach dem Tessin vorbereitet. Der Rest der 5. Division (2 Brigaden etc.) bleibt einstweilen auf Pikett, bereit, nach Süden oder Westen abtransportiert zu werden. In letzterem Falle wird ihr die Brigade 5 statt der Brig. 15 zugeteilt. Unterstellung der Brig. 15 unter 2. Div. oder direkt unter Kdo. 3. A. K. vorbehalten.

Für Graubünden schlage ich einstweilen, abgesehen von Zerstörungsvorbereitungen, keine weitern Massregeln vor indem die 16. und 17. Brigaden von Ende nächster Woche an zur Verstärkung der S. O. Front verfügbar sein werden; ein Vorrücken des Mob. Tages ist nicht mehr möglich.

P. S. Am Gotthard und dessen Hauptzufahrten ist die Bewachung sofort zu ergänzen; ebenso sind einige Hauptobjekte der Rh. B. wieder zu bewachen.

122

E 27 13555

Le Général U. Wille au Chef de l'Etat-Major Général, Th. von Sprecher

NO Bern, 7. Mai 1915

Liegt in der Wahrscheinlichkeit, dass Italien in nächster Zeit seinem ehemaligen Verbündeten Österreich den Krieg erklärt, für uns die Notwendigkeit, Massregeln zum Schutze unserer Grenzen zu treffen? [1]

Offiziell leben Italien und Österreich zur Stunde noch in bestem Einvernehmen; keiner der beiden Staaten hat dem andern ein Ultimatum gestellt. Wir wissen nur, dass sie miteinander über gewisse Forderungen Italiens verhandeln und dass es höchst wahrscheinlich ist, dass Italien, wenn sich diese Verhandlungen resultatlos zerschlagen, zu den Gegnern Österreichs-Deutschlands übergeht und dann in den Krieg eintritt.

Nach allen Nachrichten soll diese Wahrscheinlichkeit wiederum sehr gross sein.

Solange dies aber nur Wahrscheinlichkeit ist, ist es eine im höchsten Grad auffallende Massregel, wenn wir an unserer von niemandem und von keiner Kriegsunruhe bedrohten Grenzen aufmarschieren. Diese Massregel wird zu einem einseitig feindseligen Akt, wenn der Aufmarsch ausschliesslich oder auch nur

---

1. *Cf. n° 121.*

ganz vorwiegend gegenüber dem einen der beiden Nachbarn erfolgt, wobei noch in Betracht gezogen werden muss, dass dieser Nachbar unserer Gesinnung ihm gegenüber schon seit langem misstraut.

Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, dass wir eine der Kriegserklärung zwischen unsern beiden Nachbarn im Süden vorangehende Deckung unserer dortigen Grenze gegen feindliche Massregeln Italiens nur dann vornehmen dürften, wenn wir die zwingende Notwendigkeit dazu erkannt haben.

Wenn in einem Kriege zwischen unsern beiden Nachbarn der eine von den beiden unsere Neutralität missachtet und unsere Grenzen mit Waffengewalt überschreitet, so kann dies entweder von vornherein geplant, oder durch die Entwicklung der Umstände veranlasst worden sein.

Ein der Kriegseröffnung gegeneinander vorausgehender Aufmarsch unserer Truppen hat die Annahme zur Voraussetzung, dass die Missachtung unserer Neutralität, der Einmarsch in unser Gebiet von vornherein beabsichtigt worden ist.

Es frägt sich nun, ob so was von Italien angenommen werden darf.

Dies könnte geschehen, entweder, weil der Durchmarsch durch die Schweiz für die Kriegführung mit Österreich vorteilhaft ist, oder, um vorläufig einmal jenes Gebiet zu erobern, nach dessen Besitz sich die «Italia-Irredenta» ebenfalls sehnt und das aller Voraussichtlichkeit nach am leichtesten zu erobern ist. Diese letztere Ursache erachten wir als die aller unwahrscheinlichste; denn der ganze Krieg von Italien gegen Österreich wurde ja nur unternommen, um die zu Österreich gehörigen Gebiete Italiens zu erobern und vor allem um sich die Herrschaft in der Adria sicherzustellen. Hiefür wäre eine Besitzergreifung des Kantons Tessin gänzlich bedeutungslos; es bliebe nur noch die Frage, ob die Okkupierung des Kantons Tessin für Italien von Wert wäre für seine Kriegführung gegen Österreich.

Mag man auch von der italienischen Armeeführung so gering denken wie man will, so glaube ich doch, dass dieselbe unter den gegenwärtigen Verhältnissen niemals auf den Gedanken kommen könnte, das Ziel ihrer Operationen könne erreicht werden mit einer Diversion durch die Schweiz gegen Tirol. Das Einschlagen dieses Weges würde Italien von seinem Operationsziel abführen und auch dann in eine ungünstige Lage bringen, selbst wenn man die schweizerische Armee bei ihrer Verteidigung der Alpenpässe als «quantité négligeable» betrachten darf.

Ich erachte daher für gänzlich ausgeschlossen, dass Italien von vornherein die Absicht haben wird, unsere Neutralität zu verletzen und in den Kanton Tessin einzubrechen; es würde dies Italien nach keiner Richtung hin in eine günstigere strategische Lage zu seinem eigentlichen Gegner bringen, und ganz zwecklos hätte sich Italien auch die Schweiz mit ihren doch ganz respektablen Heereskräften zum Gegner gemacht.

Ich bin der Ansicht, dass eine Unternehmung Italiens gegen den Kanton Tessin, und um durch diesen Österreich in die Flanke zu gelangen, erst dann und nur dann ins Auge gefasst wird, wenn das ursprünglich ins Auge gefasste Operationsziel nicht erreicht werden konnte und nun nach andern Mitteln gesucht werden muss.

Ist diese Annahme zutreffend, dann kommen wir mit der Anordnung der Mobilisierung und des Aufmarsches an der Südfront immer noch früh genug, wenn wir damit zuwarten, bis die Gegner zur Kriegserklärung gegen einander gekommen sind, und dann unsere Massregeln zu unserm Grenzschutz nichts Auffallendes mehr haben und nicht mehr gedeutet werden können als der Ausfluss unseres feindseligen Misstrauens gegen den einen der beiden Kriegführenden, gegen Italien.

Sollte nun diese Argumentation unrichtig und dagegen die Annahme zutreffend sein, dass wir uns sofort gegen einen Einbruch Italiens in unser Gebiet schützen müssen, so handelt es sich dann um eine Massregel Italiens, die von langer Hand her geplant worden war und für die daher Italien auch so viel Kräfte verwenden wird, dass es rasch sein Ziel erreicht.

Für diese Annahme genügt daher niemals, dass wir nur eine oder anderthalb Divisionen nach dem Tessin schicken, sondern wir müssen unsere ganze Armee mobilisieren und so viel von ihr, wie wir irgendwie können, für die Abwehr bereit machen.

Zusammenfassend geht meine Ansicht dahin:

Ohne jede Sorge können wir mit der Mobilisierung weiterer Kräfte zur Dekkung unserer Südfront noch zuwarten, bis die jetzt grosse Wahrscheinlichkeit eines Krieges zwischen Italien und Österreich zur Gewissheit geworden ist. Wieviel Truppen wir dann mobilisieren und nach dem Tessin hinunterschicken, bleibt späterer Erwägung vorbehalten.

Sind Sie aber der Ansicht, dass in dem Ausbruch des Krieges zwischen Italien und Österreich eine *unmittelbare* Gefahr für uns liegt, dann müssen alle 4 Divisionen, die wir noch auf Pikett haben, mobilisiert und gegen die Südgrenze geschickt werden [2].

---

2. *Le même jour, le Chef de l'Etat-Major Général, Th. von Sprecher, dans sa réponse aux réflexions du Général U. Wille, insistera sur le danger que représente l'Italie pour la Suisse.*

123

E 1001/1 EPD 1915

CONSEIL FÉDÉRAL

Proposition du Chef du Département politique, A. Hoffmann

Société Suisse de Surveillance économique

Bern, 11. Mai 1915

[...][1]

Die englische Regierung sandte nun einen Spezialdelegierten, der sich vorher auch mit der französischen Regierung ins Einvernehmen gesetzt hatte, nach Bern, mit dem Auftrage, eine Organisation des Einfuhrdienstes zustande zu bringen, die den vorstehend erwähnten Bemängelungen und Einwendungen gerecht werden sollte. Es ist dies Sir Francis Oppenheimer, Botschaftsrat in London, der sich seit einigen Wochen hier befindet und beim unterzeichneten Departementsvorsteher offiziell vom britischen Gesandten eingeführt wurde.

Wir haben unsererseits Herrn Nationalrat Alfred Frey mit den Unterhandlungen mit dem genannten Herrn beauftragt und ihn auch mit verschiedenen Gruppen unserer schweizerischen Industriellen, sowie mit dem Leiter des Bureaus für Kompensationen, Herrn Nationalrat Schmidheiny, in Verbindung gesetzt. Herr Frey hat uns über das Ergebnis seiner Verhandlungen regelmässig auf dem laufenden erhalten und Instruktionen eingeholt. In der Folge haben wir auch persönlich die einzelnen Entwürfe mit Herrn Oppenheimer durchgesprochen. Das Resultat der sehr mühsamen Verhandlungen liegt in Form von vier Entwürfen vor:

a) Statuten einer «Société suisse de surveillance économique» (S.S.E.).

b) Ausführungsbestimmungen zu diesen Statuten.

c) Statuten der «Association suisse pour l'importation des métaux», als Modell für die Statuten der Einzelsyndikate.

d) Entwurf einer an den Bundesrat zu richtenden und von ihm im zustimmenden Sinne zu beantwortenden Note (vgl. Beilage 9–13)[2].

Diese Entwürfe haben durchaus provisorischen und zum Teil auch ganz unfertigen Charakter; sie erfordern, wenn man einmal grundsätzlich einig sein wird, eine einlässliche redaktionelle Umarbeitung und Ergänzung. Herr Oppenheimer hat ebensowenig eine Garantie dafür eingehen können, dass die in den Entwürfen niedergelegten Grundsätze von der britischen und französischen Regierung angenommen werden, wie der Unterzeichnete eine Garantie für die Gutheissung durch den Bundesrat eingehen konnte. Herr Oppenheimer ist nach London und

---

1. *La première partie de la proposition du DPF résume le déroulement des négociations avec les Alliés depuis novembre 1914 jusqu'à l'arrivée de F. Oppenheimer à Berne.*
2. *Non reproduits. Cf.* 2001 (B) 1, 92b.

Paris verreist, um dort definitive Instruktionen einzuholen. In der Zwischenzeit sollte sich der Bundesrat über seine grundsätzliche Stellungnahme schlüssig machen.

7. Wir gestatten uns, in Kürze die vier Entwürfe zu besprechen und zu erläutern:

Die «Société suisse de surveillance économique» ist ein aus Vertrauenspersonen gebildeter Verein, der für Rechnung Dritter (der für besondere Branchen gebildeten Syndikate oder einzelner Importeure) Rohstoffe, Halbfabrikate und Fabrikate in die Schweiz einführt, sie unter den Verpflichtungen, die von den fremden, die Einfuhr ermöglichenden Staaten aufgestellt werden, abgibt und die Einhaltung dieser Verpflichtungen überwacht. Er ist also eine Vermittlungs- und vor allem eine Kontrollinstanz. Der Verein ist aus höchstens 15 Mitgliedern *(ausschliesslich Schweizern)* zusammengesetzt, die das Vertrauen sowohl des Bundesrates, als der fremden Staaten geniessen. Sie müssen vom Bundesrat als Mitglieder genehmigt werden. Bisherige vertrauliche Besprechungen haben zur Aufstellung einer provisorischen Liste geführt, die folgende Namen enthält:

Nationalrat Hirter, Bern, Nationalrat Alfred Frey, Zürich, Professor Borel, Genf, Ständerat von Arx, Olten, Oberst Obrecht, Bern, Nationalrat Ador oder alt Nationalrat Georg, Genf, Nationalrat Wild, St. Gallen, Nationalrat Jaeggi, Basel, Theodor Reinhart, Winterthur, Wagner, Direktor des Elektrizitätswerks, Zürich, Professor Laur, Brugg.

Die Hauptlast der Arbeit wird einem Dreiervorstande und einem Direktor obliegen, dem eine vollständige Angestelltenorganisation unterstellt sein wird.

Die Statuten bieten im übrigen, mit Ausnahme der den Zweck und die Tätigkeit des Vereins umschreibenden Art. 3 und 4 kein besonderes Interesse.

Um so mehr die *Ausführungsbestimmungen,* welche im Detail die Bedingungen feststellen, unter denen Rohstoffe, Fabrikate und Halbfabrikate eingeführt werden können.

Zunächst wird grundsätzlich bestimmt, dass Waren, die durch Vermittlung der S.S.E. bezogen wurden, nur für Betriebe in der Schweiz verwendet werden dürfen. Filialen schweizerischer Häuser im feindlichen Ausland sind ausgeschlossen. Umgekehrt wird auf die Nationalität der in der Schweiz domizilierten Firmen nicht abgestellt, immerhin mit Ausnahme der seit Kriegsausbruch nach der Schweiz verpflanzten Firmen. Die Ausfuhr der von der S.S.E. in die Schweiz eingeführten Waren nach neutralen Ländern ist nur gestattet, wenn deren Konsum in solchen Ländern effektiv garantiert werden kann. Die durch das Gebiet eines feindlichen Landes gehende Ausfuhr in ein neutrales Land (Holland) bleibt späterer Verständigung vorbehalten.

Von *jeder* Ausfuhrbewilligung sowohl des Rohstoffes als der daraus erstellten Fabrikate und Halbfabrikate bleiben ausgeschlossen: Kupfer, Antimon, Hämatiteisen, die besonders wertvollen Erze (Chrom, Tungstan, Mangan, Wolfram), besondere Stahl- und Eisensorten, Zinn und seine Legierungen; Schwefelkies und Schwefel, Kautschuk, Mineralöle, Schmieröle, Harze und flüchtige Öle, Wolle, ägyptische Baumwolle, Jute und Flachs, sodann die Nahrungsmittel und die daraus erstellten Waren, soweit sie nicht Eigenprodukte oder aus Eigenprodukten

hergestellt sind. Auch wird noch ein Vorbehalt diskutiert werden bezüglich Nahrungsmitteln, die aus andern Ländern als über Meer eingeführt werden.

Von diesem Grundsatz werden nun eine Reihe von Ausnahmen bewilligt:

a) Fabrikate, bei denen «verbotene» Waren nur in unbedeutenden Quantitäten Verwendung finden (z. B. Maschinen mit Gummiverdichtungen);

b) die Produkte folgender Industrien:

aa. Schokolade in Durchschnittkontingenten der Jahre 1911/13.

bb. Seidenstoffe und Bänder.

cc. Uhren und verwandte Erzeugnisse (Spielwerke, Grammophone, Reisszeuge, chirurgische Instrumente).

dd. Stickerei und Plattstichgewebe.

ee. Gewebe aus ägyptischer Baumwolle (eventuell auch die laufenden Kontrakte über Garne aus dieser Baumwolle).

ff. Gefärbte Seide.

c) Maschinen, bei denen Kupfer Verwendung findet, vorausgesetzt dass der Hauptwert nicht im Kupfer liegt;

d) der Veredlungsverkehr, in der Hauptsache nach den im Benehmen mit den Interessenten aufgestellten Grundsätzen, aber in noch zu vereinbarenden Höchstquantitäten.

e) Was die Möglichkeit der *Kompensationen* mit dem sog. feindlichen Ausland anbelangt, so sind diese nach wie vor möglich mit unsern eigenen Landesprodukten (Agrarproduktion), mit Waren, deren Rohmaterialien die Schweiz selbst erzeugt (z. B. Nitrate, Calciumcarbid), oder die von dem den Austausch bewerkstelligenden Land eingeführt werden (z. B. Aluminium aus deutscher Tonerde, Ferrosilizium aus deutschem Eisenerz). Darüberhin wird zu unterhandeln sein über die Ermöglichung des Austausches mit über Meer importierten Waren, z. B. Reis, Mais, Weissblech für kondensierte Milch.

8. Die Hauptschwierigkeit bei der Tätigkeit der S. S. E. bietet sich bei der Behandlung derjenigen, die nicht durch die Vermittlung der S. S. E., sondern direkt Waren in die Schweiz hereinzubringen versuchen werden. Zwar wird es sich hier weniger um praktische, als um theoretische Bedenken handeln. Praktisch wird es nämlich so ziemlich ausgeschlossen sein, dass solche Waren noch eingeführt werden können. Während nämlich die an die S. S. E. adressierten Waren ohne jede Schwierigkeit die auf dem Meere und in den verbündeten Staaten eingeführte Kontrolle passieren, werden es die Alliierten zu hindern wissen, dass für andere schweizerische Adressaten bestimmte Wagen durchgehen, oder auch nur verfrachtet werden können. Es wird sich also in der Hauptsache nur um Waren handeln, die aus Italien, entgegen den dort massgebenden scharfen Ausfuhrverboten, auf illegitimen Wege in die Schweiz gelangen. Solche Ware kann nun aber nicht freigelassen werden, denn deren Eigner würden ja in eine günstigere Lage kommen als diejenigen, die durch das Mittel der S. S. E. importieren und diesen im eigentlichsten Sinne des Worts illegale Konkurrenz machen. Deshalb muss dafür gesorgt werden, dass derartige Waren entweder der S.S.E. zum Kaufe angeboten oder aber für die Dauer des Krieges in einem Lagerhaus magaziniert werden. Das ist der Gegenstand des

Notenwechsels, der in dem Entwurfe einer englischen Note zum Ausdrucke kommt (vgl. Entwurf IV).

9. Im übrigen enthält der Notenentwurf noch eine Bestimmung, die nur verständlich ist im Zusammenhang mit dem Entwurfe von Statuten für das Metallimport-Syndikat, auf den wir verweisen (vgl. Entwurf III) und dabei wiederholen, dass dieser Entwurf das Muster von Statuten ist, die mutatis mutandis auch für andere zu gründende Syndikate (chemische Industrie, Textilindustrie, Färbereien, Nahrungsmittel) Anwendung finden sollen.

Jedes dieser Syndikate wird gewisse namentlich aufgeführte Waren importieren; eine Ausdehnung auf andere Waren ist nur mit Genehmigung des Bundesrates möglich.

Die Statuten dieser Syndikate sehen nun vor einen Verwaltungsrat von 9 Gesellschaftern, dabei wird indessen ein Sitz für ein vom Bundesrat zu bezeichnendes Mitglied vorbehalten. Und in dem mehrgenannten Notenentwurfe ist vorgesehen, dass der Bundesrat diese Wahl auf einen Doppelvorschlag der englischen Regierung trifft, dass die Vorgeschlagenen aber Schweizerbürger sein müssen. Es ist zu hoffen, dass wir uns über die Persönlichkeiten leicht verständigen können. Die Hauptsache ist, dass weder unter den Mitgliedern der S.S.E. noch in der Verwaltung der verschiedenen Syndikate Ausländer sein werden.

10. Legen wir uns nun die Frage vor, ob eine Lösung auf der ungefähren Grundlage, wie sie durch die 4 Entwürfe geboten wird, annehmbar erscheint, so muss vor allem vorgängig die gegenwärtige wirtschaftliche Lage und die Art, wie die schweizerischen Industriellen und Handelsleute z.Z. sich zu behelfen suchen, ins Auge gefasst werden. Die Lage ist nun in dürren Worten ausgesprochen so, dass eine ganze Reihe von Rohstoffen und Waren, die für die Industrie unentbehrlich sind, z.Z. gar nicht mehr in die Schweiz hereingelassen werden, sei es, dass sie von den Ländern, die über sie verfügen, nicht zum Exporte zugelassen werden, sei es, dass sie, wenn sie aus dritten Ländern über Meer an schweizerische Destinatäre adressiert werden, von den alliierten Schiffen aufgehalten werden. Was aber fast noch mehr ins Gewicht fällt, ist das, dass es z.Z. überhaupt den grössten Schwierigkeiten begegnet, für nach der Schweiz bestimmte Warensendungen Verfrachtungsgelegenheit zu finden. Die englischen Dampfer weigern sich, Schweizerfracht anzunehmen, wohl nicht ohne das Mitwissen der englischen Regierung. Amerikanische und italienische Dampfer weigern sich, weil sie nicht das Risiko auf sich nehmen wollen, unterwegs aufgebracht zu werden und dann gezwungen zu sein, Tage, ja Wochen lang den Formalitäten der Durchsuchung und Beanstandung sich auszusetzen. Die holländischen Dampfer endlich können keine Schweizerware aufnehmen, weil sie durch die Vorschriften des holländischen Übersee-Trusts, der den Warenaustausch mit einem neutralen Lande über Gebiet eines feindlichen Staates perhorresziert, gehindert werden.

Wenn wir die Monate hindurch und bis vor kurzem in bewusster Verzögerung und Ablehnung einer grundsätzlichen Lösung verhältnismässig gut gefahren sind und eine ausreichende Versorgung des Landes mit Rohstoffen und Waren möglich war, so ist das nun je länger je schwieriger und prekärer geworden. Das

liegt zum guten Teil an der Verschärfung der Lage zwischen Grossbritannien und Deutschland, die zunächst zu der sogenannten Blockade mittelst Unterseebooten und als Antwort darauf zu der vollständigen Sperre des deutschen Handels und der deutschen Einfuhr führten. Entsprechend dieser verschärften Situation werden die Massnahmen, um die Schweiz von jeder direkten oder indirekten Begünstigung Deutschlands abzuhalten, je länger je umfassender.

Beide Regierungen von Frankreich und Grossbritannien benützen jede Gelegenheit, um zum Ausdruck zu bringen, dass sie der Schweiz jede Unterstützung in der derzeitigen bedenklichen wirtschaftlichen Lage zu gewähren wünschen, aber immer unter der Bedingung, dass die ihnen feindlichen Staaten hievon in keiner Weise profitieren.

Es unterliegt ja natürlich nicht dem geringsten Zweifel, dass mit den Zumutungen, wie sie von den beiden Ländern erhoben werden und wie sie in den Ihnen vorgelegten Entwürfen zum Ausdruck kommen, unsere wirtschaftliche Unabhängigkeit und unser Selbstbestimmungsrecht angetastet und beschränkt werden. Würde es sich um normale Zeitläufe handeln, so wäre wohl kein Mitglied des Bundesrates zu finden, das den Antrag auf Gutheissung solcher Abkommen einbringen würde. Unter den gegenwärtigen Verhältnissen bleibt, unserer Überzeugung nach, nichts anderes übrig, als sich zu fügen. England und Frankreich haben die *Macht;* sie beherrschen die Meere, sie verfügen über die mit einer einzigen Ausnahme einzig noch in Betracht kommenden Häfen und Transitlinien und haben es daher völlig in der Hand, die für die Schweiz bestimmten Waren in unser Land gelangen zu lassen oder nicht.

Im übrigen ist festzustellen, dass die in den projektierten Statuten und Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Einschränkungen mit Bezug auf den Verkehr mit «feindlichen Ländern» im Grunde heute schon praktisch gehandhabt werden, zum Teil sogar ohne die Garantien, die für den Handel mit Produkten aus Konterbande-Rohstoffen und für den Veredlungsverkehr vorgesehen sind. Und ebenso ist zu betonen, dass die von den Bezügern von Konterbande eingegangenen Verpflichtungen betreffend Unterwerfung unter eine von England und Frankreich verlangte Kontrolle im Grunde viel demütigender sind als das, was im Projekte der S.S.E. vorgesehen ist. So hat sich z.B. Schnorf in Uetikon, der Pyrit aus Frankreich bezieht, einen französischen Kontrolleur über die Verwendung der von ihm fabrizierten Schwefelsäure gefallen lassen. Bell in Basel sogar einen französischen Zollbeamten für die Kontrolle der Verwendung des über Frankreich eingeführten Schweinefetts, einen Zollbeamten, dem wir, sobald wir es erfuhren, den Zutritt zum Bahnhof in Basel untersagen liessen. Eine ganze Reihe von Industriellen haben sich die Untersuchung ihrer Bücher durch Vertreter der fremden Regierungen gefallen lassen. Das schlechte Beispiel für die Eingehung so weitgehender Verpflichtungen hat der Vertreter des Armeekriegskommissariats in Paris gegeben und das Geheimnis der Erlangung einer Reihe von Einfuhrbewilligungen, die durch seine Vermittlung viel rascher, als auf diplomatischem Wege erreicht wurden, ist darin gelegen, dass die Bezüger ohne weiteres alles eingingen, was von ihnen verlangt wurde. Das schlimmste ist das, dass auf diesem Wege die einen, die skrupellos sich allem unterzogen, ihre Bewilligungen

erhielten. Andere, die gewissenhafter und zurückhaltender waren, dagegen nicht. Wir haben auch deutliche Anzeichen dafür, dass Geschäfte aus der romanischen Schweiz viel entgegenkommender behandelt werden als solche aus der deutschen Schweiz, ein politischer Faktor, dessen Bedeutung wohl kaum hervorgehoben zu werden braucht.

Wie sehr die *Macht* der das Meer beherrschenden Mächte auch andere Staaten gezwungen hat, sich deren Forderungen zu unterziehen, geht aus der Haltung Italiens hervor, das am 13. November das bekannte Dekret betreffend Nationalisierung aller mit Ordrekonnossementen reisenden Waren, die in italienschen Häfen anlangen, erlassen hat und das seit November 1914 den Handelsverkehr mit Deutschland und Österreich auf eine Anzahl Artikel beschränken musste, deren es zum Austausch mit deutschen Waren, vorab Eisen und Kohlen, dringend benötigte. Ebenso haben sich *Schweden* und *Holland* durch Bildung eines sogenannten Übersee-Trusts gegenüber den Allianzmächten gebunden.

Der holländische Übersee-Trust hat in seiner Organisation den vorliegenden Entwürfen für die S. S. E. als Muster gedient. Es darf hervorgehoben werden, dass nach den Mitteilungen, die von kompetentester holländischer Seite unserm Minister in London über das Funktionieren des Trusts gemacht worden sind, geeignet sind, uns über manche Bedenken hinwegzuhelfen. Wir bitten hierüber den beiliegenden Bericht des Herrn Carlin vom 31. März[3] zu konsultieren (vgl. auch Auszug aus der *Gazette de Hollande* vom 14. April 1915, Beil. 14 und 15).

11. Einer Erklärung bedarf schliesslich noch das Verhältnis zu Deutschland und Österreich. Es liegt natürlich auf der Hand, dass die Gründung der S. S. E. in erster Linie sich *gegen* diese Länder richtet, denn es soll ja in erster Linie verhindert werden, dass die aus den verbündeten Ländern und über See eingeführten Waren nach Deutschland und Österreich hinausgehen. Die Ausnahmen, die vom leitenden Grundsatz zugestanden werden, sind es ausschliesslich im wirtschaftlichen Interesse der *Schweiz*, die in ihrem Verkehr auch auf Deutschland und Österreich angewiesen ist und sich von diesen Ländern nicht völlig abschliessen lassen kann. Dennoch wäre es irrig anzunehmen, dass sich die S.S.E. ausschliesslich *gegen* Deutschland und Österreich richte und nicht auch in einem gewissen Masse zu deren Gunsten benutzen lasse. Auch diese Länder haben ein Interesse daran, dass die Rohstoffe und Waren, die sie in die Schweiz gelangen lassen, nicht ins «feindliche Ausland» reexportiert werden können. Und Deutschland insbesondere hat es denn auch bisher schon verstanden, den Bezügen von Rohstoffen und Waren dahin gehende Verpflichtungen aufzuladen. Diese Verpflichtungen waren zum Teil in der letzten Zeit so umfassend geworden, dass sie eine ernstliche Hemmung unserer Industrie zur Folge hatten, da die aus deutschen Rohstoffen und Halbfabrikaten geschaffenen Maschinen ohne jeden Vorbehalt nur für den diese Rohstoffe und Halbfabrikate liefernden Staat und seine Alliierten verwendet werden könnten. Wir haben kürzlich eine Abordnung der

3. *Non reproduit. Cf.* 2001 (B) 1, 92b.

Interessenten (die Herren Boveri von Brown und Boveri, Sulzer, von Gebr. Sulzer und Hardmeyer von der Lokomotivfabrik) unter Führung von Herrn National Rat Frey nach Berlin entsendet, um durch mündliche Verhandlungen mit den dortigen Reichsämtern eine grössere Ellbogenfreiheit für die schweizerische Industrie zu erlangen. Die Verhandlungen sind noch nicht abgeschlossen. Es ist einleuchtend, dass wir unsererseits darauf trachten müssen, von Deutschland gerade die Ausnahmen vom grundsätzlichen Verbot des Handels mit dem «feindlichen Ausland» erhältlich zu machen, die die Gründung der S.S.E. im umgekehrten Verhältnis von den Alliierten Staaten uns gewährleistet.

Die Statuten und Ausführungsbestimmungen sind daher auch so redigiert, dass sie ebensowohl im Verhältnis zu Frankreich und England, als im Verhältnis zu Deutschland und Österreich als «feindliches Ausland» funktionieren können. Grundsätzlich ist somit die Parität hergestellt, wenn auch ohne weiteres zuzugeben ist, dass durch die Natur der Sache die Hemmung im Verhältnis der letztgenannten Länder viel schwerwiegender ist, als im Verhältnis zu den alliierten Staaten. Deutschland und Österreich wissen übrigens ganz genau, dass, im Falle, das S.S.E. Projekt schweizerischerseits abgelehnt werden sollte, ihre eigene Lage um nichts besser sich gestalten würde. Die Schweiz würde dann eben von der Einfuhr der wichtigsten Rohmaterialien und anderer Waren abgeschnitten, ohne dass Deutschland und Österreich den geringsten Vorteil zögen.

Die Minister von Deutschland und Österreich sind von den Unterhandlungen mit dem englischen Delegierten, Sir Francis Oppenheimer, unterrichtet und wir beabsichtigen, sobald die Vorlagen vom Bundesrate grundsätzlich gutgeheissen werden, sie anlässlich eines demnächstigen Besuches des Leiters unseres Kompensationenbüros, Herrn Nationalrat Schmidheiny, in Berlin den dortigen Amtsstellen im vollen Umfange zur Kenntnis bringen zu lassen.

Gestützt auf diese Ausführungen stellen wir den

Antrag:

Der Bundesrat wolle sich grundsätzlich mit der Bildung einer «Société Suisse de Surveillance économique» auf Grund der vorgelegten Statuten, der Ausführungsbestimmungen, der Statuten für die Einzelsyndikate sowie des Inhalts des englischen Notenentwurfes einverstanden erklären und das Politische Departement ermächtigen, ungefähr auf dieser Grundlage die Verhandlungen weiterzuführen[4].

---

4. *A la séance du Conseil fédéral du 18 mai 1915, le Conseil fédéral prend acte avec approbation des démarches faites jusqu'ici par le Département politique qui est chargé de continuer. Cf.* E 1004 1/259 n° 1166.

124

E 2001, Archiv-Nr. 724

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
A. Dunant

NO Berne, 18 mai 1915

Ce matin, pendant la séance du Conseil fédéral, l'Ambassadeur de France est venu me voir et m'a dit que ses renseignements personnels lui permettent d'annoncer que la guerre italo-austro-allemande serait déclarée au plus tard le samedi 22 ct.

En outre, M. *Beau* m'a dit, à titre tout à fait confidentiel que, préoccupé de la situation de la Suisse, il avait déjà signalé, il y a quelque temps à Paris, l'opportunité qu'il y aurait à ce que son collègue *Barrère* fît auprès du Gouvernement italien une démarche tendant à provoquer une décision rassurante du Cabinet de Rome quant à l'observation de la neutralité suisse.

M. Barrère a fait cette démarche et M. Beau croit savoir que dès l'entrée en guerre de l'Italie, le Gouvernement italien donnera au Gouvernement suisse des assurances tout à fait rassurantes. M. Beau ignore encore si cette déclaration sera faite seulement par le Gouvernement italien ou si le Gouvernement français s'y joindra.

125

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 mai 1915

1192. Neutrale Zone zur See

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 15. Mai 1915

Der Präsident der Vereinigten Staaten hat seinerzeit einen persönlichen Freund, Colonel *House,* nach Europa gesandt, um einzelnen Regierungen Anregungen in bezug auf die Vermeidung fernerer Konflikte oder die Regelung von Schwierigkeiten, die sich aus dem Kriege ergeben, unterbreiten zu lassen, zweifellos aber auch um sie betreffend Friedensfrage zu sondieren.

Colonel House war auch in Beziehung zu dem hiesigen amerikanischen Gesandten getreten und letzterer hat dem Politischen Departement, im Auftrage seiner Regierung, folgendes mitgeteilt:

Die amerikanische Regierung regt an, dass für die Eventualität eines künftigen Krieges eine neutrale Zone auf der See vereinbart werde, innert welcher die Kauffahrteischiffe der neutralen Staaten sich frei bewegen könnten, ohne den

Gefahren des Seekrieges ausgesetzt zu sein. Das Mittelmeer würde insofern in jene neutrale Zone einbezogen, als seine neutralen Häfen durch neutrale Schiffe unbehelligt sollten erreicht werden können.

Die hier aufgeworfene Frage solle von einer internationalen Konferenz, an der sich die interessierten Staaten beteiligen würden, behandelt werden; wann und unter welchen Verhältnissen eine solche Konferenz einberufen werden könnte, bleibe vorderhand dahingestellt.

Die amerikanische Regierung bittet den Bundesrat, den gemachten Vorschlag zu prüfen und ihm mitzuteilen, ob er sich dafür interessiere.

Die angeregte Frage ist, wie die Schweiz gerade jetzt zu ihrem grossen Schaden erfährt, von gewaltiger Tragweite. Die Lage, die in diesem Kriege den Neutralen bereitet worden ist, ist eine unwürdige; alle neutralen Staaten, Amerika voraus, haben sich tatsächlich den von England geforderten Beschränkungen des freien Handels unterworfen und sich auf papierene Proteste beschränkt. Es ist klar, dass das Bedürfnis allgemein empfunden wird, für künftige Komplikationen dem neutralen Handel eine gesicherte Stellung zu geben. Das Politische Departement hält dafür, dass die Neutralen nicht früh genug ihre bezüglichen Ansprüche erheben und auf Abhilfe dringen können.

Das Politische Departement wird daher ermächtigt, der amerikanischen Regierung auf ihre Anregung in zustimmendem Sinne zu antworten.

126

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L XVII. A. 15
(Transit Frankreich.) London, 21. Mai 1915

Unter Bezugnahme auf Ihr mir heute zugekommenes Schreiben v. 18. 1. M.[1] beehre ich mich mitzuteilen, dass Sir F. Oppenheimer auf mein Ansuchen hin die Freundlichkeit hatte, mich soeben zu besuchen, so dass ich Gelegenheit hatte, die Frage des Transits durch Frankreich mit ihm zu besprechen. Er hält mit Ihnen dafür, dass es voraussichtlich möglich sein werde, zu einem Einverständnis mit Frankreich zu kommen, für Waren, die durch Vermittlung des Trusts bezogen würden; aber eine Anmeldung der Transporte zum Zwecke der Kontrolle werde wahrscheinlich auch in diesem Falle notwendig sein. Sir Francis erklärte sich gerne bereit, die Sache in Paris, anlässlich seiner Rückreise in die Schweiz, zur Sprache zu bringen. Was er jedoch fürchtet, ist, dass in Paris der ganze Trust-Entwurf auf Widerstand stossen könnte; sollte dies geschehen und müsste man auf das System der individuellen Garantien für jede einzelne Sendung greifen, so

1. *Non retrouvé.*

würde natürlich auch die Transitfrage sich schwieriger gestalten; denn, wenn es auch richtig sei, dass die britischen und französischen Interessen identisch sind und dass Waren, deren Ausfuhr aus Grossbritannien gestattet wurde, ipso facto auch zum Transit durch Frankreich zugelassen werden sollten, so sei es doch andererseits zu verstehen, dass beide Regierungen auf eine Transitkontrolle nicht verzichten möchten, denn ohne eine solche wäre es z.B. einem schweizerischen Hause möglich, die gleiche Ware aus England im Transit durch Frankreich und aus Frankreich selbst zu beziehen und dadurch die Quantitätskontrolle unmöglich zu machen.

Die hiesige Regierung hat den Trustentwurf noch immer nicht endgültig gutgeheissen, was zum Teil davon herrühre, dass die Auskünfte, die der schweizerische Spinner-, Zwirner- und Weberverein Sir F.Oppenheimer durch ihre und meine Vermittlung zukommen liess (vgl. Ihre Depesche vom 15.Mai[2]), nicht ausgiebig genug waren und keine genügenden Antworten auf alle von Sir Francis gestellten Fragen enthielten. Jedenfalls hat Sir F.Oppenheimer die Hoffnung aufgegeben, noch vor den Pfingstferien seine hiesigen Arbeiten zu Ende zu führen.

Was die Regelung der Ausfuhrverhältnisse in der Zwischenzeit bis zum Inkrafttreten des Trusts anbelangt, konnte mir leider Sir Francis keine grossen Hoffnungen machen. Betreffend Kautschuk sagte er, es bestehe für dieses Produkt ein eigenes Komitee, das zugleich über das Zinn entscheide. Nun habe der Vorfall Zinn Jäger (S. mein Schreiben an Sie vom 14.Mai, XV, B.73[3]) das Misstrauen dieses Komitees erweckt und es veranlasst, alle Gesuche um Ausfuhrsbewilligungen, auch für Kautschuk, nach der Schweiz abschlägig zu bescheiden. Sie wissen aus meinen früheren Mitteilungen, dass ich alles menschenmögliche tue, um dieses Misstrauen zu beseitigen und die Regierung zu veranlassen, auf die abgewiesenen Gesuche zurückzukommen, ob mir dies aber gelingen wird, ist eine andere Frage.

Auch mit Bezug auf Baumwolle waren die Äusserungen Sir Francis' sehr unerfreulich. Man sei hier mehr und mehr von der Notwendigkeit durchdrungen, zu verhindern, dass Baumwolle oder deren Produkte, sofern letztere zu Kriegszwecken Verwendung finden könnten, in «Feindesland» gelangen. Sir Francis habe sich überzeugt, dass wir noch für zwei bis drei Monate Vorräte an ägyptischer und indischer Baumwolle hätten und diese Sorten könnten in vielen Fällen die amerikanische Baumwolle ersetzen. Dazu komme, dass man sich hier darüber aufgehalten habe, dass zwei bedeutende Schweizerfirmen Sir F.Oppenheimer erklärt hätten, sie wollten sich in keiner Weise binden, ihren Export nach «Feindesland» einzustellen; sie würden vorziehen, nach Erschöpfung ihres Stocks die Fabrikation aufzuhören. Ich werde nicht ermangeln, unter diesen Umständen mit doppeltem Nachdruck im Auswärtigen Amt auf das dringende Bedürfnis hinzuweisen, das wir in der Schweiz nach amerikanischer Baumwolle empfinden.

---

2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduit.*

127

E 2001, Archiv-Nr. 711

Communiqué du Département politique

Copie Bern, 24. Mai 1915

Die *deutsche Reichsregierung* und die k.u.k. *österreichisch-ungarische Regierung* haben dem Bundesrate mitgeteilt, dass sie selbstverständlich die bei Kriegsausbruch abgegebenen Erklärungen[1] der strikten Respektierung der schweizerischen Neutralität auch unter den durch die Beteiligung Italiens am Kriege veränderten Verhältnisse aufrechterhalten.

Zwischen der italienischen Regierung und dem Bundesrate hat folgender Notenwechsel stattgefunden:

Erklärung der K. italienischen Regierung:

«Le Gouvernement de Sa Majesté tient à confirmer au Conseil fédéral la déclaration que la Légation Royale a eu l'honneur de Lui adresser à la date du 19 août 1914[2], relativement à la neutralité perpétuelle de la Suisse et à l'inviolabilité de son territoire. Fermement résolu à observer rigoureusement et loyalement à l'égard de la Suisse tous ses devoirs de belligérant, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie désire exprimer en cette occasion la pleine confiance que lui inspirent les déclarations contenues dans la note fédérale du 26 août[2] relatives à la ferme volonté du peuple suisse et à la conduite de son Gouvernement pour ce qui regarde sa neutralité et les devoirs qui s'y réfèrent.»

Erklärung des Bundesrates:

«Au moment où l'Italie va participer aux événements de guerre, le Conseil fédéral suisse tient à confirmer au Gouvernement Royal italien les assurances formelles de neutralité absolue exprimées dans la déclaration du Conseil fédéral du 5 août[3] dernier, et derechef dans sa note du 26 du même mois.

Fermement décidé à observer loyalement et scrupuleusement, dans ses rapports avec l'Italie, tous ses devoirs de neutre, le Conseil fédéral désire manifester à cette occasion la pleine confiance que lui inspire la déclaration formulée dans la note du 19 août dernier, à teneur de laquelle le Gouvernement Royal italien est résolu à observer à l'avenir, comme il l'a fait dans le passé, les principes consacrés par l'acte du 20 novembre 1815 portant reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse et de l'inviolabilité de son territoire.»

Im übrigen hat der Bundesrat seine Gesandten beauftragt, den Regierungen, bei denen sie beglaubigt sind, zu notifizieren, dass die schweizerische Neutralitätserklärung vom 5. August 1914 bestätigt wird.

---

1. *Cf. n*os *32, 33, 34.*
2. *Cf. n*° *49.*
3. *Cf. n*° *16.*

128

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 15

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP nº 55

Rom, 26. Mai 1915

Herr Bundesrat!

Am Montag, den 24. Mai benachrichtigte mich Fürst Bülow, dass er seine Pässe verlangt habe und am gleichen Abend mit dem gesamten Personal der Botschaft und der bayerischen Gesandtschaft abreisen werde. Im Laufe des Tages haben wir dann die Geschäfte bestmöglich übernommen und abends den Fürsten am Bahnhof verabschiedet. Er sprach wiederholt seine Freude und Dankbarkeit darüber aus, dass wir die Vertretung der deutschen Interessen übernommen hätten, und versprach mir auch, in Berlin nach Möglichkeit dahin zu wirken, dass uns möglichst wenig Schwierigkeiten geschaffen werden. Weitere Mitteilungen politischer Art hat er mir nicht mehr gemacht.

Auf meinen Wunsch sind in der deutschen Botschaft zurückgelassen worden zwei geheime expedierende Sekretäre und ein Vizekonsul, der bisher in Neapel tätig war. Letzterer soll uns speziell bei Behandlung der Konsulatsgeschäfte behilflich sein und unter Umständen auch unsern Konsuln mit Rat und Tat beistehen können. Vorläufig behalte ich den Herren hier, behalte mir aber vor, ihn nach Neapel zu detachieren, weil die beiden Bezirke Neapel und Palermo sehr stark in Anspruch genommen sein werden. Herrn Generalkonsul Meuricoffre hat das dortige deutsche Konsulat einem Hilfskanzlisten zurückgelassen.

Selbstverständlich erfolgt die Verwendung dieses Personales der deutschen Botschaft und des Konsulates in Neapel im Einverständnis mit dem italienischen Ministerium.

Die Arbeit haben wir so eingerichtet, dass einer der deutschen Herren jeden Morgen zur Besprechung der Eingänge auf unsere Gesandtschaft kommt und dass bei diesem Anlasse die Instruktionen erteilt werden für die Erledigung dieser Geschäfte. Ich sehe mit Bestimmtheit voraus, dass wir die Ausführung der Arbeiten auf unserer Kanzlei konzentrieren müssen und bin auch in der Lage, dies anzuordnen, weil ich wenigsten bis zum Herbst über das ganze Mezzanin meiner neuen Wohnung in Via Piacenza verfügen kann. Wir werden baldmöglichst dorthin übersiedeln.

Beiliegend übergebe ich Ihnen eine Abschrift des Abkommens[1] zwischen den Regierungen Deutschlands und Italiens betreffend die gegenseitige Behandlung der Staatsangehörigen während der Kriegsdauer. Wenn diese Vereinbarung eingehalten wird, sollten die Verhältnisse sich nicht so schwierig gestalten, namentlich deshalb nicht, weil tatsächlich die meisten Deutschen abgereist sind.

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2200 Rom 5, 1 XXXI A 1a.

Schwierig wird sich der Schutz der Schiffe gestalten, welche seiner Zeit in die neutralen Häfen Italiens eingelaufen und nunmehr der Sequestrierung ausgesetzt sind. Der deutsche Marineattaché hat uns über diese komplexe Frage sehr genaue Mitteilungen gemacht und Ratschläge erteilt, so dass wir wohl in der Lage sein werden, gegebenen Falles den deutschen Standpunkt zu vertreten.

Gestern war ich bei Minister Sonnino, um offiziell die Übernahme der deutschen Vertretung anzumelden und mich über verschiedene Fragen des Verfahrens und des gegenseitigen Verhaltens zu besprechen. Herr Sonnino bestätigte mir Namens der Regierung die Erklärungen, welche mir der König am Sonntag gemacht hatte, und versicherte mir, dass die Regierung ihr Möglichstes tun werde, um mir die Aufgabe zu erleichtern. Er fügte auch bei, dass ihm sehr daran gelegen sei, die Beziehungen der Schweiz mit Italien zu pflegen und dass er auch da sein Möglichstes tun werde, um unserem Warenverkehr jede zulässige Erleichterung zu gewähren. In diesem Zusammenhange machte er mir die Mitteilung, die ich Ihnen gestern telegraphisch übermittelte und die dahin ging, dass auf Anregung Frankreichs eine gemischte Kommission eingesetzt werden wolle, die sich speziell mit den Transitverhältnissen durch die beiden Länder nach der Schweiz zu befassen hätten. Er fügte bei: Fortan haben wir ja die gleichen Interessen wie England und Frankreich (Aushungerung Deutschlands und Österreichs), aber wir werden selbstverständlich der Schweiz gegenüber alles zugestehen, sobald wir sicher sein können, dass durch die Zugeständnisse an die Schweiz nicht das Interesse der Schädigung unserer Feinde verletzt werden. Ich sprach Herren Sonnino von dem grundsätzlich angenommenen Trust und machte darauf aufmerksam, dass die Klagen über Contrebande schon bisher ganz unbegründet gewesen seien. Ich sagte ihm, dass mir während der ganzen Zeit meines Hierseins wohl viele Klagen zu Ohren gekommen seien, aber nicht eine einzige *Tatsache* nachgewiesen worden sei, welche beweisen würde, dass die Schweizer Käufer Contrebande treiben. Er konnte mir das Gegenteil nicht behaupten.

Nachdem nun diese Dispositionen bestehen und Sie mir berichtet haben, dass der bewusste Trust im Grundsatze angenommen sei, gedenke ich zunächst die Annahme unserer Liste der Ordresendungen bis heute zu verlangen. Herr Grimm kommt heute hierher, um diese Liste zu bereinigen. Die Regelung des Verhältnisses für die Zukunft wird wohl am besten auf den Zeitpunkt verschoben werden, auf welchen genaue Mitteilungen gemacht werden können über die Organisation und Wirkung dieses Trustes.

[...][2]

---

2. *Suivent des informations relatives aux communications postales et télégraphiques entre la Suisse et l'Italie et au rapatriement des consuls allemands.*

129

E 2001, Archiv-Nr. 721

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Wien, 27. Mai 1915

Mein Telegramm von gestern abend bestätigend beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich, Ihren telegraphischen Weisungen vom 21. des Monats entsprechend, mich sofort zum 1. Sektionschef im Ministerium des Äussern begab, um ihm Ihren Dank für die neuerliche Anerkennung[1] unserer Neutralität auszusprechen, wobei ich ihm mitteilte, ich würde mich bei nächster Gelegenheit noch beim Minister persönlich bedanken. Gleich nach Empfang Ihres Telegramms vom 24. benachrichtigte ich das Ministerium auch von der Bestätigung der schweizerischen Neutralitätserklärung und bat zugleich um eine Audienz bei Baron Burian, um ihm diese Erklärung offiziell zu übergeben und ihm den Dank des Bundesrates für die zugesicherte peinlichste Beobachtung unserer Neutralität auszusprechen. Obgleich Baron Burian den regelmässigen Mittwochsempfang des Diplomatischen Korps, wie seit einiger Zeit jede Woche, abgesagt hatte, empfing er mich dennoch gestern nachmittag und ich übergab ihm die abschriftlich beiliegende Note[2] mit dem geeigneten mündlichen Kommentar. Der Minister äusserte sich dahin, dass die beiderseitigen Erklärungen eigentlich nur eine Formsache seien, indem die Kaiserliche Regierung ebensowenig an der Wahrung einer strengen Neutralität von seiten der Schweiz als wohl der Bundesrat an der peinlichen Beobachtung dieser Neutralität von seiten Österreich-Ungarns je gezweifelt hätten; es sei aber immerhin stets besser, auch der Form nach solche Sachen korrekt zu behandeln, wozu ich nur zustimmen konnte. In der darauffolgenden Konversation kamen wir auch auf die Haltung Italiens der Schweiz gegenüber zu sprechen, wobei ich betonte, dass unsere Beziehungen zu unserem südlichen Nachbarn gegenwärtig recht gute seien und dass mir von dieser Seite keine Gefahr für die Schweiz zu drohen scheine; das beste Indiz hiefür sei der Umstand, dass Italien uns den Schutz seiner Landesangehörigen in Deutschland anvertraut habe. Baron Burian erklärte nun, er sei ebenfalls davon überzeugt, dass sich Italien wohl hüten werde, auch mit der Schweiz in Konflikt zu geraten, zu dieser Überzeugung gelange er aus rein sachlichen, militärpolitischen Erwägungen; denn auf blosse Zusicherungen Italiens könne er natürlich nicht viel geben. Auf meine Anfrage, ob von rumänischer Seite keine Komplikationen zu erwarten seien, erwiderte der Minister, es sei immer eine gefährliche Sache, sich aufs Prophezeihen zu verlegen; er könne nur so viel sagen, dass er *vorderhand* ein Eingreifen Rumäniens auf seiten der

---

1. *Cf. n° 127.*
2. *Non reproduit.*

Ententemächte für die allernächste Zeit nicht voraussehe; in Bukarest wie in Sofia sei noch ein Boden, auf welchem diplomatische Betätigung möglich sei; freilich habe es geheissen, Rumänien werde mit Italien zusammen losschlagen, aber bindende Abmachungen scheinen entschieden nicht vorzuliegen; seit Italiens Kriegserklärung seien allerdings erst 48 Stunden verstrichen; es werden aber unter allen Umständen noch mehrmals 48 Stunden vorbeiziehen, bevor von seiten Rumäniens eine Abänderung seiner bisherigen Neutralitätspolitik zu erwarten sei. Im ganzen genommen schien der Minister in Beziehung auf Rumänien ziemlich zuversichtlich. Mehr Sorgen scheint Griechenland dem Ministerium des Äussern zu bereiten, indem die schwere Krankheit des Königs, der als die stärkste Stütze der Neutralitätspolitik angesehen wird und die bevorstehenden Neuwahlen nicht ohne Bangen verfolgt werden. Um auf Rumänien zurückzukommen, sei noch bemerkt, dass der hiesige Gesandte, Mavrocordato, und noch viel mehr seine Gemahlin – die als der eigentliche rumänische Minister gilt – ihre ganzen Sympathien den Ententemächten zuwenden; sie werden aber von ihrer Regierung sehr spärlich zu Rate gezogen und werden nicht auf dem laufenden gehalten; der Gesandte erklärte mir mehrmals, er kenne die Absichten seiner Regierung nicht, und von diplomatischer Seite sowohl als im Ministerium des Äussern wurde mir bestätigt, dass Mavrocordato wirklich nicht informiert sei; im Ministerium bedauert man es, weil man infolgedessen am Gesandten auch keinen massgebenden Unterhändler hat. Indirekt, d.h. von seiten eines grossen Speditionshauses, erfahre ich übrigens, dass immer noch bedeutende Munitionssendungen über Rumänien nach der Türkei geleitet werden, wenn es auch, um Indiskretionen zu vermeiden, nur des Nachts geschieht; für jeden Wagen muss aber den Rumänen eine Summe von Frs. 1500 in Gold gezahlt werden!

Der Krieg mit Italien ist hier insofern populär, als die Italiener die bestgehassten Feinde sind; man verhehlt sich natürlich die neuen Gefahren, die dieses Eingreifen eines weiteren Gegners mit sich bringt keineswegs, doch ist man im Ganzen genommen zuversichtlich. Vor der italienischen Armee hat man keinen sehr grossen Respekt, was sich z.B. in dem herumgebotenen Worte äussert: «Gott strafe England! Mit den Italienern aber werden wir schon selbst fertig!»

Da ich gerade am Anführen von geflügelten Worten bin, so sei mir auch gestattet, folgende kurze populäre Karakteristik der Stimmung in Deutschland und in Österreich zu zitieren: «In Berlin ist man optimistisch aber ernst, in Wien ist man pessimistisch aber fidel.»

Von meiner Unterredung bei Baron Burian muss ich übrigens noch nachtragen, dass derselbe den Empfang der dem gewesenen Botschafter in Rom, Baron Macchio und seinem Gefolge in der Schweiz zuteil wurde, dankend erwähnte. Dieser Empfang scheint auf die Herren einen besonderen Eindruck gemacht zu haben, wie Sie aus den beiliegenden durch die *Neue Freie Presse* gestern publizierten Interviews entnehmen wollen.

Als ich aus Baron Burians Zimmer kam, wurde ich gebeten, mich zum I. Sektionschef wegen einer Mitteilung zu begeben. Es handelte sich um die Ihnen gestern telegraphisch gemeldete Störung des direkten Verkehrs mit der Schweiz.

Graf Forgach bat mich, Ihnen das Bedauern der österreichisch-ungarischen Regierung für diese nur temporäre und einzig durch militärische Rücksichten veranlasste Massnahme auszusprechen, die selbstverständlich in keiner Weise gegen die Schweiz gerichtet sei. Es sei möglich, dass etwa noch ein Zug im Tage über Buchs in die Schweiz fahre, doch könne nicht darauf gerechnet werden; Personen sollen über München und Passau ihren Weg nehmen; für Staatstelegramme gab er die Zusicherung, dass sie ungehindert passieren sollen, die Post dagegen wird einige Verzögerung erfahren. Es empfiehlt sich also in der nächsten Zeit nach Möglichkeit Kuriere zu benützen. Gegenwärtigen Bericht übergebe ich dem brasilianischen Geschäftsträger, der nach der Schweiz reist.

130

E 2200 Rom 4, I.B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP n° 59

Rom, 3. Juni 1915

Ich hatte gestern eine sehr lange Auseinandersetzung mit dem Grafen Manzoni über die wirtschaftlichen und politischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Italien, und ich habe bei diesem Anlasse kein Hehl gemacht aus der Enttäuschung, welche mir das Verhalten Italiens in den letzten Zeiten bereitet hat. Veranlasst war diese Aussprache, die ich selbstverständlich nur in meinem persönlichen Namen führen konnte, weil ich weder Auftrag noch Instruktionen hatte, durch folgende Tatsachen und Umstände:

In erster Linie durch die bedauerlichen Ausschreitungen in verschiedenen Städten Italiens gegen unsere Landsleute und durch den ganz ungenügenden Schutz, welchen die Lokalbehörden gegen solche Ausschreitungen gewähren. Aus den Berichten unserer Konsulate in Genua, Venedig und Mailand, von welchen ich Ihnen in der Hauptsache Kenntniss gegeben habe, geht ja hervor, dass erstens die Stimmung der Bevölkerung gegen die Schweizer deutscher Zunge nichts weniger als freundlich ist und dass von oben herab nichts getan worden ist, um die Irrtümer zu beseitigen, auf welchen diese Stimmung beruht. Zweitens konstatieren alle Konsuln übereinstimmend, dass die Schutzmannschaft vollständig versagt und sich dadurch zu Mitschuldigen der Plünderer macht. Und endlich wissen wir aus einem neuesten Berichte des Konsulates in Genua, dass die dortige Präfektur es rundweg abgelehnt hat, Entschädigungsansprüche eines Schweizers, dessen Birreria zerstört worden ist, entgegenzunehmen. Ich habe Herren Manzoni gesagt, dass wir diese Art der Bekundung der Freundschaft und «Dankbarkeit für alles, was die Schweiz getan habe» nicht annehmen können, und habe beigefügt, dass alle diese Vorgänge «avaient fait une impression pitoyable en Suisse». Herr Manzoni schien etwas betreten von der Entschiedenheit meiner

Sprache und versicherte mich wiederholt, dass die Regierung die Vorgänge aufs tiefste beklage und alles tun werde, um deren Wiederholung zu vermeiden. Speziell für Venedig versicherte er mich sofortigen Einschreitens im Sinne unserer verschiedenen Verbalnoten. Ich unterliess nicht, darauf hinzuweisen, dass bisher alle Anordnungen der italienischen Regierung «après coup» gekommen seien und dass damit den Interessen unserer Landsleute nicht gedient werde.

In zweiter Linie hatte ich mich darüber zu beschweren, dass der Art. 3 des Abkommens vom 8. Mai[1] nicht in dem Sinne gehandhabt werde, in welchem wir denselben verstanden hatten. Tatsächlich ist seit dem Inkrafttreten dieser Vereinbarung nicht ein einziges Ausfuhrbegehren im Sinne jenes Art. 3 behandelt, geschweige denn bewilligt worden. Im Gegenteil ist mir gestern mitgeteilt worden, dass die Exportliste hinsichtlich der älteren Begehren, deren Zulassung Hand in Hand gehen sollte mit der Genehmigung des Abkommens, durch die Kommission abgelehnt worden sei. Ich habe geglaubt, diese Verhältnisse als Ausgangspunkt nehmen zu müssen für eine sehr energische Aussprache und für die Erklärung, dass eine Fortsetzung dieser Behandlungsweise die Schweiz zwingen würde, zu Gegenmassregeln zu greifen. Herr Manzoni suchte sich zunächst damit auszureden, dass das Abkommen eigentlich alles festlege, was ausgeführt werden könne und dass daher weitere Ausfuhrbewilligungen nur ganz ausnahmsweise erteilt werden sollen. Es fiel mir nicht schwer, ihm anhand des Abkommens selbst und unseres Notenwechsels nachzuweisen, dass dieser Standpunkt in direktem Widerspruch stehe zu dem Buchstaben der Vereinbarung und zu dem Geiste, von welchem dieselbe eingegeben war. Er gab mir dann zu verstehen, dass im gegenwärtigen Augenblicke die militärischen Behörden noch mehr als früher das entscheidende Wort führen und dass diese Behörden rundweg jede Ausfuhr von Waren ablehnen, welche irgendwie für die Ernährung der Bevölkerung mit Einschluss des Heeres oder für die Kriegsbereitschaft in Betracht fallen können. Ich erfuhr dadurch natürlich nichts Neues und musste anerkennen, dass in solchen Zeiten die politischen Behörden mehr oder weniger machtlos sind gegenüber dem Militär, aber ich machte Herren Manzoni darauf aufmerksam, dass nach meiner Auffassung auch die militärischen Behörden den internationalen Beziehungen Rechnung tragen müssen und dass eine Fortsetzung des bisherigen Verhaltens gegenüber der Schweiz notwendig zu einer Entfremdung führen müsse, über deren Folgen man sich auch im Kriegsministerium keiner Täuschung hingeben sollte. Ich wies auch darauf hin, dass man mir immer wieder versichert habe, die Schweiz solle nicht nur gut, sondern ausnahmsweise gut behandelt werden. Wenn das wirklich der ernste Wille der Regierung sei, dann werden sich auch die militärischen Behörden nicht schlechthin gegen die Ausfuhr von Waren stemmen können, deren Quantitäten für die Zwecke der Kriegführung gar nicht ernstlich in Betracht fallen. Herr Manzoni versprach mir darauf, die

---

1. *Cet article stipulait:* Les demandes en autorisation d'exportation relatives à des quantités excédant les limites ci-dessus énoncées ainsi qu'à des marchandises ne figurant pas sur les listes, seront examinées par les deux Gouvernements avec la plus grande bienveillance. *Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918, 11 + 12.

Frage in ihrer Gesamtheit nochmals mit dem Minister zu besprechen, und ich erklärte ihm, dass ich meinerseits ein Festhalten der Kommission an ihrem Standpunkte als Ausgangspunkt benützen würde zu einer Erklärung an den Minister selbst, die dahin lauten würde, dass ich meiner Regierung vorschlagen würde, energische Gegenmassregeln zu treffen. Ich habe auch durchblicken lassen, dass uns dieser engherzige Standpunkt der Kommission um so mehr befremde, als ja die Schweiz im Begriffe sei, grosse Lasten und Opfer zu übernehmen, um Italien gegenüber einen Akt besonderer Freundlichkeit zu begehen (Vertretung der Interessen Italiens in Deutschland).

In dritter Linie brachte ich die künftige Regelung des Transitverkehres zur Sprache. Sie wissen aus einem früheren Berichte[2], dass Sonnino mir von einer gemischten Kommission gesprochen hat, welche diese Frage behandeln sollte. Gestern sagte mir Manzoni, dass diese Kommission in Paris beraten werde und dass seines Wissens die schweizerische Regierung darüber unterhandle mit London und Paris. Da ich niemals irgend welche Andeutungen von Vorgängen dieser Art erhalten habe, konnte ich mich darüber nicht aussprechen, aber ich hielt es doch für meine Pflicht, *persönlich* entschiedene Einsprache zu erheben gegen die Tendenzen, welche zu der Einsetzung einer solchen Kommission geführt haben und von welchen offenbar die verbündeten Regierungen zur Zeit beseelt sind. Ich habe bisher immer angenommen, die Bemerkungen Sonninos betreffend Gewährung aller Zufuhr innert dem Rahmen des wirklichen Bedürfnisses der Schweiz beziehen sich nur auf die Ausfuhr aus Italien. Nun muss ich mich aber überzeugen, dass die Absicht besteht, auch die Zufuhr durch *Transit* auf den eigenen nachweisbaren Bedarf der Schweiz zu beschränken. Herr Manzoni gab mir zu verstehen, dass die italienische Regierung die Voraussetzungen des Art. 2, erstes Alinea des Handelsvertrages vom Jahre 1904 als gegeben erachte, nach welchen es den beidseitigen Regierungen gestattet sei, im Kriegsfalle den Handel und Verkehr einzuschränken «pour les approvisionnements de guerre». Diese Bestimmung soll Italien das Recht geben, den Transit von Ware auf das Mass unseres Bedarfes zu beschränken! Ich habe natürlich mit aller Entschiedenheit gegen diese Auslegung protestiert und Herrn Manzoni gesagt, dass diese Auffassung nicht einer Auslegung, sondern einer «violation flagrante» des Vertragstextes und des Sinnes dieser ganzen Bestimmung entspreche. Es scheint mir in der Tat ganz klar, dass eine Einschränkung des Transites nach dieser Vertragsbestimmung nur dann und nur insoweit zulässig ist, als Italien die transitierenden Waren für die eigenen Kriegsbedürfnisse in Anspruch nehmen muss. Niemals aber kann diese Bestimmung den Italienern z. B. das Recht geben, unsern Transit an Baumwolle zu kontrollieren oder gar einzuschränken. Ich habe Herren Manzoni erklärt, dass ich in diesem Vorhaben der verbündeten Regierungen ein Attentat gegen unsere Souveränität und damit auch gegen unsere Neutralität erblicke und dass ich persönlich einer solchen Regelung des Verhältnisses niemals zustimmen würde. Dass ein solches Vorgehen ausserdem

---

2. *Cf. n°* 128.

einer Verletzung nicht nur unseres Vertrages, sondern auch der Erklärung gleichkommt, welche uns Italien im Februar[3] gegeben hat, habe ich Herren Manzoni ebenfalls mit aller Deutlichkeit erklärt.

Er frug mich dann: «Mais comment entendez-vous faire pour sauvegarder nos intérêts d'Etat qui se trouve en guerre?» Ich antwortete ihm darauf, dass meines Wissens Italien zur Zeit noch nicht im Kriegszustande mit der Schweiz sich befinde und dass für die Beurteilung und Anwendung unserer staatsrechtlichen Beziehungen nur das Verhältnis zur Schweiz in Betracht falle. Wir werden niemals zugeben, dass man uns zu nahe trete und vertragliche Verpflichtungen uns gegenüber verletze, um Dritte zu treffen, mit denen wir im Verhältniss eines neutralen Staates stehen. Ich erklärte Herren Manzoni, dass die Schweiz, nach meinem Dafürhalten einerseits das freie Recht der Zufuhr der Transitware beanspruchen müsse und dass sie sich unmöglich einer offiziellen Kontrolle durch angeblich befreundete Mächte unterstellen könne hinsichtlich der Art und Weise der Verwendung *ihrer* eigenen Produkte und der Ware, die sie aus neutralen Staaten beziehe. Anderseits sei die Neutralität in der Schweiz immer so verstanden worden, dass sie die Möglichkeit ausschliesse, einen kriegführenden Staat dadurch zu unterstützen, dass ihm die Mittel zur Fortsetzung des Krieges geliefert werden. Meines Erachtens, so sagte ich Herrn Manzoni, würde der Wunsch der verbündeten Regierungen *materiell* ohne weiteres Berücksichtigung finden – vorbehältlich immerhin eines Austausches von Waren mit Deutschland und Österreich, dessen wir für die eigene Lebenshaltung bedürfen –, dagegen halte ich es für ausgeschlossen, dass wir formell unter diesem Gesslerhut hindurchziehen werden.

Herr Manzoni schien gar nicht abgeneigt, auf eine solche Lösung einzugehen, und versprach mir, mit dem Minister darüber zu reden. Ich mache mir aber gar keine Illusionen über das Endergebnis, denn es ist ja ganz klar, dass Italien nunmehr mit Leib und Seele der Entente verschrieben und noch mehr von ihr abhängig ist als ehedem. England wird Italien schon sagen, was es zu tun hat.

Sie werden vielleicht finden, ich hätte mich etwas weit eingelassen und eine Sprache geführt, welche durch die folgenden Handlungen nicht unbedingt gedeckt werden könnte. Ich verkenne dies keineswegs, aber ich habe einerseits ausdrücklich nur mich persönlich engagiert und bin ja vollständig frei, gegebenen Falles persönlich die Konsequenzen zu ziehen, die sich aus einer Verschärfung des Gegensatzes ergeben sollten. Anderseits habe ich die Überzeugung gewonnen, dass jetzt eine entschiedene Sprache notwendig ist, wenn überhaupt etwas erreicht werden soll.

Herr Manzoni versuchte mich zu überzeugen, dass Italien uns bisher ganz ausnahmsweise entgegengekommen sei, mehr als irgendeiner andern Nation, aber ich musste ihm darauf antworten, dass ich zwar nicht an dem guten Willen des Entgegenkommens zweifle, dass aber im Effekt Italien uns immer nur so viel gewährt habe, als es gewähren musste, um seinen eigenen Interessen zu befriedigen.

---

3. *Non retrouvé. Il s'agit très probablement de la déclaration dont il est question dans le n° 92.*

Da ich nicht weiss, ob jetzt schon Unterhandlungen zwischen Ihnen und den andern Ententemächten im Gange sind wegen der künftigen Regelung des Transitverkehrs, liegt mir sehr daran, dass Sie diesen Bericht so rasch als möglich erhalten. Aus diesem Grunde habe ich Ihnen gestern abend telegraphiert, dass heute mein Kurier nach Chiasso abgehen werde. Es liegt mir natürlich auch sehr daran, baldmöglichst zu erfahren, wie Sie sich zu dieser neuesten Wendung in der Transitfrage stellen und ob Sie mir bestimmte Instruktionen zu erteilen haben.

Herr Manzoni sprach mir von verschiedenen Vorschlägen, die er Ihnen durch Herrn Paulucci habe machen lassen betreffend Bezug von Waren, welche militärischen Zwecken dienen. Er bat mich, diese Vorschläge Ihnen zur Annahme zu empfehlen, ich musste ihm aber antworten, dass ich mich nicht ungefragt in diese Dinge mischen wollte und dass es mir überhaupt nicht nützlich erscheine, wenn konnexe Frage bald auf dem einen, bald auf dem andern Wege behandelt werden. Ich enthalte mich deshalb einer Stellungnahme zu dieser Anregung, deren Tragweite ich überdies nicht ganz übersehen kann.

Die gestrige Rede des Ministerpräsidenten Salandra auf dem Kapitol scheint hier sehr zu gefallen. Ich muss bekennen, dass sie mich enttäuscht hat, weil sie um den brennenden Punkt herumgeht und mehr den Eindruck eines geschickt angelegten Advokatenplädoyers macht als denjenigen einer gross angelegten staatsmännischen Kundgebung. Ganz sonderbar ist das augenblickliche Verhältniss zu Deutschland. Einerseits scheint Deutschland zu zögern mit dem Eingreifen und anderseits werfen sich die leitenden Staatsmänner Liebenswürdigkeiten an den Kopf, die an sich schon zum Bruche führen müssten. Noch gestern sagte mir Manzoni während unserer Besprechung: «la situation est encore tout à fait indécise».

Sehr unangenehm war es mir, Ihrem gestrigen Telegramm entnehmen zu müssen, dass mein wichtiger Bericht No. 55[4] über meine letzte Besprechung mit dem Fürsten Bülow und meinen Besuch bei Sonnino, der am 26. Mai eingeschrieben und als Expressbrief hier abgegangen ist, Ihnen nicht zugekommen ist. Wir haben sofort auf der Post reklamiert und die Antwort erhalten, dass man nicht vor Ablauf von 14 Tagen reklamieren könne. Ich wende mich nun heute noch an das Ministerium.

---

4. *Cf. n° 128.*

131

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 juin 1915

1351. Kontrollmassnahmen für den deutschen Warenimport

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 9. Juni 1915

Wie das politische Departement seiner Zeit mündlich mitteilte, hat es Herrn Nationalrat Schmidheiny, den Leiter des sogenannten Kompensationsbüros, nach Berlin entstandt, um dort eine Reihe anhängiger Austauschgeschäfte durch direkte Verhandlung[1] mit den dortigen Ministerien zu erledigen und über den weiteren Austauschverkehr und die sonstige Lieferung deutscher, mit Ausfuhrverbot belegter Waren einige leitende Grundsätze aufzustellen.

Dabei ist auch die Frage der Garantieleistung für die Verwendung und den Verbleib der deutschen Waren in der Schweiz erörtert worden. Wie Frankreich, England und Italien, so stellt sich auch Deutschland grundsätzlich auf den Standpunkt, dass es seine mit Ausfuhrverbot belegten Waren (Rohstoffe, Halbfabrikate und Fabrikate) nur dann in die Schweiz einlasse, wenn ihm die ausschliessliche Verwendung dieser Waren und der aus ihnen erstellten Fabrikate in der Schweiz gewährleistet und jede Ausfuhr ins «feindliche Ausland» verhindert werde. Wie die genannten Länder, so begnügt sich auch Deutschland nicht mit den vom Bundesrat erlassenen Ausfuhrverboten und auch nicht mit allfälligen Erklärungen der Behörde über die Handhabung der Ausfuhrverbote, sondern verlangt eine Kontrolle über den bestimmungsgemässen Konsum der Waren und Fabrikate in der Schweiz.

Es wäre am nächsten gelegen, als diese Kontrollinstanz die gleiche «Société suisse de Surveillance économique» zu verwenden, die für die Kontrolle zugunsten der Entente-Staaten in Wirksamkeit treten soll. Es waren denn auch verschiedene Ministerien in Berlin bereit, auf diese Kombination einzugehen; schliesslich scheiterte es an der ablehnenden Haltung des kommerziellen Leiters im Ministerium des Innern, Geheimrat Johannes, der erklärte, es sei ja ganz verständlich und natürlich, dass die Schweiz einen solchen Einfuhrtrust einrichte, aber es sei ihm unsympathisch, diese gleiche Institution, als eine englische Schöpfung, auch für die deutsche Kontrolle in Anspruch zu nehmen.

Infolgedessen werden von Deutschland selbständige Kontrollmassnahmen in Aussicht genommen.

Zunächst ist für das Sanitätsmaterial (Arzneiwaren, Verbandmittel, ärztliche Instrumente etc., wobei hauptsächlich die Arzneiwaren von grosser praktischer Bedeutung sind) eine besondere Organisation in Aussicht genommen, wobei das

---

1. *Nous reproduisons en annexe le procès-verbal des négociations avec le Gouvernement allemand.*

schweizerische Gesundheitsamt die nach Bedarf abgestufte Abgabe an die einzelnen Apotheken und Sanitätsanstalten regelt und überwacht. Die fragliche Organisation ist bereits vom Volkswirtschaftsdepartement ausgearbeitet.

Für die grösseren schweizerischen Fabriken, welche deutsche Erzeugnisse, insbesondere Chemikalien und Eisen, weiterverarbeiten, also für die gesamte chemische und Maschinen-Industrie, ist ein fallweises Vorgehen durch Untersuchung an Ort und Stelle, oder durch Eingehen von Spezialverpflichtungen vorgesehen. Es wird also im Grunde einfach auf den gegenwärtigen tatsächlichen Zustand abgestellt. Es ist das zwar wenig wünschbar, aber es war ganz offenbar nichts anderes zu erreichen, und man muss sich darauf beschränken, die Bestrebungen dahin zu richten, dass die Inspektion und Kontrolle in den Fabriken nach Möglichkeit durch *schweizerische* Organe besorgt und dass in den auszustellenden Verpflichtungen tunlichst auf die Bewegungsfreiheit der schweizerischen Industrie Rücksicht genommen werde, was seiner Zeit der Deputation der schweizerischen Maschinenindustrie in Berlin grundsätzlich zugesichert worden ist.

Für alle andern, minder wichtigen, aber sehr zahlreichen Importfälle ist die Kontrolle durch einen Treuhänder vorgesehen. Diesem werden die deutschen Ausfuhrbewilligungen eingehändigt, und er händigt sie dem Empfänger aus, nachdem er sich, nötigenfalls nach Konsultation technischer Gehilfen, die mit den deutscherseits in Frage kommenden Gesichtspunkten vertraut sind, von dem Vorhandensein der erforderlichen Garantien überzeugt hat.

Dieser Treuhänder ist im Einvernehmen der beiden Regierungen zu bezeichnen. Von der deutschen Reichsregierung wurde angeregt, Herr Ständerat Dr. Usteri mit diesem Mandate zu betrauen. Das politische Departement hat seinerseits den Vorschlag als einen glücklichen betrachtet und mit Herrn Usteri Fühlung genommen. Er ist bereit, die Aufgabe zu übernehmen.

Der Bundesrat nimmt von den vorstehenden Mitteilungen in zustimmendem Sinne Kenntnis und erklärt sich mit dem Vorschlage einverstanden, Herrn Ständerat Dr. Usteri als Treuhänder resp. Überwachungsstelle für den deutschen Warenimport zu bezeichnen.

ANNEXE[1]

K (I) 2946

PV Vertraulich Berlin, 26. Mai 1915

Während der Anwesenheit des Herrn Nationalrats Schmidheiny wurde hier über folgende Punkte verhandelt:

I. Beiderseitiger Heeresbedarf

1. Die Schweiz gestattet die Ausfuhr von
a) 50 Tonnen Altgummi, (x)
b) 54 Tonnen Kautschuk, (x)

---

1. *Le document est signé par E. Schmidheiny et K. Schmidt [?].*

c) 3400 Stück Automobilreifen mit Schläuchen, einschliesslich der 1600 Stück, welche bereits gegen 16 Argusmotoren zugesagt sind (Bewilligung daher nur noch über 1800 Stück erforderlich).

d) 150 Tonnen Sohlleder. (Sollte dieses Sohlleder nicht nach der Schweiz gelangen oder deutscherseits nicht angekauft werden, so werden für den Fall, dass die Freigabe der später erörterten 241 Ballen Wolle wider Erwarten auf Schwierigkeiten stossen sollte, diese 241 Ballen jedenfalls an Stelle des Sohlleders bewilligt werden). Eine andere Lieferung würde die Schweiz bei Fehlschlagen des Sohlledergeschäfts nicht schuldig sein.

e) 100 Tonnen Altkupfer. (x)

2. Deutschland gestattet die Ausfuhr von

a) 150 Tonnen Feinzink,

b) 24 Tonnen Trinitrotoluol,

c) 6 Scheinwerfern Typ G 90,

d) des aus der Anlage 1 [2] ersichtlichen schweizerischen Heeresbedarfs.

Die Bewilligungen zu 1 a, und c, bis d, sind dem Kriegsministerium übergeben worden. Sollten wegen der Bezeichnung der Absender oder Teillieferungen, Grenzstationen pp. Änderungen notwendig sein, so werden die Bewilligungen gegen entsprechende neue umgetauscht werden. Die 54 Tonnen Kautschuk werden von der Schweizerischen Regierung in geeigneter Weise freigegeben werden (vgl. anliegendes Telegramm).

Die Bewilligungen zu 2 a, bis d, hat Herr Schmidheiny erhalten.

Wegen der mit (x) bezeichneten Posten sind zwischen dem Kriegsministerium und Herrn Schmidheiny im Auftrag der Schweizerischen Regierung Kaufverträge abgeschlossen worden.

II. Erledigung beiderseits anhängiger Ausfuhrgesuche

1. Die Schweiz gestattet die Ausfuhr

a) der bisher zurückgehaltenen Posten von Zwieback und ähnlichem, wie auch Kindermehl,

b) desgl. Schokolade,

c) desgl. Kakaopulver,

d) desgl. Gerbstoffe.

Herr Schmidheiny teilt mit, dass wegen der Posten a, bis d, die Schweizerische Regierung die Freigabe verfügt hat.

e) nachstehender Waren des Zentraleinkaufs:

aa) 250 t Kastanien,

bb) 360 t Erbsen,

cc) 80 t Bohnen,

dd) 18 t Linsen,

ee) 60 t Kokosbutter.

Die Bewilligungen zu aa) bis ee) sind von Herrn Schmidheiny dem Zentraleinkauf ausgehändigt worden. Wegen 241 t Seife und 280 t Teigwaren wird Herr Schmidheiny versuchen, die völlige oder teilweise Freigabe in Bern zu erwirken.

ff) der in Anlage 3 aufgezählten Waren. Die Bewilligungen hierzu sind von Herrn Schmidheiny dem Auswärtigen Amt übergeben worden. Ferner wird Herr Schmidheiny bestimmte Posten Gambir, welche von der schweizerischen Seidenfärberei nicht gebraucht werden (etwa 95 t) nach Rückkunft nach Bern freigeben.

gg) 241 Ballen Wolle.

Die Bewilligung hierfür wird Herr Schmidheiny im Hinblick auf die seinerzeit gegebene Zusage, dass der gebrochene Transit von Wolle bei Verbleib eines Teiles der Sendung in der Schweiz gestattet werden würde, wenn irgend möglich auswirken.

2. Deutscherseits werden

a) die zur Zeit noch in den diesseitigen Akten befindlichen Bewilligungen, welche an Einzelkompensationen gebunden waren und welche in Auflage 4 aufgezählt sind, Herrn Schmidheiny ausgehändigt,

---

2. *Nous ne reproduisons pas les annexes.*

b) die gleichartigen, zur Zeit bei der Kaiserlichen Gesandtschaft in Bern befindlichen Bewilligungen dort der Schweizerischen Regierung übermittelt,

c)die in Anlage 5 aufgeführten Bewilligungen erteilt und Herrn Schmidheiny ausgehändigt.

Zu dem Posten «75 Wagen Zucker» ist zu bemerken, dass diese den Ausgleich bilden für die bereits vor einiger Zeit erfolgte Freigabe von 30 t Kautschuk. Da der Verkäufer dieses Zuckers, die Raffinerie Halle, sich weigert, den Vertrag zu den alten Preisen zu erfüllen, wird Herr Schmidheiny nach Halle fahren, um mit der Fabrik hierüber zu verhandeln. Herr Schmidheiny bittet, der Raffinerie Halle seinen Besuch zu avisieren und ihr eine Einigung nahezulegen. Sollte es Herrn Schmidheiny unmöglich sein, sich mit Halle zu verständigen, so ist der Zentraleinkauf in Anerkennung des ihm bewiesenen Entgegenkommens bereit, die 75 Wagen Zucker an Aarberg etwa zum alten Preis zu liefern.

III. Künftige Gestaltung

1. a) Die Schweiz wird, soweit der eigene Bedarf und die eingegangenen Bindungen es gestatten, Ausfuhrbewilligungen in tunlichst weitem Umfang ohne Einzelkompensationen erteilen und benennt dabei insbesondere Aluminium und Aluminiumwaren, Ferrochrom (auf Grund der Abrede wegen Soda), Käse, Frischmilch, kondensierte Milch, Schokolade, Zwieback und ähnliches, Konserven, Obst, Heu, Nussbaumholz, Häute (wegen der seinerzeit getroffenen Abrede Häute-Leder siehe unten), Gerbstoffe, Salpetersäure, Rinderklauen (falls überhaupt verboten);

b) dem Zentraleinkauf wird empfohlen, schweizerische Produkte wie Konserven und ähnliches nicht durch eine grosse Einkaufsorganisation, sondern unter der Hand in kleineren Mengen durch schweizerische Vertrauensleute zu beziehen;

c) die Schweizerische Regierung wird künftig Ausfuhrbewilligungen für Lebens- und Futtermittel, ausser Schokolade, Zwieback, Käse und sonstigen Artikeln, deren Vertrieb sie im Interesse der schweizerischen Verkäufer nicht einschränken kann, nur noch zugunsten des Zentraleinkaufs, deutscher Kommunen, des Roten Kreuzes und der militärischen Zentralbehörden und Generalkommandos erteilen (wegen der militärischen Stellen bleibt weitere Mitteilung an die Schweizerische Regierung vorbehalten).

2. Herr Schmidheiny hofft, die Schweiz werde auch weiterhin in der Lage sein, für ihren dringengen Heeresbedarf, z.B. auch Blei, Zink, Stroh, und für Lebensmittel, welche nur aus Deutschland zu beschaffen sind, wie Zucker, Kälbermagen. Kompensationen auch in solchen Waren zu geben, wegen deren Nichtfreigabe sie sich anderweit hat binden müssen. Er empfiehlt, diese Fragen der weiteren Entwickelung vorzugehalten. Doch wurde jetzt schon folgendes vereinbart: das Kriegsministerium ist grundsätzlich bereit, der Schweiz 6 Stück russische 12-cm-Feldhaubitzen möglichst unverzüglich zu liefern nebst den Stahllängen für Munition in monatlichen Lieferungen. Herr Schmidheiny würde in diesem Falle darauf hinwirken, dass bei entsprechenden Preisen für die Haubitzen und Munition die zur Zeit für den Zentraleinkauf in der Schweiz lagernden 2630 t Reis freigegeben werden. Über dieses Geschäft wird, sofern es jetzt nicht mehr erledigt werden sollte, durch die Kaiserliche Gesandtschaft in Bern Herrn Schmidheiny sofort weitere Mitteilung zugehen.

3. Baumwollgespinste und Gewebe können wahrscheinlich auch weiterhin von der Schweiz freigegeben werden, wenn in noch näher festzulegender Weise deutscherseits einwandfreie Garantie dafür geboten wird, dass die Gespinnste und Gewebe in keiner Weise für Heeresbedarf verwendet werden.

4. Ebenso werden deutscherseits die entbehrlichen Waren, deren Bezug für die Schweiz infolge Mangels eigener Produktion nötig ist, für den schweizerischen Bedarf freigegeben werden, wobei insbesondere zu benennen sind Kohlen, Holz, Chemikalien, einschliesslich Soda, Sanitätsbedarf, Eisen und Eisenwaren, Maschinen pp., optische Instrumente, Leder und Lederwaren (von letzteren wird die Menge, welche Deutschland aufgrund der alten Vereinbarungen noch schuldig ist, in die unten erwähnte Liste der deutschen Freigaben *nicht* aufgenommen werden). Was Eisen und Eisenwaren anbelangt, so wird die Deutsche Regierung nach Tunlichkeit darauf hinwirken, dass die deutschen Lieferanten den schweizerischen Fabriken für die Verwendung keine unbilligen und nicht durch den Zweck unbedingt gebotene Beschränkungen auferlegen.

5. Über die Werte der beiderseitigen Ausfuhr bzw. der erteilten Ausfuhrbewilligungen werden die Schweiz und Deutschland einander halbmonatliche Listen senden.

6. die wichtigsten der unter III erörterten Punkte werden deutscherseits in einer Verbalnote, deren Entwurf in der Anlage 6 beigefügt ist, der Schweizerischen Regierung mitgeteilt werden.

IV. Teerfarben

Herrn Nationalrat Schmidheiny wurde mitgeteilt, dass der Unmut über den schweizerischen Teerfarbenexport an uns feindliche Länder die deutsche Industrie veranlassen werde, ihren schweizerischen Abnehmern durch Zirkulare mitzuteilen, dass, solange keine völlige Garantie gegen einen solchen direkten oder indirekten Export aus der Schweiz gegeben sei, keine Teerfarben oder Stoffe, welche irgendwie zur Herstellung von Teerfarben verwendet werden können, mehr nach der Schweiz geliefert würden. Die 50%ige Rate 15. Mai–15. Juni würden die Fabriken noch liefern.

V. Garantieleistung für die Verwendung und den Verbleib der deutschen Waren in der Schweiz

1. Was das *Sanitätsmaterial* (Arzneiwaren, Verbandmittel, ärztliche Instrumente pp.) anlangt, so würde die Schweizerische Regierung bereit sein, die Waren durch ihre näher zu bezeichnenden Behörden selbst in Empfang zu nehmen und in einer Weise zu verteilen, welche eine deutscherseits unerwünschte Verwendung ausschliesst. Die Ausfuhrbewilligungen würden auf die schweizerischerseits zu bezeichnenden Behörden als Empfänger ausgestellt werden mit dem Zusatz, dass die Ausfuhr aus Deutschland nur zuzulassen ist, wenn auch die Beförderungspapiere auf diese betreffende Stelle lauten. Herr Nationalrat Schmidheiny wird die Grundzüge der zu schaffenden Organisation tunlichst umgehend hierher mitteilen.

Für Sanitätsmaterial, welches aus der Schweiz nach dem neutralen Ausland gehen soll, können deutscherseits gleichfalls Ausfuhrbewilligungen erteilt werden unter der Voraussetzung, dass die Schweizerische Regierung sich verpflichtet, in den Anträgen das Land zu bezeichnen, nach welchem die Ware weitergehen soll, und zu garantieren, dass die Ware nur nach diesem Lande geht. Die Entscheidung darüber, nach welchen neutralen Ländern eine solche Ausfuhr gestattet werden soll, verbleibt im Hinblick auf die Gefahr der Weiterlieferung an den Feind und sonstige Erwägungen naturgemäss dem freien Ermessen der Deutschen Regierung.

2. Für die grösseren schweizerischen Fabriken, welche deutsche Erzeugnisse, insbesondere Chemikalien und Eisen, weiterverarbeiten, wird den beiderseitigen Interssen am besten dadurch entsprochen, dass die Fabriken von Fall zu Fall durch Aufschlüssen an Ort und Stelle oder in sonst zweckdienlicher Weise die nötigen Garantien *selbst* geben.

3. Für die danach verbleibenden minder wichtigen Fälle wird es einer grossen Organisation nicht bedürfen. Insbesondere wird eine Konsignierung der Waren selbst an eine Überwachungsstelle nicht nötig sein. Es wird vielmehr genügen, wenn die deutschen Ausfuhrbewilligungen einem von der Schweizerischen Regierung im Einvernehmen mit der Deutschen Regierung zu bestellenden Vertrauensmann zu treuen Händen übergeben werden. Dieser händigt sie seinerseits dem Empfänger aus, nachdem er sich, nötigenfalls durch ihm beizugebendem, mit den deutscherseits in Frage kommenden Gesichtspunkten vertraute Gehilfen von dem Vorhandensein der erforderlichen Garantien überzeugt hat. Herr Nationalrat Schmidheiny wird nach Benehmen mit dem Kaiserlichen Gesandten in Bern tunlichst umgehend nähere Vorschläge über einen solchen Vertrauensmann machen.

4. Die deutschen Bewilligungen, welche an eine Garantieleistung geknüpft sind, werden der Kaiserlichen Gesandtschaft in Bern von jetzt ab sämtlich zu entsprechender weiterer Veranlassung (und Freigabe nach bestem Ermessen während der Übergangszeit) übersandt werden.

5. Auch das Wesentliche der unter V erwähnten Punkte soll in die oben erwähnte Verbalnote aufgenommen werden.

132

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 13
Bryans Rücktritt

Washington, 13. Juni 1915

Ich hoffe Sie im Besitze meines politischen Berichtes vom 3/4. Juni (No. 12) (betreffend erste Friedensschritte)[1].

Der seither erfolgte Rücktritt des Herrn Bryan wird Ihnen nach dem, was ich fortgesetzt über die Unmöglichkeit eines erspriesslichen Zusammenarbeitens desselben mit Präsident Wilson gemeldet hatte, keine Überraschung gewesen sein. Der frühere Staatssekretär ist und bleibt ein warmer Freund der Schweiz, und diese Gesandtschaft wird stets gerne an den angenehmen offiziellen und privaten Verkehr zurückdenken, welchen sie mit ihm gehabt hat.

Wie schon in meinem letzten Bericht angedeutet, war, nachdem Herr Wilson seinem Staatssekretär die Verhandlungen mit Deutschland, ebenso wie diejenigen mit Mexiko, ganz aus den Händen genommen hatte, ein baldiger Bruch zwischen den beiden Männern zu erwarten.

Die zweite Note an Deutschland ist dazu benützt worden, um Bryan aus dem Amte hinauszudrängen. Nachdem dieser nur mit Widerstreben seinen Namen unter die erste, ebenfalls von Präsident Wilson redigierte Note gesetzt hatte, weigerte er sich am 7. Juni unter Anbietung seines Rücktrittes, die zweite Note, in welcher er eine ernstliche Bedrohung des Friedens erblickte, zu unterzeichnen. Wilson nahm die Demission kurzerhand an.

Man sah hier unter diesen Umständen allgemein mit lebhaftem Interesse der «scharfen» Wilsonnote entgegen und das Erstaunen war gross, als dieselbe (aus Gründen, die ich schon in meinem Berichte vom 3/4. Juni angegeben habe) so sehr mild und conciliatorisch *(sic)* gehalten war. Wie konnte eine Note, welche in der humanitären Forderung gipfelt: «Die Regierung der Vereinigten Staaten tritt für etwas viel grösseres als lediglich Eigentumsrechte oder Handelsprivilegien ein, sie betrachtet sich als Schützerin der Menschlichkeit», eine Kabinettskrisis zur Folge haben?

Es hat sich seither herausgestellt, dass der Text des Entwurfes, auf welchen hin Bryan demissionierte, nicht identisch mit dem schliesslichen Text der Note gewesen ist. Bryan ist getäuscht worden. Allerdings hat man «das Gesicht gewahrt». Der Präsident liess ihm nämlich noch in letzter Stunde die fertige Note vorlegen, es Herrn Bryan freistellend, ob er seine Demission wieder zurückzuziehen wünsche.

Eine von Bryan im voraus ausgearbeitete «Rechtfertigung», deren Veröffentlichung mit der Publikation der Note zusammenfallen sollte, und welcher er natür-

---

1. *Non retrouvé.*

lich den «Entwurf» zu Grunde gelegt hatte, war unter diesen Umständen nicht mehr zu gebrauchen.

Bryan schrieb eine neue Rechtfertigung, welche allgemein enttäuschte. Seine Handlungsweise ist daher fast einstimmig getadelt worden. Nachdem der Präsident ihn als «durchaus unpatriotisch» bezeichnet haben soll, verstieg sich die Presse bis zu Ausdrücken wie Deserteur und Verräter.

Bryan hat sich von Wilson täuschen lassen. Schon seit längerer Zeit beiseite geschoben, weiss er augenscheinlich auch über den Ton und den Inhalt der Wilson–Bernstorff-Unterredung vom 2. Juni nicht richtig Bescheid. Nur unter dieser Voraussetzung ist überhaupt sein «Mahnruf an die Deutsch-Amerikaner» vom 11. Juni verständlich, in welchem er sie auffordert, allen ihren Einfluss in Berlin aufzubieten, auf dass die diplomatischen Beziehungen mit den Vereinigten Staaten nicht abgebrochen werden. (Text beiliegend)[2].

Das erschreckte Deutschamerikanertum war sofort bereit in die dargebotene helfende Rechte einzuschlagen. Schon war eine Massenversammlung in der grössten Halle New Yorks mit Bryan und Hobson als Hauptredner geplant. Aber diese Stimmung schlug – wohl auf einen Wink der kaiserlichen Botschaft – von einem Tage auf den andern wieder um. Fast gleichzeitig war unter der Hand zu vernehmen, dass die *Associated Press* beschlossen habe, künftig keine Einsendungen (Statements) des Herrn Bryan mehr zu veröffentlichen. Dieser letztere Schritt darf aber nicht etwa als eine Animosität der vereinigten Zeitungsleute gegen ihren früheren Kollegen Bryan aufgefasst werden, sondern lediglich als ein Anlehnen an die alte Regel, dass die *Associated Press* stets mit dem Präsidenten geht, habe er Recht oder Unrecht, sei er Demokrat oder Republikaner.

Ganz abgesehen davon, dass ihre Sache zur Zeit bei Wilson gut aufgehoben zu sein scheint, hätten die Deutschamerikaner sich niemals erfolgreich an Bryan anschliessen können. Falls Bryan nämlich beabsichtigen sollte, sich im Herbste neuerdings als Präsidentschaftskandidat aufzustellen (drei Niederlagen hat er bekanntlich bereits erlitten), so wird er dies unter der Prohibitionsflagge tun. Unmöglich für das hiesige Deutschtum mitzumachen.

Man vermutet, dass Bryan, welcher stets noch eine der populärsten Persönlichkeiten der Vereinigten Staaten ist, bald wieder eine Redner-Tournée antreten werde, derart mit Hunderttausenden direkte Fühlung nehmend. Er hat bereits diesbezügliche glänzende Angebote erhalten. Sein Einfluss als einer der wenigen Politiker, welchem man keine schmutzigen Geschichten nachsagt, ist stets noch bedeutend. Man schätzt, dass er in den Tagen nach seinem Rücktritt über 1000 Telegramme täglich erhalten habe. Aus den Lagern der Friedensfreunde und der immer mächtiger werdenden Prohibitionisten wäre ihm grosser Zulauf sicher, so dass er es in der Hand hat, eine Spaltung in der demokratischen Partei herbeizuführen, es wäre denn, dass Herr Wilson als erfolgreicher Friedensvermittler «der grösste Amerikaner» würde und als solcher überhaupt keine Gegner mehr zu fürchten hätte.

---

2. *Non reproduit.*

Der Präsident Wilson hat gestern bekanntgegeben, dass er auf Mr. Bryans Angriffe bezüglich der befolgten Deutschland-Politik nicht antworten werde. Er erachte es nicht angebracht, in dieser schwierigen Zeit mit Herrn Bryan eine Diskussion zu beginnen.

Die amerikanische Presse meldet, dass die Wilson-Note in Berlin eine gute Aufnahme findet. Hier bereitet man das Publikum darauf vor, dass eine Antwort nicht vor Juli eintreffen dürfte. Inzwischen ist der Kurier der deutschen Botschaft, Dr. Meyer-Gerhard, am 5. Juni von New York abgefahren und schon bald in Berlin fällig.

Botschafter Bernstorff, welcher mit Colonel House befreundet ist, hätte es gerne gesehen, wenn Präsident Wilson diesen Mann in jetziger Zeit nochmals nach Berlin gesandt hätte. Als er aber am 6. Juni den bezüglichen Wunsch im Weissen Hause äussern liess, musste Herr Wilson bekennen, dass er House bereits telegraphisch von London nach den Vereinigten Staaten zurückbeordnet habe. Dies legt Bernstorff günstig für sich aus. Er befindet sich denn auch seit Freitag in New York, um House wenn möglich nach Ankunft des Dampfers abzufangen. Wie ich überdies erfahren habe, sei Colonel House, als er vor Antritt seiner Europareise beim hiesigen englischen Botschafter Sir Cecil Spring-Rice Besuch machte, dort höchst unliebenswürdig empfangen worden und in Folge dessen nicht sehr gut auf Sir Cecil zu sprechen. Auch hörte ich, dass der amerikanische Botschafter Gerard in Berlin wenig deutschfreundlich gesinnt sei. Statt einlässliche Situationsberichte zu schreiben, benütze er mit Vorliebe das Kabel und übermittle öfters einzelne drastische Sätze aus gehabten offiziellen Unterredungen, welche, aus dem Zusammenhang herausgerissen, bei dem überaus leicht erregbaren Herrn Wilson böses Blut machen.

Sollen die Schritte Wilsons schliesslich wirklich zur Anbahnung von Friedensverhandlungen führen, so muss wohl vor allem eine diskretere Art und Weise des Korrespondierens eingeführt werden. Bis jetzt ist nämlich beidseitig der Inhalt der abgesandten Noten stets im voraus veröffentlicht und in alle Welt hinausgekabelt worden, noch ehe Berlin oder Washington die Originaltexte in Händen haben konnten.

133

E 1004 1/259

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 juin 1915

1395. Einfuhr von Reis zu Kompensationszwecken

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 12. Juni 1915

Die schweizerische Gesandtschaft in Paris übermittelt dem politischen Departement eine Note der französichen Regierung vom 6. Juni [1], in welcher ein Gesuch des Oberkriegskommissariats um Ausfuhr von 400 Wagen Reis abgewiesen wird. Die Note stellt in scharfer und wenig freundlicher Weise fest, dass eine weitere Einfuhr von Reis in die Schweiz nicht bewilligt werden könne, wenn der Regierung nicht absolute Garantie geboten werde, dass dieser Reis nicht nach Deutschland gelange.

Als am 9. Januar 1915 der Bundesratsbeschluss [2] über die Einfuhr von Getreide, Mehl und Futtermitteln durch den Bund erlassen wurde, war man darüber völlig im klaren, dass Reis nicht unter das Importmonopol fallen solle, einmal weil die Schweiz Reis auch aus dem damals noch neutralen Italien bezog und sodann deswegen, weil die Möglichkeit nicht verschlossen werden wollte, in beschränktem Masse Reis für den Austauschverkehr mit Deutschland und Österreich-Ungarn zu verwenden. Der missbräuchlichen Ausfuhr sollte dadurch begegnet werden, dass die Reissendungen an das Oberkriegskommissariat adressiert und die weitere Verteilung von ihm vorgenommen werden sollte. Eine bezügliche Erklärung ist der französischen Regierung durch die Gesandtschaft behändigt worden.

In der Folge scheint nun die letztere Verpflichtung nicht streng eingehalten worden zu sein, da durch die Vermittlung des Armeekriegskommissariats für eigene und private Rechnung ganz gewaltige Importe und Bestellungen von Reis gemacht worden sind.

Was die Verwendung von Reis zu Austauschzwecken anbelangt, so ist der Verzicht auf eine solche niemals in irgendeiner Form ausgesprochen worden. Kompensiert wurde mit Saatkartoffeln im Verkehr mit Deutschland und mit Malz und Zucker im Verkehr mit Österreich.

Die Schweiz hat eine solche Kompensationsmöglichkeit auch für die Zukunft nötig, und der Bundesrat hat, wie bekannt, auf Antrag des Volkswirtschaftsdepartements das politische Departement beauftragt, in den Verhandlungen über den Einfuhrtrust diese kompensationsweise Verwendung von Reis geradezu als Bedingung des Eintretens geltend zu machen.

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 93.
2. *Cf.* R. O. vol. 31, p. 13.

Bevor das politische Departement dies tun konnte, hat sich nun die Notwendigkeit ergeben, diesen Standpunkt offiziell der französischen Regierung gegenüber geltend zu machen.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Herr Minister Lardy wird beauftragt, die Note der französischen Regierung nach dem vom politischen Departement vorgelegten Entwurf[3] zu beantworten.

---

3. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

E 2001 (B) 1, 93

Projet de Note

Copie Berne, 14 juin 1915

Par note verbale du 6 courant, le Ministère des Affaires Etrangères formule des objections contre le fait que le Gouvernement suisse se soit servi de riz importé de France comme objet de compensation pour ses échanges commerciaux avec l'Allemagne et aurait autorisé l'exportation de 350 wagons de cette marchandise à destination de ce pays. Le Ministère des Affaires Etrangères ajoute que le Gouvernement de la République ne peut se prêter à ce que l'Allemagne soit, de cette façon, pourvue d'un article qu'elle ne saurait se procurer directement dans les circonstances actuelles.

Si l'exportation de riz à destination de la Suisse doit être reprise, il serait dès lors nécessaire que le Gouvernement de la République fût absolument garanti contre tout risque de cette nature. En conséquence aussi la demande du Commissariat suisse des Guerres tendant à obtenir l'autorisation de recevoir 400 wagons de riz doit être écartée pour l'instant.

La Légation de Suisse a l'honneur de rappeler tout d'abord au Gouvernement de la République l'exposé de principe que le Gouvernement suisse a consigné dans sa note du 5 décembre dernier, en réponse à la note collective des Gouvernements français et britannique du 18 novembre 1914. Il mettait en relief la situation tout à fait exceptionnelle de la Suisse dans le conflit actuel, son existence dépendant d'un ensemble de conditions qui ne sont pas toutes subordonnées à la garantie de la libre importation par mer: «la Suisse est contrainte, bon gré, mal gré, de se procurer ailleurs qu'outremer, en particulier en Allemagne, toute une quantité des marchandises les plus importantes, absolument nécessaires à sa vie et à sa production, entre autres le fer et l'acier, bruts et mi-fabriqués, le charbon, des produits chimiques. C'est cette situation tout à fait exceptionnelle qui dicte la réponse que la Suisse doit donner à la proposition des Hauts Gouvernements Alliés concernant le commerce en contrebande».

Puis, la note rappelait les défenses d'exportation édictées par voie autonome, défenses «qui constituent la garantie désirée par les Hauts Gouvernements Alliés au sujet de la possibilité de faire le commerce des marchandises de contrebande *sans l'autorisation expresse du Conseil fédéral*». Et la note ajoutait: «De telles autorisations ne seraient accordées qu'après examen approfondi des circonstances et demeureraient dans les limites des cas exceptionnels dont il est parlé ci-dessus». En conséquence, le Conseil fédéral se déclarait prêt à interdire la réexportation des marchandises que les Gouvernements Alliés ont classées dans la catégorie de marchandises de contrebande et à soumettre les marchandises importées aux prescriptions qui frappent les marchandises indigènes.

«Par contre, le Conseil fédéral se réserverait le droit de donner des autorisations d'exportation dans des cas exceptionnels, quand d'autres moyens feraient défaut pour parer à un dommage menaçant les intérêts vitaux du pays.»

La Légation de Suisse se permet de rappeler que, sans admettre pleinement, il est vrai, le point de vue du Conseil fédéral, la note verbale des Gouvernements français et britannique du 14 janvier

1915[1] reconnaissait cependant la légitimité de se départir, dans certains cas exceptionnels, des interdictions d'exportation édictées et d'accorder des autorisations d'exportation.

Cette note énumérait une série de produits bruts pour lesquels la défense d'exportation devait être absolue (série de métaux, caoutchouc et pétrole) et, en ce qui concerne les autres articles de contrebande, elle demandait au Gouvernement suisse s'il n'accepterait pas d'informer à titre privé et officieux, l'Ambassadeur de France ou le Ministre de Grande-Bretagne de toutes dispenses d'interdiction de réexportation qu'il aurait exceptionnellement accordées. Au surplus, pour le cas où le Gouvernement suisse ne croirait pas pouvoir édicter une interdiction absolue, la note prévoyait que les garanties à fournir pourraient l'être selon le système des firmes individuelles ou celui des syndicats.

La Légation de Suisse rappelle à cet égard que, sans délai, le Conseil fédéral est entré en matière sur ce second système et qu'il a soumis en février de cette années aux Gouvernements français et britannique tout d'abord les statuts d'un Syndicat à constituer pour l'importation des métaux. Il demandait à ces Gouvernements si, au vu des engagements des membres du Syndicat consignés dans ces statuts et sur l'assurance qu'il donnerait de la bonne foi et de l'honorabilité du Syndicat et de ses organes, l'importation en Suisse des articles de contrebande en cause serait permise.

Dans les négociations verbales qui se sont ensuite engagées avec le Délégué spécial du Gouvernement britannique, agissant en étroit contact avec l'Ambassadeur de France, le Représentant de la Suisse a toujours énergiquement soutenu ce point de vue, que la Suisse devait être mise en situation de pouvoir obtenir par échange de l'Allemagne et de l'Autriche les produits bruts, mi-fabriqués et fabriqués dont elle a un besoin urgent pour soutenir son existence économique. Dans ce but, ce ne sont pas seulement les produits mêmes du pays qui peuvent être utilisés, mais encore certaines marchandises que la Suisse reçoit de l'étranger, vu sa production indigène relativement faible.

Ce point de vue de la Suisse a été reconnu jusqu'ici comme fondé dans toutes les négociations. Il figure aussi dans les notes provisoires des négociateurs, où se trouve assuré un bienveillant examen de la question de savoir comment on pourra mettre à la libre disposition du Gouvernement suisse, en quantité limitée, certains produits étrangers (p.ex. du riz, du fer-blanc américain destiné exclusivement à la confection d'emballages du lait condensé fabriqué en Suisse).

Il ne s'agit naturellement en l'espèce que d'un échange réciproque pour lequel l'Etat étranger doit, lui aussi, fournir une prestation correspondante. Et l'exemple cité par le Gouvernement de la République dans la note du 6 courant, et qui forme l'objet de ses observations, montre précisément combien les objections contre cet échange sont peu fondées, car l'augmentation des ressources alimentaires de l'Allemagne par le riz en question est contrebalancée par une diminution de son approvisionnement du fait des pommes de terre livrées à la Suisse. De toute façon, il ne s'agira jamais dans ces échanges avec l'Allemagne et l'Autriche que de quantités relativement si modestes qu'elles sont hors d'état de jouer un rôle pratique dans l'approvisionnement de ces Etats.

Le Gouvernement de la République n'a, comme le Gouvernement britannique, manqué aucune occasion d'affirmer qu'il n'entre nullement dans ses intentions de porter atteinte aux intérêts économiques de notre pays neutre et qu'il est au contraire soucieux d'atténuer dans la mesure du possible les inconvénients et préjudices que le neutre éprouve du fait de la guerre économique. La Légation ne sache pas qu'aucune modification soit depuis lors intervenue dans l'attitude de la Suisse qui serait de nature à laisser admettre un changement dans les sentiments bienveillants que la France et la Grande-Bretagne ont toujours entendu témoigner à la Confédération.

Le Conseil fédéral suisse *ne saurait dès lors douter* que la question de l'exportation du riz, soulevée par la note du Gouvernement de la République du 6 de ce mois ne recevra une solution conforme à la fois aux intérêts économiques menacés de la Suisse et aux sentiments de mutuelle confiance qui existent si heureusement entre les deux pays.

---

1. *Cf. n° 87.*

134

E 2001 (B) 1, 92b

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
aux Ministres de Suisse à Paris, Londres et Rome

Copie
L

Bern, 21. Juni 1915

Die Frage des Einfuhrtrustes hat eine recht unangenehme Wendung genommen. Das Ergebnis der Verhandlungen mit Sir Francis Oppenheimer war so gewesen, dass sich der Bundesrat grundsätzlich damit einverstanden erklären konnte; vorbehalten blieben Garantien für die Kompensationsmöglichkeiten mit eingeführten Waren und eine formelle Umarbeitung, um gewisse Härten in der Ausdrucksweise, die nach aussen einen schlechten Eindruck machen mussten, zu vermeiden.

Zu unserer grossen Überraschung und Enttäuschung sind die Herren Oppenheimer und Crozier aus Paris mit einem Projekte[1] zurückgekommen, das den Importtrust auf eine ganz neue Grundlage stellt.

Während bisher die ganze Organisation sich aufbaute auf dem gegenseitigen Vertrauen, namentlich auf dem Zutrauen in die Wirksamkeit und Zuverlässigkeit der einzurichtenden rein schweizerischen Kontrolle, wird die neue Schöpfung nun beherrscht von dem Misstrauen der verbündeten Regierungen und demgemäss einer dauernden Überwachung durch deren Repräsentanten unterstellt.

Während bisher die Bildung des Einfuhrtrusts auf der Grundlage einer privaten Vereinigung vorgesehen war, bei der die schweizerische Regierung, wenigstens gegen aussen, ihre unabhängige, neutrale Stellung behaupten konnte, wird sie nunmehr in die Organisation hineingezogen und soll die strikteste Beobachtung der durch die Organe der S.S.E übernommenen Verpflichtungen gewährleisten, was ihr gegenüber den fremden Staaten eine neue Abhängigkeit und der Diplomatie Veranlassung zur Einmischung geben wird.

Während bisher die Freiheit des Handelns wenigstens mit Bezug auf unsere Eigenprodukte unangetastet war, sollen wir nun monatlich alle mit diesen vorgenommenen Kompensationsgeschäfte der S.S.E unter Angabe der Gründe mitteilen, und diese hätte dann die betreffende Statistik den fremden Regierungen zur Kenntnis zu bringen.

Die Kompensationsmöglichkeit mittelst in der Schweiz importierter Waren bleibt nach wie vor dem guten Willen der Regierungen überlassen. Während bisher die Gegenleistung für die mit dem Einfuhrtrust verbundenen Hemmungen die freie Ausfuhr und Durchfuhr alles dessen, was die Schweiz nötig hat, in Aussicht gestellt war, soll nun eine Kontingentierung für alle Waren auf der Basis der normalen Einfuhrziffern früherer Jahre, alle drei Monate durch die verbünde-

1. *Non reproduit.*

ten Regierungen vorgenommen werden, was die Basis, auf der das ganze Abkommen aufgebaut ist, völlig ändert.

Wir fügen noch bei, dass die unter absolute Ausfuhrverbote fallenden Artikel vermehrt worden sind, so ist statt bloss ägyptischer Baumwolle, Baumwolle schlechthin aufgenommen, ferner Hanf und Häute nebst Leder beigefügt worden. Besonders verletzend erscheint uns die Form, in der die Verpflichtungen gegenüber den verbündeten Regierungen festgesetzt wurden. Wir verweisen dabei auf die Art und Weise, wie wir uns verpflichten sollen, die Mitglieder der S.S.E., auf die wir uns ja, wie Sie wissen, bereits geeinigt hatten, und die Abordnung des Bundesrates in den Syndikaten auf Doppelvorschlag der Alliierten zu wählen. Wir verweisen ferner auf die ganz sonderbare Formulierung der Kompensationsmöglichkeit mittels eingeführter Waren. Und wir verweisen endlich auf die völlig unannehmbare Zumutung, Deutschland gegenüber Repressalien zu ergreifen, wenn Letzteres Kupfer, das im Veredlungsverkehr dorthin gelangt ist, mit Beschlag belegen sollte.

Der Bundesrat musste sich nun sagen, dass eine ganze Reihe von Bestimmungen sich voraussichtlich auf dem Wege der Verhandlungen mit den kommerziellen Unterhändlern mildern und mundgerecht machen lassen werden, dass dagegen das Prinzip gegenüber dem Ergebnis der früheren Verhandlungen in einem Masse verändert worden sei, dass es ausgeschlossen erscheine, auf dieser Grundlage zu einer annehmbaren Lösung zu kommen. Der Bundesrat hat daher den Unterzeichneten ermächtigt, zunächst einmal dem französischen Botschafter zu eröffnen und zu erklären, dass und warum wir das umgearbeitete Projekt nicht als geeignet erachten können, als Grundlage der Verhandlungen über Detailpunkte zu dienen.

Das ist in einer vorgestrigen Konversation geschehen. Der französische Botschafter hat die Eröffnungen in gewohnter zuvorkommender Weise entgegengenommen und in den meisten Punkten die Einwendungen als zutreffend erachtet. Mit Bezug auf die Kontingentierung erörterte er modifizierte Vorschläge: Beschränkung auf einige für den Kriegszweck wichtige Artikel, Jahreskontingent statt Trimesterkontingent, Feststellung im Benehmen zwischen der schweizerischen und den alliierten Regierungen. In der Form stellte er eine völlige Umarbeitung in Aussicht, um «le langage policier» verschwinden zu lassen.

Wir geben Ihnen von dem Vorstehenden Kenntnis, um Sie auf dem laufenden zu erhalten und ihnen die Gelegenheit zu verschaffen, bei der Regierung, bei der Sie beglaubigt sind, die Bedenken gegen den Entwurf im geeigneten Momente und in gutscheinender Weise zum Ausdruck zu bringen. Wir müssen mit der öffentlichen Meinung rechnen, die ja, wie Sie wissen, in keinem Punkte empfindlicher ist als in der Frage der Beschränkung der Autonomie und der fremden Kontrolle. Wenn wir eine S.S.E einrichten und mit so eingreifenden Kontrollmassnahmen ausstatten, so können wir nicht darüber noch eine Kontrolle fremder Handelsagenten (Sir Oppenheimer und Co.) und darüber noch eine oberste Kontrolle durch die diplomatischen Vertreter uns gefallenlassen, denen wir über alle Geschäfte Rechenschaft zu geben, Statistiken einzureichen haben usw. Und wenn wir unsere besten Leute als Kontrollinstanz vereinigen, so können

wir nicht zugeben, dass ihnen zum voraus mit Misstrauen begegnet und der Bezug von Waren kontingentiert werde. Letzteres wäre, wenn es allgemein vorgeschrieben werden sollte, darüberhin praktisch gar nicht durchführbar, wie ein einziger Blick auf Warenstatistik und Zolltarif lehren. Das Projekt, das in Paris geboren wurde, ist eine Bevormundung in optima forma und daher nicht annehmbar.

Damit ist in keiner Weise gesagt, dass die Idee des Einfuhrtrusts begraben sei; es will uns scheinen, dass mit verhältnismässig wenigen Konzessionen auf Seite der Alliierten und mit einer geschickten formellen Umarbeitung die Sache selbst, von deren Notwendigkeit wir nach wie vor überzeugt sind, annehmbar gemacht werden könnte.

Wir werden Ihnen zum besondern Danke verpflichtet sein, wenn Sie uns auch Ihre Auffassung mitteilen und uns andeuten würden, wie weit wir in unseren Anforderungen gehen können, ohne das Ganze zu gefährden.

Dabei wollen wir nicht unterlassen, Ihnen mitzuteilen, dass die wichtige Frage der Kontrolle über Einhalten der bei Einfuhr deutscher Waren übernommenen Verpflichtungen ausschliesslich schweizerischen Konsums in einer ganz einfachen und uns befriedigenden Weise gelöst worden ist[2]. Für die chemischen und Arzneimittel und alle andern sanitärisch in Betracht fallenden Gegenstände ist die Kontrolle dem schweizerischen Gesundheitsamte übergeben. Für alle andern Waren ist ein schweizerischer Treuhänder vorgesehen und in der Person des Herrn Ständerat Usteri bereits ernannt, dem die Reichsregierung die Ausfuhrscheine zu treuen Händen übergibt und der sie, nachdem er sich durch die von ihm ernannten Vertrauenspersonen überzeugt hat, dass die nötigen Garantien für die Einhaltung der Verpflichtungen gegeben sind, den Importleuten aushändigt. Der Beweis des Vertrauens, der in dieser Einrichtung liegt, steht in einem schroffen Gegensatz zu dem Geist des Misstrauens, der das neueste Projekt der Alliierten beherrscht.

---

2. *Cf. n° 131 et annexe.*

135

E 2200 Rom 4, I.B.

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP n° 66

Rom, 26. Juni 1915

Da die Erhebungen und Mitteilungen des Ministeriums des Auswärtigen über die Ursachen der Verkehrsstockung in Domodossola und Luino und über die angebliche Sequestrierung von Sendungen Petrol, Benzin und Schwefel nach der Schweiz nicht vom Flecke kommen wollten, entschloss ich mich, eine Audienz beim Ministerpräsidenten zu verlangen, um die Situation im allgemeinen mit ihm zu besprechen und seine Intervention in den obigen Spezialfragen anzurufen. Die

Audienz wurde sofort gewährt, so dass ich gestern vormittag Gelenheit hatte, die Lage einlässlich mit Herren Salandra zu besprechen.

Er empfing mich sehr liebenswürdig und nahm sich die Zeit, über alle Punkte, die wir gegenseitig zu erörtern hatten, gründlich mit mir zu reden. Das Ergebnis war kurz folgendes:

1. Über die Verkehrsverhältnisse war er nicht orientiert, ersuchte mich aber, ihm die verschiedenen Punkte schriftlich zusammenzustellen und versprach die ganze Frage in einem Ministerrate zur Erörterung zu bringen, der heute stattfinden soll. Speziell habe ich darauf abgestellt, dass die Intervention der militärischen Behörden zum Schaden des Transportes von Benzin, Petrol und Schwefel endlich ausgeschaltet werde. Inzwischen ist allerdings eine Mitteilung des Auswärtigen eingegangen, nach welcher die militärischen Behörden unschuldig wären an dem Anhalten der Petrol- und Schwefelsendungen. Ich hoffe, die Intervention des Ministerpräsidenten wird endlich Klarheit schaffen über diesen Punkt und erwirken, dass die Transporte durchgelassen werden.

2. Ich brachte die Haltung der italienischen Presse zur Sprache, welche durch unrichtige Mitteilungen über Contrebande der Schweiz und durch Hetzartikel gegen die Deutschschweizer viel Unheil anstiftet. Herr Salandra übergab mir darauf die zwei beiliegenden Exemplare[1] zweier Rundschreiben, welche er am 13. und 24. Juni an sämtliche Präfekten gerichtet hat. Sie werden diesen Kundgebungen, namentlich dem letzten Zirkular vom 24. Juni entnehmen, dass Herr Salandra wirklich das Mögliche tut, um speziell die Haltung der Presse gegenüber der Schweiz günstig zu beeinflussen. Er sagte mir dann lachend: Und nun wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie mir nachweisen könnten, dass auch in der Schweiz in derselben Weise Einfluss auf die Presse des deutschen Teiles geübt wird. Ich erhalte ja leider nur ganz vereinzelte Zeitungen der deutschen Schweiz – die Post lässt sozusagen keine durch und der Kurier bringt mir hauptsächlich nur zwei Basler Blätter und auch diese nicht in lückenloser Folge – und konnte deshalb keine positive Antwort geben. Immerhin glaubte ich mit Nachdruck darauf hinweisen zu können, dass alle grösseren und massgebenden Blätter der deutschen Schweiz sich gerade in der Beurteilung des Verhaltens von Italien eine Zurückhaltung und Mässigung auferlegt hätten, die durchaus nicht immer im Einklang stehe mit der öffentlichen Meinung an manchen Orten.

Es wäre mir lieb, wenn Sie mir mitteilen wollten, ob wirklich die Schweizer Presse sich Italien gegenüber ablehnend oder gar feindselig geäussert hat. Selbstverständlich versprach ich Herren Salandra, Ihnen von seinem Wunsche Kenntnis zu geben.

3. Auf meine Beschwerde wegen der vielen Verhaftungen von Schweizern und wegen der langsamen Prozeduren der Kriegsgerichte antwortete er mir lachend: Was wollen Sie, uns Italienern geht es nicht besser, mein Schneider ist letzter Tage verhaftet worden wegen Spionageverdacht, ich konnte ihn auch nicht davor bewahren. In solchen Kriegszeiten ist eben alles auf eine andere Note gestimmt

---

1. Non reproduit.

und da muss jedermann etwas über sich ergehen lassen. Ich habe ihm dann von den einzelnen krasseren Fällen gesprochen und erhielt die Zusage, dass er diese Fälle prüfen und den Polizeiorganen neuerdings einschärfen wolle: «et surtout pas trop de zèle». Auf die richterlichen Behörden könne er unmöglich anders wirken als durch die Einladung zu möglichst rascher Erledigung.

Wir sprachen dann auch von den Ursachen dieser Stimmung gegen die Deutschschweizer, und ich führte als einen möglichen Grund die Tatsache an, dass wir genötigt seien, in Italien die Deutschen und stellenweise auch die österreichischen Interessen zu vertreten. Er teilte diese Ansicht mit dem Beifügen, dass für jeden vernünftigen und eingeweihten Menschen diese Funktion der Schweiz nur Achtung einflössen könne. Und dann fügte er nach einiger Überlegung lächelnd bei: «Wer weiss, ob nicht gerade in der Tatsache, dass die Schweiz die Interessen Deutschlands und Italiens in den beiden Ländern zu vertreten hat, ein deutlicher Fingerzeig ist für die Rolle, die der Schweiz obliegen wird, wenn es sich einmal darum handeln wird, den Frieden zu stiften.» Er sagte das mit so viel Überlegung und Bestimmtheit, dass ich den Eindruck hatte, als wolle er andeuten, Italien habe im Hinblick auf diese künftige Rolle der Schweiz die Vertretung seiner Interessen uns angeboten.

Ich sagte ihm, dass unsere Regierung sich selbstverständlich einer solchen Aufgabe im gegebenen Augenblick unterziehen werde, und wies dann noch auf die Tätigkeit des Heiligen Stuhles hin, die sich ja in gleicher Weise bewege, worauf Salandra den Kopf schüttelte und sehr bestimmt erklärte: «Moi je préfère que ce soit la Suisse.»

Hinsichtlich des Zeitpunktes für eine allfällige Friedensaktion sprach er sich eher zurückhaltend aus. Er glaubt, dass der Krieg noch lange dauern werde, weil noch keine Partei ernstlich zu Boden geworfen sei und weil die Ansprüche *beiderseits* noch viel zu weit gehen.

Ich befragte ihn dann über das Verhältnis Italiens zu Deutschland und sagte scherzend, es wäre bald an der Zeit, dass die diplomatischen Beziehungen wieder hergestellt werden, worauf er mir antwortete: «Moi je ne demande pas la guerre contre l'Allemagne, mais après le discours de Bethmann il semblerait tout de même que l'Allemagne soit bien décidée à nous faire la guerre.» Er sagte ferner, Italien werde den casus belli dann als gegeben betrachten, wenn konstatiert werden sollte, dass deutsche Truppenteile gegen Italien kämpfen.

So viel über meine Besprechung mit Salandra!

Nachmittags hatte ich Gelegenheit, auch mit Graf Manzoni über die Situation gegenüber Deutschland zu sprechen, der mir sagte: Wir wissen wirklich gar nichts, aber Tatsache ist, dass auch bei uns der Gedanke immer mehr Wurzel fasst, dass ein Krieg mit Deutschland vermieden werden könne. Anderseits verstehen wir die Haltung Deutschlands nicht, welches fortfährt, sich hermetisch gegen uns abzuschliessen und das uns dadurch zu Gegenmassregeln zwingt. Sie halten es vielleicht für angezeigt, diese Bemerkung gelegentlich an Herrn von Romberg weiterzugeben.

136

E 2001, Archiv-Nr. 758

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher, au Département politique

NO Bern, 13. Juli 1915

Ich habe durch den Generalsekretär der Neuenburger Handelskammer erfahren, dass die Munitionsfabrikation für Frankreich eine immer grössere Ausdehnung gewinnt. Auch für andere Staaten des Vierverbandes setzen die Lieferungen jetzt ein. In La Chaux-de-Fonds sind mehrere Ingenieure der Creusotwerke ständig eingerichtet, um die Lieferungen zu kontrollieren und den Abtransport zu regulieren. In Tavannes arbeitet die Tavannes-Watch Company ebenfalls ausschliesslich für Frankreich. Sie soll in der letzten Zeit wiederholt durch französische Generale inspiziert worden sein. Auch soll der Unterstaatssekretär des Kriegsministeriums, Thomas, kürzlich dort gewesen sein.

Nach Schätzung des Armeekriegskommissärs gehen ungefähr $^4/_5$ der jetzt in der Schweiz fabrizierten Munition nach Frankreich [1].

Ich beehre mich, Ihnen vorstehendes zur Kenntnis zu bringen, da es mir politisch von Interesse zu sein schien.

---

1. *En marge une indication de la main de A. Dunant:* M. Hoffmann dit que les Allemands n'ont qu'à imiter l'exemple des Français et à faire, eux aussi, des commandes de ce genre à la Suisse.

137

E 27, Archiv-Nr. 13458/2

Le Général U. Wille au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Bern, 20. Juli 1915

Der Armeekriegskommissär, Oberst Obrecht, hat mir pflichtschuldigst Rapport gemacht über die Konferenz vom 16. Juli [1], an der er auf Ihre Einladung hin teilgenommen hat.

Darin, dass Sie den Armeekriegskommissär zu diesen Besprechungen über den Einfuhrtrust eingeladen haben, glaube ich erkennen zu können, dass Sie der Ansicht sind, die Armee habe Interesse an diesen Verhandlungen.

Gestatten Sie mir, Ihnen meine Ansicht über den im Wurfe liegenden Einfuhrtrust darzulegen.

Sofern die mir von Nationalrat Dr. Alfred Frey schon im August vorigen

---

1. *Non retrouvé.*

Jahres, d.h. sofort nach Kriegsbeginn ausgesprochene Überzeugung, dass Deutschland aus diesem Kriege wirtschaftlich vollkommen zu Grunde gerichtet hervorgehen werde, zutreffend ist, erblicke ich in dem Abschluss des Vertrages mit den Gegnern Deutschlands keinen Nachteil. Sollte aber die Voraussage des Nationalrat Frey nicht zutreffen – und das scheint der Fall zu sein –, dann erblicke ich in dem Abschluss dieses Vertrages eine schwere Gefährdung des Gedeihens unseres Landes.

Wenn England mit nervöser Hast auf den Abschluss dieses Vertrages dringt und doch dabei an ganz bestimmten Bedingungen festhält, so ist der Grund dafür durchaus nicht der Glaube, dass nur auf diese Art sichergestellt werden könnte, dass die der Schweiz gestattete Wareneinfuhr nicht auf die eine oder andere Art Deutschland zugute komme. Dies ist hinlänglich sichergestellt durch die mit den schweizerischen Privatkäufern abgeschlossenen Verträge und durch die Kontrolle, der diese sich unterziehen.

Der Zweck, warum England so grosses Gewicht auf den Abschluss dieses Einfuhrvertrages legt, ist, dass die Schweiz als Staat mitmacht bei der von England als Kriegswerk proklamierten Aushungerung Deutschlands, der wirtschaftlichen Zugrunderichtung Deutschlands.

Diese Isolierung Deutschlands dadurch, dass die neutralen kleinen Mittelstaaten die Neutralität in Tat und Wahrheit aufgeben und das ihnen Mögliche resp. das von ihnen Verlangte tun, um die Zufuhr von Waren nach Deutschland zu verhindern, ist für England viel wichtiger als die Verhinderung der Möglichkeit, dass von dem einen oder andern wortbrüchigen Schweizer Fabrikanten verarbeitete Waren an Deutschland verkauft werden.

Und gerade weil dies der Zweck der englischen Bemühungen ist, habe ich schwere Sorgen, wenn der Vertrag abgeschlossen wird. Diese Sorgen beruhen nicht so sehr in der Befürchtung, Deutschland könne gleich Repressalien ergreifen und uns die Zufuhr von Kohle und Eisen verweigern, sondern vielmehr noch in der Furcht vor den Folgen, wenn nach Abschluss des Friedens die europäischen Beziehungen neugeordnet werden.

Wenn auch zur Stunde Deutschland, rings von Feinden umgeben, nichts dagegen unternimmt, so beweist das Viele, das Italien angeboten wurde für den Fall, dass es neutral bliebe, und beweist die Art und Weise, wie Deutschland beständig mit uns verkehrt, dass ihm viel daran gelegen ist, wenn die Zahl seiner Gegner sich nicht noch weiter vermehrt, und es ist mir zweifellos, dass, wenn Deutschland es sich auch gar nicht merken lässt, es doch jeden Akt von Feindseligkeit sehr lebhaft empfindet, und nicht vergessen haben wird, wenn nach Friedensschluss die Neuregelung der Verhältnisse eintritt.

Nach dem bisherigen Verlauf des Krieges, auch auf wirtschaftlichem Gebiete, darf man annehmen, dass Deutschland aus diesem Kriege siegreich hervorgehen werde, und absolut sicher ist es, dass das, was Herr Nationalrat Frey voraussagte, nie eintreffen wird und dass Deutschland nach wie vor unser auf wirtschaftlichem Gebiete mächtigster Nachbar bleiben wird.

Ich glaube auch, dass keine zwingende Notwendigkeit zum Abschliessen eines solchen Vertrages mit England, Frankreich, Italien vorliegt.

Die Rohstoffe, die wir jetzt für unsere Industrie geliefert bekommen, werden wir nach wie vor erhalten, auch wenn wir den Trustvertrag nicht annehmen; denn die Lieferung dieser Rohstoffe an unsere Industrie liegt im eigenen Interesse dieser Staaten. Was unsere Industrie mit diesen Rohstoffen produziert, geht sozusagen alles wieder nach Frankreich und England zurück. Was wir an Kriegsmaterial für Frankreich und auch England arbeiten, ist sehr beträchtlich, und ich glaube, Frankreich wie England werden es sich sehr überlegen, bevor sie sich diese Quelle für Befriedigung ihrer Bedürfnisse abschneiden.

Aber auch wenn die gänzliche Zufuhr von Waren aus England, Frankreich und Italien aufhört, so glaube ich, dass wir das nicht zu fürchten brauchen. Momentan wird vielleicht unsere Industrie sehr darunter leiden; aber der Krieg dauert nicht ewig, und ich bin ganz überzeugt, sowohl die Grossindustriellen selbst wie ihre Arbeiter werden diese Zeit überdauern können, ganz besonders wenn der Staat den Arbeitern hilft.

Ich glaube, es liegt auch noch anderweitig im eigenen Interesse der Staaten der Triple-Entente, uns nicht zum äussersten zu treiben und uns die für das Leben unseres Volkes notwendigen Waren auch dann durchzulassen, wenn wir auf den verlangten Vertrag nicht eingehen.

Ich glaube, wenn wir im jetzigen Moment sehr verständlich andeuten, dass wir, zum äussersten getrieben, davor nicht zurückschrecken, für unsere Unabhängigkeit und für die Zufuhr der Bedürfnissen unseres Volkes zu den Waffen zu greifen, dies ganz wirkungsvoll sein könnte.

Auf dem Schlachtfelde steht es mit der Triple-Entente jetzt sehr schlimm. Russland liegt jetzt am Boden. Alles, was Frankreich und England an Truppen aufbringen kann, ist auf der grossen Linie Deutschland gegenüber und an den Dardanellen festgelegt und weder an der einen noch andern Stelle ist ein Erfolg vorauszusehen. Und der Neualliierte, Italien, steht nach seinen vergeblichen Offensivversuchen vor der österreichischen Front und wartet angsterfüllt auf den Moment, dass Österreich die Offensive ergreifen werde. Darauf müssen sich Frankreich und England an ihrer grossen Front jetzt auch gefasst halten, denn sehr viel deutsche und österreichische Truppen können jetzt aus dem Osten abtransportiert werden.

Bei dieser Lage der Dinge wäre es Frankreich, England, wie Italien sehr unangenehm, wenn wir uns nicht anders helfen könnten, als ebenfalls zu den Waffen zu greifen.

Im übrigen darf nicht unbeachtet bleiben, wie energisch die nordischen Staaten anfangen, sich gegen die brutale Vergewaltigung durch England aufzulehnen. Und ich glaube, dass der Schluss der Bewegung in Nordamerika kein engerer Anschluss an die englische Aushungerungspolitik Deutschlands sein wird.

Soweit ich die Stimmung unserer öffentlichen Meinung beurteilen kann, scheint es mir, dass das Misstrauen gegen England mit seinem Vertrag sehr gross ist und dass das Volk daher sehr wohl verstehen und billigen wird, wenn auf die Zumutung Englands nicht eingegangen wird.

Ich habe eben vorher darauf aufmerksam gemacht, dass etwas mit dem Säbel rasseln im gegenwärtigen Moment uns vorteilhaft sein könnte. Ich möchte

beifügen, dass ich nach wie vor die Erhaltung des Friedens für eine unserer obersten Aufgaben erachte, aber dass ich, wenn die Erhaltung unserer Selbständigkeit und Unabhängigkeit dies erfordert, den gegenwärtigen Moment für das Eintreten in den Krieg als vorteilhaft erachte.

138

E 2001 (B) 1, 92b

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Londres [1]

Copie d'expédition
T Bern, 21. Juli 1915

Trustverhandlungen stossen auf Schwierigkeiten, weil uns Entente keine Garantien dafür geben will, dass Kompensationen mittels eingeführter Waren zulässig sind, um das zu beschaffen, was Schweiz von Deutschland und Österreich beziehen muss, wenn nicht grosse Industrien zum Stillstand verurteilt sein sollen. Unter solchen Verhältnissen hat Trust für uns nur sehr reduzierten Wert und würde von öffentlicher Meinung nicht gebilligt. Ersuchen Sie, umgehend auf Erlass möglichst entgegenkommender Instruktionen zu dringen.

1. *Un télégramme identique est envoyé à Rome et à Paris.*

139

E 2001, Archiv-Nr. 921

Le Chef du Bureau des Compensations de la Division du Commerce du Département politique, E. Schmidheiny, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Berlin, 21. Juli 1915

Meine zwei Chiffredepeschen [1] hoffe ich in Ihrem Besitz. Ich muss leider bestätigen, dass ich deprimiert bin infolge der Situation, welche ich hier getroffen habe!

Hatte ich in Wien den Eindruck bekommen, dass ich mit Ausnahme des Holzes mit meinem Vorschlage durchdringen werde und damit eine Erleichterung des Verkehrs erzielen werde, so war ich überrascht, hier zu vernehmen, dass auf hierseitiges Verlangen jedenfalls, die Österreicher nächster Tage kommen werden, um gemeinsam zu verhandeln. Das Ziel dieses Zusammengehens ist nach mei-

1. *Non retrouvé.*

nem Gefühl das folgende: Beide Mächte werden uns alles und jedes sperren, was sie glauben, dass die Entente uns nicht oder nur zu viel teureren Bedingungen liefern werde und sie werden dafür als Kompensationen nur Waren annehmen, welche wir von der Entente beziehen müssen! ich erklärte, dass es natürlich ausgeschlossen sei, dass die Entente uns in diesem Masse entgegenkommen werde, da es zu grosse Posten umfasse und dass wir dabei ungemein leiden würden und dies nicht als freundschaftlichen Akt empfinden könnten. Dr. Johannes im Auswärtigen Amt kam dann auf die Kohlenfrage zu sprechen, welche Äusserungen dann meine zweite Depesche veranlassten. Ich erwiderte ihm, dass die Kohlenlieferung uns ja zugesichert sei durch Abmachung vor dem Krieg. Er holte dann eine Kopie der bezüglichen Note[2] und sprach (streng juristisch) die Meinung aus, die Zusicherung spreche nur von freier Durchfuhr, nicht von Lieferung. Ich erwiderte, dass jedenfalls ausser der schriftlichen Mitteilung über diesen Gegenstand auch mündliche Zusicherungen gemacht worden seien, die zweifellos weiter gingen. Er meinte, es sei nie eine Verpflichtung zur *Lieferung* gemacht worden, dagegen könnten wir frei englische oder amerikanische Kohlen durch den Rhein, oder soweit der Kriegsbetrieb es zulasse, auf deutschen Bahnen befördern! Ich war sehr überrascht von diesen mir als Drohung erscheinenden Äusserungen, dass ich ganz wirr fragte: «Ja wollen Sie uns eigentlich in den Krieg treiben?» Dies verneinte Dr. Johannes energisch und sagte, ich müsste das mehr so auffassen, dass Deutschland uns den Rücken stärken wolle gegen die Entente. Ich lasse dahingestellt, ob wirklich eine eventuell eingestellte Kohlenlieferung, die den gewollten Zweck nicht erreichte, wieder in Fluss käme, wenn Deutschland überzeugt wäre, oder ob die Einstellung nicht so lange dauerte, bis wir in der allerbittersten Not wären, denn der Druck würde ja bei der Entente auch erst wirken, nachdem bei uns eben wirklich Kohlennot herrschte.

Bezüglich des Zuckers wird verlangt werden, dass wir sämtliche Waren, die der Zentraleinkauf in der Schweiz besitzt und die er noch erwerben und in die Schweiz herein bringen kann, ohne dass sie durch Servitute belastet sind, frei ausführen lassen bis Ende des Jahres, wogegen Deutschland und Österreich-Ungarn (das letztere müsste auch noch allerlei kriegen) uns bis Ende 1915 ausreichend mit Zucker versorgen. Nach den leider noch nicht genau erhältlichen Informationen ist der heutige Besitz des Zentraleinkaufs in der Schweiz *mehr als 2000 Wagen* Bannware aller Art! Die Kriegslieferungen für uns (zurzeit etwa 1 Million Mark als dringendst bezeichnet) müssten mit Kupfer, Nickel, Wolle und dgl. kompensiert werden! Ich werde Ihnen einen definitiven Vorschlag telegraphieren, sobald er da sein wird, was evtl. auch einige Tage dauert.

Mit den Wollgeschäften, die Oberst Obrecht im Einverständnis mit Oberst

---

2. *Non retrouvé. A ce sujet, le Conseil fédéral, dans son premier rapport de neutralité du 1er décembre 1914, précise:* En même temps *[le printemps dernier]* nous nous sommes entendus avec l'Allemagne pour que, dans le cas où une guerre éclaterait, elle renonçât à mettre la main sur les approvisionnements de blé de la Suisse entreposés en Allemagne, et ne s'opposât point aux transports de blé et de charbon destinés à l'Etat suisse, mais les effectuât au contraire par ses propres moyens de transport ou par des moyens de transport suisses. *Cf.* FF 1914, vol. 4, p. 761.

von Sprecher machte und deren Verträge man mir hier vorlegte (mit Deutschland und Österreich-Ungarn), geht es auch wie ich dachte; man erwartet für das bestimmteste, dass wir die ⅔ eben herauslassen, trotzdem natürlich keine Verpflichtung besteht. Ich bestritt energisch jede Pflicht, allein es ist klar, dass uns Deutschland nicht ⅔ gibt und dazu noch eine Million schenkt, nur um die Wolle bis Kriegsende in der Schweiz zu lassen, sondern dass es eben den Druck durch alle Mittel steigern wird, bis wir Wolle freilassen.

Dasselbe wird Österreich machen im Verein mit Deutschland, was für Folgen dies bei der Entente auslösen wird, wage ich nicht auszudenken, denn solche Quantitäten können nicht unbesehen das Land verlassen. Je mehr aber Deutschland und Österreich militärische Erfolge aufzuweisen haben, um so mehr werden sie sich erlauben zu drücken!

Es wird hier behauptet und dürfte Ihnen durch die deutsche Gesandtschaft mitgeteilt werden, dass Deutschland im Falle ist, für uns Cambries zu liefern; ich erwiderte, das sei ja ganz schön, allein wenn von England und Frankreich uns die Ausfuhr unserer Stickereien unterbinde, was es ja durch Schikanen tun könne, so nütze uns auch dies nicht viel; ich erklärte, an der Stickerei hingen 150000 Arbeiter, woraus man die Wichtigkeit der bezüglichen Interessen ermessen wolle!

Hier erfuhr ich auch, dass Dr. Landolt, der Präsident der Chemischen Industriellen, dem Handelsattaché Schmitz von der deutschen Botschaft erklärt habe, sie wollten sich weder seiner Handelskontrolle unterwerfen als derjenigen eines Usteri und seiner Gehilfen, da hat es allerdings keinen grossen Zweck, wenn wir uns grosse Mühe geben, nur durch Schweizer Kontrolle auszuüben, wenn unsere eigenen Leute uns derartig in den Rücken fallen.

Hier ist auch Herr Egli vom Farbstoffkonsumentenverband; er bzw. seine Leute sind der wirren Meinung, sie bekämen doch noch Farbstoffe, nach unseren Informationen ist das ausgeschlossen, solange wir an England und besonders Italien en masse liefern.

Ich erwarte nun Ihre weiteren Instruktionen, denn mit leeren Händen, mit denen ich dastehe, kann ich natürlich gar nichts erreichen. Überhaupt drückt mich das Gefühl der Verantwortung bei der Wendung, welche die Dinge jetzt nehmen, und bei der Unmöglichkeit, mich mit jemand beraten zu können. So werde ich hier die Verhandlungen abbrechen und sofort nach Bern reisen, um Instruktionen zu holen und wieder hierher zurückkehren. Ich bitte auch hierüber um Ihre Befehle. Seit meiner Abreise erhielt ich nichts von Ihnen, ich melde dies für den Fall als etwa Depeschen aufgehalten worden sein sollten, was jetzt oft zu geschehen scheint, wie mir auch Herr von Claparède mitteilte.

P. S. Noch ist nachzuholen, dass hier der Standpunkt eingenommen wird, dass amerikanische Baumwolle zu Unrecht zurückgehalten werde, sie sei klauselfrei in die Schweiz gekommen und keine Contrebande und in grössten Mengen in der Schweiz. Ich erwiderte, dass solange wir nicht wüssten, ob der Trust uns sicher Zufuhr gebe, wir unter andern Gründen auch mit Rücksicht auf unsere eigene Versorgung keine Baumwolle ausführen lassen könnten!

140

E 2001 (B) 1, 92b

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L 935/14 Paris, 26 juillet 1915

Ce matin je m'étais rendu, assez confiant, chez M. Delcassé, d'après ce que M. Ribot m'avait dit avant-hier soir de ses dispositions. Vous aurez été déçu comme moi des déclarations du Ministre des Affaires Etrangères, telles que je vous les ai télégraphiées ce matin (ci-joint la copie de mon télégramme)[1]. Le ton de M. Delcassé a été tout à fait amical, je suis convaincu qu'il est sincère dans ses sentiments de bonne volonté envers la Suisse; mais il revient toujours à son raisonnement: «Comment pourrais-je me défendre ici devant l'opinion publique si j'autorisais la Suisse à envoyer 200 wagons de riz par mois aux Autrichiens, quand on saura que ces 200 wagons représentent la ration normale de riz de 666 000 soldats ennemis?» J'ai naturellement dit, comme avant-hier à M. Ribot, qu'il faut tenir compte des proportions; la Suisse compte 4 millions d'habitants, soit 30 fois plus; 100 wagons représentent quelque chose pour la Suisse; leur équivalent en sucre est important pour la Suisse, tandis qu'il faudrait 30 fois plus de marchandises pour assurer aux Austro-Allemands un avantage équivalent. Nous n'avons aucun intérêt à payer trop cher ce que les Austro-Allemands nous livrent, et ce qu'ils nous livrent est destiné à nous permettre de vivre, comme aussi, très souvent, à nous permettre de fournir à la France et à ses alliés des marchandises qui leur manquent. Nous avons donné suffisamment de preuves, dans cette guerre et dans toute notre histoire, de notre volonté d'être indépendants et de ne nous mettre au service d'aucune puissance étrangère, pour qu'on nous fasse crédit de la liberté de mouvement nécessaire pour sauvegarder un minimum d'existence à nos industries et un minimum d'approvisionnement à notre peuple. Nous sommes séparés de la France et des ses alliés par une seule rédaction; on voulait exiger de nous le consentement préalable de trois gouvernements étrangers à chaque compensation; nous acceptons de notifier *préalablement tous les détails de chaque* opération projetée; si cela a un sens, cela signifie que les gouvernements alliés peuvent nous faire aussitôt part de leurs objections et ces objections seront forcément d'un grand poids auprès du Conseil fédéral. Nous aussi nous sommes un gouvernement d'opinion; nous avons souffert pendant des dizaines d'années des pressions diplomatiques de Metternich, de Guizot, et avons fait une petite guerre civile pour nous sortir de cette tutelle. Depuis un demi-siècle, on a reconnu dans le monde entier la sincérité de notre indépendance de toute influence étrangère; nous saurons tenir compte des objections qui nous seront faites contre certains échanges, mais nos amis de la

1. *Non reproduit.*

Quadruple Entente devraient aussi tenir compte de la nécessité économique où nous pouvons nous trouver de négocier ou de subir certains échanges à négocier par nous au mieux des circonstances et en tenant compte, évidemment, de nos rapports avec la Quadruple Entente. C'est l'intérêt de tous que la Suisse conserve un minimum de liberté d'action et ne soit pas comprimée, poussée vers l'un ou l'autre des groupements en lutte, contre toutes ses traditions et contrairement à l'âme même de son histoire.

M. Delcassé est toujours revenu à ses 666666 Autrichiens; il a promis d'examiner; il a été très amical dans la forme et je crois qu'il a certainement d'excellentes intentions, mais je n'ose pas croire qu'il transigera beaucoup sur le fonds. Peut-être faudrait-il limiter expressément les marchandises pouvant faire l'objet d'échanges, en limiter même les quantités; il n'a pas refusé l'examen de modifications, il l'a même expressément promis, mais il semble qu'il pense amicalement de la même manière que M. Goût: ce dernier dit cyniquement et grossièrement et anti-amicalement à M. Stroehlin ce que M. Delcassé me dit avec l'intention d'être aimable.

Il semble que M. Delcassé s'attend à ce que la conversation traîne jusqu'à la remise des statistiques dont vous avez parlé avant-hier à MM. Beau, Grant-Duff et Paulucci[2].

---

2. *Le 29 juillet 1915, le chef du DPF remet aux Ministres d'Angleterre et d'Italie ainsi qu'à l'Ambassadeur de France un tableau des importations mensuelles d'Allemagne et d'Autriche et une proposition concernant la cession d'articles de compensation. Ces listes sont accompagnées d'une lettre explicative, disant:*

La valeur totale des articles à importer, laquelle démontre en même temps la dépendance de l'industrie suisse à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche, est de Frs. 21 875 000.– par mois en chiffres ronds. Par là, on voit d'emblée que, pour le droit d'acheter dans ces deux pays ces articles malgré les interdictions d'exportation, il n'est naturellement pas possible de fournir entièrement des compensations. Car, d'une part, l'exportation suisse d'articles de compensation est beaucoup trop faible pour pouvoir suffire à cette tâche et d'autre part, nous ne pourrions ou ne voudrions pas demander aux Gouvernements alliés de se déclarer d'accord avec la réexpédition de si grandes quantités de marchandises importées. Nous avons toujours déclaré au Gouvernement allemand qu'il ne saurait être question de compensations pour l'autorisation de l'expédition du charbon (environ 8¾ millions par mois) et le Gouvernement allemand n'a non plus jamais formulé de demande tendant à en obtenir. Mais même en retranchant ce montant, il reste une importation mensuelle de marchandises pour une valeur de 13 millions en chiffres ronds.

Ici également, la production indigène ne peut être mise à contribution que pour une partie relativement faible, de sorte qu'il est absolument nécessaire d'effectuer la compensation avec des articles importés.

L'importance de ces compensations ne doit pas être exagérée par les Etats alliés. Nous ne tenons pas pour probant de diviser, p. ex. en rations, la quantité de riz à réexporter et de calculer d'après cela le nombre des rations de riz fournies pour les armées impériales. On devrait plutôt se demander quel pourcentage de l'importation totale de cet article dans les deux pays représente la quantité à réexporter (100 wagons de riz représentent p. ex. 0,21% de l'importation totale allemande).

Il sera plus décisif de faire remarquer que la compensation allemande ou autrichienne en sucre a une valeur correspondante, non seulement commerciale, mais encore nutritive, et qu'en ce qui concerne le lait condensé fabriqué avec ce sucre et avec le charbon allemand, ainsi que le chocolat, il n'est exporté que le 10% du premier et que le 22% du second article en Allemagne et

Dans ces circonstances difficiles, où l'on cherche de part et d'autre à nous pousser dans un des groupements en guerre, je me suis demandé s'il n'y avait pas quelque échappatoire. Nous avons proclamé notre neutralité absolue dans des termes qui nous rendent difficile à tenir le langage de mon collègue de l'Institut de droit international Hammerskjöld qui vient de déclarer que la Suède restait neutre mais n'était pas neutre à tout prix.

M. le Président Motta a cependant déclaré à un reporter qu'un des cas qui pourraient nous faire sortir de notre neutralité serait celui où l'on voudrait nous faire mourir de faim. Il y a peut-être une autre idée à creuser.

En 1814/15, tous nos aimables voisins cherchaient à nous gruger; la France a pris Mulhouse, l'Autriche la Valteline, etc. Les seuls qui nous avaient aidé à revivre après la crise de la Révolution et de l'Empire ont été le Russe Capo d'Istria et l'Anglais Castlereagh parce que ni la Russie ni l'Angleterre n'avaient quelque chose à nous prendre. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas compter sur eux comme il y a cent ans.

Qui est assez désintéressé?

Je me demande si les Etats-Unis ne pourraient pas jouer le rôle de la Russie et de l'Angleterre en 1815. Le gouvernement américain vient de se placer vis-à-vis de l'Allemagne, à propos des sous-marins, sur le terrain des traités anciens sur les lois de la guerre maritime; le même gouvernement paraît devoir se placer sur le même terrain des anciens traités vis-à-vis de l'Angleterre en matière du droit des neutres de faire du commerce. Si le Cabinet de Washington précise cette seconde

---

en Autriche, alors que de beaucoup la plus grande partie de ces articles est fournie aux pays alliés. Si donc les Alliés laissent réexporter dans les Etats du centre le riz et d'autres denrées alimentaires, ce ne seront pas là des cadeaux qu'ils feront à ces Etats; ces articles reviendront aux Alliés sous forme de denrées alimentaires.

Il en est tout à fait de même des différentes sortes d'acier, des alliages de fer, de fer hématite, etc. Les Etats alliés traitent ces matières comme de la contrebande et veillent jalousement à ce qu'elles n'arrivent pas en Allemagne et en Autriche. Il y a donc aussi intérêt à faire sortir ces matières de ces pays et à en diminuer le stock; on trouvera donc ici encore une précieuse compensation, si l'autorisation d'exportation est obtenue, par l'autorisation de réexporter les articles importés, sans compter que de nombreuses machines pour lesquelles ces matières sont employées sont exportées dans les Etats alliés.

Il serait inutile de faire remarquer la très grande valeur des couleurs d'aniline et des produits chimiques, tels que les dérivés du goudron, l'aniline, le salicylique, etc., non seulement pour l'industrie suisse, mais pour toute industrie en général. Je crois donc qu'il ne serait pas équitable de ne considérer que l'importance des articles fournis par voie de compensation aux Etats du centre et non celle des articles livrés en échange pas ces Etats, en première ligne, naturellement, pour la Suisse, mais aussi pour les pays alliés. Si ce côté de la question est mis en lumière, elle sera, nous en sommes persuadés, jugée différemment par l'opinion publique de votre pays.

Lors de notre entretien, la question a aussi été soulevée de savoir si les Alliés ne pourraient pas fournir à la Suisse ce qu'elle est actuellement forcée de tirer d'Allemagne et d'Autriche. Nous savons apprécier comme il convient ces avances d'un caractère si amical, et nous en sommes sincèrement reconnaissants aux Gouvernements alliés; mais un examen plus approfondi montre que cette pensée est irréalisable. Il s'agit ici en partie d'articles que les Alliés, eu égard à leurs propres besoins, ne sont pas en état de nous fournir pour le moment, p.ex. les couleurs aniliques, les produits chimiques, le bois, et en partie d'articles qui ne peuvent être maintenant importés dans

partie de son programme, il pourrait être accessible à un appel de notre part tendant à obtenir, comme neutres loyaux et sincères, un minimum de liberté d'action. L'Amérique a intérêt à pouvoir continuer à nous vendre des céréales, des saindoux, des conserves, du coton; le peuple américain est certainement disposé favorablement envers la plus ancienne des républiques du monde et serait peut-être flatté de se faire notre champion. Auriez-vous la bonté de réfléchir à cet ordre d'idées?

M. Harjès de la célèbre Maison Pierpont, Morgan, Harjès & Cie, qui sort de chez moi pour remercier de notre intervention en faveur de M. Hérold (tout en ayant quelque peu lâché pied au moment difficile) me dit qu'il est prêt à agir chez Lansing à Washington dans ce sens, à titre personnel, quand nous le lui demanderions et se montre convaincu qu'une telle politique serait très populaire aux Etats-Unis. Il demande qu'on ne s'adresse pas à l'ambassadeur américain ici Sharp, qui est un zéro maladroit. Excusez-moi d'avoir dit un mot à M. Harjès; il va sans dire que j'ai dit cela comme une boutade personnelle.

A ce propos, M. Harjès a ajouté que l'emprunt français tenté aux Etats-Unis avait échoué complètement. Je crois vous avoir écrit que, d'après mes interlocuteurs, les Américains prêtent de l'argent à une entreprise industrielle pour que, si cela va mal, on renverse le conseil d'administration; ils n'aiment pas le fonds d'Etat parce qu'on ne peut remplacer un gouvernement étranger par des Yankees. En outre, les Américains jusqu'ici grands emprunteurs en Europe, n'ont pas encore appris le rôle de prêteurs.

---

les Etats alliés, dont l'industrie est entièrement occupée à faire face aux besoins de l'armée (nous faisons allusion p. ex. aux nombreuses pièces de fer, d'acier, etc. finies ou demi-finies); de grands établissements de l'industrie suisse du fer ont fait de vains efforts pour placer des commandes dans ces pays et se libérer ainsi de leurs fournisseurs allemands et autrichiens; il s'agit enfin en partie de matières brutes (avant tout de charbon et de fer) dont le transport régulier par la France ou l'Italie, venant s'ajouter à tout ce que la Suisse est forcée de se procurer par cette voie, constituerait pour ces deux pays un nouvel encombrement tout à fait intolérable, des ports et des chemins de fer, déjà si fortement mis à contribution. Il faut tenir compte enfin de considérations financières très importantes; p. ex, en ce qui concerne le sucre, il s'agit d'exécuter des contrats très favorables car des quantités énormes ont été achetées et payées à des prix très favorables et n'attendent, pour être exportées, que l'autorisation nécessaire; en outre, l'importation en est assurée pour bien des mois par des contrats favorables. Comme il s'agit ici de millions, on comprendra que notre petit pays, dont les finances sont déjà si fortement éprouvées par la guerre, ne saurait sacrifier ces avantages.

Je suis persuadé qu'un examen bienveillant de ces questions convaincra les Gouvernements alliés que seule la possibilité de ré-exporter certaines marchandises importées, dans le cadre, p. ex. de la liste ci-incluse des articles de compensation, permettra à la Suisse d'entretenir sa vie industrielle, et que c'est par cette voie seulement qu'on pourra rendre un peu supportable la restriction de l'autonomie économique occasionnée à notre pays par les Puissances belligérantes et la guerre économique qu'elles se font.

J'ai la persuasion que, dans la solution de ces difficultés, je puis compter sur la bienveillance et sympathie des trois Représentants des Puissances alliées et je leur en exprime d'avance ma vive reconnaissance. *Cf.* E 2200 Paris 1, 1312.

141

E 2001, Archiv-Nr. 921

La Légation d'Allemagne à Berne
à la Division du Commerce du Département politique

N H 2294. Bern, 18. August 1915

Unter Bezugnahme auf die kürzliche Besprechung mit Herrn Bundesrat Hoffmann beehrt sich die Gesandtschaft dem Schweizerischen Politischen Departement, Handelsabteilung, mitzuteilen, dass die Kaiserliche Regierung mit der nachfolgenden Ausgestaltung der Berliner Absprache vom 26. Mai d. J., V[1] (Garantieleistung für die Verwendung und den Verbleib deutscher Waren in der Schweiz) Ziffer 2, einverstanden ist:

Die Gesandtschaft übermittelt alle ihr von der Kaiserlichen Regierung zugegangenen Ausfuhrbewilligungen, deren Gegenstand zur Kategorie der Ziffer 2 gehört, an die «Schweizerische Treuhandstelle Zürich für Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz» (Herr Ständerat Usteri). Die Treuhandstelle prüft auch bei ihnen die Frage, ob die Bedingungen erfüllt sind, woran die Kaiserliche Regierung die Aushändigung knüpft, und sie verhandelt zu diesem Zweck mit der in der Bewilligung als Empfänger der Ware bezeichneten Person oder Firma. Sie entscheidet selbständig über die Aushändigung der Bewilligungen, mit Ausnahme derjenigen Fälle, in welchen die Gesandtschaft sich ausdrücklich bei Übersendung der Bewilligungen die Kenntnisnahme des Ergebnisses der Prüfung der Treuhandstelle und die Entscheidung über die Aushändigung vorbehalten hat. Dieser Vorbehalt wird nur dann erfolgen, wenn der Gegenstand der Bewilligung unmittelbar zu Kriegszwecken benutzt werden kann oder zur Herstellung von Erzeugnissen benutzt werden kann, welche zu Kriegszwecken dienen können, wie z. B. Roheisen, Draht verschiedener Art, Eisen in Stangen, T-Eisen, andere Profileisen, Kugellager, Stahlkugeln, Bleche und anderes mehr. Die Erledigung der letzten Fälle soll in vertraulichem Benehmen der Gesandtschaft, nachdem sie das Ergebnis der Prüfung der Treuhandstelle erfahren hat, mit dieser Stelle erfolgen. Die Aushändigung der Bewilligungen an den Empfänger geschieht durch die Treuhandstelle auch in den Fällen der letzteren Art.

---

1. *Cf. n° 131, Annexe.*

142

E 2001, Archiv-Nr. 725

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Washington, 19 août 1915

Stovall rapporte à Département d'Etat et journaux publient qu'il a reçu allusion gouvernementale que Suisse exaspérée difficultés commerce considère entrer en guerre côté Allemagne[1].

1. *Le même jour la Division des Affaires étrangères du Département politique envoie un télégramme à Ritter, disant:* Unbegreiflich wie Stovall zu solchen Berichten kommt, treten Sie nach Möglichkeit derartigen Phantasien entgegen.

143

E 1004 1/260

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 août 1915[1]

1929. Kompensationen mit Deutschland und Österreich-Ungarn

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 18. August 1915

In der dem Antrag des Politischen Departements vom 9. Juni und der Schlussnahme des Bundesrates vom 12. Juni lf. Js.[2] zu Grunde liegenden Verbalnote des Deutschen Auswärtigen Amtes hatte sich die kaiserliche Regierung bereit erklärt, an Stelle der bisher für gewisse Waren üblichen Einzelkompensationen Ausfuhrbewilligungen für die deutscherseits entbehrlichen Waren, deren Bezug die Schweiz infolge Mangels eigener Produktion wünscht, für den schweizerischen Bedarf ohne besondere Gegenleistung zu erteilen, sofern auch die Schweiz in gleicher Weise die Waren freigibt, welche sie entbehren und ohne Verletzung anderweitiger Bindungen abgeben kann.

Auf dieser Grundlage des generellen Warenaustausches an Stelle der Einzelkompensationen hat sich seither der deutsch-schweizerische Handelsverkehr abgespielt.

Dabei erheischten nun aber nachstehende Fragen, die für die Schweiz von hervorragender Bedeutung sind und die mit Rücksicht auf die Bindungen gegenüber

1. *Etaient absents: E. Schulthess et F. Calonder.*
2. *Cf. n° 131.*

der alliierten Staatengruppe eine besondere Gestaltung annahmen, eine besondere Behandlung:

a. Die Zuckerfrage;
b. die Lieferung von Heeresbedarf;
c. die Einfuhr von Holz und Holzstoff;
d. die Frage der Ausfuhr von Schienen, und
e. die Frage des Ersatzes von Fabrikaten und Sparstoffen.

Sodann war es nötig, bei der engen wirtschaftlichen Verbindung zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn auch mit letzterer Regierung ähnliche Abreden zu treffen, wie sie in der eben angeführten Verbalnote mit Deutschland getroffen worden sind.

Zu diesem Zwecke waren in Berlin und nachher in Wien Verhandlungen gepflogen worden, mit welchen der Leiter des Kompensationsbureaus, Herr Nationalrat Schmidheiny, beauftragt worden war und über welche das Politische Departement schon in der Sitzung vom 10. August berichtet hat.

Das Ergebnis dieser Verhandlungen ist in einem vom Politischen Departement vorgelegten Protokolle[3] niedergelegt, mit welchem die, ebenfalls vorgelegten, Erläuterungen einzelner Positionen zu vergleichen sind.

Das Politische Departement bemerkt zu den einzelnen Anlagen folgendes:

«1. In Anlage A wird die gegenseitige Bereitwilligkeit ausgesprochen, soweit der eigene Bedarf und die eingegangenen Bindungen es gestatten, Ausfuhrbewilligungen zu erteilen, und es soll auch in Österreich-Ungarn, wie in Deutschland, zum System der generellen Bewilligungen an Stelle der Einzelkompensationen übergegangen werden.

Der mit diesem Grundsatz scheinbar in Widerspruch stehende Satz 2 von Ziffer 3 der Anlage A hat gemäss den erläuternden Bemerkungen lediglich die Bedeutung, dass Österreich-Ungarn auf die Einzelkompensationen zurückgehen kann, sofern die Schweiz mit der ihr gemäss Anlage B obliegenden Verpflichtung zur Ablieferung von Bannware erheblich im Rückstand bleiben sollte.

Bezüglich Garantieleistung für Verwendung der aus Österreich-Ungarn ausgeführten Waren und Verbleib derselben in der Schweiz wird sich Österreich-Ungarn vorläufig der Treuhandstelle Zürich bedienen.

2. Anlage B enthält die Bedingungen für die Zuckerbeschaffung aus Deutschland und Österreich-Ungarn. Es bedarf keiner weitern Ausführungen, um die Bedeutung der Zuckerversorgung für unsere Volkswirtschaft erkennen zu lassen, hängt doch die ganze Milchindustrie und mit ihr ein wesentlicher Teil der Milchproduktion, die Schokoladeindustrie, die Konservenfabrikation und die Confiserie von ungestörter Zuckerzufuhr ab, vom gewöhnlichen Konsum nicht einmal zu sprechen.

Durch die Verständigung ist der Bezug von 400 Wagen Zucker bis Ende des Jahres gesichert (Anlage B, Ziffern 2 und 3, Erläuterungen ad 3). Der Zucker wird mit 1500 Wagen von Deutschland, mit 2500 Wagen von Österreich-Ungarn

---

3. *Reproduit en annexe.*

geliefert, und es ist damit möglich gemacht, die mit beiden Ländern bestehenden alten Kontrakte mit ihren sehr günstigen Preisbedingungen zur Ausführung zu bringen.

Als Gegenleistung ist ausser der monatlichen Lieferung von 100 Wagen Käse und 50 Wagen kondensierter Milch die Abgabe von 3000 Wagen Bannware vorgesehen. Es sind das die Vorräte des deutschen und österreichischen Zentraleinkaufs an Reis, Mais, Gemüse, Kleie, Kastanien u.s.w., welche für deren Rechnung in der Schweiz lagern. Für die Lieferung dieser seit Monaten in der Schweiz vorhandenen, dem schweizerischen Konsum nicht dienstbaren Vorräte müssen wir uns die Ausfuhrmöglichkeit beschaffen, was ja eben, wie bekannt, durch die auf die Kompensationen bezüglichen Vorschriften des Importtrust-Abkommens geschehen soll.

3. Die Kriegstechnische Abteilung und der Generalstab haben eine Liste von Heeresbedarfsartikeln zusammengestellt, die der Delegierte des Politischen Departementes freizubekommen bestrebt war. Es ist dies der sog. «kleine Heeresbedarf» im Gegensatz zum sog. «grossen Heeresbedarf» (Haubitzen, Munition u.s.w.), über welchen in einem andern Zusammenhange berichtet wurde. Als Kompensationsobjekte sind 3200 Ballen Baumwolle in Aussicht genommen, doch behalten wir uns vor, zunächst noch durch eine Enquete festzustellen, dass diese für deutsche Rechnung in der Schweiz lagernde Baumwolle im Zeitraum in das Land kam, wo der Reexport solcher unbeanstandet war, und dass der eigene Bedarf resp. die eigene Versorgung mit Baumwolle die Ausfuhr eines solchen Quantums erlaubt (vergl. Anlage C).

4. Die Schweiz führt, trotz ihres sog. Holzreichtums, schon in normalen Zeiten sehr bedeutende Mengen von Holz und Holzstoffen von Deutschland und Österreich ein. Anderseits hat nun namentlich seit dem Kriege ein erheblicher Export von Holz nach Italien und Frankreich eingesetzt. Letzteres Holz dient zum grossen Teil militärischen Zwecken (Barackenbauten, Einrichtung der Schützengräben und dergl.). Es war daher naheliegend, dass die beiden Länder, die unsere Holzlieferanten sind, nicht nur die Bedingung der Nichtwiederausfuhr der eingeführten Holzmengen nach Italien und Frankreich aufstellten, sondern auch Garantien dafür verlangten, dass nicht etwa ein dem eingeführten entsprechendes Ersatzquantum ausgeführt werde. Nach vielen Bemühungen ist es gelungen, die Ausfuhrbeschränkung gegenüber Frankreich auf die monatlichen Durchschnittsmengen des Jahres 1913, gegenüber Italien auf 172 Wagen monatlich zu beschränken, wogegen dann die Ausfuhr von Brennholz, Rundholz, Brettern von geringer Dicke (sog. Kistenbretter), Parketthölzern, Schwellen und sodann von Holzstoff und Papierholz, an welch letzterem unsere ganze Papierindustrie hängt, von Deutschland und Österreich-Ungarn freigegeben wurde. Ausgenommen sind Fasshölzer, Grubenholz, Kantholz und dicke Bretter über 30 mm, sodann die für Gewehrschäfte passenden Feinhölzer. (Vergl. Anlage D und Erläuterungen zu Ziff. 2 und 4.)

5. Die gleichen Erwägungen, die zur Holzausfuhrbeschränkung führen, haben auch zur Verhinderung der Ausfuhr von alten Schienen geführt, da diese beim Schützengrabenbau eine wichtige Rolle spielen. Das Ausfuhrverbot liegt übrigens

in unserem eigenen militärischen Interesse, da wir diese Materialien gegebenenfalls dringend notwendig hätten. Der Generalstab hat denn auch wiederholt auf eine möglichst scharfe Handhabung des Ausfuhrverbotes gedrängt.

Als Gegenleistung für diese, wie gesagt, auch in unserem eigensten Interesse liegende Einschränkung haben wir die Lieferung von 18 Tonnen Feldgrün für unsere neuen Uniformen, von 150 Tonnen Naphtaliwaschöl für unsere Gasfabriken und von 1000 Tonnen Teeröl zum Teeren der Bahnschwellen zugestanden erhalten, lauter Artikel, die wir dringend nötig haben. (Vergl. Anlage E.)

6. In der Anlage F ist endlich die Organisation einer Art von Kontokorrent-Verkehr im Austausch von sog. Sparstoffen (z.B. Kupfer, Nickel, Zinn und dergl.) gegen Fabrikate getroffen. Wir liefern die Sparstoffe, Deutschland und Österreich-Ungarn das aus ihnen erstellte Fabrikat, und zwar wird ein Verhältnis von 100–110% vorgeschrieben, wie es auch in den Einfuhrtrust-Verhandlungen vorgesehen ist (Anlage F und Ziffer 6 der Einleitung des Protokolls).»

Wie aus dem Schlusssatze der Einleitung des Protokolls zu entnehmen ist, kann jeder Teil von den Verabredungen zurücktreten, wenn der Einfuhrtrust (die sog. «Société suisse de surveillance») endgültig scheitern sollte. Wie sich die Verhältnisse in diesem Fall gestalten werden, ist heute noch ganz unsicher; insbesondere ist ganz ungewiss, ob und in welchem Umfange die Schweiz dannzumal die dem deutschen und österreichischen Zentraleinkauf gehörenden Bannwaren wird ausführen können. Die Schweiz muss sich also freie Hand wahren.

Die durch die Abreden geschaffene generelle gegenseitige Ausfuhrbewilligung entspricht nicht dem System der durch die Alliierten zu kontrollierenden Einzelkompensationen, wie sie im Einfuhrtrust vorgesehen werden. Man muss daher, wenn letzterer zustande kommt, zur Form der Einzelkompensation zurückgehen. *Deshalb und weil die Abreden betreffend Holz- und Schienenausfuhr ihrer Natur nach diskreter Natur sind, ist es absolut notwendig, dass sowohl die Existenz als der Inhalt der Abreden absolut geheim bleibt, und es sind daher Vertrag, Beilagen und Bundesratsbeschluss streng vertraulich zu behandeln.*

Zu bemerken ist noch, dass der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartementes sich mit dem Protokoll einverstanden erklärt hat.

Es wird beschlossen:

Der Bundesrat nimmt von den getroffenen Abreden genehmigende Kenntnis und ermächtigt das Politische Departement, das Einverständnis durch Verbalnote zu erklären.

K (1) 2947

ANNEXE[1]

Wien, August 1915[2]

Über den gegenseitigen Ausfuhrverkehr zwischen der Schweiz und Österreich-Ungarn wird Folgendes vereinbart:

1.

Der Ausfuhrverkehr zwischen Österreich-Ungarn und der Schweiz im allgemeinen wird in der als Anlage A beigefügten Vereinbarung geregelt werden.

2.

Im besonderen wird der Ausfuhrverkehr in Lebens- und Futtermitteln bis zum 31. Dezember 1915 in der aus Anlage B ersichtlichen Weise geregelt.

3.

Über die Lieferungen für den schweizerischen kleinen Heeresbedarf und die Kompensationen hierfür sind die aus Anlage C ersichtlichen Abmachungen getroffen worden. Wegen des grossen Heeresbedarfs finden gesonderte Verhandlungen statt.

4.

Die Ausfuhr von Holz und Holzstoff wird gemäss Anlage D geregelt werden.

5.

Über die Ausfuhr von Schienen, Trägern, T, U und sonstigem fassonierten Eisen ist eine besondere Vereinbarung in Anlage E enthalten.

6.

Die Ausfuhr von Fabrikaten gegen Ersatz der zu ihrer Herstellung verwendeten Sparstoffe ist zwischen Deutschland und der Schweiz durch die Vereinbarung Anlage F geregelt worden. Nachdem durch diese Vereinbarung für alle wichtigen Fälle sichergestellt ist, dass Fabrikate und Sparstoffe auch tatsächlich zum Austausch gelangen, wird für etwaige sonstige Fälle und die Übergangszeit vereinbart, dass der Austausch dadurch vollzogen werden soll, dass kurzerhand Bewilligungen in Bern ausgewechselt werden. Diese werden nötigenfalls zunächst ohne Absender und Empfänger ausgestellt und später ausgetauscht.

Es besteht Einverständnis, dass dieser Verkehr auf gleicher Grundlage auch zwischen den beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie einerseits und der Schweiz anderseits stattfinden soll.

7.

Die Abmachungen mit der Schweiz treten nach endgiltiger Genehmigung sofort in Kraft. Sollte die «Société suisse de surveillance» endgültig scheitern, so kann jeder Teil zurücktreten.

---

1. *Le document est signé par Glück, Lers et une troisième personne dont la signature n'a pu être déchiffrée.*
2. *Le document n'est pas daté. En s'y référant, le DPF parlera des arrangements du 5 août 1915. Cf. n° 190.*

A.

Über die Behandlung der gegenseitigen Ausfuhr ist zwischen Österreich-Ungarn und der Schweiz folgendes vereinbart worden:

1. Die Schweiz wird, soweit der eigene Bedarf und die eingegangenen Bindungen es gestatten, Ausfuhrbewilligungen in tunlichst weitem Umfang ohne Einzelkompensationen erteilen.

2. Die Schweiz wird Bewilligungen nur dann geben, wenn sie von der österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Bern beantragt werden, soweit es sich nicht um Artikel schweizerischer Herkunft handelt, bei denen die genannte Gesandtschaft nach näherer Vereinbarung mit der schweizerischen Regierung ausdrücklich hierauf verzichtet hat.

3. Ebenso werden von Österreich-Ungarn die entbehrlichen Waren, deren Bezug für die Schweiz infolge Mangels eigener Produktion nötig ist, für den schweizerischen Bedarf freigegeben werden. Doch behält sich Österreich-Ungarn vor, Waren zu Kompensationszwecken insoweit zurückzuhalten, als dies erforderlich ist, um aus der Schweiz Produkte zu erhalten, welche infolge der Bindung der Schweiz den Feinden gegenüber anders nicht zu erhalten sind.

4. Beide Teile werden zur Kontrolle, dass sie nach besten Kräften die gegenseitige Ausfuhr fördern, einander jede gewünschte Auskunft hierüber, insbesondere durch Mitteilung monatlicher Ausfuhrstatistiken, geben.

5. Bezüglich der Garantieleistung für die Verwendung und den Verbleib der österreichischen oder ungarischen Waren in der Schweiz wird Österreich-Ungarn sich der von der Schweiz mit Deutschland vereinbarten Einrichtungen, bzw. ähnlicher eigener, bedienen.

B.

In Ausführung der gleichzeitig von Österreich-Ungarn und Deutschland mit der Schweiz über die Behandlung der gegenseitigen Ausfuhr getroffenen allgemeinen Abreden wird bezüglich der Ausfuhr von Lebens- und Futtermitteln bis zum 31. Dezember 1915 folgendes vereinbart:

1. Österreich-Ungarn und die Schweiz werden auch an Lebens- und Futtermitteln aller Art einander alles abgeben, was sie mit Rücksicht auf den eigenen Bedarf und die Preisgestaltung entbehren können.

Die Schweiz muss jedoch, mit Rücksicht auf die anderweit eingegangenen Bindungen, den Vorbehalt machen, dass sie an strengster Bannware an Österreich-Ungarn und Deutschland zusammen nur 3000 Wagen abgeben wird.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Erteilung von Ausfuhrbewilligungen nicht durch die Entscheidung darüber aufgehalten werden soll, ob und wie eine Sendung von den 3000 Wagen abzuschreiben ist. Hierüber wird man sich vielmehr nachträglich zu verständigen haben.

2. Österreich-Ungarn und Deutschland verpflichten sich, jeder für seinen Anteil, der Schweiz vom 1. August bis zum 31. Oktober 1915 1000 Wagen Zucker monatlich freizugeben. Von dieser Menge werden Österreich-Ungarn und Deutschland je die Hälfte übernehmen.

3. Sofern der Schweiz noch ein Anspruch auf kompensierten Zucker gegen Österreich-Ungarn zusteht, werden die bezüglichen Mengen von Österreich-Ungarn bis zum 31. Dezember 1915 nachgeliefert werden.

4. Es besteht Einverständnis darüber, dass für die Zeit vom 1. Januar 1916 ab die Zuckerversorgung der Schweiz und die Kompensationen hierfür neugeregelt werden.

5. Die Schweiz wird Ausfuhrbewilligungen für Lebens- und Futtermittel nur auf Antrag der österreichisch-ungarischen bzw. der deutschen Gesandtschaft in Bern erteilen, insoweit diese nicht nach näherer Vereinbarung mit der Schweiz auf die vorgenannte Beschränkung verzichten. Die Gesandtschaften werden sich über die zu stellenden Anträge untereinander und mit dem Landwirtschaftsdepartement verständigen, damit von vornherein Begehren vermieden werden, deren Erfüllung der Schweiz, mit Rücksicht auf anderweitige Bindungen, den Inlandsbedarf und die Preisgestaltung im einzelnen Falle nicht wohl zugemutet werden kann.

6. Die Schweiz verpflichtet sich, bis zum 31. Dezember 1915 an Österreich-Ungarn und Deutschland monatlich mindestens 100 Wagen Käse und 50 Wagen kondensierte Milch freizugeben.

C.

Kleiner Heeresbedarf

1. Herr Nationalrat Schmidheiny übergibt eine Ausfuhrbewilligung über 3200 Ballen Baumwolle mit der Massgabe, dass über die auf diese Bewilligung auszuhändigenden Posten noch eine Verständigung erzielt werden wird.

2. Dafür werden die jetzt vorliegenden Anträge der Kriegstechnischen Abteilung, soweit sie nicht in der Abmachung über den grossen Heeresbedarf erwähnt sind, im Rahmen des irgend Entbehrlichen bewilligt.

D.

Ausfuhr von Holz und Holzstoff.

1. Die Schweiz verpflichtet sich, nach Italien monatlich nicht mehr als 40 Wagen Bauholz und 120 Wagen sonstiges Holz und 12 Wagen Holzstoff auszuführen oder über ein anderes kriegführendes Land ausführen zu lassen. Sie erklärt, dass diese Ausfuhr nur zur Deckung der für sie unbedingt notwendigen Gegenleistungen erfolgt und deshalb nur vollzogen wird, soweit Italien diese Gegenleistung effektiv bewirkt.

Die Schweiz verpflichtet sich, die Ausfuhr von Holz und Holzstoff nach Frankreich nur zu den monatlichen Durchschnittsmengen des Jahres 1913 zuzulassen.

2. Deutschland und Österreich-Ungarn werden die Ausfuhr von Fassholz, Grubenholz, Bauholz und Brettern von über 30 mm Stärke bis auf weiteres nicht gestatten.

3. Sie werden Schwellen, soweit sie entbehrlich sind, nur an schweizerische Bahnen abgegeben.

4. Brennholz und Papierholz, sowie alles übrige Holz, z. B. Rundholz und Parketthölzer, Bretter bis auf 30 mm Dicke, Holzstoff usw., werden freigegeben, soweit diese entbehrlich sind und deren Verbleib in der Schweiz gesichert ist und insoweit als das Quantum dem schweizerischen Bedarf (Einfuhr und Ausfuhr) zu Friedenszeiten entspricht.

E.

Ausfuhr von Schienen usw.

1.

Die Schweiz verpflichtet sich, die Ausfuhr von Schienen jeder Art, insbesondere auch alter Schienen, von Trägern, T-, U- und sonstigem fassonierten Eisen nach Italien, auch auf dem Umweg über Frankreich, zu verhindern.

2.

Deutschland bewilligt dafür die Ausfuhr von

a) 18 t Feldgrün in 6 Monatsraten an die Kriegstechnische Abteilung.

b) 150 t Naphtalinwaschöl in 5 Monatsraten an den Verband schweizerischer Gaswerke gegen 3000 t Teer.

c) Bis 1. Oktober 500 t (einschliesslich der bereits bewilligten 250 t) und bis 31. Dezember weitere 500 t Teeröl an die Direktion der Bundesbahnen. Das Reichsmarineamt wird diese Lieferung durch Erteilung der erforderlichen Ermächtigungen und Freigabescheine gewährleisten. Das Reichsmarineamt behält sich jedoch vor, seine Entschliessung wegen der letzteren 500 t nachzuprüfen, wenn veränderte Verhältnisse dazu zwingen sollten.

3.

Die Schweiz behält sich das Recht vor, falls die tatsächliche Lieferung der unter Ziffer 2 zu a) bis c) genannten Posten nicht zu erreichen sein sollte, die zu a. erwähnte Ausfuhr in entsprechendem Umfang zuzulassen.

4.

Falls Italien den Vertrag mit den Bundesbahnen über Schienenlieferung wegen Nichterfüllung annulliert und ein anderweitiger Verkauf zu gleichem Preise nicht möglich sein sollte, ist das preussische Kriegsministerium bereit, die Schienen zu dem von Italien in der Januarauktion bewilligten Preis zu übernehmen oder den Mindererlös zu vergüten. Herr Nationalrat Schmidheiny ist der Meinung, dass dieses Risiko sehr gering sein werde.

F.

Um die Ausfuhr der von der Schweiz benötigten Fabrikate gegen Ersatz der zu ihrer Herstellung notwendigen Sparstoffe zu fördern, wird zwischen der schweizerischen und der deutschen Regierung folgendes vereinbart:

1. Die schweizerische Regierung unterhält in Deutschland nach näherer Vereinbarung Lager der betreffenden Sparstoffe, über welche die schweizerische Gesandtschaft in Berlin das alleinige Verfügungsrecht hat.

2. Die deutsche Regierung verpflichtet sich hiermit, für den nach Beendigung des Verfahrens nicht verbrauchten Rest die Wiederausfuhr nach der Schweiz zu gestatten.

3. Sofern der Ausfuhr eines Fabrikats keine anderen Bedenken entgegenstehen als die Frage des Ersatzes des Sparstoffs, wird in dem näher festgelegten Verfahren Ausfuhrbewilligung gegen Freigabeschein von 110% des Sparstoffs ausgetauscht. Das auswärtige Amt übernimmt hiermit die formelle Verpflichtung, den letztgenannten Schein erst dann weiterzugeben, wenn auch die Ausfuhrbewilligung nebst sonstigen Dokumenten ausgehändigt ist.

4. Die exportiertende Firma muss sich in jedem einzelnen Fall verpflichten, der schweizerischen Regierung auf deren Wunsch die erfolgte Ausfuhr nachzuweisen.

5. Wenn ein Fabrikat nicht ausgeführt wird, wird auf Antrag der schweizerischen Regierung der entsprechende Betrag von 110% dem vom auswärtigen Amt geführten Sparstoffkonto wieder gutgeschrieben.

6. Das auswärtige Amt hat die Befugnis, die weitere Vermittlung einzustellen, sobald ein Sparstoffkonto nicht genügend aufgefüllt bleibt.

144

E 2001 (B) 1, 92b

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, A. Dunant, à l'Ambassadeur de France à Berne, J. B. Beau

Copie
L

Berne, 23 août 1915

En ce qui concerne les négociations en vue de faire aboutir le trust d'importation, je peux vous confirmer, à titre personnel et confidentiel, ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer il y a deux jours:

En premier lieu, nous serions disposés à ne pas insister pour que le riz soit un objet de compensation, si nous pouvons nous servir dans ce but d'un autre article dit de contrebande, dont nous admettons qu'il serait accepté dans nos négociations d'échanges.

En second lieu, pour faire face aux compensations, nous aurions l'intention de nous servir pour le moment des stocks que possèdent actuellement en Suisse les

Gouvernements allemand et austro-hongrois, et, par conséquent, de ne pas recourir à des importations nouvelles.

Ces deux points me semblent de nature à retenir favorablement l'attention des Gouvernements avec lesquels la Suisse cause et je me plais à espérer que cela contribuera à la solution de cette négociation.

145

E 2001 (B) 1, 95

Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, E. Grant Duff,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

N Bern, August 28, 1915

The recent proposal of the Swiss Government convoyed to the French Ambassador by Mr. Dunant in his letter of the 23rd instant [1], to restrict exchanges with Germany and Austria-Hungary to stocks in Switzerland which are the property of those Governments appears to offer a basis for removing the last difficulty in the way of concluding the negotiations between the Allied Governments and the Federal Government with regard to the proposed «Trust». It will be evident to Your Excellency that it is imperative that His Majesty's Government should know the quantities of the stocks of those commodities which the Federal Government thus propose to release in exchange with the Central Empires. I have the honour to request Your Excellency to furnish me, as soon as possible with the necessary data.

In making this communication to Your Excellency I am directed by Sir Edward Grey to say that for the purposes of such an agreement His Majesty's Government could only consider as *«belonging to the German and Austro-Hungarian Governments»* such stocks as were actually the property of these Governments and were in Switzerland on June 30, 1915.

I am also instructed to ask Your Excellency what proof the Federal Government are prepared to offer that the stocks of commodities in question were actually the property of the German and Austro-Hungarian Governments and not of private individuals.

I have also the honour to state that the contemplated exchanges could not include:

1) Rice.
2) Cotton which has entered Switzerland since March 11, 1915.
3) Sulphur.
4) Tanning materials.

---

1. *Cf. n° 144.*

146

E 2001 (B) 1, 95

Le Département politique à la Légation de Grande-Bretagne à Berne

Copie
N

Berne, 31 août 1915

Nous avons été très heureux d'apprendre par la note du 28 courant[1] que les négociations en vue de la création de la «Société suisse de surveillance économique» paraissent devoir s'acheminer vers une solution satisfaisante.

Pour accéder au désir exprimé par Votre Excellence, nous avons l'honneur de Lui remettre, sous ce pli, la liste des stocks de marchandises que les Gouvernements allemand et austro-hongrois possèdent actuellement en Suisse[2]; nous n'avons pas de données relatives aux stocks qui existaient à la fin du mois de juin, mais nous avons tout lieu de croire que les quantités ne diffèrent pas beaucoup. Quant aux preuves pour la propriété de ces stocks par les Gouvernements susindiqués, nous nous référons aux déclarations formelles que nous ont faites à cet égard les représentants officiels des deux Empires.

Enfin, nous prenons note de ce que le riz, le coton introduit en Suisse depuis le 11 mars, le soufre et les matières tannantes ne pourraient en aucun cas entrer en ligne de compte pour des échanges. Votre Excellence remarquera que les trois derniers articles ne figurent pas sur la liste ci-jointe; le riz, par contre, a fait déjà l'objet de communications officieuses à teneur desquelles nous étions disposés à ne pas insister pour ce produit, si un autre article peut être offert à la place. Nous ajoutons que le Gouvernement fédéral avait eu l'intention de racheter aux deux Empires centraux le riz emmagasiné en Suisse; toutefois, la qualité semble être devenue fort défectueuse, ce qui exclut d'offrir cette marchandise avariée à nos consommateurs; une enquête très sérieuse est actuellement faite à ce sujet par le Département Militaire et nous aurons soin d'en communiquer, d'ici peu de jours, le résultat à Votre Excellence.

---

1. *Cf. n° 145.*
2. *Non reproduit.*

147

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP n° 21
Die Vereinigten Staaten und Deutschland Washington, 3. September 1915

Wie ich es in meinem letzten politischen Berichte vom 30. August[1] vorausgesagt habe, ist Deutschland auf alle Forderungen der Vereinigten Staaten eingetreten (Beilage: Text der Erklärung Bernstorffs d. d. 2. September)[2].

In meinen früheren Berichten über die Verhandlungen, welche Graf Bernstorff hier mit Präsident Wilson gepflogen hat, habe ich hervorgehoben, dass Bernstorffs Bemühungen darauf hinausgingen, den Tauchbootkrieg zu modifizieren, hatte ihm doch Präsident Wilson in der Privatunterredung vom 2. Juni 1915 Hoffnungen gemacht, von England Konzessionen erlangen zu wollen (mein Privatbericht vom 3/4. Juni)[3].

In Berlin wurden Bernstorffs Empfehlungen und wohl auch Wilsons versteckte Versprechungen nicht voll bewertet. In meinem politischen Berichte No. 15[4] hatte ich der Meinung Ausdruck gegeben, dass Deutschland aus der versöhnlich gehaltenen amerikanischen Note vom 21. Juli «mit Geschick und gutem Willen alles herauslösen kann, was es braucht und was zum Ausbau und zur Aufrechterhaltung freundschaftlicher Beziehungen nötig ist».

Das ist nicht geschehen, im Gegenteil, Bernstorff musste Lansing erklären, dass Deutschland diese letzte «Lusitania»-Note nicht eher beantworten werde, als bis die seitens der Vereinigten Staaten versprochene scharfe Note wegen der Handelsstörungen an England endlich abgesandt worden sei. Offenbar traute man in Berlin den immer sehr allgemein gehaltenen Zusagen Wilsons nicht.

Diese gefährlich ausschauende Situation hätte wohl noch längere Zeit unverändert angedauert, wenn nicht plötzlich der «Arabic»-Fall aufgesprungen wäre.

Zwar soll tatsächlich, wie ich aus zuverlässiger Quelle erfahre, die deutsche Admiralität schon vor der Versenkung der «Arabic» Ordres gegeben haben, dass in Zukunft keine Passagierdampfer ohne vorherige Warnung versenkt werden dürfen. Diese Verordnung ist aber amtlich den Vereinigten Staaten niemals mitgeteilt worden. Bernstorff hatte in seinen Berichten ausgeführt, dass man in Berlin darüber entscheiden müsse, ob es für Deutschland von grösserem Werte sei, den Tauchbootkrieg Deutschland gegen England unverändert weiterzuführen, oder ob man sich die Freundschaft der Vereinigten Staaten erhalten solle. In letzterem

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*
3. *Non retrouvé.*
4. *Non reproduit.*

Falle könne Wilson wohl dazu veranlasst werden, in energischer Haltung gegen England von diesem Konzessionen zu erhalten, welche schliesslich in Friedensvorschläge übergehen dürften. Dass es Herrn Wilson sehr darum zu tun ist, als der grosse Friedensvermittler aufzutreten, habe ich schon öfters hervorgehoben, würden doch dadurch seine Chancen, im nächsten Jahre als Präsident wiedergewählt zu werden, enorm verbessert.

Die Versenkung der «Arabic» trieb die Sache auf die Spitze. Geschah deutscherseits nichts Definitives, dann erhielt die Phrase des Präsidenten in der letzten «Lusitania»-Note betreffend «vorsätzlich unfreundlicher Haltung» (conf. pol. Bericht N. 15) nunmehr volle Geltung.

Diese Erwägung hat die deutsche Regierung offenbar veranlasst, nunmehr formell mit der Erklärung ihrer neuen Tauchbootpolitik hervorzutreten.

Die gestern durch Bernstorff abgegebene Erklärung (Text als Beilage)[5] welche hier bereits als ein Teil der zu erwartenden «Lusitania»-Note angesehen wird, hat mit einem Schlage die Stimmung im Weissen Hause, in den ganzen Vereinigten Staaten geändert. Man ist voll Zuversicht, dass die Tauchboot-Kontroverse in zufriedenstellender Weise durch eine «Lusitania»-und «Arabic»-Note geregelt werde.

Über die «Arabic»-Versenkung stehen bis heute sozusagen nur Aussagen englischer Staatsangehöriger zur Verfügung. Deutschland wirft ein, zur Stunde noch nicht zu wissen, ob wirklich und unter welchen Umständen eines seiner Tauchboote die Täterin gewesen sei. «Wenn» ihm dies nachgewiesen werde, dann sei es zu allem Schadenersatz an amerikanische Bürger bereit; auch wäre es damit einverstanden, den Fall vor das Haager Schiedsgericht zu bringen. Was die Vereinigten Staaten von dieser mit etwas Misstrauen entgegengenommenen hypothetischen Äusserung und von dem Schiedsgerichtsvorschlag halten, dürfte vielleicht noch heute bekannt werden.

Lange diplomatische Verhandlungen wären Deutschland wohl aus dem Grunde unerwünscht, weil es hofft, dass der Präsident nun seine in zwei «Lusitania»-Noten gegebenen Versprechungen halten und in energischer, praktischer Weise gegen England auftreten werde, um es dazu zu bringen, die Londoner Deklaration als in Kraft stehend anzuerkennen.

Deutschland hat Entgegenkommen bewiesen, es hat den ersten Schritt getan, ohne irgendwelche Bedingungen zu stellen. Es vertraut auf Präsident Wilson. Für Bernstorff steht alles auf dem Spiele. Ich vernahm, dass letzterem von einer dem Präsidenten nahestehenden Persönlichkeit zugeflüstert worden sei: «Sie werden sehen, dass Präsident Wilson Deutschlands warmer Freund ist.»

Heute, den 3. September, hat Herr Wilson den Besuch des Kardinals Gibbons erhalten, welcher ein Privatschreiben des Papstes überreichte. Der Kardinal suchte nachher auch den Staatssekretär auf; er erklärte später, dass es ihm vorderhand noch nicht erlaubt sei, die übermittelte Botschaft der Öffentlichkeit zu übergeben. Die alliierte Presse legt den Besuch als einen von Berlin im Vatikan

5. *Non reproduit.*

inspirierten Schachzug aus, zu welchem der Papst sich auf das Versprechen hin hergegeben habe, dass Polen zu einem unabhängigen Königreich mit katholischer Staatsreligion erhoben werde.

Die hier versuchte englische 500-Millionen-Anleihe (cf. pol. Bericht no. 19)[6] ist unmöglich gewesen, das Publikum verhielt sich vollständig ablehnend. Der einzige Ausweg dürfte sein, noch weiter amerikanische Wertpapiere im Betrag von Hunderten von Millionen aus London herüberzuwerfen. Noch übler steht es mit den anderen Alliierten, denen ein solcher Ausweg nicht offensteht.

Die in der hiesigen Presse in den letzten Tagen immer positiver auftretende Versicherung, dass Japan seine Armee nun doch auf den europäischen Kriegsschauplatz sende, halte ich für ganz unglaubwürdig. Wo sollten die Japaner das Geld dazu hernehmen. Selbst haben sie keines, die Alliierten sind jetzt nicht im Fall, es ihnen zu geben, und in den Vereinigten Staaten fände das Mikadoreich nur verschlossene Taschen.

---

6. *Non reproduit.*

148

E 2200 Paris 1, 1291

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L 5555/14 Confidentiel — Paris, 3 septembre 1915

Le Ministre de Chine Hou Weih-teh vient de me consulter sur une question assez délicate:

L'année dernière, le Saint-Siège a, m'a-t-il dit, envoyé une mission extraordinaire à Pékin et la République chinoise désire maintenant accréditer un ministre auprès du Pape.

Le Gouvernement chinois désirerait confier ce mandat a Hou, tout en le conservant comme Ministre de Chine à Paris.

D'autre part, le Gouvernement chinois voudrait accréditer à Berne le Ministre de Chine à Vienne (Autriche), avec résidence à Vienne.

Comme Hou a été Ministre des Affaires Etrangères, son Gouvernement le consulte sur cette double combinaison dont il est venu m'entretenir à son tour.

Hou fait observer que la France étant en rupture diplomatique avec le Saint-Siège, on trouvera peut-être singulier à Paris qu'il soit accrédité en même temps à Rome; et au Vatican, on fera peut-être la même réflexion. En outre, la France a toujours été jalouse de la protection des catholiques en Chine, a vu de mauvais œil les Italiens et les Allemands protéger leurs propres nationaux dans la République du Milieu et on verra probablement ici sans enthousiasme l'établissement de relations diplomatiques directes entre la Chine et le Souverain Pontife. Par tous ces motifs, Hou est disposé à conseiller à son Gouvernement de ne pas

désigner le Ministre de Chine à Paris pour représenter son pays en même temps au Vatican.

D'autre part, puisque le Gouvernement Chinois désire créer une Légation à Berne, Hou, qui connaît la Suisse, trouve qu'il serait plus naturel d'accréditer à Berne le Ministre de Chine à Paris, puisque déjà maintenant c'est la Légation de Chine à Paris qui, en fait, s'occupe des étudiants chinois dans les écoles suisses, etc., et puisque on va deux ou trois fois plus vite de Paris à Berne que de Vienne à Berne.

Hou conclut donc qu'il vaudrait mieux accréditer au Vatican le Ministre de Chine à Vienne, puisque les relations du Gouvernement austro-hongrois avec le Saint-Siège sont bonnes et puisque, en temps de paix, on va à Rome aussi vite de Vienne que de Paris. Le Japon d'ailleurs a accrédité jadis à Berne son représentant de Vienne. La Chine ferait donc comme le Japon.

Le Ministre de Chine demande, si, en fait, son collègue de Vienne pourrait sans difficulté voyager de Vienne à Rome par la Suisse pendant la guerre et ne méconnaît pas que, pendant la guerre, il peut y avoir des inconvénients à accréditer au Vatican le Ministre de Chine déjà accrédité auprès d'un ennemi de l'Italie, en sorte qu'on tombe un peu de Charybde en Scylla; le mariage de la Légation de Chine à Paris avec celle de Rome peut être mal vu du Gouvernement français et le mariage de la Légation de Chine à Vienne avec celle de Rome peut être mal vu du Gouvernement italien.

Je crois devoir vous donner avis de ce qui précède à cause de l'intention du Gouvernement chinois de créer un poste diplomatique à Berne. Si vous avez une impression sur le fond même des deux questions posées par Hou, je vous serais reconnaissant de m'en faire part et, en tous cas, vous prierais de me faire savoir si les communications par voie ferrée de Vienne, par la Suisse, avec Rome, sont plus difficiles aujourd'hui qu'en temps de paix.

Hou paraissait très pressé de répondre à son Gouvernement. Le mardi 6 septembre serait le dernier délai.

Je me suis borné à lui dire qu'au point de vue pratique il valait mieux pour la rapidité et la commodité des affaires que Berne fût rattaché à la Légation de Paris plutôt qu'à celle de Vienne. Au cas où vous jugeriez à propos de me répondre, il serait désirable de le faire lundi par télégramme chiffré.

149

E 2200 Paris 1, 1291

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Paris

Copie de réception Berne, 6 septembre 1915, 3 h 20
T (*Reçu:* 6 septembre 5 h 15)

Serons heureux accueillir ici un Ministre de Chine. La question de principe savoir si ce sera celui de Paris ou de Vienne ne nous concerne pas.

Relations ferroviaires actuelles Zurich–Vienne vingt heures et même chose Rome Zurich.

150

E 1004 1/260

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 septembre 1915 [1]

2165. Verständigung mit Deutschland betr. Veredlungsverkehr etc.

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 11. September 1915

In den Abreden, die mit der deutschen und österreichisch-ungarischen Regierung in Berlin und Wien getroffen worden sind und die der Bundesrat mit Schlussnahme vom 20. August lfd. Js. [2] gutgeheissen hat, war die Kompensation für den sog. grossen Heeresbedarf offengelassen worden, einmal weil dieser selbst noch in keiner Weise schweizerischerseits festgelegt war und sodann weil über die Frage der Kompensationsmittel keine Einigung erfolgen konnte. In dem sog. grossen Heeresbedarf waren unter anderem 11 Krupp-Haubitzen inbegriffen, mit deren Lieferung diese Firma bei Kriegsausbruch im Rückstand geblieben war, sodann Artillerie-Munition, Weisspulver etc.; später wurden auf die Liste auch noch drei Batterien 15-cm-Haubitzen gesetzt. Zur Kompensation war, wie bekannt, zunächst die sofortige Lieferung der verkauften 10000 Gewehre und 8,4-cm-Kanonen in Aussicht genommen, die an Österreich verkauft sind, mit Pflicht zur Ablieferung nach dem Kriege. Der Bundesrat hat diesen Tausch abgelehnt und beschlossen, dass grundsätzlich von einer Lieferung vor Beendigung des Krieges nicht die Rede sein könne. Über andere Kompensationsobjekte ist eine Einigung nicht erzielt worden.

Auf die durch die Presse verbreiteten Mitteilungen, dass der sog. Einfuhr-Trust seinem Abschluss nahe sei, rückte die deutsche Gesandtschaft mit einer Ver-

---

1. *Etait absent: E. Schulthess.*
2. *Cf. n° 143.*

balnote auf, mit welcher dem Politischen Departement der Entwurf einer Verständigung über Kompensation des sog. grossen Heeresbedarfes unterbreitet wurde.

Dieser Verständigungsentwurf[3] erschien zum voraus als unannehmbar, einmal weil er Geordnetes und zu Ordnendes, den sog. kleinen und den sog. grossen Heeresbedarf, durcheinanderwarf, sodann weil er bezüglich der in der Schweiz für deutsche Rechnung lagernden Baumwolle und Wolle unannehmbare Verpflichtungen *[aufwies]*, und endlich weil er der Schweiz die Zumutung stellte, bei den Alliierten die Bewilligung zur Wiederausfuhr von 1000 Tonnen Kupfer, 200 Tonnen Kautschuk und 200 Tonnen Nickel, also der peinlichst gehüteten Sparstoffe, zu erwirken, somit etwas zurzeit völlig Aussichtsloses von der Schweiz verlangte. Da überdies eine offizielle Liste des «grossen Heeresbedarfes» noch gar nicht bestand und der Bundesrat bis heute noch nie in die Lage versetzt worden war, die Anschaffung eines solchen zu beschliessen, so lehnte das Politische Departement es ab, über den unterbreiteten Verständigungsvorschlag in Unterhandlung zu treten. Der deutsche Vorschlag ist denn auch in der Folge schlicht verabschiedet, d. h. als nicht eingereicht behandelt worden.

Dagegen musste dem Politischen Departement daran gelegen sein, für die Erlangung von Heeresbedarf in dem seinerzeit vom Bundesrate zu genehmigenden Umfange eine Grundlage zu finden. Eine solche ist durch die in dem vom Politischen Departement vorgelegten Verständigungsentwurfe[4] vorgesehenen Regelung des Veredlungsverkehrs, in Kombination mit der Verwendungsmöglichkeit der deponierten Sparstoffe zu Kompensationszwecken und in der Anbahnung eines direkten Austausches von Feind zu Feind gefunden worden. Daneben bleibt natürlich die Möglichkeit, durch Verständigung mit den Alliierten die Wiederausfuhr gewisser Konterbandeartikel zu Kompensationszwecken zu erwirken.

Im einzelnen bemerkt das Politische Departement über diesen Entwurf eines Abkommens das Nachstehende:

«1. Ziffer 1 und Anlage 1 behandeln den Veredlungsverkehr.

Mit Rücksicht auf die im ‚Règlement intérieur' der Einfuhr-Organisation vorgesehenen, viel engern Bestimmungen über den Veredlungsverkehr ist vorgesehen, dass im Falle des Zustandekommens des sog. Einfuhr-Trustes von der Schweiz nichts verlangt werden kann, was mit dessen Bestimmungen nicht im Einklang ist. Immerhin kann jetzt schon vorausgesehen werden, dass in unserer Industrie sich weitergehende Wünsche und Bedürfnisse für einen Veredlungsverkehr geltend machen werden, als sie im Entwurfe des sog. Trustabkommens Berücksichtigung finden konnten. Daher werden wir uns bemühen, später eine Ausgestaltung der hierauf bezüglichen Vorschriften zu erwirken. Solange das nicht erreichbar ist, wird es abgesehen von Kupfer und Zinn voraussichtlich zu keiner Deponierung von Metallen kommen; zurzeit wenigstens dürfte es nicht möglich sein, solche Sparstoffe sich zu verschaffen. Bezüglich Baumwolle wird die Möglichkeit davon abhangen, in welcher Zeit und mit welchen Verpflichtungen die verfügbaren Vorräte in die Schweiz eingeführt worden sind.

---

3. *Non reproduit: Cf.* EVD KW Zentrale 1914–18, 5+6.
4. *Non reproduit: Cf.* EVD KW Zentrale 1914–18, 5+6.

In Ziffer 4 der Anlage 1 ist vorgesehen, dass die vor Abschluss des Einfuhrtrustes in Depot gelegten Sparstoffmengen durch Abtretung entsprechender Depotgutscheine zu Kompensationszwecken verwendet werden können, was insbesondere bei Freimachung des sog. grossen Heeresbedarfes von Bedeutung werden kann.

2. Ziffer 2 betrifft die Ausfuhr von ‚Messingfabrikaten', in Tat und Wahrheit von Geschossteilen, denn unter diesem Titel gehen die in grossem Umfang in der Schweiz erstellten Munitionsbestandteile unbeanstandet nach den verschiedenen Staaten aus. Es schien uns unbillig, dass, nachdem einmal im Verkehr mit Deutschland der Kompensationsgrundsatz zur Anwendung kommt, wir nur deshalb diese Munitionsbestandteile ohne Gegenleistung herauslassen sollen, weil wir aus praktischen Gründen sie nicht als Munition deklarieren und damit dem Ausfuhrverbot unterstellen. Wir erhalten nun nach dem Abkommen Einfuhrbewilligungen für entsprechende Mengen an Rohzink und Weichblei, letzteres im Höchstquantum von 200 Tonnen per Monat.

3. Ziffer 3 behandelt eine Frage, die vorübergehend wenigstens für einzelne unserer Industrien wichtig werden kann. Infolge des völligen Stockens der Baumwollgarn- und Baumwollgewebe-Zufuhr aus England stehen viele Webereien, Zwirnereien und Stickereien einem eigentlichen Garnmangel gegenüber, der durch die einheimischen Spinnereien um so weniger gedeckt wird, als diese durch Aufträge nach Deutschland in grossem Umfang in Anspruch genommen sind. Es wird daher eine Art Veredlungsverkehr in Aussicht genommen, derart, dass die Schweiz die ägyptische Baumwolle zu liefern hätte, Deutschland dagegen die entsprechende Ausfuhr der Garne und Gewebe gestatten würde. Ob dieser Verkehr praktisch werden wird, hängt in erster Linie davon ab, ob und in welchem Umfange die Schweiz unbelastete, klauselfreie, ägyptische Baumwolle zur Verfügung haben wird.

4. Ziffer 4 beschlägt den Gedanken, der in der Natur der Verhältnisse begründet erscheint und vielleicht eine gewisse Zukunft hat. Die beiden Mächtegruppen besitzen Stoffe und Fabrikate, die je die eine Gruppe anstandslos abgeben kann, die andere Gruppe schmerzlich entbehrt, man denke an Kupfer, Nickel, Kautschuk auf der einen, an pharmazeutische Präparate, Anilinfarben auf der andern Seite. Es ist denkbar, dass die zwingenden Bedürfnisse zu einem Austausche führen und dass dieser unter den in Anlage 3 angedeuteten Kautelen passend und zu unserm Vorteil durchgeführt werden könnte.

5. Die in Ziffer 5 vorgesehene Ergänzung beschlägt unsere Verpflichtung, nicht nur keine Schienen, sondern auch kein aus Deutschland und Österreich-Ungarn stammendes Roheisen nach Italien zu exportieren.

6. Bei der Durchführung der der Treuhandstelle Zürich obliegenden Aufgabe, die Einhaltung der bei der Einfuhr deutscher Waren in die Schweiz gestellten Bedingungen zu überwachen, haben sich bisher schon Kontroversen und Zweifel ergeben. Es muss unsere Aufgabe sein, die Einfuhr dieser Waren nach Möglichkeit zu erleichtern, d.h. die an sie geknüpften Bedingungen sowenig drückend als möglich zu gestalten. Hiefür haben sich mündliche Auseinandersetzungen als dringend wünschbar erwiesen, weil immer wieder neue Fälle, neue

Verhältnisse und Wünsche sich ergeben. Das Abkommen sieht daher regelmässig kontradiktorische Verhandlungen vor.

Mit dem vorstehenden Ergänzungsabkommen ist die Lücke, die in den bisherigen Absprachen noch bestand, ausgefüllt und damit dasjenige befriedigend geordnet, was die Zentralmächte mit Rücksicht auf die in Aussicht stehende Import-Organisation geordnet wünschten.»

Antragsgemäss wird der vorgelegten Abrede die Genehmigung erteilt.

151

E 1001 1/EPD 1915

CONSEIL FÉDÉRAL

Proposition du chef du Département politique, A. Hoffmann

Trust.

Bern, 17. September 1915

/.../[1]

Fragen wir uns nun zum Schlusse, ob den im Vorstehenden besprochenen Vorlagen die endgültige Genehmigung erteilt und damit die Einfuhr-Organisation auf der gekennzeichneten Grundlage geschaffen werden soll, so müssen wir betonen, dass wir auf Grund der gemachten Erfahrungen die in unserem Berichte vom 11. Mai[2] eingenommene grundsätzliche Haltung zum projektierten Einfuhrtrust auch jetzt noch als zutreffend erachten. Die Lage hat sich durch den Eintritt Italiens in den Krieg wohl noch etwas verschärft. Wir müssen tatsächlich damit rechnen, dass uns die Alliierten alles dasjenige, was wir nicht von den Zentralmächten beziehen können, vorenthalten, beziehungsweise nur in dem Umfange und unter den Bedingungen zukommen lassen können, die sie selbst als angemessen erachten.

Nicht dass wir glauben würden, dass Frankreich und Italien je daran dächten, uns wirtschaftlich vollständig einzukreisen und uns gegenüber eine Aushungerungspolitik zu betreiben. Das hiesse ja einfach uns in das Lager ihrer Gegner hinüberzutreiben. Allein das wirtschaftliche Leben unseres Landes kann auch ohne solche Gewaltmassnahmen aufs schwerste geschädigt werden, genügt es doch bei der Ausstellung der Ausfuhrbewilligungen, durch Winke und Weisungen an Schiffahrtsgesellschaften betreffend Ablehnung der Frachtaufträge für schweizerische Rechnung, durch Massnahmen betreffend Ausland in den Häfen und

---

1. *La première partie du rapport a trait au déroulement des négociations concernant la S.S.S. depuis juin 1915.*
2. *Cf. n° 123.*

Verladung der Waren, durch all die Zollschikanen und sonstigen administrativen Anordnungen, um welche eine erfinderische Bürokratie nie verlegen ist, so viele Schwierigkeiten zu schaffen, dass es tatsächlich einem Aus- und Durchfuhrverbote gleichkommt, wiewohl nach aussen das grösste Entgegenkommen zugesichert wurde. Eine Reihe von schweizerischen Industrien haben es in den letzten Monaten erfahren müssen, wie schwer ein solcher inoffizieller Druck lasten kann. Es ist hohe Zeit, dass wir ihnen beispringen, und wir haben die Überzeugung, dass wir in unserem Bestreben, eine grundsätzliche Lösung herauszuziehen, bis an die Grenze des Zulässigen gegangen sind.

Die Zumutungen, die uns von den Alliierten gemacht werden und die in den Ihnen vorgelegten Entwürfen zum Ausdruck gelangen, müssen wir auch heute noch als rechtlich nicht begründet bezeichnen. Man begreift es, dass die einzelnen Staaten die Ausfuhr ihrer eigenen Rohstoffe und Fabrikate an die Bedingung knüpfen, dass sie nicht nach Feindesland gelangen und dass sie für die Erfüllung dieser Bedingung strenge Garantien verlangen. Genau dasselbe verlangen auch Deutschland und Österreich-Ungarn. Man wird es dagegen nicht billigen können, dass auch die aus neutralen Ländern stammenden und lediglich durch die Länder der Alliierten transitierenden Waren dem gleichen Regime unterworfen werden. Handelte es sich dabei ausschliesslich um absolute Konterbandeartikel, oder um relative Konterbande, bezüglich welcher die Bestimmung für einen Kriegführenden nachgewiesen oder wahrscheinlich gemacht wäre, so könnte man ja vielleicht von einer analogen Anwendung der Seerechtsgrundsätze auf den Landtransport sprechen und eine Verhinderung des letztern rechtfertigen. Allein die Beschränkung wird uns zugemutet ohne Rücksicht auf den Charakter der Ware als absolute oder relative Konterbande, ja auch für Ware, die nach völkerrechtlichen Grundsätzen ausdrücklich als Nichtbannware zu erklären ist.

Auf der andern Seite muss ja nun freilich zugestanden werden, dass es auch eine nicht kleine Zumutung für einen Kriegführenden bedeutet, seine Häfen, seine Transporteinrichtungen einem Neutralen zur Verfügung zu stellen, mit der Gewissheit, dass die transportierte Ware über das Gebiet des Neutralen hinaus direkt dem Feinde zugeführt würde.

Dieser Gesichtspunkt darf nicht übersehen werden, wenn die ganze Frage vom Standpunkte der Billigkeit beurteilt werden soll. Sei dem nun aber wie ihm wolle, so steht fest, dass die Alliierten nicht bloss die Meere beherrschen, sondern auch ausschliesslich die für uns in Betracht kommenden Häfen und Transitlinien im Besitz haben; sie haben also die *Macht,* und damit war und ist unserseits zu rechnen.

Der Bundesrat hätte sich nun darauf beschränken können, die sich bildenden privaten Einfuhrgesellschaften mit den Regierungen der Alliierten in Verbindung zu setzen und diplomatisch nach Möglichkeit zu unterstützen. Solche Gesellschaften sind denn auch in der Zeit, als die offiziellen Verhandlungen über die S.S.S. nicht zu einem Resultate zu kommen schienen, wie Pilze aus dem Boden geschossen. Allein es hat sich sofort gezeigt, dass das nur eine recht mangelhafte Lösung wäre. Einmal kommt bei einem Teile dieser Projekte der spekulative Charakter sehr deutlich zum Ausdruck, sodann müssten und würden sich solche

Gesellschaften allen Anforderungen einer scharfen Kontrolle unterziehen, auch wenn diese keineswegs ausschliesslich oder auch nur vorwiegend nationalen Charakter hätten. Weiterhin hätten derartige Privatgesellschaften keine Mittel in Händen, um zu verhindern, dass bald dieses, bald jenes Geschäft als unzuverlässig vom Warenbezug ausgeschlossen würde und dass sich dann zwei Gruppen von Importeuren herausbilden würden, genehme, die alles, nicht genehme, die nichts erhalten würden. Endlich – und das ist wohl die Hauptsache – würden solchen Privatgesellschaften nicht die weitgehenden Konzessionen gemacht werden, die uns mit Bezug auf den Verkehr schweizerischer Industrien mit den Zentralmächten zugestanden worden ist.

Was endlich unser Verhältnis zu den Zentralmächten anbelangt, so war es unsere stete Sorge, die Verhandlungen mit den Alliierten auf einem Boden zu erhalten, der unsere neutrale wirtschaftliche Stellung nicht gefährdete. Zwar richtet sich, wie wir schon in unserem Berichte vom 11. Mai l. J. ausführten, die Gründung der S. S. S. in erster Linie gegen die Zentralmächte, denn es soll ja verhindert werden, dass die aus den verbündeten Ländern und über See eingeführten Rohstoffe und aus ihnen erstellten Produkte nach Deutschland und Österreich-Ungarn hinausgehen. Die Ausnahmen, die von diesem leitenden Grundsatze zugestanden werden, sind es ausschliesslich im wirtschaftlichen Interesse der Schweiz, die in ihrem Verkehr auch auf die Zentralmächte angewiesen ist. Genauso richten sich die Massnahmen, die Deutschland und Österreich-Ungarn bezüglich der Warenimporte in die Schweiz getroffen haben und die in der Organisation der Treuhandstelle Zürich und der pharmazeutischen Zentrale Bern (Direktion des Gesundheitswesens) ihren Ausdruck gefunden haben, gegen die Alliierten, denn es soll ja verhindert werden, dass die aus Deutschland und Österreich-Ungarn eingeführten Rohstoffe und Fabrikate nach den Ländern der Verbündeten hinausgehen. Dass es sich im Verhältnis zu den Alliierten auch um aus neutralen Ländern stammende Waren handelt, im Verhältnis zu den Zentralmächten dagegen nicht, liegt in der allgemeinen Situation. Aber deswegen kann in unserem Verhalten noch kein Einbruch in die Neutralitätspflichten erblickt werden.

Das ist denn auch von den Zentralmächten stets so aufgefasst worden, aber damit war es noch nicht getan. Es musste vorgebeugt werden, dass diese in ihrem Verkehre mit der Schweiz allzu beengende Vorschriften aufstellen, oder wohl gar in ihren Lieferungen an die Schweiz zu weit gehende Einschränkungen verfügen könnten. Wir haben bei jeder Gelegenheit hervorgehoben, in wie hohem Masse unsere Industrie von Deutschland abhängig ist. Wir haben denn auch unsere Bemühungen darauf gerichtet, eine befriedigende Rückendeckung gegenüber Deutschland und Österreich-Ungarn zu erreichen. Diesem Zwecke dienten unsere Absprachen mit Deutschland vom 26. Mai, mit Deutschland und Österreich von 5./18. August und mit Deutschland vom 11. d. M., die Sie sukzessive gutgeheissen haben. Wir geben uns nicht der Illusion hin, dass damit alle Schwierigkeiten für die Zukunft behoben seien. Die wenig rücksichtsvolle Art und Weise, mit welcher noch vor kurzem von Deutschland der Versuch gemacht wurde, uns «den Rücken gegen die Alliierten zu stärken», hindert uns, in dieser

Beziehung allzu optimistisch in die Zukunft zu blicken. Wir können aber immerhin darüber beruhigt sein, dass die im Wurfe liegende Einfuhr-Organisation an unsern vortrefflichen Beziehungen mit den Zentralmächten nichts ändern wird und dass diese der beste Schutz gegen allfällige künftige wirtschaftliche Schädigungen von dieser Seite sein und bleiben werden.

Gestützt auf diese Ausführungen stellen wir den *Antrag,*

1) der Bundesrat wolle den nachfolgenden Entwürfen seine Genehmigung erteilen:

a) Statuten der «Société suisse de surveillance économique» [3].

b) Règlement intérieur [4].

c) Lettre confidentielle [5].

d) Statuten der «Association suisse pour l'importation de métaux» [6].

2) Der Entwurf der beigeschlossenen Verbalnote an die Regierungen von Frankreich, Grossbritannien und Italien sei zu genehmigen [7].

---

3. *Reproduit en Annexe 1.*
4. *Reproduit en Annexe 2.*
5. *Cf. n° 154.*
6. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 92c.
7. *Cf. n° 153.*

ANNEXE 1

J.II.78
Copie

S.S.S.
Société suisse de S.S.S. surveillance économique

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ
du 27 octobre 1915.

Article premier.

Sous le nom de Société suisse de surveillance économique (qui sera désignée ci-après par les trois lettres S.S.S.), il est constitué une association à durée non limitée et ayant son siège à Berne. L'association sera enregistrée sur le registre du commerce.

Art. 2.

Le but de l'association est de représenter et de favoriser les intérêts économiques nationaux de la Suisse en face des difficultés que la guerre crée à la vie économique de la population dans tous les domaines, notamment dans ceux de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des arts et métiers.

Il est interdit à l'association de faire du commerce pour son propre compte.

Art. 3.

Le but de l'association est plus spécialement:

a. de surveiller et de garantir l'exécution des conditions mises par des gouvernements étrangers ou des particuliers à l'importation en Suisse des marchandises de tout genre, en ce qui concerne l'emploi de ces marchandises;

b. d'aider les autorités suisses en leur recommandant des mesures propres à faciliter le contrôle, telles que l'interdiction d'exportation, surveillance de la frontière, renseignements statistiques, établissement de prix maxima, ouverture de stations de contrôle, etc. L'association peut aussi nommer des commissions composées de certains de ses membres pour aider les autorités à appliquer ces mesures;

c. de provoquer de la part des autorités compétentes l'ouverture d'actions judiciaires, notamment en cas de contrebande;

d. d'acquérir à l'étranger pour le compte de tierces personnes des matières premières, des produits finis ou demi finis pour les besoins de la population suisse, l'entretien de son bétail et l'exploitation de l'agriculture, de l'industrie et des arts et métiers; de les importer en Suisse et de les y céder à des tierces personnes pour être consommés dans le pays ou pour y être travaillés, le tout aux mêmes conditions posées, soit à titre officiel soit à titre privé, pour l'importation des marchandises en Suisse, et en conformité des prescriptions établies dans les règlements;

e. de régler en dernier ressort comme instance suprême toutes les questions émanant de syndicats, dans le cas où les preneurs de marchandises importées de l'étranger se constitueraient en syndicats ou en groupements similaires;

f. de garantir l'accomplissement des conditions mises à l'autorisation du trafic de perfectionnement, dans le cas où ce trafic serait autorisé;

g. de conclure tous les contrats que pourra exiger l'accomplissement des tâches ci-dessus énumérées.

Art. 4.

L'association s'engage à veiller plus particulièrement à ce que les marchandises fournies par son intermédiaire ne soient réexportées, aussi bien à l'état brut que travaillées, qu'aux conditions posées par le gouvernement étranger qui en a rendu possible l'importation en Suisse.

Art. 5.

Le Conseil fédéral suisse met à la disposition de l'association un fonds de roulement de 100000 francs.

Art. 6.

L'association ne recherche pas de bénéfices, mais elle tâchera de récupérer ses frais et même de servir un intérêt annuel au capital qu'elle emploie.

Si les bénéfices dépassent les frais ou s'il y a une perte, ils seront reportés jusqu'à la dissolution de l'association.

Le bilan annuel sera dressé et les livres clôturés conformément à l'article 656 C.O.

Les comptes annuels seront arrêtés le 30 juin et pour la première fois le 30 juin 1916.

Art. 7.

Seules peuvent faire partie de l'association les personnes de nationalité suisse et qui ont été agréées par le Conseil fédéral.

Le nombre des membres ne pourra pas dépasser 15.

Art. 8.

Les membres ne sont astreints à aucune contribution pécuniaire.

Aucun membre ne pourra être personnellement tenu responsable des engagements pris par l'association.

Art. 9.

Les organes de l'association seront:

a. l'assemblée générale,

b. le comité,

c. la direction.

Art. 10.

La première assemblée générale sera convoquée par le Conseil fédéral et aura pour objet de constituer l'association. Les assemblées suivantes auront lieu soit sur convocation du comité, soit aux jours fixés par le règlement. La présence du tiers des membres au moins sera nécessaire pour obtenir le quorum. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Art. 11.

Les attributions de l'assemblée générale seront les suivantes:

a. l'approbation des statuts ou leur modification subordonnée aux arrangements existants;

b. l'élection du comité;

c. la nomination de deux commissaires des comptes ou la désignation d'une société suisse de comptables chargée de la vérification des comptes annuels;

d. l'approbation des comptes annuels et la fixation du taux de l'intérêt à servir au capital. Les comptes doivent être approuvés dans les trois mois qui suivent la fin de l'exercice;

e. la dissolution de l'association;

f. les décisions sur toutes les autres affaires de l'association qui lui sont soumises par le comité.

L'assemblée ne pourra délibérer valablement sur une question que si les membres ont été prévenus par lettre ou télégramme au moins trois jours d'avance que cette question figure à l'ordre du jour de la séance.

Art. 12.

L'assemblée générale élit pour rester en fonctions jusqu'à l'assemblée chargée d'approuver les comptes du plus récent exercice, un président, un vice-président et un assesseur, qui composent le comité de l'association. Les membres du comité sortants sont rééligibles.

Les membres qui sortent au cours d'un exercice doivent être remplacés le plus tôt possible pour le reste de la période administrative.

Art. 13.

L'assemblée générale édictera un règlement pour elle-même, pour le comité et pour la direction.

Art. 14.

Le comité préparera toutes les affaires et toutes les propositions à soumettre à l'assemblée générale et surveillera l'exécution des décisions prises.

Il est autorisé en cas d'urgence à prendre des décisions qui d'ordinaire seraient réservées à l'assemblée générale, sauf en ce qui concerne les objets mentionnés à l'article 11, lettres a et e. Il surveillera en particulier la gestion et aidera par ses avis la direction à s'acquitter de ses fonctions.

Les décisions du comité seront obligatoires lorsqu'elles seront prises par deux de ses membres au moins.

Art. 15.

Sur la proposition du comité, l'assemblée générale nomme, sauf approbation du Conseil fédéral, un directeur et les personnes autorisées à signer avec lui et fixe leurs appointements.

Le comité signe les contrats d'engagement nécessaires et nomme tout le personnel non autorisé à signer.

La direction et les fondés de procuration sont tenus de conformer leur gestion aux statuts et aux règlements, aux décisions de l'assemblée générale et, dans le cadre de ces statuts, règlements et décisions, aux instructions du comité.

Art. 16.

La signature engageant l'association appartient collectivement aux trois membres du comité, au directeur et aux fondés de procuration en ce sens que la signature de deux d'entre eux est chaque fois nécessaire.

Art. 17.

L'association sera dissoute lorsque l'assemblée générale votera sa liquidation. Cette liquidation aura lieu par les soins du comité, qui pourra aussi en charger le directeur ou d'autres personnes spécialement désignées à cet effet.

Art. 18.

Si, après la liquidation, une fois payés les intérêts du capital avancé par la Confédération et ce capital remboursé, il existe un reliquat, il sera versé au Conseil fédéral, qui en fera profiter l'une ou plusieures des organisations créées pour favoriser le développement de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et des arts et métiers. Si les opérations se soldent par une perte, elle sera supportée par la Confédération.

Art. 19.

Les règlements obligatoires pour la gestion feront partie intégrante des présents statuts.
Les statuts et les règlements devront être approuvés par le Conseil fédéral.

ANNEXE 2

J. II. 78

S.S.S.
Société suisse de surveillance économique

RÈGLEMENT INTÉRIEUR
du 27 octobre 1915.

Article premier.

Pour faciliter le fonctionnement de la S.S.S. le Conseil fédéral lui fera connaître la liste des marchandises qui devront lui être adressées et pour lesquelles la S.S.S. sera la seule destinataire autorisée.

Art. 2.

Seules peuvent être adressées à la S.S.S. les marchandises pour l'importation desquelles cette société a donné son consentement écrit à l'auteur de la commande avant leur expédition du pays dont elles proviennent.

Art. 3.

Les marchandises qui seront importées par l'intermédiaire de la S.S.S. devront être exclusivement manufacturées ou consommées dans les limites du territoire suisse. Aucune maison inscrite dans le Registre du commerce ne pourra, en raison de la nationalité des chefs, associés, sociétaires ou actionnaires être exclue du bénéfice de recevoir des marchandises de la S.S.S. Sont exceptées cependant les maisons étrangères inscrites à partir du 1er juillet 1914 et les maisons étrangères non inscrites dans le Registre du commerce; pour ces deux catégories l'examen des circonstances reste réservé dans chaque cas à la S.S.S., après s'être concertée avec les représentants des trois gouvernements ayant concouru à la constitution de la S.S.S.

Art. 4.

La S.S.S. prendra les dispositions nécessaires pour empêcher que les consommateurs, grâce à la plus grande facilité qu'ils auront de se ravitailler, ne se dessaisissent de leurs stocks d'une façon qui soit contraire aux conditions posées pour l'obtention de ces facilités.

Art. 5.

Des mesures analogues seront prises à l'égard des marchandises qui ne seraient pas encore arrivées à destination au moment où la S.S.S. commencera à fonctionner.

Art. 6.

La S.S.S. usera de son influence pour faire grouper, en syndicats ou en associations, les différentes industries en Suisse.

Ces syndicats ou associations une fois formés, la S.S.S. s'engage à ne fournir qu'à eux, à l'exclusion d'autres preneurs.

Pour le moment, les syndicats envisagés grouperaient les industries suivantes:

1. la métallurgie;
2. l'industrie des produits chimiques;
3. les usines de matières colorantes;
4. les industries textiles;
5. l'industrie des denrées alimentaires.

Avant la création de ces syndicats, ou en cas de leur dissolution, la S.S.S. emmagasinera à son nom, mais aux frais et risques des preneurs, les marchandises qu'elle aura fait venir.

Autant que les circonstances le permettent les syndicats ou associations seront constitués sur le modèle du syndicat de la métallurgie et sous le contrôle de la S.S.S.

Les preneurs de marchandises non groupés en syndicats ou associations devront par le dépôt d'une caution en espèces garantir l'exécution des conditions posées pour l'importation des marchandises en Suisse. Ils reconnaîtront Berne comme juridiction pour tous les différends à trancher.

Art. 7.

L'exportation de toute marchandise arrivant en Suisse consignée à la S.S.S. ainsi que des produits qui en dérivent, est défendue. Les exceptions sont limitées aux pays neutres comme il est dit dans l'article 8, et aux pays belligérants comme il est dit dans les articles 10 à 13.

Art. 8.

Les marchandises et les matières premières importées en Suisse sous la responsabilité de la S.S.S. et les produits manufacturés dans ce pays dont elles seront la base, ne pouront être exportés dans les pays neutres que si la S.S.S. garantit qu'ils seront bien consommés dans ces pays.

L'exportation dans un pays neutre de marchandises devant transiter à travers un pays en guerre avec un des pays qui ont concouru à la constitution de la S.S.S. ne pourra être accordée qu'après entente avec le gouvernement du pays qui aura rendu possible l'importation en Suisse.

Art. 9.

La réexpédition dans les pays belligérants envoyeurs (ou chez leurs alliés) des produits importés en Suisse ainsi que des marchandises manufacturées qui en dérivent est autorisée.

Art. 10.

Les marchandises importées en Suisse sous la responsabilité de la S.S.S. et les produits manufacturés dans ce pays qui en dérivent ne peuvent être exportés dans un pays en guerre avec un des pays qui ont collaboré à la création de la S.S.S. qu'en tenant compte des principes suivants:

a. Est laissée à la S.S.S. la faculté d'autoriser l'exportation à destination de pays belligérants, d'articles fabriqués en Suisse qui ne contiendraient des matières importées sous sa garantie (toutefois à l'exception du cuivre qui fait l'objet de l'art. 12) qu'en quantités insignifiantes et comme partie essentielle. Ces quantités ne devront pas excéder 2% de la valeur totale de l'objet manufacturé

sauf certains cas exceptionnels qui seraient décidés d'un commun accord entre la S.S.S. et des représentants des trois gouvernements. Les alliages demeurent formellement interdits, ainsi que toute matière pouvant entrer dans un alliage de fer.

b. Aucun permis d'exporter ne sera accordé pour les denrées alimentaires ni pour les produits qui en sont fabriqués et qui ont été importés par l'intermédiaire du gouvernement ou de la S.S.S.

c. Les dérogations suivantes pourront être accordées eu égard au caractère national des industries intéressées, mais seulement pour autant qu'il ne s'agit pas d'articles pouvant servir à faciliter les opérations de guerre et sauf modifications que les circonstances pourraient imposer dans le cours de la guerre:

1. chocolat: la quantité à exporter ne devra toutefois pas dépasser la moyenne mensuelle de 1911/1913;

2. soies grèges et ouvrées; fils de bourre de soie (schappe); soies teintes chargées; tissus de soie et rubans servant exclusivement à l'habillement et à l'ameublement (à l'exception par conséquent des déchets de soie, de la bourre, de la bourrette de soie en masse ou peignée et des blousses de soie en masse ou peignées (sauf les tussahs), des fils de bourette, des blousses de soie non teintes, des tissus de bourrette et des blousses de soie pure, non teinte, ni imprimée, ni apprêtée);

3. montres, horloges, boîtes à musique, gramophones, boîtes de compas, instruments de chirurgie;

4. broderies; plumetis;

5. fils de coton simple ou retord à l'exception des numéros anglais 10 à 18; 20 à 25; et des numéros 40 à 60 à torsion forte;

6. tissus de coton à l'exception des tissus contenant les fils indiqués sous 5;

7. lait condensé;

8. tresses pour chapeaux;

9. articles en tricot pour femmes et enfants à l'exception de tricots de laine;

10. tissus et rubans élastiques pour ceintures de femmes, corsets, bretelles, jarretières, jarretelles et chaussures;

11. cigares, cigarettes;

12. chaussures de femmes et enfants en toute matière à l'exception du cuir;

13. chapeaux.

Art. 11.

Pour effectuer l'échange des marchandises dont l'exportation est défendue par un pays au moyen de marchandises dont l'exportation est prohibée en Suisse, les interdictions peuvent être levées pour autant qu'il s'agit de marchandises que la Suisse produit (comme les produits agricoles), ou de marchandises fabriquées avec des matières premières suisses ou avec des matières fournies par le pays qui propose l'échange.

Les matières premières énumérées à l'article 10 a et b qui ont été importées en Suisse depuis le commencement des hostilités et qui se trouvaient en Suisse au moment de la constitution de la S.S.S. ne sont pas considérées comme matières premières suisses dans le sens du 1er paragraphe de cet article.

Les marchandises importées en Suisse par l'intermédiaire de la S.S.S. ne pourront pas devenir une matière d'échanges avec d'autres pays. Les arrangements à prévoir à ce sujet devront faire l'objet dans chaque cas spécial de négociations entre les gouvernements.

Art. 12.

Le cuivre sous toutes ses formes (laiton, bronze), y compris le vieux cuivre, reste rigoureusement prohibé à la sortie, sauf les exceptions suivantes:

Les pays qui depuis le 1er août 1914 auront fourni du cuivre à la Suisse pour fabriquer certains articles auront le droit de recevoir ces articles. Les marchandises en question doivent être manufacturées avec la même marque de cuivre et leurs parties en cuivre ne devront pas en poids excéder le poids du cuivre importé.

Les machines et appareils contenant du cuivre qui a été importé par la S.S.S. ou qui a été mis à la disposition de la S.S.S. ou qui se trouvait déjà en Suisse au moment où la S.S.S. s'est constituée pourront être exportés pourvu que la valeur du cuivre qu'ils renferment ne représente que 15% de la valeur de l'objet lui-même; pour les machines électriques à basse tension cette valeur pourra atteindre 30%.

La quantité totale de cuivre exportée dans ces conditions ne devra pas dépasser la moyenne de 50 tonnes par trimestre. Toute exportation de cuivre dans ces conditions devra être notifiée avec détails à l'appui au représentant du pays qui aura rendu possible l'importation de ce cuivre en Suisse.

Aucune exception accordée à l'exportation de cuivre dans un pays belligérant ne pourra rendre possible l'exportation de la Suisse dans un pays belligérant de munitions de guerre qui contiendraient du cuivre (n'importe en quelle quantité insignifiante) importées d'un pays en état de guerre avec ce pays belligérant.

Art. 13.

Le trafic de perfectionnement passif entre la Suisse et les pays autres que le pays qui a rendu possible l'importation en Suisse des marchandises destinées à être perfectionnées est soumis aux dispositions suivantes. Les questions qui pourraient surgir au sujet du trafic de perfectionnement actif en Suisse feraient l'objet d'un arrangement spécial.

a. Tout contrat de perfectionnement conclu et en vigueur quand la S.S.S. se constituera, devra être communiqué à la S.S.S. Les quantités en cours de perfectionnement devront dès leur retour en Suisse être soumises au contrôle de la S.S.S. (voir lettres k à o du présent article).

b. Les autorisations de perfectionnement ne pourront être accordées par la S.S.S. que dans des cas exceptionnels, c'est-à-dire, lorsque la S.S.S. aura la conviction que les marchandises ne pourraient pas être obtenues originairement à des conditions acceptables sous la forme voulue. Le délai de livraison en lui-même ne pourra pas être invoqué comme un motif suffisant pour accorder un permis de «trafic de perfectionnement».

c. Aucun «trafic de perfectionnement» ne pourra être admis pour les marchandises importées en Suisse sous la garantie de la S.S.S. ou mises à la disposition de la S.S.S. ou se trouvant en Suisse ou en route pour la Suisse au moment de la constitution de la S.S.S. à moins que des arrangements formels ne soient conclus pour le retour de ces marchandises entre le gouvernement fédéral et celui du pays disposé à pratiquer le perfectionnement.

d. Le «trafic de perfectionnement» peut être autorisé pour les matières premières suivantes:

1. cuivre (laiton, bronze), et aussi étain, zinc, plomb pour servir aux alliages de cuivre;
2. nickel (spécialement pour acier nickelé).

e. Aucun «trafic de perfectionnement» ne sera permis en dehors des opérations suivantes:

fonte,
laminage (feuilles),
laminage, étirage (fils ou barres),
travail à la forge,
emboutissage,
alliage.

f. Dans aucun cas le déchet des matières premières soumises au «trafic de perfectionnement» ne pourra dépasser 10%; si cette proportion était trouvée insuffisante dans le cas du vieux cuivre, le vieux cuivre ne serait pas alors admis au «trafic de perfectionnement».

La S.S.S. fixera le déchet maximum admis pour chacune des opérations ci-dessus.

g. Le «trafic de perfectionnement» passera exclusivement par les stations de Waldshut, Singen et Romanshorn.

h. Le «trafic de perfectionnement» sera réservé exclusivement aux usinier et pour leur propre usage; il ne sera pas pratiqué en faveur des commerçants.

i. L'usinier qui désirera user de la faculté de «perfectionnement» sera tenu d'adresser, avant que les matières à perfectionner ne soient sorties de Suisse, une demande d'autorisation au comité de direction de son syndicat qui la transmettra immédiatement à la S.S.S.

k. Les agents des douanes devront vérifier à leur retour en Suisse l'identité des marchandises sorties de Suisse. S'ils ont des doutes sur l'identité des marchandises revenues, ils devront faire un rapport circonstancié à la S.S.S. Ils devront également envoyer un rapport détaillé à la S.S.S. sur toutes les marchandises sortant de Suisse ou y rentrant en vertu du «trafic de perfectionnement».

l. La quantité maxima de matières premières autorisées à profiter du «trafic de perfectionnement» est limitée; de même la quantité de matières pouvant se trouver à la fois hors de Suisse.

Toute quantité en cours de perfectionnement au moment de la fondation de la S.S.S. devra entrer en ligne de compte et former partie des quantités maxima annuelles fixées ci-dessous.

Pour le cuivre, la quantité maxima admise au «trafic de perfectionnement» est de 2000 tonnes par an. Il ne pourra jamais se trouver plus de 500 tonnes à la fois hors de Suisse.

Pour les autres métaux admis au «trafic de perfectionnement» les quantités maxima ont été arrêtées comme suit:

Etain	100 tonnes par an
	20 tonnes à la fois
Zinc	300 tonnes par an
	60 tonnes à la fois
Plomb	100 tonnes par an
	20 tonnes à la fois
Nickel	50 tonnes par an
	10 tonnes à la fois

m. Les matières quittant la Suisse en vertu du «trafic de perfectionnement» devront être de retour en Suisse avant l'expiration d'un délai de trois mois.

n. La S.S.S. communiquera mensuellement les renseignements concernant les permis qu'elle a donnés au représentant du pays qui a autorisé l'importation en Suisse de ces matières.

o. Les marchandises transformées en vertu de «perfectionnement» pourront entrer dans la fabrication de produits destinés au pays qui a permis l'importation en Suisse de la matière première.

p. Si le «trafic de perfectionnement» porte sur les alliages les règles ci-dessus concernant le cuivre seront appliquées aux différents métaux constituant l'alliage.

Art. 14.

La création de la S.S.S. mettra un terme au privilège dont jouissaient certaines personnes ou maisons qui importaient des marchandises par l'intermédiaire des commissariats de guerre.

Une fois la S.S.S. constituée, les marchandises qui pourraient arriver encore pour certaines personnes ou maisons par l'intermédiaire des commissariats de guerre devront être remises par ces derniers à la S.S.S. qui les transmettra sous ses conditions usuelles à leurs destinataires.

Les marchandises destinées à l'armée suisse seront adressées au Département militaire suisse ou à la S.S.S.

Art. 15.

Si des arrangements ayant trait à la fabrication d'articles spéciaux ont été conclus depuis le commencement des hostilités entre les gouvernements ayant contribué à la création de la S.S.S. ou entre l'un quelconque de ces gouvernements et des maisons suisses, et si les contractants désirent qu'ils continuent à suivre leur cours après la mise sur pied de la S.S.S., celle-ci pourra être mise à contribution pour surveiller leur exécution, en tant qu'il s'agira d'usines situées en Suisse.

Art. 16.

Toutes les fois qu'il sera nécessaire d'élucider des cas spéciaux de soupçon de contravention aux obligations contractées, la S.S.S. s'engage à donner aux représentants du Conseil fédéral et des gouvernements alliés toutes les explications désirées et à les aider à établir la situation des faits à la lumière des documents.

Art. 17.

La S.S.S. s'engage à communiquer à la fin de chaque mois au gouvernement fédéral et aux trois gouvernements les totaux des différentes marchandises qui selon l'article premier du présent règlement auront été par ses soins l'objet d'importations, d'exportations ou de «trafic de perfectionnement».

Art. 18.

Pour couvrir les frais d'exploitation, la S.S.S. est en droit de prélever une commission de ⅛% sur le montant d'après facture de toutes les importations de marchandises faites par son intermédiaire. En restant dans les limites de l'article 6 des statuts, l'assemblée des membres de la S.S.S. est autorisée à diminuer ou à hausser à tout moment cette commission suivant l'état des conditions commerciales.

Art. 19.

Toute modification des statuts de la S.S.S. et du règlement intérieur est soumise à l'approbation du Conseil fédéral qui s'entendra à cet égard avec les gouvernements qui ont collaboré à la création de la S.S.S. Il en est de même pour des cas qui, tout en entrant dans les attributions de la S.S.S., ne seraient pas prévus dans les statuts ou règlements.

152

E 21, Archiv-Nr. 9751

Le Ministère Public fédéral à la Direction de Police du Canton de Berne[1]

L Bern, 20. September 1915

Wir verdanken Ihnen bestens die Zusendung der beiden Polizeiberichte vom 16. und 17. ds. betreffend die vom 5. bis 9. ds. Mts. im Kurhaus Beau-Séjour in Zimmerwald stattgefundene, von 36 Teilnehmern besuchte internationale sozialistische Konferenz.

Wir finden es auffallend, dass Ihnen hierüber, namentlich mit Rücksicht auf die gegenwärtige Zeitlage, nicht schon während der Dauer der Konferenz irgendwelche Mitteilung zugegangen ist. Wie uns Landjägerwachtmeister Mollet gesagt hat, ist der Inhaber des genannten Kurhauses nicht einmal in der Lage, die Namen der Konferenzteilnehmer, die doch bei ihm logiert haben, anzugeben, was denn doch mit den bestehenden Vorschriften im Widerspruch stehen dürfte[2].

---

1. *Le document est signé:* für den Generalanwalt: F. Hodler.
2. *Une note manuscrite du Directeur de Police Tschumi du 21 septembre au verso du document dit:* Geht an das kantonale Polizeikommando. Das Befremden der schweizerischen Bundesanwaltschaft ist begründet. Wir verlangen Untersuchung der Angelegenheit.

ANNEXE

Le Commandement de Police du Canton de Berne

R Bern, 23. Septembre 1915

In Zimmerwald, wo vom 5. bis 9. September 1915 eine internationale sozialistische Konferenz stattfand, wusste sozusagen niemand etwas davon in den ersten Tagen. Die Sitzungen fanden statt in einem Pensionsgebäude ohne Restaurationslokal, das zur Pension *Beau Séjour,* etwas abseits vom Dorfe Zimmerwald, gehört. Am 7. September vernahm man im Dorfe die ersten Andeutungen, es tage im «Beau Séjour» eine internationale Friedenskonferenz, die geheimgehalten werde. In Zimmerwald ging man ohne Bedenken über die Sache weg. Am 7. September mittags kam Landjäger Meier von Belp dienstlich nach Zimmerwald (der Ort gehört zu seinem Bezirk) und hörte auch von der Friedenskonferenz sprechen in obigem Sinne; er vernahm ferner noch, die Herren hätten ursprünglich in Bern tagen wollen, seien aber nach Zimmerwald gekommen, um ruhiger zu sein. Von Bern seien Redakteur Grimm und Karl Moor dabei gewesen. Bei gleichem Anlass stellte Landjäger Meier fest, dass am 5. September abends im Wirtschaftschalet der Pension «Beau Séjour», welches neben dem Gebäude liegt, in dem die Friedenskonferenz tagte, überwirtet und getanzt worden war von einheimischen jungen Leuten. Auch einzelne Kongressteilnehmer sollen getanzt haben, so Redakteur Grimm. Landjäger Meier reichte deswegen am 8. September Strafanzeige ein und es wurde Wirt Eberle, der nur ein Sommerpatent besitzt, am 21. September wegen Überwirten und unerlaubtem Tolerieren von Tanz bestraft. Am gleichen 8. September morgens meldete Landjäger Meier dem Wachtmeister Flury den Fall Eberle und erwähnte auch die Tagung des Friedenskongresses. Wachtmeister Flury ging sofort zum Regierungsstatthalter und machte diesem hierüber Rapport. Der Regierungsstatthalter soll keine Antwort gegeben haben hierauf und hat auch nichts veranlasst. Am 9. September sind die Kongressteilnehmer wieder abgereist.

In bezug auf die Führung der Fremdenkontrolle der Wirtschaften scheint in der Pension «Beau Séjour» in Zimmerwald keine gute Ordnung zu herrschen; man weiss auf dem Regierungsstatthalteramt Belp nicht, ob Eberle überhaupt eine Kontrolle besitzt. (Herr Regierungsstatthalter Gasser war gestern in Belp nicht zu sprechen.) Der Aktuar erklärt, auf der Pension «Beau Séjour» ändere nahezu jedes Jahr der Wirt, und weil es nur Pension sei mit Sommerpatent, werden wahrscheinlich Kurgäste nirgends eingetragen.

Ich halte dafür, Landjäger Meier hätte in der Pension «Beau Séjour» gerade anlässlich der Konstatierung des Überwirtens und Tanzens vorsprechen und sich nach den Fremden und deren Namen in der Kontrolle erkundigen sollen, und dann hätte die nachlässige Führung einer Fremdenkontrolle auch als Widerhandlung behandelt werden sollen. Dann wäre Landjäger Meier auch instand gewesen, etwas Näheres und Schriftliches über den Kongress zu melden.

Sodann wäre es Pflicht des Wachtmeisters Flury gewesen, wegen des Kongresses eine schriftliche Meldung an uns gelangen zu lassen, eventuell den Regierungsstatthalter darauf aufmerksam zu machen, seinerseits an die Polizeidirektion zu melden.

Wir messen der Angelegenheit keine grosse Bedeutung bei. Der Kongress war ja lange Zeit vorher in den Zeitungen angekündigt. Die Bundesanwaltschaft sendet in solchen Fällen fast immer vorher die Aufträge zur Nachforschung, hat es aber in diesem Falle unterlassen[3].

---

3. *Les deux documents reproduits ci-dessus sont les seuls textes qui subsistent dans les Archives fédérales concernant les conférences socialistes de Zimmerwald et Kienthal. Une recherche approfondie poursuivie par les Archives fédérales entre 1958 et 1960 n'a pas permis de trouver d'autres documents.*

153

J.II.78/1-3

Le Département politique aux Légations de Grande-Bretagne et d'Italie et à l'Ambassade de France à Berne

Copie
N

Berne, 22 septembre 1915

A leur note verbale du 17 juillet dernier [1], les représentants des Gouvernements alliés ont joint les projets des documents qui servent de base à l'organisation d'une Société suisse de surveillance économique.

Cette note verbale prévoyait entr'autre, en ce qui concerne les échanges avec des marchandises importées par l'entremise de la S.S.S., une réglementation qui ne répondait pas aux vœux du Conseil fédéral.

Par note verbale du 14 septembre, les représentants des Gouvernements alliés proposèrent de poursuivre les négociations sur la base suivante:

1. Institution de la Société suisse de surveillance économique sur la base des documents préparés de concert avec le Département politique.

2. Solution parallèle de la question des échanges.

A l'égard de cette dernière question, les Gouvernements alliés font savoir qu'acceptant la dernière proposition suisse, ils sont prêts, en vue de la conclusion de l'arrangement concernant les échanges, à mettre à la libre disposition du Conseil fédéral les stocks de marchandises mentionnés sur la dernière liste présentée par le Département politique, tandis que les échanges ultérieurs feront dans chaque cas particulier l'objet de négociations spéciales entre les Gouvernements.

Après avoir examiné toute la question de la façon la plus approfondie, à l'aide des documents qui lui ont été remis, le Conseil fédéral à l'honneur de faire connaître ci-après sa manière de voir.

Le Conseil fédéral ne peut s'empêcher de faire remarquer de nouveau, comme il l'a fait déjà dans sa note du 5 décembre de l'année dernière [2], que les mesures prises par les Gouvernements des Puissances alliées dans la guerre économique qui existe entre elles et les Puissances centrales, ne se concilient pas avec les droits qui, d'après les principes du droit des gens, de même qu'en vertu des traités de commerce existants, appartiennent à la Suisse, comme pays neutre.

Tout en réservant pleinement ces droits, le Conseil fédéral n'hésite pas à reconnaître, d'autre part, que les Gouvernements alliés se sont sincèrement efforcés d'avoir égard à la situation extraordinairement difficile, créée à la Suisse par les événements actuels, et de concilier les intérêts des Alliés, en tant que belligérants,

---

1. *Non retrouvé. Un projet de cette note, intitulée lettre confidentielle, a été remis à Hoffmann le 12 juillet 1915 (cf.* E 2001 (B) 1,92a). *Il s'agit en fait d'un projet de la note remise par les représentants des Alliés à Berne le 4 octobre 1915. Cf. n° 159.*

2. *Cf. n° 80.*

avec ceux de notre pays. Il sait apprécier ces efforts qui témoignent de dispositions amicales et a décidé de tenir compte de la situation créée par des circonstances extraordinaires, même dans les cas où, selon lui, une si grande restriction de la liberté économique de la Suisse ne saurait se justifier sur le terrain du droit.

Le Conseil fédéral approuve donc les propositions des Puissances alliées, telles qu'elles sont formulées dans les notes mentionnées au début et dans les documents qui y étaient joints. Il compte que, dans l'exécution des arrangements pris, les Gouvernements alliés feront preuve en tout temps d'une parfaite prévenance, répondant aux sentiments traditionnels d'amitié qui unissent la Suisse et les Puissances alliées.

Pour prévenir toute incertitude et tout malentendu, le Conseil fédéral se permet d'ajouter à sa déclaration les éclaircissements et les réserves que voici:

1. Il y a accord sur ce point, qu'au sens du chiffre 2 de la lettre confidentielle, les Gouvernements alliés, non seulement feront tout leur possible pour assurer l'importation des marchandises dont il a paru désirable de fixer le contingent, mais favoriseront aussi dans la mesure du possible l'importation des marchandises dont le contingent n'est pas fixé, et qui doivent être adressées à la S.S.S. ainsi que des marchandises qu'il n'est pas prescrit d'adresser à la S.S.S.

2. Le Conseil fédéral compte fermement qu'au sens du chiffre 3 de la lettre confidentielle et de la note verbale du 14 septembre[3], les négociations prévues sur les échanges ultérieurs seront animées, comme elles l'ont été jusqu'ici, d'un esprit d'équité et de bon vouloir, de telle sorte que la Suisse soit en état de se procurer ce dont elle a besoin pour sa vie économique.

Il est entendu que les marchandises employées pour les échanges, d'accord avec les Gouvernements alliés, ne sont pas comprises dans les contingents prévus au chiffre 2 de la lettre confidentielle.

3. A l'article 12, 4e alinéa, du règlement intérieur[4], la quantité totale du cuivre qui, employé pour des machines sur les garanties formulées en cet article, peut être exporté en pays ennemi, a été fixée à cinquante tonnes en moyenne par trimestre. Du côté suisse, on a toujours déclaré, au cours des négociations, que cette quantité était insuffisante. Les représentants des Gouvernements alliés ont fait espérer qu'elle serait augmentée dans le cas où les besoins légitimes de l'industrie suisse des machines l'exigeraient. Le Conseil fédéral a pris acte de ces bonnes dispositions et se réserve de présenter, le cas échéant, une demande d'augmentation.

4. Pour le cas où les besoins de l'industrie suisse rendraient désirable ou nécessaire un développement du «trafic de perfectionnement», en y comprenant d'autres matières premières ou d'autres modes de perfectionnement, ou de toute autre manière, le Conseil fédéral se réserve de présenter des demandes à ce sujet. Il est convaincu d'avance qu'en application de l'article 18, dernière phrase du règlement intérieur, qui vise les questions de ce genre, ces demandes seront accueillies avec bienveillance.

---

3. *Non retrouvé.*
4. *Cf. n° 151, Annexe 2.*

5. L'article 8, dernière phrase, du règlement intérieur prévoit que les divers syndicats se constitueront à l'exemple du syndicat des métaux, «autant que les circonstances le permettent».

Dans les statuts du Syndicat des métaux, dont les membres disposent de grands capitaux, la question de l'obligation de déposer un cautionnement est résolue d'une manière qui pour d'autres syndicats composés en tout ou en partie de personnes de condition moyenne ou, comme on dit, de petites gens, serait extraordinairement dure.

En établissant les statuts de ces syndicats, il faudra avoir égard à cette circonstance au sens de la dernière phrase susmentionnée de l'article 8 du règlement intérieur.

Le Conseil fédéral est convaincu que les éclaircissements et réserves qui précèdent répondent à la manière de voir et aux intentions des Gouvernements alliés et qu'on peut passer sans plus tarder à la réalisation du projet.

154

J.II.78/1–3

L'Ambassadeur de France, les Ministres de Grande-Bretagne et d'Italie à Berne au Chef du Département politique, A. Hoffmann [1]

Lettre confidentielle — Berne, 4 octobre 1915

Nous avons l'honneur de vous accuser réception à Votre Excellence des documents constitutifs de la S.S.S. qui étaient à l'étude et dont elle a bien voulu nous faire connaître la constitution définitive.

Ces documents sont: «La constitution de la S.S.S.»[2], «le règlement intérieur»[3] et «la constitution du Syndicat des métaux»[4].

Cette Société ayant été constituée avec l'agrément du Gouvernement fédéral et des Gouvernements anglais, français et italien, il paraît désirable, afin d'en assurer le fonctionnement normal, de fixer les échanges de vues qui ont eu lieu entre Votre Excellence et les représentants des Puissances intéressées.

1. Il a d'abord été constaté que le Gouvernement fédéral prêtera tout son concours pour assurer la bonne marche de la S.S.S. conformément aux règles adoptées d'un commun accord.

2. En vue de prévenir tout malentendu et d'éviter tout mécompte au sujet des quantités de marchandises que la S.S.S. pourra recevoir des Gouvernements

---

1. *Le document est signé par J.B. Beau, E. Grant Duff et R. Paulucci de Calboli.*
2. *Cf. n° 151, Annexe 1.*
3. *Cf. n° 151, Annexe 2.*
4. *Non reproduit.*

anglais, français et italien, ceux-ci ont fait connaître au Gouvernement suisse que, devant assurer d'abord leurs propres besoins tant en ce qui concerne les marchandises provenant de leur territoire qu'en ce qui concerne l'usage de leurs ports et de leurs chemins de fer, il ne leur sera pas toujours facile de fournir ou de laisser transiter les quantités de marchandises que la Suisse désirerait importer. Toutefois, les Gouvernements alliés faciliteront de leur mieux l'importation en Suisse et feront en particulier leur possible pour assurer l'entrée en Suisse des marchandises énumérées dans la liste incluse (liste A)[5] dans des quantités qui correspondent aux importations des années normales. Les trois Gouvernements fixeront ces quantités après s'être concertés avec un représentant du Gouvernement fédéral. Elles seront réparties sur les chiffres des trimestres correspondants des années normales.

3. Ainsi qu'il est dit à l'art. II, alinéa 3 du règlement intérieur de la S.S.S.: les marchandises qui ont été importées en Suisse par l'intermédiaire de la S.S.S. ne pourront pas devenir une matière d'échanges avec d'autres pays. Le Gouvernement fédéral pourra, dans des cas spéciaux, négocier les questions de cette espèce avec les Gouvernements alliés.

4. Le «trafic de perfectionnement» ayant été admis par les trois Gouvernements à la demande pressante du Gouvernement fédéral, celui-ci s'engage en retour à veiller par ses organes à la stricte observation des règles qui le régissent et en cas de saisie par des belligérants de marchandises en «trafic de perfectionnement» sur leur territoire, de prendre telles sanctions qu'il jugera efficaces pour obtenir la restitution des marchandises retenues et pour empêcher de nouvelles saisies.

5. Le Gouvernement fédéral, au jour de la constitution de la S.S.S., fournira une liste complète de toutes dérogations aux prohibitions d'exportation consenties avant la constitution de la S.S.S. à des particuliers ou à des Sociétés et non encore échues. La S.S.S. s'engage à faire parvenir un exemplaire de cette liste aux représentants des Gouvernements ayant contribué à sa création. Elle continuera à fournir des rapports régulièrement à leurs représentants concernant toutes transactions se référant aux dérogations non échues jusqu'à leur échéance complète.

6. Les trois Gouvernements demandent au Gouvernement fédéral de leur donner l'assurance que l'arrêté du Conseil fédéral du 26 mars 1915[6] concernant la vente des cuirs ne sera pas rapporté pendant la durée de la guerre.

7. Les trois Gouvernements lui demandent aussi d'être consultés pour l'établissement ou les modifications des listes de matières groupées dans chaque Syndicat (voir § 1 Syndicat des métaux).

8. Le Gouvernement fédéral, de son plein gré, se propose de donner à la S.S.S. à la fin de chaque mois une liste des échanges effectués.

9. Le régime institué par l'établissement de la S.S.S. pourra cesser son effet à n'importe quel moment sous condition d'un préavis de trois mois.

---

5. *Non reproduit.*
6. *Cf.* R.O. vol. 31, p. 81.

Les soussignés seraient reconnaissants à Votre Excellence de bien vouloir leur accuser réception de la présente lettre confidentielle, en leur faisant connaître que nous sommes d'accord sur tous les points énumérés ci-dessus [7].

En répondant plus particulièrement aux cinq points énumérés dans la dite note verbale, les Gouvernements alliés ne peuvent que réitérer au Gouvernement fédéral l'assurance des sentiments de large bienveillance qui présideront à l'interprétation des règles établies, étant donné les garanties que le fonctionnement régulier de la S.S.S. ne manquera pas de leur donner.

Toutefois, quant au cautionnement, mentionné dans le numéro 5 prévu pour les syndicats, les Gouvernements alliés doivent insister pour qu'il soit maintenu en principe pour tous les syndicats dans la forme fixée pour le Syndicat des métaux; les atténuations de ce principe devraient, dans l'intérêt même du fonctionnement de la S.S.S., être limitées à de très rares exceptions qui seraient étudiées d'accord avec les représentants des Gouvernements alliés lors de la constitution des syndicats prévus.

---

7. *Le même jour, les représentants des Alliés à Berne transmettent une note verbale collective, disant:* Les Gouvernements alliés ont pris connaissance avec satisfaction de la note verbale du Gouvernement fédéral en date du 22 septembre, qui confirme l'accord existant entre eux au sujet de la constitution de la S.S.S. et de réglementation des échanges selon les documents ci-joints dressés d'un commun accord (statuts S.S.S. – règlement intérieur et statuts de l'Association suisse pour l'importation de métaux).

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 5 octobre 1915 [1]

Neutralität Savoyens

Geheim — Politisches Departement. Antrag vom 28. September 1915

Nachdem Italien in den Krieg getreten war, hat das Politische Departement die Möglichkeit ins Auge fassen müssen, dass Truppen oder Kriegsmaterial von Frankreich nach Italien oder umgekehrt von Italien nach Frankreich transportiert und für diese Transporte die Mont-Cenis-Bahn benützt werden könnte. Für diesen Fall musste untersucht werden, ob eine solche Benützung eine Verletzung der Neutralität Savoyens bedeuten würde und wenn ja, ob es ratsam sein würde, gegen eine solche Verletzung sich zu verwahren oder vorsorglich auf die Vermeidung derselben hinzuwirken.

Die Frage ist deshalb nicht so einfach, als sie scheinen möchte, weil der Tatbestand, ob die Mont-Cenis-Bahn mit einem Teil der Linie in der neutralen Zone

---

1. *Etait absent: E. Schulthess.*

liegt, nicht feststeht. Die Ausdrucksweise in den Verträgen ist nicht eindeutig. Der Chef des Generalstabs hat in seinem bekannten Mémoire dahin geschlossen, dass die Mont-Cenis-Strasse jedenfalls nicht im neutralisierten Gebiete liege und dass es sich empfehle, auch die Eisenbahnlinie in ihrer ganzen Ausdehnung als nicht dazu gehörig zu betrachten. Das letztere ist indessen nur möglich, wenn man den Buchstaben des Vertrages auf die Seite setzt.

Das Politische Departement hat der Gesandtschaft in Paris seine Ansicht mitgeteilt, aus ihrer Antwort indessen entnommen, dass Herr Lardy Bedenken hat, die Frage aufzuwerfen, ob die französische Regierung nicht einwilligen könnte, allfällige Truppen- oder Kriegsmaterial-Transporte über Grenoble zu leiten und damit die Mont-Cenis-Bahn längs des Lac du Bourget beiseite zu lassen. Das Politische Departement hält die bezüglichen Bemerkungen des Herrn Lardy für zutreffend. In einer spätern mündlichen Erörterung hat sich diese Auffassung, dass es in der Tat zu heikel wäre, diese Frage aufzurollen, noch bestätigt.

Nun wird aber, nachdem Monate lang jeder Truppentransport Italien–Frankreich oder Frankreich–Italien ausgeschlossen schien, die Frage neuerdings aktuell. Es besteht eine gewisse Wahrscheinlichkeit, dass Italien während der Dauer des Winterfeldzuges, wo es den Gebirgskrieg aufgeben muss, Verstärkungen nach Frankreich schicken könnte. Das Politische Departement wünscht daher, die Auffassung des Bundesrates kennenzulernen, ob er einer Diskussion der angeregten Frage mit Frankreich aus dem Wege gehen und es darauf ankommen lassen will, dass eventuell durch Benützung der kritischen Bahnstrecke nach schweizerischer Auslegung der Verträge eine Neutralitätsverletzung begangen werde, oder ob er vorzieht, dass Herr Lardy in passender Weise eine Anregung mache, man möge durch Umleitung der Transporte über Grenoble jeder möglichen Meinungsverschiedenheit zwischen den beiden Regierungen über die Tragweite der vertraglichen Bestimmungen die Spitze abbrechen.

Die Frage der savoyischen Neutralität wird den Bundesrat, wie das Politische Departement voraussetzt, aller Voraussicht nach auch noch später beschäftigen. Das Departement hat bestimmte Anhaltspunkte dafür, dass Frankreich in dem für die dortige Regierung feststehenden Falle eines siegreichen Ausgangs des Krieges in den Friedensverhandlungen beanspruchen wird, dass die Schweiz auf das Recht der Okkupation des neutralisierten Savoyens gegen Kompensationen zu verzichten habe. Es wird sich empfehlen, die Haltung des Bundesrates rechtzeitig zu erwägen, die einem solchen Begehren gegenüber eingenommen werden sollte.

Für einmal regt das Politische Departement an, dass betreffend eventueller Benützung der Mont-Cenis-Bahn durch Truppentransporte zur Zeit keine Schritte zu unternehmen seien.

Der Bundesrat schliesst sich der Auffassung des Departementes an.

156

E 2200 London 27, XVII. A. 6.

Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, E. Grant Duff,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie Traduction
N

Bern, 25. Oktober 1915

Sie werden sich erinnern, dass im Laufe der Verhandlungen zwischen Eurer Exzellenz und den Delegierten der alliierten Regierungen betreffend sowohl die Einrichtung der «Société suisse de surveillance économique» als auch die supplementäre Übereinkunft in Sachen des Austausch-Exportes nach Deutschland gewisser, für das tägliche Leben nötiger Waren, welche aus oder durch die Länder der Alliierten beschafft werden mussten, Ihrerseits Sie die Güte hatten zu erklären, dass die Entrichtung von Kompensationen an Deutschland für den Export von Kohle nach der Schweiz ganz ausser Frage gestellt und die Versorgung der Schweiz mit Kohle bereits gesichert sei. Im Vertrauen auf diese von Ihnen gegebene Versicherung fühlten sich die alliierten Regierungen gerechtfertigt, der von der schweizerischen Regierung vorgeschlagenen Anordnung zuzustimmen, wonach jene andern, für die schweizerische Industrie unerlässlichen Artikel aus Deutschland bezogen würden; ich hatte die Ehre, Eure Exzellenz durch meine Note vom 17. Juli[1] abhin von dieser Entscheidung in Kenntnis zu setzen.

Desgleichen werden Sie sich erinnern, dass Eure Exzellenz der festen Meinung war, dass die «Société suisse de surveillance économique» keine verschiedene Behandlung seitens der alliierten Regierungen dulden könne gegenüber in der Schweiz etablierten Firmen irgendwelcher Nationalität und dass alle Importeure in der Schweiz auf dieselbe Weise der durch die S. S. S. geschaffenen Erleichterungen teilhaftig würden. Die Delegierten der alliierten Regierungen waren mit Eurer Exzellenz derselben Meinung, dass dieses Vorgehen die Interessen der Schweiz am besten wahre; die Statuten der S. S. S.[2] wurden infolgedessen so festgesetzt, dass jegliche gegenteilige Möglichkeit ausgeschlossen war. Es wird Eurer Exzellenz leicht sein zu verstehen, dass die alliierten Regierungen in beiden Beziehungen einen sehr verschiedenen Standpunkt eingenommen hätten, sowohl betreffs die Abmachungen über den Austausch-Verkehr selbst als auch die diesbezüglichen Klauseln der «Société suisse de surveillance économique» betreffend, falls sie gewusst hätten, dass die Lieferung von jenen Artikeln, welche aus Deutschland zu beziehen waren, ohne jegliche Bezugnahme auf die schweizerische Regierung, auf von Deutschland ausgelesene Firmen beschränkt würde und dass auf diese Weise alle schweizerischen Industrien gezwungen werden könnten, ihre Tätigkeit auf jene Kontrakte zu beschränken, welche die deutsche Regierung zu dulden geruhe. Ein wenig

---

1. *Non retrouvée. Cf. n° 153, note 1.*
2. *Cf. n° 151, Annexe 1.*

erstaunt und enttäuscht hatte die Regierung Seiner Majestät deshalb von der Mitteilung Kenntnis zu nehmen, dass die deutsche Regierung die Lieferung von Kohle und Koks an gewisse Schweizer Firmen abzuschneiden gedenke.

Im Auftrage meiner Regierung habe ich die Ehre, Sie anzufragen, ob die schweizerische Regierung, für den Fall, dass diese Mitteilung auf Richtigkeit beruht, eine Behandlung von seiten der deutschen Regierung zu dulden gedenke, welche, nach der Meinung Eurer Exzellenz, seitens der alliierten Regierungen von der schweizerischen Regierung und dem Schweizervolk bitter empfunden worden wäre.

Um auf alle Eventualitäten vorbereitet zu sein, unterziehen es die alliierten Regierungen einer ernsten Prüfung, auf welche Weise Kohle und Koks den betroffenen Firmen verabfolgt werden kann. Der Bundesregierung sind die nunmehr existierenden Schwierigkeiten für den Transport voluminösen Materials durch Frankreich und Italien nach der Schweiz zur Genüge bekannt – Schwierigkeiten, welche aus dem Mangel jener Länder an Arbeitskräften und Wagenmaterial beruhen. Die alliierten Regierungen müssten sich gezwungen sehen, für den Fall, dass die Lieferung von Kohle nach der Schweiz für notwendig befunden würde, Arbeitskräfte und Wagenmaterial zu diesem Zwecke speziell aufbieten, und die Abgabe aller andern Rohmaterialien an die Schweiz, welche zum Weiterbetrieb der Industrien im allgemeinen nötig sind, würde infolgedessen sehr eingeschränkt und verzögert.

Solch eine Sachlage würde gleich zu Beginn den Erfolg der «Société suisse de surveillance économique» als zweifelhaft erscheinen lassen und würde von den alliierten Regierungen nicht weniger bedauert als von Eurer Exzellenz und allen schweizerischen Industrien, welche in bezug auf Rohmaterialien von der Tätigkeit der S.S.S. abhängig sind. Dieses unerfreuliche Resultat würde naturgemäss am tiefsten von jenen Industrien empfunden, deren Lage am weitesten entfernt ist von der französischen Grenze, und das schweizerische Publikum würde, unter den obwaltenden Umständen, zweifelsohne sich an die alliierten Regierungen wenden um Aufklärung über die Übelstände und die Not, unter denen es zu leiden habe.

Die Regierung Seiner Majestät ist sicher, dass die schweizerische Regierung, falls nötig, bereit ist, alle möglichen Schritte zu tun, um dem Eintritt einer solch unerfreulichen Eventualität vorzubeugen. Die Regierung Seiner Majestät wäre vorerst dankbar für die Mitteilung, ob das Gerücht, welches sie erreicht hat, wirklich begründet ist; und, in Anbetracht dessen, dass die ganze Angelegenheit in intimer Beziehung zu den Verhandlungen steht, welche kürzlich zu solch befriedigendem Abschluss gelangten, so erlaubt sie sich anzufragen, welchen Standpunkt die schweizerische Regierung, im Falle dem so wäre, dem Entschluss der deutschen Regierung gegenüber einzunehmen gedenkt.

Die Regierung Seiner Majestät steht im Begriffe, sich nach den gegenwärtigen und zukünftigen Bedürfnissen der betroffenen Firmen zu erkundigen; sie antizipiert indessen nicht, dass die *augenblicklichen* Erfordernisse gross seien. Die Bahnen der Bundesregierung sind bei weitem der grösste Konsument von Kohle und Koks in der Schweiz, und als solcher haben sie zweifelsohne grosse Vorräte

zur Verfügung. Es ist kaum möglich, dass die deutsche Regierung das souveräne Recht der schweizerischen Regierung in Frage stellen würde, für und gegebenenfalls den betroffenen Firmen die Fortsetzung ihrer Arbeit zu ermöglichen, solange, bis anderweitige Abmachungen ihren regelmässigen Bedürfnissen genügen. Die Regierung Seiner Majestät wäre beruhigt, zu vernehmen, ob die schweizerische Regierung beabsichtige, auf diese Weise zu handeln, und sie bittet Eure Exzellenz, so gütig zu sein, ihr die Antwort der schweizerischen Regierung auf die verschiedenen in dieser Note berührten Punkte baldmöglichst zukommen zu lassen.

157

E 2200 Rom 4, IC: 11

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann, au Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta

L Bern, 15. November 1915

Ich komme zurück auf die Schaffung einer Interimsnuntiatur in der Schweiz. Ich würdige durchaus die Einsendungen, die Sie in Ihrem Berichte vom 29. Oktober[1] gemacht haben, und war entschlossen, dem Bundesrate zu beantragen, es sei auf diese Frage zur Zeit nicht einzutreten und Herrn Marchetti anzudeuten, der Heilige Stuhl möchte sie nicht aufwerfen. Wenn es noch eines Argumentes bedurft hätte für diese Lösung, so wäre es gegeben worden durch die Art und Weise, wie die Presse im allgemeinen und die italienische im besonderen die «Mission» Bülow in Luzern, die angebliche Verhandlung desselben mit Marchetti (welche nie stattgefunden hat) und die behauptete Zusammenarbeit des Heiligen Stuhls mit der Schweiz besprochen haben. Es hätte wirklich nur noch diese Internuntiatur geschaffen werden müssen, um in den Augen der Alliierten die Haltung der Schweiz als verdächtigt erscheinen zu lassen und deren Haltung mit Bezug auf spätere Friedensaktionen zu diskreditieren. Mgr. Marchetti hat denn auch ohne weiteres eingesehen, dass die Schaffung einer Internuntiatur heute überhaupt gar nicht diskutiert werden kann, und ich werde sie demgemäss dem Bundesrate nicht einmal vorlegen.

Ich überlasse es ganz Ihrem Ermessen, ob Sie Sonnino gegenüber gelegentlich eine Andeutung machen wollen, die Idee der Errichtung einer Vertretung des

---

1. *Dans ce rapport von Planta répondait à une lettre de Hoffmann du 19 octobre 1915 qui l'informait que le Pape avait envoyé Monseigneur Marchetti pour soulever entre autre la question de l'établissement d'une internonciature en Suisse. Von Planta disait: /.../* Sosehr ich es begrüsse, wenn zwischen dem Oberhaupt der katholischen Kirche und der schweizerischen Regierung die besten Beziehungen bestehen, so glaube ich doch, dass ohne Schaden für die Erhaltung dieses Verhältnisses das Gesuch zur Zeit abschlägig beschieden werden dürfte. Der Heilige Stuhl muss es verstehen, wenn die schweizerische Regierung alles zu vermeiden sucht, was ihre künftige Stellung bei Friedensverhandlungen erschweren könnte.

Heiligen Stuhls in der Schweiz sei in hiesigen Regierungskreisen nicht auf grosse Sympathien gestossen und dürfte als beiseite gelegt betrachtet werden.

Im Zusammenhang damit komme ich auf Ihre Frage im Politischen Bericht Nr. 95[2] zu sprechen, welchen Standpunkt ich zu der Frage der künftigen Friedenskonferenz bezw. zu der Übernahme der Vermittlerrolle einnehme.

Ich teile durchaus die Auffassung, dass die Schweiz historisch, politisch und geographisch berufen wäre, die Vermittlerrolle zu übernehmen und als Verhandlungsort einer eventuellen Friedenskonferenz zu dienen. Sie wird sich zu dieser Rolle nicht aufdrängen und vor allem auch nicht durch pazifistische Elemente verleiten lassen, im unrichtigen Augenblicke, verfrüht, die Vermittlung anzubieten. Dagegen wird es unsere Aufgabe sein, die Augen offen zu behalten, den psychologischen Augenblick des Handelns zu erfassen und vor allem die Überzeugung der absoluten Unvoreingenommenheit und Unparteilichkeit jedermann beizubringen und daher alles zu vermeiden, was sie in den Geruch einer der vielen «....philien» zu bringen geeignet wäre. Das wird bei der Mentalität in den verschiedenen kriegführenden Staaten und bei dem furchtbaren Misstrauen, das überall herrscht, nicht leicht sein, aber man muss immer daran denken, dass es den andern neutralen Staaten auch nicht viel besser geht.

Es wird nichts schaden, wenn man gelegentlich durchblicken lässt, dass die Schweiz eine eventuelle Konferenz mit Genugtuung im eigenen Lande sehen würde.

Dagegen betone ich bei jeder Gelegenheit, dass mir nicht nur niemals von irgendeiner Seite eine Friedensandeutung gemacht worden sei, sondern dass ich es auch für vollständig ausgeschlossen halte, im gegenwärtigen Augenblicke die Idee irgendeines Friedens ernsthaft zu erörtern, und dass ich daher auch keinen Finger gerührt habe, um die Frage des Friedensschlusses gegen irgend jemanden anzutönen. Die allgemeine Lage scheint mir in der Tat so zu sein, das auf geraume Zeit hinaus jede Friedensaktion zum Scheitern verurteilt wäre, ein Misserfolg darf nicht riskiert werden.

Deshalb habe ich auch unter der Hand dagegen gearbeitet, dass ein Studienkongress für die Abschliessung eines dauerhaften Friedenskongresses Mitte Dezember in der Schweiz abgehalten werde. Wir riskieren, auch wenn jeder offizielle Charakter vermieden wird, uns verdächtig zu machen, gerade so wie die Holländer durch die Tätigkeit der Antiorlog-Raad verdächtig geworden sind. Es ist alle Aussicht vorhanden, dass der Kongress verschoben wird.

---

2. *Non reproduit.*

158

E 2001, Archiv-Nr. 721

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 21 Wien, 4. Dezember 1915

Heute hatte ich Gelegenheit zu einem längern Gespräch mit Herrn von Tschirschky über die Tagesfragen. Vom deutschen Kaiser und seinem Besuche in Wien sagte er allerdings nur soviel, dass Seine Majestät ruhig, fest und zuversichtlich sei, auch gesundheitlich befinde er sich sehr wohl; über den Zweck der Reise sprach er sich nicht aus, doch glaube ich, wie schon früher berichtet, dass es sich möglicherweise und in der Hauptsache nur um einen Höflichkeits- und Freundschaftsbesuch beim greisen Verbündeten gehandelt haben mag. Was andererseits die militärischen Absichten für die nächste Zukunft anbetrifft, behauptete der deutsche Botschafter, nicht unterrichtet zu sein, und als ich von einer bevorstehenden Offensive im Westen sprach, sagte er, es sei wohl möglich, dass eine solche geplant sei, er wisse es aber nicht.

Die Umbildung des österreichischen Ministeriums begrüsste Herr von Tschirschky entschieden. Man habe schon seit längerer Zeit daran gedacht, und es sei auch von einem Wechsel im Präsidium die Rede gewesen, doch habe man schliesslich den Grafen Stürgkh beibehalten, weil, wie Graf Tisza meinte, es nicht wohl angehe, mitten im Kriege den Ministerpräsidenten zu wechseln, wenn es nicht absolut sein müsse, immerhin sei der Rücktritt Stürgkhs in absehbarer Zeit nicht ganz ausgeschlossen. Von den neuen Ministern erwartet mein Gewährsmann viel Gutes; Prinz Konrad Hohenlohe sei ein durchaus unabhängiger Mann, der im Ministerium des Innern mit fester Hand regieren und nur das tun werde, was er für recht halte; sein Vorgänger, Heinold, sei ein guter Mensch gewesen, der aber nur an eines dachte, nämlich schwierigen Fragen aus dem Wege zu gehen. Leth, der neue Finanzminister, habe sich bei der Direktion der Postsparkasse sehr gut bewährt, habe aber namentlich bei den Anleiheoperationen eine Hauptrolle gespielt; er sei es gewesen, der die Unterhandlungen in Berlin geführt habe; über dessen Vorgänger, Baron Engel, denkt er nicht vorteilhafter als ich (siehe meinen letzten Bericht); seine Ernennung sei seinerzeit eine Verlegenheitswahl gewesen, weil man keinen Bessern hatte. Spitzmüller sei ein sehr tüchtiger Mann aus der Finanzpraxis, der einen vortrefflichen Finanzminister abgegeben hätte; im Handelsministerium könne er aber auch ganz gut seinen Mann stellen. Der freundliche und gutmütige Herr von Schuster, den er ersetze, habe sich als Minister nie wohl gefühlt und kehre nun mit Vergnügen zu seiner lieben Postsparkasse unter gleichzeitigem Avancement zum Baron zurück.

Wir kamen dann darauf zu sprechen, wie schwierig es hier sei, zuverlässige politische Informationen zu erhalten, und Herr von Tschirschky bestätigte mir, was ich Ihnen auch schon schrieb, dass nämlich die ganze grosse Politik von zwei, höchstens drei Menschen gemacht wird, nämlich Graf Tisza, ungarischer

Premier (er nannte ihn zuerst), Baron Burian, Minister des Äussern und Präsident des gemeinsamen Ministeriums, und der österreichische Ministerpräsident Graf Stürgkh – doch schien mir der deutsche Botschafter den Einfluss des letzteren weniger hoch einzuschätzen und als «der starke Mann» trat Graf Tisza hervor. «Was andere Leute zu wissen behaupten, ist meistens falsch, man muss sich vor sogennannten gutinformierten Persönlichkeiten in Wien ganz besonders hüten, denn der Klatsch ist hier grenzenlos. Die halbe Zeit wissen nicht einmal die andern Minister, was vor sich geht. Der Kaiser hat wohl auch ein Wort zu sagen, doch nimmt er meistens an, was ihm serviert wird.» Hiezu muss ich doch bemerken, dass der Kaiser in gewissen Fragen auch seinen entschiedenen Willen hat und eventuell durchsetzt, so z. B. in der Politik gegen Italien.

Die Rede kam dann noch auf die wirtschaftlichen Probleme der Zukunft, und ich sagte Herrn von Tschirschky, wie in der Schweiz nicht ohne ein gewisses Bangen in diese Zukunft geblickt werde; man sehe nicht ohne Sorgen die Bildung zweier grosser wirtschaftlicher Gruppen voraus, zwischen welchen die Schweiz einen sehr schweren Stand hat, von denen sie sogar ökonomisch erdrückt werden möchte.

Ich gestatte mir nun, Ihre ganz besondere Aufmerksamkeit auf die Entgegnung des Botschafters zu lenken; sie ist nicht dazu angetan, den Ausblick in die kommenden Zeiten zu erheitern. Herr von Tschirschky sagte:

«Gewiss wird die Schweiz zwischen Hammer und Amboss geraten, wenn sie glaubt, nach dem Krieg weiterkutschieren zu können wie bisher. Ist sie in diesem Glauben befangen, dann begeht sie einen schweren Fehler. Ich sage Ihnen, eine neue Zeit hebt an, wir treten in eine neue Weltepoche, und die jetzigen Neutralen, ebenso gut wie die Kriegführenden, werden im Völkerleben ganz andere Wege einschlagen müssen als die, welche sie nicht nur seit Jahren, sondern vielleicht seit Jahrhunderten befolgten», und er wiederholte nachdrücklich: «Eine neue Zeit hebt an.»

Ich gestattete mir, einzuwenden, mein Gewährsmann wolle wohl andeuten, dass die Schweiz ihre ökonomische Rettung nur in einem Anschluss an einen der im Entstehen begriffenen Wirtschaftsverbände, speziell an den deutsch-österreichischen, finden könne; es sei aber schwer einzusehen, wie dabei die Unabhängigkeit der Schweiz bestehen solle, habe doch kürzlich ein Deutscher das Wort geprägt: «Eine Zollgrenze, ein Schützengraben». – «Sie haben ganz recht», antwortete der Botschafter, «die Unabhängigkeit würde aufhören, die Souveränität aber würde doch bleiben; souverän sollen alle Teilnehmer am Verbande sein, unabhängig ist jetzt schon niemand mehr und wird nach dem Kriege erste recht niemand mehr sein. Sind wir Deutschen unabhängig? Keineswegs, wir hängen von Österreich, von Ungarn, von der Türkei und von Bulgarien ab. Oder ist etwa Frankreich oder Italien unabhängig von England und Russland und vice versa oder werden sie es nach dem Kriege sein? Mitnichten, und so sind auch Schweden, Holland, die Schweiz nicht unabhängig; sehen Sie doch, wie man Sie mit dem Trust in Abhängigkeit gebracht hat; und Sie werden nach dem Kriege auch nicht unabhängig bleiben können. Glauben Sie mir, die alten Richtlinien verschwinden, mit der geschickten Balance zwischen den verschiedenen Gross-

mächten ist es aus und eine ‚splendid isolation' wäre Ihr Verderben.» Ich erwiderte, es falle mir natürlich schwer auf solche Aussichten einzugehen, wenn ich es der Theorie zuliebe doch tun wolle, so müsse ich ihn doch darauf aufmerksam machen, dass die verschiedenen in der Schweiz nun einmal vorhandenen Sympathien, von denen wir schon vorher gesprochen hatten, es für uns unmöglich erscheinen lassen, einen engeren Anschluss an die eine oder die andere Gruppe zu suchen; er kenne ja die Schweiz (er war anfangs der 90er Jahre Erster Sekretär in Bern) und müsse wissen, wie schwer es halten würde, z. B. die welschen Kantone zum Anschluss an die Staatenverbindung der Zentralmächte zu bewegen. Dies versuchen, würde heissen, den Fortbestand der Eidgenossenschaft aufs Spiel zu setzen. «Letzteres mag zutreffen», gab Herr von Tschirschky zu, «aber», fuhr er fort, «es wird vielleicht doch so kommen müssen, es sind auch schon manche Staatengebilde von altherkömmlichem Bestande auseinandergefallen und die Welt steht noch. Ich sage Ihnen nochmals, eine neue Zeit bricht an, und wer dies nicht anerkennen will, läuft Gefahr, seinem Verderben zuzusteuern. Dies sollte sich Ihre Regierung auch jetzt schon überlegen.»

Ich musste nach diesem Gespräche unwillkürlich an den Ausspruch eines Genfer Bankiers denken, der kürzlich hier war und mir sagte: «Wir halten zur Entente, weil im Falle ihres Sieges die Schweiz ungefähr in der gleichen Lage sein wird wie vor dem Kriege, während es beim endgültigen Siege Deutschlands mit der Unabhängigkeit der Schweiz dahin wäre.» Dieser Genfer Herr hat aber meines Erachtens nur sehr bedingt recht, nur für den Fall nämlich, dass ein siegreiches Frankreich (samt England, Russland und Italien) sich annähernd mit einer Wiederherstellung des Status quo ante bellum begnügt. Wer garantiert uns aber eine solche Bescheidenheit und wer dächte dabei nicht an die Zeiten der französischen Hegemonie? Wie stimmt das zu den Zwangsmassregeln des Trusts? Trübe Aussichten!

Zum Schlusse muss ich noch bemerken, dass sich dieses Gespräch ganz natürlich und ohne Absicht bei einem ganz gewöhnlichen Nachbarschaftsbesuch, den ich dem mir gegenüber wohnenden deutschen Botschafter machte, ergab.

159

E 2001 (B) 1, 92a

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Grande-Bretagne à Berne, E. Grant Duff

Copie
N

Berne, 6 décembre 1915

Par note du 25 octobre dernier[1], Votre Excellence a bien voulu faire savoir au Conseil fédéral que le Gouvernement de Sa Majesté avait été quelque peu surpris et déçu en apprenant que le Gouvernement allemand se proposait de suspendre la fourniture de charbon et de coke à certaines maisons suisses. La note fait observer que, lors des délibérations sur la création de la Société suisse de surveillance, puis sur les compensations à l'aide de marchandises arrivées en Suisse des pays des Alliés ou en transit par ces pays, il avait été affirmé du côté suisse qu'il n'était pas question d'accorder les compensations pour l'exportation du charbon en Suisse et que l'approvisionnement de la Suisse en charbon était assuré; c'est sur la foi de ces assurances qu'on avait admis l'arrangement proposé par le Gouvernement suisse, suivant lequel d'autres articles indispensables à l'industrie suisse seraient tirés d'Allemagne.

Votre Excellence fait remarquer, en outre, que lors des délibérations sur la création de la Société suisse de surveillance, le Chef du Département politique avait exprimé l'opinion que cette Société ne saurait admettre de la part des Gouvernements Alliés l'application aux maisons établies en Suisse, d'un traitement différent suivant leur nationalité, mais que tous les importateurs en Suisse bénéficieraient également des institutions créées par la Société. Les délégués des Gouvernements Alliés ont partagé cette manière de voir et les statuts de la S.S.S.[2] ont été établis en conséquence.

Les Gouvernements Alliés, ajoute la note, auraient tant en ce qui concerne les arrangements sur le trafic d'échange qu'à l'égard des statuts de la S.S.S., adopté une tout autre attitude, s'ils avaient su que les articles à tirer d'Allemagne ne seraient fournis qu'aux maisons désignées par cet Etat.

En réponse à cette partie de la note, le Conseil fédéral, précisant les avis échangés au cours des négociations qui ont précédé la constitution de la S.S.S., prend la liberté d'attirer l'attention sur les deux points suivants:

Lors des délibérations sur l'échange des marchandises arrivées en Suisse des pays des Alliés ou en transit par ces pays, les délégués des Alliés exprimèrent la crainte que l'Allemagne n'exigeât de la Suisse des compensations pour la fourniture de charbon et que les compensations que la Suisse devrait alors consentir fussent hors de proportion avec les autorisations de réexportation qu'accorderaient les Gouvernements Alliés. Sur quoi le représentant du Conseil fédéral

---

1. *Cf. n° 156.*
2. *Cf. n° 151, Annexe 1.*

déclara à plus d'une reprise que le Gouvernement allemand n'avait jamais exigé de compensations d'aucune sorte pour autoriser l'exportation de charbon et que le Conseil fédéral était parfaitement tranquille au sujet de la continuation de cette fourniture de charbon.

Le Conseil fédéral constate qu'aucune demande quelconque de compensation spéciale pour la fourniture de charbon allemand n'a été formulée et que rien, à sa connaissance, ne fait prévoir une pareille demande de la part du Gouvernement allemand.

En second lieu, le Conseil fédéral reconnaît sans difficulté qu'il est exact que, lors des délibérations sur la fondation de la S.S.S., les délégués suisses se sont énergiquement prononcés en faveur de l'application d'un traitement égal à toutes les maisons domiciliées en Suisse, quelle que fût la nationalité des chefs, associés, sociétaires ou actionnaires. Ce principe, autant du moins qu'il s'agit des maisons enregistrées avant le 1er juillet 1914, a été admis à l'article 3 du Règlement intérieur[3] de la S.S.S. Mais le Conseil fédéral ne saisit pas le rapport de ce fait avec le prétendu refus du Gouvernement allemand de fournir du charbon à des maisons suisses. Il ne connaît pas un seul cas où une maison domiciliée en Suisse se soit vue dans l'impossibilité, en raison de la nationalité étrangère de ses chefs, associés, sociétaires ou actionnaires de se procurer du charbon allemand et, autant qu'il a pu se renseigner, rien ne l'incline à croire que la question de nationalité ait joué un rôle quelconque dans les fournitures de charbon.

Votre Excellence demande ensuite au Conseil fédéral si, dans le cas où les informations concernant le refus du Gouvernement allemand de livrer du charbon seraient exactes, il compte souffrir de cette manière d'agir, et Elle exprime la conviction qu'il fera toutes les démarches possibles pour prévenir une si fâcheuse éventualité.

Le Conseil fédéral a l'honneur de donner sur ce point au Gouvernement de Sa Majesté les éclaircissements suivants.

Persuadé que probablement par les nouvelles inexactes parues dans les journaux suisses, le Gouvernement de Sa Majesté avait pu être induit en erreur, le Conseil fédéral a reconnu l'utilité de provoquer une enquête sur l'état actuel de l'approvisionnement de la Suisse en charbon. Cette enquête était d'autant plus justifiée que le Gouvernement allemand n'a jamais officiellement informé le Conseil fédéral qu'il eût interdit, et dans quelle mesure il aurait interdit, la fourniture de charbon à des maisons établies en Suisse.

Il résulte de cette enquête que les informations répandues par des journaux suisses sur le refus de livrer du charbon allemand étaient en partie fausses, en partie exagérées, et que dès lors les données sur lesquelles se fonde la note du Gouvernement de Sa Majesté ne sont que partiellement conformes aux faits réels. Il n'est pas exact, par exemple, que le charbon ait été coupé aux fabriques bâloises de produits chimiques qui fournissaient des couleurs d'aniline à l'Angleterre et qu'elles soient ainsi condamnées à suspendre leur exploitation.

---

3. *Cf. n° 151, Annexe 2.*

Interrogé à ce sujet, l'un des trois établissements en question déclare qu'il a reçu une fois de source privée l'avis qu'il n'était plus possible de lui livrer du charbon, mais que depuis lors, il lui en a été expédié de nouveau par ses fournisseurs allemands. Les deux autres établissements n'ont été informés ni officiellement ni autrement qu'ils ne pourraient plus recevoir de charbon d'Allemagne. Tous trois déclarent qu'ils sont approvisionnés de charbon pour longtemps, deux d'entr'eux pour une année au moins, le troisième pour un an et demi à deux ans.

Il est exact, en revanche, que tout un groupe d'établissements qui fabriquent exclusivement ou principalement du matériel de guerre, spécialement des munitions, pour les armées des Alliés ont appris qu'aussi longtemps que durerait cette fabrication, ils ne pourraient plus recevoir de charbon d'Allemagne. Mais parmi ces exploitations, il y en a d'abord un certain nombre qui n'ont pas besoin de charbon; à d'autres, il en faut si peu que, suivant leurs déclarations, ils ne se trouveront sûrement pas dans l'embarras, pouvant en tout temps se procurer eux-mêmes le nécessaire; un troisième groupe, enfin, est pourvu de charbon pour très longtemps. Ainsi, un nombre relativement très restreint d'exploitations éprouveront prochainement des difficultés à se procurer du charbon.

Le Conseil fédéral a d'ailleurs de très sérieuses objections à faire de cette catégorie de refus de livraison l'objet d'une réclamation auprès du Gouvernement allemand, car il s'agit d'une mesure prise par ce dernier qui a son pendant du côté des Gouvernements Alliés dans l'interdiction rigoureuse d'employer du cuivre pour la fabrication de munitions de guerre destinées aux Puissances centrales (voir art. 12, dernier alinéa, du Règlement intérieur de la S. S. S.).

D'un autre côté, le Conseil fédéral a considéré de tout temps comme de son devoir d'aider de tout son possible l'industrie suisse à se procurer les matières premières qui lui sont indispensables. Il ne perdra pas de vue cette tâche, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en charbon et il serait heureux qu'on lui laissât en toute confiance le soin de la remplir. Peut-être faudra-t-il faire venir du charbon d'Amérique pour certains établissements; il n'est pas probable que cette importation prenne des proportions capables, comme paraît l'admettre la note du Gouvernement de Sa Majesté, de compromettre le succès de la Société suisse de surveillance ou de lui créer de sérieuses difficultés. Le Conseil fédéral prend la liberté de faire remarquer que jusqu'ici l'approvisionnement de la Suisse en charbon s'est effectué, somme toute, d'une manière absolument normale. L'importation s'est élevée:

en septembre à	294 038 tonnes
en octobre à	255 141 tonnes
en novembre (jusqu'au 24 inclus) à	232 778 tonnes

soit, en moyenne, à 9243 tonnes par jour. En 1912, la moyenne journalière avait été de 8737 tonnes et en 1913 de 9199,5 tonnes.

Comme rien ne fait prévoir que cet état de choses doive se modifier prochainement d'une manière sensible, le Conseil fédéral ne saurait admettre que pour le moment l'approvisionnement de la Suisse en charbon soit aucunement menacé.

Il aime à croire que les explications qui précèdent suffiront à éclairer le Gouvernement de Sa Majesté et à le tranquilliser.

160

E 5330 1/466

A. Langie, cryptographe auprès de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse au Chef du Département militaire, C. Decoppet

R Berne, 8 décembre 1915 [1]

Dans le courant de septembre 1914, je fus appelé à l'Etat-Major de l'Armée, à Berne, où l'on me chargea, en ma qualité de cryptographe, de déchiffrer des dépêches diplomatiques expédiées de Berne ou reçues à Berne. Je me mis à l'ouvrage, à mon domicile à Lausanne, avec le rôle d'un citoyen à qui il a manqué trois centimètres de thorax pour être soldat et dans le désir d'être utile à mon pays.

I.

Pendant un an j'eus à m'occuper presque exclusivement de dépêches *russes*. Les clefs en changeaient chaque mois une ou deux fois. Dès que j'en avais découvert une je l'envoyais à Berne. La clef y servait à déchiffrer immédiatement les dépêches expédiées ou reçues; tout de suite ces documents étaient traduits par un soldat.

Je n'en déchiffrais moi-même que quelques-unes, pour vérifier le bon fonctionnement de la clef nouvelle. Je ne pris donc connaissance que de quelques centaines de dépêches sur plus de dix-mille, mais je fus frappé par l'intérêt à peu près nul qu'elles présentaient au point de vue de la défense de la Suisse.

Cela m'étonnait sans me préoccuper.

II.

Depuis de longs mois, l'on disait vouloir me remettre des dépêches en d'autres langues.

Au commencement d'octobre, je fus convoqué à Berne pour trois jours, afin de passer au déchiffrement de dépêches *allemandes*. Cependant, à mon arrivée, je reçus l'ordre de déchiffrer auparavant cinq dépêches *russes* importantes qui venaient d'arriver. Je reçus le texte, copié à la machine, de:

1 dépêche de l'attaché militaire russe à Copenhague, adressée à Pétrograd
1 dépêche adressée de Pétrograd à l'attaché militaire russe à Londres
1 dépêche adressée de Pétrograd à l'attaché militaire russe à Stockholm
2 dépêches adressées à Pétrograd par l'attaché naval russe à Copenhague.

Je pensai qu'elles concernaient le retour en Suisse de quelques-uns de nos concitoyens arrêtés peut-être en Russie.

---

1. *Texte non daté. Une indication de la main de Decoppet dit:* Rapport remis au soussigné par Langie le 8 décembre.

Je m'attaquai à l'une des dépêches, mais elle résista à mes efforts pendant 4 jours. Ce n'est qu'une fois de retour à Lausanne que j'en vins à bout.

Cependant, en quittant Berne, j'éprouvai quelque étonnement de n'avoir toujours rien à faire avec les dépêches allemandes que l'on m'annonçait depuis longtemps. J'en reçus alors un certain nombre, expédiées en Allemagne par le major von Bismarck, ou reçues par lui.

Je réussis en quelques heures à y déchiffrer bon nombre de noms propres. L'une de ces dépêches renfermait les noms de: Vendlincourt, Bure, Rangiers, Roggenburg, Saignelégier, Aesch, Allschwil. Je signalai la chose, en même temps que j'envoyais la dépêche de Copenhague transposée. Je m'attendais à recevoir l'ordre de chercher à déchiffrer la dépêche allemande, quand, au contraire, on m'ordonna de mettre les dépêches allemandes de côté pour quelques jours, et de «liquider» avant tout les 4 autres dépêches russes, apparemment confisquées à l'étranger.

Je relus attentivement le texte de la dépêche de Copenhague et constatai qu'elle n'avait aucun rapport à la Suisse (voir Annexe I)[2].

Alors naquirent en moi des soupçons. Je déchiffrai encore, pour moi seul, la dépêche de Pétrograd à Londres: il y était question de l'achat d'une grosse quantité d'un métal rare destiné à fabriquer des explosifs.

Je pris envers moi-même l'engagement de suspendre les déchiffrements russes jusqu'à ce que je sois *pleinement* rassuré sur le but et la destination de mes travaux à l'Etat-Major du 22 septembre à maintenant.

III.

Je ne puis éviter de faire les considérations suivantes:

1° Les 5 dépêches russes ne peuvent avoir été interceptées par la Suisse.

2° A en juger d'après les deux dépêches que j'ai déchiffrées, elles ne concernent aucunement la Suisse, mais sont de la plus haute importance pour les Allemands, par exemple.

3° Si les Allemands, ainsi que cela paraît évident, ont confié ces 5 dépêches à l'Etat-Major de l'Armée suisse, c'est qu'ils savent qu'il s'y trouve quelqu'un capable de les déchiffrer.

4° Si les Allemands supportent cette personne capable de déchiffrer ces documents, c'est qu'ils en ont des preuves.

5° Dès lors, tout mon ouvrage est entaché de suspicion, quant à la destination, vu l'intérêt presque nul de ces dépêches russes pour la Suisse.

D'après les dépêches qui ont été déchiffrées, on savait à Pétrograd, au mois de juin, soit deux ou trois mois après que j'ai réussi à lire la première dépêche russe, que la correspondance télégraphique russe arrivant à Berne, ou en partant, était interceptée par les Allemands.

Au mois d'août ou de septembre, le cercle des recherches se resserre.

---

2. *Nous ne reproduisons pas les annexes.*

Pétrograd se doute que les fuites ont lieu à Berne et prescrit une enquête rigoureuse sur tout le personnel de la Légation et particulièrement sur un nommé Oustinof, dont je crois me souvenir que le colonel Golovane a pu affirmer l'innocence, dans une dépêche subséquente.

Le trouble où mes soupçons, rapprochés de ces derniers faits, m'ont jeté, s'est accru encore en déchiffrant, par la suite, des dépêches expédiées par l'attaché militaire allemand, major von Bismarck, et qui établissent que des renseignements reçus à l'Etat-Major de l'Armée suisse sur les mouvements des armées anglaise (voir Annexes II et V), française (voir Annexes III et V) et italienne (voir Annexe IV) sont communiqués immédiatement, et en quelque sorte officiellement, à l'attaché militaire allemand.

Or, je veux bien travailler pour l'Etat-Major suisse, mais non pour l'Etat-Major allemand.

161

E 5330 1/466

Le Chef du Département militaire fédéral, C. Decoppet, au Général U. Wille

Copie
L

Berne, 14 décembre 1915

Il m'était revenu voici quelques jours, qu'un cryptographe occupé depuis l'année dernière à faire la traduction de dépêches chiffrées russes pour le service de renseignements de l'Etat-Major Général, après ne s'être guère étonné tout d'abord du travail dont il était chargé, en était arrivé à la conviction que le résultat de ses recherches était communiqué à l'attaché militaire allemand. La lecture qu'il fit, d'autre part, de dépêches adressées par cet officier à l'E.M.G. allemand lui révéla que ce dernier était tenu au courant, avec une certaine régularité, des renseignements qui parvenaient à notre Etat-Major sur les opérations militaires de France ou d'Angleterre.

Je me suis mis en rapport avec ce cryptographe du nom de Langie. A cette occasion il m'a remis un résumé de ses observations[1]. Je le joins aux présentes. Mieux que toutes autres appréciations il vous permettra de juger de l'affaire.

Mais il y a plus.

Samedi dernier, M. l'Ambassadeur de France s'est rendu auprès de Monsieur le Président de la Confédération en même temps que l'attaché militaire français me demandait une audience. Tous deux venaient nous exposer chacun de son côté, qu'ils avaient été informés, de source suisse et absolument sûre, ont-ils affirmé, que les légations d'Allemagne et d'Autriche reçoivent communication des rapports quotidiens élaborés par notre Etat-Major. M. le Colonel Pageot préci-

1. *Cf. n° 160.*

sait, disant qu'entre autres il s'agissait des rapports résumant les renseignements recueillis par nos postes de la frontière N.O. et S.E.

Je juge inutile d'insister sur la gravité de ces communications. Aussi bien celles qui nous sont venues de l'Ambassade de France que celles qui nous ont été faites par M. Langie dénotent de la part de notre E.M.G. une méconnaissance de nos obligations de neutres qui me paraît exiger la plus prompte et la plus énergique intervention.

C'est pourquoi, en vous transmettant ces renseignements, je viens vous prier de bien vouloir ordonner les mesures propres à remettre les choses en l'état. Je vous serais fort obligé de me faire savoir ce que vous avez décidé.

162

E 5330 1/466

Le Général U. Wille
au Chef du Département militaire, C. Decoppet

L Berne, 18 décembre 1915

Rentré hier de ma tournée d'inspection auprès des troupes, je m'empresse de répondre à votre lettre du 14 décembre [1].

Vous m'apprenez que l'Ambassadeur de France a communiqué au Président de la Confédération, et que l'attaché militaire français vous a en même temps communiqué à vous-même, Monsieur le Conseiller fédéral, qu'ils avaient appris de *source sûre et suisse* que les rapports journaliers sur la situation militaire publiés par notre Etat-Major Général seraient transmis aux légations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie. En outre, l'attaché militaire, M. le lieutenant-colonel Pageot, aurait encore ajouté qu'il en serait de même en ce qui concerne les renseignements recueillis par nos postes-frontière du Nord-Ouest et du Sud-Est.

Je me suis efforcé de tirer la chose au clair. Mais, avant de vous communiquer le résultat de mon enquête personelle, laissez-moi tout d'abord, M. le Conseiller fédéral, vous exprimer l'indignation et la tristesse que je ressens à constater que c'est à une *source sûre et suisse* que l'Ambassadeur de France a puisé ces renseignements sur notre Etat-Major. Une *source sûre et suisse* ne peut désigner qu'une personne faisant partie de notre Etat-Major; car seules des personnes qui sont employées à l'Etat-Major Général peuvent parler en connaissance de cause de ce qui s'y passe. Mais précisément il est incroyable qu'un officier faisant partie de notre Etat-Major, qu'un officier de l'armée suisse ne communique pas au Général, mais, au contraire, communique au représentant d'une puissance étrangère des renseignements sur ce qui se tramerait dans notre Etat-Major con-

1. *Cf. n° 161.*

tre notre propre neutralité, contre les intérêts de cette puissance et au profit de ses ennemis! Ceci est purement et simplement une *trahison.* Il n'y a point d'expression plus douce pour qualifier un tel acte. Si un tel homme voyait ou croyait voir, que certains des officiers de notre Etat-Major prenaient avec notre neutralité des accommodements en faveur de l'Allemagne ou de l'Autriche, son devoir le plus élémentaire était d'en avertir immédiatement le chef de l'Etat-Major Général ou moi-même, – ou, s'il n'avait confiance ni dans le Général, ni dans le chef de l'Etat-Major Général, d'en avertir le Président de la Confédération. Mais ne pas le faire, mais courir immédiatement dénoncer notre Etat-Major auprès de la puissance étrangère intéressée, qu'est-ce, sinon un crime dont seul est capable un homme à bout d'expédients?

L'Ambassadeur de France parle d'une *source sûre et suisse:* qu'il s'agisse d'une «source suisse», le fait malheureusement ne me semble plus contestable, et c'est une honte pour notre pays, mais, une «source sûre», c'est autre chose, et je me permets d'exprimer à ce sujet, mes doutes. S'agit-il d'un espion appartenant à notre armée et payé par la France; s'agit-il simplement d'un homme qui préfère l'étranger à son propre pays et ne se fait aucun scrupule de violer notre neutralité, peu importe: un tel personnage ne peut en aucun cas passer pour une «source sûre»; c'est un être sans honneur et de tels êtres ne disent jamais la vérité.

J'en arrive à l'affirmation principale, au fait que les bulletins de l'Etat-Major Général sur la situation militaire seraient communiqués à la Légation d'Allemagne:

Je puis affirmer qu'en aucun cas ce bulletin lui-même n'a été communiqué; tout au plus a-t-il pu arriver que, au cours d'une conversation particulière avec l'attaché militaire allemand ou autrichien, on ait parlé incidemment de telle ou telle nouvelle contenue dans le bulletin. D'ailleurs, il m'est personnellement impossible de donner à ces bulletins une telle importance. J'ai moi-même fait l'expérience personnelle, que, sauf dans deux ou trois petits cas exceptionnels et insignifiants, on ne peut jamais trouver dans ces bulletins autre chose que ce qu'on a déjà lu dans les journaux ou lira quelques heures après. Pour ma part, je m'empresserais de communiquer ces bulletins sans aucun scrupule à toutes les légations qui seraient curieuses de les lire.

Et il en va de même en ce qui regarde les renseignements recueillis par nos postes-frontière, renseignements, selon M. le lieutenant-colonel Pageot, communiqués aux légations d'Allemagne et d'Autriche. Si désireux que soient ces postes de voir ou d'apprendre le plus de choses, il ne leur en est pas moins impossible de faire des observations ayant quelque valeur. Les seules observations qu'ils peuvent faire portent sur des mouvements de troupes dépourvus de toute importance parceque, si près de la frontière, on ne peut observer que de petites subdivisions; et d'ailleurs, le but de ces mouvements de troupes est atteint déjà, lorsque la nouvelle en parvient à Berne. Quant à ce que nous pouvons savoir par les douaniers, la police, les contrebandiers ou les gens du voisinage, il faudrait être bien naïf pour s'illusionner à ce sujet. Et puis, n'a-t-on pas fait déjà l'expérience que toutes les grandes nouvelles apportées par les passants et enregistrées avec tant de soin par nos postes, ne sont que des fantaisies et des

bavardages? D'ailleurs, d'un côté comme de l'autre, on compte sur notre crédulité, sur notre empressement à colporter ces fausses nouvelles, pour les faire parvenir jusqu'à l'adversaire et par ce moyen l'influencer.

Il est donc absolument exclu que les nouvelles de notre bulletin, même si elles avaient été communiquées à l'Allemagne ou à l'Autriche, aient pu causer l'ombre d'un dommage à la France et à l'Italie.

Il ne doit plus arriver qu'on puisse donner un prétexte quelconque à des plaintes comme celle que nous a transmise l'Ambassade de France; mais il ne doit plus arriver non plus qu'une puissance étrangère soit informée de ce qui se passe dans notre Etat-Major.

J'ai ordonné qu'à l'avenir aucun officier de l'Etat-Major de l'armée, même en dehors du service, ait des rapports quelconques avec un attaché militaire étranger, quel qu'il soit, sans mon ordre formel ou sans l'ordre formel du chef de l'Etat-Major Général. Désormais, les attachés militaires ne seront reçus que par le chef de l'Etat-Major Général ou par moi.

Quant à la question de purger notre Etat-Major des éléments douteux qui, *au lieu de s'adresser à leurs supérieurs,* renseignent une légation étrangère sur les agissements contraires à la neutralité qui soi-disant se seraient passés à notre Etat-Major même, nous allons nous en occuper immédiatement.

163

E 5330 1/466

Le Général U. Wille
au Chef du Département militaire, C. Decoppet

L Berne, 18 décembre 1915

Dans votre lettre du 14 décembre[1], vous m'apprenez qu'un certain M. Langie, employé par notre Etat-Major Général à déchiffrer les dépêches russes et allemandes, aurait constaté que les renseignements contenus dans ces dépêches sont immédiatement communiqués à l'Etat-Major de l'armée allemande.

Avant de passer à l'examen de cette accusation même, il importe de connaître quel personnage est ce M. Langie.

Il est évident que M. Langie peut lui-même se rendre compte que ses affirmations renferment une accusation très lourde contre notre Etat-Major Général, et qu'il a conscience lui-même de la gravité de l'affaire et de ses conséquences pour notre pays.

Par conséquent, ce cas doit être traité de la manière la plus discrète. Or, j'ai appris que ce Monsieur s'est permis déjà de communiquer toute l'affaire à la *Gazette de Lausanne* et au *Journal de Genève;* c'est après seulement, M. le Conseiller fédéral, que vous en avez été averti.

---

1. *Cf. n° 161.*

Cette constatation nous permet de caractériser d'ores et déjà l'homme qui porte une telle accusation contre notre Etat-Major.

Mais venons-en à l'affaire elle-même! En ce qui regarde la dépêche russe, l'accusation est purement gratuite. Si, en effet, nous voulons intercepter des dépêches, il faut les intercepter toutes, et si nous les interceptons toutes, il faut les déchiffrer toutes. M. Langie était donc employé à déchiffrer les dépêches russes et il est très regrettable que la plupart de ces dépêches étaient de nature à le faire penser que l'argent employé à ce travail était de l'argent perdu; c'est pourquoi il en conclut que ces dépêches n'ont aucun intérêt pour nous et que c'est à l'usage de l'Allemagne qu'on les déchiffre! D'ailleurs, je dois reconnaître que, moi aussi, j'ai souvent eu l'impression que le temps et l'argent qu'on emploie à déchiffrer ces dépêches sont du temps et de l'argent perdus. De temps en temps, il peut, il est vrai, nous parvenir une dépêche intéressante pour nous.

D'autre part, la plainte s'appuie sur l'identité qui existerait d'une part entre *un* télégramme de l'attaché militaire allemand et des nouvelles contenues dans notre bulletin. Et, en outre, les 4 télégrammes de M. Bismark dont parle M. Langie (des 3 et 13 novembre) commenceraient par ces mots: «L'Etat-Major de l'armée suisse a appris» ou «L'Etat-Major de l'armée suisse communique».

Ce qui est important pour nous, c'est le contenu même des dépêches. Or, c'est ce que nos bulletins eux-mêmes contiennent, ou du moins pouvaient contenir, et en outre ce qui pouvait être également contenu *soit dans les journaux suisses soit dans des journaux étrangers.* Il s'agit donc de nouvelles au sujet desquelles l'attaché militaire n'a pas besoin de s'appuyer sur l'autorité de notre Etat-Major Général.

En ce qui concerne l'ensemble de l'accusation, il est caractéristique de constater ceci: c'est qu'on n'a pu apporter comme preuve que ces 5 dépêches, parmi lesquelles le télégramme russe est tout à fait insignifiant et incompréhensible. Quant aux 4 autres, au moment où elles sont parvenues à leur destination, les renseignements qu'elles contenaient se trouvaient déjà dans les journaux.

D'ailleurs cette accusation formulée par M. Langie est de toute manière un enseignement précieux pour notre Etat-Major. Elle doit nous apprendre à être désormais beaucoup plus prudent. Et si dans toute cette affaire on peut faire un reproche aux officiers de notre Etat-Major, ce n'est pas d'avoir commis des erreurs, mais de n'avoir pas été assez prudents et habiles pour en éviter l'apparence.

164

E 2001, Archiv-Nr. 775

CONSEIL NATIONAL

Procès-verbal de la séance du 22 décembre 1915

Interpellation Greulich

Copie

Die Herren *Greulich* und Mitunterzeichner haben folgende *Interpellation* eingereicht:

Interpellation des Herrn Greulich und Mitunterzeichner, vom 10. Dezember 1915.

Gedenkt der Bundesrat, allein oder mit den Regierungen anderer neutraler Länder, den Kriegführenden seine guten Dienste anzubieten zur baldigen Herbeiführung eines Waffenstillstandes und Einleitung von Friedensverhandlungen.

Unterzeichner: Greulich, Affolter, Frei-Basel, Graber, Grimm, Jäggi, Müller-Bern, Näher, Naine, Pflüger, Rikli, Ryser, Schenkel, Seidel, Sigg-Zürich, Studer-Winterthur.

Herr Greulich begründet die Interpellation:

Die Arbeiter, als dem internationalen Verbande angehörend, sind gegen den Krieg. Wir stehen auf dem Boden absoluter Neutralität. Das Weltbürgertum war seiner Zeit das Ideal des Bürgertums. Es gibt kein auserwähltes Volk, es soll auch keines als Knechtenvolk behandelt werden. Wir wollen das Vorbild des allgemeinen Menschentums hochhalten. Das Wort von der Solidarität aller Völker erklang auch im Jahre 1848 aus dem Munde des jungen Alfred Escher. Wir standen im Jahre 1870 mit Bebel und Liebknecht nach der Schlacht bei Sedan und der Erklärung der Republik gegen die Fortsetzung des Krieges und später gegen die Annexion ein.

Wir gedenken auch heute, gut schweizerisch und neutral zu sein und den Bundesrat in der Neutralitätspolitik zu unterstützen.

Der Krieg dauert schon seit Anfang August 1914, und wir haben die Schrekken des Krieges mit seiner grässlichen Verwüstung von Ländern und Millionen von Toten und Verwundeten kennengelernt.

Wir haben am 2. Mai 1915 zufällig Evakuierte gesehen, die von ihrer Heimat vertrieben waren. Es häuft sich Verbrechen auf Verbrechen.

Wer Schuld am Kriege ist, können wir nicht beurteilen. Es ist das bestehende Wirtschafts-System, das am Kriege schuldig ist. Das Kapital hetzt selbst zum Kampfe.

Man rechnet, dass die kriegführenden Mächte schon über 130 Milliarden für den Krieg ausgegeben haben, ohne Berechnung der Verwüstung des Landes. Es gilt immer noch, den Gegner niederzuwerfen, und man will vom Frieden nichts wissen. Begreiflicherweise wollen die, deren Land vom Gegner besetzt ist, am wenigsten vom Frieden wissen. Man sollte aber zur Einsicht kommen, dass ein Niederringen des Gegners weder für die eine noch für die andere Kriegspartei überhaupt möglich ist. Wollen wir warten, bis der Krieg an Erschöpfung zu Ende geht? Die Neutralen sollen zusammenstehen. Wir wollen den Ruf nach Frieden

und nach Achtung unserer Existenz erheben. Es muss einer der Neutralen vorangehen, selbst auf die Gefahr, abgewiesen zu werden.

Wenn wir den Ruf nach Frieden in unserem Saale erheben, wird es ein Echo geben in den andern neutralen Staaten. Wenn die Neutralen sich nicht für den Frieden verwenden, so geht Europa einer Erschöpfung und einer Verarmung entgegen. Wir haben auch das Recht, an den Friedensverhandlungen teilzunehmen. Es soll Abrüstung verlangt werden, dass nicht ein neuer Krieg ausbricht. Die Neutralen sollen auch den Schutz ihres Handels während der Kriegszeit verlangen.

Wir wollen den Bundesrat nicht in Verlegenheit bringen. Es ist aber eine Pflicht der Menschlichkeit, die Kriegführenden einander näherzubringen, um über den Frieden zu unterhandeln.

Herr Bundesrat *Hoffmann* gibt namens des Bundesrates folgende Erklärung ab[1]:

Herr Greulich erklärt sich mit der Beantwortung der Interpellation befriedigt.

---

1. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

Copie

Le Conseil fédéral m'a autorisé à répondre aux interpellants par la déclaration suivante:

Nous comprenons le profond besoin de paix qu'éprouve notre peuple et comme lui, nous désirons ardemment la fin prochaine de la plus terrible guerre que l'histoire connaisse. Bien qu'épargné lui-même par la guerre, notre pays a gravement à souffrir de ses conséquences. Toutefois, ce n'est pas seulement, ni même en première ligne, notre propre intérêt qui excite en nous un si ardent désir de paix: nous l'appelons de tous nos vœux par simple humanité, présence des misères indicibles que cause la guerre, des plaies qu'elles fait, de la destruction impitoyable d'une civilisation dont, il y a peu de temps encore, nous étions si fiers.

Nous rendons ainsi pleinement hommage aux sentiments qui ont dicté la demande des interpellants.

Mais, en tant que l'interpellation tend à engager le Conseil fédéral à intervenir directement en faveur de la paix, nous devons formuler nos réserves. Une pareille démarche est vouée d'avance à l'insuccès et peut être mal interprétée aussi longtemps que, dans les pays belligérants eux-mêmes, il ne se produira pas un revirement de l'opinion publique et que, d'un côté comme de l'autre, le désir de paix ne triomphera pas, sans ingérence étrangère, des obstacles que la marche des événements y oppose. Tant que ce revirement de l'opinion n'aura pas eu lieu, toute tentative étrangère d'intervention sera non seulement stérile, mais importune et considérée comme une immixtion peu amicale; une intervention pourrait dès lors être préjudiciable aussi bien à la cause de la paix qu'aux relations entre Etats.

Quant à savoir si cette modification de l'opinion publique dans les Etats belligérants est déjà fort avancée et a produit un résultat suffisant, c'est affaire d'appréciation individuelle. Le Conseil fédéral estime qu'actuellement tel n'est point encore le cas. On comprendra qu'il ne puisse exposer ici les raisons qui l'induisent à ce sentiment.

Mais ce dont nous pouvons vous assurer, c'est que nous suivrons avec la plus vive attention le cours des événements et que nous nous estimerons heureux si, mû par ses sympathies pour les nations belligérantes et fidèle à ses traditions de neutralité, notre petit pays peut, ne fût-ce que dans une faible mesure, contribuer avec un désintéressement complet au rétablissement si désiré d'une paix durable.

165

E 5330 1/466

Le Général U. Wille au Président de la Confédération, C. Decoppet

L
Persönlich

Bern, 11. Januar 1916

Ich habe in Erfahrung gebracht, dass sich auf heute nachmittag eine Deputation des Grossen Rates von Waadt, Genf und Neuenburg bei Ihnen gemeldet hat, um bei Ihnen vorstellig zu werden betreffend der Angelegenheit mit den Obersten Egli und von Wattenwyl. Ich glaube, diese Herren und ihre Hintermänner sind sich nicht ganz klar bewusst der Bedeutung, welche ihr Vorgehen dieser Angelegenheit geben kann. Die Angelegenheit ist von mir so erledigt worden, wie ich nach meiner Sachkunde und meinem Gewissen als die rechte erachtet habe und wofür ich nach Niederlegung meines Kommandos, aber vorher nicht, die volle Verantwortung vor dem hohen Bundesrat und, wenn es sein muss, vor der hohen Bundesversammlung tragen will. Im übrigen habe ich von der von mir getroffenen Erledigung sofort den damaligen Herrn Bundespräsidenten Motta, den Chef des Politischen Departements, Herrn Bundesrat Hoffmann, und später auch Sie, der damals krankheitshalber abwesend war, unterrichtet. Sie alle drei haben mir ihre Billigung ausgesprochen, was natürlich für mich von sehr grossem Wert war. Ich habe der Angelegenheit die von mir getroffene Erledigung gegeben, weil ich diese aus allen Gründen nicht bloss als die geeignetste, sondern als die einzig im Interesse unseres Landes liegende erachtete. Ich habe die Herren, die sich keines Verbrechens oder schweren Vergehens schuldig gemacht haben, sondern nur grober Taktlosigkeit, die keinerlei nachteilige Folgen weder für unser Land noch für irgendeinen unserer Nachbarstaaten haben konnte, aus dem Armeestab entfernt. Damit ist das Übel geheilt und jeder Wiederholung radikal vorgebeugt worden. Im übrigen habe ich strenge Weisung gegeben, dass der seit ewigen Zeiten bestehende intime Verkehr mit den fremden Militärattachés und deren damit zusammenhängender freier Zutritt zu den Arbeitszimmern der Abteilungschefs des Generalstabes aufhört.

Im übrigen glaube ich mir im ganzen Schweizerland, im französisch sprechenden Teil desselben ganz gleich und vielleicht noch mehr als im deutschsprechenden, das Vertrauen erworben zu haben, dass ich unbefangen und unparteiisch, im wahren Sinne des Wortes neutral gegenüber allen unseren Nachbarn handle, dass kein einziger darauf rechnen darf, von mir besonders begünstigt zu werden, und keiner befürchten muss, dass ich irgendwie gegen ihn etwas unternehme.

Was können die Herren denn bezüglich dieser Vorkommnisse noch wollen? Man hat mir gesagt, man sei im Welschland nicht damit zufrieden, dass die Herren aus dem Generalstab wegversetzt worden sind, man erwarte oder verlange deren gänzliche Beseitigung aus der Armee. Hierüber zu entscheiden, bin ich ganz alleine kompetent, und ich bemerke bezüglich dieses Verlangens, dass

ich in der Versetzung aus dem Generalstab hinaus in die Front eine genügend harte Bestrafung dieser Herren für ihre Unklugheit erblicke. Im übrigen würde ich auch eine weitere Bestrafung in dem hier vorliegenden Falle niemals ausgesprochen haben. Dasjenige, was hier in diesem Falle notwendig war, ist, dass die ganze Angelegenheit möglichst unbemerkt und auf eine Art erledigt wird, die berechtigt zu sagen, dass nichts Schlimmes vorgefallen ist, ja sogar die Möglichkeit gewährt zu sagen: die Herren sind aus dem Generalstab der Armee weggversetzt worden, weil eine Auffrischung desselben geboten war. Jede andere Erledigung als die von mir getroffene hätte gemeinen und bösartigen Cancans Tür und Tor geöffnet, und das ist dasjenige, was den Herren, die in Deputationen bei Ihnen, Herr Bundespräsident, erscheinen, zum Bewusstsein gebracht werden muss. Mag hier Schlimmes, oder, wie ich sage, mehr oder weniger ganz Harmloses vorgekommen sein, so bleibt sich ganz gleich, dass einfache Bürgerpflicht ist, die Sache totzuschweigen. Von ihr sprechen, oder auf irgendeine andere Art sie in die Öffentlichkeit zerren, hat in erster Linie zur Folge, dass das Vertrauen des Volkes in seine Behörden und ganz besonders in die Leitung der Armee erschüttert wird; und die andere Folge ist, dass unsere Beziehungen zu unsern Nachbarn dadurch gestört werden. Das ist der ausschlaggebende Gesichtspunkt, von dem aus diese Sache angesehen und behandelt werden muss. Aber – und das ist das Unglück unseres Landes – wir sehen diese Dinge vom Standpunkt unserer persönlichen Sympathie an. Frankreich kann jenen Herren, welche die Deputation an Sie abgeordnet haben, dankbar sein, aber die Schweiz nur dann, wenn die Herren der Deputation sich zu meiner Anschauung der Dinge bekehren. Das, was die Herren Obersten Egli und von Wattenwyl getan haben, ist etwas, das nicht vorkommen sollte; das sei rückhaltlos anerkannt. Aber die ganze schlimme Bedeutung bekommt die Sache erst dann, wenn sie von uns zu einer «cause célèbre» gemacht wird.

Ich glaube, die Herren können von mir wissen, dass ich mich niemals zu irgendeiner Parteilichkeit zugunsten irgendeines unserer Nachbarn werde hinreissen lassen, aber ich glaube, ebensogut können sie von mir wissen, das ich niemals die geringste Pression auf mich ausüben lasse.

Ich wiederhole, Herr Bundespräsident, meine dringende Bitte, zu verhindern, dass Unverstand aus dem, was Unverstand von andern begangen hat, ein schweres Unheil für unser Land herbeiführt.

166

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 11 janvier 1916

Neutralitätswidriges Verhalten der Obersten Egli und von Wattenwyl

Geheim

Angesichts der umlaufenden Gerüchte und der Erregung, die in weiteren Kreisen der Bevölkerung nach den Wahrnehmungen auch der Mitglieder des Bundesrates platzgegriffen hat, erscheint es nicht zu umgehen, die Vorgänge, die zur Entfernung der Obersten Egli und von Wattenwyl aus dem Generalstabe geführt haben, im Bundesrate zu besprechen.

Herr Bundesrat Motta hat allerdings in einer der letzten Sitzungen kurz von der Verfügung der Armeeleitung[1] über die beiden Obersten eine Mitteilung gemacht, allein es kann hierbei nicht verbleiben.

Herr Bundespräsident Decoppet ist in der Lage, über den Tatbestand folgende Darstellung zu geben:

Bei dem Generalstab war ein gewisser Langie als «Kryptograph», d.h. zum Entziffern der chiffrierten Depeschen, angestellt. Während eines Urlaubes hat sich Langie an seinen Arzt gewandt, um ein Zeugnis über seinen Gesundheitszustand, der ihm verbiete, seinen Dienst wiederaufzunehmen, zu erhalten. Diesem Arzte mache der Genannte, der angab, gewissenshalber die ihm zugemutete Tätigkeit nicht mehr aufnehmen zu wollen, Mitteilungen über seine Beschäftigung auf dem Generalstab. Diese Mitteilungen wurden dem Herrn Bundespräsidenten weitergegeben.

Herr Bundespräsident Decoppet hat hierauf mit Langie eine Unterredung an einem Drittorte gehabt und sich von Langie eine Darstellung[2] geben lassen. Langie hat nun angegeben, dass er als Kryptograph zur Dechiffrierung in folgender Weise beschäftigt worden sei:

Einmal habe er russische Depeschen, die an die hiesige russische Gesandtschaft gerichtet waren und von der Nachrichtenabteilung des Generalstabes aufgefangen wurden, entziffern müssen.

Dann habe Oberst Egli, anlässlich seiner Reise nach Deutschland, in Deutschland russische Depeschen erhalten, die dort nicht entziffert werden konnten. Diese Depesche habe er im Auftrage oder gemäss Wunsch der deutschen Militärbehörde nach Bern gebracht. Langie habe auch zu diesen Depeschen den Geheimschlüssel herausgebracht und die Depeschen übersetzt, worauf sie der deutschen Gesandtschaft zugestellt wurden.

Langie habe im Verlaufe seiner Tätigkeit den Herren Egli und von Wattenwyl gegenüber sein Erstaunen ausgesprochen, dass er nur russische Depeschen zu entziffern habe. Hierauf habe man ihm auch deutsche Depeschen zu entziffern gegeben. Langie sei nun erstaunt gewesen, dass diese Depeschen, welche der

1. *Cf. n° 165.*
2. *Cf. n° 160.*

deutsche Militärattaché von Bismark an deutsche kommandierende Generäle richtig an das Hauptquartier richtete, jeweils mit einer Wendung begannen, wie: Der schweizerische Generalstab weiss, ... der schweizerische Generalstab vernimmt .... Zu diesen Gruppen von Vorgängen kommt noch folgendes:

Der französische Botschafter Beau und der französische Militärattaché Pageot haben, der erste bei dem Herrn Vorsteher des politischen Departementes, der zweite beim Herrn Vorsteher des Militärdepartementes vorgesprochen und den beiden Departementsvorstehern folgende Beschwerde vorgetragen:

Es sei aus zuverlässiger Quelle (source suisse et sûre) bekannt geworden, dass jeden Abend durch einen Radfahrer an die österreichische und die deutsche Gesandtschaft ein geheimes Dossier aus Auftrag des schweizerischen Generalstabes überbracht werde. Diese Sendung sei zeitweise durch einen welschen Radfahrer ausgeführt worden. Diesem sei dieser Verkehr verdächtig erschienen, weshalb er der Sache auf die Spur gegangen sei. Es habe sich herausgestellt, dass die verdächtige Sendung in den Bulletins bestanden, die täglich auch an den Bundesrat gerichtet sind und als Geheimstücke unter den Mitgliedern des Bundesrates zirkulieren.

Von diesen Vorgängen hat der Bundespräsident, Herr Decoppet, dem Herrn General schriftlich Kenntnis gegeben. Der General habe dann die bekannten Verfügungen gegenüber den beiden Obersten getroffen. Infolge seiner plötzlichen Erkrankung habe er die Angelegenheit nicht weiter verfolgen können.

Gegenwärtig sei, soviel er zu wissen glaube, die Sache so, dass Herr Oberst Egli mit dem Kommando der Hauensteinbefestigung und Oberst von Wattenwyl mit dem Kommando einer Brigade der zweiten Division betraut worden sei.

Herr Bundespräsident Decoppet fügt noch bei, dass die Vorgänge nach allem, was man hört, ziemlich bekannt seien und Anlass geben zu allerlei übertriebenen Gerüchten. Er wisse nur, dass Redaktor Bonnard vom *Journal de Genève,* Oberst Secrétan und noch andere im Geheimnis seien. Es sei ihm für heute nachmittag eine von Grossrat de Rebours geführte Delegation angekündigt, die Aufklärung wünsche. Herr Secrétan habe sich gleichweise um eine Audienz beworben, und schliesslich sei auch Redaktor und Nationalrat Grimm angemeldet. Es sei daher nötig, dass der Bundesrat zu der Angelegenheit Stellung nehme.

Herr Bundesrat Motta teilt in Ergänzung des von dem Herrn Bundespräsidenten Dargestellten mit, dass Herr General Wille ihn aufgesucht und dass er sich mit ihm, einmal in Gegenwart des Herrn Bundesrats Hoffmann, über die Angelegenheit besprochen habe. Obschon der Tatbestand ihm damals nicht so gravierend erschienen sei, wie der heute wohl beurteilt werden müsse, habe er dem Herrn General seine Meinung dahin ausgedrückt, dass er (ganz bestimmte [von Herrn Bundesrat Motta angemerkt]) Zweifel darüber habe, ob die über Egli und Wattenwyl verhängten Folgen die ausreichende Sanktion für ihre Verfehlungen seien. Denn die Kommandoübertragungen höben doch die Anordnung der Armeeleitung wieder einigermassen auf. Herr Bundesrat Motta sagte, gewissermassen zu seiner Rechtfertigung, er habe sich auf das dringende Ansuchen des Herrn Generals dazu bewegen lassen, dem Bundesrate keine eingehenderen Mitteilungen zu machen.

Herr Bundesrat Hoffmann fügt schliesslich dem Gesagten noch bei, dass er heute morgen den General noch gesprochen habe. Aus seinen Äusserungen gehe hervor, dass er sich auf weitere Anordnungen nicht einzulassen geneigt sei.

Herr Bundesrat Forrer ist durch die vorgetragenen Mitteilungen auf das äusserste beunruhigt. Er ist indessen der Meinung, dass man den Vorgängen gegenüber ruhig Blut bewahren und ein objektives Urteil zu gewinnen suchen müsse. Das könne nur dadurch geschehen, dass man eine Untersuchung anordne, sei es nun eine administrative oder, da die beiden Obersten unter der Militärgerichtsbarkeit stehen, eine militärgerichtliche.

Herr Bundesrat Calonder vertritt die Auffassung, dass sich der Bundesrat mit dem Verfahren des Generals nicht einverstanden erklären könne. Zwar liegt die Kompetenz sicherlich beim General. Das hindert aber nicht, dass der Bundesrat seiner Meinung dem General gegenüber Ausdruck gebe. Die beiden Offiziere sollten einfach zur Disposition gestellt werden, denn ihre Handlungsweise ist eine krasse Pflichtverletzung. Die Entzifferung der russischen Depeschen, der aufgefangenen sowohl als auch der von Egli hereingebrachten, ist eine reine Kriegshilfe.

Wenn Herr Bundesrat Forrer die Anhebung einer Untersuchung anregt, so dürfte er damit den richtigen Weg angedeutet haben.

Herr Bundesrat Müller betrachtet die Sache als ausserordentlich bedenklich. Er ist, so wie die Angelegenheit jetzt steht, noch nicht darüber im klaren, ob eine Dispositionsstellung genüge oder ob eine militärgerichtliche Untersuchung zu eröffnen sei. Die Handlungsweise der beiden Offiziere ist zweifelsohne neutralitätswidrig. Es ist zu hoffen, dass der General sich der Ansicht, die beiden Offiziere seien zu behandeln wie jeder andere Bürger, nicht verschliessen werde.

Herr Bundesrat Hoffmann beantragt, hier abzubrechen und nachmittags eine ausserordentliche Sitzung mit General Wille abzuhalten.

Herr Vizepräsident Schulthess kann sich, wie die übrigen Herren, dem Ernste der Sachlage nicht entziehen.

Man wird beinahe geneigt, wenn die geschilderten Tatsachen sich als zutreffend erweisen, an Zuwiderhandlungen z.B. gegen Art.5 der Verordnung betreffend Strafbestimmungen für den Kriegszustand vom 6.August 1914 zu glauben. Dies hätte zur Folge, dass eine Suspendierung der beiden Offiziere und eine Überweisung der Angelegenheit an den Oberauditor zu erfolgen hätten.

Ohne Gegenantrag wird beschlossen, die Beratung hier abzubrechen und eine Sitzung auf nachmittags 2½ Uhr anzuberaumen, zu welcher auch Herr General Wille einzuladen ist[2].

---

2. *A cette séance du Conseil fédéral il est dit: [...]* Herr Bundespräsident fasst das Ergebnis der Besprechung dahin zusammen, dass, in Übereinstimmung mit dem Wunsche des Bundesrates, Herr General Wille eine Untersuchung über die mehrerwähnten Vorgänge veranlassen wird. Nach Beendigung der Untersuchung wird ihr Ergebnis dem Bundesrate unterbreitet werden, worauf der Bundesrat, je nach der Lage der Dinge, seine Entscheidungen treffen wird. Über diese vom Herrn Bundespräsidenten eben angegebenen Vorgehen herrscht allgemeine Übereinstimmung. Es ist demnach darnach beschlossen.

167

E 1004 1/261

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 janvier 1916

113. Übernahme von pflegebedürftigen Verwundeten aus Deutschland und Frankreich

Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundesrat Hoffmann möchte dem Bundesrate zur Kenntnis bringen, dass die Verhandlungen betreffend Internierung der sog. Petits blessés in der Schweiz endlich zu einem praktischen Ergebnisse geführt haben[1]. Diese Verhandlungen seien wiederholt infolge der jeweils eingetretenen Schwierigkeiten ins Stocken geraten. Die Hauptschwierigkeit sei darin gelegen gewesen, dass man sich lange über den Grundsatz, in welchem Umfange die Internierung vorgenommen werden solle, nicht habe einigen können. Die französische Regierung beantragte, gewisse Kategorien von Krankheiten und Verletzungen aufzustellen und dann alle diejenigen, die in diese Kategorie fallen, zu internieren. Die deutsche Regierung verlangte, dass gleich viele deutsche und französische Kriegsgefangene interniert werden und dass zu diesem Zwecke auch deutsche Kriegsgefangene, welche in eine andere Kategorie fallen als die gewissen Kategorien angehörenden französischen Gefangenen, interniert werden, wenn nicht die genügende Zahl in den letztern Kategorien gefunden werden könnte.

Als Kompromissvorschlag hatte das Politische Departement versuchsweise die Internierung von je 1000 deutschen und französischen Gefangenen vorgeschlagen, und zwar zunächst Tuberkulöse, dann aber auch Kranke anderer Kategorien, wenn die Zahl 1000 von den Tuberkulösen nicht erreicht werden sollte.

Die Regierungen hätten sich dann schliesslich grundsätzlich dahin geeignet, den Versuch zunächst mit je 100 tuberkulösen Kriegesgefangenen von jeder Seite zu beginnen, in der Meinung aber, dass grundsätzlich die Internierung der gesamten in die vereinbarten 12 Kategorien fallenden Kranken und Verletzten fortgesetzt und durchgeführt werde. Zugleich wurde vereinbart, dass schweizerische Ärzte eine Nachprüfung in sämtlichen Gefangenenlagern, Lazaretten, Werkplätzen etc. vornehmen sollen, ob auch tatsächlich alle in diese Kategorien fallenden Kranken und Verletzten zur Internierung abgeliefert worden seien.

Die Kosten der Internierung der französischen Kriegsgefangenen trägt der französische Staat, diejenigen der Unterbringung der deutschen, der deutsche Staat. Über die Höhe der Kosten und den Modus der Bezahlung hat eine Einigung stattgefunden. Ebenso sind entsprechende Abkommen mit Gasthof-

---

1. *Pour les détails des négociations entre l'Allemagne et la France, Cf.* E 27, Archiv-Nr. 13981.

besitzern getroffen worden. Es werden zwei Klassen gebildet, einerseits für Offiziere, anderseits für Unteroffiziere und Soldaten.

Die Durchführung der Internierung wird dem Armeearzt und der Sanitätsabteilung des Armeestabes unterstellt; der Armeearzt ist direkt dem Politischen Departement verantwortlich. Bei der Sanitätsabteilung des Armeestabes wird eine zentrale Kontrolle über alle Internierten geführt.

Der Armeearzt hat ein Regulativ mit leitenden Grundsätzen aufgestellt.

Frankreich und Deutschland verpflichten sich, Flüchtlinge an die Schweiz zurückzugeben. Eine Garantie wegen Entweichens wird schweizerischerseits nicht übernommen. Die Internierten stehen unter militärischer Disziplin. Für deren Durchführung werden ausser dem Sanitätspersonal internierte Unteroffiziere beigezogen.

Für die Internierung der französischen tuberkulösen Gefangenen sind zunächst Leysin und Montana, für die entsprechenden deutschen Gefangenen Davos-Wiesen, für andere Kategorien von Kranken Berner Oberland und Gebiet des Vierwaldstättersees vorgesehen.

Es wird von diesen Mitteilungen Vormerkung am Protokoll genommen.

168

E 27, 13560/1

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher, au Général U. Wille

Bericht über die militärische Lage der Schweiz auf Anfang des Jahres 1916

(Vgl. «Punktuationen über die Lage» vom 23./24. Mai [1] und «Bericht über die Lage» vom 30. Juli 1915 [2].)

Bern, 15. Januar 1916

Abgesehen von den ganz bedeutenden wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die unserm Lande, insbesondere von seiten der Entente-Mächte, durch die weitgehenden Beschränkungen der Ein- und Ausfuhr bereitet werden, sind unseres Wissens die politischen Beziehungen zu den kriegführenden Staaten nach Umständen gut. Militärisch bestehen weder an der einen noch der andern Front irgendwelche namhafte Störungen der guten Nachbarschaft, die ernstliche Verwicklungen befürchten liessen, noch auch Truppenansammlungen in unserer Nähe, die als eine Bedrohung für uns aufgefasst werden müssten.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

Was die unmittelbaren Berührungen unserer Truppen mit denen der Kriegführenden anbelangt, so wird allerdings die Anlehnung der beiderseitigen Gegner an unser neutrales Gebiet in einer Weise ausgeübt, die leicht zu dessen Verletzung führen kann. Sowohl im Pruntrutischen als auf dem Umbrailpass schliessen die Kämpfenden mit ihren Verteidigungslinien und Hindernissen unmittelbar an unserer Grenze an und verstärken ihre Anlagen fortwährend. Augenscheinlich hat jeder seinen Gegner im Verdachte, er möchte, bei günstigen Umständen, das neutrale Gebiet zur Umfassung des angelehnten Flügels benutzen. Ich halte die Befürchtung einstweilen nicht für begründet. Unsre Nachbarn allerseits können nicht im Zweifel darüber sein, dass wir den Versuch des Durchzuges duch das Pruntrutische (das Elsgau) oder das bündnerische Münstertal gleicherweise als Casus belli betrachten würden. An einen wie am andern Orte aber würde der Vorteil der örtlich beschränkten Umfassung von ferne nicht den Nachteil aufwiegen, der dem Invasor aus der Gegnerschaft unserer ganzen Armee erwüchse. Im Nordwesten ganz besonders ist an eine absichtliche Grenzverletzung nur zu denken in Verbindung mit der Bereitstellung einer Truppenmasse, die unsern Gesamtstreitkräften ungefähr entspräche. Es würde sich dann für den Invasor zunächst um eine Verlegung des Kriegsschauplatzes in die Schweiz handeln und im weitern um die Schaffung einer Basis in unserm Lande, behufs weitern Vorgehens gegen die strategische Flanke des Gegners. Nur dieses grosse, unter Umständen allerdings bedeutungsvolle Ziel könnte es allenfalls rechtfertigen, die Gegnerschaft der ganzen schweizerischen Armee in Kauf zu nehmen.

Die Lage *kann* sich dazu entwickeln, dass bei den Millionenheeren, die beiderseits im Felde stehen, das Gewicht unserer 200000 Mann, die nicht von schwerer Artillerie unterstützt werden und im Rufe gewisser innerer Zerwürfnisse stehen, den einen oder andern der Kämpfenden nicht von dem Versuche des Vorgehens über die Schweiz abzuhalten vermag. *Zur Zeit* aber sind weder politische noch militärische Anzeichen dafür vorhanden, dass ein solcher Versuch geplant wird. Zwar stehen an unserer Nordwestfront nicht unerhebliche Kräfte der beiden Gegner Deutschland und Frankreich. Die Armee Gaede mag etwa 100000 Mann aller Heeresklassen zählen mit starker Artillerie. Die räumliche Verteilung dieser Truppen aber schliesst jeden Gedanken daran aus, dass sie bestimmt sein könnten für einen Vormarsch durch die Schweiz. Auch bestehen an den auf unsere Nordfront gerichteten deutschen Bahnlinien keine andern Truppenansammlungen als die in den normalen Garnisonen und Übungsplätzen vorhandenen Ausbildungsdepots. Die französische VII. Armee de Maud'huy in der Stärke von etwa 130 Bataillonen, die von St-Dié im Norden bis an die Lomont-Kette verteilt sind, ist augenscheinlich ihrer jetzigen Dislokation gemäss, sei es zum Angriff, sei es zur Abwehr, gegen das südliche Elsass gerichtet. Die zur Zeit eben im Gange befindlichen Verstärkungsarbeiten an der Südwestfront des Pruntrutischen deuten auch mehr auf die Befürchtung eines deutschen Durchbruches hin als auf die eigene Absicht des Einbruches in unser Gebiet. Als auf uns berechnete Täuschung könnten sie auch nur dann aufgefasst werden, wenn gleichzeitig andere Anzeichen eines geplanten Überfalles vorlägen, wie scharfe Grenzsperre, auffallende Truppenansammlungen bei Besançon und weiter

südlich hinter unserer Westfront. Solange übrigens die Verbindung mit unserm Konsul in Besançon, wie es jetzt der Fall ist, vollständig ungehindert bleibt, halte ich dafür, eine französische Unternehmung gegen unsere Westfront (mit Ausnahme allfällig von Genf, wofür besondere Gesichtspunkte bestehen) sei nicht zu befürchten. Genf, das wir direkt nicht verteidigen können, könnte m.E. erst gegen den Friedensschluss zu als gefährdet erscheinen, wenn Frankreich, allfällig mit Zustimmung Deutschlands, die allgemeine Abrechnung benutzen wollte, um dieses wertvollen Objektes sich zu versichern.

Bei *Deutschland* ist ein Durchbruch durch die Schweiz m.E. überhaupt schon aus strategischen Gründen beinahe mit Sicherheit auszuschliessen. Deutschlands Lage im Verhältnis zu England, Belgien und Frankreich wird es immer dazu zwingen, namentlich aber im derzeitigen Krieg, seine Hauptkräfte im Zentrum und auf dem rechten Flügel einzusetzen, und ihm verbieten, das Hauptgewicht auf eine exzentrische, schweizerische Basis zu verlegen. Überdies führt eine von der Schweiz gegen Ostfrankreich unternommene Operation zunächst wenigstens in ein nicht sehr fruchtbares, sondern relativ armes Gebiet (Hochfläche zwischen Jura und Saône) und sodann auch wieder auf eine befestigte Front (Besançon, Dijon, Lyon) und die starke Wasserlinie der Saône, jedenfalls aber nur auf grossem Umwege gegen das geographisch-politische Operationsziel Paris. Betrachtet man die Karte von Europa, so erscheint überhaupt die Schweiz im Verhältnis zu Deutschland als ein Anhängsel der äussersten Südgrenze des Reiches, das der geographischen Lage nach viel eher in Betracht käme für ein deutsches Vorgehen gegen Italien als gegen Frankreich, *wenn* nicht hier die Alpenzone sich als starkes Hindernis dazwischenlegte, das durch Zerstörungen noch erheblich verstärkt werden könnte. Wenn im Feldzuge von 1813/14 die österreichische Armee von Süddeutschland her durch die Schweiz gegen Frankreich vormarschierte, so spielten dabei politische Rücksichten mit (Lostrennung der Schweiz von Napoleon) und dann die Idee von der strategischen Bedeutung, die man dem Besitze der Gegend von Dijon und des Plateaus von Langres ungebührlicherweise beimass; Erwägungen, die heute kaum noch eine Rolle spielen dürften.

Die geographische und strategische Lage der Schweiz zu *Frankreich* ist eine wesentlich andere. Sie entspricht der westöstlichen Schwerpunktlinie der französischen Landmasse, und eine französische Operation durch die Schweiz, sei es gegen Deutschland oder Österreich, hat viel weniger den Charakter einer exzentrischen, sich weit von der Basis entfernenden Bewegung, als es bei einer deutschen Operation dieser Art der Fall wäre. Auch winkt hier einer französichen Invasionsarmee der Vorteil, auf eine beinahe unbefestigte Front des Gegners zu stossen, wie es umgekehrt gar nicht zuträfe. Endlich könnte für Frankreich auch noch die Überlegung Platz greifen, dass, die Unüberwindlichkeit der französischen Nordostfront vorausgesetzt, durch eine englische Offensive in Belgien und eine französische in der Schweiz Deutschland genötigt würde, seine strategische Reserve in zwei so weit auseinanderliegende Teile zu trennen, dass ein Hin- und Herschieben dieser Flügel-Reserven beinahe untunlich wäre.

Da eine Offensive Deutschlands gegen Italien einstweilen ausgeschlossen ist und Deutschland zudem günstige Operationslinien über österreichisches Gebiet

zur Verfügung hätte, kann also im allgemeinen eine Benutzung schweizerischen Gebietes nur allfällig für Frankreich Vorteile bieten, die zu einer solchen Operation einladen könnten. Um aber im Ernste mit diesem Vorgehen zu rechnen, müssten nicht nur geographisch-strategische Rücksichten dafür sprechen, sondern auch *Kräfte* zu Gebote stehen, die nach Zahl und Beschaffenheit sich dazu eignen würden.

In dieser Hinsicht fällt Folgendes in Betracht:

Mit einer Vermehrung der Kräfte der Entente kann in nennenswertem Masse gerechnet werden von seiten Russlands, Italiens, Englands und seiner Dominions sowie der französischen Kolonien. *Russland* ist für uns nur in Rechnung zu ziehen, insoweit es deutsche Kräfte nach Osten abzieht. Von einem Herüberziehen *italienischer* Truppen auf den französischen Kriegsschauplatz war schon vielfach und auch noch in letzter Zeit die Rede. Solches erscheint aber sehr unwahrscheinlich; Italiens Interessen liegen am Mittel- resp. am Adriatischen Meere, und dafür wird es vorab seine Kriegsmacht einsetzen. Die *französischen* Kolonien können nach glaubwürdigen Angaben wohl noch etwa 100000 Mann liefern; einstweilen geht freilich alles, was von den Kolonien kommt, nach dem Orient; es ist aber nicht ausgeschlossen, dass später Teile zur Verstärkung der französichen Nordostfront erübrigt werden. In französischen Blättern ist schon die Ansicht geäussert worden, diese Kolonialtruppen von Senegal, von Algier usw. seien eben das, was es brauche, um als erste Sturmwelle gegen die befestigte deutsche Front anzulaufen; über sie hinweg würde dann die französische Truppe mit geringen Opfern den Durchbruch vollenden. (Vgl. auch das französiche Dekret vom 18. Dez. 1915 über die Rekrutierung unter den Eingebornen von Indochina, Madagaskar, Äquatorial-Afrika, Somali-Küste, Neu-Kaledonien und Ozeanien.) Die französischen Rekruten der Heimatarmee werden kaum genügen zur Aufrechterhaltung der Bestände an der Front. Vor einigen Wochen gingen Meldungen ein über starke Truppenansammlungen (100000–130000 Mann) im Lager von Valbonne östlich von Lyon; spätere Nachrichten aber ergaben, dass es sich dort nur um eine Zusammenziehung von Depotmannschaften handelte, deren *Ausbildung* noch der Ergänzung und Vereinheitlichung bedurfte. In gleicher Weise waren grössere Besammlungen bei Châlons-sur-Marne festgestellt worden. Alle diese Beobachtungen und Betrachtungen lassen also noch nicht annehmen, dass Frankreich im Falle sei, eine Armee von 200000–300000 Mann für eine strategische Umfassung des linken deutschen Flügels bereitzustellen. Wohl aber kann diese Möglichkeit eintreten, wenn *Englands* grosse Mannschaftsreserven mobil werden, wie es, nach der Annahme der wenn auch beschränkten *Wehrpflicht,* aufs kommende Frühjahr in Aussicht steht. Nicht nur dass deren Ziel ausreichte, um auf einem erheblich grössern Teil der belgischen und französischen Front die französischen Truppen abzulösen, sondern es kann auch angenommen werden, dass für den reinen Abwehr- und Grabenkampf sie nach Widerstandskraft und Ausbildung genügen würden. Inbesondere fällt für deren Kampfwert ins Gewicht, dass sie noch unabgenutzt und mit unerschütterten Nerven Leuten gegenüberstehen werden, die zwar kriegsgewohnt sind, aber doch einen Teil ihrer Kraft werden eingebüsst haben.

Wir hätten also damit zu rechnen, dass dann Frankreich im Falle wäre, Kräfte in der Zahl von *mehreren hunderttausend Mann* aus der Front für Offensivzwecke herauszuziehen, Leute, die sich jedenfalls für solchen Zweck besser eignen würden als die englischen Mannschaften und ihre Führer. Ob diese Kräfte dann auf der französisch-deutschen Armeefront eingesetzt oder für eine Operation vom rechten französischen Flügel aus verwendet würden, könnte nur der entscheiden, der befähigt wäre, über die Widerstandskraft der deutschen Sperrfront zu urteilen. Besteht Aussicht, diese mit Hilfe der nunmehr beschafften ungeheuren Vorräte an Geschützen und Artillerie-Munition zu durchbrechen, so wird die Offensive wohl in der Richtung auf Belgien und den Rhein unternommen werden; ist diese Aussicht nicht vorhanden, so wird auch die Idee eines Vorgehens *durch die Schweiz* nicht von der Hand gewiesen werden können. Vor dem *Frühsommer d.J.* aber ist diese Möglichkeit kaum ins Auge zu fassen. Von neuem kann sodann eine Gefahr für die Schweiz eintreten, wenn es den Truppen der Entente gelingen sollte, die deutsche Front *an den Rhein* zurückzudrängen. Der Rhein mit seinen Festungen bildet eine der stärksten strategischen Barrieren Europas, und wenn es zur vollständigen Niederwerfung Deutschlands kommen sollte, so dürften die siegenden Heere der Entente nicht am Rhein haltmachen. Kann diese Linie von ihnen nicht durchbrochen werden, so muss sie umgangen werden, was sowohl *durch die Schweiz* als von der See aus durch Holland geschehen kann. Nimmt der grosse Krieg diesen Verlauf, so werden wir bis nahe an sein Ende zur Abwehr bereit sein müssen.

Ein Vorgehen durch *Holland* kann für England eine grosse Versuchung bilden; die Richtung einer solchen Operation wäre für Deutschland gefährlicher als der französische Angriff durch die Schweiz. Soll der rechte deutsche Flügel in Flandern zurückgedrängt werden, so liegen vor allem eine Landung an der Schelde und der Durchmarsch durch das dortige holländische Gebiet nahe, um in die Flanke oder den Rücken der Deutschen zu gelangen. Aber auch eine überraschende Landung weiter nördlich an der holländischen Küste ist denkbar, namentlich wenn die deutsche Linie in Flandern frontal nicht zu überwinden wäre. Deutschland hat zur Zeit an der holländischen Grenze nur etwa 1 Armeekorps stehen, das allerdings rasch verstärkt werden könnte und in Verbindung mit der nun seit bald 1½ Jahren im Felde stehenden holländischen Armee von etwa 300 000 Mann dem englischen Vormarsch an den zahlreichen Wasserlinien zum mindesten lange standzuhalten vermöchte. Für uns hätte der englische Angriff durch Holland die Folge, dass weniger französische Truppen an deren Nordostfront frei würden und die Wahrscheinlichkeit eines Durchbruches durch die Schweiz entsprechend abnähme.

II.

Ich habe bisher nur die Möglichkeit oder Wahrscheinlichkeit einer Invasion von Westen und Norden her ins Auge gefasst. Ein solches Ereignis aber wird m. E., unter den Umständen des heutigen Krieges, nie allein eintreten, sondern unbedingt begleitet sein von einer Bedrohung auf einer andern Front. Da aber, nach Lage der Dinge, nur von Westen her uns einstweilen eine Gefahr drohen kann, so

ergibt sich, dass wir nur vom Verbündeten des westlichen Nachbars, also von *Süden* her, uns zugleich auf Bedrohung oder Angriff gefasst machen müssen. Es ist gar nicht daran zu zweifeln, dass so gewiss die Entente beschliesst, uns in das Spiel der Kräfte hineinzuziehen, so gewiss auch unsere *West-* und *Südfront* gleicherweise gefährdet erscheinen. Die nächstliegende Überlegung würde die allfälligen Gegner dazu führen, uns von zwei Seiten her anzupacken, um so mehr, als es eine gemeinsame Reserve für die beiden Kriegsschauplätze nördlich und südlich der Alpen, mit ihrer einzigen Bahnverbindung durch den Gotthard, nicht geben kann, unsre Kräfte auf diesen zwei Fronten also ganz auf sich selbst würden angewiesen sein.

Krieg bedeutet also für uns unter gegenwärtigen Umständen unfehlbar *Krieg nach zwei Fronten.*

[...][3]

VI.

Bei den obigen Darlegungen über die Möglichkeit bzw. Wahrscheinlichkeit eines Hineinziehens unseres Landes in den europäischen Krieg bin ich bisher im wesentlichen von *militärischen* Gesichtspunkten ausgegangen, und dabei habe ich stets an dem naheliegenden Gedanken festgehalten, dass wir unsere Armee gegen *den* einsetzen, der unsere Neutralität ernstlich bedroht oder verletzt, und mit dem Gegner des Invasors gemeinsame Sache machen würden. Militärisch betrachtet halte ich ein anderes Verhalten, nämlich den Anschluss an den Verletzer unseres Gebietes, schlechthin für unmöglich, mag man theoretisch noch so sehr vom Rechte dazu überzeugt sein. Die immer schärfer sich ausprägenden *wirtschaftlichen Schwierigkeiten* und *Bedrückungen* legen es aber nahe, auch die Folgen der Entwicklung dieser Dinge und überhaupt die militärische Tragweite unserer so grell hervorgetretenen wirtschaftlichen Abhängigkeit kurz zu betrachten.

Bei einem Kriege gegen die Entente werden wir ohne weiteres bezüglich der Absperrung vom *überseeischen Verkehr* in die ganz gleiche Lage uns versetzt sehen, in der sich zur Zeit die Zentralmächte so wenig wohl befinden. Kann das ein Grund sein, uns auch dann auf die Seite der Entente zu schlagen, wenn sie uns mit Krieg bedroht oder überzieht? Ganz abgesehen davon, dass auch der Abschluss von den Zentralmächten uns durch den Entzug von Kohle, Eisen und andern wichtigen und unentbehrlichen Dingen schwer schädigen würde, halte ich doch dafür, dass auch in diesem Falle weder Volk noch Regierung es über sich bringen könnten, dem Invasor die Hand zum Bunde zu reichen. Wir würden auch nur dann auf die richtige Stimmung in der Armee rechnen können, wenn wir sie gegen den führen dürfen, der als der treulose Einbrecher allen offenkundig wäre; dies um so mehr noch, als in diesem Falle doch auch etwelche Aussicht bestände, durch unsern Eintritt in die Arena die Waagschale zugunsten unseres Kriegsgenossen sinken zu machen.

---

3. *Les sections III à V du rapport contiennent des considérations sur les dispositions à prendre, ainsi celles qui concernent la répartition des forces armées sur les différents fronts, l'équipement et la formation de l'armée et le développement du service de renseignement.*

Aber auch noch einer andern Entwicklung der Lage muss gedacht werden.

Es könnte in der Absicht der Entente liegen, durch stetige Verschärfung der jetzt schon sehr lästigen Absperrung, ohne militärische Bedrohung, uns auf ihre Seite hinüberzuzwingen. Dann zu einem geraden, ehrenhaften und einmütigen Entschlusse zu gelangen, wird viel schwieriger sein. Gegenüber dem allmählich anziehenden, stillen Drucke wird es um so weniger zu einer einhelligen Entrüstung und Empörung dagegen kommen, als dann nicht nur der politisch zur Entente hinneigende Teil unseres Volkes, sondern auch ein gut Teil unserer Grossindustrie sehr geneigt sein wird, dem Drucke nachzugeben.

Wir dürfen aber auch dann die grosse geschichtliche Erfahrung nicht vergessen, dass die Vormachtstellung Frankreichs auf dem europäischen Kontinente stets zu einer schweren Minderung sogar unserer politischen Selbständigkeit geführt hat, ja bis zu einer wahren Vasallenschaft gegenüber dem westlichen Nachbarn, während unsre politische Unabhängigkeit nie angetastet oder beschränkt wurde seit 1871, da das Deutsche Reich in die Stellung der europäischen Vormacht einrückte. Dass andererseits die *Zentralmächte* versuchen sollten, uns zu zwingen, aus wirtschaftlichen Gründen auf ihre Seite zu treten, erscheint vollständig ausgeschlossen; sie haben von der abgeschlossenen Schweiz keine irgend nennenswerte ökonomische Erholung und Stärkung zu erwarten, und an der Absperrung von der See würde der Anschluss der Schweiz an sie nicht nur nichts bessern, sondern die Lage für die Zentralmächte nur noch verschlimmern.

Eine Gefahr, aus *wirtschaftlichen* Gründen zum Kriege gezwungen zu werden, droht uns also m. E. auch nur von den Entente-Mächten.

Auch dieser Weg führt also wieder zu dem Schlusse, dass wir einstweilen nur mit einer Bedrohung unserer West- und Südfront zu rechnen haben, auf die eben die dem Herrn General vorgeschlagene Kräfteverteilung der Armee zugeschnitten ist.

Wenn der Herr General im allgemeinen der hier dargelegten Auffassung unserer Lage und den Grundzügen des Programmes für die Arbeit zustimmt, werde ich die Vorschläge einreichen für die entsprechende Kriegsgliederung, die Truppenverteilung und weitere Massnahmen, wie sie im Zusammenhange mit dem Ablösungsdienste zu treffen sind.

169

E 27, 13560/1

Le Général U. Wille
au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher

NO Bern, 18. Januar 1916

Im wesentlichen bin ich mit den Darlegungen Ihres Berichtes vom 15. Januar 1916[1] über die militärische Lage der Schweiz auf Anfang des Jahres 1916 einverstanden und billige daher Ihre Vorlage betreffend die Ablösungen der Truppen im Grenzwachtdienst 1916, die von mir unterschrieben beiliegend zurückfolgt. Ich will aber nicht unterlassen, Ihnen im Nachstehenden darzulegen, in welchen Punkten meine Auffassung sich nicht ganz mit der Ihrigen deckt.

Auch ich bin der Ansicht, dass bei der gegenwärtigen Lage der Kriegführenden zueinander geringe Wahrscheinlichkeit besteht, dass einer von ihnen den Durchmarsch durch unser Land beabsichtigt oder erzwingen will, um den Angriff gegen die Front des andern zu vermeiden.

Wenn man nur die gegenseitige strategische Lage in Betracht zieht, so könnte eher angenommen werden, dass solches von Deutschland geplant und unternommen wird als von einem seiner Gegner. Das auf allen Kriegsschauplätzen bis dahin überlegene Deutschland bedarf eines starken siegreichen Schlages gegen Frankreich, um der im französischen Volke latent vorhandenen Sehnsucht nach dem Frieden und, damit zusammenhängend, nach der Befreiung von dem Zwang, für englische Interessen zu kämpfen, zum Durchbruch zu verhelfen. Selbstverständlich wird dieser Schlag am wirkungsvollsten sein, wenn die französische Front in ihrer nördlichen Hälfte durchbrochen wird und damit der kürzeste Weg auf Paris frei ist. Aber auch bei der grössten allseitigen Überlegenheit der Deutschen bedarf dieser Durchbruch ungeheuerer Opfer, und eine absolute Sicherheit, dass er erzwungen werden kann, ist nicht vorhanden. Das kann den Gedanken nahelegen, die französische Front zu umgehen und in das nicht geschützte Frankreich einzubrechen. Wenn dieser Weg auch nicht direkt auf Paris führt, so wird sein Einschlagen doch indirekt die Erreichung dieses Zieles fördern, indem Frankreich dem Einmarsch in sein Gebiet nicht tatenlos zuschauen kann, sondern demselben unbedingt entgegentreten muss. Und da Frankreich nicht über grosse Reserven feldtüchtiger Truppen mehr verfügt, so wird es gezwungen sein, seine besten Truppen aus der Front zur Begegnung des Flankenangriffs herauszunehmen. Dadurch ist der Frontangriff der Deutschen ohne gar zu grosse Verluste und mit grossen Chancen des Erfolges möglich geworden.

Die Ausführung dieses Planes setzt voraus, dass Deutschland noch über grosse disponible Reserven verfügt, und dies ist, nachdem die Offensive gegen

1. *Cf. n° 168.*

Russland aufgehört hat, zweifellos der Fall. Sosehr ich nun auch der Ansicht bin, dass eine Offensive Deutschlands durch die Schweiz für dasselbe vorteilhaft wäre, bin ich überzeugt, dass Deutschland aus politischen Gründen eine solche niemals unternehmen wird, selbst wenn man seinen alten und beständig wiederholten Versicherungen der Freundschaft für unser Land keinen Glauben schenken wollte. Das Beispiel mit Belgien und neuerdings die Behandlung Griechenlands durch England-Frankreich sollten sattsam bewiesen haben, dass ein Verhalten gegen kleine Staaten, wie seitens Frankreichs und Englands jetzt gegenüber Griechenland, diesen beiden wohl von der öffentlichen Meinung Europas verziehen wird, niemals aber Deutschland. Und das ist etwas, das die Regierung von Deutschland und die Armeeleitung sehr genau wissen. Ohne durch die Not der Lage dazu förmlich gezwungen zu sein wie damals bei Belgien, wird Deutschland niemals die Rechtssphäre eines kleinen neutralen Staates verletzen.

Auch für Frankreich wäre, wenn es zur Offensive übergeht, so, wie Sie es in Ihrem Memorial dargelegt haben, die Umfassung des linken deutschen Flügels durch die Schweiz sehr verlockend, ganz besonders, wenn ein Kooperieren mit Italien, das ebenfalls durch die Schweiz einbricht, in Aussicht genommen werden kann. Beides erachte ich als gänzlich ausgeschlossen. Frankreich besitzt nicht die dafür erforderlichen Reserven. Alle seine im Lande disponiblen Truppen braucht es zum Halten der eigenen Front, da nach meinem Dafürhalten kein verständiger französischer Truppenführer damit rechnen darf, dass englische Hilfskräfte ihm das Halten der Front abnehmen werden. Wenn auch, was ich einstweilen noch bezweifeln möchte, das neue englische Rektrutierungsgesetz die erhoffte grosse Zahl von Rekruten liefert, so fehlt diesen doch das, was überhaupt und ganz besonders für dieses Rekrutenheer, um es kriegszuverlässig zu machen, unerlässlich notwendig ist: das genügende Kader. Was Frankreich für ein solches Durchbruchsunternehmen durch die Schweiz an Kräften disponibel machen könnte, wird niemals so zahlreich sein, dass davon ein wirkungsvolles, geschweige denn ein entscheidendes Eingreifen in den Gang der Ereignisse erwartet werden kann.

Eine Beihilfe durch eine in das Tessin und in Graubünden einmarschierende italienische Armee erachte ich für gänzlich ausgeschlossen, nachdem Italien nicht zu bewegen gewesen ist, in den gegenwärtigen Balkankrieg, der seine vitalsten Interessen berührte, wirkungsvoll einzugreifen. Die ganze gegenwärtige Kriegführung Italiens trägt das Gepräge der Angst vor einer österreichischen Offensive. Wohl hatte Italien zu Beginn seines Krieges den Wunsch, offensiv gegen Österreich zu handeln und sich das Gebiet zu erobern, auf das es behauptete ein natürliches Anrecht zu besitzen. Ich glaube auch, dass dabei der Gedanke herrschte, nach Eroberung dieses Gebietes die Offensive fortzusetzen. Nachdem sich aber seit der letzten grossen Isonzoschlacht die Unmöglichkeit, die österreichische Front zu durchbrechen, herausgestellt hat, ist alles, was Italien unternimmt, um den Anschein hervorzurufen, als habe es nach wie vor seine offensiven Absichten, gar nichts anderes als die Maskierung der Furcht vor der österreichischen Offensive. Diese Furcht ist auch die Ursache, weswegen Italien

dem Bitten und Drängen, den Serben und Montenegrinern zu Hilfe zu kommen, nicht nachgegeben hat. Die italienische Regierung hat das volle Recht, die Folgen einer siegreichen österreichischen Offensive grimmig zu fürchten. Wenn Österreich in Italien einmarschiert und gegen die Poebene vordringt, so wird mit einem Schlage die gewaltsam niedergehaltene Meinung des Volkes, dass man neutral hätte bleiben sollen, hervorbrechen, und es ist nicht unwahrscheinlich, dass gleichzeitig mit der jetzigen Regierung auch das Königshaus vertrieben wird, oder dann wenigstens, dass der König und seine jetzige Regierung von der öffentlichen Meinung gezwungen werden, Frieden unter allen Bedingungen zu schliessen. Ebensowenig wie Italien sich bewegen liess, seine Front Österreich gegenüber zu schwächen, um auf der Balkanhalbinsel einzugreifen, wird sich Italien durch irgendwelche Vorstellungen Frankreichs veranlassen lassen, ein Heer auch nur von 100000 Mann aus der Isonzofront wegzunehmen, um durch die Schweiz mit Frankreich zu kooperieren.

Wenn wir für unsere Südfront fürchten, so wäre das viel eher gegenüber Österreich am Platze, das, nachdem auf der Balkanhalbinsel aufgeräumt worden ist, Kräfte freibekommt, um mit ihnen durch die Schweiz um den linken italienischen Flügel herumzuoperieren. Aber aus denselben Gründen, weswegen eine Missachtung unserer Neutralität durch Deutschland nicht gefürchtet zu werden braucht, ist meines Erachtens solches auch von seiten Österreichs nicht zu befürchten.

Wenn sich die Dinge nicht ganz anders entwickeln, als wie nach der gegenwärtigen Lage angenommen werden darf, haben wir keinen Grund anzunehmen, dass irgendeiner unserer kriegführenden Nachbaren den Gedanken fasst und zur Ausführung bringt, gewaltsam in unser Land einzubrechen und durch dasselbe gegen seinen Gegner vorzugehen.

Das darf aber niemals hindern, alle zum kraftvollen Grenzschutz erforderlichen Massregeln zu ergreifen und mit unserem Heere bereitzustehen, jeder Offensive durch unser Land mit aller Kraft entgegenzutreten, denn in der Vernachlässigung dieser Pflicht würde ein grosser Anreiz liegen, etwas Derartiges zu unternehmen. Wenn wir unseren Grenzschutz vernachlässigen, so bringt das nicht bloss auf den Gedanken, durch unser Land durchzumarschieren, sondern es kann auch während der taktischen Unternehmungen gegeneinander dazu veranlassen, dass Umfassungen der Front durch unser Gebiet versucht werden, und dann bekommen wir den Krieg in unser Land, ganz gleich, wie wenn einer der Kriegführenden eine Operation durch die Schweiz unternommen hätte.

Die Gefahr vor dem einen wie vor dem andern ist an den verschiedenen Fronten nicht gleich gross. Bei der jetzigen Lage erachte ich sie an der Südfront für am geringsten, und am grössten an unserer Nordwestfront. Nach meinem Dafürhalten sollten daher an unserer ganzen Südfront unsere vier Gebirgs-Brigaden mit zwei Landwehrbrigaden in Reserve vollständig genügen. Da aber die in Graubünden zurückbehaltene 6. Division ebenso rasch an die Nordwestfront gebracht werden kann wie die Truppen der andern Divisionen, die erst aufgeboten und mobilisiert werden müssten, so steht meine Anschauung der Dinge dem aufgestellten Plane der Truppenverteilung nicht im Wege. Diesem

Plane, *mit dem ich ganz einverstanden bin,* liegt eigentlich das Gefühl grosser Sicherheit vor einer feindlichen Absicht gegen unser Land zugrunde. Denn wenn eine solche Absicht bei einem unserer Nachbaren existiert, so wird sich derselbe ohne allen Zweifel zu Nutzen machen wollen, dass wir nur mit geringen Kräften den Grenzschutz besorgen, und dass es einiger Zeit bedarf, bis die Divisionen, die nur mit der Hälfte ihrer Bestände an der Grenze stehen, ihre volle Stärke haben. Zweifellos wird da sehr rasch und möglichst überraschend uns gegenüber gehandelt werden, um mit überlegenen Kräften unsere Divisionen geworfen zu haben, bevor deren Ergänzung zur vollen Kriegsstärke zur Stelle ist. Wir dürfen uns nicht verhehlen und dürfen dem Bundesrat nicht verhehlen, dass unser Plan für den Ablösungsdienst ganz alleine nur durch Rücksicht auf die Staatsfinanzen und auf die wirtschaftlichen Interessen unserer Bürger veranlasst worden ist, und dass wir nur deswegen glauben, diese Art des Grenzschutzes verantworten zu können, weil wir von keinem unserer Nachbarn feindliche Absichten uns gegenüber annehmen und daher unser Grenzschutz nur den Charakter der Polizeiwache trägt.

Was nun die Konklusionen aus unserer Beurteilung der Kriegslage anbetrifft, so bin ich ganz damit einverstanden, dass die Vermehrung der Kriegstüchtigkeit und Schlagfertigkeit der Armee durch *Vermehrung und Verbesserung der Ausbildung* die Hauptsache ist. Demgegenüber muss alles andere zurücktreten, und auf diesem Gebiete kann noch sehr viel geschehen. Es fehlt nicht so sehr an der handwerksmässigen Ausbildung, an der Ausbildung im Verfahren seitens der höheren und der niederen Führung und seitens des einzelnen Mannes im Gefecht; woran es fehlt, ist vielmehr die Entwicklung zu kraftvollem, männlichem Handeln, und das fehlt bei der Führung in viel höherem Masse noch als bei dem Wehrmann. Nur wo der Trieb zu kraftvollem männlichem Handeln in reichem Masse vorhanden ist, findet man kluges und überlegtes Handeln in gefahrvollen Momenten. Das Ausbildungsverfahren, verbunden mit der Auffassung des Offiziers und mit der Behandlung des Offiziers, kann diesen Trieb ebensosehr entwickeln wie unterdrücken.

Mit der Notwendigkeit, unser Kriegsmaterial und ganz besonders unseren Bestand an schweren Geschützen und an Munition möglichst zu vermehren, bin ich ganz einverstanden, und wir dürfen nicht ruhen, das Mögliche zu erhalten. Aber eines dürfen wir nicht aus den Augen lassen: jedes, was wir gleich bekommen können, ist uns viel mehr wert als das Allerbeste und auch Allernotwendigste, das wir erst nach vielen Monaten, vielleicht erst nach Schluss des Krieges erhalten werden, und auf das wir *warten.*

170

E 2001, Archiv-Nr. 796

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Pétrograd, 5/18 janvier 1916

Monsieur Sazonov m'a fait prier hier de passer au Ministère pour une communication. Il m'a donné connaissance de deux télégrammes émanant de la Légation Impériale de Russie à Berne et relatifs à la communication à l'Etat-Major allemand de dépêches chiffrées du Ministère des Affaires Etrangères de Russie à l'adresse de la Légation de Russie à Berne. D'une enquête faite par les autorités fédérales il serait résulté que les dites dépêches auraient été interceptées et que deux officiers suisses d'Etat-Major en auraient donné connaissance aux autorités allemandes. A la suite de ces faits M.M. de W. et E.[1] auraient été relevés de leurs fonctions. M. Sazonov a témoigné sa satisfaction et sa reconnaissance de ce que le Conseil fédéral, informé de ce qui s'est passé, n'a pas cherché à étouffer l'affaire, mais en a informé la Légation Impériale de Russie, ce qui a permis au Gouvernement russe de modifier son chiffre et de se prémunir contre de nouvelles trahisons. Mais le Ministre, sans être très au clair sur la nature des mesures prises contre M.M. de W. Et E., a émis l'opinion que s'il s'agissait d'un simple déplacement il trouverait la sanction insuffisante et demanderait une répression plus sévère des abus commis. M. Sazonov m'a affirmé n'avoir pas donné connaissance jusqu'ici de ces faits au Conseil des Ministres, mais il ne m'a pas caché qu'il était en possession de numéros de journaux publiés en Suisse et renfermant des attaques virulentes contre la Russie. Il m'a signalé notamment un numéro du journal l'*Ukraine* qui se publierait à Lausanne et qui serait rédigé par un étranger à la solde de l'Autriche et en outre un numéro de la *Gazette de Lausanne* renfermant une correspondance défavorable à la Russie. Suivant le Ministre il y aurait là l'indication d'une inégalité de traitement vis-à-vis des écarts de la presse, d'une indulgence plus grande pour les détracteurs des Puissances alliées que pour ceux qui attaquent les Puissances centrales. Selon M. Sazonov ce serait d'autant plus regrettable que l'opinion publique en Russie est de plus en plus excitée contre les Allemands. Des faits pareils à ceux qui se passent en Suisse sont de nature à altérer les bons rapports qui devraient exister entre la Russie et la Suisse pays neutre et ami.

Une fois l'entretien porté sur ce terrain j'ai saisi l'occasion pour déclarer au Ministre des Affaires Etrangères que l'on était très irrité en Suisse contre les mesures illégales prises contre un certain nombre de nos nationaux, assimilés aveuglément par les autorités à des ennemis allemands ou à des espions allemands et maintenus en captivité sans jugement malgré toutes les réclamations

---

1. *Il s'agit des colonels de Wattenwyl et Egli.*

de la Légation. D'après sa réponse il ne m'a pas paru très au courant de ces réclamations restées probablement dans les bureaux et il m'a promis qu'il ferait immédiatement procéder à une enquête et prendrait les mesures nécessaires pour mettre fin à cette situation. J'ajoute que les journaux russes s'occupent depuis deux jours de l'affaire dite «de la révélation et de l'espionnage des colonels suisses Egli et Wattenville» laquelle suivant la *Novoie Wremja* «aurait produit une très forte impression sur l'opinion publique de la Suisse, les Conseils des Cantons s'étant adressés au Conseil fédéral avec la demande d'apporter une lumière dans cette sombre affaire et prendre des mesures nécessaires.» La *Rietsch* publie un télégramme particulier de Paris disant que le Chef de l'Etat-Major Suisse vient de démissionner du fait que plusieurs colonels de l'armée suisse sont accusés d'espionnage au profit de l'Allemagne. L'Attaché Militaire de Suisse à Berlin sera rappelé.

Je vous serais fort obligé, Monsieur le Conseiller fédéral, de bien vouloir me faire parvenir le plus promptement possible vos instructions sur l'attitude à prendre vis-à-vis de la démarche de M. Sazonov. J'attacherais un grand prix à être informé d'une manière aussi complète que possible de la réalité des faits, afin de pouvoir répondre aux demandes d'information qui me sont adressées par des membres de la colonie suisse rendus nerveux par les nouvelles sensationnelles publiées par les journaux. La correspondance par courrier est je crois plus sûre que les télégrammes même chiffrés.

171

E 2001, Archiv-Nr. 796

La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse à Berlin, Londres, Madrid, Paris, Rome, Vienne

Copie d'expédition
T chiffré

Bern, 19. Januar 1916

Im Einverständnis mit dem Bundesrat hat der General die Obersten Egli und von Wattenwyl dem Militärgericht überwiesen [1].

---

1. *Dans un télégramme envoyé le 21 janvier à la Légation de Suisse à Pétrograd par la Division des Affaires étrangères du Département politique, il est précisé:* Handelt sich nicht um Landesverrat, aber um neutralitätswidriges Verhalten und Indiskretionen zu Gunsten einiger Staaten.

172

E 2001, Archiv-Nr. 796

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Pétrograd, 12/25 janvier 1916

J'ai eu hier un nouvel entretien avec M. Sazonov auquel j'ai fait part, conformément à votre télégramme[1] de la décision prise de déférer les colonels de W. et E. à la justice militaire. Il avait les mêmes renseignements de Berne et m'a exprimé en termes très formels sa satisfaction de l'attitude si loyale et si concrète du Gouvernement fédéral dans cette affaire. Il a ajouté: c'est la meilleure réponse à la demande que j'avais formulée dans notre premier entretien[2] et je m'en déclare absolument satisfait. Je suppose qu'il vous aura déjà fait connaître son sentiment par la Légation Impériale à Berne, mais je tenais néanmoins à vous en informer directement.

1. *Cf. n° 171, note 1.*
2. *Cf. n° 170.*

173

E 2001, Archiv-Nr. 796

La Légation de Russie à Berne
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

N Berne, 2 février 1916[1]

Un courant d'indulgence marquée semblant régner à l'Etat-Major à l'égard des Colonels Egli et de Wattenwyl, indulgence qui s'est traduite d'abord au début de l'affaire par le simple déplacement de ces officiers, ensuite tout récemment par leur non mise aux arrêts; cette indulgence m'amène à proclamer hautement que le fait grave d'avoir livré aux ennemis de la Russie des données secrètes connues de l'Etat-Major Fédéral par le déchiffrement de télégrammes officiels russes, doit être considéré comme une action d'hostilité commise par des membres de l'armée suisse contre la Russie, action d'hostilité ayant entraîné, ou ayant pu entraîner sur le champ des opérations militaires des modifications à l'avantage de nos ennemis. Il en résulte que le maintien dans l'armée suisse d'officiers s'étant rendus coupables d'une pareille infraction à la neutralité ne répondrait pas à l'espoir exprimé par M. Sazonov dans son télégramme du 3/16 janvier[2] que la Suisse af-

1. *Le document n'est pas daté. Une note du DPF dit:* Notice remise le 2.2.1916 par M. le Ministre de Russie à M. Le Conseiller fédéral Hoffmann.
2. *Non retrouvé. Cf. aussi n° 170.*

firmerait dans ces circonstances son intention bien arrêtée de ne point se départir de sa neutralité, en infligeant à ceux qui, malgré elle, l'en ont fait sortir, la punition qu'ils méritent et à laquelle la Russie est en droit de s'attendre.

174

E 2300 Wien/31

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Persönlich/Confidentiell[1] Wien, 11. Februar 1916

Die schweizerischen Vorkommnisse der letzten Wochen und deren neueste Entwicklung sind dazu angetan, schwere Sorgen in uns aufkommen zu lassen. Wie gewisse Leute mit dem Feuer spielen können, ist mir unbegreiflich, und ich kann mir dies nur dadurch erklären, dass viele nicht wissen, was sie tun. Man wäre beinahe geneigt zu sagen, es gehe uns, in der Schweiz, zu gut und man gebe sich über ihren Ernst der internationalen Lage, über die Stellung, welche die Schweiz darin einnimmt, keine genügende Rechenschaft. Oder bin *ich* etwa zu schwarzseherisch, steht es um unsere innere Einigkeit nicht so schlecht, wie ich es aus der Presse schliessen zu können glaube? Gibt man sich auch in der welschen Schweiz über die Gefahren Rechenschaft, die eine Schwächung der Regierungs- oder der Militärgewalt mit sich brächte?

Vor einigen Tagen hatte ich Gelegenheit, im Gespräche mit Baron Burian die Oberstenaffären und deren Folgen zu streifen; ich behauptete selbstverständlich, dass nach wie vor die ganze Armee wie ein Mann irgendeinem Durchbruchsversuche durch die Schweiz, komme er woher er wolle, auch von Frankreich her, entgegentreten würde, und gab den Sozialisten und Antimilitaristen die Hauptschuld an der Hetze gegen unsere oberste Heeresleitung. Der Minister des Äussern sagte mir hierauf, er habe vom Baron Gagern interessante Berichte über die Angelegenheit erhalten; es sei ihm aber unbegreiflich, wie es Leute geben könne, die an irgendeine Schwächung unserer militärischen Vorkehrungen denken könnten; es heisse dies, das Spiel Frankreichs spielen, welches nichts Eiligeres haben würde, als durch die Schweiz gegen die deutsche Flanke zu marschieren, sobald es sehe, dass wir nicht mehr mit unserer ganzen Macht jedem solchen Versuche sofort entgegenzutreten imstande wären. Ich gab mich zuversichtlicher, als ich im Grunde meines Herzens war, und liess das Gespräch fallen, da ich nicht von Baron Burian sagen hören wollte, die Zentralmächte könnten die schweizerische Neutralität nicht mehr als vollwertig ansehen, wenn sie keine sichere Flankendeckung mehr bedeute. Letzteres wäre aber die Konsequenz, die hier – und wohl auch in Berlin – aus jeder Schwächung unserer Armee (wobei in erster Linie auch

1. *L'indication manuscrite* confidentielle *sur l'original émane vraisemblablement du DPF.*

an eine Veränderung im Oberkommando oder an eine «diminutio» desselben zu denken ist) ganz gewiss gezogen würde. Ich betrachte es als ein Glück, dass die hiesige Zensur bis jetzt nicht nur die ganze Oberstenaffäre, sondern auch die Berichte über alle unsere inneren Zwistigkeiten unterdrückt hat; der Zwischenfall von Lausanne[2] wurde nur ganz kurz erwähnt, ohne Angabe der direkten und indirekten Veranlassung, und seit dessen offizieller Erledigung ist in den Tagblättern überhaupt nicht mehr die Rede davon. So kommt auch die Presse nicht dazu, sich über unsere Angelegenheiten auszusprechen, und ich hoffe, bis ihr das wieder gestattet wird, werden sich die Wellen des Sturmes auch bei uns gelegt haben.

So willkommen uns einige beruhigende Worte von Ihnen wären, so darf ich bei Ihrer mir wohlbekannten Überlastung doch kaum erwarten, dass Sie Zeit dazu finden könnten, mir zu schreiben, auch haben Sie mir vielleicht nichts Beruhigendes zu sagen. Immerhin wäre ich Ihnen ausserordentlich dankbar, wenn Sie mir, auch nur in wenigen Zeilen, einige Winke über die eventuell zu haltende Sprache geben wollten.

---

2. *Il s'agit des incidents survenus le 27 janvier 1916 devant le Consulat d'Allemagne à Lausanne, au cours desquels le drapeau allemand avait été démonté. Cf. les séances du Conseil fédéral des 27 et 28 janvier 1916,* E 1004 1/261, n° 188, 192.

175

E 2001, Archiv-Nr. 796

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Washington, 11. Februar 1916

Ich beehrte mich Ihnen gestern per chiffriertes Kabel den Wunsch auszusprechen, uns gütigst telegraphisch oder brieflich über die Oberstenfrage, welche von der amerikanischen Presse zu einem Dreyfus-Skandal gestempelt wird, Klarheit zu verschaffen.

Die Sache erregt in amerikanischen Kreisen, wo alles so sehr proalliiert gesinnt ist, ungeheures Aufsehen und vermöchte zweifellos das gute Ansehen, welches die Schweiz geniesst, zu erschüttern, wenn die Berichterstattung in gleicher Weise fortgesetzt würde.

Wir erhalten zahlreiche Anfragen aus der Kolonie sowie Aufforderungen, die Behauptungen zu dementieren.

Da ich am 11. März in New York einem Bankett des *Swiss Club* (zugunsten des *Swiss Relief Fund)* und am 9. April einem Wohltätigkeitsfest der *Swiss Harmony* in West Hoboken beizuwohnen habe, so wären dies, sofern sich die Untersuchungen unwahrscheinlicherweise so lange hinausziehen sollten, vorzügliche

Gelegenheiten, um den Landsleuten in der offiziellen Rede etwas über den Fall zu sagen. Für Instruktionen wäre ich daher sehr dankbar [1].

1. *En marge de la lettre une indication du DPF, datant selon le timbre d'entrée du 1er mars:* Avons câblé acquittement.

176

E 27, Archiv-Nr. 13 982

La Légation de Belgique à Berne au Département politique

N n° 767 Berne, 14 février 1916

La Légation de Belgique à Berne a l'honneur de porter à la connaissance du Département Politique Suisse, à propos de l'internement de prisonniers blessés ou malades, qu'il avait été convenu, le mois de septembre 1915, entre les Gouvernements belge et français que celui-ci négocierait les modalités de la proposition Pontificale. Les prisonniers allemands capturés par l'armée belge sont, en effet, confiés à l'autorité militaire française, gardés pour compte du Gouvernement belge dans des camps spéciaux en France et traités à tous égards comme les prisonniers capturés par l'armée française.

Dans les négociations qui ont eu lieu pour améliorer le sort des prisonniers, le Gouvernement belge a été ainsi amené à prendre le même point de vue que le Gouvernement français et à lui demander, en vue de simplifier les choses, de négocier en même temps pour lui. C'est par suite d'un oubli sans doute qu'il n'a rien été stipulé encore pour l'internement des prisonniers malades belges en Suisse. Mais la Légation de Belgique n'a pas manqué de réclamer des instructions pour que cet oubli fût réparé le plus tôt possible.

En attendant, la Légation a été chargée de prier les autorités suisses de bien vouloir intervenir dès qu'elles le pourront pour que l'officier belge débarqué du premier train de malades à Constance, le 25 ou 26 janvier, soit autorisé à passer en Suisse le plus tôt possible pour y être interné dans les conditions convenues, la Légation répondant naturellement des frais de l'internement.

La Légation de Belgique a aussi été chargée de demander que les Commissions médicales qui partiront prochainement examinent dans les camps, usines, hôpitaux, etc. les prisonniers belges aussi bien que les prisonniers français, en vue d'internement en Suisse.

177

E 5330 1/468

Hauptverhandlung in der Militärstrafsache der Obersten Egli und von Wattenwyl

Stenographischer Bericht
III. Sitzung[1] Zürich, 29. Februar 1916, 8 Uhr

GR [Grossrichter E. Kirchhofer]: Die Sitzung des Divisionsgerichtes 5a ist wieder aufgenommen, und es wird fortgefahren in den Verhandlungen in der Militärsache der Obersten im Generalstab Egli und v. Wattenwyl. Es folgt die Einvernahme des Herrn Oberstkorpskommandanten v. Sprecher als Zeuge. Herr Oberstkorpskommandant, ich bitte Sie, Platz zu nehmen. Herr Oberstkorpskommandant, Sie werden als Zeuge einvernommen in der Militärstrafsache der Obersten im Generalstab Egli und v. Wattenwyl. Es ist meine gesetzliche Pflicht, Sie auf die Pflicht des Zeugen zu wahrheitsgemässen Angaben und auf die gesetzlichen Folgen des falschen Zeugnisses aufmerksam zu machen. Ich bitte Sie zuerst, Herr Oberstkorpskommandant, uns Ihre Personalien anzugeben.

Einvernahme des Zeugen

von Sprecher, Theophil Andreas Luzius, geb. 1850, heimatberechtigt in Mayenfeld, Küblis, Chur und Davos, wohnhaft in Bern, Generalstabschef der Schweizerischen Armee.

GR: Ich möchte Sie bitten, Herr Oberstkorpskommandant, uns zunächst einige Angaben zu machen über den Nachrichtendienst im Generalstab und über die Organisation. Über die Organisation im allgemeinen sind wir bereits unterrichtet. Es würde sich aber namentlich auch darum handeln, Ihre Auffassung kennenzulernen über die Eigenart und die Bedeutung, die Wichtigkeit des Nachrichtendienstes.

[v. Sprecher]: Herr Grossrichter, der Nachrichtendienst war verteilt zwischen die Herren Obersten Egli und v. Wattenwyl nach Fronten. Ich denke, es ist bereits angegeben, wie die Verteilung getroffen worden ist. Die Herren bearbeiteten die Nachrichten von diesen Fronten nach eigenem Ermessen, selbständig, sowohl in bezug auf die Wahl der Mittel, der Personen, die sie dazu verwendeten, als auch in bezug auf die Ausdehnung, die der Nachrichtendienst haben sollte.

Es ist klar, dass der Nachrichtendienst uns orientieren musste über die Lage auf den Kriegsschauplätzen im allgemeinen, weil die Gesamtlage jeweilen rückwirken konnte auf die Lage an unseren Fronten. Es war den Herren in der Hinsicht gar keine Beschränkung auferlegt. Sie betrieben diese Arbeit auf eigene Verantwortung. Ich habe mich in das Einzelne dieses von ihnen betriebenen

---

1. *C'est le 28 février 1916 à 8 h 15 que commencèrent les débats du procès pénal intenté aux deux colonels de l'Etat-Major Général, Egli et de Wattenwyl. Nous ne reproduisons ici qu'une partie de ces débats.*

Dienstes niemals eingemischt. Der Nachrichtendienst erfordert persönliches Vertrauen zwischen den Agenten und den Sammelstellen des Nachrichtendienstes. Es müssen die Namen derjenigen – denn wir haben es ja nur mit Menschen zu tun beim Nachrichtendienst –, die dabei mitwirken, unbedingt geheimgehalten werden. Das erfordert, dass diese Namen möglichst wenig Leuten bekannt werden.

Die Wichtigkeit des Nachrichtendienstes für uns mag namentlich daraus erhellen: Die Schweiz ist zur ewigen Neutralität verfassungsmässig und nach den Verträgen von 1815 entschlossen und verpflichtet. Sie hat das auch erklärt durch die Bundesversammlung und den Bundesrat bei Beginn des Krieges. Diese allgemeine permanente Neutralität hat, ich muss etwas weiter ausgreifen, in der Hinsicht ihre Vorteile, aber auch militärisch ihre grossen Nachteile. Sie hat den Vorteil, dass man bei Ausbruch eines Krieges sich in der Schweiz nicht den Kopf zu zerbrechen braucht, wie man sich zu verhalten habe. Sie hat den Vorteil, dass jedermann weiss, was die Schweiz in dem Kriege, während des Krieges bezwecken will, dass sie keine Eroberungen machen will, dass sie aber auch nichts von ihren Rechten in ihrem Gebiete preisgeben will. Wenn diese Auffassung das ganze Volk durchdringt, so kann sie die Entschlussfähigkeit und die Kraft der Schweiz erheblich stärken. Es weiss auch vom ersten Offizier bis zum letzten Trainsoldaten bei uns jedermann, dass wir mit der Armee keinen andern Zweck verfolgen als den ersten, der unser Gebiet verletzt, als unsern Feind anzusehen. Das gibt uns Einheit im Entschluss und Kraft für die Durchführung.

Die Neutralität hat aber bedeutende Nachteile in militärischer Hinsicht. Wir sind durch diese Neutralität auf die strategische Defensive angewiesen, und jeder Militär weiss, was das für Nachteile für die Operationen bringt. Wir können nicht einen Entschluss fassen, jetzt den oder jenen unserer Nachbarn anzugreifen. Sondern er hat die Vorhand. Wir sind in unseren Handlungen abhängig von dem, was der Nachbar unternimmt. Das bringt es mit sich, dass es für den Neutralen viel mehr als für einen, der strategisch offensiv sein kann, wichtig ist, über das, was jenseits unserer Grenzen vorgeht und überhaupt auf dem ganzen Kriegsschauplatz, weil es zurückwirkt, genau, möglichst genau orientiert zu sein. Das erfordert also einen möglichst eingehenden Nachrichtendienst. Ein Staat, der selbständig Krieg führt, nach eigenem Entschluss einen Gegner angreift, braucht bei weitem nicht in diesem Masse orientiert zu sein. Er wird vormarschieren nach dem wichtigsten Teil des Landes, nach dem strategischen Ziel, das er sich gesetzt hat, und wird den Gegner finden. Wir aber müssen warten, bis der allfällige Gegner uns irgendwie auffällig bedroht oder bis er etwas tatsächlich Erkennbares gegen uns unternimmt. Das nun zu erkennen, ist die Pflicht des Nachrichtendienstes.

Der Nachrichtendienst leistet dem Vaterland einen grossen Dienst. Er arbeitet vollständig zum Vorteil des Landes, wenn er in dieser Hinsicht uns möglichst vollständig und rasch Klarheit zu verschaffen sucht. Wir müssen uns also auf den Nachrichtendienst verlassen können, dass wir rechtzeitig orientiert werden. Sonst ist der Nachteil, der aus diesem Zurückgedrängtsein in die strategische Defensive uns erwächst, für uns noch viel grösser, als er ohnedies wäre.

Die Schwierigkeit des Nachrichtendienstes beruht bei uns auch darauf, dass wir im Frieden sozusagen keinen Nachrichtendienst haben. Es fehlen uns die materiellen Mittel dazu. Es ist bekannt, dass ein Nachrichtendienst ohne sehr erhebliche materielle Mittel nicht ausgeführt werden kann. Nun sind uns in der Hinsicht gewisse Schranken auferlegt, die uns dann anderseits dazu veranlassen, Nachrichten auf Wegen zu sammeln, die eben wenig pekuniäre Mittel erfordern.

Das ist, was ich in bezug auf die Wichtigkeit des Nachrichtendienstes, auf die Wichtigkeit namentlich, die er für uns, die wir uns strategisch defensiv verhalten müssen, besitzt, zu sagen habe.

Es wird vielfach davon gesprochen, dass die Schweiz ja nur einen Defensivkrieg führen müsse, dass sie deshalb nicht ihre eigenen Vorbereitungen zu treffen habe, wie Staaten, die grosse Offensivkriege führen. Das ist vollständig verkehrt. Der Krieg, wie wir ihn zu führen hätten, wenn er uns aufgedrungen wird, ist ganz derselbe. Er erfordert dieselben Massregeln, er führt sie nach denselben Gesetzen wie irgendein Krieg. Wir müssen deshalb auch die ganz gleichen Vorbereitungen treffen und können uns in der Hinsicht gar nichts ersparen. Es legt uns also diese Neutralität in bezug auf den Nachrichtendienst eine Last auf, die relativ grösser ist, als sie auf den Grossstaaten liegt.

[...]

Ich glaube, dass der Nachrichtendienst mit den Anforderungen der Neutralität leicht in Konflikt geraten kann. In dieser Hinsicht möchte ich doch betonen: Der Begriff Neutralität ist im allgemeinen ein schwankender, und in diesem Kriege hat er nun so viel Abbruch erlitten, dass man eigentlich gar nicht mehr weiss, welche Ausdehnung er hat. Ich brauche gar nicht an Griechenland zu erinnern. Wir wissen, was man dort mit der Neutralität für vereinbar erachtet von gewissen Seiten. Wir müssen nur an unsere eigenen Verhältnisse denken. Die Neutralität hat nicht nur Pflichten für den Neutralen, sondern sie hat auch Rechte für den Neutralen. Nun, wie wird mit diesen Rechten umgesprungen? Ich will nur ein oder zwei Beispiele anführen.

Wir haben das Recht des brieflichen Postverkehrs mit den andern Neutralen wenigstens, den andern neutralen Staaten. Dieser Brief- und Postverkehr ist von denjenigen, die die See beherrschen, vollständig unter Kontrolle gestellt worden. Briefsendungen, Geldsendungen sind mit Beschlag belegt worden. Professor Burckhardt sagt selbst in seiner Abhandlung darüber, dass diese Mächte zwar die Macht dazu haben, dass sie aber kein Recht dazu haben. Das ist eine Einschränkung unserer Neutralität.

Wir haben als Neutrale das Recht, Handel zu treiben mit Neutralen und Kriegführenden. Dieses Recht ist auf das allerschwerste beeinträchtigt worden. Wir müssen uns also gefallen lassen, dass man uns vorschreibt: Die Neutralitätspflichten müsst ihr unbedingt erfüllen, eure Rechte aber, die schränken wir nach Belieben ein. Ich will auch darauf aufmerksam machen, dass bei uns selbst dieser Begriff von Neutralitätspflicht ausserordentlich in Fluss geraten ist, während des Krieges.

Wir haben da eine Verordnung über die Handhabung der Neutralität, die an die Truppenkommandanten ausgegeben worden ist. In dieser Verordnung steht,

dass es verboten sei, Munition, Waffen und Kriegsmaterial überhaupt an die Kriegführenden zu liefern. Ja, meine Herren, ich brauche Ihnen nicht zu sagen, dass für Millionen und Abermillionen Kriegsmaterial resp. Munition namentlich in grosser Überzahl an die eine Seite der kriegführenden Mächte, allerdings auch an die andere geliefert worden ist. Das ist also eine Seite der Neutralitätspflicht, die vollständig in Abgang gekommen ist. Und so glaube ich, wenn wir einerseits dulden müssen, dass unsere Neutralitätsrechte ganz nach Belieben, wie es den Kriegführenden konveniert, beeinträchtigt und eingeschränkt werden, wir auch nicht so sklavisch und peinlich uns an die Neutralitätspflichten zu halten haben.
[...][2]

2. *Par sentence du Tribunal militaire les colonels Egli et de Wattenwyl ont été renvoyés devant leurs supérieurs pour décision disciplinaire. Le Général a infligé aux deux officiers vingt jours d'arrêts de rigueur et les a mis en outre à disposition. Par décision du CF du Ier mars 1916, les deux officiers sont suspendus de leurs fonctions de chefs de section à l'Etat-Major Général. Cf.* E 1004 1/261, n° 480.

178

E 1004 1/261

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 mars 1916[1]

598. Befestigung der italienischen Grenze

Politisches Departement (Auswärtiges). Mündlich

Herr Bundesrat *Hoffmann* teilt folgendes mit:

Herr Minister *Paulucci* sei bei ihm gewesen und habe ihm eröffnet, dass das italienische Oberkommando in bezug auf die nördliche italienische Grenze im Hinblick auf einen möglichen, gewaltsamen Durchmarsch eines deutschen Heeres durch die Schweiz in Sorge sei. Es sei daher beschlossen worden, die Grenze nach dieser Richtung zu befestigen.

Es liege aber der italienischen Regierung daran, der Schweiz von vorneherein zu erklären, einmal, dass die Befestigungsanlagen einen rein defensiven Charakter trügen, und dann, dass die italienische Regierung davon überzeugt sei, dass die Schweiz einem versuchten Durchmarsche sich mit allen Kräften widersetzen werde.

Auf die Bemerkung des Herrn Vorstehers des Politischen Departements, dass doch Italien mit Deutschland nicht im Kriege stehe, erwiderte der italienische Gesandte, allerdings als eine rein persönliche Bemerkung, dass die Kriegserklärung an Deutschland zu erwarten sei. Nach der Auffassung von Herrn Bundesrat Hoffmann ist diese Voraussage nicht als eine zweifelsfreie hinzunehmen.

1. *Etaient absents: G. Motta et F. Calonder.*

Auf den Wunsch, ungefähr die Orte der in Aussicht genommenen Befestigungsanlagen zu kennen, habe der Herr Minister später mitgeteilt, dass das Val d'Ossola, die westliche Küste des Lago Maggiore und die Gegend von Varese in Frage kommen.

Im Veltlin handle es sich nur um nebensächliche Anlagen, und beim St. Bernhard würde nichts vorgekehrt.

Von diesen Mitteilungen wird Vormerkung genommen.

179

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 16

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 19 Rom, 22. März 1916

[...][1]

In meinem letzten Berichte habe ich Mitteilung gemacht von einer Besprechung mit Herrn de Martino über das Verhältnis zwischen der Schweiz und Italien. Ich muss heute nachtragen, dass inzwischen bei mir und namentlich bei meinen Mitabeitern Zweifel darüber aufgestiegen sind, ob die Erklärungen, die Herr Paulucci beauftragt war, Ihnen zu geben[2], wirklich ernst und aufrichtig gemeint waren oder ob nicht für dieses Vorgehen das Wort gelte «Qui s'excuse s'accuse». Auffallend ist ja, dass die angekündigten Befestigungen und die Erklärungen der Regierung zeitlich als unmittelbare Folge des Oberstenprozesses und der Verhandlungen der Bundesversammlung erscheinen. Richtig ist leider auch, dass in weiten Kreisen die Verhandlungen in Zürich und Bern die Überzeugung neuerdings hervorgerufen haben, dass unsere Armeeleitung mit Leib und Seele den Zentralmächten verschworen sei. Man anerkennt wohl, dass die politischen Behörden ernstlich gewillt seien, neutral zu bleiben, aber man fürchtet die Allmacht des Militärs, das im gegebenen Falle über den Kopf der Behörden und über die Volksmeinung hinweg einen eigentlichen Staatsstreich begehen könnte. So unvernünftig diese Ansicht auch ist, so findet sie doch Gläubige bis in die höchsten Kreise hinauf. Auch die Berichte, die ich durch einzelne Konsulate erhalte, bestätigen die Tatsache, dass das Misstrauen in Italien gewaltig gewachsen ist seit den Verhandlungen in Zürich und Bern. Man darf sich darüber nicht wundern, wenn man die Kundgebungen einer gewissen Presse der Schweiz liest bzw. gelesen hat, die hier in Italien natürlich sorgfältig registriert worden sind.

Ich bleibe persönlich der Ansicht, dass in den Kreisen der Regierung die Situation in der Schweiz richtiger beurteilt wird und dass man dort nicht an die

---

1. *La première partie du rapport traite de la situation de la Roumanie et de la confiance des milieux diplomatiques français à Rome en l'armée française.*
2. *Cf. n° 178.*

Möglichkeit eines neutralitätswidrigen Verhaltens der Schweiz glaubt; aber darüber dürfen wir uns keiner Täuschung hingeben, dass in den Kreisen des Militärs und in den breiten Schichten der Bevölkerung das Misstrauen gewaltig zugenommen und dass die Stimmung unserem Lande gegenüber wesentlich an Freundlichkeit und an Vertrauen eingebüsst hat.

Schliesslich noch die Bemerkung, dass der Sieg des Ministeriums bei der letzten Abstimmung der Kammer in seiner praktischen Folge doch nicht so entscheidend zu sein scheint, wie man annehmen müsste, wenn man nur die Abstimmungsziffern und die Voten der Parteiführer in Betracht zieht. Die bisher oppositionelle Presse der Interventionisten hat sich durch das Kammervotum nicht imponieren lassen, sondern fährt fort, die Politik der Regierung zu bekämpfen. Und die neuen Freunde der Regierung, die Giolittianer und Katholiken, sind doch nur äusserlich zu Freunden geworden. Das alles lässt erkennen, dass die Regierung eben doch im Parlament nicht feste Wurzeln hat und dass Salandra nur deshalb bleiben konnte, weil niemand da war, der ihn ersetzen wollte. Unter diesen Umständen muss man immer noch mit Überraschungen rechnen, freilich nicht mehr für die jetzige Tagung, aber für eine folgende. Immerhin wird auch hier die Entscheidung bedingt sein durch den Verlauf der kriegerischen Ereignisse.

180

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 69

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L 1/16
45

Paris, 1er avril 1916

Ce matin, j'ai demandé à M. Cambon s'il avait été question de la Suisse, sous une forme quelconque, dans la Conférence des Gouvernements alliés qui a siégé à Paris les 27 et 28 mars et dont, pour la bonne règle, je joins les résolutions telles qu'elles ont été communiquées officiellement au public.

M. Cambon m'a répondu catégoriquement qu'il n'avait pas été dit un mot de notre pays, ni au point de vue politique, ni au point de vue militaire et que je pouvais vous l'écrire de sa part. Je lui ai demandé alors s'il en avait été question au point de vue économique; M. Cambon a répondu qu'il n'avait pas été question de la Suisse plus que d'autres Etats neutres; on n'a pas discuté l'avenir économique après la guerre, mais on a seulement envisagé les mesures à prendre pendant la guerre, pour assurer le blocus plus effectif de l'Allemagne. Comme il s'agissait de détails, la Conférence des Ministres dirigeants et de leurs collaborateurs les plus élevés, n'est pas entrée dans ces détails; elle les a renvoyés à une Commission internationale qui siègera, à la fin d'avril, à Paris, et a décidé en attendant la constitution à Paris d'un Comité permanent des Alliés pour s'occuper de toutes

les questions se rattachant au blocus et aux moyens de le renforcer. Il est évident que la Suisse, comme d'autres pays neutres, pourra avoir à subir le contrecoup des mesures qui seront prises. C'est à l'occasion de la création de ce Comité permanent qu'il a été une fois question de la Suisse; il paraît qu'on envoie d'Espagne en Suisse, des quantités considérables et absolument inusitées de résidus de vendanges, sorte de marc de raisin, dont on s'est demandé ce que la Suisse pouvait bien faire; il aurait été constaté que ces résidus, soit marcs, passaient en Allemagne où ils servent à la fabrication de gaz asphyxiants. Il y aura ainsi, dit M. Cambon, toute une série de mesures de détail à prendre et qu'on cherchera à concerter le plus possible entre les divers Alliés dont la pratique est actuellement assez variable; l'Italie notamment laisse peut-être à désirer sour ce rapport.

La seconde question économique dont s'est occupée la Conférence des Premiers Ministres et des Ministres des Affaires étrangères n'intéresse qu'indirectement la Suisse, c'est la question des frets; il faut absolument augmenter les moyens de transport maritimes et enrayer la hausse des frets; cette hausse est, dans une grande mesure, la conséquence des décisions britanniques, puisque l'Angleterre prélève un impôt formidable sur les bénéfices des transporteurs maritimes, ce qui augmente le prix de revient des marchandises arrivant sous pavillon anglais partout, et ce qui renchérit la vie des Alliés français ou italiens ainsi que des neutres. Cela intéresse indirectement la Suisse puisqu'elle importe des quantités de marchandises et notamment de céréales sous pavillon britannique. Il n'a pas été question de la réquisition de tous les navires de commerce anglais par le Gouvernement britannique et cette mesure serait considérée par M. Cambon comme inadmissible et impraticable. Il semble, au contraire, que tout ce que les Alliés pourront décider à Londres pour diminuer le coût du fret profitera à la Suisse. Il paraîtrait important à M. Cambon que le Ministre de Suisse à Londres suivît de près les travaux de la Commission qui, à Londres, s'occupera de cette question des frets.

Après avoir parlé de diverses affaires courantes à M. Cambon, je lui ai de nouveau, en terminant, dit: «Je puis donc écrire à Berne qu'au point de vue politico-militaire, il n'a pas été question de la Suisse à la Conférence?» Il a répondu: «Non, vraiment non, je ne puis pas me rappeler quoi que ce soit concernant la Suisse». Je lui ai alors demandé si, dans ses entretiens, il avait remarqué des manifestations de mauvaise humeur ou de défiance à propos de l'affaire des colonels ou autres questions; il a répondu qu'il lui paraissait vraiment qu'on envisageait aujourd'hui l'affaire comme un incident et cet incident comme clos. Je lui ai demandé alors s'il avait entendu parler de mesures militaires spéciales, prises en France ou en Italie contre nous depuis cet incident. Il a répondu qu'il n'avait aucune connaissance de mesures de ce genre et que Barrère n'avait rien écrit de Rome dans cet ordre d'idées.

Dans les cercles politiques français et chez les diplomates accrédités ici, on a généralement l'impression que la Conférence a été, avant tout, une manifestation extérieure de l'union des Alliés et qu'elle a accru la confiance dans la solidité des liens qui unissent les Alliés. Cette manifestation, coïncidant avec l'échec de l'offensive allemande à Verdun, augmente d'une façon considérable la confiance

française dans l'issue finale de la guerre, bien qu'on continue à être d'avis que, soit les Anglais, soit les Italiens pourraient faire davantage au point de vue militaire. On a aussi nettement l'impression qu'un des buts essentiels de la réunion de Paris a été de soutenir le Gouvernement italien, dont la position était quelque peu chancelante; on a tenu à mettre en avant ici, le plus possible, les Italiens et le voyage d'Asquith à Rome est inspiré de la même pensée.

181

E 2001 (B) 1, 93

Le Département politique à l'Ambassade de France, la Légation d'Italie, la Légation de Grande-Bretagne à Berne

Copie
N

Berne, 3 avril 1916

Lors des négociations concernant l'organisation de la S.S.S., la Suisse a insisté dès le début sur la nécessité de pouvoir se servir, aux fins d'échanges d'autorisations d'exportation avec les Puissances centrales, non seulement des produits indigènes et des articles manufacturés avec des matières premières suisses, mais aussi des marchandises importées par l'intermédiaire de la S.S.S. Les motifs invoqués à l'appui par le Gouvernement fédéral ont été compris des Gouvernements des Puissances Alliées. C'est pourquoi la Suisse obtint la liberté de disposer, en vue des compensations à fournir, de stocks considérables de marchandises entreposés en Suisse pour le compte de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Afin de pouvoir effectuer d'ultérieures transactions d'échange, la conclusion d'accords spéciaux entre les Gouvernements des Alliés et le Conseil fédéral suisse fut expressément réservée (voir chiffre 3 de la «lettre confidentielle».)[1]

La note verbale du 22 septembre 1915[2], par laquelle le Conseil fédéral a donné son adhésion aux arrangements concernant la S.S.S., contient la réserve suivante, outre celles qui ont été faites sur quatre autres points: «Le Conseil fédéral compte fermement qu'au sens du chiffre 3 du projet de la lettre confidentielle et de la note verbale du 14 septembre, les négociations prévues sur les échanges ultérieurs seront animées, comme elles l'ont été jusqu'ici, d'un esprit d'équité et de bon vouloir, de telle sorte que la Suisse soit en état de se procurer ce dont elle a besoin pour sa vie économique. Il est entendu que les marchandises employées pour les échanges, d'accord avec les Gouvernements alliés, ne sont pas comprises dans les contingents prévus au chiffre 2 du projet de la lettre confidentielle.»

En réponse à cette note verbale, les Gouvernements alliés ont bien voulu confirmer au Conseil fédéral l'assurance des sentiments de large bienveillance qui présideront toujours à l'interprétation des régles établies.

---

1. *Cf. n° 154.*
2. *Cf. n° 153.*

Fort de cette assurance, le Conseil fédéral se voit aujourd'hui contraint de solliciter la mise à sa disposition de nouvelles marchandises aux fins d'échanges, car celles dont il disposait en octobre dernier sont presque épuisées.

Le Conseil fédéral serait vivement reconnaissant si les moyens pouvaient lui être fournis d'assurer par compensations ses approvisionnements en marchandises d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie jusqu'à l'automne prochain, soit pour la durée de six mois. Il s'agirait en l'espèce des quantités de marchandises suivantes:

d'Allemagne:

Acier, fer brut, fil, tôle, tuyaux, etc.	env. 10 000 wagons
Machines, appareils, instruments, etc.	env. 500 wagons
Zinc	env. 80 wagons
Nickel et articles en nickel (fil, tôle, maillechort, etc.)	env. 10 wagons
Couleurs d'aniline pour l'industrie	env. 300 000 fr. p. mois
Produits pharmaceutiques	env. 700 000 fr. p. mois
Produits chimiques de tous genres	env. 700 000 fr. p. mois
Résidus de la déphosphorisation du fer (Thomasschlacke)	env. 2 500 wagons
Sels de potasse	env. 1 500 wagons
Estomacs de veaux et présure en poudre pour la fabrication du fromage	env. 300 000 frs.
Pommes de terre	env. 1 500 wagons
Semences potagères et semences fourragères	env. 10 wagons

d'Autriche-Hongrie:

Bois	env. 5 000 wagons
Cellulose et matières fibreuses pour la fabrication du papier	env. 1 000 wagons
Sulfate d'alumine	env. 200 wagons
Magnésite	env. 50 wagons
Potasse	env. 40 wagons
Graphite	env. 100 wagons
Tôle de fer	env. 400 wagons
Acier	env. 400 wagons
Sucre (payé dès longtemps et entreposé en Autriche).	env. 4 300 wagons

Il convient d'ajouter à cette nomenclature le matériel de guerre pour les *besoins de l'armée suisse* et notamment 11 obusiers de 12 cm., commandés chez Krupp avant la guerre, mais qui n'ont pas encore été livrés; de plus, les articles suivants:

Lunettes d'approche, télescopes et miroirs	valeur: Frs. 1 000 000.–
Munition d'artillerie, terminée, pour 15 cm.	valeur: Frs. 6 500 000.–
Matières brutes, acier, tôle d'acier, tuyaux d'acier, fil pour la préparation des munitions	valeur env.: Frs. 1 000 000.–
Couleurs d'aniline pour drap militaire	valeur env.: Frs. 150 000.–

Matières et capsules explosibles	valeur env.: Frs.	600000.–
Bouches à feu de réserve, 12 cm. et 7,5 cm.	valeur env.: Frs.	350000.–
450 tonnes de zinc fin	valeur env.: Frs.	500000.–

Les compensations à accorder à l'Autriche-Hongrie pour les besoins de l'armée concernent 100 chevaux hongrois de remonte.

Le Conseil fédéral prie les Gouvernements alliés de vouloir bien lui désigner les marchandises à importer aux fins de compensation et par l'intermédiaire de la S.S.S. ou de consentir à ce que les stocks de marchandises entreposées en Suisse pour compte des offices centraux d'achat allemands et austro-hongrois soient employés dans ce but; le cas échéant, il y aurait lieu d'indiquer dans quelle proportion.

Le Conseil fédéral est en outre contraint d'attirer l'attention des Gouvernements alliés sur le fait que les articles en coton, lin et laine, (confection et lingerie) font grandement défaut en Suisse, spécialement en ce qui concerne les vêtements et la lingerie bon marché (chemises, bas, camisoles, caleçons, etc.) à l'usage des classes moyenne et ouvrière, articles que le commerce suisse se procurait régulièrement en Allemagne. Plus de 4000 demandes en autorisation d'exportation sont actuellement pendantes et accordées en principe contre échange de la matière brute. Le Conseil fédéral serait reconnaissant aux Gouvernements alliés de vouloir bien autoriser la remise de la matière brute correspondante et de faciliter ainsi la livraison des articles confectionnés dont le montant est acquitté depuis longtemps, pour la plupart d'entre eux. Il va sans dire que la S.S.S. aurait à contrôler exactement cet échange de la matière brute contre les articles confectionnés.

En priant les Gouvernements alliés de consentir à lui faire connaître leur décision aussi promptement que possible, le Conseil fédéral est d'avance certain qu'il peut compter d'une part sur leur complète compréhension de la situation économique fort sérieuse de la Suisse, et d'autre part sur leur plus grande bienveillance.

182

E 27, Archiv-Nr. 13561

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse,
Th. von Sprecher, au Général U. Wille

R Geheim Bern, 9. April 1916

In Bestätigung meiner gestern erstatteten mündlichen Meldung beehre ich mich, folgendes zu berichten:

Nachdem in der letzten Zeit wiederholt Gerüchte über einen von der deutschen Heeresleitung beabsichtigten Durchbruch durch die Schweiz gegen Frankreich mir zugekommen waren, sagte mir gestern Herr Minister Dunant, Oberstlt. Pageot, der französische Militärattaché, sei dieser Tage bei ihm gewesen und

hätte ihm von derselben Absicht wie folgt gesprochen: Die Deutschen sähen ein, dass sie bei Verdun unmöglich obsiegen könnten; sie träfen deshalb bereits Vorkehrungen, um womöglich bei Belfort hinter die französische Verteidigungsfront zu gelangen. Eine solche Unternehmung werde entschieden eine erhebliche deutsche Gefahr für uns bringen und wir möchten auf der Hut sein.

Auch die Italiener beschäftigt bekanntlich der Gedanke an einen deutschen Durchbruch durch die Schweiz, hat ihre Regierung doch vor kurzem durch den Gesandten selbst dem Schweizerischen Politischen Departement durch Verbalnote ankündigen lassen, die italienische Heeresleitung werde längs der ganzen italienisch-schweizerischen Grenze vom Ossola-Tal bis an den Comersee und im Veltlin Verteidigungsanlagen erstellen und Batterien errichten lassen. In den letzten Tagen sind denn auch in der Tat bereits Meldungen über den Beginn dieser Arbeiten eingetroffen. Sowohl diese Anlagen (wenn man dahinter nicht Angriffsabsichten vermuten will) als die an der Grenze des Elsgaus getroffenen französischen Sperrmassnahmen beweisen, dass die Entente-Mächte den deutschen Durchbruch durch die Schweiz für möglich halten und ihn nicht nur vorspiegeln, um uns zu einer Verstärkung des Truppenaufgebotes zu bewegen.

Um mich über die französische Auffassung näher zu orientieren (die italienische ist mir aus öftern Mitteilungen des Obersten Bucalo bekannt), habe ich gestern Herrn Oberstlt. Pageot zu mir gebeten und ihn darüber befragt. Nach seinen Äusserungen scheint wirklich die französische Heeresleitung Nachrichten zu besitzen («de nombreuses sources indépendantes l'une de l'autre», sagte Herr Pageot) über erhebliche Verstärkung der deutschen Kräfte im Oberelsass, und sie folgert daraus, es sei damit ein Durchbruch bei Belfort beabsichtigt.

Wenn schon wir in den uns direkt zugekommenen Nachrichten keine Bestätigung finden können der von Italien und Frankreich bei Deutschland vermuteten Absicht, hielt ich es doch für richtig, die Mitteilung des Herrn Oberstlt. Pageot nicht unbeachtet zu lassen, sondern ihr eine praktische Folge zu geben, auch aus dem Grunde, um nicht den Glauben zu nähren, als wollten wir gegenüber Deutschland überhaupt keine ernstlichen Abwehrmassnahmen treffen. Es ist in dieser Hinsicht zu beachten, dass, nach Berichten von der Nordwestfront, in französischer Armeekreisen wirklich die Vermutung besteht, wir würden nicht nur einem deutschen Einbruch uns nicht widersetzen, sondern uns ihm gar noch anschliessen. Dieser Glaube, hiess es, stütze sich darauf, dass schweizerische (allerdings nur welsche) Zeitungen selbst sich in diesem Sinne geäussert hätten. Angesichts dieser Stimmung und der quasi offiziellen Mitteilung des Herrn Pageot liess ich mich mit ihm in eine Besprechung der Lage ein, in die Frankreich und die Schweiz durch einen deutschen Einbruch sich versetzt sähen, und ersuchte ihn, die in solchem Fall alsbald entstehende Frage einer Kooperation sich zu überlegen. Er ging anscheinend sehr gern darauf ein, erklärte, die Absicht zu haben, seine Regierung von meinen Mitteilungen in Kenntnis zu setzen; er zweifle auch nicht daran, dass es vollständig in deren Sinn läge, wenn er mit dem schweizerischen Oberkommando über das allfällig einzunehmende beidseitige Verhalten zu einer Verständigung gelange. Wie schon vor dem 1. August 1914, konnte ich ihm übrigens auch jetzt wieder die Versicherung geben, dass wir jedem

Angriffe gegenüber mit ganzer Macht und ohne Hintergedanken uns widersetzen würden. Ich stellte Herr Oberstlt. Pageot schliesslich in Aussicht, demnächst, behufs genauerer Erörterung eines allfälligen Zusammenwirkens, eine weitere Besprechung anzusetzen. Zuvor aber möchte ich die Mitteilung der Antwort abwarten, die der Attaché bei seiner Regierung nachgesucht hat.

Herrn Bundesrat Hoffmann als dem Chef des Schweizerischen Politischen und des Schweizerischen Militärdepartements habe ich mündlich vom Gegenstande der Unterredung mit Oberstlt. Pageot Kenntnis gegeben.[1]

---

1. *Sur l'origine et le développement des contacts militaires avec la France, voir:* Hans Rudolf Ehrbar, «Schweizerische Militärpolitik im Ersten Weltkrieg», Bern, 1976, p. 87–144.

183

E 27, Archiv-Nr. 13561

Le Général U. Wille au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher

No Bern, 25. Mai 1916

1) Gestern nachmittag war Pageot bei mir. Nachdem er mich mit ungeheuerlichen Komplimenten über unser Land, über unsere Armee und über uns *persönlich* und mit Versicherungen der Liebe und Freundschaft gehörig eingeseift hatte, kam er endlich mit dem Zweck seines Besuches heraus: die Bezeichnung von Delegierten zur Besprechung und Fortsetzung des näheren über das, worüber neulich zwischen Ihnen und ihm gesprochen worden ist[1].

Ich bin nicht recht darauf eingetreten und habe mit Hinweis auf die augenblickliche Lage eine dilatorische Antwort gegeben. Bundesrat Hoffmann, dem ich gleich davon Mitteilung machte, fand, dass ich damit unrichtig gehandelt hätte, es könne von Frankreich unangenehm vermerkt werden. Obgleich ich dieser Ansicht nicht bin, denn zur Stunde liegt keinerlei Veranlassung vor, Ihrem neulichen Gespräch irgendwelche praktischen Folgen zu geben, einstweilen bedarf jener Meinungsaustausch, bei dem Einverständnis erreicht wurde, keines Ausbaus, so bin ich doch grundsätzlich immer bereit, in dem, was die Politik anbetrifft, meine Meinung derjenigen des Chefs des Politischen Departements unterzuordnen, und deswegen bitte ich Sie, um einer Verstimmung wegen meiner ausweichenden Antwort vorzubeugen, den Herrn Pageot *in meinem Auftrag* aufzufordern, am Montag, wenn Sie wieder zurückgekehrt sind, zu Ihnen zu kommen. Dadurch, dass diese Aufforderung in meinem Auftrag gleich nach seiner

---

1. *Cf. n° 182.*

Unterhaltung mit mir erfolgt, wird der Möglichkeit dessen, was Bundesrat Hoffmann befürchtet, vorgebeugt.

Bevor Sie aber Pageot empfangen, müssen wir uns gründlich verständigen.

2) Es ist an mich die Kunde gelangt, dass plötzlich in Italien eine sehr feindliche Stimmung gegen uns entstanden sei: man traue uns böse Absichten zu, der italienische Gesandte habe eine bezügliche Note in der Tasche, durch die der Bundesrat zur Rede gestellt werden solle! Ist dies alles zutreffend, so ist Ihre gegenwärtige Reise an die Südfront in einen sehr unglücklichen Moment gefallen, sie wird zur Nahrung jener Verdächtigungen ausgebeutet, und ich stelle Ihrer Erwägung anheim, ob nicht die Reise abgekürzt werden sollte, auf jeden Fall sollte die Inspektion der Grenzgebiete möglichst vermieden werden. Dass in der Bevölkerung des italienischen Grenzgebietes infolge der italienischen Befestigungsarbeiten sich eine früher nicht vorhandene feindliche Stimmung gegen uns entwickelt hat, sagen unsere eigenen Berichte.

Ich beabsichtige, heute nachmittag nach Bülach Zürich (Meilen) zu gehen und erst Sonntagabend wieder hierher zurückzukommen; werde aber vorher noch bei Bundesrat Hoffmann mich über die erwähnten italienischen Gerüchte erkundigen, dann eventuell hier bleiben.

184

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 31

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Wien, 26. Mai 1916

Es wird Ihnen nicht entgangen sein, dass sich seit längerer Zeit die Schwierigkeiten, denen wir in unsern Verhandlungen mit der hiesigen Regierung begegnen, immer fühlbarer machen. Ich habe folgende Liste von Geschäften aufgestellt, bei deren Erledigung wir uns keines besonderen Entgegenkommens von seiten Österreich-Ungarns erfreuen:

1. Ausführung des Handelsabkommens des Herrn Nationalrats Schmidheiny vom 1./3. Februar 1916 [1].
2. Goldzoll auf Luxusartikel (Seidenwaren), vertragswidrige Vorzugsbehandlung deutscher Waren.
3. Requisition des in Ungarn liegenden schweizerischen Zuckers.
4. Verweigerung der Charterung österreichisch-ungarischer Handelsschiffe für unsere Getreideversorgung.
5. Vertragswidrige Ausfuhrsperre für die Bodenerzeugnisse schweizerischer Grundeigentümer im Rheintal.

---

1. *Reproduit en annexe.*

6. Langandauernde, lästige Sperre bezüglich Quarantäne an der Schweizer Grenze.

7. Verhaftung wegen Spionagenverdacht auf die geringsten Indizien hin und unverantwortliche Dauer der gerichtlichen und administrativen Untersuchungen.

8. Geringes Entgegenkommen betreffend den Austausch der Schwerverwundeten mit Italien.

9. Unfreundliche Behandlung der Delegierten des Hilfskomitees für die serbische Zivilbevölkerung in Belgrad.

Wenn es sich auch nicht um eine Regierungssache handelt, so darf vielleicht hier auch noch, als in das gleiche Kapitel gehörend,

10. die Haltung des Barons Spiegelfeld gegenüber dem Internationalen Komitee des Roten Kreuzes erwähnt werden.

Ich habe mich nun fragen müssen, ob prinzipieller schlechter Wille bei der k.u.k. Regierung vorliege, und ob diese Sachlage einen tieferen Grund habe.

Von eigentlichem schlechten Willen kann nun, meines Erachtens, nicht die Rede sein. Nicht nur zum ganzen Ministerium des Äussern sind meine persönlichen Beziehungen ausgezeichnete, sondern auch mit dem Finanzminister und Sektionschef Mühlvenzl und ganz speziell mit dem Kriegsminister und seinen hauptsächlichsten für uns in Betracht kommenden Dienstchefs stehe ich auf dem besten Fusse, persönliche Reibungen sind nicht vorgekommen, und ich kann mich über die Haltung irgendeines Ressortchefs nicht beklagen.

Mit Baron Burian habe ich immer den angenehmsten Verkehr gehabt. Allerdings steht der Präsident des gemeinsamen Ministeriums und Minister des Kaiserlichen und Königlichen Hauses und des Äussern auf einem hohen Piedestal, so dass seine Stellung derjenigen des deutschen Reichskanzlers nicht unähnlich ist. Er kann sich daher in diesen Zeiten selbstverständlich mit kleineren Geschäften gar nicht abgeben; es ist infolgedessen auch nicht zu verwundern, wenn er seit Neujahr seinen regelmässigen Mittwochsempfang schon vierzehnmal abgesagt hat; wenn ich aber in der Zwischenzeit eine Angelegenheit mit ihm persönlich zu besprechen wünschte, hat er sich mir jedesmal mit der grössten Zuvorkommenheit zur Verfügung gestellt und meine Anliegen stets mit dem grössten Wohlwollen entgegengenommen. Dass er sich nicht ungern selbst reden hört und daher seinem Gegenpart wenig Gelegenheit lässt, seine Argumente zur Geltung zu bringen, ist ein Vorwurf, der ihm, wie ich aus guter Quelle weiss, auch schon anlässlich eines Besuches in Berlin gemacht worden ist.

Sektionschef Ippen von der Handelsabteilung des Ministeriums des Äussern hat freilich seine bösen wie seine guten Tage, neigt gerne zur Kritik, ich möchte fast sagen zur Nörgelei, doch ist das, wie mir auch von Kollegen bestätigt wird, überhaupt seine Art und nicht eine der Schweiz gegenüber absichtlich angenommene Haltung.

Sachliche Gründe, welche der Schweiz gegenüber ein weniger grosses Zuvorkommen rechtfertigen würden, liegen andererseits auch kaum vor. Natürlich können wir der Monarchie nicht alle Rohstoffe, die sie gerne haben möchte, liefern und, wie Herr Nationalrat Schmidheiny bestätigen wird, es mag hier die Meinung geherrscht haben, dass wir in dieser Beziehung etwas mehr Entgegen-

kommen hätten zeigen dürfen; alle von seiten des Herrn Schmidheiny oder der Gesandtschaft gegebenen Versicherungen und Erläuterungen wurden zwar in höflichster Weise und mit dem Ausdruck des Bedauerns für die schwierige Lage der Schweiz entgegengenommen, doch liessen hie und da beiläufige Bemerkungen oder verständnisinniges Lächeln erraten, dass man glaubte, mit einigem guten Willen könnten wir der Monarchie doch mehr anbieten, als was wir zu leisten geneigt waren. Natürlich mutete man uns dabei, allerdings nur im stillen, ein Verhalten zu, gegen das man energisch protestiert hätte, wenn wir es der Entente gegenüber eingenommen hätten. Es huldigt offenbar jeder Kriegführende der Ansicht, dass man sich ihm gegenüber aus besonderer Freundschaft ganz im geheimen ein klein wenig unneutral entgegenkommend erweisen sollte. In letzter Zeit freilich haben solche Andeutungen so ziemlich aufgehört, sei es, dass man sich endlich überzeugt hat, dass wir wirklich nicht anders können, sei es, dass man resigniert unsere Starrköpfigkeit als unverbesserlich hinnimmt. Eine gewisse Enttäuschung mag also in dieser Beziehung auf das Wohlwollen der Schweiz gegenüber einigermassen abkühlend gewirkt haben.

Bei einigen, wenn auch nicht bei gut informierten Leuten mag ferner die Hoffnung, uns in den Krieg gegen Italien eingreifen zu sehen, trotz allen unsern Versicherungen, doch noch in der Tiefe des Herzens geglimmt haben; unsere absolut korrekte Haltung unserem südlichen Nachbar gegenüber und das Zutrauen, das wir seinen Freundschaftserklärungen schenkten, mögen also auch dazu beigetragen haben, dass man auf die Schweiz, die man nicht mehr als einen allfälligen Bundesgenossen betrachten konnte, weniger Rücksichten zu nehmen geneigt war, als es der Fall war, solange man noch glauben wollte, die beiderseitigen Armeen würden sich am Stilfserjoch die Hand reichen. Nun ist auch in dieser Richtung jede Hoffnung geschwunden, und es mag damit bei einigen ein besonders auf dieser Hoffnung begründetes, spezielles Wohlwollen verflogen sein. Die Gewichtigkeit dieses Elementes einer abgekühlten Stimmung richtig einzuschätzen, ist allerdings schwer, es gehört in die Klasse der zartesten Imponderabilien, doch bin ich nicht geneigt, wenn ich es auch nicht ganz ausschalten möchte, es als sehr stark in Betracht kommend anzusehen.

Alles in allem genommen komme ich zum Schlusse, dass weniger in unserem besondern Verhältnisse zu Österreich-Ungarn liegende Ursachen die glatte Abwicklung so mancher Geschäfte hemmen, sondern dass die wohl bei allen Kriegführenden nach zwei Jahren des schrecklichsten blutigen Ringens und des intensivsten wirtschaftlichen Kampfes vorherrschende Mentalität für diesen Zustand die Schuld trage. Der Ausspruch des Herrn von Bethmann-Hollweg «Not kennt kein Gebot» wird immer mehr zur Wahrheit. Rücksichten auf die Neutralen werden nur noch soweit zugelassen, als sich der Kriegführende dabei besser befindet, wie wenn er auf sie verzichtete. Der heilige Egoismus ist für die um Leben und Tod ringenden Völker eine, ich möchte fast sagen obligatorische Tugend geworden.

Daneben wird zwar nicht geleugnet, dass die Neutralen unter den Folgen dieses Weltkrieges selbst stark zu leiden haben, aber man empfindet dies kaum als ein Unrecht, man wäre fast geneigt, den Neutralen einen Vorwurf zu machen, dass

sie nicht auch am Kampfe teilnehmen, wie wenn sie sich dadurch einen nicht ganz gerechtfertigten Vorteil sicherten. Dazu kommt, dass man – was ja menschlich ist – den Neutralen diejenigen Gewinne, die ihr Handel und ihre Industrie zum Teile aus dem Weltkriege ziehen, missgönnt, und dass man namentlich ihre nach dem Kriege verhältnismässig ungebrochene wirtschaftliche Kraft argwöhnisch voraussieht. Für die Schweiz, die im Vergleich zu andern Neutralen, z. B. Amerika, Holland, Norwegen, sehr wenig Vorteile aus dem Kriege zieht und Leiden ausgesetzt ist, denen andere Staaten, die eigene Seehäfen besitzen, entgehen, ist es misslich, dass man sie, bisweilen ohne näher zuzusehen, auf die gleiche Stufe mit diesen «profitmachenden» Staaten setzt.

Am rücksichtslosesten sind natürlich die Militärs, sie haben nur ein Ziel (und dürfen auch kein anderes haben): den Feind niederkämpfen. Diplomatischen Bedenken ist daher die Armee sehr wenig zugänglich, und da liegt eine der Hauptursachen der Schwierigkeiten, denen wir begegnen. Die Entscheidung in der Mehrzahl der eingangs aufgezählten Geschäfte liegt zuletzt beim Armeeoberkommando und, wie ich zu erwähnen schon in früheren Berichten Gelegenheit hatte, selbst ein Baron Burian erklärt sich demselben gegenüber ohnmächtig.

Beinahe ebenso scharf wie der eigentliche Krieg wird die wirtschaftliche Verteidigung gehandhabt. Sie haben gesehen, hochverehrter Herr Bundesrat, wie z. B. in der Goldzollfrage unser Handelsvertrag einfach auf die Seite geschoben wird, wenn es sich darum handelt, dem verbündeten Deutschen Reiche besondere Vorteile zu sichern; zur Besserung der Valuta werden von der Devisenzentrale Schweizer Devisen zur Zahlung von Zürcher Seidenwaren dem Handel rundweg und prinzipiell vorenthalten, kurz: es wird mit allen gesetzlichen und ungesetzlichen Mitteln gekämpft, wobei die Schweiz auf diesem Gebiet geradezu als Gegner behandelt wird. Soviel ich weiss, verfügen wir selbst leider nicht über sehr scharfe Waffen, um in diesem Kampfe zu bestehen, doch glaube ich, es würde nichts schaden, wenn genauer untersucht würde, was für Repressalien allfällig als wirksames Druckmittel in Betracht kämen. Ich habe das Gefühl, dass solche Massnahmen ihre Wirkung hier durchaus nicht verfehlen würden.

Zur richtigen Würdigung der uns begegnenden Schwierigkeiten darf selbstverständlich bei der k.u.k. österreichisch-ungarischen, der k.u.k. österreichischen und der kgl. ungarischen Regierung der heilige Bureaukratius nicht vergessen werden. Abgesehen von der schon in der angedeuteten Dreiteilung der Verwaltung liegenden Schwerfälligkeit, zu der sich jetzt noch das Oberkommando als Staat im Staate gesellt, darf in einem Lande, in welchem, wie es der Volksmund ausdrückt, die Kaiserin Maria Theresia und Fürst Metternich immer noch nicht gestorben sind, die Schwerfälligkeit einer Beamtenregierung nicht ignoriert werden. Hieran hat der Krieg nichts geändert, und die sich häufenden Geschäfte werden, im Ministerium des Äussern, mit der gleichen Gründlichkeit und Umständlichkeit behandelt wie im tiefsten Frieden.

Ich werde natürlich nicht ermangeln, die oben aufgezählten Geschäfte einzeln mit allem Nachdrucke zu verfolgen, doch frage ich mich, ob es nicht angezeigt wäre, bei dem nächsten nicht abgesagten Mittwochsempfange oder bei einer sonstigen Gelegenheit Baron Burian auf die hier erwähnten Schwierigkeiten im

Zusammenhange aufmerksam zu machen und ihm zu sagen, wie unerklärlich uns der Mangel an Entgegenkommen in so zahlreichen Fällen erscheine. Ich bitte Sie, mir hierüber Ihre Instruktionen zukommen zu lassen, bzw. mir mitzuteilen, ob ich gar in Ihrem Auftrage zu diesem Behufe eine Spezialaudienz verlangen sollte. Viel wage ich mir von einem solchen Schritte freilich nicht zu versprechen, da sicher die «bösen Militärs» wieder werden herhalten müssen, und ich an das Oberkommando nicht anders als durch das Ministerium gelangen kann.

Ich möchte nichts vernachlässigen, und doch bin ich auch dem «faire du zèle» sehr abgeneigt; aus unserem Verhältnisse zu den andern kriegführenden Staaten werden aber Sie, Herr Bundesrat, besser beurteilen können als ich, ob wir uns hier einer aussergewöhnlichen Situation gegenüber befinden, welche besondere Vorstellungen rechtfertigt, oder ob an allen Fronten der gleiche zum mindesten scheinbare Mangel an gutem Willen herrscht, so dass man eben in mühsamen Kampfe jede Angelegenheit für sich, so gut oder schlecht es eben geht, durchfechten soll.

ANNEXE

E 2001 (B) 1, 95

Wien, 1. und 3. Februar 1916

Als Ergebnis der am 1. und 3. Februar 1916 in Wien über den gegenseitigen Ausfuhrverkehr zwischen der Schweiz und Österreich-Ungarn abgehaltenen Besprechungen wird Folgendes niedergelegt:

I.

Das im August 1915 bezüglich des gegenseitigen Ausfuhrverkehrs zwischen der Schweiz und Österreich-Ungarn abgeschlossene Übereinkommen[1] ist bis auf die Lieferung der 3000 Waggons Bannware mit dem 31. Dezember 1915 erfüllt. Hierbei wird schweizerischerseits anerkannt, dass die österreichisch-ungarischerseits übernommene Verpflichtung zur Freigabe von Zucker vollständig erfüllt ist. Da jedoch Österreich-Ungarn aus diesem Abkommen nur 382 Waggons mit 5741 t Reis, 40 Waggons mit 400 t Teigwaren, 5 Waggons mit 80½ t Schweinefett und 11 Waggons mit 155 t Kokosfett, sohin im ganzen 438 Waggons mit 6376,5 t Bannwaren erhalten hat, wird die Frage, ob und inwieweit aus diesem Abkommen schweizerischerseits auf Grund bereits ausgestellter oder noch zu erteilender Ausfuhrbewilligungen die weitere Ausfuhr von Lebensmittelbannwaren nach Österreich-Ungarn freizugeben ist, weiteren Verhandlungen vorbehalten.

II.

Österreichisch-ungarischerseits wird Bereitwilligkeit erklärt, zur Deckung des schweizerischen Zuckerbedarfes die Ausfuhr von 1000 Wagen à 10000 kg Zucker aus Österreich zu bewilligen; ausserdem wird, falls schweizerischerseits dafür Interesse besteht, die Erteilung der Ausfuhrbewilligung für rund 500 Wagen à 10000 kg angeboten, die aus einer aus Hamburg zurückbezogenen

1. *Cf. n° 143, Annexe.*

österreichischen Export-Rohzuckersendung durch Raffinierung in Österreich zu gewinnen wären. Die Erteilung der Ausfuhrbewilligungen für diese beiden Zuckermengen würde auf schweizerischen Regierungsantrag in zehn gleichen Monatsraten, beginnend ab 1. Februar 1916, zu erfolgen haben.

Vorstehendes Zugeständnis wird österreichisch-ungarischerseits an die Bedingung geknüpft, dass für diesen Zucker schweizerischerseits auf Regierungsantrag Reis und Teigwaren in gleichen Gewichtsmengen oder Fette und Öle im Verhältnisse von 4:1 zur Ausfuhr freigegeben werden. Gegebenenfalls behält man sich österreichisch-ungarischerseits vor, im Austausch für Zucker im Rahmen der beizeichneten Mengen auch andere als die erwähnten Waren zur Freigabe zu beantragen und nach der Liberierung der ersten Monatsrate Zucker die zweite und die nachfolgenden Raten erst dann freizugeben, wenn die entsprechende Menge der Austauschwaren eingeführt worden ist.

Schweizerischerseits wird vorstehendes Anbieten mit den daran geknüpften Bedingungen zur Kenntnis genommen und Einverständnis dazu erklärt, dass der Bezug von Zucker auf Grundlage eines Warenaustausches im Sinne des österreichisch-ungarischen Vorschlages stattfinde; das vorgeschlagene Austauschverhältnis von Zucker zu Reis wie 1:1 erscheine jedoch nicht annehmbar, so dass eine endgültige Stellungnahme der Schweiz erst nach weiterer Prüfung stattfinden könne.

III.

Zur Erleichterung des Austauschverkehres mit anderen Waren sollen nachstehende Artikel im Wege gegenseitiger Gutschrift mit monatlicher Abrechnung nach dem Werte zur Ausfuhr bewilligt werden, soweit nicht Rücksichten auf die Deckung des heimischen Bedarfes, militärische Erfordernisse oder sonstige Bindungen eine Freigabe im einzelnen Falle nicht möglich erscheinen lassen.

Aus der Schweiz zu beziehende Waren:

a) Ohne Erfordernis eines Regierungsantrages:

Metalle, Roh- und Altkautschuk, Zylinderöl, Vaselin, Gerbstoffe, Tiegelgraphit, Harze, Schwefel, Baumwolle, Wolle und Waren daraus, soweit letztere für Heeresbedarf oder zur Versorgung der breiten Massen geeignet sind, Käse, Zwieback.

b) Mit Erfordernis eines Regierungsantrages:

Kondensmilch, Schokolade, Fleischkonserven, Zuchtvieh.

Schweizerischerseits wird hierzu der Vorbehalt gemacht, dass bei Kondensmilch und Schokolade der darin verarbeitete Zucker als solcher zurückerstattet werden müsse und bei Kondensmilch der nach Abzug des Zuckerwertes verbleibende Rest zu verrechnen wäre, ebenso könne die Ausfuhr von Zuchtvieh, abgesehen von dem üblichen Grenzverkehr, nur im Austausch gegen Zucker in Aussicht gestellt werden.

Hiezu wird österreichisch-ungarischerseits Stellungnahme für jenen Zeitpunkt vorbehalten, wo über die Zuckerfrage überhaupt eine Einigung erzielt werden wird.

Aus Österreich-Ungarn zu beziehenden Waren:

Eisen in allen Formen und Gattungen, Holz, Braunkohle, Mineralölprodukte, Kaolin, Giessereigraphit, Pottasche, Kälbermagen.

Die im Sinne des Punktes III erteilten Ausfuhrbewilligungen werden schweizerischerseits dem k.k. und dem königl. ungarischen Finanzministerium, und die von den genannten zwei Zentralstellen ausgefertigten Ausfuhrbewilligungen der Handelsabteilung des Schweizerischen Politischen Departements in Abschrift zugemittelt. Ausserdem werden Monatsabrechnungslisten gegenseitig ausgetauscht.

IV.

Insofern Ausfuhrbewilligungen für andere Waren verlangt werden, die ohne Gegenleistung nicht freigegeben werden können, wird die Entscheidung über die zu leistende Kompensation der fallweise zu führenden Verhandlung vorbehalten.

V.

Österreichisch-ungarischerseits wird darauf aufmerksam gemacht, dass die glatte Abwicklung der vorerwähnten Austauschgeschäfte durch Beistellung schweizerischer Waggons für die aus Österreich-Ungarn abzutransportierenden Waren wesentlich erleichtert werden könnte.

VI.

Es besteht Einvernehmen, dass hinsichtlich der Kontrolle des Verbleibens und der Verwendung österreichischer und ungarischer Waren in der Schweiz im Bedarfsfalle wie bisher die Treuhandstelle in Zürich in Anspruch genommen werden wird.

VII.

Zur Frage der Ermöglichung eines Veredelungsverkehrs wird schweizerischerseits unter Erklärung der grundsätzlichen Bereitwilligkeit darauf hingewiesen, dass bei den gegenwärtigen Verhältnissen ein solcher Verkehr in Textilstoffen nicht möglich erscheint, während er in Metallen nach deutschem Muster durchführbar wäre. Österreichischerseits wird bei diesem Anlasse um besondere Berücksichtigung des Stickereiveredlungsverkehrs im Grenzgebiete gebeten.

VIII.

Da bezüglich der Punkte III bis VII bis auf den Austausch von Kondensmilch, Schokolade und Zuchtvieh volles Einvernehmen erzielt ist, obwaltet kein Anstand, dass die vorstehenden Bestimmungen beiderseits provisorisch gehandhabt werden.

185

E 27, Archiv-Nr. 13561

Le Général U. Wille
au Chef du Département politique, A. Hoffmann [1]

Copie
L

Bern, 29. Mai 1916

Ich habe gleich nach unserer Unterredung vom 24. Mai den Generalstabschef veranlasst, den Herrn Pageot zu sich einzuladen und dabei ausdrücklich an-

---

1. *Note manuscrite du général U. Wille en tête du document:* Dem Herrn Generalstabschef zur Kenntnisnahme. Ich bitte nochmals die grösste Vorsicht bei der Unterhaltung zu beobachten, *nichts Positives* zuzugestehen, von allgemeinen Redensarten, nichts, was den Charakter eines Plans des Zusammenoperierens trägt. Was ich in diesem Memorial als Endziel dargelegt habe, ist ganz gewiss richtig, auch wenn das, was ich über die Genesis gesagt, unrichtig ist.

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armés suisse, Th. v. Sprecher, ajoute dans une note: Der grundlegende Irrtum dieser Darstellung ist, dass Pageot nicht an mich herangetreten ist mit dem Angebot der Hilfe, sondern mir von einer Ansammlung deutscher Truppen gesprochen hat. Die Besprechung betr. eventueller Hilfe ging, nachdem ich dem General davon gesprochen hatte, *von mir aus.* Bundesrat Hoffmann hat mir dann erklärt, Frankreich sei daraufhin gleich viel entgegenkommender geworden. Pageot hat in Eröffnung, wie ich nicht anderer Annahme, sofort Decoppet mitgeteilt.

zugeben, dass ich ihn dazu beauftragt hätte. Ich hoffe damit dem von Ihnen gefürchteten Eindruck meiner dilatorischen Antwort an Pageot vorgebeugt zu haben.

Da die Politik nicht meines Amtes ist und ich mich mit der Wahrung unserer Neutralität nur soweit zu befassen habe, wie das Heer dafür notwendig ist, und da dies im vorliegenden Falle, obgleich es sich nur um militärische Abmachungen handelt, nicht ganz zutrifft, so habe ich mich sofort Ihrem Wunsch unterzogen und, wie erwähnt, den Generalstabschef beauftragt, zu weiteren Verhandlungen den Herrn Pageot zu sich kommen zu lassen.

Zum Schluss unserer Unterredung habe ich Ihnen erklärt, dass Oberstkorpskommandant von Sprecher da eine sehr schwere Aufgabe erhalte und ich vorher mit ihm des eingehendsten darüber sprechen werde. Es sei gestattet, Ihnen das darzulegen.

Als vor ungefähr drei Wochen der Herr Pageot auf dem Generalstab erschien mit der Behauptung, Deutschland plane, durch unser Gebiet die französische Flanke zu gewinnen, war die selbstverständliche Antwort darauf die Frage, wie sich Frankreich dann verhalten werden, ob wir dann auf ein Kooperieren mit der französischen Armee rechnen könnten. Zu dieser Frage, in der die Erklärung der Bereitwilligkeit lag, in diesem Fall mit Frankreich gemeinsame Sache zu machen, waren wir berechtigt und verpflichtet; es lag darin nichts, was uns von der andern Seite als Aufgeben der strikten, unbefangenen Neutralität und was uns von der Bundesversammlung als Verletzung des Eides, die Neutralität unseres Landes zu wahren, zum Vorwurf gemacht werden könnte.

Als auf diese Anfrage die zustimmende Antwort von Frankreich erfolgte, musste aber die Sache solange, bis Deutschland tatsächlich Miene machte, unsere Neutralität zu verletzen, gänzlich ruhen gelassen werden. Wenn wir jetzt auf irgendwelche weiteren Verhandlungen, die die Ausführung näher präzisieren, die die beiderseitigen Rechte und Pflichten festsetzen etc. etc., eintreten, so verletzen wir dadurch unsere Pflicht unbefangen strikter Neutralität; wir treten dadurch zu diesem Nachbar in ein besonderes Freundschafts- und Vertrauensverhältnis, das in der Folge die unheilvollsten Komplikationen für unser Land nicht bloss haben kann, sondern ganz sicher auch haben wird. Daran ändert gar nichts, dass wir das nicht wollen und dass wir glauben, wir dürften, ohne Gefahr für uns, uns mit dem einen Nachbar in nähere Abmachungen einlassen, bevor uns direkte Gefahr vom andern droht, oder dass wir sogar glauben, wir könnten dadurch unsere allgemeine Situation verbessern.

Mit diesen Darlegungen stehe ich in voller Übereinstimmung mit dem, was ich bei Übernahme des Kommandos als meine Auffassung meiner Aufgabe vorgelegt habe.

Der Besuch des Herrn Pageot, bei welchem er um die Bezeichnung der zwei Delegierten für die nähern Besprechungen bat, hatte offensichtlich den Zweck, das herbeizuführen, worauf wir im Interesse unserer Unabhängigkeit und Würde, und sogar im Interesse unserer staatlichen Existenz, nicht eintreten dürfen und auf das durch die uns bereiteten Einfuhrschwierigkeiten und durch die Hatz in der welschen Schweiz hingearbeitet wird. Wir sollen in absolute Abhängigkeit, oder

euphemistisch ausgedrückt, in innige Interessengemeinschaft mit den Entente-Mächten gebracht werden.

Es ist dies nichts anderes, als was seit Beginn des Krieges mit mehr oder weniger gutem Erfolg gegenüber allen kleinen und mittleren Staaten unternommen wurde. Bei uns kommt noch ein besonderer Grund und ein besonderer Zweck hinzu. Die Schweiz ist seit Ausgang des Mittelalters immer in einem Abhängigkeitsverhältnis zu Frankreich gestanden; dieses Verhältnis aufrechtzuerhalten, gehört zu den Überlieferungen der französischen Diplomatie, welches auch die augenblickliche Regierungsform ist. Erst in neuerer Zeit hat dieses Verhältnis aufgehört, nicht etwa weil die französische Regierung anfing, ihre traditionelle Politik gegenüber unserem Lande zu vernachlässigen, sondern weil unsere Bundesregierung gegenüber dem Föderalismus erstarkte und in Zusammenhang damit überhaupt mehr Selbstgefühl bekam und anfing, selbständige Politik zu betreiben. Eine starke Minderheit in unserem Lande war aber nie mit dem Abstreifen der französischen Oberherrschaft einverstanden, teils aus Rassenzusammengehörigkeitsgefühl, teils aber auch, weil sie meinte, dass sie sonst zur nichts bedeutenden Minderheit herabgedrückt würde, aus welchem Grunde ihre Anhänger auch Föderalisten «à outrance» sind und systematisch auf die Ohnmacht der Bundesregierung hinarbeiten!

Planvolle Arbeit zur Wiederaufrichtung der französischen Suprematie und zur Stärkung des Föderalismus hat schon lange vor dem Krieg ihren Anfang genommen; der Krieg, der die Rasseninstinkte aufrührte, viel Ungemach und Unzufriedenheit und nervöse Unrast verursachte, erschien nur als der geeignete Moment, um jetzt den Sieg zu erkämpfen. Planvoll und mit Energie ist auf dieses Ziel hingearbeitet worden. Kein vernünftiger und ehrlicher Mensch kann sich dem frommen Wahn hingeben, die Oberstenaffäre sei aus einem andern Motive, als nur um die Macht in die Hände zu bekommen, lanciert worden! Ob Frankreich bei allem die Hand mit im Spiele hatte, wie viele behaupten, ist ganz gleichgültig, um richtig zu beurteilen, dass heute Frankreich offen auf den Plan tritt. Es kann gar nicht verkannt werden, dass je vollkommener wir auf das eingehen, was der Besuch des Militärattachés Pageot bei mir bezweckte, desto vollkommener auch die Opposition gegen Bundesrat und Armeeleitung zum Verschwinden zu bringen ist. Frankreich tritt jetzt gewissermassen als Retter aus unserer schweren innerpolitischen Situation auf. Wenn ich auch gerne annehmen will, dass Frankreich keinerlei Anteil hatte an der Aufregung des Rassenhasses in unserem Lande und an der aus dieser emporgewachsenen Hatz gegen Bundesrat und Armeeleitung, so scheint mir doch zweifellos, dass sein jetziges Eingreifen planvoll vorbereitet worden ist. Während der grossen Hatz, in der der Armeeleitung Landesverrat zugunsten des Gegners Frankreichs und dem Bundesrat schwächliche Nachsicht gegenüber diesem Treiben vorgeworfen wurde, überraschte das offizielle Frankreich durch ganz besonders hervortretendes Wohlwollen gegenüber unserer Regierung und gegenüber unserer Armeeleitung. Es wurde bei jedem Anlass uns versichert und bewiesen, dass Frankreich unseres Landes aufrichtiger Freund sei und voll rückhaltlosem Vertrauen in die Loyalität nicht bloss des Bundesrates, sondern auch aller an der Spitze der Armee stehenden Personen. Mit solchen

überschwenglichen Versicherungen begann auch der Herr Pageot seine Unterredung vom 24. Mai mit mir.

Es ist gar nicht zu leugnen, dass der Moment, um uns wieder in das alte Abhängigkeitsverhältnis zu bringen, gut gewählt war. Auf der einen Seite unsere Einfuhrschwierigkeiten und auf der andern Seite unsere innerpolitischen Zustände. Den schweren Sorgen wegen dem einen wie dem andern ist mit einem Schlage abgeholfen, sobald der Herr Pageot seiner Regierung melden kann: es ist eine Verständigung mit der schweizerischen Armeeleitung erfolgt, die ein Defensivbündnis ist und aus der mühelos sich das weitere entwickeln wird. Es fragt sich nur, ob das im Interesse unseres Landes liegt. Das muss nüchtern und unbeeinflusst von persönlicher Sympathie und dem Vorteil des Augenblicks erwogen werden.

Wenn zweifellos am Schluss des Krieges das erreicht ist, wofür England diesen Krieg von langer Hand durch seine Einkreisungspolitik vorbereitet und herbeigeführt hat: die wirtschaftliche Vernichtung Deutschlands, dann kann es vielleicht ganz vorteilhaft sein, wenn wir uns jetzt schon der Entente in die Arme werfen; nur müssen wir das klug einrichten, damit wir nicht gleich Belgien, Serbien und Montenegro dafür während des Krieges büssen müssen.

Aber einstweilen hat es nicht den Anschein, dass das englische Kriegsziel je erreicht werden könnte, und ganz zweifellos ist, dass wenn es auch bis zu einem gewissen Grad erreicht werden könnte, Deutschland doch nach relativ kurzer Zeit sich wirtschaftlich wieder erholt haben wird und dann auch wieder als Militärmacht gerade so gross dastehen wird wie jetzt.

Im übrigen ist das Ziel der Hatz, die den jetzigen traurigen Zustand in unserem Lande wohlüberlegt herbeigeführt hat, nicht allein nur die Suprematie Frankreichs, sondern überhaupt die Ohnmacht der Bundesregierung. Föderalismus in höchster Potenz, so wie ihn diese Leute herbeiführen wollen, ist gleichbedeutend mit der Vernichtung unseres Staates.

Es ist daher selbstverständlich, dass in gar keiner Richtung auf das eingetreten werden darf, was durch die von Frankreich gewünschte Besprechung herbeigeführt werden soll, und es denkt ja auch gar niemand daran. Der Herr Generalstabschef kann im wesentlichen gar nichts anderes antworten, als was ich dem Herrn Pageot schon gesagt habe: Unsere aufrichtige Dankbarkeit für die Bereitwilligkeit, uns zu Hilfe zu kommen, sobald *wir um diese Hilfe ansuchen,* wenn Deutschland in unser Land einmarschiert. In der Hauptsache wird diese Hilfe darin zu erblicken sein, dass die Franzosen auf ihrer Seite unserer Grenze sofort energisch die Offensive aufnehmen, das entlastet uns am ehesten. Weitere Stipulationen sind einstweilen zwecklos, zu diesen ist reichlich genügend Zeit, wenn die Sache aktuelle Bedeutung bekommt, was einstweilen nicht gefürchtet zu werden braucht. Einstweilen berechtigt nichts zu der Annahme, Deutschland werde nicht ganz gleich wie Frankreich mit der grössten Gewissenhaftigkeit unsere Neutralität und staatliche Unabhängigkeit respektieren.

Ich bin der Ansicht, man soll die französischen Delegierten darlegen lassen, was der französische Generalstab meint und will. Denn je offener er seine Gedanken und Pläne darlegt, desto bestimmter muss er sich auch darüber

äussern, was er von uns erwartet und was er uns dafür bietet, desto mehr nehmen die Abmachungen den Charakter der Verständigung über ein *Defensivbündnis* an. Je mehr man Frankreich veranlasst, sich auszusprechen, desto schwerer ist schliesslich, keinerlei Verpflichtungen (wenn auch nur mündlich) einzugehen und es doch fertigzubringen, dass die Abgesandten nicht mit sehr erkalteter Freundschaft für uns abreisen.

Wir sind nicht gross und stark genug, dass uns gleichgültig sein kann, wenn die mit den besten Absichten hieher gekommenen Abgesandten unseres grossen Nachbars durch unsere abweisende Kälte verärgert wieder zurückkehren, und noch viel weniger dürfen wir uns erlauben, mit Machiavellischer Moral mit unseren Nachbarn zu verkehren.

Der Herr Generalstabschef hat da eine sehr schwere Aufgabe, zwischen Scylla und Charybdis durchzukommen; damit, dass nichts schriftlich niedergelegt wird, ist den Gefahren dieser Unterhaltung nicht vorgebeugt.

Ich habe den Herrn Generalstabschef von meiner vorstehend dargelegten Auffassung des genauesten unterrichtet und hoffe, dass es ihm gelingt, Frankreich nicht böse zu machen und doch nicht zu verabreden und zuzugestehen, was von uns erwartet wird.

186

E 2001 (B) 1, 95

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

N H. 10650. Bern, 8. Juni 1916

Erhaltenem Auftrag zufolge beehrt sich die Gesandtschaft, dem Schweizerischen Politischen Departement folgendes mitzuteilen:

Es ist der Schweizerischen Regierung bekannt, dass die Entente-Mächte die wirtschaftliche Erdrosselung des Deutschen Reiches entgegen allem Völkerrecht dadurch durchzuführen suchen, dass sie den neutralen Staaten, unter Androhung der Absperrung aller wesentlichen Zufuhren, Beschränkungen auferlegen, die deren Handel behindern und in vielen Fällen lahmlegen, ja die sogar den Lebensunterhalt der Bevölkerung dieser Staaten in Frage stellen.

Die auf Verlangen der Entente-Mächte in der Schweiz gegründete S.S.S. verfolgt den angeblichen Zweck, der Schweiz alle zur Aufrechterhaltung ihres wirtschaftlichen Lebens erforderlichen Zufuhren zu sichern. In Wahrheit aber ist der Erfolg dieser Gesellschaft, dass dem schweizerischen Handel mit den Zentralmächten Fesseln angelegt werden, die den legitimen Verkehr mit denselben auf ein Mindestmass beschränken und namentlich die Ausfuhr aller derjenigen Erzeugnisse völlig unterbinden, welche die Zentralmächte nicht selbst erzeugen und auf deren Bezug aus dem Ausland sie daher angewiesen sind.

Doch nicht genug damit, suchen die Entente-Mächte neuerdings, die geringen Freiheiten, welche nach den S.S.S.-Bestimmungen der Schweiz verblieben,

dadurch hinfällig zu machen, dass dem schweizerischen Handel neue schwerwiegende Beschränkungen – stets nach dem gleichen System der Bedrohung – auferlegt werden, die der Schweiz auch die Ausfuhr ihrer wichtigsten *eigenen* Erzeugnisse an die Zentralmächte unmöglich machen. Es sei hier nur erinnert an die neuen Erschwerungen in bezug auf Baumwollgarne und -gewebe sowie Schokolade.

So ist die Schweiz durch das Bestreben der Entente, die Zentralmächte durch Absperrung von wesentlichen Zufuhren wirtschaftlich auf die Knie zu zwingen, selbst in eine äusserst schwierige Lage geraten, die noch dadurch ausserordentlich verschärft wird, dass die Entente ihre Zusage, ihrerseits die Schweiz mit allen erforderlichen Erzeugnissen zu versehen, nicht einhalten kann, weil sie selbst die allerwesentlichsten derselben nicht abgeben kann, aber auch der Schweiz die Mittel vorenthält, sich diese Erzeugnisse im Austauschwege bei den Zentralmächten zu beschaffen.

Auf der anderen Seite sind die Bestände und die Möglichkeit der Erzeugung gewisser Waren im Deutschen Reich auf ein Mass zurückgegangen, das – wenn auch keinerlei Gefahr für die Volksernährung und die Aufrechterhaltung der wichtigsten Betriebe besteht – doch die Kaiserliche Regierung zwingt, alle Massregeln zu ergreifen, die einer solchen Gefahr auch für die Zukunft vorbeugen.

Die Kaiserliche Regierung sieht sich daher vor die Notwendigkeit gestellt, den Umfang ihrer Ausfuhr nach neutralen Ländern davon abhängig zu machen, dass diese Länder ihrerseits dem Deutschen Reich die Aufrechterhaltung der bisherigen Ausfuhr durch angemessene Zufuhren von Erzeugnissen ermöglichen, die zum Lebensunterhalt der an der Erzeugung der Ausfuhrwaren beteiligten Bevölkerung erforderlich sind und die bei der Erzeugung der Ausfuhrwaren und der Beförderung der Aus- und Durchfuhrwaren verbraucht werden.

Dabei muss die Kaiserliche Regierung gezwungenermassen die Verteilung der zur Ausfuhr verfügbaren Erzeugnisse auf die einzelnen neutralen Staaten in dem Masse vornehmen, wie diese Staaten den ihnen durch die Entente-Mächte auferlegten Beschränkungen Widerstand leisten, indem sie die Zufuhr von «Bannware» nach Deutschland ermöglichen und gestatten.

Die Kaiserliche Regierung sieht sich daher gezwungen, die Ausfuhr deutscher Erzeugnisse nach der Schweiz im bisherigen Umfange davon abhängig zu machen, dass auch die Ausfuhr aus der Schweiz nach Deutschland vollkommen in der bisherigen Handhabung weitergeht, insbesondere der in der Schweiz lagernde deutsche Besitz an Lebens-, Genuss- und Futtermitteln aller Art sowie an Maschinenölen, innerhalb einer kurzen Frist zur Ausfuhr nach Deutschland gelangt. Dieser Besitz, soweit er bereits zur Ablieferung gelangt ist, wurde bei den zuständigen schweizerischen Behörden angemeldet.

Fernerhin muss die Kaiserliche Regierung darauf bestehen, dass der sich auf etwa 35000 Ballen belaufende in der Schweiz lagernde deutsche Besitz an Rohbaumwolle und der nach Artikel 10c Ziff. 5 und 6 der S.S.S.-Bestimmungen zulässige Export von Baumwollgarnen und Baumwollgeweben sowie der geringe Besitz an verschiedenen Metallen ebenfalls baldigst freigegeben wird.

Die Kaiserliche Regierung darf darauf hinweisen, dass Deutschland im Ver-

trauen auf die erteilten Zusagen ganz erhebliche Vorleistungen gemacht hat, deren Wert sich auf etwa 16 500 000 Franken beläuft.

Diese Schuld könnte in der Weise abgewickelt werden, dass der deutsche Besitz in der Schweiz zunächst bis zur Tilgung derselben in drei Monatsraten zur Ausfuhr gelangt, wobei die Wahl der zum Abstransport gelangenden Waren der Kaiserlichen Regierung überlassen bleibt.

Sobald die schweizerische Schuld abgetragen sein wird, erfolgt eine globale Verrechnung in der Weise, dass die verbleibenden deutschen Bestände in der Schweiz nach Massgabe der deutschen Gegenleistungen seitens der Schweizerischen Regierung freigegeben werden.

Alle Absprachen in bezug auf die als Kompensation zu verrechnenden Waren sowie auf die Verrechnungsverhältnisse sollen dabei unverändert in Kraft bleiben.

Mit Hinsicht auf die von anderen neutralen Staaten an sie herantretenden, ausserordentlich hohen Anforderungen muss sich die Kaiserliche Regierung in allerkürzester Frist volle Klarheit darüber verschaffen, in welchem Verhältnis und in welchen Mengen sie – unter Berücksichtigung der erzielbaren Gegenleistungen – ihre zur Ausfuhr verfügbaren Bodenschätze und industriellen Erzeugnisse in Zukunft den einzelnen neutralen Staaten zuführen kann.

Sie würde deshalb nach Ablauf von zwei Wochen für die Schweiz bestimmte Waren behufs anderweitiger Verwendung zurückhalten müssen, glaubt indes annehmen zu dürfen, dass bis dahin die Ausfuhr aus der Schweiz in der oben angegebenen Weise gehandhabt werden wird.

Die Kaiserliche Regierung erkennt voll und ganz das weitgehende Entgegenkommen an, welches die Schweizerische Regierung stets bewiesen hat. Wenn sie trotzdem heute auf einer schleunigen Abstellung der neuerdings bei der Erteilung von Ausfuhrbewilligungen eingetretenen Erschwerungen bestehen muss, so ist dies in den Verhältnissen begründet, welche die Entente durch ihre völkerrechtswidrigen Massnahmen geschaffen hat.

187

E 2200 Washington 9/1

La Division des Affaires Etrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie de réception
T

Bern, 16. Juni 1916

Wir legen Wert darauf, von eventueller Fühlung Wilsons mit anderen Staaten betreffend Anerbieten guter Dienste für Frieden genau unterrichtet zu werden, damit, wenn etwas geschieht, wir auch mitgenommen werden.

188

E 2001 (B) 1, 95

L'Ambassade de France à Berne au Département politique

Copie
N

Berne, 19 juin 1916

Le 3 avril dernier[1], le Gouvernement suisse a bien voulu communiquer aux Représentants des Gouvernements alliés à Berne, une liste des marchandises que la Suisse demande pour ses besoins industriels à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie pour les six mois qui suivent. Le Gouvernement suisse indique que, quoique ces produits soient disponibles à l'exportation de ces pays, et soient d'un intérêt capital pour la vie économique de la Suisse, les Gouvernements allemand et austro-hongrois refusent néanmoins d'autoriser l'importation en Suisse de ces marchandises, à moins que le Gouvernement suisse ne leur fournisse, en échange, non seulement une grande partie de produits d'origine suisse, mais aussi une certaine quantité de marchandises que la Suisse a pu, elle seule, ou pourra seule obtenir des pays alliés ou par leur intermédiaire. En conséquence, le Gouvernement suisse demande aux Gouvernements alliés de consentir à ce que les stocks de marchandises importées appartenant aux Gouvernements allemand et austro-hongrois et actuellement en Suisse servent à des échanges, ou de permettre, à l'effet d'échange, l'importation de marchandises en Suisse au-delà des contingents existants. De plus, le Gouvernement suisse désire obtenir d'Allemagne des matières premières (Material) commandées par le Ministère de la Guerre suisse et sollicite des facilités pour les obtenir par voie d'échange d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie.

En présentant cette demande, le Gouvernement suisse se réfère à la correspondance qui a eu lieu entre lui et les Représentants des Gouvernements alliés, au moment où les statuts de la S.S.S. ont été approuvés.

En conséquence, les Gouvernements Alliés désirent rappeler les circonstances dans lesquelles cette correspondance a été échangée et les vues qu'ils avaient eues alors et qu'ils ont encore maintenant sur la question des échanges. Au cours de toutes les négociations qui ont eu lieu pour la création de la Société, le Gouvernement Fédéral a insisté sur la nécessité dans laquelle il se trouvait d'avoir la faculté de délivrer des licences à l'effet d'échange avec les Empires du Centre, pour l'exportation de certains produits d'origine suisse. Les Gouvernements Alliés, de leur côté, ont en conséquence refusé de reconnaître le principe de tels échanges et la création de la Société en a été ainsi retardée considérablement. Finalement on est arrivé à un accord d'après lequel:

a) Les projets de statuts de la Société étaient acceptés par le Gouvernement suisse.

---

1. *Cf. n° 181.*

b) Les Gouvernements Alliés mettaient à la disposition du Gouvernement Fédéral à l'effet d'échange 3848 wagons chargés de marchandises à ce moment en Suisse et qui constituaient la propriété du Gouvernement ennemi.

c) La question des échanges futurs était laissée entièrement ouverte.

En acceptant cet arrangement (note du 22 septembre 1915)[2], le Gouvernement Fédéral écrivait ce qui suit aux Représentants des Gouvernements Alliés:

«Le Conseil Fédéral compte fermement qu'au sens du chiffre 3 de la lettre confidentielle et de la note verbale du 14 septembre, les négociations prévues sur les échanges ultérieurs seront animées, comme elles l'ont été jusqu'ici, d'un esprit d'équité et de bon vouloir, de telle sorte que la Suisse soit en état de se procurer ce dont elle a besoin pour sa vie économique».

Les Représentants des Gouvernements Alliés ont répondu ce qui suit (note du 4 octobre 1915)[3]:

«(ils) ne peuvent que réitérer au Gouvernement Fédéral l'assurance des sentiments de large bienveillance qui présideront toujours à l'interprétation des règles établies.»

La seule clause du règlement définitif de la Société qui s'occupe des échanges, se trouve dans l'article XI des «Règlements Intérieurs» et est ainsi conçue:

«Les marchandises importées en Suisse par l'intermédiaire de la S.S.S. ne pourront pas devenir une matière d'échanges avec d'autres pays. Les arrangements à prévoir à ce sujet devront faire l'objet dans chaque cas spécial de négociations entre les Gouvernements.»

Il s'ensuit ainsi que les Gouvernements Alliés se sont engagés à interpréter cette clause dans un esprit de bienveillance, mais il ressort aussi bien des circonstances qui ont inspiré l'échange des notes indiquées ci-dessus que du texte des documents eux-mêmes, que les Gouvernements Alliés, malgré les représentations du Gouvernement suisse, ne se sont pas engagés eux-mêmes et ne se sont pas engagés même en principe, soit verbalement ou moralement, à autoriser que des marchandises quelconques soient importées en Suisse pour être échangées avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Les Gouvernements Alliés, ne peuvent pas admettre qu'un pays neutre dépendant économiquement dans une certaine mesure d'un pays bloqué, soit autorisé en quelque manière dans cette mesure ou dans une mesure moindre à recevoir de la part de ces Gouvernements des facilités pour obtenir des marchandises de ce pays bloqué; mais ils apprécient les difficultés en face desquelles se trouve la Suisse par suite de la conduite singulière des Gouvernements allemand et austro-hongrois, et ils sont heureux de déclarer qu'ils sont disposés à engager des négociations avec le Gouvernement suisse au sujet de ces échanges mentionnés dans la note du 3 avril.

Ils ont confiance que le Gouvernement suisse reconnaîtra d'une part le caractère exceptionnel de cette décision, et d'autre part, le fait que cette conces-

---

2. *Cf. n.° 153.*
3. *Cf. n° 154.*

sion les exposera aux reproches à la fois des pays neutres qui ne reçoivent pas un pareil traitement et des Chambres devant lesquelles ils sont constitutionnellement responsables, si une communication ne les met pas à même de déclarer qu'ils se sont convaincus de l'existence de motifs justifiant la nature et l'extention des échanges proposés.

Ils se permettent de faire remarquer qu'il leur sera impossible de poursuivre des négociations, ou de justifier tout arrangement qui pourrait être conclu si le Gouvernement suisse ne leur témoigne pas une entière confiance, leur établissant avec des chiffres à l'appui, à la fois les quantités de matières importées et de produits indigènes que la Suisse a, et a eus à sa disposition, les destinations vers lesquelles ces marchandises ont été exportées et les quantités de marchandises qu'elle a reçues en retour de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, ainsi que la base sur laquelle ont été effectués ces échanges avec ces pays. Les Gouvernements Alliés ont remarqué que le Gouvernement suisse a dernièrement cessé la publication normale des statistiques douanières, mais ils estiment qu'un préliminaire indispensable aux négociations proposées doit être la production confidentielle des chiffres s'appliquant à chaque mois depuis le 1er janvier 1915 et des chiffres dont le cours de la discussion pourrait rendre la production nécessaire en distinguant «le Commerce spécial», «le Commerce par entrepôt» et «les marchandises ne faisant que traverser la Suisse».

1) Importations suisses de toutes provenances avec indication de ces provenances.

2) Exportations suisses pour toutes destinations, avec indication des destinations.

3) Détails sur la base et l'étendue des échanges avec les Empires du Centre, en ce qui concerne «le Commerce spécial», «le Commerce par entrepôt» et les marchandises en transit, en indiquant séparément les échanges effectués avec les 3848 wagons de marchandises placées à la disposition du Gouvernement Fédéral en septembre 1915.

Les Gouvernements Alliés demandent aussi la production de la liste des stocks actuellement en Suisse et appartenant aux Gouvernements allemand et austro-hongrois auxquels il est fait allusion au paragraphe antépénultième de la note verbale du 3 avril.

Le Gouvernement suisse a sans nul doute fait tous ses efforts pour se procurer ailleurs qu'en Allemagne et en Autriche-Hongrie les articles qu'il désire maintenant être autorisé à se procurer dans ces pays; l'examen de la requête du Gouvernement suisse sera accéléré s'il veut bien fournir aux Gouvernements Alliés les renseignements sur les autres sources d'approvisionnements qu'il a pu obtenir.

Les Gouvernements Alliés supposent que le Gouvernement suisse sera disposé à accepter que toutes les marchandises qui peuvent être importées en Suisse, des Empires du Centre, en échange de réexportations pour eux faites de ces Empires, de marchandises importées elles-mêmes en Suisse d'un territoire ou à travers un territoire allié, ne seront pas employées de façon contraire aux intérêts des Alliés. Tout en se réservant de demander, à leur tour, au Gouvernement Fédéral telles

concessions qu'ils jugeront à propos en retour des facilités accordées pour les échanges réalisés, les Gouvernements Alliés n'hésitent pas à demander à ce Gouvernement de leur donner l'assurance qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer:

1) que ces marchandises seront soumises au contrôle de la S.S.S. et qu'elles seront traitées exactement sur le même pied que les marchandises importées d'un territoire ou à travers un territoire allié;

2) qu'elles seraient équitablement distribuées sous les auspices de la Société à ceux de ses membres qui en ont le plus besoin et ne seront pas refusées à certaines catégories de maisons telles que par exemple celles de la «liste noire» allemande.

189

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 33

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 17
Friedens- und Kriegsaussichten

Washington, 21. Juni 1916

Auf Ihr Kabel vom 16. Juni[1] habe ich am 20. Juni[2], ebenfalls chiffriert, geantwortet.

Als ich gestern, wegen der mexikanischen Situation, auf dem Staatsdepartemente vorsprach, fragte ich ganz beiläufig, ob kürzlich erschienene Zeitungsartikel, welche von kommendem europäischen Frieden sprechen (Beilage), vom Staatsdepartement inspiriert worden seien. Dies wurde energisch verneint. Präsident Wilson sehe den Moment noch nicht gekommen, um seine guten Dienste anzubieten.

Von meinen Kollegen sind die meisten schon von Washington weg, in ihre Sommerresidenzen gezogen. Immerhin habe ich in den letzten Tagen mit dem spanischen Botschafter und dem holländischen Gesandten sprechen können.

Ersterer hat, wie alle Neutralen, der hiesigen Regierung mehrfach mitgeteilt, dass sein Souverän bei etwaigen Friedensschritten gerne mitzumachen bereit sei. Man hat ihm höflich gedankt und ist niemals auf die Sache zurückgekommen.

Der holländische Gesandte, C. van Rappard, ist weitergegangen. Er versuchte, resultatlos, die Presse dahin zu beeinflussen, Artikel zu schreiben in dem Sinne, dass Wilson einen Aufruf an die Kriegführenden erlassen solle, Friedensdelegaten nach dem Haag zu senden. Ich nehme an, dass Rappard ähnliche Vorschläge auch dem Staatsdepartement unterbreitet hat. Jedenfalls weiss ich, dass er kürzlich den Privatsekretär des Präsidenten, Mr. Tumulty, eigens darum zum

1. *Cf. n° 187.*
2. *Non reproduit. Cf.* E 2200 Washington 9/1.

Essen eingeladen hat, um ihm, zwecks direkter Weiterleitung an Wilson, diesen Plan auseinanderzusetzen.

Die Idee meines Kollegen, für welche er, wie er mir sagte, aus eigener Initiative und ohne Auftrag, ja sogar ohne Wissen seiner Regierung arbeitet, hat vieles für sich.

Der Vermittler müsste eine Aufforderung an alle Kriegführenden erlassen, dahinlautend, sich zwecks Vorlegung von Friedensvorschlägen, gleichgültig welcher Art, an einem bestimmten Orte vertreten zu lassen. Gleichzeitig sollte, entgegen der diplomatischen Etikette, der Wortlaut dieser Aufforderung der ganzen Welt bekanntgegeben werden, so dass das grosse Volk imstande wäre, wenn nötig einen Druck auf widerspenstige Regierungen auszuüben. Während der Verhandlungen müsste Waffenstillstand eintreten.

Zu solchem Unterfangen braucht es einen wirklich grossen Mann, dem es gleichgültig ist, bei Fehlschlagen des Planes Spott zu ernten. Beim Gelingen wäre Weltruhm sein Lohn.

Wilson ist, meines Erachtens, nicht dieser Mann. Er fürchtet sich, trotz grossen Ehrgeizes, nicht nur vor dem Misserfolge bzw. dem Spott, sondern hauptsächlich davor, dass ein grosser Teil der amerikanischen Bevölkerung, welcher sich jetzt durch Kriegslieferungen bereichert, sein Einmischen übelnehmen würde. Dass er also irgendeinen Schritt vor den Novemberwahlen tun wird, ist unwahrscheinlich. Ob Wilson als Vermittler den Zentralmächten überhaupt genehm sein wird, ist eine offene Frage. Auch sein Verhältnis zu Grossbritannien ist heute nicht mehr so gut, wie es noch vor wenigen Wochen gewesen.

Wäre es nicht möglich, dass unser Bundespräsident diesen Schritt unternimmt, welchen ihm die ganze Welt, selbst wenn er fehlschlagen sollte, hoch anrechnen würde? Durch die grossen philanthropischen Taten, welche die Schweiz seit Kriegsbeginn vollbracht, sind aller Augen längst in Bewunderung auf unser Land gerichtet!

Der zweite Teil meines gestrigen Kabels sprach von der drohenden Möglichkeit eines Krieges mit Mexiko. Ob ein solcher beginnt, werden die nächsten Tage entscheiden. Bejahendenfalls dürfte Wilson alsdann als europäischer Friedensvermittler kaum mehr in Betracht kommen.

100 000 Mann der Nationalgarde aus allen Einzelstaaten sind schon vorgestern aufgeboten worden, um im Notfalle an die Grenze gesandt zu werden, damit die jetzt dort liegenden regulären Truppen ins Innere von Mexiko weitergesandt werden können. Nach bisheriger Gesetzensinterpretation wären diese Milizen nur auf dem Gebiete der Vereinigten Staaten zu verwenden; schon trachtet aber der Kongress, deren Verwendung auch ausser Landes zu ermöglichen. Die Miliztruppen werden nun während einiger Wochen in ihren respektiven Staaten gedrillt, denn wohl ein Drittel dieser Bürgergarde ist überhaupt noch niemals früher zu irgendeiner Übung einberufen worden. Ganze Regimenter sind daher heute noch ohne Waffen und Uniformen. In erster Linie würden wohl die Mannschaften aus den östlichen Staaten, New York, Pennsylvanien, Distrikt Columbia etc., wo bereits einigermassen geregelte Militärverhältnisse bestehen, verwendet werden. Gegenüber anderen Staaten wird man langsam vorgehen

müssen, auch das sich nicht so traurige Szenen wiederholen wie vor 14 Tagen beim Aufgebot der Nationalgarde des Staates Texas, wo einfach alles fehlte, von der Disziplin bis zu den Schuhen.

Es ist heute unmöglich vorauszusagen, was die nächste Zukunft bringen wird. Gestern ist neuerdings eine lange Note an Carranza abgegangen (Beilage), durch welche man angeblich hofft, den Krieg vermeiden zu können.

Aber was kommen muss, wird kommen! Der grosse amerikanische Wasserweg in Panama hat erst dann vollen Wert für die Vereinigten Staaten, wenn ihre Grenzen sich bis an den Kanal ausdehnen. Wenn auch die Vereinigten Staaten jetzt militärisch schlecht vorbereitet sind, so haben sie doch reichlich Mittel und Zeit, alles nachzuholen, und Carranza muss sehr wohl wissen, dass sein Kampf gegen die Vereinigten Staaten auf die Dauer aussichtslos ist.

190

E 2001 (B) 1, 95

Le Département politique à la Légation d'Allemagne à Berne

Copie
N

Bern, 21. Juni 1916

In Beantwortung der Verbalnote vom 8. dieses Monats[1] beehrt sich das Schweizerische Politische Departement, der Kaiserlich Deutschen Gesandtschaft Nachstehendes ergebenst mitzuteilen.

Niemand bedauert mehr als der Bundesrat, dass unter dem Zwang der Verhältnisse der wirtschaftliche Verkehr mit dem Deutschen Reiche sich nicht mehr frei abspielen kann, sondern dass ihm, soweit es sich wenigstens um Waren handelt, die aus den Ententestaaten oder im Transit durch dieselben in die Schweiz gelangen, Fesseln angelegt worden sind. Die Schweizerische Regierung gestattet sich immerhin, darauf aufmerksam zu machen, dass die Grundsätze, welche hierüber im Benehmen mit den Regierungen der Ententestaaten festgestellt und in den Statuten und Reglementen der S.S.S. niedergelegt worden sind, mit der Kaiserlichen Regierung vor dem Abschluss der auf die Gründung der S.S.S. bezüglichen Abmachungen besprochen und in der Vereinbarung mit der Kaiserlichen Regierung über den Ausfuhrverkehr, vom 10. September 1915, vorbehalten worden sind, dermassen, dass in Ziffer 1 ausdrücklich bestimmt wurde, dass für den Fall des Zustandekommens des Einfuhr-Trustes keinerlei Verpflichtungen für die Schweiz besteht, die sich mit den Bestimmungen des Trustabkommens nicht vereinbaren lassen. Die Kaiserliche Regierung wird es also dem Bundesrate nicht zum Vorwurf machen können, wenn in der Folge der Handelsverkehr mit dem Deutschen Reiche in den durch die Vorschriften der S.S.S. bezogenen Schranken sich abspielen musste.

---

1. *Cf. n° 186.*

Nun erhebt aber die Verbalnote vom 8. Juni darüber Beschwerde, dass dem schweizerischen Handel neue schwerwiegende Beschränkungen auferlegt worden seien, die der Schweiz auch die Ausfuhr ihrer wichtigsten eigenen Erzeugnisse an die Zentralmächte unmöglich machen; es wird dabei an Erschwerungen in bezug auf Baumwollgarne und -gewebe sowie Schokolade erinnert. Soweit es sich um Garne und Gewebe handelt, die aus der in Transit durch Ententestaaten eingeführten Baumwolle in der Schweiz erzeugt wären, so ist zutreffend, dass bezüglich ihrer Verwendung eine Erschwerung eingetreten ist, von der durch Beschluss der Mitgliederversammlung der S.S.S. von 9. Februar 1916[2] Kenntnis genommen worden ist; der Bundesrat gestattet sich aber, darauf hinzuweisen, dass formell die Einschränkung unter Berufung auf den in Artikel 10 lit. c Ingress der Ausführungsbestimmungen gemachten Vorbehalt beansprucht werden konnte und dass materiell die Änderung dadurch erzwungen wurde, dass monatelang die Zufuhr von Rohbaumwolle, Geweben und Garnen unterbunden und die schweizerische Textilindustrie der Gefahr eines fast völligen Stillstandes ausgesetzt worden war. Was die Schokolade anbetrifft, so ist die Annahme irrig, es sei eine Erschwerung eingetreten; es hat bei der Bestimmung vom Artikel 10 lit. c Ziffer 1 der Ausführungsbestimmungen sein Bewenden, und der Bundesrat wird darüber wachen, dass der Handel Deutschlands und seines Verbündeten die daselbst vorgesehenen Kontingente von den Fabriken effektiv beziehen kann.

Richtig ist nun, dass die Ententestaaten bei Abschluss der Versendung über die S.S.S. dem Bundesrate sehr erhebliche Vorräte an Lebens- und Futtermitteln und anderen Waren, die im deutschen Besitz sich befanden, zum Zwecke der Erlangung von Kompensationen zur Verfügung stellten und dass in Artikel 11 der Ausführungsbestimmungen der S.S.S. nicht nur die Kompensation mit schweizerischen Rohmaterialien und Erzeugnissen aus solchen als zulässig erklärt, sondern auch spätere Abkommen über Kompensationen mittelst durch Vermittlung der S.S.S. eingeführter Waren in Aussicht genommen wurden. Soweit es sich um schweizerische Rohmaterialien und Erzeugnisse aus solchen handelte, ist den Ausfuhrgesuchen nach dem Deutschen Reiche im weitesten Masse entsprochen worden. Darüber hin hat der Bundesrat, nachdem die von den Ententestaaten zu Kompensationszwecken zur Verfügung gestellten Waren erschöpft waren, sofort Unterhandlungen mit den Ententestaaten über neue Kompensationsmöglichkeiten eröffnet und gleichzeitig im Sinne von Ziffer 1 des Abkommens mit der Deutschen Reichsregierung vom 10. September 1915[3] auf

---

2. *Selon décision de l'Assemblée générale de la S.S.S. du 9 février 1916, l'article 10c, chiffres 4–6 du règlement intérieur de la S.S.S. a été modifié de la manière suivante:*

4. Tissus brodés et plumetis ne dépassant pas 8 kg les 100 m² avec minimum de 15% en poids de broderie.
5. (est supprimé).
6. Tissus de coton écrus, blanchis, teints, imprimés:
   a. pesant de 6 kg à moins de 13 kg aux 10 m² et comptant moins de 25 fils aux 5 mm;
   b. pesant moins de 6 kg aux 100 m² et comptant de 20 à 50 fils aux 5 mm².

(*Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/112 + 113).

3. *Cf. n° 150.*

eine Erweiterung der auf den Veredlungsverkehr bezüglichen Vorschriften hingewirkt. Wenn diese Verhandlungen noch nicht zu einem positiven Resultate geführt haben, so weiss sich der Bundesrat hieran völlig unschuldig.

Unter solchen Umständen kann es die Deutsche Reichsregierung wohl nicht befremden, wenn der Bundesrat zum Ausdruck bringt, dass ihm das Begehren um Bewilligung der Ausfuhr des in der Schweiz lagernden deutschen Besitzes an Lebens-, Genuss- und Futtermitteln, Maschinenölen, Rohbaumwolle (nach deutscher Behauptung ca. 35 000 Ballen), Baumwollgarnen und Baumwollgeweben überrascht hat. Es kann der Deutschen Reichsregierung nicht entgehen, dass der Bundesrat, wenn er diesen Begehren entsprechen würde, seinen unter voller Kenntnis der Deutschen Regierung gegenüber den Ententestaaten eingeganenen Verpflichtungen in gröblicher Weise zuwiderhandeln würde. Doppelt überrascht ist der Bundesrat von der Erklärung der Deutschen Reichsregierung, dass sie im Falle der Nichtbewilligung der verlangten Ausfuhr nach Ablauf von zwei Wochen für die Schweiz bestimmte Waren behufs anderweitiger Verwendung zurückhalten werde, würde das doch bedeuten, dass ohne irgendwelches Verschulden der schweizerischen Behörde und damit auch ohne zutreffenden Grund die teils vor dem Kriege, teils in den Absprachen vom 5. August[4] und 10. September 1915 seitens der Deutschen Reichsregierung erteilten Zusicherungen und übernommenen Verpflichtungen deutscherseits nunmehr als hinfällig behandelt würden.

Der Bundesrat ist überzeugt, dass die Deutsche Reichsregierung um so weniger eine solche Konsequenz aus der gegenwärtigen Sachlage ziehen wird, als sie ja in der Verbalnote selbst das weitgehende Entgegenkommen voll und ganz anerkennt, welches die schweizerische Regierung stets bewiesen hat. Der Bundesrat teilt der Deutschen Regierung mit, dass er seine Anstrengungen verdoppeln wird, um seitens der Ententestaaten die neuerliche Verfügungstellung von ausreichenden Kompensationswaren und eine Erweiterung der Vorschriften über den Veredlungsverkehr zu erwirken. Er hat in diesen Tagen Delegierte zu bezüglichen direkten Verhandlungen nach Paris entsandt und wird mit allem Nachdruck auf einer beförderlichen Erledigung seiner seit vielen Wochen eingereichten Begehren[5] bestehen.

Der Bundesrat muss es aber zum voraus als ausgeschlossen erachten, dass eine Lösung in so kurzer Zeit erreicht werden kann, die es ermöglichen würde, innert der in der Verbalnote vom 8. Juni festgesetzten zweiwöchigen Frist an eine materielle Erledigung der von der Deutschen Reichsregierung aufgestellten Postulate heranzutreten. Der Bundesrat würde es unter diesen Umständen dankbar begrüssen, wenn allem voraus diese Frist in angemessener Weise verlängert würde.

Auf die in der Verbalnote vom 8. Juni gemachten Ausführungen über Vorleistung und die Vorschläge über Abwicklung einer entsprechenden Schuld einzutreten, erübrigt sich im gegenwärtigen Momente; es mag nur angedeutet

---

4. *Cf. n° 143, Annexe.*
5. *Cf. n° 181.*

werden, dass die Ziffer von 16½ schon deswegen nicht zutreffend sein kann, weil sie offenbar die von und zur Verfügung gehaltenen deutschen Ausfuhrbewilligungen mit umfasst, für welche die Schweiz mangels Erweiterung der Vorschriften über den sogenannten Veredlungsverkehr die entsprechenden Rohstoffe nicht abzugeben in der Lage ist.

191

E 2200 Paris 1/1475

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L

Rom, 21. Juni 1916

Ich bestätige meinen gestrigen Bericht[1] über meine Unterredung mit Herren Manzoni betreffend die deutsche Note wegen der Lieferung von Kompensationsware.

Anlässlich einer Besprechung, die ich nach Abfassung jenes Berichtes mit Herrn Minister de Martino hatte, brachte der letztere selbst die Sprache auf das sog. deutsche Ultimatum[2] und frug mich, ob ich es für wahrscheinlich halte, dass gegebenen Falles militärische Massnahmen folgen würden, sofern die Schweiz nicht in der Lage sei, der deutschen Forderung zu entsprechen. Ich verneinte diese Frage natürlich mit aller Entschiedenheit und betonte, dass Deutschland nur Gegenmassregeln in der Form der Rückhaltung von Ausfuhrartikeln nach der Schweiz androhe. Ich fügte auch bei, dass die Situation, die sich aus dieser deutschen Note ergebe, in erster Linie für die Schweiz bedenklich sei, und ersuchte de Martino, sich selbst Rechenschaft zu geben über die Konsequenzen, die sich für die Schweiz ergeben würden aus einer Verwirklichung der deutschen Drohung. Er antwortete mir: «Dann werden eben Frankreich und England Ihnen das Notwendige liefern müssen, das Ihnen Deutschland verweigert!» Ich habe ihm darauf nur geantwortet: «Glauben Sie wirklich, dass uns England Kohlen liefern könnte, und denken Sie im Ernste daran, dass unsere Industrie imstande wäre, die Wucherpreise für Kohle zu ertragen, die man in Italien vorläufig noch erträgt?»

Ich bin eigentlich erschrocken über die Mentalität, welche dieser Bemerkung zugrunde lag und welche mir beweist, wie wenig ernst diese Fragen bisher erwogen worden sind. Ich bin auch deshalb erschrocken, weil ich den Eindruck hatte, als rechne man in Ententekreisen mit einem Bruch zwischen Deutschland und der Schweiz, welcher durch dieses «Ultimatum» veranlasst werden könnte. An die umgekehrte Möglichkeit scheint man gar nicht zu denken, und ich durfte

---

1. *Non reproduit. Cf. E* 2001 (B) 1, 95.
2. *Cf. n° 186.*

natürlich eine solche nicht einmal andeuten, weil es nicht in meiner Stellung liegt, den Entschliessungen des Bundesrates vorzugreifen.

Selbstverständlich habe ich mich eindringlich bemüht, Herrn de Martino klarzumachen, dass wir die in Frage kommenden Artikel überhaupt nur von Deutschland bekommen können und dass eine Verweigerung der Kompensationsmöglichkeit uns dem wirtschaftlichen Ruin aussetzen würde.

Herr de Martino brach das Gespräch mit der Bemerkung ab: «Wir haben uns sofort mit unseren Verbündeten ins Vernehmen gesetzt», und ich antwortete darauf: «Die Schweiz erwartet von Italien eine rückhaltlose Unterstützung, für welche nicht nur der Verstand, sondern vor allem das Herz sprechen sollte.»

Ich möchte diesem Gespräch keine grosse Bedeutung beimessen, weil ich doch den Eindruck hatte, dass es sich um eine rein persönliche Meinungsäusserung eines Uneingeweihten handelt, der die Frage nur sehr oberflächlich erwogen hat. Aber ich kann doch nicht verkennen, dass im Kopfe de Martinos die Hoffnung spukt, die Schweiz von Deutschland abzutreiben. Solange diese Hoffnung besteht, liegt die Gefahr sehr nahe, dass man aus Erwägungen der allgemeinen internationalen Lage Öl ins Feuer gegen die Zentralmächte giessen will. Ich habe mich bemüht, diese Hoffnung zu zerstören, freilich durfte ich dabei nicht so weit gehen, als ich gegangen wäre, wenn ich nach meinem Empfinden hätte handeln dürfen.

192

E 2001 (B) 1, 95

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L 935/14
617

Paris, 24 juin 1916

Les Délégués pour l'affaire des compensations[1] sont arrivés ce matin par Pontarlier et par Genève avec une heure de retard. Nous n'avons pu conférer que très peu de temps entre nous avant de nous rendre à la séance. J'ai communiqué à ces Messieurs le rapport[2] que j'ai eu l'honneur de vous adresser hier soir pour les mettre au courant de ce que m'avait dit M. Gout. Nous avons examiné s'il convenait de parler nous-mêmes de la note allemande ou de laisser les Français en parler les premiers; finalement, nous avons eu l'impression qu'on ne pouvait pas faire l'autruche et en ignorer l'existence, mais que nous devions rester sur le terrain de la note suisse du 3 avril[3] et de la réponse des Alliés du 19 juin[4], en don-

1. *Il s'agit de E. Chuard, A. Frey, E. Schmidheiny, I. Buser, G. Ador et E. Laur, dont l'envoi à Paris a été décidé par le Conseil fédéral à ses séances des 19 et 22 juin 1916. Cf.* E 1004 1/262, n° 1292 *et* 1321.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. n° 181.*
4. *Cf. n° 188.*

nant à entendre que la note allemande était une «res inter alios acta» qu'il appartenait au Gouvernement fédéral de liquider avec l'Allemagne.

A la séance, j'ai donc rappelé en quelques mots nos demandes du 3 avril, regretté que la réponse des Alliés eût tant tardé et annoncé que nous étions prêts à fournir, dans la mesure du possible, les renseignements statistiques et autres désirés par la réponse des Alliés.

M. Gout a répondu que les Alliés n'avaient jamais reconnu le principe des compensations auxquelles ils avaient consenti, en fait, en septembre 1915. Les Alliés étaient très disposés à examiner la plupart des demandes suisses, mais il devait être entendu que jamais dans leurs pays parlementaires ils ne pourraient, sous forme d'autorisations d'exporter données à la Suisse, sacrifier leurs propres intérêts militaires en facilitant aux Allemands des opérations de guerre. La question n'est pas seulement suisse: dans l'intervalle, l'Allemagne est venue exiger de la Suisse des compensations, ce qui modifie la situation du 3 avril; cela rend les pourparlers très difficiles, car il est probable que l'Allemagne essayera ses opérations de chantage, non seulement sur la Suisse, mais sur d'autres Etats neutres, Pays-Bas, Danemark, etc. On risque donc de créer un précédent dangereux.

M. Ador, puis moi, avons fait observer que l'incident germano-suisse nous était fort désagréable et que nous comprenions bien qu'il ne facilitait pas les pourparlers; mais cet incident a donné lieu à une réponse du Gouvernement suisse à l'Allemagne et les pourparlers sont engagés très fermement, de notre part, vis-à-vis de l'Allemagne. Nous ne songeons pas à nous faire les interprètes d'une pression allemande, nous sommes Suisses et demandons à vivre; les Alliés nous ont aidés à vivre et nous avons aussi besoin des adversaires des Alliés pour vivre. La Suisse a souffert de la guerre dans une proportion énorme par les frais de mobilisation, par la diminution de ses recettes de chemins de fer et des douanes, par la paralysie totale de son importante industrie hôtelière, par le renchérissement formidable de la vie. En temps de paix, nos industries fournissent un milliard pour payer le milliard de notre alimentation. Les frais d'alimentation ont doublé ou triplé alors que nos industries, en partie industries de luxe (horlogerie, soieries, broderies), souffrent considérablement. C'est donc exclusivement dans l'intérêt de la vie du peuple suisse que nous demandons aux Alliés, en présence du *fait* que des compensations sont réclamées de nous par l'autre groupe belligérant, les moyens pour la Suisse de vivre. Nous croyons que ces compensations sont très peu de chose pour l'alimentation industrielle ou autre des Puissances centrales, tandis que leurs envois à la Suisse ont pour nous une importance vitale. C'est de cet intérêt suisse que nous demandons aux Alliés de s'inspirer et pas d'autre chose.

M. Gout a répliqué en demandant d'être tenu au courant des pourparlers de la Suisse avec l'Allemagne et j'ai répondu que j'avais à peine eu le temps de parcourir une partie de la réponse suisse, très ferme, envoyée à Berlin et que j'examinerais, après l'avoir lue plus complèment, si je pouvais en communiquer le texte ou le sens. Veuillez me télégraphier si je puis communiquer votre réponse au Gouvernement allemand, réponse que je n'ai pas sous les yeux en ce moment et

dont, je le répète, je n'ai pris connaissance que d'une façon très superficielle. Il suffira de me télégraphier «oui» ou «non» ou «attendez lettre» et je saurai ce que cela signifie.

M. Gout a ajouté qu'il était très désirable de s'expliquer en détail sur les opérations de compensations et sur les exportations suisses.

M. Chuard a fait observer que l'attitude de l'Allemagne avait été motivée par le fait que le Conseil fédéral avait mis fin aux opérations de racolage de marchandises pour compte des Gouvernements austro-allemands et rendu plus difficiles les infiltrations de Suisse en Allemagne en organisant un contrôle plus serré et un contact plus intime avec la S.S.S. Les Alliés ne peuvent donc adresser de reproches à la Suisse, puisque c'est elle qui, par mesure autonome, a rendu plus efficace le contrôle. Quant aux statistiques, il a annoncé la remise de nos tabelles des Douanes pour 1915 et le premier trimestre 1916, en offrant de discuter en détail chacun des points sur les questions qui nous seraient posées; il a fait observer qu'il n'avait pas apporté de mémoire répondant en bloc aux questions posées par les Alliés dans la note du 19 juin et qu'il se réservait de répondre verbalement aux demandes d'explications qui seraient formulées.

M. Gout a alors proposé d'ajourner la Commission à jeudi prochain dans l'après-midi. D'ici là, des réunions intimes auraient lieu entre les statisticiens respectifs, au cours desquelles des explications de détail seraient demandées et fournies. Il a été convenu que du côté des Alliés l'Amiral Amey (France), M. Craigie (Angleterre) et un douanier italien prendraient part aux travaux. Nous désignerons cet après-midi les membres de la Délégation suisse qui se rendront à la Sous-commission.

Le Directeur général des Gabelles d'Italie, M. Luciolli, partira ce soir pour Rome et a déclaré qu'il se ferait remplacer par son Directeur adjoint, avec lequel il conférera en lui rendant compte de la séance d'aujourd'hui, de façon à ce que celui-ci ait besoin, le moins possible, d'instructions. C'est pour lui permettre d'avoir cet entretien et d'arriver à Paris pour jeudi matin qu'il a demandé la fixation de la Conférence plénière à jeudi après-midi 29 juin; il a donné l'assurance qu'en ce qui concernait l'Italie il ferait tout son possible pour faciliter la tâche de la Suisse.

Nous nous réunissons entre Suisses à 3 heures ½ pour travailler en commun.

En résumé, il me semble qu'on cherchera à nous accorder en détail ce qu'on pourra, mais il est désirable, à mon avis, que vous vous montriez ferme vis-à-vis de l'Allemagne, notamment sur la question du charbon; cela facilitera notre tâche ici et je crois que l'Allemagne aurait beaucoup à perdre, aussi bien dans notre opinion publique suisse, que par répercussion sur nos négociations ici, en persistant à considérer le charbon comme un article d'échange et de compensation. Je vous indique cela comme mon opinion personnelle, car je n'en ai pas conféré avec tous les membres de la Délégation; ils ont cependant tous été d'avis, ce matin, que nous devions nous tenir sur le terrain strictement suisse et répudier complètement vis-à-vis des Alliés l'apparence de céder à une pression allemande; je pense donc que les Délégués sont d'accord avec moi.

J'ai tenu à vous envoyer rapidement ces lignes pour vous tenir au courant de

mes impressions personnelles. Je vais maintenant à la réunion des Délégués suisses.

Auriez-vous la bonté de m'envoyer d'urgence la copie d'une note verbale du 17 juillet 1915[5] qui vous a été adressée par les Gouvernements alliés et qui est visée dans la première phrase de votre note verbale aux Alliés du 22 septembre 1915[6]. Je ne crois pas avoir jamais reçu copie de cette note.

S'il y a eu d'autres notes échangées à cette époque, je serais heureux d'en recevoir aussi copie.

---

5. *Cf. n° 153, note 1.*
6. *Cf. n° 153.*

193

E 2001 (B) 1, 95

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L 935/14 Confidentiel — Paris, 28 juin 1916

Hier, j'ai entretenu M. Cambon des travaux de la Commission des *compensations* et lui ai exposé notre point de vue, comme aussi le terrain sur lequel nous nous plaçons qui est celui de la note suisse du 3 avril[1] aux Alliés. Comme d'habitude, M. Cambon a été très aimable et a paru très bien comprendre nos difficultés; il m'a engagé à aller répéter à M. Briand personnellement ce que je lui avais dit.

J'ai essayé de voir M. Tittoni, mais il a quitté Paris hier. M. Jules Roche m'a dit être allé le voir et l'avoir trouvé modéré et accessible aux raisonnements.

M. Briand m'a fait dire qu'il me recevrait aujourd'hui à deux heures et demie et serait heureux de prendre contact avec la délégation suisse tout entière. Ce n'était pas tout à fait ce que j'aurais désiré, car il est parfois plus difficile de parler entre cinq ou six que de parler à deux. D'autre part, au point de vue de ma responsabilité personnelle, cela valait peut-être mieux que toute la délégation entendît ce que je disais, pût le compléter et entendît les déclarations du Président du Conseil.

M. Briand s'était fait assister de M. Denys Cochin, Ministre d'Etat, plus connu sous le nom de Ministre du Blocus; M. Gout est aussi venu, mais a été muet.

Il est inutile de répéter l'exposé de notre point de vue.

M. Briand, en termes extrêmement aimables envers la Suisse, nous a toutefois demandé de nous placer dans sa peau et de comprendre que les Alliés font la guerre; ils ne peuvent pas laisser passer chez les Austro-Allemands des marchandises qui permettraient à ceux-ci de faire la guerre ou de se ravitailler; ni vivres, ni

---

1. *Cf. n° 181.*

munitions. On ne pardonnerait pas aux Gouvernements alliés les vies qui seraient sacrifiées par suite de l'augmentation de forces que les Alliés auraient laissé passer chez les Austro-Allemands par le canal de la Suisse. Voilà une première considération. Une autre considération est que l'Allemagne a, depuis l'ouverture des pourparlers d'avril, tenté une pression plus ou moins serrée sur la Suisse, ce qui rend d'autant plus difficile, au point de vue parlementaire et au point de vue de l'opinion publique, d'avoir une conversation avec la Suisse puisqu'on sera tenté d'y voir une conversation indirecte avec l'Allemagne pesant sur la Suisse. Cette manière brutale et maladroite n'est pas employée pour la première fois par l'Allemagne. Si l'opération lui réussit cette fois-ci envers la Suisse, l'Allemagne l'essayera envers d'autres neutres et recommencera au besoin.

MM. Ador, Chuard et Frey ont alors donné à entendre qu'il importerait de permettre à la Suisse de liquider la situation actuelle, comme on avait liquidé la situation en septembre 1915, lors de la fondation de la S.S.S. et d'accorder un certain nombre de wagons pour cette liquidation.

M. Briand a répété que, si l'on cédait cette fois, les Allemands récidiveraient.

Finalement, il nous a demandé de rechercher avec soin toutes les compensations que nous pourrions proposer qui ne seraient pas de nature à augmenter la force de résistance militaire de l'Austro-Allemagne et qui seraient importantes pour permettre à la Suisse de continuer ses tractations commerciales avec les Empires centraux; il a paru d'ailleurs sceptique au sujet de la pression de l'Allemagne, attendu que celle-ci doit avoir besoin de conserver le marché suisse, de lui envoyer son charbon, ses cotonnades et ses fers, en sorte qu'il doit y avoir une part de bluff dans la pression allemande. M. Briand comprend très bien que la Suisse soit venue à Paris; il sait qu'elle négociera au mieux avec les Allemands dans les limites ci-dessus; il cherchera à donner à la Suisse les éléments dont les Alliés peuvent disposer pour lui fournir des matières d'échange.

La forme a été, je le répète, très aimable, mais le fond était peut-être même un peu plus raide que je ne viens de le résumer.

Nous avons l'intention de présenter demain les différentes catégories de marchandises composant, autant que nous les connaissons, les stocks dont les Allemands sont propriétaires chez nous, de faire comprendre que bon nombre d'entre eux sont en Suisse d'une façon légitime et d'insister pour qu'on nous fournisse les moyens de payer nos dettes. Nous espérons, par cet examen de détail, convaincre les Alliés que la chose est, somme toute, peu importante en ce sens qu'en ce qui concerne les denrées alimentaires, il s'agit d'infiniment petit et qu'en ce qui concerne les cotons, il y a des nuances importantes à prendre en considération, comme aussi des combinaisons possibles sous forme de transformations du coton brut ou de trafic de perfectionnement modifié.

J'ai bien reçu hier votre lettre autographe du 26.[2]

---

2. *Non reproduit.*

194

E 2001 (B) 1, 95

Les Délégués suisses aux Délégués des Gouvernements alliés

Copie
N

Paris, 30 juin 1916

Dans la note verbale que les représentants des Gouvernements alliés ont remise à Berne le 19 juin [1], ils ont fait savoir au Gouvernement suisse «que les Gouvernements alliés sont heureux de déclarer qu'ils sont disposés à engager des négociations avec le Gouvernement fédéral au sujet des échanges mentionnés dans la note du 3 avril [2]. Ils ont demandé, d'autre part, des renseignements leur permettant de déclarer qu'ils se sont convaincus de l'existence de motifs justifiant la nature et l'extension des échanges proposés».

Déférant avec empressement à ce désir, les Délégués suisses ont été chargés d'apporter tous les renseignements demandés dans la note du 19 juin et de fournir toutes les précisions complémentaires qui pourraient être réclamées.

Ils avaient mission d'exposer, avec plus de détails que ne l'a fait la note suisse du 3 avril, la situation critique créée à la Suisse par le blocus des Alliés, par les contre-mesures de l'Allemagne, par les exigences des Empires centraux et par les conditions restrictives qui paraissent devoir être prises en Allemagne concernant ses exportations vers la Suisse.

Les Délégués suisses ont cherché à remplir leur mission aussi consciencieusement que possible tout en se rendant compte de la situation délicate créée par la publicité donnée récemment à la démarche de l'Allemagne, démarche postérieure de plus de deux mois à la note suisse du 3 avril.

Le Gouvernement suisse avait espéré que les Gouvernements alliés pourraient, soit lui indiquer des marchandises qui seraient mises en plus grande quantité à la disposition de la Suisse pour lui permettre de continuer ses relations économiques avec l'Allemagne dans des conditions moins difficiles, soit que les stocks constitués en Suisse par les Empires centraux fussent mis, en tout ou en partie, à la disposition du Conseil fédéral pour négocier avec les Empires centraux.

La Délégation suisse espérait avoir fourni la démonstration que ces stocks, qui sont actuellement inutilisables pour le commerce et l'industrie suisses, parce qu'ils sont en mains austro-allemandes, auraient pu servir à donner quelque liberté de mouvement au Conseil fédéral pour ses pourparlers avec les Empires centraux, de façon à permettre de tirer de ceux-ci des marchandises indispensables à la vie de la Suisse et qu'on lui refuse si des compensations ne sont pas fournies. La Délégation a rappelé que ces marchandises ne peuvent être obtenues des pays alliés et qu'une partie de celles provenant des Empires centraux sont transformées

1. *Cf. n° 188.*
2. *Cf. n° 181.*

en Suisse en marchandises qui sont exportées de la Suisse vers les pays alliés. Les Délégués ont aussi cherché à faire ressortir qu'il s'agit, le plus souvent, de quantités très peu importantes ne pouvant pas, au point de vue de l'alimentation civile et militaire, entraver sérieusement le blocus exercé par les Alliés contre les Empires centraux.

Les Délégués des Gouvernements alliés n'ont pas cru pouvoir entrer dans ces combinaisons et ont invoqué les circonstances nouvelles qui ont modifié la situation depuis la note du 3 avril.

Les Délégués suisses reconnaissent volontiers que la négociation était devenue plus difficile pour leurs collègues au bon vouloir et à la courtoisie desquels ils sont heureux de rendre hommage. Ils ont le regret de constater que leur mission concernant l'obtention de nouvelles marchandises ou la mise à la disposition du Gouvernement fédéral des stocks constitués en Suisse par les Empires centraux n'a pu aboutir.

Dans ces conditions, ils ont devoir de réserver la liberté d'action du Gouvernement fédéral, qui pourra toujours entamer de nouvelles négociations si les circonstances et la situation économique si difficile de la Suisse le réclament; ce n'est pas seulement une conséquence de sa situation d'Etat souverain, mais cette liberté a été expressément visée dans l'article 11 du règlement interne de la S.S.S.

En même temps, la Délégation déclare qu'elle fera part au Conseil fédéral de la déclaration de M. le Président que les Gouvernements alliés seront priés par leurs délégués de fournir une liste des marchandises qui pourraient être mises à la disposition de la Suisse en vue de faciliter ses échanges avec les Empires centraux, que ces marchandises figurent ou non sur la liste des stocks; cette liste serait fournie, a ajouté M. le Président, sous la condition expresse que le système des compensations serait définitivement abandonné, ce qui impliquerait l'abandon du 3ème alinéa de l'article 11 du règlement intérieur de la S.S.S. et des passages correspondants des notes confidentielles de septembre dernier.

Dans ces conditions, la Délégation suisse prie les Gouvernements alliés d'examiner avec d'autant plus de bienveillance la proposition formulée à la fin de la note suisse du 3 avril et renouvelée à la séance d'hier, d'introduire une adjonction à l'article 10 du Règlement intérieur de la S.S.S. concernant le «trafic de restitution». Elle remet à cet effet une notice et un commentaire explicatifs[3].

---

3. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

Question du Trafic de Restitution ou d'Echange

Plus que jamais, la Suisse se voit contrainte d'acheter à l'Allemagne une grande partie de ses besoins journaliers en objets fabriqués de tous genres. Lorsqu'il s'agit de marchandises qui ne se composent pas ou ne contiennent pas de matières dont la pénurie est notoire en Allemagne, le commerce continue comme avant la guerre. Pour la livraison du reste, au contraire, la condition est imposée aux acheteurs suisses que la même quantité des matières en cause soit restituée sous forme de la

matière brute qui se trouve travaillée dans l'objet acheté, fini. C'est une demande tout à fait compréhensible et la seule qui garantisse à la Suisse les moyens d'obtenir ce qui lui est absolument nécessaire. Il a été produit des documents montrant, pour les marchandises contenant divers métaux, comment cette restitution serait pratiquée; puisque la livraison des objets finis devance la restitution, il n'y a pas lieu de craindre des abus.

Comme il s'agit de marchandises que la Suisse ne peut pas se procurer ailleurs et qui ne peuvent pas être produites en Suisse même, il ne serait pas admissible de déduire des contingents accordés les quantités nécessaires pour ces restitutions et ces quantités devraient être mises à la disposition de l'autorité chargée de régler et de contrôler ce trafic.

Il est superflu d'ajouter que le trafic se bornerait, dans l'intérêt de la Suisse elle-même, au plus strict nécessaire.

La formule pourrait être rédigée comme suit:

Ajouter à l'article 10 du Règlement intérieur de la S.S.S. le paragraphe suivant:

«Est laissée à la S.S.S. la faculté d'autoriser, sous son contrôle, la restitution de quantités de matières premières équivalentes aux quantités de matières de même nature importées en Suisse en provenance des pays belligérants sous forme d'articles manufacturés.»

Observations

Il ne faut pas confondre le trafic proposé avec les opérations suivantes qui existent déjà en Suisse.

I. – Le *trafic de perfectionnement proprement dit.*

Il se présente sous trois formes:

1° – Le trafic de perfectionnement en transit: la marchandise à perfectionner vient d'un pays quelconque et va, après le perfectionnement, vers un pays quelconque. Exemple: Le fil de coton brut anglais entre en franchise de droits en Suisse pour y être blanchi et teint et quitte la Suisse pour les Indes anglaises ou néerlandaises.

2° – Le trafic de perfectionnement actif, autonome et conventionnel: la marchandise à perfectionner entre en Suisse et retourne perfectionnée dans le pays qui l'a envoyée brute. Exemple: le fil et le tissus anglais qui ont été envoyés en Suisse par une maison anglaise sont brodés en Suisse et retournent comme broderies en Angleterre.

3° – Le trafic de perfectionnement passif, autonome et conventionnel: la marchandise suisse va à l'étranger pour y être perfectionnée et rentre perfectionnée en Suisse en franchise de droits. Exemple: La mode demande pour les tissus de soie une couleur qui ne peut être trouvée qu'à Lyon ou à Côme.

Il est à remarquer qu'actuellement aucune permission pour le trafic passif n'est donnée en Suisse sans que la nécessité économique en soit démontrée avec évidence et sans que le pays de perfectionnement ne fournisse la déclaration la plus formelle que la marchandise à perfectionner rentrera en Suisse.

Ces divers trafics de perfectionnement sont pratiqués par la Suisse depuis plus d'un demi-siècle. Ils sont réglementés dans tous leurs détails et pratiqués sous le contrôle le plus sévère des douanes intéressées. La loi interne suisse les restreint aux marchandises dont la nature essentielle ne risque pas d'être altérée par le travail de perfectionnement.

II. – On a baptisé trafic de perfectionnement, dans l'article 13 du Règlement intérieur de la S.S.S. ce qui a été prévu à cet article pour les métaux. Ce trafic particulier ne répond ni aux exigences de la loi suisse, ni à celles des traités. Il a plutôt le caractère du «trafic de restitution» entouré de toutes sortes de précautions. On peut être certain que ce trafic ne survivra pas un jour à la S.S.S.

195

E 2001 (B) 1, 95

Le Conseiller de Légation à Berlin, W. Deucher,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Berlin, 1. Juli 1916

Ich beehre mich, den Empfang Ihrer Telegramme vom 29. v. M. und vom gestrigen Tage sowie mein heutiges Telegramm[1] betreffend die Einfuhr von Kohle, Eisen, Eisenblech, Kleinzeug und anderen Eisenwaren aus Deutschland nach der Schweiz zu bestätigen.

Ich sprach in der Angelegenheit soeben beim zuständigen vortragenden Rate des Auswärtigen Amtes, Wirkl. Geh. Legationsrat von Stockhammern, vor.

Mit Ihnen hatte ich, da die deutsche Antwort auf Ihr Gesuch um Fristverlängerung[2] noch aussteht, den Bescheid erwartet, dass die Mitteilungen über die Verhinderung der Ausfuhr dieser Waren tatsächlich in allen Teilen unbegründet seien. Leider entnahm ich den Äusserungen meines Gewährsmannes zu meinem Erstaunen bald, dass ich in dieser Erwartung getäuscht war.

Herr von Stockhammern beteuerte zunächst, dass keine Sperre bezüglich dieser Waren bestehe, sodann aber gab er zu, dass Anordnung getroffen sei, mit der Bestellung von Wagen zu Transporten von Eisenblech, Kleinzeug und anderen Eisenwaren zurückzuhalten. Die Verfügung sei – so sagte er – von den Militärbehörden erlassen, um zu verhüten, dass im Falle es zur Sperre komme, eine Anhäufung von Wagen an der Grenze stattfinde. Dies müsse unter allen Umständen vermieden werden. Den weiteren Erklärungen meines Gewährsmannes zufolge ist mit Bezug auf Kohle noch nichts verfügt. Kohlenlieferungen nach der Schweiz können noch in bisherigem Umfange und so schnell wie bisher vor sich gehen. Dagegen sei Vorsorge getroffen, dass nicht noch rasch mehr Kohle bezogen werden kann. In bezug auf Eisen behielt sich Herr von Stockhammern eine Äusserung in einer schriftlichen Mitteilung vor, die er mir für nächsten Dienstag in Aussicht stellte.

Ich gab meinem Erstaunen und meiner Bestürzung über das Verhalten der deutschen Regierung unzweideutig Ausdruck. Ich hielt meinem Gewährsmanne das Ausserordentliche vor Augen, das darin liegt, dass in einer Angelegenheit Tatsachen geschaffen werden, während ein Gesuch um Fristerstreckung schwebt. Ich wies auf die bedenkliche Wirkung hin, die dieses Vorgehen auf die Stimmung in der Schweiz haben wird.

Herr von Stockhammern führte gegenüber diesen Vorstellungen aus:

Die Schuld an dieser Lage liegt bei Frankreich, das von England scharf gemacht sein mag. Frankreich ist wortbrüchig geworden. Es liefert die Kompensationsobjekte nicht, die es versprach. Kann jemand mit Ernst verlangen, dass

---

1. *Non retrouvé.*
2. *Cf. n° 190.*

Deutschland gebe, während es nichts bekommt? 20000 Menschen arbeiten in Deutschland für die Kohlenversorgung der Schweiz; ebensoviele für deren Versorgung mit Eisen, Eisenwaren, Chemikalien. Von diesen Erzeugnissen ging zudem ein Teil nach den Ländern des Vierverbandes. Das weiss man hier wohl. Man hat ein Auge zugedrückt, solange Deutschland von dort etwas bekam. Übrigens ist die reelle schweizerische Industrie in diesen Artikeln für etwa 8 Monate eingedeckt. Diese Industrie soll nicht geschädigt werden. Wenn der Handel leidet und Konventionalstrafe zahlen muss, so ist das seine Sache. Er kannte das Risiko. Trotzdem Deutschland jetzt schon ein strenges Regime einführen könnte, wird es immer auf die Interessen der Schweiz Rücksicht nehmen, soweit dies mit den deutschen Interessen noch vereinbar ist. Mehrmals hob mein Gewährsmann hervor, dass die Massnahmen, um die es sich handelt, der Schweizer Regierung bei ihren Verhandlungen in Paris den besten Stand geben. Die Verschlechterung der Stimmung in der Schweiz gegenüber Deutschland fürchtete er nicht, denn einerseits werde man auch im Westen derselben einzusehen beginnen, dass man Deutschland brauche, andererseits werde die Erkenntnis nicht fehlen, dass Frankreich, nicht Deutschland, die Schuld treffe.

196

E 2300 London, Archiv-Nr. 10

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 252 London, 1. Juli 1916

Ich hatte jüngst Gelegenheit, mit einigen meiner hiesigen Kollegen neutraler Staaten zu sprechen. Sie sagen übereinstimmend, dass eine Offensive der Verbündeten, soweit sie nicht schon im Gange sei, auf *allen* Fronten zugleich, einschliesslich der nordrussischen und der von Saloniki, bevorstehe. Die Vorbereitungen seien so gut wie beendet, und die Herstellung von Kriegsmaterial in England sei nun endlich den Anforderungen entsprechend. Die gemeinsam zu unternehmende Offensive werde zeigen, ob die Zentralmächte über genügend Truppen und Reserven verfügen, um überall zugleich standzuhalten. Sei dies nicht der Fall, so könne auf eine Beendigung des Kriegs vor dem nächsten Winter gehofft werden; sei aber die Widerstandskraft der Zentralmächte einem von allen Seiten gleichzeitig ausgeübten Druck gewachsen, so müsse man sich auf einen unter Umständen noch lang dauernden, förmlichen Erschöpfungskampf gefasst machen.

Rückblickend auf die Entstehungsgeschichte des Kriegs, bemerkte mir ein hier in amtlicher Mission sich aufhaltender, sehr ruhig denkender Franzose, dass, wenn die deutsche Regierung sich so eingerichtet hätte, sich von Russland den Krieg erklären zu lassen, statt umgekehrt, der strikte «casus foederis» zwischen Frankreich und Russland nicht eingetreten wäre und die damals sehr mächtige sozialistische Partei in Frankreich eine Teilnahme der Republik am Krieg voraus-

sichtlich verhindert hätte. Jetzt sei das ganze französische Volk einig, im festen Willen unter allen Umständen durchzuhalten. Mein Gewährsmann fügte bei, er hoffe, der regenerierende Einfluss, den der Krieg auf seine Landsleute gehabt habe, werde auch nach dem Friedensschluss anhalten und Frankreich erlauben, wieder eine geachtetere Stellung in der Welt einzunehmen als vor dem Krieg.

Die so sehr schädigenden Wirkungen, die der Krieg von Anfang an auf die Volkswirtschaft der Schweiz geübt hat, sind bisher in hiesigen uneingeweihten Kreisen nicht in ihrer Tragweite erkannt worden. Die deutsche Drohung, uns unter Umständen die Lieferung von Kohle einzustellen, hat jedoch Aufsehen erregt und manchem die Augen geöffnet. Möge man in der Schweiz die vollen Konsequenzen aus dieser Lage ziehen und *jetzt schon* mit aller Macht darnach streben, uns *soweit nur immer möglich* vom Ausland wirtschaftlich unabhängig *zu machen und zu erhalten.* Für gewisse Rohprodukte, die einige unserer blühendsten Industrien brauchen, wie Metalle, Baumwolle, Wolle, Seide, ist dies ausgeschlossen; für Lebensmittel nur zu kleinem Teil tunlich; zur Verringerung des Kohlen- und auch des Petrolbedarfs könnte hingegen viel getan werden. Man darf sich sogar fragen, ob da in vergangenen Jahren nicht manches versäumt wurde. Sind alle Anstrengungen gemacht worden, um die uns fehlende Kohle, das Petroleum zu Beleuchtungszwecken, durch die uns durch Verwertung unserer Wasserkräfte reichlich zur Verfügung stehenden Elektrizität zu ersetzen? Wie dem auch sei, die Zeit, in der unser Volk noch unter dem Eindruck der schädigenden Folgen des Weltkrieges steht, sollte benutzt werden, um ihm die Notwendigkeit der sofortigen Einleitung von Massnahmen darzulegen, um die Schweiz von fremder Kohle und fremdem Beleuchtungspetroleum unabhängig zu machen.

Noch eines hat der Krieg bewiesen: wie sehr wir uns, die wir keinen Seehafen besitzen, anstrengen müssen, uns Verbindungen *zu Wasser* mit einem Hafen der Nordsee, wie Rotterdam, *und* einem des Mittelmeers, wie Marseille, zu sichern. Die Bestrebungen, Kanalverbindungen mit der Rheinschiffahrt herzustellen, müssen durch solche ergänzt werden, die auf eine Verbindung mit der schiffbaren Rhone hinzielen. Die Erfahrung hat gezeigt, dass *ein* Zugang, wie Rotterdam, auch wenn er schon bis an die Schwelle unseres Gebiets geführt hätte, infolge kriegerischer Verwicklungen (Sperrung durch Grossbritannien) versagen kann: es ist deshalb unbedingt notwendig, mindestens einen zweiten zu besitzen. Wie sehr wäre unsere Getreide- und Rohstoff-Einfuhr erleichtert, wenn wir neben den Eisenbahnen mit allen ihren Unzulänglichkeiten und Mängeln über mit zwei Meeren in Verbindung stehende Kanäle verfügen könnten! Es handelt sich um ein gewaltiges Werk; aber das anzustrebende Ziel ist der grössten Anstrengungen und Opfer wert, und die vorbereitende Arbeit sollte ohne Verzug, trotz dem Krieg, begonnen werden. Später besteht Gefahr, dass die Sache, gerade wegen der Schwierigkeiten, die sie bietet, verschoben wird, zum Schaden unserer Volkswirtschaft und deren Unabhängigkeit, die mit der politischen Unabhängigkeit unzertrennlich verbunden ist.

197

E 2001 (B) 1, 95

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

N H. 12 155 Bern, 3. Juli 1916

Erhaltenem Auftrag zufolge beehrt sich die Gesandtschaft, dem Schweizerischen Politischen Departement auf die sehr gefällige Note vom 21. v. M.[1] Folgendes zu erwidern:

In der diesseitigen Note vom 8. Juni d. J.[2] hat die Kaiserliche Regierung bereits nachdrücklich darauf hingewiesen, dass die gegenwärtigen Schwierigkeiten ausschliesslich dem völkerrechtswidrigen Gebaren der Entente-Mächte zuzuschreiben sind und dass die Schweizerische Regierung keinerlei Schuld daran trifft. Die Kaiserliche Regierung ist andererseits überzeugt, dass die Schweizerische Regierung die weitgehende Rücksichtnahme anerkennt, welche die Kaiserliche Regierung dadurch bewiesen hat, dass sie die Möglichkeiten, die sich aus den beträchtlichen deutschen Lieferungen nach der Schweiz ergeben, nicht ausgenutzt hat. Nachdem aber nun die Schweizerische Regierung durch die Entente-Mächte gezwungen wird, sogar die bisherige Ausfuhr nach Deutschland noch beträchtlich einzuschränken, ist die Kaiserliche Regierung gezwungen, gewisse deutsche Erzeugnisse denjenigen Ländern zuzuführen, von denen sie entsprechende Gegenleistungen erhalten kann.

In Ziffer 1 der Absprache vom 10. September 1915[3] wurde, wie das Politische Departement zutreffend bemerkt, bestimmt, dass für den Fall des Zustandekommens des Einfuhrtrustes keinerlei Verpflichtungen für die Schweiz bestehen, die sich mit den Bestimmungen des Trustes nicht vereinbaren lassen. Die Kaiserliche Regierung darf jedoch darauf hinweisen, dass diese Absprache nur möglich war, nachdem die Entente-Mächte die zukünftige Möglichkeit von Kompensationen mit Trustware zugesagt hatten. Das Politische Departement weist ja auch zutreffend darauf hin, dass dies im Artikel 11 der Ausführungsbestimmungen der S.S.S. zum Ausdruck gebracht wurde. Da nun die Entente-Mächte diese Zusage nur in ganz ungenügender Weise erfüllt haben, muss sich die Kaiserliche Regierung gezwungenermassen eine anderweitige Verwendung gewisser Erzeugnisse vorbehalten, nachdem der Schweizerischen Regierung die zugesagten Kompensationen vorenthalten werden.

Die Kaiserliche Regierung hat bereits in der Note vom 8. Juni d. J. darauf hingewiesen, dass sie in allernächster Zeit wichtige Entscheidungen in bezug auf die bestmögliche Verwertung ihrer verfügbaren Erzeugnisse treffen müsse. Sie war daher genötigt, die Schweizerische Regierung zu bitten, sich in kurzer Frist über die ausgesprochenen Wünsche zu äussern. Die erwähnten Entscheidungen gestat-

---

1. *Cf. n° 190.*
2. *Cf. n° 186.*
3. *Cf. n° 150.*

ten deshalb keinen Aufschub, weil diejenigen neutralen Länder, mit welchen Deutschland zur Zeit Handelsbeziehungen unterhält, dabei beteiligt sind. Inwieweit diese Entscheidungen die Zufuhren nach der Schweiz ungünstig beeinflussen werden, wird die Kaiserliche Regierung zu ihrem Bedauern davon abhängig machen müssen, ob es der Schweizerischen Regierung in kurzer Frist möglich sein wird, ausreichende Kompensationsmöglichkeiten zu schaffen.

Die Kaiserliche Regierung ist überzeugt, dass es der Schweizerischen Regierung gelingen wird, eine beiderseits befriedigende Lösung, im Sinne der auch wirtschaftlich so ausgezeichneten Beziehungen zwischen den beiden Ländern, herbeizuführen.

198

E 2001 (B) 1, 95

Les Délégués des Gouvernements alliés aux Délégués suisses

Copie
N

Paris, 4 juillet 1916

Les Délégués des Gouvernements alliés ont pris pleine connaissance de la déclaration que la Délégation suisse a bien voulu leur remettre à la séance du 30 juin[1].

Ils croient devoir rappeler que, dès le mois de septembre 1915, les Gouvernements alliés n'avaient pas laissé ignorer au Gouvernement fédéral qu'ils étaient opposés à ce qu'on a appelé le principe des compensations, c'est-à-dire à l'opération qui consiste, pour les Empires centraux, à exiger de la Suisse qu'elle leur remette en échange de certaines marchandises, achetées et payées en Allemagne et en Autriche-Hongrie par des commerçants suisses ou par le Gouvernement fédéral, d'autres marchandises que la Suisse ne peut se procurer que par l'entremise des Etats alliés.

Le paragraphe 3 de la lettre confidentielle du 4 octobre[2] a précisé cette manière de voir en ce qui concerne plus particulièrement les marchandises importées par la S.S.S. A l'époque indiquée, le Gouvernement fédéral, invoquant la nécessité pressante où il se trouvait, et pouvant donner aux Etats alliés l'assurance qu'un stock de 3848 wagons de marchandises se trouvant en Suisse avait été importé libre de toute clause de non réexportation, demanda, à titre transactionnel, de pouvoir disposer librement de ces marchandises. Il prit d'ailleurs l'engagement de ne faire en aucun cas entrer en ligne de compte pour des échanges: le coton introduit en Suisse depuis le 11 mars 1915, le soufre et les matières tannantes (Lettre du Département fédéral. Berne, 31 août)[3].

1. *Cf. n° 194.*
2. *Cf. n° 154.*
3. *Cf. n° 146.*

Se basant sur ces assurances, et désireux de donner une fois de plus une preuve des sentiments qui animent les nations alliées à l'égard de la nation suisse, les Gouvernements alliés consentirent à cette transaction et laissèrent ce stock de marchandises à la disposition du Gouvernement fédéral. Sur les pressantes instances de ce gouvernement qui avait jugé opportun de prendre publiquement position au cours des négociations, les Gouvernements alliés consentirent même, afin de ne pas compliquer la tâche des membres du Conseil fédéral, à lui reconnaître la faculté de négocier dans des cas spéciaux avec les Gouvernements alliés. Cette clause ne pouvait en aucune façon être interprétée comme un acquiescement des Alliés au système des compensations, mais seulement comme une promesse de ne pas se refuser à un examen à titre exceptionnel dans un cas spécial.

Le Gouvernement fédéral s'était également engagé à fournir régulièrement les listes de toutes dérogations aux prohibitions d'exportation, et à fournir les données statistiques permettant aux Alliés de se rendre compte des opérations d'échange effectuées.

Le 3 avril 1916[4], le Gouvernement fédéral a remis aux Représentants des Alliés des propositions tendant à obtenir la libre disposition des stocks constitués en Suisse entre les mains des Représentants des Empires centraux, depuis l'opération de liquidation faite en septembre 1915. La variété des marchandises figurant sur ces listes, leur quantité, leur valeur, la durée assignée à leur utilisation, excédaient manifestement le cadre des demandes particulières et exceptionnelles prévues par l'accord du 4 octobre sous le nom de «cas spéciaux».

Les Gouvernements alliés eussent donc pu leur opposer une fin de non recevoir préalable. Désireux toutefois de témoigner au Gouvernement fédéral le scrupule avec lequel ils tiennent leurs engagements, les Gouvernements alliés mirent à l'étude les propositions contenues dans le memorandum suisse du 3 avril. Ces études furent poursuivies à la clarté des documents très incomplets que possédaient les Gouvernements alliés; elles furent forcément retardées par cette documentation insuffisante. Les conclusions de cette première étude étaient peu favorables aux demandes suisses. Poussant à l'extrême leur désir de bonne volonté, les Alliés décidèrent toutefois de demander au Gouvernement fédéral les documents qui auraient dû leur être communiqués régulièrement, et qui ne l'avaient pas été; ils prièrent en même temps le Gouvernement fédéral d'envoyer à Paris des délégués qui, outre les documents ci-dessus visés, apporteraient des explications, qui, dans l'esprit des Gouvernements alliés, éclairciraient les points obscurs et faciliteraient la recherche de solutions.

Les Représentants des Gouvernements alliés ont tenu à rappeler ces précédents de la présente négociation, afin de bien mettre en évidence le souci constant de leurs Gouvernements de ne négliger aucun moyen de marquer à la nation suisse les sentiments d'affectueuse sympathie qui les animent et leur regret de n'avoir pu, faute d'informations fournies au moment prescrit, répondre avec la rapidité qu'ils auraient souhaitée.

---

4. *Cf. n° 181.*

Pendant toute la durée de leurs études et des préliminaires des présentes négociations, les Gouvernements alliés ont pris soin d'éviter toute publicité. Ils ont dû constater que le même secret n'avait pu être gardé partout, car l'Allemagne, mise sans aucun doute au courant des demandes formulées par la Suisse, notifiait le 8 juin[5] au Gouvernement fédéral sa volonté d'obtenir, en compensation de marchandises allemandes d'une valeur d'environ 16000000 de francs, les stocks de marchandises qu'elle avait fait accaparer sur le territoire de la Confédération. A cette sommation, l'Allemagne ajoutait la menace de refuser à la Suisse toutes les marchandises que ce pays tire des Empires centraux.

Cette injustifiable sommation était d'ailleurs publiée par un groupe de personnes établies à Zurich. Cette tentative de pression sur un pays neutre menacé de voir tarir la source où il alimente une partie de sa vie industrielle, et cela contrairement à des engagements pris, ainsi qu'il résulte des affirmations données le 29 juillet 1915[6] par M. le Conseiller fédéral Hoffmann à Son Excellence M. l'Ambassadeur de France, ne pouvait plus être ignorée des Gouvernements alliés.

Les Délégués alliés n'ont pas l'intention de relever par le détail les constatations qu'ils ont faites au cours des négociations et qui les ont mis sur la trace d'opérations de compensations faites par certaines administrations suisses, opérations qui n'ont pu être complètement expliquées sinon par une interprétation extensive et arbitraire des accords conclus, et dont les Gouvernements alliés n'ont, ou bien jamais été avisés ou ont été informés seulement une fois l'affaire conclue. Dans leur désir de laisser à ces négociations leur caractère de réciproque bonne volonté, les Délégués alliés ne veulent pas insister sur ce point, persuadés qu'ils sont que la plus franche confiance envers eux animera désormais toutes les administrations fédérales.

Les Délégués alliés sont obligés de faire remarquer que les marchandises, dont la liste leur a été communiquée le 3 avril et dont l'Allemagne exige la livraison par la Suisse, représentent une valeur vénale globale d'environ 38 millions de francs; on ne peut donc considérer que ce soit sans importance, surtout si on rapproche ce chiffre de celui de 16 millions de francs auquel s'élèverait, d'après les déclarations du Gouvernement fédéral, ce que l'Allemagne prétend être sa «créance» sur la Suisse.

Parmi ces marchandises s'en trouvent, telles que le coton, le cuivre, l'étain, le nickel, les corps gras alimentaires et industriels et les cafés, qui sont d'une importance première aux Empires centraux pour conduire la guerre et soutenir leur résistance. Les Délégués alliés doivent constater en outre que le coton a fait, dès le mois de septembre 1915, l'objet d'un accord particulier. Leurs Gouvernements ne sauraient, sans encourir de graves responsabilités, céder en aucune façon, en ce qui concerne ces articles, non à des demandes que la Suisse forme pour sa consommation nationale, mais aux prétentions formulées par l'Allemagne dans le dessein évident de faire échec, dans tous les pays neutres, aux mesures de restric-

---

5. *Cf. n° 186.*
6. *Cf. n° 140, note 2.*

tion prises contre les approvisionnements des Empires centraux. Les Délégués alliés ont dû, à regret, mais avec fermeté, faire ces déclarations au nom de leurs Gouvernements, mais ils ont conscience d'avoir loyalement cherché en dehors de ces articles les moyens de donner aux Délégués suisses des marques des sentiments de bonne volonté qui les animent.

Ils regrettent que les Délégués suisses, dont ils ont apprécié la haute compétence et la cordiale courtoisie, aient jugé que, ne pouvant obtenir les stocks exigés par l'Allemagne, la première partie de leur mission n'ait pas abouti.

Dans ces conditions, les Délégués alliés croient devoir rappeler que leurs Gouvernements, en présence de la pression exercée par les Empires centraux sur un pays neutre, sont prêts, dans le cas où l'Allemagne exécuterait ses menaces, à étudier avec le Gouvernement fédéral les moyens de procurer à l'industrie suisse les matières premières dont elle serait privée, et, notamment, la quantité de charbon qui serait nécessaire aux industries purement suisses.

Les Délégués alliés rappellent en outre qu'ils sont disposés à proposer à leurs Gouvernements de s'engager à laisser en dehors des marchandises consignées à la S.S.S., auxquelles par conséquent ne s'appliquent pas les règles strictes de la surveillance, des marchandises de grande valeur telles que les soies (à l'exception de celles qui sont déjà reprises au règlement de la S.S.S.), les vins et les fruits frais. Les Gouvernements alliés s'abstiendraient, dans ce cas, de donner suite à leur projet de placer ces articles sur les listes de contrebande. En échange de ces facilités, le Gouvernement fédéral accepterait de supprimer le dernier membre de phrase de l'alinéa 3 de l'article 11 de la S.S.S.[7] et le membre correspondant du paragraphe 3 de la lettre confidentielle[8]. Ce texte semble en effet avoir donné lieu et pouvoir encore donner lieu en Suisse à des interprétations erronées, et laisser subsister cette impression inexacte que les Alliés ne sont pas formellement opposés à toute opération dite d'échange ou de compensation entre les Empires centraux et la Suisse avec des marchandises venant par la voie des pays alliés.

Il va de soi que cette suppression ne porterait pas atteinte au droit que le gouvernement fédéral, comme tout autre gouvernement, possède de faire connaître aux Alliés les besoins exceptionnels auxquels il pourrait avoir à faire face et de négocier avec eux sur cette matière, comme sur toute autre; mais on ne pourrait pas, comme on l'a fait, se baser sur ce membre de phrase, pour escompter par avance un acquiescement qui n'avait pas même été demandé.

---

7. *Cf. n° 151, Annexe 2.*
8. *Cf. n° 154.*

199

E 2001 (B) 1, 95

La Légation de Suisse à Berlin au Chef de la Division du Commerce du Département politique, A. Eichmann [1]

L Deutsche Note Berlin, 7. Juli 1916

Im Verlaufe der gestrigen Unterredungen im Auswärtigen Amt kam die Sprache auf die bisher erfolglose Tätigkeit der Pariser Delegation. Legationsrat Schmitt gab seiner Meinung Ausdruck, dass die Unterhandlungen resultatlos verlaufen dürften. Er erklärte, dass dann auch von deutscher Seite die Angelegenheit einschlafen würde. Auf mein Ersuchen, sich näher darüber zu erklären, führte er aus, in der Schweiz sei wohl die Meinung vertreten, Deutschland schliesse von einem Tag auf den andern die Grenze. Dem sei nicht so, vielmehr höre die Zufuhr nach der Schweiz sukzessive mit der Zufuhr von Gegenlieferungen auf. Wenn für etwas Kompensation geleistet werden könne, werde die Ausfuhr bewilligt; schliesslich erhalte diese und jene Firma nichts mehr, weil man vorteilhafter gegen Kompensationen die Ware nach Skandinavien oder Rumänien geben könne, und so stocke nach und nach die ganze Versorgung. Ich bemerkte, dass allem Anscheine nach Deutschland diese Einschläferungspolitik schon seit letztem Herbst betreibe, denn es lägen noch Ausfuhrbewilligungsanträge seit 4, 5 und 6 Monaten und noch länger vor, die einfach nie ihre Erledigung fanden. Legationsrat Schmitt bemerkte, das sei zum Teil darauf zurückzuführen, dass, kaum sei die S.S.S. unter Dach gewesen, die Ausfuhr von Baumwollgarn etc. aus der Schweiz unter dem Drucke der Entente mit der Begründung der «infolge der Kriegslage eingetretenen Veränderungen» aufgehört habe. Ich unterliess nicht, zu bemerken, dass auch Deutschland mit der Motivierung «der durch die Kriegslage eingetretenen Veränderungen» die Ausfuhr bald für diesen oder jenen Artikel entweder ganz aufgehoben oder im Interesse der schlechten Valuta (auch als einer durch den Krieg mitgebrachten Erscheinung) von der Bezahlung höherer Preise weiterhin abhängig gemacht habe.

Wenn übrigens Schmitt als Grund der Verzögerung die Kompliziertheit der einzelnen Fälle, die Rücksichtsnahme auf die Inlandsversorgung, Verwendung zu Heereszwecken, Valutapolitik etc. als einen Komplex der durch die Kriegslage geschaffenen ausserordentlichen Umstände hinstelle, so dürfe anderseits die Schweiz die angeblich durch die S.S.S.-Kommission entstehenden Verzögerungen ebenfalls als aus der Kompliziertheit der sie tangierenden Verhältnisse herausgewachsen berücksichtigt verlangen.

Schliesslich bemerkte Schmitt, die Schweiz könnte überhaupt gegenüber der Entente ganz energisch auftreten und die S.S.S. aufheben, wie die Niederlande dies Grossbritannien gegenüber zu tun gedroht hatten. Ich erwiderte hierauf nur,

---

1. *Le document est signé* Haefliger.

dass unsere Interessen nicht auf einer Seite lägen und auch nicht in allen Beziehungen mit denen Hollands identisch seien.

Es ist dies das zweitemal, dass mehr oder weniger indirekt darauf angespielt worden ist, die Schweiz solle zu den Zentralmächten halten. Das erstemal, als Dr. Diethelm noch hier weilte und wir Leutnant Henneberg gegenüber betonten, die Entente liefere uns die Nahrung, sagte Henneberg mit scharfer Betonung: «Wir sind nun ebenfalls in der Lage, der Schweiz, *wenn die Umstände es erfordern,* alles Getreide, dessen sie bedarf, zur Verfügung zu stellen und ihr alles nötige Kupfer zu liefern.»

Um auf die Aussagen Schmitts betreffend das allmähliche Einschlafen der Ausfuhr nach der Schweiz zurückzukommen, so möchte ich in vielen Fällen in der Tat diese Erscheinung bereits beobachtet haben. Dieses Hinhalten, diese Ungewissheit für den schweizerischen Besteller, ob er die Ausfuhrbewilligung bekomme oder nicht, das zeitweilige Aussetzen der Erteilung von Bewilligungen, mag seine Ursache bald in valutapolitischen Absichten, um durch Entblössung der Schweiz von gewissen Waren, höhere Preise zu fordern, bald in Kompensationsforderungen, bald aber auch, wie der neueste durch das Zensurtelegramm des Vertreters der deutschen Glasindustrie bekanntgewordene Fall zeigt, in der deutschen Industrieschutzpolitik haben. Da alle diese Tendenzen gleichzeitig zur Geltung gelangen, ist es oft sehr schwer, ja unmöglich, im einzelnen Fall das Motiv der Ausfuhrverweigerung oder Verzögerung zu erkennen. Ich bin geneigt, die zum Teil gemeldete Sperre – ich schliesse dies aus den in Frage kommenden Artikeln – einer valutapolitischen Absicht zuzuschreiben, die durch die Meinung, es handle sich um einen indirekten Druck auf die Entente, der ja zweifellos auch zugleich beabsichtigt ist, verschleiert werden soll. So offen wie bei der Stabeisenangelegenheit wird wohl nicht ein zweites Mal vorgegangen werden; jener Fall wirkte in seiner Offenheit allzu brutal; zudem liegt in Zukunft die Sache ja insofern leichter, als es sich um Artikel handelt, die bereits einem Ausfuhrverbote unterworfen sind.

Ich wollte nicht ermangeln, bei dieser Gelegenheit Ihnen meine zuletzt geschilderten Eindrücke mitzuteilen. Meines Erachtens sollten wir, um diesen Tendenzen unter der Oberfläche ihre Wirksamkeit möglichst zu nehmen, bei allfälligen Verhandlungen auf Grund eines günstigeren Resultates der Pariser Delegation unbedingt auf grösserer Raschheit der Erledigung und genauerer Angabe der Gründe von Verzögerungen oder Ablehnung bestehen. Wenn auch ein praktischer Erfolg kaum anzunehmen ist, so darf doch durch unser Verlangen zum mindesten unsere Missbilligung oder unser Misstrauen in die Loyalität derartiger Verzögerungen zum Ausdruck gebracht werden.

200

E 2200 Paris 1, 1312

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L 935/14 Ccnfidentielle Paris, 10 juillet 1916

Hier, dimanche, nous n'avions pas de courrier pour Berne et j'ignore si nous aurons aujourd'hui un courrier de bonne volonté. Pour ne pas perdre deux jours je vous ai donc télégraphié hier soir à huit heures le texte à peu près intégral de la note[1] reçue cinq minutes auparavant de M. Gout, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères au sujet du *trafic dit de restitution.* Cette note, dont vous trouverez sous ce pli trois exemplaires en copie, porte la date du 8, mais m'est parvenue, je le répète, seulement le 9 au soir. Elle était accompagnée d'un billet de M. Gout exposant que la réponse du Gouvernement britannique avait été lente, ce qui expliquait le retard, les délégués n'ayant pu rédiger le texte définitif qu'avant-hier samedi.

La réponse des Alliés est nettement négative, car ils prétendent, ou bien ne pas comprendre, ou bien devoir considérer la combinaison comme une simple compensation, au même titre que les autres compensations dont les Alliés ne veulent pas. En tous cas, ils déclarent qu'il n'est pas question d'étendre ce trafic de restitution à la laine et au coton; or, ce trafic n'avait guère de valeur que pour ces deux produits et peut-être pour les métaux, mais, dans ma conviction, pour les métaux on aurait refusé exactement comme pour le coton et la laine, en vertu de l'argument de M. Gout, dont le fils a été tué il y a quelques mois: «Nous ne voulons pas trouver dans le corps de nos enfants quelque chose qui ait transité par la France.»

Il se fait une campagne de presse, même chez nous, en vue de la publication, non seulement de la note allemande du 8 juin[2], mais de la déclaration que les Délégués alliés nous ont remise depuis la dernière séance du 30 juin[3]. (Voir par exemple le *Journal des Débats* du 10 juillet, page 2.) Vous avez déjà décidé qu'il n'y avait pas lieu de communiquer la note allemande, pas plus que nous n'avons communiqué aux Allemands nos correspondances confidentielles avec les Alliés au sujet de la constitution de la S.S.S. Il me paraît qu'il n'y a pas davantage lieu de publier la déclaration des Délégués alliés remise le 4 juillet, comme annexe au procès-verbal de la séance du 30 juin; tout le ton de cette déclaration vise le public suisse; on y fait avec persistance une sorte de distinction peu obligeante entre le peuple suisse et son Gouvernement en donnant à entendre qu'on s'intéresse au peuple suisse, mais qu'on ne trouve pas le Gouvernement aussi in-

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n° 186.*
3. *Cf. n° 198.*

téressant que le peuple. (Voir la même distinction dans article du journal *Paris-Midi* du 8 juillet.)

J'ignore d'ailleurs si, comme le prétend le *Journal des Débats,* vous avez reçu une nouvelle note allemande.

Je me demande si on ne pourrait pas reprendre la conversation sous forme diplomatique pour un certain nombre de compensations. C'est ainsi que l'Autriche nous a envoyé 5000 wagons de bois, 1000 wagons de cellulose et 4300 wagons de sucre. Pour le sucre, il a été transformé, chez nous, en lait condensé, farine lactée et chocolat, dont probablement les neuf dixièmes ont passé chez les Alliés. Pour le bois, il a été transformé en Suisse en planches ou en poutres qui ont également passé, en grande partie, chez les Alliés. Il semble qu'on devrait arriver à comprendre ici qu'il n'y a rien d'immoral à faire passer aux Autrichiens des produits alimentaires tels que du riz, en échange de produits alimentaires comme le sucre, ou de produits utilisés en France pour la défense nationale ou le journalisme, comme le bois.

Je me demande si un raisonnement analogue ne pourrait pas être tenu pour les fers allemands qui, de notoriété publique, passent de Suisse en France avec l'assentiment du Gouvernement français.

Nos compensations avec les Empires centraux ne me paraissent pas plus immorales que des compensations avec la France. Or, ces jours-ci, le Ministre du Commerce me poursuit littéralement de demandes de bois pour une papeterie à laquelle il s'intéresse et qui doit alimenter des journaux, lesquels journaux persécutent touts les jours le Ministre du Commerce. Il nous offre en échange des produits chimiques. Si ce n'est pas une compensation, je ne sais pas ce que c'est.

Il pourrait être intéressant de rechercher s'il n'y a pas eu, dans les derniers mois, de nombreux autres cas de ce genre. Seulement, la plupart du temps, ces compensations ont été faites plus habilement entre des industriels des deux pays avec l'assentiment du Gouvernement français au lieu d'être faites par les gouvernements eux-mêmes. Cela était possible, tandis qu'avec la S.S.S., les compensations avec les Empires centraux ne sont pas possibles entre particuliers. Je rappellerai l'acide nitrique de Chippis, les pyrites d'Attisholz et d'Utikon; il y en a certainement d'autres.

Hier, j'ai passé une partie de l'après-midi avec quelques personnalités françaises en vue, et dont quelques-unes sont très nationalistes; le jurisconsulte Clunet, le député Jules Roche, l'ingénieur et économiste Victor Cambon, deux ou trois directeurs de grands journaux et les avais amenés à déclarer que dans le cas du riz, du sucre et du bois, il n'y avait vraiment pas de danger national à compenser; qu'au contraire, on devait au fond être reconnaissant à la Suisse de servir d'intermédiaire; qu'il fallait être pratique et qu'il fallait avoir des égards pour la situation effroyablement difficile de notre pays. Je me demande s'il n'y aurait pas quelques articles à faire paraître dans ce sens chez nous; seulement, il faudrait que ce fût un journal de langue française qui consentît, par patriotisme, à insérer ces explications. On pourrait aussi essayer de les faire envoyer comme correspondance de Suisse à une Agence française.

Quant à la menace des Alliés de nous retirer la faculté de commercer avec les

Austro-Allemands en utilisant les soies et les vins qu'on déclarerait contrebande de guerre absolue, je ne m'en émeus pas pour le moment, car je pense que les Italiens n'ont aucune envie de mettre cette menace à exécution et que les Alliés n'ont pas d'intérêt à brusquer l'Espagne pour ses vins.

Cependant le décret d'avant-hier matin par lequel la France et l'Angleterre déchirent la Convention de Londres de 1909 sur la contrebande de guerre et renvoient devant le Conseil des Prises, c'est-à-dire devant des officiers de marine, les plus délicates questions économiques, prouve que les Alliés renoncent à toutes considérations de droit. Ce seront donc des officiers de marine qui décideront, par exemple, si la Hollande, la Suède, la Norvège, la Suisse reçoivent d'une certaine marchandise plus que la quantité normale et qui pourront déclarer le navire et la cargaison de bonne prise!

Prenons simplement le cas des graisses animales; la Suisse ne recevant plus d'animaux vivants, de bœufs de boucherie, porcs, etc. ni de France, ni d'Italie, ni d'aucun pays, ne dispose plus des peaux, et des graisses, et des suifs, et des saindoux provenant des 50 000 bœufs ou vaches et des 25 000 cochons gras importés chaque année en temps de paix; elle doit donc importer d'Amérique ou d'ailleurs les graisses qu'elle tirait des animaux importés; et ce seront des officiers de marine devant lesquels il faudra aller discuter la légitimité de cette augmentation inévitable!

J'espère que cette mesure n'est pas dirigée directement contre la Suisse et suppose qu'on vise surtout les Pays-Bas et la Scandinavie. On reproche ici aux Pays-Bas d'avoir vidé la Hollande au profit des Allemands et de la remplir maintenant par des produits importés, qui restent, cette fois, en Hollande, mais le coup de l'alimentation de l'Allemagne a été fait. Chez nous, rien de ce genre n'a pu se produire pour des articles arrivés en Suisse par la S.S.S.

Il faut qu'on soit bien convaincu à Paris et à Londres, que les Etats-Unis sont absorbés par la campagne présidentielle et ne bougeront pas, alors surtout qu'à ces mesures relatives à la contrebande de guerre est venue s'ajouter la divulgation du traité d'alliance russo-japonais qui équivaut à la japonification de toute la Mandchourie méridionale et dont la pointe semble manifestement tournée contre les tentatives économiques des Etats-Unis en Chine.

En résumé, il me parait que la réponse transmise hier soir par M. Gout, de la part des Délégués alliés, sur le trafic de restitution, clôture la négociation pour laquelle vous avez envoyé des Délégués à Paris et que cette négociation est virtuellement terminée; mais je me permets de vous suggérer l'examen de la question de savoir si l'on ne pourrait pas, par la voie diplomatique, discuter un certain nombre de points, par exemple: trafic avec la Roumanie et autorisations plus rapides pour ce trafic, tentative de reprendre en détail certaines compensations, par exemple avec l'Autriche (riz, sucre et bois dont les Alliés bénéficient, en fait, sous forme de chocolat, de farine lactée et de planches ou poutres) et peut-être fers allemands. Pour faciliter ces pourparlers, ne pourriez-vous pas faire dresser une liste des compensations qui, en fait, ont eu lieu dans les relations franco-suisses à votre connaissance?

Je serais heureux aussi d'être tenu au courant de ce qui peut se passer entre nous et les Empires centraux, comme aussi de savoir si vous considérez comme superflu le retour des Délégués à Paris.

201

E 2200 Paris 1, 1312

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Confidentielle

Paris, 25 juillet 1916

Ce matin, j'ai entretenu M. Jules Cambon de la reprise des travaux de la *Conférence dite des compensations* et de ma conversation d'hier [1] avec M. Gout. Je lui ai exposé ce que nous comprenions sous le nom de «trafic de restitution» et ai fourni quelques détails sur la manière dont, peu à peu, certaines compensations avaient été consenties, tantôt par pitié, tantôt par nécessité de vivre ou de faire vivre certaines industries; il s'agit là de milliers d'affaires, grosses ou petites intéressant toute la vie de notre peuple.

J'ai repris aussi l'exemple des sucres et des bois autrichiens qui servent à alimenter indirectement la France au même titre que les riz échangés servent à alimenter l'Autriche; il s'agit pour la Suisse de tout l'ensemble de notre vie économique, tandis que pour les Empires centraux c'est une goutte d'eau. On ne devrait pas insister outre mesure sur quelques irrégularités, mais tenir compte de l'ensemble de la situation du peuple suisse; cette situation devient de plus en plus critique; la Suisse est en présence d'un cas de force majeure puisqu'elle ne peut guère recevoir de produits des pays alliés, ceux-ci autorisant avant tout des transits de produits américains et non pas des exportations de produits nationaux. Les Alliés ne devraient pas couper à la Suisse tout commerce avec les Empires centraux ou avec les neutres à travers les Empires centraux.

La Suisse n'a pas la mer; elle ne fait pas de bénéfices sur la guerre comme les Etats-Unis, l'Argentine ou la Norvège; elle souffre par centaines de millions ou plutôt par milliards, au lieu de faire des bénéfices, comme les Américains et les Norvégiens, par centaines de millions et par milliards.

S'il y a eu quelques irrégularités et quelques autorisations d'exportations contestables, que «celui qui est sans péché nous jette la première pierre». Les belligérants sont-ils sans péché? Pour les cotons, les Alliés ont refusé d'appliquer, dès le début, les stipulations de la S.S.S.; il ne nous accordent pas de transit vers la Roumanie, etc. Les conditions de la contrebande de guerre, des transports postaux ont été bouleversées par les belligérants et cela a causé le plus grave pré-

---

1. *Lors de cette conversation il a été décidé que la* Conférence commerciale dite des compensations *entre les Délégués alliés et suisses se réunira le 2 août à Paris. Cf. lettre de Lardy à Hoffmann du 24 juillet 1916 in* E 2200 Paris 1, 1312.

judice à nos exportations vers les Etats-Unis et l'Espagne. On devrait prendre les choses de plus haut et se pénétrer de la situation d'ensemble de la Suisse, encerclée par les belligérants, qui manipulent à leur gré les conventions internationales; les quelques exportations autorisées par le Gouvernement suisse sont des peccadilles au regard de la situation économique effroyable dans laquelle se trouve la Suisse.

N'y a-t-il pas moyen d'obtenir que le Gouvernement français s'élève au-dessus des récriminations de détails pour faciliter la vie de notre peuple? M. Cambon m'a promis de parler dans ce sens à M. Gout avec lequel il n'est pas toujours facile de parler et qui est «comme un crin». Il m'a promis aussi d'agir sur les autres Ministères qui ne sont pas faciles. Il a terminé en disant que son sentiment était d'accord avec le mien et qu'on devrait, pour des motifs d'ordre général et politique, tenir compte de la situation, si difficile, de notre pays.

Je chercherai à voir d'autres personnes à côté de M. Cambon.

Mon collaborateur, M. Stroehlin, revenant du Ministère des Affaires Etrangères, me rapporte que M. Seydoux, toujours très aimable pour la Suisse, lui a dit cependant: «Ce qui rend les pourparlers difficiles c'est la mentalité de M. Frey et de M. Schmidheiny.» C'est évidemment l'écho de ce qui a été rapporté à M. Seydoux. J'irai voir celui-ci pour rectifier son impression.

Dans mon rapport d'hier, j'ai oublié d'ajouter que M. Gout, après s'être plaint de l'attitude du Gouvernement suisse en matière de compensations anticipées avait ajouté, à deux reprises, que ces compensations n'avaient pas toujours été désintéressées, donnant nettement à entendre qu'il y avait là derrière, des «affaires» et des «intérêts personnels». A quoi peut-il faire allusion? Il serait bon de pouvoir lui répondre s'il récidive.

Le même M. Gout a également parlé de l'affaire des huiles de soya, soulevée par la *Gazette de Lausanne,* affaire qui m'est entièrement inconnue.

202

E 27, Archiv-Nr.13969/6

Le Département politique à la Légation de Russie à Berne

Copie
N

Berne, 26 juillet 1916

Le 26 mai 1916, le représentant officieux du Saint-Siège, Monsignor Marchetti, ayant demandé si les prisonniers de guerre tuberculeux curables provenant de Russie et d'Allemagne pouvaient être hospitalisés en Suisse, il lui fut répondu qu'en principe rien ne s'opposait à cette hospitalisation.

Mais, il résulte d'une conversation avec le Ministre de l'Empire allemand que le nombre des prisonniers russes tuberculeux curables que l'on présume être actuellement en Allemagne paraît si considérable qu'il outrepasse de beaucoup les pos-

sibilités d'internement que peut offrir la Suisse. En outre, l'enquête ordonnée sur cet objet a démontré que les stations suisses qui se prêteraient à l'internement de cette catégorie de malades sont actuellement déjà si remplies qu'il sera difficile de loger les contingents de prisonniers français, belges, anglais et allemands qui sont attendus.

Il y a plus d'un mois déjà, le Département politique a avisé de la situation la Légation d'Allemagne. A son regret, il a dû faire la même réponse à la Légation austro-hongroise, qui s'informait aussi, peu après, de la possibilité d'hospitaliser en Suisse des Russes séjournant dans les camps de prisonniers en Autriche-Hongrie et des Autrichiens et Hongrois prisonniers en Russie.

Le Département politique regrette infiniment de devoir, aujourd'hui, donner encore la même réponse. Mais, vu la place fort restreinte dont disposent les stations pour tuberculeux, il est bien compréhensible que la Suisse n'est en mesure d'hospitaliser qu'un nombre limité de malades. Ce serait surtout aller complètement à l'encontre du but poursuivi que de vouloir, pour donner leur place à d'autres, faire évacuer les tuberculeux avant leur guérison complète ou tout au moins une amélioration sensible de leur état.

Dans ces conditions, il semble superflu de donner des renseignements sur les conditions d'internement en Suisse; toutefois, le Département politique fournira toujours avec plaisir toute information désirée.

203

E 2200 Paris 1, 1312

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Confidentielle

Paris, 1er août 1916

L'Ambassadeur d'Italie Tittoni, auquel j'ai fait une visite pour m'entretenir avec lui dans le même sens qu'avec M. Cambon[1] de la reprise des négociations concernant le trafic de restitution, m'a dit qu'il partageait entièrement la manière de voir de M. Cambon. Il sait parfaitement que la Suisse n'est pas un de ces neutres qui s'enrichissent comme les Etats-Unis, l'Argentine ou la Norvège, mais que notre pays souffre profondément et se trouve dans une situation effroyable. Il m'a promis d'agir dans le sens de la plus extrême conciliation sur les délégués italiens Ruspoli et Dell'Abadessa. Il assure que le Gouvernement italien est tout à fait dans cet ordre d'idées. La résistance vient en partie de certaines personnalités secondaires françaises, mais surtout de l'Angleterre qui est violemment et maladroitement intransigeante.

1. *Cf. n° 201.*

M. Cambon ne m'a pas caché qu'il rencontrait dans ses bureaux la plus vive résistance à ses demandes qu'on tînt compte de la situation politique et économique de la Suisse et qu'on lui fît toutes les concessions possibles; il a même répété que si cela dépendait de lui, il enverrait immédiatement à l'étranger certains chefs de service du Ministère qui ne sont jamais sortis de France et ne savent pas s'élever à la compréhension des nécessités des gouvernements et des peuples étrangers parce qu'ils n'ont jamais vécu hors de Paris.

Tout cela est peu encourageant.

204

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 33

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 23 Washington, 7. August 1916

Die Verhältnisse haben es mit sich gebracht, dass meine Berichterstattung in letzter Zeit unzusammenhängend geworden ist. Meine Kabelnachrichten über die mexikanischen Wirren, die Friedensfrage, Beschlagnahme der neutralen Post, die schwarze Liste etc. haben die schriftlichen Rapporte stets überholt. Ich beehre mich daher, Ihnen heute eine kurze Zusammenfassung zu geben.

Die Lage in den Vereinigten Staaten hat sich seit Eintritt der Präsidentschaftskampagne merklich verändert. Fragen, welche bisher, mehr oder weniger absichtlich, unentschieden gelassen worden, Stimmungen, die latent geblieben waren, haben sich in den letzten zwei Monaten deutlicher formuliert und an die Oberfläche gedrängt. Dieser Umschlag ist zum Teil aus den Bedürfnissen des Wahlfeldzuges, zum Teil aber auch aus dem Verhalten der alliierten Mächte gegenüber den Vereinigten Staaten zu erklären.

Soweit das *persönliche Interesse des Präsidenten* als Faktor in Frage kommt, so weise ich neuerdings darauf hin, dass während des ersten Kriegsjahres und bis in dieses Frühjahr hinein die Meinung Wilsons dahin gegangen ist, dass seine Wiederwahl nur dann aussichtsreich sei, wenn er kriegerische Verwicklungen an der Hand habe. Wie das Land darüber dachte, war erst dann klar zu erkennen, als vor einigen Monaten der Kongress gezwungen wurde, sich mit den beiden Resolutionen des Abgeordneten McLemore und des Senators Gore zu beschäftigen. Dabei stellte sich zur allgemeinen Überraschung heraus, dass das Volk durchaus nicht so kriegslüstern war, wie man annahm, und es musste der Kongress dieser Stimmung Rechnung tragen, indem er sich entschieden gegen kriegerische Verwicklungen in Europa aussprach.

Die Haltung des Kongresses war bestimmend für die Haltung des Präsidenten. Aus einem Kriegbegehrenden wurde ein Friedensbefürworter. Er hatte klar gesehen, dass er mit dem *Preparedness Program* seine Wahlhoffnungen nicht zu fördern vermochte, und so versuchte er unter dem Schlagwort «Peace and Prosperity» den Feldzug anzutreten.

Das Volk ging sehr gerne auf diesen veränderten Kurs ein und klammerte sich sofort krampfhaft an das Stichwort «Peace and Prosperity». Wenn die Wahlaussichten Wilsons vor einem halben Jahr noch weit unter pari standen, so stehen sie heute – und darüber braucht man sich keinen Täuschungen hinzugeben – so gut wie pari. Obwohl eigentlich kein Feind die Vereinigten Staaten je bedroht hat, so spricht doch heute einer dem andern es hochaufatmend nach: «he kept us out of the war».

Die Republikaner haben es unter diesen Umständen schwer, eine zugkräftige Wahlparole zu finden. Sie sind ebenfalls von der allgemeinen Friedensstimmung der Bevölkerung abhängig und können deswegen eine der Wilsonschen Friedenspolitik entgegengesetzte internationale Politik nicht gut einschlagen, ohne sich das – jeglichen militärischen Geistes bare – grosse Volk hoffnungslos zu entfremden. Der Schwerpunkt ihrer Argumente liegt daher fast ausschliesslich *in der mexikanischen Situation,* die ja allerdings so schwächlichen Charakters ist, dass selbst die Demokraten ihrem Führer nicht mehr zu folgen vermögen. Als Beilage finden Sie die Programmrede des republikanischen Kandidaten Hughes, vom 31. Juli, in welcher er insbesondere die Mexikopolitik Wilsons und die schlechte diplomatische Auslandvertretung der Vereinigten Staaten geisselt.

Noch ausschlaggebender aber als die durch wahlpolitische Rücksichten beeinflusste Haltung Wilsons *ist die Haltung Englands den Neutralen im allgemeinen und Amerika im besonderen gegenüber.*

Die *Beschlagnahme der neutralen Post* nimmt trotz aller amerikanischen Proteste ihren Fortgang. Diese andauernden Verletzungen gehen auch den hiesigen Britenfreunden nachgerade stark auf die Nerven. Es stellt sich immer deutlicher heraus, dass England nicht nur kriegerische Endziele damit verfolgt, sondern auch ökonomische Zwecke anstrebt, die das amerikanische Geschäftsleben und dasjenige der übrigen Nationen empfindlich berühren, und dass die Tätigkeit des englischen Zensors auch dazu führt, amerikanische Geschäftsgeheimnisse an die englische Konkurrenz zu verraten. Nichts nimmt der Amerikaner so übel wie einen Angriff auf seinen Geldbeutel!

Die stetig ausweichenden und oftmals als verletzend empfundenen *britischen Antworten auf amerikanische Noten* haben die schwächliche Haltung der amerikanischen immer deutlicher in das öffentliche Bewusstsein treten lassen. Eine erheblich Verstärkung der Verstimmung erzielte England indes durch seine *schwarze Liste*, mit welcher das ganze britische System des Boykotts des neutralen Handels auch den Amerikanern vor Augen geführt worden ist. Es wurde ihnen klar, dass derart der gesamte neutrale Handel lahmgelegt werden kann, teils durch ein direktes Verbot, mit den Firmen auf der schwarzen Liste zu handeln, teils aber und vielleicht in noch grösserem Umfange durch die Einschüchterung neutraler Firmen, welche aus Furcht, ebenfalls auf die schwarze Liste zu kommen, freiwillig ihre Beziehungen mit den boykottierten, oder auch mit nur verdächtigen Firmen abbrechen (Fall Hermann C. Kupper, schweizerische Firma in New York, mit der gegenwärtig alle amerikanischen Banken die Beziehungen abgebrochen haben). Die schwarze Liste hat bereits eine förmliche Revolution im hiesigen Wirtschaftsleben hervorgerufen, und wenn die Zeitungen es wagen würden, der wahren

Volksstimmung Ausdruck zu geben, dann müsste die Situation bald einen bedrohlichen Charakter annehmen. England hat zwar durch das Memorandum vom 29. Juli bereits beruhigende Erklärungen abgeben lassen und sich auch auf Präzedenzfälle berufen, die aus der Zeit des Bürgerkrieges herrühren, ohne jedoch die Bestürzung beschwichtigen zu können, welche durch diese wankelmütige Politik nur noch verschärft worden ist.

Äusserungen aus den verschiedensten amerikanischen Kreisen lassen darauf schliessen, dass man allmählich von dem Präsidenten eine bestimmte Abwehrhaltung gegenüber England erwartet, und es fehlt nicht an Stimmen, welche sagen, es wäre hohe Zeit, dass die sämtlichen Neutralen sich zu einer Art *Neutralitätsliga* zusammentun, um vereint den gegen alle gerichteten Übergriffen der Alliierten zu begegnen.

Die Führung dieser Liga würde natürlich von den Vereinigten Staaten, als dem stärksten der Neutralen, in Anspruch genommen. Aber daneben verlautet auch die Meinung, dass die übrigen Neutralen, unabhängig von Amerika, vorgehen sollten, falls Wilson weiterhin in seiner Untätigkeit verharren möchte. Seine doktrinäre Auffassung, dass jeder einzelne Staat individuell vorzugehen habe, und dass der Präsident noch nicht geneigt ist, mit den übrigen Neutralen Hand in Hand zu gehen, wurde mir vom Staatsdepartemente am 31. Juli (Postbeschwerden) neuerdings bestätigt. Dass dieses Beiseitestehen des mächtigsten Neutralen lähmend, nicht allein auf die kleinern Neutralen, wirken muss, sondern auch der gesamten Abwehrbewegung die Stosskraft nimmt, ist leider eine Tatsache.

Man ist sich hier freilich nicht ganz klar darüber, ob die europäischen Neutralen es jemals unernehmen werden, allein, d.h. ohne Amerika, vorzugehen, aber man ist ebenso fest überzeugt, dass Wilson gezwungen werden könnte, Anschluss zu suchen, wenn er nicht in den Verdacht kommen will, dass er britischen Interessen zuliebe die neutralen Interessen und damit auch die amerikanischen zu opfern gedenkt. Diese Erkenntnis müsste seinen Wahlaussichten ein Ende machen, denn wie schon gesagt, geht der Amerikaner in der Britenliebe nicht so weit, dass er sich wegen ihr seinen Geschäftsverdienst geschmälert sehen möchte.

Die Berater Wilsons lassen ihn über die Volksstimmung nicht im unklaren, und vielerorts hört man die Prophezeiung, dass der Präsident demnächst endlich einen ersten Schritt zugunsten des *europäischen Friedens* tun werde.

Übrigens hat Herr Wilson in der letzten Zeit leicht die Überzeugung erlangen können, dass auch England und die Alliierten ihm im allgemeinen wenig Dank wissen, und diese unerfreuliche Kritik von drüben mag vielleicht bei dem überaus empfindlichen Präsidenten ein Echo auslösen, das einen weiteren Stimmungsumschwung zuungunsten der Alliierten zur Folge haben kann.

Es scheint beinahe, als ob jetzt *der psychologische Moment* gekommen wäre, wo eine Anregung aus den andern neutralen Ländern, oder aber ein vereinzeltes oder gemeinsames Vorgehen derselben, Wilson bereit finden würde, mitzutun.

205

E 2200 Paris 1, 1312

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Confidentielle

Paris, 9 août 1916

En vous confirmant mon télégramme de ce matin, dont ci-joint copie, j'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli un projet de déclaration [1] que nous avions préparé en vue de la séance de ce matin sur la base des réponses reçues hier au sujet des stocks et au sujet du trafic de restitution [2]. Nous avions escompté, en rédigeant cette déclaration, des réponses favorables sur la question des vins, soies et fruits et sur l'abandon par les Alliés de la demande de supprimer le paragraphe final de l'Article 11 du Règlement intérieur [3] de la S.S.S.

Au début de la séance de ce matin, M. Gout m'a demandé si je n'avais pas de communication à faire; j'ai répondu en demandant la réponse des Alliés sur les vins, etc. comme aussi sur le maintien du dernier alinéa de l'article 11.

M. Gout a fait observer que pour les vins, ils sont déjà sur les listes de *contrebande conditionnelle sous le titre de vivres* et, avant de continuer sa réponse, a donné la parole au comte Granville pour une déclaration d'ordre général.

Lord Granville: Par politesse, nous devons informer la Délégation suisse que les trois Gouvernements alliés se sont mis d'accord pour faire des représentations officielles, à Berne, au sujet de plusieurs cas d'incorrections en matière d'exportation de Suisse, comme aussi au sujet de l'accaparement de certains produits.

M. Gout va vous dire ce que les Alliés comptent faire pour les vins, mais, ce que nous ferons pour les vins ne serait accordé que si nous recevons une assurance formelle que les incorrections signalées ne se renouvelleront pas.

M. Gout: après s'être associé aux observations de Granville, donne lecture de la déclaration suivante concernant les vins, etc:

«En raison des inconvénients que pourrait avoir pour le commerce de la Suisse la mise à exécution immédiate de toute décision ayant pour effet de consigner à la S.S.S. ou de contingenter les soies, les fruits, les vins, ou l'un quelconque de ces trois produits, les Gouvernements alliés s'engagent à ne pas mettre en application, avant un délai minimum d'un mois, toute décision de consigner à la S.S.S. ou de contingenter les soies, les fruits, les vins, ou l'un quelconque de ces trois produits.

«Ce délai courra du jour de la notification qui sera faite à Berne.»

M. Dell'Abadessa (Italie) fait observer que les légumes frais sont déjà consignés à la S.S.S.; il n'y a d'ailleurs aucune mesure spéciale en prévision à leur égard.

Sur une question de M. Frey, *M. Gout* déclare que les délégués alliés n'ont plus parlé du 3e alinéa de l'article 11 du Règlement intérieur de la S.S.S. Ce silence si-

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. lettre de Lardy à Hoffmann du 8 août 1916 in* E 2001 (B) 1, 95.
3. *Cf. n° 151, Annexe 2.*

gnifie qu'ils n'insistent pas pour en obtenir la suppression. Mais M. Gout profite de l'occasion pour insister sur l'application précise des stipulations de l'article 17, trop souvent, sinon presque complètement restées lettre morte (communications mensuelles par la S.S.S. de certaines statistiques). La même observation s'applique aux communications à faire en exécution de l'article 13 concernant le trafic de perfectionnement et pour lequel la lettre N imposerait aussi à la S.S.S. des communications mensuelles. M. Gout en profite pour rendre hommage à la correction et à la bonne volonté de la direction de la S.S.S.

Après nous être concertés entre délégués suisses au cours d'une suspension de séance, nous avons renoncé à faire la déclaration que nous avions préparée et nous sommes bornés à donner acte aux délégués alliés tant de leurs déclarations d'hier concernant le refus des stocks et le refus du trafic de restitution que de leurs déclarations d'aujourd'hui concernant les vins, soies et fruits frais. Nous avons annoncé que nous ferions rapport au Conseil fédéral auquel il appartiendra de prendre les mesures que les réponses reçues et la situation nouvelle résultant de ces réponses paraîtront comporter.

Nous avons terminé par les compliments d'usage et les remerciements au secrétariat.

M. Gout réplique qu'on ne saurait parler d'un échec complet, car les Alliés répètent que, dans des cas spéciaux, ils ne refuseraient pas d'examiner telle ou telle opération de compensations. Il rappelle aussi que les Alliés consentiraient à un certain trafic de restitution pour les métaux et les machines en addition à l'article 13 du Règlement de la S.S.S.

Les Alliés ne prennent pas légèrement la situation de la Suisse, ils sont les premiers à regretter d'avoir été obligés d'en venir à un blocus commercial, et feront toujours les plus grands efforts pour diminuer les maux de la guerre qui frappent les innocents. Il fait ensuite un discours sur la neutralité de la Belgique et les services rendus par la Suisse aux blessés et aux populations civiles des départements français envahis dont il dépeint la triste situation.

Le procès-verbal des deux dernières séances[4] sera envoyé à domicile.

Vous voyez, par l'exposé ci-dessus, que non seulement il n'a pas été question d'obtenir les stocks, ni le trafic de restitution, mais que pour les vins, soies et fruits frais, les Alliés refusent de s'engager, à plus d'un mois d'échéance, à n'en pas faire de la contrebande absolue. Au point de vue des compensations, il en résulte que ni les vins, ni les soies, ni les fruits ne peuvent entrer pratiquement en ligne de compte malgré l'intérêt que l'Italie peut avoir à ce que les Alliés n'exécutent pas la menace. Vous remarquerez que les légumes frais n'ont plus été mentionnés; on a même nettement dit qu'il y avait eu erreur, le 30 juin, de la part de M. Craigie s'il en avait fait mention. Les légumes frais doivent être consignés à la S.S.S.; même s'ils ne l'étaient pas, la question aurait toujours moins de portée pratique à cette saison de l'année.

Nous n'avons pas trouvé l'occasion de placer les observations et justifications

---

4. *Non reproduit.*

du Département suisse de l'Economie publique concernant les pétroles et les fourrages concentrés[5]. Je me suis demandé, ce matin, si cette occasion ne se présentait pas lorsque Granville a annoncé, d'un ton sec, que les Alliés allaient envoyer des observations à Berne sur les exportations incorrectes, mais, après réflexion, nous y avons renoncé parce que la négociation était arrivée à son terme. Il fallait en finir, car chaque jour, la situation empirait. Je suppose que le Gouvernement fédéral répondra aux observations annoncées et il pourra utiliser, pour cette réponse, les notes qui nous ont été envoyées par le Département de l'Economie publique sur les pétroles et les fourrages concentrés; nous aurions empiété sur cette réponse et l'aurions défraîchie.

La situation est nette, c'est un refus complet et sans ambages sur toute la ligne, car le petit trafic de restitution de métaux contre des machines n'a aucune importance pratique. Nous disposons de ce qu'on a appelé le trafic de perfectionnement à l'article 13 de la S.S.S. et aussi du trafic de perfectionnement proprement dit résultant de notre législation autonome et de nos traités de commerce. On peut d'ailleurs s'attendre à un assaut contre ce trafic de perfectionnement autonome ou conventionnel.

Quant à des facilités nouvelles en vue de compensations à l'aide de marchandises consignées à la S.S.S., non seulement on n'en a octroyé aucune à la Suisse, mais on a proclamé précaire la situation des vins, soies et fruits frais en se réservant trente jours de dénonciation; ce n'est donc plus même le statu quo ante, mais un statu quo aggravé.

On nous a déclaré énergiquement qu'avec des marchandises suisses autochtones, il était bien entendu que nous pourrions compenser tant que nous voudrions, et que pour les produits fabriqués nationaux, nous pouvions les faire exporter sous le contrôle de la S.S.S. sans que les Alliés aient à savoir si nous les donnions en compensation de quelque chose; mais on a rappelé que l'article 10, lettre C de la S.S.S. permettait une certaine surveillance et pouvait être modifié si les circonstances militaires et autres l'exigeaient. On a même donné à entendre qu'au besoin, on pouvait diminuer les contingents de matières premières si les exportations suisses de produits manufacturés nationaux paraissaient exagérées.

Espérons que, puisque nous sommes réduits par les Alliés à compenser exclusivement avec des produits suisses, on tiendra ce qu'on nous a paru promettre hier, c'est-à-dire qu'on s'abstiendra de toutes difficultés pour nos transports et nos approvisionnements, comme aussi de toutes pressions illégitimes sur les maisons dont nous emploierons les produits suisses pour des compensations. M. Laur pense que la Suisse aura un moyen de compensation important à brève échéance sous forme de 40 à 50 mille têtes de bétail disponibles.

Pour résumer, en une phrase, mon impression, les Alliés, dans la première partie de la Conférence, en juin, avaient surtout visé à empêcher l'alimentation des Empires centraux au point de vue militaire; dans la seconde partie de la Conférence, ils ont visé aussi le commerce et l'industrie allemands.

MM. Frey, Chuard, Laur et Buser quittent Paris ce soir.

---

5. *Non reproduit.*

206

E 1004 1/262

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 11 août 1916 [1]

1698. Unterhandlungen in Paris

Politisches Departement. Mündlich

Der Herr Vorsteher des Politischen Departements unterrichtet den Bundesrat über den Misserfolg der in Paris durch die schweizerische Delegation geführten Unterhandlungen.

Das Wesentliche ist in der durch das Politische Departement ausgegebenen Mitteilung an die Presse [2] enthalten.

Es sind besonders drei Fragen zu behandeln gewesen:

1. Die Verwendung des in der Schweiz liegenden deutschen und österreichischen Besitzes. Es sollte seine Verwendung zu Kompensationszwecken erreicht werden. Damit wäre die Kompensationskampagne abgeschlossen gewesen, da Deutschland darauf verzichtet haben würde, weitere Ansprüche zu erheben. Die Entente hat grundsätzlich eine ablehnende Haltung eingenommen.

2. Die Frage des Restitutionsverkehrs oder Rohstoffersatzes (z. B. Rohstoffe, welche in Maschinen eingefügt sind, Kautschuk, welcher zur Verdichtung angewendet wird, usw.).

Mit Ausnahme von Metallen, welche ohne wesentliche Bedeutung sind, ist von der Entente kein Entgegenkommen geübt worden.

3. Die Frage, wie es mit denjenigen Materialien zu halten sei, die von der S.S.S. noch nicht in ihren Geschäftsbereich einbezogen worden sind. Bleibt ihre Verwendung zu Kompensationszwecken seitens der Entente unbeanstandet? Auch hierüber ist keine Zusicherung zu erhalten gewesen. Die Entente hat sich allein geneigt erklärt, es einen Monat vorher anzuzeigen, wenn sie die Aufnahme einer Ware in den Geschäftsbereich der S.S.S. verlangen werde.

Man wird nun eine offizielle Mitteilung der Entente abwarten müssen, worauf die Antwort schweizerischerseits erfolgen wird. Sie wird im Grunde eine gegebene sein, indem sich die Schweiz ihre Aktionsfreiheit zu wahren haben wird, allerdings ohne zurzeit die Herausgabe der in der Schweiz liegenden Stocks der Mittelmächte anzuordnen.

Mit Deutschland werden die Verhandlungen nächste Woche, wahrscheinlich Mittwoch, beginnen [3]. Schon wird, augenscheinlich zur Unterstützung der deutschen Unterhändler, der wirtschaftliche Druck deutscherseits spürbar. Eisen

---

1. *Etaient absents: G. Motta, F. Calonder, E. Müller.*
2. *Non reproduit.*
3. *A la séance du 4 août le Conseil fédéral avait désigné A. Frey, E. Schmidheiny et J. Käppeli pour négocier avec l'Allemagne. Cf.* E 1004 1/262, n° 1656.

kommt nur in ganz geringer Quantität herein, und auch die Kohlenzufuhr hat eine Verminderung selbst da erlitten, wo die Lieferung, wie z. B. seitens der deutschen Kohlenzentrale an den schweizerischen Handel, auf Vereinbarungen beruht hat.

Von den Mitteilungen wird Vormerkung am Protokoll genommen.

207

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 33

La Légation de Suisse à Washington
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 30 Washington, 30. August 1916, abends

Der holländische Gesandte hier war von Colonel House vor zwei Wochen zur Aussprache über den Frieden eingeladen worden. Wilson habe fertigen Friedensvorschlag, den er, von sich aus und unvermutet, den Kriegführenden vorlegen wolle. Rumäniens Kriegserklärung verzögere Wilsons Aktion für Wochen, die aber, wenn immer möglich, noch vor 4. November, Datum der Präsidentenwahl, erfolgen werde. Details vielleicht in Haag zu erhalten.

208

E 27, Archiv-Nr. 13969/6

Le Ministre de Russie à Berne, B. de Bacheracht,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Personnelle et Confidentielle Berne, 18/31 août 1916

Par la notice que Votre Excellence a bien voulu me remettre le 14/27 juin[1] de cette année, j'ai été informé que les stations suisses qui se prêteraient à l'internement des prisonniers malades étaient déjà si remplies, qu'il serait difficile de loger des prisonniers russes et des prisonniers allemands et autrichiens, venant de la Russie.

Depuis lors, d'ordre de mon Gouvernement, je me suis de nouveau adressé au Gouvernement Fédéral avec la prière de revenir sur cette décision en admettant l'internement des prisonniers russes venant de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en Suisse.

---

1. *Il s'agit vraisemblablement de la notice du 26 juillet 1916. Cf. n° 202.*

Je n'ignore pas, qu'au mois de mai dernier, le Gouvernement Fédéral a informé Monseigneur Marchetti, que la Suisse se trouvait disposée à recevoir les prisonniers russes tuberculeux curables. Pour des raisons techniques le Gouvernement Impérial n'a pas pu, jusqu'au mois de juillet, donner une réponse à cette offre du Gouvernement Suisse.

Je me rends aussi compte des grandes difficultés que rencontre le Gouvernement suisse pour hospitaliser dans le pays un si grand nombre de prisonniers malades.

Tout ceci ne m'empêche pas de m'adresser encore une fois à Votre Excellence en La priant, avant de prendre une décision définitive sur la question de l'internement des prisonniers russes en Suisse, de considérer les raisons très importantes, qui ne devraient pas échapper au Haut Conseil Fédéral et qui, certainement, ne peuvent pas ne pas influencer Sa décision dans cette question.

J'ai l'honneur de représenter la Russie en Suisse depuis plus de dix ans et de tout temps, comme Votre Excellence le connaît bien, je n'avais qu'un seul but, celui de rendre les relations entre les deux pays aussi amicales et cordiales que possible. Vous ne pouvez, donc, douter de l'amitié sincère pour la Suisse qui me dicte cette démarche auprès de Votre Excellence.

Un refus ou le consentement d'interner un nombre insignifiant de prisonniers russes de la part de la Suisse ne manquera pas de produire une très grande impression en Russie, tant sur le Gouvernement Imperial, que sur l'opinion publique.

Pour ce dernier il serait très difficile de se rendre compte des difficultés que rencontre le Gouvernement Fédéral pour l'internement d'un si grand nombre de prisonniers.

Il serait donc très malheureux, si une solution non satisfaisante de la question de l'internement des prisonniers russes en Suisse venait produire cette impression en Russie.

Dans le passé, à plusieurs reprises, pour ne parler que de l'attitude de la Russie et de son Souverain vis-à-vis de la Suisse au Congrès de Vienne en 1815, la Russie a rendu à la Suisse quelques services réels et maintenant, dans cette crise terrible et sans pareille, que traverse l'Europe entière, l'appui amical de la Russie peut être d'une grande valeur pour Votre Pays. Il serait, donc, très désirable que le Gouvernement et le peuple Russe se rendent réellement compte de ce que la Russie n'est pas exclue de l'œuvre humanitaire que poursuit la Suisse et que cette dernière a ouvert son territoire pour soulager les malheurs et les souffrances des soldats russes captifs, tout comme elle le fait pour les autres belligérants.

Votre Excellence ne doute pas de mon amitié pour la Suisse et j'ose espérer, en conséquence, qu'Elle ne manquera pas de se rendre compte du sérieux de la question soulevée par moi et de l'importance très grande que sa solution pourrait avoir pour les relations futures de la Suisse et de la Russie.

209

E 1004 1/263

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 1er septembre 1916 [1]

1836. Internierung von Familienvätern

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 30. August 1916.

Am 18. August überreichte der der französischen Botschaft für Internierungsfragen zugeteilte Graf Manneville dem Politischen Departemente eine Note [2] betreffend Internierung gefangener Familienväter in der Schweiz, nachdem vorgängig der Botschafter im Auftrage seiner Regierung mündlich das in dieser Verbalnote ausgesprochene Gesuch dem Politischen Departemente unterbreitet hatte.

Schon vor Monaten war in schweizerischen Blättern zu lesen, dass auf die Initiative des Papstes die französische und deutsche Regierung sich verständigt haben, die gefangenen Familienväter mit mindestens drei Kindern nach 18 Monaten Gefangenschaft in der Schweiz zu internieren. Da der Bundesrat weder offiziell noch offiziös verständigt oder angefragt worden war, hat das Politische Departement die Richtigkeit dieser Zeitungsmeldungen bezweifelt.

Sie scheint aber doch einen positiven Untergrund gehabt zu haben, wenigstens wird in der französischen Note von einer durch die deutsche Regierung gutgeheissenen Anregung des Heiligen Stuhls gesprochen, dem die französische Regierung zugestimmt habe.

Neuestens wird nun das Einverständnis des Bundesrates nicht nur von der französischen Regierung, sondern auch von dem offiziösen Vertreter des Heiligen Stuhls, Monseigneur Marchetti und einem halboffiziösen Vertreter, Monseigneur Tiberghien, nachgesucht und mit grossem Nachdruck in dieser Beziehung gearbeitet, während die deutsche Regierung bis anhin noch keinerlei Schritte unternommen hat und aus den Mitteilungen der deutschen Gesandtschaft hervorgeht, dass sie sich bis anhin noch nicht gebunden zu haben scheint.

Dieses neue Internierungswerk, bezüglich dessen Ausgestaltung die Details in den vorerwähnten Noten enthalten sind, erregt grosse Bedenken.

Einmal steht es im Widerspruch zum Grundgedanken der bisherigen Internierung: Herausnahme der Kranken und Verwundeten aus den Gefangenenlagern und Versetzung in neue Verhältnisse, welche Hoffnung auf Gesundung oder Besserung erlauben. Nach dem neuen Projekt dagegen wird eine Kategorie von Gesunden, Arbeitsfähigen interniert, die nur deshalb einer besondern Behandlung teilhaftig werden, weil sie eine Familie in einem gewissen Umfange besitzen und deshalb vielleicht mehr als andere unter der Gefangenschaft moralisch leiden, was nebenbei gesagt nicht einmal sicher zutrifft.

---

1. *Était absent: F. Calonder.*
2. *Non reproduit. Cf.* E 27, Archiv-Nr. 13969/1.

Sodann wird die Beschäftigungsfrage bei diesen voll arbeitsfähigen Leuten natürlich eine ganz andere Rolle spielen als bei den langsam und nur zum Teil gesundenden bisherigen Internierten. Das haben denn auch die Vertreter Frankreichs und des Heiligen Stuhls eingesehen, und sie suchen dem Einwand dadurch zu begegnen, dass sie von vornherein eine Organisation der Arbeit mit aus Frankreich eingeführten Rohstoffen und für ausschliesslich französische Rechnung in Aussicht nehmen. Eine solche Organisation, die dann natürlich auch für die deutschen Internierten vorgesehen werden müsste, bietet aber erhebliche Schwierigkeiten.

Die Frage der Unterbringung will dadurch gelöst werden, dass auf Rechnung der fremden Staaten Barackenlager errichtet würden. Abgesehen davon, dass auch dies nicht so einfach sein dürfte, so entsteht dann der sonderbare Widerspruch, dass die arbeitsfähig gewordenen Internierten der ersten Kategorie einer andern Behandlung unterworfen werden als die Arbeitsfähigen der zweiten Kategorie. Nur nebenbei sei bemerkt, dass die Sympathien für den Internierungsgedanken mancherorts zurückgehen werden, wenn an Stelle von Hotels, in denen die Internierten untergebracht werden, Baracken treten würden.

Diese Unterbringungsart würde es auch mit sich bringen, dass zur Bewachung der Lager und zur Aufrechterhaltung der Disziplin schweizerische Truppen aufgeboten werden müssten, was mancherorts Bedenken erregen dürfte.

Von den Schwierigkeiten der Durchführung mit Rücksicht auf den Nachweis des vorgeschriebenen Kinderbesitzes und auf das Recht auf Internierung nach Ablauf von 18 Monaten Gefangenschaft sei nicht gesprochen, da diese Schwierigkeiten in erster Linie die die Gefangenen abgebenden Staaten betreffen. Dagegen darf angedeutet werden, dass, falls die Internierung dieser Kategorie von Gefangenen grosse Zahlen erreichen sollte, das auch vom militärischen Standpunkt aus nicht unbedenklich erscheint, da es sich ja um lauter wehrfähige Männer handelt.

Vor allem ist es nun aber die mit Wahrscheinlichkeit zu gewärtigende Zahl der Internierten, die von der Idee abschreckt. Selbst wenn man die niedrigsten Schätzungszahlen annimmt, die genannt worden sind, werden es viele Tausende auf jeder Seite sein. Das könnte nun aber das andere Internierungswerk gefährden. Es sind heute beinahe 19000 Internierte in der Schweiz; im Laufe des Herbstes wird nochmals eine Nachschau in den verschiedenen Ländern durchgeführt werden, welche, mit Rücksicht auf die blutigen Schlachten der letzten Monate und voraussichtlich auch der nächsten, eine reiche Ernte ergeben wird, so dass auf Ende des Jahres mit 25000 Internierten gerechnet werden kann. Wenn Italien und Österreich sich auf eine entsprechende Konvention einigen sollten, was bisher noch nicht gelang, aber doch möglich, ja wahrscheinlich ist, so wird sich die Schweiz selbstverständlich der Aufgabe, sie unter gleichen Bedingungen wie die Franzosen, Belgier, Engländer und Deutschen zu internieren, nicht entziehen können und wollen, so dass auch hier wieder neuer Zuwachs zu gewärtigen ist. Und damit ist, wenn der Krieg das nächste Jahr fortdauert, die Aufgabe der Schweiz nicht abgeschlossen.

Damit gelangt man dann aber auf Zahlen, bezüglich welcher die Schweiz ge-

zwungen sein wird, zu erklären, dass nun ihre Leistungsfähigkeit erschöpft sei. Man denke nur an die Schwierigkeiten der Lebensmittelversorgung, wenn auch zuzugeben ist, dass man ja der Schweiz wohl in der Beschaffung der Lebensmittel für die Kriegsgefangenen niemals Schwierigkeiten machen wird. Die Aufgabe der Internierung, die die Schweiz übernommen hat, soll in dem Rahmen, wie sie übernommen wurde, möglichst gut gelöst werden, aber es geht nicht an, an eine neue Aufgabe heranzutreten, die die Lösung der ersteren gefährden oder verunmöglichen könnte.

Diese Erwägungen würden dazu führen, das Ansuchen der französischen Regierung ohne weiteres ablehnend zu beantworten. Speziell aber mit Rücksicht darauf, dass die französische Regierung dem Projekte aus politischen Rücksichten grosse Bedeutung beizulegen scheint, ist es angezeigt, nicht eine schroff und definitiv ablehnende Antwort zu geben, sondern sich darauf zu beschränken, unpräjudizierlich der definitiven Stellungnahme sich bereit zu erklären, die Anregung zum Gegenstande einer einlässlichen Untersuchung zu machen.

Es wird daher beschlossen, die Note der französischen Regierung gemäss dem Entwurfe des Politischen Departementes zu beantworten[2], wobei auf die Bemerkung in der Note Frankreichs, dass die Ziffer der Gefangenen, die der Wohltat teilhaftig würden, zurzeit nicht angegeben werden könne, Bezug genommen werden soll.

---

2. *Cf. n° 211.*

210

E 2200 London 27, I.C.21

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Londres, 4 septembre 1916

Je viens d'avoir la visite de Sir Horace Rumbold, le nouveau Ministre de Grande-Bretagne à Berne. Il compte partir pour la Suisse dans une huitaine de jours.

Sir Horace a été naturellement fort aimable puisqu'il s'agissait d'une visite de courtoisie. J'ai eu de lui une impression plus favorable qu'aux précédentes occasions où je l'avais vu. Il me semble que vous n'aurez pas de difficultés avec lui. Il paraît animé de l'intention de se rendre à Berne «persona grata». Il m'a rappelé qu'il y avait été comme enfant alors que son père dirigeait, en Suisse, la Légation de Grande-Bretagne. Il m'a fait remarquer aussi que sa femme, Lady Rumbold née Fane, était née à Berne alors que son père, qui est mort comme Ministre de Grande-Bretagne au Danemark, était Secrétaire à la Légation Britannique près la Confédération. J'ai pu constater également que Sir Horace Rumbold parlait français et allemand, ce qui contribuera certainement à lui faciliter sa mission. Il n'est

pas extrême dans ses vues et a conservé un jugement assez impartial même à l'égard de l'Allemagne.

Lady Rumbold s'est engagée à poursuivre l'œuvre entreprise par Lady Grant Duff pour le ravitaillement des prisonniers anglais en Allemagne. Ils ont trois enfants dont l'aîné a dix ans.

J'ajoute, qu'aux dires d'un personnage qui tient de près au Foreign Office, c'est précisément pour nous être agréable qu'on a rappelé M. Grant Duff, auquel on a donné, comme fiche de consolation, l'ordre du «K.C.M.G», c'est à dire «Knight Commander of St. Michael and St. George», qui lui confère le droit de porter le titre de Sir, de sorte qu'il s'appelle maintenant Sir Evelyn Grant Duff et sa femme Lady Grant Duff. On se réserve, du reste, de lui donner plus tard un nouveau poste, quoique mon interlocuteur, qui connaît beaucoup M. Grant Duff, ait fait remarquer qu'il avait su, plus ou moins partout, se rendre désagréable par des remarques désobligeantes sur les pays où il résidait comme diplomate.

211

E 27, Archiv-Nr. 13969/1

Le Département politique à l'Ambassade de France à Berne

Copie
N

Berne, 5 septembre 1916

Par note du 18 août[1], l'Ambassade de France a bien voulu attirer l'attention du Gouvernement Suisse sur une suggestion du Saint-Siège d'après laquelle les prisonniers de guerre pères de trois ou de plus de trois enfants et ayant déjà subi dix-huit mois de captivité seraient rapatriés ou internés en Suisse, suggestion qui, pour autant qu'il s'agirait d'un internement, rencontrerait l'adhésion du Gouvernement de la République et du Gouvernement allemand.

L'Ambassade désire connaître les intentions du Conseil fédéral et elle serait heureuse de voir le Gouvernement Suisse prêter son concours à cette nouvelle œuvre d'internement, au cas où celle-ci paraîtrait réalisable.

La Suisse a considéré comme sa mission de consacrer ses forces à adoucir les souffrances des victimes de la guerre. Elle s'est en particulier chargée avec joie des soins à donner aux prisonniers blessés et malades. Elle ne se soustraira pas à de nouveaux devoirs charitables, si ceux-ci semblent susceptibles de réalisation et ne risquent pas de compromettre la bonne exécution des tâches commencées.

Le Conseil fédéral étudiera donc minutieusement le problème qui lui est soumis et sans préjuger la solution à laquelle il s'arrêtera, lui accordera toute la sympathie que mérite cette œuvre humanitaire. Mais il ne se dissimule pas les grosses difficultés qu'il rencontrera pour accomplir cette tâche tout en continuant à mener à bien et à développer les œuvres d'internement déjà entreprises.

---

1. *Non reproduit.*

Le Conseil fédéral serait fort reconnaissant au Gouvernement de la République de vouloir bien lui faciliter l'étude de la question en lui faisant connaître le nombre des prisonniers qu'il y aurait éventuellement lieu d'interner, ce nombre étant calculé sur la base de trois enfants et d'une captivité de dix-huit mois.

212

E 1001 1/EPD 1916

CONSEIL FÉDÉRAL

Proposition du Chef du Département politique, A. Hoffmann

Verständigung mit Deutschland betreffend Warenaustausch

Streng vertraulich — Bern, 7. September 1916

Wir beehren uns, Ihnen beigelegt die Vorlagen zu einer Verständigung betreffend den Ausfuhrverkehr mit Deutschland zu unterbreiten, wie sie aus den Verhandlungen der beidseitigen Delegierten hervorgegangen sind.

Wir bemerken zur Erläuterung folgendes:

1. Die Grundlage der Verständigung bildet ein Abkommen [1], laut welchem beiderseits Ausfuhrbewilligungen für *eigene* Produkte und Fabrikate erteilt werden, soweit die Waren nicht durch eigene zwingende Landesbedürfnisse oder durch bestehende vertragliche Verpflichtungen in Anspruch genommen werden. Unter den «bestehenden vertraglichen Verpflichtungen» sind unsere Bindungen gegenüber den Entente-Staaten auf Grund der S.S.S.-Vorschriften verstanden. Wir können also zu nichts verpflichtet werden, was uns in Widerspruch mit diesen Vorschriften setzt. Leitendes Prinzip ist somit: jeder der beiden Staaten gibt das und soviel davon, als er kann und darf.

Von den von Deutschland zu liefernden Waren werden in diesem für die Veröffentlichung bestimmten Abkommen zwei Kategorien, Kohlen und Eisen, besonders erwähnt. Die Kohlen sind uns in einer Quantität von 253 000 Tonnen monatlich und in den in Anlage 5 aufgeführten Qualitäten zu liefern. Es soll noch versucht werden, statt der vorgesehenen 10 000 Tonnen Braunkohlenbriketts 12 000 zu erhalten. Die Bedarfszusammenstellung ist das Resultat von Verhandlungen mit den verschiedenen Interessentengruppen.

Eisen und Stahl ist uns in den zur Deckung des schweizerischen Bedarfs erforderlichen Mengen zugesichert, und zwar werden diese von einer zu gründenden schweizerischen Zentralstelle für Metalle, deren Statuten und Geschäftsreglement [2] in Anlagen 6 und 7 aufgeführt sind, ermittelt und von dieser Zentralstelle die Verteilung besorgt.

---

1. *Reproduit en annexe.*
2. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 93.

In § 3 ist, und zwar auf schweizerischen Vorschlag, ein Sicherheitsventil geöffnet für den Fall, dass, wie es in der Vergangenheit geschehen, durch militärisches Dazwischentreten oder aus andern Gründen die Sendungen deutscher Waren verzögert oder diese zurückgehalten werden sollten. In einem solchen Falle werden wir von Rechts wegen entsprechende Massnahmen treffen können, ohne dass deswegen der Vorwurf der Repressalie oder des Vertragsbruches erhoben werden könnte.

In § 4 ist die Frage erledigt, die die grössten Schwierigkeiten geboten hat: die Behandlung der für deutsche Rechnung in der Schweiz lagernden Bannwaren. Bekanntlich ist in der deutschen Note vom 8. Juni l. J.[3] deren Herausgabe verlangt worden und haben wir uns ohne Erfolg bemüht, in Paris die gänzliche oder teilweise Freigabe dieser Lager zu erwirken. Die deutsche Regierung hat nicht ausdrücklich auf das Begehren um Ausfuhrbewilligung verzichtet, und sie hat, um ihren Rückzug zu decken, alle Anstrengungen gemacht, wenigstens die Fortdauer der Verhandlungen über diesen Punkt zu behaupten. Wir haben das abgelehnt und uns darauf beschränkt, eine möglichst schonende Form für die Verweigerung der Ausfuhrbewilligungen zu wählen und im übrigen auf die Beschlagnahme, Requisition oder Expropriation dieser Waren zu verzichten, sowie zu erklären, dass sie bei endgültiger Einstellung der Feindseligkeiten ohne eine besondere Gegenleistung herausgegeben werden.

§ 5 hängt mit der wichtigen Frage zusammen, welche Bedingungen an die Verwendung der eingeführten deutschen Waren geknüpft werden. Im allgemeinen steht Deutschland auf dem Standpunkt, dass sie nicht zu «Kriegsmaterial» verwendet oder als solches ausgeführt werden dürfen. Was nun aber «Kriegsmaterial» ist, war bisher sehr schwierig zu entscheiden und wurde von Fall zu Fall von den deutschen Organen sehr willkürlich bestimmt. Die Entscheidung wird nun einer schweizerischen Ausfuhrkommission übertragen, deren Zusammensetzung und Funktionen in Anlagen 3 und 4 umschrieben werden. Die Kommission ist die genaue Parallele der für aus oder durch Entente-Länder eingeführte Waren rücksichtlich der Ausfuhr nach den Zentralmächten eingesetzten, aus je einem Vertreter der Handelsabteilung, des Volkswirtschaftsdepartements und des Kompensationsbureaus und zwei Vertretern der S.S.S. gebildeten Ausfuhrkommission. Wir verweisen dabei auf die Umschreibung des Begriffs «Kriegsmaterial» in Anlage 3 Ziffer 1 und auf den wichtigen Grundsatz in Ziffer 8 daselbst, wonach mit Ausnahme von Waffen, Munition, Munitionsbestandteilen, Pulver und Sprengstoffe die Benützung deutscher Kohlen zur Herstellung der Produkte kein Grund ist, die Wiederausfuhr Letzterer nach den Entente-Staaten zu untersagen. Damit wird den Missbräuchen, die zur Zeit mit deutschen «schwarzen Listen» getrieben werden, entgegengetreten. Dass die schweizerischen Betriebe, die für die Entente Waffen, Munition, Pulver oder Sprengstoffe fabrizieren, das nicht mit deutscher Kohle tun dürfen, daran wird niemand Anstoss nehmen können.

In § 6 werden die früheren Absprachen aufgehoben und uns gleichzeitig für die

---

3. *Cf. n° 186.*

in der Note vom 8. Juni l. J. geltend gemachte Kompensationsschuld von 16½ Millionen, welche Schuld durch Vorleistungen Deutschlands, hauptsächlich auch für Heeresbedürfnisse entstanden war, per Saldo quittiert.

Nach § 7 ist das ganze Abkommen gültig bis 1. April 1917 abgeschlossen. Es ist verstanden, dass es auf 1. August rückbezogen werden soll, so dass also die für August entfallende Kohlenrate tunlichst nachgeliefert werden soll.

Es ist vorgesehen, dass dieses «Abkommen über den Ausfuhrverkehr» veröffentlicht werden soll; ebenso wird der Inhalt von Anlage 3, «Zusammensetzung und Funktionen der Kommission für Ausfuhr von Kriegsmaterial», in der Hauptsache veröffentlicht werden können.

2. *Strikte konfidentiell hat dagegen die Note*[4] *zu bleiben,* durch welche einzelne Bestimmungen des Abkommens näher präzisiert und ausgeführt werden, ebenso die Anlagen, auf welche in dieser Note verwiesen wird. Es gilt dies namentlich von den beidseits zugesicherten Warenmengen, die aus inner- und ausserpolitischen Gründen nicht in die Öffentlichkeit dringen dürfen.

Wir bemerken über diese Note und die zugehörigen Anlagen folgendes:

a) In Anlagen 1 und 2 werden die Mengen der wichtigsten Waren angegeben, deren Lieferung beidseitig zugesichert wird.

Unserseits handelt es sich in der Hauptsache um Agrarprodukte, deren Ausfuhr dem Volkswirtschaftsdepartement untersteht; die Mengen sind unter genauesten Berechnungen des Inlandkonsums und der Produktionsfähigkeit festgestellt worden.

Zum Kapitel Heeresbedarf bemerken wir, dass zunächst der sog. laufende Heeresbedarf im Betrage von Fr. 1 730 000 zuzüglich 4000 Tonnen Walzstahl und 1700 Tonnen Pressstahl im Werte von Fr. 2 700 000 laut Liste I freigegeben wurde, sodann wurde die Lieferung des von der Kriegstechnischen Abteilung weiter verlangten Kriegsmaterials im Betrage von Fr. 7 198 000 zuzüglich weiterer 36 000 Schuss Munition laut Liste II zugesagt, und endlich ist in den Verhandlungen auch die Lieferung von 36 weiteren Haubitzen samt zugehöriger Munition laut Liste III grundsätzlich in Aussicht gestellt worden, sobald einmal die gegenwärtig überaus dringenden anderweitigen Bedürfnisse des Deutschen Reiches und seiner Bundesgenossen befriedigt sein werden.

b) In Ziffer 3 der Note wird vorgesehen, dass die Schweiz die Ausfuhr von Schrott (Alteisen) nur insoweit zulassen wird, als hierüber eine Verständigung mit der Kaiserlichern Gesandtschaft erzielt wird. Diese Bestimmung geht zu weit, wenn unter «Schrott» nicht nur das bei der Verarbeitung des Eisens abfallende Eisen, sondern Alteisen in jeder Form und ohne Rücksicht auf die Provenienz und den Zeitpunkt der Einfuhr in die Schweiz (vor oder nach dem Kriege) verstanden wird. Damit wäre uns der Export jeglichen Alteisens nach Italien verunmöglicht, während wir durch das italienische Austauschabkommen vom 7. Mai 1915 gehalten sind, solches nach Italien auszuführen.

In diesem Punkte muss also bei der Genehmigung des Abkommens unsererseits ein Vorbehalt gemacht werden.

---

4. *Non reproduit. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/5 + 6.

c) In Ziffer 5 haben wir vorgesehen, dass für Keks, Zwieback, Kinder- und Suppenmehl ausschliesslich Mehle schweizerischer Provenienz verwendet werden. Es ist aber möglich, dass man uns trotzdem von seiten der Entente Schwierigkeiten machen oder das Kontingent kürzen könnte. Für diesen Fall müssen wir die Lieferung dieser Artikel einstellen können, ohne dass Deutschland deswegen Gegenmassregeln treffen dürfte.

d) In Ziffer 10 und dem zugehörigen Sonderabkommen über Hüttenaluminium, Aluminiumlegierungen und Produkte des elektrischen Ofens sowie elektrische Energie verpflichtet sich der Bundesrat:

1. Zur Erteilung von Ausfuhrbewilligungen für Hüttenaluminium, das mit deutschem Rohmaterial von Neuhausen und Gebr. Giulini hergestellt wird, wogegen bis 20% für den eignen Bedarf zurückgehalten werden können,

2. zur analogen Regelung der Ausfuhr von Silico- und Ferro-Aluminium.

3. zur Reservierung von Karbid und aller sonstigen Produkte des elektrischen Ofens, die von einem in Anlage 8 aufgeführten Konsortium von Privatfirmen erzeugt werden, wogegen bis zu 20% für eigenen Bedarf und für Luxemburg zurückgehalten werden können;

4. zum Schutze der laufenden Verträge über Ausfuhr elektrischer Energie nach Deutschland und allfälliger weiterer im Rahmen der derzeitig bestehenden gesetzlichen Vorschriften zu Stande kommender privater Verträge.

e) Voraussetzung für das Zustandekommen der Verständigung ist eine Vereinbarung mit schweizerischen Banken über eine Kreditbewilligung von 50 Millionen Franken an deutsche Banken, mit Rückdiskontierung der schweizerischen Nationalbank. Hierüber haben Verhandlungen mit der Generaldirektion und dem Ausschuss der Nationalbank stattgefunden, und erstere hat am 1. ds. Mts. beschlossen, den bereits auf Grund einer Verständigung mit französischen Bankinstituten den schweizerischen Banken gewährten Diskontokredit für fremde Tratten, die zur Bezahlung in der Schweiz getätigter Warenkäufe Verwendung finden sollen, von 50 Millionen auf 100 Millionen zu erhöhen.

f) In Ziffer 12 wird eine Vereinbarung zwischen der badischen Staatsbahn und den Bundesbahnen vorbehalten, zufolge welcher aus deutschem Besitz das zum Schmieren von Lokomotiven und Wagen erforderliche Öl verwendet werden kann, das notwendig ist für den Transport von Eisen und Kohlen aus zu bestimmenden Zentralpunkten nach der Schweiz und die entsprechenden Leerzüge.

g) In Ziffer 14 wurde eine Garantie dafür geschaffen, dass nicht, wie es in Deutschland wiederholt geschehen, seitens der Behörden ohne jede Voranzeige und ohne Respektierung der abgeschlossenen Verträge in die Preisabreden der privaten Verkäufer eingegriffen werden darf.

Die übrigen Bestimmungen dieses Anhanges zum Abkommen, der Gegenstand des Notenwechsels bilden würde, scheinen uns einer näheren Erklärung nicht zu bedürfen.

Wir erachten die Verständigung im allgemeinen als befriedigend. Mit dem System der Einzelaufrechnungen wird gebrochen; jeder der beiden Kontrahenten gibt, was er entbehren kann, wobei freilich für die wichtigsten Warenkategorien bestimmte Quantitäten in Aussicht genommen werden. Es darf erwartet werden,

dass bei legaler Durchführung ohne allzu drückende Opfer unsererseits eine wesentliche Erleichterung der Volksernährung, eine ausreichende Befriedigung der Bedürfnisse unserer Landwirtschaft sowie von Industrie und Gewerbe und eine befriedigende Deckung des Heeresbedarfs bis zum 1. April nächsten Jahres möglich sein werden. Wir sind dabei auf unsere eigenen Füsse gestellt und es werden uns keine Zumutungen gemacht, die mit den gegenüber der Entente eingegangenen Verpflichtungen im Widerspruch stehen. Endlich werden wir auch von einer sehr bedeutenden Kompensationsschuld befreit, die zum mindesten vom moralischen Standpunkte aus lästig und nicht unbedenklich war.

Wir stellen den *Antrag,* der Bundesrat möge grundsätzlich der vorgeschlagenen Verständigung mit der deutschen Regierung die Genehmigung erteilen, unter gleichzeitiger Ermächtigung der zuständigen Departemente, bezüglich einzelner Detailpunkte Vorbehalte geltend zu machen[5].

---

5. *Cette proposition a été acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 29 septembre 1916. Cf.* E 1004 1, 263, n° 2071.

ANNEXE

E 2001 (B) 1, 93

ABKOMMEN MIT DEUTSCHLAND ÜBER DEN AUSFUHRVERKEHR

Bern, 2. September 1916

Das von beiden Regierungen genehmigte Abkommen zwischen der Schweiz und Deutschland über den Ausfuhrverkehr lautet wie folgt:

§ 1. Es werden beiderseits Ausfuhrbewilligungen im Rahmen der zu vereinbarenden Austauschmengen für eigene Produkte und Fabrikate erteilt, soweit die Waren nicht durch eigene zwingende Landesbedürfnisse oder durch bestehende vertragliche Verpflichtungen in Anspruch genommen werden.

§ 2. Die von Deutschland zu liefernde Kohlenmenge wird 253 000 Tonnen monatlich betragen. An Eisen und Stahl wird Deutschland die zur Deckung des schweizerischen Bedarfs erforderlichen Mengen freigeben. Die hierfür benötigten Mengen, Arten und Sorten sind von der zu gründenden schweizerischen Zentralstelle für die Eisenversorgung zu ermitteln.

§ 3. Die beiden vertragschliessenden Teile sichern sich möglichst rasche und reibungsfreie Erledigung bei Erteilung der Ausfuhrbewilligungen zu. Sollte durch Verzögerung eine Stockung in der Ausfuhr eintreten, so ist der dadurch betroffene Vertragsteil berechtigt, seinerseits mit seinen Lieferungen nach vorgängiger Anzeige entsprechend zurückzuhalten.

§ 4. In bezug auf die laut Verzeichnis vom 1. September 1916 für deutsche Rechnung in der Schweiz lagernden Waren, für welche eine Ausfuhrbewilligung nicht erteilt werden kann, verpflichtet sich die schweizerische Regierung, von einer Beschlagnahme, Requisition oder zwangsweisen Erwerbung Umgang zu nehmen.

Bei endgültiger Einstellung der Feindseligkeiten wird der deutsche Warenbesitz ohne Gegenleistung freigegeben werden.

§ 5. Die Schweiz wird die Prüfung der Gesuche um Ausfuhr von Kriegsmaterial, das mit deutschen Erzeugnissen hergestellt ist, einer besondern schweizerischen Ausfuhrkommission übertragen.

§ 6. Mit dem Abschluss gegenwärtiger Verständigung fallen alle früheren Absprachen zwischen den Vertragsparteien über Warenaustausch, Einfuhr und Ausfuhr dahin.

Die durch den bisherigen Warenaustausch für die Schweiz erwachsene Kompensationsschuld gilt durch dieses Abkommen als getilgt.

§ 7. Gegenwärtiges Übereinkommen wird mit Gültigkeit bis Ende April 1917 abgeschlossen.

Kohlenbedarf der Schweiz

Die im § 2 des Abkommens monatlich zu liefernde Kohlenmenge setzt sich wie folgt zusammen:

Kohlen und Briketts	Koks	
28 000 Tonnen	22 000 Tonnen	Bundesbahnen
5 000 Tonnen	2 000 Tonnen	Nebenbahnen
51 000 Tonnen		Gaswerke
	60 000 Tonnen	Koks, inbegriffen Gaskoks
10 000 Tonnen		Braunkohlenbriketts
75 000 Tonnen		Hausbrand und Industrie
169 000 Tonnen	84 000 Tonnen	

zusammen 253 000 Tonnen fossiler Brennstoff.

Kommission für Ausfuhr von Kriegsmaterial

1.

Alle deutschen Erzeugnisse, deren Ausfuhr nach der Schweiz gestattet worden ist, können in der Schweiz beliebig verwendet oder weiter ausgeführt werden, soweit dem nicht allfällige an die Ausfuhrbewilligung geknüpfte besondere Bedingungen entgegenstehen.

Kriegsmaterial, das aus Deutschland stammt, oder das ganz oder zum Teil aus deutschem Material hergestellt ist, darf nach den Deutschland feindlichen Staaten über die schweizerisch-französische und schweizerisch-italienische Grenze nicht und nach neutralen Staaten nur mit Zustimmung der Ausfuhrkommission ausgeführt werden.

Waffen, Munition oder Sprengstoffe, die in der Schweiz mit Maschinen deutscher Herkunft oder mit aus deutschem Material hergestellten Maschinen angefertigt worden sind, dürfen über die schweizerisch-französische und über die schweizerisch-italienische Grenze nach den Deutschland feindlichen Staaten nicht ausgeführt werden, wenn die Maschinen oder zu ihrer Herstellung verwendetes Material seit dem 1. August 1916 in die Schweiz eingeführt worden sind, oder wenn der Treuhandstelle Zürich gegenüber eingegangene Verpflichtungen über die Verwendung der Maschinen oder des Materials entgegenstehen. Nach dem neutralen Auslande dürfen unter den genannten Voraussetzungen hergestellte Waffen, Munition oder Sprengstoffe auf dem Wege über Deutschland feindliche Staaten nur mit Zustimmung der Ausfuhrkommission ausgeführt werden. Als Kriegsmaterial wird in der Hauptsache und in der Regel angesehen:

a. Waffen und Munition sowie deren Bestandteile, Sprengstoffe, Feldzeuggerät (z. B. Scheinwerfer), Stacheldraht, Kriegsfahrzeuge, Teile von Kriegsschiffen, Eisenbahnmaterial und dgl.

b. Drehbänke, einschliesslich Revolverdrehbänke, Fräs-, Hobel-, Schleif-, und Bohrmaschinen, Scheren, Pressen und Stanzen, die zur Herstellung der unter a bezeichneten Gegenstände dienen.

2.

Sämtliche Ausfuhrgesuche für Gegenstände, die irgendwie als Kriegsmaterial in Frage kommen können und über die schweizerisch-französische oder die schweizerisch-italienische Grenze ausgeführt werden sollen, werden an die Ausfuhrkommission verwiesen.

3.

Die Ausfuhrkommission prüft, ob die Voraussetzungen der Ziffer 1 gegeben sind, und entscheidet, welche Waren ausser den in Ziffer 1, Absatz 4, genannten als Kriegsmaterial zu gelten haben.

Sie kann Listen derjenigen Waren, welche grundsätzlich als Kriegsmaterial anzusehen sind, aufstellen.

Soweit solche Listen nicht bestehen, entscheidet die Ausfuhrkommission von Fall zu Fall.

4.

Ausfuhrgesuche brauchen der Ausfuhrkommission nicht vorgelegt werden, wenn die darin bezeichneten Waren auf einer Liste enthalten sind, die von der Kommission aufgestellt und fortgeführt wird.

5.

Die Ausfuhrkommission bedient sich für ihre Ermittlungen der Treuhandstelle in Zürich bzw. ihrer Organe.

Die Organe der Treuhandstelle sind berechtigt, von dem Gesuchsteller alle Belege einzufordern, die zur Prüfung des Gesuches notwendig sind. Es steht ihnen zu diesem Zweck Einsichtnahme in die Geschäftsbücher sowie der Zutritt zu den Arbeits- und Betriebs-Räumlichkeiten des Gesuchstellers zu. Weigert sich der Gesuchsteller, diesen Anforderungen zu entsprechen, so gilt das Ausfuhrgesuch als zurückgezogen.

6.

Es steht den Interessenten frei, Ausfuhrgesuche schon vor Übernahme des Auftrags der Ausfuhrkommission einzureichen.

7.

Die Ausfuhrkommission besteht aus:
einem Vertreter des Schweizerischen Politischen Departements,
einem Vertreter des Schweizerischen Volkswirtschaftsdepartements,
einem Vertreter des Schweizerischen Zolldepartements und
zwei Vertretern der Treuhandstelle Zürich.

8.

Die Prüfung der Herkunft der zur Herstellung des Kriegsmaterials verwendeten Brennstoffe fällt nicht unter die Aufgaben der Ausfuhrkommission, sondern ist Sache der Zentralstelle für die Kohlenversorgung der Schweiz in Basel.

Jedoch dürfen Waffen und Munition sowie deren Bestandteile, Pulver und Sprengstoffe, zu deren Herstellung deutsche Brennstoffe verwendet worden sind, über die schweizerisch-französische und über die schweizerisch-italienische Grenze nach den Deutschland feindlichen Staaten nicht und nach den neutralen Staaten nur mit Zustimmung der Ausfuhrkommission ausgeführt werden.

9.

Die Ausfuhrkommission kann ohne Einverständnis der Treuhandstelle Zürich Ausfuhrgesuchen nicht zustimmen.

Bei Meinungsverschiedenheiten entscheidet der Chef des zuständigen Schweizerischen Departements. Er kann die Angelegenheit mit Rücksicht auf ihre grundsätzliche Bedeutung zum Gegenstand von Verhandlungen zwischen beiden Regierungen machen.

10.

Die von der Kommission behandelten Ausfuhrgesuche erhalten einen dem Entscheid entsprechenden Stempelaufdruck.

11.

Unberührt bleiben die Vereinbarungen über die Kontrolle des Verbleibs und der Verwendung deutscher Waren in der Schweiz durch die Treuhandstelle Zürich, das Schweizerische Gesundheitsamt, die Zentralstelle für die Kohlenversorgung der Schweiz in Basel sowie die Zentralstelle für die Eisenversorgung der Schweiz.

213

E 2001, Archiv-Nr. 776

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les pétitions à elle adressées tendant à hâter la conclusion de la paix

Copie Berne, 23 septembre 1916

Au cours de la dernière session, vous nous avez renvoyé pour rapport un certain nombre de manifestations en faveur de la paix.

Une conférence de représentants des six Etats neutres, savoir le Danemark, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse, qui s'est réunie à Stockholm, à l'instigation de M. Henri Ford, adresse aux gouvernements et parlements de pays neutres la demande instante de prendre l'initiative de la réunion d'une conférence officielle des neutres, à l'effet de hâter la conclusion d'une paix fondée sur la justice et durable.

Une assemblée publique qui a eu lieu à la maison du peuple, à Lausanne, a remis à l'Assemblée fédérale la résolution suivante:

«Nous prions instamment l'Assemblée nationale et le Conseil fédéral suisses de faire tous les efforts qui leur seront possibles dans le but d'obtenir une conférence des Etats neutres, ou du moins de certains d'entre eux, afin:

a. d'offrir aux Puissances belligérantes, selon les articles 2 à 8 de la Convention du 29 juillet 1899, leurs bons offices pour une intervention médiatrice;

b. d'obtenir l'appel d'une conférence générale des Etats, conférence ayant pour but la discussion d'une organisation légale internationale capable d'exiger la réglementation des questions litigieuses universelles dans les domaines territorial, économique et du droit des gens.»

Dans la lettre qui accompagnait cette résolution, M. A. Suter, conseiller communal à Lausanne, faisait expressément remarquer qu'elle devait être considérée comme une pétition, dans le sens de l'article 57 de la Constitution fédérale.

La même résolution a été prise et portée à la connaissance du Conseil fédéral par de grandes assemblées populaires à Berne, Zurich, Bâle, Lucerne et Winterthour, ainsi que par la Société suisse des libres chrétiens.

M. Charles-Conrad Wild, à St-Gall, a remis, «à l'intention du Conseil national ou du Conseil fédéral», une pétition appuyée de 1158 signatures, ainsi conçue:

«Le Conseil fédéral suisse est prié de prendre l'initiative de la convocation d'une commission de la paix dont les décisions n'auraient pas caractère obliga-

toire et dans laquelle tous les Etats, les neutres aussi bien que les belligérants, seraient officiellement représentés.»

Le président de la Société suisse de la paix, M. le Dr Bucher-Heller, à Lucerne, dans une lettre adressée au président du Conseil national, a formulé le vœu qu'une voix s'élève au sein du Conseil national pour exprimer combien le peuple suisse souhaite la conclusion de la paix.

En tant qu'il s'agit dans ces pétitions du désir d'une prompte conclusion de la paix, le Conseil fédéral ne peut que déclarer derechef combien il comprend et partage ce besoin que notre peuple, comme tous les peuples qui souffrent des misères de la guerre manifestent, à mesure que se prolonge le conflit, de plus en plus énergiquement. Nous savons que l'Assemblée fédérale est pénétrée des mêmes sentiments et appelle de tout son cœur la fin de cette terrible guerre, qui anéantit les fruits de l'activité civilisatrice de générations entières. Comme vous, nous rendons hommage aux sentiments qui ont dicté ces pétitions adressées au parlement et au Conseil fédéral. Mais nous doutons que la voie indiquée soit la bonne et ne croyons pas en tout cas l'heure venue de faire les démarches en question.

Il est certain qu'aux termes de l'article 3, 2e alinéa, de la Convention de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 29 juillet 1899, les Etats neutres ont le droit d'offrir aux belligérants leurs bons offices ou leur médiation, même pendant le cours des hostilités. Le même article dit en outre expressément que l'exercice de ce droit ne peut jamais être considéré par l'une ou l'autre des parties en litige comme un acte peu amical. Mais cela empêchera-t-il qu'étant donné telle ou telle situation des belligérants, l'offre de médiation ne produise l'impression d'une immixtion importune ou ne soit même considérée comme un acte peu amical? Il n'y a pas de dispositions conventionnelles qui tiennent; ce ne sont pas des dispositions de ce genre qui règlent les sentiments et la façon de penser de ceux qui sont engagés dans une lutte à mort.

Aussi n'est-ce pas sans motif que la question d'une offre de médiation a été traitée par tous les gouvernements neutres avec la plus grande circonspection, et que les manifestations fougueuses en faveur d'une telle intervention ont été accueillies partout avec une extrême réserve.

Considérant la perte de prestige national qui menacerait, en cas d'échec, le gouvernement qui agirait pour son propre compte, on a songé à une intervention collective des gouvernements neutres en vue de la paix. Mais on oublie que, pour qu'un congrès des Etats neutres puisse arriver à un résultat, il faudrait avant tout engager des négociations diplomatiques avec les gouvernements des principaux Etats belligérants pour créer la base d'un programme de paix. Or, il n'est que trop évident que, dans l'état actuel de la guerre, de pareilles négociations diplomatiques sont impossibles. Nous ne pouvons que redire ici ce que nous disions il y a peu de temps: aussi longtemps que dans les Etats belligérants eux-mêmes l'opinion publique ne se sera pas profondément modifiée et ne prévaudra pas, aussi longtemps qu'un tel revirement de l'opinion n'aura pas aplani les voies à l'activité des Etats neutres en faveur de la paix, il sera vain et même dangereux de provoquer la réunion d'une conférence des neutres. L'insuccès de ses tentatives de médiation nuirait bien plus gravement encore à la cause de la paix que l'échec d'un

seul Etat, et représenterait un énorme recul de l'idée de paix. Nous sommes toujours d'avis qu'un échange intime de vues entre les gouvernements permettra bien mieux d'aboutir à un résultat positif que les discussions et les résolutions d'une conférence. Mais ce sera toujours la situation internationale, en particulier la situation des belligérants, qui décidera du moment où l'activité médiatrice pourra entrer en jeu avec quelque chance de succès.

En ce qui concerne notamment la proposition de convoquer une conférence générale des Etats (III[e] Conférence de la Haye) pour discuter une organisation légale internationale ayant pour but de régler les questions litigieuses dans les domaines territorial, économique et du droit des gens, nous devons déclarer qu'une telle tentative serait d'avance condamnée à l'insuccès. On peut être à peu près certain qu'aucun des Etats belligérants ne consentirait maintenant à envoyer des délégués à un pareil congrès. Sans doute, une des premières tâches des gouvernements de tous les Etats sera de travailler à la reconstitution du droit des gens, aujourd'hui ruiné, et de créer les bases d'une organisation internationale garantissant le règlement pacifique des conflits politiques et économiques internationaux. Mais cette tâche ne pourra être abordée qu'une fois les armes posées et la paix rétablie.

C'est dans ce sens que nous vous prions de ne donner aux pétitions aucune suite directe, mais de les renvoyer au Conseil fédéral sans directions. Nous pouvons vous assurer derechef que nous nous efforcerons de rester en contact avec les autres gouvernements neutres, qui soupirent comme nous après la fin de la guerre, et que nous nous estimerons heureux de contribuer, dans une mesure si modeste que ce soit, à donner la paix au monde, qui la désire si ardemment.

214

E 1004 1/263

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 octobre 1916

Lettre collective des Cantons romands concernant les négociations avec l'Allemagne

Département politique (Affaires étrangères).
Proposition du 30 septembre 1916

Il est répondu par la lettre suivante à la lettre collective des Gouvernements des Cantons de Vaud, Genève, Neuchâtel, Valais et Fribourg, datée du 11 septembre 1916:[1]

Aux Cantons de *Vaud, Genève, Neuchâtel, Valais* et *Fribourg.*

Dans votre lettre du 11 de ce mois, qui nous est parvenue le 23 septembre, vous nous déclarez que vous suivez avec un intérêt anxieux, les négociations éco-

1. *Reproduit en annexe.*

nomiques que nous poursuivons avec l'Allemagne et qui sont à la veille d'être terminées. Vous comprenez, ajoutez-vous, combien la tâche du Conseil fédéral est ardue, quelles grosses responsabilités elle comporte et vous exprimez le ferme désir de ne pas l'alourdir encore.

Vous vous sentez néanmoins obligés d'attirer l'attention du Conseil fédéral sur un fait qui vous a péniblement impressionés et dont vous ne trouvez aucune explication satisfaisante. Vous remarquez que pour les négociations entreprises à Paris, la délégation désignée représentait, en même temps que les divers intérêts économiques, les deux principales fractions de notre pays, la Suisse allemande et la Suisse romande, tandis que pour les négociations avec l'Allemagne, la Suisse romande a été laissée de côté, aucun délégué des cinq cantons que vous représentez n'ayant été appelé à y prendre part. Cette exclusion aurait non seulement péniblement impressionné vos concitoyens, mais, ce qui est plus important, suscité encore, vous en avez la persuasion, dans les pays de l'Entente, en particulier chez vos voisins de l'Ouest, un sentiment de méfiance dont vous ne sauriez vous étonner et dont vous aurez probablement à souffrir, comme diverses manifestations vous en apportent déjà la preuve.

En réponse à ce qui précède, nous avons l'honneur de vous communiquer ce qui suit:

Nous avons tenu à ce que les négociations économiques avec l'Allemagne aient lieu à Berne sous la direction des deux Départements principalement intéressés. En ce qui concerne le choix des négociateurs, il fallait songer en première ligne à M. Alfred *Frey,* conseiller national, dont la compétence et les aptitudes sont assez connues pour qu'il soit superflu d'insister, et qui avait pris part, il y a une année, comme unique représentant du Conseil fédéral, aux négociations avec l'Entente en vue de la conclusion de l'arrangement concernant la S.S.S. Nous avons adjoint à M. Alfred Frey les chefs des deux divisions intéressées, M. le conseiller national Schmidheiny, chef du bureau des compensations depuis le commencement de la guerre, et M. le Dr Kaeppeli, chef de la division de l'agriculture du Département de l'Economie publique. Il s'agissait ainsi d'experts choisis selon des considérations purement techniques et sans aucun caractère politique, lesdits experts étant chargés, sous la direction des chefs de département compétents, d'étudier et d'acheminer vers leur solution une longue série de questions techniques.

Nous ne pouvons comprendre quels avantages aurait offerts, dans de pareilles conditions, une représentation tenant compte des diverses fractions du pays, ni en particulier comment un tel mode de procéder pourrait être une source de méfiance pour les gouvernements de l'Entente. Les arrangements préparés par les négociateurs et les départements sont approuvés par le Conseil fédéral et cette approbation devrait exclure à vos yeux, comme aux yeux des gouvernements étrangers, toute espèce de méfiance.

Le Conseil fédéral s'est de tout temps réservé le droit de désigner comme experts les personnalités qu'il considérait, dans un cas donné, comme les plus capables et les plus qualifiées pour la tâche à résoudre. Il a, sans égard à une représentation des diverses parties du pays, choisi ses experts où il les trouvait, sans que l'opinion publique ait rien vu là d'extraordinaire ou d'incorrect. Nous

rappelons, à ce propos, la désignation des négociateurs pour toute une série de traités de commerce des plus importants. Dans la désignation de nos représentants pour les négociations entreprises à Paris, on a suivi, il est vrai, une voie un peu différente; mais vous reconnaissez vous-mêmes que, dans les négociations avec l'Allemagne, la nature des questions à traiter n'était pas la même.

Dans votre lettre collective, vous exprimez en outre l'idée que le meilleur moyen de remédier aux impressions que vous estimez regrettables est de donner publiquement des explications franches et complètes tant sur les motifs qui ont fait exclure un représentant de la Suisse romande que sur les négociations économiques avec l'Allemagne et sur les conséquences qu'elles comportent. Cela vous paraît d'autant plus nécessaire que, selon toute prévision, les compensations que l'Allemagne nous demande seront à l'avenir constituées essentiellement par des produits agricoles et que vos cantons devront en supporter largement les conséquences, tandis que les industries tributaires de l'Allemagne sont beaucoup moins développées chez vous que dans d'autres régions de la Suisse.

Les motifs pour lesquels aucun représentant romand ne figurait dans la délégation du Conseil fédéral ont été exposés plus haut. Au désir d'explications publiques il a été satisfait par la discussion de la question au Conseil des Etats; nous donnerons du reste les mêmes explications dans notre prochain rapport aux conseils législatifs, envers lesquels nous sommes responsables. Quant aux arrangements économiques avec l'Allemagne, ils viennent d'être livrés à la publicité.

En ce qui concerne les remarques qui accompagnent votre demande de publication, nous constatons d'abord qu'elles partent de suppositions erronées. La possibilité d'exporter leurs produits est pour les producteurs, vu surtout les prix favorables payés actuellement à l'étranger, un avantage et nullement une charge. C'est, en outre, présenter les choses d'une manière trop unilatérale que d'opposer les produits agricoles à fournir par la Suisse aux produits industriels à fournir par l'Allemagne. La Suisse doit, en effet, livrer également des produits de cette dernière catégorie et l'Allemagne, inversement, doit nous fournir aussi des produits agricoles très précieux. Si les diverses parties de la Suisse voulaient s'arrêter de la sorte à ce que chacune d'elles livre ou reçoit, le Conseil fédéral ne pourrait que regretter profondément l'adoption d'une semblable attitude. La Suisse était fière jusqu'ici qu'il n'y eût qu'un intérêt unique à défendre, l'intérêt du pays, commun à tous.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers Confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

ANNEXE

E 2001 (B) 1, 95

Les Conseils d'Etat des Cantons de Vaud, de Genève, de Neuchâtel, du Valais et de Fribourg au Conseil fédéral

L Lausanne, 11 septembre 1916

Nous avons suivi, de même que les populations que nous représentons auprès de vous, avec un intérêt anxieux, les négociations économiques que vous avez eu à poursuivre à Berne et qui, nous apprennent les communiqués à la presse, sont à la veille de se terminer.

Nous comprenons et apprécions les difficultés que vous avez à surmonter et nous avons le ferme désir de ne pas compliquer encore votre tâche, déjà si ardue et si grosse de responsabilité. Néanmoins, nous avons le devoir d'attirer votre sérieuse attention sur un fait qui nous a péniblement impressionnés et dont nous ne trouvons aucune explication satisfaisante.

Pour les négociations entreprises précédemment à Paris, avec les représentants de l'Entente, vous avez désigné une délégation représentant équitablement, en même temps que les divers intérêts économiques, les deux principales fractions de notre pays, Suisse allemande et Suisse romande. Cette dernière a parfaitement compris et approuvé ce mode de procéder.

Nous comprenons également que les négociations avec l'Allemagne aient été confiées à une délégation autre que celle envoyée à Paris, la nature des questions à traiter étant différente. Mais, en revanche, nous ne pouvons comprendre, ni approuver le fait que dans ces nouvelles négociations, d'autant plus importantes que les précédentes avaient conduit à un échec, la Suisse romande ait été complètement laissée de côté et qu'aucun représentant de nos cantons n'ait été appelé à prendre part aux tractations de Berne.

Non seulement cette exclusion a péniblement impressionné nos concitoyens, mais, ce qui est peut-être plus important, nous avons la persuasion et même la certitude qu'elle a suscité dans les pays de l'Entente, en particulier chez nos voisins de l'Ouest, un sentiment de méfiance dont nous ne saurions nous étonner et dont nous aurons probablement à souffrir, diverses manifestations nous en apportant déjà la preuve.

Nous avons le devoir de vous faire part de ces impressions, même s'il est trop tard pour y remédier à l'heure actuelle. Nous croyons, d'autre part, que le meilleur moyen de les atténuer, tout au moins, est de donner publiquement des explications franches et complètes, tant sur les motifs de cette exclusion que sur les négociations économiques en général et sur les conséquences qu'elles comportent. La chose nous apparaît d'autant plus nécessaire que, d'après toute prévision, les compensations que l'Allemagne nous demande seront, à l'avenir, constituées essentiellement par des produits agricoles et que nos Cantons devront en supporter largement les conséquences, tandis que les industries tributaires de l'Allemagne y sont beaucoup moins développées que dans d'autres régions de la Suisse.

Nous saisissons cette occasion, Monsieur le Président et Messieurs, fidèles et chers Confédérés, pour vous renouveler les assurances de notre haute considération et vous recommander, avec nous, à la protection divine.

215

E 2200 Paris 1/1429

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département de Justice et Police, E. Müller

Copie
L 9.16 Paris, 17 octobre 1916

Sous ce pli j'ai l'honneur de vous remettre un certificat délivré le 1/14 Novembre 1914, par le Consulat de Russie à Genève au ressortissant russe Léon Bronstein-Trotski. L'intéressé se trouve actuellement avec sa femme, 27 rue Oudry à Paris. Il est écrivain et a fait paraître dans les journaux français un article contre le Gouvernement russe.

Bien que cet article ait été, dit-il, soumis à la censure, M. Bronstein-Trotski s'est vu inviter par les autorités françaises à quitter le territoire français.

M. Bronstein-Trotski habitait au commencement de la guerre à Zurich, chez Mme Bisck, Gladbachstrasse 67, où on pourrait, dit-il, obtenir des renseignements sur son compte. Il ne possède pas de passeport russe et sollicite malgré cela l'autorisation de se rendre à Genève.

Sur l'insistance de l'intéressé, j'ai l'honneur de vous prier d'examiner quel accueil peut être réservé à cette demande. S'il m'est permis de donner mon avis, j'ajouterais qu'il paraît préférable, dans notre intérêt, d'opposer un refus à cette requête puisque M. Bronstein-Trotski pourrait être tenté de recommencer à écrire des articles dans les journaux, qui ne pourraient certainement pas aboutir à autre chose, qu'à nous faire du tort.

216

E 2200 Paris 1/1429

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département de Justice et Police, E. Müller

Copie
L «Extrême Urgence» Paris, 19 octobre 1916

La Légation a refusé ces jours-ci le visa pour la Suisse à M. Bronstein-Trotski, publiciste russe, réfugié politique, établi à Paris depuis deux ans, et que le gouvernement français expulse à cause de ses idées et de sa propagande pacifistes; il est partisan d'une «paix prématurée».

Hier j'ai eu la visite de M. Dmitriev, Président du Syndicat de la Presse étrangère à Paris, 10, Rue Lentonnet, qui venait intercéder auprès de la Légation pour qu'elle consente à viser le passeport de M. Trotski. J'ai demandé à M. Dmitriev de m'adresser sa demande par écrit. Aujourd'hui je reçois la lettre dont j'ai

l'honneur de vous remettre copie [1] sous ce pli. Je viens d'envoyer un de mes collaborateurs se renseigner auprès de M. Maunoury, chef du Cabinet du Préfet de Police, tant sur la personnalité de M. Trotski que sur les circonstances et les motifs de son expulsion.

M. Maunoury a confirmé en somme le contenu de la lettre de M. Dmitriev, sauf sur deux points: 1° – M. Trotski n'est arrivé en France qu'à la fin d'octobre 1914; 2° – il n'est pas marié, mais vit maritalement avec la personne dont il a eu ses trois enfants; cette union quoique libre paraît d'ailleurs sérieuse et solide.

M. Trotski n'est ni un nihiliste, ni un anarchiste, ni le moins du monde un malhonnête homme. C'est un intellectuel de la classe bourgeoise qui vit à Paris dans l'aisance et saurait sans doute vivre de même en Suisse et y faire vivre les siens. C'est pour des motifs purement politiques que le Gouvernement français désire l'éloigner. L'arrêté d'expulsion pris contre lui date de plus d'un mois et il lui a été accordé un sursis de 8 jours qui expire mardi soir. M. Maunoury lui a dit que si ce jour-là il n'avait pas obtenu le visa pour la Suisse, il n'en devrait pas moins quitter le territoire français par quelqu'autre voie, par exemple l'Espagne. M. Maunoury paraît désirer vivement que M. Trotski soit autorisé à passer en Suisse; il a dit à mon collaborateur que le Gouvernement français serait particulièrement reconnaissant au Gouvernement fédéral de l'y accueillir. En même temps, il a ajouté en toute franchise que nous devrions nous attendre à ce que M. Trotski, qui est très actif et doué d'un réel talent d'orateur, n'organisât très vite des réunions où il prendrait la parole; il est même probable qu'il ne tardera pas à essayer de créer quelque part dans la Suisse romande un journal de propagande pacifiste.

Je vous serais vivement reconnaissant de consentir à examiner, en toute urgence, si sur la base de ces renseignements, vous croyez pouvoir autoriser le séjour en Suisse de M. Trotski, de sa compagne et de ses trois enfants. Vous voudrez bien, si possible, me faire savoir par télégramme, ou au plus tard par le courrier arrivant ici mardi matin, si nous pouvons viser les deux passeports qui nous seront présentés.

---

1. *Non reproduit.*

217

E 2200 Paris 1/1429

Le Chef du Département de Justice et Police, E. Müller,
au Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy

L P.II.30. Bern, 20. Oktober 1916

Wir bestätigen Ihnen den Eingang Ihres Schreibens vom 17. d. M., No. 9/16[1], betreffend den russischen Staatsangehörigen Léon Bronstein-Trotzky, welcher Aufenthalt in der Schweiz nehmen möchte, und beehren uns, Ihnen in Antwort

---

1. Cf. n° 215.

mitzuteilen, dass wir mit Ihrer Ansicht einiggehen und es nicht für wünschenswert erachten, dass der Genannte in unserem Lande Aufenthalt nehme, da zweifellos hieraus bald Unzukömmlichkeiten für uns entstehen würden. Sie wollen daher dem Bronstein-Trotzky zur Kenntnis bringen, dass wir nicht in der Lage seien, ihm den Eintritt in die Schweiz zu gestatten. Die Grenzkantone Genf, Waadt und Neuenburg werden wir hievon verständigen.

218

E 2001 (B) 1, 94

L'Ambassade de France, les Légations de Grande-Bretagne et d'Italie à Berne au Département politique

N Berne, 7 novembre 1916

Les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie à Berne ont été chargés par leurs Gouvernements respectifs de faire connaître au Gouvernement Fédéral qu'après avoir pris connaissance du texte des arrangements conclus entre la Suisse et l'Allemagne[1] au sujet du fer et du charbon, tels qu'ils ont été publiés par la presse, les Gouvernements Français, Anglais et Italien se croient fondés à demander au Gouvernement Fédéral de vouloir bien prendre des mesures pour rétablir l'égalité de traitement entre les deux groupes de belligérants, égalité qui leur paraît devoir être rompue à leur détriment par l'application de l'arrangement germano-suisse.

Les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie croient devoir rappeler que le Gouvernement Suisse, soucieux de garantir à ses industries nationales une existence indépendante, avait réclamé au moment des négociations au sujet de la S.S.S. la faculté pour ses manufactures d'exporter en Allemagne et en Autriche-Hongrie les produits dans lesquels entre une certaine proportion des matières premières importées par l'intermédiaire de la S.S.S.

Dans l'arrangement qu'il vient de conclure avec l'Allemagne le Gouvernement Fédéral a accepté de prohiber l'exportation de tout matériel de guerre fabriqué avec une proportion, si minime soit-elle, de fer allemand et même pour certains articles, de charbon allemand.

En ce qui concerne le charbon, les Gouvernements Français, Anglais et Italien étaient fondés à penser que les accords en vertu desquels la Suisse pouvait continuer pendant la durée de la guerre à être approvisionnée en céréales par l'intermédiaire des Pays de l'Entente et en charbon par l'intermédiaire de l'Allemagne, devraient rester indépendants de toutes compensations ou autres mesures de guerre. C'est donc avec regret que les Gouvernements Français, Anglais et Italien constatent que par son récent accord avec l'Allemagne, le Gouvernement Fédéral a

1. *Cf. n° 212, Annexe.*

consenti à aider les Autorités allemandes dans leurs efforts pour établir des distinctions entre les diverses Maisons Suisses qui font usage de charbon et de coke allemand, système auquel, jusqu'à ce jour, le Gouvernement Fédéral avait paru très opposé.

Cette concession se trouve aggravée du fait que tous les stocks existant tombent sous le coup des prohibitions édictées contre les produits importés antérieurement à l'arrangement. De nombreuses Maisons travaillant pour l'Entente se trouvent ainsi complètement privées de leur légitime propriété et empêchées d'exécuter les marchés qu'elles avaient conclus dans les Pays de l'Entente. C'est là un fait si inusité et de telles conséquences que les Gouvernements de l'Entente ne peuvent qu'en éprouver une profonde surprise et réclamer pour eux la même faculté d'établir des distinctions analogues et de refuser des permis pour l'exportation en Suisse, par la S.S.S. ou autrement, de toutes matières premières destinées à des Maisons ou à des individus qui sont exclusivement occupés à la fabrication de matériel de guerre pour les Empires centraux.

Les Gouvernements Français, Anglais et Italien estiment qu'ils sont fondés à se prévaloir des concessions faites à l'Allemagne pour soumettre au Gouvernement Fédéral les demandes suivantes:

I°. – Comme conséquence de l'interdiction d'emploi du fer allemand pour le matériel de guerre destiné aux Pays de l'Entente, supprimer les tolérances accordées à la S.S.S. pour l'exportation du matériel de guerre contenant des proportions déterminées de marchandises provenant des Pays de l'Entente et pour les tissus de coton.

2°. – Comme conséquence de l'interdiction d'emploi de charbon allemand dans la fabrication des armes, munitions et explosifs, interdire l'emploi des lubréfiants provenant des Pays de l'Entente dans la fabrication des armes, munitions et explosifs destinés à l'Allemagne et à ses alliés.

3°. – Comme conséquence de l'interdiction d'emploi pour la fabrication de matériel de guerre destiné aux Pays de l'Entente de machines introduites en Suisse après le 1er août 1916, interdire l'emploi du cuivre et notamment des installations électriques dont le cuivre aurait été fourni par les Pays de l'Entente après le 18 novembre 1915 pour la fabrication de matériel de guerre destiné à l'Allemagne et à ses alliés et pour la production et le transport de l'énergie électrique exportée dans ces mêmes pays.

4°. – De suspendre dans le plus bref délai les exportations de toutes les machines, de tous les produits hydro-électriques et de tous les tissus de coton, de façon à permettre de procéder aux enquêtes nécessaires.

Les Gouvernements Français, Anglais et Italien suggèrent de confier ces enquêtes à la Commission des Exportations dans laquelle la S.S.S. est représentée; cette Commission devrait être chargée de statuer sur les demandes d'exportation et de s'assurer que rien de ce qui a été fourni à la Suisse depuis le 18 novembre 1915 n'a participé à la fabrication des produits à exporter. La S.S.S. devra jouir pour procéder à ces vérifications des mêmes facilités que l'Office Fiduciaire de Zurich. Les trois Gouvernements ont toute confiance dans la Commission d'exportation et dans la S.S.S. pour ce contrôle délicat.

En dehors des questions envisagées ci-dessus, les Représentants des Gouvernements de l'Entente se réservent d'entretenir prochainement le Département Politique Fédéral des exportations de bétail et d'autres produits agricoles qui ont lieu actuellement de Suisse en Allemagne et d'un certain nombre d'autres questions relatives au fonctionnement de la S.S.S. et dont son Directeur a déjà été saisi.

Les Représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie tiennent, en faisant cette communication au Gouvernement Fédéral, à lui donner l'assurance que leurs Gouvernements se rendent parfaitement compte de la position difficile dans laquelle se trouve la Suisse et qu'ils désirent en tenir compte le plus largement possible dans l'examen des demandes ci-dessus basées uniquement sur le principe de la réciprocité vis-à-vis de tous les belligérants.

219

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 69

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Personnelle et confidentielle — Paris, 11 novembre 1916

Il m'a paru utile de raconter ce matin à M. Jules Cambon la visite, que sur son conseil, j'avais faite mardi dernier 7 novembre, à M. Briand pour l'entretenir des trois questions principales alors pendantes en matière économique entre les Français et nous:

1° – Entraves à nos envois de blé des ports méditerranéens vers la Suisse;

2° – Fourniture de tourteaux à la Suisse pour diminuer nos exportations de bétail vers l'Allemagne;

3° – Acheminement vers la Suisse sans consignation à la S.S.S. des soies en cours de route.

J'ai remercié M. Cambon de son conseil, car je lui ai dit avoir constaté que M. Briand avait fort bien compris la situation de ces trois affaires, avait paru s'y intéresser et avait paru vraiment désirer nous donner satisfaction.

M. Cambon a eu, de son côté, l'air heureux de ce résultat; il a pris des notes pendant toute notre conversation et m'a promis qu'il suivrait ces trois affaires et en parlerait aujourd'hui même soit avec les chefs de service, soit probablement aussi avec M. Briand.

En ce qui concerne les soies, je lui ai dit que je n'avais pas encore reçu la réponse négative annoncée hier à un intéressé par M. Gout; il m'a semblé que M. Cambon avait le désir d'empêcher la transmission de cette réponse négative.

Quant aux tourteaux, M. Cambon m'a répété que leur refus à la Suisse était à son avis «stupide» et qu'il l'avait écrit officiellement.

Un quart d'heure avant de me rendre chez M. Cambon, j'avais reçu le courrier de Berne – arrivé avec un assez fort retard par suite d'un accident de machine près de Melun. Ce courrier m'a apporté la copie de la note des Alliés du 7 novembre[1].

M. Jules Cambon m'a dit qu'il ignorait cette note et qu'il n'avait, à aucun titre, collaboré à sa préparation ou à sa rédaction. Je lui ai dit que j'avais simplement reçu le texte, sans instructions; que j'aurai évidemment à lui en reparler, mais que précisément, parce que j'étais sans instructions, je me permettais de lui dire comme ami, que cette lettre me semblait une erreur politique; venant s'ajouter aux trois questions dont nous venions de parler, cette note, raide dans le fond et dans la forme, risque de faire beaucoup de mauvais sang, d'exciter l'opinion publique dans toutes les parties du pays et d'obliger les gens qui désirent d'amicales relations entre nous, à recommencer péniblement à remonter la pente, alors qu'il semblait vraiment s'être produit peu à peu un mouvement de rapprochement dans la Suisse entière. A mon avis, ce n'est pas en brusquant la Suisse qu'on améliorera les relations et ce n'est pas la bonne manière de prendre les Suisses.

M. Jules Cambon, qui connaît mes sentiments envers lui et mon désir de bonnes relations franco-suisses, m'a paru un peu impressionné et même ennuyé de ce que je disais; il a répété qu'il n'était pour rien dans cette note et qu'il partageait absolument et sans réserves mon opinion que, vis-à-vis de la Suisse, la bonne manière n'est pas de brusquer. Je lui ai alors dit que je pouvais risquer de lui faire part, à lui personnellement, de ce que vous m'aviez écrit au sujet de la véritable portée de l'accord germano-suisse dans une lettre autographe, écrite à bâtons rompus, entre des audiences incessantes; je lui ai donné lecture d'extraits de votre lettre du 31 octobre/2 novembre[2] que j'avais préparés en traduction, en supprimant l'en-tête, la fin et les passages qui étaient à mon usage personnel. M. Cambon a été fort intéressé par cette lecture et je lui ai finalement laissé mon extrait; il a promis de me le rendre et il a été entendu que je l'avais donné à M. Cambon seul. Evidemment, le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères en aura connaissance, mais je pense que votre but était que le sens de votre lettre et vos explications fussent connus ici. M. Cambon m'a paru comprendre pourquoi nous ne pouvions pas donner le chiffre par exemple des quantités de pommes de terre à importer ou de vaches à exporter puisque cela peut exciter l'opinion publique et surtout exciter les appétits commerciaux des vendeurs. M. Cambon a répété que toute l'année il avait à lutter contre des bureaux où l'on n'a pas le sens international, où l'on croit que les relations extérieures se manœuvrent comme un chef de bureau manœuvre à l'intérieur du pays; ces bureaux, qui ne connaissent pas le tempérament des pays étrangers, font toute l'année des maladresses ou des difficultés.

Hier soir, j'ai reçu la visite d'un des principaux collaborateurs du journal *Le Temps* qui, en apprenant par les télégrammes d'agences la remise de la note des

1. *Cf. n° 218.*
2. *Non retrouvé.*

Alliés, est venu m'offrir de publier dans son journal, sous la forme que nous désirerions, ou qu'il nous proposerait, quelques articles sur les relations commerciales franco-suisses. Je lui ai exposé les trois questions: transports, tourteaux et soies en cours de route; il s'est déclaré prêt à rendre compte de notre point de vue sous forme de lettres de Marseille pour les tourteaux ou les transports etc. et a paru convaincu que l'opinion française serait avec nous, qu'il suffisait de l'éclairer et que puisque M. Briand avait paru bien disposé, il pouvait même être utile, au point de vue de M. Briand, qu'il fût soutenu dans la presse française contre des comités maladroitement zélés.

Désirez-vous que j'entre dans cette voie?

Les trois questions, tourteaux, soies, transport de blé disparaissent quelque peu devant la note des Alliés et M. Briand pourrait trouver que nous avons tort de les lancer dans la presse alors qu'elles sont pendantes devant lui.

Mon interlocuteur est d'avis que les neutres devraient être beaucoup plus fermes et ne pas se gêner de défendre leur point de vue, sinon, certains militaires ou certains bureaux croiront toujours davantage qu'ils peuvent tout se permettre.

220

E 2001 (B) 1, 94

La Division des Affaires étrangères du Département politique à l'Ambassade de France, aux Légations de Grande-Bretagne et d'Italie à Berne

Copie
N Berne, 15 novembre 1916

Par note verbale remise le 7 de ce mois [1], les Gouvernements français, anglais et italien déclarent qu'ils se croient fondés à demander au Gouvernement fédéral de prendre des mesures pour rétablir entre les deux groupes de belligérants l'égalité de traitement, qui leur paraît avoir été rompue par l'arrangement entre la Suisse et l'Allemagne.

A l'appui de cette dernière affirmation, la note établit le parallèle suivant:

1) Tandis qu'il est permis d'exporter en Allemagne et en Autriche-Hongrie des produits dans lesquels entre une certaine proportion des matières premières importées par l'intermédiaire de la S.S.S., l'arrangement conclu entre la Suisse et l'Allemagne interdirait d'exporter dans les pays de l'Entente tout matériel de guerre fabriqué avec une proportion, si minime soit-elle, de fer allemand et même, pour certains articles, de charbon allemand.

2) Les Gouvernements alliés constatent avec regret qu'en ce qui concerne la question de l'approvisionnement en charbon, qui aurait dû rester en dehors de celle des compensations et de toutes autres mesures de guerre, le Conseil fédéral

1. *Cf. n° 218.*

aurait consenti à faire des distinctions entre les diverses maisons suisses qui font usage de charbon et de coke allemands, système auquel, jusqu'à ce jour, il avait paru très opposé.

3) Cette concession se trouverait aggravée du fait que les stocks existants tomberaient sous le coup des interdictions d'exportation et que de nombreuses maisons travaillant pour l'Entente seraient ainsi privées de leur légitime propriété et empêchées d'exécuter les marchés qu'elles avaient conclus. C'est là un fait si inusité que les Gouvernements alliés ne peuvent – disent-ils – qu'en éprouver une profonde surprise et se voient contraints de refuser des permis pour l'exportation en Suisse de toutes matières premières destinées à des maisons ou à des individus qui sont exclusivement occupés à la fabrication de matériel de guerre pour les Empires centraux.

En raison de ce qui précède, les Gouvernements alliés estiment qu'ils sont fondés à présenter les demandes suivantes:

1°) supprimer l'autorisation accordée pour l'exportation du matériel de guerre contenant des proportions déterminées de marchandises provenant des pays de l'Entente, et pour les tissus de coton;

2°) interdire l'emploi des lubréfiants provenant des pays de l'Entente dans la fabrication des armes, munitions et explosifs destinés à l'Allemagne et à ses alliés;

3°) interdire l'emploi du cuivre et notamment des installations électriques dont le cuivre aurait été fourni par les pays de l'Entente, après le 18 novembre 1915, pour la fabrication de matériel de guerre destiné à l'Allemagne et à ses alliés et pour le transport de l'énergie électrique exportée dans ces pays;

4°) suspendre dans le plus bref délai les exportations de toutes les machines, de tous les produits hydro-électriques et de tous les tissus de coton, de façon à permettre de procéder aux enquêtes nécessaires.

Après avoir examiné d'une manière approfondie ces demandes et les motifs indiqués à l'appui, le Conseil fédéral a l'honneur de communiquer ci-après aux Gouvernements alliés le résultat de son examen.

Le Conseil fédéral ne peut se défendre de l'impression que les demandes qui lui ont été soumises n'auraient peut-être pas été formulées sans les malentendus que semblent révéler les considérations et les appréciations développées dans la note au sujet de l'arrangement entre la Suisse et l'Allemagne.

Le Règlement intérieur de la S.S.S.[2] pose à l'article 10, lettre c, ce principe que des permis d'exportation pourront être accordés eu égard au caractère national des industries intéressées, mais seulement pour autant qu'il ne s'agit pas d'articles pouvant être employés pour objets de guerre. Ce sont donc les dispositions de la S.S.S. qui ont établi, les premières, une distinction entre les marchandises qui peuvent être considérées comme matériel de guerre et celles qui n'en sont pas. L'art. 10, lettre a, ne restreint pas, il est vrai, l'exportation à ce qui n'est pas du matériel de guerre proprement dit; il autorise aussi cette exportation pour les articles fabriqués en Suisse qui contiennent en quantités insignifiantes (dans la

---

2. *Cf. n° 151, Annexe 2.*

règle, pas plus de 2% de la valeur totale de l'objet) des matières importées sous la garantie de la S.S.S. L'article 12, 3e alinéa, permet également d'exporter des machines et appareils contenant du cuivre importé par la S.S.S., sans restreindre expressément l'exportation à ce qui n'est pas proprement du matériel de guerre. Mais quant à la première catégorie d'articles (art. 10, lettre a), tous les alliages, ainsi que toute matière pouvant entrer dans un alliage de fer, demeurent formellement interdits. La disposition est donc restreinte de telle sorte que le matériel de guerre proprement dit n'est pour ainsi dire plus en question. Quant aux marchandises qui, aux termes de l'article 12, 3e alinéa, peuvent être exportées, ce sont des machines électriques, qui ont si peu le caractère de matériel de guerre que l'Allemagne elle-même autorise sans restriction leur exportation dans les pays de l'Entente, bien que ces machines renferment, non pas 15 ou 30%, mais 70 ou 85% de matières allemandes. L'alinéa 5 du même article 12 dispose expressément qu'il ne sera dans aucun cas possible d'exporter dans les Empires centraux des munitions de guerre contenant du cuivre, en n'importe quelle quantité même insignifiante, qui aura été importé d'un pays en état de guerre avec ces Puissances. Ici encore, par conséquent, les dispositions de la S.S.S. prévoient déjà un traitement spécial pour une certaine catégorie de matériel de guerre.

L'arrangement entre la Suisse et l'Allemagne distingue trois catégories de marchandises: 1°) le matériel de guerre dans le sens restreint du mot (les armes, les munitions et leurs parties constitutives, les explosifs); 2°) le matériel de guerre dans un sens plus large (machines-outils pour la préparation des munitions, engins de campagne, tels que projecteurs, fils de fer barbelés, moyens de transport de guerre, parties constitutives de navires de guerre, matériel de chemin de fer, etc.); et enfin 3°) les marchandises qui ne sont pas matériel de guerre. Ce n'est qu'à la première catégorie que s'applique la défense d'exportation dans les pays de l'Entente, s'il y a eu fabrication, non seulement avec des produits allemands, mais à l'aide de combustible allemand. Pour la deuxième catégorie, seul l'emploi de produits allemands est interdit, tandis que l'emploi du charbon reste libre, et pour la troisième catégorie, la liberté d'exportation est garantie en principe.

Le Conseil fédéral ne saurait voir dans cette solution de principe une rupture au préjudice des pays de l'Entente de l'égalité de traitement entre les deux groupes de belligérants. Au contraire, une comparaison des prescriptions qui règlent les relations économiques avec ces deux groupes montre que les dispositions de la S.S.S. restreignent l'activité de l'industrie suisse à un plus haut degré que l'arrangement entre la Suisse et l'Allemagne, sans qu'il soit besoin de rappeler que du côté des Empires centraux il s'agit presque exclusivement de l'autorisation d'employer leurs propres produits, alors que du côté des pays de l'Entente, il ne s'agit en grande partie que d'autorisations de transit. En particulier, l'interdiction d'employer du charbon allemand pour la fabrication d'armes, de munitions et d'explosifs destinés aux pays de l'Entente n'a jamais été considérée comme une mesure inéquitable. A propos d'une observation faite en passant dans la note collective, il y a lieu de remarquer que le Conseil fédéral n'a jamais reçu du Gouvernement allemand d'assurance au sujet de la *fourniture* de charbon, à plus forte raison au sujet de la fourniture de charbon sans conditions; le Conseil fédéral n'a reçu en

1914 que l'assurance qu'aucun obstacle ne serait mis aux *transports* de charbon. La note collective reproche au Conseil fédéral d'avoir aidé les Autorités allemandes dans leurs efforts pour établir des distinctions entre les diverses maisons qui font usage de charbon allemand; la vérité est que le Conseil fédéral s'est efforcé, tout au contraire, de faire supprimer le système des «listes noires» et de le remplacer par une réglementation qui prévoit une Commission d'exportation constituée sur le modèle de la Commission d'exportation qui est en relations avec la S.S.S.

La note collective exprime la profonde surprise des Gouvernements de l'Entente de ce que les marchandises importées antérieurement à l'arrangement entre la Suisse et l'Allemagne tombent sous le coup des prohibitions édictées, d'où il résulte que de nombreuses maisons travaillant pour l'Entente se trouvent privées de leur légitime propriété et empêchées d'exécuter les marchés qu'elles avaient conclus. C'est là, dit la note collective, «un fait inusité». Le Conseil fédéral ne peut s'empêcher de marquer son étonnement de ce qu'on n'ait pas pris garde, semble-t-il, que le même principe a été admis tel quel dans les prescriptions en vigueur pour la S.S.S. Non seulement les marchandises qui se trouvaient en Suisse au moment de la constitution de la S.S.S. ont été soumises sans autre aux restrictions apportées à l'exportation (voir Règlement intérieur, art. 4 et art. 11, alinéa 2, et Statuts de la Société coopérative suisse pour l'importation des métaux, art. 7, alinéa 4, et art. 8, alinéa 1) mais les restrictions édictées plus tard furent appliquées dans certains cas à toutes les marchandises qui se trouvaient en Suisse au moment où furent édictées ces dispositions, sans égard aux droits du propriétaire qui les avait importées en Suisse sans conditions et d'une manière parfaitement légitime, comme sans égard aux marchés qu'il avait conclus. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que, pour une des catégories les plus importantes de matériel de guerre dans le sens le plus large du mot, à savoir pour les machines-outils servant à préparer les munitions, toutes les concessions possibles ont été faites dans la période de transition.

Le Conseil fédéral se plaît à espérer que les Gouvernements alliés verront par ce qui précède qu'on ne saurait parler d'une rupture de l'égalité de traitement entre les deux groupes de belligérants et qu'il n'y avait ainsi aucun motif suffisant de présenter les demandes formulées par la note collective. Le Conseil fédéral tient à ajouter qu'il ne pourrait y faire droit sans risquer de provoquer de la part du Gouvernement allemand des représailles dont l'industrie suisse serait de nouveau la première à souffrir.

La suppression des autorisations accordées à la S.S.S. par l'article 10, lettre a, et l'article 12, 3^{e} alinéa, et l'interdiction d'exporter les tissus de coton, qui, dans la mesure où ils peuvent être exportés actuellement n'ont plus rien à voir avec le matériel de guerre, entraîneraient peut-être une extension des interdictions de sortie à tous les articles manufacturés fabriqués avec des matières premières allemandes, ce qui serait non seulement contraire aux intérêts des pays de l'Entente, mais paralyserait l'activité d'une partie de l'industrie suisse.

Restreindre, comme la demande en est faite, l'emploi des lubréfiants dans les exploitations suisses, ce serait aller à l'encontre de la pensée qui a présidé à l'institution de la S.S.S., savoir, comme le stipule l'article 3 du Règlement intérieur, que

les marchandises importées par son intermédiaire peuvent être librement consommées sur territoire suisse, et inaugurer une série de prescriptions dont l'application et le contrôle, s'ils n'étaient pas d'emblée impossibles, provoqueraient d'inextricables difficultés.

L'interdiction d'employer, pour la fabrication de matériel de guerre destiné aux Empires centraux et pour la production et le transport de l'énergie électrique exportée dans ces mêmes pays, du cuivre, et notamment des installations électriques dont le cuivre aurait été fourni par les pays de l'Entente, après le 18 novembre 1915, entraînerait, comme il est exposé plus haut, l'interdiction de toute exportation d'appareils, machines et installations électriques dans les pays de l'Entente, à titre de représailles et en raison même de l'égalité réclamée. Les Gouvernements alliés apprécieront eux-mêmes cette conséquence; quant au Conseil fédéral, il doit s'élever contre le préjudice qui serait causé de ce chef à l'industrie nationale; il doit s'élever en particulier contre les restrictions qu'on voudrait imposer à la Suisse en ce qui concerne la production et le libre emploi de l'énergie électrique.

Pour ce qui est de la demande de suspendre dans le plus bref délai l'exportation de toutes les machines, de tous les produits hydro-électriques et de tous les tissus de coton, de façon à permettre de procéder aux enquêtes nécessaires, le Conseil fédéral regrette de ne pouvoir y satisfaire. Les principes posés lors de la constitution de la S.S.S. et avec lesquels – il serait superflu de le démontrer – les demandes formulées sont en contradiction, ne peuvent être unilatéralement mis hors de vigueur ou suspendus. On ne voit pas bien non plus pourquoi il serait impossible de procéder aux enquêtes qui deviendraient nécessaires, sans suspendre les conventions intervenues entre le Conseil fédéral et les Gouvernements de l'Entente.

Le Conseil fédéral ajoute qu'il a pris connaissance avec une sincère satisfaction de l'assurance donnée à la fin de la note collective, que les Gouvernements alliés se rendent parfaitement compte de la position difficile dans laquelle se trouve la Suisse et de leur désir d'en tenir compte le plus largement possible dans l'examen des demandes discutées plus haut, basées uniquement sur le principe de réciprocité vis-à-vis de tous les belligérants. Le Conseil fédéral ne doute point qu'un examen approfondi de ces demandes ne convainque les Gouvernements alliés que rien ne peut provoquer ou justifier cette nouvelle et grave atteinte aux intérêts économiques de la Suisse, laquelle n'a d'autre volonté que de remplir consciencieusement les devoirs résultant de sa neutralité. D'ailleurs, il va sans dire que le Conseil fédéral ne se refusera nullement à prêter son concours actif pour procéder à l'examen de cette importante question.

221

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 31

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Persönlich Wien, 17. November 1916

[...][1]

3. *Friedensbestrebungen.* Der Nuntius sagte mir, wir – d. h. er und ich bzw. der Vatikan und die Schweiz – sollten Hand in Hand am Friedenswerke arbeiten; was geschehen könnte, vermöge er noch nicht recht zu beurteilen, es wäre aber gut, wenn wir uns öfters sehen und die Sache besprechen würden. Ich erwiderte, meine Regierung sei selbstverständlich gerne bereit, jeden Schritt, der den Frieden näherbringen könne, zu unterstützen, ein gutes Zeichen sei es, dass überall die Friedensfrage ventiliert werde, indessen sei auch grösste Vorsicht am Platze, indem durch einen voreiligen Schritt der guten Sache mehr geschadet als geholfen werde.

Gestern brachten nun die Zeitungen die ersten Meldungen von der angeblichen Absicht des Präsidenten Wilson, eine Friedenskonferenz oder Vorkonferenz nach Washington einzuberufen.

Wenn schon nachmittags (also am Tage nach meinem Besuche) der Nuntius sich zum Gegenbesuche bei mir anmelden liess, so möchte ich dieses «empressement» nicht allein auf Rechnung seines Wunsches schreiben, die Friedensfrage zu besprechen, sondern der Vertreter des Papstes verband diese Fahrt mit einem Beileidsbesuch bei der Witwe des leider soeben verstorbenen deutschen Botschafters von Tschirschky im Botschaftspalais gegenüber meiner Wohnung. Immerhin kam sehr bald die angebliche Absicht Wilsons zur Sprache, und Mgr. Valfré di Bonzo stimmte mit mir darin überein, dass eine Konferenz in Washington sehr grosse praktische Schwierigkeiten mit sich bringen würde, schon wegen der weiten Entfernung der Regierungen von ihren Vertretern und der Kontrollierung des telegrafischen Verkehrs durch England. Der Nuntius meinte, es sei dem Präsidenten darum zu tun, in Washington oder New York ein Denkmal mit der Inschrift: «Hier hat W. Wilson Frieden gestiftet» zu errichten.

In den Abendblättern erschien sodann die beiliegende, der *Basler National-Zeitung* entnommene Notiz, wonach die Konferenz eventuell auch nach einem neutralen Lande Europas einberufen werden könnte und die neutralen Regierungen über diese Frage im Meinungsaustausche seien.

Baron Macchio (I. Sektionschef im Ministerium des Äussern, mit dem ich soeben in Ihrem Auftrage die Angelegenheit der diplomatischen Kuriere besprach) erklärte mir auf meine Frage, es seien von seiten der Vereinigten Staaten noch

---

1. *La première partie de la lettre parle de la santé de l'Empereur et relate une conversation avec le Nonce Mgr. Valfré di Bonzo au sujet de l'évêché de Lugano.*

keinerlei offizielle oder offiziöse Schritte wegen Einberufung einer Friedenskonferenz oder Vorkonferenz bei der hiesigen Regierung unternommen worden. Er anerkannte dabei ausdrücklich, dass Österreich-Ungarn prinzipiell, doch natürlich unter gewissen Bedingungen, eine solche Konferenz zu beschicken bereit sei. Baron Macchio versicherte mir, er wisse gar nichts anderes, als was in den Zeitungen stehe, und meinte unter Hinweis auf die beiliegende Notiz, ich könnte sogar besser informiert sein als er, was ich selbstverständlich verneinen musste. Es schien mir, dass der I. Sektionschef eine Schweizer Stadt als Konferenzort sehr gerne in Aussicht nehmen möchte. Vielleicht darf ich mir erlauben, meine unmassgebliche Meinung dahin zu äussern, dass, wenn es sich einmal um die Wahl einer Schweizer Stadt als Konferenzort handeln sollte, mir Luzern als speziell geeignet erscheinen würde, da es mit seinen zahlreichen erstklassigen Hotels genügende Unterkunft und auch grosse Lokalitäten für Plenar- und Kommissionssitzungen, Sekretariate etc. bieten würde. Dazu ist es sehr gut gelegen.

Einstweilen wäre ich Ihnen um baldigste Erteilung von Verhaltungsmassregeln (eventuell telegrafisch, da Briefantworten erst nach ca. 14. Tagen eintreffen) sehr verbunden. Wie soll ich mich namentlich dem amerikanischen Botschafter gegenüber verhalten? Kann ich ihm die Einberufung einer Konferenz *durch Wilson,* aber nach *der Schweiz,* nahelegen und soll ich etwa auch schon Luzern erwähnen?

Mr. Penfield ist zwar kein Genie, muss aber doch bei Wilson gut angeschrieben sein. Man darf wohl annehmen, dass sein, oder richtiger gesagt seiner Frau jährliches Einkommen von (wie behauptet wird) 17 Millionen Franken bei der Wahlkampagne eine gewisse Rolle gespielt haben wird. Da Penfield auch nicht wenig eitel ist, könnte angenommen werden, dass Anfragen bei Wilson, die nicht offiziell sein sollen, durch ihn an ihre Adresse gelangen würden. Mit Penfield und seiner Frau stehe ich auf bestem Fusse.

4. *Der Tod des deutschen Botschafters von Tschirschky* (an einer Embolie in Folge einer an und für sich leichten Bruchoperation) ist für mich ein empfindlicher Verlust, indem ich an ihm stets einen offenen und zuverlässigen Informator und Ratgeber hatte. Wenn wir auch in manchen Punkten nicht harmonierten (sein Ideal wäre, wie Sie wissen, ein Anschluss der deutschen Schweiz an das Deutsche Reich gewesen), so hat er sich uns gegenüber stets wohlwollend und aufrichtig erwiesen. Über seinen Nachfolger vernahm man in diesen drei Tagen natürlich noch nichts. Ob wohl Baron von Romberg, der hier Botschaftsrat gewesen ist, in Frage kommt? Mir wäre es schon recht, da ich immer sehr gut mit ihm ausgekommen bin; wäre es aber nicht unangenehm für Sie, einen ganz neuen Mann zu bekommen?

222

E 2001 (B) 1, 17

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T

Bern, 18. November 1916, 9.15 Uhr

Anlässlich stets wiederkehrender Friedensgedanken weist Presse darauf hin, dass Präsident Wilson angesichts Wiederwahl sich Friedensbestrebungen mit verstärkter Hingabe widmen dürfte. Da solche Voraussicht nicht grundlos, bitten wir, wenn möglich, persönliche Rücksprache nachzusuchen und zu verstehen zu geben, dass, wenn Schweiz ins Vertrauen gezogen, uns Mitarbeiterschaft bei Verwirklichung solcher Pläne zu hoher Ehre gereichen würde.

223

E 1001 1/EPD 1916

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, A. Hoffmann

Réunion de Délégués de Pays Neutres à Stockholm
en vue de préparer le programme d'une Conférence d'Etats neutres

Secret

Berne, 20 novembre 1916

Au mois de septembre 1915, le Ministre de Suède nous avait entretenu du désir des trois Gouvernements scandinaves d'arriver à convoquer une conférence entre pays neutres pour traiter de sujets d'intérêts communs, spécialement de questions commerciales et de l'application des règles concernant la neutralité. Il ne devait s'agir en aucun cas d'une intervention ou d'une médiation dans la guerre actuelle. Les Gouvernements espagnol et néerlandais, également sondés à cet égard, firent, comme nous, bon accueil à ces premières suggestions.

Lors de la réunion des Ministres scandinaves à Christiania, au mois de septembre de cette année, la Suède a, paraît-il, précisé cette proposition et indiqué les sujets propres à être envisagés dans une telle conférence, à savoir:

«Le traitement à accorder aux bateaux sous-marins et aux embarcations aériennes;

la destruction des prises neutres et la concession du droit d'asile à de telles prises;

les questions ayant rapport aux «listes noires» dressées par les belligérants;

les mesures préparatoires à prendre pour régler les questions d'ordre économique après la guerre, ainsi que la question de fournir des renseignements au sujet des mesures prises durant la guerre dans un but de politique commerciale».

Ces propositions une fois acceptées en principe, il parut opportun aux Cabinets de Stockholm, Christiania et Copenhague de demander tout d'abord à la Suisse, à l'Espagne et aux Pays-Bas de délibérer préalablement avec eux pour fixer la forme sous laquelle aurait lieu la collaboration des pays neutres susmentionnés – auxquels viendraient peut-être s'ajouter les Etats-Unis – et surtout d'élaborer un projet d'organisation et le programme définitif de la conférence prévue.

Comme il résulte d'une note du 4 novembre[1] qui nous a été remise par le Chargé d'Affaires de Suède, ces délibérations devraient avoir lieu à Stockholm, où une Commission composée de Délégués spécialement nommés se réunirait à cet effet.

Au reçu de cette invitation, nous n'avons pas manqué de nous informer de la réponse que comptaient faire l'Espagne, les Pays-Bas et, éventuellement, les Etats-Unis. D'après les derniers renseignements, le Gouvernement américain ne connaissait encore rien de ce projet. Quant aux Cabinets de Madrid et de La Haye, ils n'ont pas encore formulé leur avis et, de leur côté, se sont enquis des intentions de la Suisse.

Les différents sujets qu'il s'agirait d'agiter un jour ou l'autre dans une conférence sont uniquement d'intérêt commun pour tous les Neutres et ne touchent en rien à une intervention quelconque dans la conduite de la guerre proprement dite. Pour le moment, il ne s'agirait du reste que d'une *réunion préparatoire,* dans laquelle le programme de la conférence serait fixé dans ses grandes lignes.

Nous estimons qu'il y aurait pour nous, ainsi que pour tous les Neutres, un grand avantage à pouvoir discuter ensemble de ces questions nouvelles que la guerre a fait naître. En même temps, cette réunion serait la preuve ostensible que les Etats non-belligérants, en raison des vexations auxquelles ils sont en butte de la part des belligérants, tentent de faire bloc et veulent essayer de parer d'un commun accord aux difficultés qui les entourent.

Nous croyons donc qu'il serait indiqué de répondre affirmativement à l'invitation qui nous a été adressée et de déléguer à cette réunion préparatoire notre Ministre à Stockholm, accompagné d'un spécialiste en matière de droit international.

Nous avons donc l'honneur de vous proposer:

1°) de charger le Département politique de répondre affirmativement à l'invitation du Gouvernement suédois de prendre part à une réunion de Délégués de pays neutres, qui aura lieu à Stockholm et qui sera chargée d'élaborer un projet d'organisation et le programme définitif d'une Conférence de Délégués de pays neutres;

2°) de déléguer à cette réunion M. Alfred de Claparède, Ministre de Suisse à Stockholm, qui serait accompagné de M. le Professeur Max Huber[2].

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1/74.
2. *Ces propositions ont été acceptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 24 novembre 1916. Cf.* E 1004 1/263, n° 2490.

224

E 1004 1/263

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 novembre 1916

2457. Deportation belgischer Staatsangehöriger

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 19. November 1916

Das Politische Departement hat, als kürzlich neuerdings seine Mithilfe für die Evakuation von 20000 Franzosen aus den besetzten Gebieten Nordfrankreichs beansprucht wurde, die Gelegenheit benützt, um seine Dienste Deutschland auch dafür anzubieten, dass die aus Lille, Tourcoing und Roubaix abgeschobenen und zu Feldarbeiten angehaltenen Franzosen nach Frankreich rückbefördert werden sollten.

In der bezüglichen Verbalnote[1] ist das mit folgenden Worten ausgedrückt worden:

«Abgesehen von diesen Transporten würde sich der Bundesrat glücklich schätzen, seine Dienste für den Durchtransport der deutschen Reichsregierung zur Verfügung zu stellen, falls diese die Ausreise derjenigen französischen Staatsangehörigen – soweit sie von dem Rechte Gebrauch machen wollen – gestatten würde, die auf Grund der schwierigen Lebensverhältnisse aus ihren städtischen Wohnorten entfernt und anderweitig vorübergehend beschäftigt worden sind und deren Lage nach Möglichkeit zu verbessern ohne Zweifel in gleichem Masse von der deutschen Reichsregierung wie vom Bundesrate gewünscht werden wird.»

Auf diese Anregung hat das Politische Departement noch keine direkte Antwort erhalten.

Seither sind nun in grossem Massstabe Translokationen von belgischen Staatsangehörigen zu dem Zwecke vorgenommen worden, um sie in Deutschland zur Arbeit anzuhalten. Die Zeitungen der Entente-Staaten und der Neutralen widerhallen von Protestationen und Rekriminationen gegen diese mit dem Völkerrecht in Widerspruch stehenden Massnahmen.

Die belgische Regierung hat einen Protest, den das Politische Departement vorlegt, an alle Neutralen ergehen lassen.

Es kann nicht überraschen, dass in einem Teil der schweizerischen Presse diese neuen «Deportationen» aufs schärfste verurteilt werden. Es ist mit Sicherheit zu erwarten, dass der Schweiz neuerdings zugemutet werden wird, in ihrer Eigenschaft als Mitunterzeichnerin der Haager Konvention einen flammenden Protest gegen deren Missachtung ergehen zu lassen.

---

1. *Il s'agit de la note verbale du 9 septembre 1916 adressée à la Légation d'Allemagne à Berne. Cf. séance du Conseil fédéral du 12 septembre 1916 in* 1004 1/263, n° 1916.

Der Bundesrat wird auch dieses Mal es ablehnen müssen, sich zum Richter über die Begangenschaften einzelner Kriegführenden aufzuwerfen und Proteste zu erlassen.

Dagegen ist das Politische Departement der Meinung, dass der Bundesrat den Vorgängen in Belgien gegenüber sich nicht völlig passiv verhalten sollte. Die Neutralen können in Ausnahmefällen von besonderer Tragweite aus ihrer an sich ohne weiteres gegebenen Reserve heraustreten und die Stimme der Menschlichkeit zum Gehör bringen.

Das Politische Departement hat sich durch den schweizerischen Gesandten in Washington informiert, was die amerikanische Regierung in dieser Sache getan habe, und erfahren, dass, während der Protest betreffend die sog. Deportationen von Lille, Roubaix und Tourcoing lediglich mit einer Empfangsanzeige beantwortet wurde, der Staatssekretär nunmehr den Botschafter in Berlin beauftragt hat, die Aufmerksamkeit des Reichskanzlers darauf zu lenken, dass die Deportation der Belgier in Nordamerika einen üblen Eindruck hervorrufe.

Das Politische Departement hält dafür, dass der Bundesrat in ähnlicher Weise vorgehen sollte und dass es sich rechtfertigen würde, dem Reichskanzler durch den schweizerischen Gesandten in Berlin zur Kenntnis zu bringen, dass auch in der Schweiz die öffentliche Meinung durch die gegen die Belgier getroffenen Massnahmen ungünstig beeinflusst sei. Es kann sich nicht um eine Protestation handeln; zu einer solchen hat die Schweiz kein Recht. Ein Protest wäre auch im höchsten Masse inopportun. Dagegen ist ja bekannt, welchen Wert die Kriegführenden auf die öffentliche Meinung in den neutralen Ländern legen, und deshalb rechtfertigt es sich, in freundschaftlicher Weise die Aufmerksamkeit der befreundeten Regierung auf die ihr ungünstige Rückwirkung der von ihr getroffenen Massnahmen auf die öffentliche Meinung in der Schweiz zu lenken.

Dabei könnte der schweizerische Minister die noch unbeantwortet gebliebene Einladung betreffend Rapatriierung der Liller Deportierten zum Ausgangspunkte der Konversation machen und daran die Bemerkung betreffend Belgien anschliessen.

Antragsgemäss wird das Politische Departement ermächtigt, im angeführten Sinne vorzugehen.

225

E 2001 (B) 1, 17

Mémorandum du Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter[1]

Washington, 22. November 1916

Präsident Wilson empfing mich heute um 2.15 im Weissen Haus. Ich brachte ihm den Inhalt des Kabels[2] zur Kenntnis. Er war über dasselbe erfreut und sagte, dass er zur Zeit eifrig bemüht sei, Informationen zu sammeln und sammeln zu lassen darüber, wie die Volksstimmung in den kriegsführenden Ländern für den Frieden sei. Es sei dies ungemein schwierig, da überall die Presse verhindert werde, das Friedensthema zu behandeln.

Wilson führte aus, dass er daher sehr dankbar wäre, wenn die neutralen Länder ihm ihre Eindrücke, die sie in Europa erhalten, stetsfort zur Kenntnis bringen möchten, damit er auch dadurch besser zu schätzen vermöge, wann der Moment zum handeln für ihn gekommen sei. Es brauche dies nicht offiziell und umständlich zu geschehen, sondern wie ein Freund zum Freund und ohne Formalität. Es bestehe überhaupt viel zuviel Zeremoniell zwischen den Regierungen.

Auf meinen Einwurf, dass ich bis jetzt auf dem Staatsdepartement stets die Auskunft erhalten habe, dass, wenn der Präsident in Friedenssachen einen Schritt tue, er dies allein und ohne Mithilfe anderer Neutraler zu tun gedenke und auf meine Frage, ob dies immer noch der Fall sei, antwortete Herr Wilson, dass die Lage einzelner Neutraler (er zitierte speziell Holland) so schwierig sei, dass von ihnen nicht erwartet werden könne, dass sie normal handeln würden (not to act normally). Ich möchte allein handeln, sagte er, um niemand in Verlegenheit zu setzen oder gar gegen jemand diskriminieren zu müssen. (I wish to embarrass no one and not to discriminate [against] anyone.) Der Präsident fuhr fort:

«Mein Plan ist noch nicht gefasst, aber es können sich unter den nächsten Nachrichten, die ich erwarte, solche befinden, welche mich zu einem Handeln veranlassen möchten.

Spanien hat mir ein ähnliches Ansinnen gestellt wie die schweizerische Regierung, allerdings nicht ein gleichlautendes. Ich hätte also eventuell auch auf Spanien Rücksicht zu nehmen.»

Ich warf ein, dass das heutige Kabel meiner Regierung nicht darauf hinziele, über die Pläne des Präsidenten informiert zu werden, damit die Schweiz bei einer gemeinsamen Handlung Neutraler auch sicher mitmachen könne, denn diesen Auftrag habe ich schon früher erhalten und mich damals dementsprechend beim Staatsdepartement erkundigt und dort negative Auskünfte erhalten. Das heutige Kabel rede von ins Vertrauen-gezogen-Werden und von der Ehre eventueller Kooperation seitens der Schweiz mit den Vereinigten Staaten.

---

1. *Note manuscrite en tête du document:* Abschrift für Herrn Bundesrat Hoffmann.
2. *Cf. n° 222.*

«Haben Sie denn Kenntnis, was sich Ihre Regierung darunter vorstellt?» fragte Herr Wilson.

Ich antwortete verneinend und sagte auf seine Anfrage, was ich mir denn dabei denke, dass ich, ganz persönlich und unverbindlich denke, dass, wenn der Präsident der Vereinigten Staaten z.B. einen Vertrauensmann nach Europa senden würde, es für diesen vielleicht leichter wäre, unter Mithilfe meiner Regierung, seine Berichterstattung über die Meere nach dem Weissen Hause zu senden, sei doch der schweizerische Bundesrat, durch die vielsprachige Bevölkerung, die ihm untersteht, besser als irgend jemand in der Lage, das Seelenleben der uns umgebenden Kriegsführenden zu beurteilen.

Der Präsident bat mich hierauf, dem Bundesrate warm zu danken und ihn anzufragen, ob ihm bei der Abfassung des Kabels ein Plan vorgeschwebt habe, welchen er als dienliche Suggestion nutzbringend verwerten könnte (if they have some special method of action in mind, that would serve me with a serviceable suggestion).

Er erkundigte sich über die Zustände in der Schweiz, drückte seine Bewunderung aus und erzählte zum Schlusse, wie gerne er sich der Vorlesungen, die er bei dem schweizerischen Professor Guyot an der Universität Princeton seinerzeit gehört habe, erinnere.

Wir kamen auch auf die Tauchbootfrage zu reden, und ich gewann den Eindruck, dass ein Bruch zwischen den Vereinigten Staaten und Deutschland, von dem jetzt wieder so viel geredet wird, nicht zu befürchten ist.

226

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 69

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Paris, 23 novembre 1916

[...][1]

La presse française, en dehors de l'article aimable pour nous paru dans *L'Eclair* de lundi matin, ne publie rien sur la réponse du Conseil fédéral à la note de l'Entente[2]; c'est probablement le résultat du mot d'ordre qu'avant-hier mardi M. Cambon avait l'intention de donner aux journaux. L'auteur de l'article de *L'Eclair* est allé voir M. Cambon et vient de me rendre compte de leur conversation. M. Cambon lui aurait déclaré qu'à son avis il était de l'intérêt manifeste des Alliés, non seulement de ne pas brusquer la Suisse, mais d'être aimable envers

1. *La première partie du rapport donne des informations sur la fermentation dans le monde parlementaire français.*
2. *Cf. n° 220.*

elle; qu'on se tromperait lourdement en croyant qu'en brusquant la Suisse on la diviserait en deux camps ennemis; que le centre de gravité de la Suisse était dans la vieille Suisse, en sorte que si on l'obligeait à choisir, elle marcherait avec l'autre côté; qu'il fallait au contraire reconnaître les intentions sincèrement neutres de la Suisse et la seconder dans ses efforts pour vivre dans une mentalité neutre en facilitant sa vie politique et économique; qu'il y avait trop de jeunes gens au Ministère des Affaires étrangères ignorants des conditions vraies de la vie suisse. M. Cambon aurait ajouté que l'Ambassadeur de France à Berne, M. Beau, partageait ces sentiments, mais était quelque peu mou, et aussi qu'il fallait bien tenir compte des alliés de la France dont l'un ou l'autre, en matière économique, n'était pas toujours commode.

Mon interlocuteur est certain que M. Cambon lui disait le fond de sa pensée personnelle et avait sincèrement des intentions amicales envers la Suisse.

M. Cambon lui aurait dit en terminant que la réponse suisse était correcte et modérée, qu'elle était à l'étude et qu'on trouverait le moyen de reprendre la conversation dans des termes qui devraient calmer les inquiétudes en Suisse. Mon interlocuteur aurait répliqué notamment qu'en brusquant la Suisse, on ferait l'union de tout ce qui compte dans ce pays et qu'on la ferait contre les Alliés, si l'on ne savait pas apporter du doigté et surtout de la bonne volonté en facilitant à la Suisse non seulement son ravitaillement, mais sa vie commerciale et industrielle[3].

[...]

---

3. *Le Conseil fédéral désignera les conseillers nationaux A. Frey, H. Grobet et E. Schmidheiny pour traiter avec des délégués de l'Entente, dans des conférences qui auront lieu à Berne, des points touchés dans les notes échangées entre la Suisse et les Alliés les 7 et 15 novembre 1916 [cf. n° 218 et 220]. Ces négociations aboutiront à deux arrangements, celui du 23 janvier 1917 et celui du 20 mars 1917, et seront suivis au cours de l'année 1917 par des accords économiques relatifs aux produits agricoles, au bétail, aux bois, aux soieries et aux chocolats. Cf. à ce sujet,* le Rapport intérieur de la Société suisse de surveillance économique, 1915–1921, Berne, 1921, p. 114–123, *ainsi que* le VII[e] Rapport de neutralité *in* FF 1917, vol. 3, p. 208–210.

227

E 27, Archiv-Nr. 13562

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher, au Sous-chef de l'Etat-Major Général

No
Geheim

Bern, 29. November 1916

Einer Unterredung mit dem deutschen Militärattaché entnehme ich, dass wir bei Verwicklung in den Krieg an der Seite der Zentralmächte unbedingt darauf rechnen können, ausreichend versehen zu werden mit Flugzeugen, Handgranaten

und Sprengstoffen. Nach unserer frühern Besprechung mit den französischen Armeevertretern dürfen wir ebenso annehmen, dass im gegenteiligen Kriegsfalle auch von Seite der Entente-Mächte nur dieser Kriegsbedarf geliefert werde.

228

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 16

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 84 Rom, 13. Dezember 1916

Ich telegraphierte Ihnen heute vormittag, dass ich Ihre beiden Telegramme [1] betreffend den Friedensvorschlag der Zentralmächte gestern Abend gegen 10 Uhr erhalten und sofort den Wortlaut der deutschen Note auf die Konsulta getragen habe. Da es inzwischen 11 Uhr geworden war, konnte ich nur einen subalternen Beamten sprechen, den ich ersuchte, die Note so rasch als möglich zur Kenntnis des Baron Sonnino zu bringen.

Soeben war ich beim Minister, um den Text dieser Note mit meinem Begleitschreiben offiziell zu überreichen.

Bei diesem Anlasse habe ich auch mitgeteilt, was Herr Bourcart Ihnen von Wien telegraphiert hatte, habe aber beigefügt, dass ich mich nicht für berufen halte, den Inhalt dieses Telegrammes offiziell zur Kenntnis des Ministers zu bringen.

Sie hatten mich zwar angewiesen «de faire immédiatement démarche auprès Sonnino dans le sens de cause qui précède». Ich habe aber geglaubt, annehmen zu dürfen, dass dieser Auftrag nicht buchstäblich genommen werden dürfe, weil mir schien, dass er nicht ganz den Intentionen entspreche, welche bei Mitteilung der betreffenden Note an Minister Bourcart vorgeherrscht haben dürften. In der Tat sagt Herr Bourcart, der Text der Note sei «adressé ... aux représentants des puissances neutres chargées de la protection des Austro-Hongrois en pays ennemis». Nun sind wir aber offiziell nicht mit der Vertretung jener Interessen in Italien betraut, und deshalb schien es mir nicht angezeigt, dass die betreffende Mitteilung durch mich an die hiesige Regierung weitergegeben werde. Ich glaubte um so mehr von einem solchen Schritte absehen zu sollen, als er leicht den Eindruck hätte erwecken können, als wolle der Bundesrat den Anlass benutzen, um aus eigener Initiative sich dem Vorgehen der Zentralmächte anzuschliessen und sich als Vermittler anzubieten. Eine solche Haltung hätte aber den wiederholten Erklärungen des Vorstehers des Politischen Departements in der Bundesversammlung nicht entsprochen, und deshalb glaubte ich annehmen zu dürfen, dass er nicht in Ihren Absichten liege. Ich habe dies Herrn Sonnino auch angedeutet, natürlich nur als meine persönliche Auffassung, und er zeigte sich sehr befriedigt von dieser meiner Erklärung.

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2200 Rom 7/1, 1.C.2.

Bevor ich auf die Konsulta ging, war ich beim spanischen Botschafter, der hier die österreich-ungarischen Interessen vertritt und der mir sagte, dass er noch keinerlei Mitteilung erhalten habe. Ich nehme an, das hänge mit der Tatsache zusammen, dass der Auftrag an ihn den weiteren Weg über Madrid nehmen musste. Natürlich sprach mir Sonnino nicht viel von dem Eindruck, den der Vorschlag auf ihn gemacht habe. Er sagte nur, die Mächte der Entente müssten sich nun zunächst unter sich beraten, er habe aber bis zur Stunde noch von keiner Seite eine Mitteilung erhalten. Persönlich habe er den Eindruck, dass der Vorschlag zu allgemein gehalten sei, um die Grundlage für Verhandlungen bilden zu können. Wenn es den Zentralmächten wirklich ernst gewesen wäre, hätten sie etwas positiver sein und konkretere Vorschläge machen müssen. Die Note spreche wohl davon, dass die zu machenden Vorschläge geeignet seien «à assurer l'existence, l'honneur et le libre développement de *leurs* peuples», aber sie sagte nichts davon, dass die gleichen Garantien auch dem andern Teile geboten werden sollen.

Ich hatte den Eindruck, dass Baron Sonnino die Sache nicht sehr ernst nehme und in dem Vorschlag mehr einen Schachzug erblicke, um die Verantwortung für das weitere Blutvergiessen scheinbar abzuwälzen. Als ich mich mit den Worten verabschiedete: «J'espère tout de même que nous nous approchons de la fin», antwortete er: «il faudra bien que cela finisse un jour». Herr von Sonnenberg hat soeben durch einen Beamten des Ministeriums des Auswärtigen gehört, dass dort der Wunsch bestehe, die Anregung nicht ohne weiteres abzulehnen, sondern nähere Vorschläge zu verlangen. Diese Absicht sei eingegeben durch die Rücksicht auf die Neutralen und vor allem auf den Eindruck in Amerika. Man erwarte, dass nunmehr Wilson offiziell als Vermittler auftreten und der Überbringer genauerer Vorschläge sein werde. Ja man scheint anzunehmen, dass über den Inhalt dieser Vorschläge schon gesprochen worden sei.

Ich gebe Ihnen diese Notiz, ohne irgendwie dafür einstehen zu können, dass sie der Ansicht an massgebender Stelle entspreche.

Wie der Vorschlag in der Öffentlichkeit beurteilt wird, kann ich noch nicht sagen. Von verschiedenen Seiten habe ich die Bemerkung gehört, es nehme sich sehr sonderbar aus, dass Deutschland nun von einer Verantwortlichkeit der anderen spreche, nachdem es seinerzeit die Verantwortlichkeit nicht gescheut habe, den Krieg heraufzubeschwören.

Ein Deputierter der Rechten hat uns gefragt, was Wahres an dem Vorschlage sei, und hat im Gespräche die Bemerkung einfliessen lassen, in Italien wollen eigentlich nur Sonnino und die Presse die Fortsetzung des Krieges.

Über die Beziehungen zu Griechenland sprach sich Sonnino dahin aus, dass er fortwährend bemüht sei zu vermitteln, um einen Konflikt zwischen diesem Lande und der Entente zu vermeiden. Er glaube nicht, dass in Griechenland die Absicht bestehe, es zu einem Bruche mit der Entente kommen zu lassen, und deshalb sei er überzeugt, dass man sich verständigen werde. Auch die Entente habe kein Interesse daran, den Bogen zu stark zu spannen.

Die Lage Griechenlands sei heute derart, dass es einen Krieg mit der Entente nicht wagen dürfe.

Schliesslich frug ich Sonnino auch über die parlamentarische Lage in Italien,

worauf er mir sagte, dass es wohl noch zu heftigen Auseinandersetzungen kommen werde, dass er aber einen Konflikt und eine Krisis nicht für wahrscheinlich halte. Freilich, fügte er bei, wird der Vorschlag der Zentralmächte neuen Wind in die Segel unserer Sozialisten treiben, die bei der Diskussion über die Kredite neuerdings ihre Friedensschalmeien blasen werden.

Im allgemeinen herrscht der Eindruck vor, dass das Verhältnis der Kammer zum Ministerium so ziemlich auf dem Gefrierpunkt stehe. Der Gegensatz richtet sich namentlich gegen Bissolati und Sonnino. Wenn es zu einer Krisis kommt, wird Sonnino geopfert werden müssen, dem man vorwirft, in Verbindung mit Bissolati gegen Cadorna zu wirken. Auch die Art, auf welche Sonnino die auswärtige Politik betreibt, findet viele Gegner.

Morgen soll Carcano sein grosses Finanzexposé entwickeln.

Heute teilt man mir mit, dass in der Stadt das Gerücht gehe, es seien auf dem Corso zwei italienische Brigaden in die Enge getrieben und beinahe vernichtet worden. Ich kann die Richtigkeit dieses Gerüchtes nicht kontrollieren.

229

E 2200 Rom 7/1, 1.C.2

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta

L Bern, 14. Dezember 1916

Ich möchte nicht versäumen, mich mit Ihnen rechtzeitig in Fühlung zu setzen bezüglich dessen, was jetzt etwa geschehen könnte oder sollte, nachdem die Zentralmächte den Alliierten ein grundsätzliches Friedensangebot gestellt haben.

Ich habe mit Interesse aus der Rede Sonninos den Satz ersehen, man kenne die Bedingungen nicht, unter denen die Zentralmächte bereit wären, Frieden anzubieten. Darf hieraus der Schluss gezogen werden, dass die italienische Regierung diese gerne kennen möchte? Und wenn dem so sein sollte, dürfte daraus nicht entnommen werden, dass man durch das Mittel einer neutralen Regierung orientiert zu werden wünsche? Und würde sich das nicht schon deshalb empfehlen, weil man sich dann nicht den Anschein zu geben brauchte, man wolle, «en conversation» eintreten?

Ich bin mir des überaus heiklen Charakters auch nur blosser Andeutungen sehr wohl bewusst, aber ich möchte doch nicht versäumen, einen ganz feinen Fühler auszustrecken, wenn es ohne Risiko geschehen kann.

Ich betone ausdrücklich, dass uns keinerlei Mitteilung oder Andeutung über die Friedensbedingungen gemacht worden ist, auch keine Andeutung darüber, man wäre bereit, uns solche behufs Weitergabe an die Entente zu machen. Ich bedaure das nicht; um so unbefangener kann gegebenenfalls der Fühler sein, den man ausstrecken würde.

Ich bemerke wieder, dass aus einer Besprechung mit Paulucci hervorgeht, er vertrete die Ansicht, man sollte nicht rundweg ablehnen, sondern die Friedensbedingungen zu erfahren trachten. Das mag indessen eine rein persönliche und vorläufige Ansicht sein.

Die gleiche Auffassung vertritt Herr von Groote. Dagegen habe ich aus einer Besprechung mit Herrn Beau unter gestrigem Datum den bestimmten Eindruck erhalten, dass die Alliierten nicht einmal hören wollen, wie die Bedingungen etwa lauten könnten, und dass man es zum voraus als ausgeschlossen erachtet, dass die Zentralmächte Bedingungen stellen könnten, die für die Alliierten annehmbar oder auch nur diskutabel wären.

Im weitern erwähne ich, dass mir Herr von Panhuys vertraulich über ein Gespräch mit Herrn Beau vom 7. Dezember Mitteilung machte, in dem letzterer bemerkte, ein Anbieten von guten Diensten seitens einer neutralen Regierung würde sicherlich gegenwärtig als eine wenig freundliche Handlung von den Alliierten eingeschätzt. Es stimmt das auch mit einer Bemerkung, die Herr Beau vor einiger Zeit gegenüber Herr Dunant machte.

Herr Paravicini berichtet aus London, dass das *Foreign Office* die deutsche Proposition als einen geschickten Coup betrachte zum Zweck der moralischen Wirkung auf das deutsche Volk und die Neutralen und um im Verhältnis der Ententestaaten untereinander Schwierigkeiten zu schaffen. Die englische Presse erklärt einstimmig einen Frieden zu den deutschen Bedingungen (ohne sie zu kennen) für unmöglich. Herr Rumboldt meinte in der gestrigen Besprechung, man werde in keiner Form auf die Anregung eingehen.

Indem ich Ihnen diese Mitteilung mache und Sie bitte, sich zu überlegen, ob Sie eine ganz feine Sonde im Sinne meiner Ausführungen für tunlich und der Sache des Friedens und unserer Interessen forderlich erachten, und indem ich Sie ersuche, wenn immer möglich in Erfahrung zu bringen, wie man im Vatikan die Sensationsnachricht aufgenommen hat, versichere ich Sie ...

230

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 69

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Paris, 16 décembre 1916

Avant-hier soir jeudi, au moment du départ du courrier, je vous avais rapidement signalé la situation difficile du Cabinet Briand; il devait être interpellé au Sénat et sa situation paraissait très chancelante. Un groupe plutôt ministériel par nature, la Gauche républicaine, avait, avant la séance, adopté à l'unanimité un ordre du jour considérant le nouveau Cabinet non pas comme un Gouvernement national, mais comme un Cabinet de simple majorité, ce qui était regrettable. Le

groupe était d'avis toutefois que le changement de méthode importait plus que celui de personnes, en sorte que si le Cabinet se montrait décidé à poursuivre la guerre avec la dernière énergie et à gouverner avec la nation tout entière, sans complaisances spéciales pour un parti quelconque (lisez les radicaux-socialistes) le groupe pourrait le soutenir, mais était résolu à ne pas s'en tenir à des déclarations et se réservait de le juger seulement sur des actes. La gauche républicaine du Sénat compte 49 membres. En se prononçant pour ou contre le Cabinet, cette différence de 100 voix entraînait la chute ou le maintien de celui-ci.

M. Briand, qui était très fatigué à 3 heures, et qui a obtenu un ajournement à mardi prochain sous prétexte de santé, a passé sa nuit à renforcer son Ministère. Il a raccolé sept nouveaux Sous-Secrétaires d'Etat cueillis dans les divers groupes. La besogne se ressent peut-être de la hâte avec laquelle elle a été faite. Néanmoins M. Briand a obtenu le concours d'un socialiste, M. Nétin, ancien Ministre du Travail, qui a consenti à devenir Sous-Secrétaire d'Etat, et du royaliste-clérical Denys Cochin qui, de Ministre sans portefeuille, chargé en fait du blocus, a consenti à devenir Sous-Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères où il continuera à s'occuper du blocus. Il paraît que les deux partis auxquels appartiennent ces Messieurs ne sont pas très fiers de la situation peu reluisante faite à leurs représentants puisqu'ils ne siégeront pas dans le Conseil; mais, somme toute, ces nombreux Sous-Secrétaires ont une clientèle dans le Parlement et travailleront, jusqu'à mardi, à recruter des adhérents. C'est un peu ce qu'a fait à Londres Lloyd George qui, en créant un Comité de Guerre, a adjoint à son Cabinet de nombreux membres quelque peu passifs et honoraires.

Hier, à la Chambre, la séance a été houleuse. On s'est beaucoup disputé sur une question de procédure, celle de savoir comment serait élue la Commission chargée d'étudier le projet de loi qui permettra au Gouvernement par simples décrets de prendre toutes les mesures nécessitées par la guerre, sans le concours du Parlement et d'édicter des pénalités (prison, amende) envers les contrevenants. Les uns demandaient l'élection de cette Commission par les groupes parlementaires, ce qui implique une représentation proportionnelle des groupes. Les autres voulaient, conformément au règlement ordinaire de la Chambre, faire nommer la Commission par les bureaux, c'est-à-dire par onze agglomérations tirées au sort, ce qui a parfois pour conséquence qu'une foule de députés de la même opinion siègent dans le même bureau et n'obtiennent ensemble pas plus de trois voix, tandis qu'une majorité d'une ou deux voix, dans divers bureaux, suffit pour que chacun de ces divers bureaux ait trois voix. Le système des bureaux favorise, en d'autres termes, les surprises et permet parfois aux minorités d'avoir la majorité dans la Commission. C'est le système des bureaux qui l'a emporté de quelques voix, mais M. Briand s'est laissé entraîner à discuter le fond, et cela dans de mauvaises conditions. Il est évident qu'il a contre lui le sentiment naturel parlementaire, sentiment hostile à des pleins pouvoirs gouvernementaux, surtout dans une Chambre comme celle de Paris qui, dans les dernières années, a pris peu à peu l'habitude de se substituer au pouvoir exécutif.

Malgré le demi échec de M. Briand hier à la Chambre et malgré la mauvaise humeur du Sénat, on croit que M. Briand finira par faire voter cette loi avec cer-

tains amendements et on croit qu'il l'emportera mardi au Sénat. Sa situation est certainement moins mauvaise qu'avant-hier. Je viens de voir le Président de la Gauche républicaine du Sénat, avec lequel j'ai d'anciennes relations. Il m'a dit que personnellement, il voterait maintenant pour Briand et probablement ses amis aussi, parce que Briand avait fourni certaines garanties pour le haut-commandement. La Gauche républicaine craignait qu'il ne s'engageât à fond par peur dans la direction des officiers politiciens; il a promis en particulier un grand commandement pour Castelnau, dont l'élimination paraissait odieuse et injuste au point de vue militaire et semblait une punition de ses opinions religieuses. Castelnau recevra le haut-commandement de toute la gauche du front français, y compris l'armée britannique. Celle-ci sera avancée vers l'est d'environ 150 kilomètres, ce qui rendra disponible une quantité importante de troupes françaises. Le groupe a accepté la nomination de Nivelle comme généralissime du front occidental, parce qu'il n'est, paraît-il pas politicien.

Quant à M. Painlevé, un sénateur et un député qui occupent de grandes situations, qui ont été ou sont présidents de grandes commissions parlementaires, membres du Gouvernement, etc., déclarent sans ambages qu'on ne peut pas compter sur lui comme homme d'Etat. C'est un mathématicien qui a déraillé dans la politique, mais qui n'a pas la notion des contingences pratiques; les mathématiciens, comme les théologiens, parlent au nom de l'absolu et transportent leurs notions de l'absolu dans les affaires de chaque jour, ce qui les rend inutilisables et dangereux. Painlevé est parti dans la direction socialiste, fréquente le monde socialiste dans lequel il est dépaysé; il a une ambition démesurée; on ne peut pas faire fonds sur lui et c'est lui qui se croit un chef: il n'en est pas un, et ne serait quelque chose que s'il a Caillaux dans la coulisse.

D'une autre source de presse importante, et amie de Painlevé, on me dit que, jusqu'à nouvel ordre, il sera «jusqu'au-boutiste et guerre-outranciste» aussi longtemps qu'il ne pourra pas faire autrement. Painlevé comme Caillaux hurleront avec les loups pour ne pas se casser les reins, mais ils sont trop intelligents, notamment Caillaux, pour ne pas sentir le moment où le pays trouvera qu'on piétine, dans le sang et dans les ruines financières sans chances d'amélioration et qu'il vaut mieux traiter. Ce moment ne leur semble pas encore arrivé; ils paraissent de l'avis que le succès est impossible si l'on ne parvient pas à organiser les transports, les approvisionnements, etc. etc. et s'il ne se trouve pas un génie qui sorte la France du chaos. Voilà en quoi un régime Painlevé-Caillaux pourrait être considéré comme permettant, un jour ou l'autre, des conversations en vue de la paix.

Avec Clémenceau, ce serait incontestablement le régime de la guerre à outrance, mais comme Clémenceau est un brouillon, est le contraire d'un organisateur, il aggraverait rapidement le désordre, en sorte qu'un régime Clémenceau aboutirait forcément, dans un délai assez court, à un gachis tel que l'idée de négocier s'imposerait au pays.

Il est possible que mardi, si l'attaque de Clémenceau est particulièrement violente et particulièrement habile au Sénat, l'assaut aboutisse avec les conséquences que je viens d'indiquer. La séance de mardi prochain demeure importante et grave;

les choses seront en suspens jusque là, mais, je le répète, avec tendances certainement plus favorables à M. Briand qu'il y a deux jours, malgré son insuccès d'hier à la Chambre.

En ce qui concerne les offres de paix des Empires centraux, l'Ambassade des Etats-Unis n'avait, à 3 heures, reçu aucune communication officielle quelconque de Washington ou d'ailleurs à ce sujet. L'Ambassadeur m'a dit qu'il quittait Paris pour trois jours. Le premier Secrétaire Bliss s'est déclaré assez disposé à ajouter foi à un télégramme de presse de ce matin, à teneur duquel le Président Wilson aurait l'intention, avant de transmettre la note allemande, de demander des précisions à Berlin, ou même d'y ajouter des suggestions de sa part. Un rédacteur du *Temps* me dit aussi que ce télégramme vient réellement de source sérieuse.

A l'Ambassade d'Espagne, l'Ambassadeur Del Muni est grippé et alité. Son adjoint, M. Quiñones de Léon, Ministre plénipotentiaire, qui est la cheville ouvrière de l'Ambassade, parce que l'Ambassadeur actuel Del Muni est fatigué et que son prédécesseur, le Général de Valtierra, était un nouveau venu dans le métier, m'a dit que l'Espagne avait fait parvenir la note allemande sans commentaires et à titre de simple transmission au Gouvernement belge, au Havre, et au Gouvernement portugais à Lisbonne. La même transmission a été faite au Quirinal par l'Ambassadeur d'Espagne au nom de l'Autriche, également sans commentaires. Pour la France, il n'est parvenu aucun texte de la note, ni aucune instruction quelconque, ce qui semble logique puisque l'Espagne ne représente pas l'Allemagne ici. Quiñones de Léon a émis *personnellement* la pensée que ce serait une faute de la part des Alliés de repousser la note austro-allemande et de refuser de demander des précisions. L'Allemagne pourrait être fort embarrassée de fournir ces précisions, si elles sont publiées, car elle a ses pangermanistes et ses pacifistes qui trouveront qu'on a été trop ou pas assez loin. Un refus absolu des Alliés de discuter risque de renforcer, notamment en France, ceux qui tendent à se décourager et qu'on dit nombreux chez les ruraux mécontents d'être au front avec leur solde de cinq sous, alors que les ouvriers d'industrie ont été renvoyés dans les usines à gros salaires.

Quiñones consultera son Ambassadeur pour savoir si celui-ci est du même avis et il n'est pas impossible que Madrid soit consulté. A première vue, il est d'avis que ni l'Espagne, ni la Suisse ne doivent, à Paris, parler de l'affaire, ni même jeter de coups de sonde, car on est effroyablement sensible ici et le moindre coup de sonde serait pris pour une démarche au nom de l'Allemagne.

Ayant eu à entretenir d'une affaire un des vice-présidents du Sénat, j'ai néanmoins, connaissant ses sentiments envers la Suisse, risqué un coup de sonde. Il m'a répondu que, somme toute, depuis la victoire de la Marne la France n'avait pas été battue; qu'elle avait failli l'être au printemps dernier à Verdun où les Allemands ont manqué de «culot» et auraient percé avec un petit effort de plus. Sauf cet incident, chacun est resté à peu près sur ses positions. Les lignes allemandes sont identiques aux lignes françaises: elles sont minces les unes et les autres; elles se valent; la France tient comme l'Allemagne tient. Quant aux lignes anglaises,

elles sont extrêmement fortes et tout le *hinterland* est occupé jusqu'à la mer avec une artillerie formidable; ce n'est pas le moment où les Allemands sont victorieux en Roumanie que la France peut, elle, négocier, puisque somme toute elle tient chez elle; il y a là une impossibilité morale absolue. Il y a une autre impossibilité morale, c'est l'état d'âme des populations françaises des départements envahis; mon interlocuteur a vu hier un gros propriétaire de ces régions, rapatrié par la Suisse; ce gros propriétaire affirme que tous les Français restés dans les lignes allemandes ont le moral beaucoup plus solide que les Parisiens ou les Français du Centre; quand les Allemands leur parlent de leurs victoires, ils n'y croient pas, en sorte qu'ils ne sont pas accessibles au découragement qui s'empare de certains Français lorsqu'ils apprennent des victoires allemandes. Ils exigent que la France vienne les délivrer, au risque de détruire leurs villages; ils ne veulent pas d'une paix qui serait obtenue en dehors de la libération du territoire par les armes; ce sont là des sentiments dont la France a le devoir de tenir compte.

D'après mon interlocuteur, le Cabinet Briand n'est peut-être pas solide, mais l'hostilité contre lui est complexe. Clémenceau veut renverser Briand parce qu'il n'est pas assez homme d'action, ni assez organisateur, mais il veut la guerre jusqu'au bout; un Cabinet Clémenceau serait le contraire d'un Cabinet de paix. Il est d'ailleurs invraisemblable que Clémenceau soit l'organisateur cherché. L'autre groupe qui réclame la chute du Cabinet, le groupe à la tête duquel Painlevé croit être – ce qui est peut-être une illusion vaniteuse de sa part – compte aussi beaucoup de «guerre-outranciers» et se disloquerait en cas de tentative de paix.

Les offres allemandes tombent donc à faux. Elles pourront être dangereuses par leur infiltration dans certaines couches découragées, mais, somme toute, elles ne répondent absolument pas à l'état de l'opinion de l'immense majorité du Parlement. Comme ami de la Suisse, comme ami personnel de son représentant à Paris, mon interlocuteur demande expressément que notre pays ne mette pas, à l'heure actuelle, le petit doigt dans cet engrenage et surtout ne fasse rien pour provoquer des confidences. Cela serait incontestablement mal pris; cela donnerait à la Suisse l'apparence d'être le porte-parole des Boches. L'heure viendra peut-être, à la demande des uns ou des autres, de faire cela, mais cette heure n'a pas sonné. Que la Suisse fasse le facteur rural dans les pays où elle représente les intérêts de tel ou tel belligérant; elle ne peut s'y refuser, mais elle doit absolument éviter de dépasser d'un cheveu cette mission d'agent mécanique de transmission. Le geste paraîtrait incontestablement inamical dans les circonstances militaires actuelles et dans l'état d'âme de la grande majorité du Parlement.

Il est inutile de vous signaler les articles conçus dans le même esprit et signés, depuis deux jours, Pichon, ancien Ministre des Affaires étrangères, dans le *Petit Journal,* Jules Roche, ancien Ministre du Commerce dans *La République Française,* etc.

Un rédacteur d'un grand journal qui suppliait, il y a deux jours, la Suisse de ne pas perdre courage et de ne pas se laisser intimider par la façade parlementaire belliqueuse, vient, ce soir, dire que la victoire importante française d'hier à Verdun ne facilite pas des conversations. Il reconnait que la situation est complexe et que, parmi les ennemis du Cabinet Briand, un grand nombre est partisan résolu

de la continuation de la guerre, en sorte que la chute du Cabinet Briand n'impliquerait pas une tendance pacifique; il demeure convaincu qu'il faut avant tout rechercher aux Etats-Unis, si le Président Wilson est ou non disposé à arrêter l'effusion de sang, en priant les Alliés de ne pas rejeter sans examen une proposition aussi importante et en invitant les Allemands à préciser ce qu'ils entendent par une paix honorable. Il faut, pour les neutres européens, demeurer en contact avec Wilson et l'encourager, s'il a des velléités de ce genre, car, au fond, le jour où l'on commencerait des conversations, l'Europe serait de cœur avec ceux qui aideraient à les faire.

Lahovary est revenu me voir et s'est exprimé comme avant-hier; il parlera dans le même esprit ici: les Alliés auraient tort de refuser de demander des précisions.

J'ai vainement essayé de voir le Ministre de Belgique.

Conclusion pour ce soir: rien à faire directement à Paris. Eventuellement, s'assurer des pensées de derrière la tête de Wilson; pour cela, je demeurerai en contact avec l'Ambassade des Etats-Unis.

231

E 2200 Rom 7/1, I.C.2

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
L Rom, 18. Dezember 1916

Die Antwort auf die Fragen, welche mir Ihr Brief vom 14. d.M.[1] stellt, liegt in meinen politischen Berichten vom 13. und 14. d.M. Nr. 84[2] und 85[3].

Ich habe dort ausgeführt, dass und weshalb ich Herrn Sonnino gegenüber als blosser «Übermittler» und nicht als «Vermittler» aufgetreten sei, und die Antwort, die mir Sonnino gab, sowie die Form, in welcher er der Kammer von meinem Schritt Kenntnis gegeben hat, bewiesen mir, dass mein Vorgehen den Wünschen des Ministers entsprach.

Ich habe aber anlässlich jener Unterredung ausdrücklich erklärt, dass ich selbstverständlich ganz zur Verfügung des Ministers stehe, falls er wünschen sollte, dass ich irgendwie weitergehe.

Bis heute hat er mir keine dahinzielenden Mitteilung zugehen lassen, und ich schliesse daraus, dass weitere Auskunft vorderhand nicht gewünscht wird.

Wenn ich nun neuerdings zu Sonnino gehen und mit ihm im Sinne Ihrer Anregung sprechen würde, so müsste dies den Eindruck machen, als sei inzwischen in der Haltung des Bundesrates eine Änderung eingetreten, und dieser Eindruck würde der Sache kaum förderlich sein.

---

1. *Cf. n° 229.*
2. *Cf. n° 228.*
3. *Non reproduit.*

Ich glaube deshalb in Ihrem Sinne zu handeln, wenn ich vorderhand auf jede weitere Initiative verzichte.

Wenn die Zeitungsberichte richtig sind, steht man auch in Washington und in Spanien auf dem gleichen Standpunkte.

Die Haltung der hiesigen Presse deutet darauf hin, dass die italienische Regierung mehr und mehr der Ansicht ist, dass man den Vorschlag der Zentralmächte nicht kurzerhand ablehnen solle, sondern verlangen müsse, dass vor Erteilung einer Antwort die Zentralmächte sich offiziell über ihre Friedensbedingungen aussprechen.

Letzter Tage hörte ich durch einen Angehörigen der hiesigen englischen Botschaft, dass der Einfluss Sonninos sich bei der Beratung über die Form und den Inhalt der zu erteilenden Antwort sehr stark fühlbar mache. Ich schliesse daraus, dass Sonnino, im Gegensatz zu seinen Kollegen in Frankreich und England, darauf dringt, dass wenigstens der Schein gewahrt werde.

Anderseits glaube ich nicht, dass man den Wunsch hat, die Bedingungen der Zentralmächte kennenzulernen und auf eine Erörterung derselben einzugehen. Vielmehr dürfte der Zweck der Politik Sonninos nur darauf gerichtet sein, die Zentralmächte in die Notwendigkeit zu versetzen, offiziell zu erklären, ob sie bereit seien, ihre Bedingungen zu eröffnen. Man nimmt an, dass einem solchen Verlangen nicht entsprechen werden wolle, und man hofft auf diese Weise den moralischen Effekt zu paralysieren, welchen der erste Schritt der Zentralmächte unzweifelhaft hervorgerufen hat. Wenn die Entente nicht von allen guten Geistern verlassen ist, schliesst sie sich diesem Standpunkt wohl an.

Leider ist zu konstatieren, dass der neueste Misserfolg der Deutschen an der Vœvre, der vielleicht in der Presse der Entente stark aufgebauscht ist, die Friedenstendenzen der Masse wieder stark abgedämpft hat. Man zieht aus diesem Erfolge der Franzosen den Schluss, dass die Deutschen schliesslich doch überwunden werden können, und man will deshalb «das Weitere» abwarten.

Wenn Sie trotz der vorstehenden Erwägungen der Ansicht sein sollten, dass ich einen Fühler bei Sonnino ausstrecke, so bitte ich, mir nach Erhalt dieses Berichtes zu telegraphieren. Wenn Sie mir «ja» telegraphieren, würde ich annehmen, dass Sie den Schritt wünschen. Ich würde dann selbstverständlich nur in meinem persönlichen Namen handeln und die Frage ganz unverfänglich stellen.

232

E 2200 Washington 9/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie de réception
T

Bern, 18. Dezember 1916

Ihre Unterredung vom 22. November[1] mit Wilson. Bei der Abfassung unseres Kabels vom 18.[2] schwebte uns kein Plan vor. Wir wünschen nur eine engere Fühlung mit Wilson und dass letzterer uns vertrauensvoll und konfidentiell seine eventuellen Pläne mitteilt, damit wir kooperieren können. Das, was wir wissen über Stimmung in kriegführenden Staaten, sind wir bereit, fortlaufend zur Kenntnis Wilsons zu bringen.

1. *Cf. n° 225.*
2. *Cf. n° 222.*

233

E 2200 London 28, I.C.7

La Légation de Suisse à Londres
à la Division des Affaires étrangères de Département politique

Copie d'expédition
T

Londres, 19 décembre 1916, 20 h 30

Lloyd George déclare à Chambre des Communes que tous Etats alliés ont tiré chacun séparément des propositions allemandes de paix des conclusions identiques, savoir que ces propositions n'en sont pas. Négociations seraient possibles seulement sous conditions garantissant une paix durable et juste. L'Allemagne connait ces conditions. Puisqu'elle ne les accepte pas la note allemande et le discours de Bethmann-Hollweg ne peuvent donner aucun espoir de paix. Réponse sera faite prochainement. Guerre doit être poursuivie en faisant usage complet de toutes les ressources de la nation. Déclaration analogue aux Lords par Lord Curzon. Les deux chefs de l'opposition Asquith et Lord Crewe approuvent Gouvernement et déclarent note allemande inutile.

234

E 1004 1/263

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 21 décembre 1916

2721. Note des Präsidenten Wilson. Anschluss schweizerischerseits

Politisches Departement (Auswärtiges). Mündlich

Der Herr Vorsteher des Politischen Departements erstattet dem Bundesrate folgenden mündlichen Bericht:

Das Politische Departement hat, nachdem die Rede Sonninos im italienischen Parlamente über die Friedensangebote der Zentralmächte bekannt geworden war, an Herrn Minister Planta in Rom geschrieben. In der Rede Sonninos ist nämlich unter anderm die Äusserung enthalten, dass das Angebot der Zentralmächte der nähern Friedensbedingungen ermangle. Aus dieser Äusserung wäre es möglich, zu schliessen, dass es nicht unerwünscht wäre, wenn man in irgendeiner diskreten Art und Weise die Friedensvorschläge erfahren könnte.

Herr Minister Planta, dem bei diesem Anlasse eine Übersicht über die diplomatisch erreichbaren Stimmungen in bezug auf die Aufnahme des Angebotes der guten Dienste schweizerischerseits gegeben wurde, ist angefragt worden[1], ob er es als zweckdienlich und möglich erachte, wenn Sonnino in ganz diskreter und feiner Art und Weise sondiert würde.

Aus der Antwort des schweizerischen Gesandten in Rom[2], die über die Nützlichkeit und Möglichkeit eines, wenn auch ganz diskreten Schrittes schweizerischerseits Auskunft gab, schloss der Herr Vorsteher des Politischen Departements, die Angelegenheit vorerst auf sich beruhen zu lassen.

Ein analoges Schreiben[3], wie nach Rom, wurde auch an Herrn Minister Lardy in Paris gerichtet. Die Mitteilungen[4], die dieser dem Politischen Departemente über die wahrscheinliche Aufnahme eines allfälligen Angebotes der guten Dienste schweizerischerseits machte, waren nicht geeignet, den Herrn Vorsteher des Politischen Departements zu einem Schritte irgendwelcher Art auf diesem Boden zu veranlassen.

Mit der amerikanischen Regierung war das Politische Departement schon seit geraumer Zeit in Verbindung. Der Staatssekretär Lansing verhielt sich indessen in bezug auf eine Mitwirkung der Schweiz bei Friedensbestrebungen den Schritten des schweizerischen Gesandten gegenüber wiederholt ablehnend, so dass es ersichtlich wurde, dass nach der Auffassung Lansings die Vereinigten Staaten allein vorgehen wollten.

---

1. *Cf. n° 229.*
2. *Cf. n° 231.*
3. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 81.
4. *Cf. n° 230.*

Herr Minister Ritter ist indessen angewiesen worden, mit dem Präsidenten Wilson direkt Fühlung zu nehmen[5], was denn auch geschehen ist.

Präsident Wilson nahm, im Gegensatze zu seinem Staatssekretär, den Schritt der schweizerischen Regierung freundlich auf und sicherte Herrn Minister Ritter zu, der Schweiz von seinem Vorgehen Kenntnis zu geben und ihr die Ehre nicht verweigern zu wollen, dem grossen Werke ihre Unterstützung zu leihen.

Heute hat nun der Gesandte der Vereinigten Staaten, Herr Stovall, dem Politischen Departemente eine Note des Präsidenten Wilson überbracht[6]. Die Note ist an die kriegführenden Mächte gerichtet und enthält, wenn auch nicht eine Friedensvermittlung, so doch den Vorschlag, es möchten Berührungspunkte gesucht werden, damit zu erfahren wäre, wie nahe der Frieden etwa sein könnte.

Herr Bundesrat Hoffmann bringt dem Bundesrate den Text der Note zur Kenntnis und schliesst daran folgende Erwägungen:

Durch den Schritt Wilsons und die Mitteilung seiner Note an die Schweiz ist für diese der psychologische Moment gekommen, in welchem sie sich fragen muss, ob sie die Sache sich weiter entwickeln lassen und auf der Seite bleiben wolle.

Es ist anzunehmen, dass das Land, wenn der Bundesrat unbeteiligt bleiben würde, die Haltung seiner Regierung ungünstig beurteilen würde.

Zweifellos hat die Schweiz Gründe, aus ihrer Lage herrührend, und auch Gründe der Humanität genug, um zu rechtfertigen, wenn sie in irgendeiner Weise tätig wird.

Auf der andern Seite weise man darauf hin, wie unfreundlich das Angebot guter Dienste von den Entente-Staaten möglicherweise wird aufgenommen werden. Das Risiko einer Einmischung ist nicht gering anzuschlagen. Es ist anzunehmen, dass das Angebot nicht gerade freundlich von den Alliierten wird aufgenommen werden.

Allein man darf sich sagen, dass, wenn Wilson mit den Vereinigten Staaten das Risiko übernimmt, auch die Schweiz es übernehmen kann.

Es fragt sich nun, in welcher Weise am besten vorgegangen werden soll. Soll man sich vor allem zuerst mit andern neutralen Staaten in Verbindung setzen? Allein, es erscheint nicht zweckmässig, diesen Weg zu wählen.

Herr Bundesrat Hoffmann schlägt vor, sich in einer Note an die kriegführenden Mächte zu wenden, ungefähr und nur ganz allgemein angedeutet in dem Sinne, dass der Bundesrat von der Note des Präsidenten Wilson Kenntnis erhalten habe, dass er, der Bundesrat, das Vorgehen Wilsons begrüsse und sich glücklich schätzen würde, wenn er in irgendeiner Weise zur Anbahnung von Besprechungen behilflich sein könnte, die schliesslich ein Ende des Krieges vorbereiten würden.

Der Text der Note müsste selbstredend noch genau erwogen werden. Der Herr Vorsteher des Politischen Departements erklärt sich bereit, den Wortlaut der Note, wenn der Bundesrat sich mit dem Erlass einer solchen einverstanden erklären kann, so bald als möglich vorzulegen.

---

5. *Cf. n° 232.*
6. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 81.

Herr Vizepräsident Schulthess ist mit dem Erlass einer Note, die sich in irgendeiner Form an die Wilsonsche anschliesst, einverstanden. Nicht zu verkennen ist die Gefahr, dass die Staaten der Entente die Unterstützung des Wilsonschen Schrittes unfreundlich aufnehmen werden. Doch sprechen andere, wichtigere Erwägungen dafür, den Schritt zu unternehmen.

Mit den übrigen neutralen Staaten sich in Verbindung zu setzen, ist nicht ratsam. Vielleicht schliessen sich diese an, wenn ihnen das Vorgehen der Schweiz mitgeteilt wird.

Dieser Auffassung schliessen sich im wesentlichen die Herren Bundesräte Müller, Forrer, Motta und Calonder an, wobei hervorgehoben wird, dass es wichtig sein wird, bei der Redaktion die richtige Formel zu finden, um einerseits das richtige Verhältnis zur Wilsonschen Note zum Ausdrucke zu bringen und anderseits dem schweizerischen Vorgehen den von dem Friedensangebote der Zentralmächte unabhängigen Charakter zu wahren.

Herr Bundesrat Motta würde es als wirksam ansehen, wenn sich auch der Papst zu einem ähnlichen Schritte wie dem schweizerischerseits unternommenen entschliessen würde.

Herr Bundespräsident Decoppet steht dem Vorschlage des Politischen Departements skeptisch gegenüber, da ihm die gegnerischen Mächtegruppen zur Zeit in ihren Ansprüchen noch so weit auseinanderzugehen scheinen, dass von einer Annäherung im gegenwärtigen Zeitpunkte nicht wohl gesprochen werden kann. Er hat daher etwelche Bedenken; doch will er dem vorgeschlagenen Schritte nicht entgegenstehen.

Einstimmig wird daher der Vorschlag des Politischen Departements gutgeheissen und die Vorlage der Note[7] zur Genehmigung gewärtigt.

Protokollauszug an das Politische Departement (Auswärtiges) und an alle Herren Bundesräte zur Kenntnis.

---

7. *Cf. n° 235.*

235

E 2001 (B) 1, 17

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse à Paris, Londres, Rome et Pétrograd[1]

Copie d'expédition
T

Berne, 22 décembre 1916, 17 h 55 et 18 h

Conseil Fédéral vous charge de remettre immédiatement au Ministère Affaires Etrangères note suivante. Le Président des Etats-Unis d'Amérique vient d'adresser aux Gouvernements de l'Entente et aux Puissances Centrales une Note en fa-

---

1. *La note a été envoyée en deux télégrammes aux Légations.*

veur de la paix; il a bien voulu la communiquer au Conseil fédéral suisse qui, inspiré du désir ardent de voir bientôt cesser les hostilités, s'était mis en rapport avec lui, il y a déjà cinq semaines[2]. Dans cette note, le Président Wilson rappelle combien il est désirable d'arriver à conclure des accords internationaux en vue d'éviter, d'une façon durable et sûre, des catastrophes comme celles dont les peuples ont à souffrir aujourd'hui. Avant tout il insiste sur la nécessité de mettre fin à la guerre actuelle; il ne formule pas lui-même des propositions de paix, il ne propose pas non plus sa médiation: il se borne à pressentir les belligérants pour savoir si l'humanité peut espérer aujourd'hui s'être rapprochée d'une paix bienfaisante.

La généreuse initiative personnelle du Président Wilson ne manquera pas d'éveiller en Suisse un écho profond. Fidèle aux devoirs que lui impose l'observation de la plus stricte neutralité, liée de la même amitié avec les deux groupes de Puissances actuellement en guerre, isolée au centre de l'épouvantable mêlée des peuples, gravement menacée et atteinte dans ses intérêts spirituels et matériels, notre patrie aspire à la paix. La Suisse est prête à aider de toutes ses faibles forces à mettre un terme aux souffrances de la guerre qu'elle voit passer tous les jours avec les internés, les grands blessés et les évacués; elle est disposée, elle aussi, à jeter les fondements d'une collaboration féconde entre les peuples.

C'est pourquoi le Conseil fédéral suisse saisit avec joie l'occasion d'appuyer les efforts du Président des Etats-Unis d'Amérique; il s'estimerait heureux de pouvoir, même dans la plus modeste mesure, travailler au rapprochement des Nations en guerre et à l'établissement d'une paix durable. Fin de la note. Pour votre information personnelle nous faisons communication seulement aux belligérants et pas aux neutres[3] parce que nous ignorons si note Wilson fut communiquée à ces derniers.

---

2. *La version allemande de la note, envoyée aux Légations de Suisse à Berlin et à Vienne, dit à cet endroit:* Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika, mit welchem der schweizerische Bundesrat ... vor geraumer Zeit in Fühlung getreten ist, ...
3. *Le texte de la note fut aussi envoyé à la Légation de Suisse à Washington pour qu'elle en informe le Président Wilson.*

236

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

London, 23. Dezember 1916, 16.20 Uhr

Die letzten neun Gruppen Ihres ersten Telegramms[1] von gestern nicht entziffern können, von den Worten an: «peut espérer aujourd'hui s'être» bis zum Be-

---

1. *Cf. n° 235.*

ginn des zweiten Telegramms. Teilen Sie mir mit, ob ich trotz der durch mein Telegramm[2] gemeldeten Aufregung über die Note Wilsons die Note des Bundesrates dem *Foreign Office* dennoch überreichen soll. Dieser Schritt scheint mir inopportun und sogar gefährlich für unsere guten Beziehungen mit England. Ich werde nur auf neue Instruktionen Ihrerseits etwas tun, um so mehr als die Haltung der übrigen Neutralen noch unbekannt ist. Ausserdem hat der König in seiner gestern gehaltenen Rede zur Vertagung des Parlaments und nach Erhalt der Note Wilsons die unnachsichtliche Fortsetzung des Krieges proklamiert, die die Einigkeit aller Kräfte der Nation darstellen soll. Die Rede wird von der Presse als die Antwort auf die Note Wilsons unterstrichen.

2. *Non reproduit.*

237

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L 228 Paris, 23 décembre 1916

En vous confirmant mes trois télégrammes[1] d'hier à midi, 16 heures 30 et 19 heures 30 relatifs à la note américaine, j'ai l'honneur de vous accuser réception de vos deux télégrammes[2] d'hier à 5 heures 30 et 6 heures 30 du soir concernant la note suisse. Ils me sont parvenus, le premier à 9 heures et le second à 10 h. 30 du soir. Je les ai immédiatement transcrits et ai remis la note ce matin à 10 h. 30, avec la date d'hier, à M. Jules Cambon.

Il a déclaré qu'il ne pouvait rien me répondre attendu que les Gouvernements alliés devaient délibérer sur la note américaine.

Si M. Cambon ne m'a rien dit officiellement, j'ai l'impression, d'après ce qu'il a donné à entendre à M. Lardy, à condition que M. Lardy ne le répétât pas au Ministre de Suisse, que M. Cambon manquait entièrement de chaleur à l'égard de notre démarche. La lecture du mot «amitié» ne lui a pas chatouillé agréablement l'œil; il a fait aussi une allusion très vague, très lointaine, presque imperceptible à la fable de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf[3]. Je n'ai pas manqué d'attirer l'attention de M. Jules Cambon sur le passage de la note constatant que, depuis cinq semaines, la Suisse est en rapport avec les Etats-Unis en vue de cette démarche qui a donc ainsi été discutée longtemps avant la note austro-allemande.

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n° 235.*
3. *A cet endroit, en marge de la page une remarque écrite vraisemblablement par A. Dunant:* impertinence.

Je dois dire que j'aurais, pour ma part, supprimé ce mot «amitié» si j'avais pu correspondre avec vous, mais, puisque notre note a été envoyée partout, elle ne pouvait, par conséquent, plus être modifiée. Dans l'état d'exaspération des esprits en France, on risque de dire à nos milliers de compatriotes que leur amitié ne vaut pas cher puisqu'elle existe au même degré envers les adversaires des Alliés.

Comme l'Ambassadeur américain Sharp avait été aimable hier en me tenant au courant, avant le public, de sa démarche, j'ai passé chez lui en sortant de chez M. Cambon et lui ai montré notre note. Sharp a paru vivement ému et nettement ravi. Il m'a dit: «C'est splendide! Je vais immédiatement télégraphier au Président Wilson pour le mettre au courant, bien que probablement votre Légation à Washington ait déjà fait cette communication.» M. Sharp passe pour être entièrement l'homme de Wilson.

A l'Ambassade d'Espagne, l'Ambassadeur Del Muni est toujours obligé de garder le lit. Son ad latus, M. Quiñones de Léon, m'a dit qu'il était inondé, depuis huit jours, de télégrammes commerciaux de toutes espèces, mais n'avait pas reçu de Madrid un seul télégramme politique, ce qui est singulier. Il n'est, en particulier, parvenu à l'Ambassade aucun télégramme se rapportant à la remise de la note austro-allemande par des représentants de l'Espagne.

Quiñones de Léon m'a promis de venir me voir s'il apprenait quoique ce fût au sujet de l'attitude de l'Espagne, tant à l'égard de la transmission de la note austro-allemande, qu'à l'égard de la note des Etats-Unis d'hier.

Le Comité secret du Sénat paraissait devoir se terminer hier. Il continue aujourd'hui. Il paraît que le sénateur Humbert a attaqué personnellement avec trop de vivacité l'ancien Sous-Secrétaire d'Etat, aujourd'hui Ministre des Munitions, M. Albert Thomas, qui, dans sa riposte, aurait assez mal arrangé M. Humbert contre lequel il n'est peut-être pas très difficile de formuler des insinuations personnelles. On persiste à penser que M. Briand ne sera pas renversé par le Sénat. La question de savoir s'il est très solide en selle, demeure ouverte.

238

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Rom, 23. Dezember 1916

Ich komme soeben von Baron Sonnino, dem ich Ihre Note[1] betreffend die Intervention des Präsidenten Wilson übergeben habe.

Sonnino wusste noch nichts von Ihrer Absicht, welche in der Note zum Ausdruck gekommen ist, und antwortete mir, nachdem er sie aufmerksam durchgele-

1. *Cf. n° 235.*

sen hat, nur: «Nun gut, ich werde den Inhalt dieser Note dem Ministerium zur Kenntnis bringen. Selbstverständlich wird auch die Antwort auf diese Note nur in Übereinstimmung mit den verbündeten Regierungen erteilt werden können.»

Als ich etwas insistierte und bemerkte, dass es sich auch jetzt nicht um das Angebot einer Vermittlung handle, bemerkte Sonnino: «Davon bin ich überzeugt, immerhin ist es schade (c'est dommage), dass dieser Schritt im Anschluss an die Note der Zentralmächte getan worden ist. Dadurch wird es für die verbündeten Regierungen viel schwerer, darauf eine selbständige Antwort zu geben.» Als ich einwendete, dass die amerikanische Note sowenig wie die unsrige auf die Note der Zentralmächte abstelle und dass möglicherweise dieser Schritt in Washington beschlossen gewesen sei, bevor das Angebot der Zentralmächte erfolgte, antwortete Sonnino: «Es kommt in der Politik nicht auf die Form, sondern nur auf den Effekt an, und im Effekt erscheint dieser Schritt der Neutralen als eine Fortsetzung oder eine Folge des Angebotes der Zentralmächte.» Er fügte dann bei: «Ich zweifle gar nicht daran, dass auch dieser Schritt des Bundesrates nur von den besten Gefühlen eingegeben ist, aber, wie gesagt, es ist schade, dass er gerade in diesem Augenblick unternommen wurde.»

Ich frug dann, ob die Antwort auf die Note der Zentralmächte bald erwartet werden dürfe, worauf Sonnino mir antwortete, er könne gar keinen Zeitpunkt angeben, da der Verkehr mit den verbündeten Regierungen in den letzten Tagen überaus schwierig gewesen sei: Briand war immer durch die Geheimsitzungen in Anspruch genommen, und in London und Petrograd sind neue Minister eingetreten. Ich hatte den Eindruck, dass noch geraume Zeit vergehen werde, bis die Antwort eintreffen wird. Auf meine Frage, ob die Antwort auf jene Note beeinflusst werde durch den Schritt der Neutralen, zuckte der Minister nur die Achseln.

Unter diesen Umständen musste ich darauf verzichten, zu fragen, wie die Antwort überhaupt lauten werde.

239

E 2200 London 28, I.C.7

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Londres

Copie de réception
T

Berne, 24 décembre, 12 h 30

Vous prions remettre la note[1] sans aucun délai. Elle doit être remise partout et aussi communiquée aux différents ministres accrédités à Berne. Texte de note publié hier soir. Nous avons donné à entendre à Rumbold que la démarche du Conseil fédéral a lieu sans aucune connection avec la note des Puissances Centra-

1. *Cf. n° 235.*

les, sans que Conseil fédéral fut influencé d'aucun côté et sans accord préalable avec Wilson. Démarche a exclusivement des raisons humanitaires, et parce que opinion publique suisse n'aurait pas compris que nous observions contenance passive vis-à-vis des efforts de Wilson.

Mots indéchiffrables de notre premier télégramme sont: «aujourd'hui s'être rapprochée d'une paix bienfaisante. Alinéa final suit.»

Télégraphiez quand aurez remis note.

240

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Londres, 25 décembre 1916, 7 h 58

Pour donner suite à votre ordre réitéré [1] de ne plus tarder de remettre la note [2] du Conseil fédéral, je l'apportais hier soir au secrétaire particulier de Lord Robert Cecil, ce dernier étant absent. Je vis Lord Robert aujourd'hui à 4 heures. Son accueil était plutôt froid. Je lui ai expliqué les causes de mon retard et lui ait dit que c'était par égard pour l'opinion publique en Suisse que le Conseil fédéral a cru devoir faire cette démarche, laquelle n'avait aucune connexion avec les propositions des Empires centraux qu'elle n'était influencée d'aucun côté et faite sans accord préalable avec Wilson. Lord Robert Cecil répondit qu'il était regrettable que notre démarche vienne après la note de l'Allemagne, car le public anglais croira toujours qu'elle était inspirée par l'Allemagne et qu'il était regrettable aussi que le Conseil fédéral dans sa note ne se soit pas désassocié du passage de la note du Président américain que je vous avais déjà signalé par mon télégramme du 22 [3] comme particulièrement blessant pour les Alliés, à savoir que les motifs de guerre étaient les mêmes pour les deux groupes de belligérants. Cependant, ajouta Lord Robert, nous resterons toujours reconnaissants à la Suisse de ce qu'elle fait pour nos prisonniers. Ainsi que je vous l'avais fait prévoir l'accueil officiel fait ici à notre démarche est donc loin d'être favorable. Nous verrons demain ce qu'en dira la presse.

---

1. *Cf. n° 239.*
2. *Cf. n° 235.*
3. *Non reproduit.*

241

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre des Affaires Etrangères d'Autriche-Hongrie, O. Czernin, à la Légation de Suisse à Vienne

Copie
N

Wien, 27. Dezember 1916

Der unterzeichnete Minister des Kaiserlichen und Königlichen Hauses und des Äussern hat die Ehre gehabt, die geschätzte Note vom 23. l. Mts.[1] zu erhalten, in welcher es Seiner Hochwohlgeboren dem Herrn schweizerischen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Dr. Charles Daniel Bourcart gefällig war, auftraggemäss mitzuteilen, dass der schweizerische Bundesrat den Schritt zu unterstützen wünscht, welchen der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika bei den Regierungen der kriegführenden Mächte behufs Beendigung des gegenwärtigen Krieges sowie dauernder Verhütung künftiger Kriege unternommen hat.

Die hochherzigen Anregungen des Präsidenten Wilson haben bei der K. u. K. Regierung eine durchaus sympathische Aufnahme gefunden, welche auch in der dem hiesigen amerikanischen Botschafter gestern übergebenen, hier abschriftlich beigeschlossenen Antwort zum Ausdruck gelangt ist.

Indem der Unterzeichnete Seine Hochwohlgeboren den Herrn schweizerischen Gesandten zu ersuchen sich beehrt, dieses Schriftstück zur Kenntnis des schweizerischen Bundesrates bringen zu wollen, gestattet er sich beizufügen, dass die K. u. K. Regierung in der Unterstützung der Friedensbestrebungen des Präsidenten Wilson seitens der eidgenössischen Regierung den Ausfluss jener edlen und menschenfreundlichen Gesinnungen erblickt, welche die Schweiz seit Kriegsbeginn allen kriegführenden Mächten gegenüber an den Tag zu legen und in so reichem und wirksamen Masse in die Tat umzusetzen beflissen ist.

1. *Cf. n° 235.*

242

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception.

Berlin, 27. Dezember 1916

Staatssekretär Zimmermann übergab mir heute 1 Uhr folgende Note. In Beanwortung Friedensnote Bundesrats.

Berlin, 27. Dezember 1916

«Der Unterzeichnete beehrt sich, seiner Exzellenz dem Gesandten der Schweiz Herrn von Claparède den Empfang des geschätzten Schreibens vom 22. ds.[1] mit

1. *Cf. n° 235.*

ergebenstem Dank zu bestätigen. Die Kaiserliche Regierung hat davon Kenntnis genommen, dass der schweizerische Bundesrat im Verfolge einer schon geraume Zeit zurückliegenden Fühlungnahme mit dem Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika bereit ist, auch seinerseits für die Annäherung der im Kampfe stehenden Völker die Erreichung eines dauernden Friedens tätig zu sein. Der Geist wahrer Menschlichkeit, von dem der Schritt des schweizerischen Bundesrates getragen ist, wird von der Kaiserlichen Regierung nach seinem vollen Werte gewürdigt und geschätzt.

Die Kaiserliche Regierung hat den Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten davon unterrichtet, dass ihn ein unmittelbarer Gedankenaustausch als das geeignetste Mittel erscheint, um zu dem gewünschten Ergebnis zu gelangen. Geleitet von den Erwägungen, aus denen Deutschland am 12. Dezember zu Friedensverhandlungen die Hand bot, darf die Kaiserliche Regierung den alsbaldigen Zusammentritt von Delegierten sämtlicher kriegführenden Staaten an einem neutralen Orte vorschlagen.

In Übereinstimmung mit dem Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika ist die Kaiserliche Regierung der Ansicht, dass das grosse Werk der Verhütung künftiger Kriege erst nach Beendigung des gegenwärtigen Völkerringens in Angriff genommen werden kann. Sie wird, sobald dieser Zeitpunkt gekommen ist, mit Freuden bereit sein, an dieser erhabenen Aufgabe zu arbeiten. Wenn die Schweiz, die sich treu den edlen Überlieferungen des Landes bei der Linderung der Leiden des jetzigen Krieges unvergessliche Dienste erworben hat, auch ihrerseits zu der Sicherung des Weltfriedens beitragen will, so wird dies dem deutschen Volk und der deutschen Regierung hochwillkommen sein. Der Unterzeichnete benützt den Anlass, um dem Herrn Gesandten die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.»

243

E 27, Archiv-Nr. 13 969/6

Le Chargé d'Affaires de Russie à Berne, M. Bibikov,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

N 19 919 Berne, 14/27 décembre 1916

En réponse à la note en date du 8 décembre crt.[1] j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement Impérial a appris avec une vive reconnaissance que le Gouvernement Fédéral consent à hospitaliser sur son territoire 400 officiers russes prisonniers malades.

Le Gouvernement Impérial me charge d'informer le Gouvernement Fédéral qu'il a présenté aux Gouvernements ennemis une proposition concernant l'internement dans les pays neutres de prisonniers malades et qu'il consent à l'interne-

1. *Non reproduit.*

ment en Suisse de 200 prisonniers malades allemands et autant de prisonniers malades autrichiens qui se trouvent actuellement en Russie.

Le Ministre russe de la Guerre a donné déjà les ordres nécessaires afin que ces prisonniers soient examinés et choisis parmi les prisonniers qui se trouvent dans les camps en Russie.

244

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 33

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L III.4 Friede — Washington, 28. Dezember 1916

Seit meinem letzten Berichte vom 22. Dezember[1] (Beilage 1) lief am 23. Nachmittags die Note des Bundesrates[2] ein. Während sie entziffert (Beilage 2) und übersetzt (Beilage 3) wurde, zeigte ich die Ankunft dem Sekretär des Präsidenten an und bestätigte Ihnen telegraphisch den Empfang. Gleichen Abend 6½ Uhr, gab ich die Note, im Originaltext und in der englischen Übersetzung[3], im Weissen Hause ab.

Am Sonntag, den 25., kam Staatssekretär Lansing persönlich auf die Gesandtschaft, änderte mit meinem Einverständnis in der Übersetzung (Absatz 2 am Ende) die Worte «the evacuated» in «those expelled» um und teilte mir mit, dass, sofern ich keinen Einspruch erhebe, der Präsident die gute Nachricht am Weihnachtsmorgen veröffentlichen werde.

Dies meldete ich Ihnen mit Kabel Nr. 31 und lege Ihnen heute zahlreiche Ausschnitte grösserer Zeitungen vom 25. Dezember bei, damit Sie daraus die Freude ersehen, welche durch die schweizerische Note hier erweckt worden ist.

Die von Ihnen gebrauchte Wendung «has been for a considerable time in touch with the President» hat vereinzelt die Meinung aufkommen lassen, dass es sich um eine bestehende Vereinbarung oder beabsichtigtes künftiges Zusammengehen handle (Beilage 4). Dieser Ansicht trat Herr Lansing in sehr oberflächlicher Weise in der Presse entgegen, hervorhebend, dass Herr Wilson *für die Abfassung seiner Note* mit niemand, auch nicht mit der Schweiz, «in touch» gewesen sei (Beilage 5, Seite 2, und Beilage 10, Seite 1 unten, blau).

Mehrere Zeitungen hoben hervor und sprechen ihre Verwunderung darüber aus, dass der Text der Schweizer Note nach Washington und nach London nicht identisch sei. Während man hier lese, dass der Bundesrat «seit geraumer Zeit» mit Präsident Wilson Fühlung gehabt habe, stehe in der Note nach London, dass man «seit 5 Wochen» mit ihm in Fühlung gestanden habe (Beilage 5, pag. 2, und Beilage 10).

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n° 235.*
3. *Non reproduit.*

Einige wenige, der Administration feindliche Blätter, wie z. B. die *New York Sun* vom 25. Dezember, versuchten die Handlungsweise der Schweiz als eine Begünstigung Deutschlands darzustellen (Beilage 6, pag. 2). Als ich am 26. Dezember dem Sekretär des Präsidenten mein Befremden darüber aussprach, erliess er sofort für mich ein Statement (Beilage 7, pag. 1), dass diese falsche Auffassung bedauerlich sei, indem das Vorgehen meiner neutralen Regierung einzig und allein als im Interesse des Friedens geschehend gedeutet werden dürfe. Ein hübsches Bild hat die *World* vom gleichen Tage (Beilage 8, pag. 2).

Ich kabelte Ihnen am 26. Dezember die «high appreciation» des Präsidenten für Ihre Note und dass er mich in einigen Tagen zu empfangen gedenke. Auch fügte ich bei, dass die Presse unsere Note preise und dass die Hoffnung allgemein sei, dass andere Neutrale bald folgen werden.

Man vernimmt, dass auch süd- und zentralamerikanische Diplomaten ihren Regierungen vorgeschlagen haben, Äusserungen im Sinne wie von der Schweiz geschehen zu erlassen. Gestern abend meldeten einzelne Zeitungen (Beilage 10), dass Schweden ebenfalls mit einer Note gefolgt sei; doch scheint sich die Nachricht bis jetzt nicht zu bewahrheiten, denn auf dem Staatsdepartement, wo ich heute vorsprach, wusste man nichts davon.

Wie immer in diesem Lande, ist auch dieses Mal wieder die Politik zu unlauteren Geschäften benützt worden. Mitglieder der republikanischen Partei im Kongresse verlangen nun eine Untersuchung darüber, wer für das verfrühte Durchsikkern der Wilsonschen Friedensnote an die New Yorker Börse verantwortlich gemacht werden könne. Es geht das Gerücht um, dass der Schwiegersohn des Präsidenten, Schatzamts-Sekretär McAdoo, sich bei diesem Anlass spekulativ immens bereichert habe. Lansing und Polk erklärten vor einigen Tagen öffentlich (Beilage 9), sie seien es nicht gewesen. Heute brachte die *Washington Post* einen Artikel, besagend, dass auch amerikanische Diplomaten das Amtsgeheimnis zu eigenem Vorteile gebrochen haben sollen (Beilage 9). Dieser Artikel ist aber derart ungenau abgefasst, dass darunter leicht auch Botschafter Riaño und ich (die einzigen, welche hier zwei Tage im voraus eingeweiht waren) verstanden werden konnten. Ich teilte daher heute Herrn Lansing mit, dass ich nicht die leiseste derartige Anspielung der Presse dulden würde, und bat ihn, meine Aussage entgegenzunehmen, dass ich nicht spekuliere und dass Einsichtnahme in meinen Bankverkehr freistehe. (In den Vereinigten Staaten muss beim Aktienhandel der Name des Käufers und Verkäufers in die Bücher eingetragen werden. Es ist somit eine gewisse Kontrolle möglich.)

Der Staatssekretär sagte mir ferner, dass ihm erst heute, den 28. Dezember, der Wortlaut der deutschen Antwort, deren Text seit zwei Tagen in den Blättern zu lesen ist (Beilage 7), zugegangen sei. «Haben Sie jemals etwas Ähnliches von diplomatischer Handlungsweise erlebt?» fragte er mich.

Dass der Präsident vom Inhalt der deutschen Note, als zuwenig in Detail der tatsächlichen Friedensbedingungen eingehend, enttäuscht ist, weiss man bereits, und ich beehre mich, Sie auch dieses Mal wieder auf die beiliegenden Ausführungen des wohlinformierten Korrespondenten der New Yorker Staatszeitung in der heutigen Nummer vom 28. Dezember zu verweisen (Beilage 10).

Die soeben erscheinenden Abendzeitungen bringen offiziell den Wortlaut der deutschen Antwort an die Vereinigten Staaten. Zufällig steht im *Evening Star* (Beilage 11) auf der gleichen Seite auch der Text der deutschen Antwort an den Bundesrat, und es ist derart der wärmere Ton der letzteren besonders in die Augen springend.

Ich hoffe sehr, den Präsidenten in allernächster Zeit sehen zu dürfen, um Ihnen alsdann seine Meinungsäusserungen speziell über die deutsche Antwort kabeln zu können. Es verlautet heute abend, dass, was der Präsident bzw. die Administration in Friedenssachen künftig vorzukehren gedenke, geheim geschehen werde. Es seien für die zu erwartenden langwierigen Verhandlungen bessere Antworten aller Parteien unter Ausschluss der Öffentlichkeit zu erwarten.

Dieser Entschluss ist – soweit er die Vereinigten Staaten anbetrifft – sehr zu begrüssen.

Ich erwähne noch gerne, dass die Schweizerkolonie in den Vereinigten Staaten grosses freudiges Interesse an der Handlungsweise des Bundesrates nimmt, und ich beehre mich, Ihnen auch die soeben einlaufende jüngste Nummer der Amerik. Schweiz. Zeitung (Beilage 12) hier beizulegen.

245

E 2200 London 28. I.C.7

La Légation de Suisse à Londres
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T

Londres, 29 décembre 1916, 19 h

Ministre Pays-Bas ne croit pas que son Gouvernement fasse démarche analogue à la nôtre. Action Espagne paraît plus probable. Réponse anglaise aux ouvertures de paix allemandes viendrait d'être télégraphiée à Washington. Sauf langues, réponses des Alliés seraient identiques: elles refuseraient absolument entrer actuellement en négociations, insisteraient sur responsabilité guerre retombant sur Puissances centrales et seraient rédigées de manière à exclure une réponse allemande.

246

E 27, Archiv.Nr. 13561

Aide-Mémoire du Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse,
Th. von Sprecher

Minute

Bern, 29. Dezember 1916, 11 Uhr

Im Empfangszimmer des Generalstabes:

Oberst Morier, französischer Militär-Attaché, mit mir.

Oberst Morier hatte sich gestern angekündigt, worauf ich ihm die Stunde von 11 Uhr angab. Er war gestern (?) bei Bundesrat Hoffmann gewesen, um ihm,

gleich wie der Botschafter es getan hatte, die französischen Befürchtungen wegen eines deutschen Durchbruches durch die *Schweiz* gegen *Frankreich* darzulegen. Bundesrat Hoffmann hatte ihn an mich gewiesen.

Er sagt ungefähr folgendes: Ob die Zentralmächte nach Abschluss des rumänischen Feldzuges sich gegen Ägypten, Saloniki, Odessa, Italien oder wo sonst hin wenden werden, wisse er nicht; keine dieser Operationen aber könne eine Entscheidung bringen; dies sei nur von einem Siege im Westen zu erwarten. Den Durchbruch an der französischen Front aber halte er für ausgeschlossen; gegenwärtig allerdings auch gegenüber Deutschland; aber bis im Frühjahr kann sich das ändern. Deutschland sei einzig darauf angewiesen, den Sieg durch *Umfassung der Gegner* zu erlangen, das führe zum Durchbruch durch die Schweiz, da ein Angriff durch Nordfrankreich Richtung Kanal für Deutschland unmöglich sei. Gegenwärtig allerdings seien darauf hinzielende Vorbereitungen seitens der Zentralmächte nicht festzustellen. Er war aber überzeugt, dass *bis zum Frühjahr 1917* Deutschland eine Armee von 600 000–800 000 Mann dafür bereitstellen könne. Diese Bereitstellung könne (was zuzugeben ist) ziemlich weit von der Südgrenze Deutschlands vorgenommen werden, da mit den heutigen Beförderungsmitteln der Herantransport auch aus 200 und mehr Kilometer Entfernung sehr rasch zu bewerkstelligen sei. Er frägt an, ob wir militärisch noch auf demselben Boden ständen wie zur Zeit der Unterredung [1] mit dem Herrn Oberst Dupont und Oberstleutnant Raynouard, was ich ihm bestätigte. Er könne versichert sein, dass wir einem Durchmarsch durch unser Land uns mit aller Macht entgegenstellen würden. Auch bestätigte ich ihm unsere Absicht, uns nicht getrennt schlagen zu lassen, sondern soweit zurückgehen zu wollen unter Verlangsamung des deutschen Vorgehens, um es erst nach Vereinigung mit den französischen Hilfskräften zum entscheidendem Kampf mit der deutschen Einbruchsarmee kommen zu lassen.

Er regt sodann meine Ergänzung der früheren Abrede in folgendem Sinne an:

1° Möglichste Beschleunigung des Herantransportes der französischen Armee, die sich mit uns vereinigen soll. Automobile und Rollmaterial der Bahnen hätten sie genug zur Verfügung. Ich erklärte ihm: Dies entspreche ganz unserem Wunsch, da wir ein Interesse daran hätten, nicht mehr schweizerisches Gebiet preiszugeben, als es zu oberwähntem Zwecke unvermeidlich sei; Frankreich möchte aber die Konzentration nicht in der Nähe der Grenze vornehmen, um Beunruhigung in unserm Land zu vermeiden und um die Deutschen nicht vorzeitig aufmerksam zu machen.

2° Vermehrte Bereitstellung von *schwerer Artillerie* zuhanden unserer Armee. (Einverstanden.)

3° Bereitstellung von *Munitionen* für unsere 15-cm-Haubitze, von denen Frankreich eroberte Stücke besitzt. (Von mir angeregt.)

4° Bezeichnung der *Offiziere,* die als Vertreter ins verbündete Hauptquartier abgesandt würden. Als erstes wäre seitens Frankreich Oberst Morier selbst in Aussicht zu nehmen. Auch wir würden diese Offiziere bezeichnen, ihre Namen aber

---

1. *Non retrouvé.* Cf. Ehrbar, *op. cit.,* p. 130.

als geheim in den Mobilisierungsakten behalten. NB: Französische Offiziere mit guter Kriegserfahrung.

(Betr. Kriegserfahrung und Wert von Artillerie und Munition bemerkt Oberst Morier nebenbei, dass dank der überwältigenden Artillerie-Wirkung die französischen Verluste bei dem letzten gelungenen Vorstoss von Verdun, alle Verwundeten inbegriffen, nur zwischen 3000–4000 Mann betragen haben und bei 10000–12000 feindlichen Gefangenen ca. 3% feindliche Verluste.) Im allgemeinen bestätige ich Herrn Morier die frühere Abrede, wonach erst und allein auf unser Verlangen französische Kräfte in die Schweiz einrücken dürfen. Ferner erkläre ich ihm, dass wir einstweilen gar keine Anhaltspunkte dafür hätten, dass die Deutschen eine solche Unternehmung, wie er sie vermute, beabsichtigen. Die materielle Möglichkeit davon gebe ich ihm zu, mehr nicht.

(In Wirklichkeit halte ich es für ausgeschlossen, dass Deutschland entgegen seinen dem Politischen Departemente und vorher schon mir abgegebenen Versprechungen, unser Gebiet verletze, wenn nicht zuvor von gegnerischer Seite eine Verletzung stattgefunden hat. Wohl im Auge zu behalten ist, ob nicht seitens der Entente ein Durchbruch geplant und vorbereitet wird [siehe meinen Bericht von Dezember 1916 und die Beilage von Oberst Egli über dasselbe Thema]. Noch heute mittag bestätigt mir Herr Bundesrat Hoffmann auf dem Herwege, dass in der Tat auch an massgebenden Stellen in Paris wie bei Minister Thomas die Befürchtung eines deutschen Durchbruchs durch die Schweiz bestimmt besteht.)

247

EVD KW Zentrale 1914–1918/56 + 57

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. de Claparède,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann [1]

L Berlin, 29. Dezember 1916

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich heute den Besuch des Herrn von Romberg hatte, welcher mir mitteilte, dass seine Reise nach Berlin zum Teil durch die Schwierigkeiten veranlasst worden sei, welche den verabredeten Lieferungen von Kohlen, Stahl und Eisen entgegenstehen. Deutschland habe ihre Bereitwilligkeit zu erkennen gegeben, die Ausfuhr gewisser Quantitäten zu gestatten, und habe die Lieferanten angewiesen, die betreffenden Lieferungen den Militärlieferungen gleichzustellen. Allein, mit bestem Willen seien Kohlen und Eisen in benötigtem Umfang nicht zu beschaffen. Militärische Verhältnisse der letzten Monate hätten einen nicht vorgesehenen Verbrauch zur Folge gehabt, so dass manche deutsche Fabriken ihren Betrieb verringern oder ganz einstellen müssen, auch für

1. *Remarque manuscrite du DPF en tête du document:* Konfidentiell an N. R. Schmidheiny, Dr. Locher und N. R. Hirter Abschriften übermittelt.

den Heeresbedarf. Er könne die bestimmte Versicherung abgeben, dass die Reichsregierung gerne die Ausfuhr von grossen Mengen dieser Erzeugnisse gestatten würde, die es im September in Aussicht gestellt hat. Wenn sie es nicht tut und die verabredeten Quantitäten nicht zur Verfügung stellte, so sei dies lediglich diesen Umständen zuzuschreiben. Die deutsche Regierung liefert gerne an die Schweiz und sie habe den Beweis dafür erbracht, dass sie grosse Quantitäten Kartoffeln nach der Schweiz liefern liess, und zwar zu einer Zeit, wo in Deutschland die Kartoffelernte missraten war. Mit Bezug auf Eisen und Stahl würde sie mit gleicher Bereitwilligkeit dasselbe tun, wäre es ihr möglich. Manche schweizerische Industrielle in der Schweiz verstehen noch nicht, dass Deutschland im Kriege sei, dass ausserordentliche vitale Interessen, welche oft von Tag zu Tag ändern, befriedigt werden müssen und die Grenze des Möglichen einengen.

Ich erinnerte aber, dass manche Lieferungen fertig sogar an der Grenze liegen, was den Unmut der Interessenten errege. Herr von Romberg erwiderte hierauf, dass einzelne Fälle gleich benutzt werden, um in übertriebener Weise zu exemplifizieren; er würde dankbar sein, wollte man ihm die einzelnen Fälle mitteilen, damit dieselben sofort untersucht würden.

Jedenfalls sei die Reichsregierung geneigt, den Wünschen der Schweiz möglichst gerecht zu werden, allein die Notwendigkeit des Krieges sei derart, dass Einschränkungen sowohl im In- als dem Ausland gegenüber nicht zu vermeiden seien, und es dürfe nicht angenommen werden, dass deutscherseits die Lieferwerke mit Instruktionen nicht versehen worden seien, oder gar dass übernommene Verpflichtungen willentlich verletzt worden seien.

Wie Sie sehen, Herr Bundesrat, die in der liebenswürdigen Weise vorgetragenen Mitteilungen des Herrn von Romberg sind im Wesentlichen eine Paraphrase des Inhaltes der Note des Auswärtigen Amtes, von welcher ich Ihnen mit Schreiben vom 21. d.M.[2] Kenntnis gegeben habe. Ob der Zweck seines Besuches etwa der war, uns auf weitere Beschränkungen der bewilligten Lieferungen vorzubereiten, glaube ich eher nicht, da er wiederholt von den Schritten sprach, die er hier bei den zuständigen Amtsstellen getan, um etwas mehr für unseren Bedarf zu erlangen. Sie werden Herrn von Romberg wohl bald wiedersehen, da er morgen abend direkt nach Bern reist.

---

2. *Non reproduit.*

248

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Pétrograd, 19/1 janvier 1917

Ainsi que je vous l'ai télégraphié, la note pacifiste du Conseil fédéral[1] a été remise par moi lundi soir à 6 h. à M. Pokrovski, Ministre des Affaires Etrangères qui m'avait accordé une audience pour cette heure-là. Je l'ai trouvé assisté de son adjoint M. Nératov. Ces Messieurs ont écouté la lecture de la note et ne l'ont fait suivre d'aucune observation. M. Pokrovski m'a remercié de ma communication et a dit que le Gouvernement Impérial l'examinerait avec toute l'attention qu'elle méritait et qu'il ferait connaître sa réponse ultérieurement. Dans les milieux diplomatiques des Puissances neutres on m'a exprimé le sentiment que bien que la démarche du Président Wilson et celle du Conseil fédéral ne paraissent pas pouvoir aboutir à un succès immédiat auprès des Puissances alliées (l'Entente), elles ne seraient peut-être pas inutiles et que derrière l'attitude intransigeante des gouvernements il pourrait bien se produire un mouvement favorable dans l'opinion publique. J'avais cherché à pressentir mes collègues scandinaves sur l'attitude de leurs gouvernements dans cette question: ils n'avaient encore au commencement de la semaine aucun renseignement à cet égard. Aujourd'hui les journaux reproduisent une dépêche de Stockholm du 16/29 décembre disant que les Gouvernements suédois, danois et norvégien, après entente, ont chargé leurs représentants auprès des belligérants de remettre une note collective favorable à l'initiative du Président Wilson. La presse a fait entendre des sons discordants. Le journal *Russkiia Vedomosti* a publié un article sympathique. En voici le résumé succinct: l'indication du Président Wilson que la guerre frappe fortement aussi les pays neutres est pour la Suisse une triste vérité dans le sens le plus strict du mot. La petite république éprouve matériellement et moralement de rudes souffrances de la guerre européenne.

Depuis les journées fatales de juillet 1914 la Suisse tient ses armées sous les armes, supportant toutes les grandes dépenses qui sont liées à la mobilisation. Malgré le très haut degré de prospérité qu'elle a atteint, la situation économique de la Suisse est précaire parce qu'elle n'a pas les moyens de se suffire à elle-même. Comme de l'air, elle a besoin des saines conditions du trafic commercial international. La Suisse se nourrit de blé importé et ses fabriques florissantes reçoivent leurs matières premières de l'étranger. Quand la route principale de ses relations avec les marchés universels, le Rhin, lui a été fermée et quand par surcroît l'Italie est intervenue dans la lutte, toute l'importation et l'exportation de la Suisse sont tombées sous la dépendance des deux coalitions européennes. La Suisse depuis

1. *Cf. n° 235.*

deux ans est obligée à chaque instant de mener des pourparlers diplomatiques. Il y a encore un autre point de vue à considérer: les Suisses ont coutume de se vanter de ce miracle politique de trois nations n'en formant qu'une. La guerre a ébranlé cette union. Personne n'a pu s'attendre à ce que parmi les Suisses surgissent des discordes aussi grandes que celle qui a éclaté à propos de l'affaire des deux colonels; mais le fait est hors de doute et, pour les Suisses, un pareil processus de maladie intérieure les oblige à souhaiter doublement de voir la paix rétablie en Europe.

A tout cela il faut ajouter la crainte que l'Allemagne, pour accélérer le dénouement, ne lance ses troupes par la frontière suisse et que ce pays, malgré sa volonté, ne subisse le sort de la Belgique. Il est donc tout à fait naturel que la Suisse n'ait pas tardé à suivre l'exemple du Président Wilson. Le Journal *Rietch* du 13 décembre informe ses lecteurs que dans les cercles diplomatiques de Pétrograd on souligne avec satisfaction que le Gouvernement suisse s'est placé dans sa note exclusivement sur la base de l'humanité et de l'amour du prochain, ce qui diffère grandement de la note américaine qui mentionne les propres intérêts matériels des Américains. La Russie et les autres Puissances de l'Entente estiment hautement les considérations humanitaires dont s'est inspiré la Suisse, qui a rendu tant de services aux deux groupes de belligérants dans cette campagne par ses efforts pour adoucir les horreurs de la guerre et par l'assistance aux blessés, malades et invalides. Les Puissances de l'Entente comprennent également que la Suisse, entourée de tous les côtés par des pays belligérants, souffre elle-même beaucoup de la grande guerre européenne. Le fait que le Conseil fédéral suisse, dans sa note, n'insiste pas sur les intérêts matériels en souffrance, mérite d'autant plus d'attirer l'attention.

Vient maintenant l'article fielleux du Professeur Pilenko, principal rédacteur politique aux *Vietcherne Vremia,* édition du soir des *Novoe Vremia.* L'article commence ainsi: «L'intervention de la Suisse produit sur moi l'impression d'un scandale international, en contradiction très claire avec les règles fondamentales de la morale. Les Suisses sont tellement ébranlés par l'absence de voyageurs dans leurs palaces et par les difficultés de leur ravitaillement que perdant la tête ils ont couru derrière Wilson. Ont-ils réfléchi que deux circonstances créent à la Suisse une position tout autre que celle des Etats-Unis? Deux énormes monolithes sont placés des deux côtés de la porte par laquelle on pourrait pénétrer d'Allemagne en France et de France en Allemagne, ce sont la Belgique et la Suisse. Plutôt que de passer par la porte, ce qui eût été malaisé, l'Etat-Major allemand a préféré faire sauter à la dynamite un des piliers. Le sort est tombé sur la Belgique et les Suisses devraient les 20 juillet dire des messes en action de grâce de ce que von Kluck a eu l'idée de marcher par le flanc droit et non par le flanc gauche. Mais chez les Suisses n'est-il resté aucun sentiment de solidarité avec le pays qui dans le rôle de monolithe présente un parallèle complet avec la Suisse? En intervenant dans le moment actuel, la Suisse d'une façon indirecte pose sa signature sous la note terrible de Bethmann-Hollweg qui a arrosé de sang l'innocente Belgique et qui pourrait être également présentée à Berne. Si la Suisse sans protestation se place à l'heure actuelle au point de vue du chiffon de papier, les Puissances devraient dans leur réponse au Conseil fédéral dire à la Suisse que, si cet Etat, à l'heure

actuelle où le remboursement des dégâts causés par la guerre n'est pas promis aux Belges par l'Allemagne et paraît même difficile à atteindre, propose de commencer les pourparlers de paix, le concert européen doit de la façon la plus sérieuse poser la question de la neutralité suisse. Tant que la Belgique n'est pas vengée, la neutralité suisse est une fiction encombrante pour les honnêtes gens et avantageuse aux tricheurs comme les Allemands. Tant que les Allemands n'auront pas reconnu le crime donc ils se sont rendus coupables vis-à-vis de la Belgique, la mention dans les Traités de la neutralité de la Suisse est un piège qui doit être détruit.» ...

«A un autre point de vue aussi l'intervention de la Suisse ne se comprend pas. La médiation en soi n'est pas un acte hostile, comme cela est reconnu dans la Convention de la Haye. Mais la médiation est une intervention qui concerne la guerre. Le médiateur, en vertu même de sa proposition, entre en contact étroit avec les problèmes de la guerre, des opérations de guerre, des résultats de guerre, des futures possibilités de guerre. La médiation est une certaine estimation du tableau stratégique qui s'est créé. Est-ce que l'Etat éternellement neutre a le droit d'intervenir en qualité de médiateur?»

«Les Suisses eux-mêmes depuis le XV^{e} siècle disaient que leur neutralité consiste à ‚stillsitzen'. C'est cette qualité de personnes assises tranquillement qui les sauvait des horreurs de la guerre. La médiation sort complètement de la notion du ‚stillsitzen'. La médiation est une démonstration inopportune; elle est la faculté de donner des conseils qu'on ne demande pas. ... A ce second point de vue les Alliés devraient également demander aux Suisses si vraiment ils se préparent à mettre une croix sur leur neutralité. Il suffit d'ouvrir la bouche pour que les Suisses cessent de paraître en scène en qualité de médiateurs.» Inutile de faire observer que toute la seconde partie de cette argumentation est basée sur l'idée inexacte d'un acte de «médiation» de la part de la Suisse. Quant au premier point, en quoi le malheur survenu à la Belgique, et qu'en Suisse on déplore plus que partout ailleurs, peut-il enlever à la Suisse le droit qu'a tout Etat souverain de faire entendre sa voix dans une question d'humanité?

Je me demandais si je ne profiterais pas de l'offre que m'avait faite un journaliste chargé de la partie diplomatique au journal *Novoe Vremia* d'insérer des communications qui pourraient concerner la Suisse dont il est grand ami. Mais de nouveaux articles conçus dans un tout autre esprit ont été publiés postérieurement à celui de Pilenko et j'ai préféré m'abstenir pour le moment.

Dans le domaine de politique intérieure les événements saillants de ces derniers jours sont la suspension des séances de la Douma à l'occasion des fêtes et l'ordre du jour de l'Empereur à son armée et à sa flotte.

Avant de se séparer la Douma a entendu des discours très violents contre le Gouvernement et contre la décision de celui-ci d'interdire les congrès des Alliances des villes et des *zemstvos*. Un ordre du jour du bloc progressiste désapprouvant catégoriquement cette défense a été voté à une énorme majorité. Le Ministre de l'Intérieur Protopopov est intervenu par lettre auprès du Président de la Douma pour empêcher la discussion sur cette question. Mais la Douma a passé outre. Elle a maintenant suspendu ses séances jusqu'au 12 janvier; d'ici-là il pourrait se

produire quelques changements dans le personnel ministériel. L'atmosphère est chargée de nuages orageux et la situation politique intérieure toujours plus embrouillée et inquiétante. On a remarqué surtout dans l'ordre du jour de l'Empereur à son armée et à sa flotte, le passage où faisant allusion aux pourparlers de paix suggérés par l'Allemagne, il déclare que le moment n'est pas encore arrivé, que l'ennemi n'est pas encore chassé des territoires dont il s'est emparé, que la réalisation par la Russie des problèmes soulevés par la guerre, *la possession de Constantinople et des Détroits* ainsi que la *création de la libre Pologne* par la réunion des trois tronçons séparés actuellement, n'est pas encore garantie.

Pour atteindre ces divers buts l'Empereur compte sur l'héroïsme de son armée et de sa flotte et leur demande d'être inébranlables dans la conviction de la victoire.

249

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Pétrograd, 24/6 janvier 1917

Il me paraît nécessaire de revenir avec quelques détails sur l'assassinat mystérieux du trop célèbre Grégoire Raspoutine qui fait toujours le sujet de toutes les conversations et dont les conséquences politiques peuvent devenir très graves. Raspoutine était un paysan du Gouvernement de Tobolsk, affilié à une secte religieuse dont les rites sont plus qu'étranges. Il était sans aucune instruction, mais se croyait appelé à une haute mission. J'ai eu sous les yeux un rapport émanant des bureaux du Saint Synode où son système religieux était exposé clairement. Selon Raspoutine, Dieu s'incarne dans les être humains à diverses époques de l'histoire. Lui, Raspoutine, serait une de ces incarnations; comme il était très sensuel, la femme jouait un grand rôle dans sa vie religieuse. Les femmes qui se montraient aimables et complaisantes pour l'oint du Seigneur seraient assurées de leur salut éternel. Il paraît avoir été doté en outre de certains avantages physiques (virils) très extraordinaires, d'une puissance fascinatrice du regard très remarquable. Il était renommé parmi les siens comme un guérisseur émérite et sa fortune aurait commencé par la cure miraculeuse d'un chien appartenant au Grand-Duc Nicolas Nicolaievitch, et par la guérison de la Grande-Duchesse elle-même. Ces hauts personnages l'auraient recommandé à l'Impératrice Alexandra toujours affolée par les crises de la santé du Grand-Duc héritier, Alexis Nicolaievitch. Ce jeune prince est atteint d'hémophylie, mal héréditaire, à ce qu'on assure dans la famille grand-ducale de Hesse, à laquelle appartient la jeune impératrice. La chance a voulu que la présence de Raspoutine à la Cour coincidât avec des périodes d'amélioration dans la santé du Grand-Duc. A plusieurs reprises on chercha à éloigner Raspoutine de la Cour et chaque fois son absence était accompagnée de rechutes

dans la maladie du Grand-Duc. Il en est résulté que l'Impératrice, dont l'état mental est fort ébranlé, fut amenée à considérer Raspoutine comme un fétiche, une mascotte indissolublement liée à la vie du jeune prince.

On raconte que cet état de choses n'a pas existé sans de violentes oppositions au sein de la famille impériale, mais l'Empereur qui est très bon et déteste les discussions a fini par accepter, de plus ou moins bon gré, ce qu'il ne pouvait empêcher sans provoquer des scènes dans son ménage.

Assez désintéressé au début, se contentant de bien manger, de bien boire et de mener une vie de luxure, Raspoutine se laissait aller à d'incroyables familiarités avec les jeunes Grandes-Duchesses. Sa manière d'être ayant choqué les dames d'honneur de l'entourage des Grandes-Duchesses, de timides observations furent essayées, mais on fit comprendre à ces dames qu'elles pourraient se retirer si elles n'étaient pas satisfaites. Petit à petit, Raspoutine se mit à jouer de son influence pour demander des faveurs pour le tiers et le quart. Son système était fort simple: il entendait des voix qui lui suggéraient de faire nommer telle ou telle personne à tel ou tel poste ou de faire octroyer telle ou telle faveur. Il communiquait ses rêves à l'Impératrice et cette dernière les transmettait à l'Empereur. Voyant grandir sa position, Raspoutine se mit à battre monnaie avec son pouvoir. Dans l'appartement qu'il occupait à Pétrograd, quand il n'était pas dans les résidences impériales, son salon ne désemplissait pas de quémandeurs de toutes les positions sociales. On dit ouvertement que le financier véreux Rubinstein, emprisonné il y a quelques mois, a dû sa libération à Raspoutine dont une des filles reçut en cadeau du banquier un collier de perles de 150000 Roubles. On affirme également que Protopopov a dû sa nomination de gérant du Ministère de l'Intérieur à l'intervention du charlatan. Le Procureur du St. Synode Pitirim était aussi de ses protégés. Ce qu'on a appelé dans les discours de la Douma, les puissances occultes, ou noires, se composaient d'un petit cénacle, comprenant Raspoutine, le Prince Andronikov dont l'influence occulte était grande, un chambellan Voiëkov, et une demoiselle d'honneur dans les bonnes grâces de la Souveraine. L'indignation publique contre un pareil état de choses a grandi au point qu'il s'est formé un noyau de conspirateurs décidés à le faire cesser par tous les moyens et c'est là qu'a été formé le projet d'assassiner Raspoutine. Les conjurés organisèrent une petite fête nocturne au palais de la Princesse Youssoupov. Participaient à la fête le Grand-Duc Dimitri Pavlovitch et sa favorite du moment, une actrice en renom, un grand seigneur comte Loumarokov-Elston, allié à la famille impériale et, dit-on, un député bien connu de la droite Bomischkienitch. On alla au domicile de Raspoutine, qui était déjà couché, et en l'alléchant par la présence de l'actrice au souper on le décida à venir au Palais Youssoupov où le crime fut commis. Le corps fut placé dans une automobile et immergé sur le rivage de l'île de Petronski où il a été retrouvé très défiguré deux jours après. Il paraît que l'examen du cadavre n'a laissé aucun doute sur l'identité de la victime. On raconte encore que l'Impératrice, venue au domicile de Raspoutine et ne l'y ayant pas trouvé, se rendit au Palais Youssoupov et exigea de le voir. Sur la réponse que c'était impossible elle serait tombée dans une crise de nerfs terrible criant qu'on avait tranché le fil auquel tenait la santé de son fils. Le premier effet politique de l'assassinat de

Raspoutine a été la marque de faveur donnée à sa créature, le Ministre Protopopov qui de simple gérant du Ministère de l'Intérieur a été immédiatement promu Ministre en titre.

Le contre-coup immédiat de cette mesure a été la démission du Président du Conseil Trepov, qui, au dire des journaux, n'aurait appris que par la presse la nomination de Protopopov au Ministère de l'Intérieur. Ce n'était un secret pour personne que le Ministère était très divisé, une partie des Ministres tenant pour Trepov et les autres pour Protopopov.

250

E 2300 London, Archiv-Nr. 11

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP nº 265 London, 11. Januar 1917

Ich telegraphierte Ihnen am 8. Januar morgens[1] den Text der von Herrn Balfour an mich gerichteten Empfangsanzeige der Note, mit der sich der Bundesrat den Friedensbestrebungen des Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika anschliesst. Ich hatte von Anfang an den Eindruck, dass wir von der britischen Regierung keine andere Antwort zu erwarten hätten. Um aber Ihnen hierüber ganz sichere Auskunft geben zu können, besuchte ich gestern nachmittag Herrn Balfour, der mir auf meine Anfrage des bestimmtesten sagte, diese Empfangsanzeige sei als definitive Rückäusserung der britischen Regierung aufzufassen und wir hätten nichts weiteres zu erwarten. Ich telegraphierte Ihnen dies sofort, mit dem Beifügen, es seien die gleichen Antworten, in dem gleichen Sinne, an die hiesigen Gesandten Dänemarks, Norwegens und Schwedens abgegangen.

Präsident Wilson soll hingegen von den Alliierten, wie mir Herr Balfour gestern wiederholte, eine ausführliche Antwort erhalten. Wenn sie, entgegen dem, was mir Herr Balfour am 30. Dezember sagte (siehe mein Telegramm an Sie vom gleichen Tage), noch nicht erfolgt sei, so sei es deshalb, weil der hier zwischen Grossbritannien und Frankreich vereinbarte Entwurf zur Prüfung der Konferenz in Rom unterbreitet wurde. Nun seien alle Verbündeten einig, und die Antwort werde in den allernächsten Stunden gegeben und achtundvierzig Stunden später veröffentlicht werden.

Es scheint, dass unter diesen Umständen die Verbündeten sich hätten herbeilassen können, uns mindestens eine Abschrift der Note an Wilson zuzustellen, mit dem Bemerken, sie enthalte gleichzeitig auch die Antwort auf den Schritt des Bundesrates, statt sich mit einer trockenen Empfangsanzeige zu begnügen. Aber offenbar wollte man durch das gewählte Vorgehen den Intervenienten fühlen las-

1. *Non reproduit. Cf.* 2001 (B) 1, 81.

sen, wie unzeitgemäss ihre Dazwischenkunft erachtet werde. Auch können, selbst nach Ansicht der «Kämpfer für die Unabhängigkeit der kleinen Staaten», solche mit weniger Rücksicht und Höflichkeit behandelt werden als grosse.

[...][2]

Wie Sie den zahlreichen Zeitungsausschnitten, die Ihnen der Kurier gleichzeitig mit diesem Bericht bringt, entnehmen wollen, haben sich auch die britischen Zeitungen mit der angeblich seitens Deutschland der Schweiz drohenden Gefahr beschäftigt. Die hiedurch geschaffene Unruhe war so gross, dass ich letzten Samstagabend und Sonntag, den 6. und 7. Januar morgens, wiederholte telephonische Anfragen erhielt, ob eine neue allgemeine Mobilisation unserer Truppen angeordnet sei. Der militärische Berichterstatter der *Times* schreibt in der gestrigen Nummer dieser Zeitung: «Die Lage in der Schweiz muss ebenfalls mit Aufmerksamkeit verfolgt und darf nicht vernachlässigt werden, zumal Neutralität für Deutschland weniger als nichts gilt.» Ich suche allzeitig zu beruhigen und werde nicht müde zu versichern, dass die Schweiz, gegen wen es auch sei, mit ihrer ganzen militärischen Macht für die Wahrung ihrer Neutralität einzutreten bereit und gewillt sei.

Auch die Ausführung des schweizerisch-deutschen Abkommens, sowie die Herstellung in der Schweiz von Munition für Deutschland, werden hier mit grösster Aufmerksamkeit verfolgt. Man betont, dass, während wir die Deutschland gegenüber übernommenen Verpflichtungen genau und voll ausführen, Deutschland mit seinen Lieferungen, namentlich an Kohlen, bedeutend im Rückstande sei. Und was die Herstellung von Munition anbelangt, ist besonders die Lausanner Korrespondenz der heutigen *Times*, die hier beiliegt, bemerkenswert. Deren Tendenz ist der Schweiz gegenüber nicht unsympathisch; sie hebt hervor, dass das Verhalten Deutschlands dahin ziele, die Schweiz in ihrer bisherigen Abhängigkeit von Deutschland, für die Produkte der Maschinenindustrie, zu erhalten, während seit Beginn des Krieges engere Beziehungen in diesem Industriezweig zwischen der Schweiz einerseits und Grossbritannien und Frankreich andererseits sich ausgebildet haben.

---

2. *Suivent des informations sur la conférence des Alliés à Rome et sur les relations entre la Norvège et la Grande-Bretagne.*

251

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Friede Washington, 12. Januar 1917

Seit meiner Depesche vom 5. Januar[1] habe ich Ihnen am 6. dieses Monats gekabelt, dass der Senat, aus bisher nicht klar zu erkennenden Gründen, sich hinter den Präsidenten gestellt und dessen Ersuchen an die Kriegführenden, ihre Friedensbedingungen bekanntzugeben, unterstützt hat. Die Resolution lautete:

«Beschlossen, dass der Senat das Ersuchen, welches der Präsident in den diplomatischen Noten vom 18. Dezember an die jetzt im Kriege begriffenen Nationen gerichtet hat, ihre Bedingungen kundzugeben, unter welchen die Friedensfrage erörtert werden könnte, billigt und nachdrücklich gutheisst.»

Die Republikaner hatten dieser konstitutionell nicht sanktionierten Haltung des Senats hauptsächlich mit der Begründung entgegenzutreten versucht, dass Wilsons Noten vom 18. Dezember – von welchen der Senat vorher nichts gewusst habe – eine neue auswärtige Politik der Vereinigten Staaten einleiten und die Monroe-Doktrin gefährden könnte. Die Einmischung Amerikas in europäische Verhältnisse fordere eine Einmischung Europas in amerikanische Verhältnisse geradezu heraus. Von demokratischer Seite wurden diese Befürchtungen mit dem Hinweis darauf zurückgewiesen, dass diese Resolution des Senats nichts anderes bedeute als die Zustimmung in einem einzelnen gegebenen Punkte. Der übrige Inhalt der Wilsonschen Noten werde dadurch weder gebilligt noch missbilligt, auch sei darin keine Zustimmung für eine Abänderung der bisher befolgten Politik zu erblicken.

Am 9. Januar hat mich der Präsident empfangen. Wie Ihnen mein Kabel vom gleichen Tage zeigte, war Herr Wilson überaus liebenswürdig und herzlich, hat mir aber wenig Neues mitgeteilt. Für den Bundesrat sagte er: «Please express my high appreciation to the Federal Council. His reply made me feel that we are seeking the same object.» Von Spanien, «das immer den Mund so voll genommen habe», sei er sehr enttäuscht; er hätte nicht erwartet, dass es, statt ihm zu folgen, eigene Wege gehen würde. (Spanien, in seiner Antwort, erwähnt zwei Noten, die es von den Vereinigten Staaten erhalten habe; in Wirklichkeit aber war ihm, wie allen andern Staaten, nur eine einzige Note zugedacht, die andere «communication» scheint durch ein Missverständnis des amerikanischen Geschäftsträgers abgesandt worden zu sein, indem er die ihm zugegangenen Privatinstruktionen, statt sie zu behalten, ebenfalls übermittelte.)

Aus Berlin habe der Präsident seit der deutschen Note nichts Neues mehr vernommen; es sei ihm unerklärlich, wie die deutsche Presse Herrn Zimmermann die Worte in den Mund legen könne, dass Herr Wilson genau über die Friedensbedin-

---

1. *Non reproduit.*

gungen Deutschlands unterrichtet sei. Er sei es nicht. Ebensowenig wisse er, was in der längst erwarteten Alliiertennote stehen werde. «Ich weiss darüber nicht mehr als jeder Mann auf der Strasse», sagte er.

Dass Deutschland in seiner Antwort nicht weitergegangen sei, als bereits Bekanntes zu wiederholen, habe ihn enttäuscht (disappointed). Ob Gerard wirklich am 7. Januar beim Bankett der amerikanischen Handelskammer in Berlin so auffallend herzliche Beziehungen zum Ausdruck gebracht habe, wisse er noch nicht. Man habe vom Botschafter soeben den Wortlaut seiner Rede eingefordert. (Dann gab Wilson einige Beispiele, wie Zitate aus seinen eigenen Reden, aus dem Zusammenhange herausgerissen, speziell in der englischen Presse zum Hervorrufen falscher Meinungen benützt worden seien.) Es kann nicht übersehen werden, fuhr er fort, dass seit den Friedensverhandlungen die öffentliche Meinung in den Vereinigten Staaten weniger zugunsten der Alliierten ist als früher (less in sympathy with the Allies), besonders sei das hiesige Volk nun weniger England-freundlich, während es mit dem grossen Frankreich, mit dem es so viele Bande verknüpfen, stets sympathisieren werde.

Als ich merkte, dass die Audienz ohne eine bestimmte Äusserung seitens des Präsidenten für die Schweiz zu Ende gehen werde, gab ich Herrn Wilson nochmals vom Inhalte Ihres Kabels des 18. Dezember [2] Kenntnis.

Er antwortete, dass er mir nichts in dem von Ihnen gewünschten Sinne mitzuteilen habe (nothing to suggest). Er müsse die Ankunft der alliierten Note abwarten, um sich ein Situationsbild machen zu können. Die Pressegerüchte, dass er eine zweite Note plane (ich wüsste zur Zeit nicht, über was zu schreiben) oder die Entsendung von Colonel House nach Europa plane, bezeichnete er als unbegründet.

Gestützt auf das Vorstehende und unter Bezugnahme darauf, dass in Kongresskreisen gar viel Gewicht darauf gelegt wird, dass der Präsident allein vorgehen und sich nirgends binden möge, glaubte ich, um Ihnen freiere Hand zu geben, im Schlusssatz des Kabels vom 9. Januar meinen persönlichen Eindruck, dass Wilson wohl allein zu handeln gedenke, Ausdruck verleihen zu sollen.

Die Kongressuntersuchungen (*Leak-Inquiry)* darüber, wessen Indiskretion die Börsenpanik in New York hervorgerufen hat, gehen immer weiter und machen selbst in den Vereinigten Staaten einen sehr üblen Eindruck. Es sind in den letzten Tagen Staatssekretär Lansing, des Präsidenten Privatsekretär Tumulty, des Präsidenten Schwager Mr. Bolling (ein Börsenmakler) und andere vor die fünfköpfige Untersuchungskommission zitiert und erfolglos öffentlich verhört worden. (Beilagen Zeitungsausschnitte.)

Die am 1. Januar hier durch die *Associated Press* veröffentlichte «Message of President Schulthess to the American People» [3] ist sehr beachtet worden. Ich habe darüber freudige Äusserungen sogar von Schweizern im fernen Kalifornien erhalten. Viele amerikanische Blätter brachten das Bild unseres Präsidenten.

Gestern haben die New Yorker Zeitungen ein Interview General Willes an den

---

2. *Cf. n° 232.*
3. *Non reproduit.*

Matin (Paris, 9. Januar) nachgedruckt, besagend, dass die Schweiz zum Kampf für die Neutralität bereit sei. (Beilage.)

Das Vorstehende war bereits geschrieben, als die heutigen Blätter den Wortlaut der alliierten Antwort (Paris, 10. Januar) brachten. Ich verweise auf die beiliegenden Ausschnitte.

252

E 27, Archiv-Nr. 13 560/1

Le Général U. Wille au Conseil Fédéral

Copie
M

Bern, 13. Januar 1917

Nachdem die Mächte der Entente kurzerhand die Friedensanregungen der Zentralmächte und ebenso auch die Friedensmahnungen der neutralen Staaten zurückgewiesen haben, wird, sobald die neuen Kriegsrüstungen einigermassen vollendet sind, der grosse europäische Krieg mit erneuter Energie fortgesetzt werden. Es ist zweifellos, dass von beiden Gegnern jetzt die letzten und grössten Kraftanstrengungen gemacht werden, um den Krieg mit Waffengewalt baldigst zu ihren Gunsten zur Entscheidung zu bringen. Bei dem, was hier für die Kriegführenden auf dem Spiel steht, darf der billig und nüchtern Denkende es keinem von ihnen und ganz besonders demjenigen, der sich durch den bisherigen Verlauf des Krieges in ungünstigerer Lage befindet, verdenken, wenn er sich durch Verträge und andere Rücksichtnahme auf den kleinen neutralen Nachbar nicht hindern lässt, alles zu tun, was ihm zur Erlangung des Sieges dienlich erscheint.

Dies empfindet bei uns jedermann; allgemein im Lande ist die Überzeugung verbreitet, dass die grösste Gefahr für uns, in den Krieg hineingezogen zu werden, jetzt in der Luft liegt. Dies richtige Empfinden unseres Volkes ist noch gesteigert durch die systematischen Treibereien aus Frankreich, die uns und das französische Volk glauben machen wollen, ein deutscher Einbruch in die Schweiz sei nahe bevorstehend.

Ich persönlich zweifle sehr daran, dass einer unserer drei Nachbarn, die alleine hier in Betracht kommen können: Frankreich, Italien und Deutschland, einen Durchmarsch durch die Schweiz planen. Denn die eigene Vernunft kann und muss der Armeeleitung der Entente sagen, dass die Chancen für Erreichung ihres Zweckes: Wendung des Kriegsglücks zu ihren Gunsten, sehr unsichere sind, und dass, wenn sie den Zweck nicht erreichen, das misslungene Unternehmen ihre Lage dem Gegner gegenüber so verschlimmern wird, dass sie sich davon gar nicht wieder erholen wird. Und da Deutschland noch andere Kriegsschauplätze als nur die Westfront zur Herbeiführung der Entscheidung des Krieges zur Verfügung stehen, hat es gar keinen Grund, das Odium auf sich zu laden, auch noch

den zweiten kleinen, neutralen Staat an seiner Grenze für Erreichung seines Kriegszwecks vergewaltigt zu haben.

Aber wenn es mir auch sehr schwer wird, daran zu glauben, dass einer unserer Nachbarn den Durchmarsch durch unser Land, um seinem Gegner in die Flanke zu gelangen, plant, so darf ich doch nicht die Möglichkeit leugnen. Denn wenn die Entente durch Aufnehmen der Offensive einen *entscheidenden* Schlag gegen Deutschland führen will, so bleibt ihr nach den erfolglosen Versuchen in der Sommeschlacht, die Schützengrabenlinie der Deutschen zu durchbrechen, gar nichts anderes übrig als der Versuch, durch Umgehung der feindlichen Front durch Holland oder durch die Schweiz nach Deutschland zu gelangen. Der Umgehung durch die Schweiz stehen aber nicht die gleichen Schwierigkeiten entgegen wie der Umgehung durch Holland. Aber auch bei der deutschen Heeresleitung kann der Gedanke entstehen, dass ein entscheidender Schlag in Frankreich gegen die vereinigten Heere von Frankreich und England den Krieg rascher beendet als Siege auf andern Kriegsschauplätzen und dass man, sowie man zu dieser Überzeugung gekommen und der Weg durch die Schweiz das geeignetste Mittel ist, sich durch keine Bedenken hindern lassen darf, diesen Weg zu wählen.

Erstes Erfordernis, damit solcher Plan zum Ziel führt, ist, dass der Marsch durch die Schweiz keine Hindernisse findet, die ihn verzögern.

Das hierfür Nächstliegende und auch Zweckmässigste ist, dass man vorher die Schweiz auf seine Seite bringt; dadurch erhält man überdies einen namhaften Kräftezuwachs und braucht seine rückwärtigen Verbindungen nicht besonders zu sichern. Ich hoffe, dass allbereits beide Gegner zur Erkenntnis gekommen sind, dass wir weder durch Liebenswürdigkeiten noch durch Drangsalieren aus unserer unbefangenen Neutralität herauszubringen sind und dass daher gar nicht daran gedacht werden kann, freien Durchpass durch unser Land zu verlangen.

Der Invasor *(sic!)* muss daher in Aussicht nehmen, dass wir gewillt sind, seiner Absicht Widerstand entgegenzusetzen. Dieser Widerstand wird um so wirkungsvoller, je vollkommener wir dazu bereitstehen.

Es ist daher selbstverständlich, dass der Invasor sich zuerst die Frage vorlegt, ob es möglich ist, durch einen Überfall die Schweiz wehrlos zu machen. Bei den geringen Entfernungen von der Grenze bis ins Herz unseres Landes kann mit Hilfe der zahlreichen Automobile, die unsere Nachbararmeen besitzen, und mit gepanzerten und auch andern Eisenbahnzügen gleich eine so grosse Truppenzahl in unser Land geworfen werden, dass wir an gar keinen Widerstand denken können, sondern uns auf Gnade und Ungnade ergeben müssen, sofern die fertig mobilisierte Armee nicht schon aufmarschiert ist.

Es muss daher als sicher angenommen werden, dass der Einmarsch in die Schweiz mit einem derartigen Überfall beginnt, dem die übrigen Kolonnen der Einmarsch-Armee auf dem Fuss folgen, so dass jede Möglichkeit ausgeschlossen ist, sich von dem durch den Überfall herbeigeführten Zustand wieder zu erholen.

Wir sind gegenwärtig gegen einen solchen Überfall vollständig wehrlos. Die wenigen jetzt im Dienst stehenden Truppen, die überdies durch zahlreiche Beurlaubungen und Dispensationen und durch Abkommandierungen in Schulen und Kurse in ihren Beständen sehr reduziert sind, genügen eben noch als Art Polizei-

truppe zum Schutz der Grenze gegen Überschreitungen dort, wo sich die Gegner gegenüberstehen. Selbst wenn sie numerisch genügend stark wären, um einem Gegner, der vom Waadtländer Jura aus oder umgekehrt vom Rhein bei Schaffhausen vorgeht, Halt zu gebieten, der die Mobilisierung unserer übrigen Truppen verunmöglichen und sich unserer Hauptwaffenplätze bemächtigen will, so kämen wir mit ihnen zu spät; der uns überfallende Invasor ist mit starken Kräften schon im Land und hat seine Absicht schon ausgeführt, bevor wir diese Truppen gesammelt haben und mit ihnen zur Stelle sein können. Im übrigen dürften wir auch die Grenze nicht von den wenigen Truppen, die wir dort haben, entblössen.

Ebenso wie wir uns ehrlich zugestehen müssen, dass wir gegenwärtig vollständig wehrlos sind, wenn in unser Land einmarschiert wird, und dies, wie als selbstverständlich angenommen werden kann, mit einem Überfall beginnt, dürfen wir uns auch nicht der folgenschweren Illusion hingeben, halbe Massregeln genügten dagegen. Eine solche halbe Massregel wäre, dass wir zu den anderthalb Divisionen, die wir jetzt unter den Waffen haben, nochmals soviel aufbieten, um den einbrechenden Feind aufzuhalten, zur Deckung der Waffenplätze, auf denen wir mobilisieren, und zur Deckung des Abtransportes der Truppen in den Aufmarschraum. Diese Truppenzahl ist dafür absolut ungenügend; dieselbe dem Feind, der den Durchmarsch durch die Schweiz gar nicht unternimmt, wenn er nicht eine Armee von mehreren hunderttausend Mann dafür bestimmen kann, entgegenzuwerfen, um dahinter die Mobilisation der Armee und den Aufmarsch bewerkstelligen zu können, wäre gar nichts anderes als das gänzlich zwecklose Opfern des Lebens vieler Bürger. Auch wenn wir dank dieser Aufopferung eines Teiles unserer Armee den Rest ungehindert mobilisieren und in den Aufmarschraum bringen könnten, würde uns die Aufopferung dieser an und für sich kleinen, aber für unsere Armeestärke sehr beträchtlichen Teiles unserer Kräfte zu einer Quantité négligeable im weiteren Kriegsverlauf machen. Unsere Armee ist zu klein, um auch nur einen bescheidenen Teil opfern zu dürfen.

Zu einer ebenfalls verderblichen, unseren Untergang herbeiführenden halben Massregel würde es führen, wenn wir glauben, wir kämen mit der Mobilisierung der Armee noch früh genug, wenn wir sie erst anordnen, wenn die gewitterschweren Wolken sich unheildrohend zusammenballen. Ganz abgesehen davon, dass man bei solcher Denkweise immer zu lange wartet, kommen wir überhaupt mit der Mobilisierung und dem Aufmarsch zu spät, wenn wir zuwarten, bis die Gefahr vor der Türe steht.

Es ist eine Binsenwahrheit, dass in allen Teilen fertig mobilisiert und aufmarschiert das erste Erfordernis ist, um zuversichtlich dem Feinde entgegentreten zu können. Wenn wir mit unserer Miliz einen kriegsgewohnten Feind bekämpfen sollen, so bedarf es fester männlicher Entschlossenheit beim obersten Führer wie beim letzten Füsilier; diese Entschlossenheit steht auf einem schlechten Fundament, wenn jedermann weiss oder auch nur empfindet, dass es noch überall fehlt an dem Fertigsein für den Krieg.

Wenn wir jetzt mit dem Gedanken, dass es diesmal ernst gelten kann, mobilisieren, so verlangt das Fertigsein für den Krieg noch viel mehr Arbeit und Zeit, als wir 1914 auf die Mobilisierung verwendeten. Damals mussten wir in vielen Teilen

sehr unfertig ins Aufmarschgebiet abmarschieren, weil uns der Kriegsausbruch mitten in der Umgestaltung der Armee überraschte und wir daher nicht in allen Teilen fertig sein konnten. Jetzt hat man das meiste, was damals fehlte, nachgeholt, und viele Neuerungen und Verbesserungen sind hinzugekommen, die den Kriegswert der Armee in hohem Grade vermehren. Jetzt können wir fertig mobilisiert ins Feld ziehen; aber damit wir wirklich kriegsfertig einem Feind entgegentreten, brauchen wir heute mehr Zeit zur Mobilisierung und zur Fertigstellung, wenn sichergestellt werden soll, dass die Neuerungen und Verbesserungen ihren Nutzen haben.

Auch die während des Ablösungsdienstes genommenen Rücksichten auf das wirtschaftliche Leben unseres Volkes werden die diesmalige Mobilisierung für den Krieg komplizieren, erschweren und verlangsamen.

Aus dem hier Dargelegten ergibt sich, dass wir, wenn die Möglichkeit nicht geleugnet werden kann, einer feindlichen Invasion vielleicht im Frühling schon entgegentreten zu müssen, auf diese Eventualität hin unsere ganze Armee, und zwar jetzt gleich, aufbieten müssen.

Das *jetzt gleich* ist auch noch geboten durch das Interniertenwesen. Dasselbe beansprucht eine sehr grosse Anzahl Offiziere und auch Unteroffiziere und Mannschaften, die zum grössten Teil der Armee entnommen sind. Diese müssen, sowie die Armee für Landesgefahr mobilisiert wird, sofort auf ihre Posten in der Armee zurückkehren und im Interniertenwesen durch Offiziere und Mannschaft des Territorialdienstes ersetzt werden. Man kann gar nicht an die furchtbaren Folgen denken, die es haben müsste, wenn der Wechsel erst vorgenommen wird, wenn der Feind schon vor der Türe steht und vielleicht sogar schon die Türe eingedrückt hat.

Die Entscheidung über Krieg und Frieden ist nicht Sache des Generals, sondern des Bundesrats; deswegen steht ihm auch die Entscheidung darüber zu, ob wir uns für die Möglichkeit einrichten müssen, dass der eine oder andere unserer kriegführenden Nachbarn den Weg durch unser Land wählt, um um dessen unbezwingliche Front herum in die Flanke seines Feindes zu gelangen, oder ob das nicht befürchtet zu werden braucht.

Ist der Bundesrat der Ansicht, dass man sich auf diese Möglichkeit einrichten muss, so bitte ich unter Verweisung auf das im Vorstehenden Dargelegte und unter Hinweis auf Artikel 208 und 210 M.O. um das beförderliche Aufbieten der ganzen Armee.

Im weitern erlaube ich mir vorzuschlagen, dass beiden Parteien gleichlautend hiervon Mitteilung gemacht und ihnen erklärt wird, dass wir uns als im Kriegszustand mit demjenigen betrachten werden, der unsere Grenze überschreitet, und dass, wenn beide Gegner unaufgefordert von uns in unser Land einmarschieren, wir uns die freie Wahl vorbehalten, welchen wir als Feind betrachten und welchen wir als Freund und Alliierten annehmen wollen.

Die Aufbietung der ganzen Armee ist in Verbindung mit der angeregten Erklärung an die kriegführenden Nachbarn das geeignetste Mittel, um der Kriegsgefahr vorzubeugen, deren Möglichkeit sonst von mir nicht geleugnet werden kann und die einen gewaltigen *Anreiz* findet in unserer gegenwärtigen gänzlich ungenü-

genden Kriegsbereitschaft und in unserer Unmöglichkeit, diese Kriegsbereitschaft noch rechtzeitig herzustellen, wenn der Einmarsch in unser Land mit einem Überfall eingeleitet wird.

Das sind Dinge, die unsere Nachbarn ganz genau wissen; es wäre eine Selbsttäuschung mehr, wenn wir annehmen und unsere Pläne darauf bauen wollten, dass sie nur unklare Vorstellungen davon haben. Deswegen liegt auch in der jetzigen Verfassung unserer Landesverteidigung ein gewünschter *Vorwand* dazu für denjenigen, der in unser Land einmarschieren will.

Wenn man die Möglichkeit vor Augen hat, dass jemand, um sich aus schwieriger Situation zu retten, etwas Böses tun möchte, vor dem ihn sein eigener Verstand warnt, so darf man ihm weder Anreiz dazu noch Vorwand gewähren.

Bei der Entscheidung der vorgelegten Frage darf nur massgebend sein, wie man über die militärpolitische Lage denkt und wie weit man glaubt, dass sich die Mächte durch die uns wiederholt so überaus warm ausgesprochenen Freundschaftsversicherungen etc. gebunden erachten. Je grösser das Zutrauen berechtigt ist, desto geringer wird die Wahrscheinlichkeit, während im gleichen Mass, wie man immer mehr zu Zweifeln berechtigt wird, die Wahrscheinlichkeit zunimmt.

Bei der Entscheidung darf aber auch nicht ausser Augen gelassen werden, dass, wenn jetzt endlich die Landesgefahr kommt, für die wir uns seit 2½ Jahren bereithalten, für die wir Befestigungen bauen, Millionen über Millionen für Ergänzung und Vervollkommnung des Kriegsmaterials ausgeben und unser Volk durch längere Präsenzzeit, als ihm zusagt, unter den Fahnen behalten und durch das Fordern einer ernsteren Dienstauffassung und Erfüllung als sonst gebräuchlich war, in schlechte Laune versetzen, und wenn diese Landesgefahr jetzt unser Land wehrlos findet, dann gar nichts zu unserer Entschuldigung gesagt werden kann. Unser souveränes Volk wird den Hinweis auf die Tatsache, dass ihm die Präsenzzeit unter Fanne wirtschaftliche Schäden bringt und dem Land schwer zu tragende finanzielle Lasten auferlegt, und dass man daher glaubte, man müsse darauf Rücksicht nehmen, solange keine Sicherheit der Gefahr vorhanden, niemals als Entschuldigung annehmen, und ganz gleich werden wir vor der Nachwelt gerichtet sein.

Obgleich ich die Wahrscheinlichkeit, dass der eine oder andere unserer kriegführenden Nachbarn durch unser Land durchmarschieren will, wie gesagt für sehr gering achte, kann ich doch die Möglichkeit nicht leugnen und bin daher der Ansicht, dass wir auf diese Eventualität hin unsere ganze Armee sofort mobilisieren müssen, ganz gleich wie dies bei Kriegsbeginn 1914 geschah, obgleich damals alle kriegführenden Staaten uns die Respektierung unserer Neutralität zusicherten. Die Gefahr erachte ich jetzt grösser als damals, denn die jetzige Furcht vor einer feindlichen Durchmarschabsicht durch unser Land ist nicht in unsern Köpfen entstanden, sondern ist aus jenen Ländern, gegen deren böse Absicht wir uns wappnen müssen, durch Beschuldigung ihres Feindes hervorgerufen worden und wird aus denselben beständig weitergeschürt, und dabei hat sich auch die Militärleitung beteiligt. Solche einstweilen noch gänzlich aus der Luft gegriffene Anschuldigungen gegen den Gegner spricht keiner aus, der wenigstens nicht schon darüber nachgedacht hat, ob ihm nicht gleiches Handeln Vorteil

bringt, und dem seine Warnungen, wenn sie gänzlich unbeachtet bleiben, einen berechtigten Vorwand liefern, zu seiner eigenen Sicherheit in unser Land einzumarschieren.

Wie weit die bisherigen Versicherungen unserer Nachbarn oder erneut verlangte Versicherungen genügen, um fernerhin in unserem gegenwärtigen Zustand der Wehrlosigkeit gegen einen Überfall zu verharren, hat der Hohe Bundesrat zu entscheiden: nach meiner Meinung genügen sie nicht.

Sollte der Entscheid aber dahin lauten, dass wir uns auf die Eventualität nicht zu rüsten brauchen, dann sind auch all die Materialanschaffungen und alles andere, das wir beständig für Vermehrung unsere Wehrkraft tun, für diesen Krieg unnütz.

Indem ich das Vorstehende dem Hohen Bundesrat unterbreite, erkläre ich meine Bereitwilligkeit zu weiterer mündlicher Auskunft und Besprechung [1].

---

1. *Lors de sa séance du 16 janvier, le Conseil fédéral décide d'autoriser la mise sur pied de troupes. Cf.* 1004 1, E 264, n° 118.

253

E 2200 Paris 1/1433

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP Paris, 16 janvier 1917

A l'occasion d'une visite que je faisais, ce matin, à M. Jules Cambon, pour l'entretenir de diverses affaires courantes, j'ai demandé au Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères s'il avait maintenant quelques impressions sur la situation intérieure russe.

M. Jules Cambon m'a répondu qu'elle prenait un aspect de plus en plus révolutionnaire; on s'attendait, à Paris, à la révolution en Russie après la guerre, mais il semble que les choses marchent plus vite qu'on ne le supposait.

A Moscou, les vieux Russes sont de plus en plus violemment hostiles à la Cour et à tout l'entourage plus ou moins allemand qui, depuis un siècle, gravite autour de la Cour. La situation est la même dans la Douma qui a fait tomber Sturmer, puis Trépov, parce qu'ils ont conservé des éléments allemands dans le Gouvernement.

La situation à la Cour ressemble de plus en plus à celle de Louis XVI à la veille de la Révolution française. On se trouve en présence d'un empereur inintelligent comme Louis XVI et d'une impératrice étrangère, comme Marie-Antoinette, sympathisant, peut-être, autant qu'elle, avec les ennemis du pays, mais manifestement plus ou moins détraquée.

Il n'est guère contestable qu'elle ait été sous l'influence directe du pseudo-moine Raspoutine; était-il son amant? exerçait-il seulement sur elle une influence

hypnotique? En Russie, comme en Orient, en général, la vie humaine compte peu dans les temps de trouble; des Grands-Ducs, sentant la marée de la révolution monter, se sachant d'ailleurs, pour la plupart, fort impopulaires, ont monté l'assassinat de Raspoutine, assassinat qui est un coup direct contre l'Impératrice et la clique allemande de la Cour.

On n'ose pas penser à ce que sera la révolution en Russie; la Révolution française sera un jeu d'enfants en regard de ce qui paraît, incontestablement, se préparer. On ne peut encore prévoir quelles conséquences une révolution en Russie aura sur la guerre, bien que les révolutionnaires russes soient, sans conteste, des ennemis violents de l'Allemagne.

254

E 2001 (B) 1, 17

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Paris, 17 janvier 1917

Je vous avais écrit le 13[1] qu'à la suite d'un entretien privé avec M. Jules Cambon, celui-ci m'avait promis que nous recevrions une réponse toute différente de celle que les Anglais ont faite à la note suisse et aux notes scandinaves.

Hier soir, M. Briand m'a téléphoné de passer chez lui ce matin et m'a remis personnellement la note ci-jointe en double copie[2]. Il m'a autorisé à vous en télégraphier le contenu en clair.

M. Briand a accompagné la remise de cette note de commentaires aimables sur l'attitude de la Suisse en général, sur ce qu'elle a fait pour les victimes de la guerre en particulier, et a exprimé sa confiance absolue dans les mesures prises par notre pays pour la défense de sa neutralité. Il a ajouté qu'il n'y avait aucun motif actuel, pour que cette neutralité fût menacée par qui que ce soit.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

LES GOUVERNEMENTS ALLIÉS AU GOUVERNEMENT SUISSE

Copie
N Paris, 17 janvier 1917

Les Gouvernements alliés ont reçu la note du 22 décembre 1916[1], par laquelle le Gouvernement fédéral, se référant à la note adressée le 18 du même mois aux Puissances belligérantes par le Président Wilson, exprimait le désir d'appuyer auprès d'eux l'initiative du Président des Etats-Unis et,

---

1. *Cf. n° 235.*

dans son désir de voir la paix restaurée, se déclarait prêt à travailler à rapprocher les nations en guerre et à jeter les fondements d'une collaboration féconde entre les peuples.

Le monde entier connaît les efforts que la Suisse a généreusement poursuivis en vue de soulager les souffrances des internés, des grands blessés, et des évacués auxquels les soins les plus dévoués n'ont cessé d'être prodigués. Aussi les Gouvernements alliés rendent-ils hommage aux sentiments et aux intentions dont témoigne la communication du Gouvernement fédéral.

Leur attitude a été clairement définie dans la réponse qu'ils ont adressée, le 10 de ce mois, au Président Wilson. Le Gouvernement fédéral s'étant référé aux propositions américaines, les Gouvernements alliés ont l'honneur de lui communiquer ci-joint le texte de leur réponse[2]. Il voudra bien trouver dans ce document, accompagné de la note du Gouvernement belge[3], l'exposé des raisons pour lesquelles les Gouvernements alliés estiment qu'il ne leur est pas possible de répondre au vœu auquel la Suisse s'est associée.

---

2. *Non reproduit.*
3. *Non reproduit.*

255

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 70

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Paris, 23 janvier 1917

Le message du Président Wilson a été publié ce matin par la presse parisienne. J'ai voulu aller en parler à M. Jules Cambon, mais il n'est pas venu au Ministère.

M. Berthelot, le Père Joseph des derniers ministres des Affaires étrangères, m'a dit qu'il considérait ce message comme une manifestation individuelle, unilatérale d'un idéologue. Un Européen, professeur de droit international revenant d'une conférence à La Haye, n'oserait pas publier en Europe des rêveries de ce genre. Il n'est pas possible de prendre cela au sérieux.

Un ministre français, avec lequel j'avais à traiter ce matin d'autres affaires, m'a dit, en ayant soin de préciser qu'il parlait à titre archi-personnel et non comme membre du Gouvernement, qu'il considérait le message du Président Wilson avec son cœur. Il y trouve notamment la pensée qu'il faut éviter l'écrasement d'un des groupes belligérants, parce que ce serait provoquer la revanche et faire recommencer la guerre; cette pensée est juste, a-t-il dit. Allons-nous faire tuer un million d'hommes et dépenser cent milliards pour nous trouver, peut-être, dans quelques mois, à peu près au même point qu'actuellement? Ne convient-il pas d'examiner sérieusement si cette hécatombe ne peut pas être évitée? Au fond, après la bataille de la Marne et alors que les Allemands avaient manqué leur but, on aurait dû traiter; on aurait pu peut-être obtenir alors la même paix qu'on obtiendrait aujourd'hui ou qu'on obtiendra dans quelques mois après de nouveaux et effroyables sacrifices d'hommes et d'argent. A ce point de vue, le message Wilson peut et doit être pris en très grande considération.

Le représentant à Paris d'un des gouvernements alliés me dit qu'il est difficile de partager l'opinion de M. Berthelot, car les Etats-Unis représentant pour les

Alliés une masse si puissante, il leur est si facile d'exercer une action décisive en ralentissant les arrivages de munitions, de céréales, de pétrole et de fonds, qu'on ne peut et ne doit pas les froisser.

A première vue et après un examen malheureusement superficiel, car j'ai dû recevoir du public sans interruption depuis ce matin et notre chancellerie a été envahie par les mobilisés, à première vue, dis-je, on peut relever dans le message, à côté d'un sentiment de très grand orgueil des Etats-Unis, quelques idées importantes pour notre pays. La première est qu'il ne faut pas d'écrasement d'un groupe de belligérants. Or pour la Suisse ce point serait capital puisque, dans l'intérêt de notre indépendance et de notre commerce extérieur, nous avons besoin à la fois d'équilibre et d'acheteurs à l'étranger; je vois bien que le Président Wilson ne veut plus parler d'équilibre, mais lorsqu'il demande qu'il n'y ait plus d'écrasés, cela aboutit en fait à un certain équilibre.

Le second point est la liberté de commerce maritime et le libre accès à la mer pour tous. Ici, on interprète ce dernier passage comme signifiant que la Russie devra pouvoir passer les Détroits du Bosphore et des Dardanelles; est-il exagéré de supposer que le Président a pensé à la Suisse et peut-être à la Serbie? Dans cet ordre d'idées, l'Angleterre du temps de Salisbury avait, il y a vingt ans, émis confidentiellement l'opinion qu'il pourrait être dans l'intérêt du monde d'internationaliser certains points dangereux, s'ils sont placés entre les mains d'une grande Puissance; mais je suppose qu'elle visait Panama et l'accord ne s'étant pas fait pour l'internationalisation de Panama, l'Angleterre a mis la main sur l'Egypte en même temps qu'elle laissait les Etats-Unis mettre la main sur Panama. Reprendrait-on ce programme avec une armée internationale pour occuper les points critiques?

Quant à l'idée de l'égalité des Etats et du respect des petits Etats, évidemment, nous ne pouvons que saluer avec satisfaction ce qu'écrit à ce sujet le Président Wilson, comme aussi ce qu'il écrit au sujet du droit des peuples de disposer eux-mêmes de leur sort; mais l'Angleterre n'a pas fait voter les Boers avant de les annexer, pour ne parler que des Boers. Je ne crois pas que les Etats-Unis aient fait voter les habitants du Texas, de la Californie, de l'Arizona ou des Philippines et la manière dont ils traitent le Mexique augmente mon scepticisme. Je ne vois pas la Russie faisant voter par les Turcs de Constantinople leur annexion à l'Empire des Tsars et en France il est entendu qu'on ne ferait pas voter les Alsaciens parce qu'il s'agit seulement de recouvrer une province volée. Enfin, toute l'organisation d'Etats-Unis d'Europe ou d'Etats-Unis du monde est formulée en termes tellement vagues qu'il est impossible de se rendre compte clairement de ce que le Président Wilson a en vue.

Ce qui me paraît le plus important dans le message, c'est que le Président, non seulement ne se décourage pas, mais insiste pour connaître les prétentions de *toutes* les parties en guerre et surtout, je le répète, pose en principe qu'il ne faut pas d'écrasement si l'on veut arriver à une paix durable. Sur ce terrain, le message vise des résultats pratiques, pouvant amener rapidement la fin des hécatombes et le ton général semble impliquer l'arrière-pensée d'insister; le Président a enveloppé suffisamment sa pensée pour qu'il n'y ait pas encore là une offre de médiation américaine qui peut inquiéter les Européens, mais il semble faire sentir un

commencement de pression. A cet égard, la note me paraît habile parce que volontairement vague. Dans les milieux intransigeants on partagera ici l'opinion de M. Berthelot; je ne crois pas que les peuples, et notamment les peuples belligérants, considéreront le message comme une quantité négligeable.

Le temps m'a manqué, je le répète, pour réfléchir et pour me renseigner, mais j'ai pensé qu'il convenait de profiter du départ du courrier ce soir pour jeter sur le papier ces quelques réflexions.

256

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Friede — Washington, 25. Januar 1917

Seit meinem Berichte vom 12. Januar[1] ist die französische Post vom 19. Januar ausgefallen. Ich war heute früh eben daran, einen Rapport über die zwei verflossenen Wochen zu beginnen, als Ihre schwerwiegende Kabelanfrage[2], wie ich Wilsons neuestes Vorgehen beurteile und was von ihm weiter zu erwarten sei, einlief.

Ich gab Ihnen mit Kabel Nr. 50[3] in Kürze meine Meinung und beehre mich, darüber ausführlicher folgendes zu melden.

Wie schon aus meinem Berichte vom 12. Januar hervorgegangen ist, hat der Präsident eine bedeutende Schwenkung nach der Seite der Zentralmächte vollzogen. Die Gründe hiefür erblicken die einen darin, dass es Wilson bewusst geworden sei, dass er doch nur auf den Frieden hin wieder gewählt wurde, dass es mit der Prosperität nicht so weit her sei, dass die Nahrungsmittelfrage sich täglich ernster gestalte und dass die amerikanischen Interessen durch England immer mehr bedroht werden. Andere sagen, dass Wilsons tief verletzte Eitelkeit den ganzen Umschwung hervorgebracht habe, nachdem er bei der Falschmeldung von Hughes' Ernennung in den Leitartikeln die Freude der Engländer widergespiegelt fand, als sie glaubten, ihn «losgeworden» zu sein.

Jedenfalls findet in seiner Friedensbotschaft, vom 22. Januar, das alliierte Programm einer territorialen Schwächung Deutschlands, Zerstückelung Oesterreich-Ungarns und eine gänzliche Vertreibung der Türkei aus Europa, eine scharfe Zurückweisung, namentlich in dem obersten Satze, dass es ein Friede ohne Sieg sein müsse. Weiterhin wird die Forderung, dass die Freiheit der Meere die

---

1. *Cf. n° 251.*
2. *Il s'agit d'un télégramme de la Division des Affaires étrangères du Département politique du 24 janvier 1917 qui disait:* Wie beurteilen Sie Wilsons neuestes Vorgehen und was ist weiter zu gewärtigen? *Cf.* E 2001 (B) 1, 81.
3. *Non reproduit.*

Conditio sine qua non sein müsse für einen dauernden Frieden, als eine direkte Ablehnung britischer Aspirationen gedeutet.

Wohl die wichtigste Stelle in der Rede Wilsons lautet: «Diese Schlichtung kann jetzt nicht mehr länger aufgeschoben werden.» Der Präsident hat hiemit eine Zeitfrist gesetzt, und seine Rede erhält dadurch den Charakter eines Ultimatums.

Die übrigen Punkte des Wilsonschen Programms lassen sich in ihrer Tragweite weniger klar erkennen. Was die Hauptfrage dieses Nebenteiles des Programmes anbelangt, nämlich die bestimmende Mitwirkung der Vereinigten Staaten an dem Friedensschlusse und an der Sicherung eines dauernden Friedens, so ist dies zunächst eine rein amerikanische Frage. Diese kann vom Präsidenten allein nicht gelöst werden, da er hiezu der Zustimmung mindestens des Senates, vielleicht sogar beider Häuser des Kongresses bedarf.

Dasselbe trifft auch auf den Schluss der Rede zu, nämlich auf die Umwandlung der Monroe-Doktrin, aus der amerikanischen zu einer Weltdoktrin. Diese beiden häuslichen Fragen werden das amerikanische Volk tiefer berühren wie keine andere Frage, die seit dem Bürgerkriege zur Diskussion gestellt wurde.

Eine andere Frage, nämlich die Gleichstellung der Nationen nicht auf Grund ihrer territorialen Grösse, sondern im Sinne einer Gleichheit der Rechte, ist ein Grundsatz, der namentlich den kleineren Nationen sehr angenehm zu hören sein wird, denn damit wird ihnen Sitz und Stimme im Rate der Völker zugewiesen und ihnen ein Gewicht der Entscheidung eingeräumt, wie sie es bisher nicht besassen. Auch diese Frage wird vom amerikanischen Standpunkte aus scharf unter die Lupe genommen werden, denn diese Doktrin steht in einem zu auffälligen Widerspruch mit der Tradition der amerikanischen Haltung den süd- und mittelamerikanischen Schwestern gegenüber und kontrastiert scharf mit den Vorgängen, die sich gerade in den letzten Jahren in Mexico, San Domingo, Haïti, Columbien und Nicaragua abgespielt haben. Immerhin dürfte der hier zum ersten Mal ausgesprochene Gedanke einen freudigen Wiederhall selbst unter den Grossmächten wachrufen.

Eine weitere Frage ist die beliebte amerikanische Theorie, dass die Regierenden die Zustimmung der Regierten haben sollten. Mit dieser Frage wird der Finger auch an einige wunde Stellen in der amerikanischen Geschichte gelegt. Die Form, in welcher sie von Wilson vorgelegt worden ist, scheint mehr rhetorisch und akademisch als praktisch zu sein. Selbst die zustimmenden Äusserungen in Amerika erinnern Wilson daran, dass auf diesem Kontinente diesem Prinzipe nicht immer nachgelebt worden ist und dass erst in der letzten Woche der dänisch-westindische Verkaufsvertrag zustande kam, der das Kaufobjekt, nämlich die Bewohner von Dänisch-Westindien, in keiner Weise befragt hat, ob ihnen der Flaggenwechsel angenehm ist. Die Philippinen, Hawaii, Texas sind andere Beispiele, hinter die ein grosses Fragezeichen gesetzt werden muss. Wie sich der Präsident nun die Neuordnung der Dinge in Europa denkt, kann nicht einmal andeutungsweise gesagt werden. Mag sein, dass er sich der Schwierigkeit der Aufgabe selbst nicht bewusst ist, oder er hat die Frage aufgeworfen, um die Diskussion so breit als möglich zu gestalten.

Die Frage des freien Zutritts zu den Meeren für alle Nationen scheint haupt-

sächlich eine Forderung Russlands erfüllen zu sollen. In ihrem praktischen Ende dürfte sie nach hiesiger Auffassung eine Öffnung und Neutralisierung der Dardanellen und damit eine Entlassung Russlands aus seiner Schwarzmeerhaft bezwekken. Die Zentralmächte haben anscheinend dem Präsidenten ihre Zustimmung zu einer solchen Lösung bekanntgegeben. Wie England sich dazu stellt und wie es namentlich die damit bedingte Wiederrufung des Berliner Vertrages von 1878 aufnehmen würde, wird sich erst später zeigen. Äusserungen aus britischen Kreisen lassen erkennen, dass England mit dieser Forderung Wilsons an einem sehr wunden Punkte getroffen worden ist. Die Freunde von heute können bekanntlich die Feinde von morgen werden! Sollte das Prinzip einmal aufgestellt und in einem gewissen Falle, wie hier im russischen Falle, praktisch geworden sein, dann werden natürlich andere Nationen, denen bisher der Zugang zum Meere verlegt war, an den Segnungen teilnehmen, da ja gerade von diesen Prinzipien die Dauer des künftigen Friedens abhängen soll. Es würde dann auch der Suez-Kanal, die Malacca-Straits und schliesslich der Panama-Kanal frei werden müssen.

Die Aufnahme der Rede in Amerika ist, wie sich von Tag zu Tag deutlicher zeigt, streng nach parteipolitischen Scheidelinien geteilt. Die Demokraten stellen sich geschlossen und begeistert hinter den Präsidenten. Die Republikaner dagegen, mit etwa einem halben Dutzend Ausnahmen, fallen Wilson wütend in die Flanke. Ob diese republikanische Haltung lediglich dem politischen Gegner gilt oder ob sich darin eine empfindliche Verletzung republikanischer Privatinteressen offenbart, ist schwer zu sagen. Wenn man indes bedenkt, dass die finanzielle Grossmacht Amerikas, die Grossindustrie und die während des Krieges neu geschaffene Kriegsindustrie beinahe ausschliesslich in republikanischen Händen liegt, dass die Hauptmasse der Börsenspekulanten und des Handels ebenfalls der republikanischen Partei angehört oder zuneigt und dass schliesslich gerade diese Kreise während der letzten Wahl alle Hebel ansetzten, um Wilson zu schlagen, dann wird sich das Motiv der republikanischen Gegnerschaft gegen die Wilsonsche Rede leichter erkennen lassen.

In den beiden diplomatischen Lagern ist man natürlich zurückhaltend und überlässt die Kommentierung der Rede den heimischen Regierungen und der heimischen Presse. Immerhin kann ein Reflex der heimischen Stimmung in den Washingtoner diplomatischen Kreisen gefunden werden. Die alliierten Botschaften haben sich ziemlich ungeschminkt ablehnend verhalten, während die deutsche Botschaft mit dem Ausdruck der Befriedigung darüber nicht zurückhielt, dass die Rede deutsche Gedankengänge sowohl wie deutsche Forderungen in bemerkenswertem Grade widerspiegle.

Von Senator Lodge, der den ausgesprochensten alliierten Standpunkt einnimmt, wird zuverlässig berichtet, dass er gesagt habe, Wilsons Rede sei antibritisch und sei dazu bestimmt, auch das Land antibritisch zu machen. Die östliche Presse der Vereinigten Staaten scheint der Auffassung von Lodge zu sein, denn, die *New York Tribune,* der *Herald, Sun, Globe,* die Bostoner Blätter, das *Providence Journal* (das Mundstück der britischen Botschaft) und auch andere Parteigänger weiter landeinwärts betrachten die Rede als eine Rückenstärkung der Zentralmächte.

Über das europäische Echo derselben sind Sie besser unterrichtet als wir hier.

Die Meinung ist hier ziemlich verbreitet, dass die Ergänzungsnote Balfours und ein Interview, welches Poincaré dem Pariservertreter der *Associated Press* gegeben hat, den üblen Eindruck der alliierten Note etwas hätte verwischen sollen. Die Rede Wilsons sei aber schon acht Tage vorher geschrieben und abgesandt gewesen.

Auf Ihre Frage, was weiter zu gewärtigen sei, ist es angesichts des strengen Geheimnisses, welches sich das Weisse Haus und das Staatsdepartement auferlegt haben, sehr schwer, eine Antwort zu geben. Aus den neuesten Entwicklungen geht hervor, dass der Präsident in der Audienz vom 9. Januar mir nicht ganz den Tatsachen entsprechend geantwortet hat. Er hat damals die Bedingungen, unter denen die Zentralmächte zum Frieden geneigt waren, wohl gekannt, und ich erfahre aus sonst wohlinformierter Quelle, dass Graf Bernstorff vorgestern die Äusserung getan habe, dass schon in vier Wochen die Einberufung der Konferenz erwartet werden könne. In meinem Kabel schwächte ich diese überraschende Aussage etwas ab, dachte aber immerhin gut zu tun, Ihnen davon Kenntnis zu geben.

257

E 1004 1/264

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 janvier 1917[1]

225. Internierung von Familienvätern

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 22. Januar 1917

Am 1. September 1916 hat der Bundesrat beschlossen[2], trotz vielfacher gegen die angeregte Internierung von Familienvätern bestehender Bedenken, das diesbezügliche Ansuchen der französischen Regierung nicht ohne weiteres ablehnend zu beantworten, sondern sich darauf zu beschränken, unpräjudizierlich der definitiven Stellungnahme sich bereit zu erklären, die Anregung zum Gegenstande einer einlässlichen Untersuchung zu machen. Es ging danach eine vom Bundesrate genehmigte Note an die französische Botschaft ab, in welcher unter anderem statistische Angaben über die Zahl der Gefangenen verlangt wurden, welche für diese Internierung in Frankreich und Deutschland in Frage kämen. Seither fanden zahlreiche Besprechungen mit den Vertretern beider Länder wie des Heiligen Stuhles statt, doch ist das verlangte statistische Material ausgeblieben.

Anlässlich des Aufenthaltes des Generalmajors Friedrich, Chef des Unterkunftsdepartements des preussischen Kriegsministeriums, in Bern, einigte man

1. *Etait absent: L. Forrer.*
2. *Cf. n° 209.*

sich dahin, dass vorläufig ein Versuch mit einer kleinen Anzahl Familienväter gemacht werden sollte. Am 24. Dezember 1916 teilte daraufhin die Deutsche Gesandtschaft dem Politischen Departemente mit, die Kaiserliche Regierung sei bereit, 100 kriegsgefangene Franzosen, die über 18 Monate in Gefangenschaft und Väter von mindestens drei Kindern sind, in die Schweiz zu internieren, und zwar unter der Voraussetzung, dass Frankreich volle Gegenseitigkeit gewähren werde.

Die französischen Behörden sind geneigt, auf den deutschen Vorschlag einzutreten.

Das Politische Departement vertritt die Ansicht, dass auf die besonders traurige Lage und moralische Depression, in der sich die gefangenen Familienväter laut übereinstimmenden Berichten der in den Gefangenenlagern tätigen schweizerischen Geistlichen befinden, Rücksicht genommen werden sollte.

Es wird *beschlossen:*

Es sollen lediglich versuchsweise und ohne irgendwelche Verbindlichkeit für die Zukunft und eine spätere Ausdehnung der Zahl, je hundert deutsche und französische Kriegsgefangene, die seit über 18 Monaten gefangen und Väter von mindestens drei Kindern sind, unter den für die Internierung geltenden Bedingungen, in der Schweiz aufgenommen werden.

258

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Pétrograd, 13/26 janvier 1917

En vous confirmant mon télégramme n° 15 [1] expédié en réponse à votre dépêche [2] et ainsi libellé: «Croyons pas à danger immédiat. Situation difficile, sérieuse», j'ai l'honneur de vous adresser les renseignements suivants: Ce qui fait la gravité de la situation politique actuelle c'est l'opposition fondamentale qui existe entre le Conseil des Ministres actuellement en fonction et la majorité de la Douma d'Empire. Le cabinet actuel comprend comme président (sans portefeuille) le Prince Michel Galitzine, dont l'activité en dernier lieu s'exerçait dans les institutions de la Croix-Rouge russe. Rien dans ses fonctions antérieures ne semblait le désigner pour le poste élevé auquel la faveur impériale l'a appelé. On raconte même que le rescript impérial lui conférant la Présidence du Conseil a d'abord été porté à un homonyme, le Prince Galitzine-Mourasine connu comme littérateur. Le Prince Michel Galitzine par ses opinions politiques appartient au parti ultra-

1. *Il s'agit du télégramme expédié le 24 janvier 1917. Non reproduit.*
2. *Il s'agit d'un télégramme sans numéro du 22 janvier 1917 qui disait:* Unsere Gesandtschaften in Rom und Paris lassen uns pessimistische Berichte über die innere Lage in Russland zukommen. Was wissen Sie davon?

conservateur. On lui attribue ce propos que le seul homme qu'il estimât à la Douma était Markov II, interrupteur incorrigible qui fut dernièrement exclu de la Chambre pour 30 séances, après avoir insulté en pleine séance le Président de la Douma Rodzianko. Comme Ministre de l'Intérieur il y a Protopopov, ancien vice-président de la Douma, grand industriel, fort riche. On dit à son sujet que l'Empereur, trompé par l'ex-premier Stürmer qui l'aurait recommandé à Sa Majesté comme pouvant par ses antécédents servir de pont entre le Gouvernement et la Douma, se serait laissé guider par cette considération dans le choix du ministre (au début gérant du Ministère) de l'Intérieur. Or, Protopopov est au plus mal avec la Douma; je crois déjà vous avoir signalé le fait qu'à une réception au Palais le Président Rodzianko aurait refusé de lui donner la main et d'avoir aucun entretien avec lui, et que le ministre a été rayé de la liste des membres de la fraction (octobriste) dont il faisait partie.

On se demande donc comment l'Empereur, qui a souligné dans son rescript au Président du Conseil la nécessité d'une collaboration étroite du Gouvernement et des Chambres législatives pour l'application de toutes les forces du pays à ce but primordial, la guerre conduite jusqu'à une victoire complète, comment, dis-je, le chef de l'Etat peut se représenter cette collaboration entre un Ministère où figurent le Prince Galitzine et M. Protopopov et la Douma d'Empire présidée par M. Rodzianko qui interdit à Protopopov de lui adresser la parole.

En fait, les Chambres qui devaient se réunir le 12 janvier, sont prorogées au 14 février et si l'on en croit les bruits qui courent, ne seront pas même convoquées pour cette dernière date. Si cependant elles siègent à partir du 14 février, on s'attend à des démonstrations très violentes contre le Ministère et dans ce cas la dissolution serait imminente. Comment l'opinion publique accueillera-t-elle une semblable mesure? S'il s'agissait d'un autre pays, on dirait qu'une crise politique redoutable s'en suivrait. Mais en Russie! Vous trouveriez plus d'une personne bien placée pour juger les évènements, qui vous dirait: bah! Certains journaux crieront (dans la mesure où la liberté de crier leur sera laissée), puis le bruit s'apaisera et la bureaucratie continuera comme par le passé à expédier tant bien que mal, plutôt mal que bien, les affaires courantes.

L'extrême renchérissement des denrées aidant, y aura-t-il des émeutes partielles, comme il y en eut une à Moscou dans les premiers jours de janvier, à ce que l'on assure? C'est fort possible. Fera-t-on appel à la troupe? Et la troupe marchera-t-elle? C'est probable. Des détachements de cosaques ont déjà fait leur apparition sur certaines artères. Ceux-là ne demandent qu'à frapper à coups de *nagaïka*. On a beaucoup parlé de l'esprit révolutionnaire qui animerait la garde impériale dont le chef est le Grand-Duc Paul. Le fils de ce dernier Dimitri Pavlovitch, dont il a été question à propos du meurtre de Raspoutine, vient d'être mis en disgrâce et renvoyé dans un gouvernement éloigné. Il en est de même du Grand-Duc Nicolas Nicolaievitch connu comme amateur d'art et d'histoire, mais qui est considéré comme un esprit dangereux et n'a pas de sympathie à la Cour.

L'existence d'un parti de fronde, dans une partie de la famille impériale, paraît hors de doute. Mais il semble que l'Empereur, très isolé au sein de la famille impériale, se serait ressaisi et ait fait acte d'autorité à l'égard des collatéraux récalci-

trants. Les personnes qui reviennent du front ne donnent pas de mauvais renseignements sur l'état d'esprit des troupes en général.

Ce qui serait le plus néfaste, ce serait une grève des employés des chemins de fer qui arrêterait tout le ravitaillement de l'armée et celui de l'arriére. Mais tout ce qui est chemin de fer est militarisé et des tentatives de sabotage ou de grève des bras croisés seraient impitoyablement réprimées. Ici encore tout dépend de l'état d'esprit des troupes.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que, malgré les atteintes subies par le prestige du trône, il existe encore dans le peuple russe une sorte de crainte révérentielle de la personne du Tsar souverain temporel et spirituel.

La bureaucratie, cette lourde et volumineuse organisation gouvernementale, très intéressée au maintien du régime actuel, peut aussi être comptée au nombre des éléments de résistance à tout mouvement politique sérieux. Les bancs de l'Université sont déserts, les étudiants ayant été recrutés pour l'armée: c'est un foyer d'agitation de moins.

Les ouvriers, qui travaillent en grand nombre pour les usines de guerre, gagnent des salaires de 10 à 15 roubles par jour en sorte qu'ils ne se plaignent pas matériellement.

Je ne crois donc pas, en résumé, que tant que la guerre durera il puisse se produire un changement dynastique, ni une révolution sociale pour laquelle l'organisation manquerait actuellement. Quand viendra la paix, surtout si elle ne satisfait pas les ambitions russes, il pourra bien y avoir des comptes à régler entre le pouvoir et la société. Mais nous n'en sommes pas encore là.

259

E 2200 Washington 9/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie de réception
T n° 47

Bern, 31. Januar 1917

Ersuchen Sie Präsident Wilson für den neuen Schritt zugunsten des Friedens durch seine Botschaft an Senat Dank des Bundesrates auszusprechen.

Legen Sie ihm die Frage nahe, ob nicht die Sache des Friedens mächtig gefördert werden könnte, wenn die Grundlagen der internationalen Rechtsordnung, von welcher seine Botschaft spricht, zunächst auf Grund eines von ihm zu entwerfenden Programmes in einer Konferenz der Neutralen diskutiert und vorbereitet würden.

Beizug der Kriegführenden zur Behandlung dieser Frage ist heute praktisch wohl nicht erreichbar.

Wird sie aber jetzt nicht vorbereitet, so besteht, nachdem der Friede zwischen Kriegführenden geschlossen, Gefahr, dass dann internationale Organisation *ad calendas graecas* vertagt.

260

E 1004 1/264

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er février 1917[1]

269. Deutsche Note betreffend die Blockade

Politisches Departement (Auswärtiges)
Mündlich

Der Gesandte des Deutschen Reiches hat dem Herrn Vorsteher des Politischen Departementes gestern eine Note[2], die dieser im Wortlaute zur Kenntnis bringt, überreicht.

Die Note ist ihrem wesentlichen Inhalte nach eine Antwort auf die Absage der Ententemächte, die dem Friedensangebot der Zentralmächte zu Teil geworden ist. Sie kündet die rücksichtslose Anwendung aller Kriegsmittel an. Eine begleitende Denkschrift enthält die Anzeige einer Blockade der Küsten der Ententeländer vom hohen Norden bis zum Süden, d. h. bis zum und im Mittelländischen Meere.

Den Angaben über die Anordnung der Blockade ist zu entnehmen, dass der Hafen Cette frei bleiben wird.

Für die Schweiz ist die Ankündigung der Blockade eine Massnahme von unabsehbarer Tragweite und schweren Folgen.

Als erste Entscheidung schweizerischerseits schlägt Herr Bundesrat Hoffmann vor, eine Protestnote gegen die völkerrechtswidrige Massregel an die Zentralmächte zu richten. Der deutsche Gesandte hat allerdings eine freundliche und entgegenkommende Durchführung der Schweiz gegenüber in Aussicht gestellt. Allein in bezug auf die Ausfuhr überhaupt und die Einfuhr der Rohstoffe für die Industrie ist die schwere Schädigung unvermeidlich.

Als weitere Vorkehrung kommt die Aufklärung des Publikums in Betracht, das über die Gefahr der Reise in den blockierten Gegenden für Personen und Waren aufgeklärt werden muss.

Des fernern wird Fühlung mit den Regierungen der übrigen neutralen Staaten zu suchen sein.

Schliesslich werden die beteiligten Departemente zusammentreten müssen, um sich über die Anordnungen, die zu treffen sind, zu vereinbaren. Es handelt sich vor allem um das Militär-, Volkswirtschafts- und das Politische Departement. Es wird unter anderm wohl kein besserer Ausweg bleiben, als den gesamten Frachtverkehr zu zentralisieren und vor allem zu suchen, ausser dem Hafen Cette, der für sich allein nicht genügen wird, noch andere Häfen, z. B. Barcelona, benützen zu können.

Ebenso wird es unvermeidlich sein, an die Einschränkung des Konsums z. B. durch die Einführung von Brot- und Zuckerkarten zu denken.

---

1. *Etaient absents: F. Calonder, L. Forrer, E. Müller.*
2. *Reproduit en annexe. La note est adressée au Président de la Confédération, E. Schulthess.*

Die zuständigen Departemente werden sich bestimmte Anträge vorbehalten müssen.

Der Bundesrat nimmt von den Mitteilungen des Politischen Departementes Kenntnis. Er ist damit einverstanden, eine Protestnote zu erlassen[3], und auch einverstanden, des weiteren so vorzugehen, wie es von dem Herrn Vorsteher in seinem mündlichen Auseinandersetzungen angedeutet ist.

---

3. *Cf. n° 270.*

E 2001 (B) 1, 76

ANNEXE

Le Ministre d'Allemagne à Berne, G. Romberg,
au Président de la Confédération, E. Schulthess

N Nr. 750 Bern, 31. Januar 1917

Euerer Exzellenz beehre ich mich im Auftrage der Kaiserlichen Regierung ganz ergebenst Folgendes mitzuteilen:

Deutschland und seine Verbündeten hatten sich in der Note vom 12. Dezember 1916 bereit erklärt, alsbald in Friedensverhandlungen mit ihren Gegnern einzutreten. Sie hatten dabei als Grundlage die Sicherung des Daseins, der Ehre und der Entwicklungsfreiheit ihrer Völker bezeichnet. Ihre Pläne waren, wie sie ausdrücklich betont, nicht auf die Zerschmetterung oder Vernichtung der Gegner gerichtet und nach ihrer Überzeugung mit den Rechten der anderen Nationen wohl vereinbar. Was insbesondere Belgien anlangt, so hatte der Reichskanzler wenige Wochen zuvor erklärt, dass eine Einverleibung Belgiens niemals in Deutschlands Absichten gelegen habe. Deutschland wollte in dem mit Belgien zu schliessenden Frieden lediglich Vorsorge dafür treffen, dass dieses Land, mit dem die Kaiserliche Regierung in guten nachbarlichen Verhältnissen zu leben wünscht, von den Gegnern nicht zur Förderung feindlicher Anschläge ausgenutzt werden kann. Solche Vorsorge ist um so dringender geboten, als die feindlichen Machthaber in wiederholten Reden und namentlich in den Beschlüssen der Pariser Wirtschaftskonferenz unverhüllt die Absicht ausgesprochen haben, Deutschland auch nach Wiederherstellung des Friedens nicht als gleichberechtigt anzuerkennen, vielmehr systematisch weiter zu bekämpfen.

An der Eroberungssucht der Gegner, die den Frieden diktieren wollen, ist der Friedensversuch der vier Verbündeten gescheitert. Unter dem Aushängeschild des Nationalitätenprinzips haben sie als Kriegsziel enthüllt, Deutschland, Österreich-Ungarn, die Türkei und Bulgarien zu zerstückeln und zu entehren. Dem Versöhnungswunsch stellt sie ihren Vernichtungswillen entgegen. Sie wollen den Kampf bis aufs äusserste.

So ist eine neue Sachlage entstanden, die auch Deutschland zu neuen Entschlüssen zwingt. Seit zweieinhalb Jahren missbraucht England seine Flottenmacht zu dem frevelhaften Versuch, Deutschland durch Hunger zur Unterwerfung zu zwingen. In brutaler Missachtung des Völkerrechts unterbindet die von England geführte Mächtegruppe nicht nur den legitimen Handel ihrer Gegner; durch rücksichtslosen Druck nötigt sie auch die neutralen Staaten, jeden ihr nicht genehmen Handelsverkehr aufzugeben oder den Handel nach ihren Vorschriften einzuschränken. Die Bemühungen, die unternommen worden sind, um England und seine Bundesgenossen zur Rückkehr zum Völkerrecht und zur Achtung vor dem Gesetz der Freiheit der Meere zu bewegen, sind der Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft bekannt. Die englische Regierung verharrt trotzdem bei ihrem Aushungerungskrieg, der zwar die Wehrkraft des Gegners nicht trifft, aber Frauen und Kinder, Kranke und Greise zwingt, um ihres Vaterlandes willen schmerzliche, die Volkskraft gefährdende Entbehrungen zu erdulden. So häuft britische Herrschsucht die Leiden der Welt unbeküm-

mert um jedes Gebot der Menschlichkeit, unbekümmert um die Proteste der schwergeschädigten Neutralen, unbekümmert selbst um die stumme Friedenssehnsucht bei den Völkern ihrer Bundesgenossen. Jeder Tag, den das furchtbare Ringen andauert, bringt neue Verwüstungen, neue Not und neuen Tod. Jeder Tag, um den der Krieg abgekürzt wird, erhält auf beiden Seiten tausenden tapferen Kämpfern das Leben und ist eine Wohltat für die gepeinigte Menschheit. Die Kaiserlische Regierung würde es vor ihrem eigenen Gewissen, vor dem deutschen Volk und vor der Geschichte nicht verantworten können, wenn sie irgendein Mittel unversucht liesse, das Ende des Krieges zu beschleunigen. Sie hatte den Wunsch und die Hoffnung, dieses Ziel durch Verhandlungen zu erreichen. Nachdem der Versuch zur Verständigung von den Gegnern mit verschärfter Kampfansage beantwortet worden ist, muss die Kaiserliche Regierung, wenn sie in höherem Sinn der Menschheit dienen und sich an den eigenen Volksgenossen nicht versündigen will, den ihr von neuem aufgedrungenen Kampf ums Dasein nunmehr unter vollem Einsatz aller Waffen fortführen. Sie muss daher auch die Beschränkungen fallenlassen, die sie sich bisher in der Verwendung ihrer Kampfmittel zur See auferlegt hat.

Im Vertrauen darauf, dass das schweizerische Volk und seine Regierung sich den Gründen dieses Entschlusses und seiner Notwendigkeit nicht verschliessen werden, hofft die Kaiserliche Regierung, dass die Schweiz die neue Sachlage von der hohen Warte der Unparteilichkeit würdigen und auch an ihrem Teil mithelfen wird, weiteres Elend und vermeidbare Opfer an Menschenleben zu verhüten.

Indem ich wegen der Einzelheiten der geplanten Kriegsmassnahmen zur See auf die anliegende Denkschrift[1] Bezug nehmen darf, benutze ich diesen Anlass, um Euerer Exzellenz den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

1. *Non reproduit.*

261

E 2001 (B) 1, 76

La Légation de Suisse à Vienne à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Wien, 1. Februar 1917, 7.30 Uhr

Bestätige mein Telegramm vom 31[1]. Auf dem Auswärtigen teilt man mir mit, dass der Blocus der französischen Küste, auch der Mittelmeerküste, Sache der deutschen Marine sei. Man nimmt an, dass die Küste von Punkt E des Epiguettes bis zur spanischen Grenze im Hinblick auf die Verproviantierung der Schweiz offengelassen worden ist. Dies sei aber eine deutsche Angelegenheit, von der man in Wien nichts Genaueres wisse. Auf dem Ministerium wird mir bestätigt, dass anlässlich der letzten Wirtschaftskonferenzen in Berlin die Verproviantierung der Schweiz durch die Zentralmächte in Betracht gezogen worden ist. Auf dem Ministerium traf ich den türkischen Botschafter, der mir aus eigenem Antrieb mitteilte, er habe dem Grafen Czernin vorgeschlagen, der Schweiz einige tausend Wagen rumänischen Getreides aus dem gemeinsamen Besitz der Zentralmächte abzutreten. Czernin habe sich dieser Anregung gegenüber günstig gezeigt. Teilen Sie mir mit, ob ich diese Idee verfolgen soll und welche Stellung ich einnehmen soll gegenüber der neuen Phase des Unterseebootkrieges.

1. *Non reproduit.*

262

E 2200 Washington 9/1

La Légation de Suisse à Washington
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 67

Washington, 1. Februar 1917, 17 Uhr

Wilson niedergeschlagen über ganz unerwartetes deutsches Vorgehen. Interessiert sich sehr für Ihre Frage[1], will sich darüber aber erst äussern, nachdem Lage mit Deutschland geklärt ist. Wilson wünscht zu wissen, ob Sie heute nach der deutschen Aktion noch gleiche Vorschläge machen. Wilson könne noch nicht sagen, welche Antwort Deutschland gegeben werde, ein Entschluss erfolge frühestens nächste Woche. Wilson empfängt mich wieder, sowie Ihre Antwort eintrifft.

1. *Cf. n° 259.*

263

E 2200 Washington 9/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation du Suisse à Washington

Copie de réception
T n° 60

Bern, 3. Februar 1917
(*Ankunft:* 4. Februar 1917, 8 Uhr)

Nach Deutschlands Aktion scheint mir Verbreitung neuer Grundlagen für internationale Rechtsordnung seitens der Neutralen um so wünschbarer. Blockade durch Deutschland schafft für die Schweiz fast unerträgliche Verhältnisse, da Import und Export nur auf einzigen kleinen Hafen Cette angewiesen sein werden.

Verproviantierung äusserst erschwert. Export unterbunden und industrielle Tätigkeit lahmgelegt. Unsere Lage daher sprechendes Beispiel für die Notwendigkeit im Sinne der Postulate [*in*] Wilsons Botschaft, den Neutralen für die Zukunft eine würdigere rechtliche und tatsächliche Situation zu garantieren.

264

E 2001 (B) 1, 76

Le Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, P.A. Stovall,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

N Bern, February 4, 1917

Pursuant to telegraphic instructions from my Government. I have the honor to inform Your Excellency that, in view of the recent announcement of the German Government of its intention to renew indiscriminate submarine warfare, my Governement has no alternative but to pursue the course laid down in its note to the German Government on April 18, 1916. It will therefore recall the American Ambassador and his suite at Berlin and will forthwith deliver to the German Ambassador here passports for him and his suite.

I am instructed to say that the President is reluctant to believe that Germany will actually carry out the threats made against neutral commerce, but, if it is done, the President will ask from Congress authority to use the National power to protect American citizens engaged in peacable and lawful errands on the high seas. The course taken is, in the view of the President, in entire conformity with the principles enunciated by him in his address to The Senate on January 12, and that he therefore believes that it will make for the peace of the world if the other neutral powers can find it possible to take similar action to that taken by this Government.

265

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 70

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 65 Paris, 4 février 1917

Ce matin vers 10 h. un de mes compatriotes employé dans une maison américaine m'a téléphoné que la guerre paraissait déclarée entre les Etats-Unis et l'Allemagne. J'ai téléphoné à l'Ambassade des Etats-Unis où le 2e secrétaire, qui était seul de service, a répondu qu'il n'était parvenu aucun télégramme officiel de Washington et qu'il n'avait pas encore reçu les télégrammes des agences de presse en sorte que, jusqu'à nouvel avis il devait considérer la nouvelle comme un canard. J'ai alors téléphoné au chef de cabinet de M. Jules Cambon. A son tour celui-ci a répondu que le Ministère des Affaires étrangères n'avait reçu aucun télégramme de l'Ambassadeur de France à Washington M. Jusserand, mais qu'il allait passer au bureau de la presse voir si l'on en savait plus long. Au bout de quelques minutes il est venu dire que de nombreux télégrammes de presse concordants et méritant toute confiance annonçaient l'envoi par le président Wilson

d'un message faisant savoir au Congrès qu'il avait envoyé ses passeports à l'Ambassadeur d'Allemagne Bernstorff, en sorte que la nouvelle devait être tenue pour authentique. Je vous ai alors télégraphié.

Peu après le départ du télégramme un rédacteur du *Temps* est venu me confirmer la nouvelle en ajoutant qu'à son journal les avis étaient très partagés et que beaucoup se demandaient si, au cas où la rupture diplomatique serait suivie d'une déclaration de guerre, cela serait un avantage pour la France et ses alliés. Plusieurs soutenaient que les Etats-Unis garderaient pour eux en cas de guerre leurs munitions et leurs vivres, en sorte que les Alliés seraient plus mal lotis après qu'avant.

Vers midi l'Ambassadeur américain Sharp m'a téléphoné qu'il désirait venir me parler cet après-midi à 5 h. pour une communication importante. Sharp m'a dit en commençant qu'il pouvait confirmer officiellement tant le renvoi de Bernstorff que le rappel de Gérard de Berlin et de tout leur personnel.

J'ai demandé quelle portée il attribuait à cette mesure. L'Italie et l'Allemagne ont été pendant neuf mois en rupture diplomatique sans être en guerre.

Sharp à répondu qu'en effet la guerre n'était pas inévitable et que le but des Etats-Unis était la paix. J'ai alors dit que certains Français (allusion aux rédacteurs du *Temps*) se demandaient si l'intervention armée des Etats-Unis serait aussi utile qu'on le représente puisque les Etats-Unis garderaient alors pour eux les munitions qu'ils fournissent aux Alliés.

Sharp a répliqué que c'était un peu tard pour tenir ce raisonnement après que pendant des mois et même des années les Français ont sollicité l'appui armé des Etats-Unis.

Sharp est enfin arrivé au but de sa visite. Le Gouvernement américain, a-t-il dit, a demandé à tous les gouvernements neutres, et par conséquent au Gouvernement suisse, s'ils étaient disposés à s'associer à l'attitude des Etats-Unis. Il désirait savoir si j'avais quelque information sur la décision prise à Berne.

J'ai demandé à Sharp ce qu'il entendait par «s'associer à l'attitude des Etats-Unis».

Il a répondu que cela signifiait, dans sa pensée, protester contre la guerre sous-marine telle que les Allemands entendent la faire, et pour cela rompre au besoin les relations diplomatiques avec l'Allemagne.

J'ai répliqué en posant une question: où les Etats-Unis comptent-ils en venir par la rupture des relations diplomatiques? Comptent-ils exercer une pression sur l'Allemagne pour l'amener à une paix aussi prompte que possible et se trouve-t-on par conséquent en présence d'une nouvelle forme des efforts pacifiques de M. Wilson?

Sharp a répliqué: Si les Allemands ne retirent pas leur note et s'ils ne reviennent pas à leur pratique antérieure de la guerre sous-marine, si, en d'autres termes, la liberté de voyager des citoyens américains n'est pas assurée les Etats-Unis feront la guerre. M. Sharp a insisté pour savoir quelle attitude prendrait la Suisse devant l'invitation qui a dû lui parvenir. J'ai répondu n'avoir aucune communication du Gouvernement fédéral et par conséquent ne pouvoir répondre à la question.

Il m'a alors demandé mon opinion personnelle sur l'attitude probable de la Suisse.

J'ai répondu que la Suisse, n'ayant pas de marine, ne pouvait guère avoir d'opinion préparée d'avance sur une question de guerre navale. J'ai ajouté, à titre absolument personnel, sans pouvoir engager qui que ce soit, que la Suisse avait dans le droit public européen une situation à part et fort claire à mon avis. Elle a la garde de plusieurs grandes routes internationales. Ces grandes routes, si elles tombaient entre les mains d'une des grandes puissances européennes, seraient une menace permanente pour la paix de l'Europe. La Suisse est résolue à les défendre parce que c'est défendre son indépendance. Elle est résolue à les défendre parce que, si elles tombaient entre les mains d'une grande puissance, les guerres recommenceraient jusqu'à ce qu'elles fussent de nouveau neutralisées. Si la Suisse n'existait pas ou était violée il faudrait la créer à nouveau. Ce n'est vraiment pas la peine. La tâche et la volonté séculaires de la Suisse sont de ne pas prendre parti dans les querelles de ses grands voisins. Elle sait que cette tâche n'est pas sans danger. Elle a toujours cultivé l'esprit militaire. Elle n'a pas déchiré les morceaux de papier par lesquels l'Europe a reconnu sa situation internationale, mais elle a toujours voulu avoir une force militaire suffisante pour que sa politique traditionnelle de neutralité fût respectée par tous. Jusqu'ici cette politique de neutralité, appuyée sur une bonne armée, a porté ses fruits malgré des difficultés parfois considérables et je ne crois pas que le peuple suisse puisse avoir l'intention de l'abandonner.

L'Ambassadeur des Etats-Unis m'a remercié et a ajouté que personnellement il comprenait parfaitement et approuvait de tous points ma réponse. Il a joint à cette déclaration quelques phrases aimables sur la manière distinguée dont la Suisse avait su se tirer des graves difficultés de sa situation avec la guerre sur toutes ses frontières et malgré les obstacles apportés par les belligérants au ravitaillement d'un pays sans port, sans flotte, sans charbon, sans coton et sans métaux. Il est alors revenu à son idée que les Etats-Unis insisteront auprès de toutes les puissances maritimes neutres de s'associer à l'attitude des Etats-Unis. Il semble donc que la pression continuera sur les autres neutres, mais que tout au moins, Sharp a compris la situation spéciale de la Suisse.

A la fin de la conversation j'ai demandé à Sharp si je pouvais vous en rendre compte étant entendu que ce que j'avais dit de l'attitude de la Suisse était une opinion personnelle.

Sharp, après avoir répondu affirmativement, est quelque peu revenu en arrière et a paru regretter d'avoir aussi catégoriquement approuvé ma théorie sur la situation particulière de la Suisse, mais son secrétaire, qui servait de traducteur, a atténué le refus, en sorte que je prends sur moi de vous la communiquer à titre de conversation personnelle. Je conclus de cette attitude que les agents américains en Europe ont l'ordre d'exercer une pression énergique sur les neutres et que Sharp a quelque peu regretté d'avoir aussi complètement donné son adhésion à l'idée que la Suisse devait être laissée en dehors.

L'Ambassadeur des Etats-Unis m'a dit en passant que d'après des renseignements provenant d'un personnage consulaire américain de la région de Bâle, l'Al-

lemagne aurait massé 500 000 hommes entre Constance et Mulhouse. J'ai répondu n'avoir aucune indication sur l'importance des forces allemandes massées à notre frontière, mais être certain que si le fait était exact nous le saurions et que j'en aurais été averti. J'ai ajouté que, d'après un de nos meilleurs écrivains militaires dans un article tout récent, on devait considérer comme matériellement impossible une grande bataille décisive dans la région de Belfort parce que la situation entre le Jura et les Vosges ne dépasse pas vingt ou trente kilomètres, ce qui est un front tout à fait insuffisant pour une grande bataille. Il peut y avoir dans cette région des combats importants, très importants même, et c'est pour cela que la Suisse y a concentré quatre divisions presque aussi fortes que des corps d'armée français. L'expérience nous a démontré que dans les circonstances actuelles la fertilité d'imagination des inventeurs de nouvelles n'a d'égale que la crédulité du public.

266

E 2001 (B) 1, 76

Le Département politique au Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, P.A. Stovall

Copie
N

Berne, 5 février 1917

Par note du 4 février [1], Votre Excellence a bien voulu nous faire savoir que par suite des récentes mesures prises par le Gouvernement allemand au sujet de la guerre sous-marine, le Gouvernement des Etats-Unis à décidé de rappeler l'Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin et de remettre ses passeports à l'Ambassadeur d'Allemagne à Washington.

En outre, votre Excellence ajoute que si l'Allemagne réalise effectivement ses menaces contre le commerce neutre, le Président des Etats-Unis demandera au Congrès de l'autoriser à employer les forces nationales pour protéger les citoyens américains naviguant sur les mers. Dans la pensée du Président des Etats-Unis ce serait travailler pour la paix du monde si les autres Etats neutres voyaient la possibilité de prendre une mesure pareille à celle du Gouvernement des Etats-Unis.

En réponse à la note de Votre Excellence, nous avons l'honneur de L'informer que le Conseil fédéral a pris connaissance de son contenu avec le plus vif intérêt. Avant de pouvoir fixer définitivement son attitude à l'égard des mesures annoncées par l'Allemagne, le Conseil fédéral éprouve le besoin de prendre contact avec d'autres Etats européens neutres, qui se trouvent dans une situation analogue à celle de la Suisse. Toutefois, le Conseil fédéral désire attirer, dès maintenant, l'attention de M. le Président Wilson sur la situation spéciale créée au Gouvernement suisse par les maximes d'Etat de neutralité complète qui lui sont prescrites par la Constitution, la tradition séculaire et la volonté du peuple.

---

1. *Cf. n° 264.*

267

E 2001 (B) 1, 76

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Wien, 6. Februar 1917

Der amerikanische Botschafter sagte mir streng vertraulich, dass die Beziehungen zwischen Amerika und Österreich innerhalb der nächsten Tage abgebrochen werden. Herr Penfield und seine Gemahlin mit dem gesamten Personal und Konsuln gedenkt mit Sonderzug nach der Schweiz zu reisen und sich im Hotel Beau-Rivage in Genf niederzulassen. Er wäre Ihnen sehr verbunden, wenn Sie ihm für seine Reise und den Aufenthalt in Genf die möglichen Erleichterungen gewähren wollten. Von seiner Abreise wird er mich noch benachrichtigen. Der Botschafter erklärt, Tarnowski, der neue Botschafter Österreich-Ungarns in Washington, habe weder vor seiner Abreise noch nach seiner Ankunft in Washington von dem beabsichtigten Unterseebootkrieg eine Ahnung gehabt. Die Initiative zu dieser Massregel ist ganz der deutschen Regierung zuzuschreiben.

Die Kanzlei der italienischen Interessen befindet sich in den Lokalitäten des italienischen Konsulates. Deren Personal besteht aus einer Anzahl italienischer Angestellter, die unter der Oberleitung eines amerikanischen Sekretärs arbeiten. Dieser würde mit dem Botschafter abreisen und es wäre für ihn unbedingt Ersatz zu beschaffen, den Sie aus der Schweiz senden wollen, da ich von meinem Personal niemanden entbehren kann. Ich bitte Sie, sich nach geeigneter, absolut Italienisch und Deutsch sprechender Persönlichkeit schon jetzt umzusehen.

Aus Kreisen der Presse erfahre ich, dass die an die Schweiz gerichtete Aufforderung Wilsons, sich seinem Schritte anzuschliessen, hier eine gewissen Nervosität hervorgerufen hat, weil sich die Befürchtung geltend macht, zum Schluss werde die Schweiz dem Drängen der Entente nicht widerstehen können. Natürlich beruhige ich nach Kräften; ich bitte Sie aber, mir so bald als möglich Informationen zukommen zu lassen. Selbst der amerikanische Botschafter gibt zu, dass es der Schweiz unmöglich sei, aus ihrer strengsten Neutralität herauszutreten, und sie sich daher dem Schritte Wilsons nicht anschliessen kann.

268

E 2020/66

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]

Copie de réception
T n° 79

Washington, 6. Februar 1917
(*Ankunft:* 7. Februar 1917)

Mit Einverständnis Bernstorffs für Deutschlands Regierung. Es herrscht hier lebhafter Wunsch und starkes Bedürfnis, Krieg zu vermeiden. Daraus entsprang gestriges Radiokabel Barthelmes an *Kölnische Zeitung*. Falls Berlin Geneigtheit zu Konferenz mit Union über Blockade vorhanden, wäre ich bereit, hier die Sache weiter zu verfolgen. Ich glaube, dadurch Krieg vorläufig hinausschieben zu können.

1. *Indication manuscrite du DPF au bas du télégramme:* communiqué par M. Hoffmann au Ministre Romberg, 7 février 1917.

269

E 2020/66

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 82

Bern, 9. Februar 1917

Vom Inhalt Ihres Telegramms Nr. 79[1] haben wir der Deutschen Gesandtschaft Kenntnis gegeben. Romberg ist beauftragt worden, wie folgt zu antworten:

Unter der Voraussetzung, dass die Handelssperre gegen England dadurch nicht unterbrochen wird, ist die Deutsche Regierung nach wie vor zu Verhandlungen mit Amerika bereit.

1. *Cf. n° 268.*

270

E 1004 1/264

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 février 1917

329. Antwort-Note an Deutschland betreffend die Blockade

Politisches Departement. Schriftlicher Entwurf

Der Herr Vorsteher des Politischen Departementes legt den Entwurf zu einer Antwort auf die deutsche Note vom 31. Januar [1] über den verschärften Unterseeboot-Krieg zur Genehmigung vor.

Herr Bundesrat Motta äussert gegenüber der vom Politischen Departemente in seinem Entwurfe vertretenen Auffassung seine Bedenken. Diese sind bei ihm durch den Vergleich mit der in der spanischen, denselben Gegenstand behandelnden Note vertretenen Beurteilung des deutschen Vorgehens bestärkt worden. Spanien bestreitet augenscheinlich und grundsätzlich die Zulässigkeit des deutschen Verfahrens, an Stelle des Aufbringens der in das Sperrgebiet eindringenden Schiffe deren Zerstörung zu setzen, währenddem das Politische Departement, wenn auch nicht ausdrücklich, doch sinngemäss die Zulässigkeit des angegebenen Verfahrens zugibt.

Bessere Belehrung vorbehalten, würde er es vorziehen, die Fassung der Note so zu wählen, dass diese Frage offengelassen würde.

Redaktionell wünscht Herr Bundesrat Motta, dass die eingelegte Verwahrung nachdrücklicher und feierlicher gestaltet würde.

Herr Bundesrat Hoffmann vertritt die Auffassung der Note.

An und für sich ist die verkündigte Blockade zulässig. Sie dürfte auch, wenn die Aktionsradien für eine entsprechende Zahl von Unterseebooten berechnet werden, praktisch durchführbar sein. Richtig ist, dass der Blockade-Macht vor allem das Aufbringen der in das Sperrgebiet dringenden Schiffe und nicht ihre Zerstörung einzuräumen ist. Immerhin ist, wenn das Aufbringen oder Einbringen des angehaltenen Schiffes für den Einbringenden mit Gefahr verbunden ist, die Beurteilung wiederum eine andere.

Mit Sicherheit ist soviel zu sagen: einmal, dass die Blockade, was allerdings eine reine Tatsachenfrage ist, eine effektive sein muss, gegenteiligenfalls die Vorkehrung mit ihren Folgen wie tatsächlich so auch rechtlich gegenstandslos wird; und zweitens, dass jedenfalls gegen die Blockade nichts einzuwenden ist, wenn sie mit Schonung für die Bemannung und Personen überhaupt durchgeführt wird, wenn also z. B. vor der Zerstörung des Schiffes Warnung erfolgt und Rettung von Bemannung und Personen ermöglicht wird.

Die spanische Note krankt nach der Auffassung von Herrn Bundesrat Hoffmann daran, dass sie, ohne dass hiefür die nötige Voraussetzung gegeben wäre,

---

1. *Cf. n° 260, Annexe.*

von vornherein annimmt, Deutschland werde ohne weiteres ein gegenteiliges Verfahren befolgen.

Was die redaktionelle Anregung des Herrn Bundesrat Motta anbetrifft, so erscheint es ihm als etwas weitgehend, von einer «feierlichen» Verwarnung zu reden.

Herr Bundespräsident Schulthess bemerkt, dass eine wirklich und vollständig durchgeführte Blockade praktisch schwerlich vorkommen werde, da es immer Schiffe geben werde, die die Blockade werden brechen und werden durchschlüpfen können. Es ist dies eine Tatsachenfrage, über die im einzelnen vorkommenden Falle unter Umständen schwer eine Einigung werde erzielt werden können.

Eigenartig muss es berühren, wenn man feststellen muss, dass, je effektiver die Blockade ist, desto umfangreicher die Rechte der Blockade-Macht sind. Je effektiver die Blockade sein wird, um so grösser wird der Schaden der Neutralen sein, aber um so sicherer auch die Rechte Deutschlands gegenüber den Neutralen. Das lässt sich, wie die Verhältnisse liegen, nicht ändern.

Herr Bundesrat Calonder schlägt vor, den Satz: «insbesondere für den Fall, dass die tatsächliche Durchführung der Sperre sich als unvollständig erweisen sollte» zu streichen.

Die Tatsache, eine Blockade mit Tauchbooten durchzuführen, ist zum ersten Male eingetreten. Die Überwasser-Blockade ging von ganz andern tatsächlichen Verhältnissen aus und musste daher zur Aufstellung von Grundsätzen führen, die sich auf die Ordnung der veränderten Kriegführung mit den Unterseebooten nicht gut übertragen lassen. Die Frage, ob und inwieweit man das angekündigte Verfahren im Seekriege als völkerrechtlich zulässig anerkennen soll, erscheint ihm nicht abgeklärt, was die Streichung des Satzes, wie beantragt, rechtfertigen würde.

Herr Bundesrat Forrer steht auf demselben Boden und unterstützt die Anregung.

Herr Bundesrat Müller befürchtet, es werde durch den Zwischensatz: «und insbesondere für den Fall usw.» der Inhalt des Vordersatzes unnötigerweise abgeschwächt, weshalb er eine andere Redaktion anregen möchte. Er spricht sich gegen eine Verschärfung der Verwahrung aus, da ihm Masshalten richtiger erscheint.

Herr Bundesrat Hoffmann hält an der Auffassung des Entwurfes fest, weil er in seinem Zusammenhang den geltenden Grundsätzen des Völkerrechts entspreche und für allfällige Rechtsansprüche eine praktische Basis abgebe.

In der Abstimmung wird mit Mehrheit gegen zwei Stimmen, die sich, Redaktion vorbehalten, für Streichung des Satzes («insbesondere für den Fall usw.») gemäss Antrag des Herrn Bundesrat Calonder aussprechen, dem Entwurfe des Politischen Departementes der Vorzug gegeben.

Ohne Widerspruch wird der Protest als «nachdrücklich» bezeichnet und das Wort «insbesondere» durch «vorab» ersetzt.

Im übrigen wird die Note in folgender Fassung endgültig genehmigt:

«Mit Note vom 31. Januar haben Eure Exzellenz im Auftrage der Kaiserlichen Regierung in einlässlicher Weise die Gründe auseinandergesetzt, welche sie zu der

Entschliessung führten, alle Beschränkungen fallenzulassen, die sie sich vordem in der Verwendung ihrer Kampfmittel zur See auferlegt habe. In der beigegebenen Denkschrift, auf welche die Note wegen der Einzelheiten der geplanten Kriegsmassregeln zur See Bezug nimmt, wird erklärt, dass vom 1. Februar 1917 an in bestimmt umgrenzten Sperrgebieten um Grossbritannien, Frankreich und Italien herum jedem Seeverkehr ohne weiteres mit allen Waffen entgegengetreten werden und dass neutrale Schiffe, die die Sperrgebiete befahren, dies auf eigene Gefahr tun. Wenn auch Vorsorge getroffen sei, dass neutrale Schiffe, die am 1. Februar auf der Fahrt nach Häfen der Sperrgebiete waren, während einer angemessenen Frist geschont werden, so sei doch dringend anzuraten, dass sie mit allen verfügbaren Mitteln gewarnt und umgeleitet werden. Neutrale Schiffe, die in Häfen der Sperrgebiete liegen, können mit gleicher Sicherheit die Sperrgebiete noch verlassen, wenn sie vor dem 5. Februar auslaufen und den kürzesten Weg in freies Gebiet nehmen.

Es konnte der Kaiserlichen Regierung nicht entgehen, dass durch diese in der Denkschrift aufgeführten Massnahmen ein schwerer Eingriff in das der Schweiz als neutralem Staate nach den Grundsätzen des Völkerrechts zustehende Recht des friedlichen Handels begangen wird. In der Tat bedeutet die Blockade fast aller für die Benutzung durch die Schweiz in Betracht fallenden Häfen eine ernste Gefährdung unserer Lebensmittel- und Rohstoffversorgung und unseres überseeischen Exportes. Auch wenn durch freundschaftliche Verständigung mit der französischen Regierung die Benützung des Hafens von Cette, der ausserhalb der blockierten Zone liegt, ermöglicht wird, sind die Seetransporte in einer Weise eingeschränkt, dass unserer Volkswirtschaft die empfindlichsten Schädigungen zugefügt werden.

Die von der deutschen Regierung verhängte Seesperre folgt auf eine ganze Reihe von Massnahmen, durch die im Laufe des Krieges von beiden kriegführenden Teilen in Widerspruch zu völkerrechtlichen und vertraglichen Normen unsere wirtschaftliche Bewegungsfreiheit bereits eingeengt worden ist und gegen welche wir vergebens unsere Stimme erhoben haben. Die Sperre ist unter diesen Umständen nur um so drückender und folgenschwerer.

Der Bundesrat sieht sich daher gezwungen, gegen die von der Kaiserlichen Regierung angekündigte Blockade und deren Durchführung, soweit dadurch nach den gemeingültigen Grundsätzen des Völkerrechtes Rechte der Neutralen verletzt werden, nachdrücklich Protest und Rechtsverwahrung einzulegen und vorab für den Fall, dass die tatsächliche Durchführung der Sperre sich als unvollständig erweisen sollte, alle Rechte vorzubehalten, wenn durch die von Deutschland und seinen Verbündeten angewandten Mittel schweizerische Staatsangehörige und schweizerische Ladung der Vernichtung preisgegeben werden sollte.

Der Bundesrat zweifelt im übrigen nicht daran, dass die deutsche Reichsregierung alles tun wird, um den für die Sicherheit der schweizerischen Staatsangehörigen und für das wirtschaftliche Leben der Schweiz aus der Blockade sich ergebenden schwierigen Folgen nach Möglichkeit vorzubeugen.

Eine gleichlautende Note ist der K.u.K. Österreichisch-Ungarischen Regierung zugestellt worden.»

271

E 2001 (B) 1, 76

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Ministre des Etats-Unis d'Amérique, P.A. Stovall

Copie
N

Berne, 9 février 1917

Par note du 5 de ce mois[1] j'ai eu l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'avant de se déterminer définitivement sur les déclarations du Gouvernement allemand relatives au blocus, le Conseil fédéral suisse désirait se mettre en communication avec les autres Etats neutres d'Europe qui se trouvent en situation analogue à celle de la Suisse, mais qu'il tenait avant tout à attirer l'attention de M. le Président Wilson sur l'attitude toute particulière prescrite à la Suisse par sa doctrine d'état de neutralité entière et perpétuelle fondée sur sa Constitution, sur une tradition séculaire et sur la volonté de sa population.

Aujourd'hui encore, le Conseil fédéral ne peut que se référer à la déclaration de neutralité du 4 août 1914[2], portée en son temps à la connaissance de tous les gouvernements:

A cette date, l'Assemblée fédérale et le Conseil fédéral ont énoncé leur ferme volonté de ne s'écarter en aucune manière des principes de la neutralité, si chère au peuple suisse et si conforme à ses aspirations, à ses institutions, à sa situation à l'égard des autres Etats, et que les Puissances Garantes ont expressément reconnue en 1815. C'est pourquoi le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale ont explicitement déclaré que, pendant la durée de la guerre, la Confédération Suisse maintiendra et défendra par tous les moyens en son pouvoir sa neutralité et l'inviolabilité de son territoire.

Les événements de la guerre présente ont fortifié le Conseil fédéral dans sa conviction de la nécessité du maintien d'une neutralité stricte et loyale et ont fourni la preuve qu'aujourd'hui, comme en 1815, l'inviolabilité et l'indépendance de la Suisse sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe. La Suisse maintiendra cette neutralité aussi longtemps que l'indépendance, l'intégrité du pays, l'honneur ou les intérêts vitaux de l'Etat ne souffriront d'aucune atteinte.

Le Conseil fédéral doit encore attirer l'attention de M. le Président Wilson sur la situation géographique toute particulière de la Suisse, entièrement entourée par les Etats belligérants, qui deviendrait certainement, sitôt sortie de sa neutralité, le théâtre de la guerre générale.

Quelque pénible que puisse devenir la situation économique de la Suisse en raison du blocus annoncé, et quelle que soit la mesure dans laquelle l'application effective de celui-ci pourrait léser les principes du droit international, le Conseil fédéral ne peut cependant se déterminer à suivre M. le Président Wilson dans les

1. *Cf. n° 266.*
2. *Cf. n° 16.*

démarches qu'une situation de fait particulière lui a dictées à l'endroit du Gouvernement impérial allemand. En conséquence, le Conseil fédéral s'en est tenu à protester et à faire toutes réserves contre le blocus annoncé par le Gouvernement impérial et sa réalisation, pour autant que celle-ci porterait atteinte aux droits reconnus aux neutres par les principes généraux du droit international; en particulier, le Conseil fédéral a fait toutes réserves de droit, dans le cas où l'application effective du blocus paraîtrait incomplète, s'il arrivait que les moyens mis en œuvre par l'Allemagne et ses alliés vouent à la destruction des ressortissants ou des propriétés suisses.

En remettant la présente à Votre Excellence en réponse à sa note du 4 février 1917[3], je saisis cette ocasion pour Lui présenter les assurances de ma haute considération.

---

3. *Cf. n° 264.*

272

E 2001, Archiv-Nr. 45

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T Intérêts 1. Bern, 14. Februar 1917, 12.45 Uhr

Aus Ihrem Telegramm Nr. 79[1] entnehmen wir, dass in Washington starkes Bedürfnis herrsche Krieg zu vermeiden, und dass Sie bereit seien die Sache weiter zu verfolgen.

Mit unsern Telegrammen Nr. 82[2] und 93[3] benachrichtigten wir Sie von der Ansicht der Deutschen Regierung über diesen Vorschlag, ohne Auftrag, sie der amerikanischen Regierung zu übermitteln, weil Sie in Ihrem Telegramm Nr. 79 nicht sagten, ob Sie von der amerikanischen Regierung beauftragt worden seien, den Vorschlag betreffend Konferenz über die Blockade weiterzuleiten, oder ob Sie dies aus eigener Initiative getan haben.

Bezugnehmend auf Ihr Telegramm Nr. 82 bitten wir Sie dringend, uns über den ganzen Vorgang dieser Angelegenheit unterrichten zu wollen.

---

1. *Cf. n° 268.*
2. *Cf. n° 269.*
3. *Non reproduit. Cf.* E 2020/66.

273

E 2001, Archiv-Nr. 45

La Légation de Suisse à Berlin
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 77

Berlin, 14. Februar 1917
(*Ankunft:* 15. Februar 1917)

Wie uns Staatssekretär Zimmermann mitteilt, ist er genötigt gewesen, die Reutermeldung, wonach die Schweiz von Deutschland ersucht worden sei, der amerikanischen Regierung die Mitteilung zukommen zu lassen, Deutschland sei nach wie vor zu Verhandlungen über das Sperrgebiet im Unterseebootkrieg bereit[1], zu dementieren. Es habe in diesem Dementi der Name unseres Gesandten in Washington erwähnt werden müssen, was jedoch mit möglichster Schonung getan worden sei. Es war im Auswärtigen Amt infolge der dringenden Natur des Communiqués leider nicht möglich, sich mit dem Bundesrat in Verbindung setzen zu können. Hier wird angenommen, dass Lansing nach Kenntnisnahme der deutschen Antwort auf das Telegramm Reuters Mitteilungen an die Presse gemacht habe, die für Reuter dazu benützt worden sei, die Behauptung zu stützen, Deutschland sei am Ende seiner Kräfte angelangt. Aus diesem Grunde habe das Auswärtige Amt sofort Stellung nehmen müssen.

1. *Cf. n° 269.*

274

E 2001, Archiv-Nr. 45

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T Intérêts 3

Washington, 15. Februar 1917
(*Ankunft:* 17. Februar 1917)

Ihr Kabel Nr. 1[1] beantwortend, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass mein Kabel Nr. 79[2] ohne Auftrag der amerikanischen Regierung, sondern aus der Initiative Bernstorffs entsprang. Dasselbe war von ihm verfasst und geschrieben. Ihre Antwort habe ich wörtlich am 11. Februar überreicht, aber auf Vorschlag des Grafen Bernstorff die zwei Worte «formally or informally» beigefügt. Das Memorandum, das ich übergeben habe, lautete also: «Swiss Government has been requested by the German Government to say that the latter is now as before

1. *Cf. n° 272.*
2. *Cf. n° 268.*

willing to negotiate formally or informally with the U.S.A. provided that the commercial blockade against England will not be broken thereby.» Bernstorff wollte so lange als möglich Noten austauschen, um damit die Kriegserklärung hinauszuschieben. Die ganze Angelegenheit hätte ich aus eigener Initiative nicht angerührt.

275

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 17

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP nº 21 Rom, 15. Februar 1917

Es scheint mir Pflicht, Ihnen zu berichten, dass der Vorfall in Washington betreffend die Vermittlung des Herrn Minister Ritter zur Herbeiführung einer Verständigung zwischen Deutschland und Amerika hier viel besprochen und nicht gerade günstig beurteilt wird. Die offizielle amerikanische Meldung liess erkennen, dass die Initiative zu diesem Versuche direkt von Deutschland ausgegangen sei, und diese Tatsache hat hier grossen Eindruck gemacht, weil sie allgemein als sicherer Beweis deutscher Schwäche betrachtet wurde. Sie hat auch zu der allgemeinen Verbreitung der Meinung geführt, dass der verschärfte Unterseebootkrieg jetzt schon als Versuch mit untauglichen Mitteln nachgewiesen sei. Aus dieser Schwäche der deutschen Stellung heraus erklärte man sich auch die hochmütige Zurückweisung der Vereinigten Staaten. Nun erscheint heute die amtliche deutsche Darstellung, nach welcher die Initiative zu dieser ganzen Unternehmung von unserem Gesandten ausgegangen wäre und wonach die Instruktionen der deutschen Regierung wesentlich anders gelautet hätten als die Note des schweizerischen Gesandten an die Regierung der Vereinigten Staaten. Man hält sich hier namentlich darüber auf, dass unser Gesandter nur von einem Blocus gegen Grossbritannien gesprochen habe, wogegen Deutschland offiziell mitteilt, dass es immer von der Blockade gegen alle Feinde gesprochen habe. Man ist auch sehr erstaunt darüber, dass der schweizerische Gesandte sich bereitgefunden habe, seine mündlichen Eröffnungen in die hochoffizielle Form einer Note zu kleiden, bevor er die Gewissheit hatte, dass die Antwort zustimmend lauten werde.

Ich berichte Ihnen über diese Eindrücke keineswegs, um mich denselben anzuschliessen, sondern nur deshalb, weil es mir notwendig scheint, Sie über die Tatsachen zu unterrichten und weil ich den dringenden Wunsch habe, selbst genau unterrichtet zu werden über die Vorgänge, welche den Gegenstand der Kritik bilden. Die Tatsache, dass Ihr Departement die Anregung des Herrn Ministers Ritter nach Berlin weitergegeben hat, scheint mir zu beweisen, dass Sie mit diesem Vorgehen einverstanden waren, wodurch dem Schritte der Charakter einer rein persönlichen Demarche von vornherein genommen wird.

Die hiesige Presse ist natürlich etwas enttäuscht darüber, dass jener unumstössliche Beweis deutscher Schwäche etwas ins Wanken gekommen ist, und

sie sucht deshalb die Sache so darzustellen, als entspreche die offizielle deutsche Version den Tatsachen nicht. Es wäre mir sehr wertvoll, über diese Verhältnisse unterrichtet zu werden, da ich den Eindruck habe, dass das letzte Wort über diesen Vorfall noch nicht gesprochen sei.

Die Wichtigkeit, die man der Sache hier beizumessen scheint, ist erklärlich, wenn man sich vor Augen hält, dass der Triumph über den deutschen Schritt und die Art seiner Abfertigung durch die Vereinigten Staaten hier sehr gross war und dass man diese Vorgänge förmlich als das Präludium zum Ende betrachtet hat.

Ich benütze den Anlass, um mitzuteilen, dass die geplante Offensive auf dem Karst offenbar mit Rücksicht auf die ganz abnormalen Witterungs- und Temperaturverhältnisse zurückgestellt worden ist. So vernehme ich aus der Quelle, die mir seinerzeit den 10. Februar als ersten Angriffstag bezeichnet hatte. Der Zufall hat es gewollt, dass an jenem Tage die kleine österreichische Offensive eingesetzt hat, die wohl nur den Zweck hatte, die italienischen Vorbereitungen zu stören. Ich höre weiter, dass Cadorna in der Römer Konferenz sehr dringend ersucht worden sei, die italienische Offensive soviel als möglich zu beschleunigen; er soll aber geantwortet haben, dass er sich nicht weiter engagieren können als dahin, dass diese Offensive vor Ende März eingeleitet werden solle.

Sehr viel wird geklagt über die Behandlung der unlängst einberufenen Jahrgänge 1873 und 1874. Der Diener des Herrn Lardy, welcher hier in Rom steht, teilte mit, dass die Leute schlecht gekleidet und verpflegt und noch viel schlechter untergebracht seien und dass tatsächlich nichts geschehe für ihre Ausbildung. Die Leute liegen Tage und Wochen in den Unterkunftsräumen herum, ohne einen Offizier zu sehen, ja ohne dass man sich überhaupt um sie kümmert. Die Disziplin unter der Truppe entspricht natürlich auch diesen Lebensbedingungen. Ganz gleiche Auskunft brachte mir gestern ein Herr, der direkt von Turin kam und bitter klagte über die Unordnung, welche herrsche unter den frisch einberufenen Truppen. Kein Mensch verstehe es, weshalb die Einberufung, die so viel böses Blut gemacht hat, erfolgt sei, und daraus ergebe sich wachsender Unwille über die Massnahme selbst.

In der Tat ist es geradezu unbegreiflich, dass die Regierung diese Einberufung offenbar ohne zwingende Not vollzogen hat, und zwar in einem Augenblick, in welchem sich auf allen Seiten die Klage darüber erhebt, dass es dem Lande an den notwendigen Arbeitskräften fehle und in welchem der Landwirtschaftsminister die Versicherung geben musste, dass alles Nötige getan werde, um der Landwirtschaft diejenigen Arbeitskräfte zuzuführen, deren sie im Süden jetzt schon bedarf, um die Ernte vorzubereiten, von deren Ausfall die Lebensmittelversorgung des Landes so wesentlich abhängen wird. Es darf nicht wundern, dass unter diesen Umständen die Ansicht sich im Volke verbreitet, dass die Einberufung der älteren Jahrgänge nur geschehen sei, um einem Drucke der Alliierten nachzugeben.

276

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP C.1.17.6. Wien, 15. Februar 1917

Gestern hielt Graf Czernin wieder einmal seinen Mittwochsempfang ab, und ich verfehlte nicht, ihn zu besuchen.

Auf unsere Protestnote[1] gegen den verschärften Unterseebootkrieg und unsere Antwort[2] auf Präsident Wilsons Mitteilung über den Abbruch der diplomatischen Beziehungen zu Deutschland glaubte ich nicht näher eintreten zu sollen, da ich hiezu keinen Auftrag hatte. Ich begnügte mich damit, auf die durch die neuesten kriegerischen Massnahmen einerseits und durch die Einfuhrverbote andrerseits für die Schweiz geschaffene ausserordentlich peinliche und drückende Lage hinzuweisen. Ich erwähnte, dass der freigelassene Hafen von Cette für unsere Bezüge an Nahrungsmittel und Rohstoffen und zur gleichzeitigen Bewältigung unseres Exportes kaum ausreichen werde; aus der Presse hätte ich entnommen, dass Schritte im Gange seien, um auch die Freigabe eines italienischen Hafens zu erwirken: da ich aber mit der Sache nicht betraut sei, müsse, wenn an dem Gerüchte überhaupt etwas sei, die k. u. k. Gesandtschaft in Bern die Übermittlung solcher Wünsche übernommen haben.

Der Minister erklärte mir zunächst, was letzteren Punkt anbetreffe, wisse er von einer Demarche der Schweiz, welche die Öffnung eines italienischen Hafens bezwecke, absolut nichts; von Baron Gagern sei ihm keinerlei derartige Anfrage zugekommen. Im übrigen könne er mir jetzt schon sagen, dass einem solchen Begehren unter keinen Umständen entsprochen werden könnte. Die Blockade Italiens sei, namentlich was Österreich-Ungarn betrifft, der Hauptzweck des verschärften Unterseebootkrieges, und die Absperrung der Halbinsel müsse eine absolut lückenlose sein; es sei in dieser Beziehung nicht an die geringste Konzession zu denken. Nachdem die Entente das aufrichtige Friedensangebot der Zentralmächte, die von jeder Annexion absehen wollten, mit Bedingungen beantwortet habe, die einem Schlage ins Gesicht gleichkommen, müsse jetzt mit den rigorosesten Massregeln geantwortet werden; ein «Zurück» gebe es jetzt nicht mehr. Die Zentralmächte sehen wohl ein, dass die Neutralen durch die neuesten Massregeln schwer zu leiden haben, und bedauern dies sehr; sie und im besonderen Österreich-Ungarn würden aber ihr möglichstes tun, um den Neutralen, und der Schweiz ganz speziell, wo immer möglich Erleichterungen zu gewähren; aber an der strengen Durchführung des Unterseebootkrieges dürfe nicht gerüttelt werden.

Auf letzteren Punkt legte Graf Czernin in einem, ich möchte fast sagen gereizten Tone ein solches Gewicht, dass ich mich fragen musste, warum er sich gerade

---

1. *Cf. n° 270.*
2. *Cf. n° 271.*

mir gegenüber so scharf ausdrückte. Die Erklärung fand ich, als ich beim Verlassen des ministeriellen Salons im Vorzimmer die Abendblätter zur Hand nahm, worin das Wolffsche Communiqué über die Vermittlung des Herrn Ministers Ritter zwischen Deutschland und Amerika publiziert war. Ich weiss ja nicht, und es ist auch aus den bisherigen Äusserungen der Presse nicht zu entnehmen, inwiefern diese Aktion aus der eigenen Initiative meines Washingtoner Kollegen entsprungen oder auf Eröffnungen des Staatssekretärs Lansing oder endlich auf anderweitige Instruktionen basiert ist; von einer günstigen Aufnahme der Anregung bei den Zentralmächten darf vorderhand kaum gesprochen werden; auch von journalistischer Seite wurde Herrn Egger gegenüber eine gewisse Verwunderung über den Vorfall nicht verhehlt. Es wäre für mich von Wert, zu erfahren, was eigentlich gegangen ist und wie ich mich allfälligen Anfragen gegenüber zu verhalten habe.

Wenn Graf Czernin von irgendwelchen Erleichterungen im Unterseebootkriege nichts wissen wollte, so zeigte er sich desto geneigter, der Schweiz auf anderen Gebieten im weitesten Masse entgegenzukommen. Er versicherte, man habe hier ein volles Verständnis für die schwierige Lage der Schweiz, man wisse auch deren mehr als korrekte Haltung und althergebrachte Freundschaft zu würdigen und er werde alles tun, um uns über diese schwierigen Zeiten hinwegzuhelfen; dabei sei er überzeugt, dass wir auch unsererseits der ernsten Lage, in der sich Österreich-Ungarn befinde, in gleichem Masse Rechnung tragen werden.

Ich lenkte darauf die Aufmerksamkeit des Ministers im Besonderen auf das Zusammentreffen der Schwierigkeiten in der Beschaffung von Lebensmitteln und Rohstoffen der mannigfachsten Art mit den Einfuhrverboten gegen die Haupterzeugnisse unserer Industrie wie Uhren, Seidenwaren, Stickereien, Schokolade usw. Ich berichtete über meine Unterredung mit dem Finanzminister und die von diesem in Aussicht gestellten, aber noch nicht eingelangten Vorschläge. Graf Czernin wusste von der ganzen Sache noch gar nichts, machte sich aber einige Notizen und versprach mir, die Angelegenheit mit Herrn von Spitzmüller im Sinne eines Entgegekommens zugunsten der Schweiz und von einem höheren, politischen Standpunkte aus zu prüfen, wobei er zugebe, dass die Lage für uns eine solche sei, bei welcher Argumente, die einzig auf den ungünstigen Stand der österreichischen Valuta fussen, nicht allein in Betracht gezogen werden dürfen. Übrigens, fügte Graf Czernin bei, habe er sich schon für eine Ergänzung der schweizerischen Getreideversorgung verwendet, indem er das Projekt, welches uns ca. 15 000 Waggons Getreide rumänischer Provenienz sichern soll, in warm empfehlendem Sinne nach Berlin weitergeleitet habe. Über diese Frage werde ich Ihnen anderweitig referieren.

Ob es dem Minister des Äussern möglich sein wird, einen genügenden Druck auf die Finanz- und Handelsministerien auszuüben, um unsern Exportindustrien einige wirklich nennenswerte Erleichterungen zu gewähren, kann ich einstweilen nur hoffen; soviel darf ich aber feststellen, dass ich den Eindruck hatte, es sei dem Grafen Czernin mit seinem Entgegenkommen entschieden ernst und dass er den möglichen politischen Folgen einer Gefährdung unserer Lebensinteressen durchaus nicht blind gegenübersteht. Es würde vielleicht nichts schaden, wenn wir jetzt

schon und ohne die Vorschläge des Finanzministers abzuwarten, mit konkreten Postulaten an den Minister des Äussern herantreten könnten. Ich berichte Ihnen übrigens auch in diesem Punkte in einem Separatschreiben über die hängenden wirtschaftlichen Fragen.

Über die Haltung der Schweiz als neutraler Staat äusserte sich Graf Czernin ausserordentlich günstig; er betonte, wie er nicht nur vollstes Vertrauen in unseren guten Willen hege, sondern auch absolut überzeugt sei, dass es uns gelingen werde, unsere Neutralität aufrechtzuerhalten; er sei nie dem geringsten Zweifel in dieser Beziehung zugänglich gewesen. Von den von mir erwähnten Titelrückzügen (siehe Spezialbericht über diese Angelegenheit)[3] wisse er gar nichts; wenn er aber etwas davon erfahren hätte, so würde er sich entschieden für die Belassung der Titel in der Schweiz ausgesprochen haben, denn es sei ihm viel daran gelegen, uns von seinem absoluten Zutrauen zu überzeugen.

Über den allfälligen Abbruch der diplomatischen Beziehungen zwischen Österreich-Ungarn und Amerika sprach sich der Minister begreiflicherweise nur sehr zurückhaltend aus; immerhin liess er durchblicken, dass er auf eine Kriegserklärung Amerikas an Deutschland durchaus gefasst sei und dass eine solche automatisch auch den Bruch mit Österreich-Ungarn mit sich bringen würde. Ich muss zwar hiezu bemerken, dass man im allgemeinen gerade hier in den letzten Tagen wieder etwas optimistischer geworden ist.

[...][4]

3. *Non retrouvé.*
4. *Suivent des informations sur des changements de personnel dans le Service des Affaires étrangères.*

277

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Berlin, R. Haab,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Berlin, 16. Februar 1917

Da ich vor der Übergabe meines Beglaubigungsschreibens noch keine offiziellen Besuche machen kann, bin ich vorerst nicht in der Lage, viel Wesentliches mitzuteilen.

Ich hoffe, dieser Tage vom Kaiser empfangen zu werden. Es finden zur Zeit jedenfalls wichtige Besprechungen statt; denn wie mir Staatssekretär Zimmermann sagte, ist auch Hindenburg hergerufen worden.

In der Angelegenheit der Demarche von Minister Ritter habe ich Ihnen am 14. Februar[1] bereits telegraphiert.

1. *Cf. n° 273.*

Mittwoch nachmittags kam ein Beamter des Auswärtigen Amtes und teilte im Auftrag des Staatssekretärs mit, dass infolge der unzutreffenden Mitteilungen der Reuterschen Agentur an die Presse die Reichsregierung genötigt worden sei, der deutschen Presse ein Communiqué zugehen zu lassen, dass Deutschland die Schweiz *nicht* ersucht habe, der amerikanischen Regierung mitzuteilen, es sei auch jetzt noch bereit, über das mit dem Unterseebootkrieg zusammenhängende Sperrgebiet zu verhandeln.

In dem deutschen Communiqué habe der Name des Herrn Gesandten Ritter erwähnt werden müssen, was mit der möglichsten Schonung geschehen sei. Wäre dieses Communiqué nicht dringender Natur gewesen, so hätte das Auswärtige Amt vor Erlass desselben sich mit dem Schweizerischen Bundesrat ins Benehmen gesetzt. Das deutsche Communiqué bezweckte lediglich, die unrichtigen Mitteilungen der Reuterschen Agentur auf ihr richtiges Mass zurückzuführen. Es wurde hier angenommen, dass der amerikanische Staatssekretär nach Kenntnisnahme der deutschen Antwort auf das Telegramm des Herrn Ritter Mitteilungen an die Presse gemacht habe, die von Reuter für Zwecke der Entente, insbesondere zur Begründung der Behauptung, Deutschland sei *à bout de ressources,* aufgebaucht oder entstellt worden seien. Dagegen habe das Auswärtige Amt Stellung nehmen müssen.

Angelegenheit Errichtung eines Bureaus für den Schutz deutscher Interessen im Auslande

Ihr Telegramm Nr. 86[2], worin Zusammensetzung und Aufgabe dieses Bureaus skizziert war, traf Dienstag abend hier ein.

Mittwoch vormittag hatte ich darüber auf dem Auwärtigen Amte eine Besprechung mit Geheimrat Simons, über deren Ergebnis ich Ihnen unmittelbar nachher telegraphisch Mitteilung machte. Er sagte mir, dass die Angelegenheit nach Eintreffen des Berichtes Romberg sofort Gegenstand eingehender Beratungen zwischen den Abteilungen des Auswärtigen Amtes gebildet habe, die aber noch nicht zum Abschlusse gelangt seien.

Wie bereits telegraphisch gemeldet, wurde mir Mittwoch angedeutet, dass hier Bern als Sitz dieses Bureaus vorgezogen würde, weil – wie man dies mir gegenüber begründete – ein solches am Sitze der neutralen Regierung, die den Schutz übernommen habe, vorteilhafter arbeiten könne. Ich wurde aber gebeten, noch eine endgültige Antwort abzuwarten, die man mir auf Donnerstag versprach. Aber auch gestern ist ein Entscheid noch nicht getroffen worden; Simons teilte mir aber mit, man werde kaum von dem Wunsche, dass das Bureau nach Bern verlegt werde, abgehen können, es sei denn auch bereits in diesem Sinne an Romberg berichtet worden. Da ich mit Simons aus der Studentenzeit her befreundet bin (wir gehörten in Strassburg der nämlichen Verbindung an), durfte ich ihm gegenüber schon mein etwelches Befremden über diese Haltung ausdrücken, worauf

---

2. *Non retrouvé. Pour les détails concernant l'établissement d'un bureau pour la protection des intérêts allemands à l'étranger à Berlin, cf.* E 2020/4.

er mich bat, ihn heute Freitag nochmals zu besuchen, er werde die Angelegenheit neuerdings zur Sprache bringen, zumal eine weitere Meldung von Romberg eingetroffen sei.

Heute Freitag nachmittag 1 Uhr fand im Auswärtigen Amte zwischen dem Ministerialdirektor Matthieu, Simons und mir eine Besprechung statt, in deren Verlauf mir eröffnet wurde, dass die Regierung in dankbarer Würdigung der grossen und schweren Aufgaben, welche die Schweiz durch den Schutz der Deutschen im Auslande übernommen habe, nunmehr gerne bereit sei, im Sinne des Vorschlages des Schweizerischen Bundesrates in dem gewünschten Sinne an der Errichtung des Bureaus in Berlin mitzuwirken. Es wurde mir weiter mitgeteilt, dass die Beistellung von Personal überhaupt und von solchem, welches der französischen Sprache mächtig sei im speziellen Schwierigkeiten bereiten werde, zumal die aus Amerika zurückkehrenden, verfügbar werdenden Beamten wohl englisch, nicht aber französisch korrespondieren können.

Überdies erheische die Sprachenfrage noch einer grundsätzlichen Abklärung, worüber von Romberg Auftrag habe, sich mit Ihnen in Verbindung zu setzen.

Ich habe nunmehr Herrn Minister Vogel telegraphisch hierhergebeten, und es ist auf Montag bereits bei Ministerialdirektor Dr. Matthieu eine Konferenz bezüglich der Errichtung des Bureaus angesetzt worden, an welcher auch Herr Vogel teilnehmen wird. Ich werde es mir angelegen sein lassen, stetsfort über diese ganze Angelegenheit Bericht zu erstatten.

278

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 70

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP

Paris, 17 février 1917

Ce matin, samedi, je n'ai pu voir M. Jules Cambon que pendant quelques instants; j'ai même été le seul chef de mission reçu et ai dû traiter en grande vitesse trois ou quatre affaires spéciales urgentes; le temps m'a donc manqué pour parler de politique générale.

Mardi dernier, M. Cambon m'avait répété qu'il croyait toujours à un recul quelconque de l'Allemagne sur la question de la guerre sous-marine et sous la forme détournée d'accords particuliers avec les divers neutres: Espagne, Pays-Bas, Etats Scandinaves et même Etats-Unis, mais qu'on venait de lui apporter un télégramme de presse publié par le journal *L'Information* relatif à l'entretien entre le Ministre de Suisse à Washington, M. Ritter et M. Lansing, qui avait l'air de couper les ponts. Je vous ai télégraphié ce renseignement en ajoutant que le Ministère français des Affaires étrangères n'avait aucune confirmation officielle de cet incident grave puisque la réponse américaine était fort raide.

Ce matin, M. Cambon est revenu sur l'incident en ajoutant qu'il semblait que M. Ritter, grand germanophile, devait avoir agi à la demande de Bernstorff et à l'insu tant du Conseil fédéral que du Gouvernement allemand, ce qui pouvait avoir fait beaucoup de mal. Je suppose que M. Jules Cambon a dit cela sur la foi de télégrammes de l'Ambassadeur de France à Washington, M. Jusserand, mais il ne me l'a pas dit.

Vous seriez bien aimable de me renseigner à l'occasion sur l'incident Ritter.

M. Cambon persiste néanmoins encore à croire que la guerre n'est pas nécessaire entre les Etats-Unis et l'Allemagne et j'ai l'impression qu'il travaille dans cette direction, car l'opinion française tend de plus en plus à préférer les Etats-Unis comme amis que comme alliés.

Je me suis permis de rappeler à mon interlocuteur qu'il y a dix jours (voir mon rapport du 6 février, page 4)[1] je lui avais demandé s'il n'y avait pas derrière la politique américaine envers l'Europe des questions japonaises, c'est-à-dire le désir des Etats-Unis de ne pas se brouiller avec le Japon pour les questions chinoises et autres questions de l'influence dans le Pacifique. Vous vous rappelez que M. Cambon avait été sceptique et avait répondu que les Américains ne sont pas si compliqués que cela. Aujourd'hui, il a reconnu que ce côté de la question devait maintenant être envisagé puisque la Chine proteste contre la note allemande sous-marine, ce qui implique que la Chine, jusqu'ici plutôt germanophile, cherche par peur l'amitié du Japon pour éviter les négociations offertes par M. Motono aux Puissances intéressées au sujet des affaires de Chine.

M. Cambon s'est borné à dire: «Il ne paraît plus douteux que l'Océan Pacifique va jouer un rôle et devra entrer aussi dans nos préoccupations.»

Je reprendrai ces questions dans un nouvel entretien, lorsque M. Cambon et moi disposerons de plus de temps.

L'Ambassade des Etats-Unis insiste, avec une persistance toujours plus grande, pour n'avoir plus à collaborer en rien à la représentation des intérêts allemands en France, et me presse de la débarrasser entièrement de cette tâche. Elle insiste même pour que le personnel qu'elle me cède ne travaille plus dans ses locaux. On paraît très pressé et cela a mauvaise façon; cela sent nettement la guerre et on donne assez clairement à entendre qu'on nous passera prochainement aussi les affaires austro-hongroises.

Je n'ai pas encore trouvé de locaux pour installer le nombreux personnel indispensable à la correspondance allemande, en sorte que cette insistance américaine est fort embarrassante.

---

1. *Non reproduit.*

279

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie Washington, 19. Februar 1917
L Deutsche Interessen

Auf Ihr Kabel Intérêts Nr. 1[1], erhalten am 15. Februar, habe ich Ihnen gleichen Tages mitgeteilt[2], dass unser Kabel Nr. 79[3] nicht auf Anregung der amerikanischen Regierung, sondern aus Graf Bernstorffs Initiative entstanden sei. Ergänzend beehre ich mich, Ihnen noch weitere Aufklärung über die Angelegenheit zu geben:

Am 5. Februar teilte mir Graf Bernstorff telephonisch mit, dass ein Professor Kirchwey mich in einer Friedensmission zu sehen wünsche. Derselbe werde mich zusammen mit Dr. Barthelme aufsuchen und er, Graf Bernstorff, erkläre sich im voraus mit allem einverstanden, was wir in der Sache beschliessen werden.

Am 6. Februar kamen die beiden Herren zu mir und legten mir zwecks chiffrierter Übermittlung an die deutsche Regierung den hier beiliegenden Entwurf eines Kabels vor (Beilage 1)[4]. Da es sich aber im Laufe der Unterredung herausstellte, dass Dr. Barthelme am Tage vorher ein ähnlich lautendes Kabel bereits an die *Kölnische Zeitung* abgesandt hatte, welches, wie er sagte, vor der Absendung dem Marinesekretär Daniels, dem Kriegssekretär Baker (und durch diesen sogar dem Präsidenten Wilson) vorgelegen haben soll, gutbefunden und von der Zensur nicht beanstandet worden war, so schien es mir überflüssig, zweimal fast das gleiche zu kabeln (Beilage 2)[5].

Ich behielt mir daher vor, vorerst mit Graf Bernstorff Rücksprache zu nehmen und fuhr, begleitet von Dr. Barthelme, zu diesem.

Der Graf würdigte meinen Einwurf, setzte sich an sein Pult und schrieb das für Berlin via Bern bestimmte Kabel Nr. 79 (Beilage 3).

Dies war drei Tage nach dem Abbruch der Beziehungen, und ich hatte damals die deutschen Geschäfte in Wirklichkeit noch nicht übernommen.

Am 10. Februar morgens lief Ihre Antwort Nr. 82[6] ein. Ich zeigte sie dem Prinzen Hatzfeldt, als er gegen 10 Uhr in unsere Kanzlei kam. Er nahm davon eine Abschrift.

Gegen Mittag kam Mr. Draper, ein Vertreter der «Associated Press», zu mir und wollte sich von mir die Richtigkeit einer der «Associated Press» am Vor-

---

1. *Cf. n° 272.*
2. *Cf. n° 274.*
3. *Cf. n° 268.*
4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduit.*
6. *Cf. n° 269.*

abend zugegangenen Mitteilung, deren Inhalt sich ungefähr mit derjenigen Ihres Kabels Nr. 82 deckte, bestätigen lassen. Ich lehnte jegliche Auskunft ab und verwies ihn an den Grafen Bernstorff, mit dem er früher täglich verkehrt hatte.

Zu meiner Überraschung veröffentlichte die Nachmittags-Zeitung *Evening Star* (Beilage 4)[7], die ganze Angelegenheit, und ich sah mich dadurch gezwungen, die Sache in einer für jenen Nachmittag sowieso auf 6 Uhr in anderen Geschäften angesetzten Unterredung auf dem Staatsdepartement zur Sprache zu bringen. Am nächsten Morgen kam Counsellor Polk im Auftrage des Staatssekretärs zu mir nach Hause und bat mich, ihm das gestern mündlich Gesagte schriftlich geben zu wollen. Nach Rücksprache mit Graf Bernstorff, welcher die Worte «informally or formally» beifügte, sandte ich das Memorandum gleichen Nachmittags zu Herrn Lansing. Ihr Kabel Nr. 93[8], eine Richtungstellung des Wortes «Sperrgebiet» enthaltend, lief erst am Abend des 12. ein, zu spät, um noch verwendet zu werden.

Am 12. Februar sandte mir das Staatsdepartement die hier beigefaltete Antwort (Beilage 6)[9] und veröffentlichte dieselbe gleichzeitig, ebenso wie den Text meines Memorandums.

Ich berichtete Ihnen darüber mit Kabel Intérêts No 4[10] und erhielt am 15. Februar darauf Ihre Antwort Intérêts Nr. 1, in welcher Sie mich dringlich «um Aufklärung über den ganzen Vorgang dieser Angelegenheit» ersuchen.

Ich tat dies gleichen Tages mit Kabel Intérêts 3, aus welchem hätte hervorgehen sollen, dass ich am 5. Februar nicht aus eigener Initiative, sondern lediglich auf Wunsch des Grafen Bernstorff gehandelt habe.

Darüber, auf welche Weise der Inhalt Ihres Kabels Nr. 82 am 10. Februar der hiesigen Presse verfrüht bekannt geworden war, regte ich mich damals wenig auf. Ich hatte vermutet, dass es durch Graf Bernstorff geschehen sei. Als aber im Verlaufe der nächsten Tage Berlin und Bern überhaupt verneinten, mir Auftrag erteilt zu haben, und derart dem grossen Publikum ein Rätsel aufgegeben wurde, an dem es immer noch herumratet (Beilagen 8 und 9)[11], und als das Staatsdepartement von mir Aufklärung über das Durchsickern an die Presse erbat, so suchte ich solche am 19. Februar durch den Journalisten Draper, der einzigen Person, mit welcher ich am 10. Februar in der Sache gesprochen hatte, zu erhalten. Anbei die schriftliche Bestätigung dessen, was Draper mir am 19. Februar mündlich gesagt hatte.

Gestern, den 19. Februar[12], habe ich Ihnen, mit Intérêts No 10[13], die von Draper erhaltenen, ergänzenden Nachrichten gekabelt und hoffe, derart den Sachverhalt vollständig klargestellt zu haben.

---

7. *Non reproduit.*
8. *Non reproduit. Cf. E* 2020/66.
9. *Non reproduit.*
10. *Non reproduit.*
11. *Non reproduit.*
12. *Erreur probable de date.*
13. *Non reproduit. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 45, *dont nous connaissons seulement la date de réception qui est le 20 février 1917.*

Gerne möchte ich auch erwähnen, dass die hier beiliegende Mitteilung der *World* (Beilage 10)[14] unzutreffend ist. Ich hatte anlässlich einer Unterredung mit Counsellor Polk denselben allerdings gefragt, ob er von mir, angesichts der wilden Zeitungsgerüchte, irgendwelche Aufklärung wünsche. Er antwortete mir «Nein, wir wissen, dass Sie in guten Treuen handeln», worauf ich die Sache ruhen liess.

Dr. Barthelme ist wegen seines Kabels vom 5. Februar (Beilage 2), welches hier ebenfalls veröffentlicht wurde, von der Kriegspartei hart angegriffen worden. Es hiess, sein Bleiben hier sei unmöglich, und das Staatsdepartement hat ihm wirklich den Wink gegeben, auch ihm freies Geleite verschaffen zu wollen. Er bleibt jedoch in Washington und fährt fort, die *Kölnische Zeitung* zu bedienen.

---

14. *Non reproduit.*

280

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L C.1.17.6. Persönlich — Wien, 21. Februar 1917

Im Nachgange zu meinem gestrigen Telegramm muss ich über meine Audienz beim Kaiser noch einiges beifügen, was ich Ihnen aber nur in persönlicher Form und nicht in einem bei allen Gesandtschaften zirkulierenden politischen Berichte mitteilen möchte.

Zunächst ist ganz allgemein hervorzuheben, dass der junge Monarch, obgleich es sich um einen ganz offiziellen Akt, wie die Überbringung eines Beglaubigungsschreibens handelte, sofort von der durch den alten Kaiser beobachteten Etiquette abwich, indem er die Audienz nicht stehend abhielt und das Gespräch nicht auf allgemeine Liebenswürdigkeiten beschränkte, sondern mich neben sich Platz nehmen liess und sofort die politische Lage zu besprechen begann.

Wie ich Ihnen schon drahtete, konnte der Kaiser die Haltung der schweizerischen Regierung und die Art der Handhabung unserer Neutralität nicht genug rühmen, das Wort «entzückt» brauchte er immer wieder, und beim Abschied wiederholte er nochmals mit Nachdruck die Botschaft an den Herrn Bundespräsidenten, die ich Ihnen gleich nachher durch Telegramm mitteilte. Das Gespräch kam dann auf die politisch und wirtschaftlich missliche Lage der Schweiz, deren Schwierigkeiten Seine Majestät vollkommen anerkennt; wie schon berichtet, drückte er mir seine höchste Freude über den Inhalt der Antwort des Bundesrates an den Präsidenten Wilson aus, daneben erklärte er ausdrücklich, wir hätten den Protest gegen den Unterseebootkrieg gar nicht unterlassen können, das sehe er sehr wohl ein. Als ich darauf hinwies, dass der Bundesrat übrigens auf die vorausgegangenen *beiden* Kriegsparteien zur Last fallenden Verletzungen des Völkerrechts Verwahrung eingelegt habe, sagte der Kaiser: «Ja, das Völkerrecht, wer

hat es in diesem Kriege nicht verletzt? Wenn Völker um ihre Existenz ringen, fallen auch die Rücksichten auf die internationalen Satzungen unter Umständen eben dahin!»

Dann entwickelte er die bekannte Rechtfertigung des Unterseebootkrieges als dem geeignetsten Mittel, die Ententemächte dem Friedensgedanken zugänglicher zu machen, und wies auf die von den Feinden aufgestellten Bedingungen hin, über die man ja gar nicht reden könne. Er wisse zwar wohl, dass kein Brei so heiss gegessen werde, als er gekocht wird, aber auch unter Berücksichtigung dieses Einwandes habe doch die Antwort der Entente an Präsident Wilson keinerlei Handhabe zur Anknüpfung von Verhandlungen geboten, so dass zur ultima ratio des Unterseebootkrieges habe gegriffen werden müssen.

«Was Österreich-Ungarn anbetrifft», sagte der Kaiser, «sollte bei der Bescheidenheit unserer Ansprüche ein Friede doch unschwer zustande kommen können. Wir verlangen gar nichts als die Integrität der Monarchie, höchstens kämen noch einige kleine Grenzregulierungen in Betracht; so sollten wir z.B. zur Sicherung von Cattaro den Lowcen-Berg haben (ich erwartete, dass auch Belgrad genannt würde, was aber – absichtlich oder unabsichtlich – nicht geschah). Mit Frankreich und mit England haben wir direkt eigentlich gar keinen Streit, und ich glaube, dass dementsprechend in diesen Ländern die Animosität gegen uns keine allzu grosse sein sollte, wie auch hier gegen dieselben keinerlei Übelwollen herrscht. *Der Weg zum Frieden könnte vielleicht von diesen beiden Staaten aus und über Österreich-Ungarn gefunden werden,* und einen Weg zum Frieden sollte es geben. Wir sind zwar auf die Fortsetzung des Krieges vorbereitet und werden durchhalten; dass aber eine grosse Friedenssehnsucht herrscht, ist nicht zu leugnen; indessen findet sie sich in gleichem Masse bei unsern Feinden auch. Abgesehen von mir, der ich, wie gesagt, nur die Wahrung der Integrität meines Reiches verfolge, sollte aber auch die Basis zu einer Verständigung mit meinen Verbündeten gefunden werden können. Sie können versichert sein, dass unsere Bedingungen nach jeder Richtung hin äusserst gemässigt und daher annehmbar wären. Belgien z.B. würde gar keine Schwierigkeiten machen, da dessen Wiederherstellung ohne weiteres zugestanden würde.» Hier liess ich die Bemerkung fallen, dass aus verschiedenen deutschen Äusserungen der Schluss erlaubt sei, dass in der Form sogenannter «Garantien» eine gewisse Einschränkung der belgischen Souveranität vielleicht doch beabsichtigt sein könnte, so z.B. in militärischer Beziehung und mit Rücksicht auf die Eisenbahnen; England sei es nun aber sicher weniger um die freie Entwicklung des belgischen Volkes zu tun als darum, dass kein anderer Grossstaat, und namentlich nicht Deutschland, militärischen und diplomatischen Einfluss in dem kleinen, aber der englischen Küste gegenüberliegenden Lande gewinne, darum sei zu befürchten, dass eine nicht vollkommene Wiederherstellung Belgiens in seine früheren, absoluten Souveränitätsrechte, die Entente, d.h. England, nicht zufriedenstellen würde. Der Kaiser erneuerte aber seine Versicherung, dass man sich über die belgische Frage ganz gewiss einigen könnte, und zwar mit einer Bestimmtheit, die mich vermuten lässt, dass eine förmliche «in integrum restitutio» beabsichtigt sei und dass vielleicht schon unter der Hand mit dem König von Belgien Fühlung genommen worden ist, was angesichts der vielfachen Fami-

lienbeziehungen zwischen den beiden Herrscherhäusern nicht allzu schwer sein sollte.

Der Kaiser fuhr dann fort: «*Die schwierigste Frage,* die beim Friedensschluss zu lösen sein wird, ist *die elsass-lothringische Frage.* Ich vermag noch keinen Ausweg zu finden, um über dieselbe hinwegzukommen. Für Frankreich wie für Deutschland handelt es sich dabei um das Prestige des Landes; einerseits ist Frankreich überhaupt wegen Elsass-Lothringen in den Krieg getreten, während andererseits das Deutsche Reich auf der Wiedergewinnung Elsass-Lothringens aufgebaut worden ist. Wäre da ein Kompromiss denkbar? Gewisse Teile des Landes sollen ja ganz germanisiert sein und deutsch fühlen, so namentlich Strassburg und der grösste Teil des Unter-Elsass, während im französischredenden Teile Lothringens und in einigen Gegenden des Ober-Elsass noch ein gewisser Irredentismus herrscht. Ob den Franzosen in diesen ihnen zugeneigten Landesteilen gewisse Konzessionen gemacht werden könnten, darüber kann ich mich nicht aussprechen. Eine Neutralisierung des Landes oder eine ähnliche Kombination würde zu einer Art von ‚Condominium' führen, solche Condominien bieten aber erfahrungsgemäss immer Anlass zu Reibereien zwischen den betreffenden Schutzmächten, und der kommende Friede sollte aber gerade die Streitgelegenheiten vermindern und nicht eine neue Quelle zukünftiger Komplikationen eröffnen.»

Ich konnte dem Kaiser aus eigener Erfahrung einige bestätigende Angaben über die von ihm geschilderten Verhältnisse im Elsass machen, wobei ihm der Umstand, dass Mülhausen bis zum Jahre 1798 schweizerischer zugewandter Ort gewesen ist, neu war. Aufgefallen ist mir immerhin, dass der Monarch über Elsass-Lothringen so genau informiert war. Ich möchte den Schluss daraus ziehen, dass diese Frage wohl auch mit Kaiser Wilhelm, der vergangene Woche während zwei Tagen bei Kaiser Karl zu Besuch war, besprochen worden ist. Die kürzliche Anwesenheit des deutschen Kaisers in Wien darf überhaupt wohl zur Würdigung der Aussprüche seines hiesigen Verbündeten mit in Betracht gezogen werden.

Im Laufe des Gespräches hatte ich übrigens Gelegenheit gefunden, dem Kaiser zu sagen, der Schweizerische Bundesrat sei gewiss stets geneigt, sein möglichstes zu tun, um seinerseits der Sache des Friedens zu dienen, doch müsse er sehr vorsichtig sein, um nicht gerade die entgegengesetzte Wirkung als die gewollte herbeizuführen. Solange Friedensbemühungen von der einen Seite als ein beinahe unfreundlicher Akt betrachtet werden, sei nicht viel anzufangen.

Der Kaiser behielt mich eine volle halbe Stunde bei sich, was viel heissen will, wenn das ganze Vorzimmer voll wartender Leute, wie Graf Tisza und andere Minister, Gesandte und hohe Würdenträger, steht. Seien Sie aber versichert, Herr Bundesrat, dass ich diese Auszeichnung keineswegs auf meine Person beziehe und sie nur desshalb erwähne, weil ich daraus schliesse, der Kaiser habe damit bezeugen wollen, wieviel ihm daran gelegen sei, meine Regierung über sein Auffassung der Lage eingehend zu informieren.

Wenn Sie es für wünschbar halten, dem einen oder dem andern meiner Kollegen vom Inhalte oder von Teilen dieses Berichtes Kenntnis zu geben, so habe ich nichst dagegen einzuwenden. Ich möchte Sie aber für diesen Fall bitten, in Ihren

Mitteilungen an diese Herren daran zu erinnern, dass die einem Gesandten gegenüber gemachten Äusserungen eines Monarchen nur mit äusserster Vorsicht und jedenfalls *ohne Nennung der Quelle* zu verwenden sind.

281

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 31 Bern, 23. Februar 1917, 16.15 Uhr

Ihr Telegramm Nr. 27[1] ist nicht klar.

Wir bitten Sie, folgendes näher zu bezeichnen: 1. Kann der Kongress, der sich am 4. März auflöst, nicht zu einer beliebigen Zeit wieder einberufen werden, um evtl. den Krieg zu erklären? 2. Unser Kabel Nr. 93[2] war eine Richtigstellung des unzutreffenden Ausdrucks in der Ihnen mit Telegramm Nr. 82[3] gemachten Mitteilung Rombergs. In keinem dieser beiden Kabel gaben wir Ihnen Auftrag zu Weiterleitung an die amerikanische Regierung. Dass Sie dies getan haben, hat uns sehr überrascht, denn dadurch sind wir in ernste Verlegenheit geraten. Wir verstehen nicht, welche Antwort Sie haben wollen, und bitten Sie, nicht darauf zu dringen, eine solche zu erhalten. Der Sinn des letzten Satzes in Ihrem Telegramm Nr. 29[4] ist uns unverständlich.

---

1. *Non retrouvé. Dans le rapport politique du 9 mars 1917 [non reproduit], Ritter rappelle le contenu du télégramme n° 27:* ... in welchem ich Ihnen zu sagen wünschte, dass angesichts dessen, dass niemand weiss, ob die Vereinigten Staaten neutral bleiben oder nicht, eine Antwort in der Friedensfrage zu Ihren Handen vom Präsidenten und von Herrn Lansing immer noch unerhältlich ist.
2. *Non reproduit. Cf.* E 2020/66.
3. *Cf. n° 269.*
4. *Non reproduit.*

282

E 2300 London, Archiv-Nr. 11

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Washington, 9. März 1917

Ich hatte die Absicht, Ihnen einen Bericht über die Vorgeschichte des Lansingschen *Statements* vom 2. März (Beilage)[1] zu erstatten; doch muss ich, damit ich die heutige Post benützen kann (wer weiss, wann wieder eine geht), mich mit diesem Privatschreiben begnügen.

Die Stimmung in den Vereinigten Staaten gegen Deutschland wird mit jedem Tage bitterer, und naturgemäss habe ich als der Vertreter der deutschen Interessen darunter besonders zu leiden. Einzelne Zeitungen gefielen sich in unbegründeten Attacken auf mich, andere druckten sie nach, und es wurden, nach dem Schneeballsystem, daraus schliesslich derart absurde Beschuldigungen, dass ich mich am 2. März darüber beim Staatssekretär beklagte. Bei diesem Anlasse stellte mir Lansing die Frage, inwieweit Graf Bernstorff in dem Vorschlage nach Berlin vom 5. Februar (ich hoffe Sie im Besitze meiner Aufklärungen vom 19. Februar)[2] beteiligt gewesen sei. Ich gab ihm darüber volle Auskunft. Gleichen Abends erliess er das *Statement.*

Unnötig zu erwähnen, dass es zur Zeit höchst unangenehm ist, hier zu arbeiten. Wir bestreben uns alle, so neutral als nur möglich zu sein. Aber ganz Washington ist so ausgesprochen antideutsch! Besonders seit dem jüngsten veröffentlichten Antrage Zimmermanns an den deutschen Gesandten in Mexiko. Neue sensationelle Enthüllungen stellt des Staatsdepartement in Aussicht!

Die Behauptung, dass ich ein Freund und Bewunderer Bernstorffs gewesen sei, ist vollständig aus der Luft gegriffen. Wir hatten amtlich einen sehr korrekten Verkehr. Gesellschaftlich kamen wir äusserts selten zusammen. In acht Jahren haben meine Frau und ich einmal abends auf der Botschaft gegessen. Allein war ich einmal zu einem Frühstück dort, als Graf Bernstorff vor zwei Jahren durchreisende prominente Schweizer bei sich sah. Das Botschafterpaar hat *einmal* auf unserer Gesandtschaft gegessen.

Die Übertragung der Interessen kam mir am 3. Oktober als vollständige Überraschung, auf welche ich mit keinem einzigen Worte vorbereitet worden war.

Dass Sie uns Herrn Jenny als Stütze senden, begrüsse ich lebhaft. Gerne hoffe ich, dass er der richtige Mann sein werde, nun, falls einer von uns dreien (Hübscher, Lüthi oder ich) krank werden sollte, in die Bresche treten zu können.

---

1. *Cette déclaration de Lansing disait:* I consider Dr. Ritter's conduct perfectly proper and regret very much the attacks made on him in the papers. It is a wrong impression of the feeling here. We ought not to have any feeling against a man doing his duty faithfully, even if he is serving for the interests of a goverment with which we have severed relations.
2. *Cf. n° 279.*

In der Martin-Sache (Montreal) werden Sie inzwischen längst den Bericht Schwarzenbach und den meinigen erhalten haben und wohl auch schon zu einem Beschluss gelangt sein.

Vor wenigen Tagen vernahm ich, dass unser früherer Legationssekretär Dr. Baumann in ganz heruntergekommenen Zustande auf dem Bureau Schwarzenbach, Huber & Co. in New York vorgesprochen und Herrn Robert Schwarzenbach (immer Schwarzenbach!) um einen Anzug gebeten habe.

283

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
à la Division des Affaires Etrangères du Département politique [1]

Copie d'expédition
T n° 37

Petersburg, 15. März 1917, 1 Uhr

Wie ich auf der französischen Botschaft erfahre, ist der Zug, mit dem der Kaiser von Mohilew nach Moskau reiste, angehalten worden und steht unter Bewachung. Die Kaiserin hat mit ihrem an Röteln erkrankten Sohne und begleitet von zwei Grossherzoginnen Zarskoje verlassen. Das provisorische Komitee hat sich als provisorische Regierung konstituiert und ist von der französischen und englischen Botschaft als de-facto-Regierung anerkannt worden. Die Moderierten unter der Leitung von Rodzianko wünschen die Monarchie zu retten, und suchen den Kaiser bewegen zu können, zugunsten des Zarewitsch abzudanken, der unter die Regentschaft des Grossfürsten Michel gelangen würde. Der Grossfürst Nikolaus Mikhailowitsch ist nach Petrograd zurückgekehrt. Grossfürst Cyrille hat der Duma den Eid abgelegt. Die Armee soll zur Duma halten und gegen das sozialdemokratische Arbeiterkomitee, das die Republik will, die Expropriation des Grundbesitzes, den Achtstundentag, das allgemeine Stimmrecht, Zusammenkunft der Konstituierenden und das Ende des Krieges. Grosse Anstrengungen werden gemacht, um die Ordnung wiederherzustellen, die Zivilisten zu entwaffnen und Plünderungen zu verhindern. Protopopow[2] und Beliaew[3] sind verhaftet, Prinz Galitzin[4] soll es auch sein. Die übrigen Minister sollen sich geflüchtet haben. Pokrowsky ist noch auf dem Ministerium und wartet auf seinen Nachfolger, ohne zu demissionieren.

---

1. *Note du Département politique:* weitergegeben am 15. 1. 1917 nach Paris, Rom, London.
2. *Note du Département politique:* Ministre de l'Intérieur.
3. *Note du Département politique:* Ministre de la Guerre.
4. *Note du Département politique:* Président du Conseil.

284

E 2200 Paris 1/1435

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy

L 111/85/RB Berne, 16 mars 1917

Nous avons l'honneur de vous confirmer les trois télégrammes[1] que nous vous avons adressés hier et avant-hier et qui sont la reproduction de ceux que M. Odier nous a fait parvenir pour nous tenir au courant des évènements qui se succèdent très rapidement à Pétrograd.

La révolution russe était sans doute escomptée depuis quelques semaines déjà à Paris, et les rapports politiques si intéressants des 16[2], 22[3] et 27[4] janvier que vous nous aviez écrits à la suite de conversations avec M. Jules Cambon, nous avaient en quelque sorte préparés à recevoir cette nouvelle.

On pourrait presque se demander, en plaçant les révélations du Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères en corrélation avec la promptitude qu'a mise l'Ambassadeur de France à reconnaître le Gouvernement provisoire, si le Gouvernement de la République n'a pas, sinon aidé, du moins encouragé cette œuvre d'assainissement qui, suivant comment elle se poursuivra, pourra tourner au plus grand profit, non seulement de la Russie, mais encore de l'Europe entière.

Nous serions curieux de savoir ce que pense de tout cela votre excellent informateur, et en attendant, nous continuerons à vous tenir soigneusement au courant de tout ce que nous apprendrons de notre Ministre à Pétrograd.

Sous ce pli, vous trouverez les deux derniers rapports de M. de Planta reçus ce matin de Rome.

---

1. *Cf. n° 282.*
2. *Cf. n° 253.*
3. *Non reproduit. Cf.* E 2200 Paris 1/1433.
4. *Non reproduit.*

285

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 17

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

Copie
RP n° 32 Rom, 16. März 1917

Seit einigen Tagen hält sich in Rom das Gerücht, dass über Neapel der Belagerungszustand verhängt sei und dass sich auch in Palermo die Unruhen wiederholt hätten, über welche ich Ihnen früher einmal berichtet habe. Heute hatte ich Gele-

genheit, einen Landsmann zu sprechen, der von Neapel zurückkehrte, nachdem er einige Tage dort verbracht hatte. Er konnte mir berichten, dass tatsächlich in diesen Tagen zahlreiche Demonstrationen von Frauen und Kindern gegen die Teuerung der Lebensmittel und namentlich gegen die Einschränkung im Bezuge derselben stattgefunden hätten und dass in der Stadt Neapel regelmässig militärische Patrouillen mit aufgepflanztem Bajonett verkehren. Zu eigentlichen Zusammenstössen sei es aber noch nicht gekommen. Die Behörden und das Militär hätten ganz offenbar die Instruktion, solche Zusammenstösse unter allen Umständen zu vermeiden. So komme es, dass Behörden und Carabinieri sich vor allem bemühen, die erregten Volksmassen zu beschwichtigen, indem sie möglichst Konzessionen machen. Mein Gewährsmann hat selbst mitangesehen, wie den demonstrierenden Frauen ein Spezereiladen geöffnet und daraus Zucker unter dem offiziellen Höchstpreis verkauft worden sei. An andern Orten seien Waren abgegeben worden, deren Verkauf für den betreffenden Tag ganz verboten gewesen sei. Überhaupt kümmere man sich in Neapel nicht gross um die zahlreichen Dekrete, welche die Lebenshaltung einschränken sollen; so bekomme man in den Hotels Butter und in den Confiserien Zuckerwaren, soviel man wolle.

Diese Nichtbeachtung der Dekrete mag ja zum Teil ihre Begründung haben, einerseits in der Gleichgültigkeit des süditalienischen Beamten bei der Erfüllung seiner Pflichten und anderseits in dem Volkscharakter, der sich nicht leicht in die Bande eines Gesetzes legen lässt. Unzweifelhaft liegt aber in diesen Vorgängen auch der Beweis dafür, dass die Regierung genötigt und gewillt ist, drohende Unruhen nicht durch Gewalt zu unterdrücken, sondern ihnen durch Konzessionen zuvorzukommen. Dieses gleiche System, welches den Minister des Inneren, Orlando, zum intellektuellen Urheber hat, ist schon vor Wochen in Sizilien mit Erfolg angewendet worden, wo selbst die Behörden mit den Sozialisten paktiert und dadurch die Ausbreitung des Aufstandes verhütet haben. Von grosser Stärke der Regierung zeugt freilich dieses Vorgehen nicht.

Hier in Rom verspürt man nicht soviel von der Unzufriedenheit der Bevölkerung, dagegen höre ich aus mehreren Quellen, für deren Zuverlässigkeit ich freilich nicht einstehen kann, dass die Stimmung im Norden sich sehr verschlimmert habe.

Mit heute tritt eine Verfügung in Kraft, welche den Verkauf von Zuckerwaren und Patisserie vollständig untersagt. Damit greift man an einen der wundesten Punkte in der Lebensweise des Römers, und es wird sich bald zeigen, ob dieser sich eine solche Einschränkung auf die Dauer gefallen lassen wird.

Aus den offiziellen Mitteilungen des Marineministeriums, welche durch di Stefani verbreitet werden, haben Sie ersehen, dass man die Zu- und Abfuhrverhältnisse für Schiffe nach und aus italienischen Häfen derart günstig schildert, dass man eigentlich zu der Überzeugung kommen müsste, der verschärfte Unterseebootkrieg habe der Schiffahrt wesentlich genützt, statt ihr zu schaden. In Tat und Wahrheit scheint es aber doch nicht so rosig zu stehen. Ich habe gestern durch einen Herrn, der dem Kommissariat für die Lebensmittelversorgung nahesteht, gehört, dass die Zufuhr an Getreide und verschiedenen notwendigen Gebrauchsartikeln, von Kohle gar nicht zu sprechen, sehr zurückgegangen sei und dass der

Ausfall in den Vorräten sich schon stark fühlbar mache. Mein Gewährsmann sprach mit grosser Besorgnis von den Schwierigkeiten, welche sich unfehlbar einstellen müssten, wenn die Zufuhrverhältnisse sich nicht wesentlich verbessern.

Von unsern Konsulaten habe ich den erbetenen Bericht über den Schiffsverkehr in den italienischen Häfen noch nicht erhalten.

Die Debatten in der Kammer über die wirtschaftlichen Massnahmen der Regierung nehmen den vorausgesehenen Verlauf. Die allerorts herrschende Unzufriedenheit kommt häufig genug in einzelnen Reden, Zwischenrufen und in dem Beifall zum Ausdruck, welchen oppositionelle Redner ernten, aber zu einem ernsthaften und zielbewussten Widerstand kommt es nicht. Ich habe ganz den Eindruck, dass der Journalist den Nagel auf den Kopf getroffen habe, der mir letzter Tage sagte: Die Kammer ist einig in dem Spenden des Beifalles, aber ganz uneinig in der Form, in welcher dieser einmütige Beifall gespendet wird. Dem Redner der Regierung klatscht man den Beifall in möglichst sichtbarer Weise mit erhobenen Händen, dem Redner der Opposition applaudiert man womöglich noch heftiger, aber mit den Händen unter dem Pulte, und für denjenigen Redner, der hohe vaterländische Akzente anschlägt, erhebt man sich demonstrativ von den Sitzen, um Beifall zu klatschen. Das Bild ist nicht gerade vornehm, aber es ist getreu!

Die Vorgänge in Russland werden hier, wie nicht anders zu erwarten war, als ein Triumph der Entente bezeichnet, weil durch sie die Elemente ausgeschaltet seien, die einer energischen Kriegsführung bisher hinderlich gewesen seien.

Es ist für den Fernstehenden natürlich nicht möglich, zu beurteilen, ob diese Auffassung auf richtigen Prämissen beruht. Die Tatsache, dass die Duma gemeinsame Sache gemacht zu haben scheint mit den Revolutionären, liesse darauf schliessen, dass der tiefere Grund der Revolte nicht in der Unzufriedenheit mit dem Kriege, sondern in den innerpolitischen Gegensätzen zwischen der liberalen und der reaktionären Partei zu suchen sei.

Anderseits hat man den Eindruck, dass die Arbeitermassen nicht nur durch politische Erwägungen in Bewegung gesetzt worden seien, sondern dass dabei auch der Unwille über den Krieg und seine Folgen mitgespielt haben müsse. In dem einen wie in dem andern Falle ergibt sich aus diesen Ereignissen die bedeutungsvolle Frage, welchen Einfluss dieselben haben werden auf die Fortsetzung des Krieges. Hier ist man geneigt, anzunehmen, dass der Regierungswechsel in Russland dem Kriege einen neuen entscheidenden Impuls geben werde.

Vorstehendes hatte ich niedergeschrieben, als das zweite Telegramm aus Petrograd einlief, welches bedeutsame Winke enthält über die Ursachen und die weitere Entwicklung dieser Revolution. Bringt man den Inhalt dieses Telegrammes in Zusammenhang mit den hier verbreiteten Nachrichten aus Petrograd und den Kommentaren der hiesigen Presse, so lässt sich unschwer erkennen, dass in dieser Revolution zwei Seelen schlummern, die nur zu bald erwachen und neue scharfe Gegensätze zeitigen werden.

Ich lege hier den Leitartikel bei[1], den Franz Caburi in der soeben erschienenen Nummer des Mittagsblattes *Il Piccolo* des *Giornale d'Italia* publiziert hat und der

1. *Non reproduit.*

die offizielle Version der Konsulta wiedergeben dürfte. Ich habe absichtlich nicht nur diesen Leitartikel, sondern auch die gleichzeitig veröffentlichten und zensurierten Telegramme[2] dem Ausschnitt beigegeben, damit Sie sich von den Tendenzen überzeugen können, von welchen diese Nachrichten und deren Veröffentlichung eingegeben sind. Die Revolution soll als grosser Erfolg der Ententepolitik erscheinen und der Glaube zerstört werden, dass auch pazifistische Tendenzen bei den Revolutionären mitgewirkt hätten.

Es ist nicht möglich, jetzt schon und aus der Ferne darüber zu urteilen, ob diese Bewegung in ihrem Enderfolg der Sache des Friedens förderlich oder schädlich sein wird. Ich habe den Eindruck, dass das Feuer des internationalen Sozialismus, welches in Petrograd angefacht worden ist, nicht so leicht erlöschen werde und dass diese Richtung nicht zur Ruhe kommen werde, bevor die Bahn für sie freier gemacht wird durch die Beendigung des Krieges. Zunächst ist es die Politik der Progressionisten, welche über die Reaktion Herr geworden ist – wie lange aber wird es gehen, bis auch sie unterliegt gegenüber der Anarchie? Die Überzeugung, dass die Ereignisse in Russland im Flusse bleiben werden, lässt mich erwarten, dass die kriegerische Tätigkeit dieses Landes lahmgelegt sein wird, und daraus schöpfe ich die Hoffnung, dass diese Revolution doch einen Schritt in der Richtung des Kriegsendes bedeute.

Herr v. Sonnenberg berichtet mir soeben von einem Gespräch, das er mit Angehörigen der belgischen und rumänischen Gesandtschaft gehabt hat. Nach diesen Herren sei der Entente schon seit längerer Zeit bekannt, dass eine Revolution im Gange sei, die von der Duma in enger Fühlung mit den Alliierten vorbereitet wurde. Der hiesige russische Botschafter de Giers zeige sich sehr erfreut über die eingetretene Wendung und sehe der weiteren Entwicklung der Bewegung mit voller Zuversicht entgegen. Auch auf der englischen und französischen Botschaft sei man sehr befriedigt. Die Armee, d. h. wohl deren Führer, hätten dem Umsturz unter der Bedingung zugestimmt, dass der Person des Kaisers nichts zuleide getan werde. Man nehme an, dass der zurückgetretene Kaiser entweder in die Krim oder, was wahrscheinlicher sei, nach England gehen werde. Wenn sich diese Annahme bestätigt, würde sich eine recht interessante Parallele ergeben zwischen den Herrschern des kleinsten und des grössten Reiches unter den Alliierten: Der König von Montenegro in Frankreich und der Kaiser von Russland in England interniert!

Der neue Regent soll womöglich noch unbedeutender sein als sein zurückgetretener Bruder, ein willenloses Werkzeug in der Hand der Duma.

Im Anschluss an den heute eingegangenen Bericht des Herrn Minister Haab reproduziere ich nachstehend eine Stelle aus einem Briefe, den mir ein Freund dieser Tage geschrieben hat, der in den letzten Tagen aus Deutschland zurückgekehrt ist, nachdem er dort Gelegenheit gehabt hat, mit hochgestellten politischen und militärischen Persönlichkeiten Rücksprache zu nehmen:

«Als Unterstaatssekretär war Zimmermann am Platze, als Staatssekretär wird er's kaum sein. Er hat gute Eigenschaften, aber nicht diejenigen eines leitenden

2. *Non reproduit.*

Staatsmannes. Dieser Mangel dürfte sich bei der weiteren Entwicklung der Dinge insofern ausgleichen, als stärkere Persönlichkeiten das Schicksal des Reiches in die Hand nehmen werden. Zur Zeit macht Bethmann die Politik, die das Trio Hindenburg, Ludendorff, Zimmermamm bestimmt, macht sie ‚weinend', wie man in Berlin sagt. Zimmermann ist Werkzeug in der Hand von Ludendorff, der alle seine Partner überragt, vom genialen Heerführer aber erst in die Rolle des Staatsmannes hineinwächst, das Herz zu einem Lenker der Nation besitzt und Fehler zu vermeiden lernen wird. Soviel man hört, sind die drei Hauptmacher darin einig, dass Bülow als Bevollmächtigter der Reichsregierung die künftigen Friedensverhandlungen leiten soll. Er ist als Kanzler nicht erwünscht, aber der Erfahrenste und Geschickteste, der sich für diese Spezialaufgabe finden lässt.

«Man erwartet in Deutschland für den Spätsommer oder Herbst bestimmt das Ende des Krieges oder genauer gesagt der kriegerischen Operationen, man zählt aber dann noch eine Reihe von Monaten bis zum Friedensschluss. Die Verhandlungen werden langwierig sein, und für Deutschland wird alles darauf ankommen, ob unsere Unterhändler die Fähigkeit prompter Entschlüsse, rechtzeitigen Verzichtes und zweckmässigen Zugreifens besitzen.»

286

E 1004 1/264

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 24 mars 1917

703. Stellungnahme des schweizerischen Gesandten in Petrograd gegenüber der durch die Revolution eingesetzten Regierung.

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 22. März 1917

Der russische Geschäftsträger Herr Bibikow überreichte dem politischen Departement am 19. März die Kopie einer Note[1], die der gegenwärtige russische Minister des Auswärtigen, Herr Miliukow an die Kaiserliche Gesandtschaft in Bern richtet.

Es wird darin der durch die jüngste Revolution in Russland am 15. März erfolgte Verzicht des Kaisers Nikolaus II. für sich und den Erbgrossherzog Alexis Nikolajewitsch auf den russischen Thron zugunsten des Grossherzogs Michel Alexandrowitsch notifiziert. Dieser letztere hat seinerseits durch eine Erklärung vom 16. März auf die Annahme der höchsten Staatsgewalt bis auf den Zeitpunkt verzichtet, wo eine aus dem allgemeinen Wahlrecht hervorgegangene, konstituierende Versammlung die neue Regierungsform und die neuen Grundgesetze Russlands festgelegt habe. Gleichzeitig hat er ein Manifest an alle russischen Staatsangehörigen erlassen, in dem er diese ersucht, in der Zwischenzeit sich der von der Duma eingesetzten provisorischen Regierung zu unterwerfen.

1. *Non retrouvé.*

Die Schweiz ist durch die Überreichung der eingangs erwähnten Note vor die Frage gestellt, wie sie sich zur provisorischen Regierung zu stellen habe. Laut den von dieser selbst gemachten Mitteilungen ist der gegenwärtige politische Zustand in Russland nicht als bleibend, sondern nur als vorübergehend gedacht. Es ist auch nicht sicher, ob die monarchische Staatsform aufgegeben werde; vom abdankenden Kaiser wurde als zukünftiger Souverän, offenbar im Einverständnis mit dem Revolutionsausschuss, Grossherzog Michael Alexandrowitsch bestimmt. Bis zur Aufstellung und Annahme einer neuen Verfassung durch die Duma ist aber jedenfalls diese und die von ihr eingesetzte provisorische Regierung als die legitime Vertretung des Landes zu betrachten.

Von dieser Auffassung ausgehend, haben, wie die Erkundigungen ergaben, England, Frankreich und Italien die provisorische Regierung Russlands von Anfang an de facto anerkannt. Die formelle Anerkennung sei beschlossen und werde nächstens folgen.

Das politische Departement ist der Meinung, dass im Hinblick auf die provisorischen Verhältnisse von einer formellen Anerkennung der gegenwärtigen Regierung zurzeit Abstand genommen werden sollte. Jedoch wäre der schweizerische Gesandte in Petrograd, dem die Bildung der provisorischen Regierung durch eine Note des Ministers des Auswärtigen notifiziert wurde, und der sich bisher auf eine blosse Empfangsbestätigung beschränkte, zu beauftragen, sich mit der provisorischen Regierung in Verbindung zu setzen und sowohl damit, wie auch durch Wiederaufnahme der geschäftlichen Beziehungen die provisorische Regierung tatsächlich anzuerkennen.

Es wird dem Antrage gemäss *beschlossen:*

1. Dem russischen Geschäftsträger wird der Empfang der Notifikationsnote mit dem Ausdruck der besten Wünsche für das Wohlergehen Russlands bestätigt (nach vorgelegtem Entwurf)[2].

2. Der schweizerische Gesandte in Petrograd wird beauftragt, der provisorischen Regierung die besten Wünsche für das Wohlergehen Russlands zu entbieten. Gleichzeitig wird er ersucht, die durch die Revolution unterbrochenen Beziehungen mit der russischen Regierung damit wieder aufzunehmen[3].

---

2. *Reproduit en annexe.*
3. *Cf. n° 289.*

ANNEXE

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Chargé d'Affaires de Russie à Berne, M. Bibikov

Copie
N

Berne, 24 mars 1917

Le 19 de ce mois, Monsieur le Chargé d'Affaires de Russie a communiqué au Chef du Département politique suisse la copie d'un télégramme par lequel Son Excellence M. Milioukov, Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement Provisoire institué à Pétrograd, notifie aux Puissances

étrangères qu'à la date du 15 courant S.M. l'Empereur Nicolas II a renoncé, pour lui et son fils, au trône de Russie en faveur du Grand-Duc Michel Alexandrovitch, qui, d'autre part, a renoncé le lendemain à assumer le pouvoir suprême jusqu'au moment où une assemblée constituante aura établi la forme de Gouvernement et les nouvelles lois fondamentales de la Russie.

Le Conseil fédéral, à la connaissance duquel cette communication avait immédiatement été portée, a chargé le Département politique d'en accuser réception au Gouvernement Provisoire et d'exprimer les vœux qu'il forme pour le bonheur et l'avenir de la Russie.

M. Hoffmann a l'honneur de présenter ses compliments très distingués à M. Bibikov et lui serait fort obligé de vouloir bien faire part à Son Excellence M. Milioukov de la décision du Conseil fédéral.

287

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Pétrograd, 11/24 mars 1917

Avisé tardivement qu'un courrier de Suède va partir et que les lettres doivent être remises aujourd'hui avant 4 h., je me hâte de vous envoyer quelques renseignements sur la situation.

Le calme matériel est à peu près rétabli mais on ne peut dire que l'on soit en sécurité. On ne voit pas encore le fonctionnement d'une police inspirant la confiance.

Les masses ouvrières, domestiques, artisans sont dans un état d'excitation inquiétant; le peuple est grisé de sa victoire; un souffle de nivellement social, et la haine contre tous ceux qui possèdent, entretiennent une agitation angoissante. Les condamnés de droit commun, auxquels on a donné la liberté, sont répandus dans la capitale et forment un noyau de malfaiteurs desquels on peut tout craindre; des attaques à main armée, meurtres, vols ont déjà eu lieu sur la voie publique.

Il y a en réalité trois rouages de gouvernement; le Comité de la Douma qui a eu l'initiative du changement de régime, le Ministère issu de la Douma et le Comité mixte composé d'ouvriers et de soldats. Des ordres contradictoires émanent de ces différents centres d'autorité. Le Ministère n'a qu'une force morale; il ne peut s'appuyer sur aucune force de police ou militaire; tandis que le comité d'ouvriers et de soldats dispose de toute une tourbe (*sic*) de gens armés, réfractaires à toute discipline. Un certain lien existe encore entre ce Comité et le Ministère ou Gouvernement Provisoire, mais combien cela durera-t-il? C'est la préoccupation la plus sérieuse à l'heure actuelle. Le travail n'a pas encore repris normalement. Les ouvriers formulent des prétentions dont quelques-unes sont inadmissibles et varient du reste d'une usine à l'autre.

A la grande fabrique Treugolnik, compagnie russo-américaine de caoutchouc où deux de nos compatriotes sont directeurs, une première conférence de délégués des ouvriers et des directeurs avait abouti à une entente admissible: journée de 6 heures, salaires augmentés dans la proportion de 8 à 10, c'est-à-dire restant

les mêmes pour 8 heures que pour 10 heures de travail. Un protocole avait été dressé et devait être affiché à la porte de l'usine. Le lendemain, les ouvriers se sont présentés pour parlementer de nouveau. Leurs porte-parole, qui n'étaient plus les délégués de la veille, ont réclamé 100% d'augmentation sur les salaires et le droit d'élire eux-mêmes directeurs et contremaîtres. Aux dernières nouvelles le travail avait repris partiellement ensuite d'une transaction.

Le grand danger de la situation réside dans l'absence totale de discipline de cette foule de soldats dont regorge Pétrograd. Les officiers n'ont plus le droit de porter les armes tandis que les soldats sont armés; ils ne saluent plus les officiers et demandent à élire eux-mêmes leurs chefs. Le Gouvernement essaie actuellement de persuader la troupe qu'en face d'une forte offensive allemande la discipline et l'entente sont le seul moyen de conserver les conquêtes de la révolution. Y parviendront-ils? On évalue aux ¾ la proportion des ouvriers et soldats marxistes, antimilitaristes. Si c'est exact on ne se représente pas cette masse réfractaire à toute autorité se prenant tout à coup d'un beau zèle guerrier pour repousser l'envahisseur.

La question alimentaire est aussi brûlante; les subsistances sont rares et à des prix fantastiques. Si la famine s'établit gare aux désordres et au pillage!

En ce qui concerne la reconnaissance officielle du nouvel ordre de choses, les Etats-Unis d'Amérique paraissent être la seule nation qui ait reconnu le Gouvernement Provisoire jusqu'ici, mais les représentants des pays Alliés sont, dès le début de la crise, entrés en rapports de fait avec le nouveau Ministre des Affaires Etrangères. La plupart des chefs de missions ont accusé réception à M. Milioukov de sa note annonçant la formation du Gouvernement Provisoire et ont remis leur note en personne au nouveau chef du Ministère des Affaires Etrangères. En ce qui me concerne, je lui ai envoyé un accusé de réception en me réservant de lui communiquer ultérieurement votre réponse officielle. Le lendemain, je lui ai fait une visite de politesse. Il a été courtois et fort aimable envers la Suisse dont il admire les institutions et où il possède des relations parmi les journalistes (*Journal de Genève, Gazette de Lausanne* entr'autres).

Il m'a dit que son parti avait été lui-même surpris de l'effondrement si rapide du pouvoir monarchique, que la décision de faire arrêter l'ex-Empereur et l'ex-Impératrice avait été prise dans leur propre intérêt, pour leur éviter le danger des excès possibles. Il a reconnu que le Gouvernement officiel éprouvait beaucoup de difficultés du fait de ce dualisme de la Douma et du Comité ouvriers et soldats; mais il a exprimé l'espoir que grâce à l'influence de certains représentants des ouvriers, restés en contact avec le Gouvernement, l'entente finirait par s'établir. Qu'il y fallait du temps et beaucoup de doigté.

Dans une de vos dépêches, vous nous demandez des précisions sur les dommages causés à nos compatriotes au cours de l'émeute. Voici ce qui est parvenu à notre connaissance. Dans la fabrique de gainerie et brosserie de M. S. Bächli, on a brisé les vitres des bâtiments de la fabrique, détérioré les conduites d'électricité, le téléphone, etc. et emmené deux automobiles dont M. Bächli espère rentrer bientôt en possession. Des automobiles ont été prises à M. Neuscheller, à M. Bleuler; nous faisons les démarches nécessaires pour les faire restituer. Le magasin de

pâtisserie de M. Crusi a été pillé 2 fois et l'aménagement endommagé. A cela se bornent jusqu'à présent les dommages qui nous ont été signalés.

Des provinces les renseignements qui nous sont parvenus des consuls ne mentionnent ni pertes matérielles, ni lésions personnelles.

Vous nous excuserez, Monsieur le Conseiller fédéral, si nous ne pouvons encore nous conformer à votre désir de recevoir nos rapports avec copies. Nous avons beaucoup de déboires avec notre personnel. Une de nos dactylographes est venue 17 jours en tout depuis le mois de janvier et nous ne pouvons pas compter sur elle.

Le courrier va partir, je dois terminer ces lignes en vous adressant, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

288

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 70

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 187 Paris, 24 mars 1917

Le nouveau Ministre des Affaires étrangères, M. Ribot, a conservé M. Cambon comme Secrétaire général des Affaires étrangères et M. Denys Cochin comme Sous-Secrétaire d'Etat du Blocus. Il a gardé, pour les affaires de la Présidence du Conseil M. Arnauné qui était son chef de Cabinet au Ministère des Finances et qui est un homme fort distingué; il est professeur à l'Ecole des Sciences politiques, a été Directeur des Monnaies et à donné de nombreuses preuves de son bon vouloir dans les affaires que j'ai eu à traiter avec lui depuis vingt ans.

Comme chef de Cabinet pour les Affaires étrangères, M. Ribot s'est adjoint M. Hermitte qui était jusqu'ici le secrétaire et le fac totum de M. Jules Cambon. M. Hermitte servira donc de trait d'union de tous les instants entre MM. Ribot et Cambon, alors qu'au temps de M. Briand, il était extrêmement rare que M. Cambon pût voir le Président du Conseil.

Si je vous relate ces nominations de chefs de cabinet, c'est parce qu'elles consacrent l'éloignement de M. Berthelot qui, dans les dernières années, a été successivement le chef de Cabinet de MM. Viviani, Bienvenu-Martin et Briand. Comme celui-ci était assez paresseux et plus orateur qu'homme d'action, Berthelot jouait les premiers rôles. Il s'était d'ailleurs attribué la distribution des 20 ou 25 millions de fonds pour la presse, dirigeait la propagande française à l'étranger, recevait les collaborations financières de divers intéressés: fabricants d'armes, financiers, en sorte qu'il était devenu, peu à peu, l'éminence grise des derniers ministres des Affaires étrangères. Il y avait au Ministère le courant Cambon et le courant Berthelot.

Il paraît que M. Berthelot va reprendre une des sous-directions de la division des Affaires politiques et commerciales, mais comme il s'est surmené depuis le début de la guerre, on assure qu'il prendra un petit congé de repos et qu'on lui cher-

chera, pendant ce temps, un poste à l'étranger. L'importance de ce changement de personne ne vous échappera pas.

En ce qui concerne les affaires russes, on attend; dans les milieux alliés comme aux Affaires étrangères, l'impression n'est pas optimiste; il faut maintenant savoir prendre patience et voir les choses se développer.

[...]

Ce matin, j'ai fait une petite visite à M. Ribot, le nouveau Président du Conseil que j'ai trouvé quelque peu fatigué. Il ne m'a pas caché qu'il aurait vivement désiré ne pas prendre le portefeuille des Affaires étrangères parce que la tâche est effroyable.

Il reste encore sous l'impression des nécessités financières qui étaient son constant souci des dernières années, car son premier décret est une mesure pire que le décret Lloyd George du 23 février. Il a interdit ce matin toutes importations quelconques en France et en Algérie, sans distinction entre les marchandises de luxe ou les autres, à la seule exception des chargements expédiés directement à une date antérieure à la publication du décret.

Des dérogations à ces prohibitions pourront être autorisées par le Ministre des Finances, soit à titre général, soit dans la limite de contingents déterminés par un Comité qui proposera au Ministre du Commerce des dérogations générales pour certaines marchandises, des contingents trimestriels d'importation pour des produits déterminés et, pour chaque contingent, un plan de répartition entre les divers groupements industriels ou commerciaux.

Les demandes d'importation donneront lieu à la perception d'une redevance qui sera fixée selon un tarif à élaborer.

J'ai demandé à M. Ribot quels motifs l'avaient poussé à une mesure qui, à l'égard de la Suisse notamment, me paraît bien peu logique, puisque la France vend, en temps de paix, trois fois plus de marchandises en Suisse que la Suisse n'en vend en France. Si, l'année dernière, les importations de Suisse ont, en apparence, augmenté, c'est qu'elles comprennent de très nombreuses fournitures de guerre (bois, fer, munitions, chaussures). Quant aux broderies et soieries, elles sont essentiellement une matière première pour l'industrie parisienne de la confection, qui est elle-même exportatrice; les neuf dixièmes des montres françaises sont fabriquées avec des ébauches suisses. La Suisse vit de l'exportation de ces trois grandes industries et, au point de vue politique, cette prohibition frappe de la façon la plus dure un peuple qui a cherché depuis trois ans à remplir tout son devoir national et international en ne reculant devant aucun sacrifice.

M. Ribot a répondu qu'il y avait là une question d'argent ou de change. «Je ne peux pas, dit-il, laisser tomber le change français à 50%; la France n'est pas l'Angleterre, ses exportations n'ont pas augmenté depuis la guerre comme celles de l'Angleterre, elles ont baissé de près de moitié; nous ne pouvons pas continuer à importer, sinon c'est la ruine, car c'est l'exportation de notre or, base de notre crédit. Il faut absolument imposer à la population française l'obligation de vivre beaucoup plus modestement, d'acheter le moins possible et de se priver de toute espèce de dépenses superflues. Nous ne pouvons pas faire autrement. J'ai déjà dû donner, dans les derniers temps, l'instruction de ne plus commander de munitions

en Suisse, parce qu'il était trop onéreux d'ajouter 17% de change. L'Angleterre va nous couper une partie de nos exportations. Si nous sommes ruinés, la Suisse ne nous vendra plus rien ou nous ne pourrons plus la payer, ce qui revient au même. Si la Suisse veut continuer à nous vendre, qu'elle nous ouvre des crédits; que ses industries nous fassent des crédits à long terme. Vous savez quelle affection j'ai pour votre pays; cette mesure n'a rien qui soit dirigé contre la Suisse, mais le change suisse et le change espagnol sont tellement onéreux qu'il faut trouver une combinaison pour qu'en Suisse et en Espagne on nous ouvre des crédits.»

Vous voyez, Monsieur le Conseiller fédéral, sur quel terrain se place le Président du Conseil. Vous savez qu'il y a quelques mois, les banques suisses avaient trouvé une combinaison pour mettre 50 millions à la disposition de la France sous forme de traites souscrites par un groupe d'industriels français de premier ordre, escomptées par nos banques et renouvelables par trimestre. Je pense que vous entretiendrez de la question notre Banque Nationale. Si l'on réfléchit qu'il n'y a pas eu, en apparence, plus de 50 millions de différence au profit de la Suisse dans les envois réciproques de marchandises l'année dernière, si l'on réfléchit que beaucoup d'envois de Suisse en France disparaîtront puisqu'ils étaient en réalité des envois déguisés de marchandises allemandes (bois, fer, certaines machines), la différence à parfaire sous forme de crédit ne devrait pas être énorme. Seulement, je ne crois pas personnellement que la hausse du change soit due uniquement à la balance du commerce des marchandises; je la suppose influencée beaucoup plus par le change sur New York; mais si une combinaison financière peut aider à la solution, nous ne devons pas hésiter à l'étudier ne fût-ce qu'en vue d'améliorer les contingents à obtenir.

Je ne doute pas d'ailleurs que le décret ne s'applique pas au transit et qu'ainsi il ne touche pas aux marchandises que nous tirons d'Amérique, d'Espagne ou d'Angleterre. (Voir un rapport spécial à votre Division du Commerce).

289

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Pétrograd

Copie d'expédition
T n° 52 Bern, 25. März 1917, 12 Uhr

Der Bundesrat beschloss, Sie zu beauftragen, der provisorischen Regierung die besten Wünsche für das Wohlergehen Russlands auszudrücken. Gleichzeitig sind Sie beauftragt, mit der Regierung de facto in Verbindung zu treten.

290

E 27, Archiv-Nr. 13561

Le Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

R Geheim Bern, 7. April 1917

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich gestern und vorgestern, den 5. und 6. ds. Mts., im Einverständnis des Generals, mit den vom französischen Oberkommando dazu abgeordneten Offizieren mich neuerdings besprochen habe über die Art des Zusammenwirkens der schweizerischen und der französischen Armee im Falle einer deutschen Invasion in die Schweiz. Bei den Besprechungen war Herr Oberstlt. i. Gst. von Goumoëns zugegen. Von französischer Seite nahmen daran teil General Weygand, Generalstabschef des Generals Foch, *Commandant du groupe d'armées de droite,* Oberstlt. i. Gst. Hellé von der Operationssektion der Armee, und Commandant Guittry vom Eisenbahndienst; anwesend war zugleich der französische Militärattaché, General Morier.

Ich habe zur Eröffnung unserer Besprechungen zunächst wieder wie das letzte Mal betont, dass wir einstweilen keinen Grund und namentlich keinerlei Anhaltspunkte hätten, um eine deutsche Invasion befürchten zu müssen, dass wir aber ersuchten, uns darüber Mitteilung zukommen zu lassen, wenn der französische Nachrichtendienst über Anhaltspunkte im Sinne einer Bedrohung unseres Gebietes von deutscher Seite verfügte.

Sodann erklärte ich den Herren, die ganze Besprechung finde unsererseits wie früher allein unter der Voraussetzung statt, dass ein Betreten schweizerischen Gebietes durch französische Truppen nur erfolge *auf Grund eines an die französische Regierung zu richtenden förmlichen Begehrens des Schweizerischen Bundesrates um Hilfeleistung.* Gestützt auf dieses Begehren und die entsprechende Zusage würde alsdann, abgesehen von einem zwischen den Regierungen abzuschliessenden allfälligen Bündnisvertrage, eine Militärkonvention zwischen den beiden Armee-Oberkommandos über die gemeinsamen Operationen zu vereinbaren sein.

Ich hob insbesondere hervor, dass wir uns vorbehalten, Grenzverletzungen durch Truppen der Zentralmächte, wenn es sich nicht um eine allgemeine, übermächtige Invasion handle, mit unsern alleinigen Kräften abzuweisen, ohne Anspruch auf Hilfeleistung bei Frankreich zu erheben.

Bei der Besprechung dieses Punktes zeigte es sich, dass das französische Kommando die Befürchtung hegt, es könnte aus einer untergeordneten Grenzverletzung sich beinahe unvermittelt ein bedeutender Einbruch entwickeln und unser Hilferuf so zu spät erfolgen. Ich suchte die Herrn darüber zu beruhigen, indem ich ihnen erklärte, es liege ja vor allem in unserm eigenen Interesse, den Zuzug rechtzeitig herbeizurufen und nicht erst nachdem unsere Armee im Kampfe mit einem übermächtigen Gegner starke Krafteinbusse erlitten hätte. Übrigens wird ein beabsichtigter Durchbruch durch die Schweiz sich stets auf einer viel grössern Frontausdehnung fühlbar machen, als es bei einem bloss taktischen Übergriff am Südflügel der beiden jetzt sich gegenüberstehenden Armeen der Fall wäre.

Ich sprach gegenüber den französischen Vertretern dann noch den bestimmten Wunsch aus, dass nur französische und allfällig englische Truppen zur Verwendung in der Schweiz kommen sollten, nicht aber italienische oder Kolonialtruppen.

Besprochen wurden im weitern sodann insbesondere noch folgende Punkte: die Stärke der Hilfsarmee; die Verhältnisse des schweizerischen Oberkommandos in seinen Beziehungen zum französischen Grossen Hauptquartier; die Vorbereitungen einer verstärkten Deckungsfront, hinter welcher der Aufmarsch der verbündeten Kräfte erfolgen könnte; der Antransport und Anmarsch der Hilfskräfte; die Ergänzung unserer Ausrüstung an schwerer Artillerie, an Munition, Handgranaten, Sprengstoffen; an Flugzeugen, an Telegraphenmaterial usw.; die Verpflegungsverhältnisse der eignen und der Hilfsarmee; die Beziehungen zur inländischen politischen Verwaltung, wobei festgestellt wurde, dass innert unserm Gebiete schweizerische Gesetze und Vorschriften für die Hilfsarmee wir für unsere Truppen zu gelten hätten, dass alle Amtsstellen und -personen in ihren Funktionen zu erhalten und zu schützen seien usw. Über all dieses und ein Mehreres hätten die abzuschliessenden Verträge, Militärkonvention usw. zu bestimmen.

Irgendwelche schriftliche Abmachungen sind nicht getroffen worden; jede Partei hat ihre Notizen im Laufe der Besprechungen gemacht. General Weygand hat am zweiten Tage uns eine kurze Rekapitulation der besprochenen Punkte vorgelesen, zu der wir diese und jene Bemerkung, Berichtigung oder Ergänzung anbrachten, im allgemeinen ergab sich vollständiges Einverständnis beiderseits; insbesondere auch bezüglich der Bedingung, dass die Hilfeleistung nur auf das Begehren unserer Regierung einzutreten habe.

Zum Schlusse erlaube ich mir vorzuschlagen, dass für den Fall des kriegerischen Zusammengehens, sei es mit Frankreich, sei es mit Deutschland, vorbereitet werden:

a) der Entwurf eines *Bündnisvertrages,* in dem die politischen, administrativen und ökonomischen Beziehungen der verbündeten Länder festgestellt werden;

b) eine *Militärkonvention* zur Feststellung der Beziehungen der kooperierenden Armeen untereinander.

Ob das Verhältnis zwischen fremder Armee und unserm Lande in dem Entwurf nach a) oder nach b) zu behandeln sei, lasse ich einstweilen dahingestellt.

Ich gewärtige gern Mitteilung Ihrer Entschliessung in bezug auf Punkt a), da die Art der Abfassung der Militärkonvention von dem abhängt, was in dem Bündnisvertrag Aufnahme findet.

291

E 2001, Archiv-Nr. 911

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 42 Bern, 9. April 1917, 1 Uhr abends

Beim Staatsdepartement und eventuell beim Präsidenten wollen Sie sich nachdrücklichst dafür verwenden, dass die amerikanische Regierung unsern in Amerika erfolgenden Einkäufen für die Verproviantierung unseres Landes auch in Zukunft keine Hindernisse entgegenstellt und auch nach Möglichkeit für die Erleichterung der Verfrachtung eintritt.

292

E 2001, Archiv-Nr. 911

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 44 Washington, 14. April 1917

Dienstag haben wir die Note im Sinne Ihres Kabels Nr. 42[1] an Lansing überge-ben. Heute haben wir Rücksprache genommen in bezug auf das *Statement,* das Hoover von der belgischen *Relief*-Kommission in London am 11. April der *Associated Press* gegeben hat.

Wie Lansing sich äussert, seien die Vereinigten Staaten der Schweiz sehr freundschaftlich gesinnt und bereit, ihr möglichstes zu tun, um sie vor Schaden zu bewahren. Um Deutschland zu vernichten, müsse Amerika, da es nun ein Alliierter Frankreichs sei, gemeinsam vorgehen. Eine Antwort zu geben, sei jetzt unmöglich. Es sei nötig, mit Frankreich Rücksprache zu nehmen. Von der Aussage Hoovers hänge sehr viel ab. Dieser werde bald zurückerwartet und werde hier der Lebensmittelkommission vorstehen. Lansing bemerkte, wir sollten unseren Kohlenbedarf bei den Alliierten decken, wenn sie dort schon teurer zu stehen kommen.

Wir erhielten Ihr Telegramm Nr. 44.

---

1. *Cf. n°* 291.

293

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 17

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 42 Rom, 17. April 1917

Ich war heute bei Baron Sonnino, um von ihm zu hören, wie er die allgemeine Lage beurteile, und um ihm die Frage vorzulegen, ob er den Augenblick nicht für gekommen erachte, um ernstlich die Frage einer internationalen Verständigung in Betracht zu ziehen.

Veranlasst war ich zu diesem Schritte durch die Tatsache, dass man in Rom in allen Kreisen an die Wahrscheinlichkeit eines baldigen Kriegsendes glaubt und auch ganz offen davon spricht und dass der schwedische Gesandte sich in den letzten Tagen sehr bestimmt dahin ausgesprochen hat, dass die Nachrichten, die er aus Stockholm erhalten habe, übereinstimmend dahin lauten, dass Russland durchaus reif sei für einen Sonderfrieden. Endlich hatte ich durch einen hiesigen sozialistischen Abgeordneten gehört, dass die italienischen Sozialisten Delegierte nach Russland geschickt hätten, um in Verbindung mit den österreichischen und deutschen Delegierten die Grundlage für einen Frieden vorzubereiten. Dieser gleiche Deputierte versicherte, dass die einlaufenden Berichte aus Russland keinen Zweifel darüber zulassen, dass der Krieg dort in Bälde ein Ende nehmen müsse.

Baron Sonnino erklärte, dass er den Augenblick für Friedesunterhandlungen noch nicht für gekommen erachte, dass er aber mehr als je das Kriegsende im Herbst als wahrscheinlich erachte («probable, même très probable»). Trotz der Hilfe aus Amerika vergrössere sich die Sorge wegen der Verschuldung aller Staaten mehr und mehr und wachsen die Schwierigkeiten der Versorgung des Landes mit Lebensmitteln und Rohmaterialien in bedenklicher Weise; für Italien liege zur Zeit die grösste Schwierigkeit in der Zufuhr von Kohle. Ähnliche Schwierigkeiten zeigen sich in allen Ländern und müssten zur Überlegung führen, dass es äusserst gefährlich wäre, einen vierten Kriegswinter heraufzubeschwören. Soweit die Entente in Betracht falle, sei die Geneigtheit zu einem raschen Friedensschluss jetzt weniger gross als noch vor einigen Wochen. Der Eintritt Amerikas in den Krieg habe einerseits die Zuversicht auf ein siegreiches Ende ganz wesentlich gehoben und anderseits die Sorge wegen der Finanzen verringert. Er habe durchaus nicht den Eindruck, dass der Beitritt Amerikas zur Entente den Frieden rascher herbeiführen werde. Anfänglich sei er sehr im Zweifel gewesen, ob dieser Beitritt im Interesse der Sache der Alliierten zu wünschen sei, denn er habe angenommen, dass die Vereinigten Staaten einen Krieg auf eigene Rechnung führen und sich um die Interessen der Alliierten wenig kümmern werden. Auch habe er gefürchtet, dass Wilson sich in erster Linie nur von dem Wunsche leiten lassen werde, den Krieg so zu führen, dass er baldmöglichst zum Frieden führen müsse, und zwar zu einem Frieden, bei welchem die Vereinigten Staaten Europa ihren Willen aufzwingen würden. Diese Befürchtung sei nunmehr geschwunden, denn es könne

kein Zweifel mehr darüber bestehen, dass Wilson den Krieg im engen Anschluss an die Entente führen wolle und dass er erkannt habe, dass die Interessen Amerikas nicht befriedigt werden können, sofern nicht die ganze Entente siegreich bleibe. Die Begeisterung, mit welcher das amerikanische Volk den Krieg aufgenommen habe, lasse kaum einen Zweifel darüber bestehen, «que l'Amérique donnera tout ce qu'elle pourra pour la cause des Alliés». Und als ich einwarf, dass es Wilson im gegebenen Augenblick doch einfallen könnte, sein «Bis hierher und nicht weiter» ertönen zu lassen, meinte der Minister lächelnd: «Wir wissen aus eigener Erfahrung, wie schwer es hält, die Geister im Zaume zu halten, wenn sie einmal losgebrochen sind». Sonnino scheint anzunehmen, dass Wilson nicht mehr Herr sei über die Situation, die er selbst geschaffen habe, und dass er das Ende des Krieges nicht mehr gebieten könne, ohne auf einen vollen Erfolg hinweisen zu können. Die Offenheit, mit welcher der Minister auf die Vorgänge anspielte, welche sich im Frühjahr 1915 hier in Rom und in ganz Italien abgespielt haben, hat mich eigentlich überrascht, denn es lag darin doch das Bekenntnis, dass er selbst durch die Ereignisse weiter getrieben worden sei, als er gewollt hatte. Die Geister, die ich rief, die werde ich nicht mehr los! So erklärt sich die Kriegserklärung an die Türkei und an Deutschland, die Konfiskation des Palazzo Venezia, die Ausdehnung des Krieges auf den Balkan und manches andere! Das alles lag offenbar nicht im ursprünglichen Plane, als das Ministerium Salandra–Sonnino im Mai 1915 die Demonstrationen gegen Giolitti und für den Krieg in Szene setzte. Ich habe seither oft feststellen müssen, wie schwer es dem Minister des Auswärtigen geworden ist, die damals geweckten Leidenschaften zu zügeln und Massnahmen zu verhindern, welche von jenen Massen ungestüm verlangt wurden und noch werden.

Sosehr also der Minister heute davon überzeugt ist, dass der Eintritt Amerikas in den Weltkrieg der Sache der Alliierten grossen Vorschub geleistet habe, sowenig verschweigt er die Bedenken, welche er hegt hinsichtlich der Entwicklung der Dinge nach dem Kriege; er sieht mit unverhohlener Sorge die Hegemonie Amerikas kommen und erwartet davon nichts Gutes für die Alte Welt.

Über die Verhältnisse in Russland schien Sonnino nicht viel mehr zu wissen als die Zeitungen. Er habe den Eindruck, dass die provisorische Regierung ihre Stellung allmählich befestige und dass die Lage im allgemeinen sich beruhige. Als sehr gutes Symptom betrachtet er die Übertragung des Generalkommandos an General Alexejew und die Tatsache, dass dieser Akt nirgends auf ernstlichen Widerstand gestossen sei. Am unsichersten sei die Lage immer noch in Petrograd selbst. Sonnino glaubt nicht daran, dass Russland einen Separatfrieden schliessen werde, und ist überzeugt, dass gerade in Russland der Beitritt Amerikas der Sache der Entente am meisten nützen werde, weil in Russland das Geld zur Zeit am meisten nottue und weil dieses Geld aus Amerika reichlich fliessen werde für das «befreite Russland».

Augenblicklich und wohl noch für einige Monate werde Russland militärisch nicht viel unternehmen können, aber dieses Manko in der Rechnung der Alliierten werde reichlich ausgeglichen durch die neuesten militärischen Erfolge der Engländer und Franzosen in Frankreich, die um so höher anzuschlagen seien, als die

Deutschen ihren sogenannten strategischen Rückzug als Ausgangspunkt für neue entscheidende Kampfhandlungen angekündigt hätten.

Der Beweis sei nun erbracht, dass die Deutschen da, wo sie nicht freiwillig zurückgegangen seien, gewaltsam vertrieben werden können.

Als ich darauf hinwies, dass gerade die Vorgänge in Amerika und die Erfolge der Alliierten in Frankreich den Grund bilden könnten, um Verhandlungen über eine Verständigung anzuknüpfen, indem die Zentralmächte jetzt eher geneigt sein dürften, ihre Ansprüche weitgehend herabzusetzen, meinte der Minister, jetzt sei der Augenblick noch nicht gekommen, aber es sei gar nicht unmöglich, dass er früher kommen werde, als man bisher angenommen habe, wenn die Situation sich in bisheriger Weise weiterentwickeln würde.

Ich verwies dann noch auf die Gefahren, welche ganz Europa aus den Vorgängen in Russland erwachsen, und auf die Wünschbarkeit, dass genügend Kräfte erhalten werden, um zu gegebener Zeit gegen den Ansturm der Revolution anzukämpfen, worauf der Minister bestätigte, dass auch er die Zukunft recht trübe sehe und dass diese Überlegung für ihn ein Grund mehr sein würde, um zu einer Verständigung Hand zu bieten.

Über das Entgegenkommen, welches Kaiser und Kanzler in Deutschland den linksstehenden Elementen erweisen, urteilte der Minister ziemlich abschätzig: Es sei eine unnatürliche Allianz, die sich da vollziehe, um augenblickliche Gefahren abzuwenden und unmittelbare Erfolge zu suchen: «Ces messieurs s'en repentiront après la guerre.» Mir schwebte bei diesem Gespräch das Gespenst der «schwarzroten Allianz» vor Augen, welches in unserer internen Politik seinerzeit eine so grosse Rolle gespielt hat, ohne doch je das Unheil gebracht zu haben, das man vorausgesagt hatte!

Als ich das Gespräch auf die Lage in *Griechenland* lenkte, wurde Sonnino merklich wortkarger, aber er liess doch deutlich durchblicken, dass er die dortige Lage mit weit weniger Zuversicht ansieht als vor 14 Tagen anlässlich unserer letzten Besprechung. Er klagte über die unversöhnliche Haltung Frankreichs und bezeichnete die Behandlung der Griechen als eine Ungerechtigkeit. Auf meine Frage, ob er immer noch daran glaube, dass der Blocus demnächst aufgehoben werde, antwortete er ohne Umschweife: «Franchement, je n'y crois plus» und fügte bei, dass er nach wie vor ein Gegner dieses Verhaltens sei, dass er aber bei den Alliierten in dieser Frage nichts ausrichten könne. Obwohl der Minister mit keinem Worte von den tiefer liegenden Ursachen der Verstimmung sprach, konnte ich doch aus dem Wenigen, das er sagte, das Vorhandensein dieser Verstimmung erkennen.

Schliesslich glaube ich, noch mitteilen zu sollen, dass die Königin Helene, welche meine Frau und mich letzter Tage in Audienz empfangen hat, auch die Überzeugung aussprach, dass der Friede rascher kommen werde, als man erwarte. Sie war natürlich sehr in Sorge um ihre Verwandten in Russland – zwei ihrer Schwestern sind an Grossfürsten verheiratet –, sprach aber doch die Ansicht aus, dass die Erregung in Russland sich einigermassen beruhigt habe, so dass keine unmittelbare Gefahr mehr bestehe für die Mitglieder der kaiserlichen Familie. Anspielend auf das in ganz Rom umlaufende Gerücht, dass der König hochgradig

nervös sei, bemerkte die Königin: «Il se porte à merveille.» Diese Tatsache ist mir übrigens in den letzten Tagen auch durch einen Offizier aus dem persönlichen Gefolge des Königs bestätigt worden.

294

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 66 Wien, 17. April 1917, 17.46 Uhr

Hier die Antwort auf Ihr Telegramm Nr. 75[1]. Graf Czernin, den ich gesprochen habe, hat sich mir gegenüber folgendermassen geäussert: «In Russland müssen wir versuchen, mit denjenigen Kreisen anzuknüpfen, von denen man erwarten kann, dass sie Frieden machen können. Da wir glauben, dass dort die Sozialisten die Oberhand behalten werden, so wenden wir uns an sie. Um nicht zu riskieren, dass man es uns als Schwäche auslegt, dürfen wir aber nicht zu weit gehen und unsere Angebote nicht zu oft wiederholen. Wie wünschen gewiss Frieden zu schliessen, aber es muss dies ein ehrenvoller Friede sein. Ich kann dafür einstehen, dass wir bis zur nächsten Ernte durchhalten werden, und nachher wird dies erst recht der Fall sein. Auch militärisch sind wir gänzlich gesichert, und es wird unsern Feinden nicht gelingen, eine der deutschen oder österreichischen Fronten zu durchbrechen. Der Entente sollte durch die Schweiz begreiflich gemacht werden, dass sie jederzeit einen auf vernünftiger Grundlage aufgebauten Frieden haben kann. Von seiten Deutschland wäre die Geneigtheit vorhanden, das eroberte Gebiet herauszugeben; auch über Belgien wäre eine Verständigung möglich. Eigenes Gebiet hingegen wird nicht abgetreten werden, auch Elsass-Lothringen kann hierfür nicht in Frage kommen. Da im gegenwärtigen Krieg nicht das Geld der Hauptfaktor ist, so ist der Eintritt Amerikas nicht ausschlaggebend. Die veröffentlichten Zahlen betreffend die Ergebnisse des Unterseebootkrieges sind nicht gefälscht, daher wird binnen wenigen Monaten England nachgeben müssen. Nach dem Krieg wird die ganze Welt stark demokratisiert werden. Hier fürchten wir die Sozialdemokraten nicht, und ihre Führer, die dieser Tage alle mit mir gesprochen haben, haben sich mit der von mir befolgten Politik einverstanden erklärt. Eine Republik wollen sie nicht, und sie sind der Meinung, dass sie keinen bessern Präsidenten haben könnten als Kaiser Karl. Auch in Ungarn, wo eine bessere wirtschaftliche Lage herrscht, ist keinerlei revolutionäre Bewegung zu be-

1. *Ce télégramme, envoyé également à Berlin, disait:* Teilen Sie uns mit, wie Sie die Lage in Deutschland und Österreich-Ungarn beurteilen auf Grund der von der Provisorischen Regierung in Petrograd am 10. April veröffentlichten Erklärungen und der sich hieraus beziehenden Äusserungen der *Norddeutschen Allgemeinen Zeitung* und des *Wiener Korrespondenzbureaus. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 721.

fürchten. Das Bündnis zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und Deutschland ist heute fester denn je, dasselbe ist unerschütterlich.» Bis hierher die Äusserungen des Grafen Czernin. Meine persönliche Meinung geht dahin, dass trotz aller Friedenssehnsucht, die hier herrscht, die deutschen und österreichischen Erklärungen nicht als ein Zeichen der Schwäche gedeutet werden können. Sie sind eher als eine geschickte Ausnützung der innern Verhältnisse in Russland anzusehen.

295

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 18

La Légation de Suisse à Berlin
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 24 Berlin, 17. April 1917, 7.59 Uhr

Antwort auf Ihr Telegramm Nr. 38[1]. Hier spricht man ernstlich von Bestrebungen zur Herbeiführung eines Separatfriedens mit Russland, selbst wenn auf Kurland verzichtet werden müsse. Der österreichische Verbündete macht noch Schwierigkeiten wegen Lublin. Der spanische Botschafter ist der Ansicht, dass angesichts der innern Verhältnisse in Russland ein Erfolg möglich sei. Aus wohlunterrichteter journalistischer Quelle wird mir mitgeteilt, dass seit gestern wenn auch nicht der formelle, so doch der tatsächliche Waffenstillstand an der russischen Front herrsche.

1. *Cf. n° 294, note 1.*

296

E 2001, Archiv-Nr. 911

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 67 Bern, 17. April 1917, 8.30 Uhr

Wir erhielten Ihr Telegramm Nr. 44[1] und teilen Ihnen mit, dass uns dessen Inhalt als Antwort auf unser Kabel Nr. 42[2] unverständlich ist. Unser Auftrag ging dahin, unsere Einkäufe in Amerika zur Verproviantierung unseres Landes zur Sprache zu bringen. Wir vermögen nicht zu beurteilen, weshalb Sie sich auf das *Statement* Hoover bezogen, das uns unbekannt ist. Die Bemerkung Lansings,

1. *Cf. n° 292.*
2. *Cf. n° 291.*

wir sollten unsern Kohlenbedarf bei den Alliierten decken, erscheint uns rätselhaft, da wir von Amerika keine Kohlen zu beziehen wünschen und uns Frankreich, das selbst Not leidet, kaum welche würde abgeben können. Unser Wunsch geht bloss dahin, unsere Einkäufe in Amerika, wie sie sich bisher abwickelten, auch für die Zukunft gesichert zu wissen.

Sämtliche Waren, die die Schweiz von Amerika bezieht, werden im eigenen Lande konsumiert, worauf Sie Lansing mit besonderem Nachdruck aufmerksam machen wollen.

297

E 2001, Archiv-Nr. 911

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 27

Washington, 19. April 1917

Antwort auf Ihr Telegramm Nr. 67[1]. Die Nahrungsmittel-Lage ist im Vordergrund des Interesses. Der Vorsitzende der neuerrichteten Nahrungsmittelkommission der Vereinigten Staaten von Amerika erklärte in einem in London ausgegebenen *Statement,* die Alliierten hätten das Vorrecht auf den Überschuss Amerikas an Nahrungsmitteln, während die Neutralen Gegenleistungen an Schiffsraum oder in Lieferungen von Fabrikaten an die Alliierten geben müssten. Auch dürfe nichts nach Ländern gehen, die Deutschland direkt oder indirekt unterstützen. Ich habe angenommen, dass Ihnen das *Statement* von der Londoner Gesandtschaft übermittelt worden sei. Im Zusammenhang mit diesem *Statement* ist der Präsident durch ein *Amendement,* das im Senat eingebracht worden ist, ermächtigt worden, die Ausfuhr von Nahrungsmitteln, die irgendwie den Feinden zugute kommen könnten, zu verbieten. Hieraus erkläre ich mir die ausweichende und nicht sehr entgegenkommende Antwort Lansings. Nach seiner Auffassung liefert die Schweiz an Deutschland Nahrungsmittel, insbesondere Milch, die bei Konsumation im Lande selbst für unsere Lage Erleichterung schaffen würden. Er scheint der Auffassung zu sein, dass die Beurteilung und Regelung dieser Frage unter den jetzigen Umständen unsere Abhängigkeit von Deutschland betreffend die Kohlen nicht mehr in Betracht fallen könnte. Eine endgültige Antwort auf unsere Note vom 10. April[2] ist kaum vor Schluss der bevorstehenden Beratungen mit den Alliierten erhältlich. In der hiesigen Presse werden in gereizter Weise die Ausfälle deutsch-schweizerischer Zeitungen gegen Amerika vermerkt, insbesondere das immer wiederkehrende Argument, dass Amerikas Leitstern nur der Geldsack sei.

---

1. *Cf. n° 296.*
2. *Il s'agit de la note mentionnée dans le n° 291.*

298

E 27, Archiv-Nr. 13 561

L'Attaché militaire de l'Ambassade de France à Berne, A. Morier, au Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse, Th. von Sprecher

L Berne, 19 avril 1917

J'ai l'honneur de vous adresser la note verbale rectifiée conformément aux indications que vous avez bien voulu me donner.

ANNEXE

NOTE VERBALE

Secret 19 (?) avril 1917[1]

I. *Questions de principe*

1. *Conditions de l'Intervention*

L'Armée française n'interviendra en Suisse, que sur une demande formulée par le Gouvernement Fédéral.

2. *Moment de l'Intervention*

a) M. le Colonel de Sprecher estime que toute invasion de la Suisse par l'Allemagne sera précédée d'un *ultimatum*.

Dès que cet ultimatum sera lancé, les dispositions seront prises par la Suisse pour arrêter l'envahisseur (rupture des ponts du Rhin, action des troupes de couverture, etc. ...) et il sera fait appel à la France, en vue de lui demander une *intervention immédiate*.

b) M. le Colonel de Sprecher a admis toutefois que le danger couru par la Suisse peut avoir comme signe précurseur, non un ultimatum, mais le *rassemblement de forces allemandes importantes* «qui ne s'expliquerait pas autrement que par l'intention d'envahir la Suisse» sur la frontière germano-suisse. Dans ce cas encore, il sera fait appel à la France, sinon pour déclencher son intervention immédiate, du moins pour lui permettre de *prendre toutes les mesures préparatoires* en vue de rendre cette intervention aussi rapide que possible, dès qu'elle sera décidée:

– mise en place des troupes de couverture (qu'il nous est d'ailleurs toujours possible de rapprocher autant que nous le voudrons de la frontière, à condition que la Suisse soit informée de ces dispositions).

– garde à vous aux chemins de fer, etc. ...

c) M. le Colonel de Sprecher juge que dans le cas d'irruptions isolées de forces allemandes de petit effectif sur le territoire suisse, il appartiendrait aux troupes helvétiques seules de les repousser et que ces incidents ne devront pas amener l'intervention des troupes françaises.

On observe: qu'il serait évidemment regrettable de déchaîner la guerre en Suisse sur un simple incident de frontière causé par la nervosité ou le manque de jugement d'un chef subordonné. Mais si les détachements ennemis auxquels il est fait allusion atteignaient, et à plus forte raison dépassaient, la force de bataillon, la question devrait être envisagée autrement. Ces actions ennemies, en effet, ne seraient plus le fait d'initiatives de commandements subordonnés locaux, mais entreraient au contraire dans un plan d'ensemble et seraient le prélude d'opérations de grande envergure. Or, s'il n'est pas mis en doute un seul instant que les troupes suisses s'opposeraient victorieusement à ces tentatives de détail, il n'est pas moins certain que le retard apporté dans ce cas à la demande d'interven-

---

1. *La date manuscrite est difficilement déchiffrable.*

tion fera perdre, pour l'ensemble des opérations, un temps particulièrement précieux, à un moment où toutes les minutes auront leur valeur.

Enfin, il faut ajouter qu'il est bien difficile de savoir exactement à quels effectifs ennemis on aura affaire et, le saurait-on, que la situation change d'un moment à l'autre: l'engagement de quelques bataillons s'emparant de points d'observation avantageux peut être suivi, au bout de deux ou trois heures, par l'attaque violente de plusieurs divisions.

Dans ces conditions, il paraît logique et il serait prudent de décider que dans le cas d'une *irruption allemande en territoire helvétique,* la Suisse avisera immédiatement la France, de façon que les *mesures préparatoires* puissent être prises et qu'ainsi l'intervention puisse être réalisée sans aucun retard, si la suite des évènements la fait reconnaître nécessaire.

On tombe d'accord sur cette conclusion.

3. *Commandement*

Il a été admis que l'Armée suisse opérera sous les ordres du Général Commandant en Chef des Armées du Nord et du Nord-Est. Si l'intervention française en Suisse vient à se produire, un Commandant de Groupe d'Armées sera désigné pour commander sur ce nouveau front. M. le Colonel de Sprecher admet, d'accord avec le Général commandant l'Armée suisse, que si, comme il est probable, les forces françaises sont supérieures aux forces suisses, l'Armée suisse, dont on devra s'efforcer de réaliser la réunion et de maintenir l'autonomie, pourra être placée sous les ordres du Commandant de Groupe d'Armées français.

Dans ce cas, un ou plusieurs officiers d'Etat-Major suisses seraient attachés à l'Etat-Major du Groupe d'Armées et prendraient part à ses travaux; inversement, un ou plusieurs officiers d'Etat-Major français seraient attachés à l'Etat-Major Général suisse. Il y aura lieu, au moment où le Gouvernement Fédéral fera appel à la France (soit pour l'intervention immédiate, soit pour prendre des mesures de précaution), d'assurer immédiatement cette liaison; dans ce but, il serait bon que les officiers chargés de l'assurer fussent désignés à l'avance.

A l'échelon du Corps d'Armée et des Divisions, la liaison sera assurée par l'échange d'officiers suisses et français entre les différents états-majors.

4. Il est entendu que *les droits de souveraineté du Gouvernement Fédéral sur le territoire helvétique* doivent être entièrement respectés, ce qui implique l'observation par les troupes françaises des lois et réglements suisses concernant le cantonnement, la police, les réquisitions, etc. ... Il est donc nécessaire de prévoir le rattachement, auprès des Quartiers Généraux des Grandes Unités françaises, d'agents suisses, supérieurs ou subalternes, chargés de servir d'intermédiaire entre les autorités suisses et le Commandement français, de renseigner ce dernier sur les lois et les réglements suisses et de prévenir ainsi toute difficulté.

II. *Exécution*

1. *Hypothèse*

L'offensive allemande sera puissante.

Elle cherchera du premier coup à mettre hors de cause l'Armée suisse et à la séparer de l'Armée française.

Elle s'effectuera donc sur tout le front disponible entre *Pfetterhausen* et *Constance;* peut-être même jusqu'aux Grisons.

Elle sera combinée avec une action de démonstration sur l'extrême droite française, afin de retenir nos forces et de les empêcher de porter secours à l'Armée suisse.

2. *Dispositif à réaliser*

Il importe avant tout d'assurer la réunion des forces franco-suisses.

La ligne de résistance de l'Armée suisse doit donc lui permettre de tenir jusqu'à l'arrivée de nos forces, c'est-à-dire pendant un temps pouvant aller de 2 à 6 jours.

La ligne *Rangiers-Hauenstein-Lucerne* envisagée par l'Etat-Major helvétiqe paraît répondre à cette condition, mais il est indispensable de déterminer:

– la répartition de l'Armée suisse sur cette position;
– les différents centres de résistance;
– les travaux à effectuer.

3. *Temps nécessaire à la réalisation de ce dispositif*

L'Armée suisse n'étant que partiellement mobilisée et étant, d'autre part, répartie le long de la frontière entre *Morteau* et *Schaffhouse,* il est nécessaire:

a) de regrouper face à l'attaque ennemie la partie de l'Armée déjà sur pied;

b) de mobiliser et de concentrer le reste de l'Armée.

Ces deux opérations doivent donc être étudiées très en détail.

Le *temps* demandé pour leur réalisation doit être connu exactement. Importance capitale de ce facteur pour la réussite des opérations.

4. *Couverture suisse*

Ayant ainsi précisé la réunion de l'Armée suisse dans le *lieu* et dans le temps, il est possible de déterminer le dispositif de couverture destiné à en permettre la réalisation.

Ce dispositif est caractérisé par les nécessités suivantes:

a) assurer, à tous moments, la concentration de l'Armée suisse, aussi bien dans le cas d'une attaque brusquée, que dans l'éventualité où la violation de la frontière aurait pu être soupçonnée plusieurs jours à l'avance.

C'est donc dire que ce dispositif doit être, en quelque sorte, progressif, et que son renforcement doit se produire parallèlement à la concentration.

b) Assurer, à tous moments, la réunion des forces franco-suisses.

La trouée de *Porrentruy* d'abord, puis le front *Rangiers–Hauenstein* doivent être l'objet de mesures particulièrement minutieuses. L'attention est appelée sur la nécessité d'organiser défensivement la trouée de Porrentruy dans laquelle aucun aménagement de terrain n'a encore été fait.

c) Ne pas exposer les troupes à être battues en détail.

Dans ce but, proportionner la mission des détachements à leurs forces, éviter les petits paquets qui ne couvrent rien et sont destinés à être pris.

5. *Concentration française*

Elle utilisera toutes les lignes de chemins de fer.

Il est nécessaire de connaître:

a) le rendement de chaque ligne,

b) le débit de chaque zône de quais desservie par une même ligne.

Il faut prévoir en outre:

a) la constitution d'un organe franco-suisse de direction supérieure pour l'ensemble des réseaux,

b) la constitution d'organes d'exécution franco-suisses pour chaque ligne.

6. *Liaisons*

Doivent être assurées au double point de vue *tactique* et *administratif* envisagé aux § 3 et 4 du Chapitre I de la présente Note.

7. *Aéronautique*

a) *Aviation.* Le renforcement de l'Armée suisse par des escadrilles françaises doit faire l'objet d'une étude détaillée. La chasse, les reconnaissances à grande distance, le bombardement seront entièrement laissés à l'aviation française; pour le réglage, la photographie et l'aviation de commandement, les divisions suisses ont besoin d'être sérieusement renforcées.

b) *Ballons.* La dotation de l'Armée suisse en ballons est également insuffisante; elle serait à porter de 9 à 18.

c) Les *terrains d'atterrissage* seront à reconnaître et à aménager dans toute la mesure possible. Il est nécessaire de connaître leur capacité réelle, éventuelle, le matériel à amener, l'importance des travaux à y faire, évaluée en journées de travail.

8. *Ravitaillement*

a) *Munitions et Armement.* Il est intéressant de connaître:

– le nombre de bouches à feu de chaque calibre,

– le nombre de coups par pièces dont on dispose,

– la mesure dans laquelle la Suisse pourrait continuer à fabriquer après le début des hostilités. Dans cet ordre d'idées, le repli éventuel de certaines ressources nationales serait à étudier,

Afin d'en déduire:

– au bout de combien de temps l'Armée suisse devra faire appel au ravitaillement français (munitions confectionnées, matières premières),

– quelles seraient approximativement les quantités journalières à fournir.

b) *Matériel du Génie*

Mêmes questions.

c) *Vivres*

L'Armée française opérant sur le territoire suisse devra pourvoir à son alimentation.

299

E 27, Archiv-Nr. 13 969/1

Le Département politique à l'Ambassade de France à Berne[1]

Copie
N

Berne, 19 avril 1917

Le Département politique a l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement de la République les propositions suivantes sur l'internement, le rapatriement et l'échange direct des prisonniers entre la France et l'Allemagne. Ces propositions résultent d'échanges de vues détaillés tant avec M. de Panafieu, Ministre plénipotentiaire, délégué du Ministère des Affaires Etrangères, et M. Georges Cahen, représentant du Ministère français de la Guerre, qu'avec des représentants du Gouvernement allemand.

Le Département politique se plaît à reconnaître la compétence et l'esprit d'humanité avec lesquels les représentants du Gouvernement français ont facilité les efforts du Gouvernement fédéral; il serait heureux que les résultats de cette négociation pussent agréer au Gouvernement de la République.

A. *Internement, rapatriement, échange*

I.

Sont admis à l'échange direct de pays à pays, sans qu'il soit tenu compte du grade ou du nombre, sous la condition d'avoir subi une captivité de 18 mois au moins:

a) les officiers qui ont atteint ou dépassé un certain âge, encore à fixer (par ex. l'âge de 55 ans);

---

1. *Une note identique est envoyée en allemand le 20 avril 1917 à la Légation d'Allemagne à Berne.*

b) les sous-officiers et soldats qui ont atteint ou dépassé un certain âge encore à fixer (par ex. l'âge de 48 ans);

c) les pères de famille ne rentrant pas dans l'une des catégories a) et b) ci-dessus, qui ont 3 enfants et ont atteint ou dépassé l'âge de 40 ans.

A l'avenir cet échange devra se faire automatiquement, tous les mois par exemple, à mesure que les conditions d'âge et de durée de la captivité seront remplies.

II.

Sont admis à l'échange direct de pays à pays, tête pour tête et grade pour grade, sous la condition d'une captivité d'au moins 18 mois:

a) les sous-officiers et soldats, parmi lesquels les sous-officiers, caporaux et sous-officiers allemands du grade le plus bas représenteront le 10%;

b) les officiers. Pour autant que, lors de l'échange tête pour tête et grade pour grade, certains d'entre eux auraient été laissés de côté parce que leur contre-partie ne se serait pas trouvée dans l'autre pays, ils seront internés sans tenir compte du grade et du nombre, mais, bien entendu, dans les limites mises par la Suisse à sa faculté d'accueillir des internés.

Les principes suivants seront appliqués à cet échange tête pour tête et grade pour grade, et à l'internement complémentaire prévu à cette occasion:

1. Pour l'échange et l'internement, la priorité est réservée:

a) aux pères de famille ayant au moins trois enfants;

b) en seconde ligne, à ceux dont la captivité serait d'une durée plus longue que celle d'autres prisonniers susceptibles d'être échangés ou internés.

2. Les sous-officiers forment dans leur ensemble, en ce qui concerne le grade, une seule catégorie; les officiers, par contre, en forment deux: les généraux et les officiers supérieurs, d'une part, d'autre part les capitaines et officiers subalternes.

3. Cet échange et l'internement complémentaire des officiers non échangés se fera dans l'avenir à intervalles déterminés, par exemple tous les mois, en faveur de tous ceux qui auront subi la durée de captivité prévue.

III.

Pour autant qu'il s'agit d'individus captifs depuis plus de 18 mois et qui ne peuvent pas être échangés, conformément au chiffre II ci-dessus, comme valides, la psychose des fils de fer est reconnue comme une nouvelle forme de maladie. Elle est comprise comme telle parmi les maladies donnant droit à l'internement. La psychose des fils de fer, grave, constitue une nouvelle catégorie pour le rapatriement. Elle sera considérée comme grave si elle persiste, sans amélioration notable, après trois mois d'internement.

IV.

Les civils prisonniers sont assimilés aux soldats.

V.

Tous ceux qui seront échangés d'Etat à Etat ou rapatriés dès le 17 avril de cette année ne devront plus être employés ni au front, ni à l'étape.

VI.

La Suisse se réserve de pratiquer l'internement par échelons en se conformant aux principes ci-dessus, et dans les limites de ses facultés d'accueillir des internés. On pourra prendre comme principe, sur ce point, la durée de la captivité.

B. *Suite de l'internement*

1. On entreprendra de suite, si possible encore avant le 1er mai, le rapatriement des internés se trouvant en Suisse, sur la base de catégories plus étendues qui sont encore à fixer. Le Département politique se permet de constater à ce sujet qu'aucune opposition de principe n'a été faite quant à l'élargissement des catégories pour le rapatriement.

2. Pour la préparation de l'internement complémentaire, il y aurait lieu à concentration immédiate par les Etats capteurs des prisonniers de guerre portés sur les listes du Médecin d'Armée. Les listes complémentaires seront livrées par le Médecin d'Armée pour le 1er mai.

Les Commissions de contrôle entreront en activité, en France et en Allemagne, au 1er mai prochain, sur la base des nouvelles catégories – encore à fixer – pour l'internement et le rapatriement.

Le Département politique se permet de constater sur ce point que les gouvernements intéressés se sont entendus sur la composition de ces commissions de contrôle (trois médecins de l'Etat capteur et trois médecins suisses, le droit de partage des voix appartenant au médecin suisse le plus ancien en grade).

On convient encore des points suivants quant à cet internement complémentaire:

a) Tous ceux qui figurent sur les listes du Médecin d'Armée doivent passer devant la Commission de contrôle.

b) Aucun cas ne doit être écarté définitivement par la Commission de contrôle; tous ceux que la Commission ne désignera pas pour être internés ou rapatriés seront transférés dans un camp d'observation pour y être observés pendant 4 semaines et seront présentés de nouveau à la Commission à l'expiration de ce délai.

c) Les hommes désignés par la Commission pour l'internement ou le rapatriement seront rapatriés ou internés sans délai.

3. On procédera à partir du 20 mai à l'échange des grands blessés d'après les nouvelles catégories de rapatriement élargies, qui sont encore à fixer.

4. Les médecins des camps des Etats capteurs établiront les listes des hommes qu'ils auront reconnus comme aptes à être proposés au rapatriement ou à l'internement, en tenant compte des nouvelles catégories plus étendues et sur la base d'enquêtes soigneusement faites et, si possible, d'observations.

Les commissions de contrôle entreront en fonction dès le 1er juin de cette année pour les prisonniers qui auront été désignés pour le rapatriement ou l'internement par les médecins des camps, puis pour ceux des camps d'observation. Pour ces deux catégories, la décision prise à ce moment sera définitive. Dans chaque cas de refus, celui-ci sera motivé exactement sur les listes.

Les hommes désignés seront internés et rapatriés sans délai.

C. *Ordre des transports dans les pays d'origine*

Les transports se feront dans l'ordre suivant:

1. Rapatriement des internés venant de Suisse.
2. Echange de grands blessés du mois de mai.
3. Echange des individus mentionnés sous N° I (raison d'âge).
4. Echange des individus mentionnés sous N° II (valides).
5. Echange de grands blessés du mois de juin.

Les transports sous chiffre 4 et 5 ci-dessus pourraient être éventuellement intervertis, ou alternés.

Le Département politique serait heureux si ces propositions, fruits de travaux préparatoires étendus et approfondis, pouvaient recevoir l'assentiment du Gouvernement de la République, et en recevrait volontiers l'assurance [2].

---

2. *Ces propositions furent discutées dans des conférences qui eurent lieu pendant le courant du mois de décembre à Berne par l'entremise du Département politique entre délégués français et allemands. Le résultat de ces conférences fut un accord du 15 mars 1918 prévoyant le rapatriement des sous-officiers, caporaux et hommes de troupes âgés de plus de 48 ans et qui sont en captivité depuis 18 mois au moins, les officiers remplissant les mêmes conditions étant internés en Suisse. Au mois d'avril d'autres négociations aboutirent à la conclusion de deux accords signés le 26 avril 1918 et concernant l'un les prisonniers de guerre et l'autre les civils. Cf. à ce sujet* E 27, Archiv-Nr. 13969/1 et 13981, *ainsi que* le X[e] rapport de neutralité *in* FF 1918, vol. 3, p. 76–77.

300

E 2200 Paris 1/1435

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy

L Bern, 19. April 1917

Die militärischen Berichte lassen es als wahrscheinlich erscheinen, dass auch die jetzt im Gange befindliche englisch-französische Offensive trotz ihren glänzenden Anfangserfolgen nicht zu einem durchschlagenden Ergebnis führen wird. Und man fragt sich ängstlich und mit innerer Bewegung: Was dann? Soll denn einfach an die Vorbereitungen einer noch riesigeren und blutigeren Offensive herangetreten werden und soll darüberhin ein vierter Kriegswinter mit all seinen Entbehrungen und Schrecken vergehen? Oder ist denn nicht endlich der Augenblick gekommen, wo auch auf Seite der Entente, insbesonders Frankreich, Geneigtheit besteht, einen geschickt ausgestreckten Friedensfühler nicht als Beleidigung zu empfinden, sondern dankbar zu begrüssen?

Sowenig ich zum Optimismus neige, so glaube ich doch, dass die strategische Versumpfung der im Gange befindlichen Offensive, wenn eine solche, wie es den Anschein hat, eintreten sollte, den Anfang vom Ende bedeuten würde und dass

dann auch für uns der Moment kommen könnte, zu handeln und uns energisch für den Frieden einzusetzen.

Ich werde hiezu um so mehr veranlasst, wenn ich die wirtschaftliche Lage, insbesondere die Verproviantierung von England und Frankreich ins Auge fasse. Mag man die Ergebnisse des Unterseebootkrieges auch noch so gering einschätzen, so kann doch nicht geleugnet werden, dass in diesen Ländern – von Italien gar nicht zu reden – eine gewisse Knappheit in wichtigen Lebensmitteln sich bemerkbar macht. Die behördlichen Verfügungen, noch mehr als Einzelerscheinungen, wie die Bitte wegen Überlassung der 15 000 Tonnen Weizen[1], sind ebenso bedenkliche als sprechende Anhaltspunkte hiefür. Der Krieg hat ja nun zwar den Beweis geleistet, welche Opfer die Völker auf sich zu nehmen bereit sind; allein, wenn solche Verproviantierungsschwierigkeiten in eine schon an und für sich nicht mehr ganz einheitliche, geschlossene Stimmung hineinkommen, so ist es leicht möglich, dass sie dann dem vorhandenen Friedensbedürfnis zum Durchbruch verhelfen.

Die russischen Verhältnisse sind, soweit sie die Friedensfrage betreffen, offenbar noch ganz verworren; in Petrograd und Stockholm bekämpfen sich die französischen, englischen, schwedischen, deutschen, österreichischen, italienischen und schweizerischen Sozialisten der friedensfreundlichen und friedensfeindlichen Richtung; in Petrograd arbeitet die Entente-Diplomatie, und die amerikanischen Geldversprechungen tun das Ihrige. Es ist nicht abzusehen, ob hieraus in absehbarer Zeit aussichtsreiche Friedensverhandlungen sich entwickeln werden; ich bin diesbezüglich eher pessimistischer Auffassung. Allein, das wird man doch ohne Übertreibung annehmen dürfen, dass die sozialistisch-anarchistische Bewegung und die blosse Tatsache einer energischen Friedensbewegung die militärische Leistungsfähigkeit des russischen Heeres wesentlich vermindern, seine Offensivkraft lähmen und seine Disziplin zermürben werden. Damit fällt aber ein wesentlicher Faktor der militärischen Macht der Entente dahin, und dadurch wird, ob man will oder nicht, dem allgemeinen Frieden auch dann vorgearbeitet, wenn die Bestrebungen für einen russischer Separatfrieden scheitern.

Sollte aber gar ein russischer Separatfrieden zustande kommen, so wäre die Türe für weitere Friedensverhandlungen weit geöffnet. Italien müsste solche ohne weiteres eröffnen, wollte es nicht riskieren, sich die gesamte österreichisch-ungarische Wehrmacht auf den Hals zu laden. Und Frankreich hätte meines Erachtens ebenfalls hohes Interesse, sich mit Deutschland zu verständigen, denn die Belastung der Westfront mit den gesamten deutschen Kräften wäre übermässig. Wir Schweizer endlich hätten das höchste Interesse, dann zugunsten Frankreichs uns für einen Frieden einzusetzen, denn unser Bestreben muss doch sein, zu verhüten, dass Frankreich durch ein übermächtiges Deutschland erdrückt werde.

So komme ich zum Ergebnis, dass, falls die englisch-französische Offensive abermals versumpfen sollte und falls die russischen Verhältnisse sich in der Rich-

---

1. *A la séance du Conseil fédéral du 1er mai 1917, E. Schulthess et A. Hoffmann informent le Conseil fédéral que la France a demandé à la Suisse de lui céder 1500 wagons de blé de ses provisions emmagasinées à Cette. Cf.* E 1005 2, 1.

tung pazifistischer Übergewichtes entwickeln sollten, dann der psychologische Augenblick gekommen sein dürfte, um Frankreich eine Andeutung zu machen, wir würden uns glücklich schätzen, wenn wir in seinem Interesse uns für eine friedliche Beilegung verwenden könnten.

Wie das dann zu geschehen hätte, durch Sondierungen bei den Zentralmächten, oder durch Vermittlung eines direkten, vertraulichen, vorbereitenden Gedankenaustausches oder durch private Konversationen, oder in irgendeiner andern Form, das braucht heute noch nicht erörtert zu werden. Dagegen wäre ich Ihnen, verehrtester Herr Minister, ausserordentlich dankbar, wenn Sie die ganze vorstehende Argumentation von Ihrem Standpunkte aus einer Überprüfung unterstellen und mir Ihre Auffassung mitteilen wollten[2]. Dabei wiederhole ich, dass die erste Voraussetzung für die Möglichkeit nach meinem Vorschlage vorzugehen, die Versagung eines nachhaltigen Erfolges für die derzeitige englisch-französische Offensive ist; ist letztere erfolgreich, dann stehen wir vor einer völlig veränderten Sachlage.

Indem ich Ihnen Ihre Rückäusserungen zum voraus wärmstens verdanke, ...

---

2. *Dans un rapport politique du 28 avril 1917, Lardy, analysant le débat politique après l'offensive franco-anglaise, concluera:* 1° On admet généralement que l'offensive française en Champagne a provisoirement échoué; des remaniements paraissent devoir être opérés dans le haut commandement. 2° L'opinion publique n'en paraît nullement affectée, tellement elle se croit sûre du succès final à cause de la coopération des Etats-Unis et cela, malgré la révolution russe. Provisoirement, parler de paix serait incompris ou même tout à fait mal pris.

301

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Pétrograd

Copie d'expédition
T n° 72

Bern, 20. April 1917, 10.05 Uhr

Von unserer Gesandtschaft in Berlin vernehmen wir, dass das Zentrum sich bemüht, über einen Separatfrieden mit Russland zu unterhandeln.

Von gut unterrichteten Journalisten vernimmt Haab, dass seit 16. April an der russischen Front ein stillschweigender Waffenstillstand besteht. Wie verhält sich dies? Welches sind die Sympathien der Sozialistenkreise?

302

E 2001, Archiv-Nr. 911

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 77 et 78

Bern, 23. April 1917

Es erscheint uns eine Notwendigkeit, dass die amerikanische öffentliche Meinung und die Regierung über die wirtschaftlichen Verhältnisse der Schweiz aufgeklärt werden. Es ist ganz sinnlos, wenn die amerikanischen Ausfuhrziffern vor dem Krieg mit den jetzigen verglichen und daraus der Schluss gezogen wird, die Differenz gebe einen Massstab für die Wiederausfuhr der eingeführten Waren nach den Zentralmächten. Da die russische und rumänische Getreideeinfuhr nach der Schweiz, die vorher ¾ des eingeführten Getreides ausmachten, nun abgeschnitten ist, so ist es ganz natürlich und scheint uns selbstverständlich, dass die Einfuhr aus Amerika zugenommen hat. Ähnlich liegen die Verhältnisse für Futtermittel, Petroleum, Schmieröl, Schweineschmalz und andere Fette, weil die Einfuhr von Schlachtochsen und Schweinen sozusagen ganz aufgehört hat. Ebenso ungereimt erscheinen uns die Ansprüche Amerikas, wonach die Schweiz, wenn sie Waren aus Amerika beziehen wolle, nichts mehr nach den Zentralmächten ausführen dürfe. Für Eisen, Kohle, Düngmittel, Kartoffeln, Soda und andere Waren ist die Schweiz fast ausschliesslich auf Deutschland angewiesen, denn wegen Schwierigkeiten für den Transport und wegen eigenem Bedarf sind Bezüge von anderer Seite unmöglich. So ist beispielsweise der Hinweis auf den möglichen Bezug von Kohlen aus Amerika, England oder Frankreich völlig sinnlos, nachdem die Zwischenhändler infolge des Mangels an Transportmitteln selbst an Kohlenmangel leiden. Für die Waren aber, die wir aus Deutschland beziehen müssen, werden Gegenleistungen verlangt, die wir selbstverständlich nur aus Eigenprodukten decken. Dieser Warenaustausch ist übrigens der Entente vollständig bekannt und vollzieht sich mit ihrem Wissen und in Grenzen, die ihr ebenfalls bekannt sind. Überhaupt müssen wir mit Nachdruck darauf verweisen, dass der ganze Warenverkehr im Transit durch die alliierten Länder vertraglich geregelt ist, ebenso der Warenbezug aus diesen Ländern und dass die Kontrolle der S. S. S. über die inländische Verwendung der von dieser Seite eingeführten Waren nur für den schweizerischen Bedarf aufs genaueste arbeitet. Da von seiten der Schweiz den Zentralmächten gegenüber somit nichts getan wird, was ihr nicht durch die Verträge mit der Entente zugesichert ist, so ist es nicht angängig, dass die Vereinigten Staaten ohne Rücksicht auf diese vertragliche Ordnung und ohne nähere Kenntnis der wirtschaftlichen Bedingungen und Notwendigkeiten der Schweiz dieser gegenüber neue Anforderungen und Bedingungen für den Bezug von Waren gestellt werden. Wir ersuchen Sie, Vorstehendes dem Staatsdepartement und dem Präsidenten auseinanderzusetzen und dabei auch auf das zu verweisen, was die Schweiz für die Internierten, Evakuierten und alliierten Gefangenen in Deutschland tut, und was sie nicht fortsetzen könnte, wenn die Einfuhr von

Waren aus Amerika unterbunden würde. Wollen Sie uns Vorschläge unterbreiten, wie die amerikanische Presse am besten über alle diese Verhältnisse aufgeklärt werden könnte.

303

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Légation de Suisse à Pétrograd
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 60 Petrograd, 24. April 1917, 17.25 Uhr

Ihr Telegramm Nummer zweiundsiebzig.[1] Ich habe heute Miliukow gesprochen. Er sagte, die Sozialisten Russlands zielen auf einen allgemeinen Frieden hin, der durch die Verständigung aller Sozialdemokratien herbeigeführt werden soll. Der in Stockholm zu eröffnende Kongress soll in dieser Hinsicht einen nicht zu vernachlässigenden Einfluss ausüben. Miliukow behauptet, dass das provisorische Komitee einstimmig seine Politik unterstütze, die dahin gehe, die Freiheit der Meerengen im Sinne der Wilsonschen Erklärung zu erreichen. Einzig Kerensky drängt auf einen Frieden, der den Nationalitäten und den Bürgerlichen aufgedrängt werden soll. Die Lage der Regierung soll sich in Petrograd befestigen, ohne dass zwischen der provisorischen Regierung und dem Arbeiterkomitee grundsätzliche Abmachungen stattgefunden hätten. Die Soldaten Petrograds kehren langsam an die Front zurück. Die Vorbereitungen für die Wahlen werden energisch betrieben, damit dieselben vor der Ernte beendigt werden können. Der von Berlin aus festgestellte Waffenstillstand scheint das Resultat des beiderseitigen defensiven Verhaltens an der russischen Front zu sein. Seit der englisch-französischen Offensive scheinen die bei Dwinsk und Molodetchno angesammelten deutschen Truppen disloziert worden zu sein. Die Regierung macht grosse Anstrengungen, um die weitere Desertion zu verhindern, die bereits einen Viertel der Effektivbestände ausmachen soll. In Kronstadt kommen die englischen Marinesoldaten, die angezeigt waren, an. In der Region der Wolga und auch anderwärts sind ernste Bauernunruhen im Gange.

---

1. *Cf. n° 301.*

304

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 59 Washington, 1. Mai 1917

Ich habe Herrn Präsidenten Wilson im Sinne Ihrer Telegramme Nummer 67[1] und 75[2] informiert. Er versicherte mir zu wiederholten Malen, dass es sein freundschaftlicher Wunsch sei, alles für die Schweiz zu tun, was möglich sei. Er denke an Zufuhreinschränkung an die Neutralen erst dann, wenn die in Amerika aufzubringenden Nahrungsmittelvorräte zur Ernährung der Welt wirklich nicht mehr genügen werden. Trotzdem die Schweiz den USA sympathisch sei, so könne er doch keine offiziellen Zusicherungen geben, wie Sie sie gewünscht haben. Von der Schweiz sei in den Verhandlungen mit den französischen und englischen Delegierten nicht die Rede gewesen. Grund zu Befürchtungen liegt für uns nach meinem Eindruck nicht vor, und es ist nicht nötig[3], weiteres für die Beeinflussung der hiesigen Meinung zu unternehmen.

1. *Cf. n° 296.*
2. *Non reproduit.*
3. *Remarque manuscrite du DPF à cet endroit:* Non-sens!!! C'est exactement le contraire de ce qu'affirment les Américains *[de passage]* en Suisse qui nous demandent instamment d'éclairer l'opinion publique en Amérique.

305

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Légation de Suisse à Pétrograd
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 65 Petrograd, 3. Mai 1917, 23.30 Uhr

Bei vollständiger Arbeitseinstellung und enormen Umzügen ist hier der 1. Mai ruhig verlaufen. In den Umzügen wurden Fahnen mit den Inschriften «Proletarier aller Länder vereinigt Euch, Boden (terre) und Freiheit» mitgeführt. Von den auf allen Plätzen improvisierten Tribünen sprachen die Redner – teils Anhänger, teils Gegner des Friedens – feierlich auf die Menge ein. Die extrem pazifistisch-revolutionäre Partei Lenins scheint ziemlich zahlreich zu sein, und die provisorische Regierung wagt nichts gegen sie zu unternehmen. In gewissen diplomatischen und auch in andern Kreisen erwartet man einen immer grösser und vielleicht unwiderstehlich werdenden Druck der Linken im Sinne eines Friedens, so dass schliesslich die auf diese Weise bedrängte Regierung sich unterwerfen oder zurücktreten muss.

306

E 2001, Archiv-Nr. 703

Le Professeur W. E. Rappard
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Valavran près Genève, 7 mai 1917

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 1er mai, relative à l'édition d'une brochure à répandre aux Etats-Unis.[1] Veuillez, je vous prie, agréer l'assurance de ma très vive reconnaissance pour la confiance dont vous avez bien voulu m'honorer.

Soyez assuré, Monsieur le Conseiller, que je ferai tout mon possible pour m'en rendre digne par mon dévouement, si je ne le puis par mes talents. Je suis particulièrement heureux de pouvoir collaborer à la tâche que vous me proposez avec mon ancien maître et collègue M. Charles Borgeaud.

Puisque vous voulez bien me charger, Monsieur le Conseiller, de travailler à une meilleure entente entre la Suisse et les Etats-Unis, je croirais manquer à mon premier devoir si, pour m'éviter le reproche d'indiscrétion, je négligeais de vous indiquer ce qui à l'heure actuelle, de l'aveu de tous les Américains avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir, constitue peut-être le principal obstacle à cette entente. De toutes parts on me signale que l'activité et les mérites de notre représentant à Washington sont complètement neutralisés par les sentiments de vive sympathie qu'on lui prête, à tort ou à raison, pour un Etat actuellement en guerre avec celui auprès duquel il est accrédité. Serait-il impossible de trouver un autre champ d'activité pour notre ministre avant qu'une mutation ne s'impose impérieusement, dans des circonstances qui seraient autrement fâcheuses et mortifiantes pour la Suisse comme pour la personne de son représentant, qu'elles ne le seraient encore aujourd'hui?

Je me rends parfaitement compte, Monsieur le Conseiller, de l'exceptionnelle

---

1. *Hoffmann a brièvement décrit, dans sa lettre du 1er mai, la conception qu'il se faisait de la brochure:* La publication projetée étant destinée à faire mieux connaître aux citoyens de la grande République sœur *les conditions économiques spéciales* créées à notre pays par les événements de la guerre actuelle, nous avons été particulièrement heureux d'apprendre que vous vous chargeriez de traiter cette question, pour laquelle vous étiez tout spécialement désigné par l'enseignement universitaire très remarqué que vous avez donné aux Etats-Unis avant d'accepter une activité similaire à l'Université de Genève.

Nous serions heureux également de voir un des membres du Comité [international] de la Croix-Rouge rappeler dans cette même publication le rôle de la Suisse, depuis le début de la guerre et peut-être même avant cela, dans *le domaine de la philantropie* et sous l'égide de la Croix de Genève. Un article signé éventuellement de M. Ador, Président du Comité, aurait sans doute un grand retentissement aux Etats-Unis.

Nous avons été heureux d'apprendre que M. Borgeaud voulait bien se charger de *la partie historique* de la brochure projetée, pour laquelle nous vous laisserions, cela va sans dire, les mains entièrement libres, vous priant simplement de vouloir bien, l'un ou l'autre, nous en faire connaître le plan aussitôt que vous l'aurez définitivement arrêté.

hardiesse de ma demande, aussi pénible pour moi, croyez le bien, qu'elle paraîtra peut-être déplacée à vos yeux. Elle ne m'est dictée que par un sentiment de devoir patriotique et par la conviction que la situation, telle que me la révèlent les nouvelles d'Amérique, est d'une gravité inquiétante. Tous nos efforts, si utiles, si nécessaires qu'ils me paraissent, sont d'avance voués à un échec certain, s'ils ne sont pas secondés aux Etats-Unis par une collaboration diplomatique, telle que pourrait seul l'assurer un représentant dont la popularité personelle serait intacte.

Veuillez, je vous prie, Monsieur le Conseiller, excuser ma franchise à la faveur des motifs qui me l'ont imposée et agréer l'assurance déférente de mon très respectueux dévouement.

307

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 80

Washington, 8. Mai 1917
(*Ankunft:* 10. Mai 1917)

Für die erste Kongresswoche kann deren Ergebnis wie folgt zusammengefasst werden: In den beiden Delegationen ist offen ausgesprochen worden, dass die Lage, in der sich die Entente befindet, als sehr kritisch zu betrachten ist und dass Amerika die einzige Hoffnung der Entente ist. Die von Deutschland veröffentlichten Zahlen scheinen so ziemlich der Wirklichkeit zu entsprechen und der Erfolg des Unterseebootkrieges wird nicht mehr bestritten und die Gefahr, welche die Lage in Russland für die Alliierten in sich birgt, ist augenscheinlich. Auch hier ist der helfende Einfluss Amerikas unverkennbar. Ein feuriger Appell der amerikanischen Sozialisten ist soeben an die Arbeiterschaft Russlands abgegangen, und eine von Elli Root präsidierte Kommission wird sich so bald als möglich nach Russland begeben. Im übrigen ist der Erfolg der Delegation ein vollständiger. Amerika hat in den Streit eingegriffen und hilft in einer Weise mit, wie man es noch vor kurzem kaum für möglich gehalten hätte. Als erste Truppen der USA sollen neun neugebildete Ingenieurregimenter nach Frankreich entsandt werden.

Nur auf der Basis eines allgemeinen Friedens, der die von Wilson ausgegebenen Kriegsziele sicherstellen würde, ist eine Schlichtung des deutsch-amerikanischen Konfliktes möglich. Hinter geschlossenen Türen und dem Druck der Administration hat der Senat soeben den Embargoparagraphen in seiner ursprünglichen Fassung angenommen, wodurch der Präsident ermächtigt worden ist, nach Gutfinden die Ausfuhr zu verbieten. Der wirkliche Grund, um den man noch herumredet, besteht offenbar darin, dass eine Waffe geschaffen werden soll, um namentlich auf die nördlichen Neutralen einen Druck auszuüben, damit sie die nötigen Sicherheiten bieten, dass keine Nahrungsmittel mehr nach den Zentral-

staaten gelangen, und noch mehr, damit sie gezwungen werden können, ihre gegenwärtig zurückbehaltene Handelsflotte dem Bedürfnis der Allgemeinheit zur Verfügung zu stellen. Sie sollen so wenigstens indirekt am Kampfe gegen die Tauchboote mithelfen. Es scheint, dass dies gegenwärtig der Hauptgesichtspunkt der Embargopolitik ist. Man nennt ihn nicht offen, und die Schweiz wird davon auch erst in zweiter Linie berührt. Das Embargo kann aber in seiner Entwicklung auch als Mittel dazu dienen, die Zentralmächte noch weiter zu isolieren und schlimmstenfalls sogar die Neutralen dadurch zu zwingen, selbst Stellung zu nehmen. Auch in dieser Hinsicht würden zuerst die nördlichen Staaten in Betracht fallen. Jedenfalls wird man die Neutralen vor den Alliierten hungern lassen. Man ist heute darin einig, Gewalt mit Gewalt zu vergelten, und auch dazu entschlossen. Es ist nicht angängig, sich dieser Einsicht länger zu verschliessen. Inzwischen ist man nach Kräften an der Arbeit, um einesteils die konfiszierten deutschen Schiffe zu reparieren und neue Frachtschiffe nach einem Normaltypus zu bauen.

308

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 70

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 307 Paris, 12 mai 1917

[...][1]

Enfin, M. Cambon m'a dit de lui-même qu'il faisait sans cesse, à Washington, les plus grands efforts pour faire comprendre l'absurdité de vouloir couper les vivres à la Suisse, si elle est obligée, pour recevoir du fer et du charbon, c'est-à-dire pour ne pas devoir arrêter ses fabriques et ses chemins de fer, d'exporter du bétail et certaines marchandises en Allemagne. La Suisse économise aux Alliés de nombreux corps d'armées et remplit, pour le bien de l'Europe, une mission historique que chacun connaît et apprécie. La France cherche énergiquement à faire comprendre cela aux Américains. «Je fais tout mon possible, mais je ne peux pas encore jurer de réussir» a dit pour conclure M. Cambon.

[...][2]

---

1. *Dans la première partie du rapport, Lardy relate une conversation avec Cambon sur l'activisme pacifique des gens du monde.*
2. *Suivent des informations sur les difficultés que rencontre le Danemark.*

309

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Pétrograd, 30 avril / 13 mai 1917

L'impression au sujet de la situation intérieure de la Russie reste toujours mauvaise. J'ai eu hier l'occasion d'avoir un assez long entretien avec M. Goutchkov, le Ministre de la Guerre que je connais personnellement pour l'avoir vu et reçu à Genève en 1906 lors de la Conférence de Révision de la Convention de Genève. Il m'a reçu au lit, son médecin lui ordonnant le repos nécessaire en raison de l'état défectueux des fonctions du cœur. Il ne m'a pas caché que la situation était grave. Nous sommes, m'a-t-il dit en substance, sur le bord du gouffre et c'est miracle si nous ne nous y abîmons pas. Le Gouvernement Provisoire jouit dans toute la Russie d'une véritable autorité morale. Il fait tout ce qu'il est humainement possible pour le rétablissement de l'ordre et l'organisation de la Société nouvelle, mais le pouvoir effectif, la force matérielle nous font défaut, et c'est l'autre gouvernement, le Comité des Ouvriers et Soldats, qui les possèdent. Notre position est très embarrassante: d'un côté nous avons le sentiment que le Gouvernement pour pouvoir agir efficacement doit être homogène, uni. Si nous y faisons entrer des représentants des Ouvriers et Soldats, il y aura divergence d'opinions, discussions, luttes, pertes de temps. D'un autre côté c'est anormal que nos décisions puissent être rendues vaines par la volonté contraire de ce gouvernement latéral, issu d'une collectivité sans mandat. La solution sera peut-être que nous passions la main à ce Comité des Ouvriers et Soldats qui devra alors assumer les responsabilités qu'il esquive actuellement. Mais quel usage fera-t-il de son pouvoir? C'est là l'inconnu et le danger.

Au point de vue de la guerre, si l'armée avait pu rester ce qu'elle était au moment où la révolution a éclaté, nous aurions maintenant la possibilité d'obtenir des succès importants et peut-être décisifs pour la fin de la guerre. Les Allemands ont dû dégarnir leur front oriental d'un grand nombre de divisions; ils n'ont laissé que des troupes de moindre valeur incapables d'une forte résistance. Mais notre armée a été infectée du virus révolutionnaire de l'indiscipline et actuellement elle est très affaiblie et désorganisée. Beaucoup d'hommes désertent pour aller dans leurs villages participer à la curée des terres enlevées aux propriétaires.

Lui ayant demandé s'il pensait que des concessions faites à temps par l'Empereur en novembre ou décembre dernier eussent pu éviter la Révolution, Goutchkov me répondit:

«L'Empereur ne les aurait jamais faites. Sans être inintelligent, l'Empereur Nicolas n'a pas de caractère, il est plein de petitesses, rusé, sournois, reprenant d'une main ce qu'il accorde de l'autre; en outre, paresseux, désireux d'éloigner toute responsabilité pénible et désagréable, très influencé surtout par l'Impératrice qui était opposée à toutes concessions où elle voyait un affaiblissement du

principe monarchique. Convaincus de l'impossibilité d'amener l'Empereur à des réformes de plus en plus exigées par l'opinion, nous avions, quelques amis et moi, préparé un pronunciamento militaire. J'avais à mes côtés Teretchenko, le Ministre actuel des Finances, Nekrasov, aussi ministre, le prince Wasemski qui fut tué pendant la révolution. Il s'agissait de s'assurer la coopération de quelques régiments en gagnant les officiers que les soldats auraient suivis. Le moment venu nous aurions fait une révolution de palais, obligé l'Empereur à abdiquer en faveur de son fils, sous la régence de son frère Michel. Un gouvernement libéral aurait été formé. Il nous fallait encore un mois pour être prêts, mais la révolution a éclaté spontanément et nous avons été devancés et distancés par l'impétuosité du mouvement. Au cours de manifestations populaires occasionnées par la cherté des vivres et le désir de paix, quelques individus armés se sont emparés de l'Arsenal, ont distribué des fusils à la foule et ont circulé aux cris de Vive la Révolution. La troupe a opposé un semblant de résistance puis a fait cause commune avec les émeutiers. Ce qui a prolongé la lutte c'était la distribution de groupes de policiers manœuvrant des mitrailleuses et tirant sur la foule du haut des toits des maisons. On fit la chasse à ces «gardanes» déguisés en soldats et c'est dans cette catégorie qu'il y eut le plus de victimes.»

Le Président du Gouvernement Prince Lvov a écrit au Président de la Douma Rodzianko et au Comité des Ouvriers et Soldats deux lettres de contenu identique, exprimant l'opinion du Gouvernement qu'il y aurait lieu actuellement d'appeler aux responsabilités du pouvoir des représentants des diverses forces actives de la révolution.

D'après les journaux d'hier le Comité des Ouvriers et Soldats aurait décliné cette invitation. Il veut probablement rester dans la coulisse et tout diriger en laissant la responsabilité au Gouvernement Provisoire; ou bien il est pour le tout ou rien, attendant son heure. Quoiqu'il en soit le dualisme qui a existé depuis le commencement aboutit à une crise fatale dont l'issue n'est pas encore visible. De toute manière la Russie paraît très affaiblie par la violente secousse qu'elle a éprouvée; aussi le mécontentement est-il grand dans le milieu des états-majors alliés. Un officier d'état-major disait hier soir devant moi que l'Angleterre aurait notifié au Gouvernement Provisoire que si la Russie concluait une paix séparée, l'Angleterre et le Japon interviendraient dans les affaires de la Russie pour rétablir l'ordre et réorganiser la résistance aux Allemands. Que va-t-il sortir de tout cela?

310

E 2001, Archiv-Nr. 911

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 33 Bern, 19. Mai 1917, 6.30 Uhr

Wir haben soeben mit Frankreich, Italien und Grossbritannien ein Abkommen getroffen betreffend die landwirtschaftlichen Produkte [1].

Laut einer in diesem Abkommen enthaltenen Klausel sind wir berechtigt, den Zentralmächten eine gewisse Stückzahl Vieh, Käse und Butter zu liefern als Kompensationsware für Eisen, Stahl und Kohle, d. h. Rohmaterialien, die die Alliierten nicht imstande sind, uns zu liefern.

Wir hoffen bestimmt darauf, dass die amerikanische Regierung nicht royalistischer als der König sei und seine Wirkung auf das von den Alliierten unterzeichnete Abkommen ausdehnen werde.

Da die Angelegenheit nun mit der Entente geregelt ist, erwarten wir, dass die amerikanische Regierung keine Schwierigkeiten mehr bereiten werde, weder im Hinblick auf die genannte schweizerische Ausfuhr nach Deutschland und Österreich noch auf die Einfuhr amerikanischer Erzeugnisse nach der Schweiz, die durch die doppelte Kontrolle England Frankreich gehen und durch die S. S. S. in der Schweiz blockiert werden.

1. *Non reproduit: Cf.* E 2001 (B) 1, 96.

311

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 17

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP n° 50 Rom, 22. Mai 1917

Die beiliegende Stefani-Nachricht über eine Konferenz, welche in Washington stattgefunden hätte, um das «razionamento» der Schweiz und anderer neutraler Staaten durch Nordamerika zu besprechen, gab mir den willkommenen Anlass, Baron Sonnino zu fragen, wie sich die italienische Regierung zu diesen Tendenzen der Vereinigten Staaten verhalte. Der Minister versicherte mich, dass er *offiziell* überhaupt nichts von diesen Absichten wisse und dass die Regierungen der Entente diese Schritte weder veranlasst noch gefördert hätten. Nach Ansicht Sonninos zielen die erörterten Massnahmen, die er als Drohungen bezeichnete, nicht sowohl gegen die Schweiz als gegen die Nordstaaten. Es liege ja durchaus kein

Grund vor, der Schweiz gegenüber eine Beschränkung der Zufuhr eintreten zu lassen, nachdem das bestehende Abkommen über die S.S.S. de facto alle mögliche Gewähr dafür biete, dass auch die aus Amerika einzuführenden Waren nicht nach den Zentralmächten weitergegeben werden können. Anderseits könne die Schweiz vernünftigerweise nicht daran gehindert werden, eigene Produkte in einem Masse auszuführen, welches geboten sei durch das unabweisliche Bedürfnis für Gegenleistungen. Das Ganze sei «une question de mesure», über welche man sich jeweilen verständigen werde.

Als ich darauf hinwies, dass in der Depesche aus New York auch die Notwendigkeit der Einsparung von Schiffsraum als Grund angeführt sei, um dessentwillen eine Einschränkung der Ausfuhr aus den Vereinigten Staaten nach den neutralen Ländern veranlasst werden müsse, meinte der Minister, diese Erwägung könne doch nicht ausschlaggebend sein, jedenfalls nicht gegenüber der Schweiz, deren Bedarf verhältnismässig klein und deren Lage besonders schwierig sei, weil sie gar nicht über eigenen Schiffsraum verfüge.

Ich bat den Minister, im Sinne seiner Erklärungen in Washington zu wirken, was er mir ohne Bedenken zusagte, mit der Bemerkung: «Vous connaissez mes sentiments à l'égard de la Suisse.» Ich muss immerhin wiederholt betonen, dass Sonnino der ganzen Angelegenheit keinerlei Bedeutung beizumessen schien und wiederholt hervorhob, dass es sich offenbar mehr um eine Warnung handle als um eine ernsthafte Absicht, die man in die Tat umsetzen wolle.

Wichtig war mir bei dieser Erklärung namentlich die ganz positive Versicherung, dass es sich nicht um einen Schritt handle, der durch die Entente veranlasst worden wäre. Diese Ansicht deckt sich übrigens mit den analogen Erklärungen, die Sie aus Paris und London erhalten haben.

Wir besprachen in zweiter Linie die Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Italien, wobei ich zu erfahren suchte, welches eigentlich die Absichten seien, die Italien bei der Kündigung der Handelsverträge verfolgt habe. Sonnino wiederholte seine frühere Erklärung, dass er über diese Frage nicht unterrichtet sei, und wies mich neuerdings an den Handelsminister de Nava. Immerhin konnte er mich versichern, dass die Gesichtspunkte, nach welchen bei dem Abschluss neuer Verträge verfahren werden soll, noch keineswegs festgestellt seien, indem die hiefür eingesetzte Kommission selbst noch keine grundlegenden Beschlüsse gefasst, geschweige denn dem Ministerium bezügliche Anträge gestellt habe. Die Kündigung sei erfolgt um nach *aussen und innen* zu zeigen, dass man vollständig freie Hand haben wolle. Sonnino war im übrigen ganz der Ansicht, dass es keinen Sinn hätte, über neue Verträge zu unterhandeln, solange man nicht wisse, welche Grundlagen durch den Frieden geschaffen werden.

Ich sprach dem Minister alsdann von einigen Eindrücken, die ich anlässlich meines Besuches in der Schweiz erhalten und die mich in der Befürchtung bestärkt hätten, dass es nicht möglich sein werde, im Laufe dieses Sommers eine militärische Entscheidung des Krieges herbeizuführen, und dass anderseits die Annahme mir nicht berechtigt erscheine, dass eine der beiden Mächtegruppen in absehbarer Zeit infolge wirtschaftlicher Erschöpfung gezwungen sein werde, um Frieden zu bitten. Als ich an diese Mitteilung die Frage knüpfte, ob der Minister

nicht der Meinung sei, dass die Aussicht auf eine uferlose Fortsetzung des Kriegselendes die verantwortlichen Stellen veranlassen sollte, wenigstens zu einem Versuche in der Form vertraulicher Aussprache Hand zu bieten, antwortete mir Sonnino: «Je ne pense pas que le moment soit venu d'arrêter la guerre, il faudra encore la continuer.»

Über die allgemeine militärische Lage sprach er sich nur wenig aus, anerkannte immerhin die unbefriedigenden Erfolge der grossen Offensiven, die er ausschliesslich auf den Ausfall der gleichzeitigen russischen Offensive zurückführte. Aber er schien anzunehmen, dass die Verhältnisse in Russland sich doch allmählich wieder konsolidieren werden, so dass die Deutschen und Österreicher in Bälde nicht mehr in der Lage sein werden, ihre Truppen von der russischen Front zurückzuziehen, um sie im Westen und Süden zu verwenden. Weiter meinte er, der heutige Krieg sei eigentlich mehr ein Krieg der Abnützung als ein solcher des durchschlagenden militärischen Erfolges, und dieser Zweck der Abnützung werde durch die fortgesetzten Kämpfe im Westen und an der italienischen Front sicherlich erfüllt. Im übrigen hänge der Ausgang des Krieges nicht nur von den militärischen Erfolgen ab, sondern ganz wesentlich auch von den Ernten. In dieser Richtung liege aber für die Entente, trotz des verschärften Unterseebootkrieges, kein Grund zu ernstlicher Befürchtung vor. Italien stehe unmittelbar vor einer Ernte, die gute Aussichten eröffne, und auch die Ernten in Frankreich und England, in welchen beiden Ländern jeder disponible Streifen Boden angepflanzt worden sei, versprechen einen Ertrag, welcher der Not auf viele Monate steuern werde. Unter diesen Umständen bestehe für die nächsten Monate keine Gefahr mehr, und bis zum Winter werde man sich überall so eingerichtet haben, dass man mit den Vorräten und den Zufuhren wieder bis zu einer nächsten Ernte durchkommen könne. In dieser Hinsicht sei eben der Eintritt Nordamerikas in den Krieg von unschätzbarem Werte. Sonnino bezeichnete die Folgen des Unterseebootkrieges als «un mal dont tout le monde souffre», aber er glaubt noch immer nicht, dass dieses Kampfmittel die Entscheidung bringen werde. Die Deutschen unterschätzen die Fähigkeit ihrer Feinde, sich ebenfalls auf die Knappheit einzurichten, «durchzuhalten». Als ich auf die Gefahr eines vierten Kriegswinters und auf die Kriegsmüdigkeit, die sich doch allerorts zeige, hinwies, meinte der Minister: Gewiss wollen alle den Frieden, aber ich habe noch keine massgebende Stimme gehört, welche einen Frieden wollte, der für alle annehmbar wäre: «On veut bien *sa* paix, mais pas *la* paix.» Es sei nicht vorauszusehen, dass von der einen oder andern Seite Vorschläge gemacht werden, die als Ausgangspunkt für ernsthafte Unterhandlungen dienen könnten, und so müsse wohl oder übel mit der Fortsetzung des Krieges bis zu dem Zeitpunkt gerechnet werden, an welchem der eine oder andre Teil nicht mehr fortfahren könne; dieser Zeitpunkt sei aber noch nicht gekommen, vielleicht nicht einmal nahe.

Die Lage in Russland scheine sich doch zu bessern; die neue Regierung scheine entschlossen, die Armee wieder in kriegsfähigen Zustand zu bringen, und in diesem Bestreben seien nunmehr alle Parteien einig, da auch die eigentlichen Revolutionäre sehr wohl einsehen, dass ein Triumph der Zentralmächte ihre politischen Ziele aufs schwerste gefährden würde. Da jedoch nicht an eine sofortige

Wiederaufnahme einer Offensive zu denken sei, müsse damit gerechnet werden, dass die entscheidende Kriegshandlung, welche für 1917 geplant gewesen sei, auf das folgende Jahr verschoben werde. Diese Perspektive sei ja nichts weniger als erfreulich, aber sie habe doch viel von ihrem Schrecken verloren durch den Eintritt Nordamerikas in den Krieg und durch die daraus resultierende Wahrscheinlichkeit des Enderfolges.

Auch in Rumänien und Griechenland scheine sich die Lage allmählich zu bessern. Den Blocus gegen Griechenland bezeichnete Sonnino neuerdings als eine ganz unnötige und schikanöse Massnahme, mit welcher er nie einverstanden gewesen sei.

Ich habe Ihnen diese Äusserungen des Ministers in allen Einzelheiten wiedergegeben, obwohl sie nichts Neues sagen, weil ich es für wichtig hielt, Ihnen die Möglichkeit zu geben, Ihre Schlüsse daraus selbst zu ziehen. Auf mich hat diese Aussprache den Eindruck gemacht, dass eine gewisse Entmutigung bestehe, die nur ungenügend maskiert werden konnte durch die Proklamierung des Widerstandes usque ad finem: Man hatte eben bestimmt darauf gerechnet, dass die allgemeine Offensive den Wagen der Zentralmächte militärisch aus dem Geleise werfen werde, und hatte gleichzeitig als sicher angenommen, dass die wirtschaftliche Erschöpfung den Feind zwingen werde, Frieden zu schliessen. Diese beiden Voraussetzungen sind nicht zugetroffen, und so sieht man sich genötigt, mit der Fortsetzung des Krieges zu rechnen, weil man sich nicht entschliessen kann, Wasser in den eigenen Wein zu giessen.

Ob Sonnino wirklich selbst so denkt, wie er gesprochen hat, oder ob in seinen Worten nicht eher der Gedanke zum Ausdruck gelangt, der ihm durch seine Verbündeten suggeriert wird, wage ich nicht zu beurteilen. Tatsache ist leider, dass diese Erklärungen weit hinter denjenigen zurückstehen, die mir Sonnino früher gemacht hatte und die mich hoffen liessen, dass Italien gegebenen Falles mit einer gewissen Energie «*den* Frieden» verlangen werde, um das Land vor völliger Erschöpfung zu bewahren. Freilich äusserte Sonnino im Laufe des Gespräches wiederholt: Es lässt sich in diesem Kriege gar nichts prophezeien, es ist sehr wohl möglich, dass ganz unerwartete Ereignisse eintreten, welche das Bild ganz anders gestalten können; warten wir nun zunächst die Ernten ab!

Über die militärische Lage an der italienisch-österreichischen Front sprach der Minister natürlich mit Zurückhaltung: Wir haben zwei wichtige Punkte (Kuk und Vodice) genommen und gehalten und kämpfen um den dritten – ob mit Erfolg oder nicht, wird die Zukunft lehren. Der Kampf ist sehr hart und der Widerstand ausserordentlich gross. Mit einer Offensive der Österreicher aus dem Trentino wird immer noch gerechnet, aber nur für den Fall, dass es den Österreichern möglich sein sollte, grosse Truppenmassen von der russischen Front zu detachieren.

Um Ihnen zu zeigen, wie man den bisherigen Verlauf der Offensive in der Presse darstellt, übergebe ich Ihnen beiliegend einen Ausschnitt aus der heutigen Nummer des *Popolo Romano.* Sie wollen beachten, dass man immer wieder auf die grossen und eigentlich unerwarteten Schwierigkeiten hinweist, denen man begegnet, und dass man den langsamen Fortschritt der Offensive durch die Tatsache

zu erklären sucht, dass die Österreicher in der Lage gewesen seien, grosse Mengen Truppen und namentlich schwere Artillerie von der russischen nach der italienischen Front zu verlegen. Im Privatgespräch gelangt der gleiche Gedanke natürlich viel ungeschminkter zum Ausdruck: Man ist sichtlich enttäuscht über den bisherigen geringen Erfolg der gewaltigen Anstrengung, man ist entsetzt über die sehr grossen Verluste, die erlitten worden sind, und man hat die Hoffnung auf eine baldige Einnahme von Triest wesentlich herabgestimmt, wenn nicht ganz fallenlassen. Ein Offizier, der letzter Tage von der Front zurückkehrte, berichtete einem meiner Mitarbeiter, dass die Verluste der Italiener wirklich ungeheure gewesen seien und dass die Aussicht immer kleiner werde, die uneinnehmbaren Positionen der Österreicher zu bezwingen. Der gleiche Offizier teilte mit, dass man bei diesen Kämpfen Mitrailleusenabteilungen verwendet hätte, die aus Kavalleriesoldaten gebildet seien und die man vorausschicke, um die gegnerischen Positionen unmittelbar sturmfrei zu machen. Diese Abteilungen hätten ganz unsinnige Verluste erlitten; so z. B. seien von der Abteilung, welcher jener Offizier – der Sohn eines angesehenen Politikers und Senators – angehörte und die einen Bestand von 400–500 Mann hatte, im ganzen 30 Mann am Leben geblieben, und von diesen 30 seien 16 mehr oder weniger schwer verwundet.

Der Eindruck scheint sich zu befestigen, dass auch diese zehnte Isonzoschlacht nicht zum Ziele führen werde, welches man schon im Jahre 1915 mit Sicherheit zu erreichen hoffte. Welche Konsequenzen daraus für die innerpolitische Lage in Italien entstehen werden, bleibt abzuwarten.

Über die Verhandlungen und Ergebnisse der interalliierten Handelskonferenz in Rom habe ich Ihnen bisher nicht berichtet, weil alles, was ich erfahren konnte, in den Zeitungen mitgeteilt war. Ich hoffe, in den nächsten Tage einen etwas einlässlicheren Bericht zu erhalten, und beschränke mich für heute auf die Mitteilung, dass man allgemein das Resultat sehr niedrig einschätzt. Baron Sonnino sprach mir gestern mit eigentlichem Hohn von diesen Konferenzen, die ja niemals positive Resultate zeitigen können und die weit besser unterbleiben würden. Aufgefallen scheint zu sein, dass die englischen Parlamentarier sich mit grosser Reserve ausgesprochen haben über die künftige Ordnung der Dinge.

Auch der Handelsminister de Nava sprach mir heute mit wenig Enthusiasmus von dem Ergebnisse dieser Konferenz, die rein dekorativen und demonstrativen Charakter gehabt habe. Derlei Aussprachen hätten so lange keinen praktischen Wert, als man noch ganz im ungewissen sei über die künftigen Grundlagen der internationalen Beziehungen.

De Nava frug mich auch nach den Eindrücken, die ich in der Schweiz erhalten hätte, und zeigte sich sehr besorgt wegen der Möglichkeit, dass dieser Krieg ins Unendliche fortgesetzt werden wolle. Ich hatte bei dieser Besprechung sehr den Eindruck, dass selbst im Ministerium die Richtung vertreten ist, welche eine Aussprache über den Frieden begrüssen würde.

312

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Embargo Washington, 25. Mai 1917

Ich habe Ihnen gestern, in Beantwortung Ihres Kabels No 33[1] telegraphisch mitgeteilt, dass Herr Lansing in sehr liebenswürdiger Weise sich dahin ausgesprochen hat, dass er nicht daran zweifle, dass die Vereinigten Staaten das seitens der alliierten Mächte mit der Schweiz bezüglich Deutschland und Österreich-Ungarn eingegangene Arrangement, sobald dessen Wortlaut ihnen bekannt sein werde, ebenfalls gutheissen werden. Er gestand zu, dass er, als er am 10. April mit mir über die Kohlensituation in Europa gesprochen habe, nicht so gut darüber orientiert gewesen sei wie heute, und anerkannte, dass es für die Schweiz unmöglich sei, sich Brennmaterial von den Alliierten zu verschaffen.

Beigefaltet beehre ich mich Ihnen einige neueste Ausschnitte über die hier einzuführende Nahrungsmittelkontrolle zu übersenden. (Text des Nahrungsmittelgesetzes. – Erklärung des Präsidenten betreffend die Stellung des Herbert E. Hoover als Inspektor, etc.).

Ich gestattete mir in meinem gestrigen Kabel auch die Anfrage, ob – wie es die hiesige Presse meldet – es richtig sei, dass die Entsendung einer schweizerischen Handelskommission nach den Vereinigten Staaten geplant werde.

Die vom *Journal de Genève* angegebenen Gründe, wie sie laut Beilage in unsern Blättern wiedergegeben werden, müssen in den Vereinigten Staaten, nach den Zusicherungen, welche mir Präsident Wilson, die Kabinettsmitglieder und viele Politiker gemacht haben, befremdend wirken.

Ich habe schon früher darauf hingewiesen, und der Pressekorrespondent, Herr Meier, erwähnt dies auch in seinem heutigen Kabel nach der Schweiz wieder, dass es uns hier schadet, wenn die schweizerischen Blätter fortgesetzt Angriffe auf die Vereinigten Staaten und dessen Präsidenten machen, zu welchen wir, durch die Verhältnisse gezwungen, leider in ein gewisses Abhängigkeitsverhältnis geraten sind.

Obschon die Vorlage, welche den Präsidenten ermächtigen soll, Ausfuhrverbote auszusprechen, noch nicht Gesetzeskraft erlangt hat, werden vom *Bureau of Foreign and Domestic Commerce* des Handelsdepartementes, zusammen mit dem *Council of National Defense,* jetzt schon alle Vorbereitungen für die ihm zufallende Überwachung der Ausfuhr gemacht. Über die Art und Weise, wie dies geschehen soll, ist man sich zur Zeit noch nicht genau im klaren. Die allgemeine Annahme aber ist die, dass die Ausfuhr gewisser Artikel zuerst verboten und dann auf Grund besonderer Bewilligungen *(Licenses)* gestattet wird. Worin die verlangten Garantien gegen eine Weiterleitung an Feinde der Vereinigten Staaten bestehen

1. *Cf. n° 310.*

sollen und ob im Falle der Schweiz die Garantie der S.S.S. ohne weiteres als genügend angesehen würde, ist noch nicht bekannt.

Jedenfalls werden verdächtigen oder deutschen Firmen die Ausfuhrbewilligungen verweigert. Mittelst eines bereits entworfenen Fragebogens, wovon wir konfidentiell Kenntnis nehmen konnten, sollen den Gesuchstellern vorerst genaue Angaben über ihre Teilhaber oder Aktionäre, über die Art des von ihnen betriebenen Geschäftes und dessen Verbindungen im Auslande etc. abverlangt werden.

313

E 2001, Archiv-Nr. 765/1

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 80

Petrograd, 26/27. Mai 1917

Herr Nationalrat Grimm, der sich gegenwärtig in Petrograd aufhält, bittet uns, Herrn Bundesrat Hoffmann ein Telegramm folgenden Inhalts zu übermitteln:

Friedensbedürfnis ist allgemein vorhanden. Ein Friedensschluss ist in politischer, wirtschaftlicher- und militärischer Hinsicht zwingende Notwendigkeit. Diese Erkenntnis ist an massgebender Stelle vorhanden. Hemmungen bereitet Frankreich, Hindernisse England. Die Verhandlungen schweben gegenwärtig und die Aussichten sind günstig. In den nächsten Tagen ist neuer, verstärkter Druck zu erwarten. Die einzig mögliche und gefährlichste Störung aller Verhandlungen könnte nur durch eine deutsche Offensive im Osten erfolgen. Unterbleibt diese Störung, so wird eine Liquidation in relativ kurzer Zeit möglich sein.

Eine vom Arbeiterrat einberufene internationale Konferenz ist ein Teil der Friedenspolitik der neuen Regierung. Das Zustandekommen dieser Konferenz gilt als sicher, sofern die Regierungen keine Passschwierigkeiten machen. Alle Länder haben ihre Beteiligung zugesagt. Unterrichten Sie mich, wenn möglich, über die Ihnen bekannten Kriegsziele der Regierungen, da die Verhandlungen dadurch erleichtert würden. Ich halte mich noch zirka 10 Tage in Petrograd auf.

314

E 1004 1/265

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er juin 1917

1299. Beziehungen zu den Vereinigten Staaten Nordamerikas

Politisches Departement. Mündlich

Der Herr Vorsteher des Politischen Departements berichtet folgendes:

Es ist schon bei einem frühern Anlasse von der ungünstigen Stimmung, die in den Vereinigten Staaten Nordamerikas gegenüber der Schweiz vorherrschend ist, gesprochen worden. Dieser Umstand ist ausserordentlich zu bedauern, weil die Schweiz in Nordamerika grosse Interessen zu vertreten hat. Man erinnere sich des Bezuges von Getreide und wichtiger Rohstoffe.

Es mag allerdings erwartet werden, dass die Sendung des neuen Vertreters der Schweiz[1] bei der Vereinigten Staaten Regierung eine Besserung der allgemeinen Stimmung werde bewirken können. Allein, es sollte nichts versäumt werden, was geeignet erscheint, rasch und wirksam die bestehenden Vorurteile zu heben.

Es lässt sich daher vor allem erwägen, ob nicht durch Aufklärung der grossen Presse und der intellektuellen Kreise auf die öffentliche Meinung der Vereinigten Staaten eingewirkt werden sollte. Herr Bundesrat Hoffmann hat, solcher Erwägung folgend, mit in der Schweiz lebenden Amerikanern und mit Schweizern, die Amerika kennen, gesprochen. Allseitig wurde empfohlen, nach den Vereinigten Staaten Personen zu entsenden, die, von Einfluss und mit den Verhältnissen des Landes vertraut, in der Lage wären, die notwendige Belehrung zu geben und vor allem dafür zu sorgen, die in der öffentlichen Meinung den Ton angebenden Kreise insbesondere über die wirtschaftliche und militärische Lage der Schweiz aufzuklären.

Es würden für diese Aufgabe sich bereitfinden lassen:

Herr Nationalrat John Syz, der in Amerika geboren wurde und geschäftlich in Amerika tätig gewesen ist;

Herr Professor Rappard, zurzeit Professor der Nationalökonomie in Genf, der bis zu seinem ungefähr 18. Lebensjahr in den Vereinigten Staaten gelebt, dann in Europa studiert und längere Zeit eine Professur an der Harvard-Universität bekleidet hat,

Herr Dr. Stämpfli in Bern, der Oberstleutnant ist und durch seine Verehelichung mit einer Deutsch-Amerikanerin auch amerikanische Beziehungen hat.

Herr Bundesrat Hoffmann beantragt, die drei Genannten nach den Vereinigten Staaten zu dem Zwecke, wie er geschildert worden ist, zu entsenden.

---

1. *Le Conseil fédéral a décidé, à sa séance du 29 mai 1917, de nommer H. Sulzer comme nouveau ministre à Washington* (*cf.* E 1004 1, 265, n° 1297), *alors que P. Ritter a été nommé ministre à La Haye* (*cf.* E 1004 1, 265, n° 1181).

Ein Programm der Tätigkeit ist für die Delegierten noch nicht entworfen, es wird auch schwer zu entwerfen sein. Doch wird eine nähere Prüfung den richtigen Weg schon zeigen.

Was die finanzielle Seite anbetrifft, so verlangen die Beauftragten keine Honorierung. Doch werden ihnen die Auslagen zu vergüten sein. Von industrieller Seite ist ein Beitrag an die Ausgaben in Aussicht gestellt. Seine Höhe lässt sich zurzeit nicht angeben.

Der Rat nimmt von den Mitteilungen in zustimmendem Sinne Kenntnis.

315

E 2200 Tokyo 2/2

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann,
au Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis

L 130.M. Bern, 1.Juni 1917

Ihr Telegramm Nr.30 vom 19. v.Mts.[1] beantworteten wir auf dem gleichen Wege am 25. unter Nr.30[2].

Seither empfingen wir Ihr Schreiben vom 23.April[3] und beehren uns, Ihnen in desssen Erwiderung, beiliegend Abschrift des Berichtes von Herrn Lardy, vom 28.März[4] zur Kenntnis zu bringen. Wir teilen vollkommen dessen Bedenken, uns mit China auf die Errichtung gegenseitiger Missionen einzulassen, bevor wir uns einen Vertrag gesichert haben, der unsere Landsleute ebenso günstig stellt wie die Angehörigen anderer europäischer Staaten. Sobald uns von chinesischer Seite Eröffnungen in diesem Sinne und in bindender Form gemacht werden, sind wir nicht abgeneigt, der Frage näherzutreten.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*
3. *Note de la Légation de Suisse à Tokyo:* Cette lettre du 23 avril était une lettre privée du Ministre à M.Hoffmann, dans laquelle il conseillait de profiter des bons rapports qu'il a avec la Légation de Chine pour négocier un traité qui devra être nécessairement conclu un jour ou l'autre. *Pas de copie de la lettre.*
4. *Non reproduit: Cf.* E 2200 Paris 1/1291.

316

E 2001, Archiv-Nr. 765/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Pétrograd

Copie d'expédition
T n° 90 Berne, 3 juin 1917, 12 h. 30

Conseiller fédéral Hoffmann vous autorise faire à Grimm communication verbale suivante. Allemagne n'entreprendra aucune offensive aussi longtemps qu'une entente amiable paraît possible avec Russie. Après conversations réitérées avec des personnalités éminentes, suis convaincu que Allemagne cherche avec Russie paix honorable pour les deux côtés avec intimes relations commerciales et économiques futures et appui financier pour reconstitution Russie. Aucune immixtion affaires intérieures russes, entente amiable au sujet Pologne, Lithuanie, Courlande en tenant compte des particularités des peuples. Rétrocession des territoires occupés contre restitution par Russie provinces autrichiennes envahies. Suis persuadé que Allemagne et ses alliés entreprendraient immédiatement des négociations de paix sur le désir des Alliés de la Russie. Concernant les buts de guerre allemands lisez publication dans *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* où l'accord avec Asquith au sujet des annexions est affirmé. Allemagne ne voudrait aucune augmentation de territoire dans le but d'un agrandissement ou d'une extension économique ou politique.

317

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier, au Chef du Département politique, A. Hoffmann

RP Pétrograd, 26 mai / 8 juin 1917

La Russie n'est pas près de sortir de l'état d'anarchie où elle se débat depuis des mois. Le Gouvernement Provisoire, loin de se fortifier, s'affaiblit par l'introduction de nouveaux membres qu'aucun talent spécial, aucun mérite ne recommandaient à son choix. M. Konovalov, ci-devant Ministre de l'Industrie et du Commerce, a dû reconnaître qu'il était impuissant en présence de l'attitude insensée des milieux ouvriers. Il a exposé ses craintes dans un document public, où il a démontré clairement que les exigences ouvrières conduisaient l'industrie à la ruine, et finalement il a donné sa démission. Il n'est pas encore remplacé, personne ne paraissant se soucier de placer sur ses épaules un pareil fardeau. Dans un rapport remarquable, qui est un éloquent cri d'alarme, M. Kutler a développé les mêmes conclusions devant le Comité exécutif de la Douma.

A la tête du Ministère du Travail se trouve un sieur Skobelev de la fraction maximaliste. Il n'a ni instruction sérieuse ni connaissance des questions économi-

ques. Il est complètement dans la main des bolcheviks (maximalistes) et l'un de ses premiers actes a été une déclaration de guerre aux capitalistes. Le dernier emprunt dit de la Liberté n'ayant pas réussi, il tint aux capitalistes ce langage: Puisque vous dissimulez vos capitaux et vous refusez à prendre votre part des charges communes, nous vous inscrivons d'office comme souscripteurs à l'emprunt dans une proportion qui sera fixée par décret. L'annonce de cette mesure cause un grand émoi parmi nos compatriotes dont plusieurs ont besoin pour la marche de leurs affaires de la libre disposition de leurs capitaux. Ils s'informent à la Légation pour savoir si comme Suisses ils doivent subir cette contribution forcée à l'impôt. La question est d'autant plus délicate que l'opposition soulevée par la Légation de Russie à Berne à propos de l'emprunt dit «de guerre» n'est pas encore écartée. Nous sommes en effet sans réponse à la dernière note[1] dans laquelle nous avons exposé le point de vue du Conseil fédéral. Nous allons dès maintenant nous mettre en rapport avec les légations des pays neutres pour savoir quelle attitude elles entendent adopter. La réquisition revêt ici également un caractère d'emprunt forcé. Dans certains cas la réquisition est constatée par une quittance avec promesse de remboursement. Dans le cas présent, le correspectif consiste en titres de rentes sur l'Etat. Il n'y a pas de doute que l'emprunt a un caractère militaire en relation intime avec la guerre que soutient le pays. Il semble donc qu'un essai de protestation se justifie de notre part, et je serais heureux de recevoir vos instructions à cet égard.

Le but des meneurs des ouvriers est d'ailleurs visible: ils tendent à ruiner l'industrie privée afin de pouvoir réaliser leur rêve d'exploitation communiste. L'insuccès ne faisant aucun doute pour les plus éclairés d'entre eux, ils franchiront la deuxième étape et demanderont à l'Etat de prendre en mains toute l'exploitation industrielle, en continuant, cela va sans dire, à leur payer les salaires fantastiques qu'ils ont peu à peu arrachés à l'exploitation privée. Dans une récente séance du Comité des Députés des Ouvriers et Soldats, les déléguées des femmes d'ouvriers ont exigé qu'au salaire de leurs hommes on ajoutât 10 roubles par jour pour les femmes, et le Comité a trouvé cette demande tout à fait justifiée; c'est donc en moyenne une somme de 25 roubles que chaque ménage d'ouvrier doit recevoir par jour. Le prix des matières premières augmentant sans cesse et la productivité ayant baissé de 30, 40 et même 50%, on comprend que les industries privées ne puissent tenir. Plusieurs industriels ont, paraît-il, apporté les clefs de leurs usines au Ministre du Travail en se déclarant impuissants à continuer la lutte.

Les usines et fabriques locales ne travaillant pas, rien n'arrivant d'ailleurs de l'étranger, beaucoup de magasins sont fermés, ainsi tous ceux qui vendaient des confections, toutes les confiseries, pâtisseries etc. L'alimentation devient de plus en plus difficile; on ne peut presque plus obtenir de viande, de beurre, de farine, de sucre et seulement en quantités minimes, après des stations interminables sur les trottoirs. On voyait ces jours derniers devant un magasin d'une des rues les plus fréquentées, une foule de 80 à 100 personnes qui n'ayant pu se faire servir de

1. *Non retrouvé.*

chaussures avant l'heure de fermeture (six heures du soir) ont passé toute la nuit pour ne pas manquer leur tour au moment de la réouverture. Les uns étaient assis sur des bancs improvisés, sur des sacs, des coffres, d'autres simplement couchés sur le trottoir; des soldats tenaient compagnie aux petites bonnes et flirtaient sous des parapluies. L'unique préoccupation de toute la population de cette grande ville se résume en ceci: que mangerons-nous demain? Il est parti beaucoup de gens pour le midi, la Crimée, le Caucase, d'où viennent cependant des nouvelles de grèves et de désordres, pour la Finlande qui regorge de monde; mais cet exode ne paraît pas avoir amélioré le sort de ceux qui sont restés.

Des désordres graves se sont produits à Moscou. Le bureau d'un changeur a été pillé et le patron tué. De divers points de la province on continue à signaler des désordres agraires. L'ensemencement ne se fait pas et les paysans empêchent de travailler. Les trains sont toujours bondés de soldats qui se conduisent en maîtres, font marcher, arrêter les trains, changent leur destination à leur gré. Un grand murmure de plainte s'élève de tout le pays sur le manque d'ordre, de sécurité, de protection.

Les velléités de séparatisme ne cessent pas. On a même annoncé qu'un tsar moscovite Prince Dolgoroukov de la descendance de Burik aurait été proclamé à Moscou. La Sibérie veut se constituer en république indépendante. Cronstadt entend s'administrer lui-même.

Quant à l'état réel de l'armée, c'est difficile de s'en faire une idée générale. Le Ministre de la Guerre Kerenski se multiplie, va sur tous les fronts, exhorte, supplie, se fait applaudir. Il fait même parfois acte de rigueur: un soldat lui ayant été signalé comme particulièrement révolté, il l'a fait sortir du rang et ordonné qu'il soit renvoyé à l'arrière. Le colonel du régiment ayant profité de l'occasion pour signaler au Ministre six hommes qui ne valaient pas mieux et désorganisaient la troupe, Kerenski n'a pas persisté dans sa sévérité et a jugé possible de les conserver. Demi-mesures, velléités timides, mais pas encore la poigne de fer qui seule pourrait faire revivre la discipline.

Le Général en chef Alexéiev a été mis à disposition parce qu'il avait parlé trop carrément d'offensive. Broussilov, qui le remplace a été momentanément appelé à Pétrograd et maintenant l'on ne parle plus de marcher mais de se préparer à marcher.

Les *Nouvelles du Conseil des Ouvriers et Soldats* contiennent un article assez significatif à cet égard: «En ces derniers jours on n'entend qu'une seule parole: offensive. Il semble que l'on ait l'impression que le principal problème de notre Gouvernement Provisoire et du Conseil des Députés des Ouvriers et des Soldats soit le passage de la défensive à l'offensive. Cette impression serait tout à fait erronée. Les offensives ne s'organisent pas par des déclarations, des discours et des résolutions; l'offensive se prépare dans un grand secret et non pas publiquement, aux yeux de tout le monde. Quand on a en vue de passer à l'offensive, on ne se querelle pas et on n'en parle pas. A l'ordre du jour il y a seulement une préparation pour l'offensive. Il est nécessaire de l'organiser pour arrêter le transfert des troupes allemandes sur le front franco-anglais. La perspective d'une offensive est aussi nécessaire pour arrêter la décomposition de notre armée. Elle est nécessaire

pour que, pendant les pourparlers de paix avec l'Allemagne, la Russie puisse parler non pas comme le vaincu parle au vainqueur, mais d'égal à égal.»

On annonce aujourd'hui que le Gouvernement Provisoire a décidé de priver les déserteurs du droit de vote pour les élections à la Constituante. Des élections municipales ont lieu ces jours-ci et des affiches exigeant la paix ont été placardées sur les murs.

318

E 2001, Archiv-Nr. 765/1

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, A. Hoffmann

L Personnelle — Pétrograd, 31 mai/13 juin 1917

Informé du départ d'un courrier suédois dans une heure, je m'empresse de vous confirmer et vous expliquer ma dépêche de ce jour: «Bitte uns nicht mehr chiffriert zu telegraphieren, Brief folgt. Bitte um Empfangsbestätigung dieses Telegrammes.» Votre télégramme n° 90[1] nous est parvenu le mercredi 24/6 juin. Son contenu a été verbalement communiqué à M. Grimm le vendredi 26/8 sans lui en montrer le texte et en lui recommandant la plus extrême prudence. Or, le lendemain samedi, M. Grimm est venu à notre Légation et a annoncé que les personnes avec lesquelles il est en rapport (ce sont les deux ministres maximalistes: Skobelev et Tseretelli ainsi que leurs tenants et aboutissants) lui avaient demandé s'il n'avait pas reçu une communication de la Légation de Suisse. Sur l'insistance de M. Grimm ils lui déclarèrent que l'«Agent russe à Berne avait télégraphié au Ministère des Affaires Etrangères que M. Hoffmann, par l'entremise de notre Légation, avait donné connaissance à M. Grimm des buts de guerre allemands».

M. Grimm a aussitôt pris le parti de nier absolument avoir reçu aucune communication de notre part; il a en même temps demandé à voir la dépêche elle-même, ce qui lui fut promis pour le lendemain dimanche.

Ne voyant pas réapparaître M. Grimm, j'allais hier soir faire porter un télégramme vous informant de ces faits, quand M. Grimm se présenta et déclara avoir arraché aux ministres socialistes l'aveu *que votre dépêche n° 90 avait été déchiffrée en entier au Ministère russe des Affaires Etrangères.* M. Grimm n'en a pas vu le texte, mais on lui en a dit assez pour qu'il n'y ait aucun doute que la dépêche ne soit *connue mot pour mot.*

Je n'ai pas besoin d'insister sur les conséquences de cette révélation; il a été convenu que M. Grimm continuera à nier avoir reçu aucune communication; il a demandé à voir le texte de la dépêche déchiffrée et espère y arriver (il m'informera ce soir). D'après M. Grimm, l'affaire ne serait pas encore sortie des cercles gou-

1. *Cf. n° 316.*

vernementaux russes, mais c'est peut-être une question d'heures; les ministres hésitaient hier à *publier la dépêche;* M. Grimm espérait les en dissuader en invoquant les intérêts du parti socialiste, et en faisant valoir qu'il faudrait du même coup avouer avoir violé le secret de correspondances diplomatiques.

Chose curieuse, le Ministère paraît n'avoir aucune connaissance de la dépêche de Grimm à votre Département[2], transmise par le chiffre allemand, alors que la vôtre était transmise au moyen du nouveau chiffre français. C'est pour cela qu'à tout hasard je vous ai télégraphié en allemand tout en évitant de m'exprimer nettement.

En ce qui me concerne, et comme je puis à tout moment être interrogé par le Ministère des Affaires Etrangères, j'ai pris la décision de me refuser à toute explication au sujet de communications que j'aurais pu faire ou ne pas faire à des Suisses, tout en marquant mon étonnement pour la curiosité du Ministère. Je chercherai s'il est possible de traîner les choses en longueur jusqu'à l'arrivée de vos instructions qui ne peuvent guère me venir que par courrier, puisque le chiffre est connu. Il va de soi que je serai heureux de recevoir aussi rapidement que possible un nouveau chiffre.

2. *Cf. n° 313.*

319

E 20001, Archiv-Nr. 765/2

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 82 Londres, 16 juin 1917, 10 h 58

Dans une feuille du soir est publié un télégramme de l'Agence Reuter venant de Stockholm qui donne, d'après le journal *Sozialdemokrater* l'organe de Branting, le texte d'un télégramme chiffré[1] que vous auriez envoyé à notre Ministre à Pétrograd. Dans ce télégramme vous auriez autorisé M. le Ministre Odier à faire part au Conseiller national Grimm de ce que l'Allemagne n'attaquerait pas la Russie aussi longtemps qu'il existerait l'espoir de parvenir à une entente et que, d'après une conversation avec une personnalité en vue, vous seriez convaincu que l'Allemagne veut une paix honorable avec la Russie sur la base de la restitution des territoires occupés. Pas d'immixion dans les affaires intérieures de la Russie et entente réciproque au sujet de la Pologne, la Lithuanie et la Courlande, et accord en ce qui concerne les relations commerciales avec appui financier de la Russie par l'Allemagne. Y a-t-il vraiment quelque chose de vrai dans cette nouvelle? Je vous rappelle que je n'ai pas reçu les télégrammes n^{os} 32 et 35.

1. *Cf. n° 316.*

320

E 2001, Archiv-Nr. 765/2

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 83 London, 17. Juni 1917

Ich verdanke Ihr Telegramm Nummer 35. Der Redaktor der *Times,* Herr Steed, hat heute der Gesandtschaft telephonisch mitgeteilt, dass er von einer offiziellen telegraphischen Mitteilung aus Petrograd Kenntnis erhalten habe, wonach Minister Skobelev Nationalrat Grimm um Auskunft über Ihre Mitteilung[1] gefragt habe. Diese Aufklärungen seien als ungenügend erachtet worden und Grimm wurde daraufhin ausgewiesen. Nach der Meinung Steeds würde sich die Entente, sofern die betreffende Mitteilung wirklich von einem Mitgliede der schweizerischen Regierung herrühre, einem unfreundlichen Akte gegenüber befinden. Es wurde Steed geantwortet, dass ich von dem Vorfall nichts wisse und wir werden fortfahren, diese gleiche Antwort solange zu erteilen, als Sie mir keine gegenteiligen Instruktionen geben.

1. *Cf. n° 316.*

321

E 2001, Archiv-Nr. 765/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse à Rome, Paris et Londres

Copie d'expédition
T Berne, 18 juin 1917, 22h

Au sujet des télégrammes publiés par les agences Reuter et Westnik nous pouvons vous communiquer que le 27 mai 1917, Grimm, Conseiller national, avait demandé à la Légation de Suisse à Pétrograd où il se trouvait en ce moment de transmettre à Hoffmann, Conseiller fédéral, un télégramme[1] dans lequel il exposait en substance, que le besoin de paix se faisait sentir généralement, d'où une conclusion de la paix était une nécessité au point de vue politique, économique et militaire et qu'on reconnaissait dans les cercles autorisés que la seule chose qui pourrait troubler le plus dangereusement toutes les négociations serait une offensive allemande dans l'Est; si elle ne se produisait pas, une liquidation serait possible dans un temps relativement court. Il était demandé encore dans le télégramme que M. le Conseiller fédéral Hoffmann veuille bien renseigner le Conseiller natio-

1. *Cf. n° 313.*

nal Grimm sur les buts de guerre à lui connus des gouvernements, car cela faciliterait les négociations.
Le 3 juin le télégramme chiffré suivant était adressé en réponse à la Légation de Suisse à Pétrograd: /... /[2]

Ce télégramme a été déchiffré du côté non autorisé et publié dans le journal *Socialdemokrater,* organe de Branting à Stockholm.

Cette démarche a été entreprise par M. le Conseiller fédéral Hoffmann sans avoir été influencée d'aucune partie, dans l'intérêt de l'avènement d'une paix prochaine et par conséquent dans l'intérêt de la Suisse elle-même.

2. *Cf. n° 316.*

322

E 2001, Archiv-Nr. 765/1

Le Chef du Département politique, A. Hoffmann, au Président de la Confédération, E. Schulthess

L Bern, 18. Juni 1917

Die unbefugte Veröffentlichung einer chiffrierten Depesche[1], die ich durch Vermittlung der Schweizerischen Gesandtschaft in Petrograd an den dort anwesenden Herrn Nationalrat Grimm richtete und in welcher ich meine Auffassung über die Friedensbedingungen der Zentralmächte gegenüber Russland und in bezug auf die übrigen Alliierten auseinandersetzte, hat eine Lage geschaffen, die für die innerpolitischen und auswärtigen Beziehungen des Landes verhängnisvoll werden kann.

Es wird niemand daran zweifeln, dass als ich diesen Schritt aus eigener Entschliessung und auf meine eigene Verantwortung unternommen habe, ich ausschliesslich für die Förderung des Friedens und damit im Interesse des eigenen Landes zu handeln bestrebt war. Ich könnte aber den Gedanken nicht ertragen, dass in diesen Zeiten grösster politischer Spannung und Aufregung meine weitere Tätigkeit im Bundesrate eine Quelle des Misstrauens, der Uneinigkeit und Zerfahrenheit werden und damit meinem heiss geliebten Vaterlande zum Schaden gereichen könnte.

Ich bitte Sie daher, meine Demission als Mitglied des Bundesrates entgegennehmen zu wollen.

1. *Cf. n° 316.*

323

E 2001, Archiv-Nr. 765/2

La Légation de Suisse à Pétrograd
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 92 Petrograd, 19. Juni 1917, 19 Uhr

Grimms Ausweisung aus Russland rief lebhafte Debatten anlässlich der Samstag erfolgten Eröffnung des panrussischen Arbeiter- und Soldatenkongresses hervor. Grimm wurde durch die Maximalisten und die Fraktion der Minimalisten verteidigt, die erklärten, dass er ausgewiesen worden sei wegen seiner Verweigerung, die schweizerische Regierung blosszustellen (flétrir) und sie anzuklagen, die Neutralität verletzt zu haben. Die sozialistischen Minister Tseretelli und Skobelew antworteten, indem sie das angebliche unserer Gesandtschaft überwiesene Telegramm als einen direkten Vorschlag zum Separatfrieden, der von der deutschen Regierung herstamme, bezeichneten, und indem sie erklärten, dass er ausgewiesen worden sei, weil er sich aus Patriotismus geweigert habe, das Vorgehen des schweizerischen Ministers des Auswärtigen Amtes blosszustellen. Vertrauensvotum ergab 640 gegen 121 Stimmen. Wir machten noch keinerlei Erklärungen. Sie bewahren also völlige Handlungsfreiheit. Einige Mitbürger melden bereits Anzeichen beginnender Animosität.

324

E 2001. Archiv-Nr. 765/2

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 88 London, 19. Juni 1917

Bin im Besitze Ihres Telegramms Nummer 38. Die Aufklärung, die Sie mir durch Ihr gestriges Telegramm [1] gegeben haben, wird von den Abendblättern als Mitteilung des Bureau Reuter wiedergegeben. Seit gestern nachmittag ist der Ton der Zeitungen sachlicher und ruhiger geworden, weil aus der Tatsache der Ausweisung Grimms hervorzugehen scheint, dass das russische Arbeiter- und Soldatenkomitee nicht dafür zu haben ist, einen Separatfrieden mit den Zentralmächten zu schliessen. Ich werde schriftlich noch berichten.

1. *Cf. n⁰ 321.*

325

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 70

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

RP Paris, 19 juin 1917

Je vous envoie un certain nombre de journaux parisiens de ce matin relatant l'incident Hoffmann-Grimm.

A 11 h. 15, est arrivé votre télégramme d'hier soir [1]. En même temps, je recevais la visite de M. Morhardt venant me faire part de l'émotion effroyable régnant dans les rédactions de journaux. L'exposé des faits paraîtra dans le *Temps* ce soir sous des couleurs très malveillantes, en seconde page (rédacteur M. Lindenlaud) [2]. Le «premier Paris» devait être fait par M. Jean Herbette, qui a passé de l'*Echo de Paris* au *Temps*, où il a remplacé M. Tardieu.

Je me suis mis en rapport avec M. Herbette que j'ai trouvé bien disposé et qui atténuera, mais il ne faut pas se dissimuler que le vent souffle en tempête et qu'en particulier, la situation prendrait un aspect grave s'il était démontré que le Conseil fédéral a participé à la correspondance avec Grimm. Quels que puissent être les désirs de paix de la Suisse, pour elle-même et pour le monde, les Alliés n'admettraient pas qu'elle travaille directement à détacher de l'Alliance un de ses membres principaux avec toutes les répercussions possibles, militaires et autres, sur la situation des autres alliés; on estime que ce ne serait plus de la neutralité, mais de la collaboration directe à une politique hostile.

Après réflexion, j'ai considéré qu'il y aurait de la faiblesse de ma part à ne pas me rendre ce matin à l'audience de M. Cambon. J'ai hésité, car la conversation pouvait devenir difficile dans l'état de vague où je suis sur certains points, mais, je le répète, j'ai cru, à tort ou à raison, qu'il convenait de ne pas avoir l'air d'avoir peur.

M. Cambon m'a reçu en levant les bras au ciel; il m'a dit avoir télégraphié à M. Beau. Je lui ai répondu qu'il pouvait en savoir aussi long que moi en se faisant présenter le télégramme en clair arrivé de Berne ce matin. Il m'a demandé des détails personnels sur M. Hoffmann, détails que j'ai fournis avec tous les sentiments d'estime que j'ai pour sa personne; j'ai rappelé qu'en maintes circonstances, M. Hoffmann avait pris sur lui d'arranger des affaires franco-suisses importantes, sans, je crois, en référer toujours au Conseil fédéral, par besoin de discrétion et de rapidité. Cette discrétion est, suivant les cas, une grande qualité, mais peut entraîner des responsabilités personnelles; j'ai rappelé que j'avais été le camarade d'étude du frère aîné de M. Hoffmann; j'ai exposé sa longue et honorable carrière politique, rappelé qu'un de ses frères a épousé une Havraise et occupe l'une des plus hautes situations de l'industrie de la Suisse orientale.

M. Jules Cambon a écouté avec son amabilité ordinaire; il a fait observer qu'il comprenait toute la difficulté de ma situation et a demandé si je pensais que le Conseil fédéral eût été courant.

---

1. *Cf. n° 321*
2. *Correction au crayon: Lindenlaub.*

J'ai répondu que dans ma conviction toutes les apparences extérieures prouvaient à l'évidence qu'il s'agissait de pourparlers secrets dont le Conseil fédéral n'avait certainement rien su. Le sentiment des difficultés énormes dont la Suisse souffre a pu agir à la longue et pousser à une imprudence, mais la politique de neutralité de la Suisse ne saurait être solidaire de cette imprudence, d'autant plus inexplicable pour le moment que, depuis des mois, Grimm attaque le Gouvernement fédéral, lui a reproché d'affamer la Suisse en nourrissant l'Allemagne, en sorte que tout cela est provisoirement inexplicable.

M. Jules Cambon a répliqué alors qu'il ne pouvait rien dire et que nous ne pouvions rien dire puisque nous étions dans l'incertitude l'un et l'autre sur les points les plus importants.

Il a néanmoins profité immédiatement de la situation pour dire qu'il avait eu la visite de M. Chapsal et qu'il me priait d'insister auprès de vous pour un nouveau prêt de 15 000 tonnes de blé à prélever sur nos approvisionnements au moins quadruples; il m'a demandé ce que je penserais d'une réquisition. J'ai répondu que je le priais instamment de renoncer à cette idée qui produirait un effet très regrettable sur l'opinion publique suisse et qui nous exposerait encore plus, peut-être, à la menace annoncée par l'Allemagne d'une fermeture du port de Cette. Il m'a demandé instamment de vous soumettre à nouveau, non plus de la part de M. Chapsal, mais en son nom, l'idée d'un nouveau prêt de 15 000 tonnes.

Il a ensuite profité de l'occasion pour ajouter qu'on nous reprochait d'énormes exportations de chocolat en Allemagne. J'ai répondu qu'il trouverait dans le courrier d'hier du Ministère une note de nous relative à cette question des chocolats; qu'il y avait un regrettable malentendu; que nous disposions d'un contingent basé sur la moyenne des années antérieures pour nos exportations de chocolat vers les Etats ennemis; que nous avions considéré ce contingent comme un bloc et que par la fermeture de débouchés vers l'Autriche et les Balkans, etc., nous nous étions cru autorisés à exporter en Allemagne ce que nous ne pouvions exporter dans d'autres pays ennemis. Les Alliés soutiennent au contraire que le bloc ne fonctionne pas et que nous devons limiter à une somme beaucoup moindre, le quart à peu près, nos exportations vers l'Allemagne seule. M. Cambon considère nettement cette combinaison comme trop habile et nous conseille amicalement de ne pas insister.

Les négociations pour la levée des prohibitions de nos marchandises dites de luxe à l'entrée en France [3], risquent de se ressentir de l'incident Grimm. Elles sont à peu près terminées, sauf les chaussures, les montres d'or déjà contrôlées et quelques points relativement secondaires.

Samedi, j'ai écrit à votre Division du Commerce que le Ministère des Finances paraissait vouloir faire dépendre de son assentiment et de son contrôle, les détails de la combinaison financière des maisons appelées à y prendre part, etc. En outre, on pa-

---

3. *A la suite de l'interdiction d'importation française du 22 mars 1917, Lardy a été chargé de négocier avec le Gouvernement français pour la levée des prohibitions des marchandises suisses à l'entrée en France. A sa séance du 7 juin 1917, le Conseil fédéral décide de donner à Lardy pleins pouvoirs pour signer, sans réserve de ratification, un arrangement avec le Gouvernement de la République française concernant l'admission des marchandises suisses en France et le mode de paiement. Cf.* E 1004 1/265, n° 1391.

raissait vouloir attendre, pour la mise en vigueur, que la combinaison financière fût achevée. Le Ministère du Commerce avait reçu du Ministère des Finances une lettre dans ce sens et j'avais expliqué à M. Bolley que, d'après les accords intervenus dès le début avec M. Clémentel, tout le détail de l'opération financière était réservé aux groupes de banques suisses et françaises appelées à faire l'opération. M. Bolley n'arrivait pas à pouvoir conférer à ce sujet avec le Directeur du Mouvement fédéral des Fonds, M. Luquet. Je me suis donc rendu dimanche matin chez le Directeur du Cabinet de M. Ribot, mon ami, M. Arnauné. Il devait conférer dans la journée avec M. Luquet et me promit d'arranger les choses. Hier matin, lundi, je suis retourné chez M. Arnauné. Il me fit savoir qu'en effet M. Luquet avait reconnu que du moment où l'Etat français n'était pas engagé, où le Trésor n'avait pas de participation pécuniaire, il pouvait se désintéresser d'une coopération directe.

Je n'ai pu mettre la main sur M. Bolley dimanche et lui ai fait savoir par téléphone hier lundi les résultats de l'entretien de MM. Arnauné et Luquet. M. Bolley n'avait toujours pas vu M. Luquet et espérait arranger les choses dans le sens indiqué par M. Arnauné.

Je n'arrive pas, ni par téléphone, ni autrement, à mettre la main sur M. Bolley et je me demande si l'incident Grimm ne risque pas de refroidir les banques françaises. En tous cas, il convient de mettre de piquet les financiers qui pourront avoir à traiter l'opération pour le cas où on persisterait ici à lier *la date* de la mise en vigueur de l'accord commercial avec la date de l'accord financier entre les banques des deux pays. Le seul gros point commercial en suspens est la question des chaussures pour laquelle j'ai demandé une audience à M. Clémentel en faveur d'un des associés de la maison Bally; celui-ci demande des détails plus explicites sur le projet de «chaussures nationales» cher à M. Clémentel et paraît disposé à collaborer énergiquement si on lui offre des conditions possibles. Il est d'ailleurs déjà satisfait de ce que nous ayons pu faire passer les box-calf dans les chaussures libres, car cela lui permettra d'augmenter cette nature de fabrication et de se rattraper de ce côté. Il m'a paru, dans le téléphone, que M. Bolley n'était pas personnellement hostile à un assez fort contingent de chaussures suisses, en dehors des chaussures dites nationales.

J'avais le devoir de vous signaler dès maintenant mes inquiétudes au sujet de l'état de l'opinion en France et de sa répercussion sur la négociation commerciale en cours.

326

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 juin 1917

Geheim

Die Herren *Bundespräsident Schulthess* und *Bundesräte Motta und Decoppet* berichten über den Verlauf ihrer Besprechungen mit den Parlamentariern und über den Eindruck, den sie hiebei gewonnen haben. Zum Teil haben die Besprechungen noch am Abend des 18. Juni stattgefunden, und zwar so, dass die genannten Herren

in der Wandelhalle Kenntnis von der Mitteilung gegeben haben, die Herr Hoffmann für die Presse vorbereitet hatte und die den wesentlichen Inhalt der Depesche Grimm und der Depesche Hoffmann enthielt. Schon gestern abend war der Eindruck ein durchaus schlimmer, und alle konsultierten Parlamentarier sprechen sich dahin aus, die Demission des Herrn Hoffmann sei unvermeidlich. Herr *Motta* hat noch am selben Abend im Einverständnis mit den Herren Schulthess und Decoppet *die Überzeugung*, dass der Rücktritt unvermeidlich sei, *Herrn Hoffmann mitgeteilt.* Die genannten Herren vertreten die Ansicht, dass rasch gehandelt werden müsse, um den Schein einer ausländischen Beeinflussung zu vermeiden und um in Innern die Angelegenheit in Ruhe erledigen zu können.

Herr Schulthess und Herr Motta weisen noch speziell darauf hin, dass sich persönliche und politische Freunde, wie die Herren Nationalräte Bühlmann, Forrer und Häberlin, in diesem Sinne ausgesprochen hätten. Herr Schulthess teilt mit, dass der Präsident des Nationalrates, von der Befürchtung geleitet, dass ein Skandal ausbreche, die Sitzung des Nationalrates nicht habe eröffnen wollen und eine Erklärung des Bundesrates verlangt habe. Er, Herr Schulthess, habe bereits mit den Präsidenten der Gruppen verhandelt; diese hätten sich ohne Ausnahme nach Kenntnisnahme des in den Zeitungen wiedergegebenen Depescheninhalts für die Notwendigkeit der Demission ausgesprochen und überdies beigefügt, dass eine mitfolgende, die Handlungsweise des Herrn Hoffmann missbilligende Erklärung des Bundesrates unumgänglich notwendig sei. So hätten sich namentlich die Herren Häberlin und Scherrer-Füllemann geäussert.

Herr *Bundesrat Hoffmann*, der anwesend ist, erklärt, dass seine Überzeugung seit gestern schon feststehe, es gebe keine andere Lösung als die Demission. Er *überreicht* dem Präsidenten den bereits am Abend des 18. Juni verfassten *Demissionsbrief*[1].

In der weiteren Diskussion schliessen sich auch die übrigen Mitglieder des Bundesrates, wenn auch selbstverständlich mit Rücksicht auf die Person und die Verdienste des Herrn Hoffmann ungern, der geäusserten Ansicht an. Es wird somit *einstimmig beschlossen*, das Entlassungsgesuch des Herrn Hoffmann an die Präsidien der eidgenössischen Räte *weiterzuleiten.*

Vor der Diskussion über die Frage, ob der Bundesrat in der Bundesversammlung nach Verlesung der Demission des Herrn *Hoffmann* eine Erklärung abgeben solle, verlässt der Genannte die Sitzung.

Herr Schulthess weist auf den einstimmigen Wunsch der Gruppenpräsidenten hin, die eine solche Erklärung als notwendig erachten, und schliesst sich persönlich dieser Meinung an. Er führt aus, dass persönliche Wünsche vor der Staatsnotwendigkeit und vor den Pflichten gegenüber dem Lande zurückzutreten haben. Die Handlung des Herrn Hoffmann wird in den Ententestaaten als eine unneutrale angesehen und vielleicht gar als ein unfreundlicher Akt betrachtet. Es wird ihr – mit Recht oder Unrecht bleibe dahingestellt – die Tendenz der Begünstigung eines Separatfriedens unterschoben. Wollen wir unsere Beziehungen und namentlich unsere wirtschaftliche Lage nicht aufs Spiel setzen, so müssen wir die Handlung des Herrn Hoffmann desavouieren. Dieser hätte auch nie einen solchen Schritt ohne Begrüs-

1. *Cf. n° 322.*

sung des Bundesrâtes tun sollen. Nur das vorgeschlagene Vorgehen garantiert eine ruhige Abwicklung der Demission in den Räten. Andernfalls wird eine Diskussion entstehen und der Bundesrat befragt werden, wie er sich zu der Handlungsweise des Herrn Hoffmann stelle.

In der Diskussion wird der geäusserten Ansicht zugestimmt, teilweise darauf hingewiesen, dass es wünschenswert wäre, wenn eine Erklärung unterbleiben könnte.

Die Sitzung wird für einen Augenblick unterbrochen, damit eine Delegation, bestehend aus dem Bundespräsidenten, dem Vizepräsidenten und Herrn Motta, erneut mit den Gruppenpräsidenten konferieren kann, die den Entscheid des Bundesrates erwarten. Der Nationalrat hat die Eröffnung seiner Sitzung verschoben. Schliesslich schlägt der Präsident nach der Besprechung mit den Gruppenpräsidenten vor, folgende Erklärung abzugeben:

Der Bundesrat bestätigt die Erklärung des Herrn Hoffmann in allen Teilen.

Er hat von seinem Schritte keine Kenntnis gehabt. Wäre er von Herrn Hoffmann begrüsst worden, so hätte er diesen gebeten, von diesem Schritte abzusehen.

Wir trennen uns von Herrn Hoffmann mit schmerzlichen Gefühlen. Er hat durch seine Intelligenz, Arbeitskraft und Hingebung dem Lande in schwerer Zeit unschätzbare Dienste geleistet. Seine Gesinnung ist über allen Zweifel erhaben, er hat nur im Landesinteresse handeln wollen. Wir danken daher dem Scheidenden im Namen des Landes für seine Dienste. Das, was er für sein Vaterland geleistet hat, bleibt unvergessen.

Der Wortlaut der Erklärung wird gutgeheissen. Die Stelle: «Er hat von seinem Schritte keine Kenntnis gehabt. Wäre er von Herrn Hoffmann begrüsst worden, so hätte er diesen gebeten, von diesem Schritte abzusehen» wurde *mit vier gegen zwei Stimmen* (HH. Forrer und Müller) aufrechterhalten.

327

E 2001, Archiv-Nr. 911

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 5

Washington, 19. Juni 1917

Wilson erliess eine Verfügung, die heute unterzeichnet werden soll, wonach das Embargokomitee formell geschaffen wird. Es wird gebildet werden aus Vertretern des Staats-, Kriegs-, Handels- und Marinedepartementes sowie der Nahrungsmittelverwaltung.

Der Export an neutrale Staaten Europas könnte nur noch auf besondere Bewilligung (Lizenz) hin gestattet werden.

Die Schweizerische Überwachungsgesellschaft S.S.S. soll vorderhand anerkannt werden, und die von ihr ausgestellten Bewilligungen sollen dem amerikanischen Handelsdepartement als Grundlage für die Ausgabe von Ausfuhrbewilligungen dienen.

328

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

L Pétrograd, 9/22 juin 1917

Sans nouvelles du Département depuis la dépêche annonçant la démission de M. le Conseiller fédéral Hoffmann, nous en sommes réduits aux renseignements plus ou moins sujets à caution que donnent les journaux d'ici.

En ce qui concerne les rapports de la Légation avec le Ministère des Affaires Etrangères, ils ont été nuls depuis qu'a éclaté l'affaire Grimm. Je n'ai reçu aucune demande d'explication et n'ai moi-même fait aucune démarche, tant que je n'ai pas reçu des instructions du Conseil fédéral. J'ai refusé obstinément toute interview aux nombreux journalistes et correspondants de journaux étrangers qui se sont présentés à la Légation.

L'affaire Grimm continue du reste à alimenter la polémique des journaux. Les uns approuvent l'expulsion de Grimm et demandent qu'elle soit suivie d'autres mesures d'exécution. Les autres disent que cette expulsion est un scandale *mondial!* On s'étonne aussi de l'attitude des ministres socialistes Tseretelli et Skobelev qui paraissaient au mieux avec Grimm. Au reste l'attitude de la presse suisse au sujet d'une paix séparée suinte l'hypocrisie. A défaut de paix séparée l'armistice séparé existe depuis plus de trois mois, les soldats russes vont dans les tranchées allemandes où on les gorge d'alcool. En dernier lieu, les Allemands ont lancé de leurs aéroplanes des proclamations aux Russes pour les remercier du repos qu'ils leur ont procuré. Maintenant cette période heureuse est close et la guerre va recommencer. Tout le monde ici appelle l'intervention d'un sauveur de l'anarchie, fût-il anglais, français, japonais ou même allemand.

Certains journaux se font l'écho de bruits d'après lesquels le Conseil fédéral préparerait une note explicative à l'adresse du Gouvernement Provisoire russe. Nous l'attendons avec impatience comme aussi des instructions au sujet de cette affaire.

329

E 2300 London, Archiv-Nr. 11

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP n° 289 London, 26. Juni 1917

In meinem Bericht Nr. 287 vom 19. letzten Monats [1], Seite 5, konnte ich Ihnen melden, dass sich im grossen ganzen seit dem 18. dieses Monats die Erregung in der englischen Presse wegen des *Zwischenfalls Hoffmann-Grimm* etwas gelegt habe.

---

1. *Non reproduit.*

Um das meinige dazu beizutragen, hatte ich mich am 20. abends zu Herrn Steed, dem *Times*-Redaktor für Auswärtige Angelegenheiten, begeben, um ihn dringend, namens unserer alten Freundschaft und im Interesse der guten Beziehungen zwischen unseren beiden Ländern, zu ersuchen, kein Öl ins Feuer zu giessen (vergleiche mein Telegramm Nr. 92 vom 21. Januar)[2]. Meine Vorstellungen waren nicht unnütz, denn die *Times* hat keinen so aufreizenden Artikel mehr gebracht wie den, auf den ich in meinem Bericht Nr. 287 hinwies. Auch die Briefe des *Times*-Korrespondenten in Bern, der überhaupt ein zuverlässiger und unparteiischer Mann ist, sind sachlich gehalten.

Einen grellen Misston in die sich beruhigende Stimmung brachte die *Morning Post* in ihrem «A Lesson to Neutrals» überschriebenen Leitartikel vom 22. Januar. Da dieser Artikel, auf den ich mit meinem Telegramm Nr. 96[3] vom gleichen Tag Ihre Aufmerksamkeit lenkte und dessen Text hier beiliegt (Beilage I), die Wahrhaftigkeit der von dem Herrn Bundespräsidenten vor der Bundesversammlung abgegebenen Erklärung[4] in Frage zog und behauptete, die Erklärung habe lange auf sich warten lassen, sah ich mich veranlasst, an den Herausgeber dieser Zeitung unverzüglich einen Brief zu richten, dessen Wortlaut angebogen ist (Beilage II)[5] und der folgenden Tags, d. h. am 23. Juni, an guter Stelle erschien. Ohne in eine Diskussion einzutreten, hob ich kurz hervor:

1. Wenn der Bundespräsident vor der Bundesversammlung feierlich erklärt, dass dem Bundesrat der Schritt des Herrn Hoffmann unbekannt war, so ist es unzulässig, zu insinuieren, dass «dem so oder nicht so sein möge».

2. Die Erklärung des Bundespräsidenten kam nicht «etwas spät», sondern wurde gemacht bei der erstmöglichen Gelegenheit und sofort nachdem der Vorfall zur Kenntnis des Bundesrats gelangt war.

3. Die Erklärung des Bundespräsidenten, die von der schweizerischen Regierung und vom schweizerischen Parlament eingenommene Haltung sowie die Kundgebungen der öffentlichen Meinung in der ganzen Schweiz bilden eine förmliche und vollständige Zurückweisung des von Herrn Hoffmann getanen Schritts.

Wie üblich, begleitet die Redaktion meinen Brief mit einer Fussnote, in der sie zwar anfangs sagt, sie habe an dem von mir bedauerten Ton des Artikels nichts zu ändern, aber damit schliesst, sie zweifle an dem Wort des Bundespräsidenten nicht, und jede ihrerseitige scheinbare Unterschiebung des Gegenteils sei von ihr nicht gewollt gewesen. Ich erfahre, dass mein Brief auch in offiziellen Kreisen Zustimmung gefunden hat, und die schweizerische Kolonie, die durch die Folgen des Zwischenfalls in ihrer hiesigen Stellung sich bedroht fühlte, hat ihn mit Freuden gelesen.

Dass die *Morning Post* die Erklärung des Bundespräsidenten «etwas verspätet» findet, mag vielleicht damit entschuldigt werden, dass, wie ich Ihnen sofort telegraphierte, das Telegramm des Herrn Hoffmann an Herrn Grimm[6] hier schon Sams-

---

2. *Non reproduit. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 765 / 2.
3. *Non reproduit.*
4. *Il s'agit de la déclaration de Schulthess faite le 19 juin 1917 devant le Conseil national, dont le texte avait été approuvé par le Conseil fédéral à sa séance du 19 juin 1917 (cf. n° 289). Cf.* E 1001 (c) d 1/179, n° 747.
5. *Non reproduit.*
6. *Cf. n° 316.*

tag, den 16. lauf. Monats, am späten Nachmittag veröffentlicht war, während es, wie ich nun sehe, erst am Montag nachmittag, den 18., in Bern und Paris bekannt wurde. Es wäre interessant zu wissen, wieso es kam, dass ein hier publiziertes Agenturtelegramm erst zwei Tage später in der Schweiz und, wie ich mich überzeugte, auch in Paris publiziert wurde. Liegen vielleicht Manipulationen gewisser Zensurbehörden vor?

Wie aus Beilage III[7] hervorgeht, hat der Leitartikel der *Morning Post* in der schweizerischen Presse Aufsehen erregt. Hoffentlich wird sie auch von meiner Erwiderung Notiz nehmen.

Eine ganze Sammlung weiterer Ausschnitte hiesiger Zeitungen über den Zwischenfall, die ich besonders hervorzuheben keine Veranlassung habe, sind als Beilage IV[8] dem Bericht angeschlossen.

Da mir anlässlich von Besprechungen über den Artikel der *Morning Post* von zwei verschiedenen Seiten, am 23. und 24., hinterbracht wurde, es herrsche in den Kreisen des hiesigen Kriegsministeriums eine grosse Entrüstung gegen die Schweiz infolge des behaupteten neutralitätswidrigen Vorgehens des Herrn Hoffmann, so lag mir daran, amtlich festzustellen, was an diesen Gerüchten begründet sein möge, die so weit gingen, verstehen zu geben, es könnte uns dasselbe Schicksal wie Griechenland bevorstehen. Ich verlangte daher Herrn Balfour möglichst bald zu sehen. Er empfing mich gestern um 4 Uhr und sagte mir, wie ich Ihnen sofort mit Genugtuung telegraphieren konnte, ganz deutlich, er sehe nicht ein, was die Verbündeten vernünftigerweise noch von der Schweiz verlangen könnten, nachdem Herr Hoffmann demissioniert habe, seine Entlassung angenommen und er vom Bundesrat und von der Bundesversammlung spontan und öffentlich desavouiert worden sei. Herr Balfour zögerte in keiner Weise, meiner Auffassung zuzustimmen, der Zwischenfall sei unter diesen Umständen, was die Entente angehe, als erledigt anzusehen; das übrige gehe nur die Schweiz allein an. Der hiesige Vertreter der S.S.S., Herr Palliser, meldete mir seinerseits, dass der bedauerliche Vorfall nach seinen Beobachtungen keine Änderung im guten Willen der zuständigen britischen Amtsstellen, uns mit Lebensmitteln und Rohmaterialien zu versorgen, herbeigeführt habe.

Um zu erfahren, ob die französische Regierung die Auffassung des Herrn Balfour teile, begab ich mich noch am selben Abend zu dem französischen Botschafter, Herrn P. Cambon, der mir mitteilte, er habe, wie das *Foreign Office*, sobald die Nachricht der Demission und der Desavouierung des Herrn Hoffmann eingetroffen sei, dafür gehalten, die Angelegenheit sei vom internationalen Standpunkt aus abgeschlossen, und da er keine entgegengesetzten Weisungen von seiner Regierung erhalten habe, sei er überzeugt, dass diese Meinung auch in Paris geteilt werde (vergleiche mein gestriges Telegramm Nr. 3)[9].

Wir dürfen also wohl hoffen, dass uns aus dieser Sache keine weiteren internationalen Verwicklungen erstehen werden, wenn nur die schweizerische Presse und unsere zahllosen sogenannten «Staatsmänner» etwas Einsicht und wohlverstandenen Patriotismus an den Tag legen und nicht der einen oder anderen Gruppe der

---

7. *Non reproduit.*
8. *Non reproduit.*
9. *Non reproduit. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 765/2.

Kriegführenden durch unzeitgemässe Manifestationen ihrer Sympathien in die Hände arbeiten. Die ersten schweizerischen Zeitungen, die von dem Vorfall eingehender handeln, sind mir soeben zugekommen, und ich muss sagen, dass einige ihrer Äusserungen mich leider in meiner durch mannigfaltige frühere Erfahrungen gebildeten Ansicht bestärken, dass unserem Volk, gewissen unserer Politiker und Journalisten der politische Instinkt für das, was in internationalen Angelegenheiten verschwiegen, getan oder gesagt werden soll, in hohem Masse abgeht. Die Zeiten sind doch gewiss ernst genug, dass jeder Schweizer sich zunächst als solcher fühlen und sich nicht in Streitigkeiten einmischen sollte, die uns nichts angehen und unter denen und deren Verschärfung wir schon ohne dies genug leiden.

330

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Berlin, R. Haab,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP Berlin, 2. Juli 1917

Ich bin glücklich, heute melden zu können, dass in der Beurteilung der schweizerischen Vorkommnisse der vergangenen vierzehn Tage hier eine ruhigere Auffassung Platz ergriffen hat und dass insbesondere die letzte meiner vier Unterredungen mit Staatssekretär Zimmermann bei mir den Eindruck hinterliess, dass die allerdings vorhanden gewesene Verstimmung in den offiziellen Kreisen nunmehr als im wesentlichen behoben betrachtet werden darf. Dazu haben wohl mehr als meine Bemühungen, überall aufklärend zu wirken, die kraftvollen Erklärungen des Herrn Ador in der Bundesversammlung [1] und in Genf beigetragen, sodann ganz besonders auch die letzte Rede des Herrn Bundespräsidenten im Nationalrat [2] und sein, einem Vertreter des *Berliner Tagblattes* gewährtes Interview. Ich war natürlich auch in der Richtung tätig, es möchte vermieden werden, dass diese Angelegenheit im Reichstage zur Sprache gelange. Allerdings verlangt heute in der *Vossischen Zeitung* Georg Bernhard zum zweiten Male, dass dies geschehe.

Dass hier zeitweise eine ziemlich starke Beunruhigung eintreten konnte, ist neben der Nervosität, die gegenwärtig herrscht, im wesentlichen auf ein gänzliches Nichtverstehen unserer staatsrechtlichen und innerpolitischen Verhältnisse zurückzuführen. Wie das immer geschieht, hat auch eine Reihe von Missverständnissen, Gerüchten und falschen Beurteilungen von Personen und Dingen eine nicht zu unterschätzende Rolle gespielt, die zu korrigieren und richtigzustellen ich mir über-

---

1. *Il s'agit de la déclaration de Ador devant l'Assemblée fédérale lors de son élection comme Conseiller fédéral le 26 juin 1917. Nous en avons le résumé:* Herr Ador verdankt der Bundesversammlung das grosse Zutrauen; er dankt im Namen der französischen Schweiz, seines Heimatkantons und seiner Partei. Er wiederholt das Versprechen des Bundesrates, die Neutralität strikte zu beobachten. *Cf.* E 1001 (B) b, 1/5.
2. *Non reproduit. Cf.* E 1001 (c) d 1/179, n° 795.

all angelegen sein liess. Herr Hoffmann galt hier durchaus nicht als eigentlich deutschfreundlich; sein Scheiden beunruhigte vielmehr besonders deshalb, weil man eine Zeitlang glaubte, es werde dadurch eine neue Orientierung der schweizerischen Politik inauguriert, eine Auffassung, die der ganze Verlauf der Debatten in der Bundesversammlung zerstreuen musste.

In Nationalrat *Grimm* erblickt man nach wie vor einen Gegner Deutschlands. Ich erinnere daran, dass man mir vor einigen Wochen – ich habe Ihnen darüber bereits berichtet – mit einer gewissen Genugtuung mitteilte, es sei ihm die Einreise in Russland verboten worden, und vorgestern gab man mir Kenntnis von einer Depesche Czernins, worin dieser schreibt, es bestehen bestimmte Anhaltspunkte dafür, dass Grimm Agent provocateur einer der alliierten Mächte sei (?).

Über die Haltung der Presse gaben Ihnen die eingesandten Zeitungsausschnitte Aufschluss. Im allgemeinen haben sich die grossen Blätter einer ziemlichen Zurückhaltung beflissen; eine Ausnahme machte vorübergehend der Ullstein-Konzern *(B.Z. am Mittag* und *Die Vossische)* was schon in der Fassung und Anordnung der Sensationstitel für die Nachrichten aus der Schweiz zutage trat.

Im Publikum bestand tatsächlich während ein paar Tagen die Befürchtung, die Schweiz werde ins Lager der Entente einschwenken, eine Befürchtung, welche sich in mannigfaltigen mündlichen, telephonischen und sogar schriftlichen Anfragen an die Gesandtschaft und deren einzelne Mitglieder manifestierte. Erwähnen möchte ich noch kuriositätshalber, dass seit den Vorfällen in Genf und Lugano[3] unsere Gesandtschaft in diskreter Weise polizeilich bewacht wird.

/.../

3. *Il s'agit de démonstrations devant les consulats allemand, autrichien et turc à Genève et contre le roi Constantin de Grèce à Lugano. Cf. la séance du Conseil fédéral du 20 juin 1917*, E 1004 1/265, n° 1539 et n° 1540.

331

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, P. Ritter,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP Ausfuhrverbote

Washington, 13. Juli 1917

Seit Abgang unseres Berichtes vom 6. Juli[1] betreffend Ausfuhrverbote ist die erwartete Proklamation des Präsidenten erschienen, was wir Ihnen am 9. Juli, mit Telegramm Nr. 63, zur Kenntnis gebracht haben. Ein Exemplar dieser vom 9. datierten Proklamation liegt zu Ihrer Orientierung hier bei[2] (aus *Official Bulletin*, vom 9. Juli).

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*

Wie bereits in unserem Telegramm bemerkt, ist die Ausfuhr gewisser Artikel vom 15. Juli an, und zwar nach allen Ländern, nur noch auf Grund einer besonderen Ausfuhrbewilligung gestattet. Diese Einschränkung bezieht sich vorläufig nur auf Kohle, Koks, Brennöl, Kerosine und Gasoline, einschliesslich Brennmaterial für Schiffe, Getreide und Mehl, Futtermittel für Vieh, Fleisch und Fette, Gusseisen, Stahl (billets), Schiffsplatten und Konstruktionsstahl, Eisen- und Stahlabfälle, Ferromanganese, Düngmittel, Waffen, Munition und Explosivstoffe. Weitere Proklamationen, wodurch die gleichen Bestimmungen auch auf andere Artikel ausgedehnt würden, werden in nächster Zeit erwartet.

Das *Bureau of Foreign and Domestic Commerce*, bei dem eine besondere Abteilung *(Division of Export Licenses)* eingerichtet worden ist, hat zu verschiedenen Malen bekannt gemacht, dass der ordentliche Geschäftsgang sowenig als möglich gestört und die Bewilligungen mit möglichster Promptheit (innerhalb drei Tagen) ausgestellt werden sollen. Im letzten Moment wurde, entgegen den früheren Absichten des Departementes, beschlossen, auch das New Yorker Bureau des *Bureau of Foreign and Domestic Commerce* zu ermächtigen, Ausfuhrbewilligungen auszustellen. Die Gesuche können auf besonderen amtlichen Formularen bei sämtlichen Filial-Bureaus des genannten Bureaus eingereicht werden. Nur in gewissen Fällen, oder wenn es sich um prinzipielle Fragen handelt, ist der Entscheid des Bureaus in Washington einzuholen.

Der *Export Council* setzt sich nun wie folgt zusammen: Vance McCormick (Leiter der letzten Wahlcampagne für Präsident Wilson) als Vertreter des Staatsdepartementes, Vorsitzender des *Export Council*; Mr. Edward N. Hurley (Vizepräsident der *Federal Trade Commission*), Vertreter des Handelsdepartementes; Dr. Taylor, Vertreter des Landwirtschaftsdepartementes; Dr. White, Vertreter des Nahrungsmittelverwalters Hoover. Diese Kommission hält täglich Sitzungen ab, zur Beratung der zu befolgenden Politik und von prinzipiellen Fällen. Als Sekretär der Kommission ist nun Dr. E. E. Pratt, Chef des *Bureau of Foreign and Domestic Commerce,* bezeichnet worden.

In welcher Weise und wie weit die Ausfuhr nach den neutralen Ländern beschnitten werden soll, steht noch keineswegs fest. Ein neuer Beweis dafür, dass man uns keine unnötigen Schwierigkeiten aufzuerlegen gedenkt, erblicken wir darin, dass uns die Bewilligung für die Weizenladung des Dampfers «Carasa» anstandslos ausgestellt worden ist. Dieser Dampfer war am 11. Juli zur Aufnahme der Ladung bereit, und es war eine Möglichkeit vorhanden, den Dampfer noch vor dem 15. fahren zu lassen. Um jedoch nicht unter einem Vorwande aufgehalten zu werden oder mit dem Bezug der Kohlen Schwierigkeiten zu erhalten, haben wir am 9. dies. dem Staatsdepartement formell ein Gesuch für die Ausfuhrbewilligung eingereicht, obschon die Ladung nicht aus amerikanischem, sondern aus kanadischem Weizen besteht. Das Gesuch war bis gestern dem mit der Ausstellung der Bewilligungen betrauten Bureau noch nicht zugekommen, doch wurde der Permit gestern abend ohne weiteres ausgestellt.

Anlässlich der Überreichung dieses Gesuches erklärte der stellvertretende Staatssekretär, Mr. Polk, wörtlich: «Ich glaube nicht, dass Sie irgendwelche Schwierigkeiten haben werden» und wiederholte, dass man unsere Lage, und besonders die Notwendigkeit unseres Kompensationsverkehrs mit Deutschland, vollauf verstehe

und würdige. Auch der Nahrungsmittel-Direktor Hoover äusserte sich in ähnlichem Sinne, gab jedoch dem Wunsche Ausdruck, dass wir angesichts der sich hier entwikkelnden kritischen Nahrungsmittelsituation mit weitern Ankäufen für Getreide bis nach Einbringen der neuen Ernte zuwarten. Dies werde im Laufe des Augusts der Fall sein. Zur Zeit sei die Lage hier wirklich bedeutend ernster, als allgemein angenommen werde. Die Mühlen seien zum grössten Teil geschlossen, und in New York seien z.B. nur für etwa 14 Tage Vorräte vorhanden. In den Zeitungen war anlässlich der Proklamation des Präsidenten die Rede davon, die Ausfuhr für Getreide während 60 Tagen ganz zu verhindern. In dieser Zeit könne man sich über die vorhandenen Vorräte, sowohl hier wie im Auslande, sowie über die genauen Bedürfnisse des eigenen Landes, der Alliierten und der Neutralen eingehend Rechenschaft ablegen und daraufhin eine angemessene Verteilung vornehmen. Herr Polk und Herr Hoover verneinten jedoch irgendwelche derartige Absichten.

Bei dieser Gelegenheit jedoch ersuchte uns Herr Hoover, ihm mitzuteilen, wieviel Getreide wir zur Zeit angekauft, aber noch unverschifft in den Vereinigten Staaten liegen haben, wieviel Vorräte schwimmend und wieviel in der Schweiz vorhanden sind. Wir glauben, dass es sehr im Interesse der Sache liegt, wenn wir diese Angaben liefern. Verweigern wir dies, so wird man uns unverdienterweise verdächtigen, abgesehen davon, dass die gewünschten Angaben ohnehin durch andere Quellen leicht beschafft werden können.

332

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 juillet 1917

Handelsabkommen mit Deutschland

Geheim Mündlich.

Herr Bundespräsident erstattet Bericht über den Gang der Verhandlungen auf Grund der unterm 20. Juli genehmigten Instruktion an die schweizerischen Delegierten. Die auswärtige Delegation des Bundesrates hat seither mit den schweizerischen Unterhändlern mehrere Konferenzen abgehalten und ihnen vorbehältlich der Genehmigung durch den Bundesrat weitere Instruktionen erteilt.

Die Verhandlungen gestalten sich sehr schwierig. Obschon Deutschland erklärt, es ziehe eigentlich vor, ein neues Abkommen nicht zu schliessen, ist es bereit, dasjenige vom Mai [1] zu ersetzen, und zwar mit Geltung bis zum 30. April 1918. Es werden, allerdings ohne Garantie, monatlich 200000 Tonnen Kohle zum Preise von Fr. 100.– pro Tonne offeriert, während gegenwärtig Fr. 60.– bezahlt werden. Der geforderte Eisenpreis wird von Fr. 60.– auf Fr. 90.– erhöht. Neben diesen Preiserhöhungen wird ein monatliches Anleihen von 27½ Millionen Fr. verlangt. Erhöhung der Preise und Anleihen sollen zusammen 40 Millionen monatlich ausmachen.

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 96.

Die Meinung der bundesrätlichen Delegation für Auswärtiges sowohl wie diejenige der schweizerischen Unterhändler geht dahin, die Schweiz habe ein eminentes Interesse am Abschluss eines neuen Abkommens, ein vertragsloser Zustand dürfe nicht riskiert werden. Die schweizerischen Zugeständnisse sollen aber nicht durch Annahme wesentlich höherer Preise, sondern durch Gewährung des Anleihens gemacht werden. Auf Grundlage der bisherigen Preise wurde schweizerischerseits bis jetzt ein monatliches Anleihen von 20 Millionen Fr. in Aussicht gestellt. An der Bestellung grundpfändlicher Sicherheiten haben die Schweizer Delegierten festgehalten.

In den nächsten Tagen werden die Wege, wie das Anleihen zu beschaffen ist, mit Vertretern der Bank- und Industriewelt besprochen.

Herr Bundesrat Ador ist mit einem Anleihen von 20 Millionen monatlich einverstanden. Er hebt hervor, dass dies ein Äquivalent dafür sei, dass man dem Volk die wichtigsten Artikel (Kohle, Eisen, Kunstdünger, Benzin und Benzol) zu annehmbaren Preisen zu sichern suche. Der Rat erklärt sich mit dem bisherigen Vorgehen der Delegation und ihrer grundsätzlichen Stellungnahme einverstanden.

333

E 2200 Tokyo 2/2

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, G. Ador

Copie
L

Tokyo, 30 juillet 1917

En me référant à la dépêche de votre Département du 1er juin dernier [1], j'ai l'honneur de vous informer que je n'ai pas manqué de reprendre, à titre purement personnel, avec le Ministre de Chine la question d'un traité à conclure entre la Suisse et la Chine et de lui suggérer de me procurer l'assurance que l'exterritorialité et la juridiction consulaire nous y seraient garanties, comme par exemple dans les traités entre la Chine et le Chili ou la Chine et la Suède, dont je vous ai transmis les textes par dépêches des 24 février 1912 et 4 août 1915 [2].

Tous les compatriotes connaissant l'Orient, s'accordent à en reconnaître la nécessité. Je ne citerai que deux noms à l'appui, ceux de M. Jenny, de la maison Escher, Wyss & Co., décédé subitement à New York, pendant son voyage de retour, et celui de M. Züblin, le représentant de Gebr. Sulzer, qui vient de rentrer d'une tournée en Chine; il est fermement persuadé qu'il y a là un champ d'expansion incommensurable ouvert pour notre industrie.

Au reste vous possédez la pétition des Suisses en Chine [3].

---

1. *Cf. n° 315.*
2. *Non reproduit.*
3. *Il s'agit d'une pétition de citoyens suisses résidant en Chine en faveur de l'établissement d'une représentation diplomatique et consulaire en Chine, adressée au Conseil fédéral et transmise le 14 septembre 1915 à la Légation de Suisse à Tokyo. Cf.* E 2200 Tokyo 2/1.

La situation de nos compatriotes est difficile et restera difficile après la guerre. La haine que celle-ci aura semée, persistera et ceux des Suisses qui se mettront sous protection française, seront suspects aux Allemands et vice-versa, car il ne faut pas se dissimuler que ces derniers reprendront relativement rapidement leur ascendant en Chine.

La protection des Etats-Unis n'est pas suffisante et pour la rendre efficace, la législation même des Etats-Unis devrait être modifiée, chose lente à obtenir, si elle est obtenable. Je mentionnerai, comme exemple, la difficulté qui existe pour les passeports: la Légation des Etats-Unis à Pékin est seule compétente pour en délivrer à des Suisses qui veulent voyager en dehors de la Chine. Nos compatriotes s'adressent donc à ma Légation, qui leur en délivre; mais c'est là une situation impossible à la longue (au reste, voir mon rapport de gestion pages 9 et ss.).

Seule une représentation suisse peut remédier radicalement à cet état de choses.

A l'argument que l'on soulève avant tout, que la Suisse n'est pas une puissance maritime et par conséquent sans influence, je ferai remarquer que *tous* les petits Etats d'Europe – et ils ne possèdent certes pas plus de pouvoir que nous, leurs flottes étant non-existantes ou nulles pour ainsi dire – ont des légations ou des consulats en Chine. Si on demande à ces agents s'ils estiment cette représentation comme inopportune, ils répondent tous ne pas pouvoir comprendre que la Suisse puisse s'en passer.

Il est vrai que la Belgique sert fréquemment d'homme de paille pour des concessions faites en réalité à des grandes puissances; mais comme nous ne faisons et ne ferons jamais de la grande politique internationale, ces services intermédiaires doivent être considérés du point de vue de l'avantage indirect qui en découle pour notre industrie et notre commerce; comme tels ils ne sont pas à dédaigner.

L'objection que la présence d'un représentant diplomatique chinois à Berne pourrait causer certaines difficultés, est secondaire comparée aux intérêts des Suisses en Chine. Je partagerais ces appréhensions, si la guerre devait encore durer des années et si la situation en Chine n'avait pas changé du tout au tout à la suite de l'éclatant échec que viennent d'essuyer les partisans d'une restauration monarchique, mouvement encouragé et soutenu manifestement par les Allemands. Personne ne s'attendait à un fiasco semblable et il y a lieu d'en conclure que les institutions démocratiques et la République sont plus fermement établies que l'on osait jamais le supposer.

Dans ces circonstances et une fois les assurances demandées données par la Chine, il serait sage, semble-t-il, de ne plus tarder à conclure un traité avec ce pays, aux fins d'établir, en temps opportun, les bases requises pour nous permettre d'aider d'une manière efficace notre industrie et notre commerce, lorsque la lutte économique qui suivra la guerre leur fermera certains débouchés jusqu'ici ouverts.

De mes nombreux rapports sur la question [6. VII. 1912 – 19. XI. 1913 – 9. IV. 1914 – 4. VI. 1914 – 9. IV. 1915[4] – 3. V. 1915] le désir de la Chine de voir un traité conclu, ressort clairement.

Après avoir passé huit ans en Orient et après être resté à mon poste, sans interruption, depuis le commencement de la guerre, mon ambition est d'obtenir une Lé-

4. *Cf. n° 110.*

gation en Europe une fois celle-ci terminée. Ce n'est donc pas pro domo que je parle en préconisant la création d'une représentation diplomatique et consulaire en Chine; je le fais dans la conviction que cela sera utile pour la Suisse.

Ce qui est urgent avant tout, du reste, c'est la nomination d'un agent capable à Shanghai. La Légation à Pékin vient en second lieu seulement.

334

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Berlin, R. Haab,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP Berlin, 5. August 1917

Was ich in meinem letzten Berichte vom 26. Juli[1] über die Wirkung der Rede Carsons vorausgesetzt habe, ist buchstäblich eingetroffen. Seine Wendung, dass man mit Deutschland erst unterhandeln werde, wenn es über den Rhein zurückgedrängt sei, und die nachher bekannt gewordenen Äusserungen Ribots über Elsass-Lothringen haben die deutsche sozialdemokratische Partei zur Fortsetzung des allerschärfsten Widerstandes angefacht. Der *Vorwärts* erklärt in seinem Leitartikel vom 29. Juli 1917, dass die Haltung des französischen Ministerpräsidenten zu dem, was der Reichskanzler als seine eigene Absicht verkündet habe, in krassem Gegensatz stehe. Die Enthüllungen aus den Geheimsitzungen der französischen Kammer lassen keinen Zweifel darüber bestehen, dass Frankreich heute einen uferlosen Eroberungskrieg gegen Deutschland führe; die Gier der französischen Chauvinisten nach kerndeutschem Lande setze ihr «Rechtsgefühl» in ein helles Licht. Ganz wie die andern linksrheinischen Gebiete, nach denen Frankreich seine Hand ausstrecke, sei auch Elsass-Lothringen ein kerndeutsches Land. Wenn es auch Frankreich heute gelänge, den Besitz dieser Länderbeute zu erhalten, so würde sich in einem spätern Zeitpunkte durch die Gewalt der deutschen Revanche, die keine Sozialdemokratie aufzuhalten imstande wäre, das Schicksal Frankreichs bis zu Katastrophe vollziehen. So der *Vorwärts*.

Noch weiter, bis zur direkten Ablehnung der Scheidemannschen Friedenspolitik, geht das sozialdemokratische Organ *Hamburger Echo,* das seine Partei zum

---

1. *A l'issue de sa première audience officielle avec le nouveau Chancelier, Michaelis, Robert Haab avait fait quelques commentaires sur la réaction allemande au discours du ministre britannique:* Es kann nicht geleugnet werden, dass der neue Reichskanzler sein Amt unter sehr günstigen Auspizien angetreten hat. Für ihn wirken der immer grössere Dimensionen annehmende Erfolg im Osten und sodann die Rede des englischen Ministers Carson, der mit Deutschland erst über den Frieden unterhandeln will, wenn es über den Rhein zurückgedrängt worden ist. Gegen eine solche Zumutung bäumt sich der radikalste Sozialdemokrat gerade so auf, wie der ostelbische Junker. Wenn man diese beiden divergierenden Enden zusammenschweissen und die Bewegung, die sich in den vergangenen Wochen geltend machte, wieder hemmen wollte, konnte man es nicht geschickter anfangen, als durch einen solchen Ausspruch.

Zusammengehen mit der Regierung auffordert und sagt: «Der Druck auf die Regierung darf mit der gleichen Kraft nicht anhalten. Die Regierung weiss, wir wissen, und das Ausland weiss, dass mit unserer Macht zu rechnen ist. Wenn der Druck der letzten Wochen auf die Regierung anhielte, ohne dass – wie bisher – die feindlichen Völker und Sozialisten auf ihre Regierungen den entsprechenden Druck ausüben, so ist die unausbleibliche Folge nicht, dass man dem Frieden nützt, sondern dass man dem Vaterlande schadet. Schon jetzt kann man nachteilige Wirkungen unserer einseitigen Friedenspolitik auf unser Land erkennen. Das war nicht die Absicht. Bis auf weiteres müssen wir in dieser Beziehung *neben* die Regierung treten.»

Auch der Zentralvorstand der evangelischen Arbeiterschaft Deutschlands erliess einen eindringlichen Aufruf zum Zusammen- und Durchhalten.

Es ist nicht zu verkennen, dass diese Stimmung, zu welcher die von Michaelis den Pressevertretern gemachten Mitteilungen wesentlich beitrugen, dessen Stellung mächtigt befestigt haben, so dass er es sich erlauben konnte, für das Reich und für Preussen Ministerlisten zu präsentieren, die nur in sehr geringem Umfange die Postulate befriedigen, die am 19. Juli von der Reichstagsmehrheit aufgestellt worden sind; er hat sich auch geweigert, Helfferich, der im Reichstage sehr geringe Sympathien besitzt, fallenzulassen.

Sogar der *Vorwärts* gibt sein Urteil über die neuen Minister sehr sanft dahin ab: «Die sozialdemokratische Partei kann den durch die neuen Ernennungen geschaffenen Zustand nur als Übergangsstadium betrachten. Als solcher kann er erträglich sein.»

Das hauptsächlichste Interesse dreht sich um den neuen Staatssekretär des Auswärtigen Amtes von Kühlmann, der von der konservativen Presse als Mann der Verständigung mit England und als früherer Gegner des Unterseebootkrieges scharf bekämpft wird, dem aber die übrigen Parteien im ganzen einen freundlichen Empfang bereiteten.

Die hiesigen Vertreter der Neutralen, soweit sie den neuen Aussenminister kennen, betrachten den Tausch mit Zimmermann mit etwas gemischten Gefühlen; denn Kühlmann scheint Eigenschaften zu besitzen, die ihn nicht immer angenehm machen sollen.

Was ich im übrigen unterm 26. Juli über die Bedeutung bzw. Tiefe der jüngsten Krise sagte, bewahrheitet sich, besonders angesichts der gegenwärtigen Verhältnisse an der West- und Ostfront immer mehr. Ausser gelegentlichen Rückzugsgefechten in linksstehenden Blättern ist es wieder sehr still geworden; insbesondere wird Erzberger hauptsächlich seit seiner Äusserung zu Baumberger in Zürich, auch von angesehenen Zentrumblättern immer mehr fallengelassen.

Es ist nicht zu verkennen, dass seit einiger Zeit zwischen Deutschland und Österreich, besonders auf deutscher Seite, eine gewisse Gereiztheit Platz gegriffen hat. Man fühlt, seit Czernin Aussenminister geworden ist, einen Kampf zwischen ihm und den hiesigen Spitzen um die Leitung der Politik der Zentralmächte heraus. Man macht ihm zum Vorwurf, dass er zu lebhaft das Friedensbedürfnis offenbar werden lasse.

Bezeichnend sind in diesem Zusammenhange die Worte, welche Michaelis auf dem Bahnhofe in Dresden aussprach, wo er sagte: «Ich trete meine Reise zu unsern Bundesgenossen nach Wien an, *sie ist wichtig.*»

Man glaubt oder hofft hier, dass die Erfolge an der Ostfront den Österreichern den Rücken wieder etwas stärken werden.

Vor ungefähr zehn Tagen hatte ich einen längern Besuch meines bulgarischen Kollegen, Rizov, der hier als ungemein kluger und besonders mit den russischen Verhältnissen sehr vertrauter Diplomat angesehen wird.

Ich möchte Ihnen daher einige seiner Bemerkungen nicht vorenthalten. Er sagte: «Es ist nicht zu verkennen, aber auch begreiflich, dass in Deutschland das Militär die Oberhand besitzt. Hier gibt es einige Genies und einige hundert grosse Talente. Über solche Köpfe verfügt zur Zeit weder die Regierung noch das Parlament. Insbesondere fehlt hier ein Mann, der die andern mit sich fortreisst und dadurch die Leitung in die Hand bekommt.» Über die während unserer Unterredung tagende Konferenz der Alliierten meinte er, man sage allerdings, es werden dort die Verhältnisse auf dem Balkan behandelt; das sei wohl unzutreffend; denn hiezu wäre der Beizug der Spitzen der Heere und der Flotten nicht notwendig gewesen. Die Beratungen drehen sich in Tat und Wahrheit um die sehr ernsten Begebenheiten in Russland, wo die grosse Gefahr bestehe, dass Hindenburg sich in den Besitz Bessarabiens setze, womit er das wichtigste Getreide- und zugleich Kohlengebiet Russlands in seine Gewalt bekommen würde. Sein Vormarsch fördere auch die Abtrennung und Selbständigmachung der Ukraine. Man werde Kerenski das Scheitern der russischen Offensive zur Last legen, weil er die Verhältnisse hätte kennen müssen. Frankreich und England haben, wie er sicher wisse, ihre Offensive erst etwa in Monatsfrist beginnen wollen, weil man bis dahin mit der Einnahme Lembergs gerechnet und gehofft habe, dass dann die Deutschen gezwungen seien, aus dem Westen Truppen dorthin zu verlegen. Die Alliierten seien durch die Anfangserfolge Kerenskis getäuscht worden und haben nun zur Entlastung Russlands ihre Offensive beginnen müssen, bevor ihre Vorbereitungen vollendet gewesen seien. Deshalb werde sie wieder misslingen. Russland müsse Frieden schliessen, wenn es nicht ganz auseinanderfallen wolle; Amerika biete den Alliierten aber für Russland keinen Ersatz; denn es könne die jährlich zwei Millionen neuer Soldaten, die Russland geliefert habe, nicht aufbringen. Er meinte: «Wir können Kerenski danken; denn seine Offensive wird den Frieden beschleunigen.» Von Bulgariens wirtschaftlichem Aufschwung ist er überzeugt; denn sein Volk sei nüchtern und arbeitsam. Es werde auch nicht nach der Einverleibung von Gebieten trachten, die nicht von Bulgaren bewohnt seien; denn dies würde nur den Keim innerer Reibungen in sich tragen. Was aber bulgarischer Nationalität sei, müsse bulgarisch werden, und sodann sei für Bulgarien ein Angrenzen an Österreich Lebensbedingung.

Zum Schlusse erwähne ich noch, dass die hiesige Schweizerkolonie, wovon der Gesandte am Abend des 1. August zirka dreihundert Mitglieder als Gäste empfangen durfte, unsern nationalen Feiertag in gehobener, patriotischer Stimmung begangen hat.

335

E 2001 (B) 1, 94

Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L

Paris, 15 août 1917, 18 h

Le 15 août étant jour férié en France, j'ai donné congé à mes sténo-dactylographes et ne puis vous écrire en plusieurs exemplaires.

Malgré le jour férié M. Ribot, Président du Conseil, a bien voulu me recevoir il y a quelques instants. Je lui ai répété tout ce que j'avais dit hier soir à M. Clémentel, Ministre du Commerce. Au début de l'entretien M. Ribot m'a interrompu dès qu'il a vu de quoi il s'agissait et, sur un ton quelque peu excité, a dit:«Nous ne pouvons pas nous laisser traiter chez vous moins bien que les Allemands. Vous leur ouvrez des crédits et j'ai télégraphié à notre ambassadeur que nous réclamions absolument des crédits de même importance.»

J'ai alors expliqué à M. Ribot le mécanisme de nos crédits pour les charbons allemands et exposé la différence des situations. M. Ribot est devenu peu à peu moins nerveux; j'ai insisté comme hier chez M. Clémentel sur la sorte d'incohérence qui consiste à nous reprocher notre change et à faire tout ce qu'on peut du côté allié pour avarier ce change en diminuant nos importations de matières premières ou de denrées alimentaires, ou même en supprimant tout à fait un élément de change aussi important que les 260 millions de soie vendue en Suisse par la France et l'Italie. J'ai exposé les divers cas de politique contradictoire, par exemple pour les chocolats et les cacaos, et fait ressortir combien il pourrait être utile de s'expliquer franchement sur les diverses questions franco-suisses en cours telles que nos trains vers la mer, les difficultés opposées au transit de nos marchandises d'outre-mer achetées par l'entremise de courtiers français et qu'on cherche à nous retenir, etc. Pour discuter cet ensemble de questions, M. Clémentel serait disposé à venir à Berne au lieu de laisser s'éparpiller cet examen entre délégués n'ayant pas la situation d'un ministre responsable. Si la France a de la peine à payer en Suisse, la Suisse ne peut pas vivre si on lui ferme les débouchés de ses trois principales industries et si on aggrave les obstacles mis à son approvisionnement.

J'ai l'impression que M. Ribot a compris sur plusieurs points notre situation. Il a reconnu combien elle était difficile. Il a déclaré qu'il conférerait immédiatement avec M. Clémentel dès son retour et qu'à première vue il n'était pas hostile au voyage à Berne du Ministre du Commerce accompagné de spécialistes des ministères intéressés, Finances, Transports etc.

J'ai fait observer qu'il y avait là une suggestion plutôt personnelle de ma part et de celle de M. Clémentel, en sorte que je devais réserver l'opinion du Conseil fédéral, tout en ne cachant pas que je ferais personnellement mon possible pour faire aboutir cette entrevue.

Le Président a insisté de nouveau sur la nécessité d'une sorte d'équilibre à établir entre les crédits à ouvrir par la Suisse aux Allemands et ceux à ouvrir à leurs adversaires.

J'ai oublié de vous écrire que M. Clémentel, sans insister pour la conclusion actuelle d'un accord à ce sujet, désirerait vous entretenir s'il va à Berne des moyens de garantir la nationalité suisse des sociétés anonymes de notre pays, par exemple en exigeant que les actions soient nominatives [1]. Il conviendrait donc que vous vous prépariez à des conversations sur ce sujet.

1. *Lardy écrit:* assurer la nationalité des Suisses des sociétés anonymes de notre pays, *ce qui pourrait signifier que Clémentel chercherait à contrôler la nationalité des porteurs d'actions des sociétés anonymes suisses.*

336

E 2001 (B) 1, 93

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

Copie
N

Bern, 20. August 1917

Erhaltenem Auftrage zufolge beehrt sich die Kaiserlich Deutsche Gesandtschaft, dem Schweizerischen Politischen Departement ergebenst Nachfolgendes mitzuteilen:

Die Kaiserliche Regierung erklärt ihr Einverstand mit dem hier beiliegenden Abkommen vom 20. August 1917 [1] unter der Voraussetzung, dass über nachfolgende Punkte Einverständnis besteht.

1. Von der Gesamtmenge von 200 000 Tonnen Kohle in guter Qualität sollen 120 000 – 140 000 Tonnen in Kohle und Steinkohlenbriketts zur Ablieferung gelangen. Davon sollen auf alle Fälle 28 000 Tonnen Gaskohle mit einem Gehalt von mindestens 28 % flüchtiger Bestandteile der aschen- und wasserfreien Substanz sein. Die übrigen 60 000 – 80 000 Tonnen verteilen sich auf Koks und Braunkohlenbriketts. Für die Bundesbahnen sind 38 000 Tonnen, für die Nebenbahnen 6000, für die Gaswerke 39 000 und für Hausbrand und Industrie, einschliesslich Braunkohlenbriketts, 117 000 Tonnen bestimmt.

2. Bei der Ausfuhr von Eisen und Stahl wird insbesondere auch auf die Befriedigung der in Betracht kommenden verschiedenen Bedürfnisse, vorab auf die Dekkung des zu öffentlichen Zwecken Benötigten, Bedacht genommen werden, wobei in keiner Weise auf den Grad der Genehmheit des schweizerischen Bezügers abgestellt werden soll.

3. Die Belieferung der Aluminium A.G. in Neuhausen mit Teer und Teerprodukten aus Deutschland soll in bisherigem Masse erfolgen.

Im übrigen soll Deutschland das Recht haben, von den in der Schweiz aus deutschen Kohlen, schweizerischem Torf und schweizerischem Holz nachweisbar erzeugten Mengen von Teer und Teerprodukten für die für Deutschland arbeitenden Firmen bis zu einem Drittel zu fordern, mindestens 400 Tonnen monatlich, sofern

1. *Reproduit en Annexe 1.*

die Lieferung von Gaskohlen aus Deutschland im monatlichen Durchschnitt nicht unter 25 000 Tonnen zurückbleibt.

Andernfalls reduziert sich die Zuteilsmenge für die für Deutschland in der Schweiz arbeitenden Firmen im Verhältnis 6 (Schweiz) zu 4 (Deutschland).

4. Die bisherige Vereinbarung über Zinkabfälle fällt dahin, sofern die «Vorschriften betreffend die Ausfuhr von Kriegsmaterial» in Kraft getreten sind.

5. Das bisherige Abkommen über die Ausfuhr von metallhaltigen Rückständen fällt dahin. Die Ausfuhr muss von nun ab Spezialvereinbarungen vorbehalten bleiben. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ernstlich bestrebt sein, die Genehmigung der S.S.S. zur Ausfuhr der unter der Herrschaft des alten Abkommens eingekauften rund 350 Tonnen Abfälle herbeizuführen.

Die Rückstände von Metallen, welche aus Deutschland eingeführt sind, dürfen dementsprechend auch nicht über die schweizerisch-französische und schweizerisch-italienische Grenze ausgeführt werden.

6. Alle Gesuche um Ausfuhr nach den Ententestaaten oder durch diese nach neutralen Ländern von Waren, die aus oder durch die Zentralmächte eingeführt werden oder mit aus den Zentralmächten eingeführten Materialien oder Rohstoffen hergestellt sind, sind der Treuhandstelle entweder direkt oder durch Vermittlung des Volkswirtschaftsdepartements einzureichen.

Die Treuhandstelle behandelt die Gesuche wie folgt:

1. Sie legt, mit dem Vermerk «Treuhandstelle einverstanden» versehen, dem Sekretariat der Ausfuhrkommission II alle Gesuche zur Weiterbehandlung vor:

a) bei denen es sich offensichtlich nicht um Kriegsmaterial handelt und deren Bewilligung keine anderweitigen staatlichen Bindungen oder allfällige besondere Bedingungen entgegenstehen;

b) bei denen es sich um Kriegsmaterial handelt, für das jedoch die für die Ausfuhr von solchem geltenden Vorschriften offensichtlich erfüllt sind.

2. Sie prüft alle übrigen Gesuche gemeinsam mit dem Sachverständigen der Zentralmächte.

Die schweizerische Regierung erklärt, dass die Treuhandstelle in die Lage versetzt werden wird, Verstösse gegen bestehende Vorschriften ebenso wirksam zu ahnden, wie dies durch die S.S.S. oder ihre Syndikate geschieht.

7. Deutscherseits wird davon Kenntnis genommen, dass die in § 2 des Abkommens vom 2. September 1916[2] erwähnte und in den Anlagen 6 und 7 zu diesem Abkommen näher behandelte schweizerische Eisenzentrale aufgehoben und durch die neue Organisation der «Schweizerischen Eisenzentrale in Bern», welche amtlichen Charakter trägt, ersetzt worden ist.

Im Verkehr zwischen der Eisenzentrale und den deutschen Behörden treten Änderungen gegenüber dem bisherigen Zustand nicht ein.

8. Über die Eisenversorgung der Schweiz sind die aus der Anlage ersichtlichen Vereinbarungen getroffen worden.

9. Es besteht Einverständnis darüber, dass Gold von der Nationalbank nach Feingehalt und Gewicht als Zahlung angenommen wird.

---

2. *Cf. n° 212, Annexe.*

10. Zuweisung von Eisen- und Stahlabfällen. Alle schweizerischen Werke, welche Abfälle von neuem Eisen und Stahl sowie Alteisen verarbeiten, werden angewiesen, diese Materialien ausschliesslich durch die Vermittlung der schweizerischen Eisenzentrale in Bern zu beziehen, welche die Verteilung der vorhandenen und sich ergebenden Abfälle aus deutschem Material vornimmt. Deutschland verzichtet auf die ihm zustehende Ausfuhr von Abfällen aus deutschem Eisen und Stahl aus der Schweiz nach Deutschland solange, als die schweizerische Eisenzentrale nachweist, dass die für Deutschland arbeitenden schweizerischen Werke, welche Ferrolegierungen verarbeiten, 60% des aus deutschem Material vorhandenen und sich ergebenden Abfalls erhalten.

Der Preis für Eisen- und Stahlspäne beträgt für die Dauer des Abkommens Fr. 7.50 per 100 kg frei Verbrauchsstation.

11. Die Schweiz wird Ausfuhrgesuche für Aluminiumfabrikate nach Deutschland bewilligen, wenn nicht nachweislich für diese Fabrikate zurzeit der beabsichtigten Ausfuhr Eigenbedarf in der Schweiz besteht.

12. Folgende Austauschmengen werden vereinbart:

I. Deutsche Erzeugnisse freizugeben bis 30. April 1918:

2250 Wagen 20- oder 30%iges Kalisalz mit mindestens 4500 Tonnen reinem Kaligehalt.

1125 Wagen Thomasmehl oder dem Düngerwert entsprechende Mengen Rhenaniaphosphat.

300 Wagen Rohzucker als Ersatz des Zuckers, der in Schokolade, Kondensmilch, Früchten, Konserven usw. aus der Schweiz geliefert wird.

6 Wagen Zucker- und Runkelrübensamen.

250 Wagen Stroh.

30 Zisternenwagen von je 10000 kg Leicht- oder Schwerbenzin monatlich, nach besonderer Vereinbarung.

15 Wagen Rohzink monatlich.

6 Wagen Zinkbleche und Zinkfabrikate monatlich.

30 Wagen Kartoffeltrocknungserzeugnisse monatlich.

Kartoffeltrocknungserzeugnisse können nur für den Fall geliefert werden, dass die deutsche Kartoffelernte die Abgabe gestattet. Im Falle der Lieferung wird sich die Schweiz des eigenen Einkaufes in den Niederlanden enthalten.

II. Schweizerische Erzeugnisse freizugeben bis 30. April 1918:

80 Wagen Käse, Kondensmilch und sonstige Milcherzeugnisse monatlich; Frischmilchbelieferung tunlichst im bisherigen Umfange.

10000 Stück Zucht- und Nutzvieh.

Eine Verpflichtung zur Abnahme von Zucht- und Nutzvieh besteht deutscherseits nicht.

4000 Stück Ziegen.

15 Wagen Schokolade monatlich, vom 1. Januar 1918 an.

50 Wagen Frucht- und andere Konserven monatlich.

Frisches Obst, Obstwein, Traubenwein, Obstbranntwein, getrocknete und nasse Obsttrester und Traubentrester nach Möglichkeit.

13. Alle Absprachen der Abkommen vom 2. September 1916 und 3. Mai 1917 sowie der Anlagen dazu, die mit den jetzigen Vereinbarungen nicht in Widerspruch stehen, bleiben sinngemäss auch weiter in Kraft.

Einer sehr gefälligen Bestätigung des Einverständnisses darf entgegengesehen werden.

ANNEXE I

ABKOMMEN ÜBER DEN AUSFUHRVERKEHR

Copie

§ 1.

Deutschland erteilt Ausfuhrbewilligungen für 200 000 Tonnen Kohle und 19 000 Tonnen Eisen und Stahl monatlich. Es wird in dem ernsten Bestreben, die Schweiz mit Kohle und Eisen zu versorgen, alles unter den gegebenen Verhältnissen Mögliche tun, um die Lieferer zur Lieferung anzuhalten und den Transport zu fördern.

Der Preis für obige 200 000 Tonnen Kohle wird bis zum 30. April 1918 auf der Basis von 90 Franken für die Tonne ab Grube einschliesslich Kohlensteuer Vertragspreis Saar festgelegt.

Die Preise für Eisen und Stahl sind wie in Anlage 1 [3] angegeben vereinbart worden.

Frachterhöhungen gehen zu Lasten des schweizerischen Abnehmers, Erhöhungen der Kohlensteuer sowie alle etwaigen neuen Steuern und Gebühren oder Abgaben zu Lasten des Lieferers. Eine Differenzierung in der Fracht zwischen schweizerischen und deutschen Abnehmern findet nicht statt.

§ 2.

Die Schweiz gewährt Deutschland einen Kredit von 20 Millionen Franken monatlich nach Massgabe des Kreditabkommens in Anlage 2 [4].

§ 3.

Im übrigen werden beiderseits Ausfuhrbewilligungen für zu vereinbarende Austauschmengen und darüber hinaus wie bisher ohne besondere Gegenleistung im Rahmen des Möglichen erteilt werden.

§ 4.

Die Schweiz wird dafür sorgen, dass die Beurteilung von Gesuchen betreffend Ausfuhr von Waren nach den Ententestaaten oder durch diese nach neutralen Ländern durch die Treuhandstelle und die Ausfuhrkommission II im gleichen Rahmen und in gleicher Ausdehnung erfolgt, wie dies hinsichtlich der Gesuche für Ausfuhr nach den Zentralmächten oder durch diese nach neutralen Ländern durch die S.S.S. und die Ausfuhrkommission I geschieht.

Deutscherseits wird den in Anlage 3 [5] enthaltenen schweizerischen Vorschriften über die Ausfuhr von Kriesgsmaterial zugestimmt.

§ 5.

Dieses Abkommen über den Ausfuhrverkehr läuft bis zum 30. April 1918, doch hat jeder Teil das Recht, mit zweimonatlicher Frist zum Monatsende zu kündigen.

---

3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Non reproduit.*

ANNEXE 2

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Genehmigung des deutschen Abkommens

/.../[6] Bern, 23. August 1917

Alles in allem genommen ist das vorliegende Abkommen selbstverständlich keineswegs erfreulich und auch für uns nicht günstig. Wir haben es erlebt, dass von einem zum andern Mal die Opfer, die wir bringen müssen, grösser werden und die Zugeständnisse, die wir erreichen können, immer geringer werden. Es ist auch unbestreitbar, dass durch die Einräumung eines Kredites an Deutschland bereits bestehende Wünsche der Ententestaaten um Erwirkung von Krediten lebhafter werden und dass insofern das Abkommen eine unangenehme Rückwirkung haben wird. Anderseits darf hervorgehoben werden, dass, soviel wir beurteilen können,Deutschland durch den Preis seiner Einfuhr und den eingeräumten Kredit seine Zahlungen in der Schweiz kaum wird ausführen können, so dass eine Geldausfuhr nicht in Betracht kommt. Endlich ist das Abkommen von so vielen Verklausulierungen umgeben, dass eine direkte Rückwirkung auf die andere Seite nicht in dem Masse zu befürchten ist, wie dies bei der Einräumung eines blossen Kredites tel quel der Fall wäre. Überhaupt befand sich die Schweiz, da sie nicht in der Lage ist, sich anderswoher die Kohle zu beschaffen und diese für die Aufrechterhaltung ihres wirtschaftlichen Lebens absolut nötig ist, in einer Zwangslage. Sie musste indessen zu einem Abschlusse zu gelangen suchen und deshalb der andern Seite Konzessionen machen, die diese mit Rücksicht auf den eigenen Kohlenmangel und die ganze wirtschaftliche und politische Lage verlangten. Sachlich ist natürlich das Abkommen unendlich viel besser als kein solches; denn ohne vertragliche Bindung würde die Schweiz weder genug Kohle erhalten noch in der Lage sein, in der Organisation der Kohlenverteilung und in bezug auf die Preise irgendwie Ordnung zu halten.

Mit Rücksicht auf diese, Ihnen vielfach bereits mündlich dargelegten Verhältnisse empfehlen wir Ihnen die Genehmigung dieses Abkommens. Wir haben auf Samstag, den 25. August die Vertreter der wirtschaftlichen Interessentengruppen zu einer Konferenz eingeladen, um ihnen Aufklärungen über das Abkommen zu geben und die Stellung der beteiligten Kreise festzulegen. Wir werden nicht ermangeln, Ihnen vom Ergebnis dieser Konferenz noch Kenntnis zu geben.

Antrag:

Das Schweizerische Volkswirtschaftsdepartement sei ermächtigt, das Abkommen mit Deutschland über den Ausfuhrverkehr vom 20. August 1917 mit Anlagen als definitiv genehmigt zu erklären und mit der deutschen Gesandtschaft entsprechende Noten auszutauschen[7].

---

6. *La première partie de la proposition expose et commente les stipulations de l'accord.*
7. *Le Conseil fédéral accepte la proposition du Département de l'Economie publique à sa séance du 27 août 1917. Cf.* E 1004 1/265, n° 2126.

337

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Président des Etats-Unis d'Amérique, W. Wilson

Copie
L

Washington, August 22, 1917

I have the honor to lay to-day in your hands the document by which the Swiss Federal Council accredits me as Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the high Government of the United States of America.

It fills me with pride to be permitted to convey to our great American sister republic and to her eminent President in these historic times the expression of the feelings of the Swiss Government and of the Swiss people; feelings of true sympathy and friendship rooted in the community of political and social ideals and ripened in the sun of a century's peaceful intercourse.

As in times of peace, Switzerland follows, whilst war is raging round her boundaries, the way prescribed to her by her history, her obligations and her national conscience: she unites within her borders peoples of various races which by their own will have joined together, and aspires to be the truthful guardian of the loftiest principles which may inspire men in the common pursuit of peaceful cooperation.

Switzerland has ardently dedicated herself to this task, in which she finds the moral justification of her national existence. As a small country she is fully aware that she cannot hope to fulfil her mission without the confidence and the support of the great powers of the world. She appreciates to the fullest extent the value of the traditional aid and friendship which her great sister republic has bestowed upon her and will, as she firmly believes, further bestow upon her.

My Government has set me the honorable and grateful task to contribute to the maintenance and growth of mutual understanding and to the strengthening of the intellectual and economical ties between the two nations.

I beg to assure you, Mr. President, that inspired by the proud thought of thereby greatly serving my country, I shall spare no efforts in the fulfilment of this noble task.

338

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 34

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, W. Wilson,
au Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer

Copie
L

Washington, August 27, 1917

I am happy to accept the letters of credence by which the Swiss Federal Council accredits you as Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the Government of the United States and to accord you formal

recognition in that high capacity. Also, as the representative of this Government, I am very pleased to hear from you expressions of the true sympathy and friendship of your people toward us.

The United States and Switzerland, founded as they are on the same fundamental basis of democracy, have in common ideals of sympathetic friendship. The trust and confidence which the Swiss Government has placed in the Government of this country is respected and reciprocated.

Your recognition of the importance of this good understanding is gratifying and I shall be most happy to cooperate with you in all that will tend to promote the good relationship between our two countries.

Your country in giving aid and succor to those who have sought refuge within her territory, is indeed fulfilling a great mission. Her obligations and her national conscience will move her, I am sure, to suppress and to prevent the wrongful use of her territory by those not truly refugees, as a base for conspiracies against the Government for which she now, through you, professes such deep friendship. In the manifestation of this friendly relationship, Switzerland will deserve and will receive all the confidence and support which the United States of America can bestow.

I beg of you to extend to the Swiss Federal Council my best wishes for their personal welfare and the happiness and prosperity of the Swiss people.

With the assurance that you may count on the friendly cooperation of this Government in carrying out the high mission with which you have been entrusted, and with the hope that you will find your residence at this capital a pleasant one, I beg leave to add my personal greetings and well wishes.

339

E 2001 (B) 1, 96

Le Conseiller de Légation à Londres, Ch.R.Paravicini,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 59 London, 30. August 1917, 8.40 Uhr

In Beantwortung Ihres Telegrammes Nummer 23[1] teile ich Ihnen mit, dass ich heute auf dem *Foreign Office* mündlich vernommen habe, der englische Minister habe heute Weisung erhalten, Ihnen mitzuteilen, die Schweizer Banken laufen keine Gefahr, dass wegen der Darlehen an Deutschland englischerseits Massnahmen gegen sie ergriffen werden, unter der Bedingung, dass sie der Entente die gleichen Erleichterungen für Darlehen gewähren und für mindestens die gleichen Summen.

Die Einzelheiten werden mir durch Note zugehen.

---

1. *Ce télégramme disait:* Prière demander d'urgence à Balfour ou au *War Trade Departement* réponse aux télégrammes de Légation britannique demandant expressément de la part du Département politique retrait de mesures éventuelles qui seraient prises contre banques suisses prêtant au Gouvernement fédéral leur concours pour opération financière concernant livraison de charbon par Allemagne. *Cf.* E 2200 London 28/IC 35.

340

E 2001, Archiv-Nr. 703

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 81

Washington, 31. August 1917

Gestern Donnerstag habe ich dem Präsidenten die Delegation [1] vorgestellt. Der Empfang, der bei allen Mitgliedern der Delegation den besten Eindruck hinterliess, gestaltete sich sehr warm und freundschaftlich.

Neuerdings versicherte Wilson, er verstehe unsere schwierige Lage voll und ganz, und betonte, er sei stets bereit, der Schweiz nach Möglichkeit zu helfen.

Die gute Gesinnung des Präsidenten der Schweiz gegenüber wird uns durch Informationen von zuverlässiger Seite bestätigt.

Trotzdem bleibt die Lage, wie sie die neue Embargoliste hervorgerufen hat, für lange Zeit unübersehbar und schwierig.

Wie mir von gut unterrichteter Seite zu Ohren kommt, hat die Regierung der USA eine Einladung Frankreichs und Englands, dem S.S.S.-Abkommen beizutreten, *abschlägig* beantwortet. Auf meine direkte Anfrage hin erhielt ich dieselbe Antwort. Ich habe Lansing angefragt, ob die amerikanische Regierung der *Commission internationale des Contingents* beizutreten gedenke, was mir in verneinendem Sinne beantwortet wurde.

Indessen halte ich die Möglichkeit, dass die Regierung durch Aufklärung ihren Standpunkt ändern werde, nicht für ausgeschlossen.

---

1. *La mission suisse aux Etats-Unis est partie avec le Ministre Sulzer le 20 juillet et est arrivée le 15 août à New York.*

341

E 2001, Archiv-Nr. 911

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP

Washington, 7. September 1917

Im Vordergrund meiner Tätigkeit stand auch diese Woche die Embargofrage. Sie haben aus meinen Telegrammen ersehen, wie unerfreulich die Lage zurzeit ist. Das ganze Schwergewicht der Entscheidung liegt heute auf dem *Export Administrative Board*, welcher aus fünf Mitgliedern besteht mit Mr. McCormick als Chairman. Der Letzere hat sich durch die Organisation der letzten Präsidentschaftskampagne dem Präsidenten gegenüber sehr verdient gemacht und ist deshalb mit diesem wichtigen Amt belohnt worden. Er ist grosser Farmer in Pennsylvania; seine Hauptbeschäftigung war bis jetzt die Politik.

Der E.A.B hat aufgrund der neuen Proklamation des Präsidenten die Zügel mit radikaler Schärfe in die Hand genommen und den Export an Neutrale und in einer Reihe von wichtigen Lebensmitteln und Kriegsmaterialien auch gegenüber den Alliierten bis auf weiteres gesperrt. Ich bin nicht der einzige, der sich über diese brüske Massregel beklagt. Überall ist man unzufrieden. Auf der französischen Botschaft erklärt man mir, dass man zurzeit selber mit mehr als genügend Schwierigkeiten zu kämpfen habe, um noch Zeit zu finden, sich für uns ins Zeug zu legen, wozu man grundsätzlich aber gerne bereit ist.

Ich habe Ihnen über den plötzlichen Unterbruch der Verhandlungen mit Holland berichtet. Nachdem der niederländische Gesandte bereits triumphierte, mit dem Präsidenten der *Food Administration,* Mr. Hoover, ein für Holland günstiges Abkommen abgeschlossen zu haben, welches ihm ermöglichte, 30 von den 100 hier seit Wochen zurückgehaltenen, mit voller Ladung bereit liegenden holländischen Dampfern nach Holland abfahren zu lassen, unter der Bedingung, dass zwei Drittel der Ladung für die belgische Lebensmittelversorgung verwendet werden müssen, während ein Drittel Holland zugute gekommen wäre, hat der E.A.B. durch diese schöne Rechnung einen Strich gemacht und die Ausladung sämtlicher Schiffe verlangt. Dabei hat sich herausgestellt, dass die Ladung, die aus verschiedenen Getreidearten, insbesondere Mais, ferner auch Ölkuchen bestand, inzwischen für menschliche Nahrung unbrauchbar geworden war. Die heute eintreffende holländische Kommission wird nun die Verhandlungen von neuem aufnehmen.

Eine ähnliche Enttäuschung hat Norwegen erlitten. Der Präsident der norwegischen Kommission, Nansen, war am Abschluss eines ähnlichen Abkommens, dessen Ausführung durch den E.A.B. gleicherweise sistiert wurde.

Die Argumente sind gegenüber allen Parteien die gleichen: Mangel an Stocks, Unübersichtlichkeit über die neue Ernte, deswegen Notwendigkeit der Zurückhaltung weiterer Exporte bis Sicherheit darüber besteht, welche Quantitäten ohne Schädigung der eigenen Landesversorgung an das Ausland abgegeben werden können. Gegenüber diesen Argumenten ist schwer aufzukommen. Ein Gegenbeweis ist ohne gründlichen Einblick in die Verhältnisse unmöglich. Aber alle Anzeichen deuten darauf hin, dass der E.A.B. und die *Food Administration* (Mr. Hoover) ungeheuer übertreiben. Allerdings soll die Weizenernte nicht über das Mittelmass hinausgehen. Hoover hat ausgerechnet, dass die diesjährige Weizenproduktion, gegenüber dem Durchschnittskonsum vor dem Kriege, von Amerika, den Alliierten und einer Anzahl Neutralen um 400 Millionen Bushels zurückgehe. Andererseits hat aber die Haferernte einen Rekord ergeben, und die Maisernte verspricht ebenfalls einen ganz ungewöhnlich hohen Ertrag. Wenn man darauf hinweist, wird einem aber entgegengehalten, dass Mais noch nicht eingebracht sei und dass ein im Bereiche der Möglichkeit liegender Frost den Ertrag stark vermindern könnte. Der tendenziöse Pessimismus der *Food Administration* findet aber auch im Inlande sehr heftige Gegner, er sei schuld an den hohen Inlandspreisen, indem er die Produzenten veranlasse, mit dem Verkauf ihrer Ernte zurückzuhalten, teils um später höhere Preise herauszuschlagen, teils um für sich selber sichere Vorräte zurückzubehalten. Für Weizen ist allerdings durch den Präsidenten der Preis festgelegt worden ($ 2.20 pro Bushel), weder im Hafer noch im Mais scheint aber eine Preisfixierung zu erwarten sein.

Ich habe mit allen verfügbaren Argumenten, die ich hier nicht zu wiederholen

brauche, Mr. McCormick und die übrigen Mitglieder des E.A.B. wiederholt auf die besonders schwierige Situation der Schweiz mit Bezug auf die Transportverhältnisse aufmerksam gemacht und mit Nachdruck auf die Möglichkeit einer Krisis hingewiesen. Ich bin überall – und auch die Mitglieder der Mission bestätigen in jeder Hinsicht diesen Eindruck – auf sehr freundliche Dispositionen gegenüber der Schweiz gestossen; aber mit den Worten «Wir können es nicht rechtfertigen, Holland und Norwegen alles zurückzuhalten und im gleichen Augenblick die zurückgehaltenen Vorräte der Schweiz zu übergeben» lehnt man die unmittelbare Bewilligung der Getreideausfuhr auch an unser Land ab. Wie lange wird es dem E.A.B. belieben, diesen Interimszustand der geschlossenen Türe andauern zu lassen? Ich bin entschlossen, wenn der E.A.B. nicht zu überzeugen ist, die Angelegenheit dem Präsidenten zu unterbreiten, der sich besonders intensiv mit der Embargofrage und im speziellen mit Bezug auf die Neutralen beschäftigt. Die Verhandlungen sind zurzeit unterbrochen, da McCormick in den Ferien weilt und ohne ihn wichtigere Entscheidungen nicht getroffen werden. Inzwischen liegen fünf Schiffe im Hafen von New York, für welche unser Land sehr erhebliche Standgelder zu bezahlen hat.

Der Standpunkt, den ich einnehme, ist der folgende: Man kann nichts dagegen einwenden, dass die hiesigen Behörden mit grundsätzlichen Entscheidungen zuwarten wollen, bis sie einen Überblick über die Vorräte, die Produktion und den Verbrauch in ihrem eigenen Lande und denjenigen Ländern gewonnen haben, deren Lebensmittelversorgung von Amerika abhängt. Der Export darf aber nicht so lange unterbrochen werden, dass Gefahr für Lebensmittelmangel besteht. Da die schweizerischen Vorräte aufgrund der angegebenen Konsumziffer von täglich 1200 Tonnen nicht über Neujahr hinaus reichen und die inländische Produktion keine erhebliche Verlängerung dieser Frist ermöglichen wird, andererseits Transportschwierigkeiten aller Art einem regelmässigen und ausreichenden Transportdienst entgegenstehen, so ist die Wiederaufnahme der Verschiffungen schon heute dringend und das Brachliegenlassen von bereitliegenden Schiffen unverantwortlich.

Ich hoffe, mit diesem Standpunkt doch noch durchdringen und Ihnen im Laufe der Woche günstigere Nachrichten senden zu können.

Inzwischen ist uns die Ladung dreier Schiffe mit 4000 Tonnen Malz und 2880 Tonnen Hafer gestattet worden. Ich habe, Ihren Instruktionen entsprechend, versucht, statt Malz Getreide zu bekommen. Nachdem sich aber die Verhandlungen fortwährend hinauszogen und eine unmittelbare Änderung der Entscheidung nicht zu erwarten stand, habe ich mich entschlossen, die bereitliegenden 4000 Tonnen Malz zu laden, um eine weitere Häufung der Standgelder zu vermeiden.

Ich erachtete es für besonders wichtig, Sie telegraphisch darauf aufmerksam zu machen, dass das Defizit an Weizen und der grosse Überschuss an Mais darauf hinweisen, dass die Schweiz, insofern sie nicht von anderer Seite Weizen erhalten kann (Australien, Argentinien), mit vermehrten Quantitäten Mais als Surrogat für Weizen rechnen muss. Dabei ist die Frage von besonderer Wichtigkeit, ob die schweizerischen Mühlen mit den bestehenden Einrichtungen Mais vermahlen können oder besondere Vorkehrungen hiefür treffen müssen.

Ich habe bei einem gestrigen Besuch beim argentinischen Botschafter die Frage der Möglichkeit der schweizerischen Weizenversorgung durch Argentinien gestreift und dabei von ihm erfahren, dass die argentinische Getreideernte, soweit sie sich bis

heute überblicken lasse, einen sehr guten Ertrag verspreche. Er hat sich mir gegenüber in liebenswürdigster Weise zur Weiterleitung und Unterstützung von Wünschen zur Verfügung gestellt. Mir scheint die Möglichkeit nicht ausgeschlossen, dass Argentinien, nach Einbringung seiner Ernte, grössere Quantitäten an die Schweiz abzugeben bereit wäre.

Besonders schwierig dürfte die Verladung der in New York liegenden 6000 Tonnen Ölkuchen sein. Auch hier wird wieder mit dem Schlagwort des eigenen dringenden Bedarfs operiert. Die Zeitungen bringen eine von der *Food Administration* geschickt lancierte Mitteilung, wonach 3 Millionen Stück Vieh in Texas getötet oder wegen dortigem Futtermangel in andere Gegenden abtransportiert werden müssen, wenn nicht bald Regen eintrifft. Man ist sehr berechtigt, in die Richtigkeit dieser Mitteilung Zweifel zu setzen, aber sie dient als durchschlagendes Argument für ein Ausfuhrverbot jeglicher Nahrungsmittel für Vieh.

Ich erhielt gestern Ihr Telegramm, dass Sie sich in dieser Sache an die französische Regierung um Hilfe gewandt haben, und werde meinerseits bei der hiesigen französischen Botschaft den Faden aufnehmen. Im Hintergrund spielt ja natürlich immer die Angst des Exportes von Vieh und animalischen Produkten nach den Zentralmächten eine grosse Rolle. Ich hoffe, dass auch nach dieser Richtung die neuen Vereinbarungen mit der Entente[1] und Deutschland[2] mir die Aufgabe wesentlich erleichtern werden.

Ein Lichtstrahl in die gedrückte Stimmung, die sich meiner im Laufe der letzten Woche wegen der unfruchtbaren Verhandlungen bemächtigt hat, war die gestern morgen eingetroffene Nachricht der Ausfuhrbewilligung für die in New York der Abfahrt harrenden 340 Pferde und der restlichen, für Rechnung der Eidgenossenschaft demnächst zur Verschiffung gelangenden 300 Tonnen Kupfer sowie von 1000 Ballen Baumwollabfällen. Die Rolle des Juden, der immer wieder zur hintern Türe hereinkommt, wenn er zur vordern herausgeworfen wird, war mir in meinem bisherigen Geschäftsleben nie besonders sympathisch; nachdem ich hier aus eigener Erfahrung sehe, wie nützlich sie ist, brauche ich Sie nicht zu versichern, dass ich, wo es sich um Angelegenheiten des Vaterlandes handelt, sehr ausgiebig davon Gebrauch machen werde.

Wenn auch die Entscheidung über diese drei Artikel in der Hauptsache vom Kriegssekretariat ausging, dem alle Exportfragen von unmittelbar für Armeebedürfnisse in Betracht kommenden Materialien zur Begutachtung vorgelegt werden müssen, so erblicke ich darin doch ein günstiges Omen dafür, dass der *Export Administrative Board* anfängt, Wasser in seinen Wein zu giessen und auch in der Getreidefrage eine weniger intransigente Haltung einnehmen werde.

Über die politische Stimmung, soweit sie sich aus der Presse herausschälen lässt, werden Sie die Berichte von Herrn Dr. Schulthess orientieren. Ich selber fühle mich in meinen persönlichen Beziehungen zu den massgebenden Regierungs- und Diplomatenkreisen noch zuwenig gefestigt, als dass ich Ihnen persönliche Eindrücke aus

---

1. *Il s'agit de l'accord relatif aux bois avec l'Italie et la France du 30 août 1917, de l'accord relatif aux chocolats avec les Alliés du 1er septembre 1917 et de l'accord relatif aux soies avec les Alliés du 4 septembre 1917. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918, 17+18.
2. *Cf. n° 336.*

Gesprächen mitteilen könnte. Ich bin überall sehr gut aufgenommen worden; ganz besonders hat der französische Botschafter und seine Frau meine Frau und mich mit grosser Herzlichkeit empfangen. Auch seitens Mr. and Mrs. Lansing erfahren wir viele Aufmerksamkeiten. Sehr freundlich war auch der Empfang seitens des russischen und des italienischen Botschafters; der englische Botschafter wird mich heute oder morgen empfangen, er war bis jetzt abwesend.

Die Antwort des Präsidenten auf die päpstliche Friedensnote hat überall eine sehr günstige Aufnahme gefunden. Gewisse Anzeichen deuten darauf hin, dass die Note mehr als Pressionsmittel zur Herbeiführung einer rascheren Parlamentarisierung Deutschlands aufgefasst werden darf, mit der Hoffnung, bald zu einer Lösung zu kommen, die Amerika gestattet, Friedensverhandlungen einzuleiten.

Im Zusammenhang damit wird Ihnen die Herrn Prof. Rappard von zuverlässiger Seite zugekommene Mitteilung interessant erscheinen, dass die amerikanische Regierung der *Freien Zeitung*, die kürzlich so viel von sich reden gemacht hat[3], besondere finanzielle und moralische Unterstützung angedeihen lässt, in der Hoffnung, damit auf die öffentliche Meinung in Deutschland einen massgebenden Einfluss auszuüben. Die Zeitung soll in Deutschland ca. 3000 Exemplare absetzen.

3. *Ce journal d'opposition au gouvernement allemand publié en Suisse a fait l'objet de mesures du Procureur général de la Confédération que le Conseil fédéral a décidé de rapporter. Cf. la séance du Conseil fédéral du 20 août 1917,* E 1004 1/265, n° 2049.

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Légation de Suisse à Pétrograd à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T

Petrograd, 10. September 1917

Der englische Botschafter liess alle Missionschefs zu sich kommen, um Ihnen folgende Mitteilungen zu machen: Es existiert ein vollständiger Bruch zwischen dem Generalissimus Kornilow und der provisorischen Regierung, die von Kornilow als deutsche Agenten qualifiziert worden ist. Kornilow verfügt über den General Krylow, der sich mit beträchtlichem Truppenkontingent in Luga befindet, wo er Befehl erwartet, entweder nach Petrograd zu marschieren oder die Stadt auszuhungern. Die provisorische Regierung ist entschlossen, mit Waffengewalt zu widerstehen, und zählt auf die Treue der Infanterie und der Artillerie sowie der Garnison Petrograd. Die Haltung der Kavallerie ist fraglich. Es ist wohl möglich, dass General Krylow sich nächsten Mittwoch mit seiner Reiterei schon vor Petrograd befindet. Eine Kommune befürchtend und vor einem Bürgerkrieg in oder vor Petrograd stehend, sowie im Hinblick auf die Erregung der Bolschewiks und die Möglichkeit einer Hungersnot, stand die Regierung vor der Frage, ob sie sich nicht nach Moskau oder Finnland begeben wolle; sie hat aber schliesslich darauf verzichtet, indem sie

diese Gegenden ebenfalls als zu unsicher betrachtete. Sie schlug immerhin den fremden Vertretungen vor, sich dorthin für ca. acht Tage bis nach der Lösung der Krise zu begeben. Sämtliche Missionschefs entschlossen sich aber, bei der Regierung zu bleiben. Vom französischen Botschafter wurde alsdann der Antrag eingebracht, die Missionschefs sollten sich als Vermittler zwischen die provisorische Regierung und Kornilow stellen. Die Vertreter der Neutralen waren diesem Antrag abgeneigt und haben sich zurückgezogen, es den Ententediplomaten überlassend, diesen Vorschlag zu prüfen. Diese scheinen Kornilow nicht gerade feindlich gestimmt zu sein.

Die Evakuation (?) der fremden Kolonien war für einen Augenblick ins Auge gefasst, dann aber wieder fallengelassen worden, angesichts der kurzen zur Verfügung stehenden Zeit, des Mangels an Mitteln und des Mangels an einem guten Zufluchtsort. In der Hoffnung, die Ereignisse werden von kurzer Dauer sein, erwartet man nun, was kommen mag.

343

EVD KW Zentrale 1914 - 1918, 21 + 22

Le Ministre de Suisse à Berlin, R. Haab,
au Chef du Département politique, G. Ador

Copie
L Achat de navires allemands. Berlin, 21 septembre 1917

Je vous ai télégraphié hier que le Gouvernement allemand ne se voyait pas en mesure d'entrer en discussion au sujet de la vente de navires allemands, qu'il s'agisse de bateaux en ports allemands ou de bateaux en ports étrangers [1].

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat von dem Bussche qui me fit cette communication m'informait que de tous les ministères et offices de l'Empire qui ont été interrogés à ce sujet, c'est-à-dire le Ministère de la Guerre, le *Reichsmarineamt*, le *Reichsamt des Innern*, le Ministère du Commerce et la *Reichsbank*, seule cette dernière s'est déclarée d'accord avec la vente, tandis que tous les autres se sont prononcés dans le sens contraire. La plupart des rapports déclarent que l'Allemagne, une fois la guerre terminée, ne pourra se passer de la moindre partie du tonnage de sa flotte marchande et que vu les événements accidentels que la guerre peut entraîner, il faudrait compter avec la possibilité que la Suisse après la guerre ne serait plus à même de rendre à l'Empire allemand tous les bateaux; il n'aurait du reste jamais pu être question d'une vente sans conditions, mais uniquement d'une vente qui accorderait à l'Allemagne un droit de rachat.

Or il ne serait point exclu qu'une pareille clause vienne à la connaissance des puissances maritimes ennemies et dans ce cas ces bateaux, selon l'article 56, chiffre 2 de la déclaration finale (Schlussprotokoll) de la Conférence de Londres concernant les

1. *L'Office suisse des Transports extérieurs (FERO), institué par décision du CF le 6 mars 1917* [*cf.* E 1004 1/264], *avait adressé à Haab un mémoire daté du 25 août 1917 concernant* l'achat de navires allemands pour le service du ravitaillement suisse. *Cf.* E 2200 Wien 6/3.

droits des belligérants sur mer de 1909, seraient exposés à la mainmise de la part des Etats ennemis.

A ma question de savoir si l'Allemagne pourrait éventuellement revenir sur cette décision, au cas où la Suisse réussirait à obtenir de tous les gouvernements alliés la déclaration que rien ne s'oppose à la restitution des bateaux après la guerre (déclaration difficile à obtenir à mon avis), la réponse fut aussi négative.

Je n'ai pas manqué d'exprimer mon vif regret que l'Allemagne ne croie pas pouvoir aider la Suisse à atténuer les difficultés de ravitaillement dont la guerre sous-marine est une des causes.

344

E 1001 1, EVD 1917

CONSEIL FÉDÉRAL

Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Übereinkommen mit Frankreich

Bern, 26. September 1917

Wir beehren uns, Ihnen in der Anlage den Entwurf eines Übereinkommens [1] mit der französischen Regierung vorzulegen, das auf die Dauer von drei Monaten abgeschlossen werden soll und das im wesentlichen den Inhalt hat, von dem wir Ihnen schon wiederholt gesprochen haben. Es handelt sich in erster Linie darum, den Weg vorzubereiten für ein grösseres, langsichtiges Abkommen mit sämtlichen alliierten Regierungen, durch welches wir einen Monatskredit gewähren gegen Zusicherung von positiven Erleichterungen für unsere Lebens- und Rohstoffversorgung, und zwar stehen wir für dieses Hauptabkommen auf dem Boden, dass der Kredit, ähnlich wie dies beim deutschen Abkommen geschehen ist, in direkte Relation zu den effektiv eingeführten Warenmengen gesetzt werden muss.

Das vorliegende provisorische Abkommen nun erwähnt zunächst in seinem Eingang die Erklärungen des Bundesrates und der französischen Regierung und geht dann zu den einzelnen Stipulationen über. Was zunächst die Höhe des Kredites betrifft, so wollten wir ja eigentlich über 10 Millionen Franken im Monat nicht hinausgehen. Wir mussten aber schliesslich, um für die schweizerische Industrie wenigstens einen bescheidenen Absatz im Werte von 2½ Millionen Franken im Monat zu sichern, die Kreditsumme entsprechend erhöhen. Die Zinsbedingungen sind etwas anders als im deutschen Abkommen. Zur Zeit kommt der Kredit bloss auf 6½% gegen 7% im deutschen Abkommen zu stehen. Allein dafür ist dieser Ansatz von 7% im ganzen nicht garantiert und kann eventuell steigen, wenn der Diskontsatz der schweizerischen Nationalbank in die Höhe geht.

Was die wirtschaftlichen Verabredungen anbetrifft, so wird also zunächst die Einfuhr von gewissen Quantitäten der Luxusindustrie und ferner von Schokolade

---

1. *Non reproduit. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918, 9+10.

gesichert. Endlich erhalten wir ein nochmaliges Versprechen des bekannten dritten Zuges nach Cette sowie die Bewilligung zum Bezuge von 2500 Tonnen Phosphat, welches speziell von der Seidenindustrie gebraucht wird. Für unsern Anbau erhalten wir die Zusicherung des Bezuges gewisser Saaten.

Von allgemeiner Bedeutung sind die Art. 5 und 6, welche bezwecken, der Schweiz die möglichst rasche und ungehinderte Zufuhr der Waren zuzusichern, die heute noch in Frankreich liegen und die dort vor dem 1. Oktober 1917 mit indirekten Konnossamenten, das heisst mit solchen der französischen Bezüger angekommen sind. Bekanntlich sind eigentlich solche indirekten Konnossamente nach einem französischen Erlass vom 14. Juni 1917, dessen Inkrafttreten indessen bis zum 1. Oktober hinausgeschoben wurde, nicht mehr zulässig.

Die Garantien, die uns auch hier gegeben werden, hätten wir natürlich auch noch etwas weiter und bestimmter gefasst; allein wir müssen mit den Stimmungen rechnen und müssen versuchen, guten Willen zu schaffen, um uns auch fernerhin durchzuschlagen und unsere Bezüge sicherzustellen. Wir halten dafür, dass dies taktisch das weitaus richtigste Vorgehen sei.

Auch dieses Arrangement ist wiederum im ganzen genommen kein erfreuliches; allein im Einverständnis mit den Herren Nationalräten Cailler, Grobet, Frey und auch mit Dr. Laur glauben wir, Ihnen trotzdem den Abschluss empfehlen zu können. Ein Scheitern der Verhandlungen würde zu einer wirtschaftlichen Spannung und damit zu einer weitern Erschwerung unserer Zufuhren Anlass geben, für welche wir die Verantwortung nicht übernehmen möchten.

Wir haben den Wortlaut erst in letzter Stunde erhalten und möchten nur noch darauf aufmerksam machen, dass unter den wirtschaftlichen Stipulationen in Art. 1, Ziff. 1 die Wertung der eingeführten Waren nach schweizerischen Ansätzen geschehen sollte, da sonst die Einfuhrmengen illusorisch gemacht werden könnten. Wir behalten uns vor, mündlich noch weitere Aufschlüsse zu geben, und stellen den *Antrag:*

Das Volkswirtschaftsdepartement sei ermächtigt, das beiliegende Abkommen mit der französischen Regierung zu unterzeichnen und als definitiv verbindlich abzuschliessen [2].

---

2. *A sa séance du 27 septembre 1917 le Conseil fédéral accepte la proposition du Chef du Département de l'Economie publique, cf.* E 1004 1/266, n° 2415.

345

E 1004 1/266

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 4 octobre 1917

2472. Après-Guerre

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 7 septembre 1917
Département de l'Economie publique
Secret Co-rapport du 26 septembre 1917

Le Département politique a soumis au Conseil fédéral le rapport suivant:

«Dès la cessation des hostilités, la Suisse aura un intérêt évident à soumettre un certain nombre de vœux et de demandes aux Puissances neutres ou belligérantes auxquelles incombera le soin de régler l'ordre nouveau de l'humanité succédant à la conclusion de la paix.

»Faute de s'être suffisamment préparée, la Confédération de 1813 s'est trouvée prise au dépourvu par les négociations du Congrès de Vienne. Les résultats que la Suisse eût été en droit d'attendre de l'Assemblée chargée de réviser la situation de tous les peuples d'Europe ont donc été en grande partie perdus pour elle.

»Dans une situation politique qui rappelle à certains égards la crise générale de laquelle est sortie l'Europe du 19e siècle, il est à souhaiter que la Confédération, évitant de retomber dans les fautes du passé, déploie une vigilance plus grande; qu'elle n'oublie pas que depuis longtemps déjà les nations belligérantes se préoccupent des solutions à intervenir lors de la conclusion de la paix, et qu'elles ont confié ce soin important à des commissions spéciales.

»En suivant leur exemple, la Confédération de 1917 se trouvera mieux armée que sa devancière pour formuler les propositions et suggérer les solutions que réclame l'administration bien comprise de ses intérêts, sans attendre, pour se préparer à cette tâche complexe et délicate, d'avoir été invitée, par les gouvernements étrangers, à émettre ses vœux et ses réclamations.

»Il importe donc pour elle d'entreprendre, dès à présent, l'étude d'un programme bien défini embrassant les principales questions d'ordre *politique, économique* et *social* qui peuvent se poser pour elle et ses co-contractants lors de l'établissement de la paix.

»Pour ne prendre que quelques exemples empruntés à des questions d'ordre politique et économique, il serait précieux pour nos autorités de posséder à ce moment-là tous les éléments indispensables pour permettre à la Suisse de défendre ses intérêts, lors d'une révision possible des accords relatifs à la neutralisation de la Savoie du Nord et à l'établissement des zones commerciales de la Savoie et du Pays de Gex. Ces deux questions ont en effet un intérêt d'actualité d'autant plus grand que, depuis quelques années, ont paru dans les milieux français des publications documentées proposant la suppression de la neutralisation de la Savoie et que, au début de la guerre, le Cabinet Briand a été invité en plein Parlement à dénoncer l'arrangement commercial qui, depuis 1860, régit les rapports commerciaux d'une partie de la Suisse occidentale avec ses voisins français.

»Quelle importance n'aurait pas pour la Suisse l'étude de la question vitale de la navigation fluviale et de l'utilisation de ses forces hydrauliques, capital actuellement presque entièrement improductif dont elle pourrait cependant tirer parti lors de la conclusion de la paix et des tractations avec les pays voisins!

»Les questions envisagées seront souvent d'une nature complexe (c'est ainsi par exemple que la neutralisation susmentionnée de la Savoie du Nord intéresse à la fois les Autorités politiques et militaires de la Confédération), elles devront être étudiées par des spécialistes qualifiés pour en tirer le meilleur parti possible après en avoir étudié l'essence. Il ne suffirait pas en effet de rechercher pour chaque question quelle serait la solution à envisager dans un cas donné. Le travail devra être fondé sur une base assez solide pour pouvoir tenir compte de toutes les éventualités qui seront applicables à chaque question à la fin de la guerre, et quelle que soit l'issue de cette guerre.

»Plusieurs des sujets à examiner présenteront sans doute une certaine connexité entre eux, et c'est une raison pour centraliser les études à entreprendre qui pourront être confiées à la *Division des Affaires étrangères du Département politique*, à laquelle la loi sur l'organisation fédérale du 26 mars 1914 a remis l'étude des mesures à prendre pour sauvegarder les relations extérieures de la Suisse.

»Les questions relatives au droit international, aux sanctions nécessaires pour éviter le retour d'une guerre semblable à celle à laquelle nous assistons, le régime futur des pays en vue du maintien de la paix et bien d'autres problèmes d'ordre juridique à la solution desquels la Suisse a un intérêt évident, devront être étudiés par des juristes.

»Pour arriver à un résultat aussi complet et satisfaisant que possible, le Département fera bien de s'entourer de la collaboration:

a) des représentants de la Suisse à l'étranger,

b) des divers ressorts des Administrations fédérales et cantonales, ou d'autres institutions ayant un caractère d'utilité générale (tel par exemple le *Vorort* du Commerce et de l'Industrie à Zurich),

c) des spécialistes (juristes, économistes, financiers, etc., commerçants, etc.) que leurs connaissances et leur expérience désignent tout spécialement au choix des Autorités fédérales.

»Pour commencer, il y aura lieu de rédiger un rapport d'ensemble destiné à servir de point de départ à une étude raisonnée de chacune des questions qu'il importe de préparer, et cela dans des conditions telles, que les représentants que la Confédération pourrait être invitée à déléguer au futur Congrès de la Paix, ou simplement auprès des Gouvernements étrangers, puissent trouver dans cette étude une base sérieuse pour la défense des intérêts de la Suisse.

»Il est certain qu'à l'issue de la guerre, les représentants des intérêts suisses, suffisamment armés pour une lutte qui ne le cédera sans doute en rien en âpreté à celle qui se poursuit acuellement, se trouveront, en tout état de cause, dans une situation infiniment préférable à celle qui demeurerait la leur, s'ils en étaient réduits à préparer une documentation hâtive, au moment où ils en auraient le plus besoin, alors que cette documentation, portant sur des matières complexes et infiniment délicates, aurait gagné à avoir été mûrement étudiée et préparée en temps opportun.»

Le Département politique a proposé de l'autoriser à entreprendre immédiatement l'étude des questions de l'«Après-Guerre» envisagées d'un point de vue international, et à recourir pour cela, quand il en verra l'utilité, à la collaboration, tant des Administrations fédérales et cantonales compétentes, qu'à celle de spécialistes qualifiés pour la préparation de ces questions.

Le Département de l'Economie publique a présenté au sujet de cette proposition le co-rapport suivant:

«Il est hors de doute que les négociations de paix soulèveront, ou peuvent soulever, pour la Suisse certains problèmes d'ordre politique et économique que nous devons être préparés à résoudre. D'une part, il faut envisager des problèmes tels que celui de la neutralisation de la Savoie. D'autre part, il n'est pas impossible que des questions politiques surgissent aussi; mais ce sont certainement les questions économiques qui doivent être principalement étudiées.

»Si désirable qu'il paraisse d'entreprendre de pareilles études, il est difficile d'en préciser aujourd'hui les objets, car nous ne savons nullement dans quelles conditions, au point de vue économique et politique, la guerre prendra fin. Quoi qu'il advienne, la Suisse sera toujours la partie la plus petite et la plus faible et devra se contenter de ce que lui accorderont les Grands; il paraît très douteux qu'elle soit appelée à participer avec voix délibérative à une conférence éventuelle de la paix. Mais si l'on veut entreprendre aujourd'hui une pareille étude, certainement justifiée à l'égard de certains objets, il faudra distinguer nettement entre les questions:

»1. Le Département politique devra étudier les questions proprement politiques et réclamer à cet effet la collaboration de sa division des Affaires étrangères. Mais nous ne voyons pas très clairement dans quel sens il y a lieu aujourd'hui de diriger ces études, si nous ne voulons pas quitter le terrain solide de la réalité. De simples discussions théoriques, ayant souvent le défaut d'ailleurs de partir de telle ou telle supposition peut-être inexacte touchant l'issue de la guerre, ne nous seront d'aucune utilité.

»2. En ce qui concerne les conditions économiques, il faut constater d'abord que la représentation des intérêts économiques au dehors a été transférée au Département de l'Economie publique, car la Division du Commerce, précédemment subordonnée au Département politique, en était spécialement chargée. On n'imagine pas d'autre solution, l'étude des conditions économiques étant avant tout celle des futures relations commerciales de la Suisse. Au reste, dans son arrêté du 17 juillet 1917 concernant l'organisation du Département de l'Economie publique, le Conseil fédéral a autorisé ce département (art. 18) à prendre les mesures destinées à préparer assez tôt, au point de vue économique, la transition de l'état de guerre à l'état de paix; il l'a autorisé aussi à engager le personnel auxiliaire nécessaire à cet effet et à instituer des commissions. En application de cet article, nous nous sommes déjà mis, il y a quelque temps, en rapport avec M. le Conseiller national Frey, et nous avons l'intention, après en avoir conféré avec lui, de prendre ou de proposer au Conseil fédéral de nouvelles mesures. Cet examen devra porter sur deux points: sur la transition de notre économie interne à l'économie normale du temps de paix et sur l'organisation future de nos relations économiques internationales, qui, à l'avenir aussi, trouveront spécialement leur expression dans les traités de commerce.

»Nous ne croyons pas qu'il soit possible de séparer l'étude de ces questions économiques du service de la Division du Commerce et des tâches qui lui incombent; le chef du Département politique serait placé en effet, avec son personnel de la Division des Affaires étrangères, devant une tâche impossible, s'il essayait de résoudre avec ce personnel les questions économiques; car il ne faut pas se faire d'illusions: même les fonctionnaires qui se trouvaient dans la carrière diplomatique ne sont pas en général préparés à cette tâche. Nous déconseillons donc de concentrer tous ces divers groupes de mesures à la Division des Affaires étrangères du Département politique, car c'est alors cette division qui dirigerait, et non le chef qui, d'après l'arrêté du Conseil fédéral actuellement en vigueur, change chaque année. Nous proposerions plutôt de procéder à un certain partage des différentes tâches et de demander au Département politique d'indiquer d'abord quels problèmes politiques devraient, selon lui, être l'objet d'études. Alors le Conseil fédéral, après que la question aurait été discutée par la délégation pour les Affaires étrangères, instituerait, le cas échéant, une commission; mais il ne faudrait pas oublier que des travaux spéciaux exigent des têtes et des personnes spéciales. De simples délibérations d'une commission, sans une bonne base de discussion préalable, ne mènent à aucun résultat.

»En ce qui concerne les tâches économiques, nous nous permettrons de dresser un programme le plus tôt possible et d'indiquer au Conseil fédéral dans quelle direction il y a lieu de procéder à une enquête. L'institution d'une seule et même commission pour les affaires économiques et politiques n'irait pas, selon nous, sans inconvénients. Une foule de courants différents devraient évidemment y être représentés, sans qu'elle offrît pour cela la garantie d'un travail vraiment utile. Nous estimons donc qu'avant que le Conseil fédéral prenne une décision définitive, les divers départements devraient encore examiner cette affaire d'une manière plus approfondie, puis présenter un rapport.«

Sur la base de ces deux rapports le Conseil fédéral a pris la décision suivante:

Tous les départements sont invités à désigner, d'ici à la fin de l'année, les questions de leur compétence qui, au point de vue des négociations de paix ainsi que des relations politiques et économiques de la Suisse avec d'autres Etats, présentent une importance capitale, ou qui, au point de vue de l'économie publique dans la période de transition et dans l'état de paix, exigent une étude spéciale.

346

E 2001, Archiv-Nr. 911

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 57

Washington, 8. Oktober 1917

Der Abgeordnete des Lebensmittelamtes, der mit den Arbeiten betreffend die Schweiz beauftragt ist, Dr. Taylor, hat mir am 27. vorigen Monats den Entwurf für ein einjähriges (?) Abkommen, geltend vom 1. Oktober 1917 an, übermittelt, das

zwischen Amerika und der Schweiz betreffend die Ausfuhr von Waren nach der Schweiz abgeschlossen werden sollte. Wie ich Ihnen bereits mitgeteilt habe, werden von der Washingtoner Regierung die Kontingente der S.S.S. anerkannt. Von dieser Anerkennung werden allerdings einige Ausnahmen gemacht, unter denen sich auch Weizen befindet. Amerika ist bereit, im Umfang dieser Mengen diejenigen Waren zu liefern, die die Schweiz bis anhin aus den Vereinigten Staaten bezogen hat, mit Ausnahme derjenigen Waren, deren Export wegen dringenden Bedarfs im eigenen Lande vorübergehend oder für immer untersagt ist. Unter diesen letztern befindet sich bedauerlicherweise auch Schmalz. Im Hinblick auf die Verwendung der aus Amerika bezogenen Waren sind im Entwurf erhebliche Einschränkungen gegenüber dem Abkommen mit der Entente vorgesehen. Die Unterhandlungen, die die letzte Woche geführt worden sind, haben aber erkennen lassen, dass Bereitwilligkeit vorhanden ist, auf Konzessionen einzugehen. Der heutige Stand der Angelegenheit lässt sich folgendermassen skizzieren: Am schwierigsten zu lösen wird die Baumwollfrage sein, denn hier steht die hiesige Regierung auf dem Standpunkt, dass jede Wiederausfuhr der Baumwolle, in welcher Form es auch sei, aus der Schweiz nicht nur nach den Zentralmächten, sondern auch nach den neutralen Ländern im Norden, weil keine genügenden Garantien gegeben werden können, absolut verboten werde.

An den Verhandlungen über diese Frage nimmt auch Herr Nationalrat Syz teil. In bezug auf die andern Punkte ist die Hoffnung vorhanden, dass die Regierung die Ausnahmen, die in Art. 10 und 12 des «Règlement Intérieur de la S.S.S.» enthalten sind, annehme. Immerhin sollen die Lederwaren auf Kinderschuhe beschränkt werden und die Schweiz ein Ausfuhrverbot für schweizerische Häute und Leder erlassen. Die gegenwärtig in Kraft stehenden Sonderabkommen mit der Entente in bezug auf Kondensmilch, Schokolade, Käse und Vieh werden ebenfalls von der hiesigen Regierung anerkannt. Die Abgabe von Getreide und Viehfutter wird nur unter der Bedingung gestattet, dass ein absolutes Ausfuhrverbot für Getreide, Viehfutter und Fleischkonserven schweizerischer Herkunft nach den Mittelmächten sowohl als nach den nördlichen Neutralen aufgestellt werde. Des fernern wird die Forderung eines absoluten Ausfuhrverbotes für Fette und Öle gestellt, die aus den Vereinigten Staaten bezogen worden sind. Nach dem Entwurf wäre auch die Verwendung von amerikanischen Maschinen, deren Teilen, Ölen und Schmiedestücken in denjenigen Fabriken verboten, die für die Feinde Amerikas arbeiten. Auf meine Intervention hin scheint die Regierung aber geneigt zu sein, genanntes Verbot, wie dies im Abkommen mit Deutschland betreffend Lieferung von Kohle geschehen ist, auf die Herstellung von Munition, Sprengstoffen und Waffen zu beschränken. Wenn immer möglich, sollte diese Formel Ihrerseits genehmigt werden. Herr Marcuard, der am 14. dieses Monats Amerika auf dem Dampfer «St. Louis» verlässt, um sich über Liverpool nach der Schweiz zu begeben, wird Ihnen über diese Frage mündlich berichten, während ein schriftlicher Bericht unsererseits mit dem nächsten Kurier folgen wird. Angesichts des Umstandes, dass die Verhandlungen nicht auf telegraphischem Wege geführt und erledigt werden können und sich der Abschluss des Abkommens längere Zeit hinausschieben wird, habe ich an die hiesige Regierung das Gesuch gestellt, sie möchten die Ausfuhr nach der Schweiz sofort wieder zulassen und sie möchte anderseits die Ausfuhrgesuche für die laufenden Bedürfnisse der Schweiz genehmigen. Eine Antwort habe ich noch nicht erhalten, doch steht sie in

bejahendem Sinne in Aussicht. Nächsten Mittwoch sollen die Verhandlungen fortgesetzt werden.

Im Laufe der Unterhandlungen habe ich auf die immer grösser werdenden Schwierigkeiten für den Transport aufmerksam gemacht und die Regierung angefragt, ob sie geneigt sei, der Schweiz mit Schiffsraum auszuhelfen, um ihr zu ermöglichen, die absolut notwendigen Lebensmittel nach Europa zu bringen. Von Dr. Taylor ist mir in Aussicht gestellt worden, dass uns nach Kräften geholfen werde; er scheint zudem bereit zu sein, in das abzuschliessende Abkommen eine diese Frage bezügliche Bestimmung aufzunehmen. Im Hinblick auf die sehr freundschaftliche Gesinnung, die sich der Schweiz gegenüber überall zeigt, habe ich grosse Zuversicht auf eine befriedigende Entwicklung der Dinge, insofern es möglich ist, die Baumwollfrage einer befriedigenden Lösung entgegenzuführen.

Ich möchte Sie bitten, Vorstehendes als streng konfidentiell zu behandeln, namentlich soweit es sich auf den entgegenkommenden Standpunkt bezieht, den die Regierung in Washington im Hinblick auf den Export von Lebensmitteln schweizerischer Herkunft nach den Amerika feindlichen Mächten einnimmt. Trotz der freundschaftlichen Gesinnung, die sich in der Presse zeigt, ist diese für den genannten Standpunkt gegenwärtig noch nicht reif. Ein Bekanntwerden im gegenwärtigen Augenblick der Unterhandlungen könnte die hiesige Regierung in eine unangenehme Lage bringen, Rückschläge provozieren und zu unerwünschten Erörterungen Anlass geben. Ich möchte Ihnen auch zu erwägen geben, dass die amerikanische Regierung von der Presse in hohem Masse beeinflusst wird. Ich ersuche Sie daher dringend, eine Veröffentlichung so lange nicht zuzulassen, als ich mich betreffend deren Art, Umfang und Zeitpunkt nicht mit der amerikanischen Regierung besprochen und Ihnen berichtet habe. Über die Verhandlungen werde ich wieder berichten.

347

E 2200 Tokyo 2/2

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, G. Ador

Copie
L

Tokyo, 14 octobre 1917

J'ai l'honneur de confirmer mes rapports des 30 juillet [1] et 31 août [2] derniers au sujet d'un *traité* à faire *avec la Chine.*

Le Gouvernement chinois n'a pas partagé notre manière de voir. Il estime que le traité à conclure n'est qu'une mesure préliminaire qui devra être suivi, plus tard, d'un traité d'établissement et de commerce. Il tient donc à maintenir le texte exact du traité avec le Chili.

Il est d'accord, d'autre part, de joindre à ce traité une déclaration ou un protocole additionnel de la teneur que vous trouverez-ci-jointe.

---

1. *Cf. n° 333.*
2. *Non reproduit.*

Nous sommes tombés d'accord sur ce texte, après une discussion prolongée. Le Gouvernement chinois avait proposé la teneur suivante: «With regard to extraterritorial rights, the Swiss Consuls shall enjoy the same rights as may be conceded to the consular agents of the most favoured Powers. When China will have improved her judicial system, Switzerland will first be ready to give up consular jurisdiction in China.»

J'ai insisté pour que la juridiction consulaire soit spécialement mentionnée et demandé que l'on remplace le mot «first» par «with the other treaty Powers», estimant qu'il ne nous appartenait pas de prendre l'initiative pour l'abolition de la juridiction consulaire. Le texte convenu est donc comme suit: «With regard to *consular jurisdiction, i.e. extraterritorial rights*, the Swiss Consuls shall enjoy the same rights *as are or may be* conceded to the consular agents of the most favoured Powers. When China will have improved her judicial system, Switzerland *will be ready, with the other treaty Powers*, to give up the right of consular jurisdiction in China.»

J'ai jugé prudent, en outre, de faire ajouter comme dernier passage à ce protocole additionnel: «It ist understood that a treaty of establishment and commerce will be negotiated in due time. Until such a treaty will have been concluded, the citizens of the High Contracting Parties will *in all respects* enjoy the same privileges and immunities as are now or may hereafter be granted to the subjects of the most favoured Nation.»

Il garantit à nos ressortissants le traitement de la nation la plus favorisée en toutes choses, assurance qui n'est nulle part expressément mentionnée.

L'arrangement à faire avec la Chine comporterait donc le traité proprement dit et une déclaration ou un protocole additionnel: le traité serait, *mutatis mutandis* et avec la langue française à la place de la langue espagnole, semblable à celui conclu entre la Chine et le Chili.

A toutes fins utiles j'ai l'honneur de joindre copie de la lettre par laquelle mon collègue de Chine me communique le consentement de son Gouvernement.

J'ose espérer que le Conseil fédéral n'hésitera plus à conclure ce traité devenu nécessaire et que le texte proposé trouvera son approbation. Le Gouvernement chinois désire *beaucoup* arriver à une solution le plus tôt possible; il a fait toutes les avances et il serait maladroit, je crois, de ne pas répondre à cet appel, car il est impossible de prévoir ce qui arrivera à la conclusion de la paix et quelles concessions seront, le cas échéant, encore faites à la Chine. Cela se pourrait que dans six mois d'ici elle ne fût plus disposée à accorder la juridiction consulaire dans de nouveaux traités à faire. Nous nous trouverions alors dans la même situation que vis-à-vis de la Turquie et risquerions, jusqu'à l'abolition des capitulations, soit pour dix ou quinze ans, de demeurer sans traité et entièrement dépendants de la protection des Grandes Puissances rivales. Ce que cela veut dire, nos compatriotes l'ont appris à leurs dépens et en pâtissent journellement. Aujourd'hui même, j'ai été appelé à intervenir pour une maison suisse à laquelle le consulat de France à Shanghai menaçait de retirer sa protection.

348

E 2001, Archiv-Nr. 703

La Légation de Suisse à Washington
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 12 Washington, 27. Oktober 1917[1]

Die schweizerische Spezialmission ist heute nachmittag mit dem Dampfer «Espagne» abgereist[2]. Der Präsident hat Herrn Professor Rappard in langer privater Abschiedsaudienz empfangen[3]. Die ganze Kommission unter meiner Anwesenheit wurde später ebenfalls empfangen. Der Abschied hatte ein sehr herzliches Gepräge. In seiner Unterredung erklärte Wilson von neuem, die Washingtoner Regierung hege der Schweiz gegenüber die freundschaftlichsten Gefühle und das ganze Volk sei der Schweiz gegenüber von diesen Gefühlen beseelt. Der gute Wille sei überall vorhanden, der Schweiz nach Möglichkeit und unter billiger Rücksicht auf die Verhältnisse so viel Rohmaterialien und Lebensmittel zukommen zu lassen, als sie für sich bedarf. Zum Schluss gab er der Hoffnung Ausdruck, dass die beiden Länder auch in Zukunft zum Wohl beider Teile und der gesamten Menschheit zusammenarbeiten werden.

---

1. *Ce télégramme ne peut avoir été expédié le 27 octobre, cf. note 2 et 3.*
2. *Selon n⁰ 361 la mission suisse n'est partie que le 3 novembre 1917.*
3. *Rappard relate dans son journal daté du 1er novembre sa rencontre avec Wilson:*
«A 12 heures 20, je suis au White House. A 12 heures 25, Wilson vient, s'assied et me fait m'asseoir en face de lui. House lui avait parlé de moi «cordially» mais ne lui avait pas soumis mon memorandum. Je lui expose donc mon affaire très amplement. Il m'écoute avec une vive attention, m'interrompant parfois. Il s'intéresse à ce que je dis du scepticisme démocratique de certains milieux suisses. Tout comme chez nous, dit-il. Sur déclaration amicale il dit: «Won't a liberal policy do more than fine words?» Je réponds évidemment que «fine words» tout seul serait inutile mais avec «liberal policy» vaut mieux encore. Il n'avait pas pensé à déclaration de respect de notre neutralité. «It hadn't occured to me but I'll take it up with the gentlemen of the State Department.»

Puis il parla de la paix, etc... «Not for publication» me dit-il, mais «thinking about to get my reaction». J'ai noté quelques éléments. Cette guerre économique dans son origine. Les méthodes économiques de l'Allemagne doivent être changées avec ses méthodes politiques. La Société des Nations pas tellement une organisation ferme qu'une alliance de protection mutuelle. Si résultat guerre pas pleinement satisfaisant, la paix laissera les Alliés unis et obligés de se défendre militairement et économiquement contre toute agression. Je dis Suisse. Pas contre ni pour. Il dit pas important car personne ne songerait à attaquer Suisse et tout le monde serait prêt à la défendre. Après la guerre, la neutralité belge aura vécu. Car la Belgique doit être un membre actif de la Société des Nations. Les matières premières doivent être d'une exploitation libre.

Pour la paix les U.S. ne demanderont rien et s'opposeront à ce que les autres demandent, sauf territoires habités malgré eux. Indique sans nommer Alsace-Lorraine.

Très bien disposé pour Suisse. J'attends sa déclaration. Sur paix et guerre etc. il y a du rêveur, mais un grand fond de généreuse humanité.

Ce qui le retient pour Suisse, c'est autres neutres et limitation denrées et tonnage.

Je reste 30 à 35 minutes. Le ton très cordial, mais on sent, malgré santé évidente, poids énorme responsabilités sur les épaules. Malgré tout un certain trouble mais de la grandeur et de la vision.

En sortant des jardins du Withe House, trois journalistes se précipitent, veulent savoir but visite, objet ma demande, «special significance», etc... Je réponds évasivement sur but. Si j'ai été choisi, c'est à cause de mes amis communs avec le Président.» *Cf.* J.I. 149, Journal de 1917.

349

E 2200 Washington 10/2

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Chef du Département politique, G. Ador

Copie
R betr. Exportabkommen Washington, 2. November 1917

Wir zählen heute den 2. November, die Schweizerische Delegation reist morgen ab [1], und noch immer bin ich nicht in der Lage, Ihnen den mit meinem Telegramm Nr. 57 vom 8. Oktober [2] in Aussicht gestellten Entwurf über dieses Abkommen zu übermitteln.

Die damaligen Verhandlungen berechtigten zu der Hoffnung, dass die Dinge ohne weiteren Aufschub innert wenigen Tagen in Ordnung kommen würden. Leider hat sich diese Hoffnung nicht erfüllt, und ich bin seither auf recht harte Geduldsproben gestellt worden. Der *Exports Administrative Board* (jetzt *War Trade Board)* hielt es für nötig, den bis dahin mehr in der Form grundsätzlicher Punktationen fixierten Verhandlungen ein etwas ausführlicheres Kleid anzulegen, dessen Ausarbeitung innert weniger Tage hätte erfolgen sollen. Trotz fortwährenden Drängens ist mir aber das Aktenstück erst am 26. Oktober abends zugestellt worden, nachdem es auf dem bekannten speditiven Dienstweg durch eine Anzahl Administrationen hindurchgegangen ist und dort jeweils tagelang liegenblieb.

Aber meine Enttäuschung war nicht gering, als ich beim Studium gewahr wurde, dass, abgesehen von der unverdaulichen englischen *Lawyer*-Sprache, der Verfasser offenbar nicht die geringste Ahnung von den Verhältnissen und Abmachungen hatte. Alles war tatsächlich auf den Kopf gestellt; die Vorlage war nicht einmal für die Wiederaufnahme der Verhandlungen brauchbar, und es blieb mir nichts anderes übrig, als sie vollständig umzuarbeiten. Dieses Resultat ist die Folge der unsorgfältigen und oberflächlichen Art und Weise, in der die Verhandlungen von Anfang an von der andern Seite geführt worden sind.

Ich hoffte, sie anfangs dieser Woche aufgrund meines umgearbeiteten Entwurfes sofort wieder aufnehmen zu können, wurde aber daran infolge Abwesenheit des Mitgliedes des *War Trade Board,* dem die schweizerischen Angelegenheiten übertragen sind (Dr. Taylor), verhindert. Zwar erklärte sich der *War Trade Board* durch Bezeichnung eines Stellvertreters zur Wiederaufnahme bereit, ich habe sie aber in höflicher Form abgelehnt, da ich angesichts der subjektiven und objektiven Umstände von einer solchen – in Abwesenheit von Dr. Taylor – nur eine Vermehrung der Konfusion voraussah. So gehen kostbare Tage dahin, ohne dass die Dinge irgendwie vorwärts kommen.

Wie Sie meinem Telegramm Nr. 99 [3] entnehmen, ist nun doch wenigstens die provisorische Wiedereröffnung der Exporte unter gewissen Bedingungen zugesagt worden. Aber auch hier will die Sache nicht vorangehen. Es vergeht kein Tag, ohne dass

---

1. *Cf. n° 348, note 1.*
2. *Cf. n° 346.*
3. *Non reproduit. Cf.* E 2001. Archiv-Nr. 911

mein neuer kommerzieller Mitarbeiter, Herr Ing. Friedrich Öderlin (über dessen mir seit Jahren bekannte Qualitäten ich mich auch heute nicht lobend genug aussprechen kann), oder ich in dem Bureau des *War Trade Board* zur Beschleunigung mahnen. Wir können uns des Eindrucks nicht erwehren, dass neben der dortigen allgemeinen Arbeitsüberhäufung und Verwirrung wohlwollende und hemmende Kräfte einander die Waage halten, so dass wir nicht recht über den Nullpunkt hinauskommen. Ich betrachte es als meine Aufgabe, kein Mittel unversucht zu lassen, um ohne Brüskierung zum Ziele zu gelangen; sehe aber schon, dass es ohne kräftige Sprache bei gewissen Leuten nicht abgehen wird.

Wenn ich mich heute dazu entschliesse, Ihnen in der Beilage den Entwurf[4] zu übermitteln, den ich in Zusammenfassung der bisherigen schriftlichen und mündlichen Verhandlungen als Basis für die in den nächsten Tagen wieder aufzunehmenden Diskussionen aufgestellt habe, so tue ich es lediglich deshalb, weil ich Eile für geboten halte und Sie so gut wie möglich darüber orientieren möchte, wie ungefähr der Rahmen dieses Abkommens aussehen soll. Diese Übermittlung wird wenigstens den Vorteil haben, dass sie den späteren Kabelverkehr erleichtern kann.

Ich bitte daher alle massgebenden Instanzen dringend, das Dokument mit grosser Vorsicht und absolut vorurteilslos zu geniessen; es ist in vieler Hinsicht nur ein Konzept und enthält noch Schlacken, die ich im Laufe der weiteren Verhandlungen zu beseitigen hoffe. Das Abkommen gliedert sich in einen allgemeinen Teil, in welchem die allgemeinen Bedingungen niedergelegt sind, und einen speziellen Teil, welcher die amerikanischen Kontingente der einzelnen Waren enthält, unter Beifügung der speziellen Bedingungen, denen einzelne Warenkategorien noch besonders unterworfen werden sollen.

[...][5]

Sie sehen aus dem Vorstehenden, dass der *War Trade Board* das gegenwärtige Regime der S.S.S. akzeptieren will, ausgenommen in den folgenden 6 Punkten, in denen weitere Einschränkungen verlangt werden:

1. Ausschluss der Verwendung von Maschinen, Schmiedestücken und Maschinenteilen für die Herstellung von Kriegsmaterial im engern Sinn für die Zentralmächte.
2. Ausschluss der Verwendung der in *Schedule* C genannten Materialien, insbesondere von Schmieröl für diese Fabrikation.
3. Ausfuhrverbot für Konservenfleisch.
4. Ausfuhrverbot für amerikanische Baumwolle nach den Zentralmächten in irgendeiner Form.
5. Einschränkung der Schuh-Ausfuhr nach den Zentralmächten.
6. Limitierung der Zigarren- und Zigaretten-Ausfuhr nach den Zentralmächten auf 2000 Tonnen jährlich.

Nachdem ich ursprünglich starke Bedenken trug, ob es möglich wäre, diesen Bedingungen entgegenzutreten, habe ich in letzter Zeit wieder mehr Hoffnung. Die Stimmung gegenüber der Schweiz hat in den letzten Monaten infolge der rührigen

---

4. *Non reproduit.*
5. *Suivent des explications détaillées sur les stipulations du projet de l'accord.*

Tätigkeit der Mission und des wiedergewonnenen Zutrauens zur Schweiz erfreuliche Fortschritte gemacht. Der Präsident und das Staatsdepartement haben übereinstimmend die allgemeine Erklärung abgegeben, dass die hiesige Regierung keineswegs im Sinne habe, der Schweiz gegenüber eine weniger wohlwollende Haltung einzunehmen als die andern Alliierten, und endlich habe ich auch nach und nach den Eindruck gewonnen, dass unsere wirtschaftliche Macht und Leistungsfähigkeit der Entente durchaus nicht als *quantité négligeable* erscheint. Insbesondere Frankreich scheint alles Interesse daran zu haben, dass die Schweiz nicht vor den Kopf gestossen wird. Ich halte es deshalb durchaus nicht für ausgeschlossen, dass bei einer zweiten Offensive Amerika beigibt und sich bedingungslos auf den bisherigen S.S.S.-Standpunkt stellt. Taktisch halte ich es für richtig, wenn diese zweite Offensive erst erfolgt, nachdem ich von Ihnen über alle Punkte, die Sie im Abkommen zu ändern oder ihm beizufügen wünschen, orientiert worden bin. Eine zusammenhängende Behandlung aller pendenten Punkte zur gleichen Zeit ist einer zersplitterten Aufnahme von einzelnen Punkten vorzuziehen. Inzwischen dürften dann auch Ihre Vorstellungen bei der französischen und englischen Regierung, um die ich Sie in meinem Kabel Nr. 99 gebeten gabe, ihre Früchte getragen haben.

Angesichts der immerwährenden Verzögerungen ist Eile geboten. Ich hoffe daher auf Ihre baldigen Instruktionen. Wenn die viel heiklere Schiffsfrage einigermassen befriedigend gelöst werden kann, so darf wohl die Schweiz mit einer gewissen Ruhe der Zukunft ihrer Rohstoffversorgung, soweit sie von Amerika abhängt, entgegensehen.

350

E 2001, Archiv-Nr. 703

Le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Berne, H.R. Wilson, au Chef du Département politique, G. Ador

L Berne, 3 novembre 1917

Je viens de recevoir un télégramme du Secrétaire d'Etat dont le contenu, je crois, vous intéressera. Mon gouvernement m'informe que la Commission suisse, sur le point de partir pour l'Europe, laisse derrière elle une impression des plus favorables. Dues, à un large degré, aux sympathies naturelles qui existent entre les deux républiques, des relations cordiales se développaient de suite entre les membres de la Commission et les fonctionnaires américains, avec le résultat qu'un esprit franc et bienveillant ne cessait de régner dans toutes les conférences et les représentants de chaque pays reconnaissaient les difficultés auxquelles chacun faisait face.

On espère et croit qu'une solution prompte et satisfaisante des problèmes qui embarrassent les deux gouvernements sera bientôt obtenue, de telle façon qu'elle n'influence pas les mesures prises par les Etats-Unis pour la conduite de la guerre ou fasse violence à la politique neutre de la Suisse.

La Commission suisse a largement contribué à cet ajustement.

351

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Légation de Suisse à Pétrograd
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 57

Petrograd, 7. November 1917, abends

Es scheint, der Staatsstreich der Maximalisten könne als gelungen betrachtet werden.

Petrograd liegt vollständig in den Händen des hiesigen Sowjets, zu dessen Gunsten sich fast die ganze Garnison ausgesprochen hat.

Wie mir die französische Botschaft sagt, wurde das Ministerium Kerenski selbst von den Kosaken, deren Bedingungen nicht angenommen wurden, im Stiche gelassen (abandonné), und hat sich heute morgen aufgelöst. Kerenski selbst hat sich geflüchtet, indem er angab, er gehe nach der Front. Es sei eine Regierung Lenin/Trotzki in Bildung begriffen.

Abteilungen der Sowjet-Truppen besetzen die Stadt. Die Hauptverkehrsadern sind verbarrikadiert. Abends 10 Uhr hörte man in der Umgebung des Winterpalastes Gewehr- und Geschützfeuer.

352

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP n⁰ 28

Vienne, 7 novembre 1917

Les succès des armées impériales en Italie sont naturellement accueillis avec le plus grand enthousiasme[1]. Ce n'est que maintenant qu'on avoue les craintes sérieuses ressenties au sujet du sort de Trieste avant les derniers évènements; ils ont produit un grand soupir de soulagement. L'amour-propre austro-hongrois eût certainement préféré une victoire due aux seules armées de la double Monarchie, mais on n'est pas fâché, d'autre part, que les troupes de l'empereur Guillaume aient enfin dû entrer en contact direct avec l'armée italienne, la politique du prince de Bülow tendant à faire des concessions aux Italiens aux frais de l'Autriche ayant laissé subsister au fond des cœurs une certaine méfiance; on craignait un retour aux coquetteries germano-italiennes; maintenant que les Italiens et les Allemands ont échangé des coups il ne sera plus guère possible, se dit-on, au Gouvernement de Berlin de reprendre la politique de Bülow. Je crois qu'on éprouverait peu de plaisir ici à voir ce dernier revenir au pouvoir. Il ne saurait du reste plus être question de cessions territo-

1. *Référence à la bataille de Caporetto.*

riales à faire à l'ex-membre de la Triplice; le peuple autrichien entier s'y opposerait, l'Empereur y jouerait sa popularité. Ce dernier du reste marque, par sa présence à l'armée, qu'il ne se croit pas tenu à des ménagements vis-à-vis de son ancien allié, même après la libération du territoire autrichien; l'Impératrice, née princesse de Bourbon-Parme, qui a passé une grande partie de son enfance en Italie, va même le rejoindre. Dans un ordre du jour daté du 2 novembre l'Empereur rappelle à l'armée les précédentes guerres austro-italiennes, il évoque le souvenir de François-Joseph Ier, des archiducs Charles et Albrecht, du maréchal Radetzky, évocations peu appropriées à faire plaisir aux Italiens! Doit-on en conclure qu'on songe à la Hofburg à reconquérir les provinces perdues à Solferino et à Sadova? Je ne le crois pas. Certes le souvenir des beaux jours de Milan et de Venise, des temps où une branche des Habsbourg régnait à Florence est resté flottant dans quelques esprits comme un beau rêve envolé; pour le vieil Empereur défunt c'eût été une satisfaction toute spéciale de parcourir en vainqueur les plaines du Pô et de l'Adige, mais d'autre part le souvenir aussi des déceptions éprouvées jadis est trop vivant, le danger de s'attacher au flanc de nouvelles provinces «irredente» est trop évident pour que personne songe à courir pareille aventure. Tout ce que le *peuple* espère de ces brillantes victoires est un rapprochement du jour où pourra être signée la paix générale si ardemment désirée. Quant aux gens du gouvernement, je crois que c'est plutôt du côté de l'Albanie et des côtes de l'Adriatique qu'ils chercheront à tirer parti des défaites italiennes. C'est à dessein que je viens d'écrire paix *générale*, car si une paix séparée devait être conclue avec l'Italie, les armées de Charles 1er, on s'en rend bien compte ici, ne pourraient guère se croiser les bras et refuser leur concours à celles de Guillaume II sur d'autres champs de bataille, en France et en Belgique notamment. Après les services éminents rendus par les Allemands à leurs alliés de l'Est, refuser de les secourir à son tour serait non seulement ingrat mais pourrait même devenir dangereux; et pourtant un ancien diplomate autrichien me disait hier: «Für den Kampf an der flandrischen Front wäre unser Volk heute nicht mehr zu haben!»

On se rend bien compte ici que, sans le concours des troupes allemandes, il n'eût guère été possible d'atteindre les résultats étonnants obtenus jusqu'ici, mais on insiste d'autre part sur le fait que les plans de l'offensive sont dûs à l'état-major austro-hongrois. Aussi se montre-t-on quelque peu froissé – sans que toutefois la presse soit autorisée à faire mention de ces susceptibilités – des éloges que l'Empereur d'Allemagne, dans son télégramme de félicitations, adresse au maréchal de Hindenburg.

En général tout n'est pas miel et sucre dans les rapports entre les deux empires; ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de vous l'écrire, on est quelquefois impatienté ici de la supériorité affichée par les officiers et fonctionnaires allemands et la conduite des troupes du grand allié ont aussi donné lieu à des réclamations variées. C'est ainsi que, à la suite de nombreuses réclamations, les Allemands ont finalement dû consentir à désigner une commission d'enquête pour examiner les plaintes relatives aux *réquisitions* pratiquées en Transsylvanie. Un Autrichien, en qui je puis avoir toute confiance, me citait l'autre jour le cas d'un de ses amis, grand propriétaire en Bukovine, dont les terres ont été deux fois envahies par les Russes. Ces derniers non seulement n'ont rien pillé, mais ont au contraire ensemencé ses champs pour le compte du propriétaire. La récolte par contre a été faite par les Allemands qui l'ont

enlevée sans rien payer, pas même en bons. Des incidents de ce genre ne sont pas faits pour rendre les rapports plus cordiaux entre les alliés, mais c'est dans sa poche que l'Autrichien fait le poing et je ne saurais assez répéter qu'on aurait grand tort d'attacher une importance capitale à des frottements qui ne sauraient compromettre sérieusement la solidité de l'alliance austro-allemande.

Le manque de doigté des Allemands semble, d'autre part, ne pas avoir été sans influence sur la tournure que prend actuellement la question polonaise. Il avait été question de diverses combinaisons tendant à rattacher la Pologne russe, soit en entier soit en partie, avec une certaine autonomie, à l'empire d'Allemagne; mais cette combinaison a dû être abandonnée en raison de l'opposition irréductible des Polonais dont les Allemands se sont aliéné toutes les sympathies au cours de leur occupation d'une partie du pays. Etant donné que la Galicie aurait toujours eu la tendence de faire corps avec le Royaume de Pologne, le projet n'était pas sans danger pour la Double-Monarchie. Aussi en est-on revenu à la solution qui consiste à remettre la Pologne proprement dite à la maison de Habsbourg en y rattachant la Galicie. Nous ne connaissons pas encore les détails de ce qui semble avoir été décidé ces derniers jours dans les conférences de Berlin; il paraît certain cependant que l'empereur Charles doit être désigné comme futur roi de Pologne. Mais s'agira-t-il d'une union purement personnelle ou pense-t-on faire de la Double-Monarchie une Triple-Monarchie en rattachant la Pologne à l'Autriche-Hongrie au point de vue douanier, militaire et diplomatique de même manière que l'Autriche et la Hongrie sont liées l'une à l'autre? C'est ce qu'on ne sait pas encore, mais le comte Czernin venant de rentrer de Berlin, on ne tardera pas, je pense, à connaître les décisions prises, dans leurs grandes lignes au moins. Pour ma part je doute fort qu'on puisse consentir ici à une Pologne *absolument* autonome à laquelle on attribuerait la Galicie. J'ai déjà eu l'occasion de signaler à diverses reprises la grande importance de la Galicie pour l'Autriche dont elle est le principal réservoir en charbon, en pétrole, en céréales; on ne saurait sans danger la séparer de l'Empire. D'autre part la Hongrie a fait jusqu'ici une opposition violente à ce qu'on appelle vulgairement le *Trialisme*; elle craindrait d'être mise en minorité par les deux autres membres de l'association. Cependant je tiens de bonne source que cette attitude ne serait plus aussi prononcée qu'elle l'était sous le ministère Tisza; l'un des membres marquants du ministère actuel aurait même déclaré à mon auteur [2], déjà avant de faire partie du gouvernement, qu'on commençait à penser en Hongrie que la combinaison ne serait peut-être pas si mauvaise que cela parce que la Pologne serait sans doute plus disposée à faire bloc avec la Hongrie contre l'Autriche qu'à marcher avec cette dernière contre la politique de Budapest. Toujours le même personnage (d'origine polonaise d'ailleurs mais élevé en Autriche allemande et ancien diplomate) ne dissimule cependant pas les appréhensions que lui inspire le rattachement de la Pologne à la Monarchie danubienne. En effet – et ses craintes me paraissent plausibles – il se dit que, si l'Autriche appuie les aspirations polonaises, elle risque fort d'entrer en conflit avec l'Allemagne un jour ou l'autre; si elle a, au contraire, de grands égards pour les intérêts allemands ce seront les Polonais qu'elle se mettra à dos; or il ne faut pas oublier que la Pologne avec la Galicie auraient près de vingt millions d'habitants.

2. *Informateur.*

A titre *confidentiel* je puis vous dire que c'est entre le comte Czernin et M. de Kühlmann, lors de la visite de ce dernier à Vienne il y a une quinzaine de jours, qu'ont été jetées les bases de l'arrangement au sujet de la Pologne; le voyage de Czernin à Berlin a eu pour but principal d'obtenir sa ratification; l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, qui lui aussi appuyait ce projet comme apte à garantir la continuation des bonnes relations entre les deux empires, a été également appelé à Berlin; le Chancelier de l'Empire, enfin, semblait aussi gagné d'avance à cette politique. Ce qu'on ne savait pas encore il y a quelques jours, c'est dans quel sens se déciderait l'empereur Guillaume étant donné l'opposition manifestée jusque là par les militaires. Quant à l'empereur Charles Ier, quoiqu'il n'eût pas encore été appelé à ce prononcer officiellement, on pourrait admettre que ce n'aurait pas été sans son assentiment que son ministre des Affaires étrangères aurait entrepris de lui procurer la Pologne. Vous avez vu que Hindenburg et Ludendorff ont pris part aux conférences de Berlin à la fin desquelles l'empereur Guillaume a offert un déjeuner à Czernin et aux autres participants aux négociations. La presse viennoise étant autorisée à parler de la combinaison comme d'une chose à peu près en règle, on peut admettre que l'état-major allemand a renoncé à son opposition ou que l'Empereur a passé outre.

Je vous serais obligé de ne pas faire allusion aux détails ci-dessus (que je tiens de meilleure source) surtout vis-à-vis des représentants des puissances intéressées, attendu que j'ai promis de les considérer comme strictement confidentiels.

Au risque de passer pour voir des combinaisons machiavéliques partout je me permets la question suivante: en laissant la Pologne à l'Empereur d'Autriche, l'Allemagne ne poursuit-elle pas le double but de satisfaire l'Autriche d'une part et, d'autre part, de la compromettre en lui octroyant un accroissement de territoire et en lui enlevant ainsi le beau rôle du vainqueur désintéressé qu'elle s'est plu à jouer ces derniers temps?

353

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Berlin, R. Haab,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP Berlin, 7. November 1917

Ich will den heutigen Kurier nicht abgehen lassen, ohne in aller Kürze zu berichten, was ich in den zwei Tagen seit meiner Rückkehr aus Bern in Erfahrung bringen konnte.

Ich hatte heute den Besuch eines meiner neutralen Kollegen, der gewöhnlich sehr wohl unterrichtet ist. Dieser erzählte mir, dass nach Mitteilungen, die er erhalten habe, die Verhältnisse in der russischen Armee immer schlimmer werden. Die Mannschaften wollen nicht mehr in ihren Stellungen bleiben, und es trete vielfach geradezu eine Abwanderung nach Hause in die Erscheinung; man hege ernstliche Zweifel, ob es überhaupt möglich sei, nach Eintritt der rauhen Winterszeit noch eine einigermassen schlagfähige Armee zusammenzubehalten.

Diesem Geiste der Zersetzung sollen es denn auch die Deutschen zu verdanken haben, dass ihnen die Besetzung der Inseln im Meerbusen von Riga mit verhältnismässig sehr geringen Opfern (ca. 180 Mann an Toten und Verwundeten) gelungen sei.

Der erwähnte Kollege misst den Vorgängen in Italien für den Endausgang des Krieges zwar sehr grosse Bedeutung bei; jedoch werde auch Italien keinen Frieden schliessen können, weil es finanziell und wirtschaftlich, speziell mit Rücksicht auf die Versorgung mit Lebensmitteln, Kohle und Eisen, sich ganz in den Händen seiner Verbündeten befinde, in deren Macht es liege, das Land von heute auf morgen dem Hunger auszuliefern. An diesen Verhältnissen werde auch nichts ändern, wenn, was durchaus im Bereich der Möglichkeit liege, die Dynastie gestürzt werden sollte.

Auf dem Auswärtigen Amte, wo ich heute abend eine längere Unterredung hatte, wurde mir mitgeteilt, dass man in den nächsten Tagen auf dem italienischen Kriegsschauplatze noch erhebliche Erfolge erhoffe. Die Zahl der italienischen Gefangenen habe nach genaueren Ermittlungen 250000 überschritten. Dazu komme eine unermessliche Beute, ganz abgesehen von den Geschützen, auch von weiterem Kriegsmaterial aller Art, Kraftwagen, anderen Fuhrwerken, Eisenbahnmaterial, ungeheuren Mengen von Munition und ganz besonders auch von Nahrungsmitteln.

Mit Bezug auf die Schweiz, auf welche in Anknüpfung an meinen jüngsten Berner Aufenthalt die Rede kam, wurde mir wiederum versichert, dass man das vollste Vertrauen in die korrekte Haltung des Bundesrates habe und dass es im Wunsche Deutschlands liege, unser Land so gut als möglich und von woher dies immer geschehe, mit allem Nötigen versorgt zu wissen. Allerdings vertraue man aber auch darauf, dass die besonders von Amerika für die Schweiz in Cette ankommenden Waren auch wirklich und ausschliesslich der Schweiz zukommen, und es dürfe nicht geschehen, dass Frankreich aus Not in irgendeinem Zeitpunkte die Hand auf unsere dortigen Vorräte legen könnte.

Immer und immer wieder klingt in einem Untertone die Befürchtung durch, Amerika werde versuchen, an unsere Versorgung Bedingungen zu knüpfen, die nach und nach und gleichsam ohne dass man sich dessen bewusst werde, eine Beschränkung unserer Selbstbestimmung in sich schliessen.

Lediglich kuriositätshalber erwähne ich, dass man mir eine Depesche zeigte, welche dem Auswärtigen Amte dieser Tage aus Genf zugekommen ist. Darin heisst es, dass der Kanton Genf, der bis vor kurzem mit Nahrungsmitteln eher reichlicher versorgt gewesen als die übrige Schweiz, nunmehr einer der notleidendsten Kantone geworden sei, weil er landwirtschaftlich wenig erzeuge und aus der «Zone», auf welche er angewiesen sei, nichts mehr erhalte. Man höre deshalb auf der Strasse von einem Wunsche nach Besetzung durch Frankreich sprechen, eine Stimmung, welche durch die dortigen Franzosen und besonders die Internierten gefördert werde.

Ich sagte, man werde mir nicht zumuten, dass ich mir auch nur die Mühe gebe, eine solche Darstellung zu widerlegen, worauf mir Herr Unterstaatssekretär von dem Bussche sofort versicherte, dass er ebenfalls von der Unrichtigkeit dieser Meldung überzeugt sei; denn er hätte zu lange in Genf gelebt, um nicht einen ganz andern Begriff von der Mentalität der Genfer Bevölkerung zu erhalten.

Das Verhältnis, in welches der neue Reichskanzler zum Reichstage treten wird, hat sich noch nicht abgeklärt; im Gegenteil scheinen sich nach den heutigen Mel-

dungen neuerdings Schwierigkeiten der verschiedensten Art zu ergeben. Die sogenannten Mehrheitsparteien des Reichstages haben anfänglich dem Grafen Hertling einen sympathischen Empfang bereitet, weil sie der Auffassung waren, er werde nicht nur in der äusseren Politik (Verständigungsfrieden) ihre Auffassung vertreten, sondern auch mit Bezug auf ihr innerpolitisches Programm mit sich reden lassen. Hier scheint nun den Mehrheitspartien der Appetit mit dem Essen gewachsen zu sein, denn sie forderten eine noch stärkere Vertretung in der Reichsregierung und im Preussischen Staatsministerium. So wurde verlangt, dass der fortschrittliche Abgeordnete von Payer anstelle Helfferichs Vizekanzler und der Links-Nationalliberale Dr. Friedberg Vizepräsident des Preussischen Staatsministeriums werde. Nachdem Hertling Bedenken trug, diese Aspirationen ohne weiteres zu vertreten, wurde ihm sofort von einem Teil der Mehrheitspresse (das Zentrum verhält sich aus naheliegenden Gründen noch reserviert) in schroffster Weise gedroht, dass man ihm die Unterstützung entziehen und damit die Kanzlerkrise wiederum verlängern werde. Inzwischen hat Friedberg auf die Ernennung zum Vizepräsidenten des Preussischen Staatsministeriums verzichtet, «da von einzelnen Parteien weitere Wünsche in bezug auf Besetzung höchster Staatsämter gehegt werden, die keine Erfüllung finden konnten». Friedberg glaubt, durch seinen Eintritt in die Regierung keinen Nutzen mehr stiften zu können, «weil allein die Befriedigung dieser Wünsche die Schaffung einer arbeitsfähigen und zuverlässigen Mehrheit im Reichtstage gewährleistet hätte»! Friedberg schien also nur in die Regierung eintreten zu wollen, wenn von Payer Vizekanzler werde. Da man aber zu zögern scheint, Helfferich fallenzulassen, verzichtet er. Die Lage ist also neuerdings verworren, und es wird erst in den nächsten Tagen eine Abklärung zu erwarten sein.

Soviel ich gestern abend von einem Freunde Hertlings hörte, scheint er die Zuversicht nicht verloren zu haben; er sei guter Laune und mache trotz seines Alters einen sehr frischen Eindruck. Er liess mir sagen, er hoffe mich bald bei sich zu sehen; ich bin von München her mit ihm bekannt.

Nicht uninteressant ist, dass dem Vernehmen nach, der Kaiser am liebsten wieder Bethmann-Hollweg zurückberufen hätte.

354

E 2001, Archiv-Nr. 911

La Légation de Suisse à Washington
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 26

Washington, 10. November 1917

Unter der Leitung von Oberst House ist eine Blockadekommission der Vereinigten Staaten nach London abgereist und dort auch eingetroffen. Diese Tatsache ist bis jetzt nicht veröffentlicht worden, ist gegenwärtig aber kein Geheimnis mehr. Dieser Mission gehören auch die Herren McCormick und Dr. Taylor an, wovon ersterer Präsident und letzterer Mitglied des amerikanischen Kriegshandelsamtes

sind. Mit Dr. Taylor habe ich bis zu seiner Reise nach Europa ohne Ausnahme alle Fragen betreffend Ausfuhr nach der Schweiz behandelt und mit ihm die bezüglichen Unterhandlungen gepflogen.

Vom Kriegshandelsamt wird mir mitgeteilt, dass diese Herren keine Weisungen haben, in der Alten Welt direkte Unterhandlungen zu führen. Es erscheint mir aber als dringend angezeigt, dass Besprechungen sachkundiger Persönlichkeiten mit diesen Herren stattfinden. Diese Unterhandlungen sollten wenn möglich und angängig durch französische und englische Sachverständige unterstützt werden. Das amerikanische Kriegshandelsamt hat diese meine Ansicht gebilligt.

Über den Stand der Verhandlungen werden Sie durch den ausführlichen Bericht aufgeklärt werden, den Ihnen die schweizerische Kommission nach Amerika überbringen wird. Herr Dr. Taylor ist darüber auf dem laufenden, dass der Entwurf, den er mir vor seiner Abreise nach Europa übergeben hat, von mir als durchaus unbrauchbar gehalten worden ist. Anderseits hat er von der Redaktion meines Gegenentwurfes keinerlei Kenntnis. Es erscheint mir deshalb nicht als angezeigt, über redaktionelle und formelle Punkte Diskussionen zu eröffnen. Auf beiden Seiten wäre, glaube ich, die nötige Geduld dazu auch nicht vorhanden.

Was ich für wichtiger halte ist, dass McCormick sowohl als auch Dr. Taylor in dem Sinne bearbeitet werden, dass der gegenwärtig herrschende Zustand genehmigt werde und dass die Vereinigten Staaten von Amerika auf neue Einschränkungen nicht dringen werden. Als Hauptpunkte dieser Aufklärung nenne ich Exportbedingungen, Baumwollkontingent, Leder, Fleischkonserven, Einschränkung in der Verwendung von Maschinen und Ölen aus Amerika, Frage des Handels mit den nördlichen neutralen Ländern.

Die Herren sind beide liebenswürdig und haben für unser Land sympathische Gefühle. McCormick ist Politiker und beschäftigt sich wenig mit Detailfragen, während Dr. Taylor als Professor der Landwirtschaft ein gelehrtes Haus ist, dessen Temperament sich aber nicht sehr zu ruhiger grundsätzlicher Besprechung eignet. Die amerikanische Blockadekommission soll sich auch nach Paris begeben.

Die hiesigen Verhandlungen werden nächste Woche ihren Fortgang nehmen, worüber ich natürlich weiteres berichten werde.

355

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, G. Ador

Pétrograd, 28 octobre / 10 novembre
et 2 novembre / 15 novembre 1917

RP

Je suis bien arrivé à Pétrograd dans la nuit du 23 au 24 octobre (5 au 6 novembre), juste à temps pour assister à la nouvelle convulsion révolutionnaire qui vise à renverser le Gouvernement provisoire dont Kerenski est le Président. La journée du

24 s'est passée assez tranquillement, sauf une lutte à main armée à l'imprimerie du journal *Kapieika*, qui imprimait des proclamations au nom du Comité maximaliste révolutionnaire. Vers minuit des automobiles blindées commencèrent à circuler dans les rues; un peu plus tard l'agence télégraphique fut occupée par des soldats et des matelots bolcheviks; à 1 h. ½ ce fut le tour de la poste. Vers 7 h. du matin, le 25, l'imprimerie de la *Rousskaïa Volia* fut occupée par un détachement de soldats et de gardes rouges révolutionnaires; à 8 h. l'imprimerie *Birjarya Vedomosti* (Journal de la Bourse) fut également envahie. Vers 9 h. l'hôtel Astoria fut séquestré par les matelots et gardes rouges. A 9 h. 30 la Banque d'Etat fut occupée par un détachement de 70 matelots. D'autre part, à 9 h.½, un groupe de soldats du G.P. (Gouvernement Provisoire) se présenta à la *Rousskaïa Volia* et confisqua les feuilles socialistes qui s'y imprimaient.

De son côté, le Gouvernement Provisoire ne restait pas inactif. Il lança une proclamation, soit un appel au front, signé Konovalov, pour signaler les graves évènements qui venaient d'avoir lieu à Pétrograd, faire appel au patriotisme des troupes du front et soutenir le Gouvernement Provisoire. Cet appel se terminait ainsi: «Groupez-vous autour du Gouvernement Provisoire et des organes centraux de la démocratie révolutionnaire. Répondez avec décision à l'agitation traîtresse et faites cesser les désordres de l'arrière.»

Par ukase du Gouvernement Provisoire, Kichkine, membre du Gouvernement Provisoire, fut investi de pouvoirs exceptionnels pour le rétablissement de l'ordre dans la capitale et la défense de Pétrograd contre toute démonstration anarchiste d'où qu'elle vienne. Les autorités militaires et civiles lui doivent soumission.

Kichkine procéda aussitôt à des nominations et remplacements dans le commandement de la région militaire de Pétrograd.

A son tour, le Comité maximaliste révolutionnaire a publié trois appels. Le premier est adressé aux citoyens de la Russie: «Le Gouvernement Provisoire est destitué. Le pouvoir gouvernemental est passé aux mains du Comité maximaliste révolutionnaire, organe du Conseil Pétrogradois du D.O.S. qui se trouve à la tête du prolétariat et de la garnison de Pétrograd. La cause pour laquelle le peuple lutte: la propriété de la terre, le contrôle des ouvriers sur la production, la création d'un pouvoir des Soviets; tout cela est garanti. Vive la république des ouvriers, des soldats et des paysans!»

Le second appel, intitulé: «La Révolution a triomphé» est ainsi conçu:

«Toutes les gares, le télégraphe, la station du téléphone, la poste sont occupés. Le Palais d'Hiver, siège du Gouvernement Provisoire, et l'Etat-Major sont coupés du réseau téléphonique. Les bataillons d'attaque sont dispersés; les élèves des Ecoles militaires paralysés. Les automobiles blindées sont passées au Comité maximaliste révolutionnaire. Les Cosaques ont refusé de se soumettre au Gouvernement Provisoire.

«A Pétrograd, le pouvoir est entre les mains du Comité maximaliste révolutionnaire du Conseil Pétrogradois. Les soldats et les ouvriers qui se sont unanimement soulevés ont triomphé sans verser de sang. Le Gouvernement de Kerenski est renversé. Le Comité invite le front et l'arrière à ne pas se laisser prendre à la provocation et à soutenir le Conseil Pétrogradois et le nouveau pouvoir révolutionnaire qui immédiatement proposera une paix équitable, remettra la terre aux paysans et

convoquera la Constituante. Partout le pouvoir passe aux conseils locaux des D.O.S. et paysans.»

Le troisième appel est adressé au front et à l'arrière. Il est rédigé dans les mêmes termes que le second. A 10 h. le Palais d'Hiver, siège du Gouvernement Provisoire, fut isolé. Le Président Kerenski et le Gouvernement tentèrent de mettre de leur côté les forces nécessaires pour écraser l'insurrection bolchevique. Toutes les tentatives restèrent sans résultat, sauf auprès des élèves des Ecoles militaires (Junker) et un bataillon de femmes qui occupèrent le Palais.

A 4 h. du matin, Kerenski était venu à l'Etat-Major où se tint une conférence qui décida de demander du secours aux Cosaques. L'ordre fut envoyé au 1er, 4ème et 14ème régiments de Cosaques du Don de se présenter. Les Cosaques répondirent qu'ils consentaient à agir, mais sous condition d'une action simultanée de l'infanterie (par crainte des mitrailleuses); mais l'infanterie n'était pas du côté du Gouvernement Provisoire. Dans la matinée du 25 arrivèrent les matelots de Cronstadt sur quelques transports convoyés par le croiseur «Aurora», le «Zirda Hobodi» et deux torpilleurs. Ils accostèrent au Quai Nicolas. Dès que cette nouvelle fut connue, les troupes fidèles au Gouvernement Provisoire passèrent aux bolcheviks. A 11 h. du matin, Kerenski se rendit en automobile privée américaine à l'une des gares et partit pour une destination inconnue. Sa présence a été signalée depuis à Gatchina et à Tsarkoïé-Selo. A 18 h. des automobiles blindées du Comité maximaliste révolutionnaire sont arrivées sur la place du Palais, se placèrent à toutes les issues de la place et entrèrent en pourparlers avec les élèves des Ecoles militaires gardant le Palais.

A 18 h. le Prince Toumanov, adjoint du Ministre de la Guerre, fut arrêté sur la place du Palais. Au même moment deux cyclistes militaires se présentèrent à l'Etat-Major et proposèrent aux membres présents de leur «remettre» l'Etat-Major: en cas de refus, la forteresse et le croiseur «Aurora» ouvriraient le feu. Après quelques pourparlers, l'Etat-Major fut occupé par les matelots et la Garde rouge (ouvriers armés des usines).

Les banques avaient fermé dès 1 h. de l'après-midi, après avoir affiché que la fermeture était provoquée par la suspension des opérations à la Banque d'Etat.

Le Conseil des Cosaques a décidé de soutenir le Gouvernement Provisoire qui, jusqu'à la convocation de la Constituante, personnifie l'autorité légale. Certaines «sotnias» déclarèrent qu'au premier appel elles marcheraient sans condition pour le rétablissement de l'ordre; d'autres mettaient comme condition que l'infanterie prenne part aussi à la lutte.

A l'Etat-Major, la plus grande confusion a régné pendant la journée du 25. Une députation des Junkers (élèves des Ecoles militaires) s'étant rendue auprès de Kerenski pour demander des directions, le Chef du Gouvernement Provisoire leur répondit: «Comme Chef du Gouvernement Provisoire et comme Commandant suprême je ne sais rien de précis, je ne sais ce que sera demain, je ne puis donner aucune indication qui puisse vous aider dans votre décision. Mais comme vieux révolutionnaire, je m'adresse à vous, jeunes révolutionnaires, et vous demande de rester à vos postes et de défendre les conquêtes de la Révolution.»

Ce discours peu encourageant amena une certaine hésitation parmi les Junkers, qui ont cependant conservé les postes qu'on leur avait confiés.

Le Gouvernement Provisoire resta au Palais d'Hiver toute la journée du 25, dé-

clarant que, quoi qu'il arrivât, il n'en sortirait pas. Vers 7 h. du soir, le Palais d'Hiver fut coupé du monde extérieur et un siège en règle commença. Il fut attaqué par des troupes occupant la Place du Palais, et du côté du quai par le croiseur «Aurora». Comme défense il y avait quelques centaines de Junkers et un bataillon de femmes. A 1 h. de la nuit, on commença à bombarder le Palais du côté des bâtiments de l'Etat-Major, qui se trouvent sur la place.

A 2 h.½ de la nuit, la Palais fut pris, les Junkers furent désarmés et le bataillon des femmes se rendit également. Aucun des ministres, de même qu'aucun représentant des diverses fractions socialistes antibolcheviks ne s'y trouvaient plus.

Le 25 octobre a eu lieu la première séance du Comité de salut public, institué la veille par la Douma municipale. Etaient présents des Conseillers municipaux, des membres des Comités centraux exécutifs des Députés Ouvriers, Soldats, Paysans. Il a été rédigé une proclamation disant que le pouvoir démocratique réside dans le Comité de salut public créé par la Douma.

Le même jour, 25 octobre, le Préparlement fut dissout à la suite d'une irruption de soldats bolcheviks. Il fut en outre enjoint aux membres du Conseil de la République et aux journalistes d'avoir à quitter le Palais Marie (siège du Préparlement).

En somme, dans la journée et la soirée du 25 octobre, la situation était celle-ci: les bolcheviks étaient maîtres de la capitale, occupant le Palais d'Hiver, le Palais Marie, les postes, télégraphes et téléphones. Kerenski était hors de Pétrograd, s'efforçant de réunir des forces pour reprendre la ville aux bolcheviks; les autres membres du Gouvernement Provisoire étaient arrêtés.

Le 26, la situation ne s'est pas sensiblement modifiée. Vers le soir eut lieu à l'Ambassade d'Angleterre une conférence des chefs de mission, afin de discuter l'opportunité de mesures collectives, en vue de la protection des divers nationaux. Après des discours du Ministre belge Destrée, de l'Ambassadeur de France, du Ministre de Suède, Doyen des ministres, il fut décidé de ne rien faire, de laisser chaque chef de mission libre de s'adresser pour protection à l'endroit qu'il croirait préférable.

La première liste de membres du Pouvoir exécutif portée à la connaissance du public donnait les noms de neuf commissaires: M. Uritzki, aux Affaires Etrangères; M. Ritkov, Justice et Intérieur; M. Kliapnikov, Travail; Mme. Kollontaï, Bien Public; M. Riazanov, Commerce, communications et contrôles d'Etat; M. Kovrine, Marine; M. Muranov, Théâtres; M. Verbatov, Presse; M. Groman, Subsistances.

Ce premier groupement ne comprenait aucun des chefs du mouvement.

Dès le lendemain on publia la liste d'un Gouvernement maximaliste dans lequel figurent comme Président *M. Oulianov dit Lénine* et M. Trotski aux Affaires Etrangères. Lorsque ce dernier voulut prendre possession de son Ministère, il fit appeler M. Neratov, adjoint des précédents ministres et lui dit que le personnel était libre de rester ou de se retirer. M. Neratov alla rapporter cette proposition aux fonctionnaires du Ministère, assemblés dans une salle de réunion. Il revint rendre compte de sa mission et déclara que tous les fonctionnaires refusaient de continuer leur service. Dès lors et jusqu'à cette heure le Ministère est sans fonctionnaires. Il en est de même pour les autres ministères. Il s'en suit que tous les dicastères du Gouvernement ne fonctionnent plus et que les affaires sont complètement arrêtées.

Le premier décret du Président du Conseil des Commissaires, signé Vlad, Oulianov, Lénine, est daté du 27 octobre 1917. Il est ainsi conçu: «Au nom du Gouverne-

ment de la République, le Conseil des Commissaires du Peuple élu par le Congrès des D.O.S. (députés ouvriers, soldats) en participation avec les D.P. (députés paysans) décrète:

1. les élections à l'Assemblée constituante demeurent fixées au 12 novembre;

2. les Commissions préposées aux élections, les institutions locales indépendantes, les Soviets D.O.S. et P., les organisations des soldats sur le front doivent déployer toutes leurs forces pour assurer le libre et parfait fonctionnement des élections à l'Assemblée constituante pour l'époque fixée.»

Durant les journées de vendredi et samedi, les bruits les plus contradictoires circulaient au sujet du Généralissime Kerenski: tantôt on le disait à Tsarkoïé-Selo, à la tête de troupes appelées du front; on disait même que l'avant-garde était aux portes de Pétrograd, c'est-à-dire tout près de la gare de Tsarkoïé-Selo. Selon d'autres nouvelles, il avait dû rétrograder à Gatchina, n'étant pas sûr de l'esprit des troupes sous ses ordres.

Dans la journée d'hier, dimanche, des conflits sanglants eurent lieu sur différents points de la capitale. Les Junkers, derniers soutiens du Gouvernement Provisoire, s'étaient emparés de la station centrale du téléphone, à la Moiskaïa. Une poignée de ces jeunes élèves des Ecoles militaires s'étaient barricadés sur la rue, devant la station, avaient formé une barricade d'automobiles et de camions. Ils avaient accumulé des caisses sur le trottoir et de derrière cet établi ils échangeaient des coups de feu avec les marins d'Helsingfors qui apparaissaient à l'extrémité des rues avoisinantes, débouchant sur la Moiskaïa. Vers la fin de l'après-midi, les Junkers à bout de munitions et ayant en vain demandé du secours, trompés dans leur attente de l'entrée de Kerenski dans la capitale, ont cédé à la force. Les marins précipitèrent du toit plusieurs Junkers dans la cour et s'emparèrent des autres qu'ils emmenèrent prisonniers. On dit qu'ils ont été fusillés soit aux portes de la forteresse Pierre et Paul, soit à l'intérieur. Pendant ce temps, plusieurs écoles militaires se trouvant dans divers quartiers de la capitale et où se défendaient encore quelques compagnies de Junkers furent assaillies par les marins qui massacrèrent sans pitié ces jeunes défenseurs du Gouvernement Provisoire.

Le croiseur «Aurora» paraît avoir quitté les eaux de Pétrograd, mais d'autres bâtiments de guerre, venus de Finlande, ont pris sa place et sont ancrés près du pont Nicolas.

Cet après-midi, sous les fenêtres de la Légation, rue Gogol, une automobile qui circulait dans la rue fut arrêtée par des marins postés sous les portes des maisons voisines: trois Junkers qui se trouvaient dans l'automobile y furent assommés à coups de crosse par les marins et transportés dans la cour du Grand-Hôtel: deux d'entre eux qui respiraient encore furent achevés à coups de fusil. D'assez nombreux curieux assistaient impassibles à ce massacre.

Les journaux qui ont paru hier donnaient les nouvelles les plus contradictoires au sujet de Kerenski. Le journal *Russian Daily News*, qui se publie en anglais depuis quelques temps, reproduisait des nouvelles données par le journal *Volia Naroda* (journal de Gorki) fournissant les détails les plus circonstanciés sur la bataille de Pulkovo, avec indication des villages et localités occupés par les troupes de Kerenski, qui seraient arrivées à un village distant de six verstes de Pétrograd. Les Bolcheviks en retraite auraient subi des pertes importantes. Le journal bolchevik *Is-*

vestia déclarait au même moment que les troupes de Kerenski étaient en pleine retraite sur Gatchina.

M. Lardy a eu le courage d'aller hier soir s'assurer sur place de l'état des choses; utilisant une ligne de tramways qui s'avance assez loin dans la banlieue et cheminant ensuite sur la chaussée qui mène à Tsarkoïé-Selo. Il est parvenu jusqu'à l'emplacement indiqué par la *Volia Naroda* comme limite de l'avance des troupes de Kerenski. Il a interrogé des soldats isolés, cheminant sur la route, et a acquis la conviction qu'aucun combat n'avait eu lieu dans cette localité et que le récit de la *Volia Naroda* était inventé de toutes pièces. Ce matin, les journaux annoncent que les Bolcheviks ont pris Tsarkoïé-Selo et même Gatchina, et que le Comité militaire révolutionnaire a ordonné l'arrestation de Kerenski. Depuis avant-hier des protestations s'élèvent contre une plus longue effusion de sang et des pourparlers interminables sont engagés entre les partis socialistes non bolcheviks et ces derniers pour la formation d'un cabinet représentant tous les groupes socialistes, y compris les Bolcheviks. D'après les nouvelles de ce matin, l'accord serait imminent et on ne discuterait plus que sur l'attribution des portefeuilles. Le programme commun serait la répartition des terres aux paysans et les négociations de paix immédiates(!). La convocation des électeurs pour le 12 novembre paraît impossible en raison de la crise actuelle, du chômage des institutions qui a retardé les mesures préparatoires.

A Moscou, la situation est également très troublée. Si l'on en croit les nouvelles des journaux, le Kremlin, siège des Autorités, aurait été pris, repris plusieurs fois successivement par les troupes du Gouvernement Provisoire et par les Bolcheviks. A Kiev, il en est de même. Le Général Aledine aurait été promu dictateur dans les régions des Cosaques du Sud.

Mercredi 2/15 novembre

D'après les nouvelles données par les journaux parus ce matin, l'accord se serait fait entre les diverses fractions socialistes pour la formation d'un Ministère présidé par Tchernov et dans lequel le poste de Ministre de l'Intérieur serait confié au maximaliste Rykov. Le titulaire du Ministère des Affaires Etrangères ne serait pas encore désigné; d'après certains bruits, la Direction des Affaires Etrangères serait confiée à M. Martov. M. Trotski ne resterait pas à son poste de Ministre des Affaires Etrangères. M. Lounatcharski, maximaliste, fera probablement partie du nouveau cabinet comme Ministre de l'Instruction Publique.

Mercredi 6 h. du soir. Voici les dernières nouvelles publiées par le Journal *L'Entente* de ce soir.

Kerenski aurait été arrêté près de Gatchina. Un groupe d'hommes politiques en contact étroit avec l'Attaman des Cosaques, Kalédine, se serait formé à Moscou. Ce dernier aurait l'intention de combattre les Bolcheviks jusqu'au bout. L'imprimerie du Bulletin du Conseil des Députés Paysans aurait été mise à sac par la Garde rouge, qui aurait brûlé dans la rue tous les numéros trouvés à l'imprimerie.

Après le vote de la résolution des Bolcheviks portant que le Gouvernement doit être formé par le Conseil D.O.S., complété par les représentants du Conseil des Députés Paysans, de l'Union des Cheminots et de toutes les unions professionnelles, un amendement des socialistes révolutionnaires de gauche, disant que la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée est indispensable, a été rejeté par une grosse majorité. Par ordre du Comité de Guerre révolutionnaire, la Garde rouge de

Pétrograd devait partir comme renfort à Moscou, où la lutte continue; mais l'Union des Cheminots a refusé d'opérer le transport de la Garde rouge à Moscou.

Par ordre du Comité de la guerre révolutionnaire, ce matin auraient été arrêtés les Comités des Cheminots de la Ligne Nicolas et de la Ligne Moscou–Windaw–Rybinsk.

Le Journal *Pravda* (Bolcheviks) publie le communiqué suivant du Comité de la Guerre révolutionnaire: «Défaite définitive de Kerenski. Les troupes de Kerenski sont battues; tout son Etat-Major, avec le Général Krasnov et Voïlinski est arrêté. Kerenski, après s'être déguisé en matelot, aurait pris la fuite. Les Cosaques ont passé du côté des troupes révolutionnaires et ont l'ordre d'arrêter Kerenski pour le remettre aux mains du Comité Révolutionnaire de Guerre. La Révolution triomphe.»

Dans la journée d'hier, la majorité des banques étaient fermées pour cause de grève. Cette mesure avait été prise par le Syndicat de l'Union professionnelle des Employés de Banque en réponse à la menace du Gouvernement Bolchevik qui avait ordonné l'arrestation du Directeur des Banques, et des membres de la Direction, s'ils n'ouvraient pas les établissements aux heures habituelles de 10 h. à 2 h. ½. Hier soir, le Syndicat de l'Union professionnelle des Employés de Banque s'est réuni à nouveau. L'Assemblée fait remarquer que quelques banques ont ouvert leurs portes malgré la décision. La discussion ayant été ouverte sur la question de la continuation de la grève ou de la reprise du travail, la majorité des représentants des banques se prononce pour la réouverture. En conséquence, la Banque de l'Etat et les banques privées ont ouvert leurs services de 11 h. à 1 h. Toutefois si la menace du Gouvernement devenait une réalité et si un commissaire se présentait dans une banque quelconque, soit pour le contrôle des opérations, soit pour l'arrestation de la Direction, immédiatement et en parfait accord, tous les employés des banques de la place se mettront en grève.

Les réserves de l'Intendance, grâce auxquelles on a pu fournir ces jours derniers du pain à la population, sont sur le point d'être épuisées.

Le ravitaillement de la capitale, menacée par l'épuisement des réserves et par une grève imminente des cheminots, paraît donc très compromis.

Je termine ici ce lamentable exposé, afin que cette lettre puisse partir par le courrier de demain.

P.S. L'exode de la colonie suisse continue. Nous recevons tous les jours des demandes pour obtenir l'autorisation de passage par l'Allemagne.

356

E 2001, Archiv-Nr. 911

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n⁰ 81

Bern, 13. November 1917, 21 Uhr

Volkswirtschaft teilt auf Ihre Depesche Nummer 26[1] weiter mit, was folgt. Wir sind versucht, Ihre Mitteilungen ziemlich pessimistisch zu beurteilen. Darnach läge also unannehmbarer Vertragsvorschlag amerikanischer Regierung vor. Wenn wir richtig verstehen, sind Ihre Gegenvorschläge noch nicht akzeptiert. Konferenz mit Taylor Cormick scheint nicht viel zu versprechen. Angesichts der vollständigen Sistierung der Ausfuhr aus Amerika nach der Schweiz während mehrerer Monate wird Lage äusserst kritisch. Deutschland fragt, ob Sicherheit besteht, dass Waren, die einstweilen von Amerika abgehen, tatsächlich nach der Schweiz gelangen und ob nicht Gefahr besteht, dass sie in Frankreich zurückgehalten werden. Für den letzteren Fall erklärt Deutschland, die Offenhaltung von Hafen Cette und Schonung unserer Transporte sei schwierig, zumal die Marine stets versucht ist, Aufhebung der Freizone um Cette zu beantragen. Nach zuverlässigen Berichten sollen Schwierigkeiten der Entente in Russland und Italien eine neue Verschärfung der Blockade zur Folge haben, wodurch, wie dargelegt, Lage der Schweiz sehr kritisch würde. Wir werden Delegation bestimmen, um mit amerikanischer Mission in Paris in Verkehr zu treten. Bitten um Ihren sofortigen telegraphischen Bericht, ob nach Ihrem Urteil wirklich Aussicht auf Regelung der Verhältnisse mit Amerika auf Basis derzeitiger Situation besteht und bis wann Ihres Erachtens Übereinkommen abgeschlossen werden könnte, längere Verzögerung wäre verhängnisvoll. Frankreich und England ersuchen uns beide separat um wesentliche Valutakredite, die wir vom effektiven Wareneingang abhängig machen müssen. Bezügliche Verhandlungen können erst durchgeführt werden nach Abklärung des Verhältnisses zu Amerika. Bitten dringend, bei Regierung auf unhaltbare Lage der Schweiz, die sich täglich verschlimmert, hinzuweisen. Getreidebüro erklärt Weizeneinkäufe bis jetzt aus neuer Ernte unmöglich, dagegen teilte französischer Minister Deputiertenkammer mit, dass Alliierte schon grosse Mengen Weizen aus neuer Ernte erhalten hätten. Zu beliebiger Verwendung teilen wir mit, dass amerikanischer, in Schweiz domizilierter Arzt durch Berechnung nachgewiesen, dass Lebensmittelzufuhr während der Kriegsperiode aus Zentralmächten nach der Schweiz in Kalorien umgerechnet mindestens Lebensmittelsausfuhr aus Schweiz nach Zentralmächten aufwiegt. Diese Berechnung wurde hiesiger amerikanischer Gesandtschaft mitgeteilt, die sie Washington weitergegeben hat. Wir lassen selbst Berechnung nachprüfen, halten aber angegebenes Resultat als durchaus richtig.

---

1. *Cf. n⁰ 354.*

357

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3

La Légation de Suisse à Pétrograd
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n⁰ 74

Pétrograd, 25 novembre 1917

Samedi soir. Le Commissaire des Maximalistes aux Affaires Etrangères Trotski a remis hier aux représentants des six pays neutres de l'Europe à Pétrograd une note par laquelle il donne connaissance des propositions qu'il a faites aux Ambassadeurs de l'Entente concernant un armistice et la paix. Dans cette note il nous demande la transmission officielle de cette proposition non aux gouvernements neutres, mais aux gouvernements des puissances centrales. Dans cette note nous sommes encore priés d'informer l'opinion publique des pays que nous représentons des dispositions qu'a prises le Gouvernement des Soviets qui compte sur l'appui des grandes masses ouvrières des pays neutres dans sa lutte pour la paix. Comme les opinions de mes collègues sont divergentes en ce qui concerne l'attitude qu'ils comptent prendre à l'égard de cet essai de nouer des relations diplomatiques, nous nous sommes décidés à discuter cette question demain. Dans le cas où il n'y aurait pas unanimité pour un simple accusé de réception, nous nous déciderons d'attendre vos instructions. Le Gouvernement désire fortement une réponse immédiate pour son autorité morale. Cette réponse immédiate disposerait favorablement le Gouvernement et faciliterait beaucoup les démarches que nous devons entreprendre en faveur de nos compatriotes. Par contre cette réponse risquerait de recevoir une interprétation défavorable à l'Entente. La reconnaissance officielle du nouveau pouvoir a été refusée jusqu'à présent par le Sénat dirigeant. Il y a toujours grève du personnel des administrations. L'Etat-Major Mohilev cherche à former un ministère de coalition avec Tchernov. Le Commissaire maximaliste des Affaires Etrangères a publié un télégramme concernant les accords secrets conclus par l'Entente.

358

EVD KW Zentrale 1914–1918, 6–8

Le Département de l'Economie publique
au Ministre de Grande-Bretagne à Berne, H. Rumbold

Copie
N

Berne, 26 novembre 1917

Le Gouvernement de Grande-Bretagne s'est adressé par l'intermédiaire de Votre Excellence au Département suisse de l'Economie publique, en vue d'obtenir de la part de la Suisse l'ouverture d'un crédit mensuel de 12 millions et demi qui serait accordé pour la durée de dix mois, porterait intérêt sur le pied de 5% l'an, en plus d'une commission de 1½ au maximum, et serait remboursable dans dix ans. En échange,

le Gouvernement britannique offre à la Suisse les facilités qui lui ont été accordées jusqu'à maintenant pour l'affrètement de bateaux et certaines concessions touchant l'importation en Angleterre de marchandises suisses dites de luxe.

Après avoir examiné d'une manière approfondie la question soulevée par Votre Excellence, le Département suisse de l'Economie publique se permet de rappeler que dans le préambule de l'arrangement conclu le 29 septembre 1917[1] avec le Gouvernement français, le Conseil fédéral s'est déjà déclaré prêt en principe à accorder aux Gouvernements alliés des crédits qui devraient être en rapport direct avec l'importation des marchandises nécessaires au ravitaillement du pays. Le Département de l'Economie publique est disposé à discuter la question des crédits séparément au lieu de conjointement avec le Gouvernement de Grande-Bretagne et le Gouvernement français, si cette manière de procéder est désirée. Aujourd'hui encore il se déclare prêt à faire ouvrir de pareils crédits dans la mesure du possible et à des conditions à fixer.

Toutefois, le Département de l'Economie publique doit faire remarquer que ce n'est pas sans hésitations et sans scrupules qu'il envisage cette opération. En effet, l'état actuel du change ne constitue nullement la preuve d'une abondance d'argent en Suisse; la situation peut changer d'un moment à l'autre, si les conditions de la vie économique du pays devaient se modifier et si les exportations de la Suisse devaient être limitées. D'autre part, les ressources d'un petit pays étant naturellement modestes, la somme à avancer ne saurait dépasser une certaine limite. Or, le Gouvernement français ayant manifesté le désir d'obtenir de nouveaux crédits mensuels, la somme de 12 millions et demi proposée par le Gouvernement britannique paraît beaucoup trop élevée. Tout en faisant également des réserves quant aux intérêts et à la commission proposés – la question devra être résolue par des financiers – le Département de l'Economie publique se permet de déclarer qu'il ne pourrait s'agir que d'un crédit remboursable dans 2½ ans ou dans 3 ans au plus tard.

Ainsi que cela a déjà été exposé de vive voix, tout accord comportant de la part de la Suisse l'ouverture d'un crédit suppose de la part de l'autre partie contractante certaines prestations offrant une très grande importance pour le ravitaillement de la Suisse. En outre, l'accord doit stipuler que le crédit accordé se réduit dans la mesure où ces prestations ne sont pas exécutées. Les conditions auxquelles la Suisse pourrait ouvrir un crédit au Gouvernement britannique sont examinées par une commission d'experts qui n'a pas encore terminé ses travaux. Toutefois, il est d'ores et déjà évident que la question de l'affrètement de bateaux est au premier plan. Pour ne pas se voir privée des marchandises qui lui sont indispensables, la Suisse doit posséder des garanties quant à l'affrètement de bateaux. Le Département de l'Economie publique prend note avec une grande satisfaction du fait que la Légation de Grande-Bretagne paraît elle-même prête à envisager une relation entre l'affrètement de bateaux et l'utilisation des crédits. Etant donné les condition actuelles qui empirent pour ainsi dire de jour en jour, la Suisse ne voit pas la possibilité d'affréter les bateaux nécessaires au transport des marchandises qui lui sont indispensables, sans l'appui effectif de la Grande-Bretagne. Il s'agit d'un tonnage relativement modeste, soit 70000 tonnes par mois, à condition bien entendu que les achats de blé aux

1. *Non reproduit. Cf. aussi n° 344.*

Etats-Unis soient possibles. Ce tonnage devrait être assuré à la Suisse. C'est pourquoi le Département de l'Economie publique, d'accord avec le Conseil fédéral, prie le Gouvernement de Grande-Bretagne de donner une nouvelle preuve de son ancienne amitié pour la Suisse, en lui procurant le tonnage indispensable à la vie de sa population. Le Département est évidemment prêt à examiner toute autre solution que pourrait lui proposer le Gouvernement britannique, pourvu que cette solution garantisse d'une manière quelconque le tonnage indiqué. Cette question du tonnage est extrêmement importante et même urgente pour la Suisse, car ses provisions se réduisent rapidement. Une crise paraît inévitable, si les conditions ne s'améliorent pas pour elle en ce qui concerne l'importation des marchandises et l'affrètement des bateaux.

359

E 2200 Paris 1/1435

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T modifié n° 90 Paris, 26 novembre 1917, 17 h

La Conférence interalliée sera ouverte après-demain mercredi. Hier samedi et aujourd'hui lundi, les Américains ont eu avec la Commission des Contingents quelques entretiens préparatoires. L'Entente demande aux Etats-Unis de n'accorder à la Suisse aucun contingent en dehors de ceux déjà déterminés par elle pour la S.S.S. Cela revient à dire que les Alliés veulent que l'Amérique travaille en union complète avec eux et désigne elle aussi un délégué dans la commission précitée. D'ailleurs partout on assure à Grobet que les Alliés sont bien décidés à ce que la Suisse n'ait pas à souffrir par leur fait d'une insuffisance de ravitaillement.

360

E 2200 Paris 1/1435

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T modifié n° 100 Paris, 27 novembre 1917, 23 h

Je vous confirme mon télégramme 96 [1]. Je viens d'avoir un long entretien avec MM. Taylor et McCormick, accompagnés de Dresel (de la Légation des Etats-Unis en Suisse). Ces messieurs ont eu au sujet de notre ravitaillement les meilleures inten-

1. *Non reproduit.*

tions; ils n'ignorent pas nos besoins et souhaitent voir l'accord se faire à la satisfaction générale. La délégation américaine a pleins pouvoirs pour discuter et trancher sur les points non encore liquidés du projet de notre Légation de Washington. Devant rentrer le plus tôt possible dans leur pays, les délégués quitteront Paris samedi soir ou dimanche. Il leur est donc impossible de faire le détour de Berne. Veuillez envoyer d'urgence un mandataire ayant pleins pouvoirs ou autoriser Grobet à traiter. Dans la séance de cet après-midi, à ce que m'assure M. Seydoux, on examina très sérieusement la position de la Suisse et tous les participants, y compris les Américains, affirmèrent leur volonté de maintenir notre ravitaillement, sans exiger pour cela que nous cessions tous rapports avec les Empires Centraux. On entend donc nous laisser le bénéfice de notre situation présente, morale et économique.

Contrairement à l'opinion des Américains. Seydoux ne croit pas à la possibilité d'aplanir immédiatement toutes les divergences que soulève le projet Sulzer [2], mais aussitôt que le gouvernement suisse en aura accepté le principe, les Alliés demanderont que les Etats-Unis nous envoient immédiatement plusieurs navires de céréales.

2. *Non reproduit. Cf. aussi n° 349.*

361

EVD KW Zentrale 1914–1918/1+2

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance de la Délégation du Conseil fédéral aux Affaires étrangères du 26 novembre 1917 [1]

Copie Bern, 28. November 1917

Traktanden: Entgegennahme des Berichtes der Spezial-Mission.

Herr Bundesrat Ador ersucht die Spezial-Mission, über ihre Tätigkeit in den USA der Delegation für auswärtige Angelegenheiten zu referieren. Er dankt den Herren für die grosse Arbeit, die sie durch die Übernahme der Mission im Interesse des Landes geleistet haben. Seit ihrer Abreise von Amerika haben sich die Verhältnisse allerdings geändert und leider nicht in günstigem Sinne, aber es ist doch wichtig, die Eindrücke kennenzulernen, welche die Herren aus den USA mitgebracht haben.

Herr Syz erstattet im Namen der Mission Bericht. Er erwähnt zunächst die Gründe, welche zur Entstehung der Mission Veranlassung gegeben haben. Die Mission hatte die Aufgabe, sich in den USA mit Amtstellen, mit der Presse und mit einflussreichen Persönlichkeiten in Verbindung zu setzen, um aufklärend zu wirken und die dort herrschende Stimmung, die den Neutralen im allgemeinen, und der

1. *La Délégation du Conseil fédéral aux Affaires étrangères a été instituée à la suite de la démission du Conseiller fédéral A. Hoffmann et est composée de E. Schulthess, F. Calonder et G. Ador. Cf.* E 1004 1/265, n° 1590.
Assistaient aussi à cette séance les membres de la mission suisse aux Etats-Unis, J. Syz, W. E. Rappard et W. Stämpfli, ainsi que A. Eichmann et W. Bleuler.

Schweiz im besondern, nicht gerade günstig waren, zu beeinflussen. Die Verhandlungen mit den politischen Behörden blieben, wie ausdrücklich festgestellt worden war, unserer Gesandtschaft vorbehalten. Wir reisten am 20. Juli ab, zusammen mit Herrn Minister Sulzer, und kamen am 15. August in New York an. Wir hatten dort sofort Gelegenheit, mit den Spitzen der Schweizerkolonie zusammenzutreffen. Dies war der Erfüllung unserer Aufgabe in mancher Beziehung förderlich. Wir wurden sodann von Lansing und Wilson empfangen und legten ihnen die wirtschaftlichen Verhältnisse der Schweiz dar, insbesondere auch die Wandlungen, die bezüglich unserer Versorgung mit Nahrungsmitteln und Rohstoffen durch den Krieg hervorgerufen worden sind. Wir sprachen von der historischen Entwicklung unserer Neutralität und von der für unser Land bestehenden Notwendigkeit, neutral zu bleiben. Wir wiesen auch auf die Gleichartigkeit der politischen Institutionen der Schweiz und der USA, die gemeinsamen Interessen der Länder und auf die Tatsache hin, dass die Schweiz die Wilsonsche Idee von einem allgemeinen Staatenbund in gewissem Sinne und in verkleinertem Massstabe bereits realisiert habe.

Wir appellierten in Hinsicht auf die Verproviantierung unseres Landes an die Unterstützung des Präsidenten.

Wilson antwortete eingehend, indem er sozusagen Punkt für Punkt erörterte. Er betonte, dass die USA ein grosses Interesse daran hätten, dass die von ihnen der Schweiz gelieferten Waren nicht den Zentralmächten zugute kommen. Er verstehe unsere eigenartige Lage und werde für die Schweiz alles tun, was unter den gegenwärtigen Verhältnissen in seinen Kräften liege. Es werde Sache der ihm unterstellten Organe sein, genau zu prüfen, welches unsere tatsächlichen Bedürfnisse sind. Die USA seien bereit, der Schweiz die Deckung ihres Bedarfes zu ermöglichen, unter Vorbehalt der eigenen Bedürfnisse und derjenigen der Alliierten. Man habe in Amerika grosse Sympathien für die Schweiz und werde ihr besonderes Entgegenkommen beweisen.

Diese Äusserungen des Präsidenten haben uns ermutigt. Von einer amerikanischen Persönlichkeit erfuhren wir später, Wilson habe die Spezial-Missionen der übrigen neutralen Staaten nicht mit der gleichen Freundlichkeit empfangen wie die schweizerische.

Was man in Amerika vielfach nicht verstand, war die von uns stets betonte Notwendigkeit, neutral zu bleiben; ferner unsere Lieferungen an die Zentralmächte, die Vorschüsse, die wir Deutschland für die Kohlenlieferungen gewährten, endlich der Fall Ritter und die Vorgänge bei unserer Gesandtschaft in Petersburg. Überdies bestand etwas die Tendenz, alle Neutralen in *einen* Tiegel zu werfen.

Wir suchten nach Möglichkeit aufzuklären und setzten zunächst bei der Presse an, durch Besprechungen mit Pressevertretern und Entgegnungen auf Zeitungsartikel.

Nach dem Empfang bei Wilson begannen wir unsere Tätigkeit in Washington, jeder von uns in dem Kreise, in dem er wirken konnte. Wir waren sodann in Chicago, Boston, Springfield und Philadelphia tätig und kehrten je nach Bedürfnis nach Washington zurück.

Wir konnten konstatieren, dass der Ton der Presse allmählich freundlicher wurde. Man nahm unsere Artikel ohne weiteres auf und enthielt sich jedes unfreundlichen Kommentars.

Neben dieser Tätigkeit wurde in Washington verhandelt zum Zwecke der Erwirkung von Ausfuhrbewilligungen. Diese Verhandlungen wurden von Minister Sulzer geführt, teilweise unter Beiziehung einzelner Mitglieder der Spezial-Mission.

Herr Sulzer richtete seine Anstrengungen zunächst darauf, die USA dazu zu bewegen, den Vereinbarungen der S.S.S. beizutreten. Die Amerikaner erklärten jedoch, sie könnten sich darauf nicht einlassen, sondern müssten unabhängig von dem, was die Entente mit der Schweiz vereinbart hat, vorgehen.

Diese Verhandlungen fanden statt mit dem *Export Administrative Board,* welches später in *War Trade Board* umgetauft wurde. Präsident dieses Amtes ist McCormick; verhandelt wurde meist mit Dr. Taylor.

Taylor versprach, auf Grund dieser Verhandlungen ein Exposé aufzustellen. Nach langem Warten und wiederholtem Reklamieren gelangte die Gesandtschaft in den Besitz desselben. Es wich aber in wesentlichen Punkten von dem ab, was mündlich abgemacht worden war. Herr Sulzer erklärte, er könne dieses Elaborat nicht an seine Regierung senden. Schliesslich haben wir es dann mit nach der Schweiz zurückgebracht. Als wir nach Washington kamen, war die Gesandtschaft etwas desorganisiert, weil das Personal zuwenig zahlreich war und eine eigentliche Übergabe der Geschäfte durch Herrn Ritter an Herrn Sulzer nicht hat stattfinden können. Herr Sulzer hat dann mit grosser Energie eingegriffen und reorganisiert. Obschon es mir nicht zukommt, über die Geschäftsführung des Herrn Minister Sulzer ein Urteil abzugeben, möchte ich doch sagen, dass die Schweiz sich gratulieren darf, ihn unter den heutigen Verhältnissen als diplomatischen Vertreter in Washington zu haben.

Auch das Konsulat in Chicago, das gegenwärtig nicht besetzt ist, wird gut verwaltet durch den Stellvertreter des Konsuls. Die Frage der Remuneration spielt hier, wie übrigens auch bei der Gesandtschaft, eine Rolle. Man sollte hier ein mehreres tun.

Bei Herrn Minister Sulzer kamen wir an einem Abend auch mit Herrn Stovall, dem amerikanischen Gesandten in Bern, zusammen. Stovall sprach sich sehr freundlich über die Schweiz aus; er erklärte, er werde beim Präsidenten Wilson und bei Dr. Taylor für uns wirken.

Bevor wir zurückkehrten, haben wir um eine Abschieds-Audienz bei Lansing nachgesucht. Sie fand am 25. Oktober statt. Lansing empfing uns freundlich, aber die Audienz war sehr kurz. Sodann verabschiedeten wir uns von den Beamten des Auswärtigen Amtes. Wir äusserten den Wunsch, auch noch beim Präsidenten Wilson uns verabschieden zu dürfen. Wilson empfing uns am 1. November. Wir drückten ihm unseren Dank aus und zugleich die Hoffnung, dass die ausführenden Stellen die guten Dispositionen des Präsidenten der Schweiz gegenüber in die Tat umsetzen werden. Wilson äusserte seine Befriedigung darüber, dass wir überall gute Aufnahme gefunden haben, und wiederholte seine früheren Zusicherungen.

Herr Rappard hatte am Vormittag des 1. Novembers eine längere Privataudienz bei Wilson.

Wir sind am 3. November von New York abgereist und kamen am 12. November in Bordeaux an. In Paris mussten wir wegen Grenzsperre bis zum 20. dieses Monats warten.

Die Verhandlungen mit den Amerikanern leiden in hohem Masse darunter, dass

der Verwaltungsapparat nicht immer gut funktioniert. Die Leiter der neu geschaffenen Amtsstellen haben oft nicht die nötige Sachkenntnis.

Von der Abreise von Dr. Taylor nach Europa wurde der Gesandtschaft keine Mitteilung gemacht. An einem schönen Tage hiess es einfach, er sei verreist. Erst in Paris vernahmen wir, dass er als Mitglied der Mission von Oberst House nach Europa gereist sei.

Herr Bundesrat Ador dankt Herrn Syz für seine Ausführungen und ladet die beiden andern Mitglieder der Mission ein, sich ebenfalls auszusprechen.

Herr Professor Rappard referiert über seine spezielle Tätigkeit:

Die Tätigkeit der Mitglieder der Mission war mehr eine individuelle als eine kollektive.

Herr Dossenbach, der Vertreter der SBB in New York, der viel dazu beiträgt, die Schweiz in Amerika bekannt zu machen, beklagt sich, dass er zuwenig auf dem laufenden gehalten werde.

Es besteht in den USA ein gewisser Gegensatz zwischen dem Staatsdepartement und dem Ernährungsamt. Letzteres urteilt rein nur vom Standpunkt der Inlandsversorgung aus. Es macht dem Staatsdepartement und sogar dem Präsidenten Wilson gelegentlich Opposition, wenn diese Stellen den Neutralen entgegenkommen wollen. Dies musste zum Beispiel auch Nansen, der Chef der norwegischen Spezial-Mission, erfahren, dem Präsident Wilson besondere Versprechungen gemacht hatte.

Ich hatte Besprechungen mit Lansing, Roosevelt und Oberst House. Letzterer ist der besondere Vertrauensmann von Wilson und hat eine einzigartige Stellung [2]. Ich

---

2. *Dans son journal Rappard relate la rencontre avec le colonel House de cette façon: L'événement du jour [il s'agit du 27 septembre 1917]* est une conversation de 10 minutes que j'ai eue ce matin avec le colonel House. Il m'avait faire dire par Lippmann qu'il me verrait aujourd'hui, jeudi, et qu'il me fixerait mon heure. Ne recevant rien, je me suis rendu chez lui, 115 East 53rd Street. Maison d'appartement dans une rue tranquille. Je le rencontre dans l'ascenseur et lui remets la lettre de Lippmann et ma carte. Il me prie de monter et m'introduit au salon, puis disparaît. Salon meublé avec goût et élégance. Beaucoup de livres. Je remarque Baedeker en anglais de tous les pays d'Europe, entre autres de la Suisse. Au mur grande photographie du Président: «with affectionate regard, Woodrow Wilson».

»Après quelques minutes, House reparaît et me conduit dans son Cabinet de travail. Pièce moyenne, tapissée de livres. Table de travail couverte de papiers. Il se met devant sa table, à contrejour. Moi, je suis dans un excellent fauteuil, en face de la fenêtre dont il me sépare.

»Je commence par lui demander dans quelle mesure Lippmann l'a déjà renseigné sur mes vues. Il me répond très peu, quoique la suite de la conversation semble plutôt indiquer le contraire. Je parle alors pendant 5 à 8 minutes. Il m'interrompt rarement et mes efforts pour connaître son opinion ne sont pas très heureux. Cependant, il me dit qu'il a été en Suisse depuis la guerre. C'est même le seul pays neutre qu'il ait visité. Il a tenu à n'y voir personne sauf des Américains dont il ne cite que Stowell (ou Stoval) et Penfield, l'ancien ambassadeur à Vienne. Il ignore jusqu'au nom d'Herron.

»Il m'écoute très bien et avec une sympathie et une confiance visibles. Il me dit qu'il verra Wilson la semaine prochaine, qu'il lui soumettra mes vues et – il le dit deux ou trois fois – qu'il me secondera cordialement. Il me prie de lui remettre un memorandum. «It won't go further than the President. Nobody than he and I will see it.» J'accepte et lui demande ses désirs quant aux dimensions. «Very short, less than two pages. I will elaborate your idea.» Il me dit que je dois mentionner mon idée d'une déclaration à propos de l'entrée en ligne des Américains et au sujet de la neutralité. Je lui dis: «mais ça c'est une idée qui ne m'est venue qu'accidentellement et il ne me paraît pas convenable

habe ihm ein Memorial betreffend die Politik der Schweiz übergeben und bin jetzt noch in ständigem Kontakt mit ihm.

Im grossen ganzen herrscht in Amerika grosse Unkenntnis über die schweizerischen Verhältnisse.

Im Staatsdepartement wurde mir mitgeteilt, man bereite eine Erklärung betreffend der schweizerischen Neutralität vor.

Wilson versprach mir, das Möglichste für die Schweiz zu tun. Ich habe den Eindruck, dass es in Amerika ein gewisse Bewegung gibt, die Neutralen kurzzuhalten, wegen der ungünstigen Ergebnisse, welche die Bestandesaufnahme über das Getreide ergeben hat.

Wilson sprach von seiner Idee der künftigen Société des Nations. Er meinte, die Schweiz werde auf jeden Fall nicht angegriffen, ob sie nun dieser Staatengesellschaft beitrete oder nicht. Der gegenwärtige Krieg ist nach seiner Auffassung aus wirtschaftlichen Motiven entstanden. Er steht auf dem Standpunkt, dass, wenn Deutschland militärisch nicht besiegt werden kann, es wirtschaftlich bezwungen werden müsse.

Mein Eindruck geht dahin, dass man in Amerika der Schweiz aufrichtiges Wohlwollen entgegenbringt. Aber die Amerikaner wollen in erster Linie ihren Verbündeten helfen und zum Sieg über die Mittelmächte beitragen. Daher kommt es, dass ihre Taten nicht den Worten entsprechen.

Herr Bundespräsident Schulthess spricht den Mitgliedern der Mission ebenfalls seinen Dank aus für die geleisteten Dienste, indem er bemerkt, dass die Resultate leider trotz allen diesen Anstrengungen keine günstigen sind. Er gibt Kenntnis vom gegenwärtigen Stand unserer Verhandlungen mit Amerika und beleuchtet die kritische Situation, in welche wir durch die Verwaltung Amerikas versetzt worden sind. Er weist darauf hin, dass sich gegenwärtig in Paris offenbar keine neue Blockadekommission vorbereitet. Allen Anschein nach haben Frankreich und England verlangt, dass die Verhandlungen mit den Neutralen *in Paris* geführt werden. Wir haben Schritte getan, um, wenn immer möglich, zu erwirken, dass unsere Verhandlungen mit den amerikanischen Delegierten in Bern stattfinden können.

Wir sollten nun wissen, wie die Dinge wirklich stehen. Es wäre sehr wünschbar, wenn Herr Professor Rappard so bald wie möglich nach Paris reisen würde, um mit

---

que je l'indique. Ça ne regarde que le gouvernement américain». «Mention it all the same.» Il me raccompagne à la porte en me répétant qu'il soutiendra mon idée. Deux détails:

1. en me demandant si je consentirais à mettre mon idée par écrit, il manifeste une certaine chaleur qui contraste avec sa manière;

2. lorsque je mentionne la circulation de la presse suisse allemande en Allemagne, il dit: «Yes, yes. I know.»

»L'homme paraît inteligent, 50 à 60 ans. Distingué de manières pour autant que j'aie pu l'observer. Laid mais intéressant malgré air froid. Je soupçonne de la vivacité contenue. L'entretien dure de 10 à 15 minutes. Je lui laisse deux numéros du *Journal de Genève,* l'un contenant le compte rendu de l'article de Wippold (?) et le réveil de l'Allemagne et l'opinion suisse allemande, et l'autre l'article de Borgeaud sur la Suisse aux Etats-Unis.

»Avant de le quitter, je lui demande s'il croit que je pourrais avoir 5 à 10 minutes avec le Président. Je mentionne Taussig et Eliot. Il me répond: ce n'est peut-être pas impossible, mais cela n'est pas nécessaire. «I have perfectly seized your idea.» *Cf.* J. I. 149, Journal de 1917.

der amerikanischen Delegation Fühlung zu nehmen und sie, wenn immer möglich, nach Bern zu bringen.

Herr Professor Rappard erklärt sich bereit, diese neue Aufgabe zu übernehmen. Es wird allerdings sehr schwierig sein, die amerikanischen Delegierten zu bestimmen, nach Bern zu kommen, weil Sie nicht nur mit der Schweiz, sondern auch mit verschiedenen andern neutralen Ländern zu verhandeln haben. Dem Vernehmen nach wird Oberst House etwa zwei Monate in Paris bleiben.

362

E 1004 1/266

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 novembre 1917 [1]

3031. Note de Trotski aux Etats neutres

Département politique. Oral.

M. le Conseiller fédéral *Ador* donne communication des dépêches que le Département politique a reçues de M. Odier, Ministre de Suisse à Pétrograd [2].

Suivant ces dépêches, le commissaire pour les affaires étrangères du Gouvernement maximaliste à Petrograd, M. *Trotski,* a remis aux représentants des six Etats neutres européens accrédités à Pétrograd une note dans laquelle il leur donne connaissance des propositions d'armistice et de paix qui ont été faites aux ambassadeurs de l'Entente. Dans cette note, M. Trotzki demande la communication officielle de ces propositions aux Gouvernements des Puissances centrales.

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, après entente avec les autres ministres neutres qui y sont accrédités, a simplement accusé à M. Trotski réception de cette note.

Le Conseil fédéral a pris connaissance des communications du chef du Département politique. Il a *décidé:*

1. Le Département politique est invité à demander des précisions à la Légation ainsi que communication des propositions faites aux ambassadeurs des Alliés à Pétrograd.

2. Le Conseil fédéral se réserve sa décision sur la suite à donner à la démarche de de M. Trotski.

---

1. *Etait absent: F. Calonder.*
2. *Cf. n° 357.*

363

E 2001, Archiv-Nr. 713

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Chef du Département politique, G. Ador

L betr. Neutralitätserklärung Washington, 1. Dezember 1917

Nachdem ich schon am 23. November und auf Ihr Kabel Nr. 17 [1] gestern wieder Mr. Lansing um tunlichst baldige Erledigung dieser Angelegenheit gebeten habe, hat er mir heute morgen in einem Privatschreiben den Text der Erklärung [2] zugestellt, mit deren Überreichung an den hohen Bundesrat die amerikanische Gesandtschaft in Bern wohl schon gestern abend beauftragt worden ist.

Ich halte den Text dieser Note nicht für besonders glücklich und fürchte, dass er Anlass zu Missdeutungen geben kann, wie sie namentlich bei der gegenwärtigen gespannten Lage leicht aus dem Boden wachsen. Die Note ist meines Erachtens zu geschäftsmässig und enthält einen gewissen Mangel an Wärme. Dieser kühlen Tonart liegt nicht etwa die Absicht besonderer Reserve zugrunde, sie hängt lediglich mit dem Wunsche nach einer genauen Präzisierung des Standpunktes der amerikanischen Regierung in dem Sinne zusammen, dass sich Amerika für berechtigt hält, zum Schutze seiner eigenen Interessen in die Schweiz einzumarschieren, sobald letztere nicht mehr in der Lage ist, einen feindlichen Einbruch von ihrem Territorium fernzuhalten.

Es herrscht beim Staatsdepartement die Auffassung, dass dieser Standpunkt durch eine bedingungslose Erklärung der Respektierung der Neutralität nicht genügend zum Ausdruck komme. Ich wies insbesondere auf die elegante Erklärung der italienischen Regierung [3] hin, von der ich, wie übrigens auch von den andern Erklärungen, Mr. Lansing eine Abschrift übergab. Dasselbe hat Professor Rappard dem *Counselor of State,* Mr. Polk, gegenüber ebenfalls getan.

Über die Form der Note selbst wurde ich nicht begrüsst; ich glaube auch, in der Annahme nicht fehlzugehen, dass sie bei meiner gestrigen Audienz bereits festgelegt war. Ich hoffe nur, dass die gewählte Redaktion nicht zu Zweifeln über die durchaus loyalen Intentionen der Regierung der Vereinigten Staaten Anlass gibt.

---

1. *Ce télégramme, envoyé le 29 novembre, disait:* Veuillez faire nouvelle pressante démarche pour obtenir du Gouvernement Washington promesse de respecter notre neutralité. Mon département aimerait pouvoir faire déclaration y relative à l'Assemblée fédérale qui se réunira semaine prochaine. Prière câbler.
2. *Cf. n° 364.*
3. *Cf. n° 49.*

364

E 2001, Archiv-Nr. 713

Le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Berne, H.R. Wilson, au Chef du Département politique, G. Ador

N Bern, December 3, 1917

I have the honor to inform Your Excellency that I am instructed by the Department of State to convey the message to the Federal Government, that, in view of the presence of American forces in Europe engaged in the prosecution of the war against the Imperial German Government, the Government of the United States deems it appropriate to announce for the assurance of the Swiss Confederation in harmony with the attitude of the cobelligerents of the United States in Europe, that the United States will not fail to observe the principle of neutrality applicable to Switzerland and the inviolability of its territory, so long as the neutrality of Switzerland is maintained by the Confederation and respected by the enemy.

365

E 2001, Archiv-Nr. 713

L'Ambassade de France à Berne au Chef du Département politique, G. Ador

N Berne, 4 décembre 1917

L'Ambassade de France a l'honneur de communiquer au Chef du Département politique la déclaration suivante:

Le Gouvernement français, signataire de l'acte de Vienne du 9 juin 1815 en exécution de la déclaration du 20 mars 1815, de l'acte d'accession de la Confédération Suisse à ladite déclaration en date du 27 mai 1815 de l'acte final de Vienne du 9 juin 1815 article 84 par lesquels il a pour sa part reconnu et garanti la neutralité perpétuelle de la Suisse.

Confirme cette déclaration et donne au Gouvernement Fédéral l'assurance que la neutralité et l'intégrité de la Suisse sera respectée en ce qui concerne la France, tant que le Gouvernement fédéral maintiendra sa neutralité ou que les troupes d'un autre Etat ne pénétreront pas sur le territoire helvétique.

366

E 2200 Washington 10/2

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer

Abkommen mit den Vereinigten Staaten

L 155 Bern, 10. Dezember 1917

Durch die verschiedenen in den letzten Wochen gewechselten Telegramme haben wir uns über die Angelegenheit des Memorandums in der Hauptsache gegenseitig auf dem laufenden erhalten. In unsern beiden Telegrammen (Nummer 36 und 42 [1]) haben wir Sie von der Unterzeichnung des in Paris modifizierten Memorandums in Kenntnis gesetzt und verschiedene Einzelheiten beigefügt. Heute schicken wir Ihnen eine eingehende telegraphische Zusammenfassung des neuen unterzeichneten Memorandums, verglichen mit dem von Ihnen eingesandten Entwurf, und legen dem vorliegenden Schreiben zwei Exemplare des englischen Textes, der einerseits von McCormick, anderseits von den Herren Cailler, Grobet und Heer unterzeichnet ist und für die Amerikaner als Original gilt, bei. Den definitiven französischen Text [2], *welcher auch von Entente-Delegierten unterzeichnet ist* und für Frankreich als Original gilt, besitzen wir zur Stunde noch nicht; derselbe soll dem Protokoll der Pariser Konferenzen als «Annexe» beigelegt werden.

Indem wir nun den Verlauf der Angelegenheit nochmals resümieren, wiederholen wir zunächst, dass wir Ihren Bericht vom 2. November [3] und das demselben beigelegte Memorandum am 26. November erhielten und selbstverständlich mit grossem Interesse davon Kenntnis nahmen. Die von Ihnen hervorgehobenen Schwierigkeiten und der Umstand, dass Herr McCormick, mit welchem Sie in Unterhandlung standen, plötzlich nach Europa verreist war, ohne Ihnen davon Kenntnis zu geben, machten natürlich auf uns den Eindruck, dass die Aussichten auf eine befriedigende Verständigung nicht günstig stehen und von Unterhandlungen mit den amerikanischen Delegierten nicht viel für uns zu erwarten sei. Ihren Gedanken, Herrn Rappard abzuordnen, um die Herren zu veranlassen, nach Bern zu kommen und sie dadurch dem befürchteten ungünstigen Einfluss der Entente zu entziehen, nahmen wir natürlich gerne auf. Die Herren von der schweizerischen Mission hatten am Tage nach der Ankunft Ihres genannten Berichtes einer Delegation des Bundesrats Bericht [4] über ihre Tätigkeit und ihre Beobachtungen erstattet; demselben entnahmen wir zwar mit Vergnügen, dass die Stimmung in Amerika sich hinsichtlich der Schweiz in mancher Beziehung gebessert und besonders auch Herr Wilson sich über unser Land und die Versorgung desselben in durchaus günstiger, ja erfreulicher Weise ausgesprochen habe, jedoch konnten wir uns von den pessimistischen

---

1. *Non reproduit. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/1+2.
2. *Cf.* Annexe. K (I)/2960.
3. *Cf. n° 349.*
4. *Cf. n° 361.*

Vorstellungen, welche Ihr Bericht und Ihre vorausgegangenen Telegramme in uns erweckt hatten, nicht völlig befreien.

Herr Rappard übernahm es gerne, die Herren Amerikaner zum erwähnten Zwecke aufzusuchen. Wir hatten vorher angenommen, dass dieselben in London stationieren würden, dann aber von Paris Bericht erhalten, dass sie in dieser Stadt eingetroffen seien und sich bereits mit den Vertretern der Entente in einlässliche Beziehungen gesetzt hätten. Herr Rappard war im Begriffe, sich dahin zu begeben, als uns von unserer Gesandtschaft telegraphiert wurde, dass dieselben sehr pressiert seien und es ihnen daher nicht möglich sein werde, nach Bern zu kommen. Wir mussten uns deshalb entschliessen, sofort eine Unterhandlungsdelegation dorthin zu schicken. Dieselbe bestand aus den Herren Cailler, Grobet und Heer sowie aus den Herren Loosli und Dr. Iklé, welche als Experten für Getreide und Baumwollwaren dienen sollten.

Herr Professor Rappard begleitete dann die Delegation, speziell um seine persönlichen Beziehungen mit den Herren House und McCormick zu verwerten. Die Delegation reiste am 29. November ab und hatte dann in rascher Folge einige Konferenzen, an welchen auch die Entente-Vertreter teilnahmen. Von den telegraphischen Berichten, die wir sodann erhielten, haben wir Ihnen sukzessive telegraphisch Kenntnis gegeben.

Wie erwähnt, konnte ein in diesen Konferenzen vorgelegenes Memorandum, welches von den Amerikanern schon vorher aufgestellt und im Einvernehmen mit den Vertretern der Entente diskutiert und modifiziert worden war, durchberaten und nach wenigen Tagen unterzeichnet werden.

Ein Teil unserer Delegation erstattete uns am 7. Dezember mündlich Bericht und hob in erster Linie den ausserordentlich freundlichen Empfang durch die Herren Amerikaner wie übrigens auch durch die Entente-Vertreter hervor. Aus Ihren Ausführungen ersehen wir, dass die Beziehungen, in welche die Amerikaner mit der Entente getreten waren, insofern sich als vorteilhaft erwiesen, als sie die Sachlage wesentlich abgeklärt und ganz besonders bewirkt hatten, dass die Amerikaner, welche ganz neue Sicherheits- und Kontrollmassregeln hinsichtlich unseres Verkehrs mit den Zentralmächten glaubten aufstellen zu müssen, sich davon überzeugten, dass durch das S.S.S.-Reglement und durch eine Reihe von Spezialabkommen mit der Entente das Nötige in jeder Hinsicht schon reichlich getan war. Die Verhandlungen wurden dadurch wesentlich vereinfacht und abgekürzt. Die Amerikaner sollen in denselben sogar in manchen Punkten fester und entschiedener als die Alliierten zu unsern Gunsten eingetreten sein, namentlich was das Getreide und die Tonnage betrifft.

Wie Sie aus unsern Telegrammen ersehen haben, gelang es auch zu erreichen, dass die Fortsetzung unserer Ausfuhr von Baumwollgeweben und Stickereien nach den Zentralstaaten entgegen der ursprünglichen Forderung Amerikas, dieselbe ganz zu unterdrücken, bis auf weiteres zugestanden wurde. Bezügliche Verhandlungen mit der Schweiz im Sinne einer weitern Einschränkung des Exportes mit Bezug auf die vermeintlichen Lieferungen für militärische Zwecke sind aber ausdrücklich vorbehalten, und es ist uns seitens der Entente zu erkennen gegeben worden, dass eine solche Einschränkung unerlässlich sein werde.

Da wir Ihnen heute das Memorandum selbst schicken und Ihnen das wesentliche

desselben einlässlich telegraphisch mitgeteilt haben, können wir darauf verzichten, hier nochmals auf dasselbe im einzelnen einzutreten. Was erreicht worden ist, kann uns befriedigen, und es ist dies in der Konferenz, in welcher der Bericht unserer Delegation entgegengenommen wurde, allseitig anerkannt worden. Über all dem darf aber nicht vergessen werden, wie schwierig es sein wird, das Versprochene zu halten und insbesondere die nötigen Transporte zu bewerkstelligen, auch wenn der Wille Amerikas sowohl als der Entente dazu nachhaltig vorhanden sein sollte.

In hohem Masse ist wiederholt von verschiedenen Seiten hervorgehoben worden, wie Sie, Herr Minister, durch Ihre unablässigen Bemühungen und vorzüglichen Beziehungen das Terrain vorbereitet und in den langwierigen Vorverhandlungen die Basis für eine eigentliche Verständigung gelegt haben. Wir ergreifen daher den Anlass, Ihnen im Namen des Bundesrates den wärmsten Dank für Ihre grosse Hingabe und erfolgreiche Tätigkeit auszusprechen.

ANNEXE

K (I)/2960

MEMORANDUM BETWEEN THE WAR TRADE BOARD AND THE SWISS GOVERNMENT IN REGARD TO EXPORTS FROM THE UNITED STATES TO SWITZERLAND

Paris, December 5, 1917

The War Trade Board, an administrative agency empowered by executive order of the President of the United States to license exports in certain cases, and the Swiss Minister, Mr. H. Sulzer, have considered the requirements of Switzerland for exports from the United States for the twelve months beginning October 1st, 1917, and ending September 30th, 1918. In order to set forth in definite form a statement of the quantities of such exports from the United States to Switzerland for which licenses may be granted by the said War Trade Board, and the conditions, rules and regulations, under and in accordance with which such export licenses may be issued, it is hereby stated and declared:

I.

1. It is the desire of said War Trade Board that Switzerland shall receive the maximum requirements of the several articles, commodities, material and substances hereinafter enumerated in the several schedules annexed in-so-far-as (1) the same are not required for consumption in the United States and Allied countries, and (2) will not, if their exportation is permitted directly or indirectly benefit any country or ally of any country with which United States is at war.

2. The statement of said War Trade Board in regard to issuing licenses, and the allotment of the designated quantities of the several articles, commodities, material and substances as set forth in the annexed schedules A – B – C – D – E – F – G – H, and within the limits of the contingents are not intended and shall not be held and construed to constitute an agreement or contract on the part of the United States with the Swiss Government; but shall be held, construed and regarded as a declaration merely of the domestic or internal administrative action of the said Board pertaining to the licensing of shipments from the United States. Said Board does not assume the power or authority to make contracts or agreements binding upon the government of the United States, nor does it assume to deal in regard to the policy of the United States relating to foreign affairs.

II.

The granting of licenses for the exportation from the United States to Switzerland of the quantities of articles, commodities, material and substances as set forth in the several schedules attached is conditioned upon the undertaking of the Swiss Government to fulfill faithfully and observe each of the following stipulations and conditions:

1. It is stipulated and understood that the distribution of any and all articles, commodities, material and substances described in the next schedule shall be subject to the condition that such distribution must in every case be authorized by and shall be made pursuant to the rules and statutes of the *Société Suisse de Surveillance Economique* hereinafter designated as S.S.S. Such articles, commodities, material and substances shall in no event be delivered to agents, dealers or purchasers in greater quantities than can be accounted for by the genuine requirements of stipulated Swiss consumption.

2. That full information shall be given to any accredited representative of the United States with respect to any distribution or delivery made or proposed to be made of the articles, commodities, material and substances dealt with hereunder. If any question shall arise as to such distribution, it is agreed that the Swiss Government will give any such accredited representative of the United States full information on the subject which will include the production of any such books or documentary evidence as bears thereon. And at the request of any such accredited representative of the United States, the Swiss government will furnish full particulars in regard to the enforcement of the Swiss prohibitions and regulations concerning exports from Switzerland and will afford every facility within its power and co-operate in any inquiry concerning the effective enforcement of such prohibition, regulations and restrictions.

3. The articles, commodities, material and substances for which export licenses shall be granted pursuant to the stipulations herein contained are based upon the estimated total requirements of Switzerland for the period mentioned and since the same are to be withdrawn from the already restricted supplies in the United States, it is especially stipulated that if Switzerland is able to obtain elsewhere supplies of the same goods of American origin, the amounts thus elsewhere obtained shall be subtracted from the quantities set forth in the schedules annexed.

4. The right is reserved to determine the distribution of the allotments for export both as to time and port of sailing, but due consideration shall be given to any requests or representations of the Swiss Government that may be made in regard to the most advantageous use by the Swiss government of vessels under Swiss charter and employed in the ocean carriage of such articles, commodities. material and substances.

This article does not apply to the allotment of grains (Schedule B) concerning which special arrangements are made below.

5. The Swiss government obligates itself to transport at the actual cost of such transportation from any port or ports of the United States that may be designated, 1000 tons of cargo each month destined for the American Red Cross in Switzerland (prisoners of war), it being understood that these cargoes shall not absorb more than 5% of the monthly tonnage available for Switzerland in United States ports.

6. In the event the Swiss Government shall be unable to secure adequate ocean tonnage facilities to transport her supplies from this country, such aid shall be extended in securing additional tonnage facilities of neutral ownership as may be possible, consistent with the tonnage requirements of the United States and allied governments.

7. The Swiss Government recognizes that it is undesirable that vessels under Swiss charter should proceed in ballast or only partially loaded to a United States port. Spanish vessels chartered by the Swiss government to carry cargoes to France destined for the Swiss government shall when westward bound, whenever possible, carry cargoes consisting in whole or in part of pirites from Spain. In the event other acceptable cargo is available, such other cargo may be substituted. The Swiss government will co-operate in every way that lies within its power in order that all vessels inward bound to the United States shall carry full cargo.

8. It is further expressly stipulated that any articles, commodities, material or substances which may be in transit, or which may have arrived at any port in France from the United States, shall not until such time as this memorandum shall finally become effective, pass beyond such French ports in the course of transportation to Switzerland. Any export license in the meantime issued for such above

mentioned articles, commodities, material or substances from the United States, whether so recited therein or not, shall be subject to the conditions expressed in this paragraph. Cargoes licensed from the first day of October, 1917, and until this agreement becomes effective, shall provisorily remain in the custody of the French government or its representatives until released by them for final transportation to their destination in Switzerland.

9. That the importation into Switzerland of the articles, commodities, material and substances herein mentioned is for consumption in Switzerland, and the amounts and quantities thereof (notwithstanding the maximum quantities stated in the schedules, A, B, C, D, E, F, H,) at all times be limited by the genuine internal requirements of Switzerland, with due regard to the importation into Switzerland from other countries than the United States of articles, commodities, material and substances capable of use as substitutes for those described in the annexed schedules.

10. That except as set forth hereinafter, none of the articles, commodities, material or substances imported from the United States and no product, by-product, or waste and no alloy, compound, or ingredient thereof, shall, subject only to specific exceptions hereinafter designated, be directly or indirectly consigned or exported to, or used for the benefit or advantage of Germany, Austria-Hungary, Bulgaria or Turkey.

11. The following exceptions applying to (a) countries, and allies of countries at war with the United States and (b) neutral European countries, are made;

a) The undertaking of the Swiss government in regard to prohibitions and restrictions against exports from Switzerland and of countries and allies of countries at war with the United States shall be subject to the following and no other exceptions:

The prohibitions of exports shall not apply to articles manufactured in Switzerland and included within the category of articles specified in article 10, paragraphs (a) and (c) 1, 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 of the S.S.S. subject always to any modifications which may subsequently be made.

Further, the prohibition of exports shall not apply to the quantities of copper, the export of which is allowed as an integral part of machines, in virtue of Article 12 of the by-laws of the S.S.S. in its present form as modified by the agreement of March 20th, 1917, between the allied governments and Switzerland; nor to the metal of which the export is allowed as a «perfectionnement» traffic in conformity with Article 13 of said by-laws.

In accordance with the provisions of Article 10 (c) of the S.S.S. by-laws the right is always reserved to open negotiations with the Swiss government with the object of introducing in the provisions of the above mentioned Articles of the by-laws such modifications as may tend to ensure a limitation of the quantities of goods authorized for export to the countries at war with the Allies.

b) Subject to the condition that the export of articles, commodities, material or substances to neutral European countries through any country or ally of country at war with the United States shall in no event be permitted, except by special arrangement or agreement, the undertaking of the Swiss government to prohibit exports shall not apply to cotton goods wholly manufactured in Switzerland from American cotton and exported to Holland, Denmark, Norway, Sweden or other neutral European countries, provided allotments have been made by this board to meet the requirements of such neutral countries. But in all cases exports from Switzerland, exports from the United States and from any other neutral country shall be added together to determine whether the total allotment made by this board has been exceeded. Full information shall be given from time to time upon request of the quantities so exported from Switzerland.

Such re-export of articles so manufactured in Switzerland from material imported into Switzerland from the United States shall be made only to the neutral countries herein mentioned and provided that the manufactured articles so exported from Switzerland shall be consumed in the neutral country to which they are exported. In estimating the quantity required by any neutral including Switzerland, the quantity imported by such neutral from other neutral countries importing from the United States will in every case be subtracted from the amounts allotted by the War Trade Board.

III.

In consideration of the foregoing stipulations and conditions and subject to the approval of the French government of the plan and arrangements herein expressed, said War Trade Board hereby makes the following declaration of policy in regard to granting export licenses to meet the require-

ments of Switzerland, and hereby establishes the rules and regulations which shall govern the issuance of licenses from the United States of articles, commodities, material and substances described in the annexed schedules.

If quantities equal to those set forth in said annexed schedules are not deemed available for exportation from the United States at the designated time or times at which licenses for export thereof shall be requested, according to the policy and rules and regulations of the said Board as herein declared, then licenses shall be granted for as great a proportion thereof as are available for export, consistent with the policy herein declared. The maximum quantities for which such licenses shall be issued are calculated upon the ascertained requirements for Swiss consumption as specified in said annexed schedules.

Considerations shall be given to any application for license to export to Switzerland articles not specified in said schedules and if such are not now, and shall not hereafter be placed upon general embargo, it shall be the policy of the said Board to issue such licenses in due course, subject always to all other conditions hereof, and to the internal requirements of the United States, and the policy of the said Board in respect to such exports.

Because of the better information possessed by the representatives of the French government this trade agreement shall not become effective until it shall receive the formal approval of the French Government.

Schedules showing quantity of ascertained requirements

Explanatory Note.

1. Wherever definite quantities of the requirements as set forth in the following schedules are not stated, but the expressions "by agreement", or "to be determined", or "as may be determined" or other equivalent form of expression is appended, it is understood that no declaration of policy is made by said Board and no rule or regulation is established in regard to the quantity for which license will be issued. The quantities shall in each such instance be hereafter determined in the ordinary routine consideration for export licenses.

2. Wherever the statement of the quantity in the annexed schedules is recited to be "subject to British guaranty" it is understood that no declaration of policy is made or rule or regulation is established by the Board in respect to licensing such exports except conditioned upon favorable recommendation by the British government.

3. Special conditions and provisions are hereinafter stated in particular instances modifying the declaration of policy and rules and regulations. But said special conditions and provisions shall be limited to the specific articles, commodities, material or substances to which they refer.

4. The quantities indicated in the following schedules refer to the allotments agreed to by United States and form part of the total rations made to the S.S.S. by the allied governments. Nothing in this agreement shall be considered as being in contradiction with the present or future S.S.S. rations.

Schedule A. Metals

Articles	*Metric tons*
Antimony	52
Antimony sulphide	80
Copper-sheets, filing, pipes, wire, etc.	10000 (none from Japan)
Copper, fabricated	800
Copper sulphate	2500
Lead	2000
Zinc	200
Iron sheets, galvanized, etc., except tin less then 3 mm thick	6000
Iron sheets between 3 mm and ⅜ inch	7000
Steel forgings, machines, machine parts, without prejudice to arrangements already made by the Allies	special

Aluminium sulphate	2000
Round steel bars, hot rolled, forged	by agreement
Square steel bars, hot rolled, forged	by agreement
Seamless tubing, exclusive boiler tubes, welded tubing, lap and butt-welded pipes	by agreement
Watch cases, raw and finished	by agreement
Agricultural small tools	800

The allotments of the articles in this schedule are subject to the following express conditions, in addition to the conditions hereinbefore set forth and applicable to all schedules.

1. Allotments of steel forgings may be made only after special application in case of each export for which license is asked.

2. None of the machines, forgings or machine parts for which export licenses may be granted, shall be employed either directly or indirectly in the manufacture of arms or parts thereof, ammunitions, gunpowder, or explosives of any kind destined for export to a country or ally of a country at war with the United States.

Schedule B. Grains

Articles	*Metric tons*
Wheat and rye	300000
Oats	120000
Barley	31000
Corn	140000
Malt	30000
Oatmeal, semoline, etc.	3500
Flour	2500
Grass seed, etc.	1100
Linseed	2000
Oil-cake and oil-seed meal	46000

The following special conditions apply to the articles in this schedule.

In addition to the general conditions applicable to all schedules, the following conditions shall apply to grains licensed for export to Switzerland.

1. From December 1, 1917, until September 1, 1918, in accordance with proposal adopted at the recent meeting of the Section of Revictualling of the Inter-Allied Conference, Switzerland is to receive a guaranteed allotment of 240000 tons of cereal bread stuffs (¾ to ⅔s of which to consist of wheat).

This allotment is, if possible, to be shipped to the port of Cette and to be supplied under the same conditions as the cereal bread stuff supplied to the allies. These supplies are to be transported on allied ships or on ships supplied to Switzerland by the allies for this purpose, subject to an arrangement made or to be made between the Wheat Executive and the Inter-Allied Chartering Executive. This stipulation is not to be considered as in any way affecting the existing arrangements under which the Swiss government agrees to charter neutral ships for Swiss service through the intermediary of the International Chartering Executive.

It is understood that the fourth or the third of the above mentioned allotment of 240000 tons of cereal bread stuff which may consist of other than wheat, is not to be deducted from the allotments above mentioned.

2. Shipments of grain are to be distributed as evenly as possible throughout the year. Said shipments not to begin prior to November 15th, 1917.

3. All purchases of grain other than wheat made in the United States for export to Switzerland shall be made from the grain corporation in the departement of the Food Administrator of the United States and vessels engaged in carrying such tonnage shall receive such grain at any Atlantic or Gulf coast port that may be designated by said grain corporation.

4. It is specifically stipulated and declared by the Swiss government that imports of grain, food-stuffs or feeding-stuffs in this schedule described shall in no event operate to release any grains, feeding-stuffs, or food-stuffs of Swiss origin, or now contained in Swiss stocks for export from

Switzerland to any of the following countries; Germany, Austria-Hungary, Bulgaria, Turkey, Holland, Denmark, Norway and Sweden.

5. The issuance of license for export from the United States to Switzerland of oil-cake and oil-seed meal shall be subject to the proviso that the existing agreement between the Swiss government and the governments of Great Britain and France respecting the supply of condensed milk from Switzerland shall be fully carried out.

6. Considering that the existing stocks of cereal bread-stuffs in Switzerland will be completely depleted by February of the coming year, considering the time required under present conditions for the transportation of supplies from American ports to Switzerland, a minimum quantity of 30000 tons of bread grain (to be deducted from the 240000 guaranteed tons) is to be shipped by the competent organs in the course of the month of December 1917, without prejudice to the origin of these products.

Schedule C. Mineral Oils, etc.

Articles	*Metric tons*
Crude oil, kerosene, gasoline, including 10500 tons benzene	75000
Paraffin, vaseline, etc.	1500
Lubricating oils	20000
Nitro-benzene, naphthol and its derivatives (for use of the Swiss government)	up to 300
Bitumen	1200

The Swiss government expressly guarantees that none of the substances, articles, commodities and material mentioned in this schedule shall be used directly or indirectly in the manufacture of arms or parts thereof, gunpowder, amunitions, explosives, projectiles and war materials in general, destined for export from Switzerland to any country or ally of any country at war with the United States.

Schedule D. Sugar

Article	*Metric tons*
Sugar	60000 tons

The Swiss government agrees and undertakes to make its purchases of sugar in the western hemisphere through the Food-Administrator of the United States in accordance with the regulations of said Food Administrator and from such ports as he may designate. It is understood that the contracts for sugar already made in Brazil can be executed without the intervention of the said Food Administrator.

If so determined by the Food Administrator a part of the allotment herein provided for shall be obtained by the Swiss government from Java.

Schedule E. Leather

Articles	*Metric tons*
Raw hides, all kinds	800
Tanned hides	20
Sole leather	2000
Leather for uppers	1000
Leather for harness	150
Leather belting	30
Saddle leather and metal parts	50
Shoes and parts in rubber, leather, etc.	1000

It is expressly stipulated and guaranteed by the Swiss government that the export from Switzerland shall be prohibited of leather or rubber, shoes, boots, slippers and parts thereof, soles, uppers, harness and parts thereof, saddles and parts thereof, and raw hides or prepared leather, to Germany, Austria-Hungary, Bulgaria, or Turkey.

Schedule F. Cotton

Article	*Metric tons*
Cotton (as cotton or cotton goods)	18000

The Swiss government expressly declares and guarantees that it will prohibit the exportation to Germany, Austria-Hungary, Turkey or Bulgaria, of all American cotton including raw cotton, cotton linters, cotton waste, and all cotton goods and fabric containing cotton in any proportion, and of all goods and articles manufactured from cotton.

This declaration shall not apply at present to the goods specified in Article 10 (c) paragraphs 4 and 6 of the by-laws of the S.S.S. In accordance with article 10 (c) of the S.S.S. by-laws the right is always reserved to open negotiations with the Swiss government with the object of examining (aided by American experts) the possibility of modifying the provisions of said article 10 (c) paragraphs 4 and 6 in conformity with the exigencies of the war.

Schedule G. Fats

Articles	*Metric tons*
Edible fats	8000
Cottonseed oil and other edible oils	8000
Linseed oil	2000
Fatty acids	1400
Tankage grease and bone fat	1400
Fatty acids for soap, oleine	1400
beeswax	25

All purchases in the United States by the Swiss government of fats must be made through the Food Administrator of the United States, or in accordance with instructions, recommendations, or regulations of the Food Administrator.

Where fats or oleaginous substances of any kind are required for use in Switzerland for any purpose for which palm oil may be a substitute, then the allotment herein referred to may be reduced by specifying the quantities of such palm oil which may be obtained by Switzerland from the African westcoast.

Schedul H. Articles not included in the above groups.

Articles	*M.T.*	*Remarks*
Alcohol, absolute		Subject to approval of Munitions Board
Coal and wood tar	50	
Canned vegetables	75	
Poultry not over	2500	As may be determined
Dried fruits	2000	
Tobacco	8700	
Jute	1200	Subject to British guaranty
Jute thread	300	Subject to British guaranty
Starch, industial, fecular, etc.	5100	
Turpentine	1600	
Celluloid	60	To be obtained in U.S. if not from France
Sporting arms and ammunition	47	
Miners wicks, lamp	100	
Acetic acid, lactic acid, pyridin bases, etc., up to	1300	Acetone excluded
Bromine and iodine for pharmaceutical use, up to	69	
Bicycles and automobiles, sausage casings, except beef casings, etc., up to	600	Occasional orders
Feathers, fowl	300	

Telegraph and telephone equipment	100	
Machines for agriculture	1540	
Pure rubber, up to	270	To be obtained from Great Britain
Articles of rubber, including toys, erasers, suspenders, garters etc.	110	To be obtained in the U.S. if it cannot be delivered from France. Contingent upon receiving permit from Great Britain for rubber, quantities according to agreement
Automobile tires	110	For federal army only
Sashes and doors		To be determined
Cabinet lumber		To be determined
Raw furs, domestic		By agreement
Kodak films, up to	300	
Dental and other special apparatus		By agreement
Asbestos	1000	
Tanning materials	1000	
Sisal binding twine	1000	
Chemical products for pharmaceutical use	160	By agreement
Oil and wax cloth	20	
Liquid and solid extract for dying purpose	400	
Hair felt	50	
Denatured formaldehyde	300	

E 1004 1/266

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 décembre 1917

3219. Anerkennung der schweizerischen Neutralität

Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundesrat Ador legt den Text der Noten, mit denen die Erklärungen der Vereinigten Staaten von Nordamerika [1] und Frankreichs [2] betreffend die Anerkennung der schweizerischen Neutralität verdankt werden, im Entwurfe vor.

1. Monsieur Hugh R. Wilson, Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique, Berne.

«Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par note du 3 de ce mois, vous avez bien voulu faire savoir au Département politique que vous aviez été chargé par le Département d'Etat d'informer le Conseil fédéral que la présence de troupes américaines en Europe, prenant part à la guerre

1. *Cf. n° 364.*
2. *Cf. n° 365.*

contre le Gouvernement Impérial Allemand, a engagé le Gouvernement de l'Union à faire connaître à la Confédération Suisse, de même que ses co-belligérants en Europe, que les Etats-Unis ne manqueront pas d'observer à l'égard de la Suisse le principe de neutralité et l'inviolabilité de son territoire, aussi longtemps que cette neutralité sera maintenue par la Confédération et respectée par l'ennemi.

Au nom du Conseil fédéral, j'ai l'honneur, en vous accusant réception de cette déclaration, de vous prier de transmettre à votre Gouvernement les remerciements du Conseil fédéral pour cette nouvelle preuve des sentiments d'amitié que les Etats-Unis ont toujours manifestés envers la Suisse.

Le Conseil fédéral ne peut que renouveler la déclaration de neutralité qu'il a eu l'honneur de notifier à Washington le 20 avril 1917[3] en insistant tout particulièrement sur sa ferme et inébranlable volonté de maintenir et défendre sa neutralité et l'inviolabilité de son territoire par tous les moyens dont il dispose, envers et contre qui que ce soit.

En même temps le Conseil fédéral a l'honneur de déclarer que, en vertu de sa souveraineté et conformément aux déclarations des Puissances signataires des congrès de Vienne et de Paris de 1815, en particulier à celle du 20 novembre, la Confédération suisse, à laquelle il appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la défense de son territoire, maintiendra sa neutralité par ses propres forces et repoussera une violation de ses frontières, si elle se produisait.

Se référant à ces actes et à sa déclaration de neutralité du 4 août 1914[4], ainsi qu'à ses déclarations postérieures, notamment à la notification faite à Washington par le Ministre de Suisse le 20 avril 1917, le Conseil fédéral estime qu'il appartient à lui seul de décider dans quelles conditions il pourrait lui paraître opportun de faire appel au concours de puissances étrangères.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires.»

2. A l'Ambassade de France, à Berne.

«Par note du 4 décembre courant l'Ambassade de la République a bien voulu notifier au Conseil fédéral que le Gouvernement français, signataire des divers actes de 1815 portant reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse, donne au Gouvernement fédéral l'assurance que la neutralité et l'intégrité de la Suisse seront respectées, en ce qui concerne la France, tant que le Gouvernement fédéral maintiendra sa neutralité ou que les troupes d'un autre Etat ne pénétreront pas sur le territoire helvétique.

Le Conseil fédéral a l'honneur d'accuser réception de cette note, qu'il considère comme la confirmation de la déclaration du Gouvernement de la République française du 8 août 1914.

Le Conseil fédéral ne peut que confirmer la déclaration de neutralité qu'il a notifiée au Gouvernement de la République en date du 5 août 1914, et il tient à affirmer de nouveau que la Confédération suisse maintiendra et défendra sa neutralité et l'inviolabilité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose, envers et contre qui que ce soit.

---

3. *Non reproduit. Cette déclaration était la confirmation de celle du 4 août 1914.*
4. *Cf. n° 16.*

En même temps le Conseil fédéral a l'honneur de déclarer que, en vertu de sa souveraineté et conformément aux déclarations des Puissances signataires des congrès de Vienne et de Paris de 1815, en particulier à celle du 20 novembre, la Confédération suisse, à laquelle il appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la défense de son territoire, maintiendra sa neutralité par ses propres forces et repoussera une violation de ses frontières, si elle se produisait. La Confédération revendique pour elle seule le droit de décider si et dans quelles conditions il lui conviendrait de faire appel au concours de puissances étrangères.

En formulant ces observations, le Conseil fédéral ne doute pas un instant que sa manière de voir ne soit pleinement partagée par le Gouvernement français.

Berne, le 12 décembre 1917. CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE»

Der Bundesrat erklärt sich mit den beiden Entwürfen einverstanden.

368

E 2001, Archiv-Nr. 713

La Légation de Grande-Bretagne à Berne
au Chef du Département politique, G. Ador

N Bern, December 17, 1917

His Britannic Majesty's Minister presents his compliments to the Chief of the Federal Political Department and, acting under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, has the honour to make the following declaration on behalf of His Majesty's Government.

His Majesty's Government desire to re-affirm the Treaties and Declarations of 1815 and to assure the Swiss Government that they will, in conjunction with the French Government and the United States Government, respect the integrity and neutrality of Switzerland for so long as that integrity and neutrality are maintained by the Federal Government and respected by the enemies of Great Britain [1].

---

1. *La réponse du Conseil fédéral à cette note transmise le 21 décembre 1917 est identique à celle adressée à l'Ambassade de France. Cf. n° 367.*

369

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 32

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, G. Ador

RP n⁰ 33 Vienne, les 18 et 20 décembre 1917

La convention d'armistice signée samedi dernier[1] et dont, à toutes fins utiles, je joins le texte à ce pli, éveille naturellement ici la plus grande satisfaction. Je n'ai évidemment pas besoin de commenter en détail cet arrangement que vous aurez déjà examiné de près, mais je tiens cependant à relever un ou deux points spéciaux.

En première ligne je crois devoir vous signaler le texte de l'article II relatif aux mouvements de troupes pendant la durée de la trêve. Les hautes parties contractantes s'interdisent entre autres tous déplacements de troupes dans un but opératif (operative Truppenverschiebungen) *entre la Mer Baltique et la Mer Noire* à l'exception des déplacements déjà commencés (eingeleitet) au moment de la signature de l'armistice. Or, non seulement cette disposition est assez vague pour permettre tous les transports de troupes que l'on voudra du front est au front ouest et sud-ouest, mais encore il n'impose aucune restriction au déplacement et à l'emploi contre l'Entente des troupes turques et autres qui ont jusqu'ici combattu les Russes en Asie. Comme les Russes et les Turcs se retirent du territoire persan (Art. X), un contingent important de troupes ottomanes se trouvera complètement disponible de ce côté-là. Les dispositons de l'Art. II ont probablement la prétention de sauvegarder les intérêts de l'Entente, mais en fait ils abandonnent celle-ci à ses ennemis. Un général qui a commandé une armée pendant cette guerre, auquel je demandais ce que l'on pouvait entendre par «eingeleitete Truppenverschiebungen», me dit: «Admettez que je sois décidé à envoyer le corps d'armée X du front est au front ouest et qu'un seul bataillon soit mis en marche, je pourrais d'après l'armistice, transférer le corps entier d'un front à l'autre.»

D'après ce que me dit mon collègue de Perse, des négociations avaient été entamées par le Gouvernement du Chah il y a quelques mois déjà avec les différents belligérants en vue de la libération du territoire persan; les parties intéressées se déclaraient prêtes à se retirer pourvu que leur adversaire voulût bien commencer par en faire autant, mais personne ne voulait s'en aller le premier. Sous ce rapport la Perse peut donc considérer la révolution russe comme un bienfait. D'autre part le Ministre de Perse ne se dissimule pas que cette révolution aura son contrecoup dans son pays où il existe un parti démocratique; mais il ne croit pas à un mouvement socialiste ni républicain. D'autres stipulations de la plus haute importance peuvent avoir un intérêt majeur pour nous. Ce sont les dispositions de l'Art. IV chiffre 2 *in fine* qui permet un échange de marchandises par les points de transit de la zone neutre désignés d'un commun accord et de l'Art. V chiffre 5 permettant le commerce et la navigation commerciale dans la Mer Baltique et la Mer Noire.

---

1. *La convention d'armistice entre le Conseil des Commissaires du Peuple et les Puissances Centrales a été signée le 15 décembre.*

Mon collègue de Perse me dit que, à sa connaissance, il existe de grandes quantités de marchandises accumulées dans les ports de la Mer Noire qui, dans l'origine, étaient destinées à l'Angleterre après l'ouverture des Dardanelles; l'opération de Gallipoli ayant manqué, beaucoup de ces marchandises, notamment des millions de quintaux de blé, auraient, il est vrai, pourri sur place, mais il doit exister encore de grands approvisionnements qui pourront profiter maintenant aux Puissances centrales.

Or, vous vous rappelez que (voir mon rapport n° 29 du 25 novembre [2]) on m'avait déjà rendu attentif à la possibilité de tirer de Russie des céréales pour la Suisse. A ce moment le commerce avec la Russie n'était pas encore ouvert; la question pourrait être d'autant plus intéressante maintenant que la navigation ne rencontrera plus d'obstacles dans la Mer Noire. Je sais bien que maintenant aussi il nous faudra compter avec la concurrence allemande et austro-hongroise dont il ne pouvait pas être question avant l'armistice; mais je crois que la question mériterait d'être examinée. Le fait que l'Amérique se déclare prête à nous livrer du blé rend, il est vrai, notre situation moins précaire, mais nous n'avons pas encore ces grains et Dieu sait quand ils arriveront! Peu importe, me semble-t-il, que les quantités reçues de Russie soient déduites du contingent à recevoir d'Amérique: «un tiens vaut mieux que deux tu l'auras.»

20 décembre

Le baron Flotow que j'ai vu hier au Ministère des Affaires Etrangères, m'a donné quelques détails sur les négociations de Brest-Litovsk où son Département était représenté par M. de Merey, l'ancien ambassadeur à Rome. Les délégués russes n'ont, paraît-il, pas fait une mauvaise impression; ils ont montré du tact et un certain savoir-vivre, malgré toute leur simplicité (la déléguée féminine n'avait *aucun* bagage avec elle, pas même un sac à main!); au moins l'un des commissaires, dont les noms m'échappent, est certainement juif; la femme doit avoir commis un assassinat politique; il y avait, en outre, un caporal, un matelot et un paysan faisant partie de la délégation qui tous siégeaient au haut de la table tandis que les généraux et les officiers supérieurs qui les accompagnaient, considérés comme de simples experts techniques, étaient relégués au bas de la table. Ces derniers étaient, paraît-il très déprimés; vous savez que l'un d'eux s'est suicidé.

En arrivant à Brest-Litovsk les délégués russes s'imaginaient qu'ils allaient immédiatement signer la paix et ont été assez déçus quand on leur a expliqué la différence qui existe entre un armistice et un traité de paix. Leur inexpérience est naturellement très grande et ils s'en rendent compte; ils sont en conséquence très méfiants et craignent constamment d'être «roulés» par la partie adverse. Leur naïveté n'est pas moindre. Lorsqu'on leur demanda pourquoi ils réclamaient l'évacuation des îles du golfe de Riga, ils répondirent que c'était parce que la position menaçait Pétrograd. Ils eurent beaucoup de peine à comprendre que ceci était loin d'être une raison pour les Allemands d'abandonner ces îles. Maintenant encore le gouvernement des Bolcheviks est très pressé de conclure la paix; il a tout fait pour activer l'arrivée des plé-

2. *Non reproduit.*

nipotentiaires des Puissances centrales à Brest-Litovsk. Ceci n'a rien de surprenant, étant donné que Lénine a tout intérêt à s'attribuer le rôle de pacificateur et à profiter du prestige qu'il en retirera indubitablement. De leur côté les Puissances centrales sont très disposées à en finir et à profiter des concessions que leur fera certainement Lénine rien que pour conclure avant que son régime ne soit renversé.

Je demandai à M. de Flotow s'il ne craignait pas qu'une paix conclue avec un gouvernement aussi instable risquât d'être désavouée le jour où quelqu'autre parti arriverait au pouvoir. Mais le chef de la section politique n'a pas de semblables appréhensions. Il estime que la paix sera reconnue par toute la Russie tout comme l'a été l'armistice. En effet un gouvernement qui ne reconnaîtrait pas celui de Lénine comme ayant qualité de représenter la Russie et considérerait le traité de paix comme nul et non avenu serait forcé de recommencer immédiatement la guerre, car l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne renieront naturellement pas leur signature ni celle de Lénine. Or, quel est le gouvernement russe qui pourrait ou oserait recommencer la guerre? Le baron de Flotow ne craint pas davantage les difficultés que pourraient susciter les gouvernements soi-disant indépendants comme celui de l'Ukraine et d'autres.

Mon interlocuteur a bon espoir que la reprise des relations commerciales amènera une amélioration des conditions de la vie en Autriche, mais il n'est cependant pas aussi optimiste que certains journaux, comme par exemple la *Neue Freie Presse* qui voit déjà toute la Russie ouverte dès maintenant et en quelque sorte réservée à l'avenir au commerce austro-allemand.

Une autre personne tenant au Ballhausplatz nous dit qu'on a recommandé à tous les délégués partis hier avec le comte Czernin pour Brest-Litovsk d'être excessivement aimables et avenants à l'égard des délégués de Lénine; on aurait, à dessein, choisi parmi le personnel du Ministère de préférence des fonctionnaires ayant une origine ou des relations juives. Vous savez que Trotski est israélite et s'appelait autrefois Braunstein je crois; c'est lui qu'on compte trouver à Brest-Litovsk comme plénipotentiaire russe et on pense que ses corréligionnaires seront nombreux dans son entourage; le choix de délégués à accointances juives est donc un compliment à Trotski.

Je n'ai naturellement pas pu demander à M. de Flotow de m'initier aux conditions de paix qu'on va offrir à la Russie, mais j'ai pu comprendre qu'on s'attend fermement à ce que Lénine laisse la Pologne, la Courlande et la Lithuanie disposer «librement» de leur sort futur.

A titre de curiosité je joins à ce pli une brochure *Denkschrift über Albanien* «als Manuskript gedruckt! Nicht für die Öffentlichkeit» dans laquelle le prince d'Albanie et de Wied revendique ses droits tout en se montrant prêt à accepter une sorte de protectorat autrichien, mais se plaint en attendant de ce que ses futurs protecteurs l'empêchent de recevoir les visites de ses fidèles sujets ou de correspondre avec eux.

370

E 2001, Archiv-Nr. 1519

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Pétrograd

Copie d'expédition
T n° 84

Berne, 20 décembre 1917, 18 h

En réponse à votre télégramme n° 92 [1] nous vous informons que la Banque Nationale ne croit pas être en mesure d'avancer des fond contre des certificats de dépôts à la Légation. Légation Suisse et autorités suisses ne devant assumer aucune responsabilité, nous vous recommandons extrême prudence en ce qui concerne l'acceptation de dépôts.

Nous référant à votre télégramme n° 94 [2] concernant Suisses voulant rentrer en Suisse, nous étudions la possibilité d'organiser un convoi.

Voir votre n° 6 [3]. *Est-ce que Trotski a fait une démarche quelconque* auprès de votre Légation au sujet de la reconnaissance du Gouvernement Russe actuel? Onou a été révoqué de Berne. *Est-ce que Lénine a l'intention d'envoyer un représentant en Suisse?*

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 890.
2. *Non reproduit.*
3. *Ce télégramme, envoyé le 17 décembre 1917, contient le passage suivant:* M. Trotski commissaire des Affaires Etrangères adresse une note aux Chefs des Missions étrangères concernant le fait que certaines de ces Missions se sont refusées à viser les papiers des courriers diplomatiques bolcheviks. Dans la pensée de Trotski la reconnaissance des Gouvernements serait une question de pure forme. *Cf.* E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 3.

371

JPD BA, LGS/19

La Légation de Suisse à Pétrograd à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 4

Pétrograd, 24 décembre 1917
(*Reçu:* 26 décembre 1917)

Voici la réponse à votre télégramme n° 44 [1]. Le Commissaire des Affaires Etrangères n'a pas fait jusqu'au moment actuel de démarches formelles auprès de la Légation demandant la reconnaissance du Gouvernement. Par contre la délégation des Missions [2] a rapporté de sa conversation avec M. Trotski l'impression que ce

---

1. *Il s'agit vraisemblablement du télégramme n° 84. Cf. n° 370.*
2. *Les chefs des Missions étrangères ont constitué une mission composée de personnes non officielles (un Anglais, un Français, un Danois) chargées de trouver un terrain d'entente avec Trotski sur la correspondance avec leurs gouvernements.*

dernier contesterait ces prochains jours les immunités diplomatiques aux missions actuellement à Pétrograd. Ceci dans le but d'amener la reconnaissance par les Puissances et l'agrément des représentants des Soviets. Si nous devions faire une démarche auprès de Trotski pour savoir ses intentions, nous risquerions que celui-ci nous interpelle immédiatement au sujet de la reconnaissance par la Suisse, ce qui nous obligerait à prendre une décision avant que les autres pays aient traité cette question. Il semble que les missions des pays de l'Entente sont disposées à s'entendre provisoirement avec le Commissaire des Affaires Etrangères dans le sens qu'elles accorderaient moyennant réciprocité le visa aux courriers qui serait adressé à un seul représentant des Soviets dans chaque pays. Cette solution, bien qu'elle soit anormale, vous semblera peut-être, comme à moi, la moins mauvaise pour notre pays parce qu'elle est celle qui pourrait nous causer le moins de difficultés avec les Alliés. Je vous prie de me donner des instructions télégraphiques.

Nous avons pris connaissance avec un vif regret que la Banque Nationale a reculé. Par cette décision grand nombre de nos compatriotes sont bien embarrassés; ils ont voulu se rendre en Suisse tout en s'assurant des moyens d'existence dans le pays. Nous sommes plus rassurés sur la sécurité des banques de Pétrograd. Nous aimerions bien qu'une nouvelle démarche auprès de la Banque Nationale puisse se faire. La partie sud de la Russie se trouve actuellement dans une situation très incertaine.

372

E 2001 (B) 8.1

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, G. Motta, au Conseil fédéral

R n° 354/4
Übergangs- und Friedenswirtschaft. Bern, 27. Dezember 1917

Durch Bundesratsbeschluss vom 4. Oktober [1] abhin sind die Departemente eingeladen worden, bis Ende des Jahres die in ihr Tätigkeitsgebiet fallenden Fragen, die im Hinblick auf die Friedensverhandlungen sowie auf das politische und wirtschaftliche Verhältnis der Schweiz zu andern Staaten oder im Hinblick auf die Übergangs- und Friedenswirtschaft eines besondern Studiums bedürfen, zu bezeichnen.

Wir glauben, vorausschicken zu sollen, dass es sehr schwierig ist, gewisse Fragen jetzt schon aufzuwerfen, die, wenn auch von grösster Bedeutung und allgemeiner Tragweite, ganz verschiedene Aussichten auf Erfolg versprechen, je nachdem der eine oder andere der Kriegsgegner die Oberhand gewinnt und der unterliegenden Partei seinen Willen aufzwingen kann. In dem Masse, wie dies gelingt, wird die obsiegende Partei den Gegner nach Möglichkeit zu schwächen suchen und bereit sein, ihm Bedingungen aufzuerlegen, die auch den neutralen Staaten von Nutzen sind. In diesem Zusammenhange würden sich für die Schweiz Fragen politischer

1. *Cf. n° 345.*

und wirtschaftlicher Art ergeben, welche sich auf den Anschluss der bisher mit der Schweiz eng verbundenen ausländischen Zollausschlüsse ans Zollinland beziehen. Es würde sich dabei um folgende Gebiete handeln:

1. *im Norden:* um das badische Zollausschlussgebiet zwischen den Kantonen Zürich und Schaffhausen.

2. *im Osten:* wäre die Einbeziehung des bis jetzt zum österreichischen Zollgebiet gehörenden zwischen altem und neuem Rhein gelegenen Gebietes in das schweizerische Zollgebiet anzustreben.

3. *im Süden:* Die Enklave Campione wird gemäss einem im Jahre 1884 stattgehabten Notenaustausch als schweizerisches Zollgebiet betrachtet. Dies sollte durch einen eigentlichen Staatsvertrag festgestellt werden, worin der Schweiz das Recht zuzuerkennen wäre, auch schweizerische Monopole auf diese Enklave anzuwenden und den schweizerischen Amtsorganen die Ausübung ihrer Funktionen daselbst zu gestatten. Vorzuziehen wäre jedoch, wenn diese Enklave endgültig in das schweizerische Gebiet einbezogen werden könnte.

4. *im Westen:* Um die Zonen von Hochsavoyen und Gex. Wenn auch keine Aussicht besteht, dass diese Zonen in das schweizerische Zollgebiet einbezogen werden können, so wird die Frage des Weiterbestehens derselben einen wichtigen Gegenstand von Verhandlungen bilden müssen, da französischerseits grosse Anstrengungen gemacht werden, um die Zonen zu unterdrücken und die Zollgrenze an die Grenzen der Kantone Genf, Waadt und Wallis zu verlegen, was diesen Landesteilen zu grossem Schaden gereichen müsste. Die Frage ist für die schweizerischen Interessen von grösster Wichtigkeit und dürfte besser bei Anlass von Friedensverhandlungen als bei direkten Vertragsverhandlungen mit Frankreich geordnet werden, da auch andere Staaten an der Fortdauer des gegenwärtigen Zustandes interessiert sind und den schweizerischen Standpunkt unterstützen dürften.

Fragen, denen allgemeine Verkehrsbedeutung zukommt, wären sodann:

5. Anschluss der Schweiz durch Verkehrsstrassen (Rhein, Rhône) an Meerhäfen und Sicherung des Transitverkehrs durch die angrenzenden Länder auch im Kriegsfalle.

6. Revision der aus den ersten Zeiten des Eisenbahnbetriebes stammenden Staatsverträge und Übereinkommen mit Baden mit Bezug auf die Bestimmungen betreffend den Eisenbahnverkehr über schweizerisches Gebiet und die Zollabfertigung.

7. Vereinheitlichung der Warenklassifikation für das Zolltarifwesen in sämtlichen europäischen Staaten.

8. Zolltarifrevision und Abschluss neuer Handelsverträge mit besserer Wahrung der einheimischen industriellen und landwirtschaftlichen Produktion unter Erhöhung der Zölle für ausländische Waren entsprechend der eingetretenen Geldentwertung. Einführung von Ausfuhrzöllen auf den notwendigsten Bedarfsartikeln wenigstens für eine Anzahl von Jahren nach dem Kriege. Errichtung von vermehrten Zollfreilagern zur Förderung des Transitverkehrs.

Hinsichtlich der Zolltarifrevision ist dabei folgendes zu bemerken:

Die Verträge mit den Nachbarstaaten können von nun an jederzeit auf ein Jahr gekündet werden. Die Vorarbeiten zur Tarifrevision sind von den wirtschaftlichen Verbänden schon vor Kriegsausbruch an die Hand genommen worden; die daheri-

gen Ermittlungen können aber angesichts der ungeheuren wirtschaftlichen Umwälzungen zum grossen Teil nicht mehr als zutreffend erachtet werden und müssen daher nachgeprüft werden.

Gleichzeitig sollte die ausserparlamentarische Kommission, die gemäss dem Schreiben der Handelsabteilung des Politischen Departements vom 1. März 1915 geschaffen wurde, ihre Tätigkeit beginnen, um die Richtlinien zu studieren, nach welchen die neue Tarifgesetzgebung aufgebaut werden soll.

Es stehen im Vordergrund wichtige Fragen prinzipieller Natur, wie z.B.:

Aufstellung eines Minimal- und Maximaltarifs, Aufstellung eines Generaltarifs, Brutto- oder Nettoverzollung, Revision des Textes des Zolltarifgesetzes.

9. Von allergrösster Bedeutung ist es, auf den Abschluss des Friedens Massnahmen zu treffen, um einer Ausplünderung der Schweiz vorzubeugen. In dieser Beziehung ist folgendes zu bemerken:

Die Handelsblockade, ausgeübt durch die Ententemächte, hat dazu geführt, dass die Zentralstaaten an verschiedenen zur Lebenshaltung notwendigen Erzeugnissen Mangel leiden.

Diesem Mangel durch möglichst rasche und umfangreiche Zufuhren abzuhelfen, wird das erste Bestreben der beteiligten Regierungen sein, und zwar wird die Möglichkeit der Wareneinfuhr voraussichtlich schon beim Zusammentreten der Friedensdelegierten verlangt werden.

Vorbereitungen zur Verproviantierung Deutschlands sind bereits getroffen worden, indem die deutsche Regierung durch Vermittlung der Gesandtschaft u.s.w. grosse Vorräte in der Schweiz lagern hat, von denen, wie wir vermuten, im Handelsabkommen mit Deutschland die Rede ist.

Da die Preise für solche Artikel im Ausland noch höher stehen als in der Schweiz, so wird, sobald die Grenzen frei werden, ein ungeheurer Warenabschub aus der Schweiz nach dem Ausland (Zentralstaaten, Italien) stattfinden, während die Schweiz ihrerseits noch nicht in der Lage sein wird, für entsprechenden Ersatz sorgen zu können, da die Transportverhältnisse auch nach dem Kriege nicht so rasch normale werden dürften.

Die von der Schweiz erlassenen Ausfuhrverbote stützen sich auf den in den Handelsverträgen gemachten Vorbehalt betreffend kriegerische Verhältnisse. Obschon wir der Ansicht sind, dass unsere Ausfuhrverbote auch während der Übergangswirtschaft rechtliche Geltung beanspruchen dürfen, so muss doch mit der Möglichkeit gerechnet werden, dass der Schweiz nach Friedensabschluss das Recht abgesprochen wird, die Ausfuhrverbote aufrechtzuerhalten, im Hinblick darauf, dass die Handelsverträge mit den Nachbarstaaten nicht ausser Kraft getreten sind.

Müsste dieser Standpunkt als zutreffend anerkannt werden, so würde die Schweiz an den Rand des wirtschaftlichen Zusammenbruchs gelangen. Es scheint daher angezeigt, unverzüglich ein Gutachten über die staatsrechtliche Berechtigung der Ausfuhrverbote vom Standpunkte der Handelsverträge aus auch über den Zeitpunkt des Kriegszustandes hinaus einzuholen und ferner gleichzeitig auf diplomatischem Wege bei den ausländischen Kabinetten zu sondieren, welche Auslegung der Kriegsbedarfsklausel zuerkannt wird, bez. ob die Schweiz auch nach Abschluss von provisorischen oder definitiven Friedensverträgen ihre wirtschaftlichen Massnahmen aufrechtzuerhalten berechtigt sei.

Sollte diese Enquête für die Schweiz ungünstig ausfallen, so müsste eine andere Lösung gefunden werden.

Allen Verträgen gemeinsam ist neben der Kriegsbedarfsklausel auch die Monopolklausel.

Wenn diese Klausel auch ursprünglich ausschliesslich mit Rücksicht auf das Tabakmonopol aufgenommen wurde, so steht unseres Erachtens einer weitern Ausdehnung dieser Klausel doch nichts entgegen, in dem Sinne, dass alle für die Lebenshaltung wichtigen Artikel zum Staatsmonopol erklärt werden.

Gestützt auf die ihm verliehenen Vollmachten hat der Bundesrat bereits diesen Weg beschritten und folgende Monopole eingeführt:

I. Getreide, Mais, Mehl und Futtermittel (BRB vom 9.I.15)
II. Reis und dessen Mahlprodukte (BRB vom 2.X.15)
III. Futtermittel (BRB vom 11.VIII.16)
IV. Zucker (BRB vom 8.II.16)
V. Petroleum, Benzin, Benzol etc. (BRB vom 12.II.16)
VI. Kupfervitriol (BRB vom 21.VII.16)
VII. Kartoffeln (BRB vom 11.VIII.16)

Diese Monopole müssten nur in weiterm Masse ausgedehnt werden und dann hätte sich die Schweiz auch in vertraglicher Hinsicht das Recht gewahrt, die Ausfuhrverbote beizubehalten.

373

E 2001 (B) 8,1

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, G.Ador

Confidentiel Berne, 28 décembre 1917

Par décision du Conseil fédéral du 4 octobre 1917 [1], tous les Départements ont été invités à désigner avant la fin de l'année les questions de leur compétence qui, au point de vue des négociations de paix, ainsi que des relations politiques et économiques de la Suisse avec d'autres Etats, présentent une importance capitale ou qui, au point de vue de l'économie publique dans la période de transition et dans l'état de paix, exigent une étude spéciale.

Déférant à l'invitation qui lui a été adressée, le Département politique a l'honneur de déposer, en ce qui le concerne, les propositions suivantes sur la table du Conseil fédéral:

L'étude qui lui est demandée portera forcément sur toutes les questions de sa compétence dont l'examen lui a paru indispensable ou seulement utile pour la prospérité future de la Suisse.

Elle s'étendra également à celles dont la Confédération n'aurait pas eu un intérêt immédiat à soulever la discussion, mais dont elle peut s'attendre cependant à voir les Puissances s'emparer lors des négociations qui succéderont à l'état de guerre.

---

1. *Cf. n° 345.*

A titre d'exemple, il sera rappelé qu'en 1915 a été agitée au Parlement français la dénonciation de la Convention franco-suisse relative aux zones de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Si, pour des raisons d'opportunité, cette proposition a été écartée par le Gouvernement français, on peut s'attendre néanmoins à ce qu'elle soit reprise à la fin des hostilités.

Les questions envisagées par le Département politique peuvent être divisées en deux catégories:

a) Les questions internationales proprement dites, se rapportant aux relations de la Suisse avec les autres nations (questions de frontières, navigation internationale, etc.).

b) Les problèmes de la politique interne de la Suisse qui se trouvent en corrélation intime avec la politique extérieure du pays (naturalisation des étrangers, émigration, etc).

La première de ces catégories rentre dans les attributions de la Division des Affaires Etrangères et la seconde dans celles de la Division des Affaires Intérieures du Département politique.

En outre, plusieurs des sujets à envisager intéressent à la fois le Département politique et un autre Département. C'est ainsi par exemple que la question de la neutralisation de la Savoie tient autant du domaine militaire que du domaine politique, celle des zones de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, instituées par des traités de nature à la fois politique et commerciale, devra être étudiée à la fois par le Département politique et la Division du Commerce du Département de l'Economie publique. La navigation internationale appelle la collaboration étroite du Département de l'Intérieur et du Département politique.

Il y aurait sans doute plusieurs moyens de répartir les sujets à traiter. Pour le moment il a paru logique de les grouper sous les catégories suivantes:

I. Questions territoriales

a) Neutralisation de la Savoie du Nord.

b) Frontières de la Confédération – Echanges et rectifications.

c) Délimitations du lac de Constance et d'autres lacs frontières de la Suisse.

II. Questions relatives au développement des échanges économiques et politiques de la Suisse

a) Zones de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

b) Voies d'accès ferroviaires de la Suisse envisagées au point de vue politique et militaire. Révision de la Convention du Gothard.

c) Navigation fluviale internationale. Rhône, Rhin, Danube, Pô, etc. Reconnaissance de la Suisse comme Etat riverain du Rhin.

d) Navigation maritime. Pavillon suisse sur mer. Concessions de ports fluviaux ou maritimes.

e) Exportation des forces électriques à l'étranger.

f) Représentation diplomatique de la Suisse. Création de légations et de consulats nouveaux. Questions des attachés commerciaux, etc.

III. Questions relatives à la sauvegarde de la nationalité du commerce et de l'industrie suisses

a) Etablissement des étrangers en Suisse.

b) Nationalisation de la personnalité civile.

Création de la marque de fabrique suisse. Révision sur ces divers points des traités d'établissement actuellement en vigueur.

c) Refonte de la législation suisse concernant l'acquisition ou la perte de la nationalité suisse (naturalisation forcée des étrangers. Elimination des cas de double nationalité des citoyens suisses, etc).

d) Réglementation et développement de la question de l'émigration.

e) Question des déserteurs et des réfractaires étrangers en Suisse.

IV. Questions concernant la participation de la Suisse à la création de nouveaux rapports entre les nations

a) Arbitrage international.

b) Révision du droit de la guerre.

V. Sauvegarde des intérêts suisses lésés par la guerre

a) Dommages que les Suisses ont subis directement du fait de la guerre.

b) Dommages qui leur ont été occasionnés à la suite des mesures prises par les belligérants contre la propriété ennemie (séquestres, etc.).

c) Sauvegarde des intérêts financiers suisses à l'occasion de modifications territoriales (dettes d'Etat, concessions, etc.).

Ce programme, élaboré avec la collaboration de M. le Professeur Max Huber, auquel le Conseil fédéral a confié depuis de longues années des tâches analogues, demande enfin à être complété par les explications suivantes:

La plupart des sujets susmentionnés ont déjà fait l'objet d'études préparatoires. Ces études plus ou moins poussées ont été confiées à des rouages de l'Administration fédérale, à des spécialistes ou à des associations et commissions d'un caractère semi-officiel, mais elles devront être soumises à une préparation qui les amènera au point où elles pourront servir, soit aux travaux de l'Assemblée fédérale, soit aux négociations que la Confédération pourrait être appelée à entamer avec d'autres gouvernements.

Grâce au travail préparatoire entrepris, le Département politique dispose actuellement d'une base solide fournie par des dossiers importants ou des mémoires circonstanciés, relatifs à la plupart des questions.

C'est ainsi par exemple que l'Etat-Major de l'Armée a fourni en 1913 un rapport militaire [2] important au sujet de la neutralisation de la Savoie du Nord. Le statut juridique et territorial du lac de Constance a préoccupé nos Autorités et provoqué di-

---

2. *Il s'agit sans doute du rapport de von Sprecher du 15 février 1913 intitulé* «Die Neutralisierung Hochsavoyens und das militärische Besetzungsrecht der Schweiz». *Cf.* E 2, Archiv-Nr. 1645.

verses études, dont une consultation détaillée, fournie par un spécialiste étranger. La question des zones de la Haute-Savoie et du Pays de Gex a valu au Département politique des études nombreuses et approfondies, dues aux spécialistes qui l'ont suivie de près pendant de longues années.

Il serait superflu d'insister sur l'éclosion considérable d'une littérature très sérieuse, suscitée en ce moment par les questions de la navigation fluviale et maritime, questions qui ont déjà donné lieu à la publication de plusieurs rapports officiels, parmi lesquels le rapport imprimé de M. le Professeur Max Huber sur la question du pavillon suisse.

Il en est de même pour tout ce qui touche à la question brûlante de la naturalisation des étrangers. Le rapport du Département politique du 30 mai 1914[3] et plusieurs autres travaux analogues témoignent de l'intérêt que soulèvent des problèmes dont la solution devient de jour en jour plus pressante pour la Suisse.

On pourrait en dire autant de la sauvegarde de la production industrielle et commerciale du pays contre l'envahissement de la concurrence étrangère. Le *Vorort* du Commerce et de l'Industrie n'a-t-il pas estimé nécessaire de désigner une importante commission de 20 membres, choisis dans les milieux de l'industrie, du commerce, de la finance et de l'enseignement, pour parer au grave danger qui menace la Confédération?

Il n'est pas jusqu'aux questions de la paix qui n'aient préoccupé nos Autorités, et le Conseil fédéral se souviendra sans doute de sa décision du 26 septembre 1913[4], relative à la préparation de la troisième Conférence de La Haye.

Bien que ces questions semblent avoir perdu en ce moment beaucoup de leur valeur pratique, il serait cependant imprudent d'en abandonner entièrement l'étude, alors que les Puissances belligérantes continuent à s'en préoccuper en prévision de la conclusion de la paix.

Vu l'urgence que présente l'étude des problèmes de l'après-guerre, dont le Département a esquissé ci-dessus le programme, il lui paraît indiqué de la poursuivre activement en utilisant pour cela les dossiers et les mémoires qui existent déjà sur ces matières, en en créant de nouveaux si cela devient nécessaire et en s'adressant à la collaboration des associations et commissions qui pourraient l'assister dans sa tâche. Ces dernières, instituées en partie depuis un certain temps pour favoriser les études en question, ont des attaches plus ou moins officielles avec les Autorités fédérales.

Le Département politique *propose* au Conseil fédéral de l'inviter à poursuivre les études des questions d'après-guerre qui sont de sa compétence et à se mettre en relations avec les autres Départements pour achever, en collaboration avec eux, l'examen de celles des questions le concernant qui sont également de leur ressort.

---

3. *Non reproduit.*
4. *Cf.* E 1004 1/253, n° 4677.

374

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 décembre 1917

Abkommen mit Frankreich

Geheim. Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich.

Herr Bundespräsident Schulthess berichtet mündlich über den Verlauf der Unterhandlungen mit dem Vertreter Frankreichs über den Abschluss eines Abkommens zwischen der Schweiz und Frankreich:

Da das bestehende Separatabkommen mit Frankreich [1] seinem Ende entgegenging und da es sich zeigte, dass die Verwirklichung der ursprünglichen Absicht, mit den Alliierten für längere Zeit eine gemeinsame Vereinbarung zu treffen, auf Schwierigkeiten stossen würde, sah sich das Volkswirtschaftsdepartement genötigt, auf die geplante gemeinsame Aktion zu verzichten und mit Frankreich in Unterhandlungen zum Abschlusse eines neuen Separatabkommens einzutreten. Dieselben begannen in der ersten Hälfte Dezember und führten nach einer Unterbrechung, welche zur Einholung neuer Instruktionen durch den französischen Unterhändler, Herrn de Lasteyrie, erforderlich war, zu einem neuen Abkommen [2], das zur Unterzeichnung bereit ist.

Das Abkommen wird für die Dauer von 10 Monaten abgeschlossen, kann aber im Hinblick auf die Möglichkeit des Friedensschlusses oder anderer Eventualitäten zwei Monate zum voraus schon auf den 31. August gekündet werden.

Frankreich verpflichtet sich im wesentlichen, im Rahmen der mit der Entente vereinbarten Einfuhrkontingente die Transporte von Lebensmitteln und industriellen Rohstoffen für die Schweiz nach Möglichkeit zu erleichtern und für eine Reihe von schweizerischen Industrie-Erzeugnissen gewisse Kontingente für die Einfuhr in Frankreich im Gesamtbetrage von monatlich 2½ Millionen Franken zu gewähren. Ausserdem werden Zusicherungen gemacht mit Bezug auf die Zugsvermehrung zwischen Cette und Genf und verschiedenen andern Transiterleichterungen, wie Errichtung von Entrepôts, Einschränkung der militärischen Requisitionen, Ausfuhrbewilligung für Sämereien usw.

Gegen diese Zugeständnisse gewährt die Schweiz

1. einen festen Vorschuss von 2½ Millionen Franken monatlich für die effektive Ausfuhr der vereinbarten Kontingente von schweizerischen Fabrikaten,

2. einen monatlichen Vorschuss, welcher sich nach der Tonnenzahl der effektiv per Eisenbahn in die Schweiz eingeführten Waren richtet, nach einer Staffel beginnend mit

Fr. 20000.– per 100 Tonnen bei einer Einfuhr von 20000–45000 Tonnen und endend mit

Fr. 35000.– per 100 Tonnen bei einer Einfuhr von 75100 Tonnen oder mehr.

---

1. *Non reproduit. Cf. aussi n° 344.*
2. *Non reproduit. Cf.* 13 (b)/278 *ou* FF 1918, vol. 3, p. 123.

Bei 75 000 Tonnen würde der monatliche Vorschuss nach der Skala 13 Millionen Franken betragen. Bei den dermaligen Transportverhältnissen, die sich eher verschlimmern als verbessern werden, dürfte aber eine Einfuhr von 50 000 Tonnen und dementsprechend ein Vorschuss von 6–7 Millionen Franken in keinem Monate überschritten werden.

Über die Art der Bezahlung der Vorschüsse, ihre Garantie, die Behandlung der Tratten und den Zinsfuss sind nähere Bestimmungen aufgestellt worden.

Herr Bundespräsident Schulthess stellt einen nachfolgenden schriftlichen Bericht sowie die Vorlage des Textes des Abkommens in Aussicht. Er ersucht aber, da die Unterzeichnung der Vereinbarung demnächst erfolgen sollte, ihn auf Grund seiner mündlichen Darlegungen zur Unterzeichnung zu ermächtigen.

Der Herr Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements gibt seiner Auffassung dahin Ausdruck, dass das Abkommen wesentlich zur Erleichterung der Verproviantierung des Landes beitragen und die finanziellen Gegenleistungen rechtfertigen werde.

Der Bundesrat schliesst sich dieser Auffassung an und erteilt dem Herrn Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements die nachgesuchte Ermächtigung zur Unterzeichnung des Abkommens.

375

E 2200 Washington 10/3

La Légation de Suisse à Washington au War Trade Board

Copie
M

Washington, January 10, 1918

After his interview with Dr. Taylor January 2, the Minister of Switzerland cabled to the Swiss Government in Bern that according to a statement made by Dr. Taylor the *War Trade Board*, in agreement with the British Embassy, had forwarded the following proposals to London by cable:

Switzerland shall be supplied with the guaranteed allotments of bread stuff grains for the first two months (30,000 tons per month) out of the supply held by the Allies in Europe. For further allotments Switzerland shall be granted the necessary tonnage to enable her to procure the bread stuff grain in the Argentine, where it will be placed at the disposal of Switzerland by the Interallied Wheat Executive.

This information has been transmitted to the Legation of Switzerland in London with the request to ascertain whether the British Authorities have accepted this proposition.

The Legation of Switzerland in Washington is now in receipt of a cable in Bern stating that Sir Crowe has referred the Legation of Switzerland in London to the wording of the decision taken by the "Section de Ravitaillement" at the Interallied Conference in Paris wich reads as follows:

"Les Alliés sont d'accord pour que le ravitaillement en céréales panifiables de la Suisse, en ce qui concerne la marchandise, soit comprise dans les provisions d'im-

portation de la France, les transports maritimes devant être assurés par les soins de la Suisse."

The Minister of Switzerland has been instructed by the Swiss Government to draw the attention of the Government of the United States to the fact that this wording is in direct contradiction to the corresponding paragraph in the Memorandum reached between the *War Trade Board* and the Swiss Government [1] and to request the Government of the United States that immediate steps be taken to clear up the apparent misunderstanding so that there be no further delay in the supply of Switzerland with the guaranteed bread stuff grain allotments. The Government of the United States is no doubt aware that, as contrary to the stipulations of the American–Swiss memorandum no action has yet been taken, the bread situation in Switzerland is becoming most critical.

1. *Cf. n° 366, Annexe.*

376

E 1004 1/267

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 10 janvier 1918 [1]

44. Anerkennung Finnlands

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 10. Januar

Laut Zeitungsmeldungen ist die Unabhängigkeit Finnlands von Deutschland und Schweden anerkannt worden. Ausserdem erhielt das Politische Departement heute auf seine telegraphische Anfrage von der Gesandtschaft in Paris das nachstehende Telegramm:

«Gouvernement Français reconnait indépendance Finlande et chargera ambassadeur Berne vous le confirmer.»

Es wird beschlossen, folgende telegraphische Depesche an das schweizerische Konsulat in Abo abgehen zu lassen:

«Veuillez informer Gouvernement Finlandais qu'une demande de sa part au Conseil fédéral de reconnaître l'indépendance de la Finlande recevrait une réponse favorable et immédiate.»

1. *Etaient absents: E. Müller, G. Motta et R. Haab.*

377

E 27, Archiv-Nr. 13560/1

Konferenz beim Chef des Schweizerischen Militärdepartements am 15. Januar 1918 [1]

PV
Geheim

Bundesrat Decoppet eröffnet die Besprechung.

Der General wünscht die Ansicht des Bundesrates zu kennen, ob mit einem baldigen Friedensschluss zu rechnen sei oder ob Armee und Territorialdienst weiter auf direkte Kriegsbereitschaft hinarbeiten sollen. Wenn noch eine Verwicklung zu befürchten ist, so muss in Ausbildung und Materialbeschaffung mit Hochdruck vorwärts gearbeitet werden; wenn nicht, kann manches davon unterbleiben.

Bundespräsident Calonder: Das Politische Departement weiss nicht Genaues über die Situation. Wahrscheinlich ist nächstens an der deutschen Westfront eine Offensive zu erwarten. Ein allgemeiner Friede steht in unbestimmter Ferne. Die militärische Spannung dauert an, und wir müssen unsere Rüstungen fortsetzen. Eine absichtliche Neutralitätsverletzung ist nicht zu erwarten, dagegen heisst es gegen Überraschungen und nicht direkt gewollte Grenzverletzungen gerüstet sein. Es ist die Frage, ob nicht, nachdem die Armee so viel Zeit zur Ausbildung hatte, der weitere Instruktionsdienst unter das jetzige Mass herabgesetzt werden könnte.

Bundesrat Motta ist gleicher Auffassung wie der Bundespräsident und wünscht vom General eine Beurteilung der militärischen Lage zu hören. Die Absicht einer Grenzverletzung ist wohl bei allen Nachbarn ausgeschlossen. Die Wahrscheinlichkeit einer Offensive im Westen fordert aber zu entsprechenden Massregeln auf. Allerdings sind die Finanzlasten gewaltig gewachsen. Am 12. Januar betrugen die Mobilisationskosten 799 800 000 Franken. Dem stehen immerhin extra Einnahmen gegenüber. Der Totalertrag der Kriegsgewinnsteuer wird näher an 200 als an 100 Millionen Franken sein; auch andere Einnahmen fliessen reichlich. Aber dennoch bleibt ein starkes Missverhältnis zwischen Ausgaben und Einnahmen.

Der General: Die Frage ist, ob die grosse, kommende Aktion im Westen entscheidend sein wird; wenn nicht, so wird nach ihr die Aktion der Vereinigten Staaten eintreten, deren Truppen allerdings erst gegen Ende dieses Jahres in belangreicher Anzahl eintreffen können. Dann kann unsere Sicherheit gefährdet sein, vorher wohl nicht. Wir müssen uns klar sein darüber, dass die Rüstungen entweder mit Hochdruck gefördert oder überhaupt eingestellt werden müssen. Wir müssen den Mut haben, zu sagen: entweder, dass wir auf weitere Rüstungen zu verzichten wagen, oder aber, dass wir die Notwendigkeit einer vollständigen Kriegsbereitschaft anerkennen. Der Generalstabschef wird Näheres über die Lage berichten.

Der Generalstabschef: Der künftige Gang der Dinge ist schwer vorauszusagen, besonders die in diesem Jahre neu auftretenden Amerikaner sind ein unbestimmter

---

1. *Etaient présents: Bundespräsident Calonder, Bundesrat Decoppet, Bundesrat Motta, General, Generalstabschef, Unterstabschef. Le procès-verbal est rédigé par E. Sonderegger, sous-chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse.*

Faktor, und es ist nicht ausgeschlossen, dass sie neue Wege suchen werden, wenn die andern alle versagt haben.

Es scheint geraten, mit allen Eventualitäten zu rechnen. Es ist schwer zu schätzen, wieviel Truppen die Amerikaner bringen werden und wann. Dass die Munitionsaufträge an unsere Fabrikanten kleiner werden, zum Teil sogar annulliert worden sind, hängt mit dem Mangel an Schiffsraum bei der Entente zusammen, da der Transport des Rohmaterials aus Amerika bedeutend mehr Schiffsraum beansprucht als der der fertigen Munition. Im Jahre 1918 ist weniger mit einem Einfall zu rechnen als Ende 1918 bis Anfang 1919. Die Amerikaner bereiten sich auf einen sehr lange dauernden Krieg vor. Sobald es im Sundgau zu grösseren Kämpfen kommt, müssen wir unseren Grenzschutz verstärken. Eine Offensive der Zentralmächte im Westen scheint vorbereitet zu werden. Schweizerische Missionen werden gegenwärtig im Rücken beider Parteien nicht zugelassen, was auf Vorbereitungen schliessen lässt. Immerhin werden beide Parteien nicht ohne Bedenken an diesen gewaltigen neuen Kampf herantreten. Der Unterseebootkrieg nimmt in seinen Wirkungen eher zu als ab. Es scheinen auf deutscher Seite neue Bootstypen zur Verwendung zu kommen, wie die neu gemeldete Rammung eines Zerstörer durch ein Unterseeboot zeigt. Es ist denkbar, dass die Zentralmächte mit dem grossen Angriff warten, um Ergebnisse des Unterseebootkrieges und den Eindruck eines russischen Separatfriedens abzuwarten.

In Sachen der Ausbildung ist zu bedenken, dass sogar die kriegführenden Armeen selbst, mit aus der Front zurückgezogenen Truppen, immer wieder Ausbildung treiben, um sie leistungsfähiger zu machen. Auch die Anwendung der neuen Kampfmittel, Minenwerfer, Handgranaten, Infanteriegeschütze, erfordern Ausbildungsarbeit.

Hinsichtlich materieller Ausrüstung ist nicht ausser acht zu lassen, dass durch das Zuwarten, durch inzwischen eintretende Preissteigerungen, die Kosten häufig stark vermehrt werden. Ein Beispiel dafür bildet die Angelegenheit der Zelte.

Die Verhältnisse für die Ernährung unseres Volkes erregen schwere Sorgen, man spricht leichthin davon, dass im Notfall Deutschland uns Brot liefern könne. Das wird aber kaum der Fall sein. Allerdings haben die Deutschen mehr Brot als wir, aber dafür von allem andern sehr wenig.

Der Unterstabschef wird einige Angaben über notwendige Material-Anschaffungen machen.

Es besteht kein Zweifel, dass wir gerüstet bleiben müssen. Für die Truppenausbildung bleibt uns gegenwärtig sehr wenig Gelegenheit, da die wenigen Truppen stark mit Grenzdienst belastet sind.

Bundesrat Decoppet: Eine Absicht, unsere Neutralität zu verletzen, ist bei keinem der Kriegsführenden vorauszusetzen und sicher auch nicht bei den Vereinigten Staaten. Informationen aus Washington lauten hierüber durchaus beruhigend; die Vereinigten Staaten sind uns überhaupt durchaus wohlgesinnt. Sie beabsichtigen auch uns in der Beschaffung von Transportgelegenheiten für das von ihnen gekaufte Getreide behilflich zu sein. Es ist fraglich, wie lange wir beim gegenwärtigen kleinen Truppenaufgebot verbleiben können. Hinsichtlich der Ausbildung steht fest, dass eine Neuausbildung der Truppen, den fortschreitenden Kriegserfahrungen entsprechend, unerlässlich ist.

Der Unterstabschef: Für die Infanterie ist eine vermehrte Ausrüstung mit Maschinengewehren notwendig. Alle fremden Armeen gehen uns auf diesem Wege voran, auch diejenigen, die ein automatisches Gewehr besitzen. Bei uns kann sich die Neuanschaffung nur in dem bescheidenen Rahmen der vorliegenden Fabrikationsmöglichkeiten bewegen, die eine Neuanschaffung von 600–800 Maschinengewehren pro Jahr gestattet und die nicht vergrössert werden kann. Wir können im Laufe eines Jahres unseren Infanteriebataillons nur je 400–600 neue Maschinengewehre zuweisen; wir erreichen damit eine Dotation von nicht einmal der Hälfte derjenigen, die im Ausland im Gange ist. Die Kosten einer solchen Jahresfabrikation mit dem nötigen Zubehör sind 11 Millionen Franken. Davon wurde vor kurzem die Hälfte angefordert, um für die ersten Fabrikationsmonate und für Materialanschaffung weiterer Monate Deckung zu haben. Der Rest des Kredites wird angefordert werden, wenn zwischen verschiedenen, als brauchbar bekannten Beförderungsarten die endgültige Auswahl getroffen sein wird.

Die Handgranatenfabrikation muss weitergehen. Eine Offensivhandgranate mit starker Sprengladung und geringer Splitterwirkung ist ein Bedürfnis. Die Versuche werden demnächst abgeschlossen sein, worauf dann die Fabrikation einsetzen muss.

Die Infanterie mehrerer kriegführender Heere ist mit kleinen Geschützen ausgerüstet, deren Aufgabe die Bekämpfung von Maschinengewehren ist. Wenn die Möglichkeit, sie im eigenen Lande zu fabrizieren, feststeht, wird auch diese Frage gelöst werden müssen.

Die Beschaffung der Zelte für die Feld-Infanterie ist überaus dringlich. Auch ist für die Ausstattung mit Helmen erst ein Teil des nötigen Kredites bewilligt.

Unser Mangel an schwerer Artillerie ist bekannt, er lässt sich zu einem Teil wenigstens ausgleichen durch die Aufstellung von Minenwerfer-Batterien, die wir im Gegensatz zu den Geschützen im Lande selbst herstellen können.

Die Fabrikation von Flugzeugen und Ballons darf angesichts unserer noch mehr als bescheidenen Ausstattung nicht unterbrochen werden.

Die bedenklichste Lücke in unserer materiellen Rüstung liegt aber im Mangel an Artilleriemunition. Die im Frieden vorgesehene Ausrüstung unserer Kanonen betrug 1200 Schuss pro Geschütz. Sie wurde während des Krieges durch ein erstes Munitionsprogramm auf 2400 gesteigert; ein weiteres Programm auf 4000 Schuss wurde nicht genehmigt, wohl aber wurde gestattet, die Fabrikation weitergehen zu lassen; damit wären wir nach den Berechnungen der Kriegstechnischen Abteilung im Oktober 1917 auf 4000 Schuss gekommen, in Wirklichkeit wurden es aber nur 3000 Schuss. Sehr mässig gerechnet ist der Tagesbedarf pro Gefechtstag und Feldkanone 250 Schuss, so dass unser jetziger Bestand für 12 Gefechtstage reicht. Ein erster Kriegsmonat wird uns mindestens 12 Gefechtstage bringen, wahrscheinlich aber noch bedeutend mehr. Es könnte uns daher passieren, dass wir nach glänzendster, ehrenvollster und erfolgreichster Verteidigung unseres Landes während eines Monats oder noch weniger plötzlich kampflos und ruhmlos abziehen müssten, weil unsere Artillerie nichts mehr zu schiessen hätte. Diesem Zustand muss abgeholfen werden. Nähere Vorschläge darüber werden demnächst ausgearbeitet werden.

In Sachen der Ausbildung muss berücksichtigt werden, dass ein Stillstand in der Ausbildung deshalb nie eintreten darf, weil das gesamte Personal der Armee sich

fortwährend erneuert. Die neuen Rekruten und die neu ernannten Kader jedes Jahres müssen immer wieder eingearbeitet werden, so dass in gewissem Masse jedes Jahr von neuem angefangen werden muss. Bei der Landwehr ganz besonders bedarf es noch vieler Ausbildungsarbeit, weil die vielen im Frieden vorhandenen Lücken der Ausbildung während des Krieges infolge vieler anderweitiger Beanspruchung der Landwehrtruppen noch nicht haben ausgefüllt werden können.

Hinsichtlich der Möglichkeit einer Grenzverletzung ist darauf hinzuweisen, dass 1871 zur Zeit der Belagerung von Paris und der Kämpfe bei Orléans und Le Mans eine Hereinziehung der Schweiz in den Krieg geradezu für unmöglich gehalten werden musste, und dennoch wurde das scheinbar Unmögliche Wirklichkeit. Bei den heutigen viel grösseren Verhältnissen und der grösseren Nähe der Aktionen sind unvorhergesehene Verwicklungen in viel höherem Masse wahrscheinlich.

Dass zufällige und ursprünglich nicht gewollte Grenzverletzungen im Verlauf von Kämpfen in der Nähe unserer Grenze im Bereich der Möglichkeit liegen, wird allgemein anerkannt. Leicht aber können solche Fälle in ihren Konsequenzen für uns genau dieselben ernsten Folgen haben wie ein organisierter Einmarsch.

Bundesrat Motta resümiert: In der Materialbeschaffung darf selbstverständlich nichts versäumt werden. Es ist Pflicht, in der Erstellung von Munition, Mitrailleusen, Flugzeugen usw. weiterzumachen. Die Fabrikation wird dann sistiert, sobald erkannt wird, dass die Gefahr vorüber sei. Hinsichtlich der Ausbildung sei auf das Urteil kompetenter Stellen abgestellt, es ist aber wünschenswert, dass möglichst bescheidenes Mass gehalten und hauptsächlich die Landwehr möglichst geschont werde. Mit der Verstärkung des Grenzschutzes kann wohl zugewartet werden, bis grosse Ereignisse sich ankünden. An der Loyalität der Vereinigten Staaten uns gegenüber ist sowenig zu zweifeln wie an derjenigen Englands und Frankreichs.

Die Neutralitätserklärung der Vereinigten Staaten [2] war bestimmt, jeden Zweifel zu beseitigen, obwohl der Wortlaut allerdings nicht ganz befriedigend war. Italien hat verzichtet, gleichzeitig eine gleichlautende Erklärung abzugeben, weil diese den Charakter einer Abschwächung der früheren Erklärung annehmen konnte. Gegen die Fassung der Neutralitätserklärung der Vereinigten Staaten hat der Bundesrat protestiert [3].

Nach französischer Auffassung kann der Krieg noch mehrere Jahre dauern.

Zusammenfassend seien: die Materialkredite zu bewilligen, der Grenzschutz vorläufig nicht zu verstärken, die Ausbildung möglichst sparsam, aber nach dem Ermessen des Armeekommandos zu organisieren.

Bundespräsident Calonder stimmt Bundesrat Motta zu. Eine Verletzung unserer Neutralität ist unmöglich, solange an der Westfront diese Spannung besteht. Die Heeresleitung muss für genügenden Schutz sorgen. Die Vermehrung des Kriegsmaterials ist durchaus notwendig. Schwerer als die Auslagen für Material belasten das Volk die Aufgebote. Es soll in den Aufgeboten möglichst Rücksicht auf die Landwirtschaft genommen werden.

Die Differenz zwischen dem Wortlaut der Neutralitätserklärung der Vereinigten Staaten und Frankreich und der unsrigen ist bedenklich. Auch ausländische

---

2. *Cf. n° 364.*
3. *Cf. n° 367.*

Meinungen gehen dahin, dass eine feindliche Absicht gegen unser Land nirgends besteht, dass aber in der durch grosse Ereignisse verursachten Aufregung alles möglich ist und ein Zufall uns in den Krieg hineinreissen kann. Ein zu schwacher Grenzschutz erhöht die Gefahr. In Sachen der Ausbildung sei auf das Urteil des Armeekommandos abgestellt, es darf darin nichts versäumt werden.

Bundesrat Decoppet: Die Haltung der Kriegführenden unserem Lande gegenüber wird stark beeinflusst durch ihr gegenseitiges Misstrauen. Wer den andern eine Verletzung unserer Neutralität zutraut, überlegt sich, wie er sich dagegen vorsehen kann.

Der Wortlaut in der Neutralitätserklärung der Vereinigten Staaten, der Anstoss erregt hat, ist praktisch ohne Bedeutung, da wohl jede kriegführende Partei im Falle des Einmarsches des Gegners in unser Land nur nach militärischen Erwägungen handeln wird.

Der Gewährung der Kredite für weitere Materialbeschaffung, der vorläufigen Belassung des Grenzschutzes beim jetzigen Mass, dem Weitergang der Ausbildung bei grösster Sparsamkeit ist zuzustimmen.

Betreffend Aufgebot der Landwehr-Infanteriebrigade 23 hat der Bundesrat die Ermächtigung gegeben, dass dem Verlauf dieser Beratungen entsprechend hier darüber entschieden werde. Die Landwehr-Infanteriebrigade 23 kann demnach auf den 25. Februar für sechs Wochen aufgeboten werden. Sollte ein ausserordentlich früher Frühling eintreten, so wäre der Landwirtschaft durch Beurlaubungen oder sonstwie entgegenzukommen.

Der General: Eine gute Ausbildung ist von grösserem Wert als Minenwerfer, Maschinengewehre und Handgranaten. Ganz besonders die Landwehr hat eine Vervollständigung ihrer Ausbildung nötig. Besonders ihr Offizierskorps war sehr zurückgeblieben und wird jetzt nachgenommen. Wir müssen bei der Landesverteidigung auf die Landwehr zählen können, die bei guter Ausbildung eine prächtige Truppe sein wird.

Mit der Ernährungsschwierigkeit in unserem Lande verhält es sich ähnlich wie mit der vielbesprochenen Unlust zum Militärdienst. Den persönlichen Interessen wird eine zu grosse Rolle eingeräumt, und die Schwere der Belastung wird vielfach übertrieben. Die jetzigen kleinen Aufgebote belasten die Volkswirtschaft viel weniger, als man gewöhnlich annimmt. Die 4000 Mann einer Landwehrbrigade zum Beispiel verteilen sich auf einen Sechstel des Landes, das heisst auf eine halbe Million Einwohner, nicht einmal 1 Prozent der Bevölkerung. Es fehlt auch an der Organisation. In Genf klagt man über arbeitslos gewordene Munitionsarbeiter, im Kanton Bern klagt man, dass die Bauern in die Munitionsfabriken gehen. Könnten da nicht die Munitionsarbeiter in die Fabriken und die Bauern nach Hause geschickt werden? Das Volk ist sich zuwenig der drohenden Not bewusst.

Der Generalstabschef: Im mündlichen Verkehr mit den Militärattachés der Nachbarmächte wurde der Standpunkt, dass fremde Hilfe nur auf unser Verlangen hin geleistet werden dürfe, von uns immer festgehalten und von der ausländischen militärischen Seite immer anerkannt. Dass der Text der neuen Erklärungen[4] anders

4. *Cf. n° 364, 365.*

lautet, ist auffallend. Sicher ist, dass die Franzosen stets einen deutschen Einbruch befürchten. Sie haben ihre Grenzbefestigung jetzt bis gegen Morteau ausgedehnt.

Für die Volkswirtschaft kann die Armee bei den jetzigen kurzen Dienstperioden keine Leute mehr abgeben. Eine ausgiebige Verwendung von Arbeitslosen für landwirtschaftliche und andere Arbeiten muss organisiert werden. Internierte und Deserteure sind in vollem Masse heranzuziehen. Der Vorschlag der SBB, für ihre Arbeiten italienische Gefangene aus Deutschland zu beziehen, wird nicht durchführbar sein.

Bundespräsident Calonder: Die Einfuhr gefangener Italiener ist ausgeschlossen. Für Italien würde sie eine Beleidigung bedeuten.

378

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 19

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Berlin, 19. Januar 1918

Trotzdem ich heute infolge meiner erst sehr kurzen Anwesenheit in Berlin und meiner noch ganz ungenügenden Vertrautheit mit der deutschen Politik, welche durch die überaus starke Inanspruchnahme durch Büroarbeit nicht gefördert wird, nicht in der Lage bin, einen politischen Bericht einzusenden, will ich doch nicht ermangeln, Ihnen wenigstens darüber Meldung zu erstatten, was ich seit meiner Abreise von Bern erlebt habe. Dem werde ich mir gestatten, noch einiges beizufügen, was ich als «Verschiedenes» betiteln möchte.

In Anbetracht der kurzen, für die Einführung zur Verfügung stehenden Zeit sowie der verschiedenen Abschieds- bzw. Einführungsbesuche des alten und neuen Gesandten blieb für die Orientierung über die eigentliche Bürotätigkeit der Gesandtschaft leider nicht sehr viel Zeit übrig. Herr Bundesrat Haab gab sich sehr grosse Mühe, mich in jeder Beziehung auf das laufende zu bringen. Viel trug hiezu auch bei, dass wir im selben Hotel lebten und viele Mahlzeiten zusammen einnehmen konnten, was auch zu halbdienstlichen Gesprächen verwendet werden konnte.

Gemeinsam mit Herrn Bundesrat machten wir einen Besuch beim Reichskanzler und in Abwesenheit des Herrn Dr. von Kühlmann beim Unterstaatssekretär des Auswärtigen Amtes, Freiherrn von dem Bussche.

Wie übrigens bei allen Amtsstellen, war auch die Aufnahme beim Reichskanzler ausserordentlich liebenswürdig. Politisch Interessantes ist über diesen Besuch jedoch nicht zu melden.

Dagegen benutzte der Unterstaatssekretär des Auswärtigen Amtes meine Antrittsvisite zu einer Äusserung, die ich unbedingt zu Ihrer Kenntnis bringen muss, da sie mir für das Verhältnis Schweiz–Deutschland von grosser Bedeutung zu sein scheint. Freiherr von dem Bussche übergab mir bei dieser Gelegenheit ein Doppel der sechsseitigen «Aufzeichnung» [1], welche dem Politischen Departemente von der

1. *Non retrouvé.*

Kaiserlich Deutschen Gesandtschaft in Bern vor einiger Zeit überreicht wurde und welche sich auf das Verhalten der Schweizer Presse und die ungleiche Behandlung von deutschfeindlichen und ententefeindlichen Äusserungen der Schweizer Presse bezieht. (Sollte ich mich irren und diese Aufzeichnung in Bern nicht überreicht worden sein, so steht ein Exemplar zur Verfügung, das ich aber lieber hier behalten würde, da es das einzige ist, über das ich verfüge.)

Trotz aller Höflichkeit und Liebenswürdigkeit, mit der Freiherr von dem Bussche auf diese Angelegenheit zu sprechen kam, tönte doch deutlich ein gewisser gereizter Unterton durch. Sowohl Herr Bundesrat Haab als ich, der soeben frisch aus der Schweiz ankam, mussten uns nachher gegenseitig gestehen, dass die deutsche Reklamation betreffend ungleiche Behandlung von Äusserungen der schweizerischen Presse leider berechtigt sei, ärgern sich doch seit langer Zeit schon viele absolut neutral denkende, in der Schweiz wohnende Schweizerbürger über diesen Zustand. Ich möchte daher die Gelegenheit nicht vorübergehen lassen, ohne meiner Meinung dahin Ausdruck zu geben, dass es sich empfehlen dürfte, ohne Rücksicht auf allfälliges innerpolitisches Geschrei in der Schweiz in Zukunft in Pressefragen Zentralmächte und Entente auf absolut gleichem Fusse zu behandeln. Angesichts der vielen Beziehungen verschiedenster Art, welche uns mit dem Deutschen Reiche verbinden, und der zahlreichen Fälle, wo wir eines Entgegenkommens deutscher Behörden im Interesse unseres Staates oder in demjenigen von einzelnen schweizerischen Individuen bedürfen, kann es der Schweiz doch gewiss nicht gleichgültig sein, ob sie allmählich die leitenden deutschen Kreise, die deutschen Amtsstellen überhaupt, Presse und Publikum verärgert und gegen sich einnimmt. Dies vorläufig, solange der Krieg dauert.

Nach dem Kriege, das heisst in dem Zeitpunkte, da das Deutsche Reich nicht mehr so sehr auf unser Entgegenkommen und unsere Mitwirkung angewiesen sein wird, dürfte sich eine allmählich tief eingefressene Verstimmung gegenüber der Schweiz zweifellos vielfach sehr zu unseren Ungunsten fühlbar machen.

Samstag, den 12. Januar, wurde ich vom Kaiser und unmittelbar nachher von der Kaiserin im Schloss Bellevue empfangen.

Da ich früher Gelegenheit hatte, die grossen preussischen Schlösser mit ihrem umfangreichen Beamten- und Bedientenapparat zu sehen, konnte ich mir einen deutlichen Begriff von der Einschränkung der kaiserlichen Hofhaltung machen. Schloss Bellevue erinnerte mich stark an ein feines altes Patrizierhaus des Kantons Bern oder der Westschweiz. Sehr wenig Chargen und Bediente. In den Salon der Kaiserin wurde ich durch das Esszimmer geführt, wo der Frühstückstisch für drei bis vier Personen schon gedeckt war. Der diensttuende Flügeladjutant, ein Generalstabsmajor, erzählte mir denn auch, das Personal des Hofes, alle preussischen Schlösser zusammengerechnet, sei seit dem Kriege um mehrere hundert Mann verringert, abwechslungsweise gingen die Angestellten an die Front und kämen nach ein- bis zweijährigem Dienste wieder zurück. Zwei Diener trugen denn auch das Band des Eisernen Kreuzes.

Der Kaiser knüpfte in der Unterhaltung namentlich an seinen Besuch in der Schweiz an, erkundigte sich insbesondere nach General Wille und Oberstkorpskommandant von Sprecher und danach, ob ein seinerzeit von ihm persönlich Herrn Bundesrat Hoffmann überwiesenes Muster von feldgrauem Tuch zu Proben ver-

wendet worden sei, was ich zu seiner Befriedigung bejahen konnte. Anschliessend an eine kurze gegenseitige Aussprache über Marschleistungen schweizerischer Truppen in den Manövern 1912 und seither, rief dann der Kaiser plötzlich in lebhaftem Tone: «und buddeln (Schützengräben ausheben, befestigen) habt ihr auch gelernt!» Ein Beweis, dass der Kaiser über unsere Befestigungslage jedenfalls genau orientiert ist. Trotz der vielen Sorgen, die diesen Mann gerade in der gegenwärtigen Zeit bedrücken müssen, machte mir der Kaiser einen sehr frischen, muntern, lebhaften Eindruck. Auf politisch Wichtiges kam er nicht zu sprechen.

Die Kaiserin sprach in freundlicher Weise von der Liebestätigkeit der Schweiz, der Fürsorge für die Internierten, namentlich der Tätigkeit von Frau Minister Roth für die im Kanton Appenzell internierten Deutschen. Insbesondere schien es sie zu freuen, dass Frau Roth durch deutsche Internierte ein bis in alle Details ausgearbeitetes Appenzeller Bauernhaus erstellen liess, das, wenn ich nicht irre, auf der Internierten-Arbeiten-Ausstellung in Frankfurt der Kaiserin zu Gesicht kam.

Meine amtliche Tätigkeit wurde hier in den letzten Tagen in sehr unangenehmer Weise durch chronische Verkehrsstockungen infolge Schneefalls beeinflusst. Statt der zirka zwei Stunden, die ich sonst zwischen Gesandtschaft und Hotel auf Strasse, Untergrundbahn und Elektrischer zubringe, falls diese Zeit durch Besuche nicht noch verlängert wird, kam ich über die letzten Tage unter drei Stunden nicht weg. Jedoch war diese an und für sich unangenehme Periode, welche übrigens heute noch nicht zu Ende ist, insofern von Interesse, als sie deutlich zeigte, wie stark die Strassenbahn Berlins unter dem mangelnden Unterhalt von Oberbau und Rollmaterial seit dem Kriege leidet. Da beinahe keine Automobile oder Pferdedroschken mehr aufzutreiben sind, wurde die Untergrund- und Hochbahn derart überfüllt, dass auch ihr Verkehr stark verzögert wurde und teilweise ganz stockte. Die elektrische Strassenbahn war genötigt, ihren Betrieb während eines ganzen Tages auszusetzen, und ist noch nicht wieder voll betriebsfähig. Neben der Abnutzung des Materials spielt natürlich auch der Mangel an Kraft (Strom), an Arbeitskräften und insbesondere auch an männlichen Arbeitskräften ein bedeutende Rolle.

Bei diesem Anlasse sei übrigens auch bemerkt, dass die Normalbahnen nicht mehr ganz gut funktionieren. Entgegen der im Frieden üblichen deutschen Genauigkeit werden nunmehr Verspätungen der Züge von ein bis zwei Stunden als ganz normal angesehen.

In der letzten Zeit wird hier in massgebenden Kreisen stark von einer baldigen grossen deutschen Offensive gesprochen. Es soll alles für die Offensive fix und fertig bereitgestellt sein, so dass sie jederzeit losgelassen werden könnte. Von verschiedenen Seiten habe ich von einer ausserordentlich tiefen Staffelung – bis rückwärts nach Köln – sprechen hören. Andererseits wurde von einem neutralen Diplomaten die Meinung geäussert, er habe das Gefühl, die Oberste Heeresleitung zögere mit dem Loslassen der Offensive noch etwas, in der Hoffnung, die Entente werde sich vielleicht doch noch den russischen Friedensverhandlungen anschliessen, womit die sonst unvermeidlichen enormen Opfer an Menschen vermieden werden könnten.

Friedensverhandlungen: In Rektifizierung meiner Bemerkung in Absatz 4 meines Schreibens vom 15. Januar 1918 [2] an den Herrn Bundespräsidenten (ad Nr. 50/426.

2. *Non reproduit.*

G. R.) mache ich darauf aufmerksam, dass die Bemerkung «aus Courtoisie» werde die Unterzeichnung des Schlussprotokolls von Brest-Litowsk eventuell an einem den Russen genehmeren Orte stattfinden, bei den Verhandlungen selbst von Herrn von Kühlmann offiziell gemacht wurde.

Seither habe ich von hiesigen Diplomaten gehört, dass sich die Schweden offiziell grosse Mühe geben, den Abschluss der gegenwärtigen Verhandlungen in Stockholm zu veranlassen.

Von den Holländern seien schon seit längerer Zeit Bemühungen im Gange, um die grossen Friedensverhandlungen in den Haag zu bringen.

Dürfte es da vielleicht nicht an der Zeit sein, dass auch die Schweiz sich durch ihre verschiedenen Gesandtschaften im Auslande oder durch das Mittel der bei ihr akkreditierten Gesandtschaften in Bern im gleichen Sinne für die Schweiz als Verhandlungsort bemüht?

Indem ich mir erlaube, zwei neueste Zeitungsausschnitte beizulegen, welche einen Einblick in die Verhältnisse bei der russischen Armee geben und welche zeigen, wie ungleich stark infolgedessen die zwei in Brest-Litowsk verhandelnden Parteien effektiv sind, bitte ich Sie, Herr Bundespräsident, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung genehmigen zu wollen.

379

J.I.149

Le Professeur W. Rappard au Colonel House

Copie
L

Valavran near Geneva, January 31st 1918

My dear Colonel House,

When I last had the privilege of seeing you at the Crillon in Paris, you requested me to write you privately every time something of real significance in Swiss or international politics came to my notice. I therefore take the liberty of writing the following letter. Knowing how intensely busy you are, I shall endeavor to make it as pregnant and as concise as possible.

1. Concerning the relations between the United States and Switzerland, everything has developed according to our previsions. The trade agreement[1] was nailed by public opinion as a proof of the generosity and of the fair and democratic intentions of your government towards our country. The principal German-Swiss papers were no less enthusiastic in the expression of their gratification than were those of French Switzerland. From Zurich, Bern, and Basle, as well as from Geneva and Lausanne, articles appeared and were widely commented on, in which the liberal attitude of the U.S. towards us was attributed to the community of democratic and federalist ideals and institutions. The best proof of the influence this unconscious propaganda exerted without, as well as within our borders, was the

1. *Cf. n° 366, Annexe.*

outburst of wild indignation and scorn it provoked on the part of the papers, such as the *Berner Tageblatt,* the *Neue Zürcher Nachrichten,* and the *Indépendance Helvétique,* which are, as everyone here knows, the mouthpieces of the imperial German diplomatic service in Switzerland.

Ever since the publication of the main features of the agreement, that part of our press which receives its inspirations directly from Berlin has claimed that the U.S. government had neither the possibility nor the intention of keeping its word. It has jubilantly and exultantly greeted the news of delayed shipments, sulkily and skeptically admitted the confident declarations of our government. The French Swiss press has naturally always been absolutely hopeful and friendly, the great mass of the German Swiss newspapers likewise, although more cautiously so.

Your government cannot be too insistently assured that the regular shipment of the few shiploads a month of grain which our country imperatively needs is the most efficient, as well as the most economical means of propaganda it can use abroad. To feed Switzerland, thus preventing her from falling into absolute economic dependence on the Central Powers, and discreetly to point to the reasons of democratic sympathy which prompt you to do so, is to convince not only Swiss, but German public opinion as well, of the sincerity and earnestness of your just and pacific purpose towards the New Europe. Our stocks of food-stuffs are almost exhausted. Our daily rations are far below those of the belligerent countries. Public opinion is therefore peculiarly sensitive on this score. No effort you can make in this direction will be lost and the effort necessary to feed a people of 3 800 000 inhabitants will always be comparatively slight.

The three points concerning Switzerland, which ought never to be lost sight of in the United States, when the problem of revictualling the European neutrals is considered, are:

a. The dependance of Switzerland on her grain imports. (Only ⅕th of the necessary supply can be produced on her Alpine soil.)

b. The politico-ethnical composition of the Swiss people, which makes of our Confederation a true microcosm of the League of Nations.

c. The existence of a large and influential Swiss press of German tongue, which daily reaches tens of thousands of the most thoughtful of Germans and Austrians.

2. Recent conversations with and reports from influential and well-informed Swiss, Dutch, French, British, Austrian, and German citizens enable me to make the following statements concerning the international situation:

a. The Brest-Litovsk negociations and the prospects of the Spring offensive divide public opinion in Germany more profoundly than it has ever been divided since the beginning of the war. On the one hand the military party in the German Empire has grown in ambition and influence, if not in numbers, as a result of the Russian anarchy. On the other hand the more liberal elements in Germany and pratically the whole Austro-Hungarian people are more bitter and more resolute in their opposition to the militarists and more inclined to listen to reasonable peace terms than ever. President Wilson's recent utterances have taken a much greater hold of public opinion in Central Europe than any of his former ones. Neutral opinion is more strongly with him than it has ever been with any of the other belligerent statesmen since the war began.

b. If such a suggestion be not deemed too impertinent, I would say that in order to hold liberal opinion firmly everywhere in Europe and thereby to coërce the German government – still hesitant between the menace of serious uprisings and the threat of resignation of the greatest German generals, – President Wilson should insistently and specifically repudiate, in the name of all the Allies, all imperialistic aims on their part. His attacks should be directed more and more concretely against the German military party and the German war trade interests (Schwerindustrie), less against militarism and autocracy in the abstract. The Hohenzollerns are not unpopular in Germany unfortunately, and the democratic reform of the government will be retarded, more than hastened, by too specific pressure from without. But the Tirpitz and the Krupps, the alliance of military feudalism and monopolistic capitalism, are ever more being singled out as the true criminals by public opinion in Germany. The problem is how to precipitate a natural evolution, without by so doing, creating retarding counter-currents, how to appeal to liberalism, love of peace, and disgust with militarism in Germany, without too brutally offending German national pride. The President's recent utterances seem to have had a very felicitous effect in this respect.

3. Germany has indirectly, but very clearly, let the neutral world know of late that her chemical laboratories and industries are supplying her artillery with new and very murderous shells. Reports from independent and serious chemists of pro-Ally sympathies convince me that this is no mere piece of bluff. As Germany knows that these new gas shells, against which there is said to be no effective mask protection, can easily be imitated by its ennemies, the announcement of their preparation is apparently to be interpreted as an indirect peace move. I should not have mentioned this matter was I not informed about it on the best of authorities.

These few notes are a digest of the most significant information I have gathered since my return. You will readily understand that I must request you to consider them as absolutely confidential as to their source. Should such or like information be of real interest to you, I shall always be glad to supply you with it. I should greatly appreciate a word of reply on this point [2].

Thanking you again most cordially for all the kindness and confidence you were good enough to show me in New York and in Paris and especially for the keen and warm interest you take in my country, I beg you to believe me...

---

2. *Le 12 mars 1918 House répond à Rappard:* Please accept my thanks and assurances of appreciation for your letter of January 31st which is full of information and interesting suggestions. I shall take occasion upon my next visit to Washington to give the President the pleasure of reading it. Other than that, I shall treat it in confidence. I hope you will write me from time to time and give me the benefit of your advice and views which, be assured, I greatly value.

380

EVD KW Zentrale 1914–1918/25+26

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n⁰ 82 Bern, 4. Februar 1918

Militärdepartement und Volkswirtschaft antworten auf Ihr Telegramm Nummer 70[1]. Trotz der zahlreichen dringenden Vorstellungen, welche in London erhoben worden sind, haben wir von *Wheat Executive* bis jetzt noch keinen einzigen Wagen Brotgetreide erhalten. Da auch die seitens der amerikanischen Behörden beim *Foreign Office* und beim *Wheat Executive* zur Ausführung des Abkommens unternommenen Schritte gänzlich erfolglos geblieben sind, müssen wir die Hoffnung aufgeben, Brotgetreide aus den europäischen Vorräten der Alliierten zu erhalten. Wir sind zu der Überzeugung gelangt, dass es nutzlos wäre, länger auf der Einlösung des Versprechens zu bestehen, dass ein Teil der 240000 Tonnen wenn nötig aus den europäischen Vorräten geliefert werde, da die europäischen Vorräte der Entente offenbar viel knapper sind, als das *War Trade Board* seinerzeit annahm und als man uns gegenüber zugeben will. Es ist bezeichnend, dass die 1500 Wagen Weizen, die wir im März 1917 Frankreich geliehen haben[2] und deren Rückgabe im Juni 1917 hätte erfolgen sollen, uns von Frankreich trotz unserem Drängen immer noch nicht zurückgegeben worden sind. Man verspricht uns heute, sie uns in monatlichen Raten von 300 Wagen zurückzugeben, so dass es Sommer 1918 wird, bis wir diesen Posten erhalten, der doch eine Ehrenschuld Frankreichs darstellt. Es gibt absolut keine andere Möglichkeit, uns wirklich Getreide zu verschaffen, als die sofortige Verschiffung der verfallenen 60000 Tonnen ab Nordamerika vermittelst holländischer Schiffe. Bitten dem *War Trade Board* diese Situation klarmachen und alles daransetzen, dass die holländischen Schiffe sofort beladen werden. Nachdem wir die ersten 60000 Tonnen erhalten haben werden, wird man die holländischen Schiffe nach Argentinien schicken können, vorher aber nicht, da sonst unsere Getreidevorräte gänzlich aufgebraucht wären, bis die Sendungen aus Argentinien eintreffen würden. Wir hoffen, dass man dies auch in Washington einsehen und uns nicht dieser Kalamität aussetzen wird. Die in unserem Telegramm Nummer 59[3] verlangten Angaben über die holländischen Schiffe wollen Sie uns sobald wie möglich machen. Erwarten ferner Ihre telegraphische Meldung über die erfolgte Verschiffung der dringend benötigten 9000 Tonnen, die zur Verschiffung bereitliegen.

---

1. *Non reproduit. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/1+2.
2. *Cf. à ce sujet n⁰ 300, note 1.*
3. *Non reproduit. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/1+2.

381

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 19

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP Streik. Geheim. Berlin, 5. Februar 1918

In erster Linie beehre ich mich, auf meine Berichte vom 30. Januar und 2. Februar 1918[1] betreffend den Streik zu verweisen.

Gestern erhielt ich folgendes Telegramm: «Veuillez communiquer tous renseignements utiles sur grèves Berlin et Allemagne, sur leurs causes, leur nature, chiffre manifestants, arrestations, morts et votre opinion sur conséquences politiques.» (Nummer 48, Auswärtiges).

Dieses Telegramm enthält zwischen den Zeilen an meine Adresse den Vorwurf, ich hätte am 30. Januar und 2. Februar zuwenig eingehend berichtet.

Ich beehre mich, darauf aufmerksam zu machen, dass momentan verschiedene wichtige und dringliche Geschäfte anhängig sind, so Heimtransport der Schweizer durch die Front aus Russland, Schiffskauf oder Miete, italienische Gefangenenangelegenheiten, Kohlenmonopolfrage, Kauf eines Gesandtschaftsgebäudes, welche in ihrer Totalität durch Besuche auf Ämtern, Antichambrieren, usw. viel Zeitverlust verursachen. Daneben muss ich ein sehr umfangreiches, mit Arbeit überlastetes, mit Personal ungenügend ausgerüstetes Büro *persönlich* leiten. Es ist somit verständlich, dass für das Einholen von Nachrichten über Begebenheiten leider viel zuwenig Zeit und Bewegungsfreiheit übrigbleibt. (Die grossen Distanzen bilden hiebei naturgemäss ein bedeutendes Hindernis.)

Nach dem Urteil unserer nichtamtlichen, teilweise aber der Presse angehörenden Gewährsmänner sollen die Streiks ihre tiefere Ursache in geheimen Vereinbarungen haben, welche in Stockholm zwischen den Bolschewiki und ganz linksstehenden deutschen Sozialdemokraten getroffen wurden. Auch an der Ostfront sollen die Bolschewiki versucht haben, die deutschen Soldaten zu veranlassen, einen Generalstreik in der deutschen Rüstungsindustrie hervorzurufen. Während diese Versuche an der Ostfront keinen Erfolg gehabt hätten, seien sie via Stockholm geglückt. Die Stockholmer Abmachungen seien aber so geheimgehalten worden, dass die organisierte Sozialdemokratie Deutschlands vom Streik vollkommen überrascht worden sei. (Die Überraschung erfolgte wohl absichtlich, um eine andere Stellungnahme der Partei gegenüber dem Streik zu verunmöglichen.)

Der Streik wurde denn auch fast ausschliesslich von den unabhängigen Sozialdemokraten ins Leben gerufen und hatte einen vollständig improvisierten Charakter. Die Sache war wohl so gedacht, dass der Streik, einmal in Fluss gekommen, die ganze Arbeiterschaft mit sich reissen werde.

Zum Ausbruch des Streiks im jetzigen Zeitpunkte soll – immer nach meinen Gewährsmännern – nicht unwesentlich der Umstand beigetragen haben, dass Graf Hertling in seiner letzten Rede im Hauptausschuss nicht, wie bis kurz vor der Aus-

---

1. *Non reproduit.*

schussitzung beabsichtigt war, über das Wahlrecht in Preussen zu sprechen kam. Hinsichtlich dieser Unterlassung soll Scheidemann damals im Hauptausschuss erklärt haben, dass er für die Stellung, die die Sozialdemokratie hiezu einnehmen werde, keine Garantie leisten und keine Verantwortung übernehmen könne. Es hatten denn auch, wie der Streik ausbrach, obwohl sich sogleich grosse Teile der organisierten Sozialisten der Bewegung anschlossen, die Führer der Sozialdemokratie die Leitung nicht in der Hand. Die Organisation erfolgte erst nachträglich. Auch die offiziellen Gründe für den Streik wurden zum Teil erst nachträglich konstruiert und bekanntgegeben.

Diese lauteten: Sofortige Einführung des gleichen Wahlrechts in Preussen; Friede ohne Annexionen; bessere Verteilung der Lebensmittel.

Der Streik war, wie bereits gesagt, kein organisierter, sondern ein sogenannter «wilder» Streik. Die Streikenden bestanden hauptsächlich aus minderjährigen Arbeitern und aus Frauen. Über die Anzahl der Streikenden ist amtlich nichts bekanntgegeben worden. Es dürften aber in ganz Deutschland etwa insgesamt eine Million Arbeiter gestreikt haben. Der Streik war, da die Gewerkschaften sich am Streike nicht beteiligten und da er nicht organisiert war, auch in lokaler Hinsicht nur ein partieller. Es wurde daher sowohl in Ortschaften als in Fabriken zum Teil, wenn nicht zum Grossteil gearbeitet. Auch wurde in verschiedenen Grossbetrieben, so zum Beispiel bei Siemens in Berlin, überhaupt nicht gestreikt.

Der Streik war lediglich demonstrativer Natur und bestand in Arbeitseinstellung. In Berlin demonstrierten einige Tausend jugendlicher Arbeiter und Frauen hauptsächlich in Alt-Moabit, wo es auch zu Zusammmenstössen mit der Polizei kam. Dabei wurden ein Schutzmann getötet und mehrere Zivilisten schwer verletzt. In anderen Teilen Berlins war vom Streik nichts zu bemerken.

Der Streik selbst kann vorderhand als beendet betrachtet werden, da überall die Arbeit wieder voll aufgenommen worden ist. Die Betriebe der Kriegsrüstung stehen nun unter staatlicher (militärischer) Aufsicht.

Anlässlich einer Besprechung, die ich heute mit dem Unterstaatssekretär des Auswärtigen Amtes, Freiherrn von dem Bussche, hatte, brachte ich das Gespräch auch auf den Streik.

Freiherr von dem Bussche bezeichnet als Ursache des Streiks in Deutschland den Streik, der kurz vorher in Österreich stattfand, und die Schlappheit der dortigen Regierung gegenüber den Streikenden. Ferner sei als auslösendes Moment in Deutschland, insbesondere Preussen, noch die durchaus falsche Meinung dazugekommen, dass man die preussische Wahlrechtsreform verschleppen oder verhindern wolle. Allerdings gibt auch Freiherr von dem Bussche zu, dass gewisse sozialistisch-anarchistische Fäden von Stockholm in verschiedene Länder und namentlich auch zwischen den Bolschewiki einerseits und Österreich andererseits gesponnen wurden. Ferner betonte er, dass Entente-Geld zur Revolutionierung Deutschlands via Schweden nach Deutschland gekommen sei. *Ferner behauptete er, Deutschland habe Nachrichten erhalten, wonach sich in der Schweiz amerikanische Büros befänden, um von dort aus mit amerikanischem Geld Revolutionspropaganda in Deutschland zu treiben, was ich hiemit als dienstliche Meldung weiterleite und besonders hervorhebe.* (Anschliessend daran melde ich weiter, dass ich auch von anderern Seiten gehört habe, dass man hierorts einer angeblich unter der Ägide

Amerikas einsetzenden Propaganda in den neutralen Staaten, die den Zweck verfolge, die innerpolitischen Verhältnisse Deutschlands zu stören, grosse Aufmerksamkeit schenke. Man bringe damit in Zusammenhang, dass an der Schweizer Grenze von Deutschland kommende Reisende in ganz auffälliger Weise über die zur Zeit in Deutschland herrschenden Verhältnisse ausgefragt werden.)

Was nun die politischen Folgen des zu Ende gegangenen Streikes anbelangt, so bestehen dieselben meines Erachtens, wie schon in meinem Berichte vom 2. Februar angedeutet, in folgendem: Dank der Kraft, Entschlossenheit und Ruhe, mit der die Staats- und Militärgewalt den Streik unterdrückt hat, ohne Konzessionen machen zu müssen, geht die Regierung, an Ansehen gestärkt, aus der Situation hervor, während die extremen Sozialisten eher eine Blamage erlitten haben.

Aus der Besprechung mit dem Herrn Unterstaatssekretär hebe ich noch hervor, dass derselbe mir gegenüber ausdrücklich betont hat: a) Deutschland wolle in Russland keine Gebiete annektieren, b) die preussische Wahlrechtsreform werde unbedingt durchgeführt werden, da man dieses Versprechen dem Volke gegeben habe.

Nachtrag unmittelbar vor Kurierschluss:

a) Friedensschluss mit Ukraine soll in den nächsten Tagen perfekt werden, voraussichtlich auch mit Rumänien.

b) Frieden zwischen Bulgarien und *Gross*-Russland soll schon geschlossen sein.

c) Es soll ein Abkommen zwischen Österreich und Deutschland dahin getroffen worden sein, dass Deutschland Korn (oder Kohle?) nach Österreich liefert, letzterer dagegen, ausser der bereits im Westen stehenden österreichischen Artillerie, Truppen an die Ostfront sendet. (Daher neue Aufgebote in Österreich.)

d) Es sollen deutsch-österreichischerseits die Polen mit selbständiger Vertretung zu den Verhandlungen in Brest-Litowsk zugelassen (und ihre Sache zu der eigenen gemacht) werden.

382

E 2001, Archiv-Nr. 1519

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Confidentiell. Geheim[1] Berlin, 6. Februar 1918

Unter Bezugnahme auf Ihr Telegramm Nummer 51[2] betreffend den von der maximalistischen Regierung in Petersburg für die Schweiz vorgesehenen Gesandten *Salkind* (Adjunkt des Auswärtigen in Petersburg) und dessen Begleiter Kamenew beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich mich mit Herrn Hugo Lindemann, Mitglied des Vorstandes der ZEG, in Verbindung gesetzt habe.

Seine Auskunft, die ich Sie bitte, als streng konfidentiell zu betrachten, war kurz folgende: Salkind, an den sich Herr Lindemann anlässlich der in Petersburg stattge-

1. *L'indication* Geheim *a été vraisemblablement ajoutée par le DPF.*
2. *Non reproduit. Cf. aussi n⁰ 384.*

habten Verhandlungen der ZEG noch sehr gut erinnerte, ein Mann mit mehr oder weniger Umgangsformen, trat auf in Samtjacke, Kniehose, Barett (grosse Figur, lange wirre Haare bis auf die Schultern). Er sei der Typus des Kaffeehauspolitikers, der in der Diskussion sehr gewandt, über eine ziemlich gute allgemeine Bildung verfüge. Seine Tätigkeit, als Adjunkt des Auswärtigen, beschränke sich lediglich auf Propaganda für anarchistische Ideen (wobei die praktische Ausführung derselben als absolute Nebensache gar nicht in Betracht komme). Der Mann sei sich des Sinnes und der Bedeutung seiner Stellung gar nicht bewusst und lege in praktischen Regierungsgeschäften (politischer oder handelspolitischer Natur) eine direkt jugendliche und unreife Auffassung und Anschauung an den Tag.

Über das Vorleben des Genannten weiss unser Gewährsmann nichts Genaues; er hätte aber den sicheren Eindruck, dass der «Student» (vielleicht im Alter zwischen 30 und 40), wie er sich ausdrückte, nie einen Beruf, geschweige eine Tätigkeit, die seiner jetzigen entspräche, ausgeübt hätte. Salkind, im übrigen ein Jude, sei aber noch einer der «Besten und Gebildetsten» von den Leuten gewesen, mit denen er zu verhandeln das zweifelhafte Vergnügen gehabt hätte.

An Herrn Kamenew erinnerte sich Herr Lindemann nur noch schwach; auch für ihn gelte ungefähr die gleiche Charakterisierung wie für Salkind.

383

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Rome, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n⁰ 9. Geheim [1] Rom, 6. Februar 1918

Nachdem mein Bericht von heute vormittag bereits abgefasst war, bin ich zu Baron Sonnino gerufen worden und beeile mich, Ihnen nachstehend über den Inhalt meiner Besprechung mit dem Minister mit derjenigen Kürze zu berichten, welche mir durch die Knappheit der noch zur Verfügung stehenden Zeit auferlegt ist.

Wir erörterten zunächst die Gründe, welche den Bundesrat veranlasst haben, ein neues Truppenaufgebot zu verfügen [2], und ich benütze den Anlass, um den Minister auf die Unrichtigkeit der Agenturmeldung hinzuweisen. Baron Sonnino erklärte mir, dass er jede Massnahme der schweizerischen Regierung begrüsse, welche erkennen lasse, dass die Schweiz unentwegt entschlossen sei, ihre Neutralität unbedingt aufrechtzuerhalten. Er sprach auch die Überzeugung aus, dass eine gewollte

1. *L'indication* Geheim *a été ajoutée par le DPF.*
2. *Lors de ses séances des 31 janvier et 1er février 1918, le Conseil fédéral a délibéré sur l'opportunité d'une mouvelle levée de troupes pour assurer la sécurité interne et externe. Il a été décidé de publier un communiqué disant:* Die allgemeine äussere und innere Lage lässt es dem Bundesrate notwendig erscheinen, die zur Zeit für den Grenzschutz aufgestellten Truppen durch Bildung einer Reserve zu verstärken. Er hat deshalb beschlossen, die 12. Infanterie-Brigade, die Guidenabteilung 2 und 4 und einen Zug der Telegraphen-Kompanie 4 auf Mittwoch den 6. Februar aufzubieten. *Cf.* E 1004 1/267, n⁰ 264a *et* 269.

Verletzung dieser Neutralität durch irgendeine kriegführende Macht als ausgeschlossen gelten könne, denn man sehe allerseits ein, wie gross und allgemein das Interesse sei an der Unversehrtheit des Gebietes und der Stellung der Schweiz. Nicht minder sei zu begrüssen, dass der Bundesrat keinen Zweifel bestehen lasse über seine Absicht, die anarchistischen Tendenzen, die aus Russland kommen und *alle* Länder mehr oder weniger bedrohen, energisch zu bekämpfen. An diesem Kampfe seien ja alle Staaten interessiert. In diesem Zusammenhange teilte mir Sonnino mit, dass verschiedene Emissäre der Leninschen Regierung im Begriffe seien, nach Europa zu reisen, um dort die politischen Zwecke der gegenwärtigen russischen Regierung zu fördern. Für Italien sei ein gewisser *Salkind* bestimmt, der dieser Tage von Petrograd abreisen werde. Die italienische Regierung werde selbstverständlich diesem Herrn den Eintritt nach Italien verweigern, und sie rechnet damit, dass Salkind sich in die Schweiz begeben werde, um von dort aus seine Agitation zu betreiben. Der Minister bat mich, Sie davon zu benachrichtigen und Ihnen nahezulegen, sich den Mann vom Leibe zu halten, dessen Tätigkeit in der Schweiz nur Anlass zu Reibungen geben könnte.

Über die Friedensaussichten sprach Sonnino sehr skeptisch. Er hält den militärischen Anprall im Frühjahr für ganz unvermeidlich, hofft aber, dass aus diesem Ereignis die Möglichkeit einer Verständigung herauswachsen werde. Dabei zählt er namentlich auf die zunehmende Kriegsmüdigkeit in *allen* Ländern und auf den wachsenden Druck, den die revolutionären Parteien auszuüben vermögen. Auf einen Frieden, wie er in den Reden der Herren Hertling und Czernin umschrieben werde, könne die Entente nicht eingehen; nicht einmal Amerika, das ja nur die sogenannten idealen Kriegszwecke verfolge, sei geneigt, Hand zum Frieden zu bieten, sofern nicht die berechtigten territorialen Ansprüche der einzelnen Ententestaaten erfüllt werden wollen.

Im Verlaufe der längeren Aussprache über die Friedensmöglichkeiten flocht ich die Frage ein, ob der Minister den Augenblick für eine Vermittlung noch nicht als gekommen erachte. Sonnino antwortete sehr entschieden, dass er es nicht nur nicht für angezeigt, sondern geradezu für gefährlich halten würde, wenn im gegenwärtigen Augenblick von neutraler Seite der Versuch gemacht werden wollte, eine Vermittlung anzubahnen. Er sei überzeugt davon, dass einmal der Augenblick kommen werde, in welchem eine solche Vermittlung erwünscht und erfolgreich sein werde, und er würde keinen Vermittler lieber sehen als die Schweiz, aber heute sei dieser Augenblick noch nicht gekommen. Ein Versuch in dieser Richtung würde heute mehr schaden als nützen und den Erfolg von späteren Schritten, die unter günstigeren Auspizien unternommen werden könnten, kompromittieren. Man solle die Ereignisse aufmerksam verfolgen und sich bereithalten, zu intervenieren, sobald der psychologische Moment gekommen sei, aber man solle diesen Moment nicht einseitig wählen, sondern sich zum voraus vergewissern, dass er allerseits als gekommen betrachtet werde. Es sei ganz leicht möglich, dass die Voraussetzungen für eine Vermittlung früher eintreten, als es jetzt den Anschein habe, aber in diesem Augenblicke seien die Bedingungen für eine irgendwie aussichtsvolle Intervention zweifellos nicht vorhanden.

Sonnino sprach dann von den Ereignissen in Deutschland, deren Tragweite nicht überschätzt werden dürfe, die aber doch beweisen, dass eine Saat ausgestreut sei,

aus welcher eine Umkehr herauswachsen könnte. Die sicherste Bürgschaft für das Nahen des Friedens erblickt Sonnino in der Gefahr, welche die revolutionäre Bewegung in Russland über ganz Europa verbreite. Die Zeit könne nicht mehr ferne liegen, in welcher sich auch die Regierungen der Kaisermächte darauf besinnen werden, dass alle Staaten durch diese Bewegung in ihren Fundamenten erschüttert werden und dass die Abwehr dieser Gefahr dringender sei als alles andere. Bis zur Stunde halte man sich in Deutschland noch für immun, aber der Augenblick werde kommen, in welchem auch dort die Grösse der Ansteckungsgefahr erkannt und daraus der Schluss gezogen werde, dass Friede geschlossen werden müsse, um sich vor dem Untergang zu retten.

Sie sehen, dass auch diese an sich gewiss richtigen und durchaus sachlichen Überlegungen des Ministers an dem Fehler kranken, dass sie einseitig nur die Schwächen des andern Teiles ins Auge fassen, ohne anzuerkennen, dass die drohende Gefahr am eigenen Marke mit mindestens gleicher Heftigkeit nagt. Abgesehen von diesem wohlbewussten Irrtum hat der Minister mit beachtenswertem Freimut von der wachsenden Grösse der Gefahren gesprochen, die sich aus den innerpolitischen Verhältnissen in Italien und aus der Kriegsmüdigkeit aller Völker für die Fortsetzung des Krieges ergibt, und er hat gar kein Hehl daraus gemacht, dass er die Beendigung des Krieges in absehbarer Zeit als eine förmliche Notwendigkeit betrachte.

Sonnino sprach auch von den Zuständen in Russland und schien Gewicht darauf zu legen, dass die Leninsche Regierung in neuester Zeit offiziell die Staatsform der föderativen Republik fordere. Darin liege doch eine gewisse Abkehr von der völligen Zersetzung und der Beginn eines politischen Revirements, welches die Grundlage bilden könnte für eine Restauration des russischen Staatswesens.

Über den Verlauf der Versailler Konferenz hat Sonnino nicht gesprochen, und ich hielt es für taktvoller, nicht zu fragen. Ich habe aus dem Gespräche den Eindruck gewonnen, dass jene Verhandlungen den Minister etwas von der Idee abgebracht haben, dass der künftige Hauptstoss der Zentralmächte gegen Italien gerichtet sein werde. Er meinte immerhin, dass der Verlauf dieser Ereignisse wesentlich davon abhänge, wieviel Truppen die Österreicher in Russland frei bekommen. Daran, dass Österreich grössere Truppenteile nach dem Westen detachieren werde, scheint man in den Kreisen der Entente nicht zu glauben.

Einer meiner Mitarbeiter hatte dieser Tage eine Besprechung mit einem hiesigen Journalisten, welcher die Überzeugung vertrat, dass die Lösung des Konfliktes durch Frankreich, und zwar durch die französischen Sozialisten, herbeigeführt werde. Diese Gruppe werde nach einem allfälligen Fehlschlagen der geplanten militärischen Aktionen die Frage der Rückgabe von Elsass-Lothringen in einem andern Sinne behandeln als die bisherigen Regierungen, und dadurch werde dann die Voraussetzung für ein Verständigung geschaffen werden. Ich signalisiere Ihnen diese Meinungsäusserung, weil ich weiss, dass sie einer weitverbreiteten Meinung in Italien entspricht und weil sie mir den Vorzug grosser innerer Wahrscheinlichkeit zu haben scheint.

384

E 1004 1/267

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 février 1918 [1]

357. Geschäfte in Russland

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 7. Februar 1918

Mit Telegramm vom 31. Januar [2], das dem Politischen Departement am 5. Februar zugekommen ist, meldet die Gesandtschaft in Russland, dass die maximalistische Regierung den gegenwärtigen Gehilfen des Volkskommissärs für Auswärtige Angelegenheiten, Salkind, als bevollmächtigten Vertreter in die Schweiz schickt. Das Departement antwortete am 6. Februar [3], dass es gerne den Besuch und die Mitteilungen Salkinds empfangen werde, und beauftragte Herrn Odier, dies zur Kenntnis der russischen Regierung zu bringen. Zugleich beauftragte es die schweizerische Gesandtschaft in Berlin, sich über Salkind bei zwei Persönlichkeiten, die mit ihm bekannt sind, zu erkundigen. Ein weiterer Bericht der Gesandtschaft in Petrograd sagt, dass Salkind dieser Tage als Chef einer maximalistischen Delegation nach England, Frankreich, Schweiz und Italien abreist, voraussichtlich zu Propagandazwecken.

Es wird beschlossen, an die schweizerischen Gesandtschaften in Paris und London ein Telegramm zu senden, in welchem sie von der Auffassung des Bundesrates unterrichtet werden [4].

---

1. *Etaient absents: G. Motta et G. Ador.*
2. *Non reproduit. Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 1519.
3. *Non reproduit.*
4. *Le texte de ce télégramme disait:* Odier est informé par Gouvernement Maximaliste que Salkind, actuellement aide du Commissaire Russe Affaires Etrangères, sera envoyé Berne comme agent diplomatique sans agrément préalable. Salkind quitterait Pétrograd incessamment comme chef d'une délégation maximaliste accompagnée du Conseiller national Platten pour l'Angleterre, France, Suisse. Avons télégraphié à Odier que recevrons volontiers visite et communications de Salkind. S'il vient vous voir exprimez-vous dans même sens sans naturellement entrer en discussion reconnaissance de son Gouvernement. *Cf.* E 2001, Archiv-Nr. 1519.

385

E 2001, Archiv-Nr. 1519

La Légation de Suisse à Berlin
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Berlin, 11 février 1918
T n° 25 *(Reçu:* 12 février 1918)

L'Office des Affaires étrangères vous met en garde de ne pas laisser entrer en Suisse les représentants du Gouvernement maximaliste Salkind et Kamenev. Il croit que la vraie mission de ces personnes consisterait à faire la révolution en Suisse.

386

E 2001, Archiv-Nr. 1519

La Légation de Suisse à Londres
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception London, 12. Februar 1918
T n° 95 *(Ankunft:* 13. Februar 1918)

Hätte ich Ihr Telegramm Nummer 87[1], nicht erhalten, so würde ich weder *Salkind* noch einen andern bolschewistischen Emissär empfangen haben, und ich hätte auch nicht gezögert, ihnen das Visa zu verweigern, und zwar angesichts dessen, weil diese Leute nur zu dem Zwecke in die Schweiz reisen, um dort die soziale Revolution anzufachen. Die Schweiz ist durch den Umstand, dass sogar ein Nationalrat zum Gefolge der Delegation gehört, schon genügend blossgestellt. Der französische Botschafter Cambon teilt in bezug auf Frankreich meine Befürchtungen betreffend die maximalistische Propaganda dieser Herren. Ich habe mich bei Lord Hardinge darüber erkundigt, ob den russischen Delegierten gestattet werde, England zu betreten. Er hat mir in zustimmenden Sinne geantwortet angesichts dessen, dass ihre Pässe schon durch den englischen Geschäftsträger in Petersburg visiert worden seien. Diese Delegierten werden aber durch die Polizei peinlichst beaufsichtigt werden. Da diese Delegation von einem Tag zum andern hier eintreffen kann, ersuche ich Sie, mir telegraphisch mitzuteilen, ob die mir gegebenen Instruktionen, sie zu empfangen und ihnen das Visa zu erteilen, formelle Instruktionen des Bundesrates sind. Gegebenfalls erwarte ich auch Ihre Mitteilung darüber, ob das zu erteilende Visum ein diplomatisches oder ein gewöhnliches sein soll. Auf Ihr Telegramm Nummer 94[2] kann ich Ihnen mitteilen, dass Litwinov vom Auswärtigen Amt in London nicht empfangen wird, dass er aber die schriftlichen Mitteilungen durch eine dritte private Persönlichkeit erhält und auf diesem Wege beantwortet.

---

1. *Cf. n° 384, note 4.*
2. *Non reproduit.*

387

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 71

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Paris, 12 février 1918

Cet après-midi, j'ai eu la visite du futur Ambassadeur de France à Berne, M. Dutasta. C'est un homme plutôt petit, trapu, chauve-grisonnant, assez forte moustache barrant le visage, à première vue intelligent et point antipathique. Je crois que si sa nomination a généralement surpris et si le Quai d'Orsay est lui-même quelque peu frondeur /*sic*/ de voir cet outsider surgir à l'improviste, M. Dutasta est le premier à être étonné de son heureuse fortune qu'il doit en grande partie aux sentiments amicaux de M. Clémenceau pour M. Dutasta père, Directeur du journal *Le Petit Var* et surtout grand électeur du Sénateur du Var. Coïncidence curieuse: c'est la deuxième fois que M. Clémenceau est au pouvoir et, après la désignation de son ami d'Aunay pour le poste de Berne, cela nous vaut de nouveau un changement d'ambassadeur.

M. Dutasta m'a parlé en termes fort choisis de sa mission en Suisse, qu'il entreprend avec des sentiments amicaux à notre égard; il a insisté de la part de MM. Clémenceau et Pichon sur le fait que ce changement de personne n'impliquait nullement une modification quelconque dans la politique de la France vis-à-vis de nous; il m'a dit qu'il était en bons termes avec M. Beau et que, pour le prouver, il avait l'intention de rester quelques jours avec son prédécesseur lequel l'introduira personnellement à Berne.

Ainsi que je l'avais indiqué dans mon télégramme du 6 courant, j'ai l'impression que M. Dutasta sera assez actif; il a l'intention de remanier le personnel de l'Ambassade et il a déjà choisi quelques nouveaux secrétaires; toutefois, M. de Lacroix restera à son poste.

388

E 2001, Archiv-Nr. 1519

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant[1]

Copie
L

Berne, 14 février 1918

Nous vous remercions de votre rapport du 11 février[2] et nous ne voulons pas tarder davantage à vous renseigner sur les motifs qui ont déterminé le Conseil fédéral dans son attitude vis-à-vis de M. Salkind.

Vous savez que le Gouvernement maximaliste, bien qu'il fût au pouvoir depuis plusieurs mois, ne nous a donné au cours de l'année 1917 aucun signe de vie et que nous ignorions officiellement son existence. C'est ce qui a permis à M. Ador de répondre, en décembre, à l'interpellation de M. Graber qu'il n'y avait pas lieu pour la Suisse de reconnaître un gouvernement qui ne le lui demandait pas.

Le 31 janvier, une note officielle du Gouvernement maximaliste requit M. Odier de nous notifier que M. Onou était destitué et que les fonctions de représentant plénipotentiaire de la République Russe auprès du Gouvernement Suisse avaient été confiées au citoyen Salkind.

Vous n'ignorez pas que les Suisses ont en Russie d'énormes intérêts qui sont aussi gravement compromis que possible, et que c'est uniquement du Gouvernement maximaliste qu'il dépend d'enrayer quelque peu à l'égard des Suisses la rapidité du mouvement et de diminuer à l'égard de nos compatriotes les conséquences des mesures terribles qu'il ordonne. La situation en Russie est si grave que l'immunité personnelle et l'existence même de nos compatriotes peuvent être considérées comme en péril. Nous devons donc nous efforcer de maintenir avec ce gouvernement un minimum de relations et de ne pas interrompre d'une manière absolue les conversations. Nous devons, dans l'intérêt non seulement des biens, mais même de la vie de nos compatriotes, pouvoir causer avec la Russie; l'ancienne Légation russe à Berne ne peut, pour le moment, nous être d'aucun secours. Notre Légation à Pétrograd, qui représente notre seul point de contact avec la Russie, aurait vu son existence et son activité menacées si nous avions adopté vis-à-vis de M. Salkind une attitude intransigeante. M. Odier nous a, en effet, fait savoir que l'accès au Département politique était le minimum demandé par cet envoyé, en ajoutant que, si nous faisions moins, nous exposerions immédiatement la Légation de Suisse et nos colonies en Russie à des représailles.

Nous avons cru devoir vous exposer ce qui précède pour vous permettre d'apprécier les motifs qui nous ont décidés à «recevoir la visite et les communications de M. Salkind».

---

1. *Une lettre analogue est envoyée aux Légations de Suisse à Berlin, Londres, Rome et Vienne.*
2. *Non reproduit.*

389

E 27, Archiv-Nr. 13939/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

Copie
L 105.G.R. Berne, 16 février 1918

Pour votre information personnelle, nous avons l'honneur de vous faire savoir ce qui suit:

Depuis quelques semaines, des déserteurs russes, en uniforme, affluent en Suisse. Ils débouchent dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel et proviennent de camps qui se trouvent le long de notre frontière, à l'Abergement, à Ste. Marie, à Malbuisson. Ils arrivent par petits groupes, qui comprennent des sous-officiers et soldats. On nous assure que d'autres camps analogues sont en préparation, notamment à la Ferrière, près du Creux (Vallorbe).

Vous comprendrez aisément qu'il ne nous est pas agréable de recevoir ces hôtes; il ne nous paraît pas impossible que leur départ de France ne soit organisé avec la connivence des autorités françaises; nous n'avons pas de preuves à cet égard, mais la manière de les cantonner et la manière d'agir à leur égard du personnel français de surveillance nous permet de tirer nos conclusions. Ces gens proviennent des compagnies de discipline formées de Russes qui refusent de combattre.

En présence des bons conseils que nous donne le Gouvernement français par votre intermédiaire à l'égard des agitateurs russes et de leur venue chez nous, le procédé plus ou moins avoué des autorités françaises, qui se débarrassent sur nous des éléments russes indésirables, ne nous impressionne pas favorablement.

Il en est arrivé 200 depuis le commencement de l'année et le récit de leurs aventures, fait dans *La Sentinelle*, présente des couleurs beaucoup plus tragiques et dramatiques que ce que nous en disaient vos rapports: on décrit le mitraillage et le canonnage de leur camp, la famine et le dénuement qui les ont frappés; on parle de centaines de tués, etc. (???). Nous n'admettons d'ailleurs ces descriptions que sous bénéfice d'inventaire.

Il ne nous appartient pas d'obliger le Gouvernement français à exercer un contrôle plus exact sur les personnes qui, nominalement tout au moins, servent dans son armée; mais le refoulement clandestin de tout ce monde-là chez nous nous impressionne et nous serions heureux de le voir enrayé.

Nous vous avons exposé ce qui précède uniquement afin de vous tenir au courant d'une situation contre laquelle nous ne croyons pas devoir protester pour le moment; si toutefois vous croyez pouvoir saisir la prochaine occasion qui se présentera pour faire au Ministère une allusion à cet état de choses et aux conséquences qu'il comporte chez nous, nous n'y verrions pas d'inconvénients et vous en serions reconnaissants.

390

E 2001 (B) 1.17

Le Ministre de Suède à Berne, comte Ehrensvärd,
au Président de la Confédération, F. Calonder

N Berne, 16 février 1918

Comme j'ai eu l'honneur de notifier verbalement à Votre Excellence, le Gouvernement du Roi vient de s'adresser au Gouvernement russe par son ministre à Pétrograd, en attirant son attention sur la situation en Finlande et en faisant observer combien il serait désirable que le Gouvernement russe voulût bien faire retirer les troupes russes se trouvant actuellement en Finlande et dans les îles d'Äland.

Cela faisant, le Gouvernement du Roi s'est appuyé d'abord sur le fait que le Gouvernement russe a déjà reconnu l'indépendance de la Finlande. En outre, répondant à une demande du Sénat finlandais, le Gouvernement russe a déclaré qu'il désapprouvait l'intervention à main armée des troupes russes dans les affaires intérieures de la Finlande et qu'il considérait nécessaire de faire évacuer la Finlande le plus vite possible. Enfin, le Gouvernement russe a donné l'ordre de démobiliser entièrement les forces russes sur tous les fronts.

Il semblerait donc au Gouvernement du Roi que l'évacuation complète de la Finlande devait être une conséquence nécessaire, non moins de la politique générale du Gouvernement russe que de l'attitude que celui-ci s'est déclaré vouloir prendre vis-à-vis de la Finlande.

Le Gouvernement du Roi a enfin fait valoir que la Suède, comme la voisine la plus proche de la Finlande, voit la situation actuelle de ce pays avec une angoisse croissante et considère que l'évacuation de la Finlande par les troupes russes serait de nature à y faciliter le rétablissement de la paix intérieure et la cessation d'une effusion de sang qui émeut le monde civilisé tout entier.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ose exprimer l'espoir que le Gouvernement Suisse voudra bien se joindre à cette démarche, qui se conforme si bien aux idées humanitaires et civilisatrices dont la Suisse s'est toujours si noblement inspirée, et faire appuyer auprès du Gouvernement russe la démarche du ministre de Suède à Pétrograd.

En ajoutant que le Gouvernement du Roi a adressé une pareille demande à tous les autres Gouvernements ayant reconnu l'indépendance de la Finlande, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

391

E 2001 (B) 1,17

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suède à Berne, comte Ehrensvärd[1]

Copie
N 105.M. Berne, 19 février 1918

Nous avons pris connaissance avec le plus vif intérêt de la note que Votre Excellence a bien voulu nous adresser en date du 16 de ce mois[2] au sujet du retrait des troupes russes de la Finlande et des îles Åland, note qui confirmait ce que Votre Excellence avait exposé verbalement au Président de la Confédération.

Le Conseil fédéral se rend pleinement compte des motifs qui font agir le Gouvernement Royal; il est entièrement persuadé de l'extrême urgence qu'il y aurait à provoquer une mesure de nature à ramener en Finlande un régime de paix et de sécurité; il nourrit vis-à-vis de la jeune nation qu'il vient de reconnaître les sentiments les plus sincères d'amitié et il serait tout disposé à faire en sa faveur toutes les démarches qu'il jugerait possibles.

Le Conseil fédéral ne croit pas, toutefois, pouvoir s'associer à la démarche que le Gouvernement Royal a bien voulu lui proposer, et cela pour les raisons suivantes:

Tout d'abord, il n'a pas officiellement reconnu le Gouvernement actuel de la Russie et il craint qu'une démarche diplomatique officielle, dans une question internationale de cette importance, puisse être considérée comme impliquant la reconnaissance du Gouvernement maximaliste.

En outre, les Autorités fédérales ont l'impression que le Gouvernement russe ne laisse pas sans motif des troupes en Finlande. Les raisons qui engagent les Maximalistes à maintenir la Garde-Rouge dans cette région sont certainement plus puissantes et d'un plus grand poids, aux yeux du Gouvernement russe, que ne pourraient l'être les arguments invoqués par nous, de sorte que nous avons peu d'espoir dans le succès de la démarche à entreprendre.

Enfin la situation délicate dans laquelle la politique de neutralité perpétuelle place la Suisse engage le Conseil fédéral à éviter de la manière la plus scrupuleuse toute manifestation qui pourrait avoir l'apparence, même la plus vague, d'une immixion dans les affaires des Etats étrangers.

Le Conseil fédéral ne constate pas sans un bien vif regret l'impossibilité dans laquelle il se trouve de participer à la démarche proposée. Il le regrette d'abord à cause de sa sympathie pour la Finlande et pour les efforts que fait son peuple en vue d'établir un régime de liberté, et ensuite à cause du vif désir qu'il éprouvait de s'associer à la Suède dans une œuvre humanitaire et civilisatrice.

---

1. *La note est rédigée par Ch. E. Lardy.*
2. *Cf. n° 390.*

392

E 2001 (B) 1,81

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Ministres de Suisse à Paris et Londres [1]

Copie
L 105.M. Berne, 25 février 1918

Les déclarations faites par M. Sonnino et par Lord Robert Cecil au sujet du Traité de Londres dans les Parlements des deux pays n'ont pas manqué de provoquer chez nous une certaine impression. Il semblerait en résulter, en effet, que les Neutres doivent être exclus d'une conférence internationale destinée à mettre fin à la guerre et à réorganiser l'Europe.

Si une décision pareille avait été prise au Traité de Londres et devait être appliquée, nous n'avons pas besoin de vous dire combien cela serait malheureux pour nous. Notre exclusion d'une conférence dans laquelle on disposerait sans notre accord de patrimoines matériels et moraux auxquels nous tenons, nous paraîtrait plus que regrettable et nous ne saurions admettre à la légère que les questions d'ordre général qui se discuteront à la Conférence fussent réglées sans nous et que les bases sur lesquelles la société et la politique de l'Europe reposeront pendant des années fussent établies en dehors de toute coopération de notre part.

C'est pourquoi nous vous prions de vouloir bien chercher à vous renseigner sur la manière dont le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité envisage le Traité de Londres et sur l'interprétation qu'il donne à la prétendue clause d'exclusion des Neutres.

Nous ajouterons, ceci surtout pour votre information personnelle, que nos vœux ne se bornent pas à nous voir représentés au sein de la Conférence, mais que nous attacherions beaucoup de prix à ce que le lieu de la Conférence fût fixé en Suisse.

Sans vous charger de faire des démarches à cet égard, nous n'avons par d'objection à ce que, si l'occasion s'en présentait, vous laissiez entrevoir les dispositions dans lesquelles nous sommes à ce sujet.

---

1. *Une lettre identique est envoyée à Madrid et, le 5 mars 1918, à Washington.*

393

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 19/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP Berlin, 26. Februar 1918

Da ich nicht weiss, ob die schweizerische Presse die Reden des Reichskanzlers und des Vizekanzlers über die aussenpolitische und innenpolitische Lage in extenso veröffentlichen wird, beehre ich mich, beide Reden beizulegen, verweise in Hauptsa-

che darauf und habe nur noch einige Bemerkungen beizufügen. Die Rede des Reichskanzlers wurde in lautloser Stille und bei gespannter Aufmerksamkeit aller Mitglieder des Hauses angehört und nur von Zeit zu Zeit durch zustimmende Rufe oder Beifall etwas unterbrochen.

Den Passus betreffend die Schweiz, den ich gestern schon telegraphisch kurz mitteilte, möchte ich noch ganz besonders hervorheben.

Aus der gedruckten Wiedergabe der Rede geht die Bedeutung, welche der Reichskanzler diesem Passus beizulegen schien, nicht mit voller Deutlichkeit hervor. Bevor er auf die Schweiz zu sprechen kam, machte der Reichskanzler eine kleine Kunstpause, um dann mit wesentlich stärkerer und lauterer Stimme und etwas langsamer sprechend die in der Beilage rot angestrichenen Worte auszusprechen. Ferner fügte er, was im gedruckten Texte nicht enthalten ist, noch mit ausdrücklicher Betonung und laut erhobener Stimme bei: «Wir sind der Schweiz zu Dank verpflichtet.» Hierauf verfiel der Reichskanzler wieder in den gewöhnlichen Ton der Rede und sprach dann noch verhältnismässig rasch die weiteren Worte betreffend die übrigen neutralen Staaten.

Sämtliche Bemerkungen betreffend die Respektierung der schweizerischen Neutralität und insbesondere auch die Betonung der alten freundschaftlichen Beziehungen und des Dankes gegenüber der Schweiz wurde von Zustimmungsrufen und am Schlusse von lauten Beifallsrufen des ganzen Hauses begleitet.

Die Bedeutung, welche man den Worten des Reichskanzlers beimass, ging auch deutlich daraus hervor, dass sofort alle meine anwesenden Bekannten des Auswärtigen Amtes und des Bundesrates, welche im Saal anwesend waren, ihre Blicke nach der Diplomatenloge richteten, um festzustellen, ob ich persönlich anwesend sei, um die Erklärung zu hören. Die Konstatierung meiner Anwesenheit war auch sehr leicht, da ich mich zufälligerweise in der Mitte der vordersten Reihe der Loge befand.

Die Rede des Vizekanzlers, Dr. von Payer, gab streckenweise Anlass zu grosser Erregung bei den Abgeordneten. Insbesondere gebärdeten sich die Konservativen bei den in der Beilage rot angestrichenen Stellen wie wild. Es soll selten so erregte Szenen im Reichstag geben. Die Rede wird jedenfalls in den nächsten Tagen eine rechte Diskussion im Reichstage hervorrufen und auch in der Presse noch viel zu schreiben geben. Die Stellung der Reichsregierung gegenüber dem preussischen Wahlrecht deckt sich in der Vizekanzlerrede mit dem, was ich in einem früheren Berichte schon zu melden die Ehre hatte. Von Payer sprach mit stark schwäbelndem Akzent. Wäre die Rede um ein Drittel kürzer gewesen, so hätte sie noch mehr Eindruck gemacht.

Hier durchreisende Schweizer haben mir erzählt, dass man in der Schweiz viel davon spricht und stark auf die Möglichkeit hofft, Brotgetreide aus der Ukraine zu erhalten. Ob der Schweizerische Bundesrat schon solche Verhandlungen eingeleitet hat, ist mir nicht bekannt. Äusserungen der deutschen Presse in unmittelbarem Anschlusse an den Friedensschluss mit der Ukraine habe ich entnommen, dass man mit namhaften Getreidebezügen für *Deutschland* hier erst *frühestens* für den Monat Mai rechnet. Ob und auf welchen Termin für die Schweiz noch etwas übrig bleiben würde, erscheint mit daher fraglich.

Jedenfalls wird die Bereitwilligkeit Deutschlands zur Abgabe von Getreide an die

Schweiz durch die Tätigkeit jener Schweizer und schweizerischen Verbände nicht gefördert, welche laut und leise die Parole ausgeben, der deutsche Handel sei zu boykottieren.

Ich glaube, dass man in der Schweiz keine Idee davon hat, welch schlechten Eindruck diese Vorgänge in Deutschland machen und wie eingehend sie von beteiligten und nichtbeteiligten, amtlichen und nichtamtlichen Kreisen verfolgt werden. Unter anderem sprach mir noch gestern in der Diplomatenloge des Reichstages sogar die mir bekannte Frau eines deutschen Gesandten und Bundesratsmitgliedes ihr Befremden und Bedauern darüber aus, dass «Die Westschweiz» Deutschland gegenüber so eine wüste Haltung einnehme. Dass es sich nur um eine kurzsichtig-gehässige Tätigkeit entgleister Hetzapostel handelt, kann der Nicht-Schweizer aus der Ferne natürlich nicht beurteilen.

Meines Erachtens werden die im kürzlich übersandten Artikel «Deutschfeindliches aus der Westschweiz» [1] skizzierten Verhältnisse der Schweiz in Deutschland viele Sympathien entziehen und mit der Zeit und insbesondere nach dem Kriege wesentlichen Schaden bringen, wenn der hohe Schweizerische Bundesrat sich nicht dazu entschliessen kann, dem neutralitätswidrigen Verhalten gewisser schweizerischer Kreise mit *eiserner Faust* Einhalt zu gebieten. Heute hat Deutschland die Dienste und die Freundschaft der Schweiz noch bis zu einem gewissen Grade nötig. Das temperiert natürlich die Haltung Deutschlands gegenüber der Schweiz. Nach dem Kriege, das heisst, wenn die Schweiz für Deutschland wieder an Wert verloren haben wird, könnte sich das lange Zeit durch den Zwang der Verhältnisse zurückgehaltene Übelwollen leicht in einer Art und Weise geltend machen, welche uns nicht wünschbar sein könnten.

Aus verschiedenen Anzeichen wie Urlaubssperren, Unterdrückung von Eisenbahnzügen in der Richtung Berlin–Westfront und umgekehrt, Gerüchte von einer Unterdrückung des Feldpostverkehrs usw. schliesse ich, dass man sich doch allmählich dem Zeitpunkt des Beginns der deutschen Offensive nähert. Mitte März dürfte sie wohl einsetzen, falls die Entente nicht unterdessen sich für Friedensverhandlungen geneigt zeigt.

Das dürfte auch der Sinn der Schlusssätze der Reichskanzlerrede vom 25. Februar 1918 sein.

---

1. *Non retrouvé.*

394

E 2001, Archiv-Nr. 919

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Londres[1]

Copie d'expédition
T

Berne, 27 février 1918

Nous vous prions de remettre au Gouvernement anglais la note suivante.

Le Conseil fédéral désire attirer à nouveau l'attention des Gouvernements alliés sur la situation économique de la Suisse, qui est devenue extrêmement difficile et menace encore d'empirer. Il est notoire que pour se procurer les denrées alimentaires ainsi que les matières premières et auxiliaires, la Suisse est largement tributaire de l'importation. Tenant compte de cet état de choses, les Gouvernements alliés ont témoigné à la Suisse, pendant la durée de la guerre, une grande bienveillance en ce qui concerne la fourniture de marchandises et les transports par eau et par terre. C'est ainsi que la Suisse a pu maintenir sa vie économique.

Ces derniers temps, surtout depuis le début du deuxième semestre de l'année écoulée, les importations ont diminué de façon inquiétante, au point que la Suisse n'a pu subvenir à ses besoins qu'au moyen de ses modestes réserves. Il en est ainsi particulièrement pour le blé. Les céréales panifiables embarquées en Amérique à destination de la Suisse depuis le 1er juillet 1917 ne représentent qu'un peu plus de la quantité qu'elle consomme en un mois. Du 1er octobre 1917 à fin janvier 1918, elle n'a pas été en mesure d'affréter pour ses transports maritimes un nombre de navires supérieur à celui qui lui est absolument indispensable pour un seul mois.

Le Conseil fédéral espérait que cette situation, particulièrement en ce qui concerne les transports de céréales, s'améliorerait grâce au mémorandum arrêté le 5 décembre 1917[2], à Paris avec les représentants des Gouvernements alliés et des Etats-Unis. Malheureusement, de si grandes difficultés d'exécution ont surgi qu'aujourd'hui, c'est-à-dire près de trois mois plus tard, la situation est restée la même, attendu que seules de très faibles quantités de marchandises ont pu être embarquées.

Le Conseil fédéral se rend parfaitement compte des grandes difficultés contre lesquelles les Gouvernements alliés doivent aussi lutter ainsi que des restrictions imposées à leurs peuples. Il ne doute pas un instant des sentiments amicaux qui animent les Gouvernements alliés à l'égard de la Suisse. Aussi se permet-il de leur signaler les graves conséquences que provoquerait inévitablement le maintien de l'état actuel des importations.

Les principales denrées alimentaires ont été rationnées minutieusement. La production indigène a été intensifiée le plus possible. Malgré toutes ces mesures, les stocks très réduits de céréales et d'autres denrées seraient épuisés à bref délai et les industries, vu le manque de matières premières, devraient bientôt arrêter leur exploitation, si de nouvelles importations n'avaient pas lieu.

---

1. *Un télégramme identique est envoyé à Paris et à Rome, et on en informe Washington.*
2. *Cf. n° 366, Annexe.*

Dans ces circonstances, le Conseil fédéral, conscient de sa responsabilité, s'adresse aux Gouvernements alliés et leur demande instamment de vouloir bien contribuer par tous les moyens dont ils disposent au ravitaillement de la Suisse en denrées alimentaires et en matières premières. Il ne juge pas nécessaire d'entrer ici dans les détails, qui tous ont été portés à la connaissance des Gouvernements alliés par les ministres de Suisse accrédités auprès d'eux. Par suite des retards qui se sont produits, la situation est aujourd'hui si sérieuse que le chargement et le transport des marchandises, en particulier des céréales, sont de toute urgence.

Le Conseil fédéral est persuadé que les Gouvernements alliés n'hésiteront pas, dans un esprit d'amitié et de bienveillance, à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour épargner à la Suisse la disette extrême et le chômage dont elle est menacée.

395

E 2001, Archiv-Nr. 919

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L 1/18 Paris, 28 février 1918

En vous confirmant mon télégramme de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai remis personnellement à M. Pichon la note dans laquelle le Conseil fédéral dépeint la situation de plus en plus critique du ravitaillement de la Suisse [1]. M. Pichon a lu attentivement cette note devant moi et a paru extrêmement impressionné par son contenu; il a aussitôt inscrit, en ma présence, à l'angle de ladite note: «à communiquer aujourd'hui même aux Ministères du Ravitaillement, du Commerce, du Blocus et de la Guerre, puis me rendre tout de suite cette note pour que j'en entretienne le prochain Conseil des Ministres».

J'ai ajouté quelques mots pour insister de manière pressante auprès du Ministère des Affaires Etrangères afin qu'il prenne contact avec les cabinets de Londres et de Rome auxquels la même note était remise sans doute au même moment. M. Pichon m'a répondu de manière très positive que je pouvais compter sur lui et que cette situation de la Suisse retiendrait toute son attention.

Quelques instants après, j'ai déjeuné avec les deux têtes du Ministère du Blocus, MM. Delavaud et Seydoux; je leur ai parlé de la démarche que je venais de faire au Quai d'Orsay et j'ai remis à M. Delavaud une copie de ma note.

Enfin, j'ai eu la visite de M. Stovall, de retour d'Amérique, et qui pense partir dans deux jours pour Berne. Comme il me demandait gaiement des nouvelles de la Suisse, je lui ai répondu tristement que cela allait aussi mal que possible, que rien n'allait et que je venais de pousser un cri de détresse chez M. Pichon. Le Ministre des Etats-Unis à Berne n'en revenait pas et m'a tout de suite demandé ce qu'il pouvait bien faire en notre faveur; je l'ai prié d'aller voir l'Ambassadeur Sharp et surtout son

1. *Cf. n° 394.*

Conseiller M. Bliss pour les intéresser à notre sort. En même temps, je lui ai remis également une copie de ma note à M. Pichon et maintenant, il ne me reste plus qu'à attendre le résultat de ces démarches et à ne pas perdre l'espoir qu'elles auront quelque succès.

396

E 27, Archiv-Nr. 13939/6

La Légation de Suisse à Paris
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 93

Paris, 1. März 1918
(*Ankunft:* 2. März 1918)

Ich beziehe mich auf Ihr Schreiben Nr. 105 vom 16. vorigen Monats[1]. Herr Pichon wird das Möglichste tun, um die Invasion unseres Landes durch russische Deserteure zu ersparen. Ein grosser Teil dieser Russen ist schon nach Algier und Tunis spediert worden.

Anlässlich der Besprechung teilte mir Herr Pichon noch mit, dass er entschlossen sei, Holzmann[2] nicht mehr nach Frankreich zurückreisen zu lassen, und dass die Schweiz, wenn sie sich desselben entledigen wollte, ihn durch Deutschland abschieben müsste, für welches Land sein Pass visiert worden zu sein scheint.

1. *Cf. n° 389.*
2. *Holzmann est courrier du gouvernement bolchevik. Cf. aussi à son sujet n° 404.*

397

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1er mars 1918

Friedensvermittlung

Geheim

Politisches Departement. Mündlich.

Herr Bundespräsident Calonder bringt die Aufgabe der Schweiz als Förderin und Vermittlerin des Friedens zur Sprache. Er vertritt dabei folgende Auffassung:

Das Politische Departement und der Bundesrat fassen nur einen allgemeinen Frieden ins Auge und enthalten sich jeder Handlung zugunsten eines Separatfriedens.

Der Vorsteher des Politischen Departements ist befugt, je nach seinem Dafürhalten von sich aus und ohne den Bundesrat vorher zu begrüssen – sei es durch unsere Gesandten im Auslande, sei es durch die bei uns akkreditierten Gesandten, sei es in

anderer Weise – streng vertraulich bei einer einzelnen Macht oder bei mehreren Mächten anzufragen, ob und in welcher Form ein Versuch der Schweiz, Friedensverhandlungen anzubahnen, genehm sei.

Herr Bundesrat Motta erklärt, dass nach seiner Auffassung der Chef des Politischen Departements selbstverständlich die Befugnisse habe, wie sie vom Herrn Bundespräsidenten in Anspruch genommen werden. Er wird sich unter Umständen zur Sondierung an Private oder offiziöse Personen zu wenden haben, deren Namen und Auftrag er geheimhalten kann. Es muss daher dem Chef des Politischen Departements für alle seine Erkundigungen zur Vorbereitung des Friedens unbeschränkter Kredit gewährt werden.

Der Bundesrat erklärt sich mit den vorstehenden Ausführungen einverstanden.

398

E 2001, Archiv-Nr. 935

La Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne au Département politique [1]

Copie de réception
T

Berne, 4 mars 1918

Des efforts continuels et énergiques sont faits pour résoudre le problème d'assurer à la Suisse les grains promis par l'accord du 5 décembre dernier [2]. Quoique la saison d'hiver fasse surgir certaines grandes difficultés, on se rend néanmoins parfaitement compte des obligations des Etats-Unis à ce sujet, obligations dont on s'acquittera même s'il devenait nécessaire de priver des consommateurs américains de certaines denrées alimentaires. M. le Secrétaire d'Etat, M. McCormick et M. Hoover, Contrôleur des Denrées Alimentaires, donnent leur attention personnelle à cette affaire.

Certaines difficultés imprévues se sont élevées en ce qui concerne l'accord conclu avec la Hollande pour avoir des bateaux, mais des démarches faites par les Etats-Unis ont eu pour résultat que trois bateaux néerlandais viennent d'être affrétés pour un voyage à Cette. Certains radoubs nécessaires et la mise en cale sèche retarderont leur départ de quelques jours. Des pourparlers pour se procurer des denrées alimentaires en dehors des Etats-Unis progressent favorablement.

---

1. *Le document est intitulé:* «Texte approximatif du télégramme adressé par le Département d'Etat à la Légation des Etats-Unis à Berne et communiqué le 4 mars au Département politique.»
2. *Cf. n° 366, Annexe.*

399

E 2001 (B) 1.93

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

Copie
N B. 2152 Bern, 5. März 1918

Erhaltenem Auftrage zufolge beehrt sich die Kaiserlich Deutsche Gesandtschaft, dem Schweizerischen Politischen Departement in folgendem die Bedingungen ganz ergebenst zur Kenntnis zu bringen, unter denen nur eine Gewähr dafür gegeben werden kann, dass die für die Schweiz bestimmten Zufuhren von deutschen Seestreitkräften nicht behindert werden:

1. Die Zufuhr darf nur auf neutralen Schiffen bewerkstelligt werden. Feindliche Schiffe sind unter allen Umständen ausgeschlossen; die für den amerikanischen Dampfer «Satsuma» gemachte Ausnahme kann in Zukunft nicht wiederholt werden. Die Namen der Schiffe müssen vor ihrer Abfahrt mitgeteilt werden, wobei sich die Kaiserlich Deutsche Regierung vorbehalten muss, über den neutralen oder feindlichen Charakter des Schiffes endgültigt zu entscheiden.

2. Die Schiffe müssen sich ausserhalb der deutscherseits erklärten Sperrgebiete halten. Werden sie innerhalb der Sperrgebiete angetroffen, so können sie nicht anders behandelt werden wie jedes andere dort angetroffene Handelsschiff.

3. Als Bestimmungshäfen für die Zufuhr können nur diejenigen französischen Häfen in Frage kommen, die ausserhalb des im Mittelmeer erklärten Sperrgebietes liegen; das sind die Häfen, die westlich von La Pointe de l'Espiguette liegen, insbesondere also Cette.

4. Die Schiffe müssen ausschliesslich mit Waren für die Schweiz beladen sein; die freie Zufuhr wird nicht nur für die Getreideschiffe gewährt, sondern auch für die Zufuhr anderer Gegenstände. Seitens der schweizerischen Regierung ist ausdrücklich die Verpflichtung zu übernehmen, dass die Zufuhren nur für die Schweiz bestimmt sind, und dass ihr ausschliesslicher Verbleib und Verbrauch innerhalb der Schweiz gewährleistet ist. Eine Ausnahme ist lediglich für die von Deutschland anderweit besonders zugelassenen Rotkreuzsendungen unter den hiefür näher vereinbarten Bedingungen gestattet.

5. Diese Schiffe müssen einen besonderen Geleitschein an Bord haben, in dem aufzunehmen ist, dass die an Bord befindliche Ladung ausschliesslich für die Schweiz bestimmt ist und dass sich an Bord keine andere als die in den Ladungspapieren angegebene Ladung befindet. Die Ladungspapiere müssen in deutscher Ausfertigung an Bord sein und übersichtlich geordnet bereitgehalten werden, damit sie dem deutschen Seebefehlshaber bei der Untersuchung sofort zusammen mit dem Geleitschein vorgelegt werden können. Ein Abdruck des Geleitschein*formulars* (also nicht des jeweiligen ausgefüllten Geleitscheins) muss dem Admiralstab der Kaiserlich Deutschen Marine übermittelt werden, damit er den deutschen Seebefehlshabern in photographischer Wiedergabe zur Vergleichung mit den auf See überreichten Geleitscheinen mitgegeben werden kann. Der Geleitschein muss von der Schweizer Gesandtschaft in dem Lande des Ausgangshafens ausgestellt sein.

Der Geleitschein darf erst ausgestellt werden, wenn von seiten sämtlicher seefahrender Ententestaaten «final clearance» erteilt ist, das heisst, diese Staaten dem Schiffe unbedingt freie Fahrt zugesichert haben.

6. Für die *Rückfahrt* dieser Schiffe darf ein Geleitschein ausgestellt werden, wenn die Schiffe auf längere Zeit hinaus gechartert sind, das heisst also, nach beendeter Rückfahrt und im Anschluss daran mindestens noch eine Fahrt unternehmen, auf welcher Zufuhren für die Schweiz unter den vorher vorgeschriebenen Bedingungen nach französischen Häfen ausserhalb des Sperrgebietes gebracht werden, *und* wenn ausserdem das Schiff in Ballast fährt.

Dieser Geleitschein wäre von der schweizerischen Regierung auszustellen. Ein *Formular* auch dieses Geleitscheins muss der oben genannten Stelle zwecks Bekanntgabe an die Front mitgeteilt werden.

400

E 27, Archiv-Nr. 13561

Procès-verbal de la Conférence tenue à Lyon le 6 mars 1918 entre les représentants des Etats-Majors britannique, français et suisse [1]

Secret

La Conférence débute par le rappel des principes déjà admis relatifs au concours éventuel des Armées Alliées.

a) Comme il a été stipulé dans l'accord verbal du 8 avril 1917 [2]

1⁰ Les Alliés ne pénètreront en Suisse que sur la demande du Gouvernement suisse.

2⁰ Les forces alliées ne comprendront que des troupes: françaises (à l'exclusion des indigènes), anglaises métropolitaines.

b) L'intervention en Suisse des troupes françaises et anglaises d'Italie n'a qu'un caractère *éventuel;* son importance pourra être variable.

c) L'utilisation du Simplon, du Lötschberg et de la vallée du Rhône ne constitue pas un fait nouveau, mais simplement une *variante* dans l'origine des transports pour lesquels il existe déjà un accord de *principe.*

L'utilisation du *St-Gothard* soulève au contraire un problème tactique nouveau.

I. *Question tactique*

Il importe *avant tout* d'assurer la sécurité des débarquements et la couverture de la ligne de communication des troupes alliées débarquées au Nord du St-Gothard.

---

1. *Sont présents à la Conférence:*
   E.M. Britannique: Brigadier General Honorable L. Gathorne-Hardy, Brigadier General H.L. Alexander.
   E.M. Français: Colonel Pageot, Lt-Colonel Hellé, Commandant Rochard, Commandant Guitry, Commandant Node-Langlois.
   E.M. Suisse: Lt-Colonel de Goumoëns.
2. *Cf. n⁰ 298, Annexe datée du 19 avril 1917.*

Le Colonel de Goumoëns expose comment l'Etat-Major suisse envisage la réalisation de cette double tâche:

a) *Couverture des débarquements.* En principe, les troupes suisses se mobilisant au Nord et au Nord-Est du lac des Quatre Cantons seront chargées de retarder la marche de l'ennemi en se repliant vers le gros des armées suisses et alliées: la majorité, passant à l'Ouest du lac de Zoug, le reste (troupes venant de la région St-Gall–Glaris) prenant la direction de Schwyz–Altdorf.

b) *Couverture de la voie ferrée du Gothard.* La voie ferrée du Gothard sera couverte par les détachements de couverture de frontière des Grisons et les troupes qui mobilisent dans ce canton.

Ces troupes pourraient être renforcées, s'il était nécessaire, soit par des détachements qui mobilisent dans la région Bellinzona, Zoug, Lucerne, soit par des détachements fournis par les troupes alliées venant d'Italie.

c) *Garde des voies ferrées.* La garde immédiate des voies ferrées sera assurée par la Suisse.

d) *Zones de débarquement.* De l'étude commune entreprise, il résulte que, tant que les troupes suisses pourront se maintenir sur la ligne Lac de Zurich–Aarau, les débarquements alliés venant du St-Gothard pourront être poussés jusque vers Lucerne.

Dans le cas contraire, ils s'effectueront plus en arrière.

e) *Lots de cartes.* Des lots de cartes seront préparés d'avance par l'Etat-Major suisse et distribués aux troupes alliées à leur passage aux gares régulatrices.

f) *Officiers de liaison.* Les Officiers destinés à assurer les liaisons principales entre les armées alliées et l'armée suisse, et réciproquement, seront désignés à l'avance.

g) *Rassemblements préalables.* Sur la demande de l'Etat-Major suisse, il est convenu que les rassemblements préalables d'unités alliées au Sud de la frontière italo-suisse ne devront pas être effectués à proximité immédiate de cette frontière et que les troupes devront être maintenues à l'abri de tout contact avec le territoire suisse.

h) L'Etat-Major suisse recherchera les possibilités d'atterrissage pour avions dans la zone d'action des troupes transportées par le Gothard au Nord du tunnel, ainsi qu'un terrain intermédiaire vers Bellinzona.

II. *Transports*

a) *Type de train.* Il est rappelé que le train militaire pénétrant sur le réseau suisse doit se limiter à une longueur de manœuvre de *350 m.* Cette longueur est peu différente de celle du train type employé sur le réseau italien; il y aurait donc intérêt, pour les transports au départ d'Italie, à adopter un type de train utilisant le plein rendement de transport sur le réseau suisse. L'Etat-Major de l'armée suisse sera tenu au courant de la décision prise à ce sujet.

b) *Délai de préavis.* Le réseau suisse sera prêt à prendre en transit les trains de troupes dans un délai le 18 heures, commençant à la réception de l'ordre d'exécution à Berne.

c) *Densité de courants.*

1⁰ *St-Gothard.* La densité maxima peut atteindre 40/24, dont ½ transitant par Chiasso, ½ transitant par Luino; la totalité du courant pouvant à la rigueur être poussée par Chiasso.

2⁰ *Simplon.* La densité maxima doit être actuellement limitée à 20/24.

3⁰ *Le Lötschberg* permet le passage d'un courant de densité maxima 40/24.

4⁰ La ligne de la *rive Sud du Lac de Genève* et de la vallée du Rhône ne permet qu'une densité de 20/24.

d) Dans ces conditions, on est amené à indiquer l'intérêt que présenterait l'utilisation à plein de la ligne du Lötschberg pour deux courants venant s'y jumeler, l'un en provenance de France via le Bouveret, l'autre en provenance d'Italie via le Simplon; le premier de ces deux courants pourrait d'ailleurs être originaire d'Italie, par le Mont Cenis. Il est à noter que le courant du Lötschberg ne peut être prolongé *au delà de Thoune* qu'à une densité maxima de 20/24.

e) *Zone de débarquement.* Les statistiques concernant les zones de débarquement correspondant aux courants du St-Gothard et du Lötschberg seront fournies incessamment par l'Etat-Major suisse.

Mais on peut dès maintenant tabler sur les points suivants:

1⁰ *Ligne du Lötschberg:* la zone de débarquement étudiée dans la région de Thoune, pour le courant venant de France à densité réduite de 20 ½ trains, permettra également le débarquement d'un courant de densité double soit à *40 trains de 350 m.*

2⁰ *Ligne du Gothard:* zone probable: région Est de Lucerne – Erstfeld – Altdorf – Fluelen – Brunnen – Seeven-Schwyz – Goldau.

Des études vont être faites par l'Etat-Major suisse en vue de rechercher une zone arrière au Nord du St-Gothard et une zone éventuelle au Sud du St-Gothard, dans le cas d'incidents graves d'ordre technique.

Le résultat de cette étude sera communiqué à l'Etat-Major français en y joignant des indications sur les routes à utiliser par automobile, notamment entre le Simplon inclus et le col de la Fluela inclus.

f) Les dispositions concernant les mesures techniques prévues entre le réseau suisse et le réseau français seront applicables, le cas échéant, sur le réseau italien.

401

E 27, Archiv-Nr. 13939/6

Le Département politique à la Légation d'Autriche-Hongrie à Berne

Copie
N

Bern, 12. März 1918

Das Politische Departement beehrt sich, der K.u.K. Österreichisch-Ungarischen Gesandtschaft mitzuteilen, dass die schweizerische Regierung gern bereit sein wird, die 1200 Offiziere der Entente, welche sich in Rumänien befinden, durch die Schweiz nach Frankreich transitieren zu lassen, unter der Voraussetzung, dass die

K.u.K. Österreichisch-Ungarische Regierung den Transit nach Russland der russischen Deserteure und Flüchtlinge, welche sich in der Schweiz befinden, durch Österreich-Ungarn gestatte. Es handelt sich gegenwärtig um ungefähr 400 Russen, welche sofort heimgeschafft werden sollten. Eine gleiche Anzahl würde voraussichtlich später in Betracht kommen. Das Departement hegt die Hoffnung, dass die K.u.K. Österreich-Ungarische Gesandtschaft mit diesem seinem Vorschlag einverstanden sein wird, und dankt gerne zum voraus für eine geneigte Antwort.

402

E 2001, Archiv-Nr. 919

Le Foreign Office *au Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin* [1]

Copie
N n° 43380/X/1143 London, March 12, 1918

1. I have the honour to acknowledge the receipt of the Note No. XVII.A.9 [2], which you were so good as to address to me on the 28th ultimo as to the difficulties experienced by Switzerland in obtaining adequate supplies of food stuffs and of the raw materials necessary for her economic existence.

2. In any consideration of this subject, of which I take this opportunity to repeat that His Majesty's Government fully appreciate the importance, it must be borne in mind that the hardships suffered by Switzerland are due to the illegal action of the German Government in sinking cargoes loaded in ships of which the replacement is necessary in the interests of the world's commerce. For the effects of this action His Majesty's Government must emphatically disclaim any responsibility.

3. At the same time His Majesty's Government are sparing no effort to overcome the difficulties of tonnage which prevent the free movement of supplies of grain to Switzerland. It was confidently believed that arrangements had definitely been made at Washington for the utilization of Dutch tonnage which would mitigate those difficulties, if not entirely remove them; and it is with regret that His Majesty's Government have learned that these arrangements have not fully matured owing to the failure of the Dutch to carry out the agreement. It is still hoped however that this matter may be very shortly adjusted.

4. As regards the raw materials of Swiss industry, the Swiss Government are aware that an arrangement is under discussion in connexion with the grant of Swiss credits [3], and it is earnestly hoped that a settlement satisfactory to both parties will be reached, – a result which should be not incapable of attainment if the Swiss Government show the necessary good will in meeting the requirements of His Majesty's Government.

---

1. *Le document et signé par W. Langley.*
2. *Cf. n° 394.*
3. *Cf. n° 405.*

403

E 2200 Wien 9/1

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart

L I B c 1. 111 M.
Démarche de la Pologne en vue
de sa reconnaissance

Berne, 16 mars 1918

Depuis quelques semaines, le Département politique a reçu plusieurs visites du comte Michel Rostworowski, qui se présente en qualité d'envoyé officieux du Conseil de Régence polonais, et de M. Edmond Privat, citoyen genevois qui se consacre depuis plusieurs années à la cause de la Pologne. Ces Messieurs demandent la reconnaissance plus ou moins explicite de l'indépendance de la Pologne par le Gouvernement suisse, en se basant sur la proclamation allemande et autrichienne du 5 novembre 1916 et sur la proclamation du Soviet russe du 4/17 mars 1917. Ils ajoutent que les Polonais en Suisse se trouvent dans la situation la plus fausse: les uns ont d'anciens papiers russes, les autres de nouveaux passeports allemands; un grand nombre d'entre eux n'ont pas de papiers du tout.

Aujourd'hui M. Privat a informé le Département politique que le Conseil de Régence avait l'intention d'adresser de suite une lettre officielle au Conseil fédéral pour lui demander de reconnaître la Pologne; le Conseil de Régence, désireux de ne demander à la Suisse que ce qu'elle a l'intention d'accorder, a prié le comte Rostworowski de lui télégraphier dans quels termes il devait exprimer sa requête et jusqu'où il pouvait aller dans sa demande. M. Privat déclare que les Pays-Bas seraient sur le point de reconnaître l'indépendance de la Pologne (?).

La Pologne n'existe pour le moment que par la grâce des Empires Centraux. Son gouvernement a été institué par l'Allemagne et l'Autriche; c'est de ces Empires seuls qu'il tire son pouvoir, car il n'a pas été ratifié par une assemblée quelle qu'elle soit. Une diète, même truquée, n'a pas été appelée à se prononcer.

Dans ces circonstances, une reconnaissance de notre part paraît impossible: ni au point de vue neutre, ni au point de vue démocratique, nous ne pouvons reconnaître un Etat dont l'existence se base sur la volonté de deux Empires belligérants sans ratification populaire. Une reconnaissance formelle de notre part est d'autant plus impossible que les limites de la Pologne ne sont pas tracées.

L'indépendance de la Pologne figure en théorie dans le programme de toutes les puissances quelles qu'elles soient. Nous pouvons, par conséquent, nous risquer sans aucun danger à exprimer des vœux en sa faveur.

Nous nous trouvons dans un certain embarras. Nous serions assez disposés à faire savoir officieusement au Conseil de Régence que nous répondrions à une demande éventuelle de sa part dans les termes suivants:

1. Vifs remerciements pour la généreuse pensée du Gouvernement Polonais qui l'a poussé à s'adresser à la Suisse.

2. La Suisse salue avec sympathie le principe de l'indépendance de la Pologne en faveur duquel elle s'est si souvent élevée: exposé historique.

3. La Suisse souhaite très vivement que l'Etat polonais se constitue le plus vite possible sur une base juridique qui lui permette de le reconnaître officiellement.

4. Etant donné la situation embarrassante des Polonais en Suisse, le Gouvernement de la Confédération est disposé à entrer immédiatement en relations de fait avec le Conseil de Régence pour régler la question des papiers de légitimation des ressortissants des territoires effectivement gouvernés par le Conseil de Régence.

Mais nous ne nous dissimulons pas que les gouvernements austro-hongrois et allemand, qui sont aux yeux du monde les suzerains de la Pologne, pourraient voir d'un mauvais œil toute entrée en matière de notre part. Nous venons donc recourir à vous et vous demander si vous croyez pouvoir sonder délicatement tant le Gouvernement Austro-Hongrois que l'Ambassade d'Allemagne à ce sujet. Il s'agirait tout d'abord de savoir si les Empires Centraux verraient d'un mauvais œil tout rapport quelconque entre nous et le Conseil de Régence, auquel cas nous éviterions de nous compromettre aucunement. Au cas où les Empires Centraux ne verraient pas d'objection à une entrée en matière, il s'agirait pour nous de savoir si les points que nous nous proposons de toucher ne paraissent pas les froisser.

Si nous avons préféré nous adresser à vous, c'est que nous sommes sûrs que vous saurez éviter à la fois de paraître nous mettre sous la tutelle des Empires Centraux ou de sembler vouloir les braver. Nous nous en remettons entièrement à vous du soin d'agir dans cette affaire avec la plus grande discrétion et vous exprimons toute notre gratitude pour les renseignements que vous serez à même d'acquérir.

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 33

Le Chef du Département politique, F.Calonder,
au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.Bourcart

Copie
L

Berne, 19 mars 1918

Nous avons reçu avec une vive satisfaction votre télégramme n^{0} 28 du 13 mars [1] nous informant que le Gouvernement austro-hongrois était disposé à autoriser le transit des déserteurs et évadés russes dont nous désirons nous débarrasser. Cette question russe acquérait en Suisse une certaine gravité. Nous possédons dans nos frontières d'abord des *déserteurs russes*. Ils nous arrivent surtout de France d'où on les laisse sortir sans difficulté des camps qui se trouvent le long de notre frontière. Nous espérons que leur nombre diminuera, car M.Dunant nous a écrit que la France les envoyait maintenant en Afrique. D'ailleurs, à la suite de nos représentations verbales et amicales, nous avons pu constater que les douaniers français se mettent à arrêter ces déserteurs. Nous avons ensuite des *évadés russes;* quelques-uns sont venus d'Allemagne, mais la plupart d'Autriche, d'où on les encourageait, pendant une certaine période, à franchir notre frontière. Enfin, nous avons des *indi-*

1. *Non reproduit.*

gents russes civils qui tombent à notre charge mais dont le rapatriement est moins urgent. A tout cela vient s'ajouter *M. Holzmann,* que nous ferons probablement voyager avec le premier convoi qui partira. Holzmann est courrier de cabinet du Gouvernement maximaliste. Comme tous les autres gouvernements représentés à Pétrograd, nous avions été obligés, pour obtenir le passage de notre courrier, de nous engager à laisser entrer en Suisse et ressortir M. Holzmann. La France, qui avait pris le même engagement, déclare n'être plus liée depuis la conclusion de la paix par la Russie et refuse de laisser transiter le courrier maximaliste. Comme nous désirons voir son séjour et sa propagande cesser le plus vite possible, il ne nous reste qu'à le rapatrier par l'Autriche.

Notre télégramme de ce jour vous aura exposé que nous espérons voir partir un train de 400 Russes dès samedi prochain.

Parmi les difficultés que nous cause la Russie, il y a lieu de mentionner encore *M. Salkind* dont vous entretenait notre office du 14 février[2]. L'Angleterre ayant refusé à M. Salkind de viser son passeport pour la Suisse, nous espérions que sa visite nous serait épargnée; mais nous apprenons qu'il se trouve à Christiania d'où il aurait l'intention de gagner la Suisse par l'Allemagne.

Les paix conclues par les Empires Centaux avec l'Ukraine, la Finlande et la Russie contenaient, comme vous le savez, une clause prévoyant la nomination par le Président de la Confédération d'un ou de plusieurs arbitres pour trancher la question des dommages civils. Les ministres d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne nous ont demandé verbalement la réponse que nous comptions faire et le Conseil fédéral est en train d'étudier la chose.

Si nous acceptons le principe, nous formulerons *en tous cas certaines réserves.*

La formation des nouveaux Etats a suscité la question de leur *reconnaissance* par la Suisse. Vous savez déjà que nous avons reconnu la *Finlande*[3]. Le dernier courrier vous aura apporté notre lettre sur la reconnaissance de la *Pologne*[4].

Quant à *l'Ukraine,* nous attendons une demande de sa part pour prendre une décision qui sera probablement favorable.

Parmi les questions internationales qui nous occupent en ce moment, nous vous signalerons celle de la *zone de Savoie.* Depuis le commencement de la guerre, un nombre considérable d'accrocs ont été faits aux Traités; jusqu'ici nous avons en général évité d'envoyer des notes de protestation ou d'acceptation afin de ne rien reconnaître officiellement de ce qui se fait en Savoie. Les questions à l'ordre du jour sont celles des permissionnaires américains qui y séjournent et celle des douaniers français qui contrôlent la frontière suisse pour empêcher l'entrée dans la zone des produits d'origine ennemie.

Les *bombes d'origine française lancées sur Hallnach* forment l'objet de discussions avec le Gouvernement français, celui-ci prétendant que les aviateurs ne sont pas responsables en insinuant que les avions allemands munis de bombes françaises seraient les auteurs du bombardement. Nous n'acceptons pas ce point de vue; cette affaire est strictement confidentielle.

---

2. *Cf. n° 388.*
3. *Cf. n° 376.*
4. *Cf. n° 403.*

405

E 2001, Archiv-Nr. 928

ARRANGEMENT FINANCIER ENTRE LE GOUVERNEMENT SUISSE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE[1]

Copie Berne, 20 mars 1918

Article 1.

Pendant la durée du présent arrangement le Conseil fédéral autorise une organisation financière suisse à consentir à des banques anglaises une avance mensuelle d'importance variable calculée chaque mois au pro rata du tonnage des marchandises arrivées dans les ports européens.

En cas de réquisition de ces marchandises leur tonnage serait porté en déduction pour le calcul des avances afférant aux mois suivants.

Article 2.

Seront déduites de ce tonnage les marchandises spécialement importées en Suisse d'Angleterre et d'outre-mer pour les besoins des internés ressortissants des pays de l'Entente ainsi que celles transitant par la Suisse à destination des prisonniers de guerre et celles pour compte de la Croix-rouge américaine.

Article 3.

Le chiffre du tonnage calculé de la façon dont il est dit à l'article 1 sera arrêté le 15 de chaque mois sur la base de statistiques dressées spécialement à cet effet et communiquées par le Conseil fédéral au Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Article 4.

Les avances prévues à l'article 1 seront calculées conformément au barême suivant:

un minimum de 20000 tonnes de marchandises par mois est libre de toute avance; sur la fraction du tonnage arrivé dans les ports européens compris:

entre 20000 tonnes et 30000 tonnes de marchandises 25000 francs par 100 tonnes de marchandises,

entre 30000 tonnes et 40000 tonnes de marchandises 35000 francs par 100 tonnes de marchandises,

entre 40000 tonnes et 50000 tonnes de marchandises 40000 francs par 100 tonnes de marchandises.

---

1. *Le document est signé pour la Grande-Bretagne par H. Rumbold et H. G. Levick, pour la Suisse par R. de Haller, H. Grobet-Roussy et H. Heer.*

Les fractions inférieures à 100 tonnes n'entreront pas en ligne de compte dans le calcul des avances.

Article 5.

Le groupement financier suisse devra, le 25 de chaque mois, tenir à la disposition des banques anglaises, le montant des avances.

Le premier versement relatif au mois d'avril sera effectué à forfait le 25 avril pour le montant maximum de 10 millions, sous réserve de rectification lors du règlement de l'avance afférant au dernier mois.

Article 6.

Les avances seront mises à la disposition des banques anglaises sous forme d'ouvertures de crédits utilisables par tirages à trois mois portant deux signatures anglaises de premier ordre, et garantis par un dépôt de titres.

Les traites seront renouvelées de trois mois en trois mois sur la demande des banques anglaises et pour une durée qui ne pourra dépasser trois ans.

Article 7.

Le taux d'intérêt à supporter par les banques anglaises sera de 5 % l'an plus une commission d'un demi pour cent par trimestre.

Disposition finale.

Article 8.

La présente convention est conclue pour une durée de 10 mois, courant du 1er avril 1918 au 31 janvier 1919. Toutefois elle pourra être dénoncée de part et d'autre pour le 30 novembre 1918 moyennant un préavis de deux mois.

406

E 2001, Archiv-Nr. 890

Le Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Pétrograd, 8/21 mars 1918

J'ai l'honneur de vous adresser une copie de la note collective signée par l'unanimité des Représentants des Puissances Neutres en Russie [1] et envoyée en date de ce jour au Commissaire du Peuple pour les Affaires Etrangères résidant actuellement à Moscou.

---

1. *Reproduit en annexe.*

Ayant eu connaissance par les journaux de l'existence d'articles supplémentaires du traité de paix en vertu desquels «les parties contractantes avec la Russie n'opposeront pas d'obstacles à la République des Conseils dans la réalisation de la nationalisation de l'industrie dans les plus larges proportions, jusqu'à la confiscation des entreprises sans aucun rachat, *garantissant cependant les intérêts des détenteurs allemands d'actions d'entreprises (industrielles) russes, en ce sens que lors de la nationalisation de l'entreprise les actions des détenteurs allemands doivent être achetées au dernier cours coté.» (Novaia Jiza* du 12 mars).

J'ai pris l'initiative d'une convocation des Représentants des Pays Neutres à Pétrograd et leur ai soumis un projet de note collective qui a reçu l'approbation de tous mes collègues. Cette note est datée du 7/20 mars 1918. Le texte officiel du traité de paix et de ses annexes est publié ces jours-ci par les journaux. Aussitôt qu'il me sera possible d'en obtenir une traduction je ne manquerai pas de vous faire parvenir ces documents. Espérant que vous voudrez bien approuver la démarche de protection des intérêts de nos ressortissants pour laquelle, vu l'urgence, il n'a pas été possible de demander des instructions spéciales, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

ANNEXE

Copie
N

Pétrograd, 7/20 mars 1918

Les soussignés, Représentants en Russie des Puissances Neutres, ayant des motifs d'admettre qu'il entre dans les intentions du Conseil des Commissaires du Peuple d'accorder un traitement spécial aux sujets des Puissances de la Quadruple Entente, en ce qui concerne la propriété immobilière et mobilière;

Se basant d'autre part sur la pratique et sur les Traités en matière d'Etablissement et de Commerce conclus entre leurs pays respectifs et la Russie et assurant à leurs ressortissants le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée;

Attirent d'ores et déjà l'attention du Conseil des Commissaires du Peuple sur le fait qu'en tout ce qui concerne le commerce, l'établissement, l'exercice des professions industrielles, et notamment en ce qui a trait à la propriété immobilière et mobilière, les Puissances Neutres et leurs ressortissants se trouvent, en vertu des traités précités et d'une pratique constante, placés d'emblée au bénéfice de toute concession accordée aux Puissances de la Quadruple Entente ou à leurs sujets.

Les soussignés se déclarent prêts à examiner avec le Conseil des Commissaires du Peuple les voies et moyens de faire bénéficier leurs ressortissants de toutes les concessions accordées et à accorder aux Puissances de la Quadruple Entente ou à leurs sujets et d'établir notamment l'authenticité des déclarations de propriété à fournir par les ressortissants de leurs pays respectifs.

Ils se réservent de présenter au fur et à mesure de l'exécution des traités conclus et à conclure avec les Puissances de la Quadruple Entente les demandes concrètes concernant les intérêts de leurs ressortissants.

Pour le Danemark signé Scavenius
Pour l'Espagne signé Gamido Cisneros
Pour la Norvège signé Prebensen
Pour les Pays-Bas signé Oudendyk
Pour la Perse signé Assad Khan
Pour la Suède signé Brändström
Pour la Suisse signé Odier

407

E 2200 Tokyo 2/2

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L Traité avec la Chine

Tokyo, 22 mars 1918

En me référant à votre télégramme No.26 et à ma réponse No 27 du 18 mars [1], j'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, copie d'une note du Ministre de Chine nous donnant les assurances voulues, quant à l'admissibilité d'un commerçant comme consul de carrière et quant aux droits de commerce et autres.

Je joins, en outre, un projet de traduction, en langue française, du traité et de la déclaration à conclure [2]. Comme j'ai eu l'honneur de le faire remarquer, ce sera le texte anglais qui fera foi en cas de divergence.

Le Ministre de Chine m'a aussi exprimé le désir de ne signer les traités qu'après arrivée des pleins pouvoirs en *toute forme* à cet effet.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Nous reproduisons en annexe aussi le texte anglais du traité.*

ANNEXE

Copie

Traité d'Amitié entre la République de la Confédération Suisse et la République de Chine.

Le Conseil fédéral Suisse et Son Excellence le Président de la République de Chine, animés du désir d'établir des liens d'amitié entre les deux Pays, ont résolu de conclure un Traité d'amitié et ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires savoir:

Le Conseil fédéral Suisse,

Son Excellence *M. Ferdinand de Salis,* Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse à Tokyo et

Son Excellence le Président de la République de Chine,

Son Excellence *M. Chang Tsung-Hsiang,* Envoyé extraordinaire et Ministre plenipotentiaire de Chine à Tokyo,

Treaty of Amity between the Republic of the Confederation of Switzerland, and the Republic of China.

The Swiss Federal Council and His Excellency the President of the Republic of China, being equally desirous of establishing direct friendly relations between their respective countries, have resolved to conclude a treaty to this end, and have, for this purpose, named as their Plenipotentiaries:

The Swiss federal Council,

His Excellency *Mr. Ferdinand de Salis,* Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Tokyo, and

His Excellency the President of the Republic of China,

His Excellency *Mr. Chang Tsung-Hsiang,* Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of China, at Tokyo,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté et signé les articles suivants:

Article I

Il y aura entre la Suisse et la Chine, et entre leurs ressortissants et sujets paix perpétuelle et amitié inaltérable.

Article II

Le Gouvernement Suisse et le Gouvernement Chinois auront le droit de nommer des Agents Diplomatiques, des Consuls-Généraux, des Consuls, des Vice-Consuls et des Agents consulaires, qui résideront dans la Capitale et dans les villes principales des deux Pays, où la résidence de ces Agents étrangers est permise; ils jouiront des mêmes droits, privilèges, faveurs, immunités et exemptions qui sont ou pourront être accordés aux Agents diplomatiques ou consulaires de la nation la plus favorisée.

Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires devront obtenir pour pouvoir entrer en fonctions, dans la forme usuelle l'exequatur du Gouvernement auprès duquel ils sont appelés à exercer ces fonctions.

Les deux parties contractantes s'abstiendront de désigner des Commerçants comme Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents consulaires, excepté à titre de consuls honoraires, avec les privilèges et pouvoirs dont jouissent les Consuls honoraires des autres Puissances.

Article III

Ce traité sera mis en vigueur aussitôt que l'échange des ratifications aura pu avoir lieu.

Article IV

Le présent traité sera rédigé en français, chinois et anglais, chaque langue en quatre exemplaires. En cas de divergence sur l'interprétation à donner aux textes français ou chinois, le différend sera résolu d'après le texte anglais, qui sera obligatoire pour les deux parties contractantes.

who, after having communicated to each other, their respective full powers, have concluded and signed the following articles:

Article I

There shall be perpetual and invariable peace and friendship between Switzerland and China, and between their respective citizens and subjects.

Article II

The Government of Switzerland and the Government of China shall have the right to appoint Diplomatic Agents, Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, who shall reside, respectively, in the Capital and in the principal Cities of the two countries where the residence of such foreign Agents be permitted, and shall enjoy the same rights, privileges, favours, immunities and exemptions as are or may be conceded to the diplomatic and consular Agents of the most favoured powers.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents shall obtain in the usual manner before entering upon the exercise of their functions, the exequatur of the Government of the country wherein they are to fulfil them.

Merchants shall not be appointed by either contracting party to act as Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents, except as Honorary Consuls with privileges and powers similar to those enjoyed by the Honorary Consuls of other powers.

Article III

This Treaty shall be put in force as soon as the exchange of the ratifications takes place.

Article IV

The present Treaty shall be drawn up in French, Chinese and English, in four copies of each of the languages. In case of divergency with regard to the interpretation of the French or the Chinese text the disagreement shall be decided according to the English text, which shall be obligatory for both Governments.

Article V

Le présent traité sera ratifié par les Chambres législatives de la Suisse et par Son Excellence le Président de la République de Chine, conformément à la Législation en vigueur et les instruments de ratifications en seront échangés aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux, ce ...

Déclaration

Les Plénipotentiaires Suisse et Chinois sont en outre convenus de la déclaration suivante:

En ce qui concerne la Juridiction consulaire, soit les droits d'exterritorialité, les Consuls Suisses jouiront des mêmes droits qui sont ou pourront être accordés aux agents consulaires de la nation la plus favorisée. Lorsque la Chine aura modifié son système judiciaire, la Suisse sera prête avec les autres Puissances, à renoncer au droit de juridiction consulaire en Chine.

Il est entendu qu'un traité d'établissement et de commerce sera conclu en temps utile. – Jusqu'à ce que ce traité aura été conclu, les ressortissants de chacune des parties contractantes jouiront en toutes choses sur le territoire de l'autre, des mêmes privilèges et immunités qui sont ou qui pourront être accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Tokyo, le

Article V

The present Treaty shall be ratified by the Swiss Chambers of Legislature and by His Excellency the President of the Republic of China, in accordance with their respective legislations, and the ratifications shall be exchanged at the earliest possible moment.

In token whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and affixed thereto their respective seals, this ...

Declaration

The Plenipotentiaries of Switzerland and China have further agreed upon the following Declaration:

With regard to consular jurisdiction, i.e. extra territorial rights, the Swiss Consuls shall enjoy the same rights as are or may be conceded to the consular agents of the most favoured Powers. When China will have improved her judicial system, Switzerland will be ready with the other treaty Powers to give up the right of consular jurisdiction in China.

It is understood that a Treaty of Establishment and Commerce shall be negotiated in due time. Until such a treaty shall have been concluded, the citizens of the High Contracting Parties shall in all respects enjoy the same privileges and immunities, as are now or may hereafter be granted to the subjects of the most favoured Nation.

Tokyo, the

408

E 1004 1/267

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 mars 1918

844. Offre d'arbitrage au Président de la Confédération par l'Allemagne et l'Autriche dans leurs Traités de paix avec la Russie, l'Ukraine et la Finlande

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 11 mars 1918

Le Département politique expose au Conseil fédéral ce qui suit:

Le Traité de paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'une part et l'Ukraine d'autre part prévoit dans son article 25 la réunion, à Odessa, ou dans un autre endroit convenable, d'une commission mixte composée de représentants de l'une des parties contractantes, d'un représentant de l'autre et d'un arbitre: «Le Président du Conseil fédéral suisse sera chargé de désigner l'arbitre». «La Commission devra se réunir trois mois au plus tard après la signature du Traité de paix. Cette commission a comme tâche l'application des dispositions contenues dans les articles 23 et 24, en particulier la fixation des indemnités à payer.» Les articles 23 et 24 ont la teneur suivante:

Article 23

«Les navires de commerce de chacune des parties contractantes qui se trouvaient dans les ports de l'autre partie lors de la déclaration de guerre, seront restitués ainsi que leurs cargaisons, ou en cas d'impossibilité, remboursés en espèces. En ce qui concerne les dédommagements à payer pour l'utilisation des dits navires pendant la guerre, une convention particulière est réservée sur la base de l'arrangement que la République populaire de l'Ukraine se propose de prendre avec les autres parties de l'ancien empire russe.»

Article 24

«Les navires de commerce capturés appartenant aux deux parties contractantes qui auraient été déclarés de bonne prise avant la ratification du traité de paix par jugement valide d'un tribunal des prises, et auxquels ne s'appliqueraient pas les dispositions de l'article 23, seront considérés comme définitivement confisqués; ces navires devront être également restitués ou, en cas de destruction, remboursés en espèces. Ces dispositions s'appliquent aux cargaisons capturées appartenant aux nationaux des parties contractantes.»

Le texte officiel du Traité n'est pas connu du Département politique qui le cite d'après un supplément du journal suisse *La Nation*.

Le texte du Traité de paix entre l'Allemagne et la Finlande n'est connu que par un télégramme de l'Agence Wolff; il semble contenir la disposition suivante:

«Zur Feststellung der Zivilschäden soll in Berlin eine Kommission zusammentreten, die zu je einem Drittel aus Vertretern der beiden Teile und neutralen Mitgliedern gebildet wird. Um Bezeichnung der neutralen Mitglieder, darunter des Vorsitzenden, soll der Präsident des Schweizerischen Bundesrates gebeten werden.»

Le texte du Traité de paix entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'une part et la Russie de l'autre n'est pas connu du Département politique. A teneur de communications verbales de M. de Romberg et de M. de Musulin, il contiendrait une clause analogue, dans laquelle le Président de la Confédération serait invité à désigner un ou plusieurs arbitres.

Les ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie se sont rendus le 9 mars au Département politique pour demander, au nom de leurs gouvernements, si le Président de la Confédération accepterait l'offre qui lui était faite de désigner des arbitres.

Le Département observe:

1. La mission d'arbitre est une de celles que la Suisse a toujours le plus estimées; la Suisse la considère comme un honneur et un privilège et estime qu'il est de son intérêt de revendiquer le plus possible cette tâche.

2. Le Département politique estime qu'il serait du plus haut intérêt pour la Suisse de commencer ses relations avec ces nouveaux Etats par une mission qui la mettrait en vedette et qui ferait du nom suisse le synonyme de compétence et d'impartialité.

3. Les paix qui viennent d'être signées, étant des paix séparées, sont mal vues de l'Entente et l'on peut se demander si, en acceptant un arbitrage établi par ces Traités de paix, la Suisse ne court pas le risque de se voir reprocher une participation, même tardive, à ces arrangements mal notés par l'Entente. Il est certain que, si la Suisse demandait l'avis de l'Entente, celle-ci lui déconseillerait l'acceptation de cette offre; mais le Département politique n'estime pas devoir tenir compte du Traité de Londres. Il ne lie pas la Suisse et les nouveaux Etats dont il s'agit ne se sont jamais considérés comme liés par lui. La Suisse, en servant d'arbitre entre des nations qui ont signé la paix, ne sort pas de son rôle de stricte neutralité.

4. Il y a lieu d'objecter, par contre, que la Suisse ne peut servir d'arbitre qu'entre des Etats reconnus par elle; ce n'est pas le cas pour l'Ukraine ni pour la Russie maximaliste. Toutefois il y a lieu de croire que l'Ukraine demandera à la Suisse de la reconnaître et, quant à la Russie, la situation dans laquelle la Suisse se trouve vis-à-vis d'elle n'exclut pas la possibilité d'un arbitrage puisque la Suisse n'a jamais cessé d'entretenir avec elle des relations de fait.

5. Enfin, les questions qui seront soumises aux arbitres, bien que confinées strictement à des dommages civils, peuvent mettre la Suisse dans l'embarras: un navire allemand capturé par les Russes peut se trouver dans un port français, c'est-à-dire hors de la juridiction de toutes les parties contractantes, de sorte que la décision de l'arbitre suisse à son égard peut ne se trouver ni reconnue ni appliquée.

Le Département politique arrive donc à la conclusion qu'il y a lieu d'accepter en principe les propositions d'arbitrage qui lui sont faites, mais en formulant certaines réserves, à savoir:

a) l'examen des textes des Traités, afin de permettre à la Suisse de formuler toutes les réserves que comporte sa situation comme Etat neutre. La Suisse formule dès à présent les réserves suivantes:

b) la demande de reconnaissance préliminaire de l'Ukraine;

c) la manifestation directe du désir de la Russie, de la Finlande et de l'Ukraine de voir l'arbitre désigné par la Suisse;

d) la limitation des décisions arbitrales aux questions qui ne touchent que le droit des parties contractantes, et au domaine de la juridiction des dites parties.

La Communication des Puissances Centrales ayant été verbale, il n'y a pas lieu de leur donner une réponse écrite.

Il est *décidé:*

Le Département politique est autorisé à répondre verbalement aux ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie que le Président de la Confédération est disposé en principe à accepter les fonctions prévues dans les traités susmentionnés, en formulant les réserves exprimées ci-dessus.

409

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mars 1918

Wirtschaftliches Abkommen mit Deutschland

Geheim — Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Herr Bundesrat Schulthess berichtet über den Gang der Verhandlungen, die mit deutschen Delegierten über ein neues wirtschaftliches Abkommen geführt werden.

Nach seinen Mitteilungen nehmen die Besprechungen einen für die Schweiz durchaus ungünstigen Verlauf.

Von einem fernern Kredite wird von vorneherein von deutscher Seite Umgang genommen.

Demgegenüber soll der Preis der Kohle auf Fr. 180.– die Tonne heraufgesetzt werden. Eine Reduktion des Preisansatzes scheint, nach der Stellungnahme der deutschen Vertretung, von vorneherein ausgeschlossen.

Welche bedenkliche Wirkungen die verlangte Preiserhöhung für das Land haben muss, bedarf keiner näheren Erörterung.

Über die Abmachungen betreffend Eisenlieferungen werden sich die Delegierten in Düsseldorf zu verständigen haben.

Bezüglich Kontrolle der angeblichen Warenwiederausfuhr verlangen die deutschen Vertreter, dass das Deutsche Reich, wie sie sagen, ganz gleich wie die Ententestaaten von der Schweiz behandelt werden solle. Sie beanspruchen daher die Errichtung einer der bestehenden S.S.S. nachgebildeten Organisation zugunsten Deutschlands.

Welche Folgen eine neue verschärfte Kontrolle und die mit ihr verbundene Einschränkung des Warenverkehrs haben wird, ist nicht abzusehen. Denn bei allem ist stets zu befürchten, dass die Entente gegenüber der Schweiz zu Repressalien greifen werde.

Ein grundsätzliches Entgegenkommen wird, soweit bis jetzt beurteilt werden kann, nicht zu erlangen sein.

Von den Mitteilungen des Herrn Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements wird Vormerkung am Protokoll genommen.

410

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 17 Rome, 17 avril 1918

J'ai l'honneur de vous faire savoir que M. le Ministre de Planta m'a remis hier la gestion des affaires de la Légation. J'en ai informé les consuls de Suisse en Italie.

Ce matin, comme je vous l'ai télégraphié, j'ai été reçu par le baron Sonnino, Ministre des Affaires Etrangères. Il m'a accueilli de la façon la plus aimable. Il paraissait de très bonne humeur. Il ne s'est montré nullement renfermé, taciturne et distant tel qu'on le dépeint généralement. Cet homme, qui ne fut jamais populaire et qui n'a jamais recherché la popularité, s'impose tout de même à ses compatriotes par son savoir, par son esprit réfléchi et par l'énergie et la persévérance qu'il met au service de ses vastes ambitions nationales. De tous les pays belligérants, l'Italie est le seul qui n'ait pas encore changé le chef de sa politique étrangère au cours de la guerre.

M. Sonnino m'a parlé de tout au monde, en évitant cependant avec soin les sujets qui m'auraient, à cette heure, le plus intéressé. Il constate le développement du socialisme d'Etat en Europe, mais il pense que la révolution russe a affaibli le socialisme révolutionnaire, en montrant aux classes éclairées la vanité des doctrines marxistes.

Il m'a dit l'impossibilité pour l'Italie de se nourrir uniquement des produits de son sol et tous les enseignements qui résultaient de cette guerre au point de vue de l'organisation de l'économie nationale. Je lui ai parlé de ses études sur le sort des classes agraires en Sicile; il s'est longuement étendu sur ce sujet. Je n'avais qu'à l'écouter.

Je lui ai dit combien le Gouvernement fédéral désirait voir se dissiper les préventions qui existaient à l'égard des Suisses établis en Italie et combien les soupçons dont ils étaient l'objet dans l'opinion publique étaient injustes. Nous savons que nos Suisses sont un élément paisible et laborieux et combien il est injuste de les confondre avec les ennemis du royaume. Il m'a répondu que toutes les instructions données par le Ministère tendaient à combattre certains courants d'opinion qui étaient le résultat de l'état de guerre, de l'excitation naturelle des esprits, de l'ignorance de la foule et du fait que les Suisses se trouvaient mêlés à des entreprises allemandes. Il m'a dit: «Croyez bien que jamais en Italie on n'a mieux compris que maintenant l'utilité et *la nécessité de la Suisse.*»

J'ai pris congé de lui en le remerciant de cette déclaration et de son accueil.

Il a encore tenu, au moment où je le quittais, à me faire admirer la vue dont on jouit de ses fenêtres qui donnent sur la place du Quirinal. On voit de là haut toute la

ville. «C'est ici, sur cette place, a dit Goethe, que les dieux descendent quand ils viennent sur la terre.» Un homme qui a constamment sous les yeux ce spectacle grandiose est porté à former des desseins ambitieux.

J'ai vu ensuite le marquis Borsarelli, Sous-Secrétaire d'Etat, le comte Aldrovandi, chef de cabinet du Ministre, le comte Manzoni, chef de la Section politique.

Je leur ai répété à tous les trois ce que j'avais dit au Ministre des Affaires Etrangères sur le sort des Suisses en Italie et les courants d'opinion qui nous inquiètent à cette heure. Ils m'ont fait les mêmes déclarations que le ministre.

M. Borsarelli est un Piémontais très cordial, qui s'est montré particulièrement aimable. Il m'a dit les bons rapports qu'il avait toujours entretenus avec M. de Planta dont il m'a parlé en termes très amicaux.

Je n'ai pas cru devoir, dans cette première visite de politesse, aborder les diverses questions qui préoccupent à cette heure l'opinion suisse. Cependant j'ai attiré l'attention de M. Manzoni sur le fait que les Suisses, retenus en quarantaine à Pérouse, n'étaient pas informés en temps voulu du moment où la frontière était ouverte, ce qui leur a fait manquer à maintes reprises l'occasion de rentrer en Suisse. C'est là une grosse négligence qui nous vaut de nombreuses plaintes de la part de nos compatriotes.

J'ai dit aussi la fâcheuse impression produite chez nous par le procès de Gênes [1] et ma crainte que les juges n'aient subi l'influence du milieu, injustement excité contre les Suisses de langue allemande. Il m'a répondu que le procès en appel serait jugé à Rome, et m'a paru reconnaître que le milieu gênois manquait de la sérénité indispensable à la bonne justice.

Dans l'après-midi du même jour, j'ai reçu la visite de M. de Morsier, secrétaire particulier de M. Sonnino. M. de Morsier est d'origine suisse, né en Italie et naturalisé Italien. J'entretiens avec lui, depuis longtemps, des relations amicales. Il y a deux ans j'eus l'occasion de le voir à la Consulta. Il m'avait raconté que lors de l'entrée en guerre de l'Italie, M. Sonnino s'était montré assez préoccupé des dispositions de la Suisse. Une fois il avait même fait venir son secrétaire pour lui poser la question suivante: «Etes-vous certain, vous qui connaissez les Suisses, qu'ils défendront leur neutralité?» Et de Morsier lui avait dit: «J'en réponds sur ma tête.»

Je me réserve de revenir dans un prochain rapport sur les impressions que j'ai recueillies dans ces premiers jours, en particulier en ce qui concerne la situation des Suisses en Italie.

---

1. *Il s'agit du procès contre les citoyens suisses Locher, Saameli et Huber accusés d'espionnage économique en faveur de l'Allemagne. Pour cette affaire cf.* E 2200 Rom 8/1.

411

E 2200 Tokyo 2/2

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Tokyo

Copie de réception
T n⁰ 46

Bern, 20. April 1918
(Ankunft: 22. April 1918)

Ihr 48. – bestätigen unseren 45. – und Brief 18. April [1]. Sie werden von Bundesrat ermächtigt, Vertrag mit China zu unterzeichnen, unter folgendem Vorbehalt: Dem Vertrag ist folgender Satz hinzuzufügen, entweder durch Einverleibung in Text oder folgende separate Note: «solange die vertragschliessenden Parteien noch keine diplomatische Garantie oder konsularischen Agenten bestellt haben, oder an Orten, für welche keine konsularische Agentur zuständig ist, oder in Fällen, in denen die diplomatischen oder konsularischen Agenten in der Ausübung ihrer Funktionen verhindert sind, steht es den Angehörigen der vertragschliessenden Parteien frei, sich mit Zustimmung ihres Heimatstaates unter den Schutz der diplomatischen oder konsularischen Agenten einer dritten Macht zu stellen, die gewillt ist, eine solche Vertretung zu übernehmen.»

Ausserdem wäre wünschenswert, aber nicht nötig, dass Konvention als Freundschafts- und Konsularvertrag bezeichnet werde.

Endlich wünschenswert, aber nicht nötig, dass in Artikel 1 die Worte «and subjects» [2] gestrichen werden.

Die in aller Form ausgestellten Vollmachten sind unterwegs [3].

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n⁰ 407, Annexe.*
3. *Le 13 juin 1918, la Légation de Suisse à Tokyo envoie un télégramme disant:* Traité déclaration Chine signés ce matin, notes échangées.

412

E 1004 1/267

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 avril 1918

1203. Verhandlungen mit Deutschland. Bedingungen betreffend die Gewährung freien Geleites für die für die Schweiz bestimmten Ladungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 20. April 1918

Wie bekannt, hat die Schweiz an die deutsche Regierung schon wiederholt das Ersuchen gestellt, freies Geleite nicht nur für neutrale, sondern ausnahmsweise auch für amerikanische oder andere Deutschland feindliche Schiffe, sowohl Segler als

Dampfer, zu gewähren, natürlich unter derVoraussetzung, dass diese Fahrzeuge ausschliesslich Waren führen, die für die Schweiz bestimmt sind. Es ist von der grössten Bedeutung, dass die Schweiz die Möglichkeit hat, auch solche deutschlandfeindliche Schiffe für ihre Transporte zu benützen, weil es je länger je schwieriger wird, neutrale Tonnage zu erhalten, und weil es insbesondere auch sozusagen unmöglich geworden ist, Teilfracht zu beschaffen, so dass nicht nur das Getreide und sonstige Monopolwaren, sondern auch die übrigen Güter, die bisher in Teilfracht verladen werden konnten, in ganzen Schiffsladungen befördert werden müssen. Bei dem von Tag zu Tag grösser werdenden Mangel an verfügbarer Tonnage tritt für die Schweiz immer öfter der Fall ein, dass sie entweder deutschlandfeindliche Schiffe benützen oder aber die Waren im Abgangshafen liegen lassen muss. In vielen Fällen wird die deutschlandfeindliche Tonnage nur unter der Bedingung zur Verfügung gestellt, dass die Schweiz sich deutsches Freigeleite verschaffe. Auch wenn diese Bedingung nicht gestellt wird, ist es kaum möglich, ausschliesslich mit Schweizer Waren beladene Schiffe ohne deutsches Freigeleite fahren zu lassen und sie damit der Gefahr der Torpedierung auszusetzen, weil eine allfällige Torpedierung der Schweiz nicht nur grossen Schaden bringen, sondern auch in der Bevölkerung Aufregung und tiefe Verstimmung erzeugen würde.

Da die eingangs erwähnten schriftlichen Verhandlungen zu keinem Resultate führten, wurden vor etwa 14 Tagen Herr Ständerat Paul Scherrer und der Chef des Getreide-Importbüros, Herr Loosli, nach Berlin delegiert mit dem Auftrag, im Einvernehmen mit der schweizerischen Gesandtschaft die Angelegenheit durch mündliche Verhandlungen mit den zuständigen deutschen Behörden zu besprechen und womöglich abschliessend zu ordnen.

Herr Loosli ist nunmehr nach Bern zurückgekehrt und hat als Ergebnis der Verhandlungen mit Vertretern der deutschen Marinebehörden und des Auswärtigen Amtes ein vom 15. April datiertes Protokoll [1] gebracht, welches die Bedingungen enthält, unter denen Deutschland bereit ist, sowohl neutralen als auch Deutschland feindlichen Schiffen freies Geleite zu gewähren.

Das Volkswirtschaftsdepartement hält dafür, dass diese Bedingungen für die Schweiz annehmbar sind mit Ausnahme von Ziffer 8a, welche festsetzt, dass die Ausfuhr der via Cette eingeführten Waren in irgendwelcher Gestalt «nur im Einvernehmen mit der deutschen Kontrollbehörde» erfolgen dürfe.

Die Schweiz wird sich zwar notgedrungen dazu verstehen müssen, Deutschland eine gewisse Kontrolle über die Cette-Waren einzuräumen und gewisse Bindungen hinsichtlich der Verwendung dieser Waren einzugehen. Soweit Lebensmittel, sowie Petrol, Benzin, Öle und Fette zu industriellem Gebrauch und ähnliche Hilfsstoffe in Frage kommen, kann deren Verbleib in der Schweiz ohne weiteres garantiert werden. Dagegen erscheint es aus naheliegenden Gründen unmöglich, eine absolute Verpflichtung in diesem Sinne zu übernehmen mit bezug auf die Verwendung der industriellen Rohstoffe, insbesondere der Baumwolle, der Wolle und der Metalle. Die Hauptschwierigkeit besteht hinsichtlich der Metalle. Würde sich die Schweiz verpflichten, die Produkte, die aus den genannten aus Cette eingeführten Rohstoffen

---

1. *Non reproduit. Nous publions en annexe le texte de l'arrangement signé le 24 avril à Berlin.*

in der Schweiz hergestellt werden, nicht oder nur mit Einwilligung einer deutschen Kontrollstelle nach der Entente auszuführen, so wären die schärfsten Gegenmassnahmen seitens der Entente unausbleiblich. Es muss ferner unbedingt abgelehnt werden, die über Cette ankommenden Waren in Hinsicht auf die von deutscher Seite auszuübende Kontrolle auf gleiche Linie zu stellen und den gleichen Beschränkungen zu unterwerfen wie die Waren, die aus und über Deutschland in die Schweiz gelangen. Die Cette-Waren müssen vielmehr besonderen Bedingungen unterstellt werden, die in den gegenwärtigen schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen im Zusammenhang mit der Regelung der übrigen Verhandlungsgegenstände festzusetzen sind.

Insbesondere ist darauf hinzuweisen, dass die Schweiz in den Fall kommen kann, von den mit Deutschland im Hinblick auf das Freigeleite zu treffenden Abmachungen der Entente Kenntnis zu geben. Es darf daher auch mit Rücksicht auf diese Möglichkeit in den Abmachungen keine Bestimmung im Sinne der erwähnten Ziffer 8a figurieren.

Anderseits ist es von grösster Wichtigkeit, dass die Frage des deutschen Freigeleites so rasch als möglich definitiv geregelt wird. Es stehen gegenwärtig zwei von Amerika requirierte holländische Schiffe, die amerikanische Flagge führen und mit Getreide für die Schweiz beladen werden, zur Verfügung, ferner zwei amerikanische Fahrzeuge, die Petrol und Benzin bringen sollen. Diese Schiffe können von Amerika nach Cette abgehen, sobald eine Verständigung mit Deutschland über die Bedingungen des Freigeleites erfolgt ist.

Gestützt auf vorstehende Ausführungen wird gemäss Antrag des Volkswirtschaftsdepartements und im Einverständnis mit dem Militärdepartement

beschlossen:

1. Die in dem vorgelegten Protokoll enthaltenen Bedingungen betreffend freies Geleite für die schweizerischen Ladungen sind mit Ausnahme von Ziffer 8a anzunehmen.

2. Der hiesigen deutschen Gesandtschaft wird zuhanden der deutschen Regierung durch ein separates vertrauliches Schreiben mitgeteilt, dass die Schweiz im Grundsatz bereit ist, hinsichtlich der Verwendung der über Cette ankommenden Waren gewisse Garantien zu geben und eine angemessene Kontrolle einzuräumen, wobei der Umfang dieser Garantien und die Form der Kontrolle durch die gegenwärtig noch schwebenden Wirtschaftsverhandlungen festgestellt werden sollen.

ANNEXE[2]

E 2001 (B) 1,93

Berlin, 24. April 1918

Zwischen der schweizerischen und der deutschen Regierung besteht Übereinstimmung über den Inhalt der anliegenden Abrede.

Die schweizerische Regierung behält sich jedoch ihre endgültige Stellungnahme zu der Bestimmung zu II 8a noch vor, erklärt aber, dass bis auf weiteres auf Schiffen nach Cette für die Schweiz nur Wei-

---

2. *Le document est signé pour la Suisse par Ph. Mercier et pour l'Allemagne par Lübscher, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères.*

zen, Mais, Roggen, Hafer, Reis, Mehl, Gerste, Ölkuchen sowie Speisefette, insbesondere Schweineschmalz und Speiseöle, zur Beförderung gelangen werden. Die schweizerische Regierung leistet Gewähr dafür, dass weder diese Waren, noch die daraus hergestellten Erzeugnisse noch andere Warenmengen der gleichen Gattung aus der Schweiz ausgeführt werden.

Deutscherseits wird erklärt, dass unter den vorstehenden Voraussetzungen und mit der vorstehenden Beschränkung die Abrede ohne die Bestimmung zu II 8a in Kraft gesetzt werden wird. Zu II 8b macht die deutsche Regierung darauf aufmerksam, dass weitere Einschränkungen sich aus den anderweitigen wirtschaftlichen Vereinbarungen ergeben.

Diese Vereinbarung soll unbeschadet des zu III 2 der Abrede vorbehaltenen Rücktrittsrechts für die Dauer des zurzeit in Bern verhandelten Wirtschaftsabkommens gelten.

Um für die Abfahrt der Schiffe aus Amerika jede Beschleunigung zu ermöglichen, wird der deutsche Admiralsstab der Marine sofort die erforderlichen Befehle an die Seestreitkräfte erteilen. Die weiter Wirksamkeit der Vereinbarung ist jedoch von dem Abschlusse des Wirtschaftsabkommens in Bern abhängig.

Die Kaiserlich Deutsche Marine ist bereit, der Schiffahrt die für die Versorgung der Schweiz mit lebensnotwendigen Dingen eingerichtet werden soll, unter den folgenden Bedingungen freie Fahrt zu gewähren, mit der Massgabe, dass die sonstigen zwischen den beiden Regierungen bestehenden oder abzuschliessenden Vereinbarungen wirtschaftlicher Art unberührt bleiben.

I. Bedingungen

1. In die Schiffahrt können sowohl neutrale als auch feindliche Schiffe eingestellt werden.

2. Jedes Schiff muss zu beiden Seiten des Schiffes auf die Bordwände auf schwarzem Grunde aufgemalt die weisse Aufschrift tragen: *Schweiz*. Die einzelnen Buchstaben müssen so gross sein, wie die zur Verfügung stehende Fläche es erlaubt. Die Aufschrift muss immer in einem solchen Zustand gehalten werden, dass sie weithin sichtbar ist.

3. Jedes Schiff muss auf beiden Bordwänden, am besten am Vorschiff auf beiden Seiten des Bugs, die schweizerische Landesflagge als Neutralitätsabzeichen möglichst gross aufgemalt haben. Dies Neutralitätsabzeichen muss immer in einem solchen Zustand gehalten werden, dass es weithin sichtbar ist, und es muss nachts ausserdem beleuchtet sein.

4. Jedes Schiff muss Tag und Nacht am Vormast die schweizerische Flagge führen. Diese Flagge muss das grösste erhältliche Format haben und in gutem Zustand sein; zweckmässig wird sie aus Blech hergestellt.

5. Jedes Schiff muss einen Geleitschein an Bord haben, für dessen Erteilung die unter II aufgestellten Bedingungen massgebend sind.

6. Die Schweizerische Regierung wird sich von sämtlichen seefahrenden Ententestaaten die Sicherheit beschaffen, dass weder die verabredeten Abzeichen noch die Geleitscheine missbraucht werden.

7. Als Ausschiffungshäfen für die Schweiz bestimmten Ladungen kommen nur in Betracht

a) im Mittelmeer der französische Hafen Cette

b) sonst nur neutrale Häfen.

II. Geleitscheinwesen

1. Geleitscheine werden erteilt

a) für Schiffe, die aus feindlichen Häfen ausserhalb der Sperrgebiete oder neutralen Häfen nach einem der schweizerischen Ausschiffungshäfen auslaufen;

b) für Schiffe, die aus einem der schweizerischen Ausschiffungshäfen nach feindlichen Häfen ausserhalb der Sperrgebiete oder neutralen Häfen auslaufen.

Geleitscheine für Fahrten nach Häfen in den Sperrgebieten oder aus solchen Häfen heraus werden nicht erteilt.

2. Ein Geleitschein darf erst ausgestellt werden, wenn von seiten sämtlicher seefahrender Ententestaaten «final clearance» erteilt worden ist, das heisst, diese Staaten dem Schiff mit seiner gesamten Ladung unbedingt freie Fahrt zugesichert haben.

3. Das Schiff verpflichtet sich durch die Annahme des Geleitscheines, sich ausserhalb der deutscherseits erklärten Sperrgebiete zu halten.

Wird ein Schiff trotzdem innerhalb der Sperrgebiete angetroffen, so hat es keinen Anspruch darauf, anders behandelt zu werden als wie jedes andere dort angetroffene gewöhnliche Handelsschiff.

4. Das Schiff verpflichtet sich durch die Annahme des Geleitscheines, ohne Bewaffnung und ohne feindliche Begleitung zu fahren sowie nachts die nach internationalem Seestrassenrecht sowie sonst vorgeschriebenen Lichter zu setzen; auch verpflichtet sich der Kapitän ausdrücklich während der Dauer der Reise, für die der Geleitschein ausgestellt ist, sich aller Handlungen zu enthalten, die eine Unterstützung der Feinde Deutschlands darstellen könnten.

5. Der Kapitän verpflichtet sich durch die Annahme des Geleitscheines, dass das Schiff tatsächlich nach seinem Bestimmungshafen fahren und keine anderen Häfen anlaufen wird als die in dem Geleitschein angegebenen.

6. Deutsche Seestreitkräfte haben das Recht der Anhaltung und Untersuchung; ihren Befehlen ist unbedingt Folge zu leisten.

7. Die Schiffe dürfen nur ausschliesslich mit den Waren beladen sein, die in den Ladungspapieren angegeben sind. Das Ladungsmanifest muss in deutscher Ausfertigung an Bord sein; die gesamten Ladungspapiere müssen übersichtlich geordnet bereitgehalten werden, damit sie dem deutschen Seebefehlshaber bei der Untersuchung auf See sofort zusammen mit dem Geleitschein und den Schiffspapieren vorgelegt werden können.

8. a) Die Ladung der *nach* den schweizerischen Ausschiffungshäfen fahrenden Schiffe darf aus Gegenständen irgendwelcher Art bestehen. Jedoch muss die Ladung ausschliesslich für die Schweiz bestimmt sein; die schweizerische Regierung übernimmt zu diesem Zweck die ausdrückliche Verpflichtung, dass die Zufuhren nur für die Schweiz bestimmt sind und dass der ausschliessliche Verbrauch innerhalb der Schweiz gewährleistet wird. Eine Ausfuhr der eingeführten Gegenstände in irgendwelcher Gestalt darf nur im Einvernehmen mit der deutschen Kontrollbehörde erfolgen. Eine Ausnahme ist nur für die bereits früher besonders zugelassenen Rotkreuzsendungen unter den hierfür näher vereinbarten Bedingungen gestattet.

b) Die Ladung der *aus* den schweizerischen Ausschiffungshäfen auslaufenden Schiffe darf grundsätzlich nur aus Gegenständen schweizerischen Ursprungs bestehen, die den nachstehenden Bedingungen entsprechen:

1. Für Fahrten nach neutralen Häfen aus Gegenständen jeglicher Art, sofern die Ladung für das neutrale Ausland bestimmt ist. Sind Gegenstände der unbedingten Bannware nach der jeweils geltenden deutschen Bannwarenliste an Bord, so muss der Geleitschein verweigert werden, wenn unter den anzulaufenden Häfen sich ein feindlicher Hafen befindet.

2. für Fahrten nach feindlichen Häfen ausserhalb der Sperrgebiete aus Gegenständen, die nicht auf der jeweils geltenden deutschen Bannwarenliste stehen.

c) Die Mitnahme irgendwelcher Passagiere ist untersagt.

9. Der Geleitschein gilt nur für die Reise, für die er ausgestellt ist.

10. Der Geleitschein wird ausgestellt:

a) Bei Fahrten *nach* den schweizerischen Ausschiffungshäfen grundsätzlich von der Deutschen Gesandtschaft oder von deutschen Berufskonsulaten. In denjenigen Ländern, in denen sich solche nicht befinden, wird er ausgestellt von den Schweizerischen Gesandtschaften oder, wo solche nicht vorhanden sind, von Vertretern neutraler Staaten mit neutraler Staatsangehörigkeit, die von der Schweizerischen Regierung dazu bevollmächtigt sind und von denen eine Liste mitgeteilt wird.

b) Für die *aus* den schweizerischen Ausschiffungshäfen rückkehrenden Schiffe von der Deutschen Gesandtschaft in Bern, der zu diesem Zweck von der Schweizerischen Regierung die in Gemässheit der Bedingungen für die Erteilung eines Geleitscheines notwendigen Erklärungen zu übermitteln sind.

11. Der Geleitschein muss den anliegenden Wortlaut enthalten.

Formulare der von den unter 10 angenannten Behörden auszustellenden Geleitscheine sind baldmöglichst einzuliefern, damit sie den deutschen Seestreitkräften zum Vergleich mitgeteilt werden können. Möglichst gleiche Form und Kennzeichen sind anzustreben.

Für Transporte innerhalb der nächsten drei Monate werden Geleitscheine als zulässig erklärt, auch wenn sie nur inhaltlich ungefähr diesen Vorschriften entsprechen.

12. Die Namen der Schiffe, die einen Geleitschein erhalten, sind so schnell wie möglich der Deutschen Regierung zwecks Übermittlung an den Admiralstab der Marine mitzuteilen. Ebenso sind die Namen derjenigen Schiffe mitzuteilen, die den ihnen ausgestellten Geleitschein zurückgeliefert haben.

III. Zusatzerklärung

1. Bei Nichterfüllung einer der vorstehenden Bedingungen verliert das Schiff jeden Anspruch auf vorzugsweise Behandlung.

2. Die Kaiserliche Marine behält sich das Recht des Widerrufs dieser Regelung vor, wenn die Kriegsnotwendigkeit dies erfordern sollte oder sich herausstellt, dass die vorstehenden Bedingungen nicht loyal erfüllt werden sollten, insbesondere wenn die Ententemächte die vorstehende Regelung nicht achten.

3. Eine Gewähr für unbedingt sichere Fahrt kann nicht vor Ablauf von 3 Monaten nach der Befehlserteilung an die deutschen Seestreitkräfte übernommen werden, da erst nach Ablauf dieser Zeit Sicherheit dafür besteht, dass alle Seestreitkräfte den erlassenen Befehl erhalten haben. Der Befehl wird sofort nach Annahme der vorstehenden Regelung erteilt werden.

4. Die Schweizerische Regierung wird dafür Sorge tragen, dass die vorstehende Regelung den deutschen Vertretungen in den neutralen Ländern mitgeteilt wird, die für die Erteilung von Geleitscheinen in Frage kommen.

413

JPD. BA LGS 19

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L VII/S. 3110/767 Berlin, 26. April 1918

Herr Legationsrat Egger hatte Gelegenheit, dieser Tage mit Herrn Grossrat Karl Moor zu sprechen, der es fertiggebracht hat, mit dem Botschafterzug des Herrn Joffe von Moskau nach Berlin zu fahren.

Herr Moor, der mit Lenin und Trotzky angeblich in engster Fühlung stand, hat auch hier andauernde Berührung mit Joffe und seinem Gefolge; er reist morgen wiederum nach Stockholm.

Der bernische Grossrat erklärte meinem Mitarbeiter, dass an Stelle von *Salkind* Genosse *Bersin* als Gesandter nach Bern komme. Da Herr Egger über diese Nachricht Zweifel äusserte, liess Herr Moor sie sich von Herrn Joffe nochmals bestätigen und soll von ihm erfahren haben, die russische Regierung sei über den langen Aufenthalt Salkinds in Christiania ungeduldig geworden; vielleicht (sagt Herr Moor) witterte oder fürchtete sie auch Einflüsse von einer Seite, die der gegenwärtigen russischen Regierung nicht angenehm sein kann, kurz, die Moskowiter Regierung habe beschlossen, den Genossen Bersin nach Bern zu schicken. Herr Moor gab darüber seinem lebhaften Bedauern Ausdruck, da er Salkind seit langem als überaus treuen Genossen und rührigen Agitator kenne.

Über die Persönlichkeit des Herrn Bersin hat Herr Egger durch Herrn Moor erfahren, dass er bis jetzt an der Regierung keinen aktiven Anteil genommen habe, ihr aber sehr nahestehe und als ruhiger, besonnener und sehr gebildeter Mensch gelte. Er ist Lette von Geburt.

Herr Egger muss sich selbstverständlich darauf beschränken, Ihnen die Äusserungen des Herrn Moor wiederzugeben. Mit Herrn Joffe sind wir noch nicht in

Berührung gekommen. Von einer Durchreise Salkinds haben wir aber bis heute auch nichts erfahren.

Sollte er wirklich nicht nach Bern kommen, scheinen wir mit Bersin in jeder Beziehung eher einen für uns angenehmen Tausch zu machen.

414

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 avril 1918

Wirtschaftliches Abkommen mit Deutschland

Geheim — Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich.

Herr Bundesrat Schulthess gibt Bericht über den Stand der Unterhandlungen mit Deutschland.

Die Besprechungen haben bis jetzt keine Einigung zu erzielen vermocht.

Die deutschen Unterhändler beharren in den Hauptpunkten auf ihren der Schweiz ungünstigen Forderungen. Namentlich sind sie unnachgiebig in bezug auf den geforderten Preis für die Kohle. Die Forderungen der deutschen Unterhändler können in nachstehender Weise zusammengefasst werden:

1. Preise für die Tonne Kohle 180 Mark;
2. die Preise für Eisen werden in Düsseldorf festgesetzt;
3. die Ausfuhrbewilligungen werden durch die Ausfuhrkommission erteilt werden;
4. es wird eine Kontrollorganisation nach Art der S.S.S. geschaffen;
5. die organisatorischen Bestimmungen für die beabsichtigte Einrichtung sind festzustellen;
6. es treten unverweilt weitere Einschränkungen in der schweizerischen Ausfuhr nach der Entente in die Wirkung, nach dem Grundsatze, dass keine Produkte, zu deren Herstellung deutsche Kohle verwendet wurde, nach der Entente ausgeführt werden können. (Es dürften also z.B. keine Automobile nach der Entente gehen, für deren Herstellung deutsche Kohle verwendet wurde.)

Was die Verhandlungen über das den Getreidetransporten zu gewährende Freigeleite anbetrifft, so ist zu dem erstatteten Bericht des Volkswirtschaftsdepartementes vom 20. April [1] nichts weiteres beizufügen. Das Departement steht nach wie vor auf dem Standpunkte, dass die in Cette ausgeschifften Waren den aus Deutschland eingeführten Waren nicht gleichgestellt werden können. Dies schliesst eine gewisse Kontrolle deutscherseits nicht aus.

Herr Bunderrat Schulthess fügt noch einige Mitteilungen über die Verhandlungen mit der Entente bei, da diese das Bild der wirtschaftlichen Lage der Schweiz ergänzen und der Zusammenhang beider ein richtiges Urteil über diese erst ermöglicht.

---

1. *Cf. n° 412.*

Die Entente fordert, wie schon früher mitgeteilt, die Lieferung von Holz, von der sie die Getreidelieferung abhängig macht. Die Lieferung von Kohle ist von seiten der Entente in Aussicht gestellt. Es wird von 20000 Tonnen monatlich ungefähr gesprochen, was zuwenig wäre, wenn die schweizerische Industrie ihre Produktion nach der Entente soll aufrechterhalten können.

Die Besprechungen werden auch hier weiter fortgeführt.

Der Bundesrat nimmt von den vorstehenden Mitteilungen Kenntnis.

415

E 2001, Archiv-Nr. 925

La Division des Affaires étrangères du Département politique

N Berne, 29 avril 1918

L'Ambassadeur de France fait à M. Paravicini la déclaration suivante, en se référant à l'entretien personnel qu'il a eu avec M. Schulthess après le déjeuner de samedi dernier:

La tendance des négociations économiques entre la Suisse et l'Allemagne oblige la France d'être sur ses gardes. Si la condition de l'Allemagne de ne plus livrer du charbon aux maisons suisses qui travaillent pour l'Entente – ce qui constitue d'après M. Dutasta une atteinte à la souveraineté de notre pays – est maintenue, la France se verrait obligée de prendre des contremesures. Ces mesures seraient prises dans l'esprit qui a toujours guidé la France dans de pareilles circonstances, c'est-à-dire avec l'intention de frapper le moins possible les intérêts suisses.

1. Il y a des usines suisses qui travaillent actuellement pour la France et qui en reçoivent les matières premières, métaux, etc. La France n'est pas en mesure de leur fournir le charbon. L'Ambassadeur rappelle que les commandes ont été données par la France à ces usines uniquement dans le but de leur procurer du travail et sans aucune nécessité, attendu que la France possède aujourd'hui suffisamment de fabriques qui pourraient exécuter ces travaux. Si le charbon n'est plus livré à ces usines, la France annulerait ou ne renouvellerait pas ses commandes, ce qui aurait pour suite le chômage d'un nombre considérable d'ouvriers en Suisse.

2. La France décidera l'abrogation de l'article 3 de la S.S.S. Ainsi toutes les maisons allemandes en Suisse n'obtiendraient plus, ni directement ni indirectement, des articles importés des pays de l'Entente; plus de matières premières pour les usines, plus d'autres articles pour les maisons de commerce. Il est à noter que cette mesure frapperait les maisons allemandes en Suisse en leur totalité, alors que jusqu'ici il n'y en a eu qu'un certain nombre, qui figuraient sur la liste noire et que récemment la plupart de celles qui y figuraient encore ont été rayées. Le Gouvernement Français prévoit avec regret que cette mesure, comme la première, causerait le chômage d'un grand nombre d'ouvriers, ce qui pourrait être la cause de troubles que ni la France, ni probablement l'Allemagne, n'ont intérêt à provoquer.

L'Ambassadeur insiste pour que cette «déclaration» soit portée sans retard à la connaissance de M. le Président, pour que le Conseil fédéral puisse se servir de ces arguments au courant des négociations prochaines avec les Délégués allemands.

416

E 2001, Archiv-Nr. 925

La Légation de Suisse à Paris
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 4

Paris, 30. April 1918
(Ankunft: 1. Mai 1918)

Von den ungeheuren Bedingungen, die Deutschland der Schweiz für die Lieferung von Kohlen gemacht hat, sehr aufgeregt (ému), hat der Ministerrat sich heute morgen in langer Diskussion mit der Lage befasst. Er hat beschlossen, sich sofort mit England und Amerika in Verbindung zu setzen, um zu prüfen, in welchem Masse uns die Entente Kohlen liefern könnte. Herr Pichon hat mir gesagt, dass in zwei bis drei Tagen die Frage geregelt werden könne. Könnten Sie die Verhandlungen mit der deutschen Regierung bis zu dem Augenblick hinausziehen, wo Sie in der Lage sein werden, die festen Vorschläge der Entente zu prüfen?

417

JPD BA LGS/19

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier

Copie
L IBc3f 111.T/M
Russischer Bevollmächtigter in Bern

Bern, 30. April 1918

Wir danken Ihnen für Ihre Briefe VII/S. 3110/767 vom 26.[1] und vom 27.[2] April, und wir bestätigen Ihnen unser Telegramm heutigen Datums betreffend Salkind und Janversin[3].

Die Auskunft, die Sie uns über Janversin oder Bersin gegeben haben, ist uns sehr wertvoll. Die russische maximalistische Regierung ist nicht von uns anerkannt worden: die Lage hat sich seit unserem Bericht vom 14. Februar[4] nicht geändert. Die russische Regierung hat uns weder direkt noch indirekt seit dem 31. Januar etwas über die Mission des Herrn Salkind wissen lassen. Am 17. April[5] aber telegraphierte uns unsere Gesandtschaft in Petersburg, dass das Kommissariat für Auswärtige Angelegenheiten unserem Konsulat in Moskau mitgeteilt hatte, Janversin sei zum Bevollmächtigten der föderativen russischen Republik bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft ernannt worden.

---

1. *Cf. n° 413.*
2. *Non reproduit.*
3. *Il s'agit de Jan Berzine.*
4. *Cf. n° 388.*
5. *Non reproduit.*

Am 20. April erteilte das schweizerische Konsulat in Moskau Herrn Janversin ein einfaches nicht diplomatisches Visum.

Wir nehmen an, dass die Anmeldung des Janversin die Zurücknahme der Ernennung Salkinds bedeute. Unter solchen Umständen besteht für uns keine Verpflichtung mehr, den Pass von Salkind zu visieren. Sollte sich Salkind auf Ihre Gesandtschaft begeben, so ermächtigen wir Sie, ihm die Sachlage auseinanderzusetzen.

Herrn Janversin wollen Sie ein einfaches nicht diplomatisches Visum erteilen und ihm sagen, dass wir seinen Besuch und seine Mitteilungen gerne empfangen werden.

418

E 1004 1/268

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 mai 1918 [1]

1296. Kommission zur Prüfung der Fragen betreffend Ausbau und Neugestaltung der internationalen Rechtsordnung.

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 9. April 1918

Am 24. Oktober 1917 hat die Schweizerische Friedensgesellschaft an den Bundesrat das Gesuch gerichtet,

a) eine ausserparlamentarische Kommision zum Studium der Frage einer Staatenliga zu berufen;

b) im Parlament über die Stellung der Schweiz zu diesem Problem Erklärungen abzugeben, um andere Neutrale zu einem ähnlichen Vorgehen zu veranlassen;

c) zu gegebener Zeit einen internationalen Kongress zur Feststellung der Grundlagen eines Staatsverbandes zu berufen.

Nachdem der Bundesrat Eintreten auf die Petition vorläufig abgelehnt hatte (Beschlüsse vom 14. November und 20. November 1917 [2]), gelangt die Friedensgesellschaft jetzt von neuem an den Bundesrat mit dem Ersuchen um Wiedererwägung in bezug auf Punkt a) (Kommission). Diese neue Petition vom 9. März dieses Jahres wird unterstützt durch weitere Eingaben an den Bundesrat (Genfer Friedensgesellschaft 14. März, Bund für Menschheitsinteressen und Schweizer Komitee für Vorbereitung des Völkerbundes 19. März 1918). Diese Eingaben sind auch der Öffentlichkeit durch die Presse zugänglich gemacht worden.

Das Politische Departement hat die Angelegenheit neuerdings geprüft und vertritt nachfolgende Auffassung:

Bedenken politischer Art stehen der Verwirklichung von Punkt a) nicht entgegen. Die Einsetzung einer Kommission lässt sich damit rechtfertigen, dass das Departement das Studium derjenigen Probleme wünscht, die unter dem Begriff «Société

---

1. *Etait absent: G. Ador.*
2. *Non reproduit. Cf.* E 1004 1/266, n° 2858 *et* 2917.

des Nations» zusammengefasst werden. Trotz der starken Bedenken, die gegen die Realisierbarkeit der Idee geltend gemacht werden können, sind doch verschiedene Umstände geeignet, die politische Aktualität des Gegenstandes zu begründen.

Da aber die um den Begriff der «Société des Nations» sich gruppierenden Fragen mannigfaltig sind, ist es wünschbar, die Arbeiten der Kommission zunächst auf bestimmte Punkte zu beschränken. Als solche kämen namentlich in Betracht:

1. Rechtliche Natur und Wirkungskreis einer Staatenliga und deren Verhältnis zu den Haager Institutionen. Organisatorische Grundlagen (Gleichheit der Staaten, Majoritäten).

2. Institutionen zur Verhütung von Kriegen:

a) Vermittlung und andere Wege aussergerichtlicher Beilegung von Streitigkeiten;

b) Schiedsgerichte (Umfang der Verpflichtung zur Einlassung in das Verfahren. Organisation der Gerichte).

3. Garantien der Rechtsordnung und Sanktionen für den Fall von Rechtsbrüchen.

4. Besondere Stellung der Schweiz zu dem Problem:

a) Initiative oder abwartende Haltung;

b) Staatenliga und dauernde Neutralität.

Als allfällige weitere Fragen allgemein-völkerrechtlicher Art, welche die Kommission später behandeln könnte, kämen zum Beispiel in Betracht:

5. Neuordnung des Kriegs- und speziell des Neutralitätsrechtes;

6. Revision und Ausbau der Genfer Konvention;

7. Wirtschaftliche Freiheiten, insbesondere Zugänge zum Meer;

8. Nationalitätenproblem.

Die Frage der Rüstungsbeschränkungen sollte ausgeschlossen bleiben, einmal weil die Schweiz in dieser Frage jedenfalls nicht vorangehen kann und weil gegebenenfalls diese Angelegenheit von einer besonderen Kommission, in der dem Militär der gebührende Einfluss einzuräumen wäre, geprüft werden müsste.

Das Politische Departement hat daher dem Bundesrat beantragt, das Departement zu ermächtigen, eine Kommission zu wählen zur Prüfung der Fragen betreffend Ausbau und Neugestaltung der internationalen Rechtsordnung.

Immerhin hat der Herr Vorsteher des Politischen Departements es dem Bundesrate anheimgegeben, zu entscheiden, ob er nicht selbst die Kommission zu bestellen wünsche.

Der Bundesrat hat demgegenüber beschlossen, von der Bestellung einer grösseren Kommission sei besser Umgang zu nehmen.

Dem Politischen Departement bleibt es überlassen, zur Untersuchung der in seinem Berichte aufgeworfenen Fragen eine kleinere Kommission, die zum Beispiel aus den Herren Professor Huber, alt Minister Lardy und von Planta bestehen würde, aufzustellen und auf diese Weise der Untersuchung den internen Charakter zu wahren und eine Publikation zu vermeiden.

419

J.I. 149

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Professeur W. Rappard

L Washington, 4. Mai 1918

Mein lieber Rappard,

In der Beilage übermittle ich Ihnen die Antwort Mr. Castles auf Ihren Brief und will die Gelegenheit benützen, Ihnen ganz kurz über meine Tätigkeit seit meinem letzten Schreiben vom 25. März [1] zu berichten.

Mittlerweile sind wieder viele sorgenvolle Stunden dahingegangen, ohne dass ich in allen meinen Bemühungen soweit vorwärts gekommen bin, wie ich es gewünscht hätte. Die Schiffssituation ist eben einfach ungeheuer gespannt, in der Hauptsache der Militärlage wegen. Ich tue, was ich kann, laufe jedem Schiff persönlich nach, aber man kann vernünftigerweise von den Vereinigten Staaten angesichts einer solchen schwierigen Kriegslage nicht das Unmögliche verlangen; hoffentlich hält man jetzt das Versprechen, mir für April, Mai und Juni im Minimum 30000 Tonnen abzugeben. Aber nun ist wieder die unglückliche Lage des deutschen Sauf-conduit [2] dazwischengekommen.

Die Vereinigten Staaten haben die holländischen Schiffe requiriert, sie haben von Japan mehrere hunderttausend Tonnen Schiffe bekommen, Norwegen hat ihnen einen grossen Teil seiner Seglerflotte abgetreten; aber alles das scheint zu verdunsten wie ein Tropfen Wasser auf einem heissen Stein. Die Getreidevorräte werden allmählich hier so knapp, dass nichts anderes übrigbleibt, als einen grossen Teil der Tonnage zur Herbeiholung von südamerikanischem und australischem Weizen zu verwenden, was natürlich eine weitere grosse Inanspruchnahme von Schiffen erfordert. Wenn endlich einmal das Schiffsbauprogramm Amerikas ganz im Schwunge ist, so sollte die Situation dann ja doch etwas besser werden. Vor Ende des Jahres darf man aber hierauf keine allzu grossen Hoffnungen setzen.

Um so bedauerlicher ist es, dass man in der Schweiz der Transportfrage zwar wohl grosse Aufmerksamkeit schenkt, aber nicht energisch genug entsprechende Massnahmen ergreift. Man schiebt alle Verantwortlichkeit auf die Vereinigten Staaten und handelt selbst zuwenig. Ich habe kürzlich mit einem Sachverständigen der englischen Botschaft den Fragenkomplex durchgesprochen und daraufhin in einem langen Kabel verschiedene Vorschläge für Lösungen gemacht, von denen mir in der Hauptsache drei als die erfolgreichsten erscheinen: dauernde Charterung holländischer Schiffe, von denen Holland noch einen grösseren Überschuss besitzt, das gleiche mit spanischen Schiffen, und sodann die Verwirklichung eines bald ein Jahr alten Projektes, in spanischen Häfen internierte deutsche und österreichische Schiffe zu kaufen oder zu chartern. Über die Geschichte dieses letztern Projektes kann ich mir nicht vorenthalten, Ihnen einige streng vertrauliche Bemerkungen zu machen, aus denen einesteils hervorgeht, wie kleinlich und wenig wohlwollend Eng-

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n° 399.*

lands Haltung ist, andernteils, mit wie wenig Energie man in Bern die Verwirklichung solcher Projekte durchkämpft.

Auf meine kürzliche Kabelanfrage über die Stagnierung dieses Projektes erhielt ich von Bern die Anwort, dass dasselbe an der Haltung Englands gescheitert sei, und zwar aus folgenden Gründen:

Zwar hat England grundsätzlich seine Zustimmung gegeben; als es aber zur Beratung der Charterbedingungen kam (wie aus dem Kabel hervorgeht, handelte es sich offenbar nur um Charter, nicht um Kauf), erklärte England, dass es die Zahlung so hoher Charterraten nicht zulassen könne. Es war ganz damit einverstanden, dass die Schweiz die jetzigen hohen Kriegscharterpreise zahle, verlangte aber, dass man davon einen Teil, ungefähr im Ausmass der früheren normalen Charterraten, an die Deutschen bezahle, und den Rest wolle es gnädigst selber entgegennehmen. Und zwar verlangte es nicht weniger als Fr. 100.- pro Tonne und Monat allein für sich, während wir zum Beispiel für die von den Vereinigten Staaten gecharterten amerikanischen Getreideschiffe $ 8.50 bezahlen. Das ist meines Erachtens nicht nur eine fürchterlich kleinliche Bedingung, sondern grenzt direkt an Seeräuberei. Aber nun kommt das Schönste. Bern lehnte selbstverständlich das englische Ansinnen mit Recht ab. Die Verhandlungen wurden daraufhin eingestellt, und damit war die Sache bis auf weiteres begraben. Im März ist dann ein neuer schüchterner Versuch gemacht worden, England schien aber wieder nicht nachgeben zu wollen. Was mich dabei empört, ist, dass die Schweiz sich nicht sofort an die andern Regierungen der Entente wandte und den schmutzigen Vorschlag Englands an den Pranger stellte.

So blieb ich über die ganze Sache nicht weiter orientiert bis auf meine direkte Anfrage, und Sie hätten sehen sollen, wie sich hierüber nicht nur das *State Departement,* sondern auch Tardieu und Lord Reading empörten, die beiden letzteren natürlich nur durch die Blume. Nun sind auf meine Vorstellungen hin die Verhandlungen mit den Alliierten neuerdings aufgenommen worden und das Staatsdepartement, sowie Tardieu im Namen der französischen Regierung, haben mir erklärt, dass die Vereinigten Staaten und Frankreich der Verwirklichung des Projektes das grösste Interesse entgegenbringen und auch England entsprechend beeinflussen wollen. Im übrigen ist auch Lord Reading und Sir Richard Crawford, der englische Handelskommissär, ganz dafür eingenommen. Aber, mein Gott, wann werden endlich die Detailvorschläge der Schweiz kommen, die ich seit einigen Wochen schon verlangt habe? Derartige Erfahrungen über Inaktivität daheim wirken ungeheuer entmutigend.

Ich trage mich denn auch mehr und mehr mit dem Gedanken, über den Sommer für einige Wochen nach der Schweiz zu kommen und die Dinge dort etwas zu poussieren. Ich spüre in meinem ganzen Korrespondenzverkehr mit Bern manchmal eine gewisse Desorganisation heraus, an der offenbar unser Regierungsapparat krankt. Und ausserdem scheint mir auch manchmal eine gewisse Leisetreterei gegenüber den Kriegführenden, ein gewisser Mangel an Kraft und Stolz der Überzeugung vorhanden zu sein. Aber ich will keine allzu herben Urteile fällen und ich kann ja auch in vielem nicht ganz so gründlich durchsehen. Wann kommt der Friede, der mich von meiner hiesigen Verantwortlichkeit, die mir manchmal fast zu schwer wird, erlöst?

Vielen Dank für Ihre letzten Zeilen, die mich wieder sehr gefreut haben. Betreffend Whitehouse scheint ein Missverständnis zu bestehen, das meine Frau, glaube ich, in ihrem letzten Brief aufgeklärt hat. Er sprach auf der Gesandtschaft vor, als ich in New York war. Kurz nach meiner Rückkehr erhielt ich dann einen Brief von ihm aus New York, in welchem er mir mitteilte, dass er auf der Abreise begriffen sei und es ihm deshalb nicht mehr möglich gewesen wäre, nach Washington zu kommen. Daraufhin schrieb ich ihm umgehend nach Bern (der Brief hätte ihn nicht mehr in New York erreicht), gab meinem Bedauern darüber Ausdruck, dass ich von Washington weg war, als er vorsprach, und sprach die Hoffnung aus, ihn später einmal hier begrüssen zu können. Von einer Weigerung, ihn zu sehen, kann also nicht die Rede sein.

Der Kreis unserer persönlichen Beziehungen dehnt sich von Tag zu Tag weiter aus. Überall kommt man uns mit grosser Freundschaft entgegen. Ich bin gestern von einem kurzen Besuch in New York zurückgekehrt, bei welcher Gelegenheit ich zwei wertvolle Anlässe vereinigen konnte: Ein grosses, zu meinen Ehren von Mr. J. G. White im Metropolitan Club gegebenes Dinner, an welchem etwa 50 Spitzen der New Yorker Industrie-, Finanz- und Handelskreise teilnahmen (u. a. der man der *Steel Corporation,* Judge Gary, der berühmte Rechtsgelehrte Moore, der frühere amerikanische Botschafter in der Türkei Morgenthau) und welches sehr anregend verlief. Und kurz vorher eine einstündige, sehr interessante Unterredung mit Colonel House, welchen ich sehr schätzen gelernt habe. Sein Schwiegersohn Auchincloss, einer der nettesten Menschen, die ich hier kennengelernt habe, teilte mir kürzlich mit, dass Colonel House mich gerne hie und da sehen möchte, und arrangierte sofort diese Zusammenkunft. Colonel House bat mich, wenn immer ich nach New York komme, ihn aufzusuchen; das nächste Mal will er mich zum Lunch erwarten. Ich brauche Ihnen nicht zu sagen, wie gross meine Freude über diese Bekanntschaft ist und wie wertvoll sie vielleicht für die weitere Zukunft noch werden kann.

Über das, was mir Colonel House alles gesagt hat, will ich Ihnen lieber mündlich berichten. Es zeigt Ihnen wenigstens, dass wir die Schweizerflagge hier immer weiter in gutem Ansehen halten.

Mit den Castles kommen wir in letzter Zeit wieder etwas mehr zusammen; sie sind uns beide sehr liebe und wirkliche Freunde geworden. Besonders gut befreundet haben wir uns auch mit Fritjof Nansen und seiner Tochter. Leider verreist er nächste Woche wieder nach Hause, nachdem er den norwegischen Wirtschaftsvertrag nach neunmonatiger Tätigkeit glücklich unter Dach und Fach gebracht hat. Wir verlieren ihn sehr ungern.

Damit für heute Schluss, demnächst wieder mehr. Vielleicht komme ich ja einmal plötzlich in Genf vorbei, um Ihnen die Hand zu drücken, wer weiss.

Mit herzlichsten Grüssen Ihr stets getreuer Freund.

420

E 2001 (B) 1,93

Le Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne, P.A. Stovall, au Président de la Confédération, F. Calonder

Copie
N

Berne, 6 mai 1918

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Son Excellence, Monsieur le Président de la Confédération, le contenu d'un télégramme qui vient d'être reçu du Secrétaire d'Etat américain.

Ce télégramme démentit catégoriquement le bruit selon lequel les envois de blé des Etats-Unis cesseraient pendant les trois mois prochains. Il ajoute que l'Allemagne annonçait semi-officiellement (et M. Sulzer le Ministre de Suisse à Washington a confirmé cette déclaration verbalement au Département d'Etat) que ses sauf-conduits donnés aux navires américains apportant des grains pour la Suisse en route pour Cette n'entreront pas en vigueur avant l'expiration de trois mois, nécessaires, disait-elle, pour modifier les ordres donnés aux commandants des sous-marins et selon lesquels des bateaux américains transportant du blé à Cette pour la Suisse, doivent être torpillés. Il est donc évident que l'Allemagne, en ce qui concerne des navires américains, maintient toujours un blocus armé de la Suisse et que des bateaux américains transportant du blé déjà offert à la Suisse, ne pourront faire le voyage à moins qu'ils ne soient en position de s'ouvrir le chemin, bloqué par l'Allemagne, en se battant; ce blocus ferme même le passage supposé libre vers le port de Cette.

Le Gouvernement des Etats-Unis est prêt à accepter ce défi. Deux bateaux chargés de blé pour la Suisse, battant le pavillon américain, sont déjà en route vers un port français de l'Atlantique, et ces bateaux sont escortés par des navires de la marine des Etats-Unis.

En plus du secours que le Gouvernement des Etats-Unis peut donner au Gouvernement suisse en faisant accompagner ses envois par des forces navales afin d'assurer à la Suisse l'arrivée de ses blés, il y a également la possibilité que la Suisse reçoive des provisions sur des bateaux neutres, quoique cette possibilité soit beaucoup diminuée étant donné que le vapeur espagnol «Sardinero» chargé de blé pour la Suisse a été torpillé par un sous-marin allemand sans qu'il se soit trouvé dans la zone dangereuse.

Les démarches déjà faites par le Gouvernement des Etats-Unis devraient être une garantie suffisante de l'intention de ce gouvernement de livrer à la Suisse ses blés. Il y a lieu de rappeler que les efforts extraordinaires que font les Etats-Unis, et feront encore, diminueront naturellement les rations de blé du peuple américain. Les exportations déjà faites à des pays neutres et aux Alliés ont réduit les provisions domestiques à tel point que la consommation de blé par tête en Suisse est maintenant considérablement plus grande que la consommation par tête aux Etats-Unis.

421

E 2001 (B) 1,81

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Vertraulich
Friedenskonferenz

Washington, 7. Mai 1918

Sie beauftragen mich mit Schreiben vom 5. März [1], bei Gelegenheit die Ansicht der hiesigen Regierung über die Beteiligung der Neutralen an der künftigen Friedenskonferenz zu ergründen.

Ich habe bis heute keine passende Gelegenheit gefunden, diese Frage mit den massgebenden offiziellen Persönlichkeiten, insbesondere mit Lansing, zu besprechen, bin dagegen in der Lage, Ihnen hierüber die Auffassung des Colonel House mitzuteilen, der, wie Ihnen bekannt, in allen Fragen der auswärtigen Politik ein einflussreicher Berater des Präsidenten ist.

Colonel House teilte mir mit, dass die Frage der Beteiligung der Neutralen an der Friedenskonferenz in der Pariser Konferenz der Alliierten ebenfalls zur Sprache gekommen sei. Die Berechtigung der Neutralen, an den Beratungen und Entscheidungen allgemeiner Grundsätze über die zukünftige Ordnung der internationalen Fragen teilzunehmen, sei hiebei grundsätzlich anerkannt worden. Von europäischer Seite sei der Vorschlag ausgegangen, dass zwei Konferenzen in zeitlicher Folge stattfinden sollten, eine erste zwischen den Kriegführenden unter sich und im Anschluss daran eine zweite unter Zuziehung der Neutralen. Colonel House hat diese Auffassung bekämpft mit der Begründung, dass nach Abschluss der ersten Konferenz das Interesse an einer zweiten nicht mehr gross sein dürfte, um so mehr, als die Gefahr naheliege, dass die Entscheidung vieler allgemeiner Fragen an der ersten Konferenz ein Präjudiz für die zweite bilden dürfte.

Er vertrat die Auffassung und hält daran auch heute noch fest, dass eine einzige Konferenz einzuberufen sei, in welcher die Traktanden in zwei Hauptgruppen einzuteilen wären: eine Gruppe von Fragen, die zufolge ihrer allgemeinen Tragweite alle Länder interessieren, und eine Gruppe von Fragen, welche speziell nur die Beziehung der Kriegführenden unter sich umfassen. Für die Beratungen und Entscheidungen der ersten Gruppe wären die Neutralen mit Sitz und Stimme zuzuziehen, für diejenigen der zweiten Gruppe kämen nur Vertreter der Kriegführenden in Betracht. Nähere Gesichtspunkte über die Gruppierung nannte er mir nicht; ich glaube aber aus seinen Äusserungen schliessen zu können, dass er den Komplex der allgemeinen Fragen so weit als möglich interpretieren will, darunter zum Beispiel selbstverständlich die Frage der Freiheit der Handelsschiffahrt, Grundsätze über wirtschaftliche Beziehungen zwischen den Völkern, Völkerliga usw.

Colonel House bemerkte, dass er sich nicht genau erinnere, ob er dem Präsidenten diese Auffassung bereits unterbreitet habe. Es unterliege für ihn keinem Zweifel,

---

1. *Cf. n° 392.*

dass der Präsident der Zulassung der Neutralen zur Konferenz günstig gesinnt sei, was ich mit dem Hinweis darauf bekräftigte, dass der Präsident zur Zeit der Neutralität der Vereinigten Staaten sich ja auch offen *für* die Berechtigung der Neutralen zur Teilnahme ausgesprochen habe.

Den Wunsch der Schweiz, dass die Konferenz innerhalb ihrer Grenzen stattfinden möchte, habe ich nicht erwähnt. Ich werde dies bei Gelegenheit einmal tun. Dagegen weiss ich, dass man hier die Auffassung vertritt, dass hierfür vorzugsweise zwei Länder in Betracht kommen, die Schweiz oder Holland.

Ich werde mich bemühen, die Auffassungen auch anderer massgebender Persönlichkeiten kennenzulernen, und hoffe, dabei auch eine günstige Gelegenheit wahrnehmen zu können, die Frage mit dem Präsidenten zu erörtern.

422

E 1004 1/268

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 mai 1918 [1]

1328. Reconnaissance de l'Ukraine

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 2 mai 1918

Le 5 février, le «Ministre des Postes de la République indépendante Ukrainienne» a adressé un télégramme au «Gouvernement de la République Suisse» pour lui faire part du désir de la République d'entrer dans l'Union Postale Universelle. Le Département politique a répondu par une note verbale, dans laquelle il disait entre autres que «le droit des gens soumet à certaines formalités l'ouverture de relations diplomatiques entre les Etats et que le Gouvernement Fédéral ne se verrait à même, malgré le vif désir qu'il en a, de donner suite au vœu du Gouvernement Ukrainien qu'une fois ces formalités remplies». Le Département ajoutait qu'«il appartient au Gouvernement de l'Ukraine d'examiner l'opportunité d'entreprendre ... auprès du Gouvernement de la Confédération ... les démarches préliminaires à l'ouverture de relations officielles».

Dans le Traité de paix entre l'Ukraine et les Puissances Centrales, les parties contractantes ont soumis au Président de la Confédération la désignation d'un arbitre pour l'application de certaines dispositions du traité et en particulier pour la fixation des indemnités à payer. La Conseil fédéral, dans sa séance du 23 mars dernier [2], a posé comme condition à l'acceptation de cette offre d'arbitrage, entre autres, la demande de reconnaissance préliminaire de l'Ukraine.

Le Ministre d'Allemagne a informé confidentiellement le Département que le

---

1. *Etait absent: G. Ador.*
2. *Cf. n° 408.*

Gouvernement ukrainien avait eu communication du point de vue du Conseil fédéral et qu'une mission ukrainienne se rendrait probablement en Suisse, au mois de mai, pour demander la reconnaissance de cet Etat. Le journal le *Bund* du 29 avril publie un télégramme de Kiev du 27 avril, provenant du bureau télégraphique ukrainien, à teneur duquel une mission diplomatique se rendrait «in nächster Zeit» dans les pays neutres, sous la conduite de Dimytko Dorochenko, ancien Gouverneur général de Galicie, socialiste fédéraliste, et du capitaine Polosiv, socialiste révolutionnaire.

Cette mission sera sans doute chargée de demander, dans une forme plus ou moins correcte, la reconnaissance de l'Ukraine par la Suisse.

Le Département politique admet que la situation intérieure de l'Ukraine n'est pas de nature à encourager une telle reconnaissance. Les Puissances Centrales ont reconnu cet Etat, mais la France, qui avait décidé cette reconnaissance et avait envoyé un général pour la déclarer, ne l'admet plus et refuse de reconnaître le nouvel Etat.

D'autre part, le Conseil fédéral, s'il ne reconnaît pas l'Ukraine d'une façon plus ou moins explicite, placera le Président de la Confédération dans l'embarras dans la question de l'arbitrage.

Le Département politique est autorisé, au cas où la mission ukrainienne lui demanderait la reconnaissance de cet Etat, à se déclarer disposé en principe, tout en se réservant d'étudier la base internationale de l'Etat ukrainien et de n'accorder la reconnaissance officielle que sur la base des résultats de cette étude.

423

JPD BA LGS/19

La Légation de Suisse à Berlin à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Berlin, 10 mai 1918
T n° 63 *(Reçu:* 11 mai 1918)

Dans une conversation que j'ai eue avec Berzine et qui a duré plus d'une heure j'ai reçu une impression favorable de cet envoyé. Il a fait quelques études économiques et était depuis le commencement de la guerre en France, Angleterre et aux Etats-Unis comme publiciste politique et journaliste. Il demande l'autorisation de se rendre en Suisse pour lui et toute sa mission et m'assure qu'il n'y a parmi ses collaborateurs pas d'agitateurs. Une propagande politique et l'immixtion dans les affaires intérieures de la Suisse n'est pas prévue mais seulement la reprise des relations diplomatiques, commerciales et financières. Il assure que la Suisse n'aurait pas d'embêtements par son personnel. Le conseiller de Légation Schklovski, docteur en sciences naturelles, a vécu en son temps à Berne. Je recommandai à Berzine de se rendre à Berne avec sa famille pour une conversation avec vous. Il croit pourtant ne pas devoir se séparer de son personnel et attend ici une nouvelle réponse

de votre part[1]. Je vous recommande de maintenir pour le moment votre point de vue[2].

1. *Dans un télégramme envoyé le 8 mai par la division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Berlin il avait été dit:* In Beantwortung Ihrer Telegramme vom 8. ds. ersuchen wir Sie, die Pässe des Herrn Berzin und seiner Familienangehörigen zu visieren. In Bezug auf die andern Missionsmitglieder bitten wir Sie, die Erklärung abzugeben, dass wir deren Einreise nach der Schweiz noch nicht gestatten können, indem wir noch nicht in der Lage sind, einen diesbezüglichen Entscheid zu treffen.
2. *Une remarque manuscrite du DPF en bas du télégramme dit: B.A. [Bundesanwaltschaft?]* hat keinerlei Informationen auch über Schklowsky nicht. H. sagte, man könnte eventuell noch in der Berner Polizei anfragen, ist aber nicht sicher, seinerzeit informiert worden zu sein, wenn etwas in Bern mit Schklowsky vorgefallen wäre.

424

JPD, BA, LGS/19

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Berlin

Copie d'expédition
T n° 51 Bern, 14. Mai 1918, 18 Uhr

In Beantwortung Ihres Telegrammes Nummer 63[1] teilen wir Ihnen mit, dass unsere zuständigen Behörden noch keine Auskunft über das Personal der Berzinschen Mission haben und wir deshalb keinen Grund haben, demselben die Einreise nach der Schweiz zu verwehren. Wollen Sie also Herrn Berzin und seiner gesamten Mission das gewöhnliche Visum erteilen, falls Sie nicht besondern Grund haben, dem einen oder andern unter ihnen das Visum vorzuenthalten. Wir ersuchen Sie, uns in diesem Fall zu telegraphieren. Wollen Sie Herrn Berzin nahelegen, dass wir von seiner Versicherung, sich jeglicher politischer Propaganda zu enthalten und dass unter seinen Mitarbeitern keine Agitatoren seien, Vormerkung nehmen. Unter diesen Voraussetzungen seien wir gerne bereit, seinen Besuch und seine Mitteilungen entgegenzunehmen.

1. *Cf. n° 423.*

425

JPD BA LGS/19

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L VIII/S. 3110/767
Ihr Telegramm 51
Russische Gesandtschaft
Berlin
Berzin

Berlin, 15. Mai 1918

Sofort nach Empfang Ihres heute hier eingetroffenen Telegrammes Nummer 51[1] bat ich Herrn Berzin, zu mir zu kommen. Er leistete meiner Einladung sofort Folge.

Ich teilte Herrn Berzin mit, dass die Schweizerische Regierung davon *ad notam* nehme, dass er die Verpflichtung eingegangen sei, dass er und alle seine Begleiter sich jeder politischen Propaganda in der Schweiz und jeder Einmischung in die innerpolitischen Verhältnisse der Schweiz enthalten würden und dass sich unter seinem Gefolge keine Agitatoren befänden.

Auf Grund dieser von ihm eingegangenen Verpflichtung hätte ich Auftrag, ihm und seinem Personal die Visa nach der Schweiz zu erteilen.

Herr Berzin erklärte nochmals ausdrücklich, dass er und seine Mission sich jeglicher politischen Propaganda enthalten werden und dass keine Agitatoren unter ihnen seien.

Ich lege Wert darauf, Ihnen vorstehende Meldung mit dieser Deutlichkeit zu erstatten, damit Sie daraus ersehen können, dass der Schweizerische Bundesrat in der Lage sein wird, einzelne oder alle diese Personen aus der Schweiz auszuweisen, falls die von Herrn Berzin übernommenen Verpflichtungen nicht eingehalten werden sollten. Jedoch dürfte es vorteilhaft sein, wenn Sie, Herr Bundespräsident, Herrn Berzin anlässlich der Antrittsvisite dasselbe noch einmal wiederholen würden.

Voraussichtlich wird die gesamte russische Gesandtschaft am 16. Mai 1918 abends von Berlin direkt nach der Schweiz verreisen.

---

1. *Cf. n° 424.*

426

E 1004 1/268

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 15 mai 1918 [1]

1394. Wirtschaftliches Abkommen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich.

Herr Bundespräsident Calonder berichtet über die Besprechung, die vormittags zwischen der bundesrätlichen Delegation und Herrn Geschäftsträger Clinchant stattgefunden hat.

Herr Clinchant hat nur wiederholt [2], was er sowohl Herrn Bundespräsidenten Calonder gegenüber, zum Teil wenigstens, als auch Herrn Bundesrat Schulthess gegenüber ausführlicher mitgeteilt hatte. Besonders wiederholte er die Ankündigung der schweren Folgen, die Frankreich für den Fall androhe, dass die Ansprüche Frankreichs nicht erfüllt würden.

Herr Clinchant hat sich auch darüber beschwert, dass er über den Verlauf der Unterhandlungen mit Deutschland nicht unterrichtet worden sei.

Herr Bundespräsident Calonder erachtet diese Beschwerde als unbegründet, indem der französische Geschäftsträger, soweit dienlich, unterrichtet worden sei.

Herr Clinchant hat zum Schluss den Wunsch ausgesprochen, dass die Verhandlungen nicht abgeschlossen werden möchten, sondern dass ihm noch etwa drei Tage eingeräumt würden, um nach Paris drahten und sich mit seiner Regierung in Verbindung setzen zu können.

Herr Bundespräsident Calonder hat hierauf Herrn Clinchant zugesichert, seinen Wunsch dem Bundesrat vorzulegen, indem er indessen gleichzeitig betonte, dass er nicht genauer unterrichtet sei, wie weit im gegenwärtigen Zeitpunkt die Verhandlungen mit Deutschland vorgerückt seien.

Herr Bundesrat Ador fügt zu diesen Mitteilungen hinzu, dass ihm die Sachlage aus dem Grunde als eine schwere erscheine, weil aus den Auseinandersetzungen Clinchants hervorgehe, dass diese ihrem Inhalt nach und auch sozusagen wörtlich auf einer Depesche seiner Regierung beruhen. Besonders zu beachten scheint Herrn Ador der Wunsch des Geschäftsträgers zu sein, die französische Regierung nicht vor ein Fait accompli zu stellen, weil in diesem Falle die angekündigten Massnahmen der französischen Regierung eintreten würden.

Aus diesem Grunde erklärt Herr Ador, dass es ihm unbegreiflich erscheine, wenn es sich, was er gehört habe, bewahrheiten würde, dass die Herren Unterhändler das Abkommen schon unterzeichnet haben.

Zu diesem Punkte bemerken indessen die Herren Frey und Laur, dass es sich nur um eine bedingte Unterschrift handle und dass, wenn eine neue Situation eintreten

---

1. *Etaient aussi présents pour la première partie de la séance: A. Frey et E. Laur.*
2. *A la séance du 14 mai du Conseil fédéral, F. Calonder a fait état d'une démarche du chargé d'affaires de France Clinchant. Celui-ci a précisé 1) que la France maintient son offre de livrer 85 000 tonnes de charbon, tout en ajoutant que la Suisse devait obtenir de l'Allemagne un prix qui ne soit pas supérieur au prix français et 2) que les marchandises arrivant via Cette ne soient pas soumises au contrôle allemand. Cf.* E 1004 1/268, n° 1391.

werde, die Unterschriften wieder zurückgegeben würden. Herr Frey hat keinen Zweifel, dass die deutsche Delegation die unterzeichneten Exemplare wieder zurückgeben werde.

Zur Sache selbst sprechen sich die Herren Frey und Laur sehr entschieden gegen das Vorgehen Frankreichs aus, das der Würde der Schweiz zu nahe trete und ihrer Souveränität Abbruch tue. Nichts wäre verhängnisvoller, als den Ansprüchen Frankreichs nachzugeben. Es gehe nicht an, dass die Schweiz ihre internationalen Verträge in Paris müsse kontrollieren lassen.

Die Herren Bundespräsidenten Calonder und Bundesrat Motta betonen dieser Auffassung gegenüber, dass die Ansprüche der beiden Mächte, die in der Vereinbarung mit Deutschland zur Erledigung kommen müssen, derart ineinander verflochten seien, dass es keineswegs eine Entwürdigung bedeute, wenn man sich mit jedem der beiden Staaten auseinandersetze. Man könne über die Kohlenkontrolle Deutschlands nicht sprechen, ohne über das Angebot Frankreichs im klaren zu sein.

Nachdem die Herren Frey und Laur sich entfernt haben, nimmt der Bundesrat seine Beratung auf.

In der Beratung wird auf der einen Seite geltend gemacht:

Die Verhandlungen mit Deutschland sind so weit gediehen, dass die Unterzeichnung des Abkommens vorgenommen werden muss, wenn man nicht den Abbruch der wirtschaftlichen Beziehungen mit Deutschland gewärtigen will. Der Wunsch Clinchants, den Abschluss um einige Tage zu verschieben, ist begreiflich. Doch hält es schwer, ihm zu entsprechen.

Es ist überaus schwierig, eine Entscheidung zu treffen, weil nach allem die Schweiz vor die Alternative gestellt wird: Bruch mit Deutschland oder Bruch mit Frankreich, was wenigstens die wirtschaftlichen Beziehungen anlangt. Was diese Möglichkeiten, wenn sie zur Wirklichkeit werden sollten, für Folgen haben können, ist unschwer auszudenken. Es sollte indessen doch gelingen, Frankreich davon zu überzeugen, dass die Stellung der Schweiz, die sie Deutschland gegenüber in dem Abkommen eingenommen hat, und dass das, was die Schweiz in den Verhandlungen mit Deutschland erreicht hat, auch der Auffassung Frankreichs genügend Rechnung trägt.

Mehrfach wird darauf hingewiesen, dass gerade eine nicht geringe Schwierigkeit darin besteht, sich über die Folgen Rechenschaft zu geben, die aus der Weigerung Frankreichs, die schweizerische Auffassung anzuerkennen, entstehen werden.

Die Gefahr ist keine geringe, dass die Spannung zwischen Frankreich und der Schweiz noch verstärkt wird, wenn das erstere, trotz vergeblichen Bemühungen seitens der Schweiz, auf seinem Standpunkte beharrt und die Schweiz sich in der Folge dennoch genötigt sieht, das Abkommen mit Deutschland abzuschliessen.

Auf der andern Seite wird im wesentlichen folgendes hervorgehoben:

Ein Bruch mit den alliierten Staaten wäre bedenklicher als alles andere, da die Lebensmittelzufuhr der Schweiz von der Haltung dieser Mächtegruppe abhängt. Die Verhandlungen mit Deutschland sind wohl weit vorgeschritten, doch ist nichtsdestoweniger nicht zu erwarten, dass ein Aufschub um einige Tage Deutschland veranlassen wird, die wirtschaftlichen Beziehungen abzubrechen.

Die Erklärung Clinchants und seiner Regierung bildet ein Novum, gestützt auf

welches die Parteien nach Recht und Billigkeit verlangen können, die Sachlage neuerdings in Erwägung zu ziehen. Das Gesuch des französischen Geschäftsträgers, seine Regierung nicht vor ein Fait accompli zu stellen, kann ohne schwere Folgen nicht unberücksichtigt gelassen werden.

Herr Bundesrat Ador stellt daher den Antrag, noch einen letzten Versuch zu machen, eine Verschiebung der Unterzeichnung um einige, vielleicht fünf Tage zu verlangen. In dieser Zeit wäre es möglich, Frankreich von der Richtigkeit der Handlungsweise der Schweiz zu überzeugen.

Herr Bundesrat Decoppet unterstützt den Antrag des Herrn Bundesrats Ador. Er legt vor allem darauf Gewicht, dass die formelle Rechtfertigung der Verschiebung darin liege, dass über eine wichtige Voraussetzung, die in der Vereinbarung mit Deutschland enthalten ist, nämlich über die Bedeutung des französischen Angebotes, grundsätzliche Zweifel entstanden seien. Es müsse daher in erster Linie, bevor eine Unterzeichnung erfolgen könne, die Richtigkeit oder Unrichtigkeit dieser Voraussetzung klargelegt werden.

Herr Bundesrat Haab kann sich dazu verstehen, dem Antrage der Herren Bundesräte Ador und Decoppet beizutreten. Er erklärt indessen jetzt schon, dass er dem Abkommen mit Deutschland seine Zustimmung geben werde, auch wenn Frankreich ablehnend antworten sollte.

Sehr nachdrücklich weist Herr Haab auf die unbedingte Notwendigkeit hin, dass der Bundesrat einen einstimmigen Beschluss fassen müsse. Denn die Einstimmigkeit im Rate bilde die Voraussetzung der Aufrechterhaltung der Ruhe und der Eintracht im eigenen Lande, ganz abgesehen von dem Gewicht unserer Stimme in den Verhandlungen mit dem Auslande.

Herr Bundespräsident Calonder ist der Auffassung, dass die Ansicht, wie sie besonders Herr Decoppet vertritt, in formeller Beziehung stichhaltig ist. Die Schweiz hat in die Vereinbarung eine Voraussetzung aufgenommen, die sich nach den letzten Erklärungen Frankreichs, so wie sie aufgenommen wurde, nicht zu erfüllen scheint. Es kann sich um ein Missverständnis handeln, das vor allen Dingen aufgeklärt werden muss. In diesem Sinne wäre auch Herrn Clinchant Mitteilung zu machen.

Auch Herr Bundespräsident Calonder dringt darauf, dass sich der Bundesrat zu einem einstimmigen Beschlusse zusammenfinden sollte.

Herr Bundesrat Motta, der dem Verschiebungsantrag zustimmt, wirft die Frage auf, welche Schritte während der zur Verfügung stehenden Zeit unternommen werden sollen. Er regt an, ob es nicht wirksam wäre, zur Unterstützung des schweizerischen Gesandten und zur Aufklärung der Sachlage eine mit dem Gegenstande völlig vertraute Persönlichkeit nach Paris zu senden.

Herr Vizepräsident Müller will sich beizutreten bereitfinden lassen, immerhin kann er Bedenken und Befürchtungen nicht völlig unterdrücken. Herr Bundesrat Schulthess bedauert, neben anderem, dass durch einen Verschiebungsbeschluss den Unterhändlern, die mit Hingebung tätig gewesen sind und das Beste erreicht haben, was zu erreichen war, nicht der Dank werde, den sie verdienen.

Einstimmig wird *beschlossen:*

1. Die Unterzeichnung des Abkommens wird bis zum 21. Mai verschoben, so dass der Bundesrat in seiner Dienstagsitzung entgültig entscheiden kann.

Hievon wird den schweizerischen Unterhändlern sofort Mitteilung gemacht.

2. Herr Geschäftsträger Clinchant wird kurz über den Beschluss der Suspendierung durch den Herrn Bundespräsidenten unterrichtet werden.

3. Der Herr Bundespräsident wird des weiteren mit dem Gesandten des Deutschen Reiches Rücksprache nehmen und ihm von der Sachlage Kenntnis geben.

4. Die Entscheidung über die Frage, ob eine geeignete Persönlichkeit nach Paris entsendet werden soll, wird vorerst verschoben [3].

5. Die Schritte, die bei der französischen Regierung zu unternehmen sind, werden die Herren Bundespräsident Calonder und Bundesrat Schulthess in gemeinsamem Einverständnisse anordnen.

---

3. *Lors de sa séance du soir, le Conseil fédéral désignera deux délégués, E. Laur et P. Mosimann. Cf.* E 100411/268, n° 1395.

427

E 2001, Archiv-Nr. 925

La Légation de Suisse à Paris
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 50 et 52

Paris, 17 mai 1918
(*Reçu:* 18 mai 1918)

J'ai eu avec les délégués suisses, avec lesquels selon vos instructions téléphoniques je suis rentré à Paris, une conversation minutieuse sur la question du charbon et j'ai pris connaissance du dossier que ces Messieurs avaient emporté. Puis j'ai eu une longue entrevue avec l'Ambassadeur à Berne qui m'a dit avant tout que le Chargé d'Affaires à Berne, M. Clinchant, n'avait pas d'instructions qui l'auraient autorisé à une démarche raide ou à nous menacer même de la guerre économique. Je suis allé avec M. Dutasta chez M. Pichon qui m'a confirmé ce qui précède en renvoyant aux conversations précédentes que j'ai eues avec lui et sur lesquelles je vous ai envoyé des rapports télégraphiques [1]. A 5½ heures aura lieu un conseil restreint des ministres et je serai reçu immédiatement après cette séance par M. Clémenceau. Les délégués suisses sont de l'avis qu'il n'est pas encore opportun de se présenter comme délégués officiels.

Plus tard

En présence des trois ministres des Affaires Etrangères, de l'Armement et du Blocus, la séance restreinte du Conseil des Ministres étant terminée, M. Clémenceau vient de me recevoir et il m'a expliqué que la France maintient son offre primitive et amicale de nous livrer 85 000 tonnes de charbon. Cette offre a été faite par la France dans la pensée de libérer notre pays des exigences du Gouvernement allemand, mais, a-t-il ajouté, l'opinion publique en France ne saurait accepter que la France se

---

1. *Cf. aussi n° 416.*

trouve compromise dans un arrangement conclu entre la Suisse et l'Allemagne. Dans la pensée de nous être agréable, la France serait toutefois prête à nous livrer tout le charbon qui nous est nécessaire pour les fabriques travaillant pour les Alliés. M. Clémenceau m'a dit également qu'il avait le réel désir d'être utile à la Suisse et qu'il avait l'espoir que cette solution pourra convenir aussi au Gouvernement suisse. Je vous prie instamment de ne pas compromettre le Chargé d'Affaires de France à Berne.

428

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 19/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L VIII/S Berlin, 18. Mai 1918

Im Besitze Ihres geehrten Telegrammes von heute, worin Sie mich auffordern, von München nach Bern zu kommen, beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass ich annehme, dass ich in der zweiten Hälfte der nächsten Woche in Bern sein kann. Angesichts der schlechten Zugsverbindungen und der nicht immer stimmenden Fahrpläne kann ich noch kein bestimmtes Datum angeben. Ich verlasse Berlin Pfingstmontag abends.

Wirtschaftsabkommen

In Beilage beehre ich mich, Ihnen eine Anzahl Zeitungsausschnitte zu übersenden, welche Sie am besten über die hiesigen Anschauungen orientieren.

In den hiesigen offiziellen Kreisen habe ich überall volles Verständnis für die schwierige Lage, in der sich die Schweiz momentan befindet, gefunden.

Allgemein wiegt man sich in der Hoffnung, das Abkommen werde trotz des rohen Eingriffs von seiten Frankreichs zustande kommen.

Militärische Kreise, welche mit den gegenwärtigen Kohlenverhältnissen in Frankreich gut vertraut sind, sollen der festen Überzeugung sein, dass es Frankreich materiell absolut unmöglich sein wird, die der Schweiz gegenüber gemachte Kohlenofferte einzuhalten. Grund: weil Frankreich selbst unter Kohlenmangel leidet. Vide beiliegenden Ausschnitt aus der *Vossischen Zeitung* (roter und blauer Pfeil).

Es scheint mir nicht ausgeschlossen zu sein, dass die in den letzten Tagen aufgetretene anscheinende Friedensneigung offizieller Kreise in England gerade noch im richtigen Momente gekommen ist, um Frankreich in einem für uns günstigen Sinne zu beeinflussen. Ein Frankreich, das sich nicht mehr unbedingt auf die weitere Teilnahme Englands im Kriege verlassen kann, wird notgedrungen eine konziliantere Haltung gegenüber der Schweiz einnehmen müssen. Diese Ansicht habe ich heute auch von anderer politisch meist gut voraussehender Seite äussern hören.

429

E 1004 1/268

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 21 mai 1918

1450. Wirtschaftliches Abkommen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich.

Herr Bundespräsident Calonder berichtet über eine Unterredung, die er gestern mit Herrn Botschafter Dutasta gehabt hat. Die Unterredung bestätigte durchaus den Bericht der Herren Dunant [1], Laur und Mosimann, so dass kein Grund mehr zu irgendeiner Beunruhigung vorliegt. Herr Botschafter Dutasta schien nicht begreifen zu können, dass Veranlassung zu einer solchen im Schosse des Bundesrates vorhanden gewesen sei. Herr Bundespräsident Calonder hat indessen den Botschafter darauf hingewiesen, dass diese Veranlassung in den Mitteilungen des Herrn Geschäftsträgers Clinchant und in dem Tone, in dem er sie vorgetragen, gelegen hätte. Herr Dutasta entschuldigte Herrn Clinchant damit, dass dieser noch jung und unerfahren sei.

Die Presse ist eingeladen worden, den Fall Clinchant nicht mehr aufzugreifen und überhaupt die Besprechungen in versöhnlichen Formen zu halten.

Herr Bundespräsident Calonder ersucht den Rat, nun materiell zu entscheiden.

Auf Grund der Beratung wird einstimmig beschlossen, den schweizerischen Unterhändlern die Ermächtigung zur Unterzeichnung des Abkommens mit Deutschland zu erteilen.

Die drei ersten Sätze der Ziffer 6 in der schweizerischen für Deutschland bestimmten Note sind zu streichen.

Die endgültige Feststellung des Textes der vorgesehenen Mitteilungen an die Presse wird auf eine Nachmittagssitzung verschoben.

---

1. *Non reproduit. Cf. aussi n⁰ 427.*

E 2001, Archiv-Nr. 925

ANNEXE

Abkommen über den Ausfuhrverkehr vom 15. Mai 1918

Copie

§ 1

Deutschland erteilt Ausfuhrbewilligungen für 200 000 Tonnen Kohle und 19 000 Tonnen Eisen und Stahl monatlich. Es wird in dem ernsten Bestreben, die Schweiz mit Kohle und Eisen zu versorgen, alles unter den gegebenen Verhältnissen Mögliche tun, um die Lieferer zur Lieferung anzuhalten und den Transport zu fördern.

Die bis zum 31. Januar 1919 geltende Klassifizierung der Kohle nach Sortengruppen und deren Preise in Franken für die Tonne ab Zeche einschliesslich Kohlensteuer sind ersichtlich aus Anlage 1 [1]. Um

---

1. *Non reproduit.*

die Wirkung der erhöhten Kohlenpreise für Kleinverbraucher zu mildern, gibt Deutschland auf die monatlich 60000 Tonnen Hausbrandkohlen einen Rabatt von Fr. 40.– pro Tonne.

Für die Eisen- und Stahlpreise gelten die Bestimmungen, die zwischen den schweizerischen Interessenten und den deutschen Verbänden am 16. April 1918 in Düsseldorf vereinbart worden sind.

Frachterhöhungen nach Massgabe der Anlage 1 gehen zu Lasten des schweizerischen Abnehmers, Erhöhungen der Kohlensteuer sowie alle etwaigen neuen Steuern, Gebühren und Abgaben zu Lasten des Lieferers.

§ 2

Im übrigen werden beiderseits die Ausfuhrbewilligungen für zu vereinbarende Austauschmengen und darüber hinaus wie bisher ohne besondere Gegenleistung im Rahmen des Möglichen erteilt werden.

§ 3

Die Schweiz wird dafür sorgen, dass die Gesuche betreffend Ausfuhr von Waren nach den Ententeländern oder über diese nach neutralen Ländern durch die Schweizerische Treuhandstelle (S.T.S.) und die Ausfuhrkommission II gleichartig behandelt werden wie die Gesuche für Ausfuhr nach den Zentralmächten oder über diese nach neutralen Ländern durch die S.S.S. und die Ausfuhrkommission I.

Sie wird zu diesem Zweck eine der Kontrolle der Société Suisse de Surveillance économique gleichartige Kontrolle einführen.

Die in § 1 vorgesehene Belieferung mit Kohle und Eisen wird ab 15. Juli 1918 durch Vermittlung der neu organisierten Schweizerischen Treuhandstelle in Verbindung mit deren Syndikaten erfolgen. Bis zum Inkrafttreten der neuen Schweizerischen Treuhandstelle gelten die besonders vereinbarten Übergangsvorschriften der Anlage 2.

§ 4

Dieses Abkommen über den Ausfuhrverkehr läuft bis 31. Januar 1919; doch hat jeder Teil das Recht, mit zweimonatiger Frist zum Monatsende zu kündigen.

NOTE

Der schweizerische Bunderat beehrt sich, der Kaiserlich Deutschen Gesandtschaft mitzuteilen, dass er die Schweizerische Treuhandstelle nach folgenden Grundsätzen einzurichten gedenkt:

1. Die Treuhandstelle wird nach dem System der S.S.S. aufgebaut und demgemäss unter Schaffung von Syndikaten eine Ausfuhr- und Einfuhr- sowie eine allfällige Kohlenverwendungskontrolle durchführen.

2. Die Treuhandstelle ist wie die S.S.S. eine rein schweizerische Organisation und als solche innerhalb der vom Bundesrat mit der Deutschen Regierung vereinbarten Bestimmungen völlig unabhängig und nur dem Bundesrate als oberste Kontrollbehörde verantwortlich.

3. Um die Erledigung solcher Fragen zu fördern, welche einer Verständigung mit der Deutschen Regierung bedürfen, wird die Deutsche Regierung hierzu einer deutschen Kommission in Bern die nötigen Vollmachten geben. Diese Kommission hat die gleichen Befugnisse und Aufgaben, wie sie von dem bestehenden *Comité interallié* in bezug auf die S.S.S. jeweils ausgeübt werden.

4. Die der Kontrolle der Treuhandstelle unterliegenden Waren sind in einer noch zu vereinbarenden Liste (Treuhandwarenliste) aufzugeben. Alle Waren, die auf dieser Liste stehen, mit Ausnahme derjenigen, die auf einer Freiliste eingetragen worden sind, können (vorbehaltlich Sondergenehmigung von Fall zu Fall) über die schweizerisch-französische und schweizerisch-italienische Grenze nur ausgeführt werden (siehe jedoch Ziffer 7), insofern nachgewiesen wird, dass sie – abgesehen von den vereinbarten Ausnahmen – weder als solche aus oder über Deutschland eingeführt noch unter Verwendung von aus dem Deutschen Reiche oder durch dieses eingeführten Rohstoffen, Halb- und Fertigfabrikaten hergestellt sind.

5. Die in die Freiliste eingetragenen Waren können ohne weiteres auch dann ausgeführt werden, wenn sie in der Schweiz mit deutschem Material hergestellt worden sind. Die Ausfuhrbegehren müssen lediglich zur formellen Kontrolle, ob die zur Ausfuhr angemeldeten Gegenstände unter die freigegebenen Positionen fallen, der Treuhandstelle zur Abstempelung vorgelegt werden.

6. Die Verwendung deutscher Kohle ist in der Schweiz grundsätzlich freigegeben. Eine Ausnahme besteht für die auf einer besonderen Kohlenverwendungsliste eingetragenen Waren. Diese können nur dann nach den mit dem Deutschen Reiche im Kriege stehenden Staaten ausgeführt werden, wenn nachgewiesen ist, dass eine entsprechende Menge geeigneten nichtdeutschen Brennstoffes in dem betreffenden Betriebe verwendet und dass diese Menge der Firma von dem seitens der Treuhandstelle zu führenden Konto abgeschrieben worden ist.

7. Über die Ausfuhr nach neutralen Ländern bleibt die Vereinbarung besonderer Grundsätze vorbehalten.

8. Ein schweizerisches Produkt kann dadurch nicht von der Ausfuhr ausgeschlossen werden, dass es zwar als wesentlichen Bestandteil, aber in unbedeutenden Mengen aus dem Deutschen Reiche eingeführte Materialien enthält. Diese Mengen dürfen nicht mehr als 2 % des Gesamtwertes der Ware betragen, mit Ausnahme der Fälle, die der Verständigung zwischen der Treuhandstelle und den Vertretern des Deutschen Reiches bedürfen, oder die durch ein Abkommen näher geregelt worden sind.

9. Ein schweizerisches Produkt kann auch deswegen nicht von der Ausfuhr ausgeschlossen werden, weil zu seiner Herstellung folgende Waren verwendet worden sind, die aus den Zentralmächten stammen:

a) Maschinen, Werkzeuge und Geräte,

b) Licht und Wärme liefernde Stoffe (Ausnahmen für die Waren der Kohlenverwendungsliste betreffend Kohle),

c) Stoffe, die in der Schweiz durch die Pflanzen und Tiere umgeformt werden,

d) Saatgut,

e) Hilfsstoffe, die nur den Produktionsprozess unterstützen, aber nicht in das Produkt übergehen.

Für ein schweizerisches Erzeugnis kann nicht deshalb die Ausfuhr nach den mit dem Deutschen Reiche im Kriege stehenden Staaten abgelehnt werden, weil zu dessen Herstellung schweizerische Erzeugnisse verwendet, zu deren Herstellung deutsche Kohle oder deutsche Rohstoffe verwendet worden sind, die zwar selbst auf der Kohlenverwendungsliste stehen, aber nicht mehr als solche in dem Fertigfabrikat vorhanden sind. Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf Waffen, Munition und Sprengstoffe sowie nicht auf Produkte des elektrischen Ofens, ausgenommen Alkohol, Ammoniak und Essigsäure.

430

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 28 mai 1918

Neuordnung der internationalen Verhältnisse

Geheim — Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundespräsident Calonder ist durch den schweizerischen Gesandten in Rom angefragt worden, ob die Schweiz Wert darauf lege, bei den nach Abschluss des Krieges ohne Zweifel in Aussicht stehenden internationalen Verhandlungen zur Neuordnung der völkerrechtlichen Verhältnisse teilzunehmen. Herr Bundespräsident Calonder hat die Frage bejahend beantwortet und Herrn Minister Wagnière ermächtigt, bei etwa sich darbietender Gelegenheit – aber in durchaus diskreter Weise – zu versuchen, die Auffassung der in Betracht fallenden Staaten über die Zulassung der Schweiz beziehungsweise der Neutralen zu den genannten Verhandlungen in Erfahrung zu bringen.

Eine Anfrage, ob die Schweiz gegebenenfalls an eine Gebietserweiterung oder Grenzbereinigung denke, hat Herr Bundespräsident Calonder verneinend beantwortet.

Der Bundesrat erklärt sich mit der Auffassung des Herrn Vorstehers des politischen Departements einverstanden.

431

JPD BA LGS/19

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier

Copie
L 16/IBc3f Confidentielle
Mission Berzine

Berne, 1er juin 1918

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de vos télégrammes n° 11 [1], du 16 mai et n° 22 [2], du 23 mai; le premier nous est parvenu le 25, le second le 29 courant. De notre côté, nous vous avons adressé, le 27 de ce mois, le télégramme n° 90 [3] dont nous joignons le contenu.

M. Berzine et le personnel de sa mission sont arrivés à Berne le 19 mai. Leur voyage a subi quelque retard à Berlin. M. le Ministre Mercier nous a télégraphié les noms du personnel et comme nous n'avions pas connaissance de ce qu'il s'agissait d'une mission aussi nombreuse, nous nous sommes vus obligés de nous procurer des renseignements sur les personnes en question avant d'autoriser notre Légation à Berlin à accorder le visa. Nous n'avons toutefois pas manqué d'aviser M. Mercier, dès le 8 mai [4], de viser les passeports de M. Berzine et de sa famille. Quant au personnel, l'autorisation a été donnée par nous le 14 courant [5], après qu'il eût été constaté que rien de défavorable n'est connu aux autorités suisses à l'égard de ces personnes. Si, ainsi qu'il paraît ressortir de votre télégramme précité, le Commissaire du Peuple vous demande une explication sur la raison de ce retard, vous voudrez bien lui faire comprendre qu'il s'agissait là d'une mesure de précaution conforme aux prescriptions suisses en vigueur. Ce retard aurait été évité si nous avions reçu en temps utile les indications nécessaires au sujet des personnes qui devaient accompagner M. Berzine.

M. le Président de la Confédération a reçu M. Berzine en audience deux jours après l'arrivée de ce dernier, et sans cérémonial. Il est entendu que la Mission maximaliste n'a pas de caractère officiel, puisque, dans les circonstances actuelles, le Gouvernement Russe ne peut être reconnu. Monsieur Calonder a insisté sur ce

---

1. *Cf. n° 423, note 1.*
2. *Ce télégramme disait:* Auf den Bericht von Joffe stützt sich der Volkskommissär für Auswärtiges auf das Reciprocitätsprinzip und protestiert gegen die Verzögerung der Einreiseerlaubnis in die Schweiz für das Personal der russischen Delegation und verlangt Aufklärung.
3. *Non reproduit.*
4. *Non reproduit.*
5. *Cf. n° 424.*

point, tout en exprimant qu'il appréciait le fait que cette reconnaissance ne nous ait pas été demandée jusqu'ici. En effet, il serait difficile au Conseil fédéral de prendre une pareille demande en considération, avant que cette reconnaissance n'eût été prononcée par les gouvernements les plus importants parmi les pays belligérants. Cependant, nous sommes entièrement disposés à entrer en relations officieuses avec la Mission et à lui faciliter, en ce qui dépend de nous, sa tâche de sauvegarder les intérêts de ses compatriotes en Suisse. Nous avons décidé d'autre part de ne correspondre pour le moment que verbalement avec M. Berzine et ses collaborateurs.

Sur la demande de M. le Président, M. Berzine a donné pour lui-même et pour son personnel une assurance formelle de s'abstenir de toute propagande socialiste en Suisse.

Le 29 mai, M. Onou, ci-devant Chargé d'Affaires de Russie à Berne, s'est plaint auprès de nous de ce que la nouvelle Mission russe lui avait demandé de remettre les archives de l'ancienne Légation. Nous lui avons répondu que le Département ne pouvait intervenir puisqu'aucune de ces deux missions n'a de caractère officiel. En effet, la Légation du Gouvernement de Kerenski figure encore par courtoisie sur notre dernière liste diplomatique; la Mission de M. Berzine a été envoyée en Suisse par un gouvernement non reconnu par le Conseil fédéral. Le différent entre MM. Onou et Berzine n'a donc pour nous que le caractère d'une affaire privée et doit être liquidé au besoin par les instances judiciaires ou de police compétentes. Nous avons donné la même réponse à M. Berzine qui, le même jour, s'est adressé au Département pour obtenir notre intervention en sa faveur.

Cependant, deux jours plus tard, une nouvelle démarche a été faite par le représentant maximaliste. Il prétendait que M. Onou était en train de détruire certains documents et que des mesures devaient être prises tout au moins, et cela d'urgence, pour empêcher la destruction des archives.

Le Conseil fédéral, estimant que, vues du droit international, les archives d'une légation, quel que soit le caractère de la personne qui en a la garde, restent au bénéfice de l'immunité d'exterritorialité et doivent être conservées, si nécessaire, par l'intervention de l'Etat qui avait garanti leur immunité, a décidé de séquestrer les archives de l'ancienne Légation de Russie à Berne. Le Ministère Public fédéral a donc reçu l'ordre d'apposer les scellés à la Chancellerie, Schwanengasse n^{0} 4, et, depuis hier, ces archives, y compris celles de l'Attaché militaire, se trouvent sous la garde du Département politique. Il ne peut être question de les remettre à M. Berzine qu'au moment où celui-ci représentera un gouvernement reconnu par le Conseil fédéral.

432

E 27, Archiv-Nr. 23379

Discours du Président de la Confédération, F. Calonder, sur le problème de la Société des Nations, tenu devant le Conseil national le 6 juin 1918 [1]

Copie

Die Geschäftsprüfungskommission hat sich in ihrem schriftlichen Bericht über den Komplex von völkerrechtlichen Fragen ausgesprochen, die sich um den Begriff des Völkerbundes gruppieren. Gestern haben wir aus dem Munde des Herrn Nationalrat Scherrer-Füllemann die nähere Begründung der Stellungnahme der Kommission gegenüber diesen Problemen gehört. Ich möchte Herrn Scherrer-Füllemann für sein von hohem Gedankenflug getragenes, ausserordentlich gründliches und lehrreiches Referat warmen Dank sagen.

Das Departement schenkt dieser wichtigen Frage schon seit geraumer Zeit seine volle Aufmerksamkeit. Es soll auf diesem wichtigen Gebiete nichts versäumt werden. Wie Sie wissen, hat das Politische Departement im Einverständnis mit dem Bundesrate anfangs dieses Jahres Herrn Dr. Max Huber, Professor an der Universität Zürich, als ständigen Rechtskonsulenten bestellt. Ich benütze den Anlass, um der Regierung des Kantons Zürich dafür zu danken, dass sie den Genannten seiner Lehrpflichten an der Universität Zürich bis auf weiteres entbunden hat, damit er seine volle Kraft dem Politischen Departement zur Verfügung stellen könne. Eine Hauptaufgabe unseres Rechtskonsulenten besteht darin, die verschiedenen Fragen einer neuen internationalen Rechtsordnung umfassender Prüfung zu unterwerfen und darüber dem Politischen Departement Bericht zu erstatten. Die Anträge und Entwürfe des Rechtskonsulenten sollen sodann in einer vorberatenden Kommission behandelt werden. Das Ergebnis dieser Kommissionsberatung wird dem Bundesrate mit einlässlicher Begründung unterbreitet werden, damit er in voller Sachkenntnis Stellung nehmen kann. Der Bundesrat behält sich vor, über diese ganze Angelegenheit seinerzeit dem Parlament Bericht zu erstatten. Bereits hat Herr Professor Huber die Arbeit in Angriff genommen und bereits hat der Bundesrat beschlossen, die vorberatende Kommission [2] einzusetzen. Das Politische Departement wird seinerzeit dem Bundesrat Antrag über die Zusammensetzung dieser Kommission stellen.

Es handelt sich dabei um Untersuchungen und Vorschläge, die zunächst wesentlich theoretischer Natur sind und die zu unserer eigenen internen Orientierung dienen. Diese Arbeit der bundesrätlichen Experten ist scharf zu trennen von der Frage, ob der Bundesrat in einem gegebenen Zeitpunkte als Friedensvermittler irgend etwas unternehmen solle. Der Standpunkt des Bundesrates in letzterer Beziehung ist Ihnen zur Genüge bekannt: Wenn wir durch unsere Vermittlung dazu beitragen

---

1. *Ce discours est imprimé en traduction française comme annexe I, 3 in* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la question de l'accession de la Suisse à la Société des Nations (du 4 août 1919). Avec Annexes. Berne, Wyss, 1919 *(Publication officielle).*
2. *Cf. n° 418.*

könnten, den Abschluss eines dauernden, gerechten und versöhnenden Friedens zu fördern, so wäre das für uns und für unser Land die grösste Genugtuung. Wir werden aber nur dann unsere guten Dienste anbieten, wenn wir annehmen dürfen, dass diese auf beiden Seiten erwünscht sind. Trotz der grossen steigenden Not unseres Landes und trotz der tiefen Sehnsucht unseres Volkes nach dem Frieden, wollen wir weder nach der einen noch nach der andern Seite unsere Vermittlung aufdrängen. Diese vorsichtige Zurückhaltung ist nicht nur geboten durch den internationalen Takt und durch unsere ganz besondere, neutrale Stellung, sondern sie liegt auch schliesslich im wohlverstandenen Interesse aller kommenden ernstlichen Friedensversuche. Es lag mit daran, das hier zu erklären, um jegliches Missverständnis von vorneherein zu vermeiden.

Was nun aber das Studium der Völkerbunds-Probleme anbelangt, so fühlen wir uns selbstverständlich durchaus frei. Da hat niemand etwas dareinzureden, und unsere neutrale Stellung kann davon nicht berührt werden. Die so abgegrenzte und organisierte Vorbereitungsarbeit wird die Ansichten unserer Behörden und unseres Volkes in der Frage einer neuen Völkergemeinschaft abklären, und uns gestatten, an der Verwirklichung dieses hohen Menschheitsideals wirksam teilzunehmen. Dieser Aufgabe können und wollen wir uns nicht entziehen, denn sie liegt in der grossen Linie der historischen Entwicklung, die durch den furchtbaren Krieg wohl unterbrochen wurde, aber nicht aufgehalten werden kann.

Seitdem aus der Welt des Mittelalters heraus sich die modernen Staaten gebildet haben, ist von juristischen und philosophischen Denkern, aber auch von praktischen Staatsmännern immer wieder der Gedanke vertreten worden, durch Zusammenschluss der selbständigen Staaten eine Völkergemeinschaft zu bilden. Die Einheit der europäischen Kultur und die stetig zunehmende gegenseitige wirtschaftliche Abhängigkeit der Staaten auf der einen Seite und auf der andern Seite die Erinnerung an die furchtbaren Folgen der häufigen Kriege haben immer wieder dazu geführt, einen gerechten Ausgleich zwischen den verschiedenen Interessen der Staaten in einer internationalen Rechtsordnung zu suchen.

Im Jahre 1713 kam der Utrechter Friede zustande. Er war der Abschluss des spanischen Erbfolgekrieges, der in mancher Beziehung dem heutigen Weltkrieg vergleichbar ist. Damals haben die Weltmächte geglaubt, eine Lösung des Völkergemeinschaftsproblems gefunden zu haben, indem sie die internationale Ordnung und Sicherheit auf das Prinzip des Gleichgewichtes gründeten. Doch dieses Gleichgewicht entbehrte jeder organisatorischen Sicherung und blieb infolgedessen völlig labil. Hundert Jahre später mussten die Völker durch die ungeheuren Leiden der grossen Revolution und der napoleonischen Kriege hindurchgehen. Der Abschluss jener Wirren war der Wienerkongress und im Gefolge des Wienerkongresses entstand die heilige Allianz, welche angeblich bezweckte, die Grundsätze der christlichen Moral auf das Staatsleben anzuwenden. Allein alsbald zeigte sich, dass diese von der Pentarchie der Grossmächte geführte internationale Gemeinschaft eigentlich nur einer reaktionären, freiheitsfeindlichen Politik dienstbar gemacht werden sollte. So musste dieser Versuch misslingen und der hohe Gedanke der Völkergemeinschaft ging geschwächt daraus hervor. Aber dennoch lebte er weiter.

Als wieder ein Jahrhundert zur Neige ging, erkannte man von neuem die Gefahr, die über Europa schwebte und drohte, weite Kreise der Menschheit in den Strudel

eines grossen Krieges zu ziehen. Das Nationalitätenprinzip hatte sich gesteigert und voll ausgewachsen. Geschlossener als je standen die Staaten einander gegenüber, der Kampf um die materielle Macht kannte keine Grenzen. Der Stand der Technik, welche eine früher ungeahnte Höhe erreicht hatte, gestattete und förderte kriegerische Rüstungen von ungeheurem Umfang, von verderblichster Wirkung. Weitblickende Männer auf den verschiedenen Gebieten der Politik, der Volkswirtschaft und des Militärs erkannten die gewaltige Gefahr und sahen ein, dass die Folgen eines solchen, nach Dauer und Ausdehnung unberechenbaren Krieges katastrophal sein würden. Um diese Gefahr zu beschwören, lud Russland im Jahre 1898 zur ersten Friedenskonferenz im Haag ein. Schon im Sommer 1899 kamen Vertreter der europäischen und einiger amerikanischer und asiatischer Staaten im Haag zusammen. Es war, wenn auch die Bedeutung der Haager-Konferenzen keineswegs unterschätzt werden soll, im Grunde ein Misserfolg, der zurückzuführen ist auf Skepsis, die man in den amtlichen Kreisen und in der Diplomatie mancher Staaten diesen Bestrebungen entgegenbrachte. Nicht minder ist das unbefriedigende Resultat jener Konferenz zurückzuführen auf die stumpfe Gleichgültigkeit oder höhnische Geringschätzung, welche in weiten Schichten der Völker selbst herrschte. Die grosse Idee fand eine kleinliche Menschheit. Ohne eine grosse tiefgehende Bewegung kann Grosses auf keinem Gebiete geschaffen werden, am allerwenigsten auf dem Gebiete der internationalen Rechtsordnung. Kein besserer Stern leuchtete über der zweiten Konferenz im Haag im Jahre 1907. Auch ihre Ergebnisse konnten nicht befriedigen, wenn auch zuzugeben ist, dass eine Reihe von Staaten damals wesentlich über das von der ersten Konferenz Erreichte hinausgehen wollte. Indessen wären jene Projekte kaum geeignet gewesen, eine wirkliche Friedenssicherung zu schaffen, und so konnte ihnen der Bundesrat damals auch nicht zustimmen. Die 1899 in erster Linie angestrebte einschneidende Neuerung, die Rüstungsbeschränkung, blieb gänzlich unverwirklicht. Die Abkommen über friedliche Beilegung internationaler Streitigkeiten tragen den Charakter schwächlicher Kompromisse, sind der Ausdruck einer Skepsis, die an der Oberfläche haften bleibt und sich scheut, den Dingen auf den Grund zu gehen. Blicken wir heute aus unserem ungeheuren Kriegselend zurück auf jene Konferenzen von 1899 und 1907, so können wir uns des Eindruckes nicht erwehren, dass sich hier eine erschütternde Tragödie abgespielt hat. Mit welchem übertriebenen Misstrauen und welcher Eifersucht auf ihre absolute Handlungsfreiheit suchten manche Staaten, die einen mehr, die andern weniger, jede ernste und wirksame Bindung im Interesse der Friedenssicherung zu vermeiden, weil eine solche angeblich mit der Souveränität der Staaten nicht vereinbar sei. Und heute? Heute sind alle diese Staaten in tausend Abhängigkeiten verstrickt, welche zu lösen der einzelne Staat die Kraft nicht aufbringt. Die Kraft der Menschheit nur, der zur internationalen Freundschaft und gegenseitigen Achtung bekehrten Menschheit, kann hier Wandel schaffen. Aber es ist gekommen, wie es kommen musste: Während im Innern der Staaten die rücksichtslose geschäftliche Konkurrenz und der Streit unter den gesellschaftlichen Klassen fest eingedämmt ist durch die staatliche Rechtsordnung, musste der Interessenstreit unter den Staaten schliesslich die verhältnismässig schwachen Schranken der Verträge und des Völkerrechts überborden und als Krieg verheerend dahinbranden.

Wir waren gewohnt, die Weltgeschichte der letzten vier Jahrhunderte als die

Herrschaft Europas über die Erde zu betrachten. Diese Zeit ist wohl gewesen. In früheren Jahrhunderten konnte Europa trotz wiederholter Kriege sich immer wieder erholen und sich immer wieder aufraffen zur nötigen Kraft, um Weltarbeit zu verrichten und die prädominierende Stellung weiter zu behaupten und weiter auszudehnen, weil damals keine gegenüber den europäischen Mächten ernstlich konkurrenzfähigen Staaten anderer Erdteile da waren. Im Laufe der letzten hundert Jahre hat sich diese Lage allmählich geändert, und heute haben wir ein völlig verändertes Bild vor uns. Unversehrt oder doch verhältnismässig wenig geschwächt, bestehen gewaltige und grosser Entwicklung fähige Staaten und Völker ausserhalb unseres Erdteils, welche in der wirksamsten Weise in wirtschaftliche und politische Konkurrenz treten mit den europäischen Völkern. Es kann sich nicht mehr um eine Vorherrschaft Europas handeln, sondern nur das kann nach meiner Ansicht Europa anstreben, dass es neben den Kulturstaaten anderer Erdteile an der Weltarbeit teilnehmen könne. Und auch dies ist nur möglich, wenn den rücksichtslosen, entsetzlichen Kriegen, in welche der Konkurrenzkampf zwischen den europäischen Staaten jeweils ausartete, endlich ein Ende gemacht wird.

So ist aus der Not der heutigen Zeit der Ruf nach einem Völkerbund laut geworden, zuerst in Frankreich, in England, bei den Neutralen, dann auch in Deutschland und in Österreich. Mit ganz besonderem Nachdruck haben der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika und der Papst diesen Gedanken ausgesprochen. Eine Idee, die früher lediglich den oft verspotteten Pazifisten und Theoretikern überlassen war, ist heute in die Kreise der Diplomaten und Politiker eingedrungen und wird sich dort behaupten und wird nicht zur Ruhe kommen. Wohl ist zuzugeben, dass mit dem Begriff eines Friedens- oder Völkerbundes, oder wie die Stichworte alle lauten, verschiedene Vorstellungen verbunden werden, und die Sympathien für diesen Gedanken sind zweifelsohne nicht überall die gleichen. Aber das Eis ist gebrochen. Ein hohes Ideal, das die Menschheit bewegt, ist in die praktische Politik übergegangen. Wird es die Menschheit so tief, so allgemein bewegen, dass die Widerstände gegen seine Verwirklichung fallen? Das ist die Frage. Denn nur dann kann der grosse Gedanke zur rettenden Tat werden, wenn er mächtig an Boden gewinnt, wenn die Überzeugung von der Notwendigkeit der neuen Orientierung in der internationalen Politik sich im Bewusstsein der Völker weithin und eindringlich durchsetzt. Die Zeit muss früher oder später kommen, wo ein entscheidender Schritt getan werden muss, entscheidend dafür, ob ein Wiederaufbau und damit ein sozialer Aufstieg möglich wird, oder ob Europa auf unabsehbare Zeit immer wieder zerstörenden Erschütterungen ausgesetzt sein wird.

Kein Volk kann lebendigeren Anteil an der Neugestaltung der Staatengemeinschaft nehmen als die kleine Schweiz. Ganz allgemein möchte ich sagen: Auf die Dauer kann unbegrenzte Eigenmacht und völlige internationale Ungebundenheit keinem Volk wirkliche Vorteile bieten. Ein solches politisches System muss, wie alle ungebundene Macht, schliesslich auf Staaten und Menschen zerstörend wirken. Für einen kleinen Staat aber wie die Schweiz ist die rechtliche Ordnung ein Lebenselement; die Machtpolitik eine unverkennbare ständige Gefahr. Freilich wird man vom Standpunkte des Misstrauens und der Skepsis aus auf die Gefahr hinweisen, dass die internationalen Bedingungen, die zur Aufrichtung einer neuen internationalen Rechtsordnung unerlässlich sind und denen sich kein Staat entziehen kann, der die-

sen Zweck aufrichtig unterstützt, missbraucht werden könnten, um gerade die kleinen Staaten zu schädigen und in ihrer Freiheit und Entwicklung zu beeinträchtigen. Aber ich frage: Ist nicht die andere Gefahr viel grösser, viel näher liegend, dass die internationale Anarchie und Rechtlosigkeit von den mächtigen Staaten ausgenützt werden, um die Schwächeren, wo es ihnen passt, zu bedrängen? Ich bin der Überzeugung, das alles, was zur Vermeidung kriegerischer Konflikte, die je länger je mehr den Charakter vernichtender Weltkatastrophen annehmen, geschehen kann, vor allem im Interesse der kleinen Staaten liegt. Die vorauszusehende Unvollkommenheit der neuen internationalen Institutionen kann und darf kein genügender Grund sein, um deren Einführung nicht ernstlich zu betreiben. Es steht für die Schweiz bei internationalen Konflikten so viel auf dem Spiel und in einer Atmosphäre dauernder kriegerischer Gefahren ist die Entwicklung unseres Staates so prekär und so beengt, dass wir alles begrüssen müssen, was im Sinne der Völkerverständigung und der Stärkung des Friedensgedankens liegt.

Doch ich möchte unsere speziellen staatlichen Interessen nicht zu sehr betonen. Es ist dies nicht der einzige und nicht einmal der ausschlaggebende Gesichtspunkt für die Haltung der Schweiz, wenigstens nach meiner Auffassung. Es handelt sich, und darüber müssen wir uns klar werden, vor allem um ein grosses Menschheitsideal. Diesem wollen wir dienen, in erster Linie dienen, uneigennützig und mit voller Hingabe. Dann erwächst unserem Staat daraus von selbst der grösstdenkbare Vorteil: das Bewusstsein treuer Pflichterfüllung gegenüber der Menschheit, die Kraft und das Recht, als ein tüchtiges, gleichberechtigtes Glied der Völkergemeinschaft sich zu behaupten.

Trotz aller Hoffnungen, mit denen wir der Entwicklung dieses grossen Gedankens entgegenblicken, dürfen und wollen wir den Boden der Wirklichkeit in der Gegenwart und in der nächsten Zukunft keinen Augenblick verlassen. Wir alle stimmen darin überein, so nehme ich an, dass die Schweiz nicht unter allen Umständen sich einem Völkerbund oder einer anders benannten neuen internationalen Organisation anschliessen soll, sondern nur dann, wenn dabei der Fortbestand unserer nationalen Eigenart und Selbständigkeit und unsere Gleichberechtigung in genügender Weise gewährleistet sind. Dass Mass, in dem ein Staat sich gegenüber einer Gemeinschaft binden kann, ist bedingt durch die Vorteile und die Sicherheit, die sie der Menschheit und den einzelnen Völkern zu bieten imstande ist. Darum eben wollen wir vorerst durch die bundesrätlichen Experten alle diese Fragen genau prüfen und feststellen lassen, welche Bedingungen die Schweiz für ihren Eintritt in die neue internationale Rechtsordnung, wenn eine solche zustande kommt, zu formulieren hat.

Die nationale Eigenart der Völker ist und bleibt die Grundlage fortschrittlicher Entwicklung. Unser Menschheitsideal ist ein durchaus föderatives und nicht ein kosmopolitisches. Und wie die neue internationale Gemeinschaft niemals eine Preisgabe der nationalen Eigenart der verschiedenen Völker bedeuten darf, so soll sie auch das Pflichtgefühl der Bürger gegenüber ihrem Staat nicht lockern, sondern befestigen und vertiefen. Wenn irgendein Wehrmann der Schweiz unter Hinweis auf den erhofften Völkerbund sich der Erfüllung seiner Wehrpflicht entziehen wollte, so würden wir jede derartige Sophisterei mit aller Entschiedenheit zurückweisen. Solange unser Vaterland kriegerischen Gefahren ausgesetzt ist, solange ist es heilige

Pflicht seiner Söhne, Gut und Blut für dessen Freiheit und Selbständigkeit zu opfern, und wer nicht imstande ist, seine Pflichten gegenüber seinem Vaterlande zu erfüllen, der wird sicher auch kein tüchtiges Mitglied der internationalen Gemeinschaft sein können.

Aus all dem Gesagten ergibt sich, dass die Stärkung des Rechts- und Friedensgedankens im internationalen Leben sich der Schweiz als hohes aussenpolitisches Ziel geradezu aufdrängt. Dieses Ideal ist für uns eigentlich nichts Neues. Es wächst aus unserer Geschichte, aus unserer Eigenart, in natürlicher Entwicklung heraus. Unsere Demokratie umfasst vier Sprachgruppen, die sich auf Grund gegenseitiger Achtung in unverbrüchlicher Treue zu einem Volk verbunden fühlen. Unser Vaterland ist uns gerade deshalb so teuer, weil es diesen Reichtum der sprachlichen und regionalen Werte in sich schliesst. Wir erblicken darin die vornehmste Quelle unserer idealen Güter. Gewiss, diese Mehrsprachigkeit, diese bunte Fülle der Kulturelemente birgt in sich Komplikationen, Schwierigkeiten, unter Umständen Gefahren; unsere Schweizergeschichte weiss hiervon zu erzählen. Aber es ist uns bisher gelungen, und es wird uns weiter gelingen, die vielgestaltigen Kräfte und Bestrebungen unseres Volkes zusammenzufassen zu schöpferischer nationaler Arbeit. Das ist freilich nur möglich, wenn in der eidgenössischen Familie eine starke und opferwillige nationale Solidarität lebendig bleibt und unbedingtes gegenseitiges Vertrauen herrscht. Volles Vertrauen ist aber nicht denkbar ohne rückhaltlose Offenheit und freundschaftliche Gesinnung. Der grösste Dichter der deutschen Schweiz, der feurige Patriot Gottfried Keller, hat die allgemeine Richtungslinie der Politik unseres kleinen, komplizierten Staates treffend ausgedrückt mit den Worten: Freundschaft in der Freiheit. An dieser nationalen Devise wollen wir festhalten. Wenn wir das tun, so können wir sicher sein, dass wir trotz vorübergehender Unstimmigkeiten und Spannungen unsere geschichtliche Aufgabe erfüllen werden. Die Geschichte der Schweiz ist, verglichen mit der Entwicklung der internationalen Beziehungen, der Mikrokosmos dieser letzteren. Und unser Staat mit seinem ganzen politischen Leben erscheint gleichsam als die Vorstufe des künftigen Völkerbundes: Nie ist die internationale Mission eines Volkes klarer und selbstverständlicher gewesen als diejenige der Schweiz, Frieden und Freundschaft unter allen Völkern zu fördern und der Welt durch ihr Beispiel zu beweisen, dass verschiedene Rassen- und Sprachstämme auf der Grundlage gegenseitiger Achtung, auf der Grundlage der Freiheit und Gleichberechtigung zu einer glücklichen Gemeinschaft verbunden werden können.

Die Notwendigkeit einer Neugestaltung der internationalen Beziehungen wurde, wie schon betont, von den leitenden Staatsmännern der meisten kriegführenden Staaten beider Lager und auch von hervorragenden Staatsmännern neutraler Staaten anerkannt und betont. Man weiss auch, dass in verschiedenen Staaten bereits Kommissionen mit dem Studium dieser Fragen betraut worden sind. Wir sind also nicht die ersten, welche solche Beschlüsse fassen. Bestimmte Vorschläge von amtlicher Seite liegen bis heute nicht vor. Das ist wohl selbstverständlich; denn es handelt sich hier um ausserordentlich schwierige Fragen, mit denen die Politiker und die Diplomaten bisher sich meist nicht sehr intensiv befasst haben. Dagegen ist eine grosse Arbeit geleistet worden von privaten Gelehrten und von Männern aus allen Schichten der Völker, die sich mit diesem Gedanken befasst haben. Ich möchte ausdrücklich betonen, dass nicht nur die Studien der zünftigen Juristen und zünftigen

Politiker in Frage kommen. Es wäre nicht zu verantworten, wenn man nicht auch die zahlreichen und zum Teil gedankenreichen Abhandlungen aus Laienkreisen berücksichtigen würde. Gewiss finden sich in dieser Literatur sehr viele und zum Teil auffallende Entgleisungen. Aber daneben enthalten diese Äusserungen aus privaten Kreisen wertvolle Anregungen, an denen man nicht ohne weiteres vorbeigehen darf.

Den Anregungen, welche Herr Scherrer-Füllemann gestern vorgebracht hat, soll selbstverständlich unsere volle Aufmerksamkeit zugewendet werden. Ich meinerseits bin heute nicht im Falle, zur Lösung der zahlreichen Fragen, die mit dem Problem der neuen internationalen Ordnung zusammenhängen, bestimmte Vorschläge zu machen. Ich möchte vor allem das Ergebnis der Arbeit unserer Experten abwarten. Daher beschränke ich mich auf ganz wenige Bemerkungen und Hinweise. Vor allem ist wichtig, dass die Grundsätze klargelegt werden, welche einer solchen internationalen Neuordnung zugrunde gelegt werden, und dass man sich nicht jetzt schon auf allerlei Einzelpunkte festlegt. Praktisch wertvoll wird vor allem die Schaffung von Institutionen zur friedlichen Beilegung von internationalen Kollisionen sein. Diejenigen Differenzen zwischen verschiedenen Staaten, welche rechtlichen Charakter haben und deshalb nach streng rechtlichen Gesichtspunkten geprüft und entschieden werden können, sind der internationalen Schiedsgerichtsbarkeit zuzuweisen, und es ist darnach zu trachten, dass die Staaten, wenn möglich, die unbeschränkte Pflicht anerkennen, solche genau umgrenzbare Rechtsstreitigkeiten dem Spruch eines Schiedsgerichtes zu unterbreiten. Diejenigen internationalen Streitigkeiten dagegen, welche sich nicht zur rechtlichen Beurteilung und rechtlichen Entscheidung eignen, sollen Gegenstand der Ausgleichvermittlung einer besonderen Institution bilden, und es soll auch hier nicht in das Belieben der Staaten gelegt werden, ob sie jeweilen bei der Zuspitzung einer Differenz sich überhaupt auf diese Vermittlung einzulassen haben oder nicht, sondern es sollte wenigstens so viel erreicht werden, dass alle Staaten den Vorschlag dieser Vermittlungsinstanz abwarten. Ob es möglich ist, die Staaten zu verpflichten, den Vermittlungsvorschlag von vorneherein als bindend zu betrachten, erscheint zweifelhaft und bedarf gründlichster Prüfung.

Von grosser Bedeutung ist dabei, dass diese Instanzen, sei es das Schiedsgericht, sei es die Institution zur Friedensvermittlung, permanente und selbständige Institutionen werden; ohne dass sie Permanenz und eine gewisse Selbständigkeit besitzen, werden sie ihre Aufgabe kaum erfüllen, d.h. jederzeit zugänglich und wirksam sein können. Es wäre alles zu tun, um die hohe Bedeutung dieser Institutionen allen Staaten und der öffentlichen Meinung in allen Ländern ständig in Erinnerung und zum Bewusstsein zu bringen.

Herr Scherrer-Füllemann hat auch gesprochen von den internationalen Sanktionen, welche vorzusehen seien, um vorkommende Rechtsbrüche zu ahnden und internationale Rechtssätze zu vollstrecken, welche nicht freiwillig ausgeführt werden. Das ist in der Tat die schwierigste Frage im ganzen Problem. Es kommen dabei als Sanktionen wirtschaftliche Massnahmen und selbst militärische Waffengewalt in Betracht. Es wird davon abhängen, wie eng die internationale Gemeinschaft gestaltet wird, ob die eine oder die andere dieser Massnahmen als Sanktionsmittel Annahme finden kann oder nicht. Diese ganz besonders wichtige und schwer über-

sehbare Seite des Problems wird mit der grössten Sorgfalt zu prüfen sein, und namentlich wird man dabei die eigenartige, rechtliche und wirtschaftliche Stellung der Schweiz nicht übersehen dürfen.

Ist die Friedenssicherung, d.h. die Verhinderung eines Ausartens internationaler Gegensätze zu gefährlichen Konflikten die Hauptaufgabe, so ist darüber doch der Ausbau der zwischenstaatlichen Rechtsordnung im allgemeinen nicht zu vernachlässigen. Das im Haag begonnene Werk muss planmässig ausgebaut werden. Und da möchte ich vor allem darauf hinweisen, dass es nichts nützt, ja dass es nur schaden kann, wenn Scheingebilde allgemein verbindlicher Verträge, welche keine Rücksicht nehmen auf das Mögliche und auf die gegebenen natürlichen Verhältnisse, abgeschlossen werden. Die Erfahrung lehrt ja, dass sie doch nicht gehalten werden. Die Völker sind in ihrer Eigenart, in ihrer Entwicklung und in ihren Bedürfnissen zu verschieden, alsdass man ihnen ohne zwingende Notwendigkeit eine äussere Einheitlichkeit aufdrängen dürfte. Nicht äussere Einheitlichkeit, sondern Sicherung der friedlichen, auf Arbeit und nicht auf Ausnützung politischer Macht sich gründenden Entwicklung jedes Volkes muss das Losungswort sein. In dieser Hinsicht kann es zweckmässig sein, gewisse Grundrechte der Staaten zu sichern; ich denke dabei z.B. an die Sicherung der Zugänge zu und von dem grossen Verkehrsweg des Meeres.

Eines darf man nicht vergessen: den Zusammenhang von innerer und äusserer Politik. Wie die kriegerischen Ereignisse störend und hemmend in die innerstaatliche soziale Entwicklung eingreifen, so kann auch nicht erwartet werden, dass unter den Staaten Friede dauernd bestehe, wenn unter den verschiedenen Gliedern und Klassen der einzelnen Völker ein rücksichtsloser Kampf um Gewinn und Übermacht herrscht. Diese Erkenntnis sollte die künftige nationale und internationale Politik beherrschen.

Der Erfolg der Völkerbundbewegung wird vor allem davon abhängen, in welchem Geiste diese Probleme angefasst werden. Ein wirklich erspriessliches Resultat kann nur dann erwartet werden, wenn der feste, ehrliche Wille sich betätigt, über die jetzige traurige internationale Rechtslage hinauszukommen und an Stelle des Machtprinzipes die Herrschaft der Rechtsidee zu setzen. Bei der Verwirklichung dieses Postulates wird der Staatsmann allerdings mit den Verhältnissen, wie sie sind, rechnen müssen: er wird ein ideales Ziel mit realen Mitteln zu verwirklichen suchen. Aber er darf in diesem Realismus nicht stecken bleiben; er darf sich nicht von der Skepsis beherrschen lassen. Noch weniger darf er aus Pessimismus – einem Pessimismus, der bei der heutigen Weltlage zwar nahe genug liegt – von vorneherein darauf verzichten, mit dem festen Willen zur Tat an diese Probleme heranzutreten. Ohne kraftvollen Optimismus, ohne freudige Zuversicht in die Möglichkeit einer besseren Zukunft, ist noch nie ein hohes politisches Gut, grosser Fortschritt errungen worden.

433

E 2001, Archiv-Nr. 894

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP Rome, 8 juin 1918

Nos relations économiques avec l'Italie sont ma constante préoccupation et je puis vous assurer que nous vouons tous nos efforts à faciliter nos échanges et à obtenir les produits toujours plus nécessaires à notre population.

Comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le marquer, ce qui complique toutes les démarches auprès des autorités italiennes à cette heure, c'est la dictature militaire qui pèse sur le pays. Le dernier mot appartient à l'armée. Et les décisions prises par les ministères civils peuvent toujours être, au dernier moment, retardées par l'intervention d'un délégué du Ministère de la guerre. C'est ce qui arrive pour la pyrite. La *Consulta* donne ses instructions aux Chemins de fer et aux Douanes. Ces trois administrations prennent toutes les mesures voulues et nous fournissent toutes les assurances demandées, mais à la dernière minute, un fait, qu'aucune d'elles ne sait nous expliquer, empêche le départ du train ou des wagons promis. Ce fait, c'est l'intervention du délégué militaire qui se trouve à Scarlino et qui retarde à son gré les départs, suivant les convenances du moment.

De même pour le coton. Les réquisitions dont nous avons à nous plaindre émanent également de l'Autorité militaire. Toutes nos démarches se heurtent à des dispositions sur lesquelles l'Autorité civile n'est pas toujours suffisamment renseignée. De là pour nous la difficulté de fournir au Département fédéral de l'Economie publique les explications immédiates et complètes qu'il est en droit d'attendre. Nous avons à faire à l'arbitraire qui caractérise partout la dictature militaire. Tous les procès en cours n'ont pas d'autre origine que la méfiance répandue par les commissions militaires dans les relations commerciales. Les retards et obstacles dont nous souffrons proviennent de l'ingérance trop souvent incompétente des officiers dans des affaires auxquelles ils ne comprennent rien. Il en résulte aussi chez nos exportateurs des hésitations et des craintes bien justifiées qui ne sont pas pour faciliter notre intervention. Je vous confirme à ce propos le télégramme n° 90 que je vous adresse ce matin.

D'autre part je me permets d'attirer votre attention sur une question de principe.

Pour obtenir de l'Italie les produits qu'elle s'est engagée à nous fournir, nous ne lui cédons les nôtres qu'au fur et à mesure de ses propres envois. Par exemple par télégramme du 5 courant, le Département fédéral de l'Economie publique nous informe que l'on accordera à l'Italie 1000 kilos de saccharine en compensation de ses deux trains de pyrite et quelques wagons de cellulose contre les 22 wagons de chanvre.

Il est évident que nous n'obtiendrions pas grand chose de l'Italie en ce moment si, de son côté, elle n'avait pas besoin de certains de nos produits. J'estime toutefois que dans nos négociations nous ne devons pas abuser de ce système de compensation qui, s'il est poussé trop loin, peut être tout entier à notre détriment. La principale

marchandise que nous exportons en Italie maintenant est le bois. Ce bois sert en premier lieu à la construction de baraquements militaires. Après l'offensive austro-allemande de l'automne dernier l'armée italienne, obligée d'abandonner ses anciens cantonnements et de se retrancher sur un nouveau front, absorba des quantités considérables de planches. Maintenant les nouveaux baraquements doivent être en grande partie construits. D'autre part, la bâtisse civile est arrêtée un peu partout. J'ai l'impression que l'Italie aura moins besoin de recourir à nos forêts. Cela pourrait être une des raisons pour lesquelles elle vient de demander la révision de l'accord de mai 1915 [1]. N'oublions pas non plus que la convention conclue avec les pays de l'Entente, le 1er mai 1918 [2], assure à l'Italie une importante quantité de bois et diminue ainsi pour elle l'importance de notre accord de mai 1915. Elle ne nous demande plus de vieux fer; il ne nous reste à lui offrir, outre les 250 wagons de bois par mois, que de la cellulose et quelques produits secondaires.

Si donc, dans nos négociations, nous nous en tenons trop strictement au système des compensations, nous pouvons nous trouver les mains vides et ne plus rien avoir à lui offrir contre les produits que nous lui demandons et qui nous sont indispensables.

Il convient donc que le Département fédéral de l'Economie publique nous fournisse toutes les armes dont nous pourrons nous servir dans nos négociations économiques, mais qu'il nous laisse une certaine latitude dans la manière de les conduire. M. Manzoni, avec lequel nous négocions principalement, est un fort galant homme, bien disposé à notre égard. Sa parole n'a pas toujours le poids que nous désirons, mais il est tout de même un ami de notre pays, désireux de nous être utile, assez intelligent pour comprendre combien il est nécessaire de ménager l'opinion suisse. Nous avons reçu de lui, ces derniers temps, des preuves réelles de son bon vouloir. Nous continuons à faire appel à ses bons sentiments, au respect des traités, à la raison politique. Ce serait une erreur de nous tenir constamment avec lui sur un terrain de marchandage trop accentué.

Nous ne devons pas oublier non plus les circonstances critiques que traverse l'Italie. Un de ses territoires les plus riches est envahi par l'ennemi. Ses villes du nord sont exposées sans cesse aux bombes des avions. Ses villes du centre et du sud sont encombrées de réfugiés. Ses hommes d'Etat ont à résoudre les problèmes les plus graves. Des milliers et des milliers de familles sont en deuil. Et le gouvernement demande à son peuple chaque jour de nouveaux sacrifices. En montrant, dans nos démarches auprès de la *Consulta,* une compréhension de cette situation exceptionnelle, nous aiderons à dissiper cette méfiance qui nous entoure et ce mauvais vouloir dont souffrent nos compatriotes.

Je renvoie au prochain courrier un rapport sur la situation politique.

---

1. *Il s'agit de l'accord du 8 mai 1915. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/11+12
2. *Il s'agit de la convention relative aux bois entre la Suisse et les Alliés. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/57+58.

434

E 2001, Archiv-Nr. 1690

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. E. Lardy, au Département de l'Economie publique et au Vorort des Handels- und Industrievereins, Zürich

Minute
Handelsbeziehungen zu Russland

Bern, 22. Juni 1918

Wir beehren uns, Ihnen mitzuteilen, dass Herr Schklowsky, Legationsrat der maximalistischen Mission, im Laufe einer Unterhaltung die Möglichkeit einer Wiederherstellung von Handelsbeziehungen zwischen Russland und der Schweiz berührt hat. Er sagte, die russische Regierung habe die Gesandtschaft nach der Schweiz geschickt, vornehmlich um diese Beziehungen zu bessern. Die Schwierigkeit bestehe in dem Transit durch Deutschland: es sollten beidseitig bei Deutschland Schritte unternommen werden, um die Durchfuhrmöglichkeit zu erlangen.

In Betracht kämen:

1. für Export aus Russland nach der Schweiz: Getreide (noch in geringer Menge für den Herbst 1918, später bestehen gute Aussichten), Leinen, Felle, Mineralien und andere Rohmaterialen, verarbeitete Leinenstoffe, Gummiwaren.

2. für Export aus der Schweiz nach *Russland:* Uhren, Landwirtschaftsgeräte, Maschinen, Schokolade (keine Luxusartikel).

Herr Schklowsky ersucht uns also, seine Bemühungen zu unterstützen.

Wir fügen hinzu, dass wir unsere Gesandtschaft in Petersburg ersucht haben, der maximalistischen Regierung mitzuteilen, dass wir die durch die Kerenskysche Regierung erklärte Kündigung unseres Vertrages [1] für nichtig halten und dass wir annehmen, *das* sei auch die Ansicht der gegenwärtigen russischen Regierung. Falls die maximalistische Regierung die Kündigung aufrechterhalten sollte, wurde Herr Odier ersucht, mindestens eine Verlängerung des Vertrages auf ein Jahr zu verlangen. Bei der Gelegenheit ist Herr Odier angewiesen worden, der bolschewistischen Regierung die Versicherung zu geben, dass wir gerne bereit seien, alles zu tun, was in unserer Macht liegt, um die Handelsbeziehungen mit Russland wiederherzustellen.

---

1. *En novembre 1917 le gouvernement russe avait notifié sa décision de dénoncer le traité suisso-russe du 26/14 décembre 1874. Cf. la séance du Conseil fédéral du 2 novembre 1917,* 1004 1/266, n° 2767.

435

E 27, Archiv-Nr. 13939/6

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Pétrograd, E. Odier

Copie
L Déserteurs russes

Berne, 29 juin 1918

Nous avons l'honneur de vous informer qu'un train quitte aujourd'hui Schaffhouse pour la Russie, où il transporte 932 russes, déserteurs ou prisonniers évadés. C'est à la suite de négociations qui ont duré plusieurs mois que nous sommes arrivés à ce résultat. Lorsque la mission bolchevik est arrivée à Berne, les négociations étaient déjà sur le point d'aboutir. Elle s'est donné vis-à-vis des rapatriés, les gants d'avoir tout combiné elle-même et nous n'y voyons aucune objection; mais, dans l'intérêt même de nos bonnes relations avec les Autorités russes et du traitement de nos nationaux, il serait bon que le gouvernement au pouvoir fût mis au courant du fait que c'est à nos efforts incessants, pendant de longs mois, tant à Vienne qu'à Berlin, qu'est dû le succès final de ce voyage de retour.

La mission bolchevik a d'ailleurs, nous le supposons, appuyé nos démarches et nous ne désirons pas diminuer son rôle, mais seulement mettre les points sur les i en ce qui concerne l'extrême bonne volonté que nous avons manifestée et la peine considérable que nous avons prise.

436

EVD KW Zentrale 1914–1918/30+31

Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, H. Rumbold, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
N 6252

Bern, July 9, 1918

I have the honour to inform Your Excellency, that His Majesty's Government have recently had under consideration the measures which it will be necessary to adopt during the transitional period after the cessation of hostilities when the commerce of the United Kingdom and that of His Majesty's Allies are returning to normal conditions.

At an early stage of the present struggle His Majesty's Government found it necessary to impose restrictions on the exports of certain goods from British territories. The object was twofold: it was partly to preserve the stocks of goods which were vital to the industrial and economic life of the country and partly to prevent the enemy supplying himself from the British Empire with goods which he required for, or might use in, carrying on the struggle.

In the enactment and enforcement of many of these prohibitions of exports it was found necessary to draw a distinction between the countries in respect of which the

prohibition applied. In cases where the paramount object was to prevent the goods reaching the enemy, the fact that the country of destination was engaged as an ally in the war and had severed commercial communications with the enemy, or that it was so situated geographically as to render re-export to the enemy unlikely, became factors of prime importance. In cases where the object of the prohibition was the preservation of stocks, the necessity of maintaining the war-strength of the Allies necessitated a distinction between them and other countries.

His Majesty's Government have always realised that this differentiation in the prohibition of exports was not in strict accord with the letter of a commercial treaty such as that between Great Britain and Switzerland, article 8 of which provides that prohibitions of exportation to the one country shall not be in force in the territories of the other unless they apply equally to similar exportations to other foreign countries. A prohibition of exportation, however, of this nature was so inevitable in the case of any belligerent power engaged in a struggle of the magnitude of the present war that all Neutral Governments realised the necessity for its enforcement, feeling no doubt that it was in no way opposed to the spirit and purpose of a commercial treaty. His Majesty's Government desire, however, to take this opportunity of placing on record their appreciation of the forbearing and generous spirit in which their necessary belligerent measures were met.

As the war progressed it became necessary for His Majesty's Government to introduce a system of prohibitions of importation into the United Kingdom, coupled with a licensing system which involved discrimination similar to that arising from the control of exports. These measures were due to the necessity of preserving all available cargo space for imports of real importance from the point of view of carrying on the war, and in part also to the delicate financial problems connected with the exchange between the various Entente countries, and between them and Neutral countries. Problems of this kind were not foreseen when commercial treaties were negotiated, and it is not surprising that it should be found difficult to give full and literal effect to all of their provisions when the financial resources of one of the contracting parties are confronted with the burdens which this war has entailed. Difficulties connected with finance and exchange have necessitated the regulation of imports into the United Kingdom, not merely from the point of view of the finance of the United Kingdom, but also from the point of view of His Majesty's Allies. Financial power is as important to the maintenance of the fighting strength of a nation as munitions or man-power, and where the financial position of an Allied power might have been seriously affected by inability to find a market for its products, it was the duty of His Majesty's Government to regulate their own imports so as to help their Ally.

His Majesty's Government are glad to feel that the measures which they have been compelled to take for controlling imports into the United Kingdom during the war have met with no serious objection from Neutral Powers; in fact the only protests which have been received were due to an unfounded impression that the object in view was an unfair discrimination against the trade of the country concerned.

During the period of reconstruction after the termination of hostilities, many problems will arise similar to those with which His Majesty's Government have

been confronted during the war. The territories of several of His Majesty's Allies have been ravaged during the war, and in addition financial burdens will have been incurred and feelings engendered which must of necessity prevent the restoration of trade to its normal channels immediately after the proclamation of peace. In some ways these problems may be even more urgent than those which have arisen during the war. The duty of His Majesty's Government to assist to their utmost in the rapid restoration of the industries of the Allied countries which have experienced the full effects of the war will clearly be an obligation of pressing importance.

The measures which Great Britain may feel bound to take for the purpose of assisting her Allies to recover from the effects of the war cannot be foreseen in detail at present, but His Majesty's Government cannot but realise that some of them may run counter to the letter of the provisions of the Treaty of 1855 in that they would not affect equally all foreign nations. His Majesty's Government, however, trust that from the explanations given above the Swiss Government will realise that it is the letter only of the treaty which may be infringed and not the spirit. Whatever form these special arrangements take, they will be merely temporary in character, for they will be limited in time to the period of recovery from the war. It will, of course, subject to the above, be the object as it is the duty of His Majesty's Government to fulfil to the utmost the obligations which the Commercial Treaties by which they are bound impose upon them.

His Majesty's Government have given this early indication of their intention because it is their wish to preserve intact their commercial relations with all friendly nations, and they are anxious to avoid any complaint at a later stage that, if the reconstruction period after the war may necessitate special measures for the benefit of the Allies which were not foreseen at the time the Treaties were negotiated, it was the duty of His Majesty's Government to free themselves from the obligations of the Treaties by giving notice to denounce them. The power to denounce is mutual, but His Majesty's Government sincerely hope that the necessity to repay what His Majesty's Government cannot but regard as a debt of honour to their Allies will not be regarded as a ground for terminating the commercial relations which have so happily and so long endured with the Swiss Confederation.

ANNEXE

Copie
N 6349

Bern, July 9, 1916

With reference to my note of to-day's date, I have the honour to inform Your Excellency that the attention of His Majesty's Government has been drawn during the present struggle to the extent to which their present ennemies have made use of foreign organisations for the purpose of pushing their trade. These organisations claim the benefits of foreign nationality while retaining all the elements of enemy control.

To minimise the risk of misunderstandings with foreign Powers with whom they have commercial Treaties, His Majesty's Government think it well to explain that in their view commercial treaties are intended to benefit the trade of the two countries which are parties to the treaty, and must be presumed to have been drafted upon the footing that the interests to be protected were bona fide national interests of the party concerned, and not foreign interests.

His Britannic Majesty's Government feel bound to take precautions lest, during period immediately succeeding the war, the provisions of the commercial treaty of 1855 between Great Britain and

Switzerland should be used indirectly for the purpose of securing the commercial advantage of their present enemies.

The war has put an end to the commercial treaties between Great Britain and the enemy Powers and when the time comes for considering their renewal the need for facilitating the commercial recovery both of Great Britain and her Allies may prevent His Majesty's Government from agreeing to accord to the enemy Power, at any rate during the period of reconstruction, the benefit of any most-favoured-nation clause.

In the same way they feel bound to declare that they cannot regard the provisions of the treaty with Switzerland of 1855 as enuring to the benefit of any persons who are or have been since the outbreak of hostilities subjects or citizens of the countries with which Great Britain is now at war, or of any undertakings, companies or ships owned or controlled by such persons, nor can they regard as Swiss exports or imports goods originating in or destined for such enemy countries.

437

J. I. 149

Le Professeur W. Rappard au Colonel House

Copie
L

Valavran near Geneva, July 9, 1918

My dear Colonel House,

Your cordial note of March 12th [1] was received in due season and I beg to thank you very warmly for it.

I have refrained from encroaching on your attention since because, in the course of rapidly passing events, there was no special subject about which I thought you were not better and more promptly informed from other sources. Besides, as I was delighted to learn, you have been in close touch with Mr. Sulzer, our excellent minister in Washington, to whom I have been writing regularly and fully for the last months. I spent an afternoon with him here last week and was exceedingly interested in and happy over all the news he gave me about America, particularly about her generous attitude towards us.

I am taking the liberty today of assuring you that this generosity is more appreciated from day to day in Switzerland. The feeling towards America in the German-speaking part of the country, which last year was still clearly skeptical, has been growing ever warmer. Public opinion with us has more and more come to look upon President Wilson as the true leader of liberal humanity the world over. As an interesting symptom of this, I am sending you, in French and in the original German, President Calonder's last speech on international affairs [2]. Enclosed you will also find an article published in a Zurich periodical about my interview with President Wilson and the translation of the peculiarly analogous passages underscored in both texts. There is no doubt but that we have here another example of the striking similitude of the public spirit of our two republics, which, in spite of all contrasts of size, might, and situation, is an international fact of real significance.

---

1. *Cf. n° 379, note 2.*
2. *Il s'agit très probablement du discours du 6 juin 1918. Cf. n° 432.*

It is the earnest hope of many Swiss citizens that our country, uniting, as it does, in the heart of warring Europe, three different races on the basis of free and federative democracy, may be of some true aid in helping the United States contribute to the solution of Europe's problems in the spirit of our common ideals. On the occasion of the 4th of July our press almost unanimously expressed this hope in more or less guarded terms. The direct and indirect pressure of Germany alone prevents us from being more outspoken.

A long conversation which I had the honor of having with President Calonder on the subject ten days ago convinced me that he was most sincerely eager to do all that was compatible with our national security in this respect. If in my own modest sphere I can be of the slightest assistance in the matter, I need not assure you that you will always find me most willing to help.

It was a great pleasure to have Mr. Ackermann with us this winter. May we not hope to see you in Switzerland soon?

Pray believe me, dear Colonel House, with all good wishes, Sincerely yours,...

438

E 1001 1 EVD 1918

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département de l'Economie publique

Gründung der Schweizerischen Treuhandstelle

Bern, 12. Juli 1918

Durch das mit Deutschland abgeschlossene Wirtschaftsabkommen vom 15. Mai hat sich die Schweiz bekanntlich verpflichtet, eine der S.S.S. entsprechende Kontrollorganisation zu schaffen. In der Folge haben die Herren Nationalräte Frey und Mosimann sowie die Herren Dr. Laur und Dr. Locher, der als Generaldirektor der neuen Organisation in Aussicht genommen ist, die weitern Verhandlungen über die Modalitäten der Gründung dieser Stelle geführt, und sie haben bereits die Mitglieder des Vereins, wie dies bei der S.S.S. der Fall war, gewählt.

In der Anlage legen wir Ihnen vor:

1. Die Vereinsstatuten
2. Die Ausführungsbestimmungen zu den Statuten und bemerken dazu das Folgende:

1. Die *Vereinsstatuten* sind im wesentlichen jenen der S.S.S. nachgebildet. Sie enthalten nichts Besonderes, was zu Bemerkungen Veranlassung gäbe. Formell sind diese Statuten natürlich von der Generalversammlung des Vereins zu genehmigen, und diese hat dann die weiteren Massregeln in Beziehung auf die Organisation zu treffen.

2. Von sachlicher und grundlegender Wichtigkeit sind die *Ausführungsbestimmungen,* die zwar ebenfalls formell von den Vereinsmitgliedern zu beschliessen sind,

tatsächlich aber, wie bei der S.S.S., Gegenstand internationaler Vereinbarung bilden und deshalb zwischen den Delegierten der deutschen Regierung und denen des Bundesrates vereinbart werden müssen. Wir haben Veranlassung genommen, die Delegation für Auswärtige Angelegenheiten mit den Unterhändlern zu einer Sitzung einzuladen, in der die Ausführungsbestimmungen in allen Teilen besprochen worden sind; anderseits haben die Unterhändler ihrerseits die Interessentenkreise mitsprechen lassen und sie zur Beratung zugezogen.

Auch in bezug auf die Ausführungsbestimmungen, die dem «Réglement intérieur» der S.S.S. [1] nachgebildet sind, hat das letztere als Vorbild gedient. Immerhin mussten in Beziehung auf eine Reihe von Punkten Änderungen getroffen werden.

Die Zahl der Syndikate ist eine viel geringere als bei der S.S.S. In Beziehung auf die Kohle ist überdies vorgesehen, dass von der Bildung eines Syndikates Umgang genommen werden kann, in dem Sinne, dass die Kohlenzentrale die Funktionen eines Syndikates übernimmt. Von besonderer Bedeutung ist Artikel 13 und hier wiederum die Bestimmungen über die Kohlenverwendungsliste. Wie wir der Delegation mitgeteilt haben, bestand hierüber eine Divergenz, indem die deutschen Delegierten, für die Waren, die auf dieser Kohlenverwendungs-Liste stehen, verlangt haben, dass der Identitätsnachweis in dem Sinne erbracht werde, dass diese Waren keine aus Deutschland stammenden Materialien enthalten, wogegen wir eine Restitution zulassen wollten. Die Schwierigkeit ist schliesslich überbrückt worden in der Weise, dass nur für Waffen, Munition, Sprengstoffe und Produkte des elektrischen Ofens sowie Automobile, Motoren für Schiffe und Flugzeuge eine technische Prüfung über die Materialidentität zugelassen wird, während für andere auf der Kohlenverwendungsliste befindliche Waren bloss die Bestimmung besteht, dass sie keine deutschen Materialien enthalten dürfen, die als solche deutlich erkennbar sind oder durch die vorgeschriebene Materialbuchführung nachgewiesen werden. Endlich enthält der zweitletzte Absatz des Artikels 13 noch eine Übergangsbestimmung, die für die zur Zeit in Fabrikation befindlichen Waren eine bedeutende Erleichterung bietet. Im übrigen entsprechen die Ausführungsbestimmungen den vorgesehenen Verpflichtungen. Es würde zu weit führen, die einzelnen Bestimmungen zu besprechen, da eine Menge von technischen Details behandelt werden müssten. Die nötige Aufklärung kann darüber noch mündlich gegeben werden.

Was die der Kontrolle der Treuhandstelle unterliegenden Waren anbetrifft, so stellen wir fest, dass der grösste Teil der im Zolltarif aufgeführten Positionen überhaupt auf keiner Liste steht.

Ein weiterer Teil der Waren ist verzeichnet auf einer *Frei-Liste*. Diese Waren können auch dann ausgeführt werden, wenn sie aus deutschem Material hergestellt sind. Die Ausfuhrbegehren sind lediglich von der S.T.S. abzustempeln.

Die in der *Materialverwendungsliste* eingetragenen Waren sollen nicht ausgeführt werden, wenn sie unter Verwendung von aus dem Deutschen Reiche oder durch dieses eingeführten Rohstoffen, Halb- oder Fertigfabrikaten hergestellt sind. Dabei ist indessen der globale Nachweis des Materials zulässig.

Die Waren, die auf der *Kohlenverwendungsliste* stehen, unterliegen einer schärfe-

---

1. *Cf. n° 151, Annexe 2.*

ren Materialprüfung und dürfen ausserdem nur dann ausgeführt werden, wenn sie mit nicht deutschen Brennstoffen hergestellt worden sind.

Diese Liste bildet zurzeit noch Gegenstand der Diskussion, indessen sind die Differenzen nicht mehr sehr wichtig. Wir werden die Listen, sobald die Unterhändler mit ihrer Arbeit fertig sind, dem Bundesrate zur Genehmigung vorlegen. Für einmal wird

beantragt:

1. Der Bundesrat wolle dem beiliegenden Entwurf der Vereinstatuten und der Ausführungsbestimmungen seine Genehmigung erteilen.

2. Der Bundesrat wolle das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigen, die Mitglieder des Vereins zur Konstituierung desselben zusammenzuberufen und der Deutschen Regierung von der Genehmigung und der Konstituierung des Vereins Kenntnis zu geben[2].

---

2. *Ces propositions ont été acceptées par le Conseil fédéral dans sa séance du 13 juillet 1918. Cf.* E 1004 1/268, n° 2065.

EVD KW Zentrale 1914–1918/86+87

ANNEXE 1

S.T.S.
Schweizerische Treuhandstelle für Überwachung des Warenverkehrs

VEREINSSTATUTEN VOM 15. JULI 1918

Art. 1.

I. Firma und Sitz

Unter dem Namen Schweizerische Treuhandstelle für Überwachung des Warenverkehrs, Office fiduciaire suisse pour le contrôle du trafic des marchandises, Ufficio fiduciario svizzero di controllo pel traffico delle merci (im nachstehenden S.T.S. genannt) besteht ein Verein mit Sitz in Bern und mit unbestimmter Dauer. Der Verein ist in das Handelsregister einzutragen.

Art. 2.

II. Zweck

Zweck des Vereins ist die Vertretung und Förderung der nationalen wirtschaftlichen Interessen der Schweiz gegenüber den Erschwerungen, die der Krieg allen Gebieten des wirtschaftlichen Lebens der Bevölkerung und besonders der Landwirtschaft, dem Handel, der Industrie und dem Gewerbe gebracht hat.

Der Verein ist nicht befugt, Handelsgeschäfte auf eigene Rechung abzuschliessen.

Art. 3.

Die Aufgabe des Vereins ist insbesondere,

III. Verpflichtungen 1. Einfuhr

a) die Überwachung und Garantie zu übernehmen für die Erfüllung derjenigen Auflagen, die seitens auswärtiger Regierungen im Rahmen der bestehenden Vereinbarungen an die Einfuhr von Erzeugnissen aller Art in die Schweiz hinsichtlich deren Verwendung geknüpft werden;

b) die schweizerischen Behörden zu unterstützen durch Empfehlung von Massnahmen, die ihre kontrollierende Tätigkeit erleichtern, wie z.B. Ausfuhrverbote,

Grenzüberwachungen, Statistische Mitteilungen, Festsetzung von Maximalpreisen, Errichtung von Kontrollstationen usw. Auch kann er aus seiner Mitte Kommissionen ernennen, die den Behörden bei Ausführung solcher Massnahmen behilflich sind;

c) die zuständigen Behörden zu rechtlichem Einschreiten zu veranlassen, insbesondere im Falle von Schmuggel;

d) die Einfuhr von Rohstoffen, Halbfabrikaten und Fabrikaten, die für den Lebensunterhalt der schweizerischen Bevölkerung und ihres Viehstandes und für den Betrieb der Landwirtschaft, der Industrie und des Gewerbes notwendig sind, für Rechnung Dritter zu vermitteln und an Dritte behufs Verwendung oder Verarbeitung in der Schweiz abzugeben, alles unter den nämlichen Auflagen, die von amtlicher Seite an die Einfuhr der Waren in die Schweiz geknüpft werden und unter den in den Ausführungsbestimmungen aufgestellten Vorschriften;

e) falls die Bezüger der direkt oder im Transit eingeführten Waren in Syndikaten oder ähnlichen Vereinigungen zusammentreten, als oberste Instanz die endgültige Entscheidung in allen Syndikatsfragen abzugeben;

f) falls ein Veredlungsverkehr ermöglicht wird, die Überwachung der an dessen Zulassung geknüpften Bedingungen zu garantieren;

g) alle diejenigen Verträge abzuschliessen, welche die Durchführung vorstehender Aufgaben mit sich bringen kann.

Art. 4.

2. Ausfuhr

Der Verein verpflichtet sich, im besondern darüber zu wachen, dass die durch seine Vermittlung dem Bezüger gelieferten Waren im rohen oder verarbeiteten Zustand nur unter solchen Auflagen ausgeführt werden, die durch die Regierung des die Einfuhr in die Schweiz ermöglichenden Landes vorgesehen sind.

Art. 5.

IV. Betriebsfonds

Dem Verein wird seitens des Schweizerischen Bundesrates ein Betriebsfonds von Fr. 100000.– zur Verfügung gestellt.

Art. 6.

V. Geschäftsführung

Der Verein bezweckt keinen Gewinn. Er wird seine kaufmännische Geschäftsführung immerhin so einzurichten trachten, dass die Betriebskosten gedeckt werden und dass auf dem Betriebskapital eine jährliche Verzinsung ausgerichtet werden kann.

Darüber hinausgehende Betriebsüberschüsse werden bis zur Liquidation vorgetragen, ebenso allfällige Betriebsdefizite.

Für die Aufstellung der jährlichen Bilanzen und Rechnungsabschlüsse ist Art. 656 OR massgebend.

Die Rechnungsabschlüsse haben je am 30. Juni zu erfolgen, erstmals am 30. Juni 1919.

Art. 7.

VI. Mitgliedschaft
1. Voraussetzung

Voraussetzung für die Mitgliedschaft ist der Besitz des Schweizerbürgerrechts und die Genehmigung durch den Bundesrat.

Die Anzahl der Mitglieder ist auf höchstens 15 beschränkt.

Art. 8.

2. Beiträge und Haftung

Finanzielle Beiträge haben die Mitglieder nicht zu leisten.

Jede persönliche Haftung der Mitglieder für die Verbindlichkeiten des Vereins ist ausgeschlossen.

Art. 9.

VII. Organe

Organe des Vereins sind:
a) die Mitgliederversammlung,
b) der Ausschuss,
c) die Geschäftsleitung.

Art. 10.

1. Mitgliederversammlung

Die Mitgliederversammlung wird erstmals zum Zwecke der Konstituierung des Vereins durch den Bundesrat einberufen, später auf Einladung des Ausschusses oder an zum voraus durch das Reglement bestimmten Tagen. Sie ist beschlussfähig, wenn wenigstens ein Drittel der sämtlichen Mitglieder anwesend sind. Die Beschlüsse erfolgen gültig mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Art. 11.

a) Aufgaben

Die Aufgaben der Mitgliederversammlung bestehen in:

a) Genehmigung, sowie etwaiger späterer Abänderung der Statuten, letzteres unter Vorbehalt bestehender Vereinbarungen;

b) Wahl des Ausschusses und des Generaldirektors;

c) Wahl von zwei Rechnungsrevisoren oder Bezeichnung einer schweizerischen Revisionsgesellschaft für die Prüfung der Jahresrechnungen;

d) Abnahme der Jahresrechnungen und Festsetzung der auf das Betriebskapital auszurichtenden Verzinsung. Diese Rechnungsabnahme hat jeweilen innert drei Monaten nach Schluss des Geschäftjahres zu erfolgen;

e) Entscheidung, und zwar endgültige und rechtsverbindliche aller Streitigkeiten, die aus der Tätigkeit der S.T.S. oder ihrer Syndikate entstehen, und über Bussen und Konventionalstrafen;

f) Beschlussfassung über die Liquidation des Vereins, vorbehältlich der Zustimmung des Bundesrates;

g) Beschlussfassung über alle andern ihr vom Ausschuss unterbreiteten Vereinsangelegenheiten.

Gültige Schlussnahmen können in der Regel nur über Gegenstände gefasst werden, die den Mitgliedern wenigstens drei Tage zuvor, brieflich oder telegraphisch, als in der nächsten Versammlung zur Verhandlung kommend angekündigt worden sind.

Art. 12.

b) Wahlen

Die Mitgliederversammlung wählt je für die Zeit bis zu derjenigen Versammlung, die über die Rechnung des vorangegangenen Geschäftsjahres Beschluss fasst, einen Präsidenten, einen Vizepräsidenten und einen Beisitzer, die zusammen den Ausschuss des Vereins bilden. Ausscheidende Ausschussmitglieder sind wieder wählbar.

Während eines Geschäftsjahres ausscheidende Mitglieder sind so bald als möglich für den Rest der Amtsdauer zu ersetzen.

Art. 13

c) Geschäftsordnung

Die Mitgliederversammlung erlässt ein für ihre eigenen Verhandlungen, sowie für die Tätigkeit des Ausschusses und die Geschäftsleitung massgebendes Reglement (Geschäftsordnung).

Art. 14.

2. Ausschuss

Der Ausschuss bereitet die der Mitgliederversammlung vorzulegenden Geschäfte und Anträge vor und überwacht die Ausführung der gefassten Beschlüsse.

In dringenden Fällen kann er von sich aus alle Verfügungen treffen, die sonst in die Kompetenz der Mitgliederversammlung fallen würden. Vorbehalten bleiben die

in Art. 11, lit. a–e, aufgeführten Gegenstände. Er überwacht insbesondere die Geschäftsleitung und steht ihr bei Erfüllung ihrer Obliegenheiten beratend zur Seite.

Der Ausschuss kann gültige Beschlüsse fassen, wenn mindestens zwei Mitglieder mitwirken.

Art. 15.

3. Geschäftsleitung

Die Mitgliederversammlung ernennt unter Vorbehalt der Genehmigung durch den Bundesrat einen Generaldirektor.

Auf Vorschlag des Generaldirektors ernennt der Ausschuss die erforderlichen Direktoren und Prokuristen. Der Generaldirektor ernennt alle nicht unterschriftsberechtigten Angestellten.

Für die Führung der Geschäfte sind die Statuten und Reglemente, die Beschlüsse der Mitgliederversammlung und im Rahmen dieser Statuten, Reglemente und Beschlüsse die Weisungen des Ausschusses massgebend.

Art. 16.

4. Unterschriftsberechtigung

Die rechtsverbindliche Unterschrift steht den drei Mitgliedern des Ausschusses, dem Generaldirektor, den Direktoren und den Prokuristen in dem Sinne kollektiv zu, dass je zwei derselben zu zeichnen haben.

Art. 17.

VIII. Liquidation

Die Liquidation des Vereins erfolgt auf Beschluss der Mitgliederversammlung. Sie ist vom Ausschuss durchzuführen.

Art. 18.

Gewinn und Verlust

Ein bei der Liquidation über die Verzinsung und Rückzahlung des vom Bunde gelieferten Betriebskapitals sich ergebender Vermögensüberschuss wird dem Bundesrat eingehändigt und von diesem einer oder mehreren zur Förderung von Landwirtschaft, Handel, Industrie und Gewerbe bestehenden Organisationen überwiesen. Ergibt die Liquidation einen Verlust, so wird er vom Bunde getragen.

Art. 19.

IX. Ausführungsbestimmungen

Die für die Führung der Geschäfte verbindlichen Ausführungsbestimmungen bilden einen integrierenden Bestandteil dieser Statuten.

Statuten und Ausführungsbestimmungen unterliegen der Genehmigung durch den Bundesrat.

Diese Statuten wurden in der Mitgliederversammlung vom 15. Juli 1918 angenommen.

ANNEXE 2

S.T.S.
Schweizerische Treuhandstelle für Überwachung des Warenverkehrs

AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN VOM 15. JULI 1918
ZU DEN S.T.S.-STATUTEN

Art. 1.

S.T.S. Einfuhr-Warenliste

Um die Tätigkeit der S.T.S. zu erleichtern, gibt ihr der Bundesrat die Liste derjenigen aus oder über Deutschland eingeführten Waren bekannt, die an ihre Adresse gerichtet werden müssen und für welche die S.T.S. allein empfangsberechtigt ist (S.T.S. Einfuhr-Warenliste).

Art. 2.

2. Warenauslieferung

Die S.T.S. darf keine Waren ausliefern, zu deren Einfuhr sie dem Besteller nicht vorgängig ihre schriftliche Einwilligung gegeben hat, und solange der Importeur nicht allen von der S.T.S. gestellten Begehren entsprochen und die Bedingungen angenommen hat, welche an die Einwilligung geknüpft sind.

Art. 3.

3. Einfuhrbestimmungen

a) Bewilligung

Die Bewilligung ist eine persönliche. Sie darf ohne vorgängige schriftliche Ermächtigung der S.T.S. nicht an Dritte abgetreten werden.

Die S.T.S. behält sich den Widerruf der erteilten Bewilligungen vor, wenn der Importeur sich eine Widerhandlung gegen die Statuten, Reglemente oder Beschlüsse der S.T.S. hat zuschulden kommen lassen, oder wenn die S.T.S. aus irgend einem andern Grunde den Widerruf erlassen muss.

Die Erteilung der Bewilligung erfolgt ohne jegliche Garantie, dass die Ware tatsächlich in die Schweiz eingeführt werden kann.

Kann die Ware aus irgend einem Grunde vom Importeur nicht eingeführt oder ihm beim Eintreffen nicht abgeliefert werden, so ist die S.T.S. auch ohne Widerruf der Bewilligung befugt, unter Zustimmung des deutschen Lieferanten darüber zu verfügen und insbesondere auch deren Auslieferung an einen oder mehrere andere Empfänger anzuordnen. Kann sich der Importeur mit dem neuen Empfänger über die zu zahlende Entschädigung nicht einigen, so wird diese von einer dreigliedrigen Kommission bestimmt. Diese Kommission besteht aus einem Vertreter der S.T.S., des Volkswirtschaftsdepartements und des einschlägigen Syndikats.

Die S.T.S. befasst sich nicht mit der Geltendmachung irgend welcher Rechte, die aus den das Einfuhrgesuch betreffenden Verträgen (Kaufvertrag, Speditionsvertrag, Frachtvertrag usw.) entstehen. Der Importeur hat selbst für die Wahrung vorgenannter Rechte zu sorgen. Jegliche Haftung der S.T.S. in dieser Richtung wird ausgeschlossen. Dagegen tritt die S.T.S. alle derartigen Rechte an den Importeur ab.

Art. 4.

4. b) Verbleib in der Schweiz

Die Ware, die durch Vermittlung der S.T.S. eingeführt wird, sowie die auf der Einfuhrliste der S.T.S. stehenden Waren, die der Importeur in der Schweiz kauft oder auf Lager hat, und die aus oder über Deutschland, gleichgültig zu welchem Zeitpunkt, in die Schweiz eingeführt worden sind (beide Gruppen von Waren werden kurz als S.T.S.-Waren bezeichnet), dürfen nur innerhalb der schweizerischen Landesgrenzen verbraucht oder verarbeitet werden.

Der Importeur haftet dafür, dass die S.T.S.-Waren nicht auf irgend eine Weise dem schweizerischen Verbrauch entzogen werden.

Art. 5.

5. c) Lagerbestände

Die S.T.S. wird die nötigen Bestimmungen aufstellen, um zu verhindern, dass die Verbraucher mit Rücksicht auf die ihnen hinsichtlich der Ergänzung der Vorräte gebotenen Erleichterungen ihre Lager auf eine Weise entäussern, die den an die Erlangung dieser Erleichterung geknüpften Bedingungen widerspricht.

Art. 6.

6. Syndikatsmitgliedschaft

Die S.T.S. wird darauf hinwirken, dass die verschiedenen, an den Einfuhren aus oder über Deutschland beteiligten Kreise der Schweiz sich zu Syndikaten vereinigen, die im Handelsregister eingetragen sind.

Keine Firma, die im Handelsregister eingetragen ist, kann wegen der Nationalität ihrer Leiter, Gesellschafter, Genossenschafter oder Aktionäre vom Eintritt in ein Syndikat und damit vom Bezug von Waren durch Vermittlung der S.T.S. ausge-

schlossen werden. Vorbehalten sind diejenigen ausländischen Firmen, die gar nicht oder erst seit dem 1. Juli 1914 im schweizerischen Handelsregister eingetragen sind. Für diese zwei Kategorien bleibt eine Prüfung der Verhältnisse durch die S.T.S. vorbehalten. Sie wird sich zu diesem Zwecke mit den Vertretern der deutschen Regierung verständigen.

Sobald ein solches Syndikat sich gebildet hat, verpflichtet sich die S.T.S., nur noch an dessen Mitglieder zu liefern; in Ausnahmefällen kann die S.T.S. nach Anhörung des Syndikats auch an Nichtmitglieder liefern.

Art. 7.

7. Syndikate

Zurzeit sind folgende Syndikate in Aussicht genommen:

1. Kohlen-Syndikat;
2. Eisen-, Stahl- und Metall-Syndikat (einschliesslich Fertigfabrikate);
3. Chemisches und pharmazeutisches Syndikat (einschliesslich Kohlenderivate und flüssige Brennstoffe);
4. Allgemeines Syndikat für Waren, die nicht unter 1–3 fallen.

Die Syndikate werden, soweit es die Verhältnisse erlauben, nach dem Vorbilde des Eisen-, Stahl- und Metall-Syndikates unter Kontrolle der S.T.S. gebildet.

Angesichts des im Abkommen über den Ausfuhrverkehr vom 15. Mai 1918 festgestellten Grundsatzes, wonach die Verwendung deutscher Kohle in der Schweiz vorbehältlich gewisser Ausnahmen frei ist, wird hinsichtlich der Kohle folgendes festgesetzt:

1. Bewilligungen für die Ausfuhr von Waren der K-Liste über die schweizerisch-französische oder schweizerisch-italienische Grenze werden nur erteilt, wenn die gesuchstellende Firma durch Kaution Garantie geleistet hat, dass die an die Ausfuhr solcher Waren geknüpften Bedingungen erfüllt sind, und wenn nachgewiesen ist, dass eine entsprechende Menge geeigneten, nichtdeutschen Brennstoffes in dem betreffenden Betriebe verwendet und dass diese Menge der Firma von dem seitens der S.T.S. zu führenden Konto abgeschrieben worden ist.

2. Die S.T.S. überträgt zu diesem Zwecke der Kohlenzentrale A.-G. in Basel (K.A.G.) die Aufgaben, Rechte und Pflichten eines schweizerischen Kohlensyndikats.

Die K.A.G. wird unter Beibehaltung des bisherigen Verfahrens die Kohleneinfuhr, sowie den Verkehr mit Kohle kontrollieren und die für die Kohlenverwendungskontrolle erforderlichen Konti führen.

3. Die Schweiz wird die Ausfuhr von Kohle verbieten und verhindern. Ausnahmen können nur im Einvernehmen mit der zuständigen deutschen Kommission bewilligt werden.

Art. 8.

8. Kaution a) Syndikate

Die Syndikate haben der S.T.S. eine Kaution zu leisten zur Sicherstellung aller von ihnen selbst und von ihren Mitgliedern übernommenen Verpflichtungen. Die Art und Höhe dieser Kaution wird durch die S.T.S. bestimmt.

Art. 9.

9. b) Nicht syndizierte Importeure

Die nicht in Syndikaten vereinigten Importeure sollen ebenfalls durch eine Kaution Garantie leisten für die richtige Befolgung der an die Wareneinfuhr geknüpften Bedingungen.

Die Kaution wird auf Verlangen zurückerstattet, sobald die regelrechte Erfüllung aller übernommenen Verpflichtungen gesichert ist.

Art. 10.

10. Pflichten des Importeurs

Die Importeure haften dafür, dass alle ihnen obliegenden Verpflichtungen auch allen Drittpersonen, an welche die S.T.S.-Ware aus irgend einem Rechtsgrunde abgetreten wird, überbunden und von diesen vollständig eingehalten werden.

Der S.T.S. gegenüber haften die von den Importeuren oder den Syndikaten hinterlegten Kautionen für alle Widerhandlungen dieser Drittpersonen und es haben diese Widerhandlungen die gleiche Rechtsfolge, als wenn sie von den Importeuren persönlich begangen worden wären.

Werden die den Importeuren obliegenden Verpflichtungen von ihnen oder von einem Dritten nicht eingehalten, oder werden diese Verpflichtungen von ihnen oder einem Dritten mit der Abtretung der S.T.S.-Ware nicht überbunden, oder wird trotz Überbindung die S.T.S. aus irgend einem Grunde an der Ausübung ihrer Kontrolle verhindert, so ist die S.T.S. zur Verhängung einer Konventionalstrafe, sowie zu allen andern ihr gutscheinenden Massregeln berechtigt, wie z.B. Ausschluss von weiterem Bezug von Waren durch die S.T.S.

Art. 11.

11. Ausfuhrbestimmungen a) Deutschland, dessen Verbündete und Bezugsland

Die Widerausfuhr der durch die S.T.S. in die Schweiz eingeführten Waren sowie der daraus erstellten Fabrikate nach Deutschland und den mit dem Deutschen Reich verbündeten Staaten oder in das Bezugsland ist gestattet.

Art. 12.

12. b) Neutrale Staaten

Die unter Verantwortung der S.T.S. in die Schweiz eingeführten Waren und die in der Schweiz daraus hergestellten Fabrikate können unter Kontrolle der S.T.S. nach neutralen Staaten ausgeführt werden.

Für die Ausfuhr von Waren der Material- und Kohlenverwendungsliste (siehe Art. 13b und c) nach neutralen Staaten durch Länder, die mit Deutschland im Kriege stehen, hat die S.T.S. die Zustimmung der zuständigen deutschen Kommission einzuholen. Sie ist ferner berechtigt, von der ausführenden Firma eine Kaution zu verlangen, die frühestens zurückgegeben wird, wenn die Bestätigung einer schweizerischen Konsulatsbehörde vorliegt, welche die Ankunft der Ware am neutralen Bestimmungsort dartut.

Art. 13.

13. c) Länder, die mit Deutschland im Kriege stehen

Nach Ländern, die mit Deutschland im Kriege stehen, können die in der S.T.S.-Ausfuhr-Warenliste (F-Liste, M-Liste, K-Liste) eingetragenen Waren nur mit besonderer Bewilligung der S.T.S. und unter Beachtung folgender Grundsätze ausgeführt werden:

a) Die in die *Freiliste* (F-Liste) eingetragenen Waren können ohne weiteres auch dann beliebig ausgeführt werden, wenn sie in der Schweiz mit deutschem Material und deutschen Brennstoffen hergestellt worden sind. Die Ausfuhrbegehren müssen der S.T.S. zur Abstempelung vorgelegt werden lediglich zur formellen Kontrolle, ob die zur Ausfuhr angemeldeten Gegenstände unter die freigegebenen Positionen fallen.

b) Die in die *Materialverwendungsliste* (M-Liste) eingetragenen Waren können (vorbehältlich Sonderbewilligungen von Fall zu Fall) über die schweizerisch-französische und schweizerisch-italienische Grenze nur ausgeführt werden (siehe jedoch Art. 12), insofern nachgewiesen wird, dass sie, abgesehen von vereinbarten Ausnahmen, weder als solche aus oder über Deutschland eingeführt, noch unter Verwendung von aus dem Deutschen Reiche oder durch dieses eingeführten Rohstoffen, Halb- oder Fertigfabrikaten hergestellt sind.

Dieser Nachweis wird als erbracht erachtet, wenn die ausführende Firma global beweist, dass sie nach Art und Qualität entsprechende Mengen nichtdeutschen Materials bezogen hat und dieselben in der tatsächlich zur Herstellung erforderlichen Menge von dem seitens der S.T.S. zu führenden Konto abgeschrieben worden sind. Alle aus oder durch Länder, die mit Deutschland im Kriege stehen, eingeführten Waren, die von den bis zum 15. Juli 1918 auf der bisherigen «Schweizerischen Treuhandstelle für Überwachung des Warenverkehrs» geführten Konten nicht

erfasst worden sind, können als nichtdeutsches Material nur anerkannt werden, wenn ihre Herkunft nachgewiesen wird durch Zollquittungen und Frachtbriefe, die kein älteres Datum als 15. Juli 1917 tragen.

Nichtdeutsches Material, das im Veredlungsverkehr nach Deutschland und von dort in die Schweiz zurückgelangt, verliert durch den Veredlungsprozess seine Eigenschaft als nichtdeutsche Ware nicht.

c) Die in die *Kohlenverwendungsliste* (K-Liste) eingetragenen Waren können (vorbehältlich Sonderbewilligungen von Fall zu Fall) über die schweizerisch-französische und schweizerisch-italienische Grenze nur ausgeführt werden (siehe jedoch Art. 12), wenn von der gesuchstellenden Firma der globale Nachweis erbracht wird, dass eine entsprechende Menge geeigneten nichtdeutschen oder nicht über Deutschland eingeführten Brennstoffes in ihrem Betrieb verwendet und dass diese Menge der Firma von dem seitens der S.T.S. zu führenden Konto abgeschrieben worden ist und wenn überdies der in vorstehender Lit. *b* für Waren der M-Liste umschriebene Materialnachweis in der Weise erbracht werden kann, dass die zur Ausfuhr angemeldeten Waren keine Bestandteile enthalten, die aus oder über Deutschland eingeführt wurden und als solche deutlich erkennbar oder durch die vorgeschriebene Materialbuchführung nachgewiesen sind.

Waffen, Munition, Sprengstoffe, Produkte des elektrischen Ofens, Automobile, Motore für Schiffe und Flugzeuge unterliegen einer technischen Prüfung, sofern der Nachweis der Materialidentität durch die Buchführung mit den zugehörigen Belegen nicht als ausreichend erachtet werden sollte.

In solchen Fällen, in denen infolge Verarbeitung der Identitätsnachweis mit den obigen Mitteln nicht überzeugend erbracht werden kann, genügt auch für die Erzeugnisse der K-Liste der für die Erzeugnisse der M-Liste erforderliche Materialnachweis.

Für die Waren, die auf die K-Liste gesetzt werden, und die im Zeitpunkt der bezüglichen amtlichen Publikationen fertigerstellt sind oder sich in einem vorgeschrittenen Fabrikationsstadium befinden, kann die S.T.S. die Ausfuhr gegen nachträgliche, materialbuchmässige Restitution der eventuell verwendeten deutschen Rohstoffe, Halb- oder Fertigfabrikate bewilligen. Wer auf eine solche Restitution Anspruch erhebt, hat innert 14 Tagen nach Publikation der K-Liste der S.T.S. diejenigen Bestandteile anzugeben, für die im Zeitpunkt der Ausfuhr der Restitutionsnachweis erbracht werden soll.

Änderungen, die der Gang der kriegerischen Ereignisse mit sich bringt, bleiben vorbehalten.

Art. 14.

14. 2% Toleranz

Ein schweizerisches Produkt kann dadurch nicht von der Ausfuhr ausgeschlossen werden, dass es zwar als wesentlichen Bestandteil, aber in unbedeutenden Mengen aus oder über Deutschland eingeführte Materialien enthält. Diese Mengen dürfen nicht mehr als 2% des Gesamtwertes der Ware betragen, mit Ausnahme der Fälle, die der Verständigung zwischen der S.T.S. und den Vertretern des Deutschen Reiches bedürfen, oder die durch ein Abkommen näher geregelt worden sind.

Art. 15.

15. Verwendungsmöglichkeit deutscher Waren

Ein schweizerisches Produkt kann auch deswegen nicht von der Ausfuhr ausgeschlossen werden, weil zu seiner Herstellung folgende Waren verwendet worden sind, die aus oder über Deutschland eingeführt worden sind:

a) Maschinen, Werkzeuge und Geräte;

b) Licht und Wärme liefernde Stoffe (Ausnahmen für die Waren der Kohlenverwendungsliste betreffend Kohle);

c) Stoffe, die in der Schweiz durch die Pflanzen und Tiere umgeformt worden sind;

d) Saatgut;

e) Hilfsstoffe, die nur den Produktionsprozess unterstützen, aber nicht in das Produkt übergehen.

Die Verwendung eines schweizerischen Zwischenproduktes, das mit deutschen oder über Deutschland eingeführtem Material oder Brennstoffen erzeugt wurde, zur Herstellung einer nach den geltenden Bestimmungen ausfuhrfähigen Ware schliesst – auch wenn diese Zwischenprodukt auf der Kohlenverwendungsliste steht – eine Ausfuhr des Endproduktes nach mit Deutschland sich im Kriegszustand befindenden Ländern nicht aus, insofern das schweizerische Zwischenprodukt als solches nicht mehr im Endprodukt enthalten ist. Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf Waffen, Munition und Sprengstoffe, sowie nicht auf Produkte des elektrischen Ofens, ausgenommen Alkohol, Ammoniak und Essigsäure.

Art. 16

16. Austauschverbot

Die durch Vermittlung der S.T.S. in die Schweiz eingeführten Waren können nicht zum Austausch mit andern Ländern benutzt werden. Vorauszusehende Abkommen, die über diese Fragen abgeschlossen werden, sollen in jedem einzelnen Falle Gegenstand besonderer Unterhandlungen bilden zwischen der schweizerischen Regierung und der Regierung des Landes, das die Einfuhr ermöglicht hat.

Art. 17.

17. Eisen- und Stahl-Toleranz

Waren der Materialverwendungsliste, nicht aber solche der Kohlenverwendungsliste, die Eisen (bezw. Stahl) enthalten, das von der S.T.S. eingeführt wurde, können ausgeführt werden, wenn der Wert des in ihnen enthaltenen Eisens und Stahls höchstens 10 % des Wertes beträgt, den das Erzeugnis selbst hat.

Art. 18.

18. Veredlungsverkehr

Der passive Veredlungsverkehr der Schweiz mit Ländern, die mit Deutschland im Kriege stehen, ist zulässig gegen Stellung einer Sicherheitsleistung an die S.T.S., die von dieser erst zurückgegeben wird, wenn nachgewiesen ist, dass das veredelte Produkt in die Schweiz zurückgelangt ist. Der Abfall des dem Veredlungsverkehr übergebenen Materials darf nicht mehr als 10 % betragen. Die Veredlungsfrist soll in der Regel 3 Monate nicht übersteigen.

Art. 19.

19. Sondervereinbarungen von Privaten und Kommissariaten

Mit Gründung der S.T.S. kommt die Begünstigung in Wegfall, die es bestimmten privaten Personen und Firmen ermöglichte, durch Vermittlung der Kriegskommissariate Waren einzuführen.

Alle Waren, die nach Konstituierung der S.T.S. noch zugunsten von privaten Personen oder Firmen beim Armeekriegskommissariat oder Oberkriegskommissariat eintreffen, sind von den letzteren an die S.T.S. zu richten, welche sie unter ihren üblichen Bedingungen an jene Interessenten abgeben wird.

Die für die schweizerische Armee bestimmten Waren sind an das Militärdepartement oder an die S.T.S. zu richten.

Art. 20.

20. Sondervereinbarungen für Spezialartikel

Falls seit Kriegsausbruch Abkommen bezüglich der Herstellung von Spezialartikeln geschlossen worden sind zwischen der deutschen Regierung und schweizerischen Firmen, und falls die Vertragskontrahenten wünschen, dass die Abkommen auch nach Gründung der S.T.S. ihren Fortlauf nehmen, so sind die betreffenden Verträge ihr bekanntzugeben, und die S.T.S. kann veranlasst werden, über deren richtige Ausführung zu wachen, insoweit es sich um in der Schweiz gelegene Fabriken handelt.

Art. 21.

21. Berichtspflicht der S.T.S.

Falls es nötig sein sollte, bestimmte Fälle von Verdacht auf Zuwiderhandlung gegen die eingegangenen Verpflichtungen aufzuklären, so hat die S.T.S. auf Verlangen den Vertretern des Bundesrates und der deutschen Regierung alle wünschbaren Aufklärungen zu geben und ihnen behilflich zu sein, auf Grund der Dokumente den Tatbestand festzustellen.

Art. 22.

22. Kontrolle

Die S.T.S. ist befugt, jede ihr gutscheinende Kontrolle über die Innehaltung der ihr gegenüber bestehenden Verpflichtungen auszuüben sowohl beim Importeur selbst, als auch bei jedem Dritten, an den die Waren weitergegeben wurden. Die Kontrolle wird durch die von der S.T.S. beauftragten Beamten ausgeübt. Die S.T.S. ist aber auch berechtigt, andere Personen mit der Kontrolle zu beauftragen. Jedoch müssen die kontrollierenden Personen Schweizerbürger sein und es darf die Kontrolle nicht durch Personen ausgeübt werden, die einem Konkurrenzgeschäft angehören, sofern der zu Kontrollierende nicht sein Einverständnis gegeben hat.

Die Kontrollorgane haben freien Zutritt zu allen Fabrikräumen, Magazinen und Bureaus. Ebenso ist ihnen freier Einblick in alle Bücher und Belege zu gewähren, die über die Verwendung der S.T.S.-Waren Auskunft geben.

Die Kosten dieser Kontrolle trägt die S.T.S., ausgenommen in denjenigen Fällen, in denen der Kontrollierte seinen Verpflichtungen zuwidergehandelt oder die Kontrolle verlangt oder verschuldet hat.

Art. 23.

23. Haftung aus der Kaution

Die Haftung aus den in Art. 7, 8 und 9 umschriebenen Kautionen besteht bis zu demjenigen Betrage, welcher der S.T.S. geschuldet wird für Widerhandlungen gegen die übernommenen Verpflichtungen, insbesondere für allfällige Konventionalstrafen.

Die Konventionalstrafen, sowie allfällige anderweitige Ansprüche werden grundsätzlich und der Höhe nach endgültig und rechtsverbindlich durch die Mitgliederversammlung der S.T.S. bestimmt.

Die S.T.S. ist berechtigt, für diesen Betrag die Kaution in Anspruch zu nehmen, unter einfacher Anzeige an den Kautionssteller.

Art. 24.

24. Statistik

Die S.T.S. verpflichtet sich, der eidgenössischen Regierung und der deutschen Regierung jeweilen auf Monatsende die Gesamtmengen der verschiedenen Waren mitzuteilen, die durch ihre Vermittlung ein- und ausgeführt oder veredelt worden sind.

Art. 25.

25. Provisionen

Zur Deckung der Betriebskosten ist die S.T.S. berechtigt, auf allen durch sie vermittelten Einfuhren von Waren eine Provision von ¼ % auf deren Fakturawert zuzüglich Fracht und Zoll Bestimmungsstation zu beziehen. Eine Provision von 1 ‰, mindestens aber Fr. 1 pro Ausfuhrgesuch bei einem Verkaufswert von Fr. 50 an und Fr. 0,50 bei einem Verkaufswert unter Fr. 50 wird erhoben für die Prüfung von Ausfuhrgesuchen, die Bezug haben auf Waren, die auf der Freiliste stehen und unter Verwendung von deutschen Rohstoffen oder Halbfabrikaten hergestellt worden sind.

Die Mitgliederversammlung der S.T.S. ist jederzeit befugt, im Rahmen von Art. 6 der Statuten je nach Gestaltung der geschäftlichen Verhältnisse diese Provision zu ermässigen oder zu erhöhen.

Art. 26.

26. Statutenänderungen

Eine Abänderung der Statuten der S.T.S. und der gegenwärtigen Ausführungsbestimmungen bedarf der Gutheissung des Bundesrates, welcher sich zu diesem Behufe mit den Regierungen, die an der Gründung des Vereins mitgewirkt haben, verständigen wird. In gleicher Weise ist zu verfahren in Fällen, die an sich im Bereich der Zuständigkeit der S.T.S. liegen würden, die aber in den Statuten und Ausführungsbestimmungen nicht vorgesehen sind.

Diese Ausführungsbestimmungen wurden in der Mitgliederversammlung vom 15. Juli 1918 angenommen.

439

2300 Petrograd, Archiv-Nr. 4

La Légation de Suisse à Pétrograd au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. R. Paravicini[1]

R n⁰ 249
Rapport sur la situation économique
en Russie, juillet 1918

St. Pétersbourg, 18 juillet 1918

La situation économique en Russie n'a pas changé depuis mon rapport du mois dernier[2]. Les mêmes causes de désorganisation et de destruction persistent et s'aggravent, et produisent les mêmes effets.

Mais ce qui s'est profondément modifié, c'est la situation politique. Nous touchons, à ce qu'il me semble, à une crise qui pourrait complètement transformer la physionomie actuelle de la Grande Russie et par conséquent aussi son régime économique.

Je me permettrai donc de m'arrêter plus spécialement aujourd'hui sur les évènements politiques dont on suit ici le développement avec un intérêt passionné.

Le bolchevisme est étroitement apparenté au tsarisme: l'un et l'autre sont des émanations directes de l'âme de race de la Grande Russie. Seulement, si le tsarisme était une manifestation de l'élite russe, le bolchevisme est l'expression même des masses populaires encore complètement incultes. Aussi le bolchevisme a-t-il depuis longtemps, dépassé les pires époques du tsarisme pour le mépris de l'individu, la violation des droits et des libertés les plus élémentaires, les extorsions, les concussions, ainsi que la sauvagerie des répressions.

Le peuple, dans sa majorité, n'est pas contre les Soviets; ce régime favorise sa fainéantise et ses instincts de rapine et de malhonnêteté, et lui permet d'assouvir sa haine contre tout ce qui lui est supérieur par la culture, l'intelligence ou la fortune.

L'élite, soit ce qu'on est convenu d'appeler la bourgeoisie – propriétaires, ex-fonctionnaires, ex-officiers, commerçants, industriels, rentiers – dépossédée, abreuvée d'humiliation, réduite à l'esclavage, essaie depuis longtemps de secouer le joug: mais malgré qu'elle ait actuellement l'appui d'une partie de «l'intelligence» et de la

1. *Le rapport est signé par Mottet.*
2. *Non reproduit.*

«demi-intelligence», soit des éléments se rapprochant par leur mentalité des socialistes européens, ainsi que des paysans petits propriétaires, elle a échoué jusqu'à présent dans toutes ses tentatives pour les deux raisons suivantes:

Tout d'abord les bolcheviks ont admirablement organisé leur défense. Dès le début ils ont mis la main sur le matériel de guerre qu'ils gardent jalousement ainsi que sur l'argent des classes dirigeantes. Le but principal de la nationalisation des banques a été de couper les vivres à la contre-révolution. Les Soviets se sont entourés d'une garde de prétoriens dévoués à leur cause, parce que bien nourris et grassement payés et qui n'auraient rien à gagner à les trahir. Pour plus de précaution, ces contingents comprennent une forte proportion d'allogènes – Lettons, Finlandais et même Chinois – qui sont plus difficiles à corrompre que les Russes. La police bolchevik est d'une vigilance qui n'est égalée que par son manque de scrupule. Elle supprime les journaux par douzaines, elle traque les agitateurs, elle dissout les organisations et les comités qui lui déplaisent ou qu'elle suspecte, elle arrête, perquisitionne, fusille à tort et à travers. Rien ne l'arrête, sauf parfois un pot-de-vin largement mesuré. Les innombrables fonctionnaires et employés bolcheviks sont tenus à une obéissance passive; sous cette condition, on ferme les yeux sur leur paresse, leur incapacité et leurs extorsions. Mais au moindre signe de résistance, ils sont expulsés et mis à l'index. Il est juste d'ajouter que de nombreux fonctionnaires et employés de l'ancien régime se sont adaptés au bolchevisme pour éviter la famine ou simplement par manque de caractère. Ces éléments là se tourneront toujours du côté du plus fort. Pour le moment ils se plient aux exigences du gouvernement bolchevik.

L'autre raison de l'échec de la bourgeoisie, c'est sa faiblesse. Elle ne compte pas suffisamment d'hommes résolus et prêts au sacrifice. De plus elle est mal armée, dispersée sur un vaste territoire, et étroitement surveillée par les agents des bolcheviks. Enfin et surtout elle n'a pas eu jusqu'à présent de camp retranché où elle aurait pu se concentrer, s'organiser et s'armer pour une attaque de front.

Cette situation aurait pu durer indéfiniment si les Tchéco-Slovaques, dans l'Oural, et les Anglo-Français, sur les côtes de la Mer Blanche, n'avaient pas offert aux ennemis du régime bolchevik un double point d'appui.

Nous sommes très mal orientés sur l'affaire des Tchéco-Slovaques. Ces deux corps de déserteurs autrichiens ont-ils réellement voulu rejoindre le front français par Vladivostok? Ou bien ont-ils été simplement entre les mains de l'Entente l'instrument nécessaire pour créer un centre anti-bolchevik et anti-allemand en Sibérie et sur la Volga? Quoi qu'il en soit les Tchéco-Slovaques sont devenus le centre de ralliement des divers éléments anti-maximalistes, officiers russes, cosaques, conservateurs, radicaux, socialistes de toute nature, qui étaient disséminés dans l'Est de la Russie. Ils semblent avoir actuellement réussi à s'emparer en entier du Transsibérien ainsi que du cours moyen de la Volga. On ignore la liste exacte des villes qui sont entre leurs mains.

L'Entente, d'autre part, organise une base sérieuse à Mourmansk et sans doute aussi à Arkhangelsk dans le but d'établir ensuite une communication directe avec les Tchéco-Slovaques auxquels elle compte fournir des instructeurs et le matériel de guerre. Elle offre ainsi à la bourgeoisie un deuxième point d'appui. Déjà les villes se trouvant sur la ligne Nijni-Jaroslav-Mourmansk sont en proie à des mouvements anti-bolcheviks, on ignore encore de quel côté penche le succès. Même Moscou a été

l'objet d'une tentative d'émeute rapidement liquidée; à Pétrograd, le mouvement a été étouffé avant d'avoir éclaté. Il semble possible que dans un avenir prochain la ligne de la Volga sera occupée de Tsaritzine à Rybinsk par des contre-révolutionnaires russes tous animés du même désir de mettre fin aux Soviets, mais certainement très partagés sur le programme à suivre en cas de succès.

Que feront les Allemands en présence de cette nouvelle situation? Interviendront-ils et sous quelle forme?

Et tout d'abord pourquoi ne sont-ils pas intervenus jusqu'à présent?

Il paraît que, du côté allemand même, on regrette maintenant de ne pas avoir occupé d'emblée Moscou et Pétrograd. Berlin a évidemment craint alors de provoquer une réaction nationale. Aujourd'hui il est facile de voir combien peu ces craintes étaient fondées. Il est même curieux d'entendre les Russes maugréer contre la passivité dont les Allemands ont fait preuve alors. Un mot typique a couru les rues: «Savez-vous quelle est la dernière atrocité commise par les Allemands? – C'est qu'ils ont renoncé à occuper Pétrograd et Moscou.»

Depuis le traité de Brest-Litovsk les Allemands se sont placés au point de vue suivant: «si vous vous déclarez prêts à vous entendre avec nous pour le rétablissement d'un régime d'ordre et le développement économique du pays, nous vous soutenons et mettons fin à l'anarchie». Bref, le programme de l'Ukraine. Mais les pourparlers discrets qui ont eu lieu alors n'ont pas abouti; les cadets, notamment, ont refusé de marcher sur cette base et les choses en sont restées là. Question d'amour-propre surtout et non de sympathie. Car si l'on veut aller au fond des choses et rechercher de quel côté vont les sympathies des classes dirigeantes, je crois que la seule réponse à faire est la suivante: le Grand-Russien, à part quelques francophiles, germanophiles et anglophiles prononcés – affaire d'éducation et de relations – n'aime pas les étrangers parce qu'il sent qu'ils lui sont supérieurs. Mais il en est un qu'il respecte et qui lui en impose: c'est l'Allemand.

Au cours de ces derniers mois, les cadets, ou, pour leur donner une dénomination plus conforme à leur physionomie politique, les nationaux-libéraux russes, ont fait quelques dures expériences. C'est peut-être le seul parti auquel la révolution ait appris quelque chose. Ils ont abandonné quelques unes de leurs toupies d'antan et ont compris que pour gouverner un peuple, il faut autre chose qu'un programme ultra-libéral et de bonnes intentions.

L'effroyable anarchie régnant en Russie et l'incapacité manifeste de ce pays de se rétablir par ses propres forces les ont conduits à faire un pas de plus et à rechercher avec quel concours un régime normal pourrait être le plus rapidement et le plus sûrement rétabli en Russie.

Un examen objectif de la situation respective de l'Entente et de l'Allemagne les amène peu à peu à conclure en faveur d'un accord avec les Empires Centraux. L'Entente ne peut guère que prêter de l'argent à la Russie et lui fournir des programmes démocratiques dont l'application ne ferait que prolonger les troubles et l'anarchie, mais elle ne dispose ni des forces effectives, ni de la connaissance approfondie de la Russie, ni du sens des réalités qui sont l'apanage de l'Allemagne.

Les nationaux-libéraux de l'Ukraine ont donné l'exemple, et, malgré les frottements inévitables, cet accord a eu des résultats heureux. Les informations alarmistes répandues de temps à autre sont fortement exagérées; la vérité est que la vie nor-

male s'y rétablit petit à petit et que les classes cultivées n'ont plus qu'une crainte: c'est que les Allemands ne quittent l'Ukraine qui, de suite, serait en proie à des troubles nouveaux.

Pétrograd, dans son ensemble, est acquis à l'orientation allemande. A Moscou il n'y a pas encore d'accord complet. L'hésitation de certains cercles provient de ce qu'ils croient à la possibilité d'une action de grande envergure de la part de l'Entente et que la passivité de l'Allemagne lors de l'assassinat du comte Mirbach, leur paraît dénoncer une certaine faiblesse.

Les éléments socialistes sont anti-allemands, car ils redoutent une restauration.

En cas d'une intervention allemande, secondée par les classes bourgeoises, les bolcheviks ne pourraient guère opposer de résistance sérieuse, mais il est à craindre qu'ils se livreraient à une rage de destruction et que la bourgeoisie passerait des heures terribles.

Enfin le peuple, indifférent et résigné, se soumettrait docilement au plus fort, selon son habitude.

Il semble donc que si le mouvement anti-bolchevik et anti-allemand dans les régions de l'Est gagne en intensité, les Empires Centraux devront prendre une décision.

La solution la plus favorable – une paix générale comportant un accord entre toutes les puissances au sujet de la reconstitution de la Russie – semble malheureusement avoir peu de chance d'intervenir actuellement. Ce serait cette solution qui sauvegarderait le mieux les intérêts des Neutres.

L'Allemagne se trouve donc en présence d'une alternative: intervention armée après entente avec les partis de l'ordre, ou occupation préliminaire des deux capitales pour arriver à cette entente.

Une entente préalable avec les conservateurs et les nationaux-libéraux pourrait être réalisée si l'Allemagne faisait des concessions sur le traité de Brest-Litovsk. Les partis de l'ordre, de leur côté, ne se montreraient sans doute pas trop exigeants, car ils souffrent trop du régime actuel et d'autre part ils chercheraient à éviter à la Russie de devenir le théâtre d'une lutte entre les deux groupes belligérants.

Une occupation militaire des deux capitales sans entente préalable demanderait de la part des Allemands un effort plus considérable. Mais les partis de l'ordre se soumettraient au fait accompli et accepteraient la collaboration des occupants. Cette intervention serait même saluée avec plaisir par les cercles industriels et financiers qui raisonnent comme suit: L'Allemagne nous à battus, elle nous a enlevé plusieurs provinces; nous sommes obligés d'accepter cette situation. Mais ce que nous ne pouvons pas lui pardonner, c'est de pactiser avec les Soviets et de détruire systématiquement notre pays par leur entremise. Elle ne peut pas nous donner de la farine et de l'or, comme l'Entente au Mourmane; mais qu'elle nous donne au moins l'ordre et la possibilité de vivre.

Dans l'un et l'autre cas, l'Allemagne aurait à surmonter des difficultés et des complications sans nombre. Aussi, si elle venait à bout de cette tâche ingrate, demanderait-elle sans doute des compensations économiques sérieuses dont les intérêts des Neutres pourraient se ressentir. Mais au moins, après une période de crise aigüe, serait-il possible pour les Neutres d'entrevoir un retour à une vie normale et une reprise des affaires.

Les difficultés avec lesquelles l'Allemagne aurait à compter en cas d'intervention seraient mêmes si sérieuses qu'une dernière solution peut être envisagée: l'Allemagne laisse les choses en l'état, en essayant éventuellement de paralyser l'effort des Alliés sur la Mer Blanche. Les Soviets continueraient donc leur œuvre de destruction et le pays finirait par être complètement ruiné.

440

EVD KW Zentrale 1914–1918/30+31

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L

Bern, 22. Juli 1918

Wir erhielten Ihre Zuschrift vom 11. Juli mit den Kopien der beiden Noten [1], die der englische Gesandte Ihnen überreicht hat. Der Inhalt der beiden Aktenstücke ist von so grosser grundsätzlicher und praktischer Bedeutung für die Gestaltung unserer Handelsbeziehungen nicht nur zu Grossbritanien, sondern eigentlich mit der ganzen Welt, dass diese Noten einer eingehenden Prüfung bedürfen, bevor zu ihnen Stellung genommen werden kann. Wir möchten Sie daher bitten, gelegentlich mündlich dem englischen Gesandten mitzuteilen, dass die Noten Gegenstand einer eingehenden Prüfung bilden und seinerzeit beantwortet werden. Indessen muss jetzt schon gesagt werden, dass die Durchführung des in der Note enthaltenen Programms für die Schweiz von sehr grossen, ja geradezu von verhängnisvollen Folgen sein dürfte, da sie ein kleines, sehr industrielles Land sei, das sowohl in Beziehung auf den Absatz seiner Produkte wie auf den Bezug der Roh- und Hilfstoffe auf das Ausland angewiesen sei. Wir müssen daher auch in Beziehung auf die dem Vertrag gegebene Auslegung alle Vorbehalte machen, zweifeln im übrigen nicht daran, dass die englische Regierung im Hinblick auf die besondern Verhältnisse der Schweiz dieser im gegebenen Zeitpunkt freundschaftliche Rücksicht tragen werde, wie dies zu allen Zeiten geschehen sei; wir würden uns so rasch wie möglich über den Inhalt der gemachten Mitteilungen aussprechen. Der Unterzeichnete wird gelegentlich dem englischen Gesandten mündlich eine ähnliche Mitteilung machen; eine schriftliche Beantwortung erscheint uns in diesem Stadium der Angelegenheit nicht als tunlich. Wir möchten nicht unterlassen, heute schon auf die grossen und schwerwiegenden Folgen des englischen Vorgehens aufmerksam zu machen. Es wird hierdurch eine für die Schweiz äusserst schwierige Lage geschaffen.

Wir geben nun von dem Inhalte der Noten zunächst dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins Kenntnis und werden zu gegebener Zeit in Hinblick auf die grosse allgemeine Bedeutung der Angelegenheit mit Ihnen über die Beanwortung der Noten beraten.

---

1. *Cf. n° 436 et annexe.*

441

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 71

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, à l'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. E. Lardy

L Paris, 13 août 1918

Dans une des dernières lettres politiques reçues du Département[1], j'ai lu avec beaucoup d'intérêt les appréciations relatives au peu de chances qu'aurait actuellement une initiative quelconque tendant à une action pacifiste ou pacificatrice. Laissez-moi vous dire en toute franchise qu'en ce qui concerne le Gouvernement français et l'opinion publique française, il n'y a rien à faire pour le moment. Toute idée de paix serait considérée comme provenant de Berlin, c'est-à-dire d'inspiration suspecte (voir l'article ci-inclus du *Temps* de ce jour).

Malgré tout ce que la prolongation de la guerre a de dur pour notre cher pays, il nous faut nous habituer à la triste réalité et nous dire que les hostilités ne cesseront certainement pas avant l'automne 1919. Les Alliés sentent et savent que l'efficacité du concours américain commence seulement et ne déploiera pas son plein effet cette année; ils sont persuadés d'avoir en mains assez d'atouts pour risquer la forte partie dans quelques mois. Et, après leurs récents succès incontestables, ils considéreraient la moindre démarche neutre – fût-elle timide et prudente – comme absolument déplacée; cela risquerait de tout gâter pour celui qui désirerait intervenir de façon opportune, c'est-à-dire plus tard.

Recevez, mon cher Collègue, une amicale poignée de main.

---

1. *Dans une lettre politique du 6 août 1918, la Division des Affaires étrangères du Département politique disait entre autre:* Le Ministre suédois des Affaires Etrangères, dans sa conversation avec M. Mercier, a insisté sur le fait que le moment n'était pas encore venu pour une intervention des Neutres en faveur de la paix. M. Mercier a profité de son voyage pour aller visiter la foire aux échantillons de Göteborg. Il y a vu le Président du Conseil, qui s'est exprimé dans le même sens que le Ministre des Affaires Etrangères au sujet de l'inopportunité d'une intervention des Neutres en faveur de la paix. *Cf.* E 2001 (D) c/1.

442

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 4

La Légation de Suisse à Pétrograd à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T Pétrograd, 24 août 1918

Un télégramme reçu aujourd'hui de Tchitcherine nous annonce que Berzine et un autre négociateur sont chargés d'entrer en pourparlers avec vous pour la négociation d'un nouveau traité de commerce russo-suisse destiné à remplacer celui dé-

noncé l'année dernière. Ce télégramme ne répond pas nettement à la question de savoir si le gouvernement actuel fait sienne cette dénonciation, ni surtout quel sera l'état de choses en vigueur à partir du premier novembre si le nouveau traité n'est pas conclu et ratifié jusque là.

Il se pourra donc que notre travail sera encore augmenté du chef des négociations de ce nouveau traité si le Conseil fédéral accepte d'entrer en pourparlers. Pour toutes ces raisons il me paraît nécessaire que le Conseil fédéral envoie à bref délai, ou un ministre ou un conseiller de Légation ou un secrétaire pour alléger la tâche du Dr Bruggmann. Tant que cela n'est pas fait je ne me sens pas consciencieusement en en droit d'abandonner mon poste et de laisser tout le fardeau au Dr. Bruggmann.

Votre télégramme n° 49 [1] m'a expliqué la communication d'une dépêche du Ministère des Affaires Etrangères d'Allemagne transmise par le Consulat allemand de Pétrograd, invitant le Consul général à viser mon passeport à première réquisition. Je me demandais si une démarche avait été faite dans ce sens par la Légation de Berlin. Actuellement tout s'explique.

---

1. *Ce télégramme disait:* Mit den sofortigen Vorbereitungen Herrn Minister Odiers zur Rückreise nach der Schweiz sind wir einverstanden und schlagen ihm vor, bei der nächsten sich bietenden Gelegenheit abzureisen, da seine Familie wünscht, dass er so schnell wie möglich nach der Schweiz komme. Dr. Bruggmann wird Geschäftsträger sein. Wir telegraphieren nach Berlin, Herr Odier werde nächstens durchreisen, und bitten Sie, uns zu benachrichtigen, sobald das Abreisedatum festgesetzt sein wird.

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 33

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP Streng vertraulich Wien, 1., 3. und 4. September 1918

Gleich bei meiner Rückkehr nach Wien habe ich beim Grafen Burian um Audienz nachgesucht, doch wurde er zum Kaiser nach Reichenau befohlen, so dass ich ihn noch nicht sprechen konnte; ich hoffe ihn aber noch vor Abgang des nächsten Kuriers zu sehen.

Heute besuchte mich dagegen der bayerische Gesandte, Baron Tucher, mein alter Freund seit dreissig Jahren, der sich mir gegenüber stets offen ausspricht. Er ist gestern von München zurückgekehrt, wo er dem Besuche Kaiser Karls beim König von Bayern beiwohnte; die Heimreise machte er im kaiserlichen Zuge in Gesellschaft des Grafen Burian. Bei seinem Monarchen ist Tucher Persona gratissima, wird er ihn doch diese Woche zu einem Besuche beim König Ferdinand in Sofia begleiten.

Wir kamen nun natürlicherweise auch auf die Friedensaussichten zu sprechen, und da sagte mir mein Kollege, von dem ich vorausschicken muss, dass er das gerade Gegenteil von einem partikularistischen Bayern ist, ungefähr folgendes: «Natürlich wurde in München nicht nur vom Frieden gesprochen, sondern viel dafür gear-

beitet; hier in Österreich lechzt man danach, und bei uns in Bayern will man ihn auch; übrigens in den andern deutschen Staaten ebenfalls, und zwar sucht man einen wirklichen *Verständigungs*frieden, nicht einen *Sieg*frieden. Einzig die Militärs sind für eine Fortsetzung des Krieges, und zwar speziell die preussischen Offiziere. Man ist aber an der Arbeit, diese Herren zu bekehren, und in diesem Sinne wurden die Unterredungen beim Kaiserbesuche in München und anderswo (also wohl in Dresden, wo Kaiser Karl auch eine Antrittsvisite machte) geführt. Der preussische Offizier meint in seiner arroganten Art, nicht nur mit Franzosen und Engländern, sondern auch mit den Amerikanern fertig zu werden, und dies ist eine gefährliche Geistesverfassung, ein grosser Irrtum. *Die Regierungen und die Fürsten sind der Ansicht, dass es für sie an der Zeit sei, Frieden zu schliessen, denn es dürfe im Volke die Meinung nicht zur Geltung kommen, dass die Fürsten das Hindernis zum Frieden seien, sonst könnte der Augenblick nahen, wo das Volk dieses Hindernis ohne Zaudern wegwerfen würde.* Dieses Argument den Herren Hindenburg und Konsorten plausibel zu machen, daran arbeiten jetzt unsere Staatsmänner.» Baron Tucher glaubt nicht, dass den Engländern und Franzosen in der gegenwärtigen Offensive ein ausschlaggebender Durchbruch gelingen werde; eine baldige neue deutsche Offensive erscheint ihm aber schon wegen der Volksstimmung unwahrscheinlich. Da er vom Ernste und der Kraft der Amerikaner überzeugt ist, glaubt er auch nicht an einen deutschen Endsieg. Jedenfalls dürfe man es aber nicht dazu kommen lassen, dass das deutsche Volk vielleicht zum Schlusse mit den Waffen siege, aber dabei zugrunde gehe. Bei der Besprechung der Reise des Königs von Bayern nach Sofia liess mein Freund auch die Bemerkung fallen, man wisse ganz genau, dass die Entente dort sowohl wie auch in Konstantinopel diplomatisch am Werke sei; Bulgarien und die Türkei hätten ihren Bund mit den Zentralmächten abgeschlossen, in der Meinung, mit dem Sieger, nicht mit der geschlagenen Partei verbündet zu sein; es sei deshalb nicht nur nützlich, durch ehrende Königsbesuche und freundliche Worte den Zaren Ferdinand warm zu halten, sondern es empfehle sich auch sehr, Frieden zu schliessen, solange die strategische und innerpolitische Lage noch relativ günstig sei. Freilich, Tucher ist immer eher Pessimist, aber ich habe doch den Eindruck, dass seine Aussagen die bei den Kaiser- und Königzusammenkünften herrschende Stimmung wiedergeben.

Ich hatte Ihnen anlässlich meines Besuches in Bern über eine Unterredung, die ich mit Herrn Minister Sulzer hatte, referiert. Mein Kollege aus Washington hatte mir interessante Mitteilungen über den Ernst und die Aufrichtigkeit der Absichten des Präsidenten Wilson gemacht und war damit einverstanden, dass ich über diese Konversation in Wien referiere; Sie selbst, Herr Präsident, erklärten Ihre Einwilligung zu diesem Vorgehen und fügten bei, ich dürfe auch zu verstehen geben, dass man in Bern an massgebender Stelle von der Wilsonschen Aufrichtigkeit ebensosehr überzeugt sei. Ich hielt es für angebracht, schon meinem Freunde Tucher meine Unterredung mit Herrn Sulzer zu erzählen. Der bayerische Gesandte fand nun diese Mitteilungen so interessant, dass er mich bat, dieselben auch zu Kenntnis des deutschen Botschafters zu bringen, und zwar ohne Verzug, da der Besuch des Staatssekretärs von Hintze für Dienstag, den 3. September, in Wien erwartet werde. Graf Wedel werde dann auch gleich diesem Letzteren die Ansichten und das Urteil des Herrn Dr. Sulzer weitergeben können.

In Kürze waren meine Erklärungen folgende: Auf meine Frage, was von den wirklichen Absichten des amerikanischen Präsidenten zu halten sei, hat mir Herr Sulzer erklärt, dass seiner festen Überzeugung nach Herr Wilson in seinen bekanntgegebenen Forderungen durchaus aufrichtig sei; er verfolge keine selbstsüchtigen Pläne für Amerika, sondern wünsche eine auf Recht und Gerechtigkeit beruhende Neuordnung des Verhältnisses zwischen den zivilisierten Staaten, heisse man das Gebilde Völkerbund oder anders, und einen Zustand zu schaffen, der die Wiederkehr solch welterschütternder Ereignisse wie der gegenwärtige Krieg verunmöglichen würde. Wilson wolle das Aufkommen einer prädominierenden Weltmacht verhindern und beanspruche eine solche Stellung auch nicht für Amerika (ob im Effekt nicht doch dieses Resultat herauskommen wird, mag dahingestellt bleiben; ich habe aber selbstverständlich diese Seite der Frage unberührt gelassen). Herr Dr. Sulzer fügte bei, dass die Absichten des Präsidenten weder auf eine Zertrümmerung Deutschlands noch auf eine Zerstückelung Österreichs gingen. Da er für jeden Staat einen freien Zugang zum Meere verlange, könne es auch nicht in seinen Absichten liegen, der Monarchie Triest zu entreissen. Allerdings machte Dr. Sulzer darauf aufmerksam, dass – nachdem Herrn Wilsons in voller Aufrichtigkeit bekanntgegebenen Absichten missdeutet worden seien, nachdem man über seine Vorschläge in leichtfertiger Weise hinweggegangen sei (nur Graf Czernin habe in seiner Budapester Rede im vergangenen Winter eine löbliche Ausnahme gemacht, die aber keine weitere Folge hatte und keine Nachahmung fand), nachdem auf gegnerischer Seite annexionistische und intransigente Strömungen Oberwasser gewonnen hätten – der amerikanische Präsident zur Überzeugung gekommen sei, dass die Zentralmächte nur durch Waffengewalt zu einer besseren Einsicht zu bringen seien; die Macht der Vereinigten Staaten mit aller Wucht zur Geltung zu bringen, dazu sei nun das Haupt von deren Regierung fest entschlossen, und wenn die Amerikaner sich etwas vorgenommen haben, so führen sie es auch durch. Auf eine Frage über den Ernst und den Wert der amerikanischen Rüstungen gab mir Herr Sulzer die bestimmtesten Erklärungen, dass es sich in keiner Weise und in keiner Richtung um einen «Bluff» handle: Die Vorbereitungen, namentlich im Schiffsbau, seien ganz ungeheure; wenn es notwendig werden sollte, werde Wilson 10, ja 15 Millionen Mann wirklich herüberschicken.

3. September. Gestern sah ich sowohl den Minister des Äussern als auch den deutschen Botschafter und teilte ihnen den Inhalt meiner Konversation mit Minister Sulzer mit, wobei ich jeweilen Gewicht darauf legte, festzustellen, dass die Unterredung eine ganz zufällige gewesen sei und dass weder mein Kollege noch ich im Auftrage oder im Einverständnis mit der amerikanischen Regierung handelten; Ihre obenerwähnte Übereinstimmung mit der Einschätzung der Wilsonschen Aufrichtigkeit erwähnte ich indessen beiden Herren gegenüber.

Der hiesige Staatsmann sowie der deutsche Diplomat dankten mir beide für meine Mitteilungen, die sie als höchst interessant bezeichneten; ich darf annehmen, dass auch Staatssekretär von Hintze heute davon Kenntnis erhalten wird.

Graf Burian bemerkte, er habe Wilson immer ernstgenommen, und es freue ihn zu erfahren, dass ihn Minister Sulzer auch noch dazu als ganz aufrichtig bezeichne; er stimme ja mit dem Präsidenten in verschiedenen Punkten überein und habe bei seinem Amtsantritte (allerdings nur in einer Vernehmlassung in der Presse, weil ihm

eine andere Gelegenheit fehlte) zu den Wilsonschen Vorschlägen Stellung genommen. Meine Mitteilungen seien ihm ein willkommender Beitrag zu seiner Sammlung von Eindrücken, welche ihm erlauben sollen, im richtigen Moment über den Frieden zu sprechen. Er sehne sich wir jedermann hier nach dem Frieden und sei auf der Lauer nach der passenden Gelegenheit; indessen dürfe nicht erwartet werden, dass Österreich-Ungarn je einen Frieden «erbetteln» werde. Der Minister fügte bei, er habe auch niemals die amerikanische Macht unterschätzt, wie es leider die Deutschen getan hätten. Wilson habe sich die Schiedsrichterrolle zugedacht, schon vor seinem Eintritt in den Krieg, aber damals sei die amerikanische Neutralität zuwenig unparteiisch gewesen, um eine objektive Beurteilung der beidseitigen Standpunkte erwarten zu lassen; jetzt werfe der Präsident sein Schwert in die Waagschale; sein Standpunkt sei begreiflich, und er könne vielleicht die Rolle des «arbiter mundi» beanspruchen, da ja auch die Verbündeten ganz auf ihn angewiesen seien; aber Wilson sollte auch trachten, den Standpunkt seiner Gegner zu begreifen. Er, Burian, bemühe sich immer, die Ansichten seiner Feinde zu verstehen, und so begreife er zum Beispiel, freilich ohne sie zu teilen, die Meinung der Franzosen, dass ihnen Elsass-Lothringen zu Unrecht entrissen worden sei und dass sie es zurückgewinnen müssen. Wann der Augenblick gekommen sein werde, neue Schritte in Hinblick auf den Frieden zu unternehmen, sei schwer vorauszusagen; vielleicht wenn die jetzige französisch-englische Offensive sich ausgetobt haben werde und die Alliierten wieder vor einer festen deutschen Linie stünden.

Der deutsche Botschafter seinerseits fasste meine Erzählung so zusammen, dass er sagte: «Wilson will also Deutschland nicht unbedingt vernichten, er will aber verhindern, dass wir durch das Mittel des deutschen bzw. preussischen Militarismus zur prädominierenden Weltmacht werden.» Merkwürdigerweise formulierte Graf Wedel dieses Resumé in einem Tone, der nicht darauf schliessen liess, dass ihm diese Forderung als exorbitant erscheine. Mit dem, was mir Baron Tucher über die Stimmung in den höchsten Kreisen gesagt, schien mit die Geistesverfassung des Botschafters überhaupt übereinzustimmen.

Über die militärischen Ereignisse an der Westfront erzählte mit Wedel, dass ihm Ludendorff, schon als er vor zirka drei Wochen im Hauptquartier war, sagte, auf die ersten französischen Erfolge hin werde eine ganz ungeheure allgemeine Offensive einsetzen. Man ziehe sich nun überall langsam auf die alte Hindenburg-Linie zurück, die unterdessen ganz ausserordentlich stark ausgebaut werde, und zwar namentlich in der Richtung, dass auch die Tanks nicht in dieselbe werden eindringen können. Über die Hindenburg-Linie hinaus werden die Alliierten nicht kommen; sie werden es versuchen, werden sich aber blutige Köpfe holen. Die auch in der Entente darauffolgende Ernüchterung wird vielleicht dem Moment bezeichnen, wo wieder an den Friedensgedanken näher herangetreten werden kann.

4. September. Ich lege hier einen «Brief aus der Schweiz» der *Neuen Freien Presse* vom 31. August bei, welcher für unser Land recht wohlwollend lautet; im Ganzen sind seine Ausführungen ziemlich richtig, nur scheint ihm die auffällig österreichfreundliche Haltung des *Journal de Genève* entgangen zu sein. Ferner sende ich Ihnen einen Artikel der heutigen *Arbeiter Zeitung* über den Besuch des Staatssekretärs von Hintze; ich hebe unter Hinweis auf die Aussagen Baron Tuchers den Satz hervor: «Dass, nun die Gegner zum Eintritt in Friedensverhandlungen zu bewegen,

bestimmte Voraussetzungen nötig sind, wird den zwei Staatsmännern doch nicht verborgen geblieben sein; *und dass es in dem Willen der grossen Masse der Bevölkerung der beiden Reiche liegt, dass diese Voraussetzungen geschaffen werden,* um das grässliche Kriegsmorden endlich zum Stillstand zu bringen, werden sie sich wohl auch sagen.»

Die Friedenssehnsucht ist hier in der Zeit meiner Abwesenheit grösser geworden als vorher, und wenn auch die Worte «Frieden um jeden Preis» und «Separatfrieden», die man hie und da von wenigen unmassgebenden Personen hört, auch nicht der allgemeinen Stimmung entsprechen, so ist es doch charakteristisch, dass es Leute gibt, die heute diese Worte auszusprechen wagen. Die immer schlimmer werdende Teuerung (seit dem Monat Juli ist der Laib Brot à ca. 1 ¼ Kilo von 72 Heller auf eine Krone 56 Heller gestiegen, das Kilo Rindfleisch von 20 auf 27 Kronen gestiegen) ist natürlich nicht dazu angetan, das Durchhalten zu erleichtern. Wenn nichtsdestoweniger die Stimmung keine schlechtere ist und Volksbewegungen ausgeschlossen erscheinen, so ist das einerseits auf den gutmütigen österreichischen Charakter, andererseits auf den Umstand zurückzuführen, dass die Fabrikarbeiter ganz ausserordentlich hohe Löhne beziehen. Die meisten Industrien arbeiten für den Krieg, und der Staat kommt ihnen in jeder Weise entgegen. Die Arbeiter verdienen von (im Minimum) 200 bis zu 300 Kronen in der *Woche,* daneben wird ihnen von der Fabrikleitung täglich eine Mahlzeit zum jetzt lächerlichen Preise von K. 2.– verabfolgt, welche zum Beispiel im hiesigen Arsenal aus Suppe, Fleisch (täglich), Gemüse und Kartoffeln besteht; in der grossen Brauerei Dreher zahlen die Arbeiter sogar nur K. 1.– für eine solche Mahlzeit; ausserdem wird ihnen Gelegenheit gegeben, Nahrungsmittel für ihre Familien zu Vorzugspreisen zu erwerben (z. B. Pferdefleisch à K. 8.– das Kilo). Ganz schlimm ist die Lage für den Mittelstand und die Fixbesoldeten im allgemeinen. Ich höre, dass es Lehrerfamilien gibt, die schon beinahe ihr ganzes Mobiliar versetzt oder verkauft haben, oder dass in einem Kaffeehaus bei der Abendmusik ein echter Hofrat am Klavier sitzt, um sich auf diese Art einen Nebenverdienst zu verschaffen. Wenn auch die neue Ernte es erlaubt hat, die Brotration wieder von 90 Gramm auf ihre frühere Höhe von 180 Gramm zu bringen, so kann man sich doch fragen, wie lange diese Verhältnisse noch haltbar sein werden. Die Fabrikarbeiter freilich müssen wissen, dass mit dem Frieden die hohen Löhne der Kriegsindustrie aufhören werden, und dringen daher in Wirklichkeit wohl weniger auf dessen Herbeiführung, als es deren Organ, die «Arbeiter Zeitung», tut.

Über die innere Politik behalte ich mir vor, in einem späteren Berichte zu referieren, ebenso über die polnische Frage, da ich hierüber noch zuwenig sichere Informationen sammeln konnte.

444

E 2200 Washington 9/4

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, O. Pinösch, au Chargé d'affaires de Suisse à Washington, F. Öderlin

L Confidentielle
Liste noire de l'Entente

Berne, 4 septembre 1918

Pour faire suite à notre télégramme n° 87 de ce jour, nous avons l'honneur de vous exposer que, depuis plusieurs mois déjà, le Conseil fédéral se préoccupait de la situation difficile que faisaient au commerce suisse les mesures d'interdiction de commerce édictées par les Alliés.

Sur le rapport dont nous vous communiquions *à titre confidentiel,* et pour votre orientation personnelle, la copie (Annexe 1)[1], le Conseil fédéral avait envisagé l'adoption d'une attitude de protestation et avait fini par se résoudre à laisser les négociations officieusement engagées entre la S.S.S. et les Délégués de l'Entente se poursuivre.

Ces négociations ont malheureusement abouti non pas à une détente, mais à de nouvelles exigences.

Ainsi que vous le verrez par le rapport que la S.S.S.[2] a adressé au Conseil fédéral et dont nous vous envoyons la copie *à titre strictement confidentiel,* les Délégués de l'Entente ont, en effet, exigé de la façon la plus comminatoire et en impartissant un délai pour la réponse, l'adoption d'une liste noire commune qui aurait pour but d'effectuer le boycott absolu de certaines maisons établies en Suisse, et de permettre aux lois étrangères sur le commerce avec l'ennemi de déployer leurs effets en Suisse.

Nous avons répondu le 31 août à cette demande par une note[3] qui a été adressée, vu l'urgence, aux missions alliées à Berne, et qui marque bien notre point de vue, mais fait d'autre part des propositions conciliantes et tend à l'ouverture de négociations officielles au cours desquelles il serait possible de chercher, dans des dispositions compatibles avec notre indépendance, un terrain d'entente.

Vous voudrez bien trouver sous ce pli une copie de cette réponse.

Il ne paraît pas absolument nécessaire que cette note soit confirmée par une démarche officielle de votre Légation, mais nous vous serions infiniment obligés de l'appuyer officieusement de votre autorité personnelle et de tenter le possible pour amener l'ouverture des négociations offertes.

Nous désirerions beaucoup que ces négociations ne tendent pas seulement à la recherche d'un «modus vivendi» réglant la question spéciale de la liste noire commune, mais à la révision complète du régime des listes noires et des certificats de nationalité, qui pèse lourdement sur notre commerce.

Il serait pour nous d'un grand prix que vous voulussiez bien nous faire connaître le plus rapidement possible comment cette question est envisagée par les cercles diri-

---

1. *Non reproduit.*
2. *Non reproduit.*
3. *Reproduit en annexe.*

geants du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité et quelles sont les concessions qu'il serait opportun de consentir et celles qu'il est possible de demander.

ANNEXE

Le Département politique à l'Ambassade de France, aux Légations de Grande-Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique et d'Italie à Berne

Copie
N

Berne, 31 août 1918

La S.S.S. a fait connaître au Conseil fédéral que M. Kaemmerer, délégué du Ministère français du Blocus, appuyé par les Délégués des Gouvernements britannique et américain, a réclamé d'elle la création d'une liste noire officielle arrêtée d'un commun accord entre les Délégués Alliés et la S.S.S. et comprenant d'emblée quarante-deux maisons de commerce établies en Suisse.

Cette liste devrait être portée à la connaissance des commerçants par voie de publication et aurait pour effet d'être applicable à l'intérieur même de la Suisse, c'est-à-dire d'exclure les maisons qui y seraient inscrites du bénéfice de recevoir directement ou indirectement des marchandises importées de l'Entente.

Les motifs qui ont conduit à préconiser l'adoption de cette mesure paraissent résider dans le fait que les listes noires confidentielles, édictées par les gouvernements alliés, ne déploieraient pas tous leurs effets si elles empêchent l'acheminement des marchandises importées des pays de l'Entente directement ou en transit, en laissant les maisons mises à l'interdit se ravitailler en Suisse par l'entremise d'intermédiaires.

On a fait entrevoir à la S.S.S. qu'au cas où le principe de la liste noire commune serait repoussé, les listes noires confidentielles seraient déclarées officielles et qu'il ne serait plus tenu compte à l'avenir de son intervention en pareille matière.

Le Gouvernement de la Confédération croit nécessaire de rappeler que le règlement intérieur de la S.S.S.[4] pose en principe qu'aucune maison de commerce établie en Suisse avant le 1er juillet 1914 ne pourrait, en raison de la nationalité des chefs, associés, sociétaires ou actionnaires, se trouver exclue du bénéfice de recevoir des marchandises importées sous le contrôle de cette institution.

Ce principe, consacré par un accord entre la Suisse et les gouvernements alliés, a déjà subi néanmoins de nombreuses et sérieuses restrictions, telles par exemple l'application au commerce extérieur de la Suisse du système des listes noires ou la collaboration de fonctionnaires de l'Entente à certaines enquêtes que la S.S.S. effectue auprès de ses membres.

Il en est de même du système de certificats de nationalité que la France a institué et qui impose au commerçant suisse des formalités compliquées et indubitablement contraires à l'article 3 du Règlement précité; ou enfin de l'imposition par l'Ambassade de France aux maisons frappées d'interdiction de commerce qui sollicitent leur réhabilitation, du dépôt d'un cautionnement destiné à garantir les risques que comporteraient leur radiation de la liste noire.

Abstraction faite de ces mesures, dont l'usage s'est introduit bien qu'elles apparussent contraires à l'esprit comme à la lettre des principes constitutifs de la S.S.S., il semble au Conseil fédéral que la proposition de liste noire qui lui est actuellement soumise risquerait de mettre en péril l'indépendance de la Suisse et ne se concilie pas avec la neutralité qu'elle est résolue à conserver. Il ne lui a pas paru en conséquence que cette proposition puisse être acceptée.

Le Gouvernement de la Confédération croit que les principes essentiels sur lesquels reposent les accords constitutifs de la S.S.S. méritent d'autant plus d'être intégralement sauvegardés que la collaboration de cette institution et des autorités fédérales s'établit toujours davantage, que le contrôle militaire et douanier du trafic frontière est assuré de façon très efficace, que la manière dont la S.S.S. accomplit sa tâche est d'une correction absolue, que les exportations ne peuvent se faire que sur le vu d'autorisations soigneusement contrôlées et que les certificats d'origine, qui donnent déjà sécurité, feront sous peu l'objet de perfectionnements nouveaux.

---

4. *Cf. n° 151, Annexe 2.*

Le Conseil fédéral doit s'en tenir au principe fondamental de la S.S.S., car il est résolu à concilier dans la mesure du possible le maintien de la vie économique et l'indépendance de la Suisse. Il est déterminé à tenir ses engagements de la façon la plus scrupuleuse et à offrir en outre toutes les garanties compatibles avec la dignité, l'indépendance et la neutralité du pays.

Fidèle à cette ligne de conduite dont il ne s'est jamais départi, il envisagerait en conséquence l'opportunité d'augmenter les compétences pénales de la S.S.S. dans la mesure qui paraîtra propre à assurer plus efficacement encore l'emploi loyal des marchandises importées sous son contrôle.

Cette institution peut déjà frapper d'amendes qui atteignent parfois des sommes fort élevées les fautes commises par les membres de ses syndicats. Le Conseil fédéral serait disposé à donner en outre à cette institution le pouvoir d'exclure du bénéfice de recevoir directement ou indirectement des marchandises importées sous son contrôle les maisons de commerce établies en Suisse qui pourraient être convaincues à l'avenir d'avoir mésusé des marchandises provenant de l'Entente par des manquements particulièrement graves aux obligations souscrites envers la S.S.S., aux engagements pris ou aux règles de la bonne foi.

Le Gouvernement de la Confédération se plaît à espérer que les problèmes soulevés par les Délégués de l'Entente pourront trouver dans ce sens une solution conforme aux principes constitutifs de la S.S.S. qui rendra inutiles les mesures de répression que les gouvernements alliés ont cru devoir instituer sur leurs territoires à l'égard de commerçants suisses.

Le Gouvernement de la Confédération est en conséquence tout disposé à étudier dans un esprit de large conciliation les propositions qu'il plairait aux quatre Puissances ayant adhéré à la S.S.S. de lui faire par la voie diplomatique, de même qu'il envisagerait volontiers l'ouverture de négociations nouvelles entre des délégués spécialement désignés à cet effet par les gouvernements intéressés.

445

E 2300 Petersburg, Archiv-Nr. 4

Les représentants du Corps diplomatique de Pétrograd au Commissaire du Peuple, G. Zinoviev[1]

Copie
N

Pétrograd, 5 septembre 1918

Les représentants du Corps Diplomatique de Pétrograd ayant été à même de constater les arrestations en masse de personnes de tout âge, de tout sexe et les exécutions sommaires auxquelles se livrent journellement les soldats de l'armée rouge, ont demandé une entrevue au Commissaire Zinoviev qui les a reçus le lundi 3 septembre. Ils ont déclaré que leur intention n'était pas de s'immiscer dans les luttes de partis politiques qui déchirent la Russie, que se plaçant seulement au point de vue humanitaire, ils voulaient exprimer, au nom des gouvernements qu'ils représentent, leur profonde indignation contre le régime de terreur institué dans les villes de Pétrograd,[1] Moscou etc.

Sans autre motif que celui d'assouvir leur haine contre toute une classe de citoyens, sans être porteurs d'ordres d'une autorité quelconque, de nombreux hommes armés pénètrent jour et nuit dans les domiciles particuliers, pillent et dérobent, arrêtent et conduisent en prison des centaines de malheureux absolument étrangers

1. *La note est signée par le Ministre de Suisse, le Ministre du Danemark, le Ministre des Pays-Bas, le Chargé d'Affaires de Suède, le Chargé d'Affaires de Norvège, le Chargé d'Affaires d'Espagne, le Chargé d'Affaires de Perse, le Consul-Général d'Allemagne.*

aux luttes politiques, dont le seul crime est d'appartenir à la classe des bourgeois et dont les dirigeants ont prêché l'extermination dans leurs journaux et leurs discours. Il est impossible aux familles éplorées d'obtenir aucun renseignement sur le lieu où les leurs sont enfermés, on refuse de laisser voir les prisonniers et de leur assurer la nourriture nécessaire.

De semblables actes de violence, incompréhensibles de la part d'hommes qui proclament leur volonté de faire le bonheur de l'humanité, provoquent l'indignation du monde civilisé, informé maintenant des événements de Pétrograd.

Le Corps Diplomatique a tenu à faire part au Commissaire Zinoviev des sentiments de réprobation qui l'anime. Il a protesté, et proteste énergiquement, contre les actes arbitraires qui se commettent journellement. Les représentants des Puissances font toutes expresses réserves relatives au droit de leur gouvernement d'exiger les satisfactions jugées nécessaires et pour rendre personnellement responsables devant des tribunaux les auteurs des violences criminelles qui auront été commises ou se commettront par la suite.

Il demande que les termes de la présente note soient portés à la connaissance du Gouvernement des Soviets.

ANNEXE

Le Commissaire du peuple des Affaires étrangères, G. V. Tchitcherine, aux Représentants du Corps Diplomatique à Pétrograd

Copie
N

September 1918[1]

Die uns am 5. September von den Herren Vertretern der neutralen Mächte eingehändigte Note stellt einen Akt grober Einmischung in die innern Angelegenheiten Russlands dar. Die Sowjetregierung könnte diesen Akt ohne jede Antwort lassen. Aber die Sowjetregierung nutzt immer mit Vergnügen jede Möglichkeit aus, Volksmassen aller Länder das Wesen ihrer Politik klarzumachen, denn sie ist die Vertreterin nicht nur der Arbeiterklasse Russlands, sondern der ganzen ausgebeuteten Menschheit. Das Volkskommissariat der äussern Angelegenheiten gibt also hiermit die Antwort in der Sache selbst.

Die neutralen Mächte versuchen, eine Schilderung der Lage der in Russland unterdrückten Bourgeoisien zu geben, die das tiefste Mitleid in den Herzen der Bourgeoisie der ganzen Welt erregen soll. Wir haben nicht die Absicht, die Erdichtungen der Herren Vertreter der neutralen Mächte zu widerlegen, die in ihrer Note jede Verleumdung, die von der russischen Bourgeoisie gegen die Rote Armee vorgebracht wird, wiederholen. Wir brauchen keine einzige Behauptung über einen konkreten Fall von Missbrauch zu widerlegen, denn erstens führen die Herren Vertreter der neutralen Mächte absolut keine konkreten Angaben an, zweitens können in jedem Kriege – und wir befinden uns im Zustand eines Bürgerkrieges – Missbräuche einzelner Personen vorkommen.

Die Herren Vertreter der neutralen Mächte protestieren nicht gegen vereinzelte Missetaten unverantwortlicher Leute, sondern gegen das Regime, das von der Arbeiter- und Bauernregierung in ihrem Kampfe gegen die Klasse der Ausbeuter durchgeführt wird.

Bevor wir auseinandersetzen, warum die Arbeiter- und Bauernregierung den roten Terror anwendet, gegen den die Herren Vertreter der neutralen Mächte im Namen der Humanität protestieren und wegen dessen sie uns mit der Empörung der ganzen zivilisierten Welt drohen, erlauben wir uns, einige Fragen an sie zu richten.

Ist den Vertretern der neutralen Mächte bekannt, dass schon das fünfte Jahr ein internationaler Krieg tobt, in den eine kleine Clique von Bankiers, Generalen und Bürokraten die Volksmassen der ganzen Welt hineingestossen hat, dass sich die Volksmassen in diesem Kriege gegenseitig ausrotten,

---

1. *La note n'est pas datée.*

sich gegenseitig die Gurgel abschneiden, damit die Kapitalisten daran Milliarden verdienen können? Ist es ihnen bekannt, dass in diesem Kriege nicht nur Millionen von Menschen an der Front getötet worden sind, sondern dass beide kriegführenden Parteien mit Bomben offene Städte belegt haben, unbewaffnete Frauen und Kinder getötet haben? Ist es ihnen bekannt, dass in diesem Kriege eine der kriegführenden Parteien Millionen von Menschen zum Hungertode verurteilt hat, indem sie sie entgegen dem bürgerlichen Völkerrecht von der Brotzufuhr abschneidet, dass diese kriegführende Partei hofft, durch den Hungertod der Kinder die andere Partei zu zwingen, sich auf Gnade und Ungnade dem Sieger zu unterwerfen? Ist es ihnen bekannt, dass die kriegführenden Parteien Hunderttausende waffenloser, friedlicher Bürger im Feindesland gefangennimmt und sie zu Zwangsarbeiten, fern von ihrem heimatliche Herde, verschickt, und ihnen jedes Verteidigungsrecht nimmt? Ist es ihnen bekannt, dass in allen kriegführenden Ländern die herrschende kapitalistische Clique die Volksmassen des Versammlungsrechtes, der Pressefreiheit, des Streikrechtes beraubt hat, welche für jeden leisesten Versuch eines Protestes gegen den weissen Terror der Bourgeoisie die Arbeiter einkerkert, an die Front schickt, damit jeder Gedanke an ihre Menschenrechte in ihnen getötet wird?

Alle diese Bilder der Ausrottung der Arbeiterklasse im Namen der Interessen des Kapitals, all die Bilder des weissen Terrors der Bourgeoisie dem Proletariat gegenüber sind den Regierungen der neutralen Länder und ihren Vertretern in Russland mehr als wohlbekannt. Und doch, entweder vergassen sie die höheren Ideale der «Humanität» oder sie vergassen in diesem Fall, die Bourgeoisie der kriegführenden Länder, die vom Blut der Volksmassen triefen, an sie zu erinnern.

Die sogenannten neutralen Länder wagten auch nicht mit einem Worte, gegen den weissen Terror des Kapitals zu protestieren, ja sie wollten nicht einmal protestieren, denn die Bourgeoisie aller neutralen Länder half dem Kapital der kriegführenden Länder, den Krieg weiterzuführen, da sie an den Kriegslieferungen für beide imperialistischen Lager Milliarden verdienen.

Wir erlauben uns, noch eine Frage zu stellen: Haben die Herren Vertreter der neutralen Mächte irgend etwas über die blutige Niederwerfung der Sinnfeiner in Dublin gehört? Über die Erschiessung ohne irgendeinen Gerichtsspruch der Hunderte von Irländern, mit Skeffington an der Spitze? Hörten sie etwas von dem weissen Terror in Finnland, von Zehntausenden von Erschossenen, von Zehntausenden in den Gefängnissen schmachtender Arbeiter, ihrer Frauen und Kinder, denen eine Anklage weder vorgelegt wurde noch wird? Hörten sie nicht von dem Massenerschiessungen der Arbeiter und Bauern in der Ukraine? Von den Massenerschiessungen der Arbeiter durch die braven Tschechoslowaken, diese Mietlinge des englisch-französischen Kapitals? Die Regierungen der sogenannten neutralen Länder hörten all das, aber niemals kamen sie auf den Gedanken, gegen diese Willkür der Bourgeoisie, die die Arbeiterbewegung niederdrückt, zu protestieren, denn sie selbst sind jeden Moment bereit, die Arbeiter, die für ihr Recht kämpfen, erschiessen zu lassen, und in ihren eigenen Ländern sind sie bereit, im Namen und zur Verteidigung der Interessen der Bourgeoisie jedes Anzeichen einer Arbeiterempörung niederzumachen.

Es genügt, an die vor kurzem erfolgte Niederwerfung durch Militärmacht der Arbeiterdemonstrationen in Dänemark, in Norwegen, in Holland, in der Schweiz usw. zu denken. Noch sind die Arbeiter in der Schweiz, Holland, Dänemark nicht aufgestanden, und schon mobilisieren die Regierungen dieser Länder gegen die kleinste Protestregung der Arbeiter das Militär. Wenn die Vertreter der neutralen Länder uns mit der Empörung der zivilisierten Welt drohen und gegen den roten Terror im Namen der Humanität protestieren, so machen wir sie darauf aufmerksam, dass sie nicht dazu nach Russland geschickt worden sind, um die Grundsätze der Humanität zu verteidigen, sondern um die Interessen der kapitalistischen Staaten zu wahren, und wir raten ihnen, uns mit der Empörung der zivilisierten Welt, die vom Kopf bis zum Fuss vom Arbeiterblute trieft, nicht zu drohen, sondern vor dem Zorne der Volksmassen der ganzen Welt zu erbeben, die sich gegen eine «Zivilisation» erheben, die die ganze Menschheit in den unsäglichen Jammer der Schlächtereien ohne Ende hineingestossen hat.

In der ganzen kapitalistischen Welt herrscht der weisse Terror gegen die Arbeiterklasse. Die Arbeiterklasse Russlands hat den Zarismus, dessen blutiges Regime keine Proteste der neutralen Länder hervorgerufen hat, niedergemacht. Die Arbeiterklassen Russlands haben der Herrschaft der Bourgeoisie in Russland ein Ende gemacht, die unter der Fahne der Revolution – beim Stillschweigen der neutralen Regierungen – , da die Soldaten nicht länger ihr Blut für die Interessen der Kriegsspekulanten vergiessen wollten, niedermetzelte, die Bauern niedermachte, weil sie den Grund und Boden als ihr Eigentum erklärten, den Boden, den sie seit Hunderten von Jahren beackert und mit ihrem Schweisse begossen haben.

Die Mehrheit der russischen Volkes, in der Person des zweiten Kongresses der Arbeiter-, Bauern-, Soldaten- und Kosakendeputierten, übergab die Macht in die Hände der Arbeiter- und Bauernregierung. Ein Häuflein Kapitalisten, die wünschten, die ihnen zugunsten des Volkes abgenommenen Fabriken und Banken wiederzuerlangen, ein Häuflein Gutsbesitzer, die den Bauern das Land wieder abnehmen wollen, ein Häuflein Generale, die die Arbeiter und Bauern wieder mit der Peitsche Unterwürfigkeit zu lehren wünschen, haben diesen Beschluss des russischen Volkes nicht anerkennen wollen. Sie mobilisieren mittels des Geldes des ausländischen Kapitals konterrevolutionäre Banden, mit Hilfe derer sie Russland vom Brote abschneiden, damit die knochige Hand des Hungers die russische Revolution erwürge. Nachdem sie sich von der Unmöglichkeit überzeugt haben, die Arbeiterregierung, die von den Arbeitermassen unterstützt wird, zu stürzen, veranstalten sie konterrevolutionäre Aufstände, indem sie darauf ausgehen, die Arbeiter- und Bauernregierung von ihrer positiven Arbeit zu verdrängen, sie am Werke der Befreiung des Landes von der Anarchie zu verhindern, in die sie von der verbrecherischen Politik der früheren Regierungen gestossen worden ist. Sie haben Russland im Süden, Norden und Osten den fremdländischen, imperialistischen Staaten verraten, indem sie fremde Bajonette von überall, woher man sie nur bekommen konnte, herbeiriefen. Versteckt hinter dem Walde ausländischer Bajonette, senden sie gedungene Mörder, um die Anführer der Arbeiterklasse zu vernichten, in denen nicht nur das Proletariat Russlands, sondern die ganze zerfleischte Menschheit die Personifizierung ihrer Hoffnungen sieht. Das russische arbeitende Volk wird diese konterrevolutionäre Clique, die mit Hilfe des ausländischen Kapitals und der russischen Bourgeoisie die Sklavenschlinge um den Hals des russischen Volkes zu legen wünscht, schonungslos erdrücken.

Wir erklären angesichts des Proletariats der ganzen Welt, dass weder heuchlerische Proteste noch Flehen diejenigen vor der strafenden Hand schützen werden, die zugunsten des Kapitals die Waffen gegen die Arbeiter und die ärmsten Bauern erheben, sie aushungern und in neue Kriege um die Interessen des Kapitals verwickeln wollen. Wir sichern gleiche Rechte und gleiche Freiheit allen denjenigen, die loyal ihre Pflichten als Bürger der sozialistischen Arbeiter- und Bauernrepublik erfüllen. Ihnen bringen wir den Frieden, unsern Feinden aber bringen wir den schonungslosen Krieg. Wir sind überzeugt, dass die von einem kleinen Häuflein Ausbeuter unterdrückten und gepeinigten Volksmassen aller Länder es begreifen werden, dass in Russland Gewalt nur im Namen der heiligen Sache der Befreiung der Volksmassen gebraucht wird, dass sie es nicht nur begreifen, sondern uns auch folgen werden.

Wir lehnen aufs entschiedenste die Einmischung der neutralen kapitalistischen Mächte zugunsten der russischen Bourgeoisie ab und erklären, dass jeder Versuch von seiten der Vertreter dieser Mächte, die Grenzen des gesetzlichen Schutzes der Interessen ihrer Bürger zu überschreiten, als ein Versuch der Unterstützung der russischen Konterrevolution betrachtet werden wird.

446

EVD KW Zentrale 1914–18/24+25

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L Listes noires de l'Entente

Paris, 13 septembre 1918

Pour faire suite à mon rapport provisoire du 9 de ce mois [1], j'ai l'honneur de vous informer que j'ai pu voir assez longuement le Ministre du Blocus, M. Lebrun, hier après-midi, et, conformément à vos instructions du 4 courant [2], j'ai appuyé officieusement, auprès de lui, la note verbale qui avait été remise à l'Ambassade de France à

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n° 444.*

Berne le 31 août[3], et j'ai tenté de l'amener à l'ouverture des négociations proposées dans cette note.

En ce qui concerne la note verbale du 31 août, je dois vous avouer que j'ai remarqué chez M. Lebrun une certaine surprise de ce que je me plaçais encore, le 12 septembre, sur le terrain de cette note parce que le Ministre du Blocus m'a dit qu'avant leur départ de Berne, les délégués anglais, et spécialement Sir Francis Eliot, avaient vu M. le Conseiller fédéral Schulthess, qui leur aurait déclaré (c'est toujours M. Lebrun qui parle) que le Conseil fédéral ne serait point hostile, au pis aller, à l'établissement d'une liste interne suisse. Cette affirmation de M. Lebrun, à laquelle je ne m'attendais guère d'après les termes de vos instructions, m'a sinon coupé, du moins fortement entaillé les jarrets; j'ai répliqué à mon interlocuteur que je n'avais aucune connaissance de cette nouvelle manière de voir et que, en ce qui me concerne, je devais insister auprès de lui, à titre officieux mais de façon pressante, pour faire prévaloir le point de vue auquel le Conseil fédéral s'est placé dans sa note, déjà plusieurs fois mentionnée, du 31 août.

Le Ministre du Blocus m'a alors fait comprendre très nettement que le Gouvernement français avait été étonné de voir le Conseil fédéral surgir, en tant que gouvernement, dans ces questions des listes noires. Ni le Cabinet de Madrid, ni celui de Stockholm, ni celui de La Haye n'ont fait jusqu'à présent la moindre démarche à Paris au sujet des listes noires très longues qui ont été établies et imposées, par les Alliés, contre des sujets espagnols, suédois ou néerlandais. D'après la manière dont M. Lebrun, toujours très courtois, me parlait, j'ai très bien saisi qu'il avait été indisposé de cette ingérence gouvernementale suisse qui lui est incompréhensible. A cela j'ai fait observer au Ministre du Blocus que plusieurs maisons suisses ne faisant pas partie des syndicats S.S.S. n'avaient, par conséquent, pas pu s'adresser à la S.S.S. et avaient porté leurs doléances au Conseil fédéral; c'est ainsi que mon gouvernement a été nanti de l'affaire et avait l'obligation très légitime de défendre les intérêts de ses ressortissants. En ce qui concerne ce côté de la question, la chose en est restée là et M. Lebrun a eu l'air de se contenter de mon explication.

Quant à la question de l'élaboration d'une liste noire pour la Suisse, il me faut, à mon vif regret, vous annoncer que, parti pour le Ministère du Blocus avec tout mon désir de faire triompher votre point de vue, je me suis heurté à un mur. A toutes mes observations M. Lebrun m'a dit que depuis des mois les Alliés étaient en conversation pour arriver à cette liste noire, que nous sommes le seul des pays neutres qui n'en ait point encore, qu'il y en a même au Portugal, pays allié, que la liste noire projetée pour la Suisse est de très minime importance, comparée aux listes noires des autres pays neutres, que la Suisse est restée l'enfant chérie (sic) des Alliés, que la mesure projetée ne l'est nullement contre la Suisse, mais uniquement pour lutter contre l'Allemagne. «Vous ne vous doutez pas, M. le Ministre», s'est exclamé M. Lebrun, «que nous continuons nos mesures de blocus comme si la guerre devait durer à perpétuité» (sic). Je vous assure, Monsieur le Président, que ce mot m'a laissé songeur et me permet d'entrevoir tout ce que va être la politique économique des Alliés à l'égard de celui qu'ils sont absolument certains de vaincre.

---

3. *Cf. n° 444, Annexe.*

C'est donc à la suite de ces longues négociations entre Alliés que l'établissement de la liste noire suisse a été décidé; il ne faut se faire, malheureusement, aucune illusion quelconque; cette liste se fera, que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas, et malgré tout ce qu'il y a pour moi de profondément antipathique à l'établissement de cette liste, je sens qu'étant acculé, mon pays devra se demander quel est le moindre de ces deux maux: ou bien subir une liste interalliée qui sera faite au petit bonheur des dénonciations provenant de Paris ou de Londres, ou bien laisser la S.S.S. établir elle-même une liste d'une quarantaine de firmes suisses.

Le présent rapport va vous causer, Monsieur le Président, je le sens, une déception profonde; je vous assure que votre Ministre à Paris y est complètement étranger, car je me suis trouvé vis-à-vis d'une situation faite, d'un parti pris contre lesquels les meilleurs arguments de politique internationale, voire même de sentiment à l'égard de notre pays n'avaient plus de portée. Je répète ce que M. Lebrun m'a dit à plusieurs reprises: «Ce n'est pas de la méfiance pour la Suisse, ce n'est point un acte inamical à l'égard de votre pays, c'est uniquement une mesure pour atteindre l'Allemagne». Au cours de ces dernières semaines, les armées allemandes, en se retirant d'une partie du territoire français, ont commis des actes de démolition et d'anéantissement tels qu'il y a une haine froide de tous les Alliés contre tout ce qui est outre-Rhin. Notre position géographique veut que nous soyons placés entre l'Allemagne et les Alliés; ceux-ci sont absolument décidés à ce que notre pays ne puisse, à aucun degré quelconque, servir de passoire vis-à-vis de l'Allemagne, soit dans un sens, soit dans un autre. Et je relève encore le mot de «perpétuité». La fin de la guerre ne changera rien. L'entrée en lice des Américains et leur tenace résolution de mener à bien les hostilités encouragent certainement les Français et les Anglais à devenir encore plus sévères vis-à-vis des Allemands.

Je m'excuse, Monsieur le Président, d'être aussi peu réjouissant, ce n'est certes pas de ma faute et je vous prie d'agréer l'hommage de mon respect.

447

E 1004 1/269

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 16 septembre 1918 [1]

2692. Reconnaissance de l'Ukraine

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 10 septembre 1918

Monsieur Lukassevitch a été envoyé en Suisse par le Gouvernement ukrainien pour nouer des relations avec la Suisse. Il a été reçu par le Président de la Confédération et paraît avoir compris qu'une reconnaissance officielle de l'Ukraine n'est pas possible en ce moment. Il tient d'autant plus à établir des relations de fait.

Il paraît quelque peu déprimé par l'accueil qu'il a reçu en Suisse.

---

1. *Etait absent: C. Decoppet.*

Sans vouloir exagérer l'importance des relations commerciales que la Suisse pourra entamer avec l'Ukraine, on ne doit cependant pas les ignorer complètement; en outre, tous les rapports qu'on reçoit de l'Ukraine parlent de la sympathie qui règne dans ce pays pour la Suisse et engagent à ne pas laisser se perdre les avantages qui pourraient en dériver pour cette dernière. Enfin il existe des questions pendantes avec l'Ukraine qui ne pourront pas rester indéfiniment ouvertes, comme celle des passeports.

Toutes ces raison engagent à ne pas répondre par une simple fin de non recevoir à la démarche de l'Ukraine. Il ne paraît pas possible d'entrer pour le moment en négociations sur aucun point précis; mais il serait de mauvaise politique de laisser partir pour Kiev M. Lukassevitch avec des sentiments de découragement et de rancoeur.

Dans ces circonstances, il est décidé d'adresser à M. Lukassevitch la lettre suivante, qui serait signée par M. Lardy:

«Monsieur,

Vous avez bien voulu nous remettre une lettre de Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères par intérim de l'Ukraine. Je suis chargé et j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien accuser réception à Son Excellence de cette obligeante communication.

C'est avec un très vif plaisir que le Haut Conseil Fédéral a pris connaissance du désir du Gouvernement Ukrainien d'entrer en relations avec la Confédération Suisse. Vous connaissez assez notre histoire et nos traditions pour être assuré de toute la sympathie avec laquelle le Gouvernement et le peuple suisses saluent toutes les manifestations d'indépendance et de liberté de la part des peuples. Vous savez aussi que notre nation dépend de l'étranger au point de vue économique; il est donc naturel qu'elle désire accroître le cercle de ses relations commerciales et qu'elle cherche à les rendre toujours plus étroites. Aussi n'ai-je pas besoin de vous dire que votre aimable visite et la courtoise intention qui l'a inspirée ont été les très bien venues en Suisse.

Des motifs qui vous sont connus empêchent le Conseil Fédéral de donner pour le moment à ses relations avec le Gouvernement Ukrainien un caractère officiel; mais, de même que nous avons été très reconnaissants de recevoir votre visite, nous serons heureux aussi de recevoir la visite de toute autre personne jouissant de la confiance de Son Excellence le Ministre par intérim des Affaires Etrangères et de réserver le meilleur accueil aux communications que, par son intermédiaire, le Gouvernement Ukrainien désirerait nous faire parvenir.

Je me félicite de cette occasion de vous prier d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.»

448

E 2200 Washington 10/3

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer

L 50/Gx. Berne, 27 septembre 1918

Vous voudrez bien saisir la prochaine occasion qui se présentera à vous pour exprimer au Président Wilson le vif désir de notre Gouvernement d'obtenir une confirmation positive des engagements publics qu'il a pris en 1917 concernant le libre accès de tous les peuples à la mer.

Les instructions, ainsi que le rapport ci-inclus, vous fourniront des indications qui nous paraissent suffisantes pour mettre le Gouvernement de Washington au courant de la situation actuelle de la Suisse et de ses droits.

En lisant ces documents, vous pourrez vous rendre compte que la question du Rhône demande à être traitée tout différemment de celle concernant le Rhin.

L'Amérique étant actuellement l'alliée de la France, se trouve assurément dans une situation un peu délicate pour soutenir contre ce pays les intérêts suisses, intérêts qui ne reposent pas sur une base légale et internationale, puisque le Rhône n'est pas un fleuve international, mais un fleuve suisse et français n'étant pas actuellement navigable sans interruption de la Suisse à la mer. Nous ne pouvons donc pas parler de *droits positifs* en ce qui concerne la navigation de ce fleuve, mais seulement *d'intérêts économiques* puissants. Il convient d'ajouter que ces intérêts concernent non seulement la Suisse et la France, mais aussi tous les Etats d'Amérique et de l'Europe méridionale qui éprouveront le désir de commercer librement avec la Suisse.

Le Président Wilson pourrait donc nous rendre un service signalé en démontrant aux représentants de la France que les divers pays intéressés doivent s'efforcer de rendre le Rhône navigable jusqu'à la Suisse dans le plus bref délai possible, en dépit des difficultés techniques assez considérables qu'il faudra surmonter; que l'accomplissement de cette œuvre présentera le grand avantage de poser, entre autres, une digue à la pénétration commerciale de l'Allemagne en Suisse, pénétration qui ne manquera pas de se produire le jour où les chalands de cette nation navigueront jusqu'au lac Léman sans y rencontrer de concurrence étrangère.

Il y a là une question d'équilibre commercial qui frappera d'autant plus le Président qu'il sait fort bien que la Suisse, de par sa situation de pays neutre placé au carrefour des grandes artères fluviales et ferroviaires de l'Europe, est appelée à jouer un rôle appréciable dans l'économie future du commerce européen et même mondial.

Ce rôle de la Suisse n'est pas d'imposer sa volonté aux grandes puissances (elle n'a pas les moyens pour cela), mais de les convaincre. Or, il est incontestable que, grâce à ses qualités commerciales remarquables, l'Allemagne reprendra, aussitôt la guerre finie, sa politique d'expansion et que ses adversaires actuels n'auront pas trop de toute leur énergie pour maintenir les avantages qu'aura pu leur assurer une issue favorable de la guerre.

C'est une raison de plus pour eux de ne pas négliger l'appoint que leur apportera la Suisse dans une lutte économique pour la conquête du marché européen.

Les Alliés auront donc un intérêt majeur à développer les moyens de transports économiques de l'Europe centrale aussi bien qu'occidentale pour contrebalancer la puissante organisation ferroviaire et fluviale de la «Mitteleuropa» en se servant pour cela d'un pays que, dans ses projets de navigation fluviale tout au moins, l'Allemagne semble avoir négligé.

Vous voudrez bien également faire observer au Président que le développement de la navigation fluviale du Rhône n'est pas d'un intérêt exclusivement suisse, mais bien au premier chef d'un intérêt français et allié, car c'est au Rhône qu'aboutiront forcément une bonne partie des canaux de navigation qui partiront des grands ports de l'Atlantique pour traverser le plateau français et venir alimenter la France orientale.

Les intérêts commerciaux franco-américains réclament donc impérieusement l'aboutissement rapide d'un projet qui du Rhône, doit faire une route commerciale de grande communication.

Ce n'est pas sans dessein que, dans nos instructions, nous insistions si particulièrement sur la résistance constante opposée par l'Allemagne aux justes prétentions de la Suisse, désireuse de naviguer sans obstacle d'aucune espèce sur le Rhin. Vous n'aurez pas de peine à faire vibrer chez M. Wilson le sentiment qui a inspiré son message au Sénat du mois de janvier 1917.

Nous n'avons pas la présomption de supposer qu'en le rédigeant il ait été renseigné bien exactement sur toutes les difficultés auxquelles nous étions en butte de la part de la puissance voisine, mais il nous semble qu'il ne pourra que lui être agréable de recueillir de votre bouche un exemple typique à l'appui de la thèse qu'il a soutenue avec tant de générosité dans son message au Sénat.

L'opposition si vive à laquelle nous nous sommes heurtés en 1904 et cette année encore de la part de l'Allemagne contribuera sans doute à faire de cet arbitre de la paix future, un défenseur convaincu de nos droits.

Il importe donc de l'intéresser dès à présent, et avant que son esprit ne soit trop complètement absorbé par d'autres préoccupations plus pressantes, à une question qui est pour la Suisse d'un intérêt vital. Si donc vous pouviez arracher au Président Wilson une promesse positive et si possible écrite, sous forme d'un engagement de ne pas conclure la paix sans avoir fait consacrer son programme du libre accès de tous les peuples à la mer, en ce qui concerne la Suisse, vous auriez par là rendu à votre pays un service inappréciable dont nous vous serions profondément reconnaissants. Vous ne négligerez donc rien de ce qui dépendra de vous pour obtenir sur ce point un engagement formel du Président Wilson, auquel vous tâcherez en outre de faire comprendre que si la Suisse a la prétention de naviguer sans aucun obstacle sur le Rhin en temps de paix, la guerre actuelle a démontré qu'elle devait pouvoir le faire également pendant une guerre, au cours de laquelle, en l'absence de toute communication maritime, elle n'arrivera que très difficilement à se ravitailler.

Comme suprême argument, et pour obtenir une promesse efficace, vous pourriez rappeler au chef du Gouvernement américain que, dans le passé, la Suisse a

offert aux Etats-Unis la liberté de la pensée en lui donnant le calvinisme et qu'aujourd'hui sa patrie, qui a progressé grâce à ce don inestimable, est en mesure d'acquitter une partie de sa dette en donnant à son tour à la Suisse la liberté des mers qui est indispensable à ce pays pour continuer à vivre.

ANNEXE

Le libre accès de la Suisse à la mer

Notes pour M. le Ministre Sulzer

La guerre actuelle a démontré que la Suisse a plus que jamais un besoin impérieux du libre accès à la mer pour assurer son existence économique. Quatre voies se présentent à elle: le Rhin, le Rhône, le Danube et le Pô, mais actuellement il s'agit principalement pour la Confédération d'aménager la navigation sur le Rhin et sur le Rhône.

C'est actuellement aux Etats-Unis d'Amérique que la Confédération estime devoir s'adresser pour sortir de la situation critique qui est la sienne; cette grande puissance est en effet la seule qui, au cours de la guerre actuelle, ait proclamé nettement *les droits des petites nations* et le libre accès de tous les peuples à la mer. Il y aurait lieu de rappeler au Président Wilson les déclarations si généreuses contenues dans son message au Sénat du 22 janvier 1917. Le chef du Gouvernement américain devrait être mis brièvement au courant des difficultés politiques et économiques auxquelles se heurte la Suisse sur le Rhin et sur le Rhône, pour arriver à réaliser sur ces deux grands fleuves la libre navigation jusqu'à la mer.

C'est en effet maintenant qu'il importe d'attirer l'attention bienveillante du Gouvernement américain sur les justes revendivations du Conseil fédéral, plutôt qu'au moment où, la guerre étant terminée, tous les Etats auront à se préoccuper de questions nombreuses et d'un intérêt plus immédiat pour eux.

Le Rhin

Le cours du Rhin est naturellement navigable de Bâle à la mer. Aux termes de l'article 108 de l'Acte final du Congrès de Vienne, la Suisse doit être considérée comme l'un des Etats riverains de ce cours d'eau international. Depuis quelques années, elle pratique la navigation fluviale sur le Rhin. En 1913, le port de Bâle a reçu ou expédié par eau 90000 tonnes de marchandises et, sans la guerre, ce trafic aurait atteint en 1914 le chiffre de 150000 tonnes.

Le droit de la Suisse à la libre navigation sur le Rhin se heurte cependant de la part de l'Empire d'Allemagne à de nombreux obstacles. A ce propos, il peut être utile de présenter les observations suivantes:

1. Le Traité de Paris du 30 mai 1814 a assuré *la liberté complète de la navigation du Rhin à toutes les nations.* L'article 6 de ce Traité stipule en effet que: «La navigation sur le Rhin, du point où il devient navigable jusqu'à la mer et réciproquement, sera libre, de telle sorte qu'elle ne pourra être interdite à personne.»

2. En outre, le Congrès de Vienne a assuré à la Suisse *le droit de participer* avec les autres riverains *à toutes les mesures qui auront trait à la navigation de ce fleuve.* L'acte final, du 9 juin 1815, article 108, décrète: «Les Puissances dont les Etats sont séparés ou traversés par une même rivière navigable s'engagent à régler d'un commun accord tout ce qui a rapport à la navigation de cette rivière.» Si au Congrès de Vienne la Suisse, petite puissance, n'a pas été invitée plus que les autres Etats de même importance à participer aux décisions des grandes puissances, si en dépit de sa situation d'Etat riverain elle n'a pas été appelée à se prononcer sur la question de la navigation du Rhin, elle n'en a pas moins donné son adhésion officielle aux décisions du Congrès.

3. La Confédération n'a pas été invitée non plus en 1831 et en 1868 à signer avec les autres Etats riverains la Convention du Rhin. Cet acte représentait cependant le règlement d'exécution des décisions des Congrès de Paris et de Vienne, applicable à toutes les nations européennes et plus spécialement à la Suisse, Etat riverain du Rhin.

4. En 1904, à l'occasion du renouvellement de son traité de commerce avec l'Allemagne, la Confédération a exprimé le désir positif d'être admise au nombre des Etats riverains participant à la Convention de 1868. L'Allemagne n'a pas daigné prendre en considération cette demande, cependant légitime, du Gouvernement suisse et le Conseil fédéral n'a pas reçu de réponse à la demande qu'il avait formulée à ce sujet.

5. Aujourd'hui encore, l'Allemagne prétend régler seule la question de l'aménagement du Rhin en amont et en aval de Bâle. Dans sa note du 11 juillet [1] au Conseil fédéral, elle a intentionnellement laissé sans réponse la demande que ce dernier lui avait adressée en avril 1918 pour revendiquer ses droits de pays riverain.

6. L'attitude dédaigneuse et négative de l'Empire d'Allemagne envers la Suisse est celle d'une grande nation impérialiste qui abuse de sa situation géographique et de sa force pour entraver la liberté économique d'un voisin plus faible et fouler aux pieds les aspirations légitimes de ce voisin. La Confédération réclame purement et simplement l'application du Traité de Vienne qui lui assure l'entière liberté de navigation sur le Rhin entre Bâle et la mer. L'empire d'Allemagne répond à cette juste demande par la prétention de créer entre Bâle et Strasbourg un certain nombre d'usines hydrauliques munies d'autant de barrages, dont la mise en œuvre aurait pour résultat d'entraver jusqu'à l'achèvement des travaux, soit pendant une période estimée à une trentaine d'années, la libre navigation de la Suisse sur le Rhin.

Au mépris de l'acte de Vienne et de l'acte de navigation du Rhin du 17 octobre 1868, dont l'article 30 interdit les ouvrages de nature à gêner la navigation fluviale, l'Empire d'Allemagne se dispose à priver la Suisse d'un droit naturel reconnu par les traités et imprescriptible.

La Confédération invoquera donc l'application du Traité de 1815 et les promesses solennelles du Président Wilson pour s'opposer à un abus de pouvoir qui aurait pour conséquence presque infaillible de la priver de l'accès à la mer par la voie du Rhin. Elle rappelle que moyennant quelques travaux de régularisation peu coûteux entre Bâle et Strasbourg, le cours du fleuve actuellement utilisable pourrait être considérablement amélioré et adapté aux besoins de la grande navigation.

Pour autant qu'il est possible d'en juger actuellement, la politique fluviale de l'Allemagne consiste à ménager à l'Empire le monopole de la navigation sur le Rhin. Cette puissance est en voie de créer un réseau navigable qui se porte du Nord-Ouest au Sud-Est, de la mer du Nord à la mer Noire par le Danube, par l'utilisation des grands fleuves allemands, l'Elbe, l'Oder, le Main, le Neckar, reliés entre eux et au Danube par un réseaux de canaux. Sur les cartes allemandes, la navigation du Rhin s'arrête à Strasbourg, la Suisse et le Rhin supérieur étant intentionnellement mis de côté. Aux yeux des Allemands, le Traité de Vienne, acte constitutif et essentiel de la navigation internationale sur le Rhin, semble avoir perdu toute valeur.

Non seulement le cours du Rhin devrait être ouvert sans aucun obstacle en temps de paix à la libre navigation de la Suisse comme à celle de tous les autres Etats, mais il importe également que ce fleuve *soit neutralisé en prévision d'une guerre future.*

La Suisse, pays neutre, privé de tout accès naturel à la mer, doit pouvoir compter en tous temps sur une voie par laquelle effectuer son ravitaillement. Il devrait donc être convenu que les chalands suisses navigueraient librement en cas de guerre sur le Rhin, aux risques et périls des navigateurs, et qu'aucun obstacle ne pourrait être apporté de la part des belligérants à l'exercice de ce droit.

La Confédération demandera donc au Président Wilson de faire consacrer, lors de la conclusion de la paix, son entrée dans la Société des Etats riverains du Rhin, en lui assurant la jouissance de tous les avantages que le droit naturel, comme les traités internationaux, attachent à cette qualité: à savoir la libre circulation et le commerce illimité et sans contrôle en temps de guerre comme en temps de paix, sur le cours du Rhin, depuis le point où ce fleuve devient navigable jusqu'à la mer.

L'intervention du Président pourrait avoir également cet heureux résultat de provoquer les quelques travaux nécessaires à la régularisation du fleuve entre Bâle et Strasbourg, travaux peu importants et peu coûteux, dont l'exécution aurait le précieux avantage d'assurer l'aménagement du fleuve entier à la grande navigation, telle qu'elle fonctionne actuellement entre Strasbourg et la mer.

---

1. *Non reproduit: Cf.* VED A + W 1909–1955, 5/29.

Le Rhône

La Suisse a un intérêt également considérable à l'utilisation du Rhône, dont l'exploitation conviendrait à la politique d'équilibre économique que la Confédération aspire à pratiquer avec ses voisins. Le Rhône navigable affranchirait en effet ce pays de la dépendance redoutable que la politique persévérante et insidieuse de l'Allemagne s'efforce d'imposer à la Suisse.

Actuellement, le Rhône est accessible de Marseille à Lyon à la navigation fluviale qui n'est encore qu'à ses débuts sur le Bas-Rhône et aurait le plus grand besoin d'être améliorée par des travaux d'une certaine importance.

En amont de Lyon et jusqu'au lac de Genève, le Haut-Rhône n'est pas encore ouvert à la circulation des chalands. La France a cependant témoigné d'une façon très positive son désir d'utiliser cette partie du fleuve pour ses relations économiques avec la Suisse. Au cours de cette année ont été engagés des pourparlers entre les deux pays et à deux reprise une commission d'étude officielle franco-suisse s'est réunie à Genève puis à Lausanne, en mai et en septembre, pour travailler à l'élaboration de ce programme. Un projet de convention entre les deux gouvernements pour l'aménagement du Haut-Rhône a même été déposé tout récemment par les délégués français.

En l'état actuel de la question, la Suisse dispose de projets bien étudiés qui permettraient d'effectuer dans des délais relativement courts l'aménagement de la navigation sur le Rhône entre la frontière franco-suisse et le lac de Genève, ainsi que le raccordement du Rhône au Rhin par une voie fluviale qui relierait le lac Léman aux lacs de Neuchâtel et de Bienne et ceux-ci au Rhin par le cours de l'Aar.

Les projets français en matière de navigation du Haut-Rhône sont malheureusement beaucoup moins avancés; les difficultés techniques assez sérieuses pour le passage des gorges de Bellegarde compliquent singulièrement la question. A ces difficultés viennent s'ajouter les compétitions locales si vives en France. Les populations de la Bourgogne notamment préconisent l'utilisation du canal existant du Rhône au Rhin, de Châlons à Mulhouse. Les habitants de la région du Rhône eux-mêmes sont divisés sur la question de l'aménagement du fleuve, les uns réclamant la construction de deux barrages à Bellegarde, d'autres celle d'un grand barrage unique à Génissiat, d'autres enfin préféreraient un grand canal latéral de dérivation. A la question de la navigation vient s'ajouter la question connexe des usines hydrauliques et de l'attribution de la force électrique gagnée par ces usines, que les populations du Rhône désirent naturellement conserver à l'industrie régionale alors que le Gouvernement français et la Municipalité de Paris envisagent plutôt l'attribution de ces forces à la ville de Paris.

En définitive le Gouvernement français paraît très bien disposé en faveur de l'aménagement du Rhône aux besoins de la navigation fluviale, dans lequel il voit un moyen d'intensifier les rapports économiques existant entre la France et la Suisse. Ce projet se heurte toutefois à des difficultés d'ordre technique, à des rivalités régionales, à la routine et aux lenteurs bien connues de l'administration.

La Suisse ne saurait invoquer les prescriptions du droit international pour l'utilisation du Rhône. Ce fleuve est, en effet, un fleuve national et la Suisse ne dispose pas sur le Rhône du puissant levier qu'elle possède à l'égard de l'Allemagne sur le Rhin, fleuve international ouvert à l'accès de toutes les nations.

Il faudra de longues années encore, en mettant les choses au mieux, pour adapter le Haut-Rhône aux nécessités de la navigation, alors que dès à présent le Rhin est ouvert jusqu'à Bâle aux chalands allemands qui, avant la guerre, débarquaient leurs marchandises sur les quais de cette ville.

Le Gouvernement fédéral ne se dissimule pas que s'agissant d'une question d'ordre intérieur dont la solution dépend uniquement des décisions du Gouvernement de la République, il ne dispose d'aucun moyen pratique pour exercer une pression sur ce Gouvernement. Il a cependant un intérêt de tout premier ordre à hâter la solution de la question du Rhône à un moment où les nécessités de sa politique économique lui imposeraient l'obligation de trouver un équilibre heureux entre la navigation fluviale du Rhône et celle du Rhin.

Pendant de longues années encore, le commerce fluvial suisse n'aura d'autre débouché que celui qui lui est ouvert dans la direction du Nord. Il est à craindre que sans une intervention amicale de ses alliés, la France, en dépit de son bon vouloir, ne laisse écouler un temps précieux avant de résou-

dre le problème qui permettrait de soustraire la Suisse à la pénétration et à l'influence économiques de l'Allemagne.

En effet, si la Suisse, dont les projets de navigation intérieure sont pour ainsi dire achevés, se décidait à les exécuter, l'Allemagne serait mise dans la possibilité de faire pénétrer avant longtemps ses chalands jusque sur le lac Léman.

Le Gouvernement des Etats-Unis, intéressé avec tous les alliés actuels de la France à l'utilisation de la voie fluviale du Rhône et des canaux français, tant pour ses relations avec la France qu'avec la Confédération, n'aurait-il pas un intérêt à exercer sur le Gouvernement de la République une pression discrète autant qu'effective pour décider ce gouvernement à hâter l'aménagement du Haut-Rhône?

Ce projet grandiose, hérissé de difficultés suffisantes pour tenter l'esprit d'entreprise d'un peuple audacieux, devrait semble-t-il être proposé à l'attention non seulement du gouvernement, mais aussi à celle de la finance et de l'industrie américaines. A plusieurs reprises les journaux ont parlé de l'intérêt que la navigation du Rhône avait éveillé dans certains milieux aux Etats-Unis.

Une action américaine officielle venant à s'exercer sur le Gouvernement français simultanément à une action privée, contribuerait semble-t-il à stimuler le bon vouloir et l'énergie des milieux français intéressés à la réussite de l'entreprise.

Le jour où un consortium, encouragé par le gouvernement, se proposerait de créer de Genève à Marseille une voie de grande communication, tous les obstacles accumulés par la routine, les rivalités régionales et les difficultés techniques se dissiperaient très probablement. La Suisse a un intérêt évident à profiter de la présence actuelle des Américains en France, de la confiance et de l'admiration qu'ils ont su imposer à leurs alliés français par leur esprit d'entreprise pour hâter l'exécution de son programme de navigation sur le Rhône, en y joignant peut-être aussi celui des canaux à créer entre le Rhône et les ports de l'Atlantique.

La Légation de Suisse à Washington pourrait, semble-t-il, rendre dès à présent et avant la fin des hostilités un service appréciable à la Confédération en profitant de toutes les occasions qui s'offriront à elle pour faire comprendre au peuple américain et à son gouvernement:

1. que les promesses du Président Wilson et les traités internationaux doivent être invoqués contre l'Allemagne pour assurer à la Suisse le droit de libre navigation en tous temps sur le Rhin, fleuve international.

2. que la France, désireuse elle-même de développer ses relations économiques actuelles avec la Suisse, a besoin d'être encouragée et aidée dans cette voie par l'initiative féconde et puissante de la nation américaine.

449

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 octobre 1918

Deutsche Friedensofferte

Geheim — Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundespräsident Calonder verliest den Wortlaut einer Note des Deutschen Reiches[1], worin die eidgenössische Regierung gebeten wird, den Präsidenten von Nordamerika telegraphisch zu ersuchen, zur Einleitung von Friedensverhandlungen Hand zu bieten. Das Programm des Präsidenten Wilson soll als

1. *Non reproduit. Cf.* E 2020/74.

Grundlage der Friedensverhandlungen dienen. Zugleich wird das Gesuch um Abschluss eines Waffenstillstandes gestellt.

Es wird festgestellt, dass die Schweiz als Vertreterin der deutschen Interessen in Amerika ohne weiteres verpflichtet ist, dem Ansuchen zu entsprechen. Das Telegramm ist von hier aus im Urtext, also in deutscher Sprache an die schweizerische Gesandtschaft in Washington abzuerlassen und diese zu beauftragen, eine *unverbindliche* Übersetzung mit dem deutschen Original der nordamerikanischen Regierung zuzustellen. Das politische Departement wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt [2].

---

2. *Dans sa séance du 15 octobre 1918, le Conseil fédéral sera amené à prendre position sur le rôle de la Suisse dans l'échange de notes entre le gouvernement allemand et le gouvernement américain. Il approuve le refus opposé par F. Calonder à une démarche allemande visant à obtenir que le Ministre de Suisse à Washington fasse des commentaires sur certains points de la note allemande:* Der Bundesrat billigt einstimmig die von Herrn Bundespräsidenten Calonder eingenommene Haltung. Die Regierung der Eidgenossenschaft hat sich darauf zu beschränken, die Noten oder Mitteilungen weiterzuleiten, und darf sich in keiner Weise in die Verhandlungen einmischen, wenn sie dem Grundsatze der Neutralität treu bleiben will. Allfällige schriftliche Mitteilungen der deutschen Regierung an die amerikanische Regierung werden im Auftrage der erstern übermittelt, da die Schweiz die Vertretung Deutschlands in Nordamerika während des Krieges übernommen hat. *Cf.* E 1005 2/1.

450

EVD KW Zentrale 1914–1918/25 + 26

La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T Nr. 16 Bern, 10. Oktober 1918

Delegierter *War Trade Board* hat folgende Note übermittelt: Amerika sei bereit, Abkommen bis Ende Oktober zu verlängern unter entsprechender Ausdehnung der Kontingente. Dagegen betrachte die amerikanische Regierung ihre Verpflichtung zu weiterer Stellung von Schiffen für Transporte von Brotgetreide mit 30. September für dahingefallen. Man werde indessen auch weiterhin die Verschiffung für die Schweiz bestimmter Waren auf neutralen Schiffen fördern, welche von der Schweiz gechartert würden. W. T. B. habe im Frühling von schweizerischer Gesandtschaft Mitteilung erhalten, dass die Versendung von 30 Tonnen monatlich vom Zeitpunkt jener Mitteilung ab genüge und dass die Schweiz angesichts der neuen Ernte keine Nachlieferung des bis 30. September nicht gelieferten Restes gegenüber den versprochenen 240 000 Tonnen verlange.

Die Vereinigten Staaten hätten seither regelmässig diese 30 000 Tonnen geliefert und bis 30. September über 200 000 Tonnen verschifft. Um aber der Schweiz ihr Wohlwollen auch weiterhin zu beweisen, seien die Vereinigten Staaten bereit, von jetzt ab einen Dampfer regelmässig im Dienst zu halten.

Dieser Erklärung gegenüber bemerken wir folgendes:

Minister Sulzer bestreitet entschieden die Richtigkeit der ihm zugeschobenen Mitteilung. Seine damalige Abmachung mit McCormick ging dahin, dass für die Monate April, Mai und Juni ein Minimum von je 30000 Tonnen geliefert werde, wobei W.T.B. spätere vermehrte Verschiffungen in Aussicht stellen zu können glaubte angesichts erwarteter Besserung Tonnage-Situation. Minister Sulzer erkundigte sich vor Abreise hierüber, erhielt aber Bescheid, dass bis auf weiteres vermehrte Lieferung unmöglich. Von einem Verzicht auf die bis Ende September nicht gelieferten Mengen war von keiner Seite je die Rede. Wir verstehen nicht, dass die Vereinigten Staaten uns wieder auf Charterung neutraler Schiffe verweist, nachdem den Regierungen der Entente und der Vereinigten Staaten aus den schwebenden Tonnage-Verhandlungen bekannt ist, dass neutrale Schiffe für Schweiz überhaupt nicht mehr verfügbar, da auch Spanien sämtliche Schiffe für sich beansprucht. Die Lage der Schweiz bezüglich Schiffsraum ist heute geradezu alarmierend. Laut neuesten Berichten aus London will Entente mit endgültigen Entscheidung dieser Frage bis nach Verhandlungen mit Washington zuwarten. Letztere können erst Anfang November beginnen, da wegen Schiffsverspätung Minister Sulzer nicht wie erwartet Mitte Oktober, sondern erst Ende Oktober dort eintreffen kann. Wir müssen deshalb um so bestimmter damit rechnen können, dass uns Amerika auch weiterhin Schiffe liefert und nicht plötzlich ein völliger Unterbruch entsteht, der später schwer wieder eingeholt werden kann. Wir bitten, bei der amerikanischen Regierung in diesem Sinne vorstellig zu werden. Da auf «Espagne» kein Platz verfügbar, erfolgt Abreise Sulzer-Rappard erst 19. Oktober.

Soeben trifft Ihr Kabel 7 [1] ein, worauf wir anschliessend antworten:

Gehen mit Ihren Angaben Total-Lieferung Brotgetreide der Vereinigten Staaten per 30. September mit 144892 Tonnen einig. Inbegriffen ist Dampfer «Westkonk», der vom amerikanischen Consul in Bordeaux übernommen wird und uns nachgeliefert werden muss. Während Vertragsperiode haben wir keinerlei Brotgetreide von anderer Seite bezogen. Wir haben einzig von Südamerika 7900 Tonnen Mais erhalten, die wir jedoch schon im April letzten Jahres daselbst gekauft haben, die jedoch nicht auf Kontingent Brotgetreide gehen und nicht einmal sechs Prozent unseres Maiskontingentes ausmachen.

Unsere Ernte würde Bedarf für drei Monate decken bei absolut ungenügender Brotration, welche kleiner als die deutsche ist. Ausserdem ist Kartoffelversorgung bis Sommer 1919 ungenügend wegen Kartoffelernte-Ausfall von 25 Prozent gegen Vorjahr und Ausbleiben anderweitiger früher grosser Zufuhr. Beiläufig beträgt Schweizer Konsumenten-Kartoffelration nur 250 Gramm per Tag gegenüber 400 Gramm in Deutschland.

Milchration in Mitte Winter unter halbem Liter und Käse per Tag dauernd nur 8 Gramm sowie Fett nur 15 Gramm per Tag geben klare Einsicht in die vollständig ungenügende Verpflegung der breiten Massen, namentlich der Arbeiter.

---

1. *Non reproduit. Cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/1+2.

Aus dieser täglich gefährlicher werdenden Situation können nur folgende Massnahmen retten:

Erstens Erhöhung der Brotabgabe um ein Drittel. Zweitens, als Ersatz für fehlende Kartoffeln, Verwendung eines wesentlichen Teiles der Inlandgetreideernte in Form von Mehlspeisen und Teigwaren, erhöhte Einfuhr von Mais.

Diese Massnahmen erfordern von jetzt ab ununterbrochene monatliche Einfuhr von 40000 Tonnen Brotgetreide, 12000 Tonnen Mais, ferner 8000 Tonnen Hafer zur Aufrechterhaltung des Pferdebestandes für Armee und Landwirtschaft.

Minister Sulzer wird dieses Programm noch mündlich begründen. Wir bitten aber amerikanische Regierung schon jetzt auf schwere Konsequenzen aufmerksam zu machen, welche aus Verlangsamung oder gar Unterbruch der regelmässigen Zufuhren entstehen müssen. Bitten Depesche bestätigen.

451

E 2200 Tokyo 2/2

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 29

Tokyo, 17 octobre 1918

Gouvernement Chine demande agrément pour Wang actuellement ministre en Belgique comme plénipotentiaire en Suisse [1].

1. *La Division des Affaires étrangères du Département politique répond le 25 octobre 1918 par un télégramme disant:* Conseil fédéral accorde agrément Wang, ministre de Chine à Berne.

452

E 1001 1/EPD 1918

La Chancellerie fédérale au Président de la Confédération,
F. Calonder [1]

Copie
R
Verhältnis der Schweiz zu den andern Staaten

Bern, 21. Oktober 1918

Nachdem wir von den Berichten der Departemente [2] Einsicht genommen, in welchen diese gemäss der Einladung des Bundesrates vom 4. Oktober 1917 [3] die

1. *Le document est signé par H. Schatzmann.*
2. *Cf. n*os *372 et 373.*
3. *Cf. n*° *345.*

Fragen bezeichnen, die im Hinblick auf die Friedensverhandlungen und auf das künftige Verhältnis der Schweiz zu andern Staaten eines besondern Studiums bedürfen, erlauben wir uns, Ihnen für die Behandlung der gesamten Angelegenheit im Bundesrat Vorschläge zu unterbreiten. Wir halten dafür, es werde nur dann ein erspriessliches Ergebnis zu hoffen sein, wenn die von den Departementen gemachten Anregungen einzeln behandelt und die *dringlichen* Fragen *in erster Linie,* die *nicht dringlichen später* behandelt werden.

Zu den dringlichen Fragen gehören vor allen diejenigen, die bei den Friedensverhandlungen zur Wahrung der Interessen der Schweiz geltend zu machen wären.

Wird die Schweiz oder werden die Neutralen überhaupt eingeladen werden, an den Friedensverhandlungen teilzunehmen? Wir denken, nein: es sei denn, dass die Verhandlungen über die Bildung eines Völkerbundes (nach Wilson) stattfänden. Solche Verhandlungen werden aber erst zuallerletzt stattfinden, und ein Ergebnis wird schon wegen der Eifersucht der beteiligten Grossstaaten und Europas, Amerikas und Asiens sehr fraglich sein. Bei den Verhandlungen über den Völkerbund müssten die bisherigen neutralen Staaten geeinigt sein, wenn sie ihre Rechte gewahrt wissen wollen.

Es gibt aber noch einen anderen Einfluss auf die Friedensverhandlungen, ohne an den Konferenzen teilzunehmen. Dieser besteht darin, dass wir unsere Begehren und Wünsche den an den Verhandlungen teilnehmenden Mächten auf diplomatischem Wege zur Kenntnis bringen und die gleichen Begehren und Wünsche auch der Gesamtkonferenz unterbreiten. Im Hinblick auf die zahllosen Fragen, die von den kriegführenden Parteien zu erledigen sind, müssen unsere Begehren sich auf wenige ganz wichtige Angelegenheiten beschränken, einzeln vorgebracht und in einer Gesamteingabe wiederholt werden, sonst werden sie kein geneigtes Ohr finden. Es soll somit eine Ausscheidung der Fragen nach folgenden Gesichtspunkten vorgenommen werden:

I. dringlich

a) was bei den Friedensverhandlungen vorgebracht werden muss;
b) was bei den Verhandlungen über den Völkerbund anzubringen ist;

II. nicht dringlich

a) Erledigung von Fragen zwischen der Schweiz und einzelnen bestimmten Staaten;
b) Fragen, die die schweizerische Gesetzgebung betreffen.

Politisches Departement

I. Das politische Departement erwähnt eine Frage nicht, die für die Schweiz eine der wichtigsten ist: *die Neutralität der Schweiz.* Sie ist den hauptsächlichsten kriegführenden Mächten am Anfange des Krieges zur Kenntnis gebracht und von

keiner Seite angefochten worden. Empfiehlt es sich, zu verlangen, dass in einem Friedensinstrument die Neutralität der Schweiz neuerdings förmlich anerkannt werde? Diese Frage dürfte von der Abteilung Auswärtiges sowie von der bundesrätlichen Abordnung für auswärtige Angelegenheiten geprüft werden. Die Schweiz ist souverän; kraft ihrer Souveränität hat sie sich von alterher neutral erklärt. Ihre Neutralität ist 1815 von den für uns hauptsächlich in Betracht kommenden Staaten anerkannt worden. Italien hat dasselbe im Verlaufe des Krieges getan. Die Schweiz wird den Grundsatz der Neutralität auch in Zukunft, mit oder ohne neuerliche Anerkennung, in einem sie sonst nicht berührenden Friedensinstrument festhalten und bekennen.

Zu a) Neutralität von Hochsavoyen.

Auch hier ist es zweifelhaft, ob diese Frage dem Friedenskongress unterbreitet werden soll. Sie ist gewordenes Recht, betrifft nur die Schweiz und Frankreich, und selbst Italien ist als Abtreter von Savoyen aus dem Interessenkreis ausgeschieden. Wird unsere Lage durch Verhandlungen an einer internationalen Konferenz besser, als sie ist? Werden die starken Alliierten Frankreichs nicht dieses Land von der völkerrechtlichen Dienstbarkeit zu befreien suchen, wenn wir die Frage anhängig machen?

Ob diese Frage anhängig zu machen ist, sollte noch vom Politischen Departement (Auswärtiges) auf Grund der Akten sowie auch von der bundesrätlichen Abordnung für auswärtige Angelegenheiten geprüft und vom Bundesrat ausdrücklich entschieden werden. Wir verweisen auf die Verhandlungen mit Frankreich über die Neutralität Hochsavoyens im Schnäbeli-Fall. Das Politische Departement wurde damals von Herrn Bundesrat Droz geleitet. Einen ganz andern Standpunkt als den des Bundesrates von dannzumal nahm seither Herr Bundesrat Müller in einer Denkschrift über diese Frage ein. Diese wird wohl in dessen Verwahrung sein, und wir empfehlen sie der Prüfung des Politischen und des Militärdepartements. Diese Frage muss neuerdings wieder geprüft und dem Bundesrat vorgelegt werden, sei es dass sie von uns anhängig gemacht werde oder nicht. Denn sie kann von Frankreich plötzlich zur Sprache gebracht werden, in der Absicht, sich dieser Dienstbarkeit völlig zu entledigen.

b) Grenzen der Schweiz; Austausch und Berichtigungen.

Dies ist eine der schwierigsten und heikelsten Fragen des Vortrages des politischen Departements. Die Schweiz ist glücklicherweise nicht am Kriege beteiligt gewesen, wie dies 1815 der Fall war; sie kann diesfalls keine Ansprüche erheben. Die Wahrung der Neutralität war ihr Recht, aber auch ihre Pflicht; sie kann für die Aufstellung der Truppen daher auch keine Entschädigung verlangen. Der Sieger im Weltkrieg wird uns keine vorteilhaften Austausche und Berichtigungen bewilligen. Der Partei gegenüber, die zum Frieden gezwungen ist, Forderungen zu stellen und sich gar dafür an die Gegner zu wenden, wäre im höchsten Grade verletzend und hätte auf Jahre hinaus dem verletzten Staate gegenüber nachteilige Folgen. Gebietsverhältnisse, die seit 1815 bestanden haben, können nicht ohne weiteres und nicht ohne Zustimmung des Grenzstaates geändert werden. Bringt uns der Gang der Verhandlungen Überraschungen infolge Anerbietens beider kriegführenden Gruppen, so mögen sie dann geprüft werden.

c) Festsetzung der Grenzen im Bodensee und in andern Grenzseen.

Diese Frage gehört nicht vor eine Friedenskonferenz. Die Verhandlungen haben mit den betreffenden Nachbarstaaten stattzufinden und können erst nach Herstellung des Friedens an die Hand genommen werden. Vorher haben die Grenzstaaten keine Zeit.

II. Wirtschaftliche und politische Fragen

a) Freie Zonen von Hochsavoyen und der Landschaft Gex.

Soweit die kleine Zone von Hochsavoyen nicht mit der Neutralitätsfrage zusammenhängt, betreffen diese, für die wirtschaftlichen Beziehungen Genfs höchst wichtigen Fragen, ausschliesslich die Schweiz und Frankreich. Der Friedeskongress hat nichts damit zu tun. Für die Erneuerung der Handelsbeziehungen mit Frankreich sind sie äusserst wichtig; sie müssen vom Volkswirtschafts-, politischen und Zolldepartement sowie von der Abordnung des Bundesrates für auswärtige Angelegenheiten geprüft werden.

b) Anschluss-Eisenbahnen, Änderung des Gotthardvertrages.

Das politische Departement ist mit Bezug auf diese Fragen auf den Bericht des Post- und Eisenbahndepartements zu verweisen. Über den Gotthardvertrag ist mit Deutschland und Italien zu verhandeln; über die Simplon-Anschlusslinien mit Frankreich. Während der Friedensverhandlungen können solche Verhandlungen nicht geführt werden.

c) Internationale Flussschiffahrt Rhone, Rhein, Donau. Anerkennung der Schweiz als Uferstaat des Rheins.

Soll der Grundsatz aufgestellt werden, dass die internationale Schiffahrt auf den bezeichneten Flüssen frei sein soll, so kann diese Frage bei den Friedensunterhandlungen angebracht werden. Handelt es sich bloss um den Rhein, so ist das eine Frage, die, solange Elsass-Lothringen zu Deutschland gehört, mit diesem Reiche selbst zu regeln ist, eventuell unter Beiziehung eines Schiedsgerichtes.

d) Meerschiffahrt. Schweizerflagge zur See. Konzession von Fluss- oder Meerhäfen.

Auch diese Frage, wie die zu c), eignet sich zur Geltendmachung bei den allgemeinen Friedensverhandlungen. Beide müssen allseitig geprüft und der Abordnung des Bundesrates für auswärtige Angelegenheiten unterbreitet werden.

e) Die Ausfuhr elektrischer Kraft ins Ausland ist eine innere Angelegenheit und ist höchstens bei Streitfällen mit dem Nachbarstaat zu regeln. Die Frage scheint übrigens durch das Wasserkraftgesetz geordnet zu sein.

f) Diplomatische Vertretung der Schweiz im Ausland, Schaffung von neuen Gesandtschaften und Konsulaten, Frage der Handelsattachés usw.:

Auch dies ist eine innere Angelegenheit. Das politische Departement kann jederzeit betreffend die Handelsattachés in Verbindung mit dem Volkswirtschaftsdepartement dem Bundesrat seine Anträge stellen, und dieser wird von Fall zu Fall entscheiden.

III. Fragen der Wahrung der schweizerischen Nationalität, des Handels und der Industrie

a) Die Niederlassung der Fremden in der Schweiz ist eine innere Angelegenheit.

b) Nationalisierung der bürgerlichen Persönlichkeiten. Schaffung einer schweizerischen Fabrikmarke. Änderung der Niederlassungsverträge in dieser Hinsicht.

Diese Fragen werden wohl in erster Linie vom Amt für geistiges Eigentum geprüft werden müssen.

c) Die Revision des schweizerischen Bürgerrechts ist eine wichtige und dringende innere Angelegenheit der innerpolitischen Abteilung.

d) Auswanderungswesen. Sache der innerpolitischen Abteilung. Die Angelegenheit wird kaum dringender Natur sein. Wir werden wohl eher zu viel Auswanderung tüchtiger Leute bekommen, statt dass wir die Auswanderung zu fördern haben werden.

e) Frage der fremden Deserteure und Refraktäre.

Mit Verhandlungen mit den auswärtigen Heimatstaaten wird kaum zu einem Ziel zu gelangen sein. Wir müssen sehen, wie wir später diese Leute wieder fortbringen. Viele werden sich naturalisieren lassen, sobald das Verbot der Einbürgerung während des Krieges dahinfällt.

IV. Völkerbund

a) Zwischenstaatliches Schiedsgericht,

b) Abänderung des Kriegsrechtes.

Lit. b) wird wohl am wenigsten dringlich sein nach erreichtem Frieden. Lit. a) betrifft eine Frage des Völkerbundes.

V. Schutz der durch den Krieg geschädigten Schweizer

a) und b) Diese Fälle scheinen kaum vor eine Friedenskonferenz zu gehören, sondern werden den betreffenden Staaten gegenüber geltend gemacht werden müssen, und zwar von Fall zu Fall.

c) Wahrung der schweizerischen Rechte bei anderer staatlicher Einteilung, Staatsschulden.

Die nötigen Schritte sollten vor allem von den beteiligten Gläubigern ausgehen. Ohne deren Auftrag hat wohl der Bund keine Rechte.

VI. Der Direktor des Zentralamtes für den internationalen Eisenbahntransport hat in einer Eingabe an den Bundesrat die Frage der internationalen Bureaus als dringlich bezeichnet. Zu den internationalen Bureaus kommt auch die technische Einheit für Eisenbahnwesen, die vom Post- und Eisenbahndepartement geleitet ist. Die Frage, was hier zu geschehen hat, sollte für alle internationalen Bureaus geprüft werden. Die an den einzelnen internationalen Bureaus beteiligten Staaten sind verschiedene, weswegen nach unserer Ansicht nicht – wenigstens nicht für alle – eine allgemeine Friedenskonferenz in Anspruch genommen werden kann. Dagegen wäre es wohl angezeigt, dass bei allen in Betracht kommenden Staaten durch unsere Gesandtschaften oder Konsulate (wo solche nicht bestehen, bei den betreffenden Regierungen direkt) die Erwartung ausgesprochen würde, dass sie dem betreffenden Verbande treu bleiben, insbesondere da, wo der Austritt eines Staates die Auflösung des Verbandes zur Folge hätte, wie beim internationalen Transportrecht.

Was nun die Post- und Telegraphen-Union betrifft, dürfte die Angelegenheit vielleicht doch der Friedenskonferenz als Einladung zu diesen Verbänden vorgebracht werden.

Die Gründung eines Weltwechselrechtes unter Zugrundelegung des an einer internationalen Konferenz vereinbarten Entwurfes dürfte wohl bei der Friedenskonferenz von der Schweiz aus angeregt werden.

VII. Nachdem am 13. Oktober das Volksbegehren auf Einführung der Verhältniswahl für die Nationalratswahlen angenommen worden ist, wird auf Grundlage dieser Verfassungsbestimmung ein Gesetz zu erlassen sein, das so rechtzeitig von den Räten behandelt werden muss, dass es noch für die Wahlen vom Jahre 1920 zur Anwendung kommen kann. Da ist nun keine Zeit mehr zu verlieren. Gleichzeitig sollte von der innerpolitischen Abteilung, wie wir schon einmal angeregt haben, die Frage der Änderung des Artikel 72 BV an die Hand genommen werden. Wir verweisen auf unser Schreiben vom 13. August 1917, das hier in Abschrift beiliegt. Entweder müssen für das Jahr 1923 bei gleicher Zunahme der Bevölkerung und Beibehaltung des Vertretungsverhältnisses (auf 20000 Seelen ein Mitglied des Nationalrates) die Reihe Bänke der Ständeräte für die neuen Nationalräte in Anspruch genommen und die Ständeräte auf die Diplomatentribüne verwiesen werden, oder aber die Bundesverfassung ist abzuändern.

Wenn es dem Herrn Bundespräsidenten erwünscht ist, werden wir auch zu den Berichten der übrigen Departemente unsere Bemerkungen machen.

453

E 2001 (B) 1, 81

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Confidentielle Rome, 23 octobre 1918

M. Orlando, Président du Conseil des Ministres, est rentré ces derniers jours de Paris. Je lui ai immédiatement demandé une audience suivant les instructions que vous m'aviez données dans votre lettre du 11 octobre [1]. Il m'a reçu hier, à la fin de l'après-midi, et j'ai eu l'honneur de lui remettre le pli dont vous m'aviez chargé à son adresse.

Le Président m'a accueilli par ces mots: «Vous vous souvenez que la dernière fois que je vous vis j'avais exprimé la conviction que notre prochaine entrevue aurait lieu dans des circonstances plus agréables. Vous voyez que je ne m'étais pas trompé. Je savais, mais je ne pouvais pas vous le dire, que le Procureur Général était convaincu de l'injustice du jugement de Gênes [2] et qu'un jour ou l'autre le

1. *Non retrouvé.*
2. *Cf. à ce sujet n° 410, note 1.*

droit triompherait. Il n'a pas été nécessaire pour cela d'une action politique; il suffisait de transporter le procès dans une atmosphère plus sereine. Je me réjouis infiniment de l'heureuse solution de cette affaire.»

J'ai lu à M. Orlando le passage de votre lettre en italien où vous me chargiez d'aller le voir. Il en a été très touché et a voulu tout de suite ouvrir le pli que je lui remettais et prendre connaissance de son contenu. Il m'a chargé de vous exprimer, Monsieur le Président, ses remerciements les plus vifs. Il a appelé ensuite le Commissaire D'Amelio pour que je lui fasse part de ce que vous m'écriviez sur son compte.

Après cette petite scène toute amicale nous avons parlé de politique. Le Président m'a exprimé la satisfaction que lui causaient les événements actuels et en même temps la résolution de l'Italie, de concert avec ses alliés, d'aller jusqu'au bout et de ne pas se contenter d'une paix provisoire et fragile. «Soyez certain, m'a dit M. Orlando, que nous nous préoccupons en même temps de ne pas créer d'injustices et de ne pas semer les germes de futurs conflits. Cependant, notre peuple ne comprendrait pas qu'on ne donne pas à l'Italie la Dalmatie, terre historiquement italienne. Ce qui nous préoccupe c'est la partie allemande du Trentin. La nature a dessiné les limites de l'Italie. Elles sont marquées par la ligne des Alpes, mais nous ne nous soucions pas d'avoir chez nous une population allemande, assez nombreuse, et qui créerait en Italie un irrédentisme germanique. Ici je ne parle pas comme président du Conseil, mais comme simple citoyen. Que penseriez-vous si l'Europe donnait à la Suisse cette partie du Tyrol et en faisait un Canton?» Je ne m'attendais pas à cette proposition je l'avoue. J'ai répondu que je ne croyais pas que cette proposition trouverait un accueil favorable auprès de mon gouvernement. «Je m'attendais à cette réponse», a répliqué M. Orlando, et il a ajouté: «Vous trouveriez que cet accroissement de l'élément germanique en Suisse romprait par trop l'harmonie entre les différents éléments de la Confédération.»

Tout ce qu'il m'a dit me fait croire qu'il entrevoit le complet démembrement de l'Autriche-Hongrie.

Au sujet de la Suisse, le Président m'a dit qu'il n'avait jamais douté de sa parfaite loyauté et qu'il s'était opposé aux énormes dépenses de l'Italie pour organiser sa défense sur la frontière suisse. Il a toujours été convaincu que ni les Allemands, ni les Autrichiens ne pourraient passer les Alpes à travers la Suisse.

Au sujet de la proposition de M. Orlando concernant le Trentin, je vous rappelle que le Député Bevione, il y a à peu près un an, m'avait écrit à Genève pour me demander si la Suisse ne consentirait pas à recevoir la partie allemande du Trentin et à accorder en échange à l'Italie une rectification de ses frontières du sud.

J'avais répondu à M. Bevione que la Suisse était une maison trop ancienne pour qu'on y changeât quoi que ce soit. Mais je crains bien que l'on cherche, dans certains milieux en Italie, à répandre cette idée. Quant à M. Orlando il ne m'a parlé d'aucune espèce de compensation, mais il a paru un moment assez embarrassé, et j'ai compris qu'il ne me disait pas toute sa pensée.

454

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 33

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 24 Wien, 23., 24., 25. Oktober 1918

Das alte Reich der Habsburger zerfällt in Stücke; ob zentripetale wirtschaftliche Kräfte die einzelnen Bestandteile je wieder aneinanderkitten werden, kann gar nicht vorausgesehen werden. Immerhin scheint mir nicht ausgeschlossen, dass, wenn einmal die einzelnen Nationen nach dem ersten Unabhängigkeitsrausch aus ihrem Taumel erwachen, sie erkennen werden, wie sehr sie aufeinander angewiesen sind. Gegenwärtig ist die Tendenz eine immer stärker demokratisch, wenn nicht gar sozialistisch werdende. In Böhmen, Polen und Kroatien spricht man von Republik, in Böhmen von der Konfiskation der noch sehr grossen Kirchengüter (gewiss Bischöfe ziehen aus denselben Einkünfte von über einer Million Kronen) und der Aufteilung des Grossgrundbesitzes, von der Abschaffung des Adels usw.

Was Ungarn anbetrifft, so mag bei dessen Verzicht auf den Dualismus und die Proklamierung der reinen Personalunion neben vielen anderen Zwecken auch die Absicht geherrscht haben, durch die gänzliche Trennung von Österreich einer ähnlichen Zerstückelung wie in Cisleithanien zu entgehen; die Antwort Wilsons, welche unter anderem die Ansprüche der ungarischen Slowaken auf Unabhängigkeit anerkennt, mag daher auch in Budapest enttäuscht haben.

Am kompliziertesten ist wohl die Lage in Böhmen, speziell im Hinblick auf die Zukunft der Deutschböhmen. Beiliegend finden Sie die Abschrift eines soeben von unserem Konsul in Prag eingesandten Berichtes [1]. Wie mir nun vom tschechischen Führer und Abgeordneten Stanek versichert wurde, wäre es nicht ausgeschlossen, dass sich die deutschen Arbeiter, Bauern und Grossindustriellen in Nordböhmen zunächst aus wirtschaftlichen Gründen für einen Anschluss an den böhmischen Staat aussprechen würden. Stanek sagte mir, die Opposition finde sich nur bei gewissen Intellektuellen und den Politikern. In hiesigen (deutschösterreichischen) Kreisen ist man dagegen überzeugt, dass die Deutschböhmen sich niemals einem tschechischen Staat einfügen werden und es vorziehen würden, sich an das Deutsche Reich anzuschliessen, wenn der Zusammenhang mit Deutsch-Österreich nicht aufrechterhalten werden könnte; die Enklaven freilich gibt man für das Deutschtum schon beinahe verloren.

24. Oktober. Heute besuchte mich vor seiner Abreise in die Schweiz der berühmte Tschechenführer Dr. Kramarsch und erklärte, wie ich Ihnen schon drahtete, er beabsichtige Ihnen, Herr Bundespräsident, einen Besuch abzustatten, von dem er aber genau weiss, dass es sich dabei nur um einen rein privaten Schritt handeln kann.

---

1. *Non reproduit. Cf.* E 2200 Wien 9/1.

Kramarsch ist bekanntlich zum Präsidenten des tschechischen Nationalausschusses in Prag gewählt worden; die eigentliche, auch von ihm anerkannte tschechische «Regierung» ist das Nationalkomitee in Paris mit Professor Masaryk an der Spitze. Die verschiedenen tschechischen Delegierten, die ich anmeldete, reisen nach der Schweiz, um sich mit diesem Pariser Komitee ins Einvernehmen zu setzen und mit der Entente in Fühlung zu treten. Kramarsch sucht hauptsächlich Fühlungnahme mit den Amerikanern.

Dieser Tschechenführer ist für den endgültigen Bruch mit Österreich. Für die Zukunft sieht er einen Bund mit den Südslawen und eventuell mit den Polen vor, unter keinen Umständen aber mit Österreich oder den Magyaren. Er befürchtet keine «Balkanisierung» der Gebiete, die bis jetzt die Doppelmonarchie bildeten, da die neugegründeten slawischen Staaten stark genug sein werden, um sich dem Einflusse der Grossmächte zu entziehen und andererseits, durch die Erfahrungen der Balkanländer klug geworden, sich nicht in ähnliche Intrigen wie diese einlassen werden. Eine Einbeziehung Deutsch-Österreichs in das Deutsche Reich würden die Tschechen nicht gerne sehen, und Kramarsch gedenkt auch die Entente auf die Gefahr einer solchen Vergrösserung Deutschlands aufmerksam zu machen. Der habsburgischen Dynastie stellt er kein günstiges Horoskop, in Böhmen habe sie jedenfalls ausgespielt und werde nie mehr die Wenzelskrone aufsetzen, da sie immer wieder, *nolens volens,* zum Satelliten Deutschlands werden müsste. Kramarsch gibt sich als prinzipiellen Republikaner, glaubt aber, dass vielleicht vorderhand für Böhmen das Beste noch eine konstitutionelle Monarchie nach englischem Muster wäre.

Hier ist also auch eine deutsch-österreichische Nationalversammlung, im Einverständnis mit der k. u. k. Regierung, zusammengetreten und hat einen Nationalauschuss mit Unterausschüssen gewählt. Im Gegensatz zu den Slawen wird von dieser Stelle aus die bestehende k. u. k. Regierung noch anerkannt und ihr die Überleitung in die neuen Verhältnisse zugedacht. Dass bei diesen chaotischen Zuständen viele Leute an einen Anschluss Deutsch-Österreichs an das Deutsche Reich denken, ist begreiflich, doch gibt man sich auch darüber Rechenschaft, dass die Entente dies kaum dulden würde. In der Nationalversammlung hat sich zwar nur die wenig zahlreiche Gruppe der Alldeutschen unbedingt für den Anschluss erklärt; aber auch die Sozialdemokraten haben diese Möglichkeit ins Auge gefasst, und den intellektuellen Kreisen ist sie nicht unsympathisch.

Gegenwärtig bildet hier die Ernährungsfrage die Hauptsorge, namentlich seit Böhmen und Ungarn sich ganz abzuschliessen drohen. Die Hauptaktion der Nationalversammlung war daher auch die Ernennung eines Ernährungsausschusses, und dieser begibt sich heute nach Berlin, um von dort Hilfe zu erflehen. Auffällig und vielleicht vielsagend ist das grosse Entgegenkommen, welches diesen Herren von der deutschen Botschaft erzeigt wurde. Der Botschaftsrat, Gesandter Prinz Stollberg, soll sie nach Berlin begleiten. Von industrieller Seite wurde mir behauptet, die Kartoffelvorräte reichten noch für vier Tage und das Getreide bis zum 9. November. Ich kann diese Angaben nicht kontrollieren. Eine eigentliche Hungersnot könnte sogar in Wien zu Unruhen führen.

Von der gleichen durchaus ernst zu nehmenden Seite wie früher schon (siehe

meinen letzten Bericht Nr. 23)[2] wurde ich vorgestern wieder sondiert, ob es nicht irgendeinen Weg über die Schweiz gebe, um Wilson, der nur tschechische Stimmen zu hören scheine, über die wirklichen Verhältnisse in Österreich-Ungarn zu orientieren. Man hätte gerne jemanden hinübergeschickt, wenn es ginge einen Österreicher (man dachte dabei an den bekannten Abgeordneten Professor Redlich, der Amerika kennt und geläufig englisch spricht) oder andernfalls einen Schweizer, den man vorher instruieren würde; es müsste aber diesem Abgesandten die Möglichkeit zu Wilson selbst zu kommen gewiss sein, sonst hätte das Unternehmen keinen Sinn. Ich weiss nicht, ob Sie in dieser Beziehung meinem Gewährsmann irgendwie entgegenkommen können oder wollen. Ich muss beifügen, dass der Plan an allerhöchster Stelle bekannt und genehmigt worden sein soll.

5 Uhr abends. Soeben bringt ein Abendblatt die Nachricht von der Demission Burians und der Ernennung Andrassys zum Minister des Äussern für Österreich und Ungarn, also immer noch k.u.k. Wie mir der Kabinettschef Burians mitteilte, sei im Ministerium noch keine offizielle Meldung eingetroffen, doch «dürfte die Nachricht wohl richtig sein». Auf das hin drahtete ich Ihnen. Die *Neue Freie Presse* bemerkt zur Wahl: «Es ist schon jetzt bekannt, dass Andrassy auf dem Standpunkt steht, man dürfe nicht nur die Möglichkeit in Betracht ziehen, mit dem Präsidenten Wilson über den Frieden zu verhandeln. Graf Andrassy ist der Meinung ..., dass man sich an alle Ententemächte direkt wenden könne, um den Frieden herbeizuführen. ...»

25. Oktober. Die Morgenblätter bringen die Nachricht, Andrassy habe den Prinzen Ludwig Windisch-Grätz zum ersten Sektionschef im Ministerium des Äussern ernannt. Der Prinz war zuletzt ungarischer Ernährungsminister und hat sich als solcher sehr gut bewährt. Er ist jung und tätig. Persönlich bedaure ich den Abgang des Barons Flotow, mit dem ich sehr gute Verbindungen unterhielt.

Die Ereignisse schreiten immer schneller, die deutsch-österreichische Regierung soll nunmehr gebildet werden und die Zügel in die Hand nehmen. Ich lege das diesbezügliche Communiqué an die Presse hier bei; Sie werden daraus ersehen, dass die Absendung einer Note auch an die neutralen Regierungen beabsichtigt ist, in der die Konstituierung des deutsch-österreichischen Staates mitgeteilt wird.

Es ist offenbar kein Zufall, dass der Kaiser gerade jetzt und zum ersten Mal seit seinem Regierungsantritt für längere Zeit seinen Wohnsitz in Ungarn genommen hat. Die Stephanskrone will er sich offenbar unter allen Umständen sichern.

Da Ihnen die Verteilung der Nationalitäten Österreich-Ungarns nicht ganz geläufig sein dürfte, lege ich hier eine Nationalitätenkarte bei, die Ihnen das Verständnis mancher jetzt auftauchenden Fragen erleichtern mag.

Ein für allemal möchte ich folgendes bemerken, was ich auch früher angedeutet habe: Nachrichten, die mir durch die Presse bekannt werden, melde ich Ihnen in der Regel nicht telegraphisch noch in meinen Berichten, es sei denn, dass ich annehmen könne, mein Telegramm komme früher in Ihre Hände als die Agentur-

---

2. *Non reproduit.*

meldung (was, wie ich aus den Schweizer Zeitungen ersehen kann, selten der Fall sein wird) oder dass ein Kommentar dazu notwendig sei. Sollten Sie eine andere Art der Berichterstattung wünschen, so bin ich selbstverständlich jederzeit dazu bereit. Der auf meiner Gesandtschaft herrschende, teilweise durch Krankheit verursachte arge Personalmangel erschwert mir natürlich auch die Berichterstattung und das Einziehen von Informationen.

455

E 2001 (D) c/1

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
aux Ministres de Suisse à Paris, Londres, Berlin, Madrid, Rome, Vienne, Washington

Copie
L

Berne, 25 octobre 1918

Nous désirons vous rappeler que nous n'avons pas changé notre point de vue en ce qui concerne l'avantage qu'il y aurait pour la Suisse à voir la conférence de la paix se réunir chez nous. Sans vouloir nous imposer ni faire aucune démarche bruyante dans ce sens. Nous ne voulons pas toutefois nous laisser complètement oublier et nous ne voyons aucune objection à ce que, lorsque l'occasion s'en présentera, vous donniez à entendre que nous sommes tout disposés à offrir l'hospitalité à une conférence éventuelle.

456

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 19/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP VIII/S.

Berlin, 26. Oktober 1918

Gestern bat mich Unterstaatssekretär Freiherr von dem Bussche zu sich zur Besprechung von zwei Angelegenheiten. Die eine betrifft eine uninteressante Einreisesache. Die andere dagegen folgendes:

Herr Unterstaatssekretär machte mich auf die grossen Gefahren für die Bevölkerung der jetzt im Osten noch von deutschen Truppen besetzten Gebiete aufmerksam für den Fall, dass Deutschland genötigt würde, seine Truppen dort zurückzuziehen. Er sagte mir, dass anlässlich der kürzlichen Aufgabe eines kleinen Geländeabschnittes die Bolschewiki sich sofort auf die friedliche Bevölkerung gestürzt, gemordet und geraubt hätten. Unter anderem hätten sie z. B. einer ganzen Familie die Köpfe abgehauen und dieselben auf den Tisch der Wohnung aufgestellt. Er liess durchblicken, dass es im Interesse der Menschlichkeit gelegen

wäre, wenn neutrale Staaten, wie z. B. die Schweiz, Wilson und die anderen massgebenden Persönlichkeiten der Entente auf diese Verhältnisse aufmerksam machen würden.

Da sich die Erzählungen zahlreicher, hier im Laufe des Sommers und des Herbstes durchgereister Schweizer mit diesen Ansichten decken, halte ich es für angebracht, Ihnen von den Worten des Unterstaatssekretärs Kenntnis zu geben.

Ich erlaube mir aber noch beizufügen, dass die Schweiz nicht nur aus Gründen allgemeiner Menschlichkeit an der Sache interessiert ist, sondern auch noch aus rein praktischem Gesichtspunkt, der darin besteht, dass es uns ausserordentlich erwünscht sein kann, dass die grosse bolschewistische terroristische Welle möglichst weit von der deutschen und infolgedessen auch von der schweizerischen Grenze ferngehalten wird.

Ich nehme an, dass die Erzählungen der – sei es einzeln, sei es in Sammeltransporten – aus Russland in die Schweiz zurückgekehrten Schweizer die Worte des Herrn Unterstaatssekretärs verständlich machen.

Über die politische Aussprache im Reichstage werden Sie durch die Presse längst genau orientiert sein, wenn dieser Bericht bei Ihnen eintrifft. Ich verzichte daher darauf, Ihnen schon Bekanntes zu wiederholen.

Ich wohnte der Eröffnungsitzung bei, in welcher der Reichskanzler sprach. Im Publikum scheint die Spannung sehr gross gewesen zu sein. Nicht nur der Sitzungssaal der Abgeordneten, sondern auch alle Tribünen und der Raum, wo sich die Regierungsvertreter aufhalten, waren vollgepfropft. Bald nach Schluss der Rede des Reichkanzlers, welche eigentlich nicht viel Neues brachte, nahm das Interesse ab und einer meiner Mitarbeiter, der den Reichstag gestern besuchte, meldete mir, er wäre allein in der Diplomatenloge gesessen.

Das Hauptmerkmal dieser Tage ist der stark demokratische Zug, der den Reichstag durchweht. Es werden mit einer Selbstverständlichkeit und Ruhe Sachen wie z. B. gegen die Krone oder gegen Konservative gesagt und angehört, die früher unmöglich gewesen wären. In der Sitzung, an der ich diese Woche teilnahm, wurden die Konservativen mehrmals von einzelnen Rednern beinahe insultiert, ohne dass sie irgendwie darauf reagierten, währenddem sie seinerzeit bei der Antrittsrede des Vizekanzlers Payer ihn bei viel harmloseren Passagen niederzubrüllen versuchten und gleichzeitig mit Pultdeckeln und Fäusten trommelten. Der demokratische Zug scheint in den gebildeten Kreisen insbesondere z. B. auch der Rheinlande schon längst stark verbreitet gewesen zu sein. Ich konnte das bei der Reise durch das Industriegebiet verschiedentlich sehr deutlich konstatieren.

Als demokratische Neuerung ist speziell hervorzuheben, dass diese Woche zum ersten Male im deutschen Reichstage dem Reichskanzler «das Vertrauen des Parlaments» ausgesprochen wurde.

Bisher scheint die neueste Note von Wilson hier ruhig aufgenommen worden zu sein. Aus nicht-offiziellen Kreisen erfuhr ich, man meine, Wilson hätte bei ihrer Abfassung noch keine Kenntnisse von den wichtigen Veränderungen in demokratischer Richtung gehabt. Im allgemeinen findet man, Wilson sei besser

über die innerpolitischen Verhältnisse Deutschlands orientiert, als man erwartet habe. Insbesondere wird die Hervorhebung des «Königs von Preussen» in der Note als taktisch sehr klug bezeichnet. Der Unterstaatssekretär von dem Busche, den ich etwas ausfragen wollte, trat nicht recht aus sich heraus, sagte aber, die Note sei unklar und man möchte gerne in der Lage sein, zur Abklärung verschiedene Fragen zu stellen.

Die Forderung, die Waffenstillstandsbedingungen sollten ohne Herbeiziehung deutscher Militärs festgestellt werden, wird allgemein als unannehmbar betrachtet, überhaupt alle Bedingungen, welche das deutsche Heer von vornherein wehrlos machen.

Von der Abdankung des Kaisers wird hier immer mehr gesprochen. Auch in einzelnen Reden des Reichstages wurden nicht misszuverstehende Andeutungen in dieser Richtung gemacht. Ebenso in der Presse.

Was für den Ausländer auffallend ist, das ist die Ruhe, mit der auch die gebildeten Kreise, Beamten und sogar Offiziere vom Rücktritt des Kaisers sprechen. Herr Legationsrat Dr. Egger war kürzlich mit einem bayerischen Major in Uniform eingeladen, der den Rücktritt des Kaisers als eine ganz selbstverständliche Sache behandelte. Ich hatte gestern abend Gelegenheit, mit einem älteren Generalleutnant in wichtiger dienstlicher Stelle, mit dem ich schon länger im freundschaftlichen Verkehr stehe, zu sprechen. Ich füge bei, dass dieser Generalleutnant der gemässigten Richtung der konservativen Partei Preussens angehört. Er meinte, ohne einen Rücktritt des Kaisers werde es nicht abgehen. Seine Popularität sei nie sehr gross gewesen und durch den Krieg stark gesunken. Man verzeihe es ihm nicht, dass er in alles hineingeredet habe, auch in Dinge, die er nicht verstand und infolgedessen vieles nur oberflächlich ausgeführt habe. Insbesondere werfen ihm die militärischen Kreise vor, es seien dem unheilvollen Dilettanteneinfluss des Kaisers verschiedene ungünstige Situationen des gegenwärtigen Feldzuges zuzuschreiben. Insbesondere sei der Rückzug von der Marne im Jahre 1914 seine Schuld.

Der Generalleutnant meinte, das Opfer der Abdankung seitens des Kaisers sei unbedingt notwendig, um die Opferfreudigkeit des ganzen Volkes durch dieses gute Beispiel anzufachen.

Währenddem ich Ihnen in einem meiner letzten Berichte schrieb, der Kaiser wolle nicht abdanken, habe ich heute von meist gut orientierter Quelle gehört, er hätte zurücktreten wollen, die neuen Staatssekretäre und Unterstaatssekretäre hätten jedoch anlässlich ihres Antrittsbesuches beim Kaiser ihn gebeten, auf dem Thron zu bleiben.

Diejenigen Kreise, die die Abdankung des Kaisers für das Richtige betrachten, finden, er hätte mit einem zeitlich etwas früheren Rücktritt noch bessere Figur gemacht und mehr erreicht.

Über die Person des Nachfolgers herrschen noch verschiedene Ansichten. Am meisten wird vom Enkel gesprochen. Statt eines Regenten hörte ich auch schon die Ansicht äussern, die neuen Staatssekretäre ohne Portefeuille (Kriegskabinett) sollten als «Regentschaftsrat» amten.

Während die Regierungssozialisten sich bisher nicht für den Rücktritt des Kaisers ausgesprochen hatten, sollen sie ihn nunmehr auch verlangen. Die Stellung des Kaisers soll durch einen Brief stark erschüttert worden sein, den er vor etwa 20 Jahren an einen Pastor in Russland schrieb und in dem er den Reichstag als eine Gesellschaft von Juden und minderwertigem Gesindel (die genauen Ausdrükke kenne ich nicht) behandelte. Ledebur soll diesen Brief dieser Tage im Reichstag oder in einem Ausschusse verlesen haben. In der Zeitung las ich noch nichts davon.

Die militärische Lage an der deutschen Front scheint sich sowohl nach den Berichten der feindlichen Presse als auch nach hiesigen Meldungen verbessert zu haben. Die Moral der Truppen soll wieder gut, die Krisis überstanden sein. Es wird behauptet, an der nun hinter uns liegenden Krisis seien nicht nur bolschewistische Einflüsse, sondern namentlich auch die Vernachlässigung des Mittelstandes schuld gewesen. Der Mittelstand eingeklemmt zwischen den Kriegsgewinnlern und den enorm verdienenden Munitionsarbeitern usw. sei in eine derart prekäre Lage gekommen, dass die Mittelstandsfrau ihre Nerven verloren habe, was eine Rückwirkung bei den Männern, Brüdern und Söhnen an der Front ausgelöst habe.

Anlässlich einer Einladung hörte Herr Legationsrat Dr. Egger von einem Herrn von der Rohstoffzentrale, der etwas aus der Schule schwatzte, Deutschland sei nur noch auf ca. sechs Wochen mit Schmieröl gedeckt. Alles Schmieröl sei bisher aus Rumänien gekommen. Das Ausbleiben sei geradezu katastrophal.

Diese Meldung ist natürlich mit Vorsicht aufzunehmen, da, wie ich im Industriegebiet wahrnehmen konnte, die Fabriken und Werkstätten mit Rohstoffen und infolgedessen auch mit Ölen und Fetten noch sehr gut eingedeckt sind. Diese Firmen haben eben überall auch etwas «gehamstert», was sie unumwunden zugeben.

Bezüglich der Verfassungsänderungen erlaube ich mir auf die gedruckte Beilage zu verweisen.

Heute höre ich auch von «Putschversuchen» von links und rechts sprechen.

Genau bin ich jetzt im letzten Momente vor Abgang des Kuriers noch nicht orientiert.

Doch ist zu konstatieren, dass die linksstehenden und namentlich die regierungssozialistischen Blätter die extremen Sozialisten abmahnen, der neuen Volksregierung in den Arm zu fallen. Auf der «rechten» Seite wird von einem Telegramm gesprochen, das Hindenburg oder Hindenburg und Ludendorff an die direkt unterstellten Generale abgehen liess und worin er die eventuelle Annahme der Wilsonschen Bedingungen als eine Schande bezeichnet haben soll.

Die Mehrheitsparteien sollen das als eine nach den heutigen Verfassungsansichten nicht mehr annehmbare Einmischung in die Politik betrachten und deshalb den Rücktritt von Hindenburg und Ludendorff gefordert haben. Der Kaiser soll geneigt gewesen sein, ihnen den Abschied zu geben. Doch fürchtete man den Stoss, den die Armee erhalten würde, falls Hindenburg abgehen sollte. Es sei dann die Frage aufgeworfen worden, ob nicht Ludendorff die Verantwortung für

das Telegramm übernehmen und zurücktreten sollte, Hindenburg und Ludendorff hätten sich aber solidarisch erklärt. (Hindenburg soll sein Telegramm als keine politische Einmischung betrachtet haben, sondern lediglich als eine notwendige moralische Einwirkung auf seine Truppen, wie sie jedem Feldherrn gestattet sei.)

Heute soll wieder ein Kronrat stattfinden. Mein Gewährsmann meint, es werde nicht zur Abdankung von Hindenburg und Ludendorff kommen, viel eher zu derjenigen des Kaisers.

Ich bringe diese Meldungen mit allem Vorbehalt, da mir keine Zeit mehr zur Verfügung stand, sie nachzukontrollieren.

Wegen Kurierabgang in Eile verfertigt!

457

E 2200 Paris 1/1475

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant [1]

N Bern, 1. November 1918

Die Wahrscheinlichkeit, dass die Armeen der Alliierten in nächster Zeit Elsass-Lothringen besetzen und vielleicht sogar ihren Fuss auf deutsches Gebiet setzen, wirft für die Schweiz eine ganze Reihe wichtiger wirtschaftlicher Fragen auf.

Wir beziehen bis zur Stunde die Kohle ausschliesslich, ferner in der Hauptsache Eisen und Eisenwaren sowie Kunstdünger aus Deutschland. Diese Lieferungen dürfen im Interesse der Schweiz nicht geschmälert und namentlich nicht unterbrochen werden, da unser gesamtes Wirtschaftsleben davon abhängt und im Falle mangelhafter Zufuhren das Land grossen Erschütterungen ausgesetzt werden könnte. Infolgedessen ist es angemessen, dass der schweizerische Gesandte in Paris zunächst in freundschaftlichem Gespräch mit den zuständigen französischen Ministern auf diese Dinge hinweist und in vorsichtiger Weise abzuklären versucht, ob man überhaupt an diese Konsequenzen der militärischen Ereignisse bereits gedacht hat, und wie man sich eventuell gegenüber der Schweiz stellt. Es ist sehr leicht möglich, dass Frankreich, welches selbst unter erheblichem Kohlenmangel leidet, sich aus dem Gebiete der Saar, vielleicht aber auch aus anderen deutschen Kohlengruben gewisse Bezüge sichert, möglich aber auch, dass zufolge der kriegerischen Ereignisse oder zufolge sozialer Schwierigkeiten in Deutschland die Ausbeutung der Kohlengruben leidet. Alle diese Eventualitäten wären geeignet, die Aussicht des Kohlenbezuges erheblich zu mindern. Es kann sich nun natürlich nicht darum handeln, dass wir von uns aus Frankreich auf diese Dinge hinweisen, sondern es würde wohl am richtigsten rein informatorisch vorgegan-

---

1. *Le document est accompagné d'une lettre de E. Schulthess disant:* Im Anschluss erhalten Sie eine Notiz mit der Bitte, durch eine informatorische Besprechung beim französischen Ministerium eine Abklärung der aufgeworfenen Fragen vorzubereiten.

gen, um festzustellen, welches die Absichten und Meinungen der französischen Regierung sind. Neben den Schwierigkeiten des Bezuges fielen dann natürlich auch die des Transportes in Betracht. In dieser Beziehung sollte doch darauf gehalten werden, dass die Verbindung auf dem rechten Ufer des Rheins nach der Schweiz in keiner Weise gestört wird, und anderseits wäre es wünschenswert und wohl auch im Interesse Frankreichs gewesen, dass nach Besetzung Elsass-Lothringens durch französische Truppen die Bahnverbindungen zwischen der Schweiz und Elsass-Lothringen wiederhergestellt werden. Sie sind seit Anfang des Krieges unterbrochen.

Beim Gespräch wird darauf hinzuweisen sein, dass die Schweiz auf ein freundschaftliches Entgegenkommen der französischen Regierung, wie ihr dies während des ganzen Krieges auf allen möglichen Gebieten erwiesen worden ist, rechnet. Einzelne Massnahmen können unseres Erachtens heute wohl noch nicht besprochen werden, indem man ja noch keinen Überblick hat, wie sich die Dinge gestalten und inwieweit sich die Alliierten eine direkte Einwirkung auf deutsches Gebiet sichern werden.

Angesichts der heutigen Verhältnisse in Österreich-Ungarn muss ja überhaupt auch mit einem vollständigen Aufhören des Verkehrs in diesem Lande gerechnet werden, und das Departement lässt daher einmal durch seine Dienste feststellen, für welche Waren und in welcher Menge je nach der Einstellung der deutschen und der österreichisch-ungarischen Lieferungen die Schweiz auf vermehrte wirtschaftliche Hilfe der Entente zählen müsste. Für heute sei nur noch auf Petroleum und Benzin verwiesen, welches wohl kaum mehr in erheblichen Mengen aus Österreich-Ungarn erhältlich gemacht werden dürfte.

Das Departement behält sich vor, auf die Angelegenheit zurückzukommen und die Gesandtschaft zu instruieren, sobald es noch weitere Erhebungen gemacht hat. Inzwischen werden wohl auch die Waffenstillstandsbedingungen veröffentlicht, aus denen wiederum Schlüsse gezogen werden können. Es sei nur noch hervorgehoben, dass wir Kohle aus dem Saar- und aus dem Ruhrgebiet beziehen und einen Teil der für den Transport erforderlichen Lokomotiven und Wagen stellen.

Für ein späteres Stadium wäre es denkbar, dass ein spezieller Delegierter sich vielleicht mit den militärischen Stellen in Beziehung zu setzen hätte, um diejenigen Konzessionen zu erreichen, die die Schweiz haben muss, wenn sie nicht einer ungewissen und verhängnisvollen wirtschaftlichen nächsten Zukunft entgegengehen soll. Es ist eben nicht zu vergessen, dass die Vorräte sehr bescheiden sind, und dass auch nur von einem Unterbruch der Lieferungen unser Land aufs schwerste getroffen würde.

Das Departement gewärtigt nach einer ersten informatorischen Besprechung des Gesandten einen Bericht.

Die Angelegenheit wurde von der Delegation für auswärtige Angelegenheiten besprochen.

458

E 1004 1/269

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 novembre 1918

3216. Vertretungen: Ukraine, Georgien, Böhmen, Deutsch-Österreich und Südslawien

Politisches Departement. Mündlich

Das politische Departement wird antragsgemäss ermächtigt, den Verkehr mit den Missionen der Ukraine, von Georgien, Böhmen, Deutsch-Österreich und der Südslawen de facto aufzunehmen, ohne dieselben förmlich anzuerkennen.

459

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 novembre 1918

Bolschewiki in der Schweiz

Geheim Politisches Departement. Mündlich

Der französische Gesandte hat sich in der ihm von Herrn Bundespräsidenten Calonder gewährten Audienz darüber beschwert, dass in der Schweiz die Vorkehren gegen die Bolschewiki nicht die nötige Strenge besitzen; es bestehe der Eindruck, die Behörden seien diesen Leuten gegenüber zu schüchtern und zu furchtsam. Die Bolschewiki hätten zu revolutionären Zwecken über 50 Millionen Franken in die Schweiz gebracht, sie hätten auf dem Beatenberg eine Konferenz abgehalten und bezwecken, von der Schweiz aus die Revolution zu inszenieren. Warum sei z. B. Frau Balabanowa hier?[1] Frankreich werde sich für den Fall, dass der Bolschewismus in der Schweiz sich weiterverbreite, genötigt sehen, die Grenze gegen die Schweiz durch einen Kordon abzusperren.

Herr Bundespräsident Calonder hat den französischen Gesandten beruhigt und ihm erklärt, der Bundesrat tue seine Pflicht, er könne aber nicht auf alle unsinnigen Gerüchte hin Massnahmen treffen.

Herr Bundespräsident Calonder teilt mit, dass der Sowjetmission erklärt worden sei, Frau Balabanowa und Salkind[2] müssen die Schweiz verlassen. Das Politi-

---

1. *A. Balabanova était arrivée à Zurich le 17 octobre 1918 en mission officielle de la Croix-Rouge.*
2. *J. Salkind est le Consul général des Soviets à Zurich depuis le 16 juin 1918.*

sche Departement wird in Verbindung mit dem Justiz- und Polizeidepartement die nötigen Vorkehren treffen. Falls die Sowjetmission die Bolschewiki wirklich unterstützt, so muss mit ihr gebrochen und unsere Gesandtschaft in Russland zurückgerufen werden.

Herr Bundesrat Ador ist durch die ihm zukommenden Mitteilungen sehr beunruhigt; er verlangt strenge Massnahmen gegen die Russen an der Grenze und Ausweisung von Salkind und Frau Balabanowa und wünscht Aufklärung des Publikums durch ein «Mitgeteilt an die Presse». Herr Bundesrat Müller würde eine Publikation im jetzigen Momente für ganz verfehlt halten, zuerst müssen bestimmtere Tatsachen vorliegen, was bei Frau Balabanowa nicht der Fall ist; sie hat erklärt, einen Pass zu haben, der auf der Gesandtschaft deponiert sei. Die Ausweisung gegen sie und Salkind wird vorbereitet. Die kantonalen Polizeibehörden, speziell von Genf, Lausanne, Bern und Zürich, informieren die Bundesanwaltschaft gar nicht oder in ganz ungenügender Weise. Bis jetzt sind keine Beweise erbracht über ein Zusammenarbeiten der Sowjetmission mit den Bolschewiki.

Der Bundesrat fasst heute keine bestimmten Beschlüsse. Er beauftragt die Bundesanwaltschaft, bezüglich der Ausweisungen von Salkind und Frau Balabanowa möglichst rasch vorzugehen, und ersucht das Justiz- und Polizeidepartement, eine Aufklärung an das Publikum vorzubereiten. Die Bundesanwaltschaft wird auch die Frage prüfen, ob nicht das italienische Anarchistenblatt *L'Avenire del Lavoratore* in Zürich aufzuheben sei.

460

E 2001 (B) 1, 97

Le Ministre de Suisse à Petrograd, E. Odier, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. R. Paravicini

L Petrograd, 5. November 1918

Aus Besprechungen mit verschiedenen Kommissären ging hervor, dass russischerseits die Anknüpfung von Handelsbesprechungen, insbesondere eines Warenaustauschverkehrs, begrüsst würde.

In einer Unterredung, welche Herr Bruggmann in Begleitung der Herren Konsuln Mantel und Labhardt mit dem zuständigen Handelskommissär hatte, äusserte sich dieser dafür, dass die russische Regierung Hanf, Flachs, Ölkuchen, Mineralöl sowie Metallabfälle (Kupfer) in grossen Mengen an die Schweiz abgeben könnte. Als Gegenleistung wäre die Lieferung von Maschinen, Esswaren und auch Uhren erwünscht.

Über die nähere Ausgestaltung eines solchen Austauschverkehrs wurde noch nicht gesprochen.

Ich beehre mich, Ihnen die Angelegenheit zu unterbreiten, mit der Bitte, in Verbindung mit dem Volkswirtschaftsdepartement sie zu prüfen und uns möglichst rasch wissen zu lassen, was für Produkte die Schweiz an Russland liefern könnte und wollte.

Die Organisation, welche ich mir schweizerischerseits als privaten Charakters vorstelle, könnte Herr Konsul Mantel mit Ihnen und schweizerischen Interessenten besprechen.

Wie Ihnen aus dem Exposé des hiesigen Komitees vom 31. Oktober[1] bekannt ist, wurden hier verschiedene Wünsche betreffend die Organisation der Hilfs- und Kreditgenossenschaft für Russland[2] laut. Herr Konsul Mantel wurde vom Komitee ersucht, zwecks Geltendmachung seiner Ansichten in die Schweiz zu reisen. Vermutlich wird Herr Mantel anfangs Dezember diesem Verlangen entsprechen.

Ich glaube, dass der auf diese Weise geschaffene Kontakt unserer Kolonie mit dem Departement und dem Komitee der Russlandschweizer in Zürich im Interesse aller Russlandschweizer liegt, und bitte Sie deswegen, mit Herrn Konsul Mantel die einschlägigen Fragen gründlich zu besprechen.

1. *Non retrouvé. Il s'agit vraisemblablement d'un rapport du* Comité des Colonies Suisses en Russie.
2. *A sa séance du 11 octobre 1918, le Conseil fédéral a approuvé les statuts de* l'Association de secours mutuel et de protection des intérêts suisses en Russie (Secrusse). *Cf.* E 1004 1/269, n° 2963.

461

E 2200 Paris 1/1475

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Paris

Copie de réception
T n° 7

Berne, 6 novembre 1918

Situation en Autriche très grave. Commandement armée Tyrol qui a dû ordonner troupes du Tyrol méridional de ne pas se retirer vers le Nord à cause du manque de vivres nous demande instamment prier Entente occuper vite Tyrol et pourvoir à subsistance de population et armée. Conseil National Tyrol nous adresse même requête[1] urgente en exposant que ce serait seul moyen de sauver armée et population de mort imminente par famine et destruction. Le Nonce du Pape à *Vienne* a réuni conférence pour prier Neutres intervenir en faveur ravitaillement Vienne qui n'a de nourriture que jusqu'au 14 novembre inclus. Suisse voudrait faire son possible pour conjurer épouvantable catastrophe mais ses réserves sont minimes et ses engagements envers Entente l'empêchent d'agir. Veuillez porter ce qui précède à la connaissance du gouvernement auprès duquel êtes accrédité[2].

1. *Non reproduit. Cf.* E 2001 (B) 1, 19.
2. *Cette note est transmise par A. Dunant à Pichon le même jour.*

462

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 novembre 1918 [1]

Umtriebe der Bolschewiki

Geheim Politisches Departement. Mündlich

Dem Agenten der russischen Sowjetmission ist eröffnet worden, dass Salkind und Frau Balabanowa die Schweiz zu verlassen haben. Bezüglich des erstern werden keine weitern Schwierigkeiten gemacht, wohl aber bezüglich Frau Balabanowa. An der gestrigen Konferenz [2] wurde durch den mitanwesenden Herrn Paravicini ein Protokoll aufgenommen. Es wurde erklärt seitens des Herrn Platten, dass Frau Balabanowa in der Schweiz sich aufhalte zum Zwecke der Organisation des internationalen sozialdemokratischen Kongresses; hievon wurde Vormerkung genommen. Gegen eine Ausweisung werde die sozialdemokratische Partei Protest erheben; das Verlangen der Abreise komme einer Ausweisung gleich. Jede Agitation seitens der Frau Balabanowa wurde in Abrede gestellt; sollte sie wirklich revolutionäre Agitation treiben, so könne allerdings das Recht zur Ausweisung nicht bestritten werden. Den Delegierten ist durch Herrn Vizepräsident Müller erklärt worden, dass sich der Bundesrat durch Drohungen nicht einschüchtern lasse und dass nächsten Freitag Beschluss gefasst werde. Herr Paravicini hat bemerkt, dass der im Passe angegebene Zweck des Aufenthaltes mit den heute vorgebrachten Erklärungen und mit der Wirklichkeit nicht übereinstimme, weshalb eine Ausweisung ohne weiteres gerechtfertigt sei.

Herr Vizepräsident Müller beantragt, heute bezüglich der Ausweisung Balabanowas noch keinen Beschluss zu fassen. Die Jungburschen warten nur einen günstigen Anlass ab, um loszuschlagen. Dieser Anlass – und als solcher würde die Ausweisung der Frau Balabanowa betrachtet – darf erst geboten werden, wenn die aufgebotenen Truppen, die genügenden Schutz leisten, eingerückt sind.

In diesem Sinne wird Beschluss gefasst.

Betreffend die hiesige Sowjetmission wird seitens des Herrn Bundespräsidenten Calonder bemerkt, dass Auftrag erteilt worden sei, den Kurier an der Grenze abzufangen, um ihn alsdann hier öffnen und untersuchen zu können. Diese Massregel ist angezeigt, weil in Berlin konstatiert worden ist, dass mit dem russischen Kurier massenhaft revolutionäre Flugblätter von Russland nach Deutschland spediert werden sollten, woraus ohne weiteres zu schliessen ist, dass die hiesige

---

1. *Etaient absents: F. Calonder et G. Motta.*
2. *Il s'agit d'une entrevue entre une délégation du parti socialiste suisse composée de F. Platten, O. Lang et R. Bloch et du Conseiller fédéral E. Müller, ainsi que du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. R. Paravicini. Cf.* JPD, BA, LGS 20.

Sowjetmission die nämlichen Machinationen betreibt. In der Schweiz werden aufrührerische Schriften in russischer Sprache mit dem Vermerk «Moskau» verbreitet. Russisches Geld ist in Genfer und Zürcher Banken deponiert. Die sozialdemokratischen Blätter bringen Aufrufe, in welcher eine Feier des Geburtstages der Bolschewiki Regierung auf 7. oder 10. November angesagt wird. Darin liegen genügende Gründe, um gegen die Sowjetmission in der Schweiz vorzugehen, denn das Vorgehen der Bolschewiki in der Schweiz ist dahin zu verstehen, dass von hier aus die Revolution verbreitet und vorbereitet werden soll.

Herr Bundesrat Ador verlangt deshalb, dass jeder Verkehr mit der Sowjetmission aufgehoben werde, und beantragt, es sei zum Zwecke der Aufklärung des Volkes über das Truppenaufgebot folgendes «Mitgeteilt» an die Presse zu erlassen: «A la demande du Gouvernement de Zurich, le Conseil fédéral, fermement décidé à maintenir l'ordre public et la tranquillité en Suisse, a ordonné la mobilisation de différents corps de troupes. Il agira sans faiblesse contre tous les éléments étrangers qui participeraient d'une manière quelconque à des menées révolutionnaires ou anarchistes. Il ne permettra pas que la Suisse devienne le champ d'expériences des agitateurs bolcheviks. Il a en conséquence, signifié à la délégation du Soviet Russe qu'il rompait dès maintenant les relations inofficielles tolérées avec elle jusqu'à ce jour.»

In der einlässlichen Diskussion über diesen Antrag wird einerseits erklärt, dass hinreichende Gründe vorliegen, im gewünschten Sinne vorzugehen, da jedenfalls genügende Beweise für Umtriebe der Sowjetmission vorhanden seien. Wenn die russische Sowjetregierung den diplomatischen Kurier in Deutschland missbrauchte, was tatsächlich festgestellt ist, so müssen die Beziehungen mit ihr abgebrochen werden trotz der Nachteile, die aus einem solchen Vorgehen für die Schweizer in Russland erwachsen werden. Anderseits wird darauf hingewiesen, dass ein strikter Beweis für Umtriebe revolutionärer Art bei der Sowjetmission in der Schweiz nicht erbracht sei und dass die Sozialdemokratische Partei der Schweiz zweifellos für dieselbe eintreten werde. Es sollte, bevor in der vorgeschlagenen Weise vorgegangen werde, der vom Regierungsrat des Kantons Zürich einverlangte Bericht der Staatsanwaltschaft von Zürich abgewartet werden, da derselbe Beweis erbringen soll. Es müsse auch der Sowjetmission der Bruch des Verkehrs eröffnet werden, bevor dem Publikum darüber Mitteilungen gemacht werden. Überdies müsse die Wirkung des Truppenaufgebotes abgewartet werden und auch festgestellt werden, ob überall dem Aufgebote Folge geleistet werde.

Herr Bundesrat Ador erklärt sich mit der Verschiebung des «Mitgeteilt» bis Donnerstag einverstanden, sofern der Bundesrat grundsätzlich entschlossen ist, die Sowjetmission abzuberufen, was der Fall ist.

Der Herr General hat das Begehren gestellt, es möchten noch mehr Truppen aufgeboten werden, und zwar zwei Infanterieregimenter und zwei Kavalleriebrigaden mit den nötigen Korpstruppen. Da bei der gegenwärtigen Grippeepidemie ein Truppenaufgebot nach aussen begründet werden muss, wird auch hierüber eine Beschlussfassung verschoben, in der Meinung, es werde in der Sitzung vom Donnerstag, 7. November, ein Beschluss erfolgen einerseits über das Vorgehen ge-

gen die Sowjetmission und anderseits über ein Truppenaufgebot, womit ein «Mitgeteilt» an die Presse und eine Proklamation an die Bevölkerung zu verbinden ist[3].

---

3. *Le soir même, le Conseil fédéral se réunit à nouveau:*

Die Sitzung findet statt, weil nach den Mitteilungen von Herrn Bundesrat Decoppet der Beschluss über ein vermehrtes Truppenaufgebot nicht bis auf den 7. November verschoben werden kann, wenn die Truppen rechtzeitig einrücken sollen. Der Befehl zum Aufgebot eines Landsturmbataillons und von zwei weitern Kavalleriebrigaden ist bereits erteilt.

Der Bundesrat beschliesst das Aufgebot der Infanterieregimenter 7 und 16 und von zwei fernern Kavalleriebrigaden mit den nötigen Korpstruppen.

Ferner wird beschlossen, es sei das von Herrn Bundesrat Ador vorgeschlagene «Mitgeteilt» an die Presse zu erlassen unter Streichung des Wortes «étrangers» im zweiten Absatz und des letzten Satzes betreffend die Sowjetmission. Das «Mitgeteilt» ist sofort zu übersetzen und der Presse zu übergeben.

Bezüglich des weitern Vorgehens wird eine Proklamation an die Bevölkerung und ein «Mitgeteilt» betreffend die Sowjetmission in Aussicht genommen. Der Sowjetmission wird durch das Politische Departement eröffnet, dass der Verkehr mit ihr abgebrochen werde.

Mit Rücksicht auf den grundsätzlichen Beschluss, wonach der Verkehr mit der Sowjetmission abgebrochen wird, muss der am 5. d. M. gefasste Beschluss betreffend Ausweisschriften für Russen, Polen und Ukrainer [*cf. E 1004 1/269, n° 3232*] rückgängig gemacht werden; die daherigen Akten gehen mit Verbal an das Justiz- und Polizeidepartement.

E 2200 Paris 1/1475

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L 1/18

Paris, 7 novembre 1918

Par lettre n° 111 du 25 octobre dernier[1], vous avez bien voulu me rappeler l'avantage qu'il y aurait pour la Suisse à avoir la conférence de la paix se réunir dans notre pays.

J'ai l'honneur de vous informer que cette question n'est pas sortie du cercle de mes préoccupations et que je n'ai jamais manqué une occasion de faire une allusion plus ou moins discrète à tout l'intérêt qu'il y aurait pour les belligérants à se réunir dans un pays neutre comme la Suisse.

Mais la victoire de l'Entente est aujourd'hui trop complète pour que les Alliés aillent ailleurs que chez eux. Il y a plus de deux mois que je vous ai signalé la ville de Versailles comme pouvant devenir le siège possible de la conférence de la paix; depuis lors, cette idée a fait beaucoup de progrès et vous aurez certainement lu l'article récemment paru dans *Le Temps* et concluant au choix de Versailles; c'est dans cette ville que se sont réunis, la semaine dernière, les principaux hommes

---

1. *Cf. n° 459.*

d'Etat de l'Entente pour arrêter les conditions d'armistice, et j'ai tout lieu de croire que c'est dans la galerie des glaces que les Alliés victorieux voudront effacer le souvenir du 18 janvier 1871; c'est du reste ce que m'avait déjà dit M. Pichon et j'avais eu soin de vous rapporter ses propos[2].

2. *Non reproduit. Il s'agit d'un rapport du 5 septembre 1918.*

464

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 18

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 46

Rom, 7. November 1918

Im Laufe unserer heutigen Unterredung lenkte Baron Sonnino in freundschaftlicher Weise meine Aufmerksamkeit auf die Gefahr, welche der Schweiz durch die bolschewistische Tätigkeit droht, und zwar namentlich vom internationalen Standpunkte aus. Er hat mir verstehen lassen, dass die Mächte fest entschlossen seien nicht zu erlauben, dass man bei uns einen revolutionären Herd gründe. Er sagte mir unter anderm die folgenden ernsten Worte: «Ich möchte nicht, dass die Schweiz unter Entschlüssen zu leiden hätte, welche unter Umständen gefasst werden müssten. Ich weiss, dass Sie in Russland über eine Milliarde Franken engagiert haben, aber Ihr Land setzt sich aus, weit mehr zu verlieren.» Auf meine Anfrage, wie dies zu verstehen sei, antwortete er mir, dass bis jetzt bezüglich unseres Landes keinerlei Beschlüsse gefasst worden seien. Ich habe nicht unterlassen, den Minister des Äussern bei diesem Anlasse auf die durch den Bundesrat bereits getroffenen Massnahmen[1] und die energische Haltung unserer Gesandtschaft in Petrograd aufmerksam zu machen.

1. *Cf. n° 462.*

465

JPD, BA, LGS 19

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Pétrograd

Copie d'expédition
T n° 89

Bern, 8. November 1918

Wir übergeben heute der Presse folgendes Mitgeteilt:

«Der Bundesrat hat seinerzeit der Sowjetmission in Bern ausdrücklich erklärt, dass er sie und die Sowjetregierung nicht anerkenne und nur de facto mit ihnen im Interesse der Schweizer in Russland und der Russen in der Schweiz verkehre, unter der Bedingung, dass die Sowjetmission sich jeder unmittelbaren oder mittelbaren politischen Agitation enthalte. Der Bundesrat kann sich heute der Erkenntnis nicht verschliessen, dass die in der Schweiz unter dem Einfluss bolschewistischer Agenten planmässig betriebene und immer weiter um sich greifende revolutionäre Propaganda, die die bolschewistische Gewalttat und den bolschewistischen Terror verteidigt und verherrlicht, im Einvernehmen und mit der Unterstützung der russischen Sowjetmission in Bern betrieben wird. Der Bundesrat hat daher beschlossen, jeden Verkehr mit der hiesigen Sowjetmission abzubrechen und diese einzuladen, die Schweiz zu verlassen.»[1]

Wir haben beschlossen, unsere Gesandtschaft in Petrograd und unsere Konsulate nicht abzuberufen, aber da es möglich ist, dass man Sie von einem Tag auf den andern einladen wird, Russland zu verlassen, bitten wir Sie, alle nötigen Vorbereitungen zu treffen, insbesondere unverzüglich alle unsere und Ihre politischen Briefe durch Feuer zu zerstören, da wir deren Bestehen nicht wünschen.

---

1. *A la séance du Conseil fédéral du 10 novembre 1918 il est décidé de notifier à la mission soviétique qu'elle doit quitter la Suisse le 11 novembre. Cf.* E 1004 1/269, n° 3315. *Lors de cette même séance le Conseil fédéral apprend que la social-démocratie menace de déclencher une grève générale ce même 11 novembre. Cf.* E 1004 1/269, n° 3314.

466

E 2200 Rom 8/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Rome

Copie de réception
T n° 70

Bern, 8. November 1918
(*Ankunft:* 9. November 1918)

Die aus dem Tirol zurückflutende Armee droht Wien zu überschwemmen, wo die Lage beunruhigend ist. Haben der italienischen Gesandtschaft Gesuch der dortigen Neutralen übermittelt, welches darum bittet, es möge ein geordneter Rückzug ermöglicht werden. Im Tirol stehen deutsche Truppen.

Hinsichtlich eines Vorschlages, Vorarlberg an die Schweiz abzutreten [1], wollen Sie folgenden Standpunkt einnehmen: Diese Frage stellt sich für uns nicht. Unser Land verlangt keine Gebietsvermehrung und würde ein derartiges Gesuch überhaupt nicht in Erwägung ziehen, es sei denn, es rühre von der gewaltigen Majorität des beteiligten Volkes her und stütze sich auf das Selbstbestimmungsrecht der Völker. Habe keinerlei Kenntnis von Zerwürfnissen zwischen Nord- und Süddeutschland.

1. *Le 6 novembre 1918, la Légation de Suisse à Rome avait envoyé un télégramme disant:* Der volkstümliche und von der Regierung inspirierte *Messagero* veröffentlicht unter dem Titel «Il Vorarlberg vuole andare con la Svizzera» folgendes: «Im Vorarlberg an der Schweizer Grenze ist die Lage seit mehreren Tagen sehr verwirrt. Die Bevölkerung hat die kaiserlichen Wappen heruntergerissen und manifestiert unter dem Rufe: Wir wollen die Republik. In der Bevölkerung zirkulieren Subskriptionsbogen, welche den Anschluss der Provinz an die Schweiz verlangen.» Ich mache Sie auf diesen Artikel aufmerksam, da die Möglichkeit besteht, dass er durch Entente ausgebeutet wird, um uns allfällige Kompensationsvorschläge zu unterbreiten.

467

E 2001 (B) 8,2

Résolutions votées par la Commission pour la Réorganisation du Droit des Gens[1]

Copie Territet, 7–8 novembre 1918 [2]

I. Participation des Neutres aux négociations de paix[3]

Chiffre 1. «La Commission est d'avis que les nations qui n'ont pas participé à la guerre actuelle devraient être admises à collaborer au réglement des questions d'intérêt général, notamment en tout ce qui concerne la constitution d'une Société des Nations. Elle pense que l'intérêt des non-belligérants est de s'affirmer aussitôt que cela paraîtra possible afin que, dans les négociations entre belligérants, il ne soit pas pris de décisions qui préjudicieraient aux intérêts de tous.»

1. *Pour la création de cette Commission, cf. n° 418. Elle était composée comme suit:* le Conseiller fédéral F. Calonder (Président); le Professeur M. Huber, jurisconsulte du Département politique (Rapporteur); le Conseiller national A. Borella; le Professeur C. Borgeaud; le Professeur W. Burckhardt; le Conseiller national Dr. Forrer; le Juge fédéral Gottofrey; le Professeur E. Huber; le Professeur U. Lampert; le Ministre Ch. Lardy; le Juge fédéral Merz; le Conseiller national A. de Meuron; le Professeur P. Moriaud; le Conseiller national G. Müller; le Ministre A. von Planta; le Professeur W. Rappard; le Conseiller national Scherrer-Füllemann; le Conseiller aux Etats H. Scherrer; le Conseiller national Studer; le Conseiller aux Etats Wirz. *Le secrétariat était composé de:* P. Logoz *et du* Professeur Nippold.

2. *Selon les procès-verbaux de la Commission [non reproduits], ces résolutions ont été votées lors des séances du 7 et 8 novembre. La Commission a siégé du 4 au 8 novembre 1918 à Territet.*

3. *Les chiffres romains suivent la systématique du rapport de M. Huber, reproduit en annexe.*

Chiffre 2. «En conséquence, la Commission est d'avis que les bases de la Société des Nations soient fixées dans une Conférence ayant lieu en même temps que les négociations de paix. Cette fixation ne doit pas être renvoyée sans nécessité absolue à une Conférence postérieure aux négociations de paix, car cette question risquerait d'être négligée ou les intentions primitives altérées.»

Chiffre 3. «La Commission est d'avis qu'il y a lieu, avant le Congrès, d'avoir avec les Etats de situation analogue à celle de la Suisse des échanges de vues sur les lignes directrices de la conduite à adopter au Congrès, mais qu'il convient d'éviter une entente formelle qui pourrait être interprétée par les belligérants comme une sorte de coalition des Etats secondaires neutres et qui priverait la Suisse de la liberté d'action nécessaire pour négocier.»

II. Manière d'assurer le maintien de la paix

Chiffre 1–2. «La Commission est d'avis qu'une réglementation «matérielle» des rapports internationaux économiques ou ethnographiques est profondément désirable et peut être considérée comme une condition de durée et d'efficacité d'une Société des Nations, mais qu'il ne faut pas hésiter à se contenter d'une organisation portant seulement sur la création d'institutions spéciales d'arbitrage, de médiation et de sanctions internationales. Cette organisation «formelle» ne manquerait pas d'exercer une influence croissante en vue de la pacification.»

Chiffre 3. «La Commission, bien qu'appréciant toute la valeur des facteurs moraux, admet que les idées sur lesquelles repose la Société des Nations ont en elles-mêmes une force suffisante et qu'il serait dangereux de chercher à influencer l'opinion par des moyens officiels, comme aussi inadmissible d'insérer des stipulations à ce sujet dans une convention internationale.»

III. Caractère et étendue de la Société des Nations

Chiffre 1. «La Commission est d'avis que la Société des Nations doit être aussi générale que possible, car, par son universalité, elle est de nature à écarter les possibilités de conflits et les frictions qui pourraient surgir avec des pays en dehors de la Société.

Toutefois la Commission est d'avis que cette universalité ne doit pas être une condition absolue de l'entrée de la Suisse dans cette Société des Nations, pourvu que le nombre et la composition de la Société ne compromettent pas le maintien d'une neutralité stricte et qu'il ne soit pas question d'une affiliation à un groupe d'Etats pouvant aboutir à des coalitions politiques ou économiques dirigées contre d'autres Etats.»

Chiffre 2a. «La Commission est d'avis que le type de la Confédération d'Etats est, pour le moment, le maximum de ce qui peut être réalisé pratiquement. La forme de la Confédération d'Etats paraît d'ailleurs permettre d'atteindre les buts essentiels d'une Société des Nations.

La coopération d'une représentation des peuples sous une forme quelconque à

la constitution et à la gestion de la Société des Nations sera examinée à l'occasion du chiffre VII, 1, a (du rapport de M. Max Huber).[4]»

Chiffre 2b. «La Commission a envisagé, en ce qui concerne l'étendue géographique de la Société des Nations, l'opportunité de pouvoir renvoyer à des organes spéciaux de la Société l'étude ou la décision de certaines questions d'ordre particulier ou intéressant seulement des groupes régionaux. Il a paru désirable que cette matière complexe fût renvoyée à une sous-commission.»

Chiffre 2c. «La Commission est d'avis que la Société des Nations doit être organisée d'une manière indépendante et non sur la base des institutions de La Haye. Pour le cas où il ne serait pas possible de former une Société des Nations dans des conditions acceptables, la Commission estime cependant qu'il y aurait intérêt pour la Suisse au maintien de la validité des Conventions de La Haye, celles-ci n'ayant jamais été abrogées et restant comme bases.

«Quant aux bureaux internationaux, il n'existe pas de motifs pour la Commission de proposer d'y toucher et encore moins de les englober dans l'organisation de la Société des Nations.»

IV.–V. Institutions destinées à assurer le maintien de la paix

A. Arbitrage et médiation en général

1. «La Commission se place nettement sur le terrain de principe que le but essentiel à atteindre, savoir d'éviter la guerre et d'arriver au désarmement, ne peut être atteint d'une manière sûre qu'en adoptant le principe que tous les différends entre Etats doivent pouvoir être en dernière analyse résolus définitivement par une instance judiciaire internationale. La Commission ne redoute pas qu'il puisse résulter de l'adoption de ce principe des inconvénients graves pour la Suisse et recommande en conséquence au Conseil fédéral, lors des négociations pour la fondation d'une Société des Nations, de proposer l'obligation pour tous les Etats de soumettre en dernier ressort à une sentence judiciaire la solution de tous leurs différends quelle qu'en soit la nature.

A ce sujet, la Commission part de l'idée que les conflits que les parties ne peuvent pas liquider directement entre elles doivent, tout d'abord, être soumis à médiation pour être, si possible, aplanis par ce moyen.

Le principe d'adopter une solution judiciaire ne devrait donc être admis qu'en y joignant la création d'organes d'enquête et de médiation.»

2. «Pour autant que le principe de l'obligation d'avoir recours à l'instance judiciaire ne pourrait pas être reconnu d'une manière générale et sans conditions, la question de l'existence d'une exception devra toujours faire l'objet d'une décision de l'instance judiciaire.»

B. Tribunaux d'arbitrage

«La Commission est d'avis qu'il y a lieu, en tous cas, de conserver, à côté d'une cour internationale réellement permanente, les tribunaux d'arbitrage à consti-

---

4. *Reproduit en annexe.*

tuer par les parties conformément à la Convention de La Haye ou d'une autre manière. Il peut paraître opportun, en ce qui concerne l'organisation de la cour internationale permanente, que les parties constituent dans chaque cas le collège des juges chargé de statuer, par récusation du surplus des membres de la cour.»

C. Possibilité, pour la Suisse, de recevoir une mission spéciale en matière de médiation

Voir proposition Borgeaud, Procès Verbal du 7. XI. 1918 après-midi, pages 9 et 10.[5]

a) Résolution adoptée à ce sujet (une étude ultérieure de la question reste réservée):

1. «Il convient de signaler au Conseil fédéral l'importance d'une combinaison assurant à la Suisse une participation à la médiation.

2. Réclamer pour la Suisse une situation spéciale en ce qui concerne la mise en mouvement de la procédure de médiation serait un moyen d'assurer à la Suisse la participation envisagée sous 1.»

b) Autre résolution votée à ce sujet:

«La Commission est d'avis qu'une place spéciale devrait être faite à la Suisse au sein de la Société des Nations, en ce qui concerne l'organisation de la procédure de la médiation. La Commission recommande donc au Conseil fédéral d'examiner dès maintenant la question de savoir si et comment cette idée devrait être soutenue dans les négociations sur la formation de la Société des Nations.»

IX. Sanctions

«Die Kommission ist der Ansicht, dass für die Wirksamkeit eines Völkerbundes ein System von Sanktionen zum Zweck der Friedenserhaltung und der Sicherung der Erfüllung rechtlicher Verpflichtungen notwendig ist. Diese Sanktionen sind, um die Gefahr militärischer Rüstungen zu vermeiden, wesentlich und in erster Linie auf diplomatischem, finanziellem und wirtschaftlichem Gebiet zu

---

5. *Proposition Borgeaud:* Me fondant sur les considérations générales présentées par le rapporteur relativement à la procédure de la médiation qui peut être prévue dans le plan d'une Société des Nations, et dans le but d'y marquer la place qui me paraît convenir à la Suisse, je propose que cette procédure soit déterminée comme suit:

La médiation aura un caractère obligatoire et sera confiée, avec mission expresse *quant à l'initiative,* aux Etats à neutralité perpétuelle entrés dans l'alliance comme tels et notamment à la Confédération Suisse, et *quant à la sanction éventuelle* – si une sanction devient nécessaire en conséquence du refus de l'une des Parties de donner suite aux propositions de l'Etat conciliateur – à un «Conseil de médiation» formé de plénipotentiaires des puissances qui auront assumé les plus grandes obligations en vue de maintenir la paix.

On assurera de la sorte aux propositions de la médiation le caractère d'objectivité et d'impartialité qui doit résulter du fait que l'initiative en sera attribuée à un Etat perpétuellement neutre et d'autre part on leur donnera, par le poids de la sanction éventuelle, une portée qui les rendra politiquement efficaces.

suchen, und wenn möglich in einer Form, die eine Gefährdung der einzelnen an der Handhabung der Sanktionen beteiligten Staaten vermeidet. Jedenfalls sollte die Schweiz darauf dringen, dass sie in jedem Falle ihre territoriale Unverletzlichkeit und militärische Neutralität soll aufrechterhalten können.

Die Kommission empfiehlt für das Studium dieser Fragen eine Sub-Kommission einzusetzen.»

XII. 3. Egalité des Etats

«La Suisse adhère à la Société des Nations sur la base de l'égalité des droits des Etats. En revanche, l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations ne doit pas être exclue par des inégalités dans le nombre des voix ou dans la représentation, quand la fonction de la Société des Nations exige impérieusement cette inégalité.

ANNEXE

VÖLKERBUNDPROBLEME.
DISKUSSIONSGRUNDLAGEN, BEARBEITET FÜR DIE BUNDESRÄTLICHE EXPERTENKOMMISSION, VON DR. MAX HUBER, RECHTSKONSULENT DES POLITISCHEN DEPARTEMENTS[1]

Copie Sommer 1918

Einleitung

1. In der vom Bundespräsidenten am 6. Juni 1918[2] bei Behandlung des Geschäftsberichtes des Politischen Departementes im Nationalrat gehaltenen Rede ist darauf hingewiesen worden, dass mit dem Abschluss des gegenwärtigen Krieges der geschichtliche Zeitpunkt kommen werde, in dem eine neue Ordnung für die Beziehungen der Staaten unter sich geschaffen werden könne und müsse. Der Bundespräsident hat im weitern festgestellt, dass die *Schweiz* berufen sei, an dieser Neugestaltung des Völkerrechts mitzuwirken und dass eine solche Mitarbeit ihrer Tradition und ihrer Mission entspreche.

Die Frage, ob aus dem gegenwärtigen Chaos eine neue, einen dauerhaften Frieden gewährleistende Rechtsordnung hervorgehen wolle, ist grundsätzlich bejaht. Zu prüfen bleibt nur, ob sich praktisch durchführbare, Erfolg versprechende Lösungen des Problems finden und ob sich diese mit den besondern Interessen der Schweiz vereinigen lassen. Da es sich für die Schweiz zunächst darum handelt, zu den verschiedenen Vorschlägen, die beim Friedensschluss möglicherweise in bezug auf die Neuordnung der Staatengesellschaft gemacht werden, Stellung nehmen zu können, ist der Kreis der in Betracht zu ziehenden Fragen weit zu ziehen. Dem für unser Land Anfechtbaren und Gefährlichen ist ebensosehr Aufmerksamkeit zu schenken wie den Grundsätzen, die für Vorschläge massgebend sein müssen, welche die Schweiz selber zu vertreten oder zu unterstützen bereit wäre.

---

1. *Ce rapport se trouve également en traduction française* in Message du Conseil fédéral concernant la question de l'accession de la Suisse à la Société des Nations (du 4 août 1919). Berne, Wyss, 1919 *(Publication officielle). Cf. Annexe 1.4.*
2. *Cf. n° 432.*

2. Der Bundesrat beabsichtigt, die Gesamtheit der Fragen, die sich auf die Neugestaltung des Völkerrechtes und die künftige Sicherung des Friedens beziehen und die jetzt unter dem allerdings ungenauen und vielleicht irrige Vorstellungen weckenden Stichwort *Völkerbund* zusammengefasst werden, von einer Expertenkommission studieren zu lassen. In den hier folgenden *Diskussionsgrundlagen* wird versucht, eine Übersicht derjenigen Punkte zu geben, welche Gegenstand dieses Studiums sein sollten.

Obwohl die leitenden Staatsmänner der meisten kriegführenden Grossmächte sowie auch neutraler Staaten sich zu dem Problem des Völkerbundes *(Société des Nations, League of Nations)* geäussert haben, ist doch sehr wenig darüber bekannt, wie man sich in politisch führenden Kreisen des Auslandes die Verwirklichung des Gedankens vorstellt. Über die Tätigkeit der Kommissionen, die in Frankreich, den Niederlanden und den drei nordischen Staaten diese Fragen studieren, ist bis jetzt fast nichts veröffentlicht worden.

Dennoch ist es nicht sehr schwer, sich ein Bild davon zu machen, welche Fragen abgeklärt werden müssen. Durch die Verhandlungen der beiden Haager Friedenkonferenzen, durch die Vertragspolitik der Vereinigten Staaten auf dem Gebiete der Friedenssicherung seit der Administration Tafts und Wilsons und sodann in der sehr reichhaltigen, seit Kriegsausbruch entstandenen Literatur sind wohl die meisten Fragen aufgeworfen worden, die in Zusammenhang mit dem Völkerbundsproblem überhaupt gestellt werden können. Hier gilt es, das von vornherein Phantastische und Ungereimte auszusondern; aber es wäre verkehrt, die radikalen Lösungen schlechthin als praktisch bedeutungslos beiseite zu lassen. Unter dem Einfluss des Krieges hat, wie auf wirtschaftspolitischem, so auch auf völkerrechtlichem Boden, sich eine Wandlung der Auffassungen vollzogen, die Dinge möglich erscheinen lässt, welche vor dem Kriege als utopisch gegolten haben. Kommt das Völkerbundsproblem im Zusammenhang mit dem Friedensschluss zur Diskussion, so wird es kaum in jenem Geiste skeptischer Zurückhaltung behandelt werden wie die Schiedsgerichtsfragen auf den Haager Konferenzen. Vielmehr wird es sich gegebenenfalls entscheiden, ob nichts oder aber ob Wesentliches und Neues geschaffen werden soll. Scheininstitutionen, deren Hauptvorzug ihre Unverfänglichkeit ist, können kaum Gegenstand ernsthafter Verhandlungen werden.

3. Im gegenwärtigen Zeitpunkt kann es sich nicht um die Ausarbeitung irgendwie formulierter Entwürfe handeln. Die Problemstellungen sind hierfür zu mannigfaltig und die meisten Fragen zu wenig abgeklärt. Die *Expertenkommission* sollte sich zunächst zu den *grundsätzlichen Fragen* äussern, und die Diskussion darf nicht durch Nebenpunkte abgelenkt werden. Die Experten sollen sich darüber äussern, welche Lösungen ernsthaft in Betracht kommen können, welche den schweizerischen Interessen am besten entsprechen und welche nach Möglichkeit zu vermeiden oder als gänzlich unannehmbar anzusehen sind. Dabei wird sich auch herausstellen, für welche Fragen sich die Schweiz besonders zu interessieren hat und in welcher Richtung sie positive Arbeit versuchen soll, wenn ihr Gelegenheit zu solcher geboten wird.

Nachdem in dieser Weise Klarheit über die wichtigsten Punkte durch die Arbeiten der Expertenkommission herbeigeführt sein wird, kann versucht werden, den allgemeinen Grundsätzen eine konkrete Gestalt in Form einzelner oder mehrerer – als Varianten gedachter – *Entwürfe* zu geben, es sei denn, dass der Bundesrat schon aufgrund der Ergebnisse der ersten Beratungen der Kommission zu einzelnen Hauptfragen Stellung nehmen will.

Die Tätigkeit der Expertenkommission lässt sich dadurch vielleicht beschleunigen und auch wirksamer gestalten, dass die Hauptarbeit in einzelne *Unterkommissionen* verlegt wird und dass das Plenum sich auf die allgemeine Eintretensberatung und die Prüfung der Resolutionen und Vorlagen der Unterkommissionen beschränkt. Der zu behandelnde Stoff lässt sich etwa in folgende drei Hauptteile scheiden: *a.* Vorwiegend *politische Fragen.* (Verhältnis von Grossmächten und andern Staaten im Völkerbund, Neutralität der Schweiz, Organisation der Vermittlungsinstanz, Sanktionen.) *b.* Vorwiegend *juristische Fragen.* (Organisation und Befugnis der Schiedsgerichte, internationale Untersuchungskommissionen. Revision der Haager Konventionen.) *c.* Vorwiegend *wirtschaftliche Fragen.* Diese sind nicht zu verwechseln mit den Problemen der Übergangswirtschaft und den speziellen Aufgaben der äussern und innern schweizerischen Wirtschaftspolitik, welche nicht zum Arbeitsgebiet der genannten Expertenkommission gehören. Wirtschaftliche Fragen, die mit dem Völkerbundsproblem zusammenhängen, sind beispielsweise folgende: Wirtschaftliche Sanktionen

und Garantien, Mindestforderungen internationaler Handelsfreiheit, Zugänge zum Meer für Binnenstaaten und Staaten mit ungenügenden Zugängen.

4. Die für die Erörterung in der Kommission allenfalls in Betracht kommenden Fragen lassen sich unter die nachfolgenden Gesichtspunkte *gruppieren:*

I. Teilnahme der neutralen Staaten an den allgemeinen Friedensverhandlungen und Wünschbarkeit einer vorgängigen Verständigung der Neutralen.

II. Art der anzustrebenden Friedenssicherung. Ist diese vorwiegend in formalen, organisatorischen Einrichtungen (Vermittlungsämtern, Schiedsgerichten) oder in der materiellen Ordnung der wichtigsten wirtschafts- und bevölkerungspolitischen Interessen zu suchen?

III. Charakter und Umfang eines Völkerbundes. Welche Staaten sollen sich daran beteiligen und die Mitwirkung welcher ist Voraussetzung für eine Teilnahme der Schweiz? Ist, und wenn ja, in welcher Weise den Grossmächten eine Vorzugsstellung einzuräumen, d.h. darf der Grundsatz der *Gleichheit der Staaten* irgendeine Einschränkung erleiden?

IV. Welche *organisatorischen Einrichtungen* zur friedlichen Beilegung von Staatenstreitigkeiten sind in Betracht zu ziehen *(Vermittlungsinstanzen, Untersuchungskommissionen, Schiedsgerichte)?* Unter welchen Voraussetzungen müssen sich die Staaten auf die Mitwirkung dieser Institutionen einlassen und welche Bindungen erwachsen ihnen daraus?

V. Organisation der Schiedsgerichte und Abgrenzung der Streitigkeiten, die gerichtlicher Beurteilung zugänglich sind.

VI. Formen und Ziele der Weiterbildung des Völkerrechts. Ausgestaltung der Haager Konferenzen. Grundrechte der Staaten.

VII. Politische Sicherungen. (Kontrolle der Aussenpolitik, Nationalitätenpolitik, Rüstungsbeschränkung.)

VIII. Wirtschaftliche Sicherungen. (Handelsfreiheit, sogenannte Freiheit der Meere, Freizügigkeit, sozialpolitische Mindestforderungen.)

IX. Sanktionen des Völkerrechts. (Diplomatische, wirtschaftliche, militärische) Stellung dauernd neutraler Staaten; Verhältnis der Allianzen zu den Verpflichtungen aus dem Völkerbunde. Anordnung der Sanktionen, Revision des Neutralitätsrechtes.

X. Eintritt und Austritt. Verhältnis der zur Friedenssicherung verbundenen Staaten zu Staaten ausserhalb des Verbandes zur Friedenssicherung.

I. Teilnahme der Neutralen

1. Die Möglichkeit für die Neutralen, an der Neuordnung der internationalen Verhältnisse teilzunehmen, hat normalerweise zur Voraussetzung, dass der Krieg nicht durch vereinzelte Friedensschlüsse beendigt werde, sondern dass Verhandlungen statthaben, an denen beidseitig die wichtigsten Kriegführenden beteiligt sind. Nur dann ist es wahrscheinlich, dass ausser konkreten territorialen, wirtschaftlichen und rechtlichen Fragen, wie sie beispielsweise in den Friedensschlüssen der Zentralmächte mit Russland, Finnland, Ukraine und Rumänien geregelt sind, auch Angelegenheiten von allgemeiner völkerrechtlicher Bedeutung beim Friedensschluss ihre Ordnung finden werden. Auch der Zusammentritt einer nachträglichen allgemeinen Konferenz würde im Falle sukzessiven Friedensschlusses kaum möglich sein.

Im Falle eines *allgemeinen Friedensschlusses* ist es wahrscheinlich, dass ausser Angelegenheiten, die die Kriegführenden allein berühren, auch Fragen zur Behandlung kommen, die alle Staaten angehen. Nicht nur hat die Entente und speziell die Vereinigten Staaten die Lösung gewisser *allgemeiner Probleme* (vgl. die 14 Punkte in der Rede Wilsons vom 8. Januar 1918) unter die eigentlichen Kriegsziele aufgenommen, sondern dieses Gebiet ist wohl das einzige, auf dem ein Ausgleich für die Kriegsziele sich finden lässt, hinsichtlich deren eine für beide Teile annehmbare Lösung nicht erwartet werden kann.

Wenn schon einmal allgemeine Angelegenheiten beim Friedensschluss zur Besprechung und Entscheidung kommen, so ist die Übergehung der *neutralen Staaten* nicht wohl möglich. Nicht nur weil darin eine ungebührliche und kränkende Zurücksetzung läge, sondern weil durch die Mitwirkung

dieser Staaten das Zustandekommen eines annehmbaren Resultates mindestens nicht erschwert wird. Diese verhältnismässig wenig zahlreichen neutralen Staaten sind vermöge ihrer Haltung im Kriege und ihrer traditionellen Friedenspolitik das natürlicherweise ausgleichende Element. Die Zahl der Kriegführenden ist bereits so gross – und diese müssen in irgendeiner Form doch zum Friedenskongress zugezogen werden –, dass der Hinzutritt einiger weiterer Staaten unter dem Gesichtspunkt der numerischen Überlastung des Kongresses kaum beanstandet werden kann.

2. Eine Frage von grosser praktischer Bedeutung ist folgende: Sollen die alle Staaten berührenden Angelegenheiten, insbesondere die Völkerbundsfragen, *gleichzeitig* mit den die Kriegführenden allein angehenden konkreten Problemen territorialer und finanzieller Natur behandelt werden *oder* erst nachher, *nach Abschluss des Friedens?* Während ursprünglich die letztere Auffassung überwogen zu haben scheint, wenigstens bei den Zentralmächten, sind die allgemeinen Friedensziele seit dem Eintritt Amerikas in den Krieg so sehr in den Vordergrund gerückt, dass sie als integrierender Bestandteil des Programms des Friedenskongresses zu betrachten sind. Eine derartige Verbindung der allgemeinen und der besondern Fragen liegt jedenfalls im Interesse ernsthafter Resultate auf dem Gebiete der ersteren. Sofern nicht die sozialen Rückwirkungen des Krieges einen starken Zwang ausüben werden, fände sich nach der Liquidation der zwischen den Kriegführenden hängigen Streitigkeiten kaum mehr grosse Neigung zur Beschickung eines allgemeinen Kongresses und keine grosse Bereitschaft zu durchgreifenden Neuerungen in der Staatenorganisation.

Wenn gleichzeitig mit den Friedensverhandlungen im engern Sinne die Verhandlungen über die Sicherung des allgemeinen Friedens stattfinden sollen, so wird sich der Kongress in doppelter Weise organisieren: als Konferenz der Kriegführenden und als Plenum, an dem auch die Neutralen beteiligt wären.

3. *Ein gemeinsames Vorgehen der Neutralen* auf dem Kongress kann nicht ohne weiteres als opportun betrachtet werden. Würden die Neutralen eine Art Block bilden, so wäre eher Widerstand gegen ihre Zulassung zu befürchten, um so mehr als kein Staat von überragendem politischem Einfluss sich unter ihnen befindet. Auch können die Aussichten auf eine hinreichende Verständigung unter den Neutralen nach den Vorgängen des Winters 1916/17 kaum als sehr gross angesehen werden. In jedem Falle ist wie für eine wirksame Teilnahme am Friedenskongress, so auch für eine vorläufige Verständigung unter den Neutralen, eine hinreichende Abklärung der in Betracht kommenden Fragen und eine gewisse Konkretisierung der Wünsche zu durchdachten Vorschlägen in jedem einzelnen Staat unerlässliche Voraussetzung.

Noch stärkere Bedenken muss der Vorschlag erwecken, dass die Neutralen *zusammen mit einer Gruppe der Kriegführenden während des Krieges* die Grundlagen eines «Völkerbundes» vereinbaren, mag auch der andern Kriegspartei der Zutritt offengehalten werden.

Es wird auch die Idee vertreten, dass auf Initiative der Neutralen noch *während des Krieges eine Aussprache mit beiden Parteien* über die allgemeine Friedensordnung nach dem Kriege stattfinde, unter Ausschluss aller konkreten Kriegsziele. Ob aber die Neigung zu solchen Verhandlungen bei den Kriegführenden vorhanden ist, ist sehr zweifelhaft.

II. Art der anzustrebenden Friedenssicherung

1. Ist auch jene naive Auffassung, dass obligatorische internationale Schiedsgerichte einen für sich allein wirksamen Schutz gegen kriegerische Zusammenstösse bilden, nicht mehr sehr häufig zu treffen, so ist doch auch heute noch die starke Betonung, um nicht zu sagen Überschätzung, der *formalen, organisatorischen Mittel der Friedenssicherung* unverkennbar. Es erklärt sich dies aus der Geschichte der Friedensbewegung, aus der von den Haager Konferenzen angenommenen Methode der Friedenssicherung und aus dem bis zum gegenwärtigen Kriege bestehenden Mangel an Willen, die internationalen Beziehungen auf eine wirklich neue Basis zu stellen. Ausgehend von der Souveränität der Staaten, gelangt man nur dazu, die aus diesen Souveränitäten erwachsenden Gegensätze, je nach ihrer Natur, durch Vermittlung oder Schiedsspruch zu überwinden. Bei der Vermittlung nimmt der Staat freiwillig einen Vergleich an; beim Schiedsspruch unterwirft er sich einem Urteil, das sich auf eine Norm stützt, welche der Staat anerkennt, die ihm aber nicht oktroyiert ist. Den Gegensatz

zu einem solchen System bildet die Unterordnung der einzelnen Staaten unter das in der Staatengemeinschaft dominierende allgemeine Interesse.

Das Völkerrecht beruht auf dem freien Willen der souveränen Staaten; es kennt keinen Zwang, keine Majorisierung. Jeder Staat kann bis zum äussersten auf seinem Besitzstand an Gebiet und Rechten bestehen. Der Rechtszustand ist starr und dient wesentlich gesättigten Staaten. Und doch sind die Staaten im beständigen Wandel. Passt sich eine Rechtsordnung dauernd den Verhältnissen nicht an, so wird sie von diesen schliesslich zerstört. Das Landesrecht wandelt sich durch die Gesetzgebung, in der die gesellschaftlichen Mächte wenigstens heute sich legitim durchsetzen können. Eine ähnliche organisatorische Einrichtung besitzt die Staatengesellschaft nicht. Solange hier die Spannung zwischen den Verhältnissen, wie sie einmal rechtlich geordnet und wie sie seither geworden sind, nicht übermässig ist, mögen Konflikte auf Grund des bestehenden Rechtes gelöst werden. Schliesslich verlangen die Gegensätze eine Änderung der materiellen Verhältnisse. Eine solche bietet die formale Friedenssicherung nicht, oder doch nicht in vollkommener Form: der Schiedsspruch nicht, weil er an die bestehenden Rechtsnormen gebunden ist; die Vermittlung nicht, weil sie nicht verpflichtet.

Auf diese Schwäche und innere Inkonsequenz der Friedensbestrebungen haben nicht nur grundsätzliche Gegner, sondern auch wohlmeinende Skeptiker hingewiesen. Eine besondere Stellung nehmen in diesem Zusammenhang diejenigen Sozialisten ein, welche die Kriege als notwendige Folgeerscheinung der kapitalistischen Wirtschaftsordnung und deshalb jede Friedenssicherung auf der Grundlage dieser als von vornherein aussichtslos betrachten.

Die Staatsmänner der kriegführenden Grossmächte, welche sich zugunsten eines Völkerbundes ausgesprochen, haben teilweise auch auf die Notwendigkeit wirtschaftlicher und nationalitätspolitischer Mindesterfordernisse hingewiesen, am bestimmtesten Wilson in der Botschaft vom 8. Januar 1918 (Programm der 14 Punkte). Was die privaten Kundgebungen zum Völkerbundsproblem anbelangt, so ist in dem Mindestprogramm der «Organisation centrale pour une Paix durable» den Wirtschafts- und Nationalitätenfragen ein breiter Raum zugemessen. Eine kritische Würdigung des Problems der materiellen Vorbedingungen eines Völkerbundes enthält das Buch von H.N. Brailsford, *A League of Nations,* London, 3rd ed. 1917.

2. Über die Richtigkeit der These, dass für einen dauernden Frieden nicht nur Vorkehrungen für friedliche Austragung von Konflikten nötig sind, sondern auch solche Lebensbedingungen der Völker, die einen annehmbaren Ausgleich der Interessen darstellen, kann ein Zweifel nicht bestehen. Dagegen ist es eine Frage der Opportunität und politischen Taktik, ob es ratsam ist, die an sich schon schwierigen und delikaten Fragen der organisatorischen Friedenssicherung mit den noch viel mehr umstrittenen der *materiellen Ordnung der internationalen Beziehungen* zu verquicken. Eine Reihe von Entwürfen, die zwar keinen amtlichen Charakter haben, die aber wegen der Stellung ihrer Verfasser oder der Besonnenheit ihres Inhaltes besondere Beachtung gefunden haben (Entwurf des Lord Bryce, Entwurf der «League to enforce Peace» u. a.), beschränken sich auf die formellen, obligatorischen Friedenssicherungen. Sie gehen aus von der Überlegung, dass es bereits einer grossen Anstrengung bedürfe, auf dem im Haag eingeschlagenen Weg einen entscheidenden Schritt vorwärts zu tun, d. h. eine Verpflichtung für die Staaten zu statuieren, sich vor jeder kriegerischen Massnahme an ein Schiedsgericht oder eine Verständigungsinstanz zu wenden. Dabei gehen die einen noch einen Schritt weiter, indem sie die Einhaltung dieser Verpflichtung unter die Sanktion kollektiver Intervention stellen. Aber auch die gemeinsame Erzwingung dieser Friedenspflichten ist ein formales Mittel, wenn schon eine Vermittlung, die von der Gesamtheit der Staaten ausgeht, tatsächlich im Sinne zweckmässiger Weiterbildung und Neuordnung internationaler Zustände wirken kann.

Sind einmal diese Institutionen vorhanden, so wird angenommen, dass durch sie auf absehbare Zeit das Ausarten akuter Konflikte in chronische Gegensätze oder in Kriege verhindert werden könne, dass dann unter diesen Umständen die politische Lage sich dauernd entspanne und dass so weitere Fortschritte im Sinne einer Befestigung des Friedens möglich werden. Dabei wird von den wirtschaftlichen und psychologischen Rückwirkungen des Krieges eine Beschleunigung und Verstärkung dieser Entwicklung erwartet.

Die Möglichkeit, in diesen Dingen etwas Lebensfähiges und Bedeutendes zu erreichen, hängt wesentlich davon ab, ob die massgebenden Personen einerseits die ungewöhnlichen Gelegenheiten,

welche der Abschluss dieses Krieges für radikale Neuerungen in der Völkerrechtspolitik bietet, voll ausnützen und anderseits nicht durch Überspannung und unnötige Ausdehnung der Forderungen das Zustandekommen der Verständigung vereiteln.

Die Frage, die zunächst beantwortet sein will, ist die: Haben rein formale, organisatorische Friedenssicherungen einen praktischen Wert, wenn nicht in materieller Beziehung dem Frieden gewisse Voraussetzungen gesichert sind? Dies kann wohl bejaht werden, sofern nicht z.B. auf dem Gebiet der Wirtschaftspolitik solchen Voraussetzungen direkt entgegengewirkt wird (Wirtschaftskrieg nach Friedensschluss).

3. Neben den rechtlichen und wirtschaftlichen Sicherungen dürfen auch die *moralischen Garantien* nicht übersehen werden. Darunter ist vor allem eine politische Denkweise zu verstehen, welche dem einzelnen Staat nicht einen absoluten Wert beimisst, sondern ausgeht von der Anerkennung unverbrüchlicher gegenseitiger Pflichten der Völker. Nicht die rücksichtslose Durchsetzung des Staates, sondern dessen organische Eingliederung in die Menschheit, unter Wahrung der nationalen Eigenart, bildet die Grundlage einer dauernden Rechtsordnung unter den Staaten. Eine solche Denkweise und eine allgemeine Friedensordnung stehen in Wechselwirkung, die eine bedingt und fördert die andere. Diese moralischen Grundlagen sind jedoch an dieser Stelle nicht zu erörtern, da sie nicht durch irgendwelche staatlichen Massnahmen geschaffen werden können und deshalb auch keinen Gegenstand der praktischen Politik bilden.

III. Charakter und Umfang des Völkerbundes

1. Die wichtigste Frage ist hier folgende: Soll der Völkerbund *von vornherein auf eine allgemeine Grundlage gestellt sein,* d.h. ausser den Neutralen beide Kriegsparteien – oder wenigstens die wichtigsten Staaten beider Parteien – umfassen, oder aber erscheint er mehr als eine Fortsetzung der Allianz der einen Mächtegruppe? In letzterem Fall ist es auch möglich, dass die andere Gruppe unter sich einen ähnlichen Verband bilden würde, d.h. es würden sich zwei politisch und wirtschaftlich organisierte Allianzen gegenüberstehen.

Nach dem, was über die Vorschläge der von Bourgeois präsentierten Kommission des französischen Ministeriums des Auswärtigen bekannt geworden ist, bestände dort die Absicht, zunächst einen dauernden Friedensverband unter den Staaten der Entente zu bilden und nachher, unter Bedingungen, welche dieser Verband stellte, andere Staaten, Neutrale und selbst jetzige Feinde, aufzunehmen. Unter dem Einfluss der Idee eines Sieg-Friedens hat diese Auffassung nicht unerheblichen Anklang gefunden. Allerdings ist von Staatsmännern der Entente (Lord Curzon im Oberhaus am 26. Juni 1918; Wilsons Rede vom 27. September 1918) u.a. auf die Gefahr oder Wertlosigkeit eines einseitig zusammengesetzten Völkerbundes hingewiesen worden.

Für die neutralen Staaten kommt ein Anschluss an eine Staatenverbindung zur Sicherung des Friedens normalerweise nur in Betracht, wenn dieser Verband auf einer allgemeinen – nicht notwendigerweise universellen –, sozusagen auf einer paritätischen Grundlage ruht. Das gilt jedenfalls dann, wenn dieser Verband starke Bindungen für seine Mitglieder zur Folge hat, so dass, wenigstens als indirekte Folge solcher Zugehörigkeit, eine streng neutrale Politik nur schwer auf die Dauer aufrechtzuerhalten wäre. Ist die Bindung eine lose, besteht sie z.B. nur in der Pflicht, Streitigkeiten einer friedlichen Erledigung zuzuführen, ohne dass dabei die Souveränität der Verbandsstaaten beschränkt würde, so könnte wohl ein neutraler Staat sich einem solchen Verbande anschliessen, ohne dass seine Politik einer einseitigen Orientierung verfallen müsste.

2. Das Wesen des «Völkerbundes» ist aber Allgemeinheit, d.h. Ausgleichung und Überwindung der gegenwärtigen und potentiellen Gegensätze durch Zusammenfassung in irgendeiner höheren Einheit. Nur unter dieser Voraussetzung ist ein Frieden von Dauer möglich. Die Interessen der Neutralen weisen deshalb in dieser Richtung; nur in diesem Fall ist bei der Bildung und in der Betätigung des Verbandes ein angemessener Einfluss der Neutralen zu erwarten.

Ausgehend von einer allgemeinen Grundlage eines Staatenverbandes haben wir das Problem unter einem dreifachen Gesichtspunkt zu prüfen: *a.* Intensität der Verbindung; *b.* geographischer Umfang; *c.* Verhältnis zu den bestehenden internationalen Unionen.

a. Was die *Intensität der Verbandes* anbelangt, so finden sich unter den vorhandenen Vorschlägen die verschiedensten Zwischenstufen zwischen zwei Extremen: dem Haager Friedensabkommen von 1899/1907, das fast jeder organisatorischen Ausgestaltung, strikten Bindung und vollends aller Sanktionen entbehrt, bis zu kosmopolitischen Bundesstaatsprojekten, in denen eine vollständige staatsrechtliche Organisation vorgesehen ist.

Kommt etwas zustande, so wird es wohl auf der mittleren Linie liegen. Das Haager Werk hat 1914 versagt, weniger wegen seiner innern Mängel als wegen des Fehlens einer starken öffentlichen Meinung, welche die Benutzung der in den Verträgen von 1899/1907 vorgesehenen Friedensmittel gebieterisch gefordert hätte. Aber gerade darum erwartet niemand mehr etwas von Einrichtungen, deren Wirksamkeit fast ganz von dem guten Willen der an einer Krise beteiligten Staaten abhängt. Anderseits liegen kosmopolitische Organisationen ausser dem Bereich der absehbaren politischen Möglichkeiten. Wenn schon ein Zusammenwirken verbündeter Staaten im Kriege fast unüberwindliche Schwierigkeiten bietet, so ist eine Unterordnung unter eine wie immer gestaltete übernationale Regierung und Gesetzgebung noch weniger zu erwarten, und es liegt nicht im Interesse einer auf positive Ergebnisse ausgehenden Politik, das Prinzip der Staatengemeinschaft äusserlich zu stark zu betonen; dadurch wird auf der einen Seite Misstrauen, auf der andern übertriebene Hoffnung erweckt. Eine Konsolidation der Staaten kann nur langsam oder gruppenweise erfolgen; denn die meisten souveränen Staaten, vollends die Grossmächte, sind viel selbständiger, mächtiger und unter sich verschiedenartiger als irgendwelche Glieder eines Bundesstaates. Der anzustrebende Staatenverband wird von den bestehenden Staaten, wenn vielleicht auch nicht von allen gegenwärtigen Regierungen, gebildet werden, nicht aber von einer Organisation, die losgelöst ist von den Interessen, Vorurteilen und Überlieferungen nationaler Regierungen. Der Staat hat durch den Krieg zunächst einen solchen Grad von Macht und Konzentration erfahren, dass er für internationale Organisationen einer absehbaren Zukunft das dominierende Element bleiben wird. Es ist deshalb nicht zu erwarten, dass die Staaten sich auf eine Organisation einlassen werden, in denen über sie wegreichende und ihnen gegenüber ganz selbständige Einrichtungen (wie z. B. National- und Bundesrat in der Schweiz) Bestand und Einfluss haben sollen. Der Typus des Staatenbundes ist wohl das Maximum dessen, was heute im Bereich praktischer Erwägungen liegt.

Was die mittleren Lösungen anbelangt, so ist für diese zweierlei charakteristisch, einerseits die Anerkennung des rechtlichen Status quo für jeden Staat, anderseits die Beschränkung der Staaten in der eigenmächtigen Wahrung ihrer Interessen durch die Verpflichtung, vor der Selbsthilfe den Weg der friedlichen Beilegung des Streites zu betreten. Darüber unten unter IV.–IX.

b. Was den *geographischen Umfang* des Völkerbundes anbelangt, so kann er *nicht mehr eine rein europäische Angelegenheit* sein, auch nicht auf Europa und dessen Kolonien beschränkt bleiben. Die Vereinigten Staaten würden einen wesentlichen Bestandteil bilden, nicht nur weil sie dem Problem der Friedenssicherung ein besonderes Interesse entgegenbringen, sondern auch weil es für die Stabilität des Verbandes von grosser Bedeutung wäre, dass ihm eine Grossmacht angehört, welche vermöge ihrer geographischen Lage den meisten europäischen Konflikten fernsteht.

In dem sehr beachtenswerten Projekt von Lord Bryce ist vorgeschlagen, dass der Verband zunächst ausser den Grossmächten alle übrigen europäischen Staaten und die wichtigsten Staaten des lateinischen Amerika (Argentinien, Brasilien, Chile) umfassen, der Anschluss der übrigen aber für einen späteren Zeitpunkt vorbehalten bleiben solle. Eine Schwierigkeit einer solchen politisch sehr verständlichen Abgrenzung liegt in dem Umstand, dass nach und nach die meisten der in diesem Falle vorderhand ausgeschlossenen Staaten in den Krieg eingetreten sind und somit am Friedenskongress vertreten sein werden. Die Betrachtungen über die Organisation der Internationalen Institutionen zeigt, dass je grösser die Zahl der beteiligten Staaten, um so grösser auch die Schwierigkeit ist, den Grundsatz der Gleichheit der Staaten durchzuführen und Ländern wie der Schweiz die entsprechende Berücksichtigung zuteil werden zu lassen. Dass durch die Zulassung aller Staaten zur II. Haager Konferenz deren Arbeitsfähigkeit im Vergleich zu der ersten Konferenz herabgesetzt wurde, ist kaum zu bestreiten. Ähnliche Erwägungen treffen auch auf den Völkerbund zu.

Eine grundlegende Frage organisatorischer Natur, die möglicherweise von seiten der Zentralmächte aufgeworfen wird und der auch schon von nichtamtlicher Seite Ausdruck gegeben worden ist, ist folgende: Ist es nicht wünschbar, dass ein gewisses Gleichgewicht von *Staatengruppen im*

Völkerbunde bestehe? Sollte nicht dem britischen Reiche, den Vereinigten Staaten von Amerika mit ihrem Anhang anderer amerikanischer Staaten der europäische Kontinent als eine gewisse Einheit gegenüberstehen? Dieser Gedanke entspricht der Befürchtung, dass in einem Völkerbund die jetzige Ententegruppe die Mehrheit bilde und so in der Organisation des Bundes ein Mittel zur Durchsetzung ihrer Sonderpolitik erhalte. Für die Stabilität und Wirksamkeit eines Völkerbundes wäre es aber kaum förderlich, wenn er aus wenigen aussergewöhnlich mächtigen und unabhängigen Gruppen bestünde. Die Lebensfähigkeit eines Föderativgebildes ist, sofern seine Struktur nicht ausgesprochen hegemonisch ist, wesentlich bedingt durch das Nebeneinanderexistieren einer grössern Zahl von Gliedern, von denen keines eine Gefahr für die Gesamtheit bilden und keines sich ohne Nachteil von den andern lösen kann.

c. Von geringerer Bedeutung als die beiden zuerst erwähnten Punkte ist das Verhältnis des zu schaffenden Verbandes zu den *Haager Institutionen.* Soll das Neue direkt auf das Vorhandene aufgebaut oder als etwas ganz Selbständiges organisiert werden?

Da die Haager Verträge keinerlei Bindungen für die Staaten geschaffen und auch keine wirklich selbständigen und dauernden Institutionen ins Leben gerufen haben, bilden sie jedenfalls kein Hindernis. Ist auch ihr Ansehen nicht sehr bedeutend, so sollten doch die ersten Ansätze einer internationalen Friedensorganisation nicht ohne zwingende Gründe abgebrochen und damit für die Folge zerstört werden, denn auf die Dauer können nicht zwei verwandte Organisationen dieser Art nebeneinander bestehen. Der Völkerbund könnte sehr wohl einen engern, stärker entwickelten Verband innerhalb der durch das Haager Friedensabkommen begründeten Union bilden. Diese letztere darf von den Neutralen jedenfalls dann nicht preisgegeben werden, wenn der Völkerbund eine einseitige politische Orientierung erhalten sollte.

Was die andern *internationalen Unionen* anbelangt, so liegt kein Anlass vor, sie mit dem Völkerbund organisatorisch zu verbinden. Den Schein einer «internationalen Verwaltung», die gar nicht existiert, vorzutäuschen, gehört zu jener Politik, die in den Haager Verträgen Schiffbruch erlitten hat. Die Schweiz als der Sitz der meisten und wichtigsten Rechts- und Verwaltungsunionen hat dagegen ein Interesse, dieser Frage alle Aufmerksamkeit zu schenken. Die Schaffung eines Völkerbundes könnte den schon längst bestehenden Tendenzen, die internationalen Unionen der Schweiz wegzunehmen, ebensosehr Vorschub leisten als den Anlass bieten für die Schweiz, ihre Ansprüche auf besondere Berücksichtigung bei Schaffung der neuen internationalen Institutionen zur Anerkennung zu bringen.

3. Eine ganz besonders heikle Frage der Organisation jedes Staatenverbandes, der wirklich kollektive Organe besitzt und sich nicht in Vertragsbeziehungen zwischen seinen einzelnen Gliedern erschöpft, ist die Durchsetzung des Grundsatzes der *Gleichheit der Staaten.*

a. Bis zur *II. Haager Konferenz* ist die formelle Gleichberechtigung aller Staaten, ohne Rücksicht auf deren politische Bedeutung, stets respektiert worden, wenn vom Wiener und den von 1818 bis 1822 abgehaltenen Kongressen der Grossmächte abgesehen wird. Die Vorzugsstellung der 5, zuletzt 8 Grossmächte war eine bloss tatsächliche. Erst die Versuche der II. Haager Konferenz, ständige internationale Gerichte von mässigem Umfang ins Leben zu rufen, führten dazu, durch Bevorzugung der Grossmächte und abgestufte Berücksichtigung der andern Staaten die Gleichheit der Staaten im Rechte selbst zu durchbrechen. Die Schweiz, wie übrigens die meisten Mittel- und Kleinstaaten, hat 1907 gegen diese Tendenz Verwahrung eingelegt und diese Opposition der Nicht-Grossmächte hat das Zustandekommen der «Cour de Justice arbitrale» vereitelt. (Vgl. Huber, Die Gleichheit der Staaten, 1909, und Botschaft vom 28. Dezember 1908. B. B. 1909 I, S. 73.)

b. Diese Frage muss im Zusammenhang mit dem Problem des Völkerbundes unzweifelhaft erhöhte Bedeutung erlangen. Je mehr Bedeutung oder gar politische Macht einer internationalen Organisation zukommen soll, um so stärker wird das Bestreben der einzelnen Teile sein, in dieser Organisation einen ihrer individuellen Bedeutung entsprechenden Einfluss zu erhalten. Der Umstand, dass internationale Behörden wie Gerichte oder Vermittlungsämter nicht aus beliebig vielen Staatenvertretern zusammengesetzt werden können, ohne in ihrer praktischen Wirksamkeit und Arbeitsfähigkeit beeinflusst zu werden, bedeutet eine weitere Erschwerung für eine alle Staaten befriedigende Lösung der organisatorischen Fragen in einem Völkerbunde.

Die rechtliche Gleichheit der Staaten, die ein Ausfluss der Souveränität ist, kann als ein feststehender Grundsatz des positiven Völkerrechts gelten. Die Nicht-Grossmächte betrachten ihn – und mit Recht – als eine Garantie ihrer Unabhängigkeit. Die *Gleichheit innerhalb der materiellen Rechtsordnung,* d.h. der Grundsatz gleichen Rechtes in bezug auf territoriale Integrität, interne Autonomie, internationalen Verkehr usw., ist nie bestritten worden. Eine Abstufung in dieser Beziehung wäre für die benachteiligten Staaten entwürdigend und gänzlich unannehmbar. Sie stünde auch mit dem demokratischen Grundzug der modernen Rechtsordnung in unversöhnlichem Widerspruch.

c. Erst im Zusammenhang mit den *organisatorischen Problemen* entstehen die Schwierigkeiten. Der Grundsatz der Gleichheit fordert nicht notwendig eine absolute Gleichheit in der Weise, dass z.B. in einem internationalen Gerichte alle Staaten gleichzeitig vertreten wären. Solange jeder Staat einen gleichen Einfluss auf die Wahl des Richterkollegiums hat, bleibt seine Gleichheit gewahrt, auch wenn unter den Gewählten schliesslich sich nicht die von ihm vorgeschlagene Person befindet. Allerdings werden auch gegen eine derartige Besetzung internationaler Ämter starke Bedenken bestehen, da die Staaten bis jetzt gewohnt sind, immer durch von ihnen bezeichnete Delegierte oder Richter vertreten zu sein, und sich deshalb als benachteiligt erachten, wenn dies in einem Falle nicht mehr zutrifft. Der Grundsatz der Gleichheit aber wird preisgegeben, wenn das Stimmrecht oder das Vertretungsrecht der Staaten individuell differenziert wird. An der II. Haager Konferenz wurden eine Reihe von Vorschlägen in diesem Sinne für die Besetzung des geplanten ständigen internationalen Gerichtes und des internationalen Prisenhofes gemacht. (Abstufung der Rechte nach dem für die Beitragspflicht im Weltpostverein angenommenen Schlüssel; Einteilung in drei Gruppen von Staaten mit je mindestens 30000000 bzw. mindestens 3000000 bzw. weniger Einwohnern; Bevorzugung der 8 Grossmächte in der Weise, dass diese immer vertreten sind, während die übrigen Staaten sich in eine geringere Zahl von Richterstellen nach einem Rotationssystem zu teilen haben.) In den zu einem Völkerbund gemachten Vorschlägen kehren diese Lösungen, namentlich die letztere, wieder. Ein praktisch ähnliches Resultat käme heraus beim Vorschlag für eine «League to enforce Peace», wo 8 Staaten (d.h. die Grossmächte) einerseits allein die volle Garantie für Erzwingung der Rechtsordnung der Liga übernehmen, anderseits aber auch in den Geschäften der Liga eine führende Rolle haben. Die Bevorzugung der Grossmächte möchte gegebenenfalls die bisherige historische Entwicklung und die tatsächlichen Machtverhältnisse für sich haben; sie bedeutet aber einen noch stärkeren Einbruch in das Prinzip der Staatengleichheit als eine Abstufung nach einem objektiven Massstab (Volkszahl, Aussenhandel, Schiffstonnage usw.). Die Aufstellung eines solchen Massstabes würde aber wohl auf fast unüberwindliche Schwierigkeiten stossen.

d. Um dieses Problem, bei dem ein nicht zu unterschätzendes gefühlsmässiges Moment mitwirkt, richtig zu beurteilen, muss über zwei Dinge Klarheit bestehen: einmal über *Aufgabe und Struktur des Völkerbundes* und sodann über die Art der Rechtsverhältnisse, in denen die Ungleichheit der Staaten sich geltend machen könnte. Was den ersteren Punkt anbelangt, so ist zunächst entscheidend, ob der Völkerbund eine reine Rechtsorganisation oder ob er auch eine Machtorganisation zum Schutze des Friedens sein soll. Ist er nur das erstere, d.h., stellt er den Staaten lediglich Gerichte und Vermittlungen zur Verfügung und verzichtet er auf jeden kollektiven Zwang, so ist auch nicht einzusehen, weshalb die grösseren und mächtigeren Staaten bei Entscheidungen und Vorschlägen, die von internationalen Behörden ausgehen, durch stärkere Vertretungen in diesen Behörden einen gesteigerten Einfluss sollten ausüben können. Auf dem Boden des heutigen Völkerrechts, in dem jeder Staat selber für seine Sicherheit und den Schutz seiner Rechte zu sorgen hat, muss der oberste Gesichtspunkt das Vertrauen sein, das die beteiligten Staaten einem Vermittler und Richter entgegenbringen.

Wenn aber ein Völkerbund mit wirtschaftlichen und selbst militärischen Machtmitteln die Erhaltung des Friedens erzwingen, vielleicht sogar Rechtsansprüche vollstrecken will, so entsteht sofort die Frage nach dem Zusammenhang zwischen den Quellen dieser Macht und dem Willen, der durchgesetzt werden soll. In einem Bundesstaate besteht eine von dem Willen der verbundenen Staaten unabhängige Organisation, welche die Rechtsordnung mit ihren eigenen Machtmitteln schützt; die einzelnen verbundenen Staaten können deshalb keinen Anspruch darauf erheben, dass sie individuell und unmittelbar ihren Einfluss auf den Willen des Bundes ausüben. In die Bundesämter werden die Persönlichkeiten wegen ihrer Eignung und höchstens mittelbar wegen ihrer Zugehörigkeit zu einem bestimmten Gliedstaate gewählt, und es wird deshalb von einer rechtlichen Bevorzugung

grosser Gliedstaaten meist Umgang genommen. Anders verhält es sich in lockeren Staatenverbindungen, in Staatenbünden, deren Struktur keine staatliche Einheit darstellt, sondern die eine Anzahl von im wesentlichen unabhängigen Gliedstaaten umfassen. Hier ist die Macht der Gesamtheit lediglich die Summierung der Macht der einzelnen verbundenen Staaten, also ausgeprägter politischer Gebilde von verschiedenster Art und Bedeutung. Wenn diese nun berufen sind, ihre Machtmittel in die Waagschale zu werfen, um die Bundesordnung zu behaupten und zu schützen, so werden sie eher sich dazu bereit finden, wenn sie auf die zu exequierenden Beschlüsse einen massgebenden Einfluss ausüben. In der Regel sind es aber nur Grossmächte, welche eine solche Exekution durchzuführen imstande sind. An sich können die Staaten sehr wohl für eine Massnahme sich einsetzen, an der sie nicht oder nicht entscheidend mitgewirkt, die aber von einer Instanz ausgeht, die alle Garantien für Gerechtigkeit und sachliche Richtigkeit bietet. Das wäre sogar die ideale und konsequente Lösung, aber es ist damit zu rechnen, dass sie nicht unangefochten bleibt. Da ein Völkerbund sich voraussichtlich an den Typus des Staatenbundes anlehnen würde, so ist nämlich zu erwarten, dass von den mächtigeren Staaten der Anspruch erhoben wird, einen stärkeren Einfluss als andere in den Organen des Bundes zu besitzen.

e. Diese Forderung, die der Gleichheit der Staaten widerspricht und deshalb vom Standpunkte der kleineren Staaten aus starken Bedenken begegnen muss, kann namentlich in drei Richtungen erhoben werden: ständige oder stärkere Vertretung *in internationalen Gerichten und in Vermittlungsinstanzen,* gesteigertes Stimmrecht oder Vetorecht auf Staatenkonferenzen. Der Anspruch auf irgendeine Vorzugsstellung der grösseren Staaten in den Gerichten erscheint an sich unannehmbar, weil für die Rechtsprechung das Moment der politischen Macht ausscheiden soll. Auf Staatenkonferenzen ist, solange diese nicht bindende Beschlüsse zu fassen haben, sondern lediglich Verträge vorbereiten, ebenfalls kein Raum für eine Abstufung der Rechte, denn jeder Vertrag beruht auf dem freien, d.h. gleichwertigen Willen der Parteien. Würde aber einer Staatenkonferenz ein Gesetzgebungsrecht zugesprochen, so ist es nicht ausgeschlossen, dass schon hinsichtlich dieser Funktionen eine Berücksichtigung der Machtverhältnisse verlangt wird. Was endlich die Vermittlung anbelangt, so sind zwei Standpunkte möglich: kommt es vor allem darauf an, eine vertrauenswürdige und unbefangene Instanz zu schaffen, so ist eine Bevorzugung der mächtigeren und daher meist irgendwie an der Sache interessierten Staaten ungerechtfertigt und unter Umständen nachteilig. Legt man aber das Hauptgewicht darauf, dass die Vermittlung zu einem positiven Resultat führe, dass die Schritte, die von den Organen des Völkerbundes unternommen werden, unter allen Umständen den Frieden sichern, so kann es vorteilhaft erscheinen, dass hinter diesen Vorschlägen eine überragende politische Machtkombination stehe. Es erscheint somit die Frage als diskutabel, ob nicht das Interesse der Friedenssicherung eine Berücksichtigung der politischen Machtfaktoren nötig macht. Dass diese Frage im Zusammenhang mit der Völkerbundsorganisation aufgerollt würde, kann als sicher betrachtet werden.

IV. Die organisatorische Friedenssicherung, speziell das Vermittlungsverfahren

1. Die Haager Abkommen von 1899/1907 zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle sehen drei Arten von Institutionen vor: die Vermittlung, die Untersuchungskommission und die Schiedsgerichte.

a. In den im Laufe der letzten Jahre, zum Teil schon vor dem Kriege bekanntgewordenen Vorschlägen kommt folgende Auffassung fast überall zum Ausdruck: das *Schiedsgericht* soll auf solche Streitigkeiten beschränkt bleiben, bei denen ein nach Rechtsnormen beurteilbares Verhältnis vorliegt und wo die rechtliche Seite des Streites Hauptsache, nicht zufällige äussere Form ist. In dieser Beschränkung soll das Schiedsgericht mit der Autorität und Unabhängigkeit eines eigentlichen Gerichtes ausgestattet sein, und es soll eine scharfe Grenzlinie gegenüber der durch Rücksichten der Opportunität beherrschten *Vermittlung* gezogen werden. Im Gegensatz zu der früher herrschenden Auffassung, welche im Schiedsgericht die Hauptsache, geradezu ein Allheilmittel erblickte, legt man jetzt auf die Vermittlung das Hauptgewicht. Und zwar mit Recht, denn die Konflikte unter Staaten sind sowenig wie diejenigen unter Privaten wesentlich Rechtskonflikte. Im Verhältnis unter Staaten gilt dies ganz besonders, weil das Völkerrecht, soweit es nicht in Staatsverträgen niedergelegt ist, nicht nur ein höchst unentwickeltes, sondern auch ein *lückenhaftes und unsicheres Recht ist.* Für die

Lösung der Gegensätze, welche die tiefern Ursachen des Krieges gewesen sind (z. B. Interessensphären in Vorderasien, Ankauf fremder Kolonialgebiete in Afrika, Rüstungswettbewerb), gibt das Völkerrecht keine irgendwie brauchbaren Unterlagen. Die grosse Zurückhaltung der meisten Staaten in der Eingehung streng bindender Schiedsverpflichtungen erklärt sich daraus, dass die Konsequenzen einer solchen Bindung nicht übersehbar sind. Im weitern ist aber noch zu berücksichtigen, dass die Zuspitzung eines Konfliktes bis zum eigentlichen Prozess wie unter Privaten, so unter Staaten – und hier noch mehr – im Interesse des guten Einvernehmens zu vermeiden ist. Solange kein Einlassungszwang besteht und das Schiedsgericht somit auf einer freien Verständigung der Parteien in jedem einzelnen Fall beruht, besteht dieses Bedenken nur in geringerem Mass; da aber die Tendenz offenbar auf Schaffung eines Obligatoriums, d.h. eines Einlassungszwangs beim Schiedsverfahren geht, somit die klagende Partei einseitig das Gericht anrufen kann, ist es wünschbar, dass ein Konflikt auch dann aussergerichtlich erledigt werde, wenn er seiner Natur nach sich ganz wohl zur richterlichen Beurteilung eignete.

b. Im *Haager Friedensabkommen* von 1907 hat die Mediation (Art. 4) den Zweck, die entgegengesetzten Ansprüche auszugleichen und Verstimmungen zu beheben; sie ist formlos und abhängig vom Willen nicht nur des Staates, der sie aus eigenem Antrieb anbietet, sondern auch jedes Streitteiles (Art. 5); es fehlt der Vermittlung nicht nur verbindliche Kraft hinsichtlich des Vorschlages des Vermittlers, sondern sie hemmt auch die Kriegsvorbereitungen nicht (Art. 6 u. 7). Die Untersuchungskommissionen (Art. 9 ff.) haben die ausschliessliche Aufgabe, die einem Streite zugrunde liegenden Tatfragen aufzuklären.

In den sogenannten *Taft-* und *Bryan-Verträgen* von 1911/1913 und in einer Reihe seither gemachter nichtamtlicher Vorschläge tritt eine Art *Verschmelzung von Vermittlung* und *Untersuchung* ein. Es hat dies seine guten Gründe, da eine wirksame Vermittlung eine objektive und unparteiische Abklärung des Tatbestandes voraussetzt und der Bericht einer Untersuchungskommission in vielen Fällen in einen Lösungsvorschlag ausmünden wird. Die Tendenz dieser neueren Vorschläge ist folgende: wenn ein Anstand nicht durch direkte diplomatische Verhandlungen der beteiligten Staaten behoben werden kann, so kann er von jeder Partei vor eine internationale Untersuchungskommission oder einen Vermittlungsrat gebracht werden, und es muss dies geschehen, ehe ein Staat zu kriegerischer Selbsthilfe schreitet. Die Untersuchungs- bzw. Vermittlungsinstanz hat die ganze Streitfrage zu prüfen und innerhalb einer bestimmten Frist den Parteien darüber Bericht zu erstatten. In der Zwischenzeit haben sich die Parteien kriegerischer Massnahmen zu enthalten, und auch nach Erstattung des Berichtes der Kommission ist meist eine angemessene Deliberationsfrist vorbehalten. Durch dieses Vorgehen wird zweierlei erreicht: es wird Zeit gewonnen, die Erregung flaut ab, die Rückkehr zu einer besonnenen, objektiven Betrachtungsweise wird möglich, und bis dahin wird der Bericht der Kommission erstattet werden können.

c. Die *Vermittlungs-Untersuchung* hat eine vierfache *Aufgabe:* α. Sie kann *Streitigkeiten jeder Art* und in jedem Stadium beseitigen helfen, also auch die aussergerichtliche Beilegung von der Schiedsgerichtsbarkeit unterliegenden Rechtsstreitigkeiten; β. sie kann die Konflikte lösen helfen, in denen die Parteien verschiedener Meinung über die *Zuständigkeit eines obligatorischen Schiedsgerichtes* sind – sofern diese Vorfrage nicht selber dem Richter vorbehalten ist (z. B. italienisch-argentinischer Vertrag von 1907); γ. sie kann *streitige Tatfragen,* welche die Grundlage von Konflikten bilden, abklären (z. B. Dogger-Bank-Fall, Attentat von Sarajewo u. a.); δ. sie kann in einem konkreten Falle eine Lösung bieten, wo das bestehende Recht keine oder eine unbillige geben würde. Sie tritt in diesem Falle gewissermassen an die Stelle der im internationalen Leben fehlenden Gesetzgebung. Sie ist eine *Gesetzgebung ad hoc* und sichert so dem an sich starren Recht die erforderliche Umbildungsfähigkeit, d. h. die Anpassung an veränderte Bedürfnisse und Machtverhältnisse.

d. Das Verhältnis der Vermittlungs- und Untersuchungsinstanz zum Schiedsgericht wäre folgendes: Wenn die Parteien unter sich über die Anrufung eines Schiedsgerichtes einig sind, so liegt der Fall gleich, wie wenn sie durch Verhandlungen sich materiell über die Streitfrage verständigt hätten. Die Vermittlungsinstanz tritt dann nicht in Wirksamkeit, die Erledigung der Streitigkeiten durch die Beteiligten selbst ist das Normale und Primäre.

Ist diese Einigung nicht zu erreichen, so geht die Angelegenheit an die Vermittlungsinstanz, welche sie, wenn möglich, zum gütlichen Ausgleich bringt. Beharrt eine Partei auf richterlicher Beurtei-

lung und kann der Fall als Rechtsstreit angesehen werden, so geht er an die richterliche Instanz. Ob dieser gegenüber ein Einlassungszwang für den belangten Staat besteht, ist eine Frage für sich. Vermittlung und Schiedsgericht sind nicht zwei parallel geordnete Einrichtungen; die erstere ist vielmehr überall da gegeben, wo das Schiedsgericht nicht oder noch nicht in Wirksamkeit tritt.

2. Die Frage, ob neben der Vermittlungsinstanz noch eine besondere Einrichtung für blosse *Untersuchungen im Sinne des Haager Abkommens* bestehen soll, ist von untergeordneter Bedeutung. Die beteiligten Staaten mögen sich untereinander jederzeit auf die Anordnung einer solchen Untersuchung einigen. Soweit aber die Dazwischenkunft einer unparteiischen Instanz durch einen einzelnen Staat aufgrund eines vertraglichen Anspruches oder spontan durch die Organe eines Völkerbundes erfolgt, ist eine scharfe Trennung von Untersuchung und Vermittlung in der Praxis kaum möglich. Immerhin sind Fälle wohl denkbar, wo es ausschliesslich auf Feststellungen ankommt; z. B. wenn einem Neutralen eine neutralitätswidrige Handlung oder sonst einem Staat die Vornahme einer feindseligen Handlung vorgeworfen wird, wie dies in den ersten Tagen des August 1914 vorgekommen ist. Wenn für die Vermittlung vorwiegend politische Momente ausschlaggebend sein sollen, so wäre doch eine von politischen Einflüssen möglichst freie Untersuchung als Grundlage wünschbar.

3. Die politisch wichtigste Seite des Problems ist das *Mass der Bindungen,* welche für die Streitteile mit der Intervention der *Vermittlungs- und Untersuchungsinstanz* eintritt. Und zwar kommt diese in vierfacher Weise in Betracht: *a.* Pflicht, das Verfahren anzubieten und sich darauf einzulassen; *b.* Hemmung der Selbsthilfe während des schwebenden Verfahrens und darüber hinaus; *c.* verpflichtende Kraft der Vorschläge oder Feststellungen der Vermittlungs- und Untersuchungsinstanz; *d.* Publizitätspflicht.

a. Während im Haag 1907 alle Vorschläge, die in irgendeiner Weise auch nur die Pflicht auf Anhörung eines Vermittlers feststellen wollten, abgelehnt wurden, ist in den Bryan-Verträgen von 1913 von den meisten Staaten die *Pflicht zur Anbietung* einer unparteiischen Untersuchung des Streites vor Eröffnung von Feindseligkeiten wenigstens im Prinzip, zum Teil definitiv, anerkannt worden.

Den gleichen Grundsatz haben wohl alle seit Kriegsbeginn bekanntgewordenen Vorschläge zur Friedenssicherung aufgenommen. Das bedeutet einen sehr grossen Schritt über die Haager Konventionen hinaus.

Es scheint nun aber, dass man in der Formulierung des Prinzips zu sehr unter dem Eindruck bestimmter politischer Situationen stand und deshalb die Pflicht, eine unparteiische Untersuchung eintreten zu lassen und deren Ergebnis abzuwarten, ausschliesslich mit dem Recht zum Kriege in Beziehung setzte und demgemäss als ein Korrelat zum Kriegsultimatum betrachtete.

Nun ist aber die Beobachtung einer solchen Pflicht gerade dann am wenigsten sicher, wenn ein Staat wirklich bereit ist, wegen eines schwebenden Streites zum Kriege zu schreiten. Und weiter sind viele Staaten, sei es wegen ihrer politischen Ohnmacht, sei es wegen geographischer Verhältnisse, nicht in der Lage, die Befriedigung ihrer Forderungen kriegerisch zu erzwingen; sie würden sich geradezu lächerlich machen, wenn sie durch eine eventuelle Kriegsdrohung einen andern Staat zur Einlassung auf ein Vermittlungsverfahren veranlassen wollten. Es muss berücksichtigt werden, dass z. B. ein Staat sich eigenmächtig einen Vorteil verschaffen oder fremde Rechte verletzen und so einen ihm günstigen Zustand schaffen kann, während der Geschädigte gar nicht an eine militärische Abwehr, nicht einmal an wirksame Repressalien denken kann. Ferner ist es wünschbar, dass Streitigkeiten durch Vermittlung und unparteiische Abklärung einen Ausgleich finden nicht erst dann, wenn die Möglichkeit einer kriegerischen Auseinandersetzung in den Bereich der Erwägungen tritt, sondern schon, wenn die Gefahr ihrer Ausartung zu chronischen und latenten Gegensätzen droht.

Die vorstehenden Überlegungen führen dazu, die mit Vermittlung-Untersuchung zusammenhängenden Verpflichtungen der Staaten nicht auf die *Pflicht zur Anbietung* eines solchen Verfahrens, vorgängig jeder kriegerischen Massnahme, zu beschränken, sondern die Verpflichtungen auf breitere Basis zu stellen, d. h. ein *Recht auf Anbietung* der Vermittlung-Untersuchung und eine entsprechende *Einlassungspflicht* zu statuieren. Demnach würde das Verfahren durchzuführen sein, sobald ein Staat erklärt, dass eine mit einem andern Staate schwebende Streitigkeit durch direkte Verhandlungen nicht könne beigelegt werden. Welche Folge dieser Staat dem Nichtzustandekommen einer Verständigung geben würde, ist nebensächlich und lässt sich gar nicht zum voraus bestimmen. Dagegen

wäre es denkbar, den Staat, der das Verfahren verlangt, auch dann an den Vermittlungsvorschlag oder das Untersuchungsergebnis zu binden, wenn eine entsprechende Verpflichtung für die Gegenpartei nicht bestünde; dadurch könnte vermieden werden, dass diplomatische Unterhandlungen leichthin abgebrochen und durch Überweisung an eine internationale Vermittlungs- und Untersuchungsinstanz verschleppt würden. Anderseits kann auch der Standpunkt wohl vertreten werden, dass überall da, wo der Wille der Parteien, sich zu einigen, fehlt, die Dazwischenkunft einer unparteiischen Instanz von Wert sein könnte.

Daneben muss auch noch erwogen werden, ob nicht bei gefahrdrohenden Konflikten, welche die Streitteile nicht von sich aus an die Vermittlungsinstanz bringen, die letztere spontan ihre Vermittlung anbieten bzw. eine Untersuchung einleiten könnte *(Intervention des Völkerbundes).*

b. Ist einmal eine Anbietungs- und Einlassungspflicht angenommen, so folgt daraus fast notwendig, dass während der Schwebe des Vermittlungs- und Untersuchungsverfahrens keine vollendeten Tatsachen geschaffen und keine Gewaltakte, insbesondere keine Feindseligkeiten, erfolgen dürfen *(Moratorium).* Diese Konsequenz wird in beinahe allen neuen Vorschlägen zur Friedenssicherung gezogen. Auch dies bedeutet eine radikale Entwicklung über die Haager Abkommen hinaus, die selbst für den Fall der sogenannten «Médiation spéciale» die Eröffnung der Feindseligkeiten während des Vermittlungsverfahrens zulassen.

Die Abgrenzung des Umfanges dieser weitgehenden Verpflichtungen bietet in doppelter Beziehung Schwierigkeiten: einmal hinsichtlich der *Dauer der Bindung* und sodann hinsichtlich ihres Inhaltes.

Was die *Dauer* anbelangt, so erfordert eine gründliche Untersuchung oft lange Zeit; sie ist schwer zum voraus zu bestimmen; anderseits kann einem Staate ein sehr langes Zuwarten nicht zugemutet werden, und man riskiert, durch eine unter Umständen als Verschleppung empfundene Behandlung der Angelegenheit die günstige psychologische Wirkung aufzuheben, die vom Zeitgewinn erwartet wird. In den Bryan-Verträgen und im sogenannten A-B-C-Vertrag von 1915 (Argentinien, Brasilien, Chile) ist eine, als Maximum gedachte Frist von 1 Jahr angesetzt. Ausnahmsweise mag ein Jahr nicht genügen, in der Regel dürfte diese Frist weit über das Erforderliche hinausgehen.

Das Verbot kriegerischer oder sonstiger eigenmächtiger Selbsthilfe muss eine gewisse Zeit über den Zeitpunkt hinausreichen, in welchem die Untersuchung abgeschlossen bzw. der Vermittlungsvorschlag erfolgt ist, d.h. es muss ein spatium deliberationis über die so gewonnene Diskussionsgrundlage gesichert sein. Als Dauer dieser Zusatzfrist ist von der «League to enforce Peace» 6 Monate angenommen. Die Bryan-Verträge enthalten keine derartige Stipulation.

Noch schwieriger ist die *inhaltliche Bestimmung der Pflicht:* Dass eigentliche Kriegsakte ausgeschlossen sein sollen, ist selbstverständlich; fraglich dagegen, ob Teil- oder Gesamtmobilisationen ebenfalls verbietbar sind. In den Bryan-Verträgen fand sich ursprünglich die Klausel, dass während des Wartejahrs die militärischen und maritimen Rüstungen nicht vermehrt werden dürften, sofern nicht besondere Rücksichten auf einen dritten Staat eine Abweichung von der Beschränkung rechtfertigten, in welchem Falle diese auch für die Gegenpartei entfiele. Diese Klausel ist nur in einen der Verträge aufgenommen worden, und zwar nur in den noch nicht ratifizierten Vertrag mit Honduras. Heikel ist auch die Umschreibung der sonstigen Einschränkungen, denen sich die Streitteile unterziehen müssen, bzw. der vorsorglichen Massnahmen, welche die Vermittlungs- und Untersuchungsinstanz soll anordnen dürfen. Wenn dem Rate der Vermittlungsbehörde keine verbindliche Kraft zukommen soll, wird es kaum möglich sein, dieser Instanz die Befugnis zu bindenden Zwischenverfügungen zu geben. Anderseits kann der Zweck der Vermittlung durch den Mangel solcher Kompetenz vereitelt werden.

c. Die dritte und wichtigste Form der Bildung besteht in der *verpflichtenden Kraft des Vermittlungsvorschlages.* Diese Konsequenz scheint von niemandem gezogen werden zu wollen; sie ist auch unannehmbar, da sie mangels genügender Rechtsnormen die Staaten völlig dem – vielleicht nicht immer uninteressierten – Ermessen des Vermittlers auslieferte. Die Bryan-Verträge bestimmen demnach ausdrücklich, dass nach Erstattung des Berichtes durch die Kommission jede Partei die volle Freiheit des Handelns zurückgewinne.

Anderseits ist diese Lösung auch nicht befriedigend. Es ist unter Umständen dem Frieden wenig gedient, wenn ein Staat, vielleicht mit dem stillen Vorsatz, auf jeden Fall Krieg zu führen, sich dem

Vermittlungsverfahren unterzieht, um sich durch die Erfüllung dieser Formalität die Neutralität der übrigen Staaten zu sichern. Zeitgewinn mag in sehr vielen Fällen den Frieden sichern, aber nicht in allen.

Es läge deshalb nahe, noch einen Schritt weiterzugehen, und den Streitteilen zu verbieten, zum Kriege Zuflucht zu nehmen, nachdem in der Streitsache ein Vermittlungsvorschlag erfolgt ist. Das bedeutet in seinen Konsequenzen nichts anderes als ein Verbot des Krieges, es sei denn ein Krieg zur Erzwingung von Rechtsansprüchen, welche durch ein Schiedsgericht anerkannt sind, sowie zur Erzwingung der Einhaltung des Friedens. Auf dies laufen denn auch die radikalen Vorschläge hinaus.

d. Eine unter Umständen wichtige Verpflichtung betrifft die *Veröffentlichung* der Ergebnisse der Untersuchung bzw. des Vermittlungsvorschlages. Dazu könnte die weitere Verpflichtung treten, dass während der Dauer der Untersuchung in der Presse keine Nachrichten über den Streitfall erscheinen dürften.

3. *Die Organisation der mit der Friedenssicherung betrauten Instanzen* hat sich nach der besonderen Natur dieser Friedensmittel zu richten.

a. Für die Schiedsgerichte muss Unparteilichkeit und Sachkenntnis der Richter unter allen Umständen ausschlaggebend sein; dasselbe gilt für Untersuchungen, die reine Tatfragen abzuklären haben. Die *Vermittlung* aber kann *so verschiedenen Zwecken dienstbar* sein, dass die *Organisation des Vermittleramtes* je nach dem Zweck verschieden gestaltet werden muss. Betrachtet man die Vermittlung als eine Angelegenheit der in einem Streite befindlichen Staaten, so kommt es darauf an, dass die Vermittler das Vertrauen der Parteien geniessen. Ist dies der Fall, so ist es wahrscheinlich, dass letztere dem Vorschlage dieser mehr oder weniger Folge geben. Wenn dagegen das ausschlaggebende Interesse die Erhaltung des Friedens ist – wegen der Gefährlichkeit des Krieges für alle Staaten –, so muss hinter dem Vermittlungsvorschlag eine möglichst grosse politische Macht stehen. Die politische Autorität muss so stark sein, dass die Parteien es nicht riskieren dürfen, es auf eine Machtprobe ankommen zu lassen. Diese Macht wird aber nur hinter einem Vorschlag stehen, in dem die politisch ausschlaggebenden Staaten sich haben geltend machen können. Die sachliche Zweckmässigkeit und eine relative, durch das Zusammenwirken verschieden interessierter Staaten gewährleistete Unparteilichkeit sind allerdings notwendige Voraussetzungen dafür, dass die Parteien ohne Hintergedanken auf die Vermittlung eingehen und dass dem Vorschlag eine genügende Zahl von Staaten Nachdruck zu verleihen bereit sein werden. Eine derartige Vermittlung enthält aber meist ein stark politisches Element, d. h. sie erfolgt unter dem Gesichtspunkt der Realisierbarkeit des Vorschlages.

b. Die Haager Konventionen wie die Bryan-Verträge kennen nur Vermittlungen und Untersuchungen für Verhältnisse *zwischen bestimmten Streitparteien,* und zwar die Haager Abkommen nur solche von Fall zu Fall. Die Kommissionen der Bryan-Verträge dagegen sind für eine bestimmte, längere Dauer bestellt, während welcher Zeit sie alle an sie gelangenden Anstände behandeln.

Nun haben aber gerade die Balkankonflikte und ganz besonders die Krisis vom Juli 1914 gezeigt, dass an einem gefährlichen Streitfalle gleichzeitig viele Staaten interessiert sein können, und dass das parallele diplomatische Verhandeln in 5 oder 6 Staaten nicht nur unzweckmässig, sondern geradezu gefährlich sein kann. Aber auch dann, wenn ein Streit äusserlich nur zwei Staaten angeht, kann er mittelbar doch andere Mächte so nahe berühren, dass diese sich mit ihm glauben befassen zu müssen. Wenn die Erhaltung des Friedens im allgemeinen Interesse angestrebt wird, so liegt es nahe, allen Staaten – oder wenigstens allen wichtigen – in einem solchen Konfliktsfalle Gelegenheit zur Herbeiführung eines friedlichen Ausgleiches zu geben.

Aus diesen Überlegungen sehen denn auch die neueren Vorschläge zur Friedenssicherung nicht je zwei Staaten dienende Kommissionen, sondern eine *allgemeine Untersuchungs- und Vermittlungsinstanz* vor, welche in jedem Falle zuständig ist. In diesem Falle ist es unerheblich, ob nur zwei oder mehrere Staaten in einen Konflikt verwickelt sind.

Die *Bildung der für nur zwei Staaten zuständigen Kommissionen* ist verhältnismässig einfach. Da sie gleichmässig das Vertrauen beider Parteien geniessen sollen, ist es gegeben, dass man sie nach den Normen für Schiedsgerichte (Haager Konvention von 1907, Art. 44) bestellt.

Viel komplizierter wird die Zusammensetzung, wenn die *Kommission für eine Staatengesamtheit* zu fungieren hat und es dabei hauptsächlich auf die Schaffung einer politisch wirksamen Vermittlung

ankommt, d.h. auf eine Organisation zur Erzwingung des Friedens. In diesem Falle wird die Frage der Bevorzugung der Grossmächte, bzw. die Abstufung des Einflusses der Staaten besonders aktuell werden. Ebenso ist es notwendig, dass die in der Kommission sitzenden Mitglieder das Vertrauen der Regierungen besitzen, welche sie ernannt haben; sie werden deshalb, im Gegensatz zu Schiedsrichtern, jederzeit abberufen werden können. Nur dann steht hinter ihnen der Einfluss ihres Landes. Ihre rein persönliche Kompetenz vermag diesen weder zusichern noch zu ersetzen. Eine solche Vermittlungskommission bekäme vielleicht eine gewisse Verwandtschaft mit einer «réunion des ambassadeurs»; sie müsste aber jedenfalls auf breiterer Grundlage ruhen und jedenfalls auch die am Streite beteiligten Staaten als Gleichberechtigte, nicht etwa als Objekte eines Verfahrens wie auf den Kongressen der Pentarchie (1815 bis 1822) zulassen. Die Vermittlungsinstanz darf aber keinesfalls zu umfangreich sein, nicht etwa einen Kongress darstellen. Um sie arbeitsfähig zu machen, muss eine Auswahl unter den Staaten erfolgen. Dabei scheint jedenfalls beachtenswert der Vorschlag betreffend die «League to enforce Peace», das Mitspracherecht in Beziehung zu den Verpflichtungen zu setzen, welche ein Staat hinsichtlich der Erzwingung der Friedenssicherung übernimmt. Diese Verpflichtungen könnten z.B. für verschiedene Erdteile ungleich sein, so dass der Vermittlungsrat, je nach dem das Streitobjekt diesen oder jenen Erdteil betrifft, verschieden zusammengesetzt wäre.

Stellt man sich für die Organisation der Vermittlungsinstitution auf den Boden, dass es darauf ankomme, Berichte und Vorschläge zu erhalten, welche ihre Autorität und die Aussicht auf Anerkennung auf das Vertrauen gründen, welches die Parteien und dritte Staaten in die Unbefangenheit und Sachkunde der damit betrauten Personen setzen, so werden im wesentlichen die organisatorischen Grundsätze anwendbar sein, welche für Schiedsgerichte (unten V) gelten. Das gilt jedenfalls für solche Untersuchungskommissionen und Vermittlungen, welche einer ad hoc von den Parteien getroffenen Vereinbarung ihre Entstehung verdanken.

Sofern für die Bildung der Vermittlungsinstanz hauptsächlich politische Erwägungen ausschlaggebend sind, so könnte die *Bildung besonderer Untersuchungskommissionen,* denen die objektive, unparteiische Tatsachenfeststellung obläge, wohl in Frage kommen. Die Tätigkeit dieser wäre nicht eine von der Vermittlung unabhängige, sondern stellte eine Hilfsfunktion dar. Auf Grund des Untersuchungsergebnisses würde die Vermittlungsinstanz ihre Konklusionen bilden.

Unabhängig davon, ob bei der Bildung mehr der politische Gesichtspunkt oder mehr derjenige der Unparteilichkeit massgebend sein soll, ist es für die praktische Brauchbarkeit der Institution von entscheidender Bedeutung, dass die Vermittlungsinstanz eine gewisse *Permanenz* besitze und nicht, wie bis jetzt Schiedsgerichte, Untersuchungskommissionen und Vermittlungen, in jedem Falle erst organisiert werden muss. Die Kommissionen der Bryan-Verträge sind für eine bestimmte Dauer besetzt; sie können sich ohne weiteres vereinigen. Handelt es sich um eine für einen grössern Kreis von Staaten zuständige Instanz, so kann diese eine tatsächliche Permanenz haben, wenigstens ein Kern dieser, eine Präsidialkommission. Diese letztere würde zweckmässigerweise auf einer tunlichst neutralen Basis gebildet, wenn im übrigen das politische Moment für die Bildung der Instanz als solcher massgebend wäre.

V. Die Schiedsgerichte

Während auf dem Gebiete des Vermittlungssystems seit der II. Haager Konferenz eine bedeutende Entwicklung der Auffassungen erfolgt ist, steht man im Schiedswesen immer noch vor den gleichen Problemen, welche 1899 und 1907 erörtert worden sind. Die Hauptfragen sind: In welchem Umfange ist ein Zwang zur Einlassung auf das gerichtliche Verfahren zu begründen und wie wird im Einzelfalle die Rechtsfrage formuliert? Wie ist das Gericht zu organisieren: als von Fall zu Fall zu bildendes Schiedsgericht oder als ständiges Tribunal in möglichster Annäherung an die Grundsätze, welche die moderne staatliche Justizorganisation beherrschen? Alle Fragen des Verfahrens scheiden als verhältnismässig nebensächlich vorderhand aus. Dagegen mag schon im Stadium der grundsätzlichen Erörterung die Frage der Schaffung internationaler Instanzen für private Klagen erwogen werden.

1. Es gehört zum Wesen des Schiedsspruches, dass ihm die Parteien Folge geben müssen (Haager Konvention von 1907, Art. 37). Wenn sie sich einmal auf das Schiedsverfahren eingelassen haben, so sind sie endgültig gebunden, ungleich dem Falle der Vermittlung, selbst dann, wenn die Pflicht besteht, einen Vermittlungsvorschlag abzuwarten.

2. Die Zurückhaltung der Staaten hinsichtlich der Eingehung der *Verpflichtung, Streitigkeiten schiedsgerichtlich beurteilen zu lassen (Einlassungspflicht),* ist deshalb begreiflich; um so mehr als weitgehende Unsicherheit über die Rechtsnormen besteht, nach denen ein Streitfall zu entscheiden ist.

a. Dass nur Rechtsstreitigkeiten schiedsgerichtlich beurteilt werden können ist selbstverständlich; aber gerade die Abgrenzung des Begriffes der *Rechtsstreitigkeit*, dessen, was *«justiciable», «arbitrable»* ist, bietet grosse Schwierigkeit. Um diesen Schwierigkeiten zu entgehen, enthalten die meisten Schiedsverträge die sogenannte Ehren- und Interessenklausel, wonach ein Staat die für Rechtsstreitigkeiten grundsätzlich bestehende Einlassungspflicht peremtorisch im Einzelfall ablehnen kann dadurch, dass er geltend macht, dass der Streitfall seine Ehre und vitalen Interessen (Unabhängigkeit) berühre. Streng interpretiert wäre die Klausel kein Hindernis für eine bedeutende Entwicklung der Schiedsgerichtsbarkeit; bei dem dermaligen Stande der Moral in der Staatenpolitik bedeutet sie, dass diese Schiedsabkommen blosse Postulate, ohne wirklich bindende Kraft, aufstellen.

Es ist jedoch die Tendenz unverkennbar, der Schiedsgerichtsbarkeit eine sichere, aber scharf abgegrenzte Geltung zu verschaffen. Daher die enumerative Bestimmung gewisser Arten von Rechtsverhältnissen, namentlich Staatsverträgen, hinsichtlich welcher auf die Ehren- und Interessenklausel verzichtet wird, oder der allgemeine Verzicht auf die Klausel unter Vorbehalt besonders wichtiger Materien. In einem und im andern Falle oder auch da, wo die Verpflichtung generell unter die Ehrenklausel gestellt ist, kann die Vorfrage, ob in concreto die Einlassungspflicht besteht, einem besonderen Verfahren vorbehalten werden, wenn nicht das Gericht selber über seine eigene Kompetenz entscheidet.

b. Wenn ein ernstlicher Versuch zur Begründung einer festeren *Friedensordnung* gemacht wird, so wird auch das Schiedswesen oder, allgemeiner gesprochen, das richterliche Element in der internationalen Rechtsordnung eine Verstärkung erfahren müssen. Wenn auch nicht in gleichem Masse wie bei der Vermittlung politischer Konflikte, so besteht doch auch bei der richterlichen Entscheidung von Rechtsstreitigkeiten die Wünschbarkeit einer Kollektivorganisation, da sich die Streitigkeiten häufig nicht in Rechtsverhältnisse zwischen nur je zwei Parteien zerlegen lassen. Ein *«Weltschiedsvertrag»* könnte alle Streitverhältnisse ohne Rücksicht auf die Zahl der beteiligten Staaten erfassen.

Solange neben den Schiedsverträgen keine Abmachungen für eine wirksame *Vermittlung* in den übrigen Streitigkeiten bestehen, bietet die Abgrenzung der Schiedsgerichte stets folgendes Dilemma: entweder wird im Interesse einer scharfen Umschreibung der «arbitrabeln» Fälle der Wirkungskreis des Schiedsgerichtes zu sehr eingeschränkt oder, wenn der Kreis weitgezogen wird, entsteht das Bedürfnis nach Vorbehalten, welche das Ganze illusorisch machen können. Sobald aber alles das, was von der Schiedsgerichtsbarkeit nicht erfasst wird, unter das Untersuchungs- und Vermittlungsverfahren fällt, wird man ohne Bedenken die obligatorische Schiedsgerichtsbarkeit auf Fälle einschränken können, die zweifellos wesentlich Rechtsstreitigkeiten sind und die Existenz des Staates nicht tangieren können. Oder aber es wird der Kreis der «arbitrabeln» Fälle sehr weit gezogen, der Entscheid über die Zulässigkeit der Ehren- und Interessenklausel aber im Einzelfall der Vermittlungsinstanz vorbehalten. Im einen und im andern Fall ergänzt das anpassungsfähige, auf die Würdigung politischer und psychologischer Tatsachen besser abgestimmte Vermittlungsverfahren den starreren Rechtsweg.

c. Als *Rechtsstreitigkeiten,* die der *obligatorischen Schiedsgerichtsbarkeit* unterworfen werden könnten, dürften folgende in Betracht kommen:

α. Auslegung und Anwendung von Staatsverträgen. Hier ist durch die von den Parteien selber vereinbarte Rechtsnorm die Grundlage für die Entscheidung gegeben.

β. Gebietsfragen auf der Grundlage des Status quo (Grenzfragen, Gebiete mit effektiv bestrittener oder latenter Gebietshoheit).

γ. Verantwortlichkeit für rechtswidrige Handlungen, ausser Vertragsverletzungen.

δ. Höhe des Schadenersatzes in Fällen, in denen die Ersatzpflicht anerkannt ist.

ε. Staatsangehörigkeit.

ζ. Exterritorialität von Personen und Sachen.

Eine generelle, alle Rechtsstreitigkeiten umfassende Bestimmung kann als subsidiäre oder einzige Regel in Betracht kommen, wenn jede Partei die Möglichkeit hat, die Pflicht zur Annahme des Schiedsgerichtes im Einzelfalle abzulehnen. Diese Ablehnung sollte aber, wenn möglich, nicht mehr,

wie es jetzt in der Regel ist, in das Ermessen der belangten Partei gelegt sein, sondern eine unbefangene Instanz sollte darüber entscheiden. Die starrste Formel – sie hat in einzelnen Schiedsverträgen Aufnahme gefunden – gibt den *Vorentscheid,* ob ein Fall «arbitrabel» ist, dem Gerichte selbst. Nun liegt aber in der Übertragung eines unter Umständen so eminent politischen Entscheides an ein Gericht die Versuchung für dieses, aus der Rolle des Richters wieder, wie das früher nicht selten der Fall war, in diejenige des Vermittlers zu verfallen, oder aber es besteht die Gefahr, dass das rein juristische Element zum Schaden der Annehmbarkeit des Urteils und zum Nachteil des Schiedsgerichtsgedankens überwiegt. Im Gegensatz dazu ist die politisch anpassungsfähigste Lösung die, welche den Streit darüber, ob ein Fall «arbitrabel» sei, zum Gegenstand einer blossen Vermittlung macht. Der belangte Staat bleibt frei; aber er kann sich dem Schiedsverfahren praktisch kaum entziehen, wenn die Vermittlung die Annahme des Schiedsgerichtes empfiehlt. Der Vermittler ist bei seinem Rate nicht an Rechtsnormen gebunden.

Auf der mittleren Linie zwischen diesen beiden Lösungen bewegt sich der Vorschlag zu einer «League to enforce Peace». Danach würde die Entscheidung einem besondern Konfliktshof anheimgestellt, der zur Hälfte vom ständigen Schiedsgericht, zur Hälfte vom ständigen Vermittlungsrat gewählt würde und ein weiteres Mitglied als Vorsitzenden selber beriefe. Bei dieser Zusammensetzung wäre eine Gewähr geboten, dass sowohl die vorwiegend rechtlichen Auslegungs- als die vorwiegend politischen Ermessensfragen richtig gewürdigt werden. Je nachdem für die Abgrenzung der «arbitrabeln» Fälle gewählten System (Enumeration oder Ehrenklausel) werden wesentlich Fragen der einen oder der andern Art zu entscheiden sein.

Die Schwierigkeiten, auf welche bis jetzt die Versuche gestossen sind, eine grössere Zahl von Staaten auf streng bindenden Schiedsverpflichtungen festzulegen, hat die schweizerische Delegation auf der II. Haager Konferenz dazu geführt, ein System vorzuschlagen, welches den einzelnen Staaten ein gewisses *Wahlrecht in bezug auf die dem Obligatorium* unterstellten Rechtsverhältnisse gewährt. In der Tat, je grösser der Kreis der an einem Schiedsvertrag beteiligten Staaten ist, um so weniger wird eine Regierung geneigt sein, bedingungslose Pflichten zu übernehmen. Die Wahl könnte sich auf Materien und Kontrahenten beziehen.

3. Nächst der Zuständigkeitsfrage ist die Frage der *Organisation der internationalen Gerichte* am wichtigsten.

a. Soweit diese auf *Vereinbarungen unter je zwei Staaten* beruhen – seien es für einzelne Streitfälle gebildete oder sogenannte institutionelle Schiedsgerichte – sind die von den Haager Konventionen angenommenen Grundsätze für die Bestellung der Richter als die gegebenen zu betrachten. Die meisten Schiedsgerichtsverträge haben sie ohne wesentliche Änderung übernommen. Wenn das *Richterkollegium in jedem einzelnen Falle durch die Parteien neu gebildet* wird, so hat dies den allerdings nicht unbestrittenen Vorzug, dass jede Partei mindestens der Hälfte der Richter volles Vertrauen entgegenbringt und dass das Kollegium im Hinblick auf den von ihm zu beurteilenden Fall ausgewählt wird. Ein wesentlicher Nachteil aber ist die Verzögerung der Streiterledigung, die sich daraus ergibt und die einer illoyalen Partei Gelegenheit bietet, sich ihrer Verpflichtungen vielleicht zu entziehen. Von vielen wird aber besonders beanstandet, dass ein solches ad hoc und dabei von den Parteien berufenes und zudem teilweise aus Angehörigen der Streitteile bestehendes Gericht nicht die Unbefangenheit besitze, die für die Ausübung der Justiz notwendig sei. Im weitern kann durch solche für Einzelfälle gebildete und in ihrer Zusammensetzung völlig wechselnde Gerichte eine einheitliche, zusammenhängende Rechtsprechung nicht geschaffen werden. Eine wesentliche Förderung des Völkerrechtes sei auf diesem Wege nicht möglich, und doch bedürfe dieses auf zum Teil schwankenden Gewohnheiten beruhende, nicht kodifizierte Recht mehr als ein anderes der Weiterbildung und Befestigung durch Richterrecht *(Judge made Law).*

b. Vor allem in den Vereinigten Staaten besteht eine sehr starke Strömung zugunsten eines den *nationalen obersten Gerichten nachgebildeten internationalen Gerichtes.* Die Bestrebungen der Union auf der *II. Haager Konferenz* scheiterten nicht etwa an dem Widerstand der Grossmächte, sondern vor allem an demjenigen der Nicht-Grossmächte, welche bei der Besetzung des Gerichts in ihrem Anspruch auf Gleichheit verletzt werden sollten. So wurde das Projekt als Torso, d.h. unter Weglassung der die Zusammensetzung des Richterkollegiums betreffenden Bestimmungen, in der

Form eines «vœu» der Schlussakte einverleibt. Auch hiergegen machte die Schweiz bei der Unterzeichnung einen Vorbehalt, da der Bundesrat grundsätzliche Bedenken gegen nicht frei gebildete internationale Gerichte hatte (Botschaft vom 28. Dezember 1908, Bundesbl. 1909, Bd. I, S. 21).

Da die Zahl der Streitigkeiten unter Staaten, die richterlich ausgetragen werden müssen, voraussichtlich nie sehr gross sein wird, besteht wohl kaum ein wirkliches *Bedürfnis* nach einem ständigen Gericht. Auch wenn ein solcher Gerichtshof permanent ist, wird er vermutlich doch nur selten in Tätigkeit sein. Zwar behaupten die Anhänger des ständigen Gerichtes, dass, sobald einmal ein internationaler Gerichtshof bestehe, der jederzeit zugänglich sei und durch das Ansehen seiner Richter das Vertrauen der Staaten geniesse, diese ihm eine grosse Zahl von Streitigkeiten zur Beurteilung zu weisen werden, die jetzt latent seien oder Gegenstand fruchtloser diplomatischer Verhandlungen bilden. Das mag sein, ist aber völlig ungewiss. Es scheint auch gar nicht wünschbar, dass die Regierungen allzuviel miteinander prozessieren. Wollen beide Parteien einen Streit unparteiischen Richtern übertragen, so können sie dies jetzt auch ohne Schwierigkeit erreichen. Erzwingt aber die eine Partei gegen die andere den Richterspruch, so wird die Stimmung der andern nicht besser, auch wenn ein ständiges Gericht das Urteil fällt.

Die Bedeutung eines wirklich ständigen Gerichtes liegt darin, dass es in kürzerer Zeit als ein erst zu bildendes in Funktion treten kann, dass es eine einheitliche Rechtsprechung schaffen kann und namentlich, dass es politisch unabhängiger, dem Einzelfall gegenüber selbständiger dasteht. Das gefühlsmässige Moment, die Betonung der Unabhängigkeit der Justiz auch gegenüber souveränen Staaten, ist das für diese Bewegung Entscheidende, und es kann nicht wohl bestritten werden, dass in den Aufbau einer Staatenorganisation zur Friedenssicherung ein solches Gericht wohl passen würde.

Die von den Parteien *in jedem Falle zu bildenden Gerichte* wären dadurch nicht ausgeschlossen, wiewohl die Befürchtung des Bundesrates (Botschaft l. c. S. 21) nicht unbegründet ist, dass sie durch ein ständiges Gericht nach und nach verdrängt würden; immerhin nur, wenn dieses Gericht ein grosses Ansehen geniesst, und das ist nur bei einem unparteiischen Gericht vorhanden. Ein Ausgleich zwischen den beiden Standpunkten liesse sich vielleicht in der Weise finden, dass die Staaten sich die Bildung von Richterkollegien ad hoc vorbehalten können und dass das ständige Gericht erst dann zuständig wird, wenn diejenige Partei, welche den Vorbehalt zugunsten eines Gerichtes für den Einzelfall gemacht hat, in der Bestellung ihrer Richter säumig ist.

c. Wenn ein ständiges Gericht, das für eine Mehrheit von Staaten zuständig sein soll, zu bilden ist, so entsteht sofort die Frage: ist das Gericht arbeitsfähig, wenn *alle Staaten* des Verbandes darin *vertreten* sind? Sind alle Verbandsstaaten in der Lage, geeignete Richter zu stellen? Wenn nein, wie ist die Bestellung eines Richterkollegiums möglich, das arbeitsfähig und unbedingt vertrauenswürdig ist?

Hier muss vor allem festgelegt werden, dass in einem Gericht, dem in vollem Mass die Eigenschaft einer unparteiischen, nur auf das Recht gegründeten Instanz gewahrt sein soll, *kein Platz für grosse und kleine Staaten* ist, sondern nur für *Persönlichkeiten,* die als Menschen und Rechtskundige Achtung und Vertrauen geniessen. Gleichwohl findet sich in verschiedenen Projekten die Bevorzugung der Grossmächte bei der Organisation des ständigen Gerichtshofes. Beim Prisenhof war dies theoretisch zwar auch sehr zu beanstanden, konnte aber aus Gründen der Opportunität wohl in Kauf genommen werden, da der Prisenhof praktisch eine Beschränkung der Grossmächte bedeutet und den andern Staaten lediglich Vorteile gebracht haben würde. Bei einem Gerichtshof für allgemeine Rechtsprechung ist eine differentielle Behandlung ohne irgendwelche Berechtigung. Allerdings ist auch die mechanische Anwendung des Gleichheitsprinzips unzweckmässig, da auf diesem Wege das Richterkollegium zu gross wird und nicht jeder Staat über eine geeignete Persönlichkeit verfügt, die das Richteramt annehmen würde bzw. die wirklich geeignete entsenden wird.

Es wird sich darum handeln, gegebenenfalls auf die verschiedenen schon *1907 gemachten Vorschläge* zurückzukommen, nach welchen ein passendes Richterkollegium gebildet werden könnte. Wird das Hauptgewicht auf die Permanenz und Einheitlichkeit des Kollegiums gelegt, so erscheint es am richtigsten in folgender Weise vorzugehen: jeder Staat macht Vorschläge wie für die Schiedsrichterliste des sogenannten Ständigen Schiedshofes im Haag. Aus diesen Vorschlägen wählen die Staaten die erforderlichen Richter und Ersatzmänner, wobei diejenigen, welche die meisten Stimmen

auf sich vereinigen, gewählt sind. Dieses System kann variiert werden, um verschiedenen Rücksichten Rechnung zu tragen; es kann eine Mindestzahl von Stimmen zur Wahl erforderlich sein; es kann gewissen Rechtsgebieten oder Kontinenten eine bestimmte Vertretung gesichert werden – letzteres ist allerdings ein anfechtbares Prinzip.

Wenn weniger auf eine gleichbleibende Besetzung des Gerichtes gesehen wird als auf eine solche Zusammensetzung, welche den Parteien möglichst wenig Misstrauen einflösst, so könnten die Parteien, ähnlich wie bei der Bildung von Geschworenenlisten, so viele Richter rekusieren als ausscheiden müssen, um das Gericht auf seine normale Besetzung zu bringen. Bei dieser Ordnung könnte jeder Staat einen Richter für das Gericht bezeichnen, und es hinge lediglich von der Allgemeinheit des Vertrauens, das dieser Richter genösse, ab, ob er effektiv zum Richteramt berufen wird. Es ist eine Frage für sich, ob die Parteien nie oder immer durch ihre Richter vertreten sein dürfen.

d. Wenn ein ständiges Gericht, gleichviel ob mit permanenten oder wechselnden Richtern, geschaffen wird, muss es eine ständige *Geschäftsleitung* haben. Für diese würde das Rekusationssystem vielleicht nicht die leistungsfähigste, aber doch die am wenigsten anfechtbare Besetzung liefern. Jeder Staat würde ein, vielleicht beschränktes, Rekusationsrecht ausüben; unter den verbleibenden Kandidaten fände eine Wahl nach relativer Mehrheit statt.

4. Im Schiedsrecht spielt eine bedeutende Rolle das *sogenannte Compromis,* d.h. die Verabredung, die zu treffen ist, um ein durch Vertrag zum voraus geschaffenes, sogenanntes institutionelles Schiedsgericht in einem Einzelfall in Wirksamkeit treten zu lassen (Haager Konvention von 1907, Art. 52). Dieses Compromis ist, da es unter Umständen viele und heikle Punkte (z.B. die dem Gericht vorzulegende Rechtsfrage) zu regeln hat, eine Ursache erheblicher Verzögerung, selbst eine Gelegenheit für die belangte Partei, sich dem Verfahren zu entziehen. Eine unannehmbare Forderung ist es, dass das Compromis, das nur ein Vollzugsakt auf Grund des bestehenden Schiedsvertrages ist, selber wie ein neuer Staatsvertrag behandelt und den Parlamenten zur Genehmigung vorgelegt werden soll (z.B. Vertrag der Schweiz mit den Vereinigten Staaten).

Aufgabe eines allgemeinen Schiedsvertrages müsste sein, die dem Compromis vorbehaltenen Punkte nach Möglichkeit zu beschränken oder dieses ganz zu beseitigen. Wenn ein ständiges Gericht gebildet wird, ist das Compromis auch gar nicht nötig in Fällen, wo für die belangte Partei der Einlassungszwang besteht. Die Rechtsfrage ist von der klagenden Partei zunächst zu formulieren; im weitern ist es Sache des Gerichtes, zu bestimmen, worüber es zu urteilen hat. Die Besetzung des Richterkollegiums und die Verfahrensangelegenheiten sind im allgemeinen Verträge niederzulegen oder von der Prozessleitung zu ordnen. Wenn ein Compromis als allgemeine Regel, etwa zur Schonung der Empfindlichkeit der Staaten, nötig erscheint, muss Vorsorge getroffen werden, dass sein Zustandekommen und damit das weitere Verfahren nicht durch mangelnde Willenseinigung der Parteien vereitelt werden kann. Art. 53 der Haager Konvention von 1907 enthält eine Lösung dieser Frage; allerdings eine zu komplizierte. Besteht ein ständiger Vermittlungsrat, der mangels Einigung der Parteien sich zunächst mit jeder Streitigkeit zu befassen hätte, so wäre dieser die gegebene Instanz, um durch Formulierung des Compromis den Fall an das Gericht zu leiten.

5. Die Konvention von 1907 über den Prisenhof sieht vor, dass Private, die durch völkerrechtswidrige Akte eines Staates geschädigt sind, diesen vor dem internationalen Prisenhof – allerdings nur in Weiterziehung letztinstanzlicher nationaler Urteile – belangen können. Auch die sogenannte Porter-Konvention dient materiell dem gleichen Zweck, da hier das Schiedsverfahren unter Staaten vertragliche Forderungen Privater betrifft. Sodann hat das Deutsche Reich 1907 für die III. Konferenz einen Vorschlag betreffend Schaffung eines oder mehrerer internationaler Gerichtshöfe in Aussicht gestellt, welche als *Appellationsinstanz über den nationalen Gerichten* stünden für Fälle, wo Klagen sich auf Normen des internationalen Vertragsrechtes stützen (z.B. Konvention betreffend literarisches und künstlerisches Eigentum, Weltwechselrecht usw.).

Wenn die diplomatischen Anstände, welche aus der Wahrnehmung von Rechtsverletzungen, begangen in einem Staat zum Schaden von Bürgern oder Einwohnern eines andern Staates, auf den Weg eines ordentlichen internationalen Verfahrens geleitet werden könnten, so würde dies unter Umständen eine wesentliche Entlastung des diplomatischen Verkehrs von politisch meist unwichtigen, aber schwer lösbaren Konflikten zur Folge haben. Immerhin wird man bei der Abgrenzung der

Möglichkeiten solcher Weiterziehung vermeiden müssen, dass dadurch eine besondere und höhere Appellationsinstanz für Ausländer geschaffen werde. Da einzelne Staaten nicht zulassen, dass Forderungen gegen sie, auch nicht von Ausländern, auf dem ordentlichen Rechtswege eingeklagt werden können, so ist für diese Gerichtsbarkeit ebenfalls ein internationales Gericht in Vorschlag gebracht worden, das die von der Porter-Konvention vorgesehene Gerichtsbarkeit ersetzen könnte. So würde nach dem Vorschlag für eine «Leage to enforce Peace» aus dem ständigen internationalen Gerichte eine «Court of Claims» gebildet werden können. Wenn die internationale Gerichtsbarkeit von reinen Staatenkonflikten auf Konflikte von Bürgern mit Staaten ausgedehnt wird, wie dies nach Art. 113 der Bundesverfassung der Fall ist, so würde einem solchen internationalen Gericht eine wirklich ständige Tätigkeit und damit die Möglichkeit der Ausbildung einer eigentlichen Rechtsprechung möglich sein. Vom Standpunkte der Friedenssicherung aus kann jedoch diese ganze Art von Gerichtsbarkeit als eine Sache von sekundärer Bedeutung betrachtet werden.

VI. Weiterbildung des Völkerrechtes durch Staatenkonferenzen

1. In allen Vorschlägen über eine neue Staatenorganisation finden sich Bestimmungen über einen *Staatenkongress,* dem – gewissermassen als Legislative – die Fortbildung des Völkerrechtes zukäme, soweit dieses nicht auf partikulären Verträgen beruhen soll.

a. Dass man dabei über die bisherigen *Haager Konferenzen* in manchen Punkten hinausgehen muss, ist unbestreitbar, da die organisatorischen Mängel namentlich der II. Konferenz allgemein zugegeben worden sind. Über die Art und Weise, wie die III. Konferenz hätte vorbereitet und wie auf ihr hätte verfahren werden können, ist dem Politischen Departement bereits unterm 22. April 1914 ein ausführlicher Bericht erstattet worden. Durch die seither eingetretenen Ereignisse ist manches, was dort ausgeführt ist, überholt und gegenstandslos geworden. Im wesentlichen aber passen die in jenem Bericht gemachten Ausführungen auch auf Konferenzen innerhalb eines Staatenverbandes, der stärkere Friedensgarantien bietet, als sie jetzt bestehen.

b. Allerdings wäre es möglich, unter der Voraussetzung einer durchgreifenden Neugestaltung der internationalen Beziehungen den Staatenkonferenzen *gesetzgeberische Befugnisse,* nicht nur die Aufgabe der *Vertragsvorbereitung* zu geben. In dieser Richtung sind die verschiedenartigsten Vorschläge gemacht worden, doch erscheint hier eine skeptische Beurteilung der Aussichten besonders am Platze. Es ist wohl denkbar, dass unter dem Eindruck des Krieges die Staaten zu weitgehenden Einschränkungen ihrer Selbständigkeit zum Zweck der Vermeidung kriegerischer Konflikte bereit sind – und in den Schiedsverträgen ist ja bereits ein Anfang dazu gemacht. Dagegen ist es unwahrscheinlich, dass die Staaten einem allgemeinen Kongress Befugnisse einräumen würden, wie sie nicht einmal in eigentlichen Staatenbünden bestanden haben, d.h. einer irgendwie gebildeten Mehrheit das Recht verleihen, für alle direkt bindende Rechtssätze aufzustellen. Es wäre dies ein Extrem gegenüber dem jetzigen Zustand, wo jeder Staat nach Belieben einem Vertrage beitreten kann oder nicht, selbst dann, wenn der von der Konferenz ausgearbeitete Entwurf seinen Wünschen gemäss abgefasst und von ihm unterzeichnet worden ist. Bei der schiedsgerichtlichen Erledigung konkreter Streitfälle handelt es sich immer um eine abgegrenzte, an das Bestehende anknüpfende Angelegenheit, nur um die Feststellung eines Rechtsverhältnisses, nicht um einen Eingriff in ein bestehendes Recht. Die Vermittlung berührt erst recht nicht die formelle Unabhängigkeit der Staaten. Dagegen würde das Gesetzgebungsrecht einer Staatenkonferenz, wenn es nicht vertraglich auf ganz bestimmte und relativ untergeordnete Gebiete beschränkt wäre, eine eigentliche Aufgabe der Souveränität der Staaten zur Folge haben.

Selbst wenn eine Möglichkeit für eine derartige Änderung der völkerrechtlichen Rechtsbildung bestünde, so müsste in diesem Punkte die Frage der Berücksichtigung der relativen Machtverhältnisse der Staaten ganz besondere Bedeutung erlangen. Weder werden sich die Grossmächte von den übrigen Staaten, noch diese von den ersteren majorisieren lassen wollen.

Die Notwendigkeit einer nicht auf Freiwilligkeit beruhenden Rechtssetzung erscheint auch nicht zu bestehen. Wenn man von Krieg und Neutralität absieht – zwei Erscheinungen, die gerade durch die Friedenssicherung ihre aktuelle Bedeutung verlieren sollen –, so ist eine *allgemeine vertragliche Kodifikation des Völkerrechts* kaum ein dringendes *Bedürfnis.* Die Beziehungen der Staaten sind durch die von dem Prinzip der Unabhängigkeit der Staaten bestimmten Normen des gemeinen

Rechts und in sehr weitem Umfang durch Partikulär- und Kollektivverträge geregelt. Die weitere vertragsmässige Fixierung des gemeinen Rechts mag dem freien Willen der Staaten überlassen bleiben, wenn zweckmässige Einrichtungen für die Sicherung des Friedens gegeben sind. Die Anpassung des Rechts an die sich wandelnden Verhältnisse hat viel eher durch Vertragsschlüsse unter einer beschränkten Zahl von Staaten und durch politisch kluge Vermittlung bestimmter Gegensätze als durch eine allgemeine Gesetzgebung zu erfolgen. Mag eine umfassende Kodifikation des Rechts auch für die Austragung internationaler Streitigkeiten ihren Wert haben, so hat man doch den Eindruck, dass die Schaffung einer rechtsetzenden Instanz in der Völkergesellschaft hauptsächlich einer doktrinären Auffassung entspricht, die unter dem Einfluss der staatsrechtlichen Theorien von der Gewaltentrennung und der Geschlossenheit der Kodifikationen steht. Es erscheint auch unzweckmässig, die ohnehin schon schwierige Aufgabe der Organisation eines Völkerbundes noch mit dem fast unlösbaren Problem einer internationalen Legislative zu komplizieren und die Opposition der zur Ratifikation berufenen Parlamente zu wecken.

Für die Staatenkonferenzen wird deshalb wohl an dem Vertragsprinzip festgehalten werden müssen, d.h. die Beschlüsse der Konferenzen binden nur die ratifizierenden Staaten. Dagegen sollte – wie schon in dem Bericht von 1914 ausgeführt wurde – das sogenannte *Einstimmigkeitsprinzip* aufgegeben werden, wonach ein einziger Staat – natürlich in Wirklichkeit nur eine Grossmacht – die Aufnahme eines Mehrheitsbeschlusses in die Schlussakte der Konferenz soll vereiteln können. Die Mehrheit einer Konferenz soll Beschlüsse fassen können für die Staaten, die sich binden wollen. Ein Vorbild dafür bilden die sogenannten eidgenössischen Conclusa (eidg. Konkordate) im eidgenössischen Staatsrecht vor 1848. Solange keine Majorisierung möglich ist, wird auch der Grundsatz der gleichmässigen Vertretung aller Staaten sich für die Staatenkonferenz aufrechterhalten lassen.

Verpflichtende Mehrheitsbeschlüsse, allerdings wohl nur solche mit stark qualifizierter Mehrheit, könnten annehmbar sein für Ausführungsbestimmungen im Rahmen der von dem Völkerbund aufgestellten Satzungen, die selber nur durch Vertrag, d.h. durch Übereinstimmung aller Verbandsstaaten, geändert werden könnten. Ansätze zu einer Ausgestaltung finden sich im Recht der bestehenden internationalen Unionen.

c. Was die *Vorbereitung der Staatenkonferenzen* anbelangt, so könnte, wenn ein ständiger Untersuchungs- und Vermittlungsrat besteht, dieser als Ausschuss des Staatenverbandes diese Aufgabe übernehmen. Es sprechen aber auch in diesem Falle Gründe für eine Trennung dieser Funktionen. Wenn die Konferenzen des Völkerbundes als Fortsetzung der Haager Konferenzen oder als innerer Ring innerhalb dieser verwirklicht würden und damit voraussichtlich an den Haag gebunden blieben, so würde auch die Frage des Sitzes der Untersuchungs- und Vermittlungsinstanz zugunsten der Niederlande präjudiziert, sofern dieses Organ des Völkerbundes auch den permanenten Ausschuss der Konferenzen bildete. Es liegt weder im Interesse der Schweiz noch der Friedensinstitutionen selber, dass letztere in einem einzigen Lande konzentriert würden. Es ist wohl denkbar, dass das richterliche Organ im Haag, der Vermittlungsrat in einem andern Staat – jedenfalls nicht in einer Grossmacht – seinen ständigen Sitz hätte, während die Konferenzen – einem 1907 vereitelten Wunsche der Vereinigten Staaten entsprechend – ambulant wären.

2. Die Ziele und *Aufgaben der rechtssetzenden Tätigkeit* der Staatenkonferenzen dürften – wie dies schon bei den Haager Konferenzen der Fall war – zunächst in dem Einzelausbau der Friedensorganisation liegen. Wenn der Friedensvertrag oder eine gleichzeitig mit ihm zu treffende Vereinbarung die Friedenssicherung schaffen würde, so könnte es sich vermutlich vorerst nur um eine Festlegung der Hauptpunkte handeln, immerhin so, dass die Institutionen sofort wirksam werden könnten. Die Ausgestaltung dieser Organisation jedoch würde vermutlich späteren Verhandlungen vorbehalten bleiben müssen.

Die zweitwichtigste – und dem äussern Umfange nach grösste – Aufgabe der Haager Konferenzen war die Kodifizierung des Kriegs und Neutralitätsrechtes. Es ist anzunehmen, dass für Verträge dieser Art in absehbarer Zeit wenig Interesse und Neigung vorhanden sein wird. Nur im Zusammenhang mit der Ordnung der Sanktionen (unten sub IX) mag eine Reform dieser Materie im Sinne der Differenzierung der Rechte und Pflichten der Neutralen und Kriegführenden je nach den Umständen, unter denen der Krieg begonnen wurde, in Betracht gezogen werden.

Ein Bedürfnis, andere Gebiete des Völkerrechts zu kodifizieren, hat sich bis jetzt nicht gezeigt, obwohl eine subsidiär geltende Regelung des Niederlassungs-, Staatsangehörigkeits- und Schiffahrtsrechtes, vielleicht auch eine solche des Verantwortlichkeitsrechtes, Vorteile bieten und der Vermittlungs- und Schiedsgerichtspraxis festere Grundlagen geben könnte. Das Normale aber wird bleiben, dass jeder Staat in seinem Gebiete völlig autonom bleibt und dass da, wo ein Bedürfnis nach Aufstellung eines Einheitsrechtes und von Kollisionsnormen besteht, vertragliche Abmachungen zwischen den hauptsächlich interessierten Staaten getroffen werden. Eine Notwendigkeit zur Aufstellung universell anerkannter Normen liegt nur da vor, wo die Staatsgewalten in unmittelbaren Konflikt kommen, ohne dass die eine einen unbestreitbaren Vorrang (z. B. wegen der Gebietshoheit) beanspruchen kann (Freiheit der Meere) oder da, wo die Beziehungen zwischen zwei Staaten abhängig sind von dem Verhalten eines Dritten (Neutralität, Binnenschiffahrt, Transit von Gütern aus Binnenstaaten, Transit exterritorialer Personen und Sachen u. a. m).

3. Es ist auch schon die Idee vertreten worden, dass die Staaten gewisse *völkerrechtliche Grundrechte* ähnlich den verfassungsmässigen Grundrechten statuieren sollten. Man verspricht sich davon eine ähnliche moralische Wirkung wie von den historischen Deklarationen von 1776 und 1789. Der Gedanke ist nicht ohne weiteres von der Hand zu weisen, aber es bestehen doch grosse Bedenken dagegen. Wenn in diesen Grundrechten die Unverletzlichkeit des territorialen Besitzstandes, die Autonomie jedes Staates innerhalb seines Gebietes, die freie Benutzung der hohen See und ähnliches ausgesprochen wird, so handelt es sich nur um Formulierung bereits anerkannter Sätze, um Selbstverständlichkeiten, die, weil keine Beschränkungen der Staaten darstellend, von diesen wohl auch kaum beanstandet würden. Solche Thesen könnten aber auch die Vermittlung von Interessengegensätzen erschweren, wenn das Recht auf absolute Autonomie noch besonders verbrieft würde. Würden diese Grundrechte dagegen im Sinne der Gemeinschaftsinteressen und einer gewissen internationalen Freizügigkeit abgefasst, so wäre starker Widerspruch zu gewärtigen oder man müsste zu vagen, nichtssagenden Gemeinplätzen Zuflucht nehmen.

VII. Politische Sicherungen

Drei Hauptforderungen, die nationale Politik betreffend, werden im Interesse der Friedenssicherung aufgestellt: sogenannte Demokratisierung der auswärtigen Politik, Schutz der Nationalitäten, Rüstungsbeschränkung.

1. Was die *Demokratisierung der auswärtigen Politik* anbelangt, so kann dieses Postulat für die Schweiz kaum eine praktische Bedeutung besitzen.

a. Die von der Bundesverfassung dem Parlament eingeräumten Befugnisse in bezug auf Abschluss von Staatsverträgen und Kontrolle der Regierungstätigkeit sind das Maximum dessen, was unter diesem Gesichtspunkt verlangt wird. Übrigens beruhen die verfassungspolitischen Forderungen auf einer starken, auf die Ideen der Französischen Revolution zurückreichenden Überschätzung des geschriebenen Rechtes. Es kann der Schweiz aber nur recht sein, wenn die von ihr vertretenen Grundsätze in andern Staaten ernstgemeinte Aufnahme finden.

Ein weiteres Postulat, das in diesen Zusammenhang gehört, ist die Unterstellung des Völkerbundsvertrages unter das Referendum, selbst in Staaten, wo diese Institution noch nicht besteht. Von dieser Vorschrift wird erwartet, dass sie den Anordnungen der Verbandsorgane die notwendige Autorität nach innen und aussen verleihe und den Völkern die Neuorientierung der internationalen Politik zum Bewusstsein bringe. Der Durchführung der an sich richtigen Idee werden aber wohl starke staatsrechtlich-politische Bedenken entgegenstehen. Immerhin müsste ein Vertrag über einen einigermassen ausgebildeten Völkerbund einer Verfassungsreform gleich behandelt werden.

b. Im Zusammenhang der Demokratisierung der auswärtigen Politik steht die Forderung der *Publizität der diplomatischen Aktionen.* Eine absolute Durchführung dieser Forderung ist eine Absurdität, eine formelle Abgrenzung öffentlicher und nichtöffentlicher Tätigkeit ist unmöglich.

Nicht die Staatsform, die Verteilung der staatsrechtlichen Befugnisse und das Mass obligatorischer Publizität ist das Ausschlaggebende, sondern der Inhalt der Politik, die gemacht wird. Die Öf-

fentlichkeit und die demokratischen Formen der Aussenpolitik bieten nicht den mindesten Schutz für den Frieden, eher das Gegenteil, wenn die öffentliche Meinung durch die Presse in nationalistischem Sinne verhetzt ist. Und anderseits ist die bei jeder Geschäftsführung gebotene Verschwiegenheit keine Gefahr, wenn die Politik eine sachliche ist und von dem Geiste der Verträglichkeit beherrscht wird.

2. Viel wichtiger als die verfassungsrechtlichen Reformen, die immer nur die Oberfläche der Dinge erreichen, wäre die *Reform der Presse,* speziell auch des auswärtigen Nachrichtendienstes.

a. In der Publizistik ist, von den natürlichen wirtschaftlichen Gegensätzen abgesehen, die Dynamik der auswärtigen Politik zu erblicken, weil erst durch die Schaffung einer sogenannten öffentlichen Meinung die Sonderbestrebungen einzelner Interessenten und Koterien eine Macht erlangen. welche die Staatspolitik zu bestimmen vermag. Abgesehen aber von dem grundsätzlichen Widerstand, auf den namentlich nach Aufhebung der Zensur der Kriegszeit jede Beschränkung der Presse stossen wird, würden *internationale pressepolizeiliche Vorschriften,* wenn sie durch die Organe der einzelnen Staaten durchzuführen wären, gerade in kritischen Zeiten meistens illusorisch sein; an ein internationales Pressstrafrecht, das von internationalen Organen durchgesetzt würde, ist wohl kaum zu denken.

b. Am ehesten Aussicht auf Durchführbarkeit hätte ein *Anspruch auf Publizität* seitens der internationalen Untersuchungs- und Vermittlungsinstanzen. Wenn die Befunde und Gutachten dieser in der Presse aller Vertragsstaaten publiziert werden müssten, so könnte die einseitige Bearbeitung des Publikums wenigstens zum Teil paralysiert werden. Die Unterdrückung dieser Befunde würde schwierig sein.

Vor dem Kriege haben sich die in verschiedenen Staaten ins Leben gerufenen Vereinigungen für internationale Verständigung die Aufgabe gestellt, im Sinne objektiver und gerechter Darstellung internationaler Angelegenheiten tätig zu sein; diese oder eine andere freiwillige Tätigkeit auf dem Gebiete des internationalen Nachrichtendienstes könnte später wieder aufgenommen werden. Die Schaffung einer diesen Tendenzen dienstbaren grossen Telegraphenagentur läge ebenfalls im Bereich solcher freier Betätigung.

3. Es ist unbestreitbar, dass die *Nationalitätenstreitigkeiten* eine der Hauptursachen für die Entstehung gefährlicher Spannungen und Ambitionen in der internationalen Politik gewesen sind. In dem Masse, in dem den verschiedenen in einem Staate vereinigten Nationalitäten freie Entwicklung gelassen wird, nehmen auch Anlässe und Vorwände für äussere Einmischungen ab. Das besonders von Italien vertretene Nationalitätenprinzip geht aus auf die Herbeiführung der Identität von Staat und Nation, letztere im Sinne der kulturellen und sprachlichen Einheit verstanden. Dieses für die Schweiz ruinöse Prinzip ist wegen der geographischen Mischung und Zertrennung der Nationalitäten undurchführbar. Die darauf gestützten Vindikationen sind zum Teil inkonsequent und müssten zu zahllosen territorialen Verschiebungen und damit zu neuen Kriegen Anlass geben.

a. Die bundesstaatliche, auf dem Grundsatz der Gleichbehandlung der Sprachen beruhende Verfassung, wie sie in der Eidgenossenschaft besteht, ist diejenige staatsrechtliche Form, welche bei Intaktlassung der Staatsgebilde den sprachlichen und ethnischen Minderheiten nicht nur die Erhaltung ihrer Eigenart, sondern ihnen auch eine selbständige Entfaltung des politischen Lebens sichert.

Gerade in denjenigen Gebieten Europas, wo die Nationalitätenkämpfe am heftigsten sind, in Österreich-Ungarn und auf dem Balkan, ist wegen der Vermischung der Nationalitäten eine Scheidung in territoriale Einheiten mit eigenem politischen Leben unmöglich. Hier bietet einen gewissen Ersatz die in Österreich teilweise verwirklichte *sogenannte nationale Autonomie.* Diese besteht darin, dass die Einwohner eines ethnisch und sprachlich gemischten Gebietes je nach ihrer Zuneigung zu dieser oder jener Gruppe sich in die betreffende Matrikel eintragen lassen und damit einem besondern Personalverband beitreten. Auf Grund dieser Matrikeln (z. B. deutsch oder tschechisch) werden nicht nur die parlamentarischen und andern Wahlkreise eines Gebietes organisiert, sondern auch die Schul- und Kirchenorganisationen. Die auf diese Matrikeln aufgebauten Verwaltungskörper haben eigene Behörden und eigenes Steuerrecht. Wo eine Trennung in solche nationale Verbände, wie z. B. in der Justiz und der allgemeinen Ortsverwaltung unmöglich ist, muss unter Wahrung

der Sprachengleichberechtigung für die Ämterbesetzung ein Paritäts- oder Proportionalsystem Platz greifen. Diese nationale Autonomie vermag, da höheres politisches Leben nur in eigentlich staatlichen, wenn auch nicht notwendigerweise souveränen Verbänden Ausdruck finden kann, nicht allen Ansprüchen zu genügen, aber sie stellt eine praktisch durchführbare, und zwar die einzige Lösung der Frage dar, wie zersplitterten oder wegen ihrer geringen Zahl zur Bildung von staatlichen Verbänden unfähigen Völkern und Völkerfragmenten ein Mass von Selbständigkeit gewährt werden kann, das für die Erhaltung eines kulturellen Eigendaseins genügt.

Wie der Konfessionenkrieg des XVII. Jahrhunderts mit einem Frieden geendet hat, der den Konfessionen Parität und eine – allerdings damals beschränkte – Toleranz gewährte, so sollte der gegegenwärtige Nationalitätenkrieg ein ähnliches Toleranzprinzip für sprachliche und ethnische Gruppen zur Anerkennung bringen. Es wird allerdings schwer sein, in einem Friedensvertrag diese Verhältnisse zu regeln, da sie von Land zu Land wechseln. Aber möglich scheint es, im Friedensvertrag die Frage grundsätzlich zu ordnen und für die Regelung durch die nationale Gesetzgebung einen angemessenen Zeitraum zu fixieren.

b. Eine mit dem Nationalitätenproblem sachlich zusammenhängende Forderung ist der Ausschluss von Gebietsabtretungen ohne Zustimmung der betreffenden Bevölkerung *(Plebiszit).* Für eine auf den territorialen Status quo aufbauende Friedensordnung dürfte dieses mehr im Hinblick auf den Friedensvertrag selber aufgestellte Postulat kaum in Betracht kommen. Eine weitere Konsequenz dieses Gedankens, das *Recht auf Sezession* seitens einzelner Landesteile, ist mit dem modernen Staatsgedanken kaum vereinbar. Die Anerkennung eines solchen Sezessionsrechtes kann unter aussergewähnlichen Umständen, wie sie die bolschewistische Revolution zeitigte, vorkommen, als normale staats- und völkerrechtliche Institution ist sie kaum denkbar.

4. Die *Rüstungsbeschränkung* ist von Staatsmännern beider Kriegsparteien teils als positive Forderung, teils als unvermeidliche Folge der wirtschaftlichen Erschöpfung der Staaten hingestellt worden. Wenn das letztere der Fall ist, so wird diese Folge doch für die verschiedenen Staaten in ungleichem Masse eintreten. Alsdann entsteht vielleicht das Bedürfnis, durch Festsetzung eines gewissen Verhältnisses der zulässigen Rüstungen die mehr geschwächten Staaten vor einer ruinösen Konkurrenz mit den weniger mitgenommenen zu schützen und so jenem aufreizenden Wettlauf der Rüstungen vorzubeugen, der ebenfalls eine Kriegsursache bildete.

Die politische Möglichkeit, nicht nur eine Rüstungsbeschränkung zu vereinbaren, sondern sie mit einer gewissen Aussicht auf Erfolg durchzuführen, ist doch wesentlich durch das Gefühl der Sicherheit und des gegenseitigen Vertrauens der Staaten in ihre friedliche Politik bestimmt. Es ist deshalb wohl richtiger, den Abbau der Kriegsvorbereitung nicht als Voraussetzung einer Friedenssicherung, sondern als Folgeerscheinung einer solchen Staatenorganisation, allenfalls als Parallelaktion zur Gründung eines Völkerbundes zu betrachten.

Eine für die Schweiz nicht direkt aktuelle Frage ist die Verstaatlichung der Rüstungsindustrie, eine Forderung, die auf die Annahme zurückgeht, dass diese Industrie ein Interesse, wenn auch nicht am Krieg selbst, so doch an einem Zustande kriegerischer Spannungen habe, welche den fortgesetzten Rüstungssteigerungen rufen.

VIII. Wirtschaftliche Sicherungen

1. Wirtschaftliche Sicherungen des Friedens (im Unterschied zu den wirtschaftlichen Sanktionen des Friedensbruches unten sub IX. 2, *c*) kommen unter einem dreifachen Gesichtspunkte in Betracht: *a.* Sicherung eines Mindestmasses von Freiheit im wirtschaftlichen Verkehr unter den Völkern, um die *weltwirtschaftlichen Abhängigkeiten,* in denen sich viele Staaten befinden, nicht zu unerträglichen Hemmungen der Entwicklung oder Erhaltung werden zu lassen. *b.* Da die Staaten die Zentren des politischen und wirtschaftlichen Lebens bleiben werden und deshalb nicht in einer weltwirtschaftlichen Arbeitsteilung alle *Selbstgenügsamkeit* verlieren wollen, so muss im Widerspruch zu der unter 1 postulierten Handelsfreiheit den Staaten die Möglichkeit geboten sein, durch Zölle und Handelsbeschränkungen ihre eigene Volkswirtschaft zu schützen und zu entwickeln, und die Durchsetzung dieser mit fremden Personen und vom Ausland abhängigen Unternehmungen zu beschränken. *c.* Die zwei einander entgegengesetzten Forderungen der Handelsfreiheit und wirtschaft-

lichen Selbstgenügsamkeit werden von verschiedenen Staaten vertreten, die erstere vorwiegend durch Staaten von starker wirtschaftlicher Energie, aber verhältnismässig beschränkten eigenen Märkten und Rohstoffbezugsgebieten, die letztere durch wirtschaftlich weniger aktive oder durch saturierte Staaten. Ein Ausgleich kann teilweise dadurch gefunden werden, dass die Gefahren der Handelsfreiheit durch Beschränkungen der Konkurrenzmethoden, z.B. Verbot des Dumping, und durch Aufstellung von Minimalvorschriften auf dem Gebiete des Arbeitsrechtes herabgemindert werden. Was die internationale Regelung des Arbeitsrechtes anbelangt, welche die internationale Vereinigung für gesetzlichen Arbeiterschutz im Zusammenhang mit der Neuordnung der internationalen Verhältnisse jüngst postuliert hat, so greift dieses Postulat bereits ein in die viel umfassendere Forderung nach einer wesentlichen Umgestaltung der Wirtschaftsordnung als der Voraussetzung dauernder friedlicher Zustände in der innern und äussern Politik.

2. Was zunächst die *Handelsfreiheit* anbelangt, so bedeutet diese: *a.* Freiheit des Absatzes; *b.* Freiheit der Beschaffung der Rohstoffe; *c.* freien internationalen Verkehr unter Ausschluss der Hemmung durch dritte Staaten.

a. An eine allgemeine Durchführung des *Freihandels,* von welcher Massnahme schon der ältere englische Liberalismus eine Befriedigung der Welt erwartete, ist nicht zu denken; dagegen ist als Annäherung daran ein für die Kontrahenten des Völkerbundes allgemeines Meistbegünstigungssystem, verbunden mit der Festlegung der «Offenen Tür» für gewisse wenig entwickelte Gebiete, wie China, Zentralafrika, vorgeschlagen worden. Es würde sich also darum handeln, das durch die Berliner Kongo-Konferenz von 1884/85 inaugurierte System zu verbessern und auszubauen und auf weitere Kolonialgebiete auszudehnen. Diese letztere Frage kann allerdings nur im unmittelbaren Zusammenhang mit dem eigentlichen Friedensvertrag erfolgen. Überhaupt werden die konkreten, territorialen Anordnungen des letztern wie in der Nationalitätenfrage so auch in den wirtschaftlichen Angelegenheiten geeignete Grundlagen für eine abstrakte, allgemeine Ordnung dieser Verhältnisse legen müssen, soll ein Resultat von Dauer erzielt werden.

b. Für den Frieden gefährlicher als die Einfuhrbeschränkungen waren schon vor dem Kriege die Tendenzen nach *Monopolisierung* wichtiger *Rohstoffe,* und an diesem Punkte setzt auch die Politik des Wirtschaftskrieges nach dem Frieden hauptsächlich ein. Durch die Rohstoff- und Lebensmittelrationierung kann mittelbar auch die Ausfuhrfähigkeit und die allgemeine Leistungsfähigkeit der Staaten wesentlich oder ausschlaggebend bestimmt werden. Dieses wirtschaftliche Mittel kann eine Gefahr für das Zustandekommen irgendeiner den Frieden sichernden Organisation bilden, es kann aber auch der Angelpunkt der ganzen Umgestaltung der internationalen Verhältnisse werden. Durch das Prinzip der Rohstoffmonopolisierung kann der Völkerbund unter Umständen erzwungen und zusammengehalten werden, beides, jedenfalls das letztere allerdings nur dann, wenn die vereinbarte Verteilung billigen Ansprüchen genügt und durch internationale Organe wirksam gewährleistet wird. Ein Staatenverband wird letzten Endes immer nur dadurch wirklich zusammengehalten, dass seine Glieder aus dem Zusammenschluss Vorteile und Sicherheiten erlangen, welche sie ausserhalb nicht in dem gleichen Masse finden. In einem wirtschaftspolitischen Zentralorgan wäre vielleicht der Kern zu einer engeren Ausgestaltung des Völkerbundes gegeben.

c. Ausser durch den Kampf um Absatzgebiete und Rohstoffquellen wurden die internationalen Beziehungen gefährdet durch den Umstand, dass der Verkehr eines Staates mit einem andern durch *dritte Staaten* erschwert wurde oder mindestens jederzeit hätte erschwert werden können und demgemäss einen prekären Charakter besass. Für die Binnenstaaten wie die Schweiz und Serbien ist diese Situation eine besonders ausgesprochene; aber auch für Staaten mit einer Meeresküste können sich ähnliche Verhältnisse herausbilden, wenn nicht genügend geeignete, d.h. stets offene und dem Umfang der Aus- und Einfuhr entsprechende Häfen vorhanden sind oder wenn die Häfen an Meeren liegen, deren Zugänge unter dem beherrschenden Einfluss fremder Mächte stehen. Solche Umstände waren bis in die jüngste Zeit für die russische Expansionspolitik wegleitend. Die Verkehrsbedrohung durch dritte Staaten wird im Kriege zu einer allgemeinen Angelegenheit, ganz besonders wegen des Seeverkehrs.

Es ist eine Grundidee des Völkerrechtes, dass kein Staat zum Verkehr mit einem andern gezwungen werden kann, bzw. dass er autonom oder durch Vertrag die Bedingungen solchen Verkehrs re-

gelt, dass anderseits er aber auch den Verkehr zwischen andern Staaten nicht hemmen darf. Denn solche Hemmung bedeutet Berufung auf die Souveränität zum Zwecke der Schikane. Diese Verkehrsfreiheit ist, wenn auch unvollständig, in folgenden völkerrechtlichen Institutionen zur Anerkennung gekommen:

Die *Freiheit der Meere* ist bis zum jetzigen Kriege in Friedenszeiten auf der hohen See eine absolute, in den Territorialgewässern annähernd eine solche gewesen. In Kriegszeiten hat diese Freiheit immer durch das von den Kriegführenden gehandhabte Beute-, Konterbande- und Blockaderecht weitgehende Einschränkungen erlitten, aber kaum jemals wurde dieses Recht der Kriegführenden so brutal und willkürlich ausgeübt wie jetzt. Sozusagen eine Konsequenz der Meeresfreiheit bildet die durch internationale Verträge stipulierte Ausschliessung differentieller Behandlung der Flaggen auf den interozeanischen Kanälen.

Eine weitere für die Schweiz wichtige Anwendung des Grundsatzes der Verkehrsfreiheit ist die durch den 1. Pariser Frieden und die Wiener Kongressakte anerkannte *Freiheit der Schiffahrt auf Flüssen, die mehrere Staaten verbinden.* Für den Landverkehr gibt es, von speziellen Eisenbahnverträgen abgesehen, entsprechende Abmachungen nicht; es bestand auch kein Bedürfnis nach solchen, solange die Transitfreiheit in allen Handelsverträgen anerkannt und die Grundlagen für die Bildung der Eisenbahntarife vorwiegend privatwirtschaftliche waren.

Es läge unzweifelhaft eine grosse Gefahr für den Frieden darin, wenn die Staaten die Möglichkeiten ausnützen würden, welche ihnen ihre territoriale Lage hinsichtlich der Beeinflussung des Verkehrs anderer Staaten bieten kann. Es gilt deshalb, die auf natürlicher wirtschaftlicher Konkurrenz beruhenden Verkehrsverhältnisse, wie sie vor dem Krieg bestanden, wenigstens für gewisse *Hauptrouten* zu sichern, einmal durch Ausbau und allgemeine Anerkennung des Rechtes der interozeanischen und Binnenschiffahrt, durch Einräumung von Freihäfen, und sodann durch *tarifarische Bindungen* für bestimmte Eisenbahnrouten. Die Freiheit der Hochsee und der Territorialgewässer, wie sie im Frieden beinahe seit 1815 bestanden hat, ist als eine conditio sine qua non friedlicher Zustände zu betrachten. Die Meeresfreiheit im Kriege kommt durch die Forderung internationaler Sanktionen in eine ganz neue Beleuchtung und ist deshalb im Zusammenhang mit der Frage der Sanktionen (IX.) zu erörtern.

3. Mit der Handelsfreiheit in Parallele zu setzen ist die *internationale Freizügigkeit,* speziell das Recht der Ausländer auf Aufenthalt und Niederlassung. Das Recht auf Auswanderung ist keine internationale Angelegenheit.

a. Nach bestehendem Völkerrecht kann jeder Staat die Bedingungen festsetzen, unter denen er Ausländer auf seinem Gebiet zulassen und diesen den Gewerbebetrieb gestatten will. Durch die Niederlassungsverträge ist jedoch eine fast vollkommene Freizügigkeit und eine sehr weitgehende Gewerbefreiheit geschaffen worden. Das auf diese Weise möglich gemachte Eindringen stark wachsender oder ökonomisch aktiver Völker in die Wirtschaft anderer, die sogenannte *Überfremdung,* hat vielleicht mehr zur Schaffung gefährlicher Gegensätze beigetragen, als es der von Land zu Land bewerkstelligte Handel zu tun vermocht hat. Durch die Mischung der Völker ist nicht eine Annäherung, sondern eher eine Entfremdung entstanden. Es erhebt sich deshalb die Frage, ob die internationale Freizügigkeit und die daraus erwachsende Überfremdung einzelner Staaten nicht im Interesse des Friedens zu beschränken sei.

b. Das Eindringen Fremder in die Wirtschaft eines Staates hat aber noch eine Bedeutung für dritte Staaten: es kann dazu dienen, die wirtschaftliche Expansion eines Staates, die auf Widerstände stösst, dadurch zu erleichtern, dass sie sich des Gebietes eines in einer rechtlich oder sonst günstigeren Lage befindlichen Staates bedient, um von dort aus Absatz in den verschlossenen Märkten zu suchen (sogenannte *wirtschaftliche Mimicry).* Solche Umgehung ist namentlich leicht in den Formen anonymer Gesellschaften, deren Staatsangehörigkeit sich durch den Sitz der Gesellschaft zu bestimmen pflegt.

c. Bietet die Beschränkung der Freizügigkeit ein negatives Mittel zur Bekämpfung der Überfremdung, so ist die direkt oder mittelbar *erzwungene Einbürgerung* ein positives. Es ergeben sich aber daraus unentwirrbare Konflikte der einander widersprechenden Staatsangehörigkeitsrechte, auf deren Beseitigung ebenfalls Bedacht zu nehmen ist.

4. Auf die *sozialpolitischen Postulate,* welche im Zusammenhang mit einer Organisation zur Sicherung des Friedens aufgestellt werden sollen, ist hier nicht einzutreten, da dieser Gegenstand bereits das Volkswirtschaftsdepartement beschäftigt, und da es sich hier zumeist um Fragen handelt, die kaum schon beim allgemeinen Frieden ihre Regelung erfahren können.

IX. Die Sanktionen

1. Vor dem Krieg galt die Idee, eine internationale Organisation zur Erzwingung internationaler Verpflichtungen zu schaffen, als utopisch; sie wurde auch nur von einem Teil der Pazifisten, namentlich in Holland, vertreten. Die Sanktionen des Völkerrechts bildeten kein *Problem* der praktischen Politik. Nur für einzelne konkrete Rechtsverhältnisse, wie die 1815 der Schweiz gewährten Grenzen oder die Neutralität Belgiens, hatten sich etwa einzelne Staaten als Garanten erklärt, wobei die aus der Garantie fliessenden Verpflichtungen nirgends bestimmt waren.

a. Seit dem Krieg hat das Postulat internationaler Sanktionen viele neue Anhänger gefunden, besonders in den Vereinigten Staaten. Es hat eine ganz neue Bedeutung dadurch erhalten, dass leitende oder sonst einflussreiche Staatsmänner die Idee aufgegriffen, ja sie geradezu als eine Hauptsache eines Völkerbundes erklärt haben. Nicht die schweren Völkerrechtsbrüche, welche im gegenwärtigen Kriege vorgekommen sind, bilden die Hauptveranlassung für die auffallende Änderung der Stellungnahme amtlicher und nichtamtlicher Kreise zum Problem der Sanktionen, sondern die Erkenntnis, dass die auf Freiwilligkeit und auf die Initiative jedes einzelnen Staates abstellenden Haager Friedensinstitutionen gerade im kritischen Moment leicht versagen und dass eine Sicherung gegen Katastrophen, wie den Weltkrieg, nur eine solche Organisation zu bieten vermag, die einzelnen Staaten oder Staatengruppen überlegen ist und ihren Friedenswillen erzwingen kann. Diese, übrigens auf der Land liegende Konsequenz wagte man früher nicht zu ziehen, weil die Regierungen und die hinter ihnen stehende öffentliche Meinung einerseits an den Krieg und seine Folgen nur halb glaubten und anderseits völlig im Bann der Idee der staatlichen Souveränität standen. So hat man in dem Dilemma zwischen Krieg und Frieden sich zu einem entschiedenen Schritt im Sinne des letztern nicht zu entschliessen vermocht.

b. Wenn es sich bei der Forderung von Sanktionen des Völkerrechts zunächst auch nur um eine politische These handelt, so ist doch diese Wendung der Auffassungen schon wegen ihrer psychologischen Wirkung in hohem Masse bedeutungsvoll. Die Existenz grosser Allianzen, speziell bei der Entente, hat der Vorstellung von der Möglichkeit einer dauernden und intensiven Kooperation vieler Staaten zur Verteidigung der Rechtsordnung oder des Status quo in weiten Kreisen Eingang verschafft. Es wird denn auch weniger die etwas abstruse Idee von der Schaffung einer internationalen Polizei – als eines von den nationalen Armeen und Flotten losgelösten Organes – mit den Forderungen internationaler Sanktionen in Verbindung gebracht als die Idee einer Kollektivaktion von Staaten, die in *einer auf Gegenseitigkeit beruhenden Defensivallianz* verbunden sind. Man bewegt sich also dabei weniger in den Gedankengängen eines kühnen, konstruktiven Pazifismus als in demjenigen einer Allianzpolitik von konservierender Tendenz und breitester Grundlage.

c. Aber gerade diese Anknüpfung an die politischen Methoden der Vergangenheit und Gegenwart bietet wieder für andere Anhänger des Völkerbundsgedankens den Anlass, aus *prinzipiellen Bedenken* die Sanktionen zu bekämpfen. Es wird befürchtet, dass in einer neuen Form der kriegerische Geist und die Vorstellungen der Gewaltpolitik weiterleben, wenn man nicht überhaupt in der ganzen Institution der Sanktionen eine pazifistisch verkleidete Fortsetzung der bestehenden Allianzen erblicken zu sollen glaubt. Auch aus rein ethischen Gründen werden die Sanktionen abgelehnt, da das Recht seine moralische Autorität verliere, wenn es durch äussere Gewaltmittel geschützt werden solle.

Gegenüber dem letztern Standpunkt ist zu sagen: Bei einem Problem der praktischen Politik – und als solches ist das Völkerbundsproblem zu betrachten – handelt es sich nicht, jedenfalls nicht in erster Linie, um die Aufstellung ethischer Postulate, sondern um die Schaffung einer rechtlichen Organisation. Das Recht findet zwar eine wesentliche Stütze in der Moral, es hat aber eine selbständige Existenz neben dieser, und im Denken der Menschheit verbindet sich mit der Vorstellung des Rechtes diejenige einer das Recht schützenden, alle Eigenmacht überragenden Gemeinschaftsge-

walt. Wenn es möglich sein sollte, eine auf einem billigen Ausgleich der Interessen beruhende völkerrechtliche Friedensordnung wirksam und dauernd zu befestigen, so wird durch diese Tatsache die Entwicklung einer Völkermoral jedenfalls mehr gefördert, als wenn eine der Sanktionen entbehrende Rechtsordnung zusammenbricht und der Herrschaft brutaler Gewalt wieder Platz macht. Die soziologischen Grundtatsachen des staatlichen und internationalen Lebens sind die gleichen, das geht auch aus der Schwierigkeit der Staatenbünde und Bundesstaaten hervor. Die Schwierigkeit des Problems liegt in der Durchführung des Gedankens in der politischen Wirklichkeit, in seiner Auseinandersetzung mit der Staatensouveränität und in seiner Abhängigkeit von den geographischen Grundlagen der heutigen Staatenwelt.

2. Die in Vorschlag gebrachten Formen von Sanktionen lassen sich unter folgenden Gesichtspunkten gruppieren:

a. Selbständige Zwangsorgane des Völkerbundes nach dem Muster eines Bundesstaates; d. h. Organe, die von den Bundesgliedern unabhängig sind. Eine derartige Organisation erscheint ausserhalb des Bereiches des in absehbarer Zeit Erreichbaren zu liegen. Dasselbe gilt von dem Vorschlage, das militärische Kontingentssystem eines Staatenverbandes dadurch zu verstärken, dass die Truppenkontingente ausserhalb der Staaten, zu denen sie gehören, dislociert werden.

b. Internationale Institutionen, die von den einzelnen Verbandsstaaten unabhängig sind, die *aber nicht zur Ausübung unmittelbaren Zwanges bestimmt* sind, sondern eine blosse wirtschaftliche Schädigung des rechtswidrig handelnden Staates zur Folge haben oder diesen in seiner Fähigkeit zu kriegerischen Aktionen beschränken. Zu dieser Gruppe von Anregungen gehören folgende:

α. Schaffung eines internationalen *Friedenstrustes* durch Bildung eines Golddepots. Dieses Depot wäre die Deckung von internationalen Noten, die für jeden Staat, im Verhältnis zu seiner der Bevölkerung proportionalen Hinterlage, ausgestellt würden. Der wegen Friedensbruch vom internationalen Gerichtshofe verurteilte Staat könnte seines Depots verlustig erklärt werden, und überdies gingen seine Noten der Deckung verlustig. In je weitergehendem Masse die Golddeckung der Noten internationalisiert werden könnte, um so wirksamer wäre dieses Sanktionsmittel. Es böte den bedeutenden Vorteil, einerseits in seiner Durchführung vom Willen der einzelnen Verbandsstaaten ziemlich unabhängig zu sein und anderseits, im Vergleich zu einer Kollektivallianz, nicht zur Folge zu haben, dass ein Krieg zwischen zwei Staaten durch die Intervention aller übrigen zu einem allgemeinen Krieg jedesmal ausarten könnte. (Vorschlag von Dr. O. Busch.)

β. *Monopolisierung der Sprengstoffherstellung* durch den Völkerbund. Eine solche Friedenssicherung, wenn sie realisierbar ist, hätte den Vorzug, dass sie nicht, wie eine weitgehende Abrüstung, eine allgemeine Wehrlosigkeit gegenüber solchen Staaten zur Folge hätte, die bei Bruch der Verbandsverpflichtungen am raschesten eine wirksame Armee improvisieren könnten. Das Sprengstoffmonopol würde demjenigen, der darüber verfügte, eine unbestreitbare Überlegenheit geben.

c. Die meisten Vorschläge bewegen sich auf der Linie der jetzt von Staat zu Staat bzw. Allianz zu Allianz geübten *Pressions- und Zwangsmittel.* Neu wäre lediglich die Verabredung einer grossen Zahl von Staaten, diese Mittel (*Repressalie und Exekutionskrieg) kollektiv* anzuwenden gegen Staaten, welche sich den Bestimmungen über Wahrung des Friedens nicht fügen.

α. Es ist selbstverständlich, dass der Anwendung von Zwangsmassregeln irgendwelcher Art *diplomatische Schritte* vorausgehen, auch dann, wenn ein Vermittlungsvorschlag nicht akzeptiert oder ein Schiedsurteil nicht ausgeführt worden ist. Wenn die Vermittlungsinstanz vorwiegend nach politischen Gesichtspunkten organisiert ist, erscheint sie als zu solchen letzten diplomatischen Schritten berufen. Ist sie dagegen mehr als Rat von Unparteiischen und Vertrauensmännern konstituiert, so läge die diplomatische Intervention denjenigen ob, die dann auch die Zwangsmassregeln in Vollzug zu setzen haben (vgl. unten sub 4). Es ist auch möglich, dass durch Abbruch der diplomatischen Beziehungen zunächst versucht wird, einen Druck auf den Staat auszuüben, der seinen Bundespflichten nicht nachkommt.

β. Als effektive Zwangsmittel werden zunächst solche *wirtschaftlicher Natur* in Aussicht genommen, die in grosser Auswahl vorhanden sind. Abgesehen von dem bereits oben (sub *b* (α) erwähnten Mittel, kommen hier in Betracht: differentielle Behandlung in Zoll- und Schiffahrtsangelegenheiten usw., Handelssperre, Sperre des Nachrichtenverkehrs (Post, Telegraph, Telephon), Sequestration

von Forderungen und Gütern. Welche Mittel und in welcher Reihenfolge oder Verbindung sie im Einzelfalle anzuwenden sind, lässt sich wegen der Verschiedenheit der Verhältnisse zum voraus jedenfalls nicht bestimmen; ein formelles Verfahren erscheint völlig ausgeschlossen.

Die ökonomischen Zwangsmittel können unzweifelhaft in vielen Fällen völlig ausreichen. In der Regel werden sie aber, namentlich gegen grosse Staaten angewendet, nur dann rasch wirksam sein, wenn sie sofort allgemein gehandhabt werden. Es ist deshalb auch schon der Verdacht geäussert worden, dass der Völkerbund mit seinen wirtschaftlichen Sanktionen nur die Form sei, in welcher die Grossmächte, für die der Wirtschaftskrieg eine besonders wirksame Waffe bildet, die andern Staaten, z. B. die jetzigen Neutralen, zwingen könnten, den Wirtschaftskrieg mitzumachen.

Gegenüber der Idee wirtschaftlicher Sanktion ist geltend gemacht worden, dass da, wo die Autorität des Rechtes nicht ausreiche, auch der Wirtschaftskrieg allein ebensowenig genüge, dass er höchstens Spannungen rufe, die doch zum Kriege führen. Das mag richtig sein, wenn sich die Massregel gegen eine oder mehrere Grossmächte richtet, in andern Fällen jedoch nicht.

Zu den wirtschaftlichen Sanktionen gehört mittelbar auch die Differenzierung in der Handhabung der Neutralität, von der unten (sub. 5) die Rede ist.

γ. Die *militärischen Sanktionen,* die immer mit wirtschaftlichen verbunden zu denken sind, können nicht entbehrt werden als letzte, äusserste Sanktion, wenn solche überhaupt in Aussicht genommen werden. Grosse Staaten werden kaum je durch rein wirtschaftliche Mittel zur Kapitulation gezwungen werden. In allen denjenigen Fällen, in denen im Widerspruch zu den Satzungen des Völkerbundes ein Staat Krieg beginnt, kann der Bund den Angegriffenen nicht einfach seinem Schicksal überlassen, auch nicht sich auf eine wohlwollende Neutralität beschränken. Ein Friedensverband, der Sanktionen statuiert, muss in eine Defensivallianz ausmünden, mögen auch dabei die Verpflichtungen nicht für alle Verbandsstaaten die gleichen sein.

Die militärischen Zwangsmittel können, wie die wirtschaftlichen, in Abstufungen angewendet werden; ob ein eigentlicher Krieg sich daraus entwickelt, hängt von den Gegenmassnahmen des Exequenten ab. In einzelnen Fällen mag die sogenannte Friedensblockade genügen oder militärische Besetzung einzelner Punkte. In der Regel werden militärische Massnahmen zum eigentlichen Kriege führen.

3. *a.* Je weniger die casus foederis einer Allianz, übersehbar sind, um so gefährlicher ist ein solcher Vertrag und um so eher werden Fälle eintreten, wo sich Alliierte ihren Verpflichtungen entziehen. Das trifft bei einer so ausgedehnten Defensivallianz auf Gegenseitigkeit, wie sie der Völkerbund darstellen sollte, in besonderem Masse zu. Die Befürworter eines solchen Friedensverbandes gehen allerdings von der Auffassung aus, dass ein casus foederis gar nicht aktuell werde, weil der Widerstand seitens einzelner Staaten überhaupt nicht mehr versucht werde. Durch die Tatsache des Völkerbundes höre die Unsicherheit, welche heute für die Staaten – und ganz besonders für die kleineren – bestehe, ohne weiteres auf. Die Geschichte der Staatenbünde, nicht zuletzt diejenige der Eidgenossenschaft, beweist die *Relativität solcher Sicherheit.* In einem Verbande, der noch lockerer als die bisherigen Staatenbünde sein und Bundesglieder von ganz aussergewöhnlicher Macht, Selbstbewusstsein und Selbständigkeit einschliessen würde, ist die Möglichkeit jedenfalls vorhanden, dass eine Bundesexekution nicht mit von vornherein überwältigender Macht unternommen würde, sondern dass sie zu einem Krieg zwischen zwei Gruppen führte, wobei vielleicht eine dritte in Neutralität verharrte. Mit solchen Möglichkeiten müssen die Staaten rechnen, die einem Völkerbund beitreten wollen in der Absicht, die ihnen daraus erwachsenden Pflichten zu erfüllen.

b. Die Vergleichung zwischen der Aufrechterhaltung der Rechtsordnung im Staate und derjenigen in einem Völkerbunde ist nur sehr bedingt zulässig. Einmal ist das Verhältnis zwischen der Kollektivmacht und der Einzelmacht im Staate ein ganz anderes als auf internationalem Gebiet, wo eine einzige Grossmacht des Gesamtheit mindestens einen gefährlichen Widerstand leisten kann. Sodann hat die Exekution eines Völkerbundes für die dadurch in Mitleidenschaft gezogenen Staaten eine sehr viel grössere *Tragweite* als die Behauptung des innern Friedens durch den Staat sie für den einzelnen normalerweise je hat. Werden kleinere Staaten in einen Exekutionskrieg direkt hineingezogen, so bedeutet dies eine Katastrophe für sie, abgesehen von den politischen Gefahren, die sie laufen im Falle eines Scheiterns der Bundesexekution. Solche Bedenken gelten hauptsächlich für Länder, die wegen ihrer geographischen Lage bei einer Bundesexekution gegen eine Grossmacht unmit-

telbar als Aufmarsch- oder Durchzugsgebiete in Betracht kommen können, wie die Schweiz, Belgien und die Niederlande oder auch andere europäische Mittelstaaten. Aber schon die blosse Beteiligung an den wirtschaftlichen Repressalien kann die schwersten Folgen haben für Staaten, die für sie vitale Handelsbeziehungen zu dem Lande unterhalten, gegen das sich die Massnahme richtet. Fast noch mehr als der militärische ist der wirtschaftliche Krieg stets eine zweischneidige Waffe; während er die einen Staaten vielleicht wenig berührt, kann er für andere ruinös sein, weit mehr schädigend vielleicht als für den Staat, gegen den er als Repressalie geführt wird.

Allerdings dürfen die Risiken, die ein Völkerbund für kleinere Staaten mit sich bringt, nicht in Vergleich gesetzt werden mit den Aussichten, die ein solcher Staat hat, wenn er seine Neutralität effektiv behaupten kann. Je gefährdeter in einem kommenden Kriege die Neutralität erscheint, um so eher kann ein neutraler Staat die Risiken der Mitgliedschaft im Völkerbunde auf sich nehmen. Die Gefahren und Lasten müssen durch Sicherheiten und Vorteile, namentlich wirtschaftliche, welche die Mitgliedschaft mit sich bringt, wesentlich überwogen werden.

c. Den einem Völkerbund sich anschliessenden Staaten können Konflikte aus ihren *Allianzverhältnissen* erwachsen. Normalerweise haben Defensivallianzen innerhalb einer weitern Allianz dieser Art keinen Platz; ebensowenig «Rückversicherungsverträge», wonach ein Staat sich einem andern gegenüber zur Neutralität verpflichtet in Beschränkung einer einem Dritten gegenüber eingegangenen Defensivpflicht. Derartige Verabredungen wären nicht nur in absolutem Widerspruch zu einem Völkerbund mit Sanktionen, sondern schon dem Grundgedanken eines solchen Verbandes zuwider, der sich auf blosse Vermittlung und Rechtsprechung beschränkt. Diejenigen Völkerbundspläne, die eine Kollektivaktion auf die Fälle beschränken, in denen Krieg ohne vorherige Anrufung der Bundesorgane begonnen wird, lassen zum Teil die Allianzfreiheit für diejenigen Fälle bestehen, in denen nach durchgeführten Vermittlungsverfahren doch Krieg eintritt. Dagegen müssen die stärksten Bedenken bestehen; denn wenn ein Staat auf Alliierte zählen kann, wenn er eine Vermittlung hat scheitern lassen, wird letztere viel schwerer zu erreichen sein. Allianzen können für Glieder eines Völkerbundes nur soweit zulässig sein, als sie einer Verstärkung dienen, d.h. wenn sie sich gegen solche Staaten richten, welche zwar das bundesmässige Vermittlungsverfahren beobachten, aber über die Vermittlungsvorschläge hinwegschreiten.

d. Damit *den verschiedenen Situationen Rechnung getragen* werden kann, welche für die einzelnen Staaten durch den Anschluss an einen Völkerbund entstehen, sind folgende Vorschläge gemacht worden:

α. Es werden verschiedene Gruppen von Staaten gebildet, je nachdem letztere in bezug auf die Erzwingung der Bundesvorschriften mehr oder weniger weitgehende Verpflichtungen eingehen, und demgemäss auch Rechte erhalten. Dabei kommt es aber darauf an, dass alle oder doch die meisten Grossmächte die vollen Verpflichtungen eingehen. Da tatsächlich doch nur von Grossmächten Krieg geführt werden kann, können diese in der Regel auf die direkte Unterstützung anderer Staaten verzichten und sich damit begnügen, dass diese, als im Kriegszustand befindlich, den Wirtschaftskrieg geschlossen mitmachen.

β. Die Staaten können beim Anschluss an den Völkerbund *Vorbehalte* machen, z.B. zugunsten bestehender Allianzen, soweit die daraus fliessenden Pflichten nicht schlechterdings unvereinbar sind mit den Satzungen des Völkerbundes. Oder es kann ein Staat von vornherein ablehnen, militärisch zu intervenieren ausserhalb einer gewissen Zone usw. Obwohl die Durchlöcherung der Verbandsbestimmungen durch individuelle Vorbehalte nicht unbedenklich ist, ist eine klare Situation immerhin einer unklaren vorzuziehen, aus welcher Vorwürfe wegen Vertragsbruches fast unfehlbar sich ergeben.

4. Eine nicht geringe Schwierigkeit beim Problem der Sanktionen bietet deren *Durchführung,* d.h. die Anordnung der Durchführung und der Vollzug selber. Es ist klar, dass jede Zwangsmassnahme einen Staat einen hochpolitischen Charakter hat, dass sie deshalb unter Würdigung aller Umstände ausgeführt werden muss, und dass deshalb nicht etwa ein rein formales Vollstreckungsverfahren durch die interessierte Partei mechanisch in Bewegung gesetzt werden kann. Ein Versuch, durch diplomatische Schritte das gewollte Ziel zu erreichen, darf, wo man sich nicht einer vollendeten Tatsache gegenüber befindet, nicht unterlassen werden.

Kommt es aber zur Anwendung der Zwangsmassnahmen, so muss über folgende Punkte ein Entscheid getroffen werden: *a.* Zutreffen der Voraussetzungen, unter denen die Massnahmen zulässig bzw. notwendig sind; *b.* Bestimmung der anzuwendenden Mittel; *c* Leitung der Aktion.

a Was zunächst die *Feststellung der Voraussetzungen* anbetrifft, so ist zweierlei zu unterscheiden: Findet die Intervention des Völkerbundes nur statt gegenüber Feindseligkeiten, denen kein Vermittlungs- oder Gerichtsverfahren vorausgegangen ist, so handelt es sich darum, festzustellen, ob in der Tat Feindseligkeiten erfolgt sind oder unmittelbar drohen. Das ist eine Feststellung nicht über den Streitfall selbst, sondern über bestimmte militärische Vorgänge. Eine rasche Entscheidung ist notwendig; diese kann wohl nur unter massgebendem Einfluss derjenigen Staaten getroffen werden, welche mit ihren Machtmitteln die Massnahme durchsetzen müssen, oder die den Rückschlag der wirtschaftlichen Repressalien am unmittelbarsten zu fühlen bekommen. Das kann die Vermittlungsinstanz sein, wenn sie in ihrer Zusammensetzung diesen Bedingungen entspricht oder sich sofort anpassen kann.

Schwieriger ist diese Vorentscheidung, wenn der Völkerbund nicht nur gegen Friedensbruch, sondern gegen Rechtsbruch, namentlich Weigerung des Vollzuges rechtskräftiger Urteile, interveniert. Da muss der Entscheidung über die Einleitung von Zwangsmassnahmen diejenige über die Existenz des Rechtsbruches vorangehen. Hier kommt für den Vorentscheid entweder das richterliche oder das vermittelnde Organ in Betracht, je nachdem es sich um Rechtsverweigerung oder um Weigerung der Einlassung auf das Vermittlungsverfahren handelt. Aber auch hier wird nach dem Vorentscheid die Entscheidung über die weitern Massnahmen das Exekutivorgan treffen müssen.

b. Die Auswahl der *Mittel,* sowie *c. die Leitung der Aktion,* wird in die Hände weniger Staaten, d.h. der wesentlich zur Aktion berufenen Staaten gelegt sein müssen. Das ist schon aus psychologischen Gründen, wegen des sogenannten Prestige der zur Aktion berufenen Staaten unvermeidlich. Eine generelle Regelung der Aktion ist kaum möglich; formale Vorschriften über Beschlussfassung usw. würden wenig oder nichts taugen. Letzten Endes hängt die Möglichkeit einer Kollektivaktion doch davon ab, dass einige Grossmächte gewillt sind, sie auszuführen. Über das «Wie» dieser Ausführung zum voraus bestimmen zu wollen, wäre aussichtslos oder doch unnütz.

Dass diese sogenannte *Exekutive des Völkerbundes,* d.h. die Stelle, welche die Sanktionsmittel tatsächlich zur Anwendung bringt, nach Lage der Dinge wesentlich das Konzert der Grossmächte sein würde, ist von den einen Befürwortern des Sanktionssystems ausdrücklich, von den andern wenigstens indirekt zuzugeben. Diese Konsequenz wird man kaum vermeiden können; sie entspricht übrigens nur der bisherigen Praxis. Diese würde nur in eine gewisse Form und Ordnung gebracht. Ob damit dem Frieden – und dadurch den kleinen Staaten – gedient wäre, das ist die Frage, deren Beantwortung gerade für die Nicht-Grossmächte ausschlaggebend ist.

5. Das System internationaler Sanktionen ist von einschneidender Bedeutung für die *Neutralität,* und zwar für die dauernd neutralen Staaten als solche ebenso wie für das Neutralitätsrecht im allgemeinen.

a. Nach der heutigen Auffassung ist mit der *dauernden Neutralität* ein einseitiges Defensivbündnis nur zulässig, wenn die Neutralität verletzt oder doch bedroht ist. Ein Vertrag, der einen dauernd neutralen Staat unter Umständen zum Krieg gegen eine Macht zwingt, der ihn in seinen besondern Rechten, geschweige denn in seiner territorialen Integrität, nicht verletzt hat, ist mit dem heutigen Begriff dauernder Neutralität nicht vereinbar. Allerdings hätte eine derartige *defensive Allianzverpflichtung im Rahmen eines Völkerbundes* eine ganz besondere Bedeutung, wie sie im bisherigen Völkerrecht und der bisherigen Politik überhaupt nicht in Betracht gezogen worden ist. Wenn der Zweck dauernder Neutralität die Einschränkung des Krieges, die Schaffung von Mittelpunkten dauernder Friedenspolitik ist, so ist der Völkerbund nur eine allgemeinere Anwendung dieses Gedankens. Im System der Sanktionen würden lediglich die praktischen Konsequenzen gezogen werden aus der Solidarität derjenigen Staaten, die einen dauernden Friedenszustand anstreben. Es kann auch moralisch anfechtbar erscheinen, dass einzelne Staaten zwar die Vorteile eines Völkerbundes geniessen, nicht aber die mit dieser Institution verbundenen Gefahren und Risiken übernehmen wollen.

Das *Aufgeben des Prinzips* dauernder Neutralität im System eines allgemeinen Völkerbundes der Staaten ist eine logische Forderung, sie ist aber doktrinär und wird den besondern Verhältnissen mancher Staaten nicht gerecht.

Die dauernd neutralen Staaten liegen in strategisch wichtigen Gebieten; werden sie in den Bereich der militärischen Operationen irgendwie hineingezogen, so erwachsen ihnen daraus grössere Gefahren als irgendeiner Grossmacht oder den meisten geographisch weniger exponierten Staaten. Die Aufgabe der dauernden Neutralität ist für sie ein unverhältnismässiges Opfer, das nicht einmal mit vitalen Interessen des Völkerbundes gerechtfertigt werden könnte.

Die dauernd neutralen Staaten verfolgen ohnehin eine Politik, die den Tendenzen des Völkerbundes entspricht; sie bleiben auf dem Boden des Rechtes und sind für niemanden eine Gefahr. Es kann ihnen deshalb auch nicht zugemutet werden, dass sie sich besondern Gefahren aussetzen.

Der Völkerbund soll, nach der Auffassung der meisten seiner Befürworter, den Staaten das Recht der Kriegführung nicht nehmen, sondern die Ausübung dieses Rechtes nur an die Erfüllung gewisser Bedingungen knüpfen. Staaten, die eine traditionelle Friedenspolitik haben und die nach den Verhältnissen auch nie aggressiv sein werden, können beanspruchen, auch im Völkerbund ausserhalb der kriegerischen Aktionen zu bleiben. Bei Exekutionen gegen kleinere Staaten ist ihre Mitwirkung nicht notwendig, bei solchen gegen Grossmächte sind sie am meisten gefährdet, wenn ihre Teilnahme am Krieg militärisch in Betracht kommen kann.

Endlich ist auch der Fall zu berücksichtigen, dass die Intervention des Völkerbundes nicht oder nicht sofort den Frieden herstellen kann, sondern in eigentlichen Krieg übergeht. Alsdann ist die Existenz von Staaten, welche zwar dem Völkerbund angehören, aber nicht Kriegspartei sind, unter Umständen für beide kämpfenden Staaten bzw. Staatengruppen und für die Wiederherstellung des Friedens von grossem Wert.

Die Gründe, welche für die Beibehaltung der dauernden Neutralität in einem Völkerbunde sprechen, können auch von andern Staaten als der Schweiz, Belgien und Luxemburg geltend gemacht werden. Die Niederlande und die nordischen Staaten z. B. befolgen ebenfalls eine grundsätzliche Neutralitätspolitik, und es sollte solchen Staaten die Möglichkeit geboten sein, sich ebenfalls in einer nicht für sie selber, sondern auch für die andern Staaten eines Völkerbundes verbindlichen Weise als neutral zu erklären.

b. Das Neutralitätsrecht, wie es durch die II. Haager und die Londoner Konferenz ausgebaut worden ist, geht dahin, den Neutralen möglichst wenig Pflichten aufzuerlegen und ihren Handel so wenig als möglich zu beschränken; nur in der Behandlung der Kriegführenden ist Parität vorgeschrieben. Die positiven Rechte* der Neutralen dagegen sind, namentlich im Landkrieg, wenig ausgebildet. Eine Verschiedenheit der Handhabung der Neutralität, je nachdem ein Kriegführender eine gute oder schlechte Sache vertritt, soll es nicht geben; es fehlt auch ein objektives Kriterium für eine solche Unterscheidung, wie sie das ältere Völkerrecht postulierte. Sicher ist, dass der *Charakter des Neutralitätsrechtes* weder den Neutralen die erhofften wirtschaftlichen Vorteile auf die Dauer gebracht noch das Ansehen der Neutralen bei den Kriegführenden gestärkt hat.

Durch die Schaffung einer Vermittlungsinstanz, deren Anrufung Pflicht ist, ehe eine kriegerische Aktion unternommen werden darf, wird die Möglichkeit geboten, zwischen erlaubten und unerlaubten Kriegen zu unterscheiden und damit auch in der Handhabung der Neutralität Unterschiede zu machen. Eine solche Unterscheidung führt aber dazu, dass der Neutrale sich Beschränkungen auferlegt, das heisst zum Beispiel einen seinen Angehörigen vorteilhaften Handel verbietet, wenn dieser einem Kriegführenden zugute käme, der unter einem Rechtsbruch in den Krieg eingetreten ist.

In einem *differentiellen Verhalten der Neutralen* kann eine noch wenig entwickelte Form der internationalen Sanktionen erblickt werden. Die voraussichtlich in einem Streit neutral bleibenden Staaten sind in der Regel vor dem Kriege die gegebenen Vermittler. Wenn ihre Vermittlung von vornherein, oder nachdem ein Vorschlag gemacht worden ist, abgelehnt wird, können sie gegenüber dem Kriegführenden, der sich ablehnend verhält, eine sehr strenge Neutralität zur Anwendung brin-

---

* Vgl. Art. 7–9 der V. Haager Konvention vom 18. Oktober 1907 (Beilage III, 15) und Art. 9 der XIII. Konvention gleichen Datums.

gen, während sie in bezug auf den andern ihren Angehörigen die Freiheiten des wirtschaftlichen Verkehrs, der finanziellen Unterstützungen usw. lassen, die mit dem jetzigen Neutralitätsrecht vereinbar sind. Wenn die Staaten mit konstanter Neutralitätspolitik der Kern eines Vermittlungsbundes wären und ihnen im einzelnen Falle auch die andern ausserhalb des Streites stehenden Staaten sich anschlössen, so vermöchte eine derartige Neutralitätspolitik unter Umständen Frieden erhaltend und Krieg verkürzend wirken. Allerdings ist diese Idee aufgekommen, als man die Vereinigten Staaten als Zentrum einer solchen neutralen Vermittlungsgruppe annehmen konnte. Die differentielle Handhabung der Neutralität hätte zur Voraussetzung die Kündigung des V. und XIII. Haager Abkommens von 1907 über die Neutralität im Land- bzw. Seekrieg, speziell deren Art. 9. Ob eine solche ungleiche Neutralität von der benachteiligten Partei respektiert würde, mag allerdings fraglich sein.

Wird ein Völkerbund gebildet, so wird die «Vermittlung der Neutralen» auf eine allgemeinere und festere Grundlage gestellt und im Falle der Nichtachtung der Friedenssicherungen durch einen Staat wäre dessen differentiell benachteiligende Behandlung seitens der übrigen Verbandsstaaten jedenfalls geboten. Wenn in solchen Fällen aber die Gesamtheit der Verbandsstaaten gemeinsame Sache mit dem zu Unrecht Angegriffenen macht, so ist unter diesen Umständen für die Neutralität in herkömmlichem Sinne überhaupt kein Platz mehr. Wenn einzelne Staaten, wie z. B. die dauernd neutralen Staaten, nicht zur Teilnahme an den Zwangsmassregeln des Verbandes gegen den Friedensbrecher verpflichtet wären, so müsste ihre Haltung jedenfalls die einer striktest interpretierten Neutralität sein, die jede Förderung des Widerstandes gegen die Verbandsaktion ausschlösse.

Der Völkerbund würde aber wohl dazu kommen, nicht nur von seinen eigenen dauernd neutralen Mitgliedern als Minimum eine gegen den Friedensbrecher besonders strikte Neutralität zu verlangen, sondern er würde ähnliches wohl auch von den *Staaten ausserhalb des Verbandes* verlangen. Für den Völkerbund wäre eine militärische Zwangsmassnahme gegen einen Friedensbrecher innerhalb des Verbandes nicht ein gewöhnlicher Krieg, sondern eher eine innere Angelegenheit, einem Bürgerkrieg vergleichbar. Eine Neutralität, die den Rebellen begünstigte, wäre eine Einmischung in die inneren Verhältnisse des Bundes und würde als solche zurückgewiesen. So würde der Bund wahrscheinlich den Begriff der unerlaubten Zufuhren im Exekutionskrieg sehr erweitern gegenüber dem für die Neutralen so liberalen Neutralitätsrecht, wie es die Londoner Deklaration anerkennen sollte. Die Erzwingung der Friedensordnung im Völkerbunde wäre als das oberste internationale Interesse zu betrachten, dem nicht nur Interessen der einzelnen Verbandsstaaten, sondern diejenigen der ausserhalb des Verbandes stehenden Neutralen durchaus untergeordnet würden. Wenn der Völkerbund die meisten Grossmächte und namentlich die Mächte, welche die überseeischen Zufuhren beherrschen, umfasst, so ist eine derartige Kriegspolitik durchaus realisierbar.

Nun gibt es nach den meisten Völkerbundsplänen doch noch *«legitime Kriege»*, d. h. Kriege *innerhalb des Verbandes,* bei denen das vorgeschriebene Vermittlungsverfahren beobachtet worden ist, *sowie Kriege mit oder unter den ausserhalb des Verbandes stehenden Staaten.* Hier könnte die Neutralität im bisherigen Sinne wieder ihre Anwendung finden. Indessen ist (vgl. unten sub X) anzunehmen, dass in Kriegen zwischen Verbandsstaaten und andern die ersten ihren Verbandsgenossen mindestens durch eine wohlwollende Neutralität unterstützen würden, sofern dieser angegriffen worden ist oder wenigstens seinerzeit im Sinne der Verbandsvorschriften zunächst eine Vermittlung oder ein Schiedsverfahren angeboten hat. Bei «legitimen» Kriegen innerhalb des Verbandes würde der Fall aber doch meistens so liegen, dass die eine Partei im Widerspruch zu den Vermittlungsvorschlägen der Verbandsorgane oder gar in Nichtachtung eines ergangenen Schiedsspruches einen Krieg beginnt. In diesen Fällen kann der Völkerbund, auch wenn er nicht zur Exekution schreitet, sich kaum völlig indifferent verhalten, will er nicht seine Grundsätze selber in Gefahr bringen. Seine Neutralität wird deshalb auch in diesen Fällen eine differentielle sein, die im gegebenen Fall zur aktiven Teilnahme zugunsten der einen Partei übergeht.

Für die Neutralität im bisherigen Sinne wäre sonach wenig Raum mehr. Es würde deshalb eine Frage von sekundärer Bedeutung sein, ob und wie eine *Reform des Neutralitätsrechtes* erfolgen soll. Da aber das Zustandekommen eines genügend weiten und hinreichend starken Völkerbundes fraglich ist, wird die Neuordnung des Neutralitätsrechtes unter Umständen doch aktuell werden, allerdings kaum in unmittelbarem Zusammenhang mit den allgemeinen Friedensverhandlungen. Die

Hauptpunkte einer solchen Revision – abgesehen von der bereits erörterten Frage differentieller Handhabung der Neutralität – dürften folgende sein:

a. Die Integrität des neutralen Gebietes, einschliesslich des Luftraumes, muss eine absolute sein, dagegen wäre die Verantwortung der Neutralen für gegen sie erfolgende Gebietsverletzungen näher, und zwar einschränkend, zu bestimmen. Für den Luftraum sollte a fortiori gelten, was das XIII. Haager Abkommen von 1907 (Art. 25) für die Küstengewässer bestimmt.

b. Die Rechtsstellung neutraler Personen und Vermögen in den Gebieten der Kriegführenden ist im Sinne der 1907 gescheiterten Verhandlungen wieder aufzunehmen.

c. Die Neutralen sind von der mittelbaren Begünstigung der Feindseligkeiten in Wiederaufnahme der Anschauungen des ältern Völkerrechts konsequenter auszuschliessen.

d. Das Recht der Neutralen auf Verkehr unter sich und mit den Kriegführenden ist genau zu regeln, dabei sind aber künstliche, den natürlichen Forderungen der Kriegspolitik widersprechende formalistische Distinktionen über die Bestimmung von Konterbande und ähnliches (V. Haager Abkommen von 1907, Art. 2–8, Londoner Deklaration Art. 33–35) zu beseitigen.

e. Das Recht der Zerstörung von Prisen ist zu regeln, im Sinne der Beschränkung.

f. Der Begriff der Blockade ist abschliessend, d.h. unter Regelung der Fragen der Seesperren. Minensperren usw. zu bestimmen.

g. Es wäre zu prüfen, ob nicht aus Rücksichten der Menschlichkeit der Handel der Neutralen mit den Kriegführenden in einem gewissen Umfange freigegeben werden sollte.

X. Eintritt und Austritt aus dem Völkerbunde. Verhältnis zu dritten Staaten

1. Die Frage, welcher Umfang einem Völkerbunde grundsätzlich zu geben sei, bzw. bei was für einer Beteiligung dauernd neutrale Staaten sich anschliessen können, ist bereits oben (sub III) erörtert worden. Hier ist nur die Frage zu prüfen, ob der Völkerbundsvertrag eine *offene oder geschlossene Union* sein oder ob der Anschluss Nicht-Signatärstaaten zwar vorbehalten, jedoch von bestimmten Bedingungen abhängig sein soll.

Mit Rücksicht auf den politischen Charakter einer solchen Staatenverbindung und die weitreichenden Konsequenzen, die sich aus dem Anschluss dieses oder jenes Staates ergeben können, können gegen eine bedingungslos offene Union Bedenken bestehen. Wenn ein Völkerbund zunächst auf vorwiegend europäischer Grundlage gebildet würde, bedeutete der Beitritt von etwa 20 amerikanischen Klein- und Mittelstaaten eine ganz wesentliche Veränderung und eine Verschiebung der Grundlage der Organisation. Anderseits wäre strikte Geschlossenheit, welche den Kontrahenten ein liberum veto gegen jede Erweiterung gäbe, unannehmbar. Die Zustimmung einer Mehrheit der Verbandsstaaten als Voraussetzung der Zulassung würde einerseits die erforderliche Elastizität des Verbandes, anderseits genügende Sicherheit gegen unzeitgemässe oder unerwünschte Erweiterungen bieten. Der Idee des Völkerbundes würde es aber wohl am meisten entsprechen, wenn der Bund eine Union darstellte, welche für alle Staaten offen ist, die bestimmte Voraussetzungen erfüllen, die ein für allemal festgesetzt würden.

2. Die Staatenbünde, die ähnliche Zwecke wie ein Völkerbund verfolgt haben, z.B. die alten eidgenössischen Bünde, der schweizerische und der deutsche Bund von 1815, die amerikanische Confoederation von 1777, waren sogenannte ewige, d.h. unkündbare Bünde; sie dannten kein *Recht der Sezession oder der Kündigung*. Diese Bünde waren aber aus dem Bewusstsein dauernder Übereinstimmung der Interessen gegenüber einem übermächtigen Gegner (1291, 1777) oder auf der Grundlage langer nationaler Zusammengehörigkeit (1815) gebildet worden.

Für einen Völkerbund sind diese Voraussetzungen zurzeit jedenfalls nicht vorhanden. Eine unkündbare Verbindung wäre entweder nicht zu erreichen oder wäre einem Bruch ausgesetzt, der weit schlimmer sein würde als der Austritt eines Staates. Aus dem gleichen Grunde könnte auch eine sehr lange Kündigungsfrist nicht günstig wirken; nur die schwebenden Verpflichtungen, z.B. aus einem bereits anhängig gemachten Schieds- oder Vermittlungsverfahren, müssten vorbehalten bleiben.

Eine Ausstossung als Strafmassregel ist wohl kaum angängig. Dagegen bedeutet der Krieg des Verbandes gegen einen Friedensbrecher die wenigstens vorübergehende Aufhebung des Bundesver-

hältnisses zu diesem, unter Aufrechterhaltung der Verpflichtungen, welche in jenem Zeitpunkt dem betreffenden Staate dem Bunde gegenüber obliegen.

3. a. Das *Verhältnis zu dritten Staaten* würde durch das bisherige *gemeine Recht* und die *Staatsverträge* bestimmt sein. Wenn der Völkerbund einen grossen Kreis von Staaten, darunter alle oder die meisten Grossmächte umfasste, würde das Völkerrecht ausserhalb dieses Verbandes ein kümmerliches Dasein führen oder aber von der Entwicklung des internen Verbandsrechtes beherrscht sein.

b. Die Projekte eines Völkerbundes, welche die Kollektivintervention des Bundes für den Fall vorsehen, wo ein Staat ohne vorherige Anrufung der *Institutionen zur Friedenssicherung* den Krieg eröffnet, sehen eine gleiche Aktion vor für den Fall, wo unter entsprechenden Umständen der Angriff auf einen Verbandsstaat von aussen erfolgt. Dies erscheint als eine logische Folgerung aus dem Prinzip des Völkerbundes; sie ist allerdings für die Verbandsstaaten nur dann unbedenklich. wenn der Völkerbund, speziell die zur Teilnahme an den Zwangsmassnahmen verpflichteten Staaten des Bundes, den Aussenstehenden offenbar überlegen sind. Andernfalls würde eine solche bedingte Defensivallianz für die Verbandsstaaten grosse Gefahren in sich bergen, denen keine Vorteile gegenüber stünden, da Nicht-Verbandsstaaten keine Verpflichtung zur Anrufung der Friedensinstitutionen übernehmen.

Wenn ein Konflikt zwischen einem Verbandsstaat und einem Aussenstehenden eintritt, so kann dem letztern kaum die Unterwerfung unter das Gericht des Völkerbundes oder die Einlassung auf eine Vermittlung durch ein Bundesorgan zugemutet werden. Vielmehr ist anzunehmen, dass die Friedenssicherung zwischen Verbandsstaaten und andern Staaten durch Abkommen, wie sie die bisherigen Schiedsverträge und die Bryan-Verträge darstellen, geordnet werden müsste. Die Sanktion dieser Verträge läge darin, dass ihre Verletzung durch Aussenstehende für die Defensivallianz der Verbandsstaaten den casus foederis eintreten liesse und dass der Verbandsstaat, der sich dagegen verfehlte, der Unterstützung und wohlwollenden Neutralität des Bundes verlustig ginge.

Es ist wohl möglich, dass sich der Völkerbund nicht von Anfang als weitumfassende und logisch aufgebaute Organisation bilde und entfalte, sondern wie die Eidgenossenschaft aus einem lockeren, «Orte und Zugewandte» umfassenden Vertragssystem sich zu einer föderativen Einheit entwickle. Es ist nur zu hoffen, dass dabei die vielen Irrungen und blutigen Zwiste, welche das Werden der Schweizerischen Eidgenossenschaft erschwert und verzögert haben, der grösseren Staatengemeinschaft erspart bleiben.

468

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 19

La Légation de Suisse à Berlin
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 72

Berlin, 8. November 1918
(Ankunft: 9. November 1918)

Im Nachgang zu unserem Telegramm von heute vormittag melde ich Ihnen, dass seit gestern nun auch im Zentrum, linke Gruppe um Groeber und Erzberger, eine Spaltung eingetreten ist, wo die Abdankung des Kaisers nun auch verlangt wird. Eine analoge Schwenkung kann auch bei den Freisinnigen beobachtet werden. Zwecks Verhandlungen über die in 7 Punkten aufgestellten Forderungen traf gestern im Reichstag eine Deputation des Matrosen-Sowjets aus Kiel ein. Der von der Regierung dem Reichskanzler gegebene Auftrag, nach dem Hauptquartier zu reisen, um dem Kaiser das Ultimatum betreffend Abdankung zu überreichen, wurde von Prinz Max von Baden angenommen. Es wird von der

Sozialdemokratie beabsichtigt, für den Fall, dass der Kaiser nicht abdanken würde, den Reichstag aufzulösen und die Nationalversammlung einzuberufen bzw. Neuwahlen anzuordnen. Alle preussischen Minister haben gestern auf Grund des Ultimatums ihre Portefeuilles zur Verfügung gestellt. Gegenwärtig sind Verhandlungen im Gange betreffend Neubildung des preussischen Ministeriums durch Fried(en)berg, wobei Stresemanns Eintritt wahrscheinlich ist. Ein Matrose, der Prinz Heinrich die Kokarde abreissen wollte, wurde von demselben erschossen. Um besonders die Hamburger Sowjets durch Unterbruch in der Lebensmittelzufuhr zur Kapitulation zu bringen, hat die Regierung angeordnet, dass die Eisenbahnschienen nach den Zentren, wo Aufruhr herrscht, auf einige Kilometer aufgerissen werden. Man versichert mir, dass sich das Zentralkomitee der bolschewistischen Spartakusgruppe, das über grosse Mittel verfüge, sich in der Schweiz befinde, doch kann man mir diesbezüglich keine tatsächlichen Beweise erbringen.

469

E 2200 Wien 9/1

La Légation de Suisse à Vienne
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 87

Vienne, 10 novembre 1918

Des sources les plus autorisées j'apprends que la révolution est sur le point d'éclater à Vienne sous l'inspiration et la conduite des partis extrêmes socialistes. Il serait très urgent à mon avis de faire savoir aux différents gouvernements de l'Entente sous la forme la plus confidentielle que le moment est venu d'user des facultés conférées aux armées de l'Entente par l'article 4 alinéa b) de la Convention d'armistice de 3 novembre.

L'occupation de la ville de Vienne comme point stratégique par des forces suffisantes alliées couperait court à un mouvement tragique qui peut menacer comme en Russie les fondements de la société. Devant la menace de si graves événements les représentants diplomatiques des puissances neutres à Vienne se sont réunis sous la présidence de Son Eminence le Nonce Apostolique et ont pris la résolution de faire à leurs gouvernements respectifs cette même communication.

470

JPD, LGS/16

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse à Paris, Londres, Rome, Washington

Copie d'expédition
T

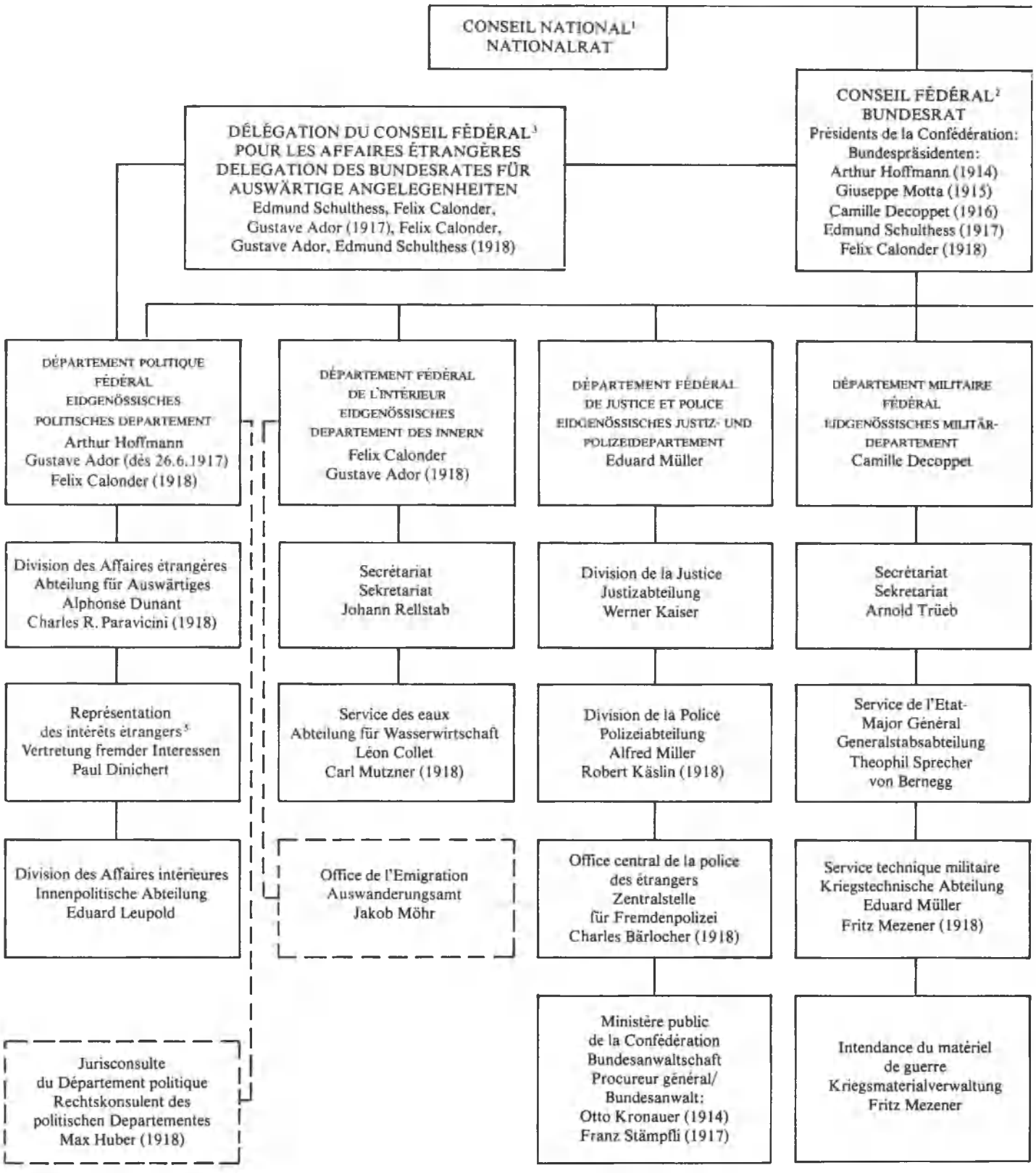
Bern, 11. November 1918

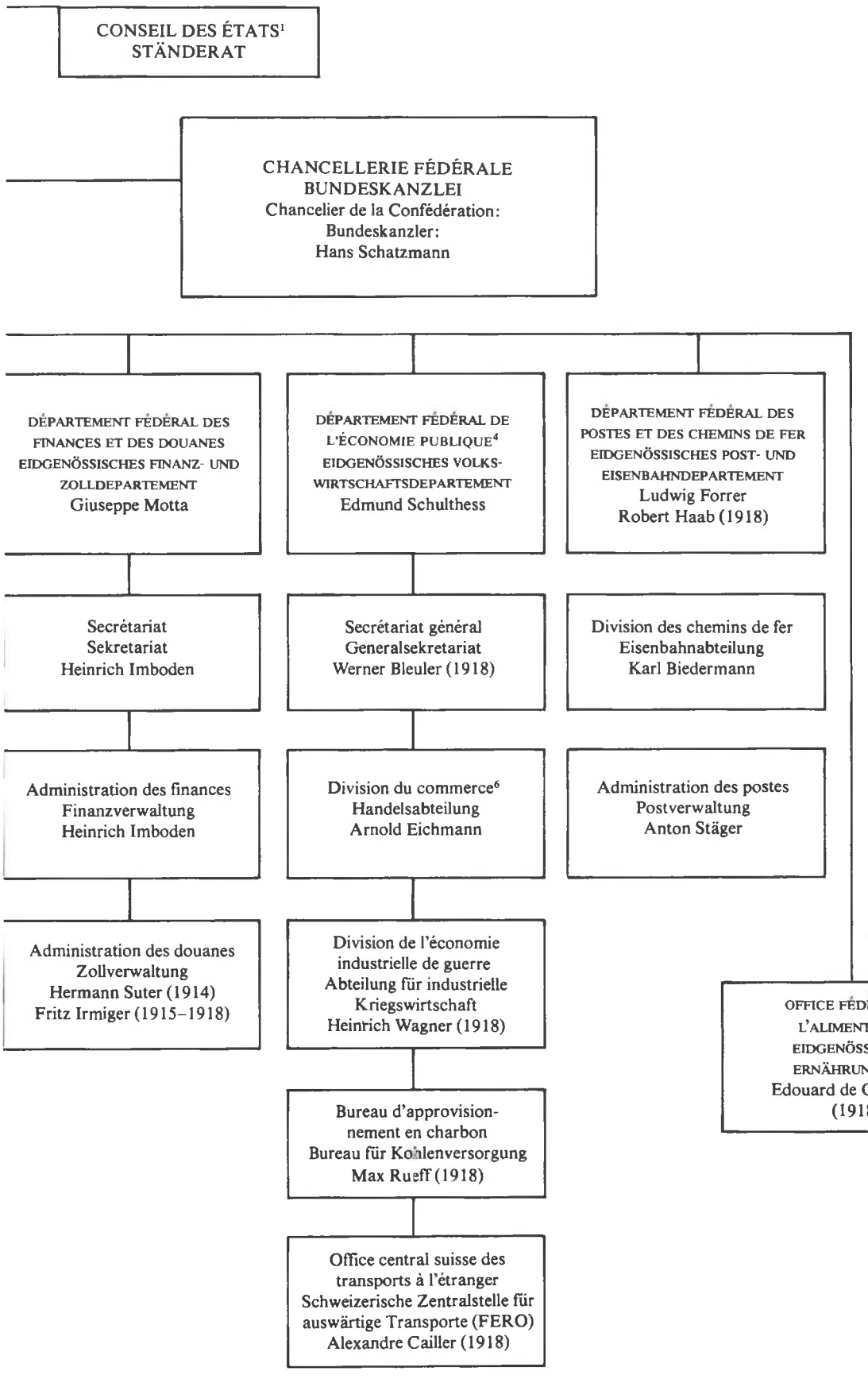
Für den Fall, dass Ihnen Anspielungen auf eine eventuelle Intervention der Alliierten zur Aufrechterhaltung der Ordnung in der Schweiz [1] gemacht werden sollten, so geben Sie klar und deutlich zu verstehen, dass wir gedenken, uns selbst mit dieser Aufgabe zu befassen, und von niemandem Hilfe verlangen, solche auch nicht annehmen würden.

1. *Le 11 novembre 1918 la grève générale est proclamée en Suisse.*

VII. ANNEXES

VII.1 ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES 1914–1918





1. Sous réserve des droits du peuple et des cantons, l'autorité suprême de la Confédération est exercée par l'Assemblée fédérale, qui se compose du Conseil national et du Conseil des Etats.
2. Le Conseil fédéral est l'autorité directoriale et exécutive supérieure de la Confédération. Il comprend sept membres élus par l'Assemblée fédérale. Le système collégial est la règle. Les tâches du collège gouvernemental sont réparties par départements entre ses membres.
3. La délégation du Conseil fédéral pour les affaires étrangères a été créée au mois de juin 1917 après la démission du chef du Département politique, le Conseiller fédéral Hoffmann. Cet organe, qui existe toujours, a notamment pour tâche d'examiner les questions de politique étrangère importantes avant de les soumettre à la décision du Conseil fédéral.
4. Dès le 1er novembre 1917. Auparavant Département de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture.
5. La Division des intérêts étrangers et de l'internement est créée le 1er mars 1917.
6. La Division du Commerce est attribuée au Département de l'Economie publique dès l'arrivée de Gustave Ador.

VII.2 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1914–1918

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
			EUROPE		
1. Allemagne	Berlin	Alfred de Claparède (1914–1917) Robert Haab (1917) Philippe Mercier (1918)		Hambourg, Brême, Leipzig, Berlin, Koenigsberg, Francfort, Munich, Stuttgart, Mannheim, Strasbourg, Düsseldorf (1918)	
2. Autriche-Hongrie	Vienne	Joseph Choffat (1914–1915) Charles Bourcart (1915–1918)		Vienne, Trieste, Prague, Budapest	
3. Belgique	Bruxelles	Jules Borel		Anvers	
4. Bulgarie				Sofia	
5. Danemark				Copenhague	
6. Espagne	Madrid		Alfred Mengotti, Chargé d'affaires, Consul général puis Ministre-Résident		
7. France	Paris	Charles Lardy (1914–1917) Alphonse Dunant (1917–1918)		Paris, Le Havre, Bordeaux, Nice, Lyon, Besançon, Dijon, Nancy, Marseille, Bézier, Alger	
8. Grande-Bretagne	Londres	Gaston Carlin (1914–1918)		Londres, Liverpool, Hull, Glasgow, Manchester, Toronto, Vancouver, Winnipeg, Sydney, Melbourne, Brisbane, Auckland, Bombay, Colombo	
9. Grèce				Athènes, Consul général; Patras	
10. Italie	Rome	J. B. Pioda (1914) Alfred von Planta (1915–1917) Georges Wagnière (1918)		Turin, Milan, Venise, Gênes, Livourne, Florence, Ancône, Naples, Palerme, Rome	
11. Monaco				Par Consulat de Suisse à Nice	
12. Norvège				Christiania	

13. Pays-Bas	Londres La Haye	Gaston Carlin (1914–1918) Paul Ritter (1917–1918)		Amsterdam, Rotterdam, Batavia (Java), Langkat (1916)
14. Portugal	Lisbonne			Lisbonne, Porto
15. Roumanie			Bucarest Gustave Boissier (1917–1918)	Bucarest, Galatz
16. Russie	Pétrograd	Edouard Odier (1914–1918)	St-Pétersbourg (Pétrograd)	St-Pétersbourg (Pétrograd), Moscou, Kiev, Odessa, Riga, Varsovie, Aba, Tiflis
17. San Marino				Consulat de Suisse à Ancône, puis Florence
18. Serbie				Belgrade
19. Suède				Stockholm, Malmö
		AMÉRIQUE		
1. Argentine	Buenos Aires	Alphonse Dunant (1914–1915) Paul Dinichert (1916–1917) Arthur de Pury (1918)		Córdoba, Tucumán, Mendoza, Concepción del Uruguay, Paraná, Rosario de Santa Fé, Santa Fé (Esperanza), Corrientes, Bahia Blanco
2. Brésil	Rio de Janeiro	Albert Guertsch (1917-1918)	Albert Guertsch Consul général	Rio de Janeiro, Pará, Pernambuco, Bahia, São Paulo, Rio Grande do Sul
3. Bolivie				
4. Canada				Montréal, Toronto, Vancouver, Winnipeg
5. Chili	Buenos Aires			Valparaiso, Traiguen (1914–1916) Valdivia (1917/1918)
6. Colombie				Bogota
7. Costa Rica				San José
8. Cuba				La Havane (1918)
9. Equateur				Guayaquil
10. Etats-Unis d'Amérique	Washington	Paul Ritter (1914–1917) Hans Sulzer (1918)		New York, Philadelphie, Washington, Nouvelle-Orléans, Cincinnati, St-Louis, Chicago, Galveston, San Francisco, Portland, Seattle, St. Paul, Denver, Manille

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commer-ciale
11. Guatémala				Guatémala (C.A.)	
12. Mexique				Mexico	
13. Panama				Panama	
14. Paraguay	Buenos Aires			Asunción	
15. Pérou				Lima	
16. Salvador				San Salvador	
17. Uruguay	Buenos Aires			Montevideo, Paysandú, Nueva Helvetica	
18. Vénézuela				Caracas	
		ASIE			
1. Indes Néerlandaises					
2. Indes orientales					
3. Indochine					
4. Japon	Tokyo	Ferdinand von Salis		Yokohama	
5. Philippines					
		AFRIQUE			
1. Egypte					Alexandrie
2. Possessions britanniques					
3. Possessions françaises					
		AUSTRALIE			
1. Australie				Sydney, Melbourne, Adelaïde (vice-consul), Brisbane	
2. Nouvelle Zélande				Auckland	

VII. 3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1914–1918

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
		EUROPE			
1. Allemagne	Berne	Freiherr von Romberg (1914–1917)		Berne, Zurich, Davos, Lugano, Bâle, Genève, Lausanne	
2. Autriche-Hongrie		Maximilian Freiherr von Gagern (1914–1917) Alexander Freiherr Musulin von Gomirje (7 mars 1917)		Berne, Zurich, St-Gall, Davos, Genève, Bâle, Lausanne (dès 1915), Lugano (dès 1917)	
3. Bavière		Staatsrat Ritter von Böhm Ministre-Résident			
4. Belgique		Baron de Groote (1914–1917) Fernand Pelzer (17 nov. 1917)		Berne, Zurich, Lucerne, Bâle, Neuchâtel, Genève	
5. Bulgarie		André Tocheff (13 nov. 1915) Georges Passaroff (5 avril 1917)		Genève (1918)	
6. Danemark				Zurich, Genève	
7. Espagne	Berne	Francisco de Reynoso		Genève, Berne, Zurich, St-Gall, Montreux, Lenzbourg, Bâle	
8. France	Berne (Ambassade)	Jean Baptiste Beau (1914–1918) Paul Eugène Dutasta (16. 3. 1918)		Berne, Zurich (St-Gall, Davos, Lugano), Bâle, Genève, Lausanne	
9. Grande-Bretagne	Berne	Evelyn Grant-Duff (1914–1916) Sir Horace Rumbold (1917–1918)		Berne, Zurich (Bâle, St-Gall, Davos, St-Moritz, Lugano), Lucerne, Lausanne, (Montreux), Genève, Neuchâtel	
10. Grèce	Berne	Apostole Alexandris (8 octobre 1917)		Zurich, Genève, Lugano, Berne (dès 1915)	
11. Italie	Berne	Rainero Paulucci de Calboli (1914–1918)		Berne, Zurich, St-Gall, Coire, Bâle, Lugano (Locarno), Genève, Brigue, Lausanne (dès 1915)	

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
12. Luxembourg			Antoine Lefort (24.11. 1917)		
13. Monaco				Berne	
14. Monténégro				Genève (1917–1918)	
15. Norvège				Zurich, Berne, Bâle, Vevey, Genève	
16. Pays-Bas	Berne	François Gérard van Panhuys		Berne, Zurich, Bâle, Davos, Montreux	
17. Pologne					
18. Portugal	Berne	Abilio Guerra Junqueiro (1914) A. C. de Sousa Santos Bandeira (1914–1916) A. M. Bartolomen Ferreira (3 nov. 1916)		Berne, Zurich (Davos), Genève, Lausanne, Lucerne, Bâle	
19. Roumanie	Berne	Michel M. Pacliano		Zurich, Genève, Bâle	
20. Russie	Berne	Basile de Bacheracht (1914–1916) 1917–1918: vacant		Genève, Lausanne, Davos (1914/1917)	
21. San Marino					
22. Serbie	Berne	Slavko Grouitch (17 janv. 1917)		Genève	
23. Suède	Berne	le Comte Ehrensvärd (3 sept. 1915)		Genève, Neuchâtel, Bâle, Zurich	
24. Turquie	Berne	Fuad Sélim Bey (24 déc. 1915)		Genève, Zurich (dès 1917)	
AMÉRIQUE					
1. Argentine	Rome	Epifanio Portela	Carlos E. Zavalia (10 sept. 1916)	Genève, Lausanne, Bellinzona, Neuchâtel, Zurich, Soleure, Lucerne, Aarau	
2. Bolivie				Berne, Genève, Zurich	
3. Brésil	Berne	Raoul Paranhos de Rio-Branco		Genève, Berne, Lausanne (dès 1917), Zurich, St-Gall	
4. Chili	Rome	Santiago Aldunate (1914–1917)		Zurich, Genève, Bâle (1914–1915), Lucerne, Berne (dès 1917)	
5. Colombie	Paris	[illegible]		[illegible]	

7. Cuba				Genève
8. République Dominicaine	Paris	Carlos F. Morales (1914)		Berne (dès 1915), Zurich (dès 1916)
9. Equateur	Lausanne		Miguel A. Seminario	Lugano (1914–1917), Lausanne (dès 1915), Genève (1918)
10. Etats-Unis d'Amérique	Berne	Pleasant M. Stovall (1914–1918)		Zurich (Schaffhouse, Lucerne, Lugano), Berne, Bâle, St-Gall, Genève, Lausanne (dès 1917), Vevey (1914–1916)
11. Guatémala			Henri Wiswald (1914–1917) Consul Général	
12. Haïti				Genève
13. Honduras				Berne, Bâle (1914–1915)
14. Mexique				Berne, Zurich, Bâle, Lugano
15. Nicaragua				Berne, Bâle
16. Panama				Zurich, Genève, La Chaux-de-Fonds, Lausanne (dès 1915), Lugano (dès 1916)
17. Paraguay				Berne, Zurich, Lausanne, Genève, Aarau (dès 1915), Zofingue (dès 1916)
18. Pérou	Bruxelles	Manuel Alvarez Calderon (1914–1916)		Genève, Lausanne, Lugano
19. Salvador				Genève, Zurich (1914)
20. Uruguay	Vienne Berne	Alberto Guani (1914) Eduardo Acevedo Diaz (10 juill. 1917)		Genève, Bâle, Lugano
21. Venezuela				Genève, Lausanne, Lucerne
		ASIE		
1. Chine	Berne	Wang Tchoung-pao (1918)		
2. Japon	Vienne Berne	Satsuo Akidzuki (1914) Yagoro Miura (8 juillet 1916)		
3. Perse				Zurich
		AFRIQUE		
1. Libéria				Zurich

VII.4 REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS PAR LA SUISSE

LISTE ÉTABLIE 21 OCTOBRE 1918

Intérêts du Brésil	représentés en Allemagne
Intérêts de Bulgarie	représentés en Roumanie
Intérêts du Danemark	représentés en Roumanie
Intérêts de l'Allemagne	représentés aux Etats-Unis
Intérêts de l'Allemagne	représentés en Grande-Bretagne
Intérêts de l'Allemagne	représentés en France
Intérêts de l'Allemagne	représentés en Italie
Intérêts de l'Allemagne	représentés au Japon
Intérêts de l'Allemagne	représentés en Roumanie
Intérêts de l'Allemagne	représentés en Uruguay
Intérêts de la France	représentés en Autriche
Intérêts de Haïti	représentés en Allemagne
Intérêts de l'Italie	représentés en Allemagne
Intérêts de l'Italie	représentés en Autriche
Intérêts de l'Italie	représentés en Russie
Intérêts de l'Italie	représentés en Roumanie occupée
Intérêts de l'Autriche	représentés en France
Intérêts de l'Autriche	représentés en Roumanie
Intérêts de l'Autriche	représentés dans quelques villes d'Italie comme Florence, Venise, Palerme, Turin, Livourne, mais de manière générale c'est l'Espagne qui représente les intérêts de l'Autriche-Hongrie en Italie
Intérêts de la Roumanie	représentés en Autriche
Intérêts de la Turquie	représentés en Roumanie
Intérêts de l'Uruguay	représentés en Allemagne

Remarque. Une division pour la représentation des intérêts étrangers et pour l'internement a été constituée en «division complètement indépendante» au sein du Département politique. Le changement qui est intervenu le 1er novembre 1917 est dû à l'accroissement considérable des tâches résultant de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Le nombre des internés militaires et civils s'est accru de manière sensible, passant de 18000 environ en 1916 à 28000 en 1917, pour se situer par la suite entre 24000 et 27000. Les échanges de prisonniers à travers la Suisse se poursuivent et s'intensifient, de même que les négociations visant à inclure de nouveaux cas. Le rôle d'intermédiaire impose donc à la Suisse des charges croissantes. Relevons enfin que 472000 personnes évacuées de territoires occupés auront été rapatriées à travers le territoire suisse pendant la durée des hostilités.

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES[1]

Ackermann, Carl W. (Intervient à titre privé dans les relations américano-suisses), 762

Ador, Gustave (Président du Comité international de la Croix-Rouge et Conseiller fédéral), 109, 142, 205, 263 n, 364, 367, 549 n, 576, 579 et n, 580, 583, 585, 596, 601, 609, 612, 614, 615, 618, 621, 632 et n, 635, 637, 638, 639, 649, 651, 652, 659, 684 n, 726 n, 733 n, 737, 739, 819, 822, 823 n

Aehrenthal, Aloïs, Graf Lexa von (Ancien Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 2, 138

Affolter, Hans (Conseiller national de Soleure), 304

Albanie, Guillaume, Prince d' – et de Wied, 7, 654

Albert I[er] (Roi des Belges), 512

Albrecht (Archiduc d'Autriche), 616

Aldrovandi Marescotti, Luigi, Comte (Ministre italien des Affaires étrangères), 716

Aledine (Général russe), 626

Alexander, H.L. (Brigadier Général britannique), 699 n

Alexandra Feodorovna (Impératrice de Russie, épouse de Nicolas II), 463, 516, 524, 552

Alexeiev, Mikhail A. (Général russe, Chef d'Etat-Major Général, 1915–1917, puis Généralissime), 532, 565

Alexis Nicolaievitch («Tsarevitch», héritier du trône impérial de Russie), 463, 516, 521

Alphonse XIII (Roi d'Espagne), 357

Amade, Albert d'(Général français), 63

Ambrozy von Seden, L.(Conseiller à l'Ambassade d'Autriche-Hongrie à Rome), 128, 181

Amelio, d' (Commissaire italien, 1918), 808

Amet, Jean-François (Contre Amiral français), 365

Andrassy, Julius (Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, 1918), 811

Andronikov, M.M., Prince (Journaliste et politicien russe), 464

Annunzio, Gabriele d' (Poète, écrivain et homme politique italien), 192

Appenzeller-Walder (Pasteur zurichois, président de la Société suisse d'utilité publique), 158 n

Arnauné, F.A. (Chef de cabinet d'Alexandre Ribot), 525, 573

Arx, Casimir von (Conseiller aux Etats de St-Gall), 205

Asquith, Herbert Henry (Premier Ministre britannique), 336, 443

Assad Khan (Conseiller à la Légation de Perse à Pétrograd), 708

Auchincloss, Gordon (Gendre du Colonel House, assistant du Conseiller du Département d'Etat, secrétaire de la mission américaine à la Conférence interalliée de Paris, 1917), 730

Augusta-Victoria, Princesse de Slesvig-Holstein (Epouse de l'Empereur Guillaume II), 672–673

Aunay, Charles Stephen, Comte d' (Ambassadeur de France à Berne, 1907–1911), 686

Bacheracht, Basile de (Ministre de Russie à Berne, 1914–1916), 325 n, 394

Bächli, S. (Industriel suisse en Russie), 524

Baden, Max, Prinz von (Chancelier de l'Empire d'Allemagne, octobre–novembre 1918), 813, 864

Baker, Newton D. (Secrétaire américain à la Guerre), 509

Bakhmetev, G. (Ambassadeur de Russie à Washington), 600

---

[1] L'index a été conçu comme un instrument de consultation complétant les informations qu'on trouvera dans la Table méthodique et dans les Annexes I, II et III. L'identification n'a pas été présentée selon un modèle unique: allusive pour les personnages connus et pour ceux dont les noms figurent dans les organigrammes des annexes, elle vise, en ce qui concerne les autres, à donner autant que possible au lecteur les indications à partir desquelles il pourrait chercher des renseignements plus précis.

Balabanova, Angelica (Révolutionnaire russe), 818 et n, 819, 821
Balfour, Arthur James (Secrétaire au *Foreign Office*), 465, 481, 578, 595 n
Bally (Entreprise suisse), 573
Barrère, Camille (Ambassadeur de France à Rome), 33, 142, 146 et n, 192, 211, 335
Barthelme, Dr (Journaliste allemand, correspondant de la *Kölnische Zeitung* à Washington), 494, 509, 511
Baumann, E. (Ancien Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Washington), 516
Baumberger, Georg (Conseiller national de Zurich), 586
Beau, Jean-Baptiste (Ambassadeur de France à Berne), 69, 71, 76, 119, 125, 133, 146 n, 196, 211, 234, 236, 247 et n, 258, 283 n, 299–301, 309, 377, 432, 436, 457, 571, 686
Beliaev, M. A. (Général russe, Ministre de la Guerre, janvier–février 1917), 516
Bell (Entreprise suisse), 208
Benckendorff, A., Comte (Ambassadeur de Russie à Londres), 14
Berchtold, Leopold, Graf von (Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 1, 8, 9, 50 n, 138–139
Bernhard, Georg (Journaliste allemand, *Vossische Zeitung*), 579
Bernstorff, Johann Heinrich, Graf von (Ambassadeur d'Allemagne à Washington), 110, 179, 230–231, 261–262, 481, 490, 492, 494, 500–501, 508, 509–510, 515
Berthelot, Philippe (Sous-directeur, puis Directeur politique au Ministère français des Affaires étrangères), 476, 478, 525
Berzine, Jan (Chef de la mission bolchevik à Berne), 722–723, 725 et n, 726, 734, 735 et n, 736, 745–746, 779
Bethmann-Hollweg, Theobald von (Chancelier et Ministre des Affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne jusqu'en juillet 1917), 23, 69, 239, 342, 343, 429, 443, 461, 521, 533, 620
Bevione (Député italien), 808
Bibikov, M. de, (Chargé d'affaires de Russie à Berne, 1916), 453, 521–523
Bienvenu-Martin, Jean-Baptiste (Ministre français du Travail et de la Prévoyance sociale), 525
Bildt, Baron de (Ministre de Suède à Rome), 531
Billy, R. de (Conseiller à l'Ambassade de France à Rome), 128
Bisck, Mme (Logeuse de Trotski à Zurich), 413
Bismarck, Otto, Prinz von (Chancelier du Reich), 13, 51
Bismarck, Wilhelm von (Major, Attaché militaire à la Légation d'Allemagne à Berne), 298–299, 303, 309, 432
Bissolati, Leonida (Ministre italien sans portefeuille), 435
Blaserna, Pietro (Vice-président du Sénat italien), 182
Bleuler (Citoyen suisse de Russie), 524
Bleuler, Werner (Secrétaire général du Département fédéral de l'Economic publique, 1918), 632 n
Bliss, R. W. (Secrétaire d'ambassade à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris), 439, 696
Bloch, Rosa (Socialiste suisse), 821 n
Bohni, Karl (Colonel bâlois au Service territorial), 157 n
Bollati, R. (Ambassadeur d'Italie à Berlin), 183
Bolley, Jean-Ernest (Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère français du Commerce), 573
Bolling, John Randolph (Beau-frère du Président Wilson), 468
Bomischkienitch (Député russe à la Douma), 464
Bongiovanni, L. (Attaché militaire italien à Berlin), 199
Bonnard, Abel (Rédacteur en chef du *Journal de Genève*), 309
Borel, Eugène (Professeur à l'Université de Genève), 205
Borella, Achille (Avocat et Conseiller national du Tessin), 826 n
Borgeaud, Charles (Professeur à l'Université de Genève), 549 et n, 636 n, 826 n, 829 et n
Borsarelli di Rifredo, Luigi (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), 716
Bottaro Costa, Comte F., (Ambassadeur d'Italie à Bruxelles, 1914), 164
Boulanger, Georges (Général français, ancien Ministre de la Guerre), 38
Bourbon de Parme, Princesse Zita (Epouse de Charles I^er^ [Karl I.], Empereur d'Autriche), 616
Bourcart, Charles Daniel (Ministre de Suisse à Vienne), 188, 217, 291, 326, 341, 424, 433, 452, 493, 503, 511, 534, 615, 652, 703, 704, 780, 809
Bourgeois, Léon (Sénateur français radical), 835
Boveri, Walter (Industriel suisse), 210
Brailsford, H. N. (Ecrivain anglais), 834

Brändström, P.H.E. (Ministre de Suède à Pétrograd), 624, 708
Branting, Hjalmar (Socialiste suédois, directeur du journal *Der Sozialdemokrater*), 567, 569
Brătianu, Ion (Président du Conseil de Roumanie et Ministre des Affaires étrangères), 144
Briand, Aristide (Président du Conseil et Ministre français des Affaires étrangères), 70, 366-367, 417, 419, 436-441, 449, 450, 475, 508, 525, 585, 604
Bridler, Otto (Colonel de l'Armée suisse), 188
Brosi, F. (Représentant de la Fédération suisse des typographes), 158 n
Broussilov, Aleksei (Général russe, Commandant en chef, mai-juillet 1917), 565
Bruggmann, Karl (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Pétrograd), 780 et n, 819
Bryan, William Jennings (Secrétaire d'Etat américain, 1913-1915), 57, 78, 101-102, 110-111, 154, 177, 178-179, 229, 231
Bryan (Traité), 840-844, 854
Bryce, Lord James (Auteur de *The American Commonwealth*), 835, 836
Bucalo, G. (Colonel, Attaché militaire italien à Berne), 339
Buchanan, Sir George W. (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Pétrograd), 600
Bucher-Heller, Franz, Dr (Président de l'Union suisse de la paix), 158 n, 170, 173, 408
Büchler, W. (Imprimeur, signataire de la Requête du Comité d'Initiative PAX), 158 n, 170
Bucklin, G.A. (Consul américain à Bordeaux), 807
Buchmann (Directeur de banque à Bâle), 171
Bühler, T. (Consul de Suisse à Béziers), 70
Bühlmann, Fritz E. (Conseiller national de Berne), 574
Bülow, Bernhard Heinrich, Prinz von (Ancien Chancelier du Reich, Ambassadeur à Rome), 128, 136, 142, 144, 164, 180, 181, 182, 192, 199, 215, 223, 289, 521, 615
Burckhardt, Walter (Professeur à l'Université de Berne), 331, 826 n
Burian von Rajecz, Stefan, Baron (Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, 1915-1917; Ministre des Finances, 1918), 138-139, 217-219, 292, 326, 342, 344, 504, 780, 782-783, 811
Busch, O., Dr, 857
Buser, Isidore (Chef de la section de statistique de l'Administration des douanes), 363 n, 392
Bussche Haddenhausen, Hilmar, Freiherr von dem (Sous-Secrétaire d'Etat allemand à l'Office des Affaires étrangères dès novembre 1916), 601, 619, 671-672, 679-680, 812, 813

Caburi, Franz (Journaliste italien au *Giornale d'Italia*), 519
Cadorna, Luigi, Comte (Général, Chef de l'Etat-Major Général, puis Commandant en chef des armées italiennes), 435, 502
Cahen, Georges (Fonctionnaire au Ministère français de la Guerre pour la question des prisonniers), 540
Caillaux, Joseph (Ancien Ministre français de la Guerre et ancien Président du Conseil), 438
Cailler, Alexandre (Conseiller national de Fribourg), 603, 640
Calonder, Felix (Conseiller fédéral), 21, 22, 75 n, 118 n, 142, 187, 189, 251 n, 310, 332 n, 393 n, 396 n, 446, 485 n, 496, 632 n, 637 n, 666 et n, 669, 670, 678, 680, 681, 686, 687, 689, 691, 695, 696, 703, 704, 707, 709, 715, 722, 725, 731, 732, 736, 737 et n, 738, 739, 740, 741, 742, 744, 745, 747, 755, 758, 761, 778, 780, 790, 794, 799, 800 n, 802, 807, 809, 812, 818, 821 et n, 823, 826 n
Cambon, Jules (Secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères), 334, 335, 366, 384-385, 386, 417-418, 431-432, 448-449, 474, 475, 476, 489, 507-508, 517, 525, 551 et n, 571-572
Cambon, Paul (Ambassadeur de France à Londres), 578, 685
Cambon, Victor (Economiste français), 382
Capo d'Istria, Jean Antoine, Comte (Ambassadeur de Russie, artisan de l'indépendance de la Grèce), 248
Carcano, P. (Ministre italien du Trésor), 435
Carden, Sir Lionel (Ministre de Grande-Bretagne à Mexico), 79
Carlin, Gaston (Ministre de Suisse à Londres), 13, 60, 72, 86, 99, 104, 105, 122, 123 n, 126, 134, 139, 159, 167, 168, 209, 212, 335, 372, 398, 447, 451, 465, 567, 568, 570, 576, 702
Carranza, Venustiano (Président de la République du Mexique), 79, 359
Carson, Edward Henry (Homme politique et avocat britannique, *Attorney General*), 585 et n
Carton de Wiart, Henri (Ministre belge de la Justice), 78

Castelnau, Edouard (Général français), 438
Castlereagh, Lord (Homme d'Etat britannique), 68, 248
Castles, William R. Jr. (Directeur du Bureau des communications, Croix-Rouge américaine), 728, 730
Cavasola, G. (Ministre italien de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce), 59, 89
Cecil, Robert, Lord (Ministre britannique du Blocus), 451, 691
Chah de Perse, cf. Kadjar
Chang Tsung-hsiang (Ministre de Chine à Tokyo), 709
Chapsal, Fernand (Conseiller d'Etat, Directeur au Ministère français du Commerce et de l'Industrie), 572
Charles Ier (Karl I.) (Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie, 1916–1918), 511–514, 534, 616, 617, 618, 780, 814–816
Charles-François-Joseph (Karl-Franz-Joseph) (Archiduc d'Autriche), 1, 616
Choffat, Joseph (Ministre de Suisse à Vienne), 1, 8, 50 et n, 138
Chuard, Ernest (Conseiller national), 363 n, 365, 367, 392
Churchill, Winston (Premier Lord de l'Amirauté), 141
Claparède, Alfred de (Ministre de Suisse à Berlin et à Stockholm), 6, 23, 24 et n, 33, 50, 136, 183, 245, 427, 429, 452, 458
Clapp, E.J. (Professeur américain), 180
Clémenceau, Georges (Président du Conseil français), 438, 440, 686, 740
Clémentel, Etienne (Ministre, Président de la Commission française du Budget), 382, 526, 573, 588–589
Clinchant, Georges (Conseiller à l'Ambassade de France à Berne, 1918), 737 et n, 738, 739, 740, 742
Clunet, Edouard (Jurisconsulte français), 382
Cochin, Denys (Sous-Secrétaire d'Etat français au Blocus, 1917), 366, 437, 525
Constantin Ier (Roi de Grèce), 218, 580
Coromilas, Lambros (Ministre de Grèce à Rome), 128–129
Craigie, Robert L. (Chef du Département de la Contrebande au *Foreign Office),* 365, 391
Crawford, Sir Richard (Commissaire britannique à la Trésorerie), 729
Crewe, Marquess of, 443
Crowe, Eyre A., Sir (Sous-Secrétaire au *Foreign Office*), 122–123, 139–141, 159–160, 664
Crozier (Ministre, Attaché commercial français à La Haye, puis à Berne), 235
Cruse de Luze, Mme (Nièce de M. de Luze, propriétaire et négociant en vins à Bordeaux), 70
Crusi (Propriétaire suisse d'une pâtisserie à Pétrograd), 525
Curzon of Kedleston, George Nathaniel, Lord (Membre du Cabinet de Guerre britannique), 443, 835
Cuvaj von Ivanske, Eduard, Freiherr von (Banus von Kroatien, Slavonien und Dalmatien, 1912–1913), 2
Cyrille (Grand-Duc de Russie), 516
Czernin, Ottokar, Graf von und zu Chudenitz (Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, 1916–1918), 452, 487, 503–505, 534–535, 580, 586, 617–618, 654, 682–782

Daniels, Josephus (Secrétaire américain à la Marine), 509
Decoppet, Camille (Conseiller fédéral), 21, 22, 94, 185, 186, 188, 189, 299, 300, 302, 306, 308, 309, 310 n, 347 n, 436, 573, 666 et n, 667, 670, 739, 792 n, 823 n
Delavaud (Directeur au Ministère français du Blocus), 695
Delcassé, Théophile (Ministre français des Affaires étrangères, 1914–1915), 11, 124, 125, 192, 194, 246, 247
Dell'Abadessa, Antonio (Vice-directeur général du Ministère italien des Finances), 386, 390
Del Muni y Castillo, F. Léon, Marquis (Ambassadeur d'Espagne à Paris), 439
Déroulède, Paul (Ecrivain et homme politique français), 70
Destrée (Ministre de Belgique à Pétrograd), 624
Deucher, W. (Conseiller à la Légation de Suisse à Berlin), 371
Diethelm, Bernardo, Dr (Chef de la section chimie du Département fédéral de l'Economie publique), 380
Dimitri Pavlovitch (Grand-Duc de Russie), 464, 483
Dmitriev (Président du Syndicat de la presse étrangère, Paris), 413–414
Dolgoroukov, Pavel D., Prince (Major Général, membre de la 2e Douma russe), 565
Dorochenko, Dimytko (Socialiste fédéraliste ukrainien, ancien Gouverneur général de Galicie), 734
Dossenbach, F. (Agent des Chemins de fer fédéraux à New York), 635
Doumergue, Gaston (Ministre français des Colonies), 34, 39

Draper (Représentant de l'*Associated Press* à Washington), 509–510
Dresel, Ellis L. (Représentant du *War Trade Board* à la Légation des Etats-Unis à Berne), 631
Dreyfus, Alfred (Affaire Dreyfus), 327
Droz, Numa (Conseiller fédéral), 804
Dubois (Citoyen neuchâtelois industriel en France), 35
Dubois, Dr (Professeur à Berne), 158 n, 170, 688
Dubs, Jakob (Conseiller fédéral, 1861–1872), 51
Dunant, Alphonse (Ministre de Suisse à Paris), 40, 157 n, 211, 240 n, 258, 259, 338, 436, 448 n, 631, 686, 687, 695, 704, 742, 779, 790, 816, 820 n, 823
Dupont (Colonel français), 457
Dutasta, Paul Eugène (Ambassadeur de France à Berne, 1918), 686, 724, 740, 742

Eberle (Tenancier d'auberge à Zimmerwald), 280
Egger, Karl (Conseiller à la Légation de Suisse à Vienne), 504, 722, 814–815
Egli (Représentant du «Farbstoffkonsumentenverband»), 245, 458
Egli, Karl (Colonel de l'Armée suisse), 306–307, 308–310, 323 et n, 324, 325, 329 et n, 332 n
Ehrbar, Rudolf, 340 n
Ehrensvärd, Comte (Ministre de Suède à Berne), 426, 689, 690
Eichmann, Arnold (Chef de la Division du Commerce du Département politique fédéral), 379, 632 n
Eliot, Charles W. (Citoyen américain), 636 n
Eliot, Sir Francis (Membre d'une délégation britannique à Berne), 791
Emery (Professeur, Conseiller national vaudois), 171,
Engel von Mainfelden, August, Freiherr (Ministre des Finances d'Autriche-Hongrie), 291, 342
Erzberger, Matthias (Homme politique allemand, député au *Reichstag*), 586, 864
Escher, Alfred (Conseiller national zurichois, 1848–1882), 4, 304
Escher Wyss & Cie (Entreprise suisse), 583
Eugster, Arthur (Conseiller national d'Argovie), 194

Fallières, Armand (Président de la République française), 11
Ferdinand, Prince de Saxe Cobourg Gotha (Roi de Bulgarie), 780–781
Flotow, L. Freiherr von (Chef de section au Ministère commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 653–654, 811
Flourens, Léopold Emile (Ancien Ministre français des Affaires étrangères), 38
Flury (Agent de police à Zimmerwald), 280
Foch, Ferdinand (Général, Chef d'Etat-Major de l'Armée française, puis Commandant en chef des armées alliées), 528
Ford, Henry (Industriel américain), 407
Forgach, J., Graf (Chef de section au Ministère commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 188, 219
Forrer, Ludwig (Conseiller fédéral), 21, 59 et n, 97 n, 161 n, 186, 189, 310, 446, 481 n, 485 n, 496, 575
Forrer, Robert (Conseiller national de St-Gall), 574, 826 n
François-Ferdinand de Habsbourg (Franz-Ferdinand) (Archiduc d'Autriche assassiné à Sarajevo), 1, 2, 6, 17
François-Joseph Ier (Franz-Joseph I.) (Empereur d'Autriche, Roi apostolique de Hongrie), 8, 292, 424 n, 616
Frazier, Arthur Hugh (Secrétaire à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris), 489
Frei (Colonel suisse, Attaché militaire à Berlin), 324
Frei, Johannes (Conseiller national de Bâle), 304
Frey, Alfred (Conseiller national zurichois, président du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 97, 131–132, 147, 204, 205, 209, 240–241, 363 n, 367, 385, 390, 392, 393 n, 410, 432 n, 603, 606, 737 et n, 738
Friedberg, Robert (Vice-Président du Ministère d'Etat de Prusse), 620, 865
Friedrich (Major général, chef du département des cantonnements au Ministère prussien de la Guerre), 481
Fritschi, Friedrich (Conseiller national de Zurich), 158 n
Funston, Frederick (Général, commandant en chef des troupes américaines au Mexique), 79

Gaede, Hans von (Général allemand), 313
Gagern, Maximilian, Freiherr von (Ministre d'Autriche-Hongrie à Berne), 83 n, 326
Galitzine, Michel, Prince (Président du Conseil de l'Empire de Russie, début 1917), 482–483, 516

Galitzine-Mourasine, Prince (Homme de lettres russe), 482
Gambetta, Léon (Ancien Président du Conseil français), 62
Gamido Cisneros, J. (Conseiller à l'Ambassade d'Espagne à Pétrograd), 708
Gary (Juge américain, président de la *Steel Corporation*), 730
Gasparri, Pietro (Cardinal, Secrétaire d'Etat du Saint-Siège), 196–198
Gasser («Regierungsstatthalter» à Zimmerwald), 280
Gathorne-Hardy, L. (Brigadier Général britannique), 699 n
Gautier (Citoyen genevois), 35
Genillard, P. (Secrétaire de chancellerie à la Légation de Suisse à Paris), 70
Georg, Alfred (Conseiller national de Genève), 205
Georges V (Roi du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande), 105
Georgi, F., Baron de (Ministre de la Défense nationale du Gouvernement commun d'Autriche-Hongrie), 342
Gerard, James W. (Ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, 1913–1917), 231, 427, 468, 489, 490, 492
Gibbons, James (Cardinal américain, Archevêque de Baltimore), 262
De Giers (Ambassadeur de Russie à Rome), 520
Giesl von Gieslingen, W. (Ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, 1914), 10, 11, 12
Giolitti, Giovanni (Président du Conseil d'Italie), 182, 532
Glück (Fonctionnaire autrichien, signataire de l'accord de 1915), 255
Goethe, Johann Wolfgang von, 716
Golovane (Colonel, Attaché militaire de Russie à Berne), 298–299
Gondrecourt, de (Lieutenant-Colonel, Attaché militaire à l'Ambassade de France à Rome), 128
Gore, Thomas P. (Sénateur américain), 387
Gorki, Maxime (Ecrivain russe), 625
Gottofrey, Vincent (Juge fédéral fribourgeois), 826 n
De Goumoëns (Lieutenant-Colonel suisse), 528, 699 n, 700
Gourd, Emilie (Présidente de l'Association suisse pour le suffrage féminin), 98
Gout, Jean Etienne (Sous-directeur des affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 9, 12, 247, 363–365, 366, 381, 383, 384–385, 390–391, 417
Goutchkov, Aleksandr I. (Ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire russe, 14 mars–12 mai 1917), 55
Graber, Ernest Paul (Conseiller national socialiste neuchâtelois), 304
Graf, E., Mlle (Présidente du «Lehrerinnenverein»), 158 n, 304
Grant Duff, Sir Evelyn (Ministre de Grande-Bretagne à Berne, 1914–1916), 68, 91–92, 99–100, 106, 119, 123, 133, 141, 234, 247 et n, 259, 283 n, 287, 294, 399
Grant Duff, Lady (Epouse du précédent), 399
Granville, Earl (Attaché commercial à la Légation de Grande-Bretagne à Paris), 68, 390, 392
Greulich, Hermann (Conseiller national socialiste zurichois), 304–305
Grey, Sir Edward (Secrétaire au *Foreign Office*). 10, 17, 40, 60, 87, 99–100, 104, 105–106, 113, 139–141, 259
Grimm, Robert (Conseiller national socialiste bernois), 280, 304, 309, 560, 563, 566–567, 568–569, 570, 571–572, 574, 576–577, 580
Grobet-Roussy, Henri (Conseiller national vaudois, Directeur général de la Société suisse de surveillance économique), 432 n, 603, 631, 632, 640, 706 n
Groeber, Adolf (Politicien allemand, membre du *Zentrum*), 864
Groman (Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Groote, Paul, Baron de (Ministre de Belgique à Berne), 436
Guesde, Jules (Ministre d'Etat français), 70
Guggi, E. (Président de la Fédération des typographes de la Suisse romande), 158 n
Guillaume II (Wilhelm II.) (Roi de Prusse et Empereur d'Allemagne), 10, 12, 14, 18, 23, 78, 136, 138, 291, 505, 513, 533, 615, 618, 620, 672, 864
Guillaume, Baron (Ministre de Belgique à Paris), 9, 12, 13, 18, 61, 62, 441
Guitry (Commandant français, responsable du service des chemins de fer de l'armée française), 528, 699 n
Guizot, François Guillaume (Homme d'Etat et historien français), 246
Guthrie, G. W. (Ambassadeur des Etats-Unis à Tokyo), 177
Guyot, Arnold (Professeur de Neuchâtel enseignant à l'Université de Princeton), 431

Haab, Robert (Ministre de Suisse à Berlin, puis Conseiller fédéral), 505, 520, 545, 579, 585 et n, 601 et n, 618, 665 n, 671, 672, 739
Häberlin, Heinrich (Conseiller national de Thurgovie), 171, 574
Haefliger (Attaché commercial à la Légation de Suisse à Berlin), 379
Hahn, E. (Consul de Suisse à Nancy), 26
Haller, Rodolphe de (Directeur au siège de Berne de la Banque Nationale), 706 n
Hamlin, Charles S. (Assistant-Secrétaire à la Trésorerie des Etats-Unis), 41, 42, 43
Hammerskjöld, Hjalmar (Chef du Gouvernement suédois, 1914–1918), 248
Hardinge of Penhurst, Charles, Lord (Sous-Secrétaire permanent au *Foreign Office*), 685
Hardmeyer (Industriel suisse, directeur de la Fabrique de locomotives de Winterthur), 210
Harjès (Banquier américain, *Pierpont, Morgan, Harjès & Cie)* 249
Hatzfeldt Trachenberg, H., Prinz von (Conseiller à l'Ambassade d'Allemagne à Washington), 509
Heer, Henry (Délégué du Conseil fédéral pour les questions économiques et industrielles), 640, 706 n
Heinold d'Udynski, K., Freiherr von (Ministre de l'Intérieur du Gouvernement commun d'Autriche-Hongrie), 291
Heinrich, Prinz (Prince de Prusse), 865
Hélène (Reine d'Italie), 533–534
Helfferich, Karl Theodor (Ministre d'Etat de Prusse), 586, 620
Hellé (Lieutenant-Colonel français), 528, 699 n
Hellner, J. (Ministre des Affaires étrangères de Suède), 779 n
Henneberg (Lieutenant, fonctionnaire du Ministère prussien de la Guerre), 380
Herbette, Jean (Journaliste français au *Temps*), 571
Hermite, C. (Chef de Cabinet au Ministère français des Affaires étrangères), 525
Herold, 249
Herron, George D. (Professeur américain établi à Genève), 635 n
Hertling, Georg, Graf von (Chancelier de l'Empire d'Allemagne, 1917–1918), 619–620, 671, 678, 682, 691
Hindenburg, Paul von, und von Beneckendorff (Général, chef de l'Etat-Major, Général de l'Armée allemande, puis Maréchal), 33, 505, 521, 587, 616, 618, 781, 815–816
Hindenburg, von (Conseiller à l'Ambassade d'Allemagne à Rome), 128, 164–165
Hintze, von (Secrétaire d'Etat allemand), 781, 782, 783
Hirter, Johann (Conseiller national bernois, Président de la Société suisse de surveillance économique), 205, 458 n
Hobson, J.-A., 230
Hodler, Fritz (Secrétaire du Ministère public fédéral), 279
Hoffmann, Arthur (Conseiller fédéral), 1, 2, 6, 8, 9, 13, 15, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 28 n, 33, 34, 35, 36, 38, 40, 43, 48, 50, 51, 57, 58 et n, 59, 60, 65, 67, 68, 71, 72, 74, 78, 81 n, 85, 86, 88, 99, 104, 105, 109, 110, 115, 122, 124, 127, 134, 136, 138, 142, 145, 146 et n, 152, 159, 163, 166, 167, 168, 174, 175, 176, 178, 181, 183, 187, 188, 189, 191, 192 et n, 204, 212, 215, 217, 219, 229, 235, 237, 240 et n, 246, 250, 259, 261, 263, 281 n, 283, 287, 289 et n, 294, 305, 306, 309, 310, 311, 323, 325 et n, 326, 327, 332, 333, 334, 340, 341, 347 et n, 357, 362, 363, 366, 371, 372, 377, 381, 384 et n, 386, 387, 390 et n, 394, 398, 400, 417, 424, 426, 430 n, 431, 433, 435, 436, 441, 445, 448, 449, 453, 454, 456–457, 458, 460, 463, 465, 467, 474, 475, 476, 478, 482, 485, 489, 494 n, 495, 496, 498, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 514, 515, 517, 522, 523, 525, 528, 531, 543, 544, 549 et n, 551, 552, 553, 559, 560, 561, 562, 563, 566, 568, 569, 571, 574–575, 576–578, 580, 632 n, 672
Hohenberg, Sophie, von (Epouse de l'Archiduc François-Ferdinand d'Autriche), 1
Hohenlohe-Schillingsfürst, Conrad, Prinz zu (Ministre autrichien de l'Intérieur), 291
Hohenzollern (Famille), 676
Holzmann (courrier diplomatique du gouvernement maximaliste), 696 et n, 705
Honegger, K. (Président de l'Alliance de Sociétés féminines suisses), 98
Hou Weih-teh (Ministre de Chine à Paris), 263–264
Hoover, Herbert E. (Homme politique américain, directeur de la *U.S. Food Administration),* 530, 535, 559, 581–582, 597–598, 697
House, Edward Mandell (Colonel américain, ami et conseiller du Président Wilson, représentant spécial du gouvernement américain à la Conférence interalliée à Paris, 1917), 178, 211, 231, 394, 468, 611 n, 620, 635 et n, 641, 674, 676 n, 730, 732, 761–762
Huber, Conrad (Citoyen suisse de Gênes, chef électricien aux *Officine elettriche genovesi*), 716 n

Huber, Eugen (Professeur à l'Université de Berne), 826 n
Huber, Max (Professeur à l'Université de Zurich, Jurisconsulte du Département politique fédéral), 149, 427, 659, 727, 747, 826 n, 828, 830, 837
Hübscher, Carl Paul (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Washington), 41, 49, 56, 515
Hughes, Charles Evans (Candidat républicain américain à la présidence, 1916), 388, 478
Humbert, Charles (Journaliste et homme politique français, directeur du *Journal*), 449
Hurley, Edward N. (Vice-président de la *Federal Trade Commission* des Etats-Unis), 581
Hymans, Paul (Ministre belge des Affaires étrangères), 78

Iklé, Dr (Membre d'une délégation suisse à Paris, 1917), 641
Ippen, Th. (Chef de section de la Division du Commerce au Ministère commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 342
Isvolski Aleksandr P. (Ambassadeur de Russie à Paris), 9

Jacquin de Margerie (Ministre, Directeur des affaires politiques au Ministère français des Affaires étrangères), 34, 124
Jaeger, O. (Entreprise suisse), 213
Jäggi, Adolf (Consul de Suisse à Bordeaux), 70
Jäggi, Bernhard (Conseiller national de Bâle), 205, 304
Jagow, Gottlieb von (Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne, 1914), 10, 23, 51 n, 183–184
Jenny (Représentant d'*Escher, Wyss & Cie* en Extrême-Orient), 583
Jenny, Conrad (Collaborateur à la Légation de Suisse à Washington), 515
Joffé, Adolf (Envoyé de Lénine à Berlin), 722, 745 n
Johannes, Dr (Directeur de la section de politique commerciale à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 224, 244
Jusserand, Jean-Jules (Ambassadeur de France à Washington), 489, 508, 600

Kadjar, Sultan Ahmed Chah (Chah in Chah de Perse), 652
Kalédine, Alexei M. (Général russe, Attaman des Cosaques du Don), 626
Kamenev, Lev B. (Révolutionnaire russe, adjoint de Salkind), 680, 685
Kämmerer (Délégué du Ministère français du Blocus), 786
Käppeli, Josef (Chef de la Division d'agriculture du Département de l'Economie publique, 1917), 393 n, 410
Kerenski, Aleksandr F. (Chef du Gouvernement provisoire russe, juillet–novembre 1917), 547, 565, 615, 621–627, 746
Kern, Johann Konrad (Ministre de Suisse à Paris en 1870), 54
Kichkine, Nicolai M. (Membre du Gouvernement Kerenski). 622
Kirchhofer, Emil (Juge fédéral), 329
Kirchwey (Professeur américain), 509
Kitchener, Herbert Horatio, Lord (Général et homme politique britannique, Ministre de la Guerre, 1914–1916), 141
Kliapnikov (Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Kluck, Alexander von (Général allemand), 461
Kollontai, Aleksandra M. (Révolutionnaire russe, Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Konovalov, Aleksandr I. (Ministre de l'Industrie et du Commerce du Gouvernement provisoire russe), 563, 622
Kornilov, Lavr G. (Général russe, Généralissime jusqu'en septembre 1917), 600
Kovrine (Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Kramarsch, Karel, Dr (Chef politique tchèque), 809–810
Krasnov, Petr N. (Général russe), 626
Krupp (Famille), 676
Krylov (Général russe), 600
Kühlmann, Richard, Freiherr von (Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne, 1917–1918), 586, 618, 671, 674
Kupper, Hermann C. (Firme suisse à New York), 388
Kutler, Nikolai N. (Membre du comité exécutif de la Douma russe), 563

Labhardt (Suisse de Russie), 819
Lacroix, Victor de (Premier Secrétaire à l'Ambassade de France à Berne), 686
Lahovari, Al. E. (Ministre de Roumanie à Paris), 11, 441
Lampert, Ulrich (Professeur à l'Université de Fribourg), 826 n
Landolt, H., Dr (Président de l'Association des industries chimiques suisses), 245

Lang, O. (Président de la Cour suprême de Zurich), 158 n, 821 n
Langie, A. (Cryptographe auprès de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse), 297 et n, 299–300, 302–303, 308
Langley, Sir W. (Secrétaire-assistant au *Foreign Office*), 702 n
Lansing, Robert (Secrétaire d'Etat américain, dès juin 1915), 101, 102, 103, 249, 261, 429, 444, 454, 468, 500, 504, 506, 507, 510, 514 n, 515 n, 530, 535–536, 559, 596, 600, 614, 633, 634, 635, 638, 697, 732
Lardy, Charles (Ministre de Suisse à Paris), 2, 9, 15, 21, 25, 34, 38, 39, 55–56, 60, 65, 67, 68, 84, 88, 124, 157, 190, 192, 233, 246, 263, 286, 334, 363, 366, 381, 384 et n, 386, 390 et n, 413, 414, 417, 431, 436, 444, 448, 474, 475, 476, 489, 502, 507, 517, 525, 543, 545, 551 et n, 562, 571, 572 n, 588, 589 n, 727, 826 n
Lardy, Charles L.E. (Ministre adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 690 n, 757, 779, 793
Lardy, Etienne (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Pétrograd), 625
Lasteyrie, Charles Ferdinand, Comte de (Chargé français de mission financière en Suisse), 663
Laur, Ernst (Professeur, Secrétaire de l'Union suisse des paysans), 205, 363 n, 392, 603, 737 et n, 738, 740 n, 742, 762
Law, A. (Chef de la Division du Commerce du *Foreign Office*), 60
Lebrun, Albert (Ministre français du Blocus), 740, 790–792
Ledebur, Georg (Homme politique allemand, membre socialiste du *Reichstag*), 815
Lénine (Vladimir Illitch Oulianov) (Chef des Bolcheviks, Président du Conseil des commissaires du peuple), 314, 548, 615, 624, 654, 655, 722
Lers (Haut-fonctionnaire autrichien), 255
Leth, Ritter von (Ministre des Finances d'Autriche-Hongrie, 1915), 291
Levick, H.G. (Signataire de l'Arrangement financier entre la Suisse et la Grande-Bretagne, mars 1918), 706 n
Lichtenhahn, H. (Président de la Société suisse des libraires), 158 n
Lindemann, Hugo, Dr, 680
Lindenlaub (Journaliste français au *Temps*), 571 et n
Lippmann, Walter (Journaliste politique américain), 635
Litvinov, Maxime (Représentant soviétique à Londres), 685
Lloyd George, David (Premier Ministre britannique), 437, 443, 526
Locher, Ernst (Directeur général de la *Treuhandstelle*), 458 n, 762
Locher, Giovanni (Citoyen suisse de Gênes, Vice-directeur des *Officine elettriche genovesi*), 716 n
Lodge, Henry Cabot (Sénateur américain), 480
Logoz, Paul (Professeur à l'Université de Genève), 826 n
Lohbauer, F. (Président de la Société suisse des maîtres-imprimeurs), 158 n
Loosli, E. (Chef du Bureau suisse d'importation de céréales), 641, 717
Lou Tsung-yii (Ministre de Chine à Tokyo), 583
Loucheur, Louis (Ministre français de l'Armement), 740
Loudon, John (Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas), 135
Louis III (Ludwig III.) (Roi de Bavière), 780–781
Louis XVI (Roi de France), 474
Loumarokov-Elston, Comte (Participe à l'assassinat de Raspoutine), 464
Lounatcharski, Anatoli (Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 626
Lübscher (Sous-Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 719
Luciolli, L. (Directeur général des Douanes italiennes), 88–89, 365
Ludendorff, Erich F.W., von (Général allemand, Chef d'Etat-Major Général), 521, 618, 783, 815–816
Lukassevitch (Envoyé ukrainien en Suisse), 792–793
Luquet (Haut-fonctionnaire au Ministère des Finances français), 573
De Luze (Citoyen suisse de Bordeaux, propriétaire et négociant en vins), 70
Lvov, Georgij E., Prince (Président du Gouvernement provisoire russe), 553

McAdoo, William G. (Secrétaire de la Trésorerie des Etats-Unis), 42–43, 57, 153, 455
McCormick, Vance C. (Président du *U.S. War Trade Board*), 580, 596, 598, 620–621, 628, 631, 634, 641, 697, 801
McLemore, Jeff. (Membre de la Chambre des Représentants des Etats-Unis), 387
Macchi di Cellere, Vincenzo, Comte (Ambassadeur d'Italie à Washington), 600

Macchio, K., Baron de (Ministre d'Autriche-Hongrie à Paris), 8, 128, 187, 192, 199, 218, 424, 425
Manneville, Comte (Diplomate français chargé des questions d'internement), 396
Mantel, R.H. (Consul de Suisse à Riga), 819–820
Manzoni, G., Comte (Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères d'Italie), 126–127, 219–223, 239, 362, 716, 756
Marchetti, Monseigneur (Représentant officieux du Saint-Siège à Berne), 289 et n, 385, 395, 396
Marcuard, André (Secrétaire au Bureau de la S.S.S. à Paris), 608
Margerie, de (voir Jacquin de Margerie)
Margot (Fonctionnaire français, Directeur d'exploitation de la gare de Lyon, Paris), 35
Marie-Antoinette (Reine de France), 474
Marie-Thérèse (Impératrice d'Autriche), 344
Markov, Sergei L. (Général, membre de la Douma de Russie), 483
Martino, J. de (Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères d'Italie), 58, 175, 333, 362–363
Martov, L. (Chef des Mencheviks internationalistes), 626
Masaryk, Tomas (Professeur tchèque, futur Président de la Tchécoslovaquie), 810
Matter, Erwin (Haut fonctionnaire des Chemins de fer fédéraux), 146
Matthieu, Th. (Directeur de la section du personnel à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 507
Maud'huy, de (Général français), 313
Maunoury (Chef de Cabinet du Préfet de Police de Paris), 414
Marees van Swinderen, R., Jonkheer (Ministre des Pays-Bas à Londres), 456
Mavrocordato, Edg. (Ministre de Roumanie à Vienne), 218
Meier (Correspondant du *Journal de Genève* à Washington), 559
Meier (Gendarme à Zimmerwald), 280
Mennsdorf, Albert, Graf von (Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres, 1914), 13
Mercier, Philipp (Ministre de Suisse à Berlin), 671, 678, 680, 691, 719 n, 722, 725, 736, 741, 745, 779 n, 812
Merey de Kapos-Mére, Kajetan (Chef de section au Ministère commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 653
Merz, Viktor (Juge fédéral), 826 n
Messmer, Mme, 27
Métin (Sous-Secrétaire d'Etat au Blocus du Cabinet Painlevé), 437
Metternich, Klemens, Prinz (Homme d'Etat autrichien), 18, 246, 344
Meuricoffre, J.G. (Consul général de Suisse à Naples), 215
Meuron, Aloïs de (Conseiller national de Neuchâtel), 826 n
Meyer-Gerhard (Courrier diplomatique de l'Ambassade d'Allemagne à Washington), 231
Michaelis, Georg (Sous-Secrétaire d'Etat et Haut-Commissaire au Ravitaillement de Prusse, 1917; Chancelier de l'Empire, juillet–novembre 1917), 585 et n, 586
Michel Alexandrovitch (Grand-Duc de Russie, frère de Nicolas II), 516, 521–523, 553
Mikado (cf. Yoshihito)
Milioukov (Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire russe), 521, 523, 524, 547
Millerand, Alexandre (Ministre français de la Guerre, 1914–1915), 63, 124, 125
Mirbach, Wilhelm, Graf von (Ministre d'Allemagne à Athènes, puis Représentant à Pétrograd), 777
Mollet (Sergent de police à Zimmerwald), 279
Moltke, Helmuth Johann Ludwig von (Général allemand, Chef de l'Etat-Major Général), 24, 145
Monroe James (Doctrine), 467, 479
Moor, Karl (Journaliste, membre socialiste du Grand Conseil bernois), 280, 722
Moore, John Basset (Professeur de droit international public, chargé de mission par le gouvernement américain), 730
Morgenthau, Henry (Ambassadeur des Etats-Unis en Turquie, chargé de mission en Europe), 730
Morhardt (Journaliste français), 571
Moriaud, Paul (Professeur à l'Université de Genève), 826 n
Morier (Général français, Attaché militaire à Berne), 456–457, 528, 537
Morsier, de (Secrétaire particulier de Sonnino), 716
Mosimann, Paul E. (Conseiller national de Neuchâtel), 740 n, 742, 762
Motono, Ichiro, Vicomte (Ministre des Affaires étrangères du Japon), 508
Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral), 94, 185, 187, 189, 248, 306, 308, 309, 332 n, 393 n, 446, 495, 496, 573–575, 656, 665 n, 666 et n, 669, 684 n, 697, 738, 739, 821 n

Mottet (Fonctionnaire à la Légation de Suisse à Pétrograd), 774 n
Mouranov, Matveik (Commissaire du peuple du gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Mühleberg, Otto von (Ministre de Prusse près le Saint-Siège), 199
Mühlvenzl (Chef de section au Ministère commun des Finances d'Autriche-Hongrie), 342
Müller, Eduard (Conseiller fédéral), 19 n, 20 n, 129 n, 170 n, 186, 189, 310, 393 n, 413, 414, 446, 485 n, 496, 575, 665 n, 739, 804, 819, 821
Müller, Gustav (Conseiller national de Berne), 304, 826 n
Mustapha Khan, Mirza (Ministre de Perse à Vienne), 652
Musulin von Gomirje, Alexander, Freiherr (Ministre d'Autriche-Hongrie à Berne), 713

Näher, Johann (Conseiller national de Berne), 304
Naine, Charles (Conseiller national socialiste de Neuchâtel), 304
Nansen, Fridtjof (Explorateur, Chef d'une mission spéciale norvégienne aux Etats-Unis), 597, 635, 730
Naón, Rómulo S. (Ambassadeur d'Argentine à Washington), 598
Napoléon Ier (Empereur des Français), 314
Nava, G., de (Ministre italien de l'Industrie, du Commerce et du Travail), 555, 558
Nekrasov, Nikolai, V. (Révolutionnaire russe, membre du Gouvernement provisoire), 553
Neratov, A. (Adjoint du Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement impérial de Russie), 460, 624
Neuscheller (Citoyen suisse de Russie), 524
Nicolas II (Tsar de Russie), 17, 462–463, 483, 516, 520, 522–523, 524, 552–553
Nicolas Nicolaievitch (Grand-Duc de Russie, Généralissime en 1914), 463, 483, 516
Nicolson, Sir Arthur (Sous-Secrétaire permanent au *Foreign Office*), 14, 104
Nippold, Otfried (Professeur et pacifiste suisse), 826 n
Nivelle, Robert (Général français), 438
Node-Langlois, (Commandant français), 699 n
Noerbel, M. (Consul de Suisse à Milan), 74

Obrecht, Adolf (Colonel, Commissaire des Guerres de l'Armée suisse), 205, 240, 244
Obrénovitch (Maison royale de Serbie), 17
Öderlin, Friedrich (Attaché commercial à la Légation de Suisse à Washington, 1917; Chargé d'affaires, 1918), 612, 785
Odier, Edouard (Ministre de Suisse à Pétrograd), 115, 323, 325, 460, 463, 482, 516, 517, 521, 523, 552, 560, 563, 566, 567, 576, 621, 637, 684 n, 687, 707, 708, 745, 757, 758, 780 n, 787 n, 819
Oettli, J. (Professeur à Lausanne), 171
Okuma Shigenobu, Marquis (Premier Ministre du Japon, Ministre de l'Intérieur), 145
Onou, André M. (Chargé d'affaires de l'Empire russe à Berne, 1918), 655, 746
Oppenheimer, Sir Francis (Négociateur britannique de l'Accord S.S.S.), 160–161, 168–170, 204 et n, 210, 212, 235, 236
Orlando, Vittorio Emanuele (Président du Conseil d'Italie, Ministre de la Justice), 518, 807–808
Oudendyk (Chargé d'affaires des Pays-Bas à Pétrograd), 708
Oustinov, A. (Adjoint de l'Attaché militaire à la Légation de Russie à Berne), 298–299
Oyama, Prince (Chef d'Etat-Major de l'armée japonaise), 145

Page, Thomas Nelson (Ambassadeur des Etats-Unis à Rome), 102 n, 103 et n, 126
Pageot (Colonel, Attaché militaire à l'Ambassade de France à Berne), 299–301, 309, 338, 339, 340, 341, 347 et n, 350, 699 n
Painlevé, Paul (Mathématicien et homme politique français, Président du Conseil, 1914), 438, 440
Paléologue, Maurice (Ambassadeur de France à Pétrograd), 517, 600, 624
Palliser, Charles Fréd. (Directeur du Bureau de la S.S.S. à Londres), 578
Palmerston, Henry Temple (Homme d'Etat anglais), 68
Panafieu, André de (Ministre, délégué du Ministère français des Affaires étrangères pour l'internement, le rapatriement et l'échange de prisonniers), 540
Panhuys, François Gérard, Jonkheer van (Ministre des Pays-Bas à Berne), 40, 135, 436
Pape (Benoît XV), 196, 197, 198, 262, 289 n, 396, 424, 446, 750
Paravicini, Charles Rudolf (Conseiller à la Légation de Suisse à Londres. Puis chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 436, 595, 724, 774, 819, 821 et n
Pasič, Nikola (Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de Serbie), 8

Paul Alexandrovitch (Grand-Duc de Russie, commandant de la garde impériale, 483
Paulucci de Calboli, Rainero (Ministre d'Italie à Berne), 37, 57, 58, 65, 71, 72, 73, 74, 223, 247 et n, 283, 332, 333, 341, 436
Payer, Friedrich von (Vice-Chancelier du Reich), 620, 691–692, 813
Peel, Sir Robert (Premier Ministre de Grande-Bretagne, 1834–1835 et 1841–1846), 68
Penfield, Frederic C. (Ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, 1916), 425, 493, 635 n
Peytral (Fonctionnaire au Ministère français des Finances), 4
Pflüger, Paul (Conseiller national de Zurich), 304
Piccioni, C. V. (Chef de Cabinet de Delcassé), 124
Pichler (Général autrichien), 1
Pichon, Stephen (Ministre français des Affaires étrangères), 440, 686, 695, 696, 725, 740, 820 n, 824
Pictet, Edouard (Auteur d'une biographie de Pictet de Rochemont), 39
Pictet de Rochemont, Charles (Député de Genève à Paris et au Congrès de Vienne, 1814–1815), 39
Pierrat, Mme (Actrice du Théâtre français), 4
Pilenko (Professeur russe, Rédacteur politique aux *Vietcherne Vremia*), 461, 462
Pinösch, Otto (Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral, 1918), 785
Piña y Millet, R. (Ambassadeur d'Espagne à Rome), 434
Pioda, Giovan Battista (Ministre de Suisse à Rome), 33, 36, 58 et n, 65, 74, 88, 89, 90, 91, 93, 97
Pitrim (Procureur du Saint-Synode, Métropolite de St-Pétersbourg), 464
Planta, Alfred von (Ministre de Suisse à Rome), 142, 146, 163, 166, 175, 181, 184, 186, 187, 191, 215, 219, 237, 289 et n, 333, 362, 433, 435, 441, 444, 449, 501, 517, 531, 554, 681, 715, 716, 727, 826 n
Planta, von, Mme (Epouse du précédent), 533
Platten, Fritz (Conseiller national socialiste de Zurich), 684, 821 et n,
Poincaré, Raymond (Président de la République française), 3, 11, 13, 14, 18, 61, 68, 69, 78, 125, 481
Pokrovski, Mikhail N. (Ministre russe, Contrôleur de l'Empire), 450, 516
Polk, Frank L. (Conseiller au Département d'Etat américain), 455, 510, 581–582, 638
Polosiv (Capitaine ukrainien, socialiste révolutionnaire), 734
Porret, Jean (Domestique du Ministre Lardy), 70, 502
Porter, Horace (Convention Porter, membre de la délégation américaine à la Conférence de La Haye, 1907), 848–849
Pratt, Edward E. (Chef du *U.S. Bureau of Foreign and Domestic Commerce*), 581
Prebensen, N. (Ministre de Norvège à Pétrograd), 708
Privat, Edmond (Citoyen genevois), 703
Protopopov, Aleksandr D. (Ministre de l'Intérieur du Gouvernement impérial de Russie), 462, 464–465, 483, 516

Quartier-La-Tente, Edouard (Conseiller d'Etat neuchâtelois), 171
Quiñones de Leon, J. (Ministre plénipotentiaire à l'Ambassade d'Espagne à Paris), 439, 449

Rabourg, Frédéric Jules de (Conseiller national de Genève), 309
Radetzky, Joseph, Graf von («Generalfeldmarschall» autrichien), 616
Ramirez, W., Marquis de Villa Urrutia (Ambassadeur d'Espagne à Paris), 61
Rappard, C. Van (Ambassadeur des Pays-Bas à Washington), 357
Rappard, William E. (Professeur à l'Université de Genève, membre de la délégation Suisse aux Etats-Unis, 1917), 549, 561, 600, 611, 632 n, 634–637, 638, 641, 674, 676 n, 728, 761, 801, 826 n
Raspoutine, Grigori (Moine influent à la Cour de Russie), 463–465, 474, 483
Rava (Ministre italien des Finances, 1914), 36, 37
Raynouard (Lieutenant-Colonel français), 457
Reading, Rufus D., Earl of (Haut Commissaire et Ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington), 729
Redlich, O. (Professeur autrichien), 811
Regnault, E. (Ambassadeur de France à Tokyo), 44
Reinhart, Theodor (Négociant suisse en textiles, membre de la S.S.S.), 205
Riaño y Gayangos, Don Juan de (Ambassadeur d'Espagne à Washington), 357
Riazanov, David B. (Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Ribot, Alexandre F. (Ministre français des Finances, 1914–1917, Président du Conseil

et Ministre des Affaires étrangères, 1917), 4, 17, 70, 125, 246, 525–527, 573, 585, 588
Ribot, Dr (Fils du précédent), 125
Rikli, August (Conseiller national de Berne), 304
Ris, G. (Pasteur bernois, président de la Conférence des Eglises évangéliques de Suisse), 158 n
Ristitch, M. (Ministre de Serbie à Rome), 127
Ritter von Grünstein, Loth., Freiherr (Ministre de Bavière à Paris), 16
Ritter, Paul (Ministre de Suisse à Washington), 41, 56, 78, 101, 110, 152, 167 n, 178, 229, 251 et n, 261, 327, 357, 387, 429, 430, 445, 454, 467, 478, 494, 500, 501, 504, 505, 507–508, 509, 515 et n, 530, 536, 547, 550, 559, 561 n, 575, 580, 633
Rizow, D. (Ministre de Bulgarie à Berlin), 587
Rochard (Commandant français), 699 n
Roche, Jules (Ancien Ministre français du Commerce), 366, 382, 440
Rodd, Sir Rennel (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), 126, 128, 131, 181, 182
Rodzianko, Mikhail V. (Homme politique russe, Président de la Douma), 462, 483, 516, 553
Romberg, Gisbert, Freiherr von (Ministre d'Allemagne à Berne), 34, 51, 76 n, 85 n, 239, 293, 385, 425, 458–459, 486, 494 et n, 506–507, 514, 713
Roosevelt, Franklin Delano (Secrétaire-Assistant à la Marine des Etats-Unis), 635
Root, Elihu (Juriste et homme politique Américain, Sénateur, Président de la Dotation Carnegie, Prix Nobel de la paix), 550
Rostworowski, Michel, Comte (Envoyé officieux du Conseil de Régence polonais en Suisse), 703
Roth, Mme (Veuve de l'ancien Ministre de Suisse à Berlin), 673
Röthlisberger, Ernst (Professeur à l'Université de Berne, directeur du Bureau suisse de rapatriement d'internés civils), 76 n
Rouvier, Maurice (Ancien Président du Conseil francais, 1905–1906), 11
Rubinstein (Financier russe de St-Pétersbourg), 464
Rumbold, Sir Horace (Ministre d'Angleterre à Berne, 1917–1918), 398, 436, 450, 629, 758
Rumbold, Lady (Epouse du précédent), 398–399, 706 n
Ruspoli (Délégué italien dans les négociations de trafic de restitution), 386
Rustem Bey, Alfred (Ambassadeur de Turquie à Washington), 79
Rykov, Aleksei (Commissaire du peuple du gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Ryser, J.-Emile (Pasteur, Conseiller national de Berne), 158 n, 170, 304

Saameli, Giovanni (Citoyen suisse de Gênes, Chef-comptable des *Officine elettriche genovesi*, 716 n
Salandra, Antonio (Président du Conseil d'Italie), 59, 89–90, 91, 92, 165, 223, 237–239, 334, 532
Salis, Ferdinand von (Ministre de Suisse à Tokyo), 43, 145, 176, 562, 583, 609, 709, 802
Salisbury, Robert Cecil, Lord (Homme d'Etat britannique), 477
Salkind, Jonas (Consul général du Gouvernement provisoire russe à Zurich), 681–682, 684 et n, 685, 705, 722, 723, 725–726, 818 et n, 819, 821
Salvadé, A. (Consul de Suisse à Gênes), 37
San Giulano, A., Marquis di (Ministre des Affaires étrangères d'Italie), 58, 59, 67, 73 n
Santucci, Charles, Comte (Délégué du Saint-Siège à Berne), 196–198
Sartiaux (Haut fonctionnaire français, directeur du Chemin de fer du Nord), 61
Sazonov, Sergei D. (Ministre des Affaires étrangères de l'Empire de Russie, 1910–1916), 115, 323, 324, 325
Scavenius, Harald R. von (Ministre du Danemark à Pétrograd), 708, 787 n
Schatzmann, Hans (Chancelier de la Confédération), 28 n, 81 n, 802 n
Scheidemann, Philipp (Homme politique allemand, membre du *Reichstag*), 679
Schenkel, Hans (Conseiller national de Zurich), 304
Scherrer, Heinrich (Conseiller aux Etats de St-Gall), 826 n
Scherrer, Paul (Conseiller aux Etats de Bâle), 718
Scherrer-Füllemann, Joseph Anton (Avocat à St-Gall, Conseiller national), 574, 747, 753, 826 n
Schklowski (Membre de la mission bolchevik à Berne), 734, 735 n, 757
Schmidheiny, Ernst (Conseiller national de St-Gall, chef du Bureau des compensations de la Division du Commerce du Département politique fédéral), 204, 210, 224, 225 et n–228, 243, 252, 257, 258, 341, 342, 343, 363 n, 385, 393 n, 410, 432 n, 458 n

Schmidt, K. (Haut fonctionnaire allemand), 225 n
Schmitt, Ernst (Conseiller de légation à la section de politique commerciale de l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 379
Schmitz (Capitaine, chef de la division commerciale militaire à la Légation d'Allemagne à Berne), 245
Schmoll (Citoyen suisse), 89
Schnäbeli (Affaire Schnäbeli), 804
Schnorf (Entreprise suisse à Utikon), 208
Schön, Wilhelm, Freiherr von (Ambassadeur d'Allemagne à Paris, 1914), 2, 9, 12, 13, 15–16, 17, 80
Schulthess, Edmund (Conseiller fédéral) 19 n, 21, 22, 87, 101, 118, 126, 142, 187, 189, 251 n, 265 n 285 n, 310, 446, 468, 486, 496, 544, 569, 573–575, 577 n, 588, 593, 599, 602, 632 n, 636, 640, 663–664, 714, 723, 724, 737, 739, 740, 778, 791, 816 et n
Schuster von Bonnott, R. (Ministre du Commerce d'Autriche-Hongrie), 291
Schwarzenbach, Robert (Industriel suisse à New York), 516
Secrétan, Edouard (Conseiller national vaudois, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*), 142, 309
Seidel, Robert (Conseiller national zurichois), 304
Senarclens-Grancy, de (Attaché naval à l'Ambassade d'Allemagne à Rome), 216
Seydoux, Jacques (Directeur au Ministère français du Blocus), 385, 632, 695
Sharp, William Graves (Ambassadeur des Etats-Unis à Paris, 1916), 249, 449, 490–491, 695
Siemens (Entreprise), 679
Sigg, Johannes (Conseiller national zurichois), 304
Simons, Walter («Geheimrat» à la section juridique de l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 506–507
Skeffington, Sheehy (Journaliste irlandais exécuté après la rébellion de 1916), 789
Skerlecz von Lomnica, Freiherr von (Banus von Kroatien, Slovenien und Dalmatien, 1913–1917), 2
Skobelev, Mikhail I. (Ministre du Travail des Gouvernements provisoires russes, 18 mai–13 septembre 1917), 563, 566, 568, 570, 576
Sonnenberg, Dr T. von (Attaché à la Légation de Suisse à Rome), 128, 165, 182, 434, 520
Sonderegger, E. (Colonel Sous-chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse), 666 n–668
Sonnino, Sidney, Baron (Ministre des Affaires étrangères d'Italie), 126–127, 187, 191–192, 216, 221, 223, 289, 433, 435, 441–442, 449, 531–535, 554–558, 681–682, 691, 715–716, 824
Spiegelfeld, Marcus, Freiherr von (Autrichien, Président de la Commission des prisonniers Croix-Rouge et de la Commission de renseignements sur les prisonniers de guerre), 342
Spitzmüller Dr, Freiherr von (Ministre du Commerce, 1915; Ministre des Finances du gouvernement autrichien, puis du gouvernement commun d'Autriche-Hongrie), 291, 504
Sprecher von Bernegg, Theophil (Chef de l'Etat-Major Général de l'Armée suisse), 20 et n, 22, 48, 63, 118, 149, 165, 185 et n, 187, 188, 189 et n, 192 n, 199, 201, 203 n, 240, 245, 301, 302, 312, 319, 324, 329, 338, 340, 347 n, 351, 432, 456, 537, 538, 661, 666 et n, 670, 672
Spreng, J. (Avocat à Berne), 170
Spring-Rice, Sir Cecil Arthur (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, 1913–1918), 79, 102 et n, 231, 600
Stämpfli, W. (Lieutenant-Colonel d'artillerie, membre de la délégation suisse aux Etats-Unis, 1917), 561, 632 n
Stanek, François (Chef politique tchèque), 809
Steed, Wickham (Rédacteur de politique étrangère au *Times* de Londres), 568, 577
Stockhammern, Freiherr von (Conseiller de légation à la section de politique commerciale de l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 371
Stolberg, W., Prinz von Wernigerode (Conseiller à l'Ambassade d'Allemagne à Vienne), 810
Stovall, Pleasant A. (Ministre des Etats-Unis à Berne, 1914–1918), 251 et n, 445, 489, 492, 498, 634, 635 n, 695, 731
Stresemann, Gustav (Député allemand, membre du Parti national libéral), 865
Stroehlin, H. (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Paris), 247, 385
Studer, Friedrich (Avocat à Winterthour, Conseiller national socialiste de Zurich), 96 n, 304, 826 n
Stürgkh, Karl, Graf von (Ministre-Président du Conseil des ministres d'Autriche-Hongrie), 291–292
Stürmer, Boris (Président du Conseil et Ministre

des Affaires étrangères de l'Empire de Russie, 1916), 474, 483
Sulzer, Hans (Ministre de Suisse à Washington) 561 n, 594, 596 et n, 607, 612, 632, 633, 634, 638, 640, 642, 728, 731, 732, 761, 781, 782, 794, 796, 800 n, 801, 802
Sulzer, Mme (Epouse du précédent), 730
Sulzer, Robert (Industriel suisse), 176
Sulzer, Frères 155, 161, 210
Suter, A. (Conseiller communal à Lausanne), 407
Sweerts de Landas Wyborgh, A.M.D., Baron (Ministre des Pays-Bas à Pétrograd), 787 n
Swinderen, R., Jonkheer van (ministre des Pays-Bas à Londres), 174
Syz, John (Conseiller national de Zurich et industriel. Membre de la délégation suisse aux Etats-Unis, 1917), 561, 608, 632 et n, 635
Scéscen de Temerin, N., Comte (Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris), 9, 11, 12, 17
Szögyény Marich, Comte de (Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Berlin), 23

Taft, William Howard («Accords Taft», 1911–1913; Administration), 831, 840
Tardieu, André (Commissaire général aux affaires de guerre franco-américaines), 571, 729
Taussig, Frank William (Professeur américain à Harvard), 636 n
Taylor, Alonzo Englebert (Représentant de la *U.S. Food Administration,* mission américaine à la Conférence interalliée de Paris, 1917), 581, 607, 609, 612, 620–621, 628, 631, 634–635, 664
Tchernov, Viktor M. (Ministre de l'Agriculture du Gouvernement russe de coalition), 626, 629
Tchitcherine, Gheorgi (Commissaire du peuple aux Affaires étrangères), 779, 788
Teretchenko, M. (Ministre des Finances et Ministre des Affaires étrangères des Gouvernements provisoires russes, 14 mars–7 novembre 1917), 553
Thomas, Albert (Sous-secrétaire au Ministère français de la Guerre, 1915–1916; Ministre de l'Armement, 1916–1917), 240, 449, 458
Thompson, E.W. (Consul américain à Rotterdam, Attaché commercial à Berlin), 104
Thomson, M. et Mme, 70
Tiberghien, Monseigneur (Représentant officieux du Saint-Siège à Berne), 396
Tirpitz (Famille), 676
Tisza, István, Comte (Président du Conseil des ministres de Hongrie), 9. 138, 291–292, 513, 617
Tittoni, Tommaso (Ambassadeur d'Italie à Paris), 16, 67–68, 190, 366, 386
Torre Alfina, Marquis de (Conseiller à l'Ambassade d'Italie à Paris), 16
Toumanov, Prince (Général Adjoint du Ministre russe de la Guerre, 1917), 623
Trepov, Aleksandr F. (Président du Conseil de l'Empire de Russie, 1916–1917), 465, 474
Trotski (Lev D. Bronstein) (Révolutionnaire russe, collaborateur de Lénine, 1917; commissaire du peuple aux Affaires étrangères du Gouvernement provisoire), 413–414, 615, 624, 626, 629, 637, 654, 655 et n, 722
Trüssel, Berthe (Présidente de la Société d'utilité publique des femmes suisses), 158 n
Tschirschky, Heinrich von (Ambassadeur d'Allemagne à Vienne), 291–293, 424, 425
Tschumi, Hans (Conseiller d'Etat bernois), 170, 279
Tseretelli, Irakli G. (Député socialiste russe à la Douma, Ministre des Postes et Télégraphes, puis Ministre de l'Intérieur des Gouvernements provisoires, 8 mai–6 août 1917), 566, 570, 576
Tucher, H., Freiherr von (Ministre de Bavière à Vienne), 781, 783
Tumulty, Joseph Patrick (Secrétaire privé du Président Wilson), 111, 357, 468
Turkhan Pacha (Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères d'Albanie), 7

Uritski, Moisay S. (Commissaire du peuple aux Affaires étrangères du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Usteri, Paul (Conseiller aux Etats zurichois), 225, 237, 250

Valfrè di Bonzo, Théodore, Comte (Nonce apostolique à Vienne), 424 et n, 820, 865
Valtierra, Marquis de (Général, Ambassadeur d'Espagne à Paris), 439
Vandervelde, Emile (Député socialiste belge, Ministre sans portefeuille, Président de la IIe Internationale), 78
Venizelos, Eleutherios (Homme d'Etat grec, Président du Conseil et Ministre de la Guerre), 11
Verbatov (Commissaire du peuple du Gouvernement exécutif bolchevik?), 624
Vesnitch, Milenko (Ministre de Serbie à Paris, 1914), 9, 11

Vetter, Th. (Professeur à Zurich), 171
Victor-Emmanuel (Roi d'Italie) 58, 59, 65, 66, 73, 143, 182, 192, 214, 216, 533–534
Villa, Francisco (Pancho) (Général et révolutionnaire mexicain), 79
Viviani, René (Président du Conseil français juin 1914–octobre 1915), 4, 11, 18, 34, 525
Vogel, Léo (Ministre, Chef de la Division de la représentation des intérêts étrangers à la Légation de Suisse à Berlin), 507
Voïekov (Chambellan à la Cour de Russie), 464
Voïtinski, Grigori (Commissaire du peuple du Gouvernement provisoire), 627

Wagner, Heinrich (Industriel suisse, directeur de l'usine d'électricité de Zurich), 205
Wagnière, Georges (Journaliste, puis Ministre de Suisse à Rome), 715, 744, 755, 807, 824
Wallenberg, G.O. (Ministre de Suède à Tokyo), 145
Wang Tchoung-pao (Ministre de Chine à Berne, 1918), 802 et n
Warburg, Paul M. (Membre du *Federal Reserve Board* américain), 42–43, 57
Wasemsky, Prince 553
Wattenwyl, F. Moritz von (Colonel, Attaché militaire à la Légation de Suisse à Berlin), 306–307, 308–310, 323 et n, 324, 325, 329 et n
Wedel, Botho, Graf von (Ambassadeur d'Allemagne à Vienne), 51, 781, 782, 783
Weygand, Maxime (Général français, Chef d'Etat-Major du Général Foch), 528, 529
White, J.G. (Membre du *Export Council* américain), 581, 730
Whitehouse, H. Remsen (Assistant spécial à la Légation des Etats-Unis à Berne), 730
Wild, Charles-Conrad (Conseiller national de St-Gall), 205, 407
Wilhelmine (Reine des Pays-Bas), 135
Wille, Ulrich (Général de l'Armée suisse), 28, 34, 45, 63, 94, 185 et n, 187, 188, 189 et n, 199, 201, 203 n, 240, 299, 300–302, 306, 309, 310 et n, 312, 318, 319, 324, 332 n, 338, 340, 347 et n, 468, 469, 471, 472, 528, 666 et n, 670, 672, 822
Wilson, Hugh R. (Secrétaire de légation à la Légation des Etats-Unis à Berne), 614, 639, 642
Wilson, Thomas Woodrow (Président des Etats-Unis), 78, 79, 107, 110–111, 153, 154, 179, 211, 229–231, 261, 262, 353, 357, 358, 387–389, 394, 424, 425, 430, 434, 439, 441, 443, 444–445, 447 et n, 448, 449, 451, 452, 453, 454–456, 461, 465, 467, 468, 475, 477, 478 et n–481, 484, 488, 489, 491, 492, 493, 498, 503, 511, 514 n, 530, 531, 536, 546, 547, 548, 550, 559, 575, 580, 582, 594, 596, 597, 600, 611 et n, 614, 633, 634, 635 et n, 636, 640, 642, 675, 732, 750, 761, 781, 782, 783, 794, 795, 796, 797, 799, 803, 809, 810, 811, 813, 831, 832, 834, 835
Windisch-Grätz, Ludwig, Prinz (Chef de Section au Ministère commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 811
Wippold (Rédacteur au *Journal de Genève*) 636 n
Wirz, Adalbert (Conseiller aux Etats d'Obwald), 826 n

Yoshihito (Mikado, Empereur du Japon), 80
Youssoupov, Félix F., Prince (Participe à l'assassinat de Raspoutine), 464

Zinoviev, Grigori (Commissaire du peuple du Gouvernement provisoire russe), 787–788
Zimmermann, Arthur (Sous-Secrétaire, puis dès novembre 1916, Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 6–7, 23, 50, 51 n, 136–137, 452, 467, 500, 515, 520, 579, 586
Züblin (Représentant de *Sulzer Frères* en Extrême-Orient), 583

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES

Aar, 798
Aarau, 700
Abergement, L', 638
Abo, 665
Adige, 616
Adriatique, 185, 202, 315, 616
Aesch, 298
Afrique, 704, 839
Afrique Centrale, 854
Afrique Equatoriale, 315
Agadir, 11
Ajoie, 313, 339
Åland (Iles), 689
Albanie, 2, 3, 7, 48, 59n, 129, 136, 138, 182, 616, 654
Alexandrie, 139
Alger, 315, 696
Algérie, 526
Allemagne, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 15, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 33, 44, 50, 51, 61, 62, 63, 66, 69, 75, 76 n, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 86, 88 n, 89, 90, 91, 92, 98, 101, 102 et n, 104, 106, 109, 110, 111, 118, 120, 122, 124, 132, 133, 134, 136, 140, 143, 153, 160, 164, 165, 172, 176, 179, 180, 183, 187, 193, 194, 198, 199, 200, 201, 208, 209, 210, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 224, 228, 229, 232, 233, 234, 236, 239, 241, 242, 243, 244 et n, 245, 247 n, 248 et n, 250, 251–257, 259, 261, 262, 265–267, 269, 270, 287, 293, 294, 296, 298, 299, 300, 301, 303, 308, 311 et n, 312, 313, 314, 316, 318, 319, 320, 321, 324, 327 n, 332, 334, 336–338, 339, 344, 348, 350, 351, 352, 354–356, 359, 362, 364, 365, 367, 368, 369, 371, 372, 374, 377, 378, 379, 383, 385, 386, 393 et n, 394, 399, 400–406, 409, 410, 411, 412, 415, 417, 419–423, 425, 428 et n, 431, 439, 443, 451, 453, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 466, 468, 469, 475, 478, 481, 485, 486, 488, 489, 490, 492, 493, 495, 496, 497, 499, 500, 501, 503, 504, 505–507, 508, 512, 513, 515, 520, 521, 529, 530, 532, 533, 534 et n, 536, 537, 540 et n, 542, 544, 546, 550, 551, 554, 559, 563, 566, 567, 572, 580, 581, 582, 585 et n, 586, 589–593, 595 et n, 599, 600, 601, 602, 608, 611 n, 616, 617, 618, 619, 627, 628, 633, 635 n, 636 et n, 644, 647, 654, 658, 665, 667, 671, 672, 675, 678, 679, 682, 692, 696, 698, 703, 704, 705, 712, 713, 714, 716 n, 717–719 et n, 721, 723, 724, 731, 734, 737 et n–740, 742–744, 750, 757, 762, 763, 767, 770, 771, 776, 780, 782, 787 n, 792, 794, 796, 797, 798, 799, 800 n, 801, 805, 809, 810, 812, 814, 815, 816, 822, 826, 848
Allschwil, 298
Alpes, 61, 202, 314, 317, 808
Alsace (et Alsace-Lorraine), 137, 166, 313, 339, 513, 534, 585, 611 n, 683, 783, 805, 816, 817
Altdorf, 700, 701
Amérique (cf. Etats-Unis)
Amérique Centrale, 78
Amérique du Sud, 78, 836
Angleterre (cf. Grande-Bretagne)
Annecy (Lac d'), 53
Annemasse, 39
Anvers, 35, 62
Argentine, 384, 386, 598, 664, 677, 836, 842
Argonne, 143
Arizona, 477
Arkhangelsk, 775
Arona, 199
Arosa, 197
Asie, 652, 803
Asie Mineure, 839
Athènes, 11, 139
Atherstone, 70
Atlantique, 72 n, 646, 731, 795, 799
Attisholz, 382
Australie, 598
Autriche, 2, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 20, 48, 61, 65, 66, 69, 74 n, 75, 83, 84, 88 n, 89, 90, 91, 92, 101, 102 et n, 106, 128, 136, 137, 143, 164, 176, 181, 182, 184, 187, 190, 191, 199, 202, 203, 209, 210, 216, 218, 222, 232, 234, 242, 243, 247 n, 248 et n, 263, 265, 292, 299, 301, 314, 320, 321, 323, 345–347, 382, 383, 384, 397, 439, 493, 554, 572, 586, 587, 615, 617, 618, 654, 679, 683, 702, 703, 704, 712, 750, 780, 782, 809, 810, 818, 852
Autriche-Hongrie, 7, 8, 11, 13, 14, 17, 19, 50 et n, 82, 98, 106, 122, 217, 232, 244, 245, 251–257, 259, 267, 269, 270, 300, 336–338, 341, 343, 345–347, 354–356, 375, 386, 394, 415, 419, 425, 452, 478, 486, 493, 497, 503–505, 512, 534 n, 559, 617, 644, 647, 654, 701, 705, 713, 714, 783, 808, 810, 811, 817, 852
Avlona, 128

Baden, 657
Bâle, 157 n, 158 n, 171, 205, 208, 304, 407, 491, 675, 769, 796, 797, 798
Balkans, 7, 13, 136, 139, 185, 321, 532, 572, 587, 843, 852
Baltiques (Provinces), 15
Baltique (Mer), 652
Barcelone, 485
Bavière, 11, 16, 780
Beatenberg, 818
Belfort, 94, 339, 492
Belgique, 9, 12, 13, 16, 18, 25, 33, 51, 61, 63, 69, 78, 104, 134, 145, 314, 316, 320, 328, 350, 391, 429, 441, 460–462, 486, 512, 534, 584, 611 n, 616, 802, 856, 859, 861
Belgrade, 2, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 17, 19, 20, 139, 342, 512
Bellegarde, 798
Bellinzone (Bellenz), 63, 200, 699, 700
Belp, 280
Bergen, 16
Berlin, 2, 6, 10, 12, 16, 17, 18, 23, 24, 33, 35 n, 50, 51, 58, 85, 103, 109, 132 n, 135, 136, 144, 153, 179, 183, 194, 199, 210, 215, 218, 224, 225, 230, 231, 243, 252, 258, 261, 262, 265, 291, 324, 326, 342, 365, 371, 379, 429, 439, 447 n, 452, 458, 467, 468, 487, 489, 490, 492, 493, 500, 501, 504, 505–507, 509, 515, 521, 535, 545, 547, 579, 585, 601, 615, 617, 618, 671, 673, 675, 678, 679, 680, 684, 685, 687 n, 691, 693, 713, 718 et n, 719, 722, 725, 734, 735, 736, 741, 745, 758, 776, 779, 780, 810, 812, 821, 864
Besançon, 34, 313
Bessarabie, 587
Béziers, 70
Bienne (Lac de), 798
Bohême, 17, 809, 810, 818
Bordeaux, 59, 60, 62, 68, 69, 87, 88, 109, 124, 634, 801
Bosnie-Herzégovine, 2, 14
Bosphore, 477
Boston, 633
Bourget (Lac du), 53, 286
Bourgogne, 798
Bouveret, Le, 701
Brenner, 199
Brésil, 176, 647, 836, 842
Brest-Litovsk, 653, 654, 674, 675, 680, 776
Bretagne, 16
Brugg, 205
Brunnen, 701
Bruxelles, 11, 35, 61, 164
Bucarest, 69, 139, 143, 218
Buchs, 219
Budapest, 138, 617, 782
Bukovine, 616
Bülach, 341
Bulgarie, 11, 108, 136, 165, 292, 486, 587, 644, 647, 680, 781
Bure, 298

Californie, 180, 468, 477
Camoghé, 66
Campione, 59, 657
Canton, 177
Caporetto, 615
Cattaro, 512
Carso (cf. Karst)
Caucase, 565
Cette (Sète), 485, 488, 497, 503, 544 n, 572, 603, 619, 628, 646, 663, 697, 698, 718, 719, 720, 723, 731, 737 n
Chablais, 38, 52, 53
Châlons-sur-Marne, 315
Châlons-sur-Saône, 798
Champagne, 545 n
Charleville, 35
Chaux-de-Fonds, La, 240
Chiasso, 223, 701
Chicago, 633
Chili, 583, 609–610, 836, 842
Chine, 44, 78, 145, 176–178, 179–180, 263, 264, 383, 508, 562 et n, 583 et n, 585, 609–610, 709, 711, 717 et n, 802 et n, 854
Chippis, 382
Christiania, 11, 426, 427, 722
Cisleithanie, 809
Coire, 158 n, 171, 329
Cologne, 673
Colombie, 479
Columbia (District de), 358
Côme, 199, 370
Côme (Lac de), 339
Congo (Conférence du), 854
Constance, 328, 492, 538
Constance, Lac de (Bodensee), 661, 805
Constantinople, 10, 12, 61, 163, 463, 477, 781
Copenhague, 11, 297, 298, 427
Courlande, 535, 563, 567, 654
Creusot, Le, 240
Creux, Le, 688
Crimée, 565
Croatie, 809
Cronstadt, 547, 565, 623
Cuvio (Val), 199

Dalmatie, 190, 808
Danemark, 13, 51, 78, 108, 168, 176, 363, 398, 407, 465, 551 n, 644, 647, 787 n, 789
Danube, 660, 796, 797, 805
Dardanelles, 163, 165, 182, 185, 242, 477, 480, 653
Davos, 197, 312, 329
Détroits, 61, 463
Dieppe, 26
Dijon, 314
Doggerbank, 840
Domodossola, 237
Don, 623
Drau (Drava), 186
Dreiländerspitze, 190
Dresde, 586, 781
Dublin, 789
Dunkerque, 11
Düsseldorf, 714, 723, 743
Dvinsk, 547

Egypte, 457, 477
Elbe, 797
Elsgau (Ajoie), 313, 339
Espiguette (Pointe de l'), 487, 698
Erstfeld, 701
Espagne, 61, 78, 335, 383, 385, 414, 427, 430, 439, 442, 449, 456, 467, 495, 507, 527, 643, 787 n, 801
Europe, 3, 15, 16, 17, 43, 78, 80, 99, 103, 129, 178, 180, 200, 211, 249, 305, 314, 316, 320, 395, 424, 430, 441, 460, 467, 468, 476, 477, 479, 491, 498, 508, 517, 533, 551, 559, 575, 584, 604, 609, 614, 621, 629, 635 et n, 639, 640, 649, 664, 675, 676, 682, 683, 691, 715, 748, 750, 794, 795, 803, 808, 836, 852
Etats-Unis d'Amérique, 16, 41, 44, 56, 78, 79, 80, 84, 98, 101 et n, 102, 103, 107, 108, 126, 152, 153, 169, 172, 177, 178, 179, 180, 211, 212, 229, 230, 231, 248, 249, 261, 262, 263, 296, 344, 358, 383, 384, 386, 387, 389, 407, 424, 427, 429, 430, 431, 434, 439, 441, 444, 446, 447 et n, 448, 449, 452, 453, 455, 457, 461, 465, 467, 468, 475, 476, 477, 479, 480, 489–491, 492, 498, 501, 502, 504, 505, 507, 514 n, 524, 530, 532, 534, 536, 545 n, 546, 547, 548 et n, 549 et n, 550, 554, 555, 556, 559, 561, 582, 584, 587, 594, 596, 600, 608, 611 n, 614, 619, 620, 628, 630, 631, 632 et n, 633, 636 et n, 638, 639, 640, 641, 642–649, 650, 651, 653, 665, 666, 667, 669, 675, 677, 680, 682, 694, 695, 697 et n, 719, 720, 725, 728, 729, 731, 733, 734, 750, 761, 782, 794, 796, 799, 800 et n, 801, 803, 811, 831, 832, 833, 836, 837, 846, 848, 850, 856
Faucigny, 52, 53
Faverges, 53
Ferrière, 688
Finlande, 565, 600, 625, 665, 689–690, 705, 712, 714, 789, 832
Flandre, 316
Florenze, 616
Fluela, 701
Fluelen, 701
France, 3, 5, 6, 10, 11, 14, 15, 16, 18, 21, 24, 26, 32, 33, 34, 38, 39, 44, 55, 61, 62, 63, 66, 67, 69, 71, 72, 75, 77, 78, 82, 83, 85, 87, 88, 95, 100 et n, 104, 106, 109, 115, 117, 118, 119, 122, 124, 129, 136, 143, 146 n, 155, 157, 169, 172, 181, 190, 193, 194, 198, 200, 208, 210, 211, 212, 216, 224, 233, 234, 240, 241, 242, 246, 248, 249 n, 253, 257, 258, 263, 268, 271, 281, 283, 285, 286, 288, 292, 293, 299, 300, 301, 302, 307, 311 et n, 312, 313, 314, 316, 318, 319, 320, 321, 326, 328, 335, 336, 338, 339, 340 et n, 347 n, 348–351, 354, 362, 365, 371, 372, 381, 382, 383, 384, 386, 397, 398, 399, 414, 415, 417, 419, 428, 432, 438, 439, 442, 448, 449, 457, 461, 465, 466, 468, 469, 470, 475, 477, 481, 489, 497, 508, 512, 513, 517, 520, 522, 526, 527, 528, 529, 530, 532, 533, 536, 537, 538, 540, 542, 543, 544 et n, 545, 546, 550, 551, 554, 556, 560, 572 et n, 573, 585, 587, 588, 596, 599 n, 602–603, 610, 614, 616, 619, 624, 628, 636, 639, 640, 643, 647, 649, 650, 651 et n, 657, 663, 665, 669, 677, 683, 684 et n, 685, 686, 688, 696, 701, 704, 724, 729, 734, 737 et n, 739, 740, 741, 750, 790, 794, 795, 798, 799, 804, 805, 816, 817, 818, 831
Francfort, 134, 673
Fribourg, 158 n, 171, 409, 412
Fuentes, 199

Galicie, 183, 617
Gallarate, 199
Gallipoli, 653
Garzen, 59
Gatchina, 623, 625, 626
Gavirate, 199
Gênes, 37, 60, 84, 88, 102 n, 114, 120, 130, 131, 142, 191, 192, 219, 807
Genève, 26, 72 n, 77, 87, 157, 158 n, 171, 205, 302, 306, 314, 363, 409, 412, 413, 415, 493, 549 et n, 552, 561, 579, 619, 657, 663, 670, 675, 701, 730, 761, 799, 805, 808, 819, 822
Genève (Lac de), cf. aussi Léman (Lac), 798
Génissiat (Barrage de), 798
Géorgie, 818

Gex (et Pays de), 166, 604, 657, 660, 662, 805
Gibraltar, 102, 140, 180
Glaris, 700
Goldau, 701
Göteborg, 779 n
Gothard, 74, 200, 201, 317, 660, 699, 700, 701, 805
Grande-Bretagne, 5, 6, 10, 14, 16, 17, 26, 33, 44, 61, 62, 68, 69, 78, 79, 83, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 100 et n, 101, 102 et n, 103 n, 104, 106, 115 n, 117, 119, 120, 122, 126, 130, 131, 133, 134, 140, 141, 153, 155, 161, 170, 172, 179, 180, 181, 191, 208, 210, 212, 216, 218, 222, 224, 234, 241, 242, 245, 247 n, 248, 260, 261, 262, 267, 271, 281, 283, 287, 292, 293, 294, 295, 299, 314, 315, 316, 320, 335, 336, 350, 358, 362, 365, 370, 371, 372, 379, 383, 386, 388, 389, 398, 415, 417, 419, 424, 442, 448, 465 et n, 468, 470, 477, 478, 480, 486, 493, 497, 501, 512, 520, 522, 526, 527, 534, 544, 546, 553, 554, 556, 560, 586, 587, 596, 624, 628, 629–631, 636, 647, 649, 651, 653, 669, 684 et n, 685, 705, 725, 729, 734, 741, 750, 758–761, 778, 786
Grèce, 7, 108, 129, 218, 320, 331, 434, 533, 557, 578, 580 n
Grenoble, 286
Grisons, 49, 69, 187, 201, 320, 321, 358, 699, 700

Haïti, 479
Halle, 227
Hallnach, 705
Hambourg, 153, 345, 865
Hankow (Hankeou), 177
Hauenstein, 64, 538–539
Havre, Le, 439
Hawaii (Iles), 479
Haye, La, 12, 19, 78, 134, 135, 139, 170, 357, 394, 427, 476, 561 n, 674, 791, 841, 847, 850
Haye, La (Accords, Conventions), 98, 119, 174, 408, 428, 462, 727, 826, 829, 835, 837, 839, 840, 841, 842, 843, 848, 856, 863
Haye, La (Conférences), 409, 662, 749, 831, 832, 833, 837, 844, 846, 849, 850
Helsingfors, 625
Hesse, 463
Hollande (cf. Pays-Bas)
Honduras, 842
Hongrie, 2, 9, 17, 83, 138, 292, 341, 534, 617, 809, 810, 811

Indes, 90
Indes britanniques, 370
Indes néérlandaises, 370
Indes occidentales, 479
Indochine, 315
Intelvi (Val d'), 74
Interlaken, 197
Irlande, 119
Ischl, 2,8
Isonzo (Bataille de l'), 320–321, 558
Italie, 7, 8, 16, 17, 33, 36, 48, 57, 58, 61, 63, 65, 67, 69, 72, 73, 78, 84, 89, 90, 91, 93, 97, 100, 102, 103 n, 108, 111, 113, 120, 122, 126, 128, 129, 131, 136, 140, 142, 143, 146 et n, 151, 152, 163, 164, 165, 175, 181, 182 n, 183, 184, 185, 186, 189, 190, 192, 194, 199, 201, 202, 203 et n, 206, 209, 211, 214, 215, 216 et n, 217, 218, 219, 221, 222, 224, 232, 238, 239, 241, 242, 245, 247 n, 253, 257, 264, 267, 268, 271, 281, 283, 285, 286, 288, 292, 293, 302, 314, 320, 321, 332, 333, 335, 336, 339, 341, 342, 343, 362, 365, 383, 386, 390, 391, 397, 415, 417, 419, 434, 457, 460, 469, 480, 497, 503, 522, 531, 532, 554, 555, 556, 557, 558, 588, 599 n, 615, 619, 628, 658, 669, 671, 682, 683, 684, 698, 700, 715, 716, 755, 786, 804, 805, 808, 852

Japon, 43, 78, 79, 80, 177, 179–180, 264, 508, 553
Java, 647
Jorio, 66
Jura, 314, 471, 492

Karst, 502
Kienthal, 280
Kiel, 864
Kiev, 626, 734, 793
Klagenfurt, 186
Küblis, 329
Kuk, 557

Langres, 314
Lausanne, 158 n, 171, 297, 298, 302, 323, 327 et n, 385, 407, 466, 675, 819
Lécheraine, 53
Léman (Lac), cf. aussi Genève (Lac de), 794, 798, 799
Lemberg, 69, 587
Leysin, 197, 312
Lille, 61, 428, 429
Lisbonne, 439
Lithuanie, 563, 567, 654
Liverpool, 608
Locle, Le, 35
Loire, 62

Lombardie, 175, 199
Lomont (Chaîne du), 313
Londres, 13, 15, 16, 17, 19, 26, 35, 36, 40, 42, 59, 60, 68, 71, 72, 86, 87, 88, 90, 92, 93, 99, 104, 105, 113, 122, 123, 131, 134, 139, 154, 159, 166, 168, 174, 189, 204, 209, 212, 221, 231, 235, 243, 263, 297, 298, 324, 335, 372, 383, 398, 436, 437, 443, 446, 447, 450, 451, 455, 456, 465, 516 n, 536, 555, 567, 568, 570, 576, 595, 601, 620, 640, 664, 677, 684, 685, 687 n, 691, 694, 702, 713, 792, 801, 812, 866
Londres (Conférence, Traité), 713, 796, 855, 861, 862
Lötschberg, 699, 701
Lowcen-Berg, 512
Lublin, 535
Lucerne, 158 n, 170, 173, 289, 407, 425, 538, 700, 701
Luga, 600
Lugano 158 n, 424 n, 580 et n
Lugano (Lac de), 74
Luino, 91, 237, 701
Luxembourg, 104, 194, 403, 861
Lyon, 70, 157, 314, 315, 370, 699, 798

Madagascar, 315
Madrid, 324, 427, 434, 439, 449, 691 n, 791, 812
Main, 797
Majeur (Lac), 333
Malacca (Détroit de), 480
Malbuisson, 688
Manche, 104
Mandchourie, 383
Mannheim, 71
Mans, Le, 669
Marburg, 186
Marne, 439, 476, 814
Maroc, 4
Marseille, 84, 373, 419, 798, 799
Mayenfeld, 329
Méditerranée, 190, 212, 373, 485, 698, 720
Meilen, 341
Melide, 74
Melun, 418
Mer Blanche, 775, 778
Mer Noire, 480, 652–653
Mer du Nord, 94, 102, 153, 373
Mexique, 79, 179, 229, 358, 388, 477, 479, 515
Milan, 67, 74, 199, 219, 616
Mohilev, 516, 629
Molodetchno, 547
Montana, 197, 312
Monte-Ceneri, 74
Mont-Cenis, 285, 286, 701
Montenegro, 350, 520
Montreal, 516
Morat, 64
Morteau, 539, 671
Moscou, 139, 483, 516, 565, 600, 626, 627, 707, 722, 725, 775, 776, 787, 822
Mourmansk, 775
Mulhouse (Mülhausen), 63, 248, 492, 513
Munich, 11, 219, 620, 741, 780
Münstertal, 313

Nancy, 26, 61
Naples, 215, 517–518
Neckar, 797
Neuchâtel, 171, 306, 409, 412, 415
Neuchâtel (Lac de), 798
Neufchâteau, 26
Neuhausen, 118
New Jersey, 80
New Port, 153
New York, 42, 43, 56, 79, 102, 230, 231, 327, 358, 388, 424, 455, 468, 480, 516, 527, 555, 581, 582, 583, 596 n, 598, 599, 633, 634, 635, 676, 730
Nicaragua, 479
Nice, 69, 146
Nijni-Jaroslav, 775
Normandie, 16
Norvège, 11, 13, 16, 78, 86, 102, 108, 168, 344, 383, 384, 386, 407, 465, 466 n, 597, 644, 647, 728, 787 n, 789
Nouvelle-Calédonie, 315

Oberland bernois, 312
Océanie, 315
Oder, 797
Odessa, 457, 712
Oerlikon, 155
Olten, 205
Orléans, 669
Ossola (Val d'), 333, 339
Oural, 775

Pacifique, 508
Palerme, 215, 517
Panama (Canal de), 359, 477, 480
Paris, 2, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 26, 34, 35 n, 38, 60, 61, 65, 67 et n, 70, 124, 125, 132, 134, 168, 190, 192, 204, 208, 211, 212, 221, 232, 235, 237, 243 n, 246, 263, 264, 265, 286, 314, 319, 324, 334, 335, 361, 363 et n, 365, 366, 367, 368, 372, 375, 376, 381,

383, 384 et n, 387, 390, 392, 393, 401, 410, 411, 412, 413, 417, 431, 436, 437, 439, 441, 444, 446, 448, 458, 468, 469, 474, 476, 482 n, 489, 507, 516 n, 517, 525, 543, 551, 555, 568, 571, 578, 588, 621, 628, 631, 634, 635, 636, 637, 640, 642, 650, 651, 664, 665, 669, 675, 676, 684, 686, 687, 688, 691, 694 et n, 695, 696, 725, 737, 739, 740, 779, 790, 792, 807, 812, 816, 820, 823, 866
Paris (Traité de), 32, 53, 796, 855
Passau, 219
Pays-Bas, 11, 33, 36, 40, 51, 78, 86, 102, 108, 122, 135, 140, 141, 169, 172, 205, 209, 292, 316, 344, 364, 379–380, 383, 407, 427, 430, 456, 470, 507, 597, 644, 647, 697, 703, 728, 787 n, 789, 831, 850, 856, 859, 861
Pékin, 176, 177, 178, 263, 584, 585
Pennsylvanie, 358, 596
Perse, 652–653, 787 n
Pétersbourg, St-, 3, 5, 15, 17, 18, 23, 68, 138, 633, 680, 685, 725, 757
Pétrograd, 35 n, 115, 129, 297, 298, 299, 323, 324 n, 325. 446, 450, 460, 463, 474, 482, 483, 516, 517, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 527, 532, 534 n, 544, 545, 547, 548, 552, 560, 563, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 576, 600, 615, 621, 622, 624, 625, 627, 629, 637, 653, 655, 682, 684 et n, 687, 705, 707, 708, 745, 758, 774, 776, 777, 779, 787, 788, 819, 825
Petronski (Ile de), 464
Pfetterhausen, 538
Philadelphie, 633
Philippines, 477, 479
Pô, 199, 321, 616, 660, 796
Pologne, 136, 263, 463, 563, 567, 617, 654, 703–704, 705, 809
Pontarlier, 69, 157, 363
Porrentruy, 313, 539
Portland, 14
Portugal, 78, 791
Prague, 809
Prusse, 3, 586, 620, 678, 679, 814
Pulkovo, 625

Quatre Cantons (Lac des), 312, 700

Rangiers, 64, 298, 538–539
Reichenau, 780
Rhin, 34 n, 60, 244, 316, 341, 373, 460, 471, 537, 585 et n, 657, 660, 792, 794, 795, 796–799, 805, 813, 817
Rhône, 53, 373, 657, 660, 699, 701, 794, 795, 796–799, 805
Riga, 619, 653
Roggenburg, 298
Romanshorn, 277
Rome, 16, 33, 35 n, 36, 57, 58, 61, 65, 67, 72, 73, 74, 88, 90, 92, 93, 97, 102 n, 103 et n, 111, 112, 123, 126, 129, 136, 142, 146 et n, 163, 166, 175, 180, 181, 184, 185, 186, 189, 190, 191, 199, 211, 215, 218, 219, 235, 237, 243 n, 263, 264, 265, 289, 324, 333 et n, 335, 336, 362, 365, 433, 435, 441, 444, 446, 449, 465, 466 n, 482 n, 501, 516 n, 517, 518, 531, 532, 533, 554, 558, 568, 653, 681, 687 n, 694 n, 716, 744, 755, 807, 812, 824, 825, 866
Rotterdam, 36, 59, 60, 71, 72, 87, 103, 104, 111, 373
Roubaix, 428, 429
Roumanie, 9, 11, 108, 128, 143, 161, 162, 165, 217, 333 n, 379, 383, 384, 394, 440, 557, 680, 701, 815, 832
Ruhr, 817
Russie, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 21, 22, 78, 80, 104, 128, 136, 137, 144, 145, 176, 180, 242, 248, 292, 293, 297, 315, 320, 323, 325 et n, 326, 372, 385–386, 394–395, 413, 453–454, 461, 463, 474, 480, 482 n, 483, 517, 519, 520, 521–523, 527, 531, 532, 533, 534, 535, 545, 550, 552–553, 556, 563, 564, 566, 567, 568, 569, 570, 580, 587, 622, 628, 653, 654, 678, 680, 682, 683, 684, 687, 690, 702, 705, 707, 708, 712, 713, 714, 746, 749, 757, 758, 774, 775, 776, 787, 788, 789, 790, 815, 819, 820 et n, 821, 822, 824, 832
Rybinsk 627

Sadova, 616
Saignelégier, 298
Saint-Bernard (Grand), 333
Saint-Dié, 313
Saint-Domingue, 479
Saint-Gall, 1, 158 n, 171, 205, 407, 700
Sainte-Marie, 688
Saint-Nazaire, 59, 60
Saint-Siège, 10, 181, 196–198, 199, 239, 262, 263, 264, 289 et n, 290, 384, 396, 397, 399, 424, 436, 481
Salonique, 372, 457
Sankt Ludwig, 25
Saône, 314
Sarajevo, 1, 6, 8, 16, 840
Sardaigne, 32, 38, 53, 54, 55
Sarre, 592, 816, 817
Savoie (et Haute-Savoie), 32, 38, 39, 51, 52, 53,

54, 55, 146, 166, 285-286, 604, 606, 657, 660, 661 et n, 662, 705, 804-805
Savona, 130
Sayville, 80
Scandinavie (et Pays scandinaves), 86, 135, 174, 379, 383, 507, 831, 861
Scarlino, 755
Schaffhouse, 471, 539, 657, 758
Schwyz, 700, 701
Sedan, 304
Seeven, 701
Seine, 26
Seine-et-Oise, 26
Semlin, 11, 14
Sénégal, 315
Serbie, 2, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 20, 127, 129, 136, 138, 350, 477, 854
Shanghaï, 176, 177, 585, 610
Shimonoseki (Paix de), 180
Sibérie, 44, 775
Sicile, 199, 518, 715
Sighignola, 74, 199
Simplon, 67, 201, 699, 701, 805
Singen, 277
Sion, 158 n, 171
Sofia, 11, 139, 218, 780
Solferino, 616
Somalie, 315
Somme (Bataille de la), 470
Spezia, La, 114
Springfield, 633
Stelvio, 74
Stilfersjoch, 343
Stockholm, 11, 14, 297, 407, 426-427, 460, 531, 544, 547, 567, 569, 674, 678, 679, 722, 791
Strasbourg, 506, 513, 797
Stuttgart, 139
Suède, 86, 102, 108, 145, 168, 209, 248, 292, 383, 407, 426, 455, 465, 523, 583, 624, 644, 647, 665, 674, 679, 689-690, 787 n
Suez (Canal de), 480

Tarente, 182
Tavannes, 240
Territet, 826 et n
Tessin, 49, 63, 69, 74, 201, 202, 203, 320
Texas, 359, 477, 479, 599
Thoune, 88, 197, 701
Tientsin, 177
Tobolsk, 463
Tokyo, 43, 79, 145, 176, 562 et n, 583 et n, 609, 709, 711, 717 et n, 802
Tourcoing, 428, 429
Tours, 62
Transylvanie, 128, 144, 616
Trient, 49
Trentin, 69, 143, 163, 176, 557, 808
Tresa, 199
Trieste, 49, 61, 69, 190, 558, 615, 782
Tsarkoïe Selo, 516, 623, 625, 626
Tsingtau, 44, 145
Tuckerton, 80
Tunis, 696
Tunisie, 69
Turin, 502
Turin (Traité de), 32, 38, 53
Turquie, 7, 60, 79, 136, 163, 218, 292, 478, 486, 532, 610, 644, 647, 781
Tyrol (et Tyrol du Sud), 49, 63, 74 n, 129, 166, 203, 808, 820, 825

Ugine, 52, 53
Ukraine, 587, 680, 691, 705, 712, 713, 714, 734, 776, 789, 792-793, 818, 832
Umbrail, 313
Utikon, 208, 382
Uznach, 197

Valais, 52, 118, 409, 412, 657
Valbonne, 315
Vallorbe, 688
Valona, 143
Valteline, 37, 65, 74, 199, 248, 333, 339
Var, 686
Varese, 74, 199, 333
Varsovie, 20
Vatican (cf. Saint-Siège)
Vaud, 306, 409, 412, 415, 657
Vendlincourt, 298
Veneto (Vénétie), 199
Venise, 219, 616
Vera Cruz, 79
Verdun, 143, 335, 339, 439, 440, 458
Versailles, 823
Vienne, 1, 2, 6, 8, 10, 11, 15, 18, 19, 20, 35 n, 50, 138, 144, 184, 188, 189, 190, 217, 243, 252, 263, 264, 265, 291, 324, 326, 341, 345, 424, 447 n, 452, 487, 493, 503, 511, 513, 534, 586, 615, 618, 635 n, 639, 650, 651, 652, 687 n, 703, 704, 758, 780, 809, 810, 812, 820, 865
Vienne (Actes, Congrès, Traités), 32, 38, 52, 53, 395, 639, 748, 796-797, 855
Vladivostok, 775
Vodice, 557
Vœuvre, 442
Volga, 547, 775, 776

Vorarlberg, 129, 166, 826 et n
Vosges, 26, 492

Waldshut, 277
Walenstadt, 197
Washington, 41, 49, 56, 68, 78, 79, 94, 101, 102 n, 108, 110, 152, 167 n, 172, 178, 229, 231, 248, 249, 251, 261, 327, 353, 357, 387, 394, 424, 426, 429, 430, 439, 442, 443, 447 n, 448, 454, 467, 478, 484, 488, 489, 492, 493, 499, 500, 501, 504, 507, 508, 509, 511, 514, 515, 530, 535, 536, 546, 548, 549, 550, 551, 554, 555, 559, 561 n, 575, 580, 594, 596, 607, 609, 611, 612, 620, 628, 631, 633, 638 et n, 640, 650, 664, 667, 676 n, 677, 691 n, 694 n, 702, 728, 730, 731, 732, 761, 781, 785, 794, 799, 800 et n, 812, 866
West Hoboken, 327
Windaw, 627
Worb, 158 n
Winterthur, 155, 162, 304, 407

Yokohama, 44, 176
Yangtsekiang, 145

Zimmerwald, 279, 280 et n
Znaim, 1
Zoug, 699
Zoug (Lac de), 700
Zurich, 4, 130, 158 n, 171, 205, 252, 265, 267, 270, 304, 329, 333, 341, 347, 377, 406, 407, 413, 417, 605, 657, 675, 818 n, 819, 822
Zurich (Lac de), 700

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES D'OÙ PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 2	Affaires extérieures
E 13 (B)	Actes relatifs aux traités bilatéraux
LGS	Grève générale de 1918 (Landesgeneralstreik)
E 27	Affaires militaires

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 1	Propositions des Départements au Conseil fédéral
E 1001 (B) b 1	Procès-verbaux de l'Assemblée fédérale
E 1001 (C) d 1	Procès-verbaux du Conseil national
E 1001 (D) d 1	Procès-verbaux du Conseil des Etats
E 1004 1	Procès-verbaux du Conseil fédéral
E 1005 2	Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»

Département politique

E 2001	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1896–1917)
E 2001 (B)	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1918–1926)
E 2001 (D) c 1	Rapports sur la situation générale dans le monde envoyés par le DPF aux représentations diplomatiques de la Suisse à l'étranger
E 2001 (E) 1976/17 299–303	Collection et commentaire de documents relatifs à l'histoire des relations officielles Suisse–USA (Coll. G. Stucki)
E 2020	Représentation des intérêts étrangers et internement
E 2200	Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300	Rapports politiques et consulaires des représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
9500.183	Procès-verbaux de la Délégation du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères, 1918–1926
Sammlung A. Feldscher	Dokumente zur geschichtlichen Entwicklung der schweizerisch-russischen Beziehungen, Bde. 1–3

Département militaire

E 5330	Auditeur en chef, enregistrement central

Département de l'Economie publique

EVD KW Zentrale 1914–1918	Actes du Secrétariat général relatifs à l'économie de guerre (Kriegswirtschaft)

Département des Postes et des Chemins de fer

VED A + W 1909–1955 5	Office de l'Economie hydraulique

C. ACTES JURIDIQUES (URKUNDEN)

KI	Traités, dès 1848

FONDS PRIVÉS

J.I.6 1	Edmund Schulthess
J.I.149	William E. Rappard
J.II.78	Société suisse de surveillance économique